



RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

DÉCEMBRE 2017

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

TABLE DES MATIERES

SOMMAIRE	03
----------	----

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

<i>Délibérations de l'Assemblée de Martinique</i>	07
Séance du mardi 14 novembre 2017	08
Séance du mardi et mercredi 19 et 20 décembre 2017	16

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DÉCEMBRE – 2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATIONS DE L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

SEANCE DU MARDI 14 NOVEMBRE 2017

N° 17-400-1 - PORTANT AVIS SUR LE PROJET DE DÉCRET PORTANT ADAPTATION DU RÉGIME ÉLECTORAL DES ORDRES DES PROFESSIONS DE SANTÉ 08

N° 17-431-1 - PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À LA «SAS CAFÉIÈRE - RÉALISATION DE TRACES, TRAVAUX DE DRAINAGE, MODERNISATION DU SYSTÈME D'IRRIGATION 2014- RMAR040116DA0970086 » 10

N° 17-436-1 - PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À L'«EXPLOITATION AGRICOLE BASSE-POINTE (EABP) - ACQUISITION DE MATÉRIELS AGRICOLES POUR L'AMÉLIORATION DE L'EXPLOITATION 2014 (2EME PARTIE) - RMAR040116DA0970158 » 13

SEANCE DU MARDI ET MERCREDI 19 ET 20 DÉCEMBRE 2017

N° 17-460-1 - PORTANT APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DE L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE DES 27 ET 28 JUILLET 2017 16

N° 17-461-1 - PORTANT PARTENARIAT ENTRE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE (CTM) ET LE FONDS PARITAIRE DE SÉCURISATION DES PARCOURS PROFESSIONNELS (FPSPP) ANNÉE 2017 18

N° 17-462-1 - PORTANT PASSATION D'UN AVENANT À LA CONVENTION DE PARTENARIAT N°15-2323-1 PASSÉE ENTRE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE (CTM), SUBROGÉE AUX DROITS ET OBLIGATIONS DE LA RÉGION MARTINIQUE ET L'ACADÉMIE DE MARTINIQUE POUR DÉVELOPPER L'ACCOMPAGNEMENT DES CENTRES DE FORMATION PROFESSIONNELLE ET D'APPRENTIS FACE AUX ACCIDENTS MAJEURS 20

N° 17-463-1 - PORTANT MISE EN PLACE DU SERVICE PUBLIC RÉGIONAL DE L'ORIENTATION TOUT AU LONG DE LA VIE (SPRO) 22

N° 17-464-1 - PORTANT PASSATION D'UNE CONVENTION TRANSACTIONNELLE ENTRE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE ET L'ENTREPRISE ALTER BATIR DANS LE CADRE DE L'OPÉRATION DE CONSTRUCTION DU MUSÉE DU PÈRE PINCHON ET DU BÂTIMENT DES ARCHIVES RÉGIONALES 138

N° 17-465-1 - PORTANT PRÉSENTATION DU COMPTE-RENDU DE L'EXERCICE DE LA DÉLÉGATION DU PRÉSIDENT DU CONSEIL EXÉCUTIF EN MATIÈRE DE MARCHÉS PUBLICS ET D'ACCORDS-CADRES POUR LA PÉRIODE DU 17 OCTOBRE AU 15 NOVEMBRE 2017 144

N° 17-466-1 - PORTANT MODIFICATION DE LA DÉLIBÉRATION N°15-72-1 DU 20 JANVIER 2015 PORTANT OCTROI D'UNE SUBVENTION À LA SOCIÉTÉ JMJ INTERNATIONAL PICTURES POUR LA RÉALISATION DU DVD ET BLU-RAY DU FILM «SIMÉON» 146

N° 17-467-1 - PORTANT AUTORISATION DONNÉE AU PRÉSIDENT DU CONSEIL EXÉCUTIF DE MARTINIQUE POUR SIGNER LE CONTRAT D'OBJECTIFS ET DE MOYENS 2018-2019-2020 ENTRE L'ÉTAT, TROPIQUES ATRIUM ET LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE 148

N° 17-468-1 - PORTANT SIGNATURE D'UNE CONVENTION POUR LE VERSEMENT DU SOLDE DE LA SUBVENTION DE SAS ESPACE ENTREPRISES 158

N° 17-469-1 - PORTANT VENTE A LA SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE MIXTE D'AMÉNAGEMENT DE FORT-DE-FRANCE (SEMAFF) D'ACTIONS DÉTENUES PAR LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE (CTM) DANS LE CAPITAL SOCIAL DE LA SEMAFF 169

N° 17-470-1 - PORTANT AVIS SUR PROJET D'ORDONNANCE RELATIF À L'ADAPTATION DES CONDITIONS DE CRÉATION, TRANSFERT, REGROUPEMENT ET CESSIION DES OFFICINES DE PHARMACIE 171

N° 17-471-1 - PORTANT AVIS SUR LE PROJET DE DÉCRET RELATIF À LA PUBLICITÉ DES ACTES DE NOTORIÉTÉ PORTANT SUR UN IMMEUBLE SITUÉ EN CORSE, EN GUADELOUPE, EN MARTINIQUE, À LA RÉUNION, EN GUYANE, À SAINT-MARTIN ET À MAYOTTE 173

N° 17-472-1 - PORTANT PRÉSENTATION DU COMPTE-RENDU DE L'EXERCICE DE LA DÉLÉGATION DONNÉE AU PRÉSIDENT DU CONSEIL EXÉCUTIF EN MATIÈRE DE CONTENTIEUX POUR LA PÉRIODE DU 19 OCTOBRE AU 30 NOVEMBRE 2017 175

N° 17-472-2 - PORTANT COMMUNICATION D'UN JUGEMENT RENDU PAR LE JUGE DE L'EXPROPRIATION DANS L'AFFAIRE CONSORTS OZIER-LAFONTAINE C/ COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE (TERRAINS CADASTRES SECTION K N°192, 289 ET 337 SISES À SAINTE-ANNE) 177

N° 17-473-1 - PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION D'ÉQUILIBRE FORMULÉE PAR LE GROUPEMENT D'INTÉRÊT PUBLIC (GIP) MAISON DÉPARTEMENTALE DES PERSONNES HANDICAPÉES (MDPH) AU TITRE DE L'EXERCICE 2017 179

N° 17-474-1 - PORTANT VERSEMENT DU SOLDE DE LA SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT ALLOUÉE À L'UNION DES FEMMES DE MARTINIQUE (UFM) AU TITRE DE 2016 187

N° 17-475-1 - PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'UNION DES FEMMES DE MARTINIQUE (UFM) AU TITRE DE L'EXERCICE 2017 192

N° 17-476-1 - PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION BAY BALAN 203

N° 17-477-1 - PORTANT MODIFICATION DE LA DÉLIBÉRATION N°16-301-1 DU 05 OCTOBRE 2016 RELATIVE À L'OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE À L'ASSOCIATION FIRST CARAÏBES POUR L'ORGANISATION D'UN COLLOQUE SCIENTIFIQUE 213

N° 17-478-1 - PORTANT RÉAFFECTATION DE LA SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT ALLOUÉE AU SIREA AU PROFIT DE SOLIHA ANTILLES AGENCE IMMOBILIÈRE SOCIALE POUR LE FONCTIONNEMENT DE LA STRUCTURE ASSOCIATIVE ET L'EXERCICE DE LA MISSION D'AGENCE IMMOBILIÈRE SOCIALE (AIS) AU TITRE DE L'ANNÉE 2016 221

N° 17-479-1 - PORTANT PROGRAMME COORDONNÉ DE FINANCEMENT DE LA CONFÉRENCE DES FINANCEURS DE LA PRÉVENTION DE LA PERTE D'AUTONOMIE DES PERSONNES AGÉES 228

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DÉCEMBRE – 2017

N° 17-480-1 - PORTANT MISE EN PLACE DU GIP MARTINIQUE
TITREMENT 238

N° 17-481-1 - DÉCISION MODIFICATIVE N°4 DE LA COLLECTIVITÉ
TERRITORIALE DE MARTINIQUE POUR L'EXERCICE 2017 255

N° 17-482-1 - PORTANT MISE EN PLACE DU NOUVEAU
DISPOSITIF CADRE "RÉCOMPENSES DES CLUBS CHAMPIONS DE
MARTINIQUE DE FOOTBALL SENIOR" 258

N° 17-483-2 - PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À
MONSIEUR ÉMERICK BUNOD POUR LA RÉALISATION DE SA
SAISON SPORTIVE 2017 264

N° 17-483-3 - PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION A
L'ASSOCIATION TEAM MADININA POUR LA RÉALISATION DE LA
SAISON SPORTIVE 2017 DE AXEL MARIE-LUCE 266

N° 17-483-4 - PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION A
MONSIEUR THIERRY LUCHEL POUR LA RÉALISATION DE LA
SAISON SPORTIVE 2017 DE SON FILS LYVANN LUCHEL 268

N° 17-484-1 - PORTANT OCTROI D'UNE SUBVENTION À
MONSIEUR CÉDRIC EUSTACHE POUR LA RÉALISATION DE SA
SAISON SPORTIVE 2017 270

N° 17-484-2 - PORTANT OCTROI D'UNE SUBVENTION À
MONSIEUR AXEL CARNIER POUR LA RÉALISATION DE SA SAISON
SPORTIVE 2017 272

N° 17-484-3 - PORTANT OCTROI D'UNE SUBVENTION À
MONSIEUR EDWIN NUBUL POUR LA RÉALISATION DE SA SAISON
SPORTIVE 2016-2017 274

N° 17-485-1 - PORTANT RÉAFFECTATION DE LA SUBVENTION
ALLOUÉE PAR DÉLIBÉRATION DU CONSEIL RÉGIONAL
N° 15-573-6 ET ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION
COMPLÉMENTAIRE POUR L'OPÉRATION "TOUS TWIRLING: TOUS
SPORT", ÉDITION 2016 276

N° 17-486-1 - PORTANT AIDE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE
DE MARTINIQUE AUX COMMUNES (ACTC) 2016 À LA VILLE
D'AJOUPA-BOUILLON 278

N° 17-486-2 - PORTANT AIDE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE
DE MARTINIQUE AUX COMMUNES (ACTC) 2016 À LA VILLE DES
ANSES-D'ARLET 280

N° 17-486-3 - PORTANT AIDE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE
DE MARTINIQUE AUX COMMUNES (ACTC) 2016 À LA VILLE DE
BASSE-POINTE 282

N° 17-486-4 - PORTANT AIDE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE
DE MARTINIQUE AUX COMMUNES (ACTC) 2016 À LA VILLE DU
CARBET 284

N° 17-486-6 - PORTANT AIDE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE
DE MARTINIQUE AUX COMMUNES (ACTC) 2016 À LA VILLE DU
DIAMANT 286

N° 17-486-7 - PORTANT AIDE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE
DE MARTINIQUE AUX COMMUNES (ACTC) 2016 À LA VILLE DE
DUCOS 288

N° 17-486-8 - PORTANT AIDE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE
DE MARTINIQUE AUX COMMUNES (ACTC) 2016 À LA VILLE DE
FORT-DE-FRANCE 290

N° 17-486-9 - PORTANT AIDE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE
DE MARTINIQUE AUX COMMUNES (ACTC) 2016 À LA VILLE DU
FRANÇOIS 292

N° 17-486-10 - PORTANT AIDE DE LA COLLECTIVITÉ
TERRITORIALE DE MARTINIQUE AUX COMMUNES (ACTC) 2016 À
LA VILLE DE GRAND-RIVIÈRE 294

N° 17-486-11 - PORTANT AIDE DE LA COLLECTIVITÉ
TERRITORIALE DE MARTINIQUE AUX COMMUNES (ACTC) 2016 À
LA VILLE DU V AUCUN 296

N° 17-486-12 - PORTANT AIDE DE LA COLLECTIVITÉ
TERRITORIALE DE MARTINIQUE AUX COMMUNES (ACTC) 2016 À
LA VILLE DU LAMENTIN 298

N° 17-486-13 - PORTANT AIDE DE LA COLLECTIVITÉ
TERRITORIALE DE MARTINIQUE AUX COMMUNES (ACTC) 2016 À
LA VILLE DU LORRAIN 300

N° 17-486-15 - PORTANT AIDE DE LA COLLECTIVITÉ
TERRITORIALE DE MARTINIQUE AUX COMMUNES (ACTC) 2016 À
LA VILLE DU MARIN 302

N° 17-486-16 - PORTANT AIDE DE LA COLLECTIVITÉ
TERRITORIALE DE MARTINIQUE AUX COMMUNES (ACTC) 2016 À
LA VILLE DE MORNE-ROUGE 304

N° 17-486-17 - PORTANT AIDE DE LA COLLECTIVITÉ
TERRITORIALE DE MARTINIQUE AUX COMMUNES (ACTC) 2016 À
LA VILLE DE MORNE-VERT 306

N° 17-486-18 - PORTANT AIDE DE LA COLLECTIVITÉ
TERRITORIALE DE MARTINIQUE AUX COMMUNES (ACTC) 2016 À
LA VILLE DU PRÊCHEUR 308

N° 17-486-19 - PORTANT AIDE DE LA COLLECTIVITÉ
TERRITORIALE DE MARTINIQUE AUX COMMUNES (ACTC) 2016 À
LA VILLE DE RIVIÈRE-PILOTE 310

N° 17-486-20 - PORTANT AIDE DE LA COLLECTIVITÉ
TERRITORIALE DE MARTINIQUE AUX COMMUNES (ACTC) 2016 À
LA VILLE DE RIVIÈRE-SALÉE 312

N° 17-486-21 - PORTANT AIDE DE LA COLLECTIVITÉ
TERRITORIALE DE MARTINIQUE AUX COMMUNES (ACTC) 2016 À
LA VILLE DU ROBERT 314

N° 17-486-22 - PORTANT AIDE DE LA COLLECTIVITÉ
TERRITORIALE DE MARTINIQUE AUX COMMUNES (ACTC) 2016 À
LA VILLE DE SAINT-ANNE 316

N° 17-486-23 - PORTANT AIDE DE LA COLLECTIVITÉ
TERRITORIALE DE MARTINIQUE AUX COMMUNES (ACTC) 2016 À
LA VILLE DE SAINT-ESPRIT 318

N° 17-486-24 - PORTANT AIDE DE LA COLLECTIVITÉ
TERRITORIALE DE MARTINIQUE AUX COMMUNES (ACTC) 2016 À
LA VILLE DE SAINT-JOSEPH 320

N° 17-486-25 - PORTANT AIDE DE LA COLLECTIVITÉ
TERRITORIALE DE MARTINIQUE AUX COMMUNES (ACTC) 2016 À
LA VILLE DE SAINT-LUCE 322

N° 17-486-26 - PORTANT AIDE DE LA COLLECTIVITÉ
TERRITORIALE DE MARTINIQUE AUX COMMUNES (ACTC) 2016 À
LA VILLE DE SAINT-MARIE 324

N° 17-486-27 - PORTANT AIDE DE LA COLLECTIVITÉ
TERRITORIALE DE MARTINIQUE AUX COMMUNES (ACTC) 2016 À
LA VILLE DE SAINT-PIERRE 326

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DÉCEMBRE – 2017

N° 17-486-30 - PORTANT AIDE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE AUX COMMUNES (ACTC) 2016 À LA VILLE DES TROIS-ILETS 328

N° 17-487-1 - PORTANT OCTROI D'UNE SUBVENTION A LA VILLE DE SAINT-PIERRE POUR L'OPERATION DE REFECTION DE LA CHAUSSEE DE LA RUE DE LA VIEILLE HALLE 330

N° 17-489-1 - PORTANT DEMANDE DE RÉVISION DU PLU À LA VILLE DE FORT-DE-FRANCE EN VUE DU DÉCLASSEMENT DU STATUT D'ESPACE BOISÉ CLASSÉ (EBC) DE DEUX EMPRISES À DÉTACHER DES PARCELLES CADASTRÉES A N°27 ET A N°79 TOTALISANT UNE SUPERFICIE DE 4 500 M2 332

N° 17-489-2- PORTANT DISTRACTION DU RÉGIME FORESTIER DE L'OPÉRATION DE SÉCURISATION AU LIEUDIT «ARBORÉTUM» TOTALISANT UNE SUPERFICIE DE 4 500 M2 334

N° 17-491-1 - PORTANT RENOUVELLEMENT DE L'HABILITATION À LA SOCIÉTÉ LCC QUALIXPERT, DANS LE CADRE DU DIAGNOSTIC DE PERFORMANCE ÉNERGÉTIQUE DE MARTINIQUE ET DE LA RÉGLEMENTATION THERMIQUE DE MARTINIQUE 336

N° 17-492-1 - PORTANT MODIFICATION DE L'ANNEXE N°1 DE LA DÉLIBÉRATION N° CP /683-15 DU 10 SEPTEMBRE 2015 APPROUVANT LE NOUVEAU DISPOSITIF DE L'AIDE À LA CESSATION D'ACTIVITÉ DES TRANSPORTEURS INTERURBAINS DE PERSONNES PAR TAXI COLLECTIF ET CAR GRANDE LIGNE 338

N° 17-493-2- PORTANT APPROBATION DES STATUTS MODIFIÉS DE MARTINIQUE TRANSPORT 340

N° 17-494-1 - PORTANT EXTENSION DU PÉRIMÈTRE D'INTERVENTION DU GROUPEMENT DE COMMANDES ENTRE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE (CTM) ET MARTINIQUE TRANSPORT POUR LA PASSATION DE MARCHÉS D'ÉTUDES ET D'ASSISTANCE CONCERNANT L'EXÉCUTION DE LIGNE MARITIME PAR MODIFICATION DE LA DÉLIBÉRATION N°17-289-1 352

N° 17-495-1 - PORTANT OCTROI D'UNE DOTATION À L'AGENCE POUR LA MOBILITÉ EN OUTRE-MER (LADOM) AU TITRE DE LA PRISE EN CHARGE DE LA FORMATION EN MOBILITÉ POUR L'EXERCICE 2018 364

N° 17-496-1 - PORTANT PASSATION D'UNE CONVENTION ENTRE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE ET L'INSTITUT MARTINICAIS DE FORMATION PROFESSIONNELLE POUR ADULTES (IMFPA) PORTANT ATIRIBUTION D'UNE SUBVENTION D'INVESTISSEMENT 384

N° 17-497-1 - PORTANT AVENANT N°1 À LA CONVENTION N° 17-116-1 ENTRE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE ET PÔLE EMPLOI MARTINIQUE 398

N° 17-498-1 - PORTANT AVENANT N°2 A LA CONVENTION 17 116-1 ENTRE LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE ET LE POLE EMPLOI 404

N° 17-499-1 - PORTANT PARTICIPATION FINANCIÈRE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE AU TÉLÉTHON AU TITRE DE L'ANNÉE 2017 410

N° 17-500-1 - PORTANT PASSATION D'UNE CONVENTION D'ADHÉSION ENTRE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE (CTM) ET LE CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE 420

N° 17-501-1 - PORTANT GARANTIE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE À LA SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DE LA MARTINIQUE À HAUTEUR DE 40% D'UN EMPRUNT D'UN MONTANT TOTAL DE 7 711 667,00 € POUR L'ACQUISITION EN VEFA DE 84 LOGEMENTS (36 LLS ET 48 PLS) « LA TANIA», AU N°138 ROUTE DE REDOUTE À FORT-DE-FRANCE 432

N° 17-502-1 - PORTANT GARANTIE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE À LA SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DE LA MARTINIQUE À HAUTEUR DE 40% D'UN EMPRUNT D'UN MONTANT TOTAL DE 3 546 000,00 €, DESTINÉ À LA CONSTRUCTION DE 54 LOGEMENTS SOCIAUX (28 LLS ET 26 LLTS) AU QUARTIER GODISSARD À FORT-DE-FRANCE 463

N° 17-503-1 - PORTANT GARANTIE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE À LA SOCIÉTÉ D'HLM OZANAM À HAUTEUR DE 50% D'UN EMPRUNT D'UN MONTANT TOTAL DE 167 054 €, DESTINÉ À LA CONSTRUCTION DE 2 LOGEMENTS SOCIAUX (LLTS) RUES LUBIN ET COUTURIER AU FRANCOIS 508

N° 17-504-1 - PORTANT GARANTIE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE À LA SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DE LA MARTINIQUE À HAUTEUR DE 50% D'UN EMPRUNT D'UN MONTANT TOTAL DE 5 020 450 € POUR L'ACQUISITION EN VEFA DE 63 LOGEMENTS (36 LLS ET 27 LLTS) SITUÉS AU LIEUDIT CANARIS QUARTIER MORNE DES ESSES À SAINTE-MARIE 537

N° 17-505-1 - PORTANT GARANTIE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE À LA SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DE LA MARTINIQUE À HAUTEUR DE 50% D'UN EMPRUNT D'UN MONTANT TOTAL DE 256 639,00 €, DESTINÉ À LA CONSTRUCTION DE 6 LOGEMENTS SOCIAUX (4 LLS ET 2 LLTS) AU LIEU DIT EUDORCAIT À SAINTE-MARIE 566

N° 17-506-1 - GARANTIE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE À LA SOCIÉTÉ D'HLM OZANAM À HAUTEUR DE 50% D'UN EMPRUNT D'UN MONTANT TOTAL DE 1 110 351,00 €, DESTINÉ À LA CONSTRUCTION DE 12 LOGEMENTS SOCIAUX (9 LLS ET 3 LLTS) RUE DESPROGES, ILOT 8 À SAINTE-MARIE 611

N° 17-507-1 - PORTANT GARANTIE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE À LA SOCIÉTÉ D'HLM OZANAM À HAUTEUR DE 50% D'UN EMPRUNT D'UN MONTANT TOTAL DE 1 500 429,00 €, DESTINÉ À LA CONSTRUCTION DE 17 LOGEMENTS SOCIAUX (15 LLS ET 2 LLTS) RUE DESPROGES, ILOT 1 À SAINTE-MARIE 640

N° 17-508-1 - PORTANT GARANTIE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE À LA SOCIÉTÉ D'HLM OZANAM À HAUTEUR DE 50% D'UN EMPRUNT D'UN MONTANT TOTAL DE 1 812 844,00 €, DESTINÉ À LA CONSTRUCTION DE 26 LOGEMENTS SOCIAUX (22 LLS ET 4 LLTS) RUE DESPROGES, ILOT 3 À SAINTE-MARIE 669

N° 17-509-1 - PORTANT GARANTIE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE À LA SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DE LA MARTINIQUE À HAUTEUR DE 50% D'UN EMPRUNT D'UN MONTANT TOTAL DE 1 186 426,00 € POUR LA CONSTRUCTION DE 16 LOGEMENTS SOCIAUX (LLS) RUE DE LA LIBÉRATION À SAINTE-MARIE 698

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DÉCEMBRE – 2017

N° 17-510-1 - PORTANT GARANTIE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE À LA SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DE LA MARTINIQUE À HAUTEUR DE 50% D'UN EMPRUNT D'UN MONTANT TOTAL DE 2 707 546,00 € POUR LA CONSTRUCTION DE 41 LOGEMENTS (29 LLS ET 12 LLTS) QUARTIER CHAPELLE À SAINT-JOSEPH 727

N° 17-511-1 - PORTANT GARANTIE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE À LA SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DE LA MARTINIQUE À HAUTEUR DE 50% D'UN EMPRUNT D'UN MONTANT TOTAL DE 1 933 009,00 € POUR L'ACQUISITION EN VEFA DE 30 LOGEMENTS SOCIAUX (20 LLS ET 10 LLTS) À AIPHAN ES, RUE BRISEFER GEORGES À SAINT-JOSEPH 756

N° 17-512-1 - PORTANT MISE A JOUR DES TARIFS D'OCTROI DE MER DE MARTINIQUE 785

N° 17-513-1 - PORTANT ACTUALISATION DE LA DÉLIBÉRATION N°16-491-1 DU 16 DÉCEMBRE 2016 PORTANT EXONÉRATION DES DROITS D'OCTROI DE MER ET D'OCTROI DE MER RÉGIONAL POUR LES IMPORTATIONS DE MATIÈRES PREMIÈRES ET DE BIENS D'ÉQUIPEMENT POUR LES OPÉRATEURS DU SECTEUR DE LA DIALYSE 787

N° 17-514-1 - PORTANT EXONÉRATION DES DROITS D'OCTROI DE MER ET D'OCTROI DE MER RÉGIONAL POUR LES IMPORTATIONS DE MATIÈRES PREMIÈRES ET DE BIENS D'ÉQUIPEMENT AUX OPÉRATEURS RELEVANT DES ACTIVITÉS D'ANATOMO-CYTO-PATHOLOGIE 792

N° 17-515-1 - PORTANT ACTUALISATION DE LA DÉLIBÉRATION N°17-109-1 PORTANT EXONÉRATION DE LA TAXE D'OCTROI DE MER ET D'OCTROI DE MER RÉGIONAL POUR LES IMPORTATIONS DE MATIÈRES PREMIÈRES ET DE BIENS D'ÉQUIPEMENT DESTINÉS AUX ACTIVITÉS DE COLLECTE, DE TRAITEMENT ET DE DISTRIBUTION DE PRODUITS SANGUINS 796

N° 17-516-1 - PORTANT ACTUALISATION DES EXONÉRATIONS DE LA TAXE D'OCTROI DE MER ET D'OCTROI DE MER RÉGIONAL POUR LES IMPORTATIONS DE MATIÈRES PREMIÈRES ET DE BIENS D'ÉQUIPEMENT DESTINÉS AUX HOPITAUX 801

N° 17-517-1 - PORTANT ACTUALISATION DE LA DÉLIBÉRATION N°17-108-1 PORTANT EXONÉRATION DE LA TAXE D'OCTROI DE MER ET D'OCTROI DE MER RÉGIONAL POUR LES IMPORTATIONS DE MATIÈRES PREMIÈRES ET DE BIENS D'ÉQUIPEMENT DESTINÉS AUX ACTIVITÉS DE SECOURS, D'INCENDIE ET DE SAUVETAGE EN MER 808

N° 17-518-1 - PORTANT EXONÉRATION DE LA TAXE D'OCTROI DE MER ET D'OCTROI DE MER RÉGIONAL POUR LES IMPORTATIONS DE MATIÈRES PREMIÈRES ET DE BIENS D'ÉQUIPEMENT DESTINÉS AUX OPÉRATEURS DE LA SECTION A DE LA NAF (AGRICULTURE, SYLVICULTURE ET PÊCHE) 813

N° 17-519-1 - PORTANT EXONÉRATION DE LA TAXE D'OCTROI DE MER ET D'OCTROI DE MER RÉGIONAL POUR LES IMPORTATIONS DE MATIÈRES PREMIÈRES ET DE BIENS D'ÉQUIPEMENT DESTINÉS AUX OPÉRATEURS DE LA SECTION B DE LA NAF 833

N° 17-520-1 - PORTANT EXONÉRATION DE LA TAXE D'OCTROI DE MER ET D'OCTROI DE MER RÉGIONAL POUR LES IMPORTATIONS DE MATIÈRES PREMIÈRES ET DE BIENS D'ÉQUIPEMENT DESTINÉS AUX OPÉRATEURS DE LA SECTION C DE LA NAF (INDUSTRIES MANUFACTURIÈRES) 841

N° 17-521-1 - PORTANT ACTUALISATION DES EXONÉRATIONS DE LA TAXE D'OCTROI DE MER ET D'OCTROI DE MER RÉGIONAL POUR LES IMPORTATIONS DE MATIÈRES PREMIÈRES ET DE BIENS D'ÉQUIPEMENT DESTINÉS AUX OPÉRATEURS DE LA SECTION D DE LA NAF (PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ, DE GAZ, DE VAPEUR ET D'AIR CONDITIONNÉ) 946

N° 17-522-1 - PORTANT ACTUALISATION DE LA DÉLIBÉRATION N° 17-106-1 PORTANT EXONÉRATION DE LA TAXE D'OCTROI DE MER ET D'OCTROI DE MER RÉGIONAL POUR LES IMPORTATIONS DE MATIÈRES PREMIÈRES ET DE BIENS D'ÉQUIPEMENT DESTINÉS AUX OPÉRATEURS DE LA SECTION E (PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU ASSAINISSEMENT, GESTION DES DÉCHETS ET DÉPOLLUTION) DE LA NAF 955

N° 17-524-1 - PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE À MONSIEUR ALEX RACINE-ETS RACINE - COMPENSATION DES SURCOUTS POUR LES PRODUITS DE LA PÊCHE ET DE L'AQUACULTURE AU TITRE DE L'ANNÉE 2014 - PFEA700017CT0970046 965

N° 17-526-1 - PORTANT AVENANT À LA CONVENTION DE SUBVENTION GLOBALE 2014-2017 AU TITRE DU PROGRAMME OPÉRATIONNEL FSE 2014-2020 967

N° 17-526-2 - PORTANT CANDIDATURE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE À LA GESTION D'UNE SUBVENTION GLOBALE 2018-2020 AU TITRE DU PROGRAMME OPÉRATIONNEL FSE 2014-2020 985

N° 17-527-1 - PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE À LA «DIRECTION DE L'ALIMENTATION, DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORÊT» (DAAF) MARTINIQUE - ASSISTANCE TECHNIQUE FEADER 2014-2020: PRÉPARATION, SÉLECTION, GESTION, SUIVI, CONTRÔLE ET ÉVALUATION DU PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT RURAL MARTINIQUE - RMAR200117CT0970010 1002

N° 17-531-1 - PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT FSE/ COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE (CTM) AU «SYNDICAT MIXTE PARC NATUREL RÉGIONAL DE MARTINIQUE - ATELIER CHANTIER D'INSERTION POUR L'ENTRETIEN ET LA RESTAURATION DE LA CONTINUITÉ HYDRAULIQUE DE ZONES HUMIDES – N°MDFSE : 201603929» 1005

N° 17-534-1 - PORTANT RÉPARTITION DU PRODUIT DE LA TAXE SPÉCIALE DE CONSOMMATION SUR LES CARBURANTS 1008

N° 17-535-1 - MODIFICATION DE LA FICHE 1 DE LA DÉLIBÉRATION DU CONSEIL RÉGIONAL DE MARTINIQUE N°11-1433-2 DU 27 SEPTEMBRE 2011 PORTANT ADOPTION DU DISPOSITIF D'AIDES AUX ENTREPRISES (AXE 1 ET 2 DE LA RÉFORME DES AIDES RÉGIONALES - SOUTIEN ET ACCOMPAGNEMENT AUX ENTREPRISES) : MODULATION DES TAUX D'INTERVENTION ET RÉVISION DU PLAFOND POUR LES AIDES EN FAVEUR DU SECTEUR DU TOURISME 1017



DÉLIBÉRATIONS

~ ~ ~ ~ ~

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171114-17-400-1-DE
Date de télétransmission : 23/01/2018
Date de réception préfecture : 23/01/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-400-1

PORTANT AVIS SUR LE PROJET DE DÉCRET PORTANT ADAPTATION DU RÉGIME ÉLECTORAL DES ORDRES DES PROFESSIONS DE SANTÉ

L'An deux mille dix-sept, le quatorze novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Kora BERNABE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Félix CATHERINE (procuration à M. Fred LORDINOT), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Justin PAMPHILE, Sandra VALENTIN (procuration à Patricia TELLE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu le code électoral ;

Vu le code de la santé publique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Aurélie NELLA, Conseillère exécutive en charge de l'enseignement supérieur et la recherche, et des affaires juridiques ;

Vu l'avis émis par la commission des affaires juridiques et des textes le 31 octobre 2017 ;

Vu l'avis émis par la commission santé et action de prévention, PMI, ASE le 13 novembre 2017 ;

Considérant que le projet de décret soumis pour avis a été publié au Journal Officiel de la République Française le 30 septembre 2017 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : L'Assemblée de Martinique prend acte de la publication du décret n° 2017-1418 du 29 septembre 2017 portant adaptation du régime électoral des ordres des professions de santé.

Elle émet néanmoins un avis favorable sur le texte tout en soulignant, d'une part, que le décret a été publié au Journal Officiel avant l'expiration du délai d'un mois fixé à l'alinéa 2 de l'article L. 7252-2 du code général des collectivités territoriales, et, d'autre part, que ses visas ne comportent pas la mention de la saisine de la Collectivité Territoriale de Martinique du 7 septembre 2017.

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique du 14 novembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171114-17-431-1-DE
Date de télétransmission : 23/01/2018
Date de réception préfecture : 23/01/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-431-1

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À LA « SAS CAFÉIÈRE – RÉALISATION DE TRACES, TRAVAUX DE DRAINAGE, MODERNISATION DU SYSTÈME D'IRRIGATION 2014 - RMAR040116DA0970086 »

L'An deux mille dix-sept, le quatorze novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Kora BERNABE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Félix CATHERINE (procuration à M. Fred LORDINOT), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Justin PAMPHILE, Sandra VALENTIN (procuration à Patricia TELLE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil ;

Vu le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et abrogeant le règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil ;

Vu la décision d'approbation du Programme de développement rural de la Martinique en date du 17 novembre 2015 par la Commission européenne ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;
Vu le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en oeuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;
Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil Régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP programme 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-128-1 du 19 juillet 2016 portant validation du circuit de programmation des dossiers cofinancés par les fonds européens et modalités de gestion du PDRM FEADER ;
Vu la convention du 2 avril 2015 relative à la mise en oeuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Martinique,
Vu la convention cadre relative à la gestion en paiement associé par l'ASP des aides de la Collectivité Territoriale de Martinique et de leur cofinancement par le FEADER hors SIGC pour la programmation 2014-2020 signée le 6 octobre 2016 ;
Vu la demande de la SAS CAFEIERE enregistrée le 26 février 2014 ;
Vu l'avis de l'Instance Technique Partenariale du 17 octobre 2017 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, Conseiller exécutif en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission affaires européennes, coopération le 7 novembre 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 7 novembre 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une aide publique en cofinancement d'un montant de deux cent dix-neuf mille cent quatre-vingt-neuf euros et vingt et un centimes (219 189,21€), soit 62,18% du coût total éligible de l'opération de 352 502,79€, est attribuée à la « SAS CAFEIERE – Réalisation de traces, travaux de drainage, modernisation du système d'irrigation 2014 - RMAR040116DA0970086 ».

Une aide en cofinancement de la Collectivité Territoriale de la Martinique pour un montant de 38 680,46€ est attribuée à la « SAS CAFEIERE – Réalisation de traces, travaux de drainage, modernisation du système d'irrigation 2014 - RMAR040116DA0970086 ».

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 3 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique du 14 novembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171114-17-436-1-DE
Date de télétransmission : 23/01/2018
Date de réception préfecture : 23/01/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-436-1

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À L' « EXPLOITATION AGRICOLE BASSE-POINTE (EABP) – ACQUISITION DE MATÉRIELS AGRICOLES POUR L'AMÉLIORATION DE L'EXPLOITATION 2014 (2^{ÈME} PARTIE) - RMAR040116DA0970158 »

L'An deux mille dix-sept, le quatorze novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Kora BERNABE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Félix CATHERINE (procuration à M. Fred LORDINOT), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Justin PAMPHILE, Sandra VALENTIN (procuration à Patricia TELLE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil ;

Vu le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et abrogeant le règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil ;

Vu la décision d'approbation du Programme de développement rural de la Martinique en date du 17 novembre 2015 par la Commission européenne ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;

Vu le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en œuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;
Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
Vu la délibération du Conseil Régional n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil Régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP programme 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-128-1 du 19 juillet 2016 portant validation du circuit de programmation des dossiers cofinancés par les fonds européens et modalités de gestion du PDRM FEADER ;
Vu la convention du 2 avril 2015 relative à la mise en œuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Martinique ;
Vu la convention cadre relative à la gestion en paiement associé par l'ASP des aides de la Collectivité Territoriale de Martinique et de leur cofinancement par le FEADER hors SIGC pour la programmation 2014-2020 signée le 6 octobre 2016 ;
Vu la demande de l'Exploitation Agricole Basse-Pointe (EABP) enregistrée le 26 février 2014 ;
Vu l'avis de l'Instance Technique Partenariale du 17 octobre 2017 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission affaires européennes, coopération le 7 novembre 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 7 novembre 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une aide publique en cofinancement d'un montant de trois cent cinquante-huit mille sept cent soixante euros quatre-vingt-dix-huit centimes (358 760,98 €), soit 57,65 % du coût total éligible de l'opération de 622 319,00 €, est attribuée à l'« EXPLOITATION AGRICOLE BASSE-POINTE (EABP) – Acquisition de matériels agricoles pour l'amélioration de l'exploitation 2014 (2^{ème} partie) - RMAR040116DA0970158».

Une aide en cofinancement de la Collectivité Territoriale de Martinique pour un montant de soixante trois mille trois cent dix euros soixante-dix sept centimes (63 310,77 €) est attribuée à l'« EXPLOITATION AGRICOLE BASSE-POINTE (EABP) – Acquisition de matériels agricoles pour l'amélioration de l'exploitation 2014 (2^{ème} partie) - RMAR040116DA0970158».

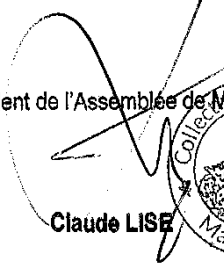

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour procéder, par voie d'arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements éventuels et prendre toute mesure d'application relative à la présente délibération.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique du 14 novembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE




RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171219-17-460-1-DE
Date de télétransmission : 04/01/2018
Date de réception préfecture : 04/01/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-460-1

PORTANT APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DE L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE DES 27 ET 28 JUILLET 2017

L'An deux mille dix-sept, le dix-neuf décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Joachim BOUQUETY (procuration à Eugène LARCHER), Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Fred LORDINOT (procuration à Michelle MONROSE), Josiane PINVILLE (procuration à Lucien ADENET), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Jenny DULYS-PETIT).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est approuvé le procès-verbal de la séance de l'Assemblée de Martinique des 27 et 28 juillet 2017, sous réserve de la prise en compte des observations formulées.

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171219-17-461-1-DE
Date de télétransmission : 28/12/2017
Date de réception préfecture : 28/12/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-461-1

PORTANT PARTENARIAT ENTRE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE (CTM) ET LE FONDS PARITAIRE DE SÉCURISATION DES PARCOURS PROFESSIONNELS (FPSPP) ANNÉE 2017

L'An deux mille dix-sept, le dix-neuf décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Joachim BOUQUETY (procuration à Eugène LARCHER), Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Fred LORDINOT (procuration à Michelle MONROSE), Josiane PINVILLE (procuration à Lucien ADENET), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Jenny DULYS-PETIT).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la convention CTM/FPSPP signée le 14 novembre 2016 ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTE, conseiller exécutif en charge de la formation professionnelle et de l'apprentissage ;

Vu l'avis émis par la commission formation professionnelle et apprentissage le 7 décembre 2017 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Un avis favorable est émis pour la poursuite de la mise en oeuvre du partenariat entre la Collectivité Territoriale de Martinique et le Fonds Paritaire de Sécurisation des Parcours Professionnels (FPSPP) en 2017. Ce partenariat permet le cofinancement des formations éligibles au Compte Personnel de Formation pour les demandeurs d'emploi.

ARTICLE 2 : Le montant relatif à la participation financière du Fonds Paritaire de Sécurisation des Parcours Professionnels (FPSPP) ayant été fixé dans le cadre de la convention 2016 s'élève à un million neuf cent cinq mille sept cent soixante-six euros (1 905 766 €) au titre des formations débutant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2016.

Le reliquat non consommé au titre de la convention 2016 sera utilisé au titre de la convention 2017. Il pourra ainsi être utilisé au titre des formations débutées entre le 1^{er} janvier 2017 et le 31 décembre 2017. Ces dernières pourront se poursuivre après cette date.

ARTICLE 3 : Les dépenses et les recettes correspondantes sont imputées au chapitre 932 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif est autorisé à signer les conventions, avenants, actes et tous documents nécessaires à la mise en oeuvre de ce partenariat et à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171219-17-462-1-DE
Date de télétransmission : 04/01/2018
Date de réception préfecture : 04/01/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-462-1

PORTANT PASSATION D'UN AVENANT À LA CONVENTION DE PARTENARIAT N°15-2323-1 PASSÉE ENTRE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE (CTM), SUBROGÉE AUX DROITS ET OBLIGATIONS DE LA RÉGION MARTINIQUE ET L'ACADÉMIE DE MARTINIQUE POUR DÉVELOPPER L'ACCOMPAGNEMENT DES CENTRES DE FORMATION PROFESSIONNELLE ET D'APPRENTIS FACE AUX ACCIDENTS MAJEURS

L'An deux mille dix-sept, le dix-neuf décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Joachim BOUQUETY (procuration à Eugène LARCHER), Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Fred LORDINOT (procuration à Michelle MONROSE), Josiane PINVILLE (procuration à Lucien ADENET), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Jenny DULYS-PETIT).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n°15-2323-1 du 17 novembre 2015 portant octroi d'une subvention à l'Académie de Martinique dans le cadre d'un partenariat avec la Région Martinique, pour développer l'accompagnement des centres de formation professionnelle et d'apprentis face aux accidents majeurs ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-449-1 du 15 décembre 2016 portant modification de la délibération n°15-2323-1 relative à la signature d'une convention de partenariat entre la Collectivité territoriale de Martinique et l'Académie de Martinique pour développer l'accompagnement des centres de formation professionnelle et d'apprentis face aux accidents majeurs ;

Vu la convention entre le Conseil Régional de la Martinique (subrogé dans ses droits et obligations par la CTM) et l'Académie de Martinique, signée le 11 décembre 2015 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTÉ, Conseiller exécutif en charge de la formation professionnelle et de l'apprentissage ;
Vu l'avis émis par la commission formation professionnelle et apprentissage le 7 décembre 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est autorisée la passation d'un avenant à la convention conclue entre la Collectivité Territoriale de Martinique et l'Académie de Martinique pour développer l'accompagnement des centres de formation professionnelle et d'apprentis face aux accidents majeurs.

ARTICLE 2 : Cet avenant a pour objet de modifier la convention passée entre l'Académie de Martinique et le Conseil régional (subrogé dans ses droits et obligations par la Collectivité Territoriale de Martinique) sur les conditions financières et la durée de validité.

ARTICLE 3 : La durée de la convention de partenariat est prorogée de vingt-quatre (24) mois. Elle arrivera à échéance le 31 décembre 2019.

ARTICLE 4 : Le montant de la convention reste inchangé. Le tableau relatif à l'enveloppe de cent cinquante mille euros (150 000 €) inséré à l'article 1 de la délibération n°16-449-1 de l'Assemblée de Martinique est annulé et modifié comme suit :

Autorisation d'engagement	Crédits de paiement	Année
150 000,00 €	150 000,00	2018

ARTICLE 5 : L'article 2 de la délibération n°16-449-1 de l'Assemblée de Martinique est annulé et modifié comme suit :

« La dépense correspondante est imputée au chapitre 937 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique. »

ARTICLE 6 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à signer les conventions, avenants, actes et tous documents nécessaires à la mise en oeuvre de ce partenariat et à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 8 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171219-17-463-1-DE
Date de télétransmission : 05/01/2018
Date de réception préfecture : 05/01/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-463-1

PORTANT MISE EN PLACE DU SERVICE PUBLIC RÉGIONAL DE L'ORIENTATION TOUT AU LONG DE LA VIE (SPRO)

L'An deux mille dix-sept, le dix-neuf décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Joachim BOUQUETY (procuration à Eugène LARCHER), Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Fred LORDINOT (procuration à Michelle MONROSE), Josiane PINVILLE (procuration à Lucien ADENET), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Jenny DULYS-PETIT).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;
Vu la circulaire DGEFP n°2011-03 du 19 janvier 2011, relative à la mise en oeuvre des mesures en faveur de l'insertion professionnelle des jeunes, dans le cadre du programme 102 de la mission budgétaire travail et emploi ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu l'Accord cadre entre l'État et l'Association des Régions de France relatif à la mise en oeuvre du Service Public Régional de l'Orientation en date du 28 novembre 2014 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTÉ, conseiller exécutif en charge de la formation professionnelle et de l'apprentissage ;
Vu l'avis émis par la commission formation professionnelle et apprentissage réunie les 20 juillet 2017 et 7 décembre 2017 ;

Vu l'avis émis par la commission parcours professionnels du comité régional de l'emploi, de la formation et de l'orientation professionnelle (CREFOP) des 20 avril et 22 juin 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : La délibération du Conseil Régional de Martinique n° 15-2456-1 du 19 novembre 2015 portant validation des documents stratégiques du Service Public Régional de l'Orientation est annulée.

ARTICLE 2 : La Collectivité Territoriale de Martinique, l'État et les organismes partenaires mettent en place le Service Public Régional de l'Orientation de Martinique.

ARTICLE 3 : Sont approuvés les documents suivants, joints en annexe à la présente délibération :

- Convention entre l'État et la Collectivité Territoriale de Martinique relative à la coordination du Service Public Régional de l'Orientation tout au long de la vie (SPRO),
- Convention entre l'État et la Collectivité Territoriale de Martinique relative à la prise en charge du jeune sortant du système de formation initiale sans un diplôme national ou une certification professionnelle,
- Le dossier de contribution des membres de droit et des opérateurs du SPRO,
- La convention particulière entre la Collectivité Territoriale de Martinique et les membres de droit du SPRO; entre la Collectivité Territoriale et les opérateurs habilités au niveau territorial,
- Le cahier des charges du SPRO,
- Le Schéma Régional de l'Orientation.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





CONVENTION ENTRE L'ÉTAT ET LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE RELATIVE A LA COORDINATION DU SERVICE PUBLIC REGIONAL DE L'ORIENTATION TOUT AU LONG DE LA VIE (SPRO)

Entre

L'État, représenté par :

Le Préfet de la région Martinique, Monsieur Franck ROBINE,

La Rectrice de l'académie, Madame Béatrice CORMIER

Le Président de l'Université des Antilles, Monsieur Eustase JANKY,

Le Directeur de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt, autorité académique pour l'Enseignement Agricole, Monsieur Jacques HELPIN

Et

La Collectivité Territoriale de Martinique, représentée par Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil exécutif.

- Vu le Code de l'éducation, notamment les articles L. 214-16-1, L. 214-16-2, L. 313-7, L. 313-8 et L. 612-3 ;
- Vu le Code du travail, notamment les articles L. 6111-3 à L. 6111-6 ;
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L. 4111-2 ;
- Vu l'accord-cadre conclu entre l'État et l'Association des régions de France, en date du 28 novembre 2014 ;
- Vu le Contrat de Plan Régional de Développement des Formations et de l'Orientation Professionnelle (CPRDFOP), pour la période 20....- 20..., signé le ;
- Vu l'avis de la Commission Formation Professionnelle et Apprentissage en date du.....
- Vu l'avis de la Commission « Parcours professionnels et emploi » du CREFOP
- Vu la décision de l'Assemblée de Martinique du.....

Il est convenu ce qui suit :

Préambule

La présente convention prend appui sur l'accord-cadre conclu entre l'État et l'Association des Régions de France, visé ci-dessus, auquel elle est annexée, ainsi que sur les constats ayant servi de base à la loi du 5 mars 2014.

Elle tire également les enseignements de la préfiguration menée en 2013-2014 dans des régions et académies volontaires, à partir de la charte qui lui était propre. Cette convention repose sur plusieurs grands objectifs politiques et valeurs partagées par ses signataires retracés en annexe 1 au présent document.

Article 1er : Objet de la convention

Dans le cadre défini par l'accord-cadre en date du 28 novembre 2014, la présente convention a pour objet de préciser, pour les parties nommées ci-dessus, l'exercice de leurs compétences respectives dans la mise en œuvre du service public régional de l'orientation, ainsi que les modalités de coordination du SPRO.

Article 2 : Modalités d'exercice des compétences de la Collectivité Territoriale de Martinique

La Collectivité Territoriale de Martinique, en charge de la coordination de l'action des organismes intervenant dans le champ de l'orientation professionnelle, devra :

- Définir de manière concertée avec l'État, les partenaires sociaux et les réseaux des opérateurs de l'orientation un plan d'action partagé qui sera annexé au CPRDFOP avec l'accord des parties prenantes ;
- Assurer à ce titre la mise en place du réseau des acteurs du SPRO ;
- Coordonner sur son territoire, en associant les services de l'État et les partenaires sociaux, la mise en place du conseil en évolution professionnelle (CEP) par les opérateurs dudit conseil, présents localement et participant au SPRO ;
- Favoriser toute innovation visant à l'amélioration du service rendu aux usagers ;
- Mobiliser l'ensemble des réseaux de l'orientation en vue :
 1. De faciliter l'organisation du SPRO, dans une logique de complémentarité,
 2. De favoriser une participation active :
 - a. Aux initiatives visant à développer une connaissance réciproque des spécificités professionnelles de chacun ainsi que l'acquisition d'une culture commune permettant de réaliser cette complémentarité. La formation initiale et continue de chacun reste une prérogative de l'employeur,
 - b. Aux groupes de travail et manifestations initiés sous le pilotage de la Collectivité territoriale de Martinique et mis en œuvre dans le cadre du SPRO,
- Organiser en lien avec l'État le droit à une formation complémentaire qualifiante et à la formation professionnelle des sortants sans qualification professionnelle du système éducatif en contribuant à la cohérence et la complémentarité des différentes solutions proposées aux jeunes, que celles-ci relèvent de la formation sous statut scolaire, de l'alternance ou de la formation professionnelle continue.

Ces dispositions s'articuleront avec celles inscrites dans la convention relative à la lutte contre le décrochage (système interministériel d'échanges et d'information, plates-formes de lutte contre le décrochage, dispositif FOQUALE, etc.) en veillant à la prise en compte de l'ensemble des publics en situation de décrochage, issus des établissements locaux d'enseignement ou des centres de formation d'apprentis.

- Piloter et organiser la communication vers les bénéficiaires ;
- Créer les conditions d'une animation concertée du SPRO (animation des différentes instances de concertation, suivi et évaluation...) ;
- Evaluer, en lien avec l'État, les actions entreprises dans le cadre du SPRO afin de s'assurer de rendre un meilleur service aux usagers.

Article 3 : Modalités d'exercice des compétences de l'Etat

L'État s'assure d'une mobilisation de ses services déconcentrés et ses établissements publics placés sous la tutelle des ministères concernés et des opérateurs en charge des politiques publiques en direction des jeunes dans le respect de leurs rattachements administratifs et hiérarchiques, de leurs spécificités statutaires, de leurs missions et de leurs priorités.

- De la mobilisation de ses services et opérateurs, dans une logique de complémentarité
- D'une participation active :
 - a) Aux initiatives visant à favoriser une connaissance réciproque des spécificités professionnelles de chacun ainsi que l'acquisition d'une culture commune permettant de réaliser cette complémentarité. La formation initiale et continue de chacun reste une prérogative de l'employeur ;
 - b) Aux groupes de travail et manifestations initiés sous le pilotage de la Collectivité Territoriale de Martinique et mis en œuvre dans le cadre du SPRO.

Article 4 : Modalité de coordination des politiques

La coordination du SPRO s'appuie sur différents opérateurs intervenants pour le compte de l'Etat (Education Nationale, Direction de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt, Université des Antilles) et de la Collectivité territoriale de Martinique (IMFPA, AGEFMA). Leurs missions sont précisées en annexe 2.

L'instance de concertation et de suivi relative à la mise en œuvre du service public régional d'orientation est le Comité Régional de l'Emploi, de la formation et de l'Orientation Professionnelle (CREFOP). Il assure, dans le cadre des dispositions législatives et réglementaires, la concertation sur :

- Les conditions de mise en œuvre du Conseil en évolution professionnelle :
 - La désignation des opérateurs régionaux du CEP
 - La fixation d'indicateurs régionaux, intervenant en complément du socle des indicateurs nationaux de suivi et de résultat du CEP
- La présente convention de coordination relative au service public de l'orientation conclue entre l'Etat et la CTM dans le cadre du contrat de plan régional de développement des formations et de l'orientation professionnelle (CPRDFOP)
- Le cahier des charges prévu fixant les normes qualité s'imposant aux organismes participant au SPRO

L'AGEFMA assure le secrétariat permanent du CREFOP par délégation de l'Etat et de la CTM.

Les modalités de participation des réseaux d'accueil, de conseil, d'information et d'orientation feront l'objet de conventions annexées à la présente convention.

Article 5 : Durée

La présente convention prend effet à compter de sa date de signature.

Elle est conclue pour une durée de trois ans, renouvelable, dans la limite d'application du CPRDFOP.

Au cours de sa période de validité, elle peut être modifiée par avenant à la demande de l'une des parties.

Article 6 : Conditions de résiliation

En cas de non-respect des dispositions inscrites dans la présente convention, celle-ci pourra être dénoncée, par l'une des parties, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception, valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles.

Convention signée en cinq exemplaires,
Le

Le Préfet de région	La Rectrice d'académie	Le Président de l'Université des Antilles	Le Directeur de la D.A.A.F	Le Président du Conseil Exécutif de la Collectivité Territoriale de Martinique
Franck ROBINE	Béatrice CORMIER	Eustase JANKY	Jacques HELPIN	Alfred MARIE- JEANNE

Convention entre l'Etat et la Collectivité Territoriale de Martinique relative à la coordination du SPRO

Annexe 1 : OBJECTIFS COMMUNS ET VALEURS PARTAGEES

Objectifs communs

Le service public régional de l'orientation tout au long de la vie (SPRO) participe à la réalisation des objectifs à deux niveaux d'intervention :

- Assurer un accueil physique ou numérique de proximité et une information fiable, actualisée, personnalisée sur les filières, les métiers, la formation, l'emploi, aux niveaux régional, national, européen et international, en :
- Prenant en compte tous les publics, quels que soient l'âge, le statut ou la situation ;
- Analysant chaque demande en vue de délivrer une première information personnalisée et anonyme ;
- Offrant un panel d'outils d'information sur des supports diversifiés, en libre accès, afin de réaliser des recherches en autonomie ou accompagnées ;
- Assurant le lien avec la structure la plus susceptible d'aider et d'accompagner la personne dans la réalisation de son parcours, chaque fois qu'elle le souhaite.
- Proposer des services et/ou des prestations de conseil en orientation et un accompagnement aux personnes concernées, en fonction des besoins et des demandes formulées, et ce tout au long de leur vie en :
 - Aidant à la définition des parcours et de leurs étapes, tout en élargissant le champ des possibles ;
 - Mobilisant les opérateurs du conseil en évolution professionnelle ;
 - Organisant la mise en œuvre des parcours par la mobilisation des outils d'information, des différents dispositifs territoriaux liés à la formation et à l'emploi, notamment ceux du service public de l'emploi (SPE), ceux des observatoires (CARIF-OREF, DRONISEP, branches...) et, si nécessaire, d'autres dispositifs et services relevant des politiques publiques (logement, transport, actions sociales, jeunesse, santé...) ;
 - Explicitant les informations données, pour faciliter leur appropriation par les usagers afin qu'ils soient en mesure de les mobiliser de manière autonome (dans une perspective d'éducation à l'information et aux médias numériques par exemple) ;
 - Faisant connaître les métiers, leurs évolutions et leurs conditions de recrutement et d'exercice.

Valeurs partagées :

Les services délivrés dans le cadre du SPRO intègrent les obligations de service public suivantes :

1.1 Universalité, gratuité, égalité et proximité d'accès :

Le SPRO s'adresse à tout public :

- Son offre de service est :
 - gratuite
 - lisible
 - accessible à tous
- Il s'articule sur l'ensemble du territoire et propose aux populations, à minima, le premier niveau de service
- Il s'adapte aux besoins et aux capacités des publics et plus particulièrement, les publics les plus éloignés de l'emploi
- Il garantit le respect des principes d'égalité, de non-discrimination, de la diversité des personnes, et veille particulièrement à renforcer l'appétence ou l'ambition des publics en difficulté
- Il favorise l'information sur la mixité des filières et des métiers dans l'orientation proposée, en encourageant les femmes et les hommes à découvrir et à envisager des métiers aujourd'hui majoritairement occupés par l'autre sexe.
- Il s'engage sur une continuité du service entre les différents niveaux d'interventions (2 à 3 niveaux distincts en fonction du type de prestation) et les différents services publics régionaux (orientation – formation –emploi)
 - Les lieux de dispensation des services du SPRO sont matérialisés par un logotype
 - Les services du SPRO sont proposés dans des lieux accessibles aux publics à mobilité réduite

1.2 Neutralité, objectivité et respect de la personne :

Les membres du SPRO s'engagent à veiller à la protection des publics accueillis, et notamment :

- A garantir le respect du droit à l'anonymat et la confidentialité des échanges
- A proposer un service adapté, centré sur les besoins des personnes :
 - Le service, de la conception à sa réalisation, est centré sur la personne. Ainsi, l'organisation mise en œuvre doit répondre de manière individuelle et personnalisée à la demande du public,
 - Le service propose des ressources informatiques et documentaires adéquates.
 - Le service d'information et de conseil sera respectueux du temps nécessaire à chacun. Il devra répondre à la demande du public afin que ce dernier puisse donner du sens à son questionnement et engager des démarches.

1.3 Qualité des services :

Il est attendu de la part des organismes délivrant tout ou partie des services du SPRO le respect des exigences qualité suivantes :

- Un espace dédié aux entretiens, accueillant et valorisant, favorisant la qualité de l'écoute et du conseil.
- L'information au public, dès l'accueil, sur la nature, des procédures, des résultats et attendus du service rendu.
- Une organisation inscrite dans une logique d'amélioration permanente du service permettant de répondre au mieux aux attentes des publics – celle-ci se traduit par le respect des « indicateurs qualité » définis par le réseau
- Une délivrance de services s'appuyant sur une interaction entre «conseil» et «ressources» visant à favoriser un processus d'apprentissage fondé sur l'alternance entre recherche personnelle et démarche guidée. L'objectif étant de créer un espace d'autonomie pour tous les utilisateurs et la construction d'une stratégie d'action.
- Une information diffusée la plus complète, objective et exhaustive possible, en dehors de tout conflit d'intérêts s'appuyant sur un dispositif de veille partenariale permanente sur les filières, les métiers, les formations et l'emploi à un niveau régional, national, voire européen et international.
- Des services favorisant l'autonomie des publics dans leurs démarches de construction de projet
- Des intervenants qualifiés travaillant en réseau et participant régulièrement à des actions de formation continue proposées par les autorités hiérarchiques dont ils relèvent, et des actions de professionnalisation inter réseaux :
 - Le niveau de service 1 est assuré par les professionnels pouvant justifier à minima d'une formation OTLV1 telle que dispensée par le Pôle-emploi
 - Le niveau de service 2 est assuré par des professionnels de type :
 - COP (Conseiller d'orientation-psychologue)
 - Psychologue du travail

Convention entre l'Etat et la Collectivité Territoriale de Martinique relative à la coordination du SPRO

Annexe 2 : MODALITES D'INTERVENTION DES OPERATEURS DE L'ETAT ET DE LA CTM

I. POUR L'ETAT

1. Mission de l'Education nationale :

Dans le cadre de l'élaboration du projet SPRO, L'Education nationale :

Participe à l'élaboration d'un projet territorial et partenarial du Service Public Régional de l'Orientaion, co- construit entre les acteurs locaux, animé et suivi localement en lien avec OFE (Orientation, Formation, Emploi).

Elle précise sa contribution en termes de déclinaison territoriale du Service Public Régional de l'orientation sur trois zones territoriales « Orientation Formation Emploi » (Communautés d'agglomération de Martinique)

1.1. Accueil de proximité

- L'ONISEP collabore à la création d'un outil dématérialisé devant constituer le portail régional de l'orientation
- Elle met à disposition du SPRO une plate-forme d'information multimédia (téléphonique, t'chats et mail)
Les modalités techniques, le calendrier, les moyens humains ainsi que les conditions financières de l'ONISEP seront définies dans une convention spécifique entre ONISEP et l'AGEFMA.
- L'Education nationale :
 - Par le biais de la MLDS (Mission de Lutte contre le Décrochage Scolaire) participe au déploiement de la plateforme de décrochage scolaire
 - Elle assure le droit au retour en formation initiale
 - Elle prescrit des PMSMP (périodes de mise en situation en milieu professionnel)
- Le réseau des CIO intervient dans le cadre du réseau SPRO en matière d'orientation tout au long de la vie :

1^{er} niveau :
 - Accueil- Information tout public**2^{ème} niveau :**
 - Conseil et accompagnement

1.2. Vie du réseau SPRO :

- L'Education nationale, participe aux échanges de pratiques du réseau SPRO et en particulier, contribue au développement d'un « continuum OTLV » (Orientation Tout au Long de la Vie), notamment par la mise en œuvre d'échanges de pratiques

autour du « parcours avenir »

1.2.1. Elle collabore à l'organisation de manifestations régionales :

- FORMEO
- Salon de la formation
- Et toute autre manifestation en lien avec le SPRO

Et contribue au développement de l'animation du réseau en proposant la co-organisation de manifestations autour des formations et des métiers relevant de sa compétence.

2. Mission de la Direction de l'Alimentation, l'Agriculture et de la Forêt

Dans le cadre de l'élaboration du projet SPRO, la DAAF :

Participe à l'élaboration d'un projet territorial et partenarial du Service Public Régional de l'Orientation, co- construit entre les acteurs locaux, animé et suivi localement.

2.1. Vie du réseau SPRO :

2.1.1. La DAAF, participe aux échanges de pratiques du réseau SPRO et en particulier, contribue au développement d'un « continuum OTLV », notamment par la mise en œuvre d'échanges de pratiques autour :

- Du « parcours individualisé des apprenants »
- Du suivi du projet professionnel individualisé en 4ème et 3ème
- De la mobilité individuelle et collective à l'étranger dont la Caraïbe
- Du centre de ressources et de ses outils, des activités périscolaires (salons, concours, etc....)
- De la découverte des métiers et de la construction de l'orientation scolaire
En lien avec l'Education Nationale,

2.1.2. La DAAF :

- Participe à l'alimentation du site du SPRO pour ce qui relève de son champ d'intervention
- Contribue au déploiement de la plateforme de décrochage scolaire en lien avec la MLDS (Mission de Lutte contre le Décrochage Scolaire), les missions locales et l'ensemble des acteurs participant à cette mission
- Assure le droit au retour en formation initiale
- Assure des stages d'immersion en milieu professionnel
- Coordonne et anime un site présentant les filières et les métiers agricoles et para-agricoles « **www.agrimetiersmartinique** »

2.1.3. Elle collabore à l'organisation de manifestations régionales :

- FORMEO
- Salon de la formation
- Et toute autre manifestation en lien avec le SPRO

Et contribue au développement de l'animation du réseau en proposant la co-organisation de manifestations autour des métiers relevant de sa compétence.

3. Mission de l'Université des Antilles :

L'Université des Antilles participe à l'élaboration d'un projet territorial et partenarial du Service Public Régional de l'Orientalion, co- construit entre les acteurs locaux, animé et suivi localement en lien avec les instances OFE (Orientalion, Formation, Emploi).

3.1. Accueil de proximité

- Orientalion et réorientalion
- Lutte contre les interruptions des parcours de formation
- Insertion professionnelle (bilans de compétences, collecte diffusion jobs, stages, emplois, ..)
- Accompagnement, formation à l'entrepreneuriat
- Formation continue (formation tout au long de la vie, VAE)
- Recherche
- Mise à disposition d'espaces documentaires (guides des métiers, presses spécialisées, concours)

3.2. Vie du réseau SPRO :

L'Université des Antilles, participe aux échanges de pratiques du réseau SPRO et en particulier, contribue au développement d'un « continuum OTLV », notamment par la mise en œuvre d'échanges de pratiques autour du « parcours avenir » développé parallèlement par l'Education Nationale.

3.2.1. Elle collabore à l'organisation de manifestations régionales :

- FORMEO
- Salon de la formation
- Et toute autre manifestation en lien avec le SPRO

3.2.2. Elle participe à la vie du réseau par la mise en place de manifestations spécifiques au monde universitaire

- Journée d'Orientalion et d'information des Elèves de Terminale (JOIEt)
- Forum des Métiers
- Journées portes ouvertes de l'ESPE
- Séminaires de vulgarisation scientifiques

Et contribue au développement de l'animation du réseau en proposant la co-organisation de manifestations autour des formations et des métiers relevant de sa compétence.

II. POUR LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE

1. Mission de l'IMFPA :

L'IMFPA, dans le cadre de son contrat de service public, assure :

1. **Une contribution** à l'élaboration d'un projet territorial et partenarial du Service Public Régional de l'Orientalion, co- construit entre les acteurs locaux, animé et suivi localement.

2. Une contribution à l'animation du réseau :

- Participation à la dynamique territoriale autour de l'orientation
- Participation à l'information des publics au travers des dispositifs de veille informative ou d'information des publics mis en place par le réseau, notamment en veillant à assurer l'alimentation du site du SPRO pour ce qui relève de son champ d'intervention

3. Collaboration à l'organisation de manifestations régionales (territorialisées ou non) sur les métiers, les filières, la formation :

- FORMEO
- Salon de la formation
- Et toute autre manifestation en lien avec le SPRO
- Contribution à l'articulation et à la lisibilité des initiatives locales notamment : les forums, rencontres métiers mise en place sur le territoire

4. Une contribution à la professionnalisation des acteurs dans le cadre de son offre de service formation :

- Proposition de formations qualifiantes en direction des agents du réseau SPRO (formation de conseiller en insertion professionnelle)
- Participation aux journées professionnelles « métier » proposées par le réseau et intégrées au programme annuel de formation du SPRO Martinique.
- Accueil dans le cadre de périodes d'immersion des agents des autres structures membres du réseau pour une meilleure connaissance mutuelle et un partage des pratiques professionnelles et outils.

5. Une contribution au suivi de l'activité du réseau :

- Collaboration à la définition des indicateurs qualité du réseau
- Remontée des informations relatives à l'activité dans le format et les délais précisés par l'AGEFMA.

6. Une contribution à l'amélioration de la qualité de service du réseau :

- Proposition d'une offre de service dédiée à des publics spécifiques (personnes en situation d'illettrisme, détenus, ...).

7. Une contribution à la performance du réseau :

- Mise à disposition d'une information lisible et adaptée sur son offre de service aux partenaires du réseau
- Offre d'immersions de bénéficiaires en formation dans le cadre de la validation de leur projet professionnel (découverte des métiers)

2. Mission de l'AGEFMA :

L'AGEFMA , au titre de sa mission de CARIF-OREF, assure :

- 1. Une mission d'appui technique à la Collectivité dans le cadre de l'élaboration du projet de SPRO.** Cette mission d'appui technique comprend l'élaboration des documents stratégiques, le déploiement de l'activité au regard des axes définis ainsi que le suivi du dossier dans le cadre de la Commission « Parcours professionnels » du CREFOP.

2. **Une mission d'appui au déploiement de la stratégie territoriale d'orientation** définie par la CTM. Dans ce cadre, elle assure notamment une mission de coordination de la communication sur le réseau.
3. **Une fonction « animation- ressources »** qui se décompose en 4 axes de travail :
 1. **Fonction « ressources »** - à ce titre, elle :
 - Recensement des outils d'informations sur le développement économique, la vie des territoires.
 - Collecte et partage d'outils (passeport orientation formation, e-port folio...)
 - Collecte et partage d'informations **sur** :
 - **les forums métiers et autres manifestations** financés au niveau régional
 - **L'offre de formation disponible** localement et régionalement
 2. **Fonction « animation du réseau »** :
 - Participation à la dynamique territoriale autour de l'orientation
 - Contribution à l'articulation et à la lisibilité des initiatives locales notamment : les forums, rencontres métiers mise en place sur leurs territoires
 - Organiser conjointement des manifestations sur leur territoire
 - Participer à l'organisation d'un corpus de manifestations régionales (ex : Salon du Lycéen et de la Jeunesse, Salon de la Formation, ...).
 3. **Fonction « professionnalisation des acteurs »** :
 - Organisation d'actions de professionnalisation et de journées professionnelles « métier » proposées par le réseau et intégrées au programme annuel de formation du SPRO ;
 - Organisation de périodes d'immersion à l'attention des agents des autres membres du réseau pour une meilleure connaissance mutuelle et un partage des pratiques professionnelles et outils ;
 - Développement de la connaissance du marché du travail et des territoires
 4. **Fonction « suivi et évaluation »** :
 - Participation à la définition des indicateurs qualité du réseau
 - Remontée des informations relatives à l'activité dans le format et les délais attendus par le CNEFOP.



CONVENTION ENTRE L'ÉTAT ET LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE RELATIVE A LA PRISE EN CHARGE DES JEUNES SORTANT DU SYSTÈME DE FORMATION INITIALE SANS UN DIPLOME NATIONAL OU UNE CERTIFICATION PROFESSIONNELLE

Entre

L'État, représenté par :

Le Préfet de la région Martinique, Monsieur Franck ROBINE,

La Rectrice de l'académie, Madame Béatrice CORMIER

Le Président de l'Université des Antilles, Monsieur Eustase JANKY,

Le Directeur de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt, autorité académique pour l'Enseignement Agricole, Monsieur Jacques HELPIN

et

La Collectivité Territoriale de Martinique, représentée par le Président du Conseil exécutif, Monsieur Alfred MARIE-JEANNE.

- Vu la loi n° 2008-126 du 13 février 2008 relative à la réforme de l'organisation du service public de l'emploi (version consolidée au 01/01/2013) ;
- Vu la loi n° 2013-595 du 8 juillet 2013 d'orientation et de programmation pour la refondation de l'École de la République instituant un droit à une durée complémentaire de formation qualifiante modifiant le Code de l'éducation, notamment les articles L 122-2 et L 122-4 ;
- Vu la loi n° 2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale modifiant le Code de l'éducation, notamment les articles L. 214-16-1, L. 214-16-2, L. 313-7, L. 313-8 et L. 612-3 ;
- Vu le Code du travail, notamment les articles L. 6111-3 à L. 6111-6, les articles relatifs au CPF ;
- Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment l'article L. 4111-2 ;
- Vu la circulaire n° 2013-035 du 25/03/2013 mettant en place les réseaux « Foquale » au sein de l'éducation nationale ;
- Vu l'accord-cadre conclu entre l'État et l'ARF en date du 28 novembre 2014 portant sur la généralisation du Service Public Régional de l'Orientation (SPRO) et à la

prise en charge des jeunes sortant du système de formation initiale sans un diplôme national ou une certification professionnelle ;

- Vu le protocole d'accord signé entre l'ARF et l'État concernant la prise en charge des jeunes sortants du système de formation initiale sans un diplôme national ou une certification professionnelle en date du 13 août 2015 ;
- Vu le Contrat de Plan Régional de Développement des formations et de l'Orientation Professionnelle (CPRDFOP), pour la période 20... - 20..., signé le.....
- Vu l'avis de la Commission Formation Professionnelle et Apprentissage en date du.....
- Vu la décision de la Commission Formation et Apprentissage en date du.....

Il est convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

La lutte contre le décrochage scolaire comporte des enjeux humains, sociaux et économiques majeurs. Les jeunes en situation de décrochage présentent des risques importants d'échec en termes d'insertion sociale et professionnelle.

Il est donc absolument nécessaire de repenser le principe d'égalité au sein de l'École, notamment en renforçant la lutte contre l'échec scolaire que symbolise le décrochage.

Le Président de la République a ainsi fixé pour objectif de diviser par deux, d'ici 2017, le nombre de jeunes sortant sans qualification du système de formation. Dans le cadre de la stratégie Europe 2020, l'engagement a été pris d'abaisser le taux de jeunes en dehors de tout système de formation et sans diplôme de second cycle du secondaire à 9,5 % d'ici 2020.

L'évaluation de la politique publique sur le décrochage scolaire, menée dans le cadre de la modernisation de l'action publique, a conclu à la nécessité de mettre en place une stratégie interministérielle et partenariale dédiée, associant l'ensemble des acteurs concernés. Cette stratégie de politique publique concerne l'ensemble du système de formation initiale, allant des actions de prévention jusqu'à la remédiation, à savoir la prise en charge des jeunes ayant quitté le système éducatif sans diplôme.

Les mesures annoncées le 21 novembre 2014 par le Premier ministre, mettent la priorité sur la prévention du décrochage tout en insistant sur la nécessité de renforcer les actions existantes en matière d'intervention et de remédiation, en particulier celles conduites par les Plates-formes de Suivi et d'Appui aux Décrocheurs (PSAD), dès lors confortées et optimisées.

Cette stratégie de mobilisation de l'ensemble des acteurs contre le décrochage scolaire définit également une gouvernance dédiée à la lutte contre le décrochage aux plans national et régional, couvrant les trois champs de la politique (prévention, intervention, remédiation).

La stratégie ainsi décrite s'inscrit dans la continuité des actions menées dans les territoires par les acteurs de l'État, des collectivités et du monde associatif (1). Elle s'articule avec d'autres politiques portées par les ministères impliqués, en lien avec les impulsions européennes, notamment le plan national Garantie pour la jeunesse (2).

En outre, le plan de lutte contre le décrochage porte le droit au retour en formation créé par la loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'École de la République.

Enfin, l'article L. 313-7 du Code de l'éducation, modifié par la loi du 5 mars 2014 – art. 22, confie aux régions, au 1er janvier 2015, la coordination et la mise en œuvre des actions de prise en charge des jeunes sortant du système de formation initiale sans diplôme ou qualification.

La présente convention, conclue entre l'État et la Collectivité Territoriale de Martinique est relative à l'exercice de ce dernier dispositif. Elle prend appui sur l'accord-cadre conclu entre l'État et l'ARF, visé ci-dessus, auquel elle est annexée, sur les constats ayant servi de base à la loi du 5 mars 2014, ainsi que sur la mise en place du Service public régional de l'orientation (SPRO) pour l'accueil des jeunes âgés de 16 à 18 ans, tel que défini dans l'article 313-8.

Cette convention, repose sur plusieurs grands principes et objectifs politiques communs partagés par ses signataires retracés en annexe 1 au présent document.

ARTICLE 1^{er} : OBJET DE LA CONVENTION

En application de l'accord-cadre précité et du protocole signé entre l'État et l'ARF sur la lutte contre le décrochage en date du 13 août 2015, la présente convention a pour objet de préciser, pour les parties nommées ci-dessus, l'exercice de leurs compétences respectives dans la mise en œuvre de la politique publique visant à la prise en charge des jeunes sortant du système de formation initiale sans un diplôme national ou une certification professionnelle.

Il s'agit de fixer le cadre de la mise en œuvre opérationnelle de la disposition relative à la prise en charge des jeunes sortant sans qualification de la loi du 5 mars 2014 (articles 313-7 et 313-8 du Code de l'éducation).

¹ Par ailleurs le Comité interministériel pour la jeunesse du 21 février 2013 avait reconduit et/ou adopté 47 mesures dont le chantier n° 2 : « Promouvoir la réussite de tous les jeunes en luttant contre le décrochage ».

² Réponse à la recommandation du Conseil européen du 22 avril 2013, qui a pour objectif de proposer une solution d'insertion dans l'emploi, ou d'accompagnement

dans un délai de 4 mois pour les jeunes NEETS (jeunes qui ne sont ni en emploi, ni en étude, ni en formation) de moins de 25 ans.

ARTICLE 2 : MODALITÉS D'ENGAGEMENT DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE

La Collectivité Territoriale de Martinique coordonne, en lien avec les autorités académiques, les actions de prise en charge des jeunes concernés par la présente convention. Ces actions s'appuient sur le réseau des plates-formes de Suivi et d'Appui aux jeunes Décrocheurs. Elles sont mises en œuvre de manière partenariale par les acteurs de l'État, des collectivités territoriales, des partenaires sociaux et du monde associatif sur la base du Guide national de fonctionnement des PSAD.

Les modalités d'exercice des compétences de la Collectivité Territoriale de Martinique inscrites dans la convention relative à la coordination du SPRO prévoient, en appui sur le réseau des partenaires des plates-formes, le droit à une formation complémentaire qualifiante et à la formation professionnelle des sortants sans qualification du système éducatif.

La Collectivité Territoriale de Martinique veille à la cohérence et à la complémentarité des différentes solutions proposées aux jeunes, que celles-ci relèvent de la formation sous statut scolaire, de l'apprentissage ou de la formation professionnelle.

Elle met en œuvre les actions qui relèvent de sa compétence propre notamment celles qui concernent l'apprentissage et la formation professionnelle, et participe à la transmission des données prévue à l'article 313-7 du code de l'éducation, qui est mise en œuvre et coordonnée au niveau national par l'État. Elle garantit notamment que les sorties sans diplôme sont signalées par les CFA.

En application de l'article 14 de la loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'École de la République et pour la mise en œuvre du droit au retour en formation initiale, la Collectivité Territoriale de Martinique abonde le compte personnel de formation de chaque jeune décrocheur suivi par une plate-forme et qui en fera la demande, pour lui permettre d'accéder à des formations courtes de remise à niveau ou à des formations qualifiantes de plus longue durée.

ARTICLE 3 : MODALITÉS D'ENGAGEMENT DE L'ÉTAT

L'État s'assure d'une mobilisation de ses services déconcentrés et ses établissements publics placés sous la tutelle des ministères concernés et des opérateurs en charge des politiques publiques en direction des jeunes dans le respect de leurs rattachements administratifs et hiérarchiques, de leurs spécificités statutaires, de leurs missions et de leurs priorités.

L'État, dans sa dimension interministérielle, maintient ses engagements, dans ce cadre il initiera des conférences de financeurs afin de mettre en visibilité la répartition des financements existants dédiés à la lutte contre le décrochage scolaire. De plus, l'État mobilise des fonds européens pour renforcer l'action des plates-formes.

L'État, en proposant un socle de services communs, assure la continuité du service rendu au public ainsi que son homogénéité sur l'ensemble du territoire, tout en favorisant des démarches innovantes et partenariales propres à chaque service déconcentré.

Au niveau national (France métropolitaine et Outre-mer), l'État est en charge du dispositif de collecte et de transmission des données, par le système interministériel d'échanges d'informations (SIEI) qu'il coordonne, met en œuvre et finance.

Le système d'information est un outil au service de l'activité des acteurs qui collaborent au sein des plates-formes de suivi et d'appui aux décrocheurs. Il permettra également de mesurer la mise en œuvre du plan Garantie européenne pour la jeunesse dont la lutte contre le décrochage scolaire est une de priorités.

Au niveau régional, l'État conduit de manière interministérielle et en lien avec le volet prévention de la politique les actions de repérage et de prise en charge des jeunes sortis sans qualification, mises en œuvre par ses services déconcentrés.

Cette prise en charge s'effectue en application de l'article 14 de la loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'École de la République et pour la mise en œuvre du droit au retour en formation initiale.

ARTICLE 4 : MODALITÉS D'EXERCICE DES COMPÉTENCES DES AUTRES ACTEURS

L'État et la Collectivité Territoriale de Martinique mobilisent et associent les opérateurs professionnels et les acteurs du monde économique et associatif aux actions mises en œuvre en faveur des jeunes.

ARTICLE 5 : MODALITÉS DE COORDINATION DES POLITIQUES

Le Comité Régional de l'emploi, de la Formation et de l'Orientation Professionnelle (CREFOP) est l'instance partenariale de concertation et de suivi compétente pour assurer la coordination entre les acteurs des politiques d'orientation, de formation professionnelle et d'emploi et la cohérence des programmes de formation (décret n° 2014-1055 du 16 septembre 2014).

Il assure la mise en œuvre et le pilotage au plan régional des orientations fixées au plan national de manière interministérielle sur la partie remédiation du décrochage scolaire.

Par ailleurs, à l'échelle de la Martinique, un comité dédié présidé par le Recteur est l'instance de concertation et de suivi pour les actions de prévention et d'intervention menées par l'Éducation nationale et les autres acteurs concernés, le cas échéant.

Les pilotes du dispositif conviennent de mettre en place un **Comité de pilotage Territorial** afin d'assurer l'articulation entre la prévention, l'intervention et la remédiation en matière de décrochage scolaire. En outre, ils mettent en place une animation régionale du dispositif de « Plates-formes de Suivi et d'Appui aux Décrocheurs » (PSAD).

L'annexe 2 au présent document décrit les objectifs et les missions du Comité de Pilotage et de l'animation régionale du dispositif de PSAD.

ARTICLE 6 : DURÉE

La présente convention prend effet à compter de sa date de signature. Elle est conclue pour une durée de 3 ans, renouvelable, dans la limite d'application de l'accord cadre précité. Au cours de sa période de validité, elle peut être modifiée par avenant à la demande de l'une des parties pour en faire évoluer le fonctionnement ainsi que le financement (sur une base annuelle).

ARTICLE 7 : MODALITÉS DE SUIVI DE LA CONVENTION

La Collectivité Territoriale de Martinique et l'État présentent chaque année un bilan des actions conduites sur le territoire dans le cadre de la remédiation du décrochage, qui s'appuie sur un dispositif de suivi et d'évaluation élaboré conjointement.

Les autorités régionales suivent l'atteinte de leurs objectifs et des moyens mis en œuvre.

ARTICLE 8 : CONDITIONS DE RÉSILIATION

En cas de non-respect des dispositions inscrites dans la présente convention, celle-ci pourra être dénoncée, par l'une des parties, à l'expiration d'un délai de deux mois (2 mois) suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception, valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles.

Convention signée en cinq exemplaires, le

Le Préfet de Région	La Rectrice d'Académie	Le Président de l'Université des Antilles	Le Directeur de la D.A.A.F	Le Président du Conseil Exécutif de la Collectivité Territoriale de Martinique
Franck ROBINE	Béatrice CORMIER	Eustase JANKY	Jacques HELPIN	Alfred MARIE- JEANNE

Convention entre l'Etat et la Collectivité Territoriale de Martinique relative à la prise en charge des jeunes sortant du système de formation initiale sans un diplôme national ou une certification professionnelle

Annexe 1 : PRINCIPES PARTAGES ET OBJECTIFS COMMUNS

PRINCIPES PARTAGÉS

Tout en reconnaissant les valeurs partagées, dans le cadre du SPRO, d'égalité et de simplicité d'accès pour tous les publics et de neutralité, d'objectivité et de respect de la personne, les actions menées dans le cadre de la prise en charge des jeunes sortant du système de formation initiale devront s'attacher particulièrement à mettre en œuvre les principes suivants :

- L'intérêt du jeune est au centre des préoccupations des acteurs et l'objet final de leur action.
- Les familles sont associées, autant que faire se peut, aux réflexions et démarches en lien avec le jeune.
- La recherche de solutions à destination des jeunes ayant quitté le système s'intègre dans la politique globale de lutte contre le décrochage, en cohérence et en articulation avec le volet prévention du décrochage.
- La recherche de solutions implique l'ensemble des acteurs concernés, incluant les représentants de l'État et des collectivités territoriales, le réseau associatif, les acteurs professionnels et les partenaires sociaux.
- Compte tenu de la diversité d'organisation et de fonctionnement des plates-formes dans les différents territoires, les actions à venir s'inscrivent dans un principe de continuité des démarches engagées dans le souci de conforter les partenariats là où ils fonctionnent déjà, et doivent permettre une adaptation aux besoins des territoires et une souplesse de mise en œuvre dans le cadre d'objectifs et de principes communs. Dans la période de mise en place de la nouvelle coordination, les autorités compétentes s'engagent ainsi à maintenir l'organisation des plates-formes et de leur pilotage et à poursuivre les actions de prise en charge des jeunes en situation de décrochage.
- Sur les trois grandes étapes de la relation avec le jeune que constituent le repérage, la recherche de solution et le suivi, l'État, la Collectivité Territoriale de Martinique et l'ensemble des acteurs du territoire se mobilisent afin de permettre à chaque jeune d'accéder à une qualification. Ce travail en commun s'appuie sur une connaissance partagée de l'offre de solutions des différents acteurs du territoire,
- notamment de l'Éducation nationale (réseaux « Foquale », dont les actions menées au titre de la Mission de lutte contre le décrochage scolaire – MLDS), et de l'insertion sociale et professionnelle des jeunes (notamment les Missions locales et Pôle emploi).

OBJECTIFS COMMUNS

L'**académie de la Martinique** observe une diminution significative du décrochage scolaire, avec une différence de 2.7 points entre l'année de départ et l'année scolaire en cours. Le nombre de décrocheurs est en baisse et cela dans tous les établissements scolaires.

Les Lycées professionnels sont les plus concernés par le décrochage ; La mise en place de dispositifs particuliers, a permis une meilleure prise en compte des profils d'élèves.

L'accent est mis sur **la persévérance scolaire et la prévention du décrochage**, mais aussi sur la **mobilisation partenariale**, notamment avec les collectivités territoriales, au service des jeunes déjà sortis du système éducatif.

La prévention du décrochage repose d'abord sur la mise en œuvre de plusieurs actions : plan de prévention de l'illettrisme, socle commun, personnalisation des parcours, réforme du lycée, lutte contre l'absentéisme, prévention du harcèlement, etc.

Ces actions permettent de conduire plus de jeunes vers le diplôme de fin de cycle et de limiter les sorties prématurées.

La mission de lutte contre le décrochage scolaire

L'activité menée au titre de la mission de lutte contre le décrochage scolaire contribue à la réalisation de plusieurs objectifs :

- Prévenir le décrochage scolaire
- Faciliter l'accès au diplôme et à la qualification
- Contribuer à la sécurisation des parcours de formation.

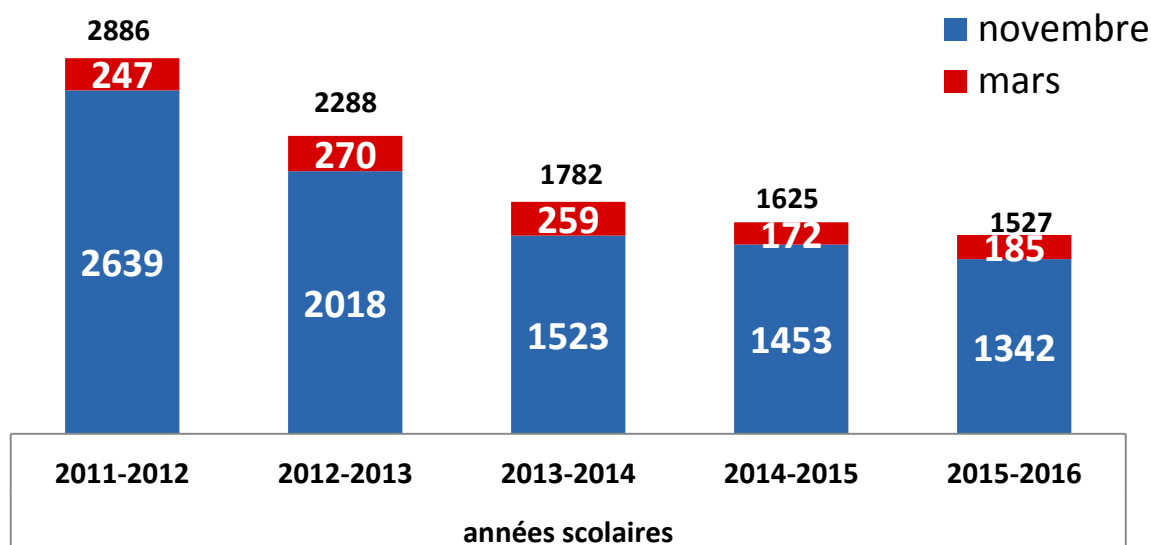
Les personnels de la Mission de Lutte contre le Décrochage Scolaire participent au **repérage des jeunes décrocheurs en lien avec les "référents décrochage scolaire" et les "groupes de prévention du décrochage scolaire"**. Ils collaborent à la **mise en place d'actions de prévention.**

Ces personnels exercent en priorité une **activité de conseil et d'expertise en ingénierie de formation auprès des équipes** éducatives, de direction et d'encadrement au niveau de l'établissement scolaire, du district, du bassin de formation. Ils assurent également des **séquences de formation face aux jeunes** dans des actions de remédiation et de remobilisation mises en œuvre dans des établissements scolaires.

Au-delà de l'activité menée dans le domaine de la prévention, les personnels de la MLDS mettent **au service des réseaux "Formation Qualification Emploi" (FoQualE) leur compétence en matière de conseil, d'expertise et d'ingénierie de formation.**

Ils participent, en relation avec les CIO, à **l'évaluation des besoins de formation et à l'accompagnement des jeunes** vers les organismes les mieux adaptés. Ils permettent de clarifier l'offre de formation et des services auxquels les jeunes peuvent accéder. Ils sont en mesure de proposer des solutions dans le cadre des réseaux FoQualE.

Evolution des effectifs des décrocheurs dans l'académie



Les signataires s'accordent sur l'objectif général de diminution du nombre de jeunes sortant sans qualification du système de formation initiale sur le territoire considéré.

Cet objectif se traduit de manière opérationnelle par la conduite collective et partenariale d'une politique de lutte contre le décrochage consistant à coordonner les actions des acteurs de la formation, de l'orientation et de l'insertion afin d'apporter aux jeunes ayant quitté le système des solutions pérennes et adaptées à leurs besoins.

Il est attendu de la coordination par la Collectivité Territoriale de Martinique des actions de prise en charge des jeunes, un effet de levier à travers un travail en commun renforcé entre État et collectivités, ainsi qu'entre tous les acteurs concernés du territoire, en particulier ceux de l'Éducation nationale et de l'insertion sociale et professionnelle des jeunes (1).

La mobilisation de tous les acteurs de l'État aujourd'hui impliqués au plan régional, départemental et local demeure un élément central de la réussite de cette démarche, dans le respect des rattachements hiérarchiques et administratifs, spécificités statutaires, et conditions d'exercice actuels.

La mise en place des Comités Régionaux de l'Emploi, de la Formation et de l'Orientation Professionnelles (CREFOP), prévus par la loi n° 2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale, constituera en 2015 un cadre global de partenariat régional pour assurer dans des domaines très souvent imbriqués (emploi, formation professionnelle, orientation) une concertation renforcée entre l'État, les collectivités territoriales, les partenaires sociaux et les opérateurs concernés.

1 En la matière, un binôme de responsables de PSAD Éducation nationale – Emploi doit être recherché.

Ce cadre de concertation, et notamment celui du bureau du CREFOP, sera l'instance adaptée pour définir et conduire la politique partenariale et les orientations prioritaires à suivre pour lutter contre le décrochage scolaire.

La conduite de cette politique partenariale et collective se structure autour des Plates-formes de Suivi et d'Appui aux Décrocheurs (PSAD), qui constituent l'outil de coordination de l'ensemble des acteurs locaux intervenant sur les phases de repérage, d'accompagnement et de suivi des jeunes ayant quitté le système de formation sans diplôme ni qualification.

Sur la base d'un état des lieux de la carte régionale des plates-formes et du nombre de jeunes sortant chaque année sans qualification du système de formation, les autorités compétentes au plan régional s'accordent notamment sur :

- la définition de la future carte des plates-formes pour leur territoire et sur la désignation des responsables de plates-formes, avec co-rédaction et co-signature de leurs lettres de mission ;
- un objectif quantitatif et qualitatif en termes de prise en charge et de solutions apportées aux jeunes ;
- les ressources dédiées au fonctionnement des PSAD (Plates formes de Suivi et d'Appui aux Décrocheurs), en cohérence avec les fonds européens qui pourraient être mobilisés (CPER- FSE) ;
- un dispositif de suivi et d'évaluation commun, à formaliser entre les acteurs ;
- des modalités de pilotage et d'articulation avec les acteurs concernés, et notamment :
 1. de l'Association Régionale des Missions Locales, sur la question du suivi statistique, au regard de sa gestion de l'entrepôt de données des missions locales,
 2. de l'accès de l'AGEFMA à l'applicatif RIO SIEL,
 3. de l'harmonisation des pratiques en matière de suivi des décrocheurs,
 4. de la désignation de "référents décrochage" en établissement scolaire, à l'Université, en CIO, en mission locale, en CFA, etc....

Afin d'assurer la continuité des actions durant la phase de concertation préalable au transfert à la Collectivité Territoriale de Martinique de cette responsabilité, devant s'achever au plus tard le 31 décembre 2016, les dispositions antérieures seront poursuivies, sauf accord contraire des parties.

Convention entre l'Etat et la Collectivité Territoriale de Martinique relative à la prise en charge des jeunes sortant du système de formation initiale sans un diplôme national ou une certification professionnelle

Annexe 2 : OBJECTIFS ET MISSIONS DU COMITE DE PILOTAGE ET DE L'ANIMATION REGIONALE DU DISPOSITIF DE PLATES-FORMES DE SUIVI E D'APPUI AUX DECROCHEURS (PSAD)

Les pilotes du dispositif organisent une « **conférence stratégique** » associant le Préfet de Martinique (ou son représentant), le Recteur (ou son représentant) et le Président du Conseil Exécutif de la Collectivité Territoriale de Martinique (ou son représentant) qui se tient semestriellement au sein du bureau du CREFOP.

Ils mettent en place un **Comité de pilotage Territorial** afin de coordonner leur action.

1. Objectifs du Comité de pilotage

Dans le cadre défini par la « conférence stratégique », les objectifs du Comité de pilotage sont les suivants :

- mailler l'ensemble du territoire de Plates-formes de Suivi et d'Appui aux jeunes sortis sans diplôme de la formation initiale.
- apporter une réponse personnalisée et rapide à chaque jeune de plus de 16 ans diplômé et sans solution.

Les périmètres d'action des plates-formes locales sont arrêtés conjointement par l'ensemble des acteurs membres du Comité de pilotage.

2. Missions du Comité de pilotage

- **En matière de suivi :**
 - Définir les **indicateurs à suivre régionalement**, ainsi que le **calendrier de remontée de ces indicateurs** des territoires en vue d'une agrégation au niveau régional
 - **Recueillir les données permettant l'analyse de la situation des jeunes** sortis du système éducatif sans qualification ou (et) sans solution, les évolutions et les besoins.
 - **Procéder à un croisement des bases de données :**
 - de l'Education nationale (base élèves académique, base affectation académique),
 - de la Collectivité Territoriale de Martinique (base apprentissage),
 - de l'Enseignement agricole,
 - des missions locales (IMILO).

Objectif : faciliter, au niveau du bassin de formation, le **repérage nominatif des jeunes**, et **assurer un meilleur suivi statistique des jeunes** sortant du système éducatif sans qualification

- **En matière d'analyse :**
 - Réaliser **un état des lieux au niveau de chaque bassin de formation**, des modalités d'échanges et de coopération entre les différentes structures et dispositifs.
 - A partir de cet état des lieux sera dégagé **un cadre méthodologique** pour **faciliter le repérage, le suivi et l'accompagnement des jeunes**
- **En matière d'animation de réseau :**
 - Elaborer des **outils communs** permettant le **suivi et l'accompagnement individuel des jeunes**, tout au long de leur parcours d'accès à la qualification et à l'insertion professionnelle. Ces outils sont mis à la disposition des partenaires
 - **Prévoir des actions de professionnalisation au bénéfice des partenaires dans une perspective d'échanges de pratiques, de partage des ressources et d'acquisition d'une culture commune.**

Mission de l'animation régionale du dispositif

Afin de faire vivre le dispositif de lutte contre le décrochage scolaire, les pilotes mettent en place une animation régionale du dispositif PSAD.

L'animation régionale a pour mission de :

1. Établir, en partenariat avec les services de l'Etat, un diagnostic partagé portant sur les publics
2. Définir les ressources (outils, actions, acteurs) et l'organisation d'une coopération opérationnelle
3. Définir les modalités d'animation ou de co-animation :
 - Outils et ressources
 - Axes de travail dont professionnalisation, information
 - Plan d'action annuel

Ceci, dans l'objectif de :

1. Repérer les sortants ou les jeunes en risque de rupture
2. **Coordonner les actions d'accueil, d'information** et de positionnement **en lien avec le dispositif SPRO**, notamment en matière :
 - De promotion de l'action des plates-formes
 - D'accès au « droit au retour en formation initiale »
3. **Caractériser** pour chaque jeune la difficulté et ses causes, notamment, par l'analyse des profils des jeunes décrocheurs et particulièrement, ceux relevant des lycées professionnels
4. **Identifier la réponse adaptée** et la mettre en place de façon partenariale

5. Déterminer les modalités d'accompagnement et de suivi en s'appuyant sur l'offre de service régionale et les dispositifs légaux :
 - **SPRO (offre de service territorialisée)**
 - **Droit au retour en formation initiale**
 - **SPRF**
 - **Période d'immersion en milieu professionnel**
6. **Renforcer la professionnalisation des acteurs de la lutte contre le décrochage scolaire (ex : psychologie de l'adolescent, question de la citoyenneté (sociologue,...), conduits addictives, ...)**
7. **Mobiliser les financements mis à disposition par** les pilotes du dispositif en vue de l'amélioration continue de l'action des plates-formes (notamment CPER et FSE)



Dossier de contribution de :

[Cliquez ici pour entrer du texte.](#)

**Au Service Public Régional de l’Orientation
(SPRO) de Martinique**

Opérateurs du premier cercle (membres de droit)

Date : [Cliquez ici pour entrer du texte.](#)

SOMMAIRE

I -Rappel du contexte et des orientations Régionales

II - La candidature

Partie 1

1)Présentation de la structure candidate

- Accueil et information du public
- Présentation de son organisation physique
- Présentation des modalités d'accueil du public
- Pratiques collaboratives

Partie 2

2) Etat des lieux -description de l'offre de services

- Offre de service et outillage
- Présentation de ses outils d'information
- Présentation de son offre de services à distance

Partie 3

3) : Contribution à la mise en œuvre du service du service public régional de l'orientation

4) Compléments à apporter au dossier

ANNEXES

Cahier des charges fixant les normes de qualité aux organismes participant au SPRO

I - Rappel du contexte et des orientations régionales :

Le présent dossier de contribution au **Service Public Régional de l'Orientation (SPRO)** de Martinique s'appuie sur le cadre législatif et réglementaire défini par :

- Le schéma Régional de l'orientation de Martinique
- La Loi du 05 mars 2014 relative à la formation professionnelle, l'emploi et la démocratie sociale
- L'Arrêté du 16 juillet 2014 fixant le cahier des charges relatif au Conseil en Evolution Professionnelle
- La délibération de la Commission permanente du Conseil régional en date du 13 novembre 2015 relative à la mise en œuvre du service public régional de l'orientation en Martinique qui a validé le cahier des charges fixant les critères les de qualité, d'organisation et de pilotage aux organismes participant au SPRO.

Enjeux du SPRO de Martinique :

- Le développement de l'autonomie des personnes et la facilitation de leur insertion sociale et professionnelle
- L'acquisition d'une qualification pour tous et l'accompagnement de l'élévation du niveau de qualification pour chacun tout au long de sa vie
- Le développement de la mobilité (professionnelle et géographique) en prise avec les besoins des territoires et des publics (mobilité infrarégionale, régionale, interrégionale, européenne et internationale)
- L'appui à la construction d'un parcours de vie professionnelle et personnelle dans le cadre de mobilités accompagnées
- La sécurisation des parcours de formation et des parcours professionnels (capitaliser et reconnaître les acquis, atténuer les ruptures, etc...)

Le service public régional de l'orientation a pour ambitions de proposer :

- Un service d'accueil, information orientation en capacité de répondre aux attentes des citoyens :
 - Articulé au niveau du territoire
 - Disposant d'une offre de service uniformisée et multiforme
 - Permettant la mutualisation et le développement de bonnes pratiques favorisant le développement d'une culture professionnelle commune et renforçant la professionnalité des acteurs
 - Assuré par des professionnels confirmés
- Une approche où l'individu est au centre
- Une approche où l'orientation prend toute sa dimension

II - La candidature

Les acteurs du premier cercle du SPRO souhaitant être identifiés et reconnus comme opérateur du SPRO Martinique sont invité à renseigner le dossier de contribution ci-joint en annexe du cahier des charges régional.

Le dossier formulaire comprend trois parties :

- **Partie 1** : Identité, présentation et caractérisation de l'organisme partenaire, périmètre d'intervention
- **Partie 2** : proposition détaillée de l'offre de service en réponse aux normes de qualité énoncées dans le cahier des charges régional
- **Partie 3** : Contribution à la mise en œuvre du service du service public régional de l'orientation.

Toutes les structures participant au SPRO doivent délivrer à minima, le 1^{er} niveau de l'offre de services « accueil individualisé et premier conseil », comme décrit dans **le cahier des charges du Service Public Régional de l'Orientaion validé** le 19 novembre 2015.

Méthode d'identification des structures :

Les structures qui souhaitent intégrer le SPRO doivent remplir l'ensemble des rubriques du dossier qui suit. **Ce dossier doit être accompagné d'une lettre d'engagement signée du responsable de la structure.**

Chaque structure peut y annexer tout document qu'elle juge pertinent.

Dépôt des dossiers ouvert du au

Ce dossier complet devra être renvoyé au format numérique aux adresses suivantes :

- accueil@agefma.fr ;
- Marie-claude.belin-phedre@agefma.fr;
- Vae.martinique@agefma.fr

L'analyse des dossiers s'appuiera sur les éléments inscrits dans le cahier des charges.

L'ensemble des contributions des acteurs du SPRO devra être validé par la Collectivité Territoriale de Martinique et feront l'objet d'un conventionnement.

Partie 1

1) - Présentation de la structure candidate :

Nom de la structure	Cliquez ici pour taper du texte.
Statut juridique de la structure	Cliquez ici pour taper du texte.
Nom du responsable de la structure	Cliquez ici pour taper du texte.
Adresse siège	Cliquez ici pour taper du texte.
Coordonnées téléphoniques	Cliquez ici pour taper du texte.
Coordonnées mail	Cliquez ici pour taper du texte.
Coordonnées du responsable Nom, prénom Coordonnées (mail et téléphone).	Cliquez ici pour taper du texte.
Périmètre géographique d'intervention de la structure	Cliquez ici pour taper du texte.

Joindre si possible une cartographie de l'aire d'intervention

Public accueilli : Spécifier le public particulièrement et habituellement accueilli au sein de la structure (public cible)	Cliquez ici pour taper du texte.
Missions de la structure (cadre général d'intervention) : Présenter de manière synthétique les missions de votre structure.	Cliquez ici pour taper du texte.
Activités de la structure : Préciser <ul style="list-style-type: none">• Dans un premier temps : les actions ressortissant de l'appartenance à un réseau.• Dans un second temps : les actions développées spécifiquement en lien avec les besoins des publics et du territoire.	Cliquez ici pour taper du texte.
Effectif de la structure : Effectif total (EQTP, permanents) Effectif dédié à l'accueil, Effectif dédié à l'information et au conseil, Chargé(e) de documentation (temps partiel, temps plein), le cas échéant, mises à disposition d'autres structures.	Cliquez ici pour taper du texte.

1.1) Profil des intervenants « accueillants* »:

Nom(s) prénom(s)	Fonction
Cliquez ici pour taper du texte.	Cliquez ici pour taper du texte.
Cliquez ici pour taper du texte.	Cliquez ici pour taper du texte.
Cliquez ici pour taper du texte.	Cliquez ici pour taper du texte.
Cliquez ici pour taper du texte.	Cliquez ici pour taper du texte.
Cliquez ici pour taper du texte.	Cliquez ici pour taper du texte.
Cliquez ici pour taper du texte.	Cliquez ici pour taper du texte.

Conditions d'accueil :

Les modalités d'accueil et de conseil doivent être décrites : Qui ? Comment ? Avec ou sans rendez-vous ? Charte spécifique d'accueil des publics ?

Cliquez ici pour taper du texte.

***Personnel d'accueil, d'information et de conseil**

Moyens matériels mis à disposition des publics

Cochez les réponses souhaitées

☐ Ordinateurs – Combien ?

Cliquez ici pour taper du texte.

☐ Connexion internet

☐ Espace documentaire

☐ Logiciels d'aide à l'orientation – Lesquels

Cliquez ici pour taper du texte.

☐ Logiciels de compensation du handicap – Lesquels

Cliquez ici pour taper du texte.

☐ Espace d'affichage

☐ Autres

Cliquez ici pour taper du texte.

Outils dématérialisés

Merci de référencer ici les systèmes d'information, d'accompagnement et de conseil des publics sous format numérique conçus, utilisés et/ou proposés par la structure ou le réseau d'appartenance.

Cliquez ici pour taper du texte.

Accessibilité

Indiquer de manière précise les conditions d'accès à votre structure : voiture, parking, ligne de bus, etc. + arrêts

Cliquez ici pour taper du texte.

Accessibilité des Personnes à Mobilité Réduite.

Cliquez ici pour taper du texte.

Visibilité extérieure du lieu (signalisation spécifique).

Cliquez ici pour taper du texte.

Professionnalisation

Effort de formation consenti au cours des deux dernières années dans le cadre de la formation tout au long de la vie :

- Nombre de professionnels concernés : Cliquez ici pour taper du texte

- Domaines de compétences à préciser : Cliquez ici pour taper du texte

Statistiques

Citer le(-s) mode(-s) de recueil des données **relatives à l'activité de la structure** (outils, tableaux de bord, applications...)

Préciser le cas échéant, **quelques chiffres de caractérisation du public reçu** : *nombre de personnes accueillies en moyenne dans l'année, genre, âge, CSP, lieu de résidence, origine de la demande, réorientation de la demande (vers qui ?), par exemple.*

Cliquez ici pour taper du texte.

PARTIE 2 – Etat des lieux

2 - Description de l'offre de services

2.1 L'espace d'accueil et de conseil : les conditions de délivrance des services	
Espace(s) dédié(s) à l'accueil et au conseil Bureaux (aménagements, nombre), signalétique d'orientation dans l'espace, surface. Citer les lieux d'accueil physique	Cliquez ici pour taper du texte.
Lisibilité du service d'accueil, d'information et de conseil Supports de communication sur l'offre de services.	Cliquez ici pour taper du texte.
Espace documentaire et numérique Description des ressources Horaires d'accès proposés Accès en autonomie/semi autonomie/accès accompagné	Cliquez ici pour taper du texte.
Amplitude horaire hebdomadaire d'ouverture Horaires d'ouverture au public permettant des rencontres en face à face : En demi-journées par semaine. Attentes : 5 ½ journées par semaine, soit 2,5 jours, sur 42 semaines à l'année.	Cliquez ici pour taper du texte.

2.2 Modalités d'accueil du public – Contenu des services	
Décrire les modalités d'accueil individualisé du public Indiquez ce qui permet de mettre en œuvre un accueil individualisé au sein de votre structure tel que défini dans le cahier des charges.	Cliquez ici pour taper du texte.
Information gratuite, complète, objective et territorialisée Indiquez ce qui permet de diffuser une information complète, objective tel que défini dans le cahier des charges ; et de garantir la gratuité des services.	Cliquez ici pour taper du texte.
Modalités de délivrance de l'information Ressources internes. Offre de service. Exemples : En face à face, à distance, en libre-service, médiatisée par un professionnel, à partir de supports numériques, en collectif, etc.	Cliquez ici pour taper du texte.
Service de conseil en orientation Structuration de la démarche de conseil Durée moyenne d'un entretien	Cliquez ici pour taper du texte.
Le public est-il reçu le jour de son premier contact par un conseiller ?	Oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/> Cliquez ici pour taper du texte.
Quel est le délai d'attente entre ce 1^{er} contact et le RDV avec un conseiller ?	Cliquez ici pour taper du texte.

Comment la structure est-elle organisée pour accueillir tout type de public ?	Cliquez ici pour taper du texte.
Le personnel a-t-il été formé à l'accueil potentiel de tout type de public (salarié, jeune, DE, publics spécifiques...)?	Cliquez ici pour taper du texte.

2.3 Pratiques collaboratives

Citez l'ensemble des structures de l'AIO (accueil, information, orientation) avec laquelle votre structure travaille	Cliquez ici pour taper du texte.
Des rapprochements ou partenariats avec d'autres structures sont-ils envisagés ?	Cliquez ici pour taper du texte.
Procédez-vous (si nécessaire) à des prises de RDV pour le public avec d'autres acteurs de l'AIO?	Cliquez ici pour taper du texte.
Comment la structure conçoit-elle son action par rapport aux opérateurs du CEP?	Cliquez ici pour taper du texte.

2.4 Outillage	
Quels sont les outils mis à disposition de vos conseillers pour actualiser leurs connaissances sur : - Les tendances socio-économiques - L'emploi - Les métiers - Les compétences - Les qualifications et les formations	Cliquez ici pour taper du texte.
La structure dispose-t-elle d'outils d'information du public ? Citez ces outils	Cliquez ici pour taper du texte.
Ces outils sont-ils propres à votre structure ou partagés avec d'autres ? Précisez	Cliquez ici pour taper du texte.
A quelle fréquence ces outils sont-ils actualisés ?	Cliquez ici pour taper du texte.
Quels sont les outils proposés au public en vue : - D'analyser la situation personnelle des bénéficiaires : - D'identifier les acteurs susceptibles de l'aider à poursuivre sa démarche :	Cliquez ici pour taper du texte. Cliquez ici pour taper du texte.
Utilisez-vous un document de synthèse (ou une fiche de liaison) que vous remettez au public ? Si oui, décrivez-le :	Cliquez ici pour taper du texte.

2.5 Présentation de l'offre de services à distance :

Présentez précisément vos outils d'information à distance :	Cliquez ici pour taper du texte.
Depuis quand existent-t-ils ?	Cliquez ici pour taper du texte.
Sont-ils amenés à évoluer ? Si oui, sous quelle forme et sous quel délai ?	Cliquez ici pour taper du texte.

PARTIE 3

3) Contribution à la mise en œuvre du service du SPRO

Dans le cadre du SPRO et du projet partenarial territorial, les acteurs participants et ou contribuant au SPRO s'engagent :

- *à minima sur un premier niveau*
- *et de manière optionnelle sur un deuxième niveau de service.*

Par ailleurs les structures délivrant l'ensemble de l'offre de services de niveau 1, 2 et 3 du CEP comme le précise l'arrêté du 16/07/2014 : Pôle Emploi, Mission locale, Cap Emploi, et OPACIF sont intégrées au SPRO. Toutefois, elles doivent décrire dans ce dossier leur contribution pour mettre en œuvre le niveau 1 du CEP, correspondant aux attendus du SPRO.

L'ensemble des contributions des acteurs du SPRO devront être validées par la collectivité territoriale de Martinique et feront l'objet d'un conventionnement.

Merci de préciser de façon synthétique vos différentes contributions au 1^{er} niveau de service, le cas échéant au deuxième niveau de service et à la vie du réseau.

3.1 1er niveau d'engagement : engagements fondamentaux et obligatoires :

3.1.1. Définition

Premier niveau d'engagement : L'ensemble des partenaires du SPRO Martinique s'engage à :

1. Assurer un premier niveau de service en matière d'Accueil information

1) **L'Accueil :**

La mission d'accueil s'adresse à tous les publics en recherche d'une information ou d'un conseil. Elle a pour but de leur apporter un premier niveau d'information :

- **En les aidant à identifier les ressources disponibles**
- **En les guidant si besoin, vers les interlocuteurs susceptibles de les accompagner** dans une démarche approfondie.

La demande formulée est écoutée et analysée quelle que soit la situation des personnes.

2) **L'information :**

L'information peut être fournie à distance, en libre-service ou médiatisée par un professionnel, sur les lieux d'accueil identifiés à cet effet :

- **Mise à disposition des personnes d'une information gratuite, complète et objective** sur les métiers, les formations, les certifications, les débouchés et les niveaux de rémunération
- **Aide à la recherche d'information,**
- **Réorientation vers l'organismes qui pourra fournir un conseil personnalisé**

2. **Participer à la structuration du réseau :**

- Participer à la co-construction du projet et à sa mise en œuvre ;
- Respecter l'ensemble des engagements, et notamment, des engagements «qualité » durant toute la durée de leur habilitation « SPRO Martinique » ;
- Apposer sur leurs points de délivrance des services SPRO le logo-type défini par le réseau
- Donner de la lisibilité sur leur offre de service à leurs partenaires
- Proposer des solutions de mise en œuvre pour toucher des zones non couvertes
- Présenter l'offre de service mobilisable par tous les partenaires du Conseil en Evolution Professionnel.

3. Offre de service et Outillage du réseau :

- Proposer dans l'ensemble de leurs « points de délivrance des services » SPRO, à minima, l'offre de service de niveau 1
- Favoriser l'articulation entre le 1^{er} et 2^{ème} niveau, dans un délai temps favorable aux personnes, défini dans le projet territorial.
- Utiliser des supports existants et mutualisés en vue de structurer la continuité des parcours des personnes. (passeport orientation formation, eportfolio...)
- Pour les acteurs concernés (Education nationale, DAAF, Missions locales, Pôle-emploi), prendre une part active au déploiement des dispositifs :
 - De lutte contre le décrochage scolaire
 - De mobilisation du droit au retour en formation initiale
 - De mise en place des PMSMP (Périodes de Mise en situation professionnelle)

4. Animation du réseau :

- Participer à la dynamique territoriale autour de l'orientation
- Contribuer à articuler et à rendre lisibles les initiatives locales notamment : les forums, rencontres métiers mise en place sur leurs territoires
- Organiser conjointement des manifestations sur leur territoire
- Participer à l'organisation d'un corpus de manifestations régionales (ex : Salon du Lycéen et de la Jeunesse, Salon de la Formation, ...).

5. Professionnalisation des acteurs :

- Professionnaliser leurs salariés/agents (accueil, connaissance de métiers, immersions...) et, dans cette optique, autoriser leurs agents à participer aux actions de professionnalisation et journées professionnelles « métier » proposées par le réseau et intégrées au programme annuel de formation du SPRO Martinique ;
- Organiser des périodes d'immersion à l'attention des agents des autres membres du réseau pour une meilleure connaissance mutuelle et un partage des pratiques professionnelles et outils ;
- Développer leurs connaissances concernant les entreprises et s'approprier les informations de développement économique de leurs territoires.

6. Suivi de l'activité du réseau :

- Participer à la définition des indicateurs qualité du réseau
- Effectuer la remontée des informations relatives à l'activité dans le format et les délais précisés par l'AGEFMA.

3.1.2. Intervention

Accueil- information des publics :

La mission **d'accueil** s'adresse à tous les publics en recherche d'une information ou d'un conseil indifféremment de leur âge, de leur statut ou de leur situation.

Elle a pour but de leur apporter un premier niveau d'information :

- En les aidant à identifier les ressources disponibles
- En les guidant si besoin vers les interlocuteurs susceptibles de les accompagner dans une démarche approfondie.

L'information peut être fournie à distance en libre-service ou médiatisée par un professionnel sur les lieux d'accueil identifiés à cet effet.

Le public accueilli dans ce cadre a accès à :

- L'analyse de sa demande
- La délivrance d'une première information personnalisée et anonyme
- Un panel d'outils d'information sur des supports diversifiés en libre accès

Précisez votre contribution au premier niveau de service :

Cliquez ici pour entrer du texte.

3.2 2ème niveau de service engagements spécifiques :

3.2.1. Définition

Deuxième niveau d'engagement :

De manière spécifique, dans l'optique d'offrir aux bénéficiaires, sur l'ensemble du territoire, une offre standardisée et/ou de renforcer la qualité de l'offre de service sur le territoire, **certain partenaires du SPRO s'engagent, au choix, à :**

1. Contribuer à la structuration du réseau en :

- Proposant, sur des localisations qu'ils préciseront, **une offre de service de niveau 2**
- Assurant le financement de la mise en place d'une offre de service de niveau 2, dont ils préciseront les principes et les contraintes par convention

Deuxième niveau de service : Le conseil et l'accompagnement

Le conseil et l'accompagnement seront mis en œuvre par des professionnels ayant les compétences requises et dans le cadre d'une bonne complémentarité entre acteurs.

1. Conseil :

Le conseil a pour objet **d'offrir à toute personne qui le souhaite une écoute et un accès à une information de qualité et contextualisée** lui permettant de se mobiliser avant de s'engager dans un projet d'évolution professionnelle

2. Accompagnement

En cas de besoin un accompagnement peut être mis en place, afin d'aider la personne à atteindre ses objectifs et développer son autonomie. Cet accompagnement prendra en compte le diagnostic posé, le plan d'action envisagé et la capacité de la personne à le décliner.

2. Contribuer à l'animation du réseau en :

- S'engageant à assurer des permanences au sein d'espaces d'accueil mutualisés
- Assurant des animations (territorialisées ou non) sur les métiers, les filières, la formation, l'emploi, la création d'entreprise ;
- Assurant l'animation infra-territoriale de l'une des zones du SPRO

- Participant à l'information des publics au travers des dispositifs de veille informative ou d'information des publics mis en place par le réseau. A cet effet, ils préciseront les moyens dévolus à cette activité.
3. **Contribuer à la professionnalisation des autres membres du réseau par :**
- Par une participation active à la réalisation des « référentiels métier » propres au SPRO Martinique ;
 - L'ouverture aux autres membres du réseau de tout ou partie des actions de formations proposées à leurs collaborateurs (ex : OTLV niveau 1) ;
 - L'organisation d'ateliers professionnels spécifiques (ex: connaissance de l'environnement économique, cartes régionales de formation,...) ;
 - L'organisation d'échanges de pratiques (dont ils préciseront la teneur) dans le cadre du programme annuel du réseau.
4. **Contribuer à l'amélioration de la qualité de service du réseau, en :**
- Mutualisant tout ou partie de leurs outils (notamment concernant l'offre de service de niveau 2)
 - Proposant une offre de service dédiée à des publics spécifiques (personnes en situation d'illettrisme, détenus, ...), et si possible, innovante.
5. **Contribuer à la performance du réseau en :**
- Mettant à disposition et/ou en participant à la création, la gestion, l'animation des systèmes d'information (dématérialisés ou non) du réseau. A cet effet, ils préciseront la teneur de l'action proposée.
 - Mettant à disposition des publics relevant de la gestion d'autres membres du réseau, des prestations d'orientation spécifiques (par exemple : ateliers, sessions d'orientation de moyenne et longue durée).

L'enjeu est d'assurer la continuité entre les deux niveaux de service sur chaque territoire afin d'offrir des réponses de qualité aux différents publics.

3.2.2. Positionnement

Conseil en orientation : aide à la définition de parcours :

Aide à la définition des parcours et de leurs étapes, tout en élargissant le champ des possibles

Il permet l'organisation de la mise en œuvre des parcours par la mobilisation des outils d'information, des dispositifs liés à l'emploi et à la formation existants.

A ce niveau d'intervention, le conseiller explicite les différentes informations données pour faciliter leur appropriation par l'utilisateur afin que celui-ci soit en mesure de les mobiliser de manière autonome (dans une perspective d'éducation à l'information et aux médias)

Précisez votre contribution à la mise œuvre du 2ème niveau de service

Cliquez ici pour entrer du texte.

Participation à la vie du réseau SPRO

Les membres du SPRO Martinique s'engagent à développer et à participer à des actions en commun (services, missions, évènements) et notamment à la structuration du réseau aux actions d'échanges de pratiques, de professionnalisation, d'animation et de suivi de l'activité du réseau

Animation du réseau

Précisez votre contribution à la vie du réseau du SPRO

Cliquez ici pour entrer du texte.

Professionnalisation

Précisez votre contribution

Cliquez ici pour entrer du texte.

Amélioration de la qualité du service

Précisez votre contribution

Cliquez ici pour entrer du texte.

Amélioration de la performance du réseau

Précisez votre contribution

Cliquez ici pour entrer du texte.

4) Compléments à apporter au dossier :

Merci d'ajouter tous les compléments qui vous paraissent utiles à la bonne compréhension de votre proposition :

Cliquez ici pour entrer du texte.

Merci de nous envoyer ce dossier complet aux adresses mail suivantes :

- Accueil@agefma.fr;
- Marie-claude.belin-phedre@agefma.fr
- Vae.martinique@agefma.fr

L'AGEFMA peut répondre à vos questions aux numéros suivants :

- **0596711102**
- **0596711923**
- **0596712183**



CONVENTION DE PARTENARIAT MISE EN PLACE DU SPRO

Entre

La Collectivité Territoriale de Martinique,

Sise Plateau-Roy -Cluny

97200 Fort-de-France

Représentée par le Président du Conseil exécutif, Monsieur Alfred MARIE-JEANNE,

Ci-après désignée "la CTM", d'une part

Et

.....

Représentée par son XXX :

et désignée sous le terme « » », d'autre part,

N° SIRET :

N° APE :

Vu :

- La résolution du Conseil de l'Union Européenne : « Mieux inclure l'orientation tout au long de la vie dans les stratégies d'éducation et de formation tout au long de la vie » du 21 novembre 2008,
- Le CPRDFP adopté le.....,
- La loi n° 2014-288 du 5 mars 2014 sur la formation professionnelle, l'emploi et la démocratie sociale,
- La convention entre l'Etat et la CTM relative à la coordination du service public régional de l'orientation (SPRO) en date du
- L'accord-cadre relatif à la mise en oeuvre du service public régional d'orientation (SPRO) et à la prise en charge des jeunes sortants du système de formation initiale sans un diplôme national ou une certification professionnelle du 28 novembre 2014,
- Le cahier des charges régional du Service Public Régional de l'Orientation de Martinique
- La décision de l'Assemblée Plénière de la CTM du.....

Il est convenu ce qui suit :

PREAMBULE

La loi du 5 mars 2014 ouvre un « droit à l'orientation », défini comme suit par l'article L. 6111-3 du code du travail :

« Toute personne dispose du droit à être informée, conseillée et accompagnée en matière d'orientation professionnelle, au titre du droit à l'éducation garanti à chacun par l'article L. 111-1 du code de l'éducation. Le service public de l'orientation tout au long de la vie est organisé pour garantir à toute personne l'accès à une information gratuite, complète et objective sur les métiers, les formations, les certifications, les débouchés et les niveaux de rémunération, ainsi que l'accès à des services de conseil et d'accompagnement en orientation de qualité et organisés en réseaux »

L'orientation est donc un droit mobilisable tout au long de la vie. Elle vise à favoriser la construction du projet personnel et professionnel en vue de faciliter l'insertion dans l'emploi et de sécuriser les transitions professionnelles. Elle s'inscrit dans une démarche citoyenne d'émancipation, d'insertion professionnelle et de choix de projet de vie. En tant que service rendu au public, elle se traduit par différents niveaux de service que sont l'accueil, l'information, le conseil et l'accompagnement.

Dans cette optique, le Service Public Régional de l'Orientation (SPRO) a pour objet :

- **D'organiser une offre de services d'accueil, d'information, de conseil et d'accompagnement, dont les différentes modalités sont précisées infra (article III)**
- **De coordonner les actions des organismes qui y concourent.**

Le SPRO a pour exigence de répondre aux exigences du Code du travail en matière d'orientation tout au long de la vie.

Les organismes reconnus comme participant au service public de l'orientation tout au long de la vie doivent permettre à toute personne, quel que soit son âge ou son statut, d'y trouver toute l'information utile et de s'y voir proposer des conseils personnalisés lui permettant de « *choisir en connaissance de cause un métier, une formation ou une certification adaptés à ses aspirations, à ses aptitudes et aux perspectives professionnelles liées aux besoins prévisibles de la société, de l'économie et de l'aménagement du territoire* » (art. L. 6111-5 du code du travail).

La Collectivité Territoriale de Martinique convient donc de s'engager au travers de la présente convention particulière de partenariat, dans un *dispositif* lui permettant de fixer le cadre des relations partenariales avec les différents membres du SPRO.

ARTICLE 1 - OBJECTIFS STRATEGIQUES

Le service Public Régional de l'orientation est un service public à compétences partagées, qui s'appuie sur une nouvelle collaboration entre l'État et les Régions, avec pour ambition de répondre au mieux aux besoins de chaque citoyen en matière d'orientation tout au long de la vie :

- L'État définit au niveau national la politique d'orientation des élèves et des étudiants
- La Région organise le SPRO tout au long de la vie et coordonne sur les territoires les actions des organismes participants au SPRO.

Au regard des conclusions du diagnostic territorial de l'orientation mis en place par ses soins, en 2013, la Collectivité Territoriale de Martinique, dans le cadre de la gouvernance du dispositif d'orientation s'engage dans le déploiement du Service Public Régional de l'Orientation.

Les objectifs stratégiques du SPRO Martinique sont les suivants :

- Favoriser la mobilisation par les publics de leur droit à l'information et à l'orientation, leur permettre de les exercer pleinement
- Prendre en compte les besoins économiques et les articuler avec les aspirations des personnes selon leur âge et leurs objectifs de formation et de qualification
- Démocratiser l'accès aux savoirs afin d'éviter l'exclusion des publics les plus en difficulté
- Contribuer à élever le niveau de formation et de qualification
- Réduire le nombre de personnes sans qualification reconnue

ARTICLE 2 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention définit les conditions d'organisation et les modalités de coordination des organismes qui participent dans le respect des compétences et statuts de chacun à la mise en œuvre du service public régional de l'orientation (SPRO) en Martinique.

Elle reprend les éléments suivants :

- Offre de service du SPRO
- Territoire concerné
- Nature des partenariats et niveaux d'engagement
- Nature et contenu des obligations de service public
- Exercice des compétences de la Collectivité territoriale
- Modalités d'animation du réseau SPRO
- Durée de la convention
- Modalités de suivi et d'évaluation

ARTICLE 3 - OFFRE DE SERVICE DU SPRO

L'offre de service du SPRO s'articule autour de différents axes :

1. L'accueil et l'information. Ils peuvent être :

- Physiques,
- Téléphoniques
- Sur support numérique dématérialisé

2. Le conseil et l'accompagnement :

Le conseil et l'accompagnement sont des services personnalisés qui peuvent être organisés soit **en individuel ou en collectif**.

Ils peuvent être organisés de façon dématérialisée, si nécessaire le cas échéant, en s'appuyant sur des expérimentations ayant prouvées leur qualité.

3. Les fonctions support :

Elles sont assurées par différents dispositifs, dématérialisés ou non, qui assurent un rôle « pivot » d'animation de l'information sur l'OFE :

- Le site internet du SPRO
- La plateforme « orientation »

4. La communication :

Elle est lisible par tous et organisée dans le cadre du SPRO :

- Elle intègre un « logo-type »
- Elle diffuse l'information sur l'offre de service du réseau et son activité
- Elle véhicule les valeurs du réseau

5. La mutualisation et le partage des pratiques professionnelles :

Ils sont partagés par l'ensemble du réseau et peuvent s'appuyer sur des immersions professionnelles :

- Connaissance des métiers, emplois et activités
- Connaissance du marché du travail
- Mutualisation des pratiques et outils d'orientation

6. L'organisation de manifestations en commun :

Elle se doit d'être lisible par tous et organisée dans le cadre du SPRO :

- Elle s'inscrit dans le cadre du projet territorial
- Elle est nourrie par chaque acteur
- Elle est mise en commun et partagée

ARTICLE 4 - ENGAGEMENT DES STRUCTURES PARTICIPANT AU SPRO

Sont membres du SPRO :

- Les opérateurs nationaux du Conseil en évolution professionnelle
- Les opérateurs régionaux désignés par le Conseil régional après avis du CREFOP, habilités au regard du cahier des **charges fixant les normes qualité du SPRO, et se conformant aux exigences de ce dernier**

Les membres du SPRO Martinique, s'engagent :

- A participer pour tout ou partie aux différentes missions concernant l'accueil, l'information, le conseil, l'accompagnement
- A se conformer au projet régional
- A mobiliser leurs services, opérateurs ou réseaux
- A développer et à participer à des actions en commun (services, missions, événements) et notamment aux actions d'échanges de pratiques, de professionnalisation, d'animation, de suivi de l'activité d'orientation sur le territoire,
- A mettre en commun les outils à mutualiser
- A assurer un suivi statistique des activités d'orientation et participer au bilan global des actions du territoire au regard des engagements et objectifs de chacun.

Engagements des acteurs :

Dans le cadre du SPRO et du projet partenarial territorial, les acteurs participants et / ou contribuant au SPRO s'engagent à minima sur un premier niveau, et, de manière optionnelle sur un deuxième niveau.

Les lieux d'information et moyens matériels et humains mis à disposition du réseau « SPRO Martinique » par ses membres sont précisés dans le « dossier de contribution au SPRO » qui précise les éléments dévolus, leur localisation, les horaires d'ouverture et le type de publics accueillis.

1) Premier niveau d'engagement : engagements fondamentaux et obligatoires

L'ensemble des partenaires du SPRO Martinique s'engage à :

1. Assurer un premier niveau de service en matière d'Accueil information

a. L'Accueil :

La mission d'accueil s'adresse à tous les publics en recherche d'une information ou d'un conseil. Elle a pour but de leur apporter un premier niveau d'information :

- **En les aidant à identifier les ressources disponibles**
- **En les guidant si besoin, vers les interlocuteurs susceptibles de les accompagner dans une démarche approfondie.**

La demande formulée est écoutée et analysée quelle que soit la situation des personnes.

b. L'information :

L'information peut être fournie à distance, en libre-service ou médiatisée par un professionnel, sur les lieux d'accueil identifiés à cet effet :

- **Mise à disposition des personnes d'une information gratuite, complète et objective** sur les métiers, les formations, les certifications, les débouchés et les niveaux de rémunération
- **Aide à la recherche d'information,**
- **Réorientation vers l'organismes qui pourra fournir un conseil personnalisé**

2. Participer à la structuration du réseau :

- Participer à la co-construction du projet et à sa mise en œuvre
- Respecter l'ensemble des engagements, et notamment, des engagements «qualité » durant toute la durée de leur habilitation « SPRO Martinique »
- Apposer sur leurs points de délivrance des services SPRO le logo-type retenu par le réseau
- Donner de la lisibilité sur leur offre de service à leurs partenaires
- Proposer des solutions de mise en œuvre pour toucher des zones non couvertes
- Présenter l'offre de service mobilisable par tous les partenaires du Conseil en Evolution Professionnel

3. Déployer l'offre de service et l'outillage du réseau :

- Proposer dans l'ensemble de leurs « points » SPRO, à minima, l'offre de service de niveau 1
- Favoriser l'articulation entre le 1^{er} et 2^{ème} niveau, dans un délai temps favorable aux personnes, défini dans le projet territorial.
- Utiliser des supports existants et mutualisés en vue de structurer la continuité des parcours des personnes. (passeport orientation formation, e portfolio...)
- Pour les acteurs concernés (Education nationale, DAAF, Missions locales, Pôle-emploi), prendre une part active au déploiement des dispositifs :
 - de lutte contre le décrochage scolaire
 - de mobilisation du droit au retour en formation initiale
 - de mise en place des PMSMP (Périodes de Mise en situation professionnelle)

4. Participer à l'animation du réseau :

- Participer à la dynamique territoriale autour de l'orientation
- Contribuer à articuler et à rendre lisible les initiatives locales notamment : les forums, rencontres métiers mise en place sur leurs territoires
- Organiser conjointement des manifestations sur leur territoire
- Participer à l'organisation d'un corpus de manifestations régionales (ex : Salon du Lycéen et de la Jeunesse, Salon de la Formation, ...)

5. Assurer la professionnalisation des acteurs :

- Professionnaliser leurs salariés/agents (accueil, connaissance de métiers, immersions...) et, dans cette optique, autoriser leurs agents à participer aux actions de professionnalisation et journées professionnelles « métier » proposées par le réseau et intégrées au programme annuel de formation « SPRO Martinique.
- Organiser des périodes d'immersion à l'attention des agents des autres membres du réseau pour une meilleure connaissance mutuelle et un partage des pratiques professionnelles et outils
- Développer leur connaissance concernant les entreprises et s'approprier les informations de développement économique de leurs territoires ;

6. Assurer le suivi de l'activité du réseau :

- Participer à la définition des indicateurs qualité du réseau
- Effectuer la remontée des informations relatives à l'activité dans le format et les délais précisés par l'AGEFMA

2) Deuxième niveau d'engagement : engagements spécifiques (à compléter/amender)

De manière spécifique, dans l'optique d'offrir aux bénéficiaires, sur l'ensemble du territoire, une offre standardisée et/ou de renforcer la qualité de l'offre de service sur le territoire, certains partenaires du SPRO s'engagent, au choix, à :

• **Contribuer à la structuration du réseau en :**

- Proposant, sur des localisations qu'ils préciseront, une offre de service de niveau 2
- Assurant le financement de la mise en place d'une offre de service de niveau 2, dont ils préciseront les principes et les contraintes / obligations.

• **Contribuer à l'animation du réseau en :**

- S'engageant à assurer des permanences au sein de la Cité des métiers de Martinique,
- Assurant des animations (territorialisées ou non) sur les métiers, les filières, la formation, l'emploi, la création d'entreprise
- Assurant l'animation infra-territoriale de l'une des zones du SPRO (cf. annexe3)
- Participant à l'information des publics au travers des dispositifs de veille informative ou d'information des publics mis en place par le réseau. A cet effet, ils préciseront les moyens dévolus à cette activité.

- Contribuer à la **professionnalisation des autres membres** du réseau par :
 - par une participation active à la réalisation des « référentiels métier » propres au SPRO Martinique
 - L'ouverture aux autres membres du réseau de tout ou partie des actions de formations proposées à leurs collaborateurs (ex : OTLV niveau 1)
 - L'organisation d'ateliers professionnels spécifiques (ex: connaissance de l'environnement économique, cartes régionales de formation,...)
 - L'organisation d'échanges de pratiques (dont ils préciseront la teneur) dans le cadre du programme annuel du réseau,
- Contribuer à l'**amélioration de la qualité de service** du réseau, en :
 - Mutualisant tout ou partie de leurs outils (notamment concernant l'offre de service de niveau 2)
 - Proposant une offre de service dédiée à des publics spécifiques (personnes en situation d'illettrisme, détenus,), et de préférence, innovante
- Contribuer à la **performance du réseau** en :
 - Mettant à disposition et/ou en participant à la création, la gestion, l'animation des systèmes d'information (dématérialisés ou non) du réseau. A cet effet, ils préciseront la teneur de l'action proposée.
 - Mettant à disposition des publics relevant de la gestion d'autres membres du réseau, des prestations d'orientation spécifiques (par exemple : ateliers, sessions d'orientation de moyenne et longue durée)

L'enjeu est d'assurer la continuité entre les deux niveaux de service sur chaque territoire afin d'offrir des réponses de qualité aux différents publics.

Obligations de service public dans le cadre du Réseau	
L'offre de service dispensée repose sur les principes suivants :	
La personnalisation du service	L'activité d'information-conseil est centrée sur la demande et le questionnement des personnes
La qualité de l'information	La structure partenaire est tenue de mettre à disposition des publics des professionnels disposant d'un niveau minimum de qualification et de compétences
La proximité	L'information et le conseil sont assurés au plus près des zones de résidence et d'emploi,
La lisibilité	Les partenaires s'engagent à utiliser la signalétique du réseau régional pour identifier et promouvoir la spécificité du service dans les lieux d'accueil
L'accessibilité	Toute personne, quel que soit son âge, sa zone géographique d'origine, son statut, son niveau d'études, sa qualification, peut bénéficier de l'offre de service

L'objectivité	L'information et le conseil sont neutres, pluriels et indépendants de l'offre de formation et de certification,
La confidentialité	Le service garantit la confidentialité des informations transmises par les bénéficiaires

ARTICLE 5 - EXERCICE DES COMPETENCES DE LA COLLECTIVITE TERRITORIALE

La Collectivité Territoriale de Martinique, en charge de la coordination de l'action des organismes intervenant dans le champ de l'orientation professionnelle, devra :

- Définir de manière concertée avec l'État, les partenaires sociaux et les réseaux des opérateurs de l'orientation un plan d'action partagé qui sera annexé au CPRDFOP avec l'accord des parties prenantes ;
- Assurer à ce titre la mise en place du réseau des acteurs du SPRO ;
- Coordonner sur son territoire, en associant les services de l'État et les partenaires sociaux, la mise en place du conseil en évolution professionnelle (CEP) par les opérateurs dudit conseil, présents localement et participant au SPRO ;
- Favoriser toute innovation visant à l'amélioration du service rendu aux usagers ;
- Mobiliser l'ensemble des réseaux de l'orientation en vue :
 - De faciliter l'organisation du SPRO, dans une logique de complémentarité,
 - De leur participation active aux initiatives visant à favoriser une connaissance réciproque des spécificités professionnelles de chacun ainsi que l'acquisition d'une culture commune permettant de réaliser cette complémentarité. La formation initiale et continue de chacun demeurant une prérogative de l'employeur,
 - De leur participation active aux groupes de travail et manifestations initiés sous le pilotage de la Collectivité et mis en œuvre dans le cadre du SPRO ;
- Organiser en lien avec l'État le droit à une formation complémentaire qualifiante et à la formation professionnelle des sortants sans qualification professionnelle du système éducatif en contribuant à la cohérence et la complémentarité des différentes solutions proposées aux jeunes, que celles-ci relèvent de la formation sous statut scolaire, de l'alternance ou de la formation professionnelle continue.
Ces dispositions s'articuleront avec celles inscrites dans la convention relative à la lutte contre le décrochage (système interministériel d'échanges et d'information, plates-formes de lutte contre le décrochage, dispositif FOQUALE, etc.) en veillant à la prise en compte de l'ensemble des publics en situation de décrochage, issus des établissements locaux d'enseignement ou des centres de formation d'apprentis.
- Piloter et organiser la communication vers les bénéficiaires ;
- Créer les conditions d'une animation concertée du SPRO (animation des différentes instances de concertation, suivi et évaluation...) ;
- Evaluer, en lien avec l'État, les actions entreprises dans le cadre du SPRO afin de s'assurer de la qualité du service rendu aux usagers.

ARTICLE 6 - GOUVERNANCE ET PILOTAGE

L'organisation et la coordination du SPRO au niveau territorial sont assurées par la Collectivité Territoriale de Martinique en lien avec le CREFOP.

La concertation avec les partenaires est organisée au sein du CREFOP au sein de sa commission « Parcours professionnels et emploi » qui fait fonction de Comité de pilotage du SPRO. Elle aura pour missions de définir les orientations stratégiques du réseau SPRO ainsi que les modalités de suivi et d'évaluation de l'activité.

Un Comité technique du SPRO, composé de l'ensemble des partenaires du SPRO assure la mise en œuvre de la présente convention de partenariat.

Ces instances ont pour vocation de veiller à la conformité aux textes de l'action du Service public régional de l'orientation sur l'ensemble du territoire dans une optique d'amélioration continue de l'offre de services.

ARTICLE 7 - ANIMATION DU SPRO

La Collectivité Territoriale de Martinique délègue à l'AGEFMA l'animation du réseau SPRO. Dans ce cadre, elle :

- **Formalise avec le réseau les modalités d'accueil, d'information et d'accompagnement des publics** - Dont l'accueil des publics sur des dispositifs spécifiques jeunes :
 - Plateforme de décrochage scolaire
 - Dispositif de mobilisation du droit au retour en formation initiale
 - Dispositif PMSMP (Périodes de Mise en situation professionnelle)
- Met en œuvre le dispositif SPRO tel que validé par l'édilité territoriale et assure la coordination du réseau d'acteurs
- Anime le dispositif, assure la professionnalisation des acteurs, la communication du dispositif, la capitalisation et la mutualisation des outils
- Assure le suivi, garantit la qualité et les remontées statistiques
- Participe à l'évaluation du dispositif

ARTICLE 8 - PERIMETRE GEOGRAPHIQUE

Le SPRO s'organise sur l'ensemble du territoire Martiniquais.

Les services sont assurés au plus près des zones de résidence et/ou d'emploi des publics par un maillage territorial. L'offre de services disponible au titre du SPRO doit permettre, par l'association de tous les opérateurs, la couverture du territoire.

Le champ d'intervention de la structure XXX est précisé en annexe 1.

ARTICLE 9 - DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de sa date de signature. Elle est conclue pour une durée de d'une année renouvelable par tacite reconduction dans la limite d'application du CPRDFOP.

Au cours de sa période de validité, elle peut être modifiée par avenant à la demande de l'une des parties.

ARTICLE 10- CONDITIONS DE RESILIATION

En cas de non-respect des dispositions inscrites dans la présente convention, celle-ci pourra être dénoncée par l'une des parties à l'expiration d'un délai de 2 mois suivant l'envoi d'une lettre

recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles.

ARTICLE 11- REGLEMENT DES LITIGES

En cas de litige lié à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention, les parties conviennent de régler leurs différends par accord amiable, à défaut par les tribunaux compétents.

Le Président de la Collectivité Territoriale de Martinique

Le cocontractant

ANNEXE 1

Engagements de la structure XXX

2 - Description de l'offre de services

2.1 L'espace d'accueil et de conseil : les conditions de délivrance des services	
Espace(s) dédié(s) à l'accueil et au conseil Bureaux (aménagements, nombre), signalétique d'orientation dans l'espace, surface. Citer les lieux d'accueil physique	
Lisibilité du service d'accueil, d'information et de conseil Supports de communication sur l'offre de services.	
Espace documentaire et numérique Description des ressources Horaires d'accès proposés Accès en autonomie/semi autonomie/accès accompagné	
Amplitude horaire hebdomadaire d'ouverture Horaires d'ouverture au public permettant des rencontres en face à face : En demi-journées par semaine. Attentes : 5 ½ journées par semaine, soit 2,5 jours, sur 42 semaines à l'année.	

2.2 Modalités d'accueil du public - Contenu des services	
Décrire les modalités d'accueil individualisé du public Indiquez ce qui permet de mettre en œuvre un accueil individualisé au sein de votre structure tel que défini dans le cahier des charges.	
Information gratuite, complète, objective et territorialisée Indiquez ce qui permet de diffuser une information complète, objective tel que défini dans le cahier des charges ; et de garantir la gratuité des services.	
Modalités de délivrance de l'information	

Ressources internes. Offre de service. Exemples : En face à face, à distance, en libre-service, médiatisée par un professionnel, à partir de supports numériques, en collectif, etc.	
Service de conseil en orientation Structuration de la démarche de conseil Durée moyenne d'un entretien	
Le public est-il reçu le jour de son premier contact par un conseiller ?	Oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/>
Quel est le délai d'attente entre ce 1^{er} contact et le RDV avec un conseiller ?	
Comment la structure est-elle organisée pour accueillir tout type de public ?	
Le personnel a-t-il été formé à l'accueil potentiel de tout type de public (salarié, jeune, DE, publics spécifiques...)?	

2.3 Pratiques collaboratives	
Citez l'ensemble des structures de l'AIO (accueil, information, orientation) avec laquelle votre structure travaille	
Des rapprochements ou partenariats avec d'autres structures sont-ils envisagés ?	
Procédez-vous (si nécessaire) à des prises de RDV pour le public avec d'autres acteurs de l'AIO?	
Comment la structure conçoit-elle son action par rapport aux opérateurs du CEP?	

2.4 Outillage

Quels sont les outils mis à disposition de vos conseillers pour actualiser leurs connaissances sur : - Les tendances socio-économiques - L'emploi - Les métiers - Les compétences - Les qualifications et les formations	
La structure dispose-t-elle d'outils d'information du public ? Citez ces outils	
Ces outils sont-ils propres à votre structure ou partagés avec d'autres ? Précisez	
A quelle fréquence ces outils sont-ils actualisés ?	
Quels sont les outils proposés au public en vue : - D'analyser la situation personnelle des bénéficiaires : - D'identifier les acteurs susceptibles de l'aider à poursuivre sa démarche :	
Utilisez-vous un document de synthèse (ou une fiche de liaison) que vous remettez au public ? Si oui, décrivez-le :	

2.5 Présentation de l'offre de services à distance :

Présentez précisément vos outils d'information à distance :	
Depuis quand existent-ils ?	
Sont-ils amenés à évoluer ? Si oui, sous quelle forme et sous quel délai ?	

PARTIE 3

3) Contribution à la mise en œuvre du service du SPRO

3.1 1er niveau d'engagement : engagements fondamentaux et obligatoires :

Accueil- information des publics :
Contribution de la structure au premier niveau de service :
Localisation des points d'information :

3.2 2ème niveau de service engagements spécifiques :

3.2.2. Positionnement

Conseil en orientation : aide à la définition de parcours :
contribution à la mise œuvre du 2ème niveau de service

Participation à la vie du réseau SPRO

Les membres du SPRO Martinique s'engagent à développer et à participer à des actions en commun (services, missions, évènements) et notamment à la structuration du réseau aux actions d'échanges de pratiques, de professionnalisation, d'animation et de suivi de l'activité du réseau

Animation du réseau

Précisez votre contribution à la vie du réseau du SPRO

Professionnalisation

Précisez votre contribution

Amélioration de la qualité du service

Précisez votre contribution

Amélioration de la performance du réseau

Précisez votre contribution



Cahier des charges du Service Public Régional de l'Orientation

SOMMAIRE

Préambule

I) Objectifs stratégiques

II) Valeurs partagées

1. Universalité, égalité et proximité d'accès
2. Neutralité, objectivité et respect de la personne
3. Qualité du service

III) Contenu du service

1. Accueil
2. Information
3. Conseil
4. Accompagnement
5. Ingénierie financière

IV) Socle transversal : Connaissance des métiers, emplois et activités possibles

V) Articulation du SPRO et du Conseil en Evolution Professionnelle

VI) Modalités de mise en œuvre du SPRO

VII) Structures participant au SPRO

Annexes :

1. Schéma du SPRO Martinique
2. Indicateurs qualité retenus
3. Référentiels métiers synthétiques
4. Dispositif d'animation infra-territoriale

Préambule

Une coordination régionale du réseau SPRO

Depuis janvier 2015, la responsabilité de coordonner les actions des organismes participant au Service Public Régional de l'Orientation (SPRO) a été transférée à la Collectivité, ainsi que la mise en œuvre du Conseil en Évolution Professionnelle (CEP).

L'un des enjeux du Service Public Régional de l'Orientation (SPRO) tel que la Collectivité territoriale de Martinique souhaite le développer, consiste à offrir les services d'aide à l'orientation à l'ensemble des martiniquais, sur un socle d'organismes et de services spécialisés et majoritairement orientés vers les personnes sans emploi et vers les jeunes en formation initiale.

Les nouvelles responsabilités de la Collectivité territoriale en matière d'orientation professionnelle sont de :

- Coordonner les organismes participant au SPRO sur la base d'un cahier des charges qu'elle arrête et de normes de qualité qu'elle élabore,
- Assurer la mise en œuvre du Conseil en Évolution Professionnelle (CEP), en lien avec les services de l'État et les partenaires sociaux, par les opérateurs visés par la loi,
- Désigner des opérateurs régionaux du CEP outre ceux définis par la loi, après concertation au sein du Bureau du Comité de Coordination Régional de l'Emploi, de la Formation et de l'Orientation Professionnelle (CREFOP). Le cahier des charges du CEP fait l'objet d'un arrêté ministériel du 16 juillet 2014,
- Assurer avec l'État la coordination entre orientation scolaire et orientation tout au long de la vie, ainsi que la coordination des actions en matière de prévention et de lutte contre le décrochage scolaire, ceci, par voie de convention.

Deux enjeux majeurs structurent l'organisation du SPRO :

- Une offre de services d'accueil, d'information, de conseil et d'accompagnement visible et accessible pour tous les publics,
- L'appui aux opérateurs par, notamment, un effort de formation commun des professionnels et la mise à disposition d'outils favorisant l'information du public et la collaboration,

Aussi, les principes structurant la construction du SPRO en Martinique seront les suivants :

- Garantir l'accueil de tout public,
- Délivrer un premier niveau d'information de qualité,
- Mettre en relation avec l'organisme le plus qualifié pour satisfaire la demande,
- Décliner les services sur le territoire en proximité avec la population et en coopération entre les opérateurs,
- Enrichir ces services de proximité par la mise à disposition de services à distance de qualité,
- Assurer une offre de services homogène sur l'ensemble du territoire,
- Respecter la diversité des parcours et des choix en luttant contre toutes formes de préjugés et de discriminations.

Une mobilisation du droit à l'orientation :

« Toute personne dispose du droit à être informée, conseillée et accompagnée en matière d'orientation professionnelle, au titre du droit à l'éducation garanti à chacun par l'article L. 111-1 du code de l'éducation. Le service public de l'orientation tout au long de la vie est organisé pour garantir à toute personne l'accès à une information gratuite, complète et objective sur les métiers, les formations, les certifications, les débouchés et les niveaux de rémunération, ainsi que l'accès à des services de conseil et d'accompagnement en orientation de qualité et organisés en réseaux », c'est le « droit à l'orientation », défini comme suit par **l'article L. 6111-3 du code du travail**.

L'orientation est donc un droit mobilisable tout au long de la vie. Elle vise à favoriser la construction du projet personnel et professionnel en vue de faciliter l'insertion dans l'emploi et de sécuriser les transitions professionnelles.

En tant que service rendu au public, elle se traduit par différents niveaux de service que sont l'accueil, l'information, le conseil et l'accompagnement.

Dans cette optique, le Service Public Régional de l'Orientation (SPRO) a pour objet :

- **D'organiser une offre de services d'accueil, d'information, de conseil et d'accompagnement, dont les différentes modalités sont précisées infra (article III)**
- **De coordonner l'action des organismes qui y concourent.**

Le SPRO a pour exigence de répondre aux exigences du Code du travail en matière d'orientation tout au long de la vie.

Les organismes reconnus comme participant au service public de l'orientation tout au long de la vie doivent permettre à toute personne, quel que soit son âge ou son statut, d'y trouver toute l'information utile et de s'y voir proposer des conseils personnalisés lui permettant de « *choisir en connaissance de cause un métier, une formation ou une certification adaptés à ses aspirations, à ses aptitudes et aux perspectives professionnelles liées aux besoins prévisibles de la société, de l'économie et de l'aménagement du territoire* » (art. L. 6111-5 du code du travail).

Les membres du SPRO, s'engagent à se conformer aux critères de qualité, d'organisation et de pilotage définis par le présent cahier des charges, et notamment :

1. En amont de la mise en place du réseau, à :

- Participer à la co-construction du réseau SPRO
- Assurer en partenariat la déclinaison des objectifs dans le respect des missions de chacun :
 - Actions prioritaires
 - Déclinaisons opérationnelles
 - Formalisation de partenariats locaux

2. Après l'habilitation des différentes structures et la mise en place du réseau, à :

- Respecter les orientations définies en commun et les champs d'intervention de chacun,
- Se conformer au projet régional et mobiliser leurs services, leurs opérateurs et/ou leurs réseaux.
- Respecter les modalités :
 - De déploiement de l'activité du réseau (niveaux de service, territorialisation de l'offre de service, ...)
 - De mise en œuvre de la collaboration entre les différents acteurs,
 - De participation aux différents groupes de travail,

- De participation aux actions de professionnalisation, dont l'objectif principal est l'harmonisation des pratiques aux fins de proposer à la population martiniquaise une offre de service homogène
 - Développer des actions en commun (services, missions, évènements)
 - Mutualiser tout ou partie de leurs outils et/ou prestations,
 - Collaborer aux dispositifs de suivi de l'activité et d'amélioration de la qualité
 - Dresser le bilan de leurs actions au regard des engagements pris et des objectifs fixés dans le cadre du SPRO.

I. OBJECTIFS STRATEGIQUES

Au regard des conclusions du diagnostic territorial de l'orientation, la Collectivité Territoriale de Martinique, dans le cadre de la gouvernance du dispositif d'orientation s'engage dans le déploiement du Service Public Régional de l'Orientation.

Les objectifs stratégiques du SPRO Martinique sont les suivants :

- Favoriser la mobilisation par les publics de leur droit à l'information et à l'orientation, leur permettre de les exercer pleinement
- Prendre en compte les besoins économiques et les articuler avec les aspirations des personnes selon leur âge et leurs objectifs de formation et de qualification
- Démocratiser l'accès aux savoirs afin d'éviter l'exclusion des publics les plus en difficulté
- Contribuer à élever le niveau de formation et de qualification
- Réduire le nombre de personnes sans qualification reconnue
- Faciliter l'accès à l'emploi durable.

II. VALEURS PARTAGEES

Les services délivrés dans le cadre du SPRO intègrent les obligations de service public suivantes :

1.1 Universalité, gratuité, égalité et proximité d'accès :

Le SPRO s'adresse à tout public :

- Son offre de service est :
 - Gratuite
 - Lisible
 - Accessible à tous
- Il s'articule sur l'ensemble du territoire et propose aux populations, à minima, le premier niveau de service
- Il s'adapte aux besoins et aux capacités des publics et plus particulièrement, des publics les plus éloignés de l'emploi
- Il garantit le respect des principes d'égalité, de non-discrimination, de la diversité des personnes, et veille particulièrement à renforcer l'appétence ou l'ambition des publics en difficulté
- Il favorise l'information sur la mixité des filières et des métiers dans l'orientation proposée,
- Il s'engage sur une continuité du service entre les différents niveaux d'interventions (2 à 3 niveaux distincts en fonction du type de prestation) et les différents services publics régionaux (orientation – formation –emploi)

- Les lieux de dispensation des services du SPRO sont matérialisés par un logo-type
- Les services du SPRO sont proposés dans des lieux accessibles aux publics à mobilité réduite

1.2 Neutralité, objectivité et respect de la personne :

Les membres du SPRO s'engagent à veiller à la protection des publics accueillis, et notamment :

- A garantir le respect du droit à l'anonymat et la confidentialité des échanges
- A proposer un service adapté, centré sur les besoins des personnes :
 - Le service, de la conception à sa réalisation, est centré sur la personne,
 - Le réseau propose des ressources informatiques et documentaires adéquates,
 - Le service d'information et de conseil sera respectueux du temps nécessaire à chacun.

1.3 Qualité des services :

Il est attendu de la part des organismes délivrant tout ou partie des services du SPRO le respect des exigences qualité suivantes :

- Un espace dédié aux entretiens, accueillant et valorisant, favorisant la qualité de l'écoute et du conseil.
- L'information au public, dès l'accueil, sur la nature des procédures, des résultats et attendus du service rendu.
- Une organisation inscrite dans une logique d'amélioration permanente du service permettant de répondre au mieux aux attentes des publics (indicateurs qualité » définis par le réseau)
- Une délivrance de services s'appuyant sur une interaction entre «conseil» et «ressources» visant à favoriser un processus d'apprentissage fondé sur l'alternance entre recherche personnelle et démarche guidée.
- Une information diffusée la plus complète, objective et exhaustive possible, en dehors de tout conflit d'intérêts s'appuyant sur un dispositif de veille partenariale permanente sur les filières, les métiers, les formations et l'emploi à un niveau régional, national, voire européen et international.
- Des services favorisant l'autonomie des publics dans leurs démarches de construction de projet
- Des intervenants qualifiés travaillant en réseau et participant régulièrement à des actions de formation continue proposées par les autorités hiérarchiques dont ils relèvent, et des actions de professionnalisation inter réseaux :
 - Le niveau de service 1 est assuré par les professionnels pouvant justifier à minima d'une formation OTLV1 telle que dispensée par le Pôle-emploi
 - Le niveau de service 2 est assuré par des professionnels de type :
 - COP (Conseiller d'orientation-psychologue)
 - Psychologue du travail

III. CONTENU DES SERVICES

Le Service Public Régional de l'Orientaion garantit à toute personne :

- L'accès à une information gratuite, complète et objective sur les métiers, les formations, les certifications, les débouchés et les niveaux de rémunération
- L'accès à des services de conseil et d'accompagnement en orientaion de qualité et organisés en réseaux.

Le SPRO propose un ensemble de services organisés en différents niveaux d'intervention :

Orientation TLV	CEP (Conseil en évolution professionnelle)
1^{er} niveau	
○ Accueil- Information tout public	
2^{ème} niveau	
○ Aide à la définition du parcours	○ Conseil personnalisé et accompagnement
3^{ème} niveau (CEP uniquement)	
	○ Accompagnement à la mise en œuvre du projet professionnel et ingénierie financière

1 - Premier niveau de service : Accueil information

1) Accueil :

La mission d'accueil s'adresse à tous les publics en recherche d'une information ou d'un conseil. Elle a pour but de leur apporter un premier niveau d'information :

- **En les aidant à identifier les ressources disponibles**
- **En les guidant si besoin, vers les interlocuteurs susceptibles de les accompagner** dans une démarche approfondie.

La demande formulée est écoutée et analysée quelle que soit la situation des personnes.

2) *Information :*

L'information peut être fournie à distance, en libre-service ou médiatisée par un professionnel, sur les lieux d'accueil identifiés à cet effet.

Le professionnel :

- **Met à disposition des personnes une information gratuite, complète et objective** sur les métiers, les formations, les certifications, les débouchés et les niveaux de rémunération
- **Propose une aide à la recherche d'information, ainsi que la possibilité d'un soutien à distance** par le service dématérialisé
- **Présente au bénéficiaire, au besoin, l'organisme qui pourra lui présenter l'information exhaustive et objective correspondant à sa recherche et lui fournir un conseil personnalisé.** Avec l'accord de l'utilisateur, il organise un rendez-vous auprès de cet organisme.

Le professionnel s'appuie pour cela sur :

- **Une documentation produite par les opérateurs nationaux** (système d'information nationale)
- **Des données régionales et locales** relatives aux emplois, aux formations (site régional du SPRO).

L'actualisation régulière de l'information (régionale et locale) s'effectuera sur la base des statistiques produites localement par le Pôle-emploi, l'Education nationale et les services déconcentrés de l'Etat, ainsi que les travaux de l'AGEFMA, voire des partenaires sociaux ou des branches professionnelles.

L'organisation et la mise en œuvre du 1^{er} niveau de service « Accueil Information » peut s'appuyer sur un référentiel d'accueil et d'information généraliste.

A ce premier niveau, les conseillers veillent à favoriser le droit au respect de la confidentialité des démarches du bénéficiaire. Ils garantissent le droit à l'anonymat de la personne accueillie et la confidentialité du service de premier niveau proposé au bénéficiaire. Avec l'accord explicite de la personne intéressée, un recueil des données indispensables au suivi individuel et à l'évaluation du service rendu peut être effectué.

Une proposition de conseil et d'accompagnement (intervention de niveau 2) pourra être proposée au bénéficiaire, au regard de ses besoins et attentes. Ces prestations de deuxième niveau de service se mettront en œuvre avec le consentement de la personne et son engagement à être actif dans cette démarche.

Deuxième niveau de service : Le conseil et l'accompagnement

Le conseil et l'accompagnement seront mis en œuvre par des professionnels ayant les compétences requises et dans le cadre d'une bonne complémentarité entre acteurs.

3) *Conseil :*

Le conseil a pour objet **d'offrir à toute personne qui le souhaite une écoute et un accès à une information de qualité et contextualisée** afin qu'elle puisse :

- Clarifier sa situation au regard du travail et de l'emploi
- Etre informée sur son environnement professionnel et l'évolution des métiers

- Mieux connaître ses compétences, comprendre comment les valoriser et identifier les compétences utiles pour améliorer sa qualification et favoriser son évolution professionnelle
- Identifier les emplois correspondant aux compétences acquises et maîtrisées par elle
- Etre informée des dispositifs qu'elle peut mobiliser pour réaliser un projet d'évolution professionnelle
- Disposer d'une information complète sur les possibilités de formation existante.

Le conseil permet au bénéficiaire :

- D'élaborer une stratégie d'évolution lui permettant de construire son projet professionnel,
- De vérifier la faisabilité de son projet,
- De valoriser ou faire reconnaître son expérience,
- De cerner, le cas échéant, les compétences ou qualifications à acquérir et à développer
- De construire un parcours et d'établir un plan d'action pour la mise en œuvre de ses projets.

Le conseil permet à la personne d'établir un diagnostic pour repérer ses atouts et ses axes de progrès. L'exploration des options d'orientation s'effectue sous forme d'échanges avec le conseiller.

Le conseil se déroule dans le cadre d'entretiens individuels, pour apprécier la situation de la personne.

Il n'engage pas un suivi de la personne.

Le conseil exige du professionnel **une connaissance des filières de formation, des conditions d'insertion professionnelle, des évolutions de parcours, du fonctionnement de l'entreprise, des métiers en émergence, et des organismes de conseil et d'accompagnement du territoire.**

4) Accompagnement

En cas de besoin, un accompagnement peut être mis en place, afin d'aider la personne à atteindre ses objectifs et développer son autonomie. Cet accompagnement prendra en compte le diagnostic posé, le plan d'action envisagé et la capacité de la personne à le décliner.

L'accompagnement s'inscrit toujours dans une démarche de conseil. Il en est le prolongement

Le conseil et l'accompagnement mis en œuvre doivent permettre au bénéficiaire :

- D'être accompagné dans sa mise en œuvre **en mobilisant notamment des entretiens de conseil individuels physiques et/ou téléphoniques, des entretiens individuels VAE, des ateliers projet, un suivi dématérialisé, l'usage d'outils complémentaires**
- **D'acquérir une méthodologie de construction du projet professionnel**, intégrant un ajustement entre ses aspirations, ses compétences professionnelles et le marché du travail
- **D'engager des démarches** en vue de l'obtention d'une certification,
- D'intégrer les résultats des démarches effectuées auprès des différents organismes et institutions

Troisième niveau de service : Ingénierie financière

5) Ingénierie financière :

- **Après avoir identifié les besoins éventuels de formation, en réaliser l'ingénierie financière.**

IV. **SOCLE TRANSVERSAL : LA CONNAISSANCE, DES METIERS, EMPLOIS ET ACTIVITES POSSIBLES**

Cette thématique couvre d'une part les besoins de connaissance des métiers et d'information des publics, et d'autre part celle des professionnels. Elle se décline selon deux modalités :

- 1) **Une connaissance partagée par les acteurs du territoire des évènements et manifestations existant sur leurs territoires. Des évènements et ateliers, tels que forums métiers, rencontres métiers, nuit de l'orientation... et événements locaux, inscrits dans le SPRO, servent de point d'appui à une meilleure connaissance partagée par les acteurs locaux et les usagers sur : les métiers, leurs conditions d'emploi, les compétences requises.**
- 2) **Une connaissance de l'évolution des métiers, des métiers en émergence sur un territoire, des compétences requises (en directions des professionnels et des publics).**

V. **Articulation du SPRO et du Conseil en Evolution Professionnelle**

Selon l'article L. 6111-3 du code du travail, la Collectivité Territoriale de Martinique coordonne les actions des organismes participant au service public régional de l'orientation ainsi que la mise en place **du conseil en évolution professionnelle**.

- L'article L. 6111-6 précise que toute personne peut bénéficier tout au long de sa vie professionnelle d'un **conseil en évolution professionnelle**, dont l'objectif est de favoriser l'évolution et la sécurisation de son parcours professionnel. Ce conseil gratuit est mis en œuvre dans le **cadre du service public régional de l'orientation**.
- **Les opérateurs du CEP participent donc au SPRO.**
 - Toute structure participant au SPRO doit être en mesure dans le cadre d'un premier accueil d'orienter la personne vers un opérateur CEP.
- Le Conseil en Evolution Professionnelle (CEP) constitue pour tout actif un appui qui doit favoriser l'évolution et la sécurisation de son parcours professionnel.
Concrètement, il s'agit d'un service de proximité et d'une prestation individualisée.

Le cahier des charges du CEP est défini par l'arrêté **du 16 juillet, publié au Journal officiel du 24 juillet 2014**. Il précise que la prestation s'organise en trois niveaux indépendants les uns des autres :

- **Premier niveau** : un accueil individualisé
- **Deuxième niveau** : un conseil personnalisé
- **Troisième niveau** : un accompagnement à la mise en œuvre du projet professionnel.

Chacune des étapes mises en œuvre « dépendra des souhaits et des besoins du bénéficiaire, en fonction notamment de son degré d'autonomie et de la maturation de son projet ».

- Au premier niveau, **l'accueil individualisé** est réalisé dans le cadre du SPRO.
« *Le premier niveau d'accueil individualisé doit permettre au bénéficiaire d'analyser sa situation professionnelle, de décider de la poursuite ou non de ses démarches et d'identifier les acteurs susceptibles de l'y aider.* »
- **Le conseil personnalisé**, au deuxième niveau, est délivré par les opérateurs du CEP : Pôle emploi, Cap emploi, l'APEC, les missions locales et les OPACIF.
« *Le bénéficiaire clarifie sa demande, identifie ses compétences, en particulier celles qui sont transférables en vue d'une évolution professionnelle et définit son projet* ».
- **Au troisième niveau**, le bénéficiaire et le conseiller (opérateur CEP) **co-construisent le plan d'action**.
A ce stade, le conseiller accompagne la mise en œuvre du projet.

« *Il appartient au conseiller en lien avec le bénéficiaire de vérifier la faisabilité de son projet. [...] Lorsque le plan d'actions, co-construit par le bénéficiaire et son conseiller, prévoit une ou plusieurs actions impliquant un financement dédié, le conseiller en examine la faisabilité financière et recherche les financements adaptés à son projet et à sa situation* »

VI. MODALITES DE MISE EN OEUVRE DU SPRO

Les acteurs participant au Service Public Régional de l'Orientation s'engagent sur un premier et un deuxième niveau de service précisés au chapitre III.

6.1 Les services :

◇ *L'accueil et l'information peuvent être :*

- Physique,
- Par téléphone
- Avec l'appui de supports numériques dématérialisés

◇ *Le conseil en orientation et l'accompagnement :*

Le conseil et l'accompagnement sont des services personnalisés qui peuvent être organisés soit **en individuel ou en collectif**.

6.2 Les fonctions support :

Les **fonctions supports** concernent un ensemble d'activités de gestion et d'animation assurant le fonctionnement du réseau. Elles s'articulent notamment autour des activités suivantes :

- Systèmes d'information (SI)
- Communication et promotion du réseau
- Professionnalisation des acteurs
- Logistique
- Suivi statistique

Ces fonctions sont assurées par l'AGEFMA et l'IMFPA.

L'AGEFMA, au titre de sa mission de CARIF-OREF, assure :

1. **Une mission d'appui technique à la Collectivité dans le cadre de l'élaboration du projet de SPRO.** Cette mission d'appui technique comprend l'élaboration des documents stratégiques, le déploiement de l'activité au regard des axes définis ainsi que le suivi du dossier dans le cadre de la Commission « Parcours professionnels » du CREFOP.
2. **Une mission d'appui au déploiement de la stratégie territoriale d'orientation** définie par la CTM. Dans ce cadre, elle assure notamment une mission de coordination de la **communication et de promotion du réseau** :
 - Elaboration et diffusion du « logotype » à apposer sur l'ensemble des structures partenaires
 - Diffusion de l'information sur l'offre de service du réseau, son activité et les valeurs du réseau
3. **Une fonction « animation- ressources »** qui se décompose en 4 axes de travail :
 - **Fonction « ressources »** - à ce titre, elle assure :
 - **Le recensement des outils d'informations sur le développement économique, la vie des territoires.**

- **La collecte et le partage d'outils (passport orientation formation, e-port folio...)**
- **La collecte et partage d'informations sur :**
 - Les forums métiers et autres manifestations financés au niveau régional
 - L'offre de formation disponible localement et régionalement
- **La mutualisation d'outils spécifiques et dématérialisés :**
 - Le site internet du SPRO
 - La plateforme « orientation »
- **Fonction « animation du réseau »** qui comprend :
 - La garantie du respect des engagements des signataires de la charte,
 - Le développement de la coopération interinstitutionnelle dans le champ de l'AIO
 - La création du lien entre les différents partenaires de l'AIO,
 - Le compte-rendu des initiatives territoriales
 - La remontée et la diffusion des pratiques en matière d'AIO,
 - L'appui aux différentes démarches partenariales et ingénierie financière
 - La contribution à l'articulation et à la lisibilité des initiatives locales notamment : les forums, rencontres métiers mise en place sur leurs territoires
 - La participation à l'organisation d'un corpus de manifestations régionales (ex : Salon du Lycéen et de la Jeunesse, Salon de la Formation, ...)
- **Fonction « professionnalisation des acteurs » :**
 - Organisation d'actions de professionnalisation et de journées professionnelles « métier » proposées par le réseau et intégrées au programme annuel de formation du SPRO ;
 - Organisation de périodes d'immersion à l'attention des agents des autres membres du réseau pour une meilleure connaissance mutuelle et un partage des pratiques professionnelles et outils ;
 - Développement de la connaissance du marché du travail et des territoires
- **Une fonction « suivi et évaluation » qui lui permet de participer** à la définition des indicateurs qualité du réseau et d'assurer la remontée des informations relatives à l'activité dans le format et les délais attendus par le CNEFOP. Elle effectue le suivi et l'évaluation des actions territoriales en s'appuyant sur des indicateurs d'observation et de résultats :
 - Couverture territoriale des deux niveaux de service
 - Continuité des parcours
 - Connaissance de l'évolution des métiers et des emplois et activités
 - Travail en partenariat
 - Dématérialisation de l'information

L'IMFPA, dans le cadre de son contrat de service public, assure :

1. **Une contribution** à l'élaboration d'un projet territorial et partenarial du Service Public Régional de l'Orientaion, co- construit entre les acteurs locaux, animé et suivi localement.
2. **Une contribution à l'animation du réseau :**
 - Participation à la dynamique territoriale autour de l'orientation
 - Participation à l'information des publics au travers des dispositifs de veille informative ou d'information des publics mis en place par le réseau, notamment en

veillant à assurer l'alimentation du site du SPRO pour ce qui relève de son champ d'intervention

3. **Une collaboration à l'organisation de manifestations régionales** (territorialisées ou non) sur les métiers, les filières, la formation :
 - FORMEO
 - Salon de la formation
 - Et toute autre manifestation en lien avec le SPRO
 - Contribution à l'articulation et à la lisibilité des initiatives locales notamment : les forums, rencontres métiers mise en place sur le territoire
4. **Une contribution à la professionnalisation des acteurs dans le cadre de son offre de service formation :**
 - Proposition de formations qualifiantes en direction des agents du réseau SPRO (formation de conseiller en insertion professionnelle)
 - Participation aux journées professionnelles « métier » proposées par le réseau et intégrées au programme annuel de formation du SPRO Martinique.
 - Accueil dans le cadre de périodes d'immersion des agents des autres structures membres du réseau pour une meilleure connaissance mutuelle et un partage des pratiques professionnelles et outils.
5. **Une contribution au suivi de l'activité du réseau :**
 - Collaboration à la définition des indicateurs qualité du réseau
 - Remontée des informations relatives à l'activité dans le format et les délais précisés par l'AGEFMA.
6. **Une contribution à l'amélioration de la qualité de service du réseau :**
 - Proposition d'une offre de service dédiée à des publics spécifiques (personnes en situation d'illettrisme, détenus, ...).
7. **Une contribution à la performance du réseau :**
 - Mise à disposition d'une information lisible et adaptée sur son offre de service aux partenaires du réseau
 - Offre d'immersions de bénéficiaires en formation dans le cadre de la validation de leur projet professionnel (découverte des métiers)

6.3 Les exigences du projet territorial du Service Public Régional de l'Orientation

Le projet territorial est construit, de façon partenariale, avec les différents acteurs du territoire concernés par l'accueil, l'information, le conseil et l'accompagnement.

Il est territorialisé, notamment pour le premier niveau de service (accueil et l'information) et prend en compte les particularités du territoire et des bassins d'emploi.

Les opérateurs du Conseil en Evolution Professionnelle sont obligatoirement membres du SPRO.

6.3.1 Exigences qualités pour la mise en œuvre du service :

Le premier niveau de service (accueil information) est organisé au plus près des publics, pour un service de proximité qui corresponde aux besoins des territoires. Le contenu et le périmètre de l'accueil information tout public doit être homogène.

Les services de conseil et d'accompagnement s'appuient sur les spécificités de chaque organisme et leur complémentarité.

Lors de la présentation spontanée de publics ne relevant pas de l'activité de l'un ou l'autre des membres du réseau et/ou différent des publics traditionnellement accueillis, un 1^{er} accueil sera obligatoirement délivré.

6.3.2 Engagements des opérateurs du SPRO :

Dans le cadre du SPRO et du projet partenarial territorial, les acteurs participants et /ou contribuant au SPRO s'engagent à **minima sur un premier niveau, et, de manière optionnelle sur un deuxième niveau.**

Les lieux d'information et moyens matériels et humains mis à disposition du réseau « SPRO Martinique » par ses membres font l'objet d'un document écrit précisant les éléments dévolus, leur localisation, la temporalité.

L'ensemble des contributions des acteurs du SPRO devront être validées par la Collectivité Territoriale de Martinique avant mutualisation ou proposition aux autres partenaires. **Ils feront l'objet d'un conventionnement.**

1) Premier niveau d'engagement : engagements fondamentaux et obligatoires :

L'ensemble des partenaires du SPRO Martinique s'engage à :

- **Structuration du réseau :**

- Participer à la co-construction du projet et à sa mise en œuvre ;
- Respecter l'ensemble des engagements, et notamment, des engagements «qualité» durant toute la durée de leur habilitation «SPRO Martinique» ;
- Apposer sur leurs points de délivrance des services SPRO le logotype défini par le réseau
- Donner de la lisibilité sur leur offre de service à leurs partenaires ;
- Proposer des solutions de mise en œuvre pour toucher des zones non couvertes ;
- Présenter l'offre de service mobilisable par tous les partenaires du Conseil en Evolution Professionnel.

- **Offre de service et Outillage du réseau :**

- Proposer dans l'ensemble de leurs « points de délivrance des services » SPRO, à minima, l'offre de service de niveau 1
- Favoriser l'articulation entre le 1^{er} et 2^{ème} niveau, dans un délai temps favorable aux personnes, défini dans le projet territorial.
- Utiliser des supports existants et mutualisés en vue de structurer la continuité des parcours des personnes. (passeport orientation formation, e portfolio...)
- Pour les acteurs concernés (Education nationale, DAAF, Missions locales, Pôle-emploi), prendre une part active au déploiement des dispositifs :
 - De lutte contre le décrochage scolaire
 - De mobilisation du droit au retour en formation initiale
 - De mise en place des PMSMP (Périodes de Mise en situation professionnelle)

- **Animation du réseau :**
 - Participer à la dynamique territoriale autour de l'orientation
 - Contribuer à articuler et à rendre lisible les initiatives locales notamment : les forums, rencontres métiers mise en place sur leurs territoires
 - Organiser conjointement des manifestations sur leur territoire
 - Participer à l'organisation d'un corpus de manifestations régionales (ex : Formeo, ...).
- **Professionnalisation des acteurs :**
 - Professionnaliser leurs salariés/agents (accueil, connaissance de métiers, immersions...) et, dans cette optique, autoriser leurs agents à participer aux actions de professionnalisation et journées professionnelles « métier » proposées par le réseau et intégrées au programme annuel de formation du SPRO Martinique ;
 - Organiser des périodes d'immersion à l'attention des agents des autres membres du réseau pour une meilleure connaissance mutuelle et un partage des pratiques professionnelles et outils ;
 - Développer leur connaissance concernant les entreprises et s'approprier les informations de développement économique de leurs territoires.
- **Suivi de l'activité du réseau :**
 - Participer à la définition des indicateurs qualité du réseau
 - Effectuer la remontée des informations relatives à l'activité dans le format et les délais précisés par l'AGEFMA.

2) Deuxième niveau d'engagement : engagements spécifiques :

De manière spécifique, dans l'optique d'offrir aux bénéficiaires, sur l'ensemble du territoire, une offre standardisée et/ou de renforcer la qualité de l'offre de service sur le territoire, certains partenaires du SPRO s'engagent, au choix, à :

- **Contribuer à la structuration du réseau en :**
 - Proposant, sur des localisations qu'ils préciseront, **une offre de service de niveau 2**
 - Assurant le financement de la mise en place d'une offre de service de niveau 2, dont ils préciseront les principes et les contraintes par convention.
- **Contribuer à l'animation du réseau en :**
 - S'engageant à assurer des permanences au sein d'espaces d'accueil mutualisés ;
 - Assurant des animations (territorialisées ou non) sur les métiers, les filières, la formation, l'emploi, la création d'entreprise ;
 - Assurant l'animation infra-territoriale de l'une des zones du SPRO ;
- Participant à l'information des publics au travers des dispositifs de veille informative ou d'information des publics mis en place par le réseau.
- **Contribuer à la professionnalisation des autres membres du réseau par :**
 - Par une participation active à la réalisation des « référentiels métier » propres au SPRO Martinique ;
 - L'ouverture aux autres membres du réseau de tout ou partie des actions de formations proposées à leurs collaborateurs (ex : OTLV niveau 1) ;

- L'organisation d'ateliers professionnels spécifiques (ex: connaissance de l'environnement économique, cartes régionales de formation,...) ;
- L'organisation d'échanges de pratiques (dont ils préciseront la teneur) dans le cadre du programme annuel du réseau.
- Contribuer à l'amélioration de la qualité de service du réseau, en :
 - Mutualisant tout ou partie de leurs outils (notamment concernant l'offre de service de niveau 2)
 - Proposant une offre de service dédiée à des publics spécifiques (personnes en situation d'illettrisme, détenus, ..), et si possible, innovante.
- Contribuer à la performance du réseau en :
 - Mettant à disposition et/ou en participant à la création, la gestion, l'animation des systèmes d'information (dématérialisés ou non) du réseau. Mettant à disposition des publics relevant de la gestion d'autres membres du réseau, des prestations d'orientation spécifiques (par exemple : ateliers, sessions d'orientation de moyenne et longue durée).

A cet effet, ils préciseront la teneur de l'action proposée, ainsi que les moyens alloués.

L'enjeu est d'assurer la continuité entre les deux niveaux de service sur chaque territoire afin d'offrir des réponses de qualité aux différents publics.

6.4 La vie du projet territorial :

Périmètre.

Le présent cahier des charges reconnaît l'existence de champs distincts de l'orientation :

1. Champ scolaire et universitaire, d'une part, dont la fonction, est de mettre en œuvre une **politique éducative de l'orientation** permettant :
 - a. De développer chez tous les élèves et étudiants une **compétence à s'orienter**
 - b. La **découverte du monde économique et professionnel** grâce à différents dispositifs
2. Champ de l'orientation des actifs, dit « tout au long de la vie », d'autre part, s'appuyant sur :
 - a. **un projet régional de service public régional de l'orientation co-construit par les acteurs et territorialisé en fonction des besoins de la population** et permettant la coordination, en région de l'action des organismes participant au SPRO

Le projet territorial se présente sous la forme d'un plan d'action territorial annuel et prend appui sur :

- La loi du 5 mars 2014 et ses décrets d'application
- Le schéma régional de l'orientation
- **L'accord cadre Etat-ARF sur le SPRO et la « Convention entre l'État et la Collectivité territoriale de Martinique relative à la coordination du service public régional de l'orientation tout au long de la vie (SPRO) »**
- **Le protocole d'accord Etat-ARF sur le SPRO et la convention régionale pour la « Prise en charge des jeunes sortant du système de formation initiale sans un diplôme national ou une certification professionnelle »**

- Les décisions et avis de la commission « Parcours professionnels et emploi » du CREFOP de Martinique
- Les délibérations formalisant les décisions de l'édilité régionale
- La charte régionale qualité du SPRO Martinique qui aura vocation à être déclinée dans les différents accords, conventions, cahiers des charges, de niveau régional, prévus au titre de la loi du 5 mars 2014.

Constitution du projet :

Un dossier de projet territorial SPRO sera présenté au CREFOP puis mis à disposition des structures potentiellement partenaires du SPRO comprenant :

- Le schéma régional de l'orientation
- **L'accord cadre Etat-ARF sur le SPRO et la « Convention entre l'État et la Collectivité territoriale de Martinique relative à la coordination du service public régional de l'orientation tout au long de la vie (SPRO) »**
- **Le protocole d'accord Etat-ARF sur le SPRO et la convention régionale pour la « Prise en charge des jeunes sortant du système de formation initiale sans un diplôme national ou une certification professionnelle »**
- Les éléments de structuration de la Charte qualité de l'orientation et les indicateurs retenus par le réseau
- Le dossier de contribution au SPRO

Validation du projet :

Chaque dossier support sera présenté :

- 1) Au CREFOP dans le cadre de la Commission « Parcours Professionnels et Emploi », pour instruction et contrôle de conformité,
- 2) A la Commission Formation Professionnelle et apprentissage de la Collectivité Territoriale de Martinique pour avis
- 3) A l'Assemblée de Martinique (CTM) pour validation.

Cas des opérateurs locaux :

Les réseaux nationaux, désignés comme opérateurs du SPRO sont :

- Education nationale (réseau CIO)
- Pôle-emploi
- Cap emploi
- APEC
- Fongecif/Opacif
- Chambres consulaires

La mise en place du Service Public régional de l'orientation se construit territoire par territoire et se développe dans la durée.

VII - Structures participant au SPRO

Participant au SPRO :

1. **Les opérateurs nationaux désignés par la loi du 5 mars 2014 :**
 - Les CIO (Convention Etat-Région)

- Les opérateurs nationaux du Conseil en évolution professionnelle (Pôle-emploi, Cap-Emploi, les missions locales, les OPACIF, l'APEC)
 - Les chambres consulaires
- Les opérateurs nationaux proposent une offre de service spécifique au SPRO qu'ils déclinent dans le cadre d'un « dossier de contribution » au SPRO

2. **Les opérateurs locaux désignés par la Collectivité Territoriale de Martinique après avis du CREFOP :**

Ils sont habilités au regard de la production d'un « dossier de contribution » présentant leur proposition d'offre de service au regard du présent cahier des **charges fixant les normes qualité du SPRO. Leur proposition doit être conforme aux exigences de ce dernier.**

Dans ce cadre, la Collectivité territoriale de Martinique habilite l'AGEFMA et l'IMFPA au titre des fonctions support qu'ils assurent pour le compte du réseau SPRO.

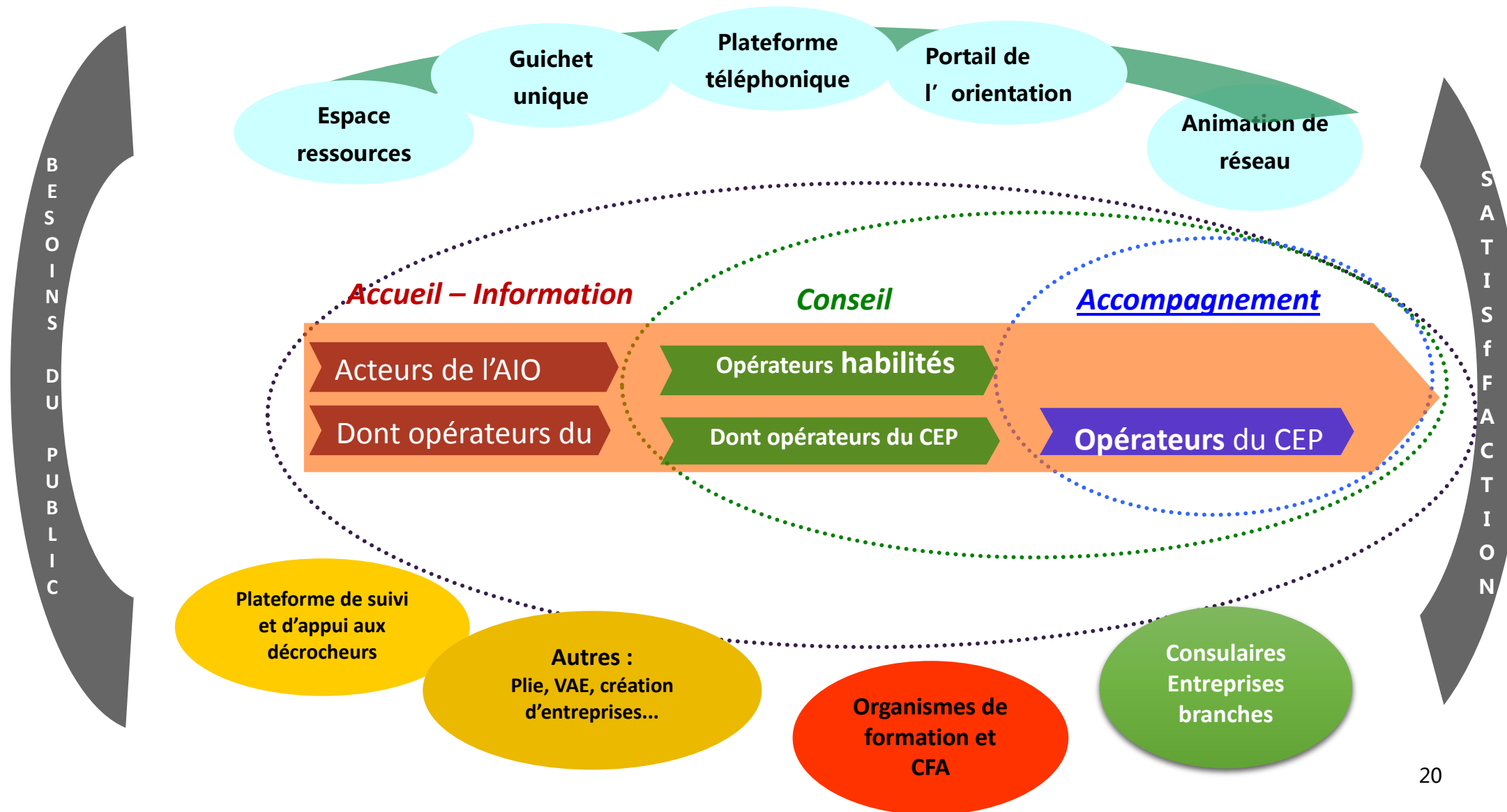
Elle se réserve la possibilité dans un second temps d'intégrer au réseau les Agences locales d'insertion (ALI)

ANNEXES

Schéma du SPRO DE MARTINIQUE

ANNEXE 1

AGEFMA



Légende :



Les acteurs qui rendent les différents services du SPRO

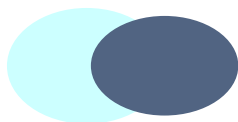


Le service est mis en œuvre pour le public

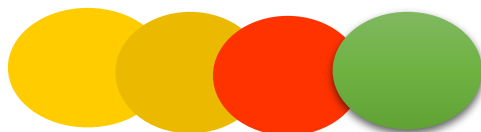


L'AGEFMA est une ressource pour les acteurs du SPRO

Les bulles de couleurs différentes représentent des structures qui sont en lien avec le SPRO



Services et outils proposés par l'AGEFMA



Dispositifs susceptibles de repérer et orienter le public vers le SPRO

ANNEXE 2 : Dispositif d'animation

Le contexte politique et législatif de la formation professionnelle fortement marqué par des mutations impose aux différents réseaux d'acteurs, de s'adapter, d'évoluer, de monter en compétences, de travailler ensemble. En effet, de nouvelles exigences (qualité, contrôle, innovation, recherche d'amélioration permanente, travail en réseau, complémentarité de l'offre de services, transparence ...) vont modifier profondément les métiers et postures professionnelle des acteurs.

L'animation de réseaux constitue une nécessité et une source d'efficacité pour partager et renforcer les réflexions et les projets afin qu'ils soient portés par tous et deviennent l'affaire de tous. Le réseau est un levier de création de valeur.

Il s'agit d'initier une dynamique collective pour faire émerger des actions concrètes dont l'impact dépasse la dimension individuelle de chaque structure. Cette animation devra contribuer à une meilleure connaissance des acteurs entre eux et permettre un travail collaboratif.

Les actions d'animation peuvent s'organiser autour de thématiques diverses :

- Information - Communication
- Consultations, enquêtes
- Gestion de projets
- Réponse à appels à projets
- Suivi statistique
- Démarches qualité
- Groupes de travail thématiques
- Formation-action

L'animation de réseaux s'organise autour de différents éléments :

1. **La définition des enjeux et des objectifs de la coopération**
2. **La formalisation de règles de fonctionnement et de formes de coopération**
3. **Le développement d'une culture commune**
4. **La visibilité du travail en réseau**
5. **Le pilotage et l'outillage des réseaux**

L'animateur de réseau anime et coordonne l'activité des membres d'un réseau afin d'assurer une mise en œuvre homogène des missions, objectifs et règles définis.

Ses missions seront les suivantes :

- Fédérer autour d'un projet commun
- Participer à la définition des objectifs et des règles de fonctionnement
- Suivre et évaluer l'exécution des obligations de services publiques (OSP), assurer les remontées d'information et traiter les difficultés rencontrées
- Piloter et organiser le réseau (procédures de travail, circulation de l'information, ...)
- Assurer la coordination de l'action des opérateurs
- Animer des réunions, des groupes de travail sur des thèmes spécifiques
- Organiser les actions de professionnalisation
- Recueillir, exploiter et restituer les données d'activités
- Valoriser, capitaliser et diffuser les bonnes pratiques

ANNEXE 3 : Référentiel d'accueil et d'information généraliste

	Référentiel du Chargé d'accueil et d'information tout public SPRO
MISSION PRINCIPALE DU POSTE	Le/la chargé(e) d'accueil anime et organise un espace d'accueil et d'information. Il/elle accueille le public, l'écoute et recueille sa demande, l'informe sur la formation, les métiers et l'emploi et le dirige si nécessaire vers un opérateur compétent pour une démarche plus approfondie.
ACTIVITES	<p>1. Accueillir le public</p> <ul style="list-style-type: none"> • Accueillir, prendre en compte tout public qui s'adresse à la structure (accueil physique et/ou accueil téléphonique) • Instaurer une relation de respect mutuel. Recevoir de façon personnalisée (reconnaître, appeler par le nom...) • S'assurer de la confidentialité de certaines situations et de la transmission confidentielle de certaines informations • Gérer le flux, c'est-à-dire gérer les temps d'attente, les tensions, les comportements violents ; contrôler les mouvements du public dans l'enceinte de la structure : <ul style="list-style-type: none"> ○ Proposer des activités connexes pour faciliter l'attente, informer sur le temps d'attente probable, proposer le report de la visite... ○ Intervenir oralement en cas de comportements agressifs, appeler du renfort avant que la situation ne se dégrade (collègues, commissariat...) <p>2. Ecouter et recueillir la demande</p> <ul style="list-style-type: none"> • Recueillir la demande spontanée du citoyen ou s'enquérir du motif de sa visite (premier accueil, entretien avec un conseiller, demande de service particulier...) • Recueillir les informations relatives à sa situation individuelle, au moyen d'un questionnement et d'une observation adaptés, d'une part pour comprendre sa demande et son besoin, d'autre part pour vérifier le caractère éligible de la demande (âge, domicile, situation par rapport à la scolarité...) • Apprécier l'urgence d'une demande en s'assurant que les besoins élémentaires (logement, nourriture, sécurité...) sont couverts ; transmettre l'information au conseiller • Sélectionner les informations à transmettre au conseiller référent concernant la compréhension de la situation du citoyen • Remplir ou faire remplir une fiche « accueil » <p>3. Informer et diriger vers</p> <ul style="list-style-type: none"> • Informer le citoyen sur le rôle et le fonctionnement du SPRO, sur ses domaines d'intervention • L'orienter en fonction de sa situation et de ses besoins, vers l'interlocuteur interne pertinent. • Orienter le public ne relevant pas des missions de la structure vers le partenaire externe répondant à sa situation. • Proposer une plage de rendez-vous pour un entretien, une réunion d'information collective, une action particulière, en fonction des plannings de la structure et de la disponibilité du jeune. Le cas échéant, confirmer l'inscription par écrit sur place.

	<p>4. Gérer l'espace d'accueil et d'information</p> <ul style="list-style-type: none"> • Aménager les lieux de passage, les espaces collectifs de sorte qu'ils soient conviviaux. Les maintenir en ordre. • Créer une signalétique adaptée. • Gérer les tableaux d'affichage • Centraliser l'information et la documentation locales et régionales aussi complète que possible, les sélectionner, les mettre à jour. • Organiser l'accès à l'information papier et/ou informatique pour le public cible. • Guider le public cible dans l'utilisation des différents outils d'information mis à sa disposition. • L'accompagner dans sa recherche d'information (recherche documentaire, site internet...). <p>5. Gérer la dimension administrative du service</p> <ul style="list-style-type: none"> • Etablir et transmettre les statistiques • Collecter et traiter les données • Etablir les bilans • Trier, classer et archiver les documents • Gérer les appels téléphoniques et les courriels
COMPETENCES	<ul style="list-style-type: none"> • Etre capable d'une écoute active • Effectuer un diagnostic rapide • Evaluer le degré d'autonomie de la personne • Respecter la confidentialité des échanges • Organiser l'attente • Organiser et planifier son activité • Gérer des tâches multiples • Gérer les flux d'informations • Anticiper les situations difficiles ou conflictuelles • Faire preuve d'initiative • Faire preuve de rigueur • Réagir avec discernement • Travailler en équipe
CONNAISSANCES GENERALES NECESSAIRES	<ul style="list-style-type: none"> • Environnement socio-économique du territoire • Acteurs et structures (emploi, formation, information) du territoire ainsi que leur offre de services • Systèmes de formation initiale et continue • Dispositifs emploi, aides et mesures • Financeurs des différents dispositifs de formation • Structures permettant de lever les freins périphériques (hébergement, transport, garde d'enfant...) • Techniques et procédures d'accueil • Techniques de recherche de l'information • Techniques de classement documentaire • Principes de la communication interpersonnelle • Glossaire des abréviations courantes dans le domaine de la formation et de l'emploi • Moyens de repérage des situations à risques • Eléments de psychosociologie : connaissance des publics

	<ul style="list-style-type: none"> • Maîtrise des outils informatiques
CONDITIONS DE TRAVAIL	<p>L'activité s'exerce en relation avec différents services et en contact avec le public. L'aspect relationnel est une caractéristique de la fonction. Il s'agit d'un emploi sédentaire à horaire régulier. Le/la chargé(e) d'accueil est amené(e) à travailler en équipe avec les conseiller(e)s emploi-formation notamment en ce qui concerne la gestion du planning. Une activité de secrétariat vient donc compléter la fonction première du/ de la chargé(e) d'accueil.</p>
DIPLOMES	<p>Le métier est accessible par la possession des compétences inhérentes au poste (cf. item compétences). Un diplôme de niveau IV à V dans le secteur des services, de l'assistanat d'entreprise et de l'accueil est souhaitable mais pas obligatoire. Une expérience professionnelle dans le secteur, sans diplôme, particulier peut permettre d'accéder à l'emploi. Les principaux diplômes et formations sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Le Titre Professionnel (TP) Agent d'accueil et d'information ▪ Le BEP Accueil et secrétariat ▪ Le BAC PRO Services (accueil, assistance, conseil)
ÉVOLUTION PROFESSIONNELLE	<p>Après plusieurs années d'expérience, le/la chargé(e) d'accueil peut accroître ses compétences et évoluer vers le poste de chargé(e) de documentation voire même de chargé(e) d'information et de communication</p>

ANNEXE 4 : Eléments constitutifs pour une Charte qualité de l'orientation

La charte qualité de l'orientation étant le document de référence nécessaire au bon fonctionnement du réseau, elle sera élaborée dans le cadre d'un travail collaboratif des acteurs du réseau SPRO.

Leurs productions seront validées par le Comité de pilotage du SPRO.

1. Objectifs :

Mettre en place un processus participatif pour l'élaboration d'une charte qualité de l'orientation en Martinique :

- Mission du groupe collaboratif :
 - o Faire émerger une définition commune de l'accueil, de l'information et de l'orientation,
 - o Faire remonter les difficultés de fonctionnement sur la thématique, par structure et par commune et bassin d'emplois, et les axes de progrès à partager avec le réseau,
 - o **En matière de suivi de l'activité du réseau :**
 - Définir les indicateurs qualité du réseau
 - Préciser les modalités de remontée des informations relatives à l'activité, ainsi que leur format et les temporalités de transmission
 - o Rédiger la Charte Qualité et la communiquer à tous les acteurs des différents niveaux : stratégiques, fonctionnels et opérationnels

2. Structures participant à la rédaction de la Charte :

- o **Les opérateurs désignés par la loi**
 - Pôle emploi,
 - Cap emploi,
 - Missions locales,
 - Organismes paritaires collecteurs agréés au titre du congé individuel de formation
 - Chambres consulaires
- o **Les partenaires conventionnels :**
 - CIO
 - DRONISEP
 - Université (BAIP)
 - DAAF
- o Des partenaires associés
 - DIECCTE
 - AGEFIPH
 - Préfecture – Délégation aux Droits des Femmes et à l'Egalité
 - .../...

3. Principes transversaux :

La prise en compte particulière de certains publics cibles en matière d'accueil, d'information et d'orientation (notamment les jeunes n'ayant pas validé un premier niveau de qualification, les publics en situation d'illettrisme, les personnes en seconde partie de carrière, les allocataires de minima sociaux, les personnes handicapées, les personnes sous main de justice, les actifs non qualifiés en situation d'emploi, les étudiants, ...), sans négliger les interventions visant l'ensemble des publics.

Exemples d'axe de réflexion :

- L'organisation de l'information au public, dès l'accueil
- Les modalités de délivrance des services : espace ressources, espace dédié aux entretiens, ...

- Les ressources disponibles et mobilisables
- Les interrelations entre les acteurs au regard des différents niveaux de service
- L'égalité entre les femmes et les hommes dans l'accès aux services d'accueil, d'information et d'orientation, en particulier dans la diversification des choix d'orientation professionnelle et dans l'identification des freins spécifiques pour accéder à certains métiers et/ou certaines formations
- La gestion des situations de décrochage scolaire en lien avec les plateformes de suivi et d'appui aux décrocheurs, la mobilisation du droit au retour en formation initiale
- L'accessibilité pour les publics en situation de handicap
- L'organisation de l'animation infrarégionale
- La qualification des intervenants et leur professionnalisation
- La connaissance des filières de formation, des conditions d'insertion professionnelle, des évolutions de parcours, du fonctionnement de l'entreprise, des métiers en émergence, et des organismes de conseil et d'accompagnement du territoire.
- Le suivi-qualité du réseau – la définition des indicateurs qualité – la périodicité et la forme des remontées

Propositions thématiques

Préambule : Assurer la qualité du service rendu à l'utilisateur, dans le respect des obligations de service public

Renforcer et développer les services d'accueil, d'information et d'orientation en respectant les principes d'accessibilité, d'individualisation et de qualité.

Article 1 : Objet : faciliter le parcours d'orientation de tous les publics, tout au long de la vie

Article 2 : Objet : Définition partagée de l'orientation

Article 3 : Objet : Principes de délivrance des services et prise en compte des spécificités

Article 4 : Objet : Actions prioritaires

Article 5 : Objet : Engagements des signataires et les principes de mise en œuvre

Article 6 : Objet : Pilotage et animation

Article 7 : Objet : Suivi et évaluation de la Charte

Article 8 : Objet : Durée et modification de la Charte

Propositions d'indicateurs

- Dix-huit indicateurs, jugés incontournables : indiqués en gras

GRILLE DES INDICATEURS POTENTIELS				
Indicateurs Structure/Réseau	Comment le savons-nous ? Quelles preuves ? éléments tangibles	Vrai : Oui Non	Niveau 1 2 3 4	Observations Importance pour l'utilisateur ? Pertinence pour l'organisation ?
Thématique 1 : Principes de délivrance des services				
1. Le service, de la conception à la réalisation, est axé sur l'utilisateur	<ul style="list-style-type: none"> Organisation de la structure de manière à répondre individuellement à la personne Réponses aux questionnaires de satisfaction du public Prestations individuelles et adaptables à la demande de la personne, Respect du temps nécessaire à la personne, Approche globale de la personne 			
2. Le service est respectueux du principe de non-discrimination (âge, sexe, politique, nationalité, handicap...)	<ul style="list-style-type: none"> Statistiques concernant l'accueil des publics, Suivi de l'accès au service, Formation du personnel. 			
3. Le service est respectueux de la diversité des utilisateurs	<ul style="list-style-type: none"> Accès au service pour tout type de public, Toutes les personnes sont acceptées en entretien, Le refus doit être motivé par le conseiller sur la fiche d'entretien, Une meilleure connaissance des membres du réseau permet de mieux se connaître et de mieux réorienter la personne qui ne relève pas de la structure où il est accueilli, Prestation modulable en termes d'outils, méthodes et durée. 			
4. Les orientations et les informations fournies sont impartiales	<ul style="list-style-type: none"> Les services orientation et formation doivent être indépendants, autonomes, Avoir une position neutre au niveau de la structure, 			

	<ul style="list-style-type: none"> • Mode d'accompagnement du professionnel, • Etre respectueux des limites de son cadre de travail (ne pas s'engager sur un terrain thérapeutique). 			
5. Le service veille à la confidentialité	<ul style="list-style-type: none"> • Inscrit dans une clause du contrat de travail, • Référence au code de déontologie, • Les informations concernant le bénéficiaire ne sont transmises qu'avec son accord, • L'accès aux dossiers des bénéficiaires doit être protégé : non visible et lisible par d'autres utilisateurs et professionnels de la structure. 			
6. Le service respecte la liberté de choix des utilisateurs	<ul style="list-style-type: none"> • La posture du professionnel doit être dans l'aide à la décision, le guidage, dans le "donner les moyens d'agir" à la personne, • On doit amener les gens à se confronter à la réalité des métiers, • Ne pas être inquisiteur sur le pourquoi de la demande. 			
7. Le service s'appuie sur une démarche volontaire des usagers	<ul style="list-style-type: none"> • L'entretien avec la personne prévoit un temps où le professionnel s'assure de sa motivation et du caractère volontaire de la démarche, • Mise en place d'un livret d'accompagnement de la personne. 			
8. Le lieu de délivrance des services est adapté, lisible et accessible à tous les publics	<ul style="list-style-type: none"> • Les transports en commun desservent le(s) lieu(x) d'implantation de la structure, • Performance de la signalétique, • Accès pour personnes handicapées, • Box fermé pour les entretiens. 			
9. Les services d'orientation rendus sont gratuits pour les usagers	<ul style="list-style-type: none"> • Le financement du service (comptabilité), • Possibilité de financement pour les transfrontaliers. 			
Indicateurs	<p>Comment le savons-nous ? Quelles preuves ? éléments tangibles</p>	Vrai : Oui Non	Niveau 1 2 3 4	Observations Importance pour l'utilisateur ? Pertinence pour l'organisation ?
Thématique 2 : Politique et planification				
10. La structure favorise l'apprentissage Tout au Long de la Vie et	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre d'actions spécifiques conduites et leur utilisation, • Elaboration concertée du Parcours professionnel, 			

les objectifs d'employabilité	<ul style="list-style-type: none"> Information donnée au public sur les dispositifs de FTLV. 			
11. La structure consulte les parties prenantes pour le développement de ses services	<ul style="list-style-type: none"> Existence d'un comité d'orientation (tous les partenaires en relation sur un plan régional et départemental), Consultation, concertation pour les actions mises en œuvre et bilan, Etre participant à une instance locale de concertation 			
12. La structure utilise les résultats de la consultation des utilisateurs afin d'améliorer les services et produits	<ul style="list-style-type: none"> Existence et exploitation de moyens de Consultation des utilisateurs (entretiens de suivis, questionnaires...), Existence de procédures de règlement des dysfonctionnements et conflits, Mise en place d'actions correctives pour améliorer la qualité. 			
13. La structure met en œuvre des activités périodiques d'évaluation externe	<ul style="list-style-type: none"> Existence de procédures qualité, Existence d'une stratégie de formation, Emergence et réponse aux besoins (du salarié et de la structure). 			
14. La structure s'engage dans des activités de recherche action	<ul style="list-style-type: none"> Conduite de missions expérimentales Formalisation et capitalisation de pratiques (VAE ...), Participation ou initiation de projets innovants dans le cadre de politiques européennes 			
15. Le personnel de l'organisme possède les compétences appropriées pour offrir une gamme de services d'orientation	<ul style="list-style-type: none"> Pluridisciplinarité et compétences appropriées dans l'équipe pour répondre à différents types de besoins, Connaissance du public, Lien avec l'entreprise : connaissance ou expérience (ne pas être que dans la théorie). 			
16. Le personnel est engagé dans un processus de formation continue	<ul style="list-style-type: none"> Existence d'un plan de formation, Qualification des conseillers, Travail de recherche sur la typologie du public. 			
17. La structure offre des infos complètes et mises à jour sur l'info locale et régionale, des possibilités d'emploi et de formation	<ul style="list-style-type: none"> Mise à disposition des outils d'information, Formation à la recherche documentaire, Base de données à jour (procédure de vérification), Aide à l'appropriation d'informations 			
18. La structure fournit une gamme de ressources et d'outils d'information adaptée à la	<ul style="list-style-type: none"> Identification et utilisation des ressources locales et régionales (information statistique...), Mise en place d'outils répondant spécifiquement aux besoins des utilisateurs (importance des enquêtes de satisfaction). 			

diversité des utilisateurs				
19. La structure dispose d'un plan de développement à 3-5 ans	<ul style="list-style-type: none"> Analyse des besoins du public, Mise en place d'un plan stratégique de développement de la structure, Présence d'un document dans lequel les objectifs sont définis et les actions programmées pour le bref, moyen et long terme. 			
20. La structure s'engage activement à l'échelon local et régional au réseau formel de délivrance des services d'orientation	<ul style="list-style-type: none"> Participation active à des rencontres, forums, formations, Travail en partenariat, Echange entre réseaux, accords de partenariat, fonctionnement de réseau (forums...). 			
21. La structure communique activement sur ses services à une diversité de groupe cible, en particulier les publics les plus marginalisés	<ul style="list-style-type: none"> Elargissement des lieux de dépôt de l'information (mairies, commerces, lieux d'accueil autres que formation). 			
22. La structure maintient l'équilibre entre les services proposés et ses ressources internes	<ul style="list-style-type: none"> Présence d'un document pour la programmation et la communication du service rendu. 			
Indicateurs Structures/Réseau	Comment le savons-nous ? Quelles preuves ? éléments tangibles	Vrai : Oui Non	Niveau 1 2 3 4	Observations Importance pour l'utilisateur ? Pertinence pour l'organisation ?
Thématique 3 : Services rendus à l'utilisateur				
23 Les services proposés tiennent compte du degré d'autonomie des personnes et de leur niveau	<ul style="list-style-type: none"> Evaluation de l'entretien et de son résultat, Diversité des supports (braille, langue étrangère, visite de chantier qui permet de rendre le service qu'on affiche, Utilisation d'outils différents gradués selon le niveau de qualification de la personne. 			
24. Les utilisateurs sont guidés à utiliser le service du niveau approprié	<ul style="list-style-type: none"> Phase d'analyse de la demande, Prise en compte de la demande globale, Adaptation de la prestation et temps d'accompagnement en fonction du besoin de la personne. 			

25. Les services sont accessibles selon plusieurs modalités (téléphone, mail, face à face...)	<ul style="list-style-type: none"> • Communication/signalétique de l'offre de service adaptée, diversifiée... • Journées portes ouvertes, • Le processus d'accueil est formalisé, • Le personnel d'accueil est suffisamment formé et informé. 			
26. L'accès aux services prend en compte l'individu dans toutes ses dimensions (les heures d'ouverture, un service de proximité, accessible aux personnes handicapées, le nombre de langues parlées)	<ul style="list-style-type: none"> • Evaluation de la communication externe, • Questionnaire d'accueil pour analyse des besoins des personnes, • Formation, information et disponibilité du personnel, • Accès adapté aux personnes souffrant de handicap. 			
27. Les utilisateurs sont informés de la nature, des procédures et des résultats attendus du service	<ul style="list-style-type: none"> • Appropriation de l'information par la personne, • Pertinence des conseils et des informations données, • Construction commune de la synthèse de l'entretien 			
28. Le service/structure effectue le suivi des parcours des utilisateurs	<ul style="list-style-type: none"> • Modalités de suivi : envoi et exploitation d'un questionnaire, entretien de suivi, RV à 3/6 mois... • Relais avec le référent de la personne pour poursuite du parcours, • Dans le cadre du parcours scolaire, suivi du dossier sur les cas individuels, • Politique d'orientation des établissements (observation en matière scolaire : nombre de jeunes n'ayant pas trouvé de solution). 			
29. Les utilisateurs sont informés sur les rôles et les services de chaque structure dans le réseau	<ul style="list-style-type: none"> • Importance de bien se connaître dans le réseau, • Existence et utilisation d'une cartographie des services/guide des services rendus par le réseau. 			
30. Les utilisateurs sont guidés à la connaissance des outils TIC et autres ressources les amenant à l'auto documentation	<ul style="list-style-type: none"> • Recensement des sites web pertinents pour les utilisateurs, • Existence d'un interlocuteur disponible pour un appui à l'utilisation, • Les conseillers sont formés à l'utilisation des NTIC, • Les structures AIO sont équipées d'outils NTIC. 			
31. Les services rendus permettent à l'utilisateur de	<ul style="list-style-type: none"> • Questionnement pour s'assurer que le service rendu appartient à un ensemble ou est un acte isolé, 			

s'approprier une démarche de construction de projet	<ul style="list-style-type: none"> Resituer le service dans le parcours ou dans la démarche projet. 			
Indicateurs Structures/Réseau	Comment le savons-nous ? Quelles preuves ? éléments tangibles	Vrai : Oui Non	Niveau 1 2 3 4	Observations Importance pour l'utilisateur ? Pertinence pour l'organisation ?
Thématique 4 : Fonctionnement en réseau				
32. Le réseau dispose d'un ensemble de principes et de protocoles de collaboration pour travailler ensemble	<ul style="list-style-type: none"> Accord de partenariats, Connaissance commune, Co construction d'actions. 			
33. Le réseau s'engage dans des activités communes de promotion et de commercialisation	<ul style="list-style-type: none"> Présence à des salons, forums emploi, Guide de présentation des services du réseau. 			
34. Le réseau organise des activités de formation continue en commun pour leur personnel	<ul style="list-style-type: none"> Communication du plan de formation aux autres structures, Ouverture des sessions de formation aux partenaires (immersion). Le réseau organise des activités de formation continue en commun pour leur personnel 			
35. Le réseau s'engage dans des activités de projet en commun (au niveau régional, national et européen)	<ul style="list-style-type: none"> Groupements solidaires de prestations pour réponse à appel d'offre, Temps consacré à un travail en réseau. 			
36. Le réseau offre des ressources financières et autres pour venir en appui au programme commun de travail	<ul style="list-style-type: none"> Reconnaissance des financeurs de la nécessité de participer financièrement au travail de recherche en commun des structures, Développement de la mise en œuvre de projets européens 			
37. Le réseau a une approche commune pour l'évaluation du service rendu au public	<ul style="list-style-type: none"> Evaluation commune pour certaines prestations qui répondent à un cahier des charges commun. 			
38. Les membres du réseau s'organisent pour réorienter les	<ul style="list-style-type: none"> Existence d'une organisation formalisée entre les différents réseaux, 			

utilisateurs au sein du réseau	<ul style="list-style-type: none"> • Existence d'un outil de liaison commun et d'une coordination, • Travail autour de la connaissance mutuelle des structures. 			
39. Le réseau partage avec ses membres les ressources d'information sur le marché du travail et les offres de formation	<ul style="list-style-type: none"> • Site web commun d'information du public au niveau régional, • Diagnostic partagé, • Création d'outils communs. 			
40. Le réseau consulte les usagers pour l'amélioration de ses services	<ul style="list-style-type: none"> • Consultation commune des usagers dans le cadre de partenariats, • Construction d'une méthodologie commune. 			
41. Le réseau met en œuvre une évaluation périodique externe	<ul style="list-style-type: none"> • Conventions de partenariat signifiant la mise en œuvre d'une évaluation commune, • Soutien de la part des financeurs. 			
42. Le réseau rend visible le rôle et les activités de chaque structure	<ul style="list-style-type: none"> • Répertoire d'actions, activités, site web, forum, instance d'échanges entre les partenaires 			



Schéma régional de l'orientation

Projet

1. Définition de l'orientation
2. Historique de l'orientation
3. Cadre légal
4. Contexte
5. Schéma directeur de l'orientation en Martinique :

1. Enjeux
2. Ambitions
3. Principes
4. Gouvernance
5. Articulation du dispositif
6. Modalités de participation au SPRO
7. Modalités d'accès des membres du SPRO aux services dématérialisés et aux dispositifs d'animation
8. Portail SPRO Martinique
9. Dispositifs d'animation
10. Professionnalisation des acteurs
11. Conditions de fonctionnement en réseau des membres du SPRO
12. Membres du SPRO
13. Modalités de partenariat
14. Structuration des actions en lien avec le monde du travail
15. Garantie de la qualité, suivi et évaluation de l'activité

1. Définitions :

Définition de l'orientation - CEDEFOP (2005) :

« L'orientation se réfère à une série d'activités qui permettent aux citoyens, à tout âge et à tout moment de leur vie, d'identifier leurs capacités, leurs compétences et leurs intérêts, de prendre des décisions éclairées en matière d'enseignement, de formation et d'emploi, et de gérer leur parcours personnel dans l'étude, le travail et d'autres cadres dans lesquels ces capacités et ces compétences sont acquises et/ou utilisées. L'orientation est dispensée dans des lieux et contextes divers : dans l'enseignement, la formation, l'emploi, la collectivité et à titre privé. »

Définition du Conseil en évolution professionnelle :

« Toute personne peut bénéficier tout au long de sa vie professionnelle d'un conseil en évolution professionnelle, dont l'objectif est de favoriser l'évolution et la sécurisation de son parcours professionnel. Ce conseil gratuit est mis en œuvre dans le cadre du service public régional de l'orientation. »

Le conseil accompagne les projets d'évolution professionnelle, en lien avec les besoins économiques existants et prévisibles dans les territoires. Il facilite l'accès à la formation, en identifiant les qualifications et les formations répondant aux besoins exprimés par la personne et les financements disponibles, et il facilite le recours, le cas échéant, au compte personnel de formation. »

2. Historique de l'orientation

L'orientation professionnelle et scolaire dans le cadre de l'Education Nationale :

Les pratiques d'information collective se développent au cours des années 70.

Plus récemment, la Loi n° 2013-595 du 8 juillet 2013 pour la programmation et la refondation de l'école de la république instaure :

- La mise en place **du parcours individuel d'information, d'orientation et de découverte du monde économique** et professionnel.
- **L'ouverture des CIO à tout public**

L'orientation professionnelle des adultes pour accompagner restructuration économique et décentralisation :

La loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 (loi de décentralisation) **relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat «loi Defferre »** décentralise la formation, dont l'apprentissage.

- En **1984**, c'est la reconnaissance et la Validation des Acquis
- Les Centres Interinstitutionnels de Bilans de Compétences sont créés en **1986**,
- En **1991** est votée la loi sur le bilan de compétences et les Centres Interinstitutionnels de Bilan de Compétences (CIBC) sont créés, puis enfin, le Congé de Bilan de Compétences en **1991**.

3. Cadre légal

L'orientation tout au long de la vie :

- La loi n° 2009-1437 du 24 novembre 2009 relative à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie pose le principe du droit à l'information, à l'orientation et à la qualification professionnelle et de la sécurisation des parcours professionnels. Elle met en exergue la nécessité d'une orientation « tout au long de la vie » favorisant une meilleure adaptation aux évolutions du marché du travail.
- Le décret n° 2011-487 du 4 mai 2011 porte application de l'article L. 6111-5 du code du travail pour la mise en œuvre du service public de l'orientation tout au long de la vie et la création du label national « Orientation pour tous - pôle information et orientation sur les formations et les métiers »

Il indique que pour se préparer à la vie professionnelle dès la formation initiale, construire son projet ou ultérieurement adapter ses compétences ou en acquérir de nouvelles, il faut pouvoir accéder à une information gratuite et complète sur les métiers, les formations, les certifications, les débouchés et les niveaux de rémunération.

- **Ces dispositions ayant été abrogées, la loi du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale :**

1. Instaure un droit à l'orientation - Article L. 6111-3 du code du travail :

« Toute personne dispose du droit à être informée, conseillée et accompagnée en matière d'orientation professionnelle, au titre du droit à l'éducation garanti à chacun par l'article L. 111-1 du code de l'éducation. Le service public de l'orientation tout au long de la vie est organisé pour garantir à toute personne l'accès à une information gratuite, complète et objective sur les métiers, les formations, les certifications, les débouchés et les niveaux de rémunération, ainsi que l'accès à des services de conseil et d'accompagnement en orientation de qualité et organisés en réseaux »

2. Instaure un service public régional de l'orientation - Le texte précise que « L'Etat et les régions assurent le service public de l'orientation tout au long de la vie » :

- *« L'Etat définit, au niveau national, la politique d'orientation des élèves et des étudiants dans les établissements scolaires et établissements d'enseignement supérieur (...), il met en œuvre cette politique dans les établissements scolaires et d'enseignement supérieur et délivre à cet effet l'information nécessaire sur toutes les voies de formation aux élèves et aux étudiants.*
- *La Région (CTM) coordonne les actions des autres organismes participant au service public régional de l'orientation ainsi que la mise en place du conseil en évolution professionnelle ».*

Dans le cadre de la mise en œuvre du SPRO, le texte arrête que la « région » co-construit le projet régional de Service public régional de l'orientation tout au long de la vie et que ce faisant, elle :

1. **Arrête le cahier des charges** sur la base duquel les organismes qui proposent à toute personne un ensemble de services seront reconnus comme **participant au service public régional de l'orientation**.
 2. Coordonne, sur son territoire, l'action des organismes participant au **service public régional de l'orientation**
 3. **Met en place le dispositif de « Conseil en évolution professionnelle »**, tel que défini par décret
- L'offre de service du conseil en évolution professionnelle est définie par un cahier des charges publié par voie d'arrêté du ministre chargé de la formation professionnelle. Cette offre prend notamment en compte l'émergence de nouvelles filières et de nouveaux métiers dans le domaine de la transition écologique et énergétique.

En Martinique :

- En 2012, l'AGEFMA a mis en place pour le compte de la Commission Orientation TLV du CCREFP (Comité de coordination régional Emploi Formation Professionnelle) un **« diagnostic territorial de l'orientation »** dont l'objectif était d'établir :

- **L'inventaire des ressources :**
 - Lieux, implantations, expériences, contributions
 - Diagnostic des besoins : publics, territoires, secteurs professionnels,
- **La détermination des espaces territoriaux pertinents** à l'échelle infrarégionale

En vue d'élaborer la définition du **projet régional** (plan d'action partagé) .

- En 2014, elle a organisé des « **Ateliers régionaux de l'orientation** », qui visaient à préparer la mise en place du SPRO et ont rassemblé plus de 200 professionnels de l'orientation
- De 2014 à 2016, elle a organisé, sous l'égide de la Collectivité, avec l'ensemble des partenaires du SPRO des séances de travail régulières visant à co-construire le projet de SPRO Martinique.

4. Contexte

En préalable à la mise en œuvre du SPRO, il appartient à la Collectivité territoriale de Martinique de **formaliser un projet régional de SPRO**, l'objectif étant d'organiser un service qui tienne compte :

- Des évolutions du contexte économique et social
- Des usages, des comportements et des besoins des personnes
- Des objectifs de développement économique des territoires

Le projet régional (plan d'action partagé) sera annexé au CPRDFOP avec l'accord des parties prenantes (Etat / Collectivité / Partenaires Sociaux).

Le projet régional, dénommé « cahier des charges du SPRO », expose les modalités d'habilitation et de participation des organismes au Service Public Régional de l'Orientation.

Il est assorti :

- **Du présent schéma régional de l'orientation,**
- **D'une convention annuelle conclue entre l'Etat et la CTM** déterminant les conditions dans lesquelles ces derniers coordonnent l'exercice de leurs compétences respectives dans le cadre du Service Public Régional de l'Orientation,
- **D'une convention annuelle conclue entre l'Etat et la CTM** déterminant les conditions dans lesquelles ces derniers coordonnent l'exercice de leurs compétences respectives dans le cadre du Service Public Régional de l'Orientation, sachant que tous les acteurs contribuant au SPRO,
- **D'une convention annuelle relative à la prise en charge des jeunes sortant du système de formation initiale sans un diplôme national ou une certification professionnelle.**

Le présent « *Schéma Régional de l'Orientation tout au long de la vie* » est décliné en un « **Schéma directeur de l'Orientation TLV** » piloté par la Collectivité Territoriale de Martinique.

Le mode opératoire adopté pour la mise en place du Schéma Directeur de l'Orientation Tout au long de la Vie **consiste à soumettre un cadre général aux organismes préalablement habilités afin de leur permettre de définir en commun des objectifs.**

Ils s'engagent à :

- **Remplir les missions constitutives du SPRO**
- **Participer au projet de coopération et de mutualisation entre les différents acteurs**
- **Contribuer au projet de développement du Service Public Régional de l'Orientation.** Sur cette base, ils participent à l'élaboration des indicateurs, construits collectivement, qui permettront de vérifier que les objectifs sont atteints.

Les structures parties-prenantes du SPRO **contractualisent avec la Collectivité Territoriale de Martinique, sur la base d'un « Dossier de contribution au SPRO »** en s'appuyant, pour la partie opérationnelle, sur un Schéma Directeur de l'Orientation qui comprendra les rubriques suivantes :

1. Articulation du dispositif
2. Modalités de participation des acteurs labellisés au Service Public Régional de l'Orientation
3. Modalités d'accès des membres du SPRO aux services dématérialisés et aux dispositifs d'animation
4. Professionnalisation des acteurs du réseau
5. Conditions de fonctionnement en réseau des membres du Service Public de l'Orientation
6. Structuration des actions en lien avec le monde du travail
7. Garantie de la qualité, suivi et évaluation de l'activité

5. Schéma directeur de l'Orientation TLV

1. ENJEUX :

- Développement de l'autonomie des personnes et facilitation de leur insertion sociale et professionnelle
- Acquisition d'une qualification pour tous et accompagnement de l'élévation du niveau de qualification pour chacun tout au long de sa vie
- Développement de la mobilité (professionnelle, géographique) en prise avec les besoins des territoires et des publics (mobilité infrarégionale, régionale, interrégionale, européenne et internationale)
- Appui à la construction d'un parcours de vie professionnelle et personnelle dans le cadre de mobilités accompagnées
- Sécurisation des parcours de formation et des parcours professionnels (capitaliser et reconnaître les acquis, atténuer les ruptures, etc...)

Objectifs :

- Créer les conditions de l'exercice du droit à la formation et à l'orientation tout au long de la vie
- Adapter les services aux nouveaux usages, de répondre aux nouveaux besoins

- Renforcer les échanges sur les pratiques professionnelles afin de renforcer les coopérations
- Assurer une continuité des parcours, qui s'appuie sur un processus partagé fondé sur la complémentarité des missions et des compétences

2. AMBITIONS DU SERVICE PUBLIC REGIONAL DE L'ORIENTATION :

- **Une approche où l'individu est au centre**
- **Une approche où l'orientation prend toute sa dimension.**
- **Un service d'accueil information orientation**, en capacité de répondre aux attentes des citoyens :
 - Articulé au niveau du territoire
 - Disposant d'une offre de service uniformisée et multiforme
 - Permettant la mutualisation et le développement des bonnes pratiques
 - Favorisant le développement d'une culture professionnelle commune et renforçant leur professionnalité
 - Assuré par des professionnels confirmés

3. PRINCIPES DU SPRO :

Sont réaffirmés :

- Le principe incontournable d'une **déclinaison territoriale** du Service Public Régional de l'orientation sur **trois zones territoriales « Orientation Formation Emploi »** (Communautés d'agglomération de Martinique)
- La construction d'un projet territorial et partenarial du Service Public Régional de l'Orientation, **co- construit entre les acteurs locaux, animé et suivi localement en lien avec les instances OFE**
- Le choix d'un **service de qualité impliquant la professionnalisation des acteurs**, une connaissance réciproque des services délivrés par chacun d'eux et la mutualisation des pratiques et outils
- Le développement d'une **connaissance partagée des données socio-économiques** des territoires et des métiers, emploi et activités
- L'organisation d'une **coordination partenariale entre les acteurs au niveau local.**

4. GOUVERNANCE (niveaux régional et national)

Au niveau régional :

- **La Collectivité Territoriale de Martinique assure le pilotage et la coordination du SPRO**
- **La gouvernance du dispositif d'orientation tout au long de la vie s'établit au sein du CREFOP. Celui-ci émet un avis sur :**
 1. **La Convention annuelle de coordination relative au SPRO conclue entre l'Etat et la Collectivité Territoriale de Martinique** prévue à l'article L.6111-3 (Art.R.6123-3-2) – (plénier)
 2. **Le Cahier des charges prévu à l'article L6111-5 fixant les normes qualité s'imposant aux organismes participant au SPRO** (Art.R.6123-3-2) – (plénier)

3. Les **Indicateurs régionaux du CEP** (arrêté du 16 juillet 2014, fixant le cahier des charges L6111-6 CT) – (Comité plénier)
4. La **désignation des opérateurs régionaux du CEP** (Art.R.6123-3-9) – (Bureau)

1. La Convention annuelle de coordination Etat-Collectivité Territoriale de Martinique :

Le CREFOP émet un avis sur la convention annuelle de coordination **avant son adoption par l'Assemblée de Martinique** (article R 6123-3-2 du code du travail - décret n°2014-1055 du 16 septembre 2014).

La concertation des acteurs, préalable à l'adoption de la convention de coordination, s'organise au sein de la commission du CREFOP compétente, soit la Commission «Parcours Professionnels et Emploi »

Il est attendu du CREFOP qui organise le suivi de la mise en œuvre du service public de l'orientation en région, **qu'il collabore avec le CNEFOP à l'évaluation de la politique nationale d'orientation professionnelle tout au long de la vie**

Les principes qui doivent être portés par la convention de coordination sont :

- La garantie :
 - Pour toute personne **d'accéder à une information gratuite**, complète et objective sur les métiers, les formations, les certifications, les débouchés et les niveaux de rémunérations,
 - Pour toute personne **d'accéder à des services de conseil et d'accompagnement** en orientation de qualité et organisés en réseau,
 - Pour chaque jeune sorti de formation initiale sans qualification professionnelle **d'un droit à une durée complémentaire de formation qualifiante.**
- **Les objectifs opérationnels qui doivent être recherchés par la convention de coordination sont :**
 - **Rechercher la complémentarité** entre les acteurs de l'orientation et des différentes voies de formation,
 - **Accompagner la professionnalisation continue des acteurs** du service public de l'orientation en région,
 - **Assurer la promotion des services dématérialisés** afin d'apporter une réponse à la diversité des besoins sur l'ensemble du territoire et la promotion d'une orientation en lien direct avec le service public de l'emploi,
 - **Garantir le partage et la diffusion des bonnes pratiques** entre acteurs service public de l'orientation en région,
 - **Renforcer la lutte contre le décrochage.**

2. Le Cahier des charges prévu à l'article L6111-5 fixant les normes qualité s'imposant aux organismes participant au SPRO

Ce cahier des charges constitue la base sur laquelle les organismes qui proposent à toute personne un ensemble de services seront reconnus comme participant au service public régional de l'orientation.

Il doit permettre de formaliser les modalités de coordination et d'animation territoriale de l'action des organismes participant au service public régional de l'orientation – ces derniers se doivent d'être :

- **Structurés en réseau**
- Accessibles aux **Publics jeunes et adultes**

Il doit définir :

- **La programmation des interventions** au regard de la situation locale de l'emploi et du marché du travail dans le cadre de la mise en œuvre de la politique nationale de l'emploi
- **Les conditions de participation** au service public de l'orientation régional
- **Les conditions d'organisation de l'action** au sein du service public régional de la formation professionnelle tout au long de la vie
- **Les conditions de coordination des actions** des membres du service public de l'orientation et de l'emploi
- **Les conditions d'évaluation des actions** entreprises

Sa mise en œuvre doit s'appuyer sur :

- L'organisation d'une **animation au niveau infra régional**
- L'élaboration par les signataires **d'indicateurs de qualité** – notamment :
 - Qualité du service
 - Satisfaction des bénéficiaires
- L'organisation du **pilotage et de la gouvernance** politique et opérationnelle dans le cadre du **CREFOP**
- La définition et la mise en œuvre d'une **communication**

Il devra intégrer des axes spécifiques visant à :

- **Créer une culture commune sur le champ de l'orientation :**
 - Travailler ensemble
 - Développer des synergies, la logique de réseau, les coopérations et les complémentarités
- **Améliorer le service rendu :**
 - Assurer une professionnalisation continue des acteurs par des actions mutualisées : Formations et échanges de pratiques :
 - Capitalisation et mutualisation des compétences
 - Acquisition de nouvelles compétences
 - Et de connaissances sur l'environnement économique
- **Mettre en place un processus d'évaluation** et organisé au niveau régional en cohérence avec l'évaluation réalisée dans le cadre des CPRDFP

3. Les indicateurs régionaux du CEP

Conformément au cahier des charges du Conseil en évolution professionnelle, les opérateurs du CEP sont tenus de renseigner un socle d'indicateurs d'activité et de résultat, communs à l'ensemble des réseaux. Ces indicateurs doivent satisfaire à des exigences de qualité. De nombre restreint, ces indicateurs devront être pertinents, sélectifs, clairs, fiables, accessibles et pérennes.

Ils doivent permettre :

- D'appréhender la diffusion du conseil en évolution professionnelle auprès des publics bénéficiaires potentiels et la montée en charge du dispositif chez chacun des opérateurs, en termes de publics cibles, de volumétrie (bénéficiaires/services), l'évolution de l'offre de services, la durée et la typologie des parcours d'accompagnement ;
- De mesurer l'impact du conseil en évolution professionnelle sur la situation des bénéficiaires.

Définis au niveau national, ces indicateurs nationaux **pourront être déclinés et, le cas échéant, complétés au niveau régional par des indicateurs, concertés au sein du CREFOP, permettant d'apprécier la mise en œuvre territoriale du conseil en évolution professionnelle.**

4. La désignation des opérateurs régionaux du CEP

La Collectivité Territoriale de Martinique peut, sur le fondement de l'article L. 6111-6 du code du travail, et en fonction des objectifs qu'elle s'est fixé en matière de conseil et d'accompagnement en orientation dans le cadre de son schéma prévisionnel de développement du service public de l'orientation – annexé au CPRDFOP - désigner un certain nombre d'organismes comme opérateurs régionaux du CEP, **après concertation au sein du bureau du CREFOP.**

Dans ce cadre, l'Etat et la Collectivité déterminent les conditions dans lesquelles ils coordonnent leurs compétences respectives, notamment vis-à-vis des opérateurs CEP en région.

La Collectivité Territoriale de Martinique coordonne sur son territoire, la mise en place du conseil en évolution professionnelle par les opérateurs CEP présents localement et participant au service public régional de l'orientation (SPRO). Elle effectue un suivi de la mise en œuvre territorialisée du conseil en évolution professionnelle dont les éléments d'information sont communiqués au comité régional de l'emploi, de la formation et de l'orientation professionnelles (CREFOP).

Au niveau national, la gouvernance du dispositif d'orientation s'établit au sein du CNEFOP.

1. Conseil en Evolution Professionnelle :

Sa mise en œuvre opérationnelle nécessite la coordination des opérateurs à un double niveau : national et régional.

Au niveau national, l'Etat assure, en lien avec l'Association des régions de France (ARF), un suivi de la mise en œuvre du conseil en évolution professionnelle.

Ce suivi est organisé au sein du Conseil national de l'emploi, de la formation et de l'orientation professionnelles (CNEFOP) et fait l'objet d'une communication annuelle.

En vue de faciliter les coopérations entre ces opérateurs, l'Etat coordonne au plan national les têtes de réseau des cinq opérateurs nationaux du CEP mentionnés à l'article L. 6111-6 du code du travail, en associant l'ARF, les organisations syndicales de salariés et les organisations professionnelles d'employeurs représentatives au plan national et interprofessionnel.

Le CNEFOP, en lien avec les CREFOP, procède à l'évaluation du conseil en évolution professionnelle.

2. Indicateurs du Conseil en Evolution Professionnelle :

- Les indicateurs nationaux de suivi du CEP sont co-construits à l'initiative de l'Etat, en partenariat avec les têtes de réseaux des opérateurs CEP et l'appui de la DARES. Ils font l'objet d'un échange préalable avec l'ARF. Ils sont arrêtés après concertation au sein du CNEFOP.
- Le CNEFOP assure la définition des modalités de consolidation au plan national des données statistiques et le suivi des indicateurs nationaux.

Les opérateurs du CEP s'engagent à adapter leurs systèmes informatisés de gestion pour permettre un suivi des personnes accompagnées et des services et des prestations mobilisés dans le cadre du conseil en évolution professionnelle.

5. Articulation du dispositif

5.1. Fondements de la coordination du SPRO

La coordination des actions relevant du SPRO prend appui sur :

- 1. La convention de coordination annuelle Etat-Assemblée de Martinique**
- 2. Le schéma régional de développement de l'orientation tout au long de la vie**
- 3. Le cahier des charges du Service Public Régional de l'Orientation**
- 4. La charte de l'animation du SPRO**
- 5. Les conventions pluriannuelles, signées entre la Collectivité Territoriale de Martinique et les différents réseaux d'opérateurs, précisant les objectifs et les moyens des différents acteurs engagés dans le SPRO.**

5.2. Missions de l'AGEFMA en matière d'orientation- conseil :

L'AGEFMA, opérateur de la Collectivité Territoriale de Martinique en matière d'orientation-conseil, met en œuvre la stratégie régionale d'orientation définie par la Collectivité.

Sur la base du Diagnostic territorial de l'orientation, elle :

- Formalise et propose un **projet territorial élaboré de façon partenariale,**
- **Elabore les documents stratégiques en vue de la concertation de principe à tenir au CREFOP, et ce, dans le cadre de ses missions de Secrétariat permanent de l'instance :**
 - Schéma régional de développement de l'orientation tout au long de la vie, **valant schéma régional de l'animation**
 - Cahier des charges du Service Public Régional de l'Orientation,
 - Projet de convention annuelle de coordination sur l'orientation tout au long de la vie
 - Dossier de contribution au SPRO
 - Dossier d'auto-évaluation à l'attention des acteurs régionaux de l'orientation
- Formalise **la méthodologie et les éléments d'instruction préparatoires de la désignation des opérateurs régionaux**
- Met en œuvre, sous couvert de la Collectivité, le dispositif SPRO, tel que validé par l'édilité territoriale et en assure la coordination
- Anime le dispositif, assure la professionnalisation des acteurs, la communication du dispositif, la capitalisation et la mutualisation des outils
- Assure le suivi, garantit la qualité et les remontées statistiques

- Participe à l'évaluation du dispositif

5.3. Modalités de participation des acteurs labellisés au Service Public Régional de l'Orientation

5.3.1. Membres du SPRO

Sont membres du SPRO :

- **Les réseaux d'opérateurs définis par la loi de 2014 :**
 - Les CIO (Convention Etat-Assemblée de Martinique)
 - Les opérateurs nationaux du Conseil en évolution professionnelle (Pôle-emploi, Cap-Emploi, les missions locales, les OPACIF)
 - Les chambres consulaires
- **Les opérateurs habilités au niveau régional :**
 - Les opérateurs régionaux désignés par la Collectivité Territoriale de Martinique après avis du CREFOP, habilités au regard du cahier des **charges fixant les normes qualité du SPRO, et se conformant aux exigences de ce dernier**

5.3.2. Engagements des membres du SPRO

Les membres du SPRO Martinique, s'engagent :

- A participer pour tout ou partie aux différentes missions concernant l'accueil, l'information, le conseil, l'accompagnement
- A se conformer au projet régional
- A mobiliser leurs services, opérateurs ou réseaux
- A développer et à participer à des actions en commun (animation, professionnalisation, suivi de l'activité d'orientation sur le territoire)
- A mettre en commun les outils à mutualiser
- A assurer un suivi statistique des activités d'orientation et participer au bilan global des actions du territoire au regard des engagements et objectifs de chacun.

5.4. Modalités de fonctionnement en réseau des membres du SPRO

5.4.1. Modalités de fonctionnement en réseau

Si l'appartenance à un réseau est fondée sur des compétences, des objectifs communs ou des valeurs sur un même territoire, il est impératif d'y apporter des contributions réciproques et que les relations soient soutenues tant en présentiel qu'à distance, afin d'élaborer une communauté de pratiques.

L'AGEFMA anime le réseau SPRO en précisant, de manière collégiale, les modalités :

1. D'accueil, d'information et d'accompagnement des publics :
 - **Dont l'accueil des publics sur des dispositifs spécifiques jeunes** (Education nationale, DAAF, Missions locales, Pôle-emploi) :
 - ❖ Plateforme de décrochage scolaire

- ❖ Dispositif de mobilisation du droit au retour en formation initiale
 - ❖ Dispositif PMSMP (Périodes de Mise en situation professionnelle)
2. D'animation du dispositif
 3. De communication
 4. De professionnalisation des acteurs
 5. De capitalisation et de mutualisation d'outils
 6. De suivi statistique et d'amélioration de la qualité.

1. Accueil, information et accompagnement des publics

En termes d'offre de service, le SPRO Martinique propose deux niveaux d'intervention :

1. L'accueil-information
2. Le conseil-accompagnement

Le niveau accueil-information permet de recevoir tout public indifféremment de son âge, de son statut ou de sa situation. Le public accueilli dans ce cadre a accès à :

- L'analyse de sa demande,
- La délivrance d'une première information personnalisée et anonyme
- Un panel d'outils d'information sur des supports diversifiés, en libre accès.

Le niveau conseil -accompagnement intègre :

- a) Une aide à la définition des parcours et de leurs étapes, tout en élargissant le champ des possibles.

Cette offre de service est **déclinée en six niveaux** que les opérateurs peuvent proposer en totalité ou en fonction de la maîtrise de leur champ de compétences. Ils se déclinent comme suit :

1. **Se documenter et utiliser des supports d'information**
2. **Recevoir une première information individuelle** et être guidé dans sa démarche d'orientation ou de reconversion professionnelle
3. **Profiter d'un espace confidentiel pour s'entretenir avec un professionnel** de l'AIO afin de recevoir un conseil personnalisé et être informé de ses droits en lien avec sa situation,
4. **Être dirigé vers une structure d'AIO près de chez soi afin de poursuivre sa démarche,**
5. **Bénéficier d'un Conseil en Evolution Professionnelle, ou d'une prestation d'orientation.**
6. **Se regrouper dans l'espace** en charge de l'animation de l'information sur l'orientation

2. Animation du dispositif

L'animation du dispositif s'articule sur :

- a) Un dispositif d'animation territoriale
- b) Un dispositif d'animation dématérialisé

1. Le dispositif d'animation territoriale

Le dispositif d'animation s'inscrit dans une **démarche de concertation avec les membres du SPRO** qui en sont signataires et s'articule sur deux niveaux : régional et local.

La gouvernance de ce schéma d'animation se fera dans le cadre du CREFOP et de sa commission.

Le plan de travail sera élaboré avec les têtes de réseaux.

a) **Le dispositif régional** vise à :

- **Renforcer la coordination entre les réseaux de professionnels** de l'orientation sur les territoires (régionaux et locaux) pour permettre à tous les publics de bénéficier d'une information, d'un conseil, d'un accompagnement de qualité.
- **Renforcer le conseil et l'accompagnement individualisé.**
- **Développer une complémentarité d'information de qualité sur l'orientation,**
- **Faciliter la co-construction du cahier des charges des normes qualité de l'orientation**
- **Développer des outils** pour permettre de mieux appréhender l'environnement social et économique dans les processus d'orientation tant pour les publics que pour les professionnels.

Il assure notamment :

- La garantie du respect des engagements des signataires de la charte
- Le développement de la coopération interinstitutionnelle dans le champ de l'AIO
- Le compte-rendu des initiatives territoriales
- La remontée et la diffusion des pratiques en matière d'AIO,
- L'écoute des difficultés et des freins observés dans la mise en œuvre de la Charte
- L'appui des différentes démarches partenariales et ingénierie financière
- L'amélioration de la connaissance du champ de l'orientation par la diffusion de statistiques, d'études quantitatives et qualitatives
- L'organisation des manifestations régionales
- Le renforcement de la professionnalisation des acteurs de l'AIO,
- L'évaluation et suivi des missions de l'AIO
- Le lien entre « Animation Régionale » et « Charte »

b) **Le dispositif territorial dit « animation infra régionale »**

- S'appuie sur l'engagement des différentes structures, bassins d'emploi,
- Assure la complémentarité territoriale,
- Favorise l'analyse des pratiques existantes,
- Assure le respect de l'autonomie de chacune des structures,

Propositions d'actions :

- Elaboration du Schéma territorial partagé de l'accueil, l'information et l'orientation / plan d'actions annuel,
- Organisation et structuration des partenariats au niveau des territoires autour de l'accueil des publics / Conventions territoriales de partenariat,

- Montage d'actions communes partenariales,
- Remontée des besoins de professionnalisation des acteurs de l'AIO et contribution à leur outillage,
- Suivi des parcours avec une finalité d'anticipation et de traitement des ruptures,

2. Dispositif d'animation dématérialisé

- a. Le portail régional SPRO Martinique, proposera un espace dématérialisé d'informations accessibles à différents publics :
- **Partenaires institutionnels**,
 - **Professionnels de l'OFE**
 - **Membres du SPRO**
 - **Grand public**

Il proposera :

- **Aux «partenaires institutionnels»** : Un espace « ressources », une fonction de veille, d'expertise et d'appui sur les différents thèmes, un outillage permettant l'organisation de réunions.
- **Aux acteurs de l'OFE** : un espace « **localisation et offre de service** » permettant de connaître l'offre de service et la localisation des points d'information du réseau, un espace « **ressources** », une **fonction de veille, d'expertise et d'appui**, des **outils et repères** dont une **batterie d'outils d'orientation** à disposition des techniciens du réseau
- **Au grand public** : **Un accès à l'information sur** les métiers, les formations y compris en mobilité, les différentes filières d'études, les examens et concours, des offres de stage et emploi en lien avec le Pôle-emploi, des tests d'intérêts, des outils de type : « passeport orientation », **un lien avec le site APB (Admission Post-Bac)**

b) **La plateforme d'AIO (Accueil, Information, Orientation) :**

Elle est connectée au portail régional SPRO Martinique.

La plateforme d'orientation répond à tout public en recherche d'information sur :

- L'offre de service de conseil et d'accompagnement en orientation proposée par le SPRO
- Les différentes filières d'études,
- Les métiers, les formations
- L'accompagnement des jeunes au sein de la Plateforme de décrochage scolaire
- La mobilisation du droit au retour en formation initiale
- Les modalités d'accès au dispositif « PMSMP »

c) Un dispositif d'animation de l'information sur la formation de type « Cité des métiers », animé par l'AGEFMA (Pôle Orientation conseil) – qui pourra évoluer dans le cadre d'une labellisation :

Il permet à tout public de :

- Disposer d'une information exhaustive et objective sur les métiers, les compétences et les qualifications nécessaires pour les exercer, les dispositifs de formation et de certification,
- Bénéficier de conseils personnalisés
- Participer à différentes animations autour des professions, des métiers, ... visant à conforter les choix professionnels, (ateliers CVLM, ...)
- Bénéficier, sur prescription de l'un des acteurs du SPRO, d'une PMSMP (Période de mise en situation en milieu professionnel) visant à vérifier/valider le projet professionnel
- Bénéficier du « Droit au retour en formation initiale » dans le cadre d'une prescription de l'un des acteurs du SPRO relevant du Service public de l'Emploi.

Tout cela dans le cadre du partenariat établi entre les acteurs du SPRO Martinique et l'AGEFMA.

Il contribue par délégation de la Collectivité Territoriale de Martinique à l'animation d'un «**Espace orientation**» au sein du Centre pénitentiaire

3. Communication

La fonction de communication du réseau a plusieurs objectifs :

1. **Faire connaître le réseau et promouvoir son action** – dans ce cadre, l'objectif est de :
 - **Informé sur l'offre de service et sa localisation**
 - **Créer et promouvoir une identité visuelle permettant d'accroître la lisibilité**
 - **Informé sur les valeurs du réseau**
 - **Informé au fil de l'eau sur les manifestations** organisées par le réseau et/ou auxquelles il participe
2. **Mutualiser les pratiques et outils** (kits pédagogiques, outils d'orientation, etc...)
3. **Faire connaître et diffuser les résultats annuels** du réseau

4. Professionalisation des acteurs

La professionnalisation des acteurs concerne les professionnels de l'Accueil, de l'Information et de l'Orientation par la mise en place de rencontres professionnelles, de journées d'information, d'immersion en entreprises et dans le réseau des partenaires du SPRO, d'actions de formation, d'échanges de pratiques, pour le maintien et l'évolution de leurs compétences.

Elle vise l'acquisition d'un socle de compétences à travers différentes modalités pédagogiques.

5. Capitalisation et mutualisation

a) Les pratiques et outils

Les actions de capitalisation et de mutualisation visent à renforcer le travail en réseau en participant de l'harmonisation des pratiques.

b) La connaissance du marché du travail

La Collectivité Territoriale de Martinique souhaite favoriser l'ajustement des politiques qu'elle développe aux besoins et aux attentes des publics, des entreprises, des territoires et plus largement de tous les acteurs qui, ensemble, caractérisent les territoires locaux.

Dans ce cadre, en tant qu'acteurs du développement de la chaîne OFE, les membres du SPRO doivent pouvoir :

- Comprendre le fonctionnement du marché du travail et ses processus de segmentation
- Savoir recueillir, traiter et présenter l'information socio-économique sur les principaux secteurs d'activité
- Connaître les modes de recrutement des entreprises
- Appréhender la dynamique du tissu économique martiniquais

Dans cette optique, des actions de mutualisation de l'information socio-économique seront mises en place au sein du réseau SPRO.

c) La structuration des actions en lien avec le secteur des entreprises

L'action vise à organiser et formaliser un volant d'action en direction du vivier des entreprises proposant des périodes d'immersion - l'objectif étant de favoriser la découverte des métiers dans le cadre :

- De périodes de stages scolaires
- De périodes de mise en situation en milieu professionnel.

6. Garantie de la qualité, suivi et évaluation de l'activité

Outre la nécessité de répondre au CNEFOP qui assure le suivi de certaines prestations d'orientation (CEP) sur les bases suivantes :

- **Diffusion du conseil en évolution professionnelle** auprès des publics bénéficiaires potentiels
- **Montée en charge du dispositif** chez chacun des opérateurs :
 - Publics cibles,
 - Volumétrie (bénéficiaires/services),
 - Evolution de l'offre de services,
 - Durée

- Typologie des parcours d'accompagnement
- **Impact du conseil en évolution professionnelle** sur la situation des bénéficiaires.

L'objectif est de mettre en place au sein du réseau SPRO, et en lien avec la Commission « Parcours professionnels et Emploi » du CREFOP un dispositif :

- Visant **l'amélioration de la qualité de l'orientation en termes de pratiques**
- S'appuyant sur le développement d'une **culture commune des acteurs de l'orientation**
- Avec au cœur du **processus : le bénéficiaire**

Il s'agira donc de définir ensemble le volant d'indicateurs à retenir, les modalités de suivi et d'analyse permettant d'évaluer l'activité du réseau sur les champs suivants :

- Principes de délivrance des services
- Politique et planification
- Services rendus à l'utilisateur
- Fonctionnement en réseau

Ainsi que les modalités de suivi et de contrôle de l'activité du réseau.

Sont annexés au présent schéma :

1. **Le projet de cahier des charges du Service Public Régional de l'Orientation**
2. **Le projet de « Convention entre l'État et la Collectivité territoriale de Martinique relative à la coordination du service public régional de l'orientation tout au long de la vie (SPRO) »**
3. **Le projet de convention sur la « Prise en charge des jeunes sortant du système de formation initiale sans un diplôme national ou une certification professionnelle »**
4. **Le dossier type de « Contribution au SPRO » des organismes relevant de ce service public**



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171219-17-464-1-DE
Date de télétransmission : 04/01/2018
Date de réception préfecture : 04/01/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-464-1

PORTANT PASSATION D'UNE CONVENTION TRANSACTIONNELLE ENTRE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE ET L'ENTREPRISE ALTER BATIR DANS LE CADRE DE L'OPÉRATION DE CONSTRUCTION DU MUSÉE DU PÈRE PINCHON ET DU BÂTIMENT DES ARCHIVES RÉGIONALES

L'An deux mille dix-sept, le dix-neuf décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Joachim BOUQUETY (procuration à Eugène LARCHER), Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Fred LORDINOT (procuration à Michelle MONROSE), Josiane PINVILLE (procuration à Lucien ADENET), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Jenny DULYS-PETIT).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTÉ, Conseiller exécutif en charge de la formation professionnelle et de l'apprentissage ;

Vu l'avis de la commission d'appel d'offres en date du 22 novembre 2017 ;

Considérant les prestations supplémentaires réalisées par la muséographe, au titre de la construction du musée du Père Pinchon et du bâtiment des archives régionales ;

Considérant que la transaction permet à la Collectivité Territoriale de Martinique et l'entreprise ALTER BATIR, de solder amiablement et définitivement le différend qui les oppose ;

Vu l'avis émis par la commission finances programmation budgétaire et fiscalité le 12 décembre 2017 ;

Vu l'avis émis par la commission BTP, équipement et réseaux numériques 15 décembre 2017 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est autorisée la passation d'une convention transactionnelle avec l'entreprise ALTER BATIR, ayant pour objet le dédommagement des prestations supplémentaires réalisées au titre de la construction du Musée du Père Pinchon et du bâtiment des archives régionales.

ARTICLE 2 : L'entreprise ALTER BATIR percevra, selon les modalités fixées dans la convention transactionnelle, une indemnité d'un montant de vingt et un mille neuf cents euros toutes taxes comprises (21 900,00 € TTC).

ARTICLE 3 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 900 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



Annexe à la délibération n°17-464-1

**COLLECTIVITE TERRITORIALE
DE MARTINIQUE**

CONVENTION TRANSACTIONNELLE

ENTRE

- ✓ **La Collectivité Territoriale de Martinique**, représentée par le Président du Conseil Exécutif, M. Alfred MARIE-JEANNE, désigné ci-après par le terme :

« COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE ou CTM »,

ET

- ✓ **L'entreprise ALTER BATIR**, représentée par M.

VU le Code Civil et notamment les articles 1371 et 2044 à 2058,

VU le marché n° **14-TBT-023** dans le cadre l'opération de construction et d'aménagement du Musée du Père PINCHON et des Archives régionales.

VU la réclamation en indemnisation

IL A ETE PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIIT :

Dans le cadre de la construction du Musée du Père Pinchon et du Bâtiment des Archives régionales, le Conseil Régional a conclu avec le groupement ALTER .BATIR / Marc ROSAZ, représenté par Monsieur , un marché n° 14 TBT 023 en 2014, portant sur la mission de muséographie et scénographie.

Ce marché a été notifié le 26 mai 2014, pour un montant de 86 883.00 € TTC.

L'objet de la convention transactionnelle entre l'entreprise ALTER BATIR et la Collectivité Territoriale de Martinique, subrogée au droits et obligation de la région Martinique, est de prendre en compte les évolutions objectives du marché qui ont perturbé le déroulement de la mission afin d'éviter un contentieux.

Le titulaire fait valoir deux faits distincts qui ont sensiblement modifié les conditions de son intervention, dont il n'est pas à l'origine, à savoir : l'exécution de prestations hors marché, à la demande de la maîtrise d'ouvrage et l'évolution formelle des collections. Ceux-ci ont généré un triple préjudice pour lequel il sollicite une indemnisation :

a) Réalisation de prestations hors marché

Le cahier des charges de la mission rappelait le besoin de cohérence entre les caractéristiques architecturales du projet en cours de réalisation (le contenant) et les contraintes ou objectifs d'une bonne muséographie (le contenu). Malheureusement, diverses dispositions architecturales ou techniques indispensables à un musée de ce type n'avaient pas été préconisées par le programme initial.

Bénéficiant de l'avancement des études de muséographie, ALTER BATIR a été consulté pour aider à la mise au point architecturale du futur équipement.

ALTER BATIR a transmis à la maîtrise d'œuvre des propositions correctives à apporter pour chaque lot concerné :

- courants forts – courants faibles
- climatisation – ventilation

A noter que les adaptations proposées ont été intégrées par la maîtrise d'œuvre.

b) Prise en compte de l'évolution des collections à exposer

L'esquisse muséographique, sur interprétation du programme, apportait une réponse très intéressante par son caractère pédagogique et artistique novateur et emblématique, bien plus conforme aux aspirations de la collectivité que le projet d'un précédent programmiste dont la mission a dû être interrompu. Cependant, cette proposition révélait alors le caractère obsolète de la collection originelle, notamment en zoologie en raison de ses

techniques de conservations très anciennes et peu adaptées à un musée tout public, principalement scolaire.

En conséquence, toute une partie de la collection devait être reconstituée. Un long travail de « recreation » a donc été mené, et qui a nécessité plusieurs échanges de mise au point entre le maître d'ouvrage, le Comité scientifique et le muséographe titulaire.

c) Préjudices pour la prolongation de délais.

L'approbation de l'esquisse puis la confirmation de la nouvelle collection ont engendré une neutralisation pour le titulaire et donc un report de sa possibilité de facturer. Cependant, ses charges permanentes demeuraient. De plus, en restant mobilisé sur le projet, il ne pouvait se consacrer à d'autres dossiers.

L'interruption a été de 15 mois pour l'approbation de l'esquisse et de 12 mois pour la nouvelle collection, soit une prolongation de 27 mois, très supérieure à la durée contractuelle de la mission.

Montant de la demande :

- 27 900 € HT

Soucieuses de parvenir à un règlement amiable de cette affaire, les parties se sont rapprochées et sont convenues de recourir, par procédure transactionnelle, à l'indemnisation de la société.

Ce dispositif prévoit notamment un accord entre parties, notamment sur la base de concessions mutuelles et d'une juste analyse des faits et des obligations réciproques.

Les parties ont consenti à faire un effort et sont parvenues à un accord consistant au paiement d'une indemnité de **21 900 € TTC.**

L'instruction de cette affaire a montré que :

- les prestations intellectuelles pour divers travaux hors marché ont bien été réalisées
- l'évolution de certains éléments de la collection a bien entraîné un travail supplémentaire de refonte de la conception
- la collectivité a enrichi son patrimoine sans versement de la contrepartie correspondante.

Les parties sont convenues des dispositions transactionnelles qui suivent :

ARTICLE 1- VERSEMENT DU MONTANT DE L'INDEMNITE

La Collectivité Territoriale de Martinique s'engage à procéder au versement d'une indemnité transactionnelle au titulaire d'un montant de 21 900 € TTC.

Le paiement de l'indemnité définie à l'article 1 de la présente convention s'effectuera selon les règles de la comptabilité publique dans un délai de 30 jours maximum à compter de la notification de la présente convention.

La présente convention transactionnelle sera résolue de plein droit et considérée comme nulle et non avenue, sans aucune formalité, pour le cas où la Collectivité Territoriale de Martinique ne procèderait pas, dans un délai d'un mois, au versement de la somme énoncée à l'article 1 ci-dessus.

Cette transaction est soumise aux dispositions des articles 2044 à 2058 du Code Civil, avec toutes conséquences de droit.

<p>L'entreprise ALTER BATIR, représentée par M.</p>	<p>La maîtrise d'ouvrage Fort-de-France, le</p>
<p>Fort-de-France, le</p>	<p>dûment habilité par délibération n° ..- dude la Collectivité Territoriale de Martinique</p>

Le titulaire,



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171219-17-465-1-DE
Date de télétransmission : 04/01/2018
Date de réception préfecture : 04/01/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-465-1

PORTANT PRÉSENTATION DU COMPTE-RENDU DE L'EXERCICE DE LA DÉLÉGATION DU PRÉSIDENT DU CONSEIL EXÉCUTIF EN MATIÈRE DE MARCHÉS PUBLICS ET D'ACCORDS-CADRES POUR LA PÉRIODE DU 17 OCTOBRE AU 15 NOVEMBRE 2017

L'An deux mille dix-sept, le dix neuf décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Joachim BOUQUETY (procuration à Eugène LARCHER), Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Fred LORDINOT (procuration à Michelle MONROSE), Josiane PINVILLE (procuration à Lucien ADENET), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Jenny DULYS-PETIT).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-3-1 du 05 janvier 2016, donnant délégation générale de l'Assemblée de Martinique au Président du Conseil Exécutif de Martinique, aux fins de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés publics et des accords-cadres, ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget de la collectivité territoriale de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTÉ, Conseiller exécutif en charge des infrastructures et réseaux numériques et de la formation professionnelle ;
Vu l'avis émis par la commission BTP, équipement, réseaux numériques le 15 décembre 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : L'Assemblée de Martinique prend acte du compte-rendu de l'exercice de la délégation de Monsieur le Président du Conseil Exécutif en matière de marchés publics et d'accords-cadres portant sur la période du 17 octobre au 15 novembre 2017.

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171219-17-466-1-DE
Date de télétransmission : 04/01/2018
Date de réception préfecture : 04/01/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-466-1

PORTANT MODIFICATION DE LA DÉLIBÉRATION N°15-72-1 DU 20 JANVIER 2015 PORTANT OCTROI D'UNE SUBVENTION À LA SOCIÉTÉ JMJ INTERNATIONAL PICTURES POUR LA RÉALISATION DU DVD ET BLU-RAY DU FILM « SIMÉON »

L'An deux mille dix-sept, le dix neuf décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Joachim BOUQUETY (procuration à Eugène LARCHER), Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Fred LORDINOT (procuration à Michelle MONROSE), Josiane PINVILLE (procuration à Lucien ADENET), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Jenny DULYS-PETIT).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n° 14-1721-1 du 13 novembre 2014 portant mise en place de critères d'attribution des aides culturelles et patrimoniales ;
Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n° 15-72-1 du 20 janvier 2015 portant octroi d'une subvention à la société JMJ International Pictures pour la réalisation du DVD et Blu-ray du film « Siméon » ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la lettre de la société JMJ International Pictures ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Madame Marie-Hélène LEOTIN, conseillère exécutive en charge de la culture et du patrimoine ;
Vu l'avis émis par la commission culture, identité et patrimoine le 11 décembre 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : L'article 1 de la délibération n°15-72-1 susvisée est modifié comme suit :

« La subvention d'un montant maximal de trente mille euros (30 000 €) allouée à la société JMJ International Pictures pour l'édition du DVD du Blu-ray du film « Siméon » est affectée au poste « évènementiel et communication » et représente 36,62 % des dépenses. »

ARTICLE 2 : Le solde de cette subvention sera mandaté sur présentation du bilan financier de l'opération.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil exécutif de Martinique pour signer les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171219-17-467-1-DE
Date de télétransmission : 21/12/2017
Date de réception préfecture : 21/12/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-467-1

PORTANT AUTORISATION DONNÉE AU PRÉSIDENT DU CONSEIL EXÉCUTIF DE MARTINIQUE POUR SIGNER LE CONTRAT D'OBJECTIFS ET DE MOYENS 2018-2019-2020 ENTRE L'ÉTAT, TROPIQUES ATRIUM ET LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE

L'An deux mille dix-sept, le dix-neuf décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Joachim BOUQUETY (procuration à Eugène LARCHER), Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Fred LORDINOT (procuration à Michelle MONROSE), Josiane PINVILLE (procuration à Lucien ADENET), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Jenny DULYS-PETIT).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Sur le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Madame Marie-Hélène LEOTIN, conseillère exécutive en charge de la culture et du patrimoine ;

Vu l'avis de la commission culture, identité et patrimoine le 11 décembre 2017 ;

Vu l'avis de la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 12 décembre 2017 ;

Considérant que les conseillers à l'Assemblée de Martinique administrateurs à TROPIQUES ATRIUM n'ont pas pris part au vote ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à signer le contrat d'objectifs et de moyens 2018-2019-2020 entre l'Etat, Tropiques Atrium et la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





**TROPIQUES ATRIUM
SCENE NATIONALE**

**FORT-DE-FRANCE
MARTINIQUE**

CONTRAT D'OBJECTIFS ET DE MOYENS

2018-2019-2020

—

**COLLECTIVITE TERRITORIALE
DE MARTINIQUE**

**MINISTERE DE LA CULTURE
DIRECTION DES AFFAIRES CULTURELLES DE LA MARTINIQUE**

Vu la charte des missions de service public pour le spectacle vivant qui définit les principes généraux de l'action de l'Etat en faveur du spectacle vivant du 6 février 1998 ;

Vu les circulaires du Ministère de la Culture et de la Communication en date du 8 janvier 1998 et du 31 août 2010 relatives aux contrats d'objectifs des scènes nationales ;

Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et notamment son article 10 ;

Vu le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;

Vu la délibération n°35-14 de l'assemblée délibérante du Conseil Général de Martinique relative à la création de l'établissement public de coopération culturelle ;

Vu l'arrêté 2014150-0009 du 17 mai 2014 portant création d'un établissement public se substituant au Centre culturel départemental L'Atrium et au Centre Martiniquais d'Action Culturelle ;

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L7211-1 à L7331-3 et R7211-1 à D72-104-16 et en particulier son article L 7224-14 ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°17...du...2017 autorisant le Président du Conseil Exécutif à signer le contrat d'objectifs et de moyens 2018-2020 ;

Entre d'une part :

▲

La Collectivité Territoriale de Martinique représentée par le Président du Conseil Exécutif, Monsieur Alfred Marie-Jeanne, agissant en vertu de la délibération n°17-... de l'Assemblée de Martinique en date du ...

▲

L'État-Ministère de la Culture représenté par Madame Françoise Nyssen, Ministre de la Culture

Ci-après désignés, " **les partenaires financeurs** " ou " **les collectivités publiques** "

ET d'autre part :

TROPIQUES ATRIUM, établissement public de coopération culturelle, représenté par son Directeur, Monsieur Hassane Kassi KOUYATE, agissant en vertu de la délibération du Conseil d'administration en date du 12 septembre 2014

N° de SIRET : 20004881700015 Code APE : 8412 Z

Numéros de licences d'entrepreneur de spectacles : 1-1081941 ; 2-1081942 ; 3-1081943

Titulaire : M. Hassane Kassi KOUYATE

Ci-après désigné " **le bénéficiaire** "

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Préambule

Tropiques Atrium, est un établissement public de coopération culturelle issu de la fusion de deux structures qui préexistaient à la création de l'Etablissement public de coopération, culturelle, bénéficiant du soutien des deux partenaires publics signataires de cette convention, l'Etat et la Collectivité Territoriale de Martinique.

Cet établissement, depuis sa création en 2014, a pour mission la mise en œuvre d'un véritable service public de la culture qui prenne en compte les réalités culturelles martiniquaises et caribéennes et la double nécessité d'un ancrage territorial fort et d'une ouverture au monde. Il doit être la figure de proue en mesure de structurer durablement le développement culturel du territoire en accompagnant les artistes qui y travaillent et en permettant au plus grand nombre d'accéder à l'art et à la culture.

Il convient de préciser que le Ministère de la culture a réattribué le label Scène Nationale en 2015 au regard du projet d'établissement présenté par le Directeur de l'EPCC, Hassane Kassi Kouyaté, et selon un contrat d'objectifs et de moyens de trois ans, en conformité avec les autres scènes nationales de France.

Ce nouveau contrat d'objectifs est établi pour les trois années à venir, de janvier 2018 à décembre 2020.

Tropiques Atrium maintiendra son double objectif, celui d'être à la fois un établissement artistique d'envergure nationale et internationale et un outil de développement des potentialités culturelles et artistiques locales. Son projet artistique et culturel est inscrit dans le présent contrat d'objectifs et de moyens.

Considérant que la réalisation du projet de Tropiques Atrium nécessite un appui conjoint sur la durée, l'Etat et la Collectivité Territoriale de Martinique ci-dessous mentionnés sont convenus de conclure avec le bénéficiaire un contrat triennal d'objectifs et de moyens.

Pour leur part :

L'**Etat**, au titre de la charte des missions de service public du 6 février 1998 et les circulaires du Ministère de la Culture et de la Communication en date du 8 janvier 1998 et du 31 août 2010 relatives aux contrats d'objectifs des scènes nationales, considérant la nature et la qualité des actions réalisées par Tropiques Atrium, notamment le soutien à la création par l'accueil régulier de résidences d'artistes et la mise en œuvre d'actions de médiation artistique et culturelle sur l'ensemble du territoire, convient de lui apporter un soutien.

La Collectivité Territoriale de Martinique dans le cadre de ses orientations stratégiques **2018-2020** souhaite favoriser l'accès à une offre culturelle diversifiée et de qualité pour tous les Martiniquais. A cet effet, elle soutient les structures majeures de Martinique qui développent une action dans les secteurs de la création, de la diffusion et de l'action culturelle. De ce fait, elle est particulièrement attentive à toutes les formes de médiation culturelle ; elle encourage Tropiques Atrium à développer un programme d'actions culturelles en lien avec sa programmation ainsi que des actions d'éducation artistique à travers des projets de partenariat avec l'Education Nationale, via la Délégation Académique aux Arts et à la Culture (DAAC), pour la durée du contrat.

ARTICLE I : OBJET DU CONTRAT D'OBJECTIFS ET DE MOYENS

Par le présent contrat, la Collectivité Territoriale de Martinique et l'Etat s'engagent à permettre à Tropiques Atrium de réaliser le projet défini ci-dessous, dont le contenu détaillé figure en annexe 1, et dont la direction artistique et culturelle est assurée par Monsieur Hassane Kassi Kouyaté,

La Collectivité Territoriale de Martinique et l'Etat s'engagent également à maintenir le budget artistique de Tropiques Atrium au niveau financier de l'année 2018, pendant toute la durée du contrat, sous réserve du maintien des subventions de fonctionnement octroyées par les partenaires publics au niveau financier réalisé pour la première année du contrat.

Soucieux de mener une politique de création artistique innovante et d'œuvrer à la démocratisation culturelle par l'accès du plus grand nombre aux œuvres et aux activités culturelles, les signataires reconnaissent et soutiennent l'action menée par Tropiques Atrium au service d'un projet innovant et populaire reposant notamment sur :

- une politique de création artistique inventive menée avec la jeune génération des artistes et plus particulièrement par les artistes associés ;
- la diffusion des œuvres les plus importantes des arts vivants dans leur diversité pour le public le plus large possible (la programmation) ;
- le développement des actions d'initiation, de formation et d'animation auprès des publics de tout âge et de toute condition ;
- Le soutien - au regard de leurs projets - aux équipes artistiques de la Martinique et plus largement de la Caraïbe, notamment via le maintien et le développement du dispositif

Territoires en culture, afin d'amener les créations et les spectacles au plus près des populations, en favorisant l'itinérance de la salle modulable et mobile.

ARTICLE II - DUREE ET RENOUVELLEMENT

Le présent contrat est conclu pour une durée de 3 ans à compter du 1er janvier 2018. Au plus tard 6 mois avant son expiration, les parties signataires devront faire connaître mutuellement leurs intentions en ce qui concerne son arrêt ou son renouvellement.

Le renouvellement éventuel interviendra au vu du bilan et de l'évaluation mentionnés à l'article 7.

ARTICLE III - ENGAGEMENTS FINANCIERS ET MOYENS

Pour permettre la mise en œuvre du présent projet, les collectivités publiques signataires du présent contrat s'engagent à contribuer pour la période concernée à son financement par le biais de subventions, dans le respect de la règle de l'annualité budgétaire.

Pour l'année 2018, le montant de la subvention est le suivant :

- Etat :

- subvention de complément de prix (fonctionnement)	765 000 €
- subventions affectées à des projets :	300 000 €

- Collectivité Territoriale de Martinique 3 000 000 €

Ces subventions s'entendent hors financements liés aux investissements et travaux rendus nécessaires par la vétusté de certains équipements et qui devront être effectués dans le cadre de cette période 2018/2020.

Pour les années suivantes, le montant annuel des subventions sera déterminé, pour l'Etat après le vote de chaque loi de finances et l'adoption des budgets opérationnels de programme par le comité de l'administration régionale et, pour la Collectivité Territoriale de Martinique, après le vote de son budget, dans le cadre d'un avenant.

ARTICLE IV - MODALITES D'EXECUTION

Des annexes au présent contrat précisent :

- le contenu détaillé du projet visé à l'article I (annexe 1) ;
- le plan de financement pluriannuel (annexe 2)
- les contributions non financières (annexe 3)

ARTICLE V - OBLIGATIONS COMPTABLES ET DISPOSITIONS DIVERSES

Le bénéficiaire adoptera un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général et le cas échéant au guide comptable professionnel des entreprises du spectacle et tiendra une comptabilité rigoureuse (registres, livres, pièces justificatives).

Le bénéficiaire s'engage à fournir à chacun des partenaires financeurs, dans le mois suivant leur approbation par son Conseil d'administration, une copie de son bilan certifié conforme, le compte de résultat et les annexes, de l'exercice comptable pour lequel les contributions et subventions ont été accordées, ainsi que tous les documents utiles faisant connaître les résultats de son activité.

Il communiquera à chacun des partenaires financeurs, dans les trois mois suivant la notification du présent contrat, le nom et les coordonnées du responsable chargé de certifier les comptes.

Le bénéficiaire s'engage à remplir toutes ses obligations à l'égard des organismes fiscaux et sociaux et à respecter les dispositions législatives et réglementaires concernant son personnel.

Par ailleurs, le bénéficiaire s'engage chaque année à fournir un compte-rendu d'activités de l'année précédente et le bilan financier sous format UNIDO.

ARTICLE VI - CONTROLE DES COLLECTIVITES PUBLIQUES

Le bénéficiaire s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par les représentants des collectivités publiques de la réalisation de ses objectifs, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

En cas de retard pris dans l'exécution du présent contrat, il en informera également les collectivités publiques concernées.

ARTICLE VII - BILAN D'EXECUTION DU CONTRAT D'OBJECTIFS ET DE MOYENS ET EVALUATION

L'évaluation des conditions de réalisation des projets ou des actions auxquels les collectivités ont apporté leur concours, sur le plan quantitatif comme qualitatif, est réalisée dans les conditions définies d'un commun accord entre l'administration et le bénéficiaire et précisée comme suit.

Un bilan d'exécution du présent contrat d'objectifs et de moyens sera effectué au plus tard 3 mois avant son expiration entre les parties signataires. Ce bilan fera l'objet d'une évaluation portant sur l'ensemble des objectifs définis.

Ce bilan sera composé :

- de celui dressé par Tropiques Atrium en autoévaluation ;
- de celui effectué par l'Etat ;
- de celui établi par la Collectivité Territoriale de Martinique.

Les parties signataires conviennent d'examiner ces bilans lors d'une réunion dont la date sera déterminée par accord conjoint.

Pour l'Etat, cette évaluation pourra être réalisée avec le concours de l'inspection de la création et des enseignements artistiques, en liaison avec la Direction des Affaires Culturelles et faire l'objet d'un rapport qui sera transmis par la Direction des Affaires Culturelles au Directeur de Tropiques Atrium et à la Collectivité Territoriale de Martinique afin d'alimenter le débat au sein du Conseil d'administration.

La Collectivité Territoriale de Martinique et l'Etat veilleront particulièrement à la mise en œuvre d'actions culturelles menées avec la population et les différents publics, y compris ceux relevant de la politique de la ville, ainsi qu'à la diffusion progressive sur l'ensemble de la Martinique, grâce au dispositif *Territoires en culture* et aux partenariats menés avec les acteurs culturels de la Martinique.

De manière transversale, l'éducation artistique et culturelle sous-tendra l'ensemble du programme pluriannuel et pluridisciplinaire de Tropiques Atrium dans l'objectif de permettre l'accès à la culture et à l'art de la population.

ARTICLE VIII - MODIFICATIONS, SANCTIONS ET RESILIATION DU CONTRAT

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution du présent contrat, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés dudit contrat, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1.

En cas de non-exécution, de retard significatif et de modification substantielle sans l'accord écrit des partenaires financeurs des conditions d'exécution du contrat par la scène nationale, ces derniers peuvent suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements, exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre du présent contrat.

La résiliation peut intervenir par dénonciation du présent contrat par l'une des parties avec respect d'un préavis d'un mois, par lettre recommandée avec accusé de réception, notamment en cas de violation de l'une ou l'autre des dispositions des articles 1, 3 et 6 du présent contrat par le bénéficiaire.

ARTICLE IX - REGLEMENT DES LITIGES

En cas de litiges sur l'application des dispositions du présent contrat, le Tribunal administratif de Fort-de-France est seul compétent.

Par ailleurs, le bénéficiaire fait siens les éventuels litiges pouvant être générés par l'activité de la structure vis-à-vis de tiers. Le bénéficiaire s'engage à les régler par ses propres moyens sans que la responsabilité et/ou la contribution financière des collectivités publiques ne puissent être engagées ou sollicitées dans cette hypothèse.

ARTICLE X - EXECUTION DE LA CONVENTION

Le Préfet de la Martinique, le Président de la Collectivité Territoriale de Martinique, le Payeur de Martinique, la Directrice régionale des finances publiques et le bénéficiaire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente convention.

Fait à Fort-de-France, le....., en 5 exemplaires originaux.

La Ministre de la Culture,

Le Président de la Collectivité Territoriale de Martinique,

Le Directeur de Tropiques Atrium, scène nationale,



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171219-17-468-1-DE
Date de télétransmission : 04/01/2018
Date de réception préfecture : 04/01/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-468-1

PORTANT SIGNATURE D'UNE CONVENTION POUR LE VERSEMENT DU SOLDE DE LA SUBVENTION DE SAS ESPACE ENTREPRISES

L'An deux mille dix-sept, le dix-neuf décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Joachim BOUQUETY (procuration à Eugène LARCHER), Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Fred LORDINOT (procuration à Michelle MONROSE), Josiane PINVILLE (procuration à Lucien ADENET), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Jenny DULYS-PETIT).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°651/2014 du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du Traité ;

Vu le régime cadre exempté de notification N° SA 39252 relatif aux aides à finalité régionale (AFR) pour la période 2014-2020 ;

Vu les lignes directrices concernant les aides d'Etat à finalité régionale pour la période 2014-2020 (2013/C 209/1) ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu le décret n°2014-758 du 2 juillet 2014 relatif aux zones à finalité régionale et aux zones d'aide à l'investissement des petites et moyennes entreprises pour la période 2014-2020 ;

Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n° 11-1433-2 portant adoption du dispositif d'aides aux entreprises (axe 1 et 2 de la réforme des aides régionales) ;

Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n°13-120-1 du 28 janvier 2013 portant mise en place d'un dispositif d'aide à l'immobilier d'entreprises ;

Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n°13-1119-1 du 18 juin 2013 portant octroi d'une subvention à la SAS ESPACE ENTREPRISES pour la création et la gestion d'un hôtel d'entreprises ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Marinette TORPILLE, Conseillère exécutive en charge du développement économique, de l'emploi et des aides aux entreprises ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à signer une nouvelle convention pour le versement du solde d'un montant d'un million trois cent trente-quatre mille huit cent quatre-vingt-seize euros quatre-vingt-quatorze centimes (1 334 896,94 €) de la subvention accordée à la SAS ESPACE ENTREPRISES au titre de l'aide à l'immobilier d'entreprises par délibération n°13-1119-1 du 18 juin 2013 du Conseil Régional de Martinique.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 906 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée selon les modalités précisées par convention.

La liquidation est programmée à titre indicatif comme suit : 100% en crédit de paiement 2018.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique



Claude LISE

ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION N°17-468-1



CONVENTION DE DEVELOPPEMENT

AIDE A L'IMMOBILIER D'ENTREPRISES

*AXE 1 - Soutien à la construction d'une offre immobilière
d'entreprises accessibles aux TPE/PME*

Bénéficiaire : ESPACE ENTREPRISES	
Qualité du signataire : Mme - Présidente	
Intitulé de l'opération : Réalisation d'un hôtel d'entreprises clé en mains dédié à l'accueil des entreprises des technologies de l'information et de la communication au lotissement Dillon	
Assiette éligible :	5 760 457 €
Montant de l'aide régionale:	Deux millions quatre-vingt-dix mille quatre cent quatre-vingt-dix euros et vingt-six centimes (2 090 490,26 €)
Imputation budgétaire :	906 632 20421
Ordonnateur de la dépense	Le Président du Conseil Exécutif de la Collectivité Territoriale de Martinique
Comptable assignataire	Le Payeur de la Collectivité Territoriale de Martinique

ENTRE

La Collectivité Territoriale de Martinique,

représentée par le Président du Conseil Exécutif, Monsieur Alfred MARIE-JEANNE,

Adresse: Rue Gaston DEFFERRE CS 30137 | 97201 Fort-de-France
Forme juridique : établissement public
Siret: 200 055 507 00012

d'une part,

ET

Nom ou Raison sociale : **ESPACE ENTREPRISES**
Objet social : **Acquisition, gestion et administration d'un ensemble
immobilier comprenant un hôtel d'entreprises et annexes**
Adresse ou siège social : **15 rue Georges Eucharis - Dillon Stade
97200 FORT DE FRANCE**
Forme juridique : **SAS**
Registre et n° d'immatriculation : **RCS FORT DE FRANCE TMC 535 027 338**
représentée par : **Madame Monique SEPHOCLE**
dûment habilité
désigné dans tout ce qui suit par le mot "**contractant**"

d'autre part.

- VU** la délibération n°13-120-1 du 28 janvier 2013, portant mise en place d'un dispositif d'aide à l'immobilier d'entreprises.
- VU** la demande de financement et le dossier technique présentés par le bénéficiaire en date du **22 septembre 2011** sous le numéro **37 969** et les modifications portées en date du **31 mai 2013** sous le n° **22 970** ;
- VU** l'avis de la Commission des Affaires Economiques du **5 juin 2013** ;
- VU** la délibération n°13-1119-1 du 18 juin 2013 portant octroi d'une subvention à la SAS **ESPACE ENTREPRISE** pour la création et la gestion d'un hôtel d'entreprises,
- VU** la convention signée le 6 décembre 2013,

VU le courrier du porteur en date du 6 mars 2017,

VU l'arrêté-délibéré n°17-X-X au X-X-2017 ;

IL EST TOUT D'ABORD EXPOSE :

La Collectivité Territoriale de Martinique a pour mission de mettre en œuvre les moyens et les structures nécessaires pour le développement économique de l'industrie, de l'artisanat, du commerce et des services de la Région Martinique.

A cet effet, La Collectivité Territoriale de Martinique a mis en place des mesures incitatives à caractère technique et financier, en vue de favoriser la création, le développement et le maintien d'entreprises et d'emplois dans la Région Martinique.

Ayant reconnu l'intérêt de l'opération projetée, La Collectivité Territoriale de Martinique accorde à l'entreprise ci-dessus désignée, une subvention au titre de **l'aide à l'immobilier d'entreprises**, dont les modalités d'application sont définies par la délibération n° 13-120-1 du 28 janvier 2013 portant mise en place d'un dispositif d'aide à l'immobilier d'entreprises.

Le contractant, déclare souscrire aux objectifs du contrat de développement dont il est le co-signataire et s'engage à en respecter les termes.

CECI EXPOSE, LES PARTIES CO-SIGNATAIRES ONT ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 - OBJET

Dans le cadre des aides aux entreprises,

Dispositif d'Aide à l'immobilier d'entreprises

Axe 1 - Soutien à la construction d'une offre immobilière d'entreprises accessibles aux TPE-PME

le bénéficiaire s'engage à réaliser l'opération suivante :

« Réalisation d'un hôtel d'entreprises clé en mains dédié à l'accueil des entreprises des technologies de l'information et de la communication au lotissement Dillon »

Le contenu de l'opération visée au présent article et les modalités de mise en œuvre sont décrites dans l'annexe technique et financière jointe (précisant l'objectif, le coût de l'opération, le plan de financement et son descriptif) qui constitue, avec le présent document, la pièce contractuelle de la convention.

ARTICLE 2 - PRESENTATION DE L'OPERATION

- 1 - Localisation : FORT DE FRANCE
- 2 - Montant des besoins sur deux ans : 6 233 312,20 €
- 3 - Financement du programme (voir annexe 1)
- 3 - subvention initiale allouée : 2 090 490,26 €
- 4 - solde de subvention restant : 1 334 896,94 €
- 5 - investissement retenus : Seront pris en compte les investissements réalisés à compter de la date d'attestation de dépôt du dossier.
- 6 - Durée : La présente convention est valable jusqu'au 30 juin 2018

ARTICLE 3 - MONTANT DE L'AIDE FINANCIERE

La subvention restant à verser d'un montant d'un million trois cent trente-quatre mille huit cent quatre-vingt-seize euros et quatre-vingt-quatorze centimes (1 334 896,94 €) sera imputée sur le budget de La Collectivité Territoriale de Martinique, chapitre 906 article 632 20421 et représente 23,17 % du coût prévisionnel éligible 63.85 % de la subvention totale de 2 090 490,26 € décomposée comme suit :

- 621 100,36 € représentant 20% de 3 105 501,60 € au titre de l'aide au financement de l'achat ou la construction de l'immeuble et du foncier.
- 617 916,70 € représentant 50% de 1 235 833,40 € au titre de l'aide au financement de la réalisation des travaux.
- 851 473,20 € représentant 60% de 1 419 122 € au titre de l'aide au financement des investissements permettant la construction d'une offre des services dédiés.

Le coût éligible est un montant maximum prévisionnel, le montant définitif devant être calculé en fonction des dépenses effectivement réalisées et justifiées.

Si les engagements du bénéficiaire ne sont pas respectés, il sera automatiquement procédé à un ajustement du montant de la prime pour tenir compte de la différence entre les prévisions et les résultats atteints. Cet ajustement pourra au besoin entraîner un reversement partiel ou total de l'acompte déjà versé.

ARTICLE 4 - DUREE ET MODALITES D'EXECUTION

La durée de réalisation de l'opération ne doit pas excéder **12 mois** à compter de la notification de la présente convention, sauf prorogation accordée par un avenant, en cas de nécessité justifiée par le bénéficiaire avant l'expiration du délai initial, liée à la complexité du projet ou à des circonstances particulières ne résultant pas de son fait et à condition que le projet ne soit pas dénaturé.

Il est convenu entre les parties signataires de la convention que la subvention sera automatiquement annulée, si l'opération ne connaît pas un début d'exécution dans un délai d'un an, à compter de la notification de la subvention, sauf autorisation donnée par le Président du Conseil Exécutif et formalisée par un avenant, sur demande justifiée du bénéficiaire avant expiration de ce délai.

Le bénéficiaire s'engage à informer le service instructeur du commencement d'exécution de l'opération sur présentation d'une demande de versement, conformément à l'article 6 de la présente convention.

ARTICLE 5 - ASSURANCE

Le contractant s'engage à se conformer à la législation en vigueur, en souscrivant une police d'assurance couvrant tous les risques possibles encourus.

Il s'engage en outre à produire une attestation à toute réquisition des services régionaux.

ARTICLE 6 - MODALITES DE PAIEMENT

Sous réserve de la disponibilité des crédits correspondants, le calendrier des paiements est le suivant :

➤ Deux acomptes ont déjà été versés, soient **627 147,08 €** (bordereau n° 3085 - mandat n° 28278 du 20 décembre 2013) et **128 446,24 €** (bordereau n° 291 - mandat n° 1796 du 8 février 2017).

Le mandatement du solde de la subvention a lieu **en une fois sur présentation des documents suivants :**

➤ Le mandatement du solde de la subvention a lieu **en une fois sur présentation des documents suivants :**

1. Compte-rendu d'exécution de l'opération,
2. Justification des dépenses pour la totalité des dépenses éligibles,
3. Etat des cofinancements publics réellement encaissés (origine et montant à la date de la demande du solde

4. Copie du ou des contrats de travail liant l'entreprise et le salarié, dûment signé des deux parties
5. Copie du ou des contrats d'avenirs
6. Déclaration annuelle des données sociales si l'entreprise justifie de plus de douze mois d'embauche effective, à défaut, la déclaration trimestrielle des données sociales
7. Attestation des employés informant La Collectivité Territoriale de Martinique de leur présence dans l'entreprise
8. Attestation sur l'honneur de la réalisation des actions « Mise en place d'un programme d'action et d'animation de l'espace » et « Programme d'accompagnement à la professionnalisation des TPE locataires » et transmission de tous documents justificatifs
9. Certificat d'immatriculation de moins de 3 mois
10. Attestation de régularité de la situation fiscale (Service des impôts des entreprises) et sociale de l'entreprise (URSSAF ou RSI) si l'entreprise justifie de plus de 12 mois au moment de la demande de mandatement.

La justification des dépenses encourues s'effectue par la production de factures acquittées (mention portée sur chaque facture par le fournisseur) mais également par la production de pièces de valeur probante équivalente à savoir :

➡ pour les opérateurs publics, copie des factures certifiées accompagnées d'une attestation de paiement délivrée par leur comptable public ;

➡ pour les opérateurs privés, les factures certifiées payées, mention portée, sur chaque facture ou sur un état récapitulatif, par un commissaire aux comptes ou un expert comptable ou accompagnées de relevés de compte bancaire de l'opérateur faisant apparaître les débits correspondants.

Le paiement de l'aide publique intervient sous réserve de la disponibilité des crédits, sur justification de la réalisation de l'opération (*pour les paiements indiqués ci-dessus, le Président du Conseil Exécutif établit la certification technique et financière à produire à l'appui des mandats de paiement, attestant de la conformité des caractéristiques du projet avec celles visées dans la convention*).

Le bénéficiaire s'engage à communiquer au plus tôt un état récapitulatif certifié exact, attestant de la perception de la totalité des autres cofinancements prévus à l'annexe technique et financière (même si cet encaissement intervient postérieurement à celui des aides versées par La Collectivité Territoriale de Martinique ainsi que les décisions des co-financeurs.

ARTICLE 7 - CONTROLE

Le bénéficiaire s'engage à se soumettre à tout contrôle technique, administratif et financier, sur pièces et/ou sur place, y compris au sein de sa comptabilité, effectué par le service instructeur ou par toute autorité commissionnée par le Président du Conseil Exécutif de la Collectivité Territoriale de Martinique.

Il s'engage à présenter aux agents du contrôle tous documents et pièces établissant la régularité et l'éligibilité des dépenses encourues.

ARTICLE 8 - REVERSEMENT ET RESILIATION

En cas de non-respect des clauses de la présente convention et en particulier, de la non-exécution totale ou partielle de l'opération, de la modification du plan de financement ou du programme des travaux sans autorisation préalable, de l'utilisation des fonds non conforme à l'objet de la présente convention ou du refus de se soumettre aux contrôles, le Président du Conseil Exécutif décide de mettre fin à l'aide et exige le **reversement partiel ou total des sommes versées**.

Le bénéficiaire qui souhaite abandonner son projet peut demander la résiliation de la convention. Il s'engage à en informer le service instructeur pour permettre la clôture de l'opération.

Il s'engage dans les deux cas à procéder au reversement des sommes indûment perçues dans les plus brefs délais, et au plus tard, dans le mois qui suit la réception du titre de perception.

Dans le cas où, dans les **10 ans** suivant la réalisation de l'opération, celle-ci connaîtrait une modification importante affectant sa nature ou ses conditions de mise en œuvre ou procurant un avantage indus au bénéficiaire ou à un tiers et résultant soit d'un changement d'affectation sans autorisation ou d'un changement de la propriété de l'objet de la subvention, soit de l'arrêt ou du changement de localisation d'une activité productive, le Président du Conseil régional exigerait le reversement partiel ou total des sommes versées.

ARTICLE 9 - PUBLICITE ET CONCURRENCE

Publicité : le bénéficiaire s'engage à assurer la publicité de la participation régionale (panneaux, information des publics concernés,...).

Respect des politiques communautaires : le bénéficiaire s'engage à respecter les politiques communautaires (qui lui sont opposable) et notamment les règles de concurrence et de passation des marchés publics, la protection de l'environnement, l'égalité des chances entre hommes et femmes.

Il s'engage à ne pas tirer parti de l'aide attribuée pour pratiquer des prix anormalement bas et plus généralement à ne pas détourner la clientèle des entreprises concurrentes par l'octroi d'avantages anormaux par rapport à ceux consentis habituellement.

ARTICLE 10 - LITIGES

Les parties essaieront de résoudre à l'amiable des différends qui pourraient surgir entre elles à propos de l'interprétation ou de l'exécution des termes de la présente convention. Si elles n'y parviennent pas, les litiges seront portés devant le Tribunal administratif.

Fait à Fort-de France, le

Le Contractant

Signature (précédée de la
Mention « lu et approuvé »)

Le Président

du Conseil Exécutif

ANNEXE 1

PLAN DE FINANCEMENT DE L'OPERATION

<u>EMPLOIS</u>	Montant	<u>RESSOURCES</u>	Montant	%
Immobilisations incorporelles	248 302,80 €	Aides publiques	2 577 589,46 €	41,35%
Assurances et redevances	103 387,80 €	Subvention Région	2 090 490,26€	33,54%
Frais financiers court terme	94 065,00 €	ADEME	487 099,20 €	7,81%
Honoraires notaire	14 850,00 €			
Honoraires ingénierie	36 000,00 €			
Immobilisations corporelles	5 512 154,40 €	Autres y compris aides privées	0,00 €	0,00%
Terrain	247 500,00 €	Recettes générées par le projet		
Gros œuvre / construction	2 609 699,00 €			
Agencement et aménagement	1 235 833,40 €			
Logistique	1 419 122,00 €	Autofinancement	3 473 023,00 €	58,65%
Dépenses de fonctionnement	0,00 €	Fonds propres SAS	203 000,00 €	3,26%
		Fonds propres de CDC	197 000,00 €	3,16%
		Autres:		
Autres dépenses	472 855,00 €	Emprunt	3 255 723,00 €	52,23%
Variation du BFR	472 855,00 €			
Total général	6 233 312,20 €	Total général	6 233 312,46 €	100,00%

DECOMPOSITION DE L'ASSIETTE ELIGIBLE

Nature	Assiette éligible	Taux d'intervention	Décomposition Subvention régionale
Financement de l'achat ou la construction de l'immeuble et du foncier	3 105 501,60 €	20%	621 100,36 €
Financement de la réalisation des travaux	1 235 833,40 €	50%	617 916,70 €
Financement des investissements permettant la construction d'une offre de services dédiés	1 419 122,00 €	60%	851 473,20 €
	5 760 457,00 €		2 090 490,26 €



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171219-17-469-1-DE
Date de télétransmission : 21/12/2017
Date de réception préfecture : 21/12/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-469-1

PORTANT VENTE A LA SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE MIXTE D'AMÉNAGEMENT DE FORT-DE-FRANCE (SEMAFF) D'ACTIONS DÉTENUES PAR LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE (CTM) DANS LE CAPITAL SOCIAL DE LA SEMAFF

L'An deux mille dix-sept, le dix-neuf décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Joachim BOUQUETY (procuration à Eugène LARCHER), Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Fred LORDINOT (procuration à Michelle MONROSE), Josiane PINVILLE (procuration à Lucien ADENET), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Jenny DULYS-PETIT).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°17-71-1 du 6 avril 2017 portant cession des actions détenues par la Collectivité Territoriale de Martinique dans le capital de la société d'économie mixte d'aménagement de la Ville de Fort-de-France (SEMAFF) ;

Vu les courriers de la SEMAFF en date du 25 octobre 2017 ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Marinette TORPILLE, conseillère exécutive en charge du développement économique, de l'emploi et des aides aux entreprises ;

Vu l'avis émis par la commission développement économique et tourisme le 9 décembre 2017 ;

Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 12 décembre 2017 ;

Considérant que les conseillers à l'Assemblée de Martinique administrateurs à la SEMAFF n'ont pas pris part au vote ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX

Téléphone : 0596.59.63.00 - Télécopie : 0596.72.68.10/0596.59.64.84

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est approuvée, sous réserve de l'approbation de la transaction et de l'annulation des actions acquises par son assemblée générale extraordinaire, la vente à la Société d'Économie Mixte d'Aménagement de la Ville de Fort-de-France (SEMAFF) de 70096 actions détenues par la Collectivité Territoriale de Martinique au capital social de la SEMAFF au prix de cinquante mille euros (50 000 €).

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171219-17-470-1-DE
Date de télétransmission : 18/01/2018
Date de réception préfecture : 18/01/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-470-1

PORTANT AVIS SUR PROJET D'ORDONNANCE RELATIF À L'ADAPTATION DES CONDITIONS DE CRÉATION, TRANSFERT, REGROUPEMENT ET CESSIION DES OFFICINES DE PHARMACIE

L'An deux mille dix-sept, le dix-neuf décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Joachim BOUQUETY (procuration à Eugène LARCHER), Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Fred LORDINOT (procuration à Michelle MONROSE), Josiane PINVILLE (procuration à Lucien ADENET), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Jenny DULYS-PETIT).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu le code de la santé publique ;

Vu le code de la sécurité sociale ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Aurélie NELLA, Conseillère exécutive en charge de l'enseignement supérieur et la recherche, et des affaires juridiques ;

Vu l'avis émis par la commission santé et action de prévention, PMI, ASE le 11 décembre 2017 ;

Vu l'avis émis par la commission des affaires juridiques et des textes le 15 décembre 2017 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : L'Assemblée de Martinique émet un avis favorable sur le projet d'ordonnance relatif à l'adaptation des conditions de création, transfert, regroupement et cession des officines de pharmacie, dans la mesure où il formalise une pratique qui existe déjà et vise à rééquilibrer le maillage officinal en améliorant l'instruction des demandes eu égard à la pertinence des implantations.

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX

Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84

Elle note néanmoins :

- la nécessité de préciser la définition des « *territoires fragiles* », afin de garantir le maintien d'un équilibre économique entre les pharmaciens tout en favorisant l'offre pharmaceutique à la population ;
- le risque de déplacement des officines vers les centres commerciaux de nature à générer des déséquilibres importants. Le vieillissement de la population reste une donnée importante au regard de la nécessité de maintenir les commerces de proximité ;
- la multiplication des procédures collectives et le faible apport économique de la parapharmacie pour les petites pharmacies (5% du chiffre d'affaires et jusqu'à 20% pour les plus grosses pharmacies) ;
- l'ambiguïté textuelle au sujet de la consultation des représentations syndicales dans le processus de décision d'autorisation ou de refus de création, de transfert ou de regroupement ;
- la problématique de la couverture de l'extrême Nord de la Martinique.

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3: La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171219-17-471-1-DE
Date de télétransmission : 23/01/2018
Date de réception préfecture : 23/01/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-471-1

PORTANT AVIS SUR LE PROJET DE DÉCRET RELATIF À LA PUBLICITÉ DES ACTES DE NOTORIÉTÉ PORTANT SUR UN IMMEUBLE SITUÉ EN CORSE, EN GUADELOUPE, EN MARTINIQUE, À LA RÉUNION, EN GUYANE, À SAINT-MARTIN ET À MAYOTTE

L'An deux mille dix-sept, le dix-neuf décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Joachim BOUQUETY (procuration à Eugène LARCHER), Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Fred LORDINOT (procuration à Michelle MONROSE), Josiane PINVILLE (procuration à Lucien ADENET), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Jenny DULYS-PETIT).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code civil;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Aurélie NELLA, Conseillère exécutive en charge de l'enseignement supérieur et la recherche, et des affaires juridiques ;

Vu l'avis émis par la commission des affaires juridiques et des textes le 15 décembre 2017;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : L'Assemblée de Martinique émet un avis favorable sur le projet de décret relatif à la publicité des actes de notoriété portant sur un immeuble situé en Corse, en Guadeloupe, en Martinique, à La Réunion, en Guyane, à Saint-Martin et à Mayotte.

Elle demande, pour aller plus loin dans la réforme :

- **1°/** À l'article 2, au 3°, après le mot « *région*, », d'insérer : « *des collectivités territoriales de Guyane et de Martinique* » pour prendre en compte le changement institutionnel issu de la loi n° 2011-884 du 27 juillet 2011 et consolider formellement que la publicité de l'extrait de l'acte de notoriété se ferait sur le site Internet de ces deux collectivités.

- **2°/** À l'article 2, au 3°, de supprimer pour l'outre-mer, à l'instar de ce qui est prévu pour la Corse et Mayotte, que la publication de l'extrait de l'acte de notoriété sur le site Internet se fera pendant une durée de cinq ans.

- **3°/** À ce même article 2, d'insérer un 4° prévoyant que, en vue de l'information des tiers, la personne bénéficiaire procède aux mesures de publicité par la publication de l'extrait de l'acte de notoriété dans deux journaux d'annonces légales du lieu de situation de l'immeuble.

- **4°/** de faire référence à la valeur vénale de l'immeuble dans le projet de décret, car c'est l'un des éléments déterminants susceptible de faire réagir les intéressés à l'acte de prescription acquisitive.

- **5°/** d'instituer, comme en Corse, une exonération temporaire jusqu'au 31/12/2027, pour les actes de partage de succession et les licitations de biens héréditaires du droit de 2,5% à hauteur de la valeur des immeubles situés en Martinique.

- **6°/** la possibilité, comme en Corse, pour les indivisaires titulaires de plus de la moitié des droits indivis d'effectuer en outre-mer les actes d'administration normale et de disposition des biens indivis prévus par l'article 815-3 du code civil, et pour les indivisaires titulaires d'au moins 2/3 des droits indivis d'effectuer tout acte qui ne ressortit pas à l'exploitation normale et tout acte de disposition des biens indivis autres que ceux prévus au 3° de l'article 815-3 du code civil.

- **7°/** de préconiser un délai de prescription acquisitive abrégée de dix ans, étant entendu que le délai trentenaire est un temps très long, marqué notamment par une déperdition des informations. Cette procédure ne permet que très aléatoirement de parvenir au titrement. Des occupations sans titre sont souvent effectives, continues et non interrompues, paisibles, publiques et non équivoques depuis bien avant l'écoulement de trente ans.

Ainsi, la réforme engagée devrait être approfondie car, outre le renforcement de la portée de la publicité associée à la consolidation de l'instrument numérisé à envisager dans le cadre du groupement d'intérêt public (GIP) Titrement prévu à l'article 35 de la loi n° 2009-594 du 27 mai 2009 pour le développement économique des Outre-Mer, il serait opportun d'instaurer également un fichier national des dispositions testamentaires. Une coordination devrait être faite entre le fichier créé dans le cadre du GIP titrement et ce fichier national encouragé.

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2017

Le Président de l'Assemblée de Martinique





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171219-17-472-1-DE
Date de télétransmission : 22/12/2017
Date de réception préfecture : 26/12/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-472-1

PORTANT PRÉSENTATION DU COMPTE-RENDU DE L'EXERCICE DE LA DÉLÉGATION DONNÉE AU PRÉSIDENT DU CONSEIL EXÉCUTIF EN MATIÈRE DE CONTENTIEUX POUR LA PÉRIODE DU 19 OCTOBRE AU 30 NOVEMBRE 2017

L'An deux mille dix-sept, le dix-neuf décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Joachim BOUQUETY (procuration à Eugène LARCHER), Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Fred LORDINOT (procuration à Michelle MONROSE), Josiane PINVILLE (procuration à Lucien ADENET), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Jenny DULYS-PETIT).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-2-1 du 5 janvier 2016 donnant délégation générale d'attributions en matières contentieuses – autorisation d'intenter des actions en justice et de défendre aux actions intentées, de déposer plainte et de se constituer partie civile au nom de la collectivité territoriale ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-49-1 du 29 mars 2016 portant remplacement de la délibération n°16-2-1 du 5 janvier relative aux actions contentieuses de la Collectivité Territoriale de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Aurélie NELLA, Conseillère Exécutive en charge de l'enseignement supérieur et de la recherche, et des affaires juridiques ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : L'Assemblée de Martinique prend acte de la présentation du compte-rendu de l'exercice de la délégation confiée à Monsieur le Président du Conseil Exécutif de Martinique en matière de contentieux pour la période du 19 octobre au 30 novembre 2017.

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique



Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171219-17-472-2-DE
Date de télétransmission : 22/12/2017
Date de réception préfecture : 26/12/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-472-2

PORTANT COMMUNICATION D'UN JUGEMENT RENDU PAR LE JUGE DE L'EXPROPRIATION DANS L'AFFAIRE CONSORTS C/ COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE (TERRAINS CADASTRES SECTION K N° SISES À SAINTE-ANNE)

L'An deux mille dix-sept, le dix-neuf décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs Joachim BOUQUETY (procuration à Eugène LARCHER), Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Fred LORDINOT (procuration à Michelle MONROSE), Josiane PINVILLE (procuration à Lucien ADENET), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Jenny DULYS-PETIT).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Aurélie NELLA, Conseillère exécutive en charge de l'enseignement supérieur et la recherche, et des affaires juridiques ;
Vu la décision du juge d'expropriation rendue en 1ère instance le 12 octobre 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : L'Assemblée de Martinique prend acte de la décision du juge de l'expropriation, rendue en 1ère instance le 12 octobre 2017, portant rétrocession aux Consorts des terrains cadastrés section K sises à Sainte-Anne et indemnisation pour les parcelles non restituables.

ARTICLE 2 : Est autorisé le versement de la somme de 88 020 euros TTC fixée par le juge judiciaire dans sa décision de justice.

ARTICLE 3 : La dépense correspondante est prélevée au chapitre 930 - code analytique 3571 du budget de la Collectivité de Martinique.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toute mesure nécessaire à l'application de la présente décision. et signer l'acte de rétrocession devant intervenir entre la Collectivité et les Consorts , les annexes et documents nécessaires à l'exécution de la décision de justice définitive rendue.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique



Claude LISE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171219-17-473-1-DE
Date de télétransmission : 04/01/2018
Date de réception préfecture : 04/01/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-473-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION D'ÉQUILIBRE FORMULÉE PAR LE GROUPEMENT D'INTÉRÊT PUBLIC (GIP) MAISON DÉPARTEMENTALE DES PERSONNES HANDICAPÉES (MDPH) AU TITRE DE L'EXERCICE 2017

L'An deux mille dix-sept, le dix-neuf décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Joachim BOUQUETY (procuration à Eugène LARCHER), Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Fred LORDINOT (procuration à Michelle MONROSE), Josiane PINVILLE (procuration à Lucien ADENET), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Jenny DULYS-PETIT).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Francis CAROLE, Conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;

Vu la convention constitutive du Groupement d'Intérêt Public (GIP) Maison Départementales des Personnes Handicapées (MDPH) N° CV05-447 du 29 décembre 2005 ;

Vu l'avis émis par la commission action sociale, gérontologie, personnes en situation de handicap le 7 décembre 2017 ;

Vu l'avis émis par la commission finances programmation budgétaire et fiscalité le 12 décembre 2017 ;

Considérant que les conseillers à l'Assemblée de Martinique administrateurs à la Maison Départementale des Personnes Handicapées (MDPH) n'ont pas pris part au vote ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre – CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX

Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention d'équilibre d'un montant de neuf cent trente et un mille euros (931 000 €) au Groupement d'intérêt public (GIP) Maison Départementale des Personnes Handicapées (MDPH) au titre de son fonctionnement pour l'année 2017.

ARTICLE 2 : La somme correspondante est imputée au chapitre fonctionnel 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de la Collectivité Territoriale de Martinique pour signer tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION N°17-473-1



REPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Fort-de-France, le

CONVENTION

Entre

LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE
Représentée par le Président du Conseil Exécutif

Et

**Le groupement d'intérêt public (GIP) Maison
départementale des personnes handicapées (MDPH)**

- ✓ *Vu le règlement n°1407-2013 de la Commission Européenne en date du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ;*
- ✓ *Vu le code général des collectivités territoriales, ses articles L 7211-1 à L 7331-3 et en particulier son article L 7224-14 ;*
- ✓ *Vu le décret n° 2001-495 du 06 juin 2001 pris pour l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques,*
- ✓ *Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;*
- ✓ *Vu l'ordonnance n°2012-1397 du 13 décembre 2012 déterminant les règles budgétaires, financières et comptables applicables aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique et ses décrets d'application ;*
- ✓ *Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 15-001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE en qualité de Président de l'Assemblée de Martinique ;*
- ✓ *Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 15-003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE en qualité de Président du Conseil Exécutif de Martinique ;*
- ✓ *Vu la convention constitutive du groupement d'intérêt public « Maison Départementale des Personnes Handicapées » n° CV05-447 du 29 décembre 2005 relative aux modalités d'organisation et de fonctionnement de la Maison des Personnes en situation de Handicap (MDPH) ;*
- ✓ *Vu la demande de subvention formulée par le groupement d'intérêt public (GIP) Maison Départementale des Personnes Handicapées (MDPH) ;*
- ✓ *Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°..... du portant attribution d'une subvention d'un montant de neuf cent trente et un mille euros (931 000 €) au GIP MDPH.*

Conformément à la délibération de l'Assemblée de Martinique susvisée, il est passé une convention

ENTRE

LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE,

Représentée par le Président du Conseil Exécutif de la Collectivité de Martinique en exercice, Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-0003 du 18 décembre 2015,
Domiciliée à l'Hôtel de la Collectivité Territoriale, Rue Gaston Defferre – 97201 FORT DE France,
Dénommée ci-après la « CTM »

ET

LE GROUPEMENT D'INTERET PUBLIC MAISON DEPARTEMENTALE DES PERSONNES HANDICAPEES (MDPH)

Domicilié Lotissement Dillon Stade – 1 rue Eugène EUCHARIS – Espace Pythagore – 97200 Fort-de-France,
Représenté par Madame _____, sa Directrice, dûment habilitée par, Dénommé ci-après le GIP MDPH.

Il a été convenu et décidé ce qui suit :

PREAMBULE :

Le GIP MDPH a pour objet de faciliter les démarches et l'accès aux droits des personnes en situation de handicap et de leur famille.

Organisée autour de la notion de réseau et de complémentarité de l'offre de service en faveur des personnes en situation de handicap, le GIP MDPH fédère et s'appuie sur l'ensemble des acteurs dans le champ du handicap pour répondre au mieux aux besoins des personnes en situation de handicap.

ARTICLE 1^{ER} : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention qui régit les rapports entre les parties a pour objet de fixer les conditions d'attribution et d'utilisation de la subvention d'équilibre allouée au GIP MDPH au titre de l'année 2017.

Article 2 : OBLIGATIONS DES PARTIES

1/ Obligations de la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM) :

La Collectivité Territoriale de la Martinique a décidé d'allouer au GIP MDPH une subvention d'un montant de neuf cent trente et un mille euros (931 000 €) au titre de son fonctionnement pour l'année 2017.

La Collectivité Territoriale de Martinique s'oblige à attribuer la subvention, dans les conditions prévues par la présente convention.

L'aide de la Collectivité Territoriale de Martinique, imputée au chapitre fonctionnel 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique, sera versée et créditée au compte du partenaire selon les procédures comptables en vigueur.

2/ Obligations du GIP MDPH :

En contrepartie du versement de la subvention, le partenaire s'engage à :

- Se conformer au formalisme et au processus de demande d'aides de la Collectivité Territoriale de Martinique ;
- Être à jour de ses cotisations sociales et fiscales pour l'année N-1 ;
- Utiliser la contribution uniquement pour la réalisation des opérations visées et ne pas reverser tout ou partie de la subvention à d'autres associations, sociétés, ou œuvres, sans autorisation formelle de la Collectivité Territoriale de Martinique ;
- Communiquer à la Collectivité Territoriale de Martinique au cours des 6 premiers mois de l'année n+1, les rapports d'activités et financiers attestant de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention, ainsi que tout document budgétaire et comptable nécessaire à l'analyse de la situation financière du GIP MDPH, pour l'exercice écoulé ;

- Faire apparaître sur ses principaux documents informatifs ou promotionnels, après validation, la participation financière de la Collectivité Territoriale de Martinique ;
- Faciliter le contrôle et l'évaluation par la Collectivité Territoriale de Martinique et sous toute forme qu'elle jugera opportune, de l'utilisation des aides versées ;
- Accepter les conditions de versement fixées par la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : MODIFICATION DE LA CONVENTION :

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux du préambule.

ARTICLE 5 : DUREE DE LA CONVENTION - RESILIATION :

La présente convention est consentie et acceptée pour une durée d'un an et prend effet à la date de sa notification au partenaire.

Cette durée sera prolongée d'une période de 6 mois pour la seule remise des documents nécessaires au contrôle par la Collectivité Territoriale de Martinique (décret 2001-495 du 6 juin 2001 en application de l'article 10 de la loi 2000-321 du 12 avril 2000 relative à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques).

En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, à l'expiration d'un délai d'un (1) mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception, valant mise en demeure.

En outre, si l'activité réelle du partenaire était significativement inférieure aux prévisions présentées dans le cadre de la demande de subvention déposée auprès de ses services, la Collectivité Territoriale de Martinique se réserve le droit de réclamer le remboursement de tout ou partie de la somme versée.

Toute somme non utilisée conformément à son affectation sera restituée à la Collectivité Territoriale de Martinique qui émettra un titre de recettes à l'encontre du partenaire.

ARTICLE 6 - REDDITION DES COMPTES, CONTRÔLES FINANCIERS :

En contrepartie du versement de la subvention, le GIP MDPH devra communiquer à la Collectivité Territoriale de Martinique, au plus tard 6 mois après la date de clôture de son exercice comptable :

- son bilan, son compte de résultat ainsi que ses annexes certifiées par le Président du partenaire ou le commissaire aux comptes,
- le rapport du commissaire aux comptes (si le GIP MDPH a cette obligation ou s'il a fait volontairement appel à un contrôle exercé par un commissaire aux comptes),

- le rapport d'activité définitif de l'année écoulée.

D'une manière générale, le GIP MDPH s'engage à justifier à tout moment, sur la demande de la Collectivité Territoriale de Martinique, de l'utilisation des subventions reçues. Elle tiendra sa comptabilité à sa disposition pour répondre de ses obligations.

Le GIP MDPH s'engage à tenir sa comptabilité par référence aux principes du Nouveau Plan Comptable général et aux avis du Centre National de la Comptabilité relatifs au secteur qui lui incombe.

Le GIP MDPH devra prévenir sans délai la Collectivité Territoriale de Martinique de toute difficulté économique rencontrée au cours de la gestion. Les deux parties conviendront ensemble, dans la mesure des capacités de chacun, des dispositions à prendre en préservant la responsabilité de la Collectivité Territoriale de Martinique, qui ne saurait, dans le cadre de l'exécution de la présente, la voir recherchée par le partenaire en qualité d'organisme public financeur.

Toute somme qui n'aura pas été utilisée conformément à son objet sera reversée de plein droit à la Collectivité Territoriale de Martinique, sans que celle-ci n'ait à en faire la demande.

ARTICLE 8 – RESPECT DU CARACTÈRE D'INTÉRÊT GÉNÉRAL DES DÉPENSES DU PARTENAIRE

Le GIP MDPH prend acte de ce que l'utilisation de la subvention allouée ne peut avoir d'autre objectif que celui de servir l'intérêt général de la Collectivité Territoriale de Martinique au travers de son action. À cet effet, la Collectivité Territoriale de Martinique définit des critères afin d'évaluer le respect de cette clause.

En cas de violation par le partenaire de l'une des clauses de la présente convention, la Collectivité Territoriale de Martinique pourra procéder à une mise en demeure par le biais d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Au terme du délai fixé par la Collectivité Territoriale de Martinique, celle-ci pourra mettre en œuvre le reversement de tout ou partie de la subvention.

Le non-respect des dispositions légales ci-dessus rappelées ainsi que de toutes celles ayant trait, d'une manière générale, à la transparence financière implique de plein droit le reversement intégral de la subvention.

ARTICLE 9 – LES ACTIONS DE COMMUNICATION

Le bénéficiaire d'une subvention est tenu de mentionner la participation financière de la Collectivité Territoriale de Martinique. Il fait figurer le logo-type sur tous les documents d'information relatifs à l'objet de la subvention de la Collectivité Territoriale de Martinique précédé de la mention « avec le concours financier de ».

Les mentions relatives au soutien financier de la Collectivité Territoriale de Martinique doivent être confirmées par l'envoi de documents ou de photographies. Des contrôles sur place par des agents de la Collectivité Territoriale de Martinique peuvent être effectués.

ARTICLE 10 – ASSURANCES

Le GIP MDPH souscrira toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile.

Il paiera les primes et cotisations de ces assurances sans que la responsabilité de la Collectivité Territoriale de Martinique puisse être mise en cause. Elle devra justifier à chaque demande de l'existence des polices d'assurance nécessaires et du système de primes correspondantes.

ARTICLE 11 – LITIGES

En cas de divergence résultant de l'application de la présente convention, une tentative de conciliation devra être recherchée par les parties, avec application du principe du droit, pour chacune d'elles, à faire valoir ses observations.

Si cette conciliation échoue, le différend pourra être porté devant les juridictions. Le tribunal administratif de la Martinique, en ce cas, sera le tribunal compétent.

Les annexes jointes font partie intégrante de la présente convention et constituent donc au même titre, des documents contractuels.

Fait à Fort-de-France, en 4 exemplaires, le

La Directrice du GIP MDPH

**Le Président du Conseil Exécutif
de la Collectivité Territoriale de Martinique**



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171219-17-474-1-DE
Date de télétransmission : 18/01/2018
Date de réception préfecture : 18/01/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-474-1

PORTANT VERSEMENT DU SOLDE DE LA SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT ALLOUEE À L'UNION DES FEMMES DE MARTINIQUE (UFM) AU TITRE DE 2016

L'An deux mille dix-sept, le dix-neuf décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-François TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Joachim BOUQUETY (procuration à Eugène LARCHER), Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Fred LORDINOT (procuration à Michelle MONROSE), Josiane PINVILLE (procuration à Lucien ADENET), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Jenny DULYS-PETIT).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Francis CAROLE, Conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-287-1 du 05 octobre 2016 portant attribution d'une subvention d'un montant de 100 000,00 € à l'Union des Femmes de Martinique (UFM) ;

Vu la convention N° 0504 du 29 novembre 2016 rédigée en application de la délibération ci-dessous mentionnée ;

Vu le bilan de l'opération transmis par l'UFM en date du 12 septembre 2017 ;

Vu l'avis émis par la commission action sociale, gérontologie, personnes en situation de handicap le 7 décembre 2017 ;

Vu l'avis émis par la commission santé et action de prévention, PMI, ASE le 11 décembre 2017 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre – CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX

Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est autorisé le versement du solde d'un montant de dix-sept mille deux cent quarante et un euros quatre-vingt deux centimes (17 241,82 €) de la subvention de fonctionnement allouée à l'Union des Femmes de Martinique (UFM) au titre de 2016 au vu du bilan pédagogique et financier ramenant le budget de l'opération à quatre cent cinquante cinq mille sept cent quarante-sept euros (455 747,00 €).

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre fonctionnel 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à prendre toute mesure et signer tout document tendant à préciser les modalités d'application de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION N°17-474-1



REPUBLIQUE FRANCAISE
LIBERTE – EGALITE – FRATERNITE

Fort-de-France, le

**AVENANT A LA CONVENTION N° 0504 DU 29 NOVEMBRE 2016
POUR LE PAIEMENT DU SOLDE DE LA SUBVENTION DE
FONCTIONNEMENT ALLOUEE AU TITRE DE 2016**

Entre

LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE
Représentée par le Président du Conseil Exécutif
Et

L'UNION DES FEMMES DE LA MARTINIQUE (UFM)

- ✓ *Vu le règlement n°1407-2013 de la Commission Européenne en date du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ;*
- ✓ *Vu le code général des collectivités territoriales, ses articles L 7211-1 à L 7331-3 et en particulier son article L 7224-14 ;*
- ✓ *Vu le décret n° 2001-495 du 06 juin 2001 pris pour de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financières des aides octroyées par les personnes publiques,*
- ✓ *Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;*
- ✓ *Vu l'ordonnance n°2012-1397 du 13 décembre 2012 déterminant les règles budgétaires, financières et comptables applicables aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique et ses décrets d'application ;*
- ✓ *Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 15-001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude Lise en qualité de Président de l'Assemblée de Martinique ;*
- ✓ *Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 15-003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE en qualité Président du Conseil exécutif de Martinique ;*
- ✓ *Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-287-1 du 05 octobre 2016 portant attribution d'une subvention d'un montant de 100.000,00 € à l'Union des Femmes de Martinique (UFM).*
- ✓ *Vu la convention N° 0504 du 29 novembre 2016 rédigée en application de la délibération ci-dessous mentionnée,*
- ✓ *Vu le bilan de l'opération transmis par l'UFM en date du 12 septembre 2017 ;*

Conformément à la délibération de l'Assemblée de Martinique susvisée, il est passé une convention

ENTRE

LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE,

Représentée par le Président du Conseil Exécutif de Martinique en exercice, Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération de l'assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015,

Domiciliée à l'Hôtel de la Collectivité Territoriale, Rue Gaston Defferre – 97201 FORT DE FRANCE

Dénommé ci-après la « Collectivité Territoriale de Martinique »

ET

L'UNION DES FEMMES DE MARTINIQUE (UFM)

Domiciliée 17 rue Lamartine – 97200 FORT DE FRANCE

Représentée par Madame _____, sa présidente, dûment habilité (e) par le conseil d'administration de l'association,

Dénommée ci-après le « partenaire ».

Il a été convenu et décidé ce qui suit :

ARTICLE 1 :

L'article 2 de la convention n°0504 du 29 novembre 2016 ci-dessus mentionnée, intitulé : « Cout de la prise en charge du public concerné », est modifié comme suit :

« Le budget de l'opération s'élève à **quatre cent cinquante-cinq mille sept cent quarante-sept euros (455.747,00 €)** ».

ARTICLE 2 :

Les autres dispositions de la convention n°0204 du 29 novembre 2016 demeurent inchangées.

Fait à Fort-de-France, en 4 exemplaires, le

Le Partenaire

**Le Président du Conseil exécutif
de Martinique**



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171219-17-475-1-DE
Date de télétransmission : 18/01/2018
Date de réception préfecture : 18/01/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-475-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'UNION DES FEMMES DE MARTINIQUE (UFM) AU TITRE DE L'EXERCICE 2017

L'An deux mille dix-sept, le dix-neuf décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Joachim BOUQUETY (procuration à Eugène LARCHER), Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Fred LORDINOT (procuration à Michelle MONROSE), Josiane PINVILLE (procuration à Lucien ADENET), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Jenny DULYS-PETIT).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu le rapport du président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Francis CAROLE, Conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;
Vu l'avis émis par la commission action sociale, gérontologie, personnes en situation de handicap le 7 décembre 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission santé et action de prévention, PMI, ASE le 11 décembre 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention de fonctionnement d'un montant de cent mille euros (100 000,00 €) à l'Union des Femmes de Martinique (UFM) pour la mise en place de ses actions, au titre de l'exercice 2017.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre fonctionnel 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à prendre toute mesure et signer tout document tendant à préciser les modalités d'application de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique



ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION N°17-475-1



REPUBLIQUE FRANCAISE
LIBERTE – EGALITE – FRATERNITE

Fort-de-France, le

CONVENTION

Entre

LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE
Représentée par le Président du Conseil Exécutif

Et

L'UNION DES FEMMES DE MARTINIQUE (UFM)

- ✓ **Vu** le règlement n°1407-2013 de la Commission Européenne en date du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ;
- ✓ **Vu** le code général des collectivités territoriales, ses articles L 7211-1 à L 7331-3 et en particulier son article L 7224-14 ;
- ✓ **Vu** le décret n° 2001-495 du 06 juin 2001 pris pour de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques,
- ✓ **Vu** la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;
- ✓ **Vu** l'ordonnance n°2012-1397 du 13 décembre 2012 déterminant les règles budgétaires, financières et comptables applicables aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique et ses décrets d'application ;
- ✓ **Vu** la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 15-001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude Lise en qualité de Président de l'Assemblée de Martinique ;
- ✓ **Vu** la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 15-003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE en qualité Président du Conseil exécutif de Martinique ;
- ✓ **Vu** la demande de subvention en date du 07 novembre 2017 présentée par l'union des Femmes de Martinique (UFM);
- ✓ **Vu** la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 2017 portant attribution d'une subvention d'un montant de **cent mille euros (100.000,00 €)**, à l'Union des Femmes de Martinique (UFM).

Conformément à la délibération de l'Assemblée de Martinique susvisée, il est passé une convention

ENTRE

LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE,

Représentée par le Président du Conseil Exécutif de Martinique en exercice, Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération de l'assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015,

Domiciliée à l'Hôtel de la Collectivité Territoriale, Rue Gaston Defferre – 97201 FORT DE FRANCE

Dénommé ci-après la « Collectivité Territoriale de Martinique »

ET

L'UNION DES FEMMES DE MARTINIQUE (UFM)

Domiciliée 17 rue Lamartine – 97200 FORT DE FRANCE

Représentée par Madame , sa présidente, dûment habilité (e) par le conseil d'administration de l'association,

Dénommée ci-après le « partenaire ».

Il a été convenu et décidé ce qui suit :

PREAMBULE :

S'inscrivant dans le cadre de la politique de la Collectivité de Martinique en faveur de la famille, l'Union des Femmes de Martinique (UFM), association à but non lucratif, a pour objet l'aide aux femmes victimes de violence et notamment les actions pour la prévention des comportements sexistes qui concourent à l'égalité, la dignité et la défense des droits de femmes.

À ce titre, elle a créé à son siège, depuis 2000, un espace d'accueil, d'aide et d'accompagnement opérationnel pendant toute l'année.

Ces femmes y reçoivent :

- Un Soutien psychologique,
- Un Accompagnement dans leurs démarches juridiques et dans la recherche d'hébergement,
- Une Orientation vers les Centres d'Hébergement et de Réinsertion Sociale (CHRS).

Des groupes de paroles sont également organisés, lieu de rencontres avec d'autres femmes vivant les mêmes situations. Autant d'aides destinées à favoriser la reconstruction d'identités déstabilisées, en grande souffrance et souvent démunies.

Article 1^{er} : Objet de la convention

La présente convention qui régit les rapports entre les parties a pour objet de fixer les conditions d'attribution et d'utilisation de la subvention de fonctionnement allouée à l'Union des Femmes de Martinique (UFM), dans le cadre de son programme d'actions.

Article 2 : Coût de la prise en charge du public concerné

Le budget de l'opération s'élève à 796.000,00 €.

Article 3 : Obligations des parties

1/ Obligations de la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM) :

La Collectivité Territoriale de la Martinique a décidé d'allouer à l'Union des Femmes de Martinique (UFM), dans le cadre de son programme d'actions, une subvention de fonctionnement d'un montant de **cent mille euros (100.000,00 €)**, au titre de l'exercice 2017.

L'aide de la Collectivité Territoriale de Martinique, imputée au chapitre fonctionnel 934, du budget de la Collectivité, sera versée à la notification de la convention et créditée au compte du partenaire selon les procédures comptables en vigueur.

2/ Obligations du partenaire :

En contrepartie du versement de la subvention, le partenaire s'engage à :

- Être à jour de ses cotisations sociales et fiscales pour l'année n-1 ;
- Utiliser la contribution uniquement pour la réalisation des opérations visées et ne pas reverser tout ou partie de la subvention à d'autres associations, sociétés, ou œuvres, sans autorisation formelle de la Collectivité Territoriale de Martinique;
- Communiquer à la Collectivité Territoriale de Martinique au cours des 6 premiers mois de l'année n+1, le compte-rendu financier de l'opération attestant de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention, ainsi que tout document budgétaire et comptable nécessaire à l'analyse de la situation financière du partenaire, pour l'exercice écoulé ;
- Informer les services de la Collectivité Territoriale de Martinique de tout projet important de communication, en relation avec l'objet de l'aide, afin de préserver la cohérence de l'action de la Collectivité Territoriale de Martinique ;
- Fournir les procès-verbaux des assemblées générales de l'année n-1, ainsi que les modifications institutionnelles internes intervenues au cours de l'année n ;
- Faciliter le contrôle et l'évaluation, par la Collectivité Territoriale de Martinique et sous toute forme qu'elle jugera opportune, de l'utilisation des aides versées ;
- Souscrire toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile, la Collectivité Territoriale de Martinique ne pouvant être mise en cause en cas de défaut ;
- Accepter les conditions de versement fixées par la Collectivité Territoriale de Martinique.

Article 4 : Modification de la convention :

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux du préambule.

Article 5 : Durée de la convention - Résiliation :

La présente convention est consentie et acceptée pour une durée d'un an à compter de sa date de signature.

Cette durée sera prolongée d'une période de 6 mois pour la seule remise des documents nécessaires au contrôle par la Collectivité Territoriale de Martinique (décret 2001-495 du 6 juin 2001 en application de l'article 10 de la loi 2000-321 du 12 avril 2000 relative à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques).

En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, à l'expiration d'un délai d'un (1) mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception, valant mise en demeure.

En outre, si l'activité réelle du partenaire s'avère significativement inférieure aux prévisions présentées dans le cadre de la demande de subvention déposée auprès de ses services, la Collectivité Territoriale de Martinique se réserve le droit de réclamer le remboursement de tout ou partie de la somme versée.

Toute somme non utilisée conformément à son affectation sera restituée à la Collectivité Territoriale de Martinique qui émettra un titre de recettes à l'encontre du partenaire.

ARTICLE 6 - MONTANT ET VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Afin de soutenir le partenaire, et à la condition qu'il respecte toutes les clauses de la présente convention, la Collectivité Territoriale de Martinique s'engage à verser au partenaire une subvention d'un montant total de **cent mille euros (100.000,00 €)**.

En cas de manquement du partenaire à ses obligations contractuelles, ou en cas de faute grave de sa part, la Collectivité Territoriale de Martinique pourra exiger le reversement en totalité ou en partie des montants alloués.

Le versement de la subvention s'effectuera selon les modalités suivantes :

- la Collectivité Territoriale de Martinique versera la subvention d'un montant de **cent mille euros (100.000,00 €)** en deux fois :

- Le premier acompte, 40 % à la signature de la convention.
- Le solde sur présentation du bilan pédagogique et financier.

ARTICLE 7- REDDITION DES COMPTES, CONTRÔLES FINANCIERS :

En contrepartie du versement de la subvention, le partenaire devra communiquer à la Collectivité Territoriale de Martinique, au plus tard 6 mois après la date de clôture de leur exercice comptable :

- son bilan, son compte de résultat ainsi que ses annexes certifiées par le Président du partenaire ou le commissaire aux comptes,
- le rapport du commissaire aux comptes (si le partenaire a cette obligation ou si elle a fait volontairement appel à un contrôle exercé par un commissaire aux comptes),
- le rapport d'activité définitif de l'année écoulée.

D'une manière générale, le partenaire s'engage à justifier à tout moment, sur la demande de la Collectivité Territoriale de Martinique, de l'utilisation des subventions reçues. Elle tiendra sa comptabilité à sa disposition pour répondre de ses obligations.

Le partenaire s'engage à tenir sa comptabilité par référence aux principes du Nouveau Plan Comptable général et aux avis du Centre National de la Comptabilité relatifs au secteur qui lui incombe.

Le partenaire devra prévenir sans délai la Collectivité territoriale de Martinique de toute difficulté économique rencontrée au cours de la gestion. Les deux parties conviendront ensemble, dans la mesure des capacités de chacun, des dispositions à prendre en préservant la responsabilité de la Collectivité Territoriale de Martinique, qui ne saurait, dans le cadre de l'exécution de la présente, la voir recherchée par le partenaire en qualité d'organisme public financeur.

Toute somme qui n'aura pas été utilisée conformément à son objet sera reversée de plein droit à la Collectivité Territoriale de Martinique, sans que celle-ci n'ait à en faire la demande.

ARTICLE 8 - CONTRÔLE DE L'UTILISATION DES DENIERS PUBLICS

a) Prescriptions légales

L'article 612-1 du code de commerce prescrit que toute personne morale de droit privé non commerçante ayant une activité économique doit faire certifier ses

documents comptables par un commissaire aux comptes si deux des trois conditions suivantes sont réunies :

- le total du bilan est supérieur à 1 550 000 €,
- le chiffre d'affaires ou le montant des ressources excède 3 100 000 €,
- la personne morale emploie plus de 50 salariés.

L'article 612-4 du code de commerce dispose qu'un commissaire aux comptes ainsi qu'un suppléant devront être nommés par les associations recevant par an plus de 153 000 € d'aides directes et/ou indirectes de personnes publiques, et qu'un bilan, un compte de résultat et une annexe devront être établies.

Sur demande de la Collectivité Territoriale de Martinique, tous les renseignements complémentaires demandés lui seront délivrés sous quinzaine.

Le partenaire s'engage à s'acquitter des obligations légales à sa charge.

B. Stipulations particulières

Le partenaire gestionnaire et utilisateur de deniers publics, s'engage à mettre la Collectivité Territoriale de Martinique en mesure de procéder à tout moment, éventuellement sur pièces et sur place, pour toute opération, à tous les contrôles qu'il jugera nécessaire quant à l'utilisation de la subvention attribuée.

ARTICLE 9 - RESPECT DU CARACTÈRE D'INTÉRÊT GÉNÉRAL DES DÉPENSES DU PARTENAIRE

Le partenaire prend acte de ce que l'utilisation de la subvention allouée ne peut avoir d'autre objectif que celui de servir l'intérêt général de la Collectivité Territoriale de Martinique au travers de son action. À cet effet, la Collectivité Territoriale de Martinique définit des critères afin d'évaluer le respect de cette clause.

En cas de violation par le partenaire de l'une des clauses de la présente convention, la Collectivité Territoriale de Martinique pourra procéder à une mise en demeure par le biais d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Au terme du délai fixé par la Collectivité Territoriale de Martinique, celle-ci pourra mettre en œuvre le reversement de tout ou partie de la subvention.

Le non-respect des dispositions légales ci-dessus rappelées ainsi que de toutes celles ayant trait, d'une manière générale, à la transparence financière implique de plein droit le reversement intégral de la subvention.

Un courrier de relance pourra être adressé au partenaire par lettre recommandée avec accusé de réception avant que le reversement fasse l'objet de l'émission d'un

titre exécutoire de recettes, transmis au comptable chargé de recouvrer par tous moyens.

ARTICLE 10 - LES ACTIONS DE COMMUNICATION

Le bénéficiaire d'une subvention est tenu de mentionner la participation financière de la Collectivité Territoriale de Martinique. Il fait figurer le logo-type sur tous les documents d'information relatifs à l'objet de la subvention de la Collectivité Territoriale de Martinique précédé de la mention « avec le concours financier de ».

Les mentions relatives au soutien financier de la Collectivité Territoriale de Martinique doivent être confirmées par l'envoi de documents ou de photographies. Des contrôles sur place par des agents de la Collectivité Territoriale de Martinique peuvent être effectués.

Si l'obligation d'apposer le logo n'est manifestement pas adaptée, le bénéficiaire doit s'engager à fournir une autre justification pour assurer la visibilité du financement de la Collectivité Territoriale de Martinique qui devra être préalablement acceptée par les services de la Collectivité.

ARTICLE 11 - ASSURANCES

Le partenaire souscrira toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile.

Il paiera les primes et cotisations de ces assurances sans que la responsabilité de la Collectivité Territoriale de Martinique puisse être mise en cause. Il devra justifier à chaque demande de l'existence des polices d'assurance nécessaires et du système de primes correspondantes.

ARTICLE 12 - LITIGES

En cas de divergence résultant de l'application de la présente convention, une tentative de conciliation devra être recherchée par les parties, avec application du principe du droit, pour chacune d'elles, à faire valoir ses observations.

Si cette conciliation échoue, le différend pourra être porté devant les juridictions. Le tribunal administratif de la Martinique, en ce cas, sera le tribunal compétent.

Les annexes jointes font partie intégrante de la présente convention et constituent donc au même titre, des documents contractuels.

Fait à Fort-de-France, en 4 exemplaires, le

Le Partenaire
Cachet, date et signature

**Le Président du Conseil exécutif
de Martinique**



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171219-17-476-1-DE
Date de télétransmission : 18/01/2018
Date de réception préfecture : 18/01/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-476-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION BAY BALAN

L'An deux mille dix-sept, le dix-neuf décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Joachim BOUQUETY (procuration à Eugène LARCHER), Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Fred LORDINOT (procuration à Michelle MONROSE), Josiane PINVILLE (procuration à Lucien ADENET), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Jenny DULYS-PETIT).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Francis CAROLE, Conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;

Vu l'avis émis par la commission action sociale, gérontologie, personnes en situation de handicap le 7 décembre 2017 ;

Vu l'avis émis par la commission santé et action de prévention, PMI, ASE le 11 décembre 2017 ;

Vu l'avis émis par la commission insertion, économie sociale et solidaire le 14 décembre 2017 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention de fonctionnement d'un montant de trois mille euros (3 000,00 €) à l'Association BAY BALAN pour la mise en place de son programme d'actions.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre fonctionnel 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à prendre toute mesure et signer tout document tendant à préciser les modalités d'application de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION N°17-476-1



DIRECTION GÉNÉRALE
DES SERVICES
DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTÉ DES
SOLIDARITÉS
CELLULE SUBVENTIONS

REPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Fort-de-France, le

CONVENTION

Entre

LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE
Représentée par le Président du Conseil Exécutif

Et

L'ASSOCIATION BAY BALAN

.

- ✓ *Vu le règlement n°1407-2013 de la Commission Européenne en date du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ;*
- ✓ *Vu le code général des collectivités territoriales, ses articles L 7211-1 à L 7331-3 et en particulier son article L 7224-14 ;*
- ✓ *Vu le décret n° 2001-495 du 06 juin 2001 pris pour de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques,*
- ✓ *Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;*
- ✓ *Vu l'ordonnance n°2012-1397 du 13 décembre 2012 déterminant les règles budgétaires, financières et comptables applicables aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique et ses décrets d'application ;*
- ✓ *Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 15-001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude Lise en qualité de Président de l'Assemblée de Martinique ;*
- ✓ *Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 15-003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE en qualité Président du Conseil exécutif de Martinique ;*
- ✓ *Vu la demande de subvention en date du 16 mars 2017 présentée par l'Association BAY BALAN ;*
- ✓ *Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 2017 portant attribution d'une subvention de fonctionnement de trois mille euros (3.000,00 €), à l'Association BAY BALAN pour la mise en place de son programme d'actions, au titre de l'exercice 2017.*

Conformément à la délibération de l'Assemblée de Martinique susvisée, il est passé une convention

ENTRE

LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE,

Représentée par le Président du Conseil Exécutif de Martinique en exercice, Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération de l'assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015,

Domiciliée à l'Hôtel de la Collectivité Territoriale, Rue Gaston Defferre – 97201 FORT DE FRANCE

Dénommé ci-après la « Collectivité Territoriale de Martinique »

ET

L'ASSOCIATION BAY BALAN

Domiciliée Bâtiment 2 rez de chaussée Cité Calebasse

97200 FORT DE FRANCE

Représentée par Madame _____, la Présidente, dûment habilité (e) par le conseil d'administration de l'association,

Dénommée ci-après le « partenaire ».

Il a été convenu et décidé ce qui suit :

PREAMBULE :

L'association « BAY BALAN » créée en mai 2010 a pour activité principale d'accueillir les enfants de deux ans et demi à 17 ans en Accueil Collectif de Mineurs (ACM), elle développe également des actions sociales et d'intégration pour les jeunes.

L'objectif de l'association BAY BALAN est de :

- contribuer au développement et à l'épanouissement des enfants de la Martinique de 2 1/2 ans à 17 ans et ce, sans discrimination sociale ou raciale, tout en leur assurant une sécurité physique, morale et psychologique.
- Mettre à disposition des familles, et notamment celles qui ont des porteurs d'un handicap léger, un espace d'accueil, éveil et de loisir ;
- Mettre en œuvre des solutions d'insertion et de reconversion professionnelle ;
- Organiser des Opérations Ville Vie Vacances (OVVV) ;
- Clubs de rencontres et de partage seniors ;
- Organisation de sortie et de voyage.

Article 1^{er} : Objet de la convention

La présente convention qui régit les rapports entre les parties a pour objet de fixer les conditions d'attribution et d'utilisation de la subvention de fonctionnement allouée à l'Association BAY BALAN pour la mise en place de son programme d'actions, au titre de l'exercice 2017.

Article 2 : Coût de la prise en charge du public concerné

Le budget de l'opération s'élève à 20.000,00 €.

Article 3 : Obligations des parties

1/ Obligations de la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM) :

La Collectivité Territoriale de la Martinique a décidé d'allouer à l'association BAY BALAN pour la mise en place de son programme d'actions, une subvention de fonctionnement d'un montant de **trois mille euros (3.000, 00 €)**, au titre de l'exercice 2017.

L'aide de la Collectivité Territoriale de Martinique, imputée au chapitre fonctionnel 934, du budget de la Collectivité, sera versée à la notification de la convention et créditée au compte du partenaire selon les procédures comptables en vigueur.

2/ Obligations du partenaire :

En contrepartie du versement de la subvention, le partenaire s'engage à :

- Être à jour de ses cotisations sociales et fiscales pour l'année n-1 ;
- Utiliser la contribution uniquement pour la réalisation des opérations visées et ne pas reverser tout ou partie de la subvention à d'autres associations, sociétés, ou œuvres, sans autorisation formelle de la Collectivité Territoriale de Martinique;
- Communiquer à la Collectivité Territoriale de Martinique au cours des 6 premiers mois de l'année n+1, le compte-rendu financier de l'opération attestant de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention, ainsi que tout document budgétaire et comptable nécessaire à l'analyse de la situation financière du partenaire, pour l'exercice écoulé ;
- Informer les services de la Collectivité Territoriale de Martinique de tout projet important de communication, en relation avec l'objet de l'aide, afin de préserver la cohérence de l'action de la Collectivité Territoriale de Martinique ;
- Fournir les procès-verbaux des assemblées générales de l'année n-1, ainsi que les modifications institutionnelles internes intervenues au cours de l'année n ;
- Faciliter le contrôle et l'évaluation, par la Collectivité Territoriale de Martinique et sous toute forme qu'elle jugera opportune, de l'utilisation des aides versées ;
- Souscrire toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile, la Collectivité Territoriale de Martinique ne pouvant être mise en cause en cas de défaut ;
- Accepter les conditions de versement fixées par la Collectivité Territoriale de Martinique.

Article 4 : Modification de la convention :

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux du préambule.

Article 5 : Durée de la convention - Résiliation :

La présente convention est consentie et acceptée pour une durée d'un an à compter de sa date de signature.

Cette durée sera prolongée d'une période de 6 mois pour la seule remise des documents nécessaires au contrôle par la Collectivité Territoriale de Martinique (décret 2001-495 du 6 juin 2001 en application de l'article 10 de la loi 2000-321 du 12 avril 2000 relative à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques).

En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, à l'expiration d'un délai d'un (1) mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception, valant mise en demeure.

En outre, si l'activité réelle du partenaire s'avère significativement inférieure aux prévisions présentées dans le cadre de la demande de subvention déposée auprès de ses services, la Collectivité Territoriale de Martinique se réserve le droit de réclamer le remboursement de tout ou partie de la somme versée.

Toute somme non utilisée conformément à son affectation sera restituée à la Collectivité Territoriale de Martinique qui émettra un titre de recettes à l'encontre du partenaire.

ARTICLE 6 - MONTANT ET VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Afin de soutenir le partenaire, et à la condition qu'il respecte toutes les clauses de la présente convention, la Collectivité Territoriale de Martinique s'engage à verser au partenaire une subvention d'un montant total de **trois mille euros (3.000,00 €)**.

En cas de manquement du partenaire à ses obligations contractuelles, ou en cas de faute grave de sa part, la Collectivité Territoriale de Martinique pourra exiger le reversement en totalité ou en partie des montants alloués.

Le versement de la subvention s'effectuera selon les modalités suivantes :

- la Collectivité Territoriale de Martinique versera la subvention d'un montant de **trois mille euros (3.000,00 €)** en une seule fois.

ARTICLE 7- REDDITION DES COMPTES, CONTRÔLES FINANCIERS :

En contrepartie du versement de la subvention, le partenaire devra communiquer à la Collectivité Territoriale de Martinique, au plus tard 6 mois après la date de clôture de leur exercice comptable :

- son bilan, son compte de résultat ainsi que ses annexes certifiées par le Président du partenaire ou le commissaire aux comptes,
- le rapport du commissaire aux comptes (si le partenaire a cette obligation ou si elle a fait volontairement appel à un contrôle exercé par un commissaire aux comptes),
- le rapport d'activité définitif de l'année écoulée.

D'une manière générale, le partenaire s'engage à justifier à tout moment, sur la demande de la Collectivité Territoriale de Martinique, de l'utilisation des subventions reçues. Elle tiendra sa comptabilité à sa disposition pour répondre de ses obligations.

Le partenaire s'engage à tenir sa comptabilité par référence aux principes du Nouveau Plan Comptable général et aux avis du Centre National de la Comptabilité relatifs au secteur qui lui incombe.

Le partenaire devra prévenir sans délai la Collectivité territoriale de Martinique de toute difficulté économique rencontrée au cours de la gestion. Les deux parties conviendront ensemble, dans la mesure des capacités de chacun, des dispositions à prendre en préservant la responsabilité de la Collectivité Territoriale de Martinique, qui ne saurait, dans le cadre de l'exécution de la présente, la voir recherchée par le partenaire en qualité d'organisme public financeur.

Toute somme qui n'aura pas été utilisée conformément à son objet sera reversée de plein droit à la Collectivité Territoriale de Martinique, sans que celle-ci n'ait à en faire la demande.

ARTICLE 8 – CONTRÔLE DE L'UTILISATION DES DENIERS PUBLICS

a) Prescriptions légales

L'article 612-1 du code de commerce prescrit que toute personne morale de droit privé non commerçante ayant une activité économique doit faire certifier ses documents comptables par un commissaire aux comptes si deux des trois conditions suivantes sont réunies :

- le total du bilan est supérieur à 1 550 000 €,
- le chiffre d'affaires ou le montant des ressources excède 3 100 000 €,
- la personne morale emploie plus de 50 salariés.

L'article 612-4 du code de commerce dispose qu'un commissaire aux comptes ainsi qu'un suppléant devront être nommés par les associations recevant par an plus de 153 000 € d'aides directes et/ou indirectes de personnes publiques, et qu'un bilan, un compte de résultat et une annexe devront être établies.

Sur demande de la Collectivité Territoriale de Martinique, tous les renseignements complémentaires demandés lui seront délivrés sous quinzaine.

Le partenaire s'engage à s'acquitter des obligations légales à sa charge.

B. Stipulations particulières

Le partenaire gestionnaire et utilisateur de deniers publics, s'engage à mettre la Collectivité Territoriale de Martinique en mesure de procéder à tout moment, éventuellement sur pièces et sur place, pour toute opération, à tous les contrôles qu'il jugera nécessaire quant à l'utilisation de la subvention attribuée.

ARTICLE 9 - RESPECT DU CARACTÈRE D'INTÉRÊT GÉNÉRAL DES DÉPENSES DU PARTENAIRE

Le partenaire prend acte de ce que l'utilisation de la subvention allouée ne peut avoir d'autre objectif que celui de servir l'intérêt général de la Collectivité Territoriale de Martinique au travers de son action. À cet effet, la Collectivité Territoriale de Martinique définit des critères afin d'évaluer le respect de cette clause.

En cas de violation par le partenaire de l'une des clauses de la présente convention, la Collectivité Territoriale de Martinique pourra procéder à une mise en demeure par le biais d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Au terme du délai fixé par la Collectivité Territoriale de Martinique, celle-ci pourra mettre en œuvre le reversement de tout ou partie de la subvention.

Le non-respect des dispositions légales ci-dessus rappelées ainsi que de toutes celles ayant trait, d'une manière générale, à la transparence financière implique de plein droit le reversement intégral de la subvention.

Un courrier de relance pourra être adressé au partenaire par lettre recommandée avec accusé de réception avant que le reversement fasse l'objet de l'émission d'un titre exécutoire de recettes, transmis au comptable chargé de recouvrer par tous moyens.

ARTICLE 10 - LES ACTIONS DE COMMUNICATION

Le bénéficiaire d'une subvention est tenu de mentionner la participation financière de la Collectivité Territoriale de Martinique. Il fait figurer le logo-type sur tous les documents d'information relatifs à l'objet de la subvention de la Collectivité Territoriale de Martinique précédé de la mention « avec le concours financier de ».

Les mentions relatives au soutien financier de la Collectivité Territoriale de Martinique doivent être confirmées par l'envoi de documents ou de photographies. Des contrôles sur place par des agents de la Collectivité Territoriale de Martinique peuvent être effectués.

Si l'obligation d'apposer le logo n'est manifestement pas adaptée, le bénéficiaire doit s'engager à fournir une autre justification pour assurer la visibilité du financement de la Collectivité Territoriale de Martinique qui devra être préalablement acceptée par les services de la Collectivité.

ARTICLE 11 - ASSURANCES

Le partenaire souscrira toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile.

Il paiera les primes et cotisations de ces assurances sans que la responsabilité de la Collectivité Territoriale de Martinique puisse être mise en cause. Il devra justifier à chaque demande de l'existence des polices d'assurance nécessaires et du système de primes correspondantes.

ARTICLE 12 - LITIGES

En cas de divergence résultant de l'application de la présente convention, une tentative de conciliation devra être recherchée par les parties, avec application du principe du droit, pour chacune d'elles, à faire valoir ses observations.

Si cette conciliation échoue, le différend pourra être porté devant les juridictions. Le tribunal administratif de la Martinique, en ce cas, sera le tribunal compétent.

Les annexes jointes font partie intégrante de la présente convention et constituent donc au même titre, des documents contractuels.

Fait à Fort-de-France, en 4 exemplaires, le

Le Partenaire
Cachet, date et signature

**Le Président du Conseil exécutif
de Martinique**



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171219-17-477-1-DE
Date de télétransmission : 18/01/2018
Date de réception préfecture : 18/01/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-477-1

PORTANT MODIFICATION DE LA DÉLIBÉRATION N°16-301-1 DU 05 OCTOBRE 2016 RELATIVE À L'OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE À L'ASSOCIATION FIRST CARAÏBES POUR L'ORGANISATION D'UN COLLOQUE SCIENTIFIQUE

L'An deux mille dix-sept, le dix-neuf décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Joachim BOUQUETY (procuration à Eugène LARCHER), Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Fred LORDINOT (procuration à Michelle MONROSE), Josiane PINVILLE (procuration à Lucien ADENET), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Jenny DULYS-PETIT).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-301-1 du 5 octobre 2016 portant octroi d'une aide publique à l'association First Caraïbes pour l'organisation d'un colloque scientifique ;

Vu le bilan de l'opération transmis par l'association First Caraïbes en date du 6 avril 2017 ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Francis CAROLE, Conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;

Vu l'avis émis par la commission santé et action de prévention, PMI, ASE le 11 décembre 2017 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : L'article 1 de la délibération n° 16-301-1 du 5 octobre 2016 susvisée est modifié comme suit :

« Une aide publique d'un montant de quarante-sept mille neuf cent quarante-cinq euros et quatre-vingt-dix-neuf centimes (47 945,99 €) est attribuée à l'association FIRST CARAIBES, pour l'organisation d'un colloque scientifique intitulé l'esclavage : quel impact sur la psychologie des populations »

ARTICLE 2 : L'article 2 de la délibération n° 16-301-1 du 5 octobre 2016 susvisée est modifié comme suit :

« Le montant de la subvention est imputé comme suit : quarante-sept mille neuf cent quarante-cinq euros et quatre-vingt-dix-neuf centimes (47 945,99 €) au chapitre 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versé selon les modalités prévues par convention ».

ARTICLE 3 : Les autres dispositions de la délibération n° 16-301-1 du 5 octobre 2016 demeurent inchangées.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



ANNEXE 1 À LA DÉLIBÉRATION N°17-477-1



REPUBLIQUE FRANCAISE
LIBERTÉ – EGALITÉ – FRATERNITÉ

Fort-de-France, le

**AVENANT N° 1 -
A LA CONVENTION N° 0477 DU 18 NOVEMBRE 2016 POUR L'ORGANISATION
D'UN COLLOQUE SCIENTIFIQUE INTERNATIONAL INTITULE : « L'ESCLAVAGE :
QUEL IMPACT SUR LA PSYCHOLOGIE DES POPULATIONS ».**

Entre

**LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE
Représentée par le Président du Conseil Exécutif
Et**

**L'ASSOCIATION REGIONALE DE FORMATION INTERVENTION
RECHERCHE SUR LES PROBLEMES DE SOCIETE
« FIRST CARAIBES »**

- ✓ **Vu** le règlement n°1407-2013 de la Commission Européenne en date du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ;
- ✓ **Vu** le code général des collectivités territoriales, ses articles L 7211-1 à L 7331-3 et en particulier son article L 7224-14 ;
- ✓ **Vu** le décret n° 2001-495 du 06 juin 2001 pris pour de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financières des aides octroyées par les personnes publiques,
- ✓ **Vu** la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;
- ✓ **Vu** l'ordonnance n°2012-1397 du 13 décembre 2012 déterminant les règles budgétaires, financières et comptables applicables aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique et ses décrets d'application ;
- ✓ **Vu** la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 15-001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude Lise en qualité de Président de l'Assemblée de Martinique ;
- ✓ **Vu** la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 15-003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE en qualité Président du Conseil exécutif de Martinique ;
- ✓ **Vu** la délibération de l'Assemblée de Martinique N°16-301 du 5 octobre 2016 portant attribution d'une subvention d'un montant de **Soixante Huit Mille quatre cents quatre-vingt-quatorze Euros et vingt-sept centimes (68.494,27 €)** à l'association First Caraïbes pour l'organisation d'un colloque scientifique international intitulé « l'esclavage : Quel impact sur la psychologie des populations ;
- ✓ **Vu** le bilan de l'opération transmis par l'association First Caraïbes en date du 6 avril 2017 ;
- ✓ **Vu** la convention N° 0477 du 18 novembre 2016 rédigée en application de la délibération ci-dessus mentionnée,
- ✓ **Vu** la délibération N° du 2017 portant modification de la délibération N°16-301 du 5 octobre 2016,

Conformément à la délibération de l'Assemblée de Martinique susvisée, il est passé une convention

ENTRE

LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE,

Représentée par le Président du Conseil Exécutif de Martinique en exercice, Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération de l'assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015,

Domiciliée à l'Hôtel de la Collectivité Territoriale, Rue Gaston Defferre – 97201 FORT DE FRANCE

Dénommé ci-après la « Collectivité Territoriale de Martinique »

ET

L'ASSOCIATION REGIONALE DE FORMATION INTERVENTION RECHERCHE SUR LES PROBLEMES DE SOCIETE – « FIRST CARAIBES »

Domiciliée, Hôpital CLARAC – Boulevard Pasteur – 97200 FORT DE FRANCE

Représentée par Monsieur le Professeur _____, son président, dûment habilité (e)
par le conseil d'administration de l'association,
Dénommée ci-après le « partenaire ».

Il a été convenu et décidé ce qui suit :

ARTICLE 1 :

L'article 2 de la convention n°0477 du 18 novembre 2016 ci-dessus mentionnée,
intitulé : « Cout de l'opération », est modifié comme suit :

« le budget total de l'opération s'élève à **deux cent six mille sept cent quatre-vingt-cinq euros et quarante centimes (206.785,40 €)** ».

ARTICLE 2 :

L'article 3 de la convention n°0477 du 18 novembre 2016 ci-dessus mentionnée,
intitulé : « Obligation des parties », est modifié comme suit :

« 1/ Obligations de la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM) :

La Collectivité Territoriale de Martinique a décidé d'allouer à l'association une subvention d'un montant de **quarante-sept mille neuf cent quarante-cinq euros et quatre-vingt-dix-neuf centimes (47.945,99 €)** au titre de l'exercice 2016 pour l'organisation d'un colloque scientifique international en Martinique et en Guadeloupe intitulé

- L'esclavage : Quel impact sur la psychologie des populations ».

ARTICLE 3 :

Les autres dispositions de la convention n°0477 du 18 novembre 2016 demeurent inchangées.

Fait à Fort-de-France, en 4 exemplaires, le

Le Partenaire

**Le Président du Conseil exécutif
de Martinique**

ANNEXE 2 À LA DÉLIBÉRATION N°17-477-1



REPUBLIQUE FRANCAISE
LIBERTE – EGALITE – FRATERNITE

Fort-de-France, le

**AVENANT N° 2 - A LA CONVENTION N° 0477 DU 18 NOVEMBRE 2016 POUR LE
PAIEMENT DU SOLDE DE LA SUBVENTION DANS LE CADRE DE
L'ORGANISATION D'UN COLLOQUE SCIENTIFIQUE INTERNATIONAL
INTITULE : « L'ESCLAVAGE : QUEL IMPACT SUR LA PSYCHOLOGIE DES
POPULATIONS ».**

Entre

**LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE
Représentée par le Président du Conseil Exécutif
Et**

**L'ASSOCIATION REGIONALE DE FORMATION INTERVENTION
RECHERCHE SUR LES PROBLEMES DE SOCIETE
« FIRST CARAIBES »**

- ✓ *Vu le règlement n°1407-2013 de la Commission Européenne en date du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ;*
- ✓ *Vu le code général des collectivités territoriales, ses articles L 7211-1 à L 7331-3 et en particulier son article L 7224-14 ;*
- ✓ *Vu le décret n° 2001-495 du 06 juin 2001 pris pour de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financières des aides octroyées par les personnes publiques,*
- ✓ *Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;*
- ✓ *Vu l'ordonnance n°2012-1397 du 13 décembre 2012 déterminant les règles budgétaires, financières et comptables applicables aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique et ses décrets d'application ;*
- ✓ *Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 15-001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude Lise en qualité de Président de l'Assemblée de Martinique ;*
- ✓ *Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 15-003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE en qualité Président du Conseil exécutif de Martinique ;*
- ✓ *Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique N°16-301 du 5 octobre 2016 portant attribution d'une subvention d'un montant de **Soixante Huit Mille quatre cents quatre-vingt-quatorze Euros et vingt-sept centimes (68.494,27 €)** à l'association First Caraïbes pour l'organisation d'un colloque scientifique international intitulé « l'esclavage : Quel impact sur la psychologie des populations.*
- ✓ *Vu la convention N° 0477 du 18 novembre 2016 rédigée en application de la délibération ci-dessous mentionnée,*
- ✓ *Vu le bilan de l'opération transmis par l'association First Caraïbes en date du 6 avril 2017 ;*

Conformément à la délibération de l'Assemblée de Martinique susvisée, il est passé une convention

ENTRE

LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE,

Représentée par le Président du Conseil Exécutif de Martinique en exercice, Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération de l'assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015,

Domiciliée à l'Hôtel de la Collectivité Territoriale, Rue Gaston Defferre – 97201 FORT DE FRANCE

Dénommé ci-après la « Collectivité Territoriale de Martinique »

ET

L'ASSOCIATION REGIONALE DE FORMATION INTERVENTION RECHERCHE SUR LES PROBLEMES DE SOCIETE – « FIRST CARAIBES »

Domiciliée, Hôpital CLARAC – Boulevard Pasteur – 97200 FORT DE France,

Représentée par Monsieur le Professeur _____, son président, dûment habilité (e)

par le conseil d'administration de l'association,

Dénommée ci-après le « partenaire ».

Il a été convenu et décidé ce qui suit :

ARTICLE 1 :

L'article 2 de la convention n°0477 du 18 novembre 2016 ci-dessus mentionnée, intitulé : « Cout de l'opération », est modifié comme suit :

« le budget total de l'opération s'élève à **deux cent six mille sept cent quatre-vingt-cinq euros et quarante centimes (206.785,40 €)** ».

ARTICLE 2 :

Les autres dispositions de la convention n°0477 du 18 novembre 2016 demeurent inchangées.

Fait à Fort-de-France, en 4 exemplaires, le

Le Partenaire

**Le Président du Conseil exécutif
de Martinique**



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171219-17-478-1-DE
Date de télétransmission : 23/01/2018
Date de réception préfecture : 23/01/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : 23 JAN. 2018

DÉLIBÉRATION N°17-478-1

PORTANT RÉAFFECTATION DE LA SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT ALLOUÉE AU SIRE AU PROFIT DE SOLIHA ANTILLES AGENCE IMMOBILIÈRE SOCIALE POUR LE FONCTIONNEMENT DE LA STRUCTURE ASSOCIATIVE ET L'EXERCICE DE LA MISSION D'AGENCE IMMOBILIÈRE SOCIALE (AIS) AU TITRE DE L'ANNÉE 2016

L'An deux mille dix-sept, le dix-neuf décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Joachim BOUQUETY (procuration à Eugène LARCHER), Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Fred LORDINOT (procuration à Michelle MONROSE), Josiane PINVILLE (procuration à Lucien ADENET), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Jenny DULYS-PETIT).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération du Conseil général de Martinique n° CP/200-11 du 3 mars 2011 autorisant la mise en place de l'Agence Immobilière sociale (AIS) ;
Vu la délibération du Conseil général de Martinique n° CP/430-15 du 11 juin 2015 prorogeant de deux (2) ans le plan départemental d'actions pour le logement des personnes défavorisées-plan départemental accueil hébergement insertion (PDALPD-PDAHI) 2011-2015 ;
Vu la délibération du Conseil général de Martinique n° CP/1059-15 du 19 novembre 2015 portant avenant de prorogation de la mission AIS confiée au Service Immobilier Rural Économique et Social (SIRES) dans le cadre du PDALPD-PDAHI (2011-2017) ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-13-1 du 19 janvier 2016 portant autorisation du versement d'avances aux organismes partenaires de la Collectivité Territoriale de Martinique avant le vote du budget primitif 2016 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°17-140-1 du 7 avril 2017 portant attribution d'une subvention de fonctionnement au Service Immobilier Rural Économique et Social (SIRES) pour l'exercice de la mission d'Agence Immobilière Sociale (AIS) au titre de l'année 2016 ;
Vu la convention cadre du 15 avril 2013 définissant les relations entre les partenaires financiers du Plan Départemental d'Actions pour le Logement des Personnes Défavorisées (PDALPD) et le SIRES Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Francis CAROLE, Conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;
Vu l'avis émis par la commission logement et habitat le 7 décembre 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : La délibération n° 17-140-1 du 7 avril 2017 susvisée, portant attribution d'une subvention de fonctionnement au Service Immobilier Rural Économique et Social (SIRES) pour l'exercice de la mission d'Agence Immobilière Sociale (AIS) au titre de l'année 2016 est annulée.

ARTICLE 2 : Suite au changement de dénomination et de statuts du SIRES la Collectivité Territoriale de Martinique participe au financement du fonctionnement de SOLIHA Antilles Agence Immobilière Sociale et au financement de la mission d'Agence Immobilière Sociale (AIS) exercée par ladite association pour l'exercice 2016 à hauteur de soixante-dix mille euros (70 000 €) en lieu et place du SIRES.

ARTICLE 3 : La subvention sera versée selon les modalités prévues par convention.

ARTICLE 4 : La dépense correspondante est imputée au chapitre fonctionnel 935 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à prendre toute mesure et signer tout document tendant à préciser les modalités d'application de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





ANNEXE A LA DELIBERATION DE L'ASSEMBLEE DE MARTINIQUE N° 17-478-1

**CONVENTION RELATIVE AU VERSEMENT DE LA SUBVENTION DE
FONCTIONNEMENT DE LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE A SOLIHA
ANTILLES AGENCE IMMOBILIERE SOCIALE (EX-SIRES) POUR LE FONCTIONNEMENT
DE L'ASSOCIATION ET L'EXERCICE DE LA MISSION D'AGENCE IMMOBILIERE
SOCIALE AU TITRE DE L'ANNEE 2016.**

ENTRE

La Collectivité Territoriale de Martinique,

**Représentée par son Président du Conseil Exécutif, Monsieur Alfred MARIE-JEANNE,
Domicilié à l'Hôtel de la Collectivité Territoriale de Martinique, sis rue Gaston Deferre,
CS 30 137 – 97261 Fort-de-France Cedex, d'une part,**

ET

SOLIHA ANTILLES AGENCE IMMOBILIERE SOCIALE,

**Représenté par son Président Monsieur
Domicilié ZAC de Rivière Roche, Bâtiment F4, 97200 Fort de France, d'autre part,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération du Conseil Général n° CG/83-98 du 28 octobre 1998 portant programme départemental d'interventions pour le logement social et l'habitat,

Vu la délibération de la Commission Permanente n° CP/165-11 du 17 février 2011 relative à l'approbation du Plan Départemental d'Action pour le Logement des Personnes Défavorisées (PDALPD) 2011-2015,

Vu la délibération du Conseil Général N° CG/04-11 du 21 avril 2011 donnant délégation de compétences à la Commission Permanente,

Vu la délibération de la Commission Permanente n°200-11 du 3 mars 2011 relative à la mise en place d'une Agence Immobilière Sociale (AIS) pour la Martinique,

Vu la convention cadre du 15 avril 2013 définissant les relations entre les partenaires financiers du PDALPD et le SIRES MARTINIQUE,

Vu la délibération n° CP/430-15 du 11 juin 2015 prorogeant de deux (2) ans le Plan Départemental d'Action pour le Logement des Personnes Défavorisées-Plan Départemental Accueil Hébergement Insertion (PDALPD-PDAHI) 2011-2015,

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-13-1 du 19 janvier 2016 portant autorisation de versement d'avances aux organismes partenaires de la Collectivité Territoriale de Martinique avant le vote du budget primitif 2016,

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil général et le Conseil régional et définition des mesures d'application,

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 17- 140-1 du 06 avril 2017 portant attribution au Service Immobilier Rural Économique et Social (SIRES) Martinique d'une subvention de fonctionnement pour la mission d'AIS, au titre de l'année 2016,

Vu les statuts de SOLIHA Antilles Agence Immobilière Sociale en date d'avril 2016,

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 17 - du portant réaffectation de la subvention de fonctionnement allouée au SIRES au profit de SOLIHA ANTILLES AGENCE IMMOBILIERE SOCIALE pour le fonctionnement de la structure associative et l'exercice de la mission d'AIS au titre de l'année 2016.

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif,

Considérant la fusion de la fédération des PACT et de la fédération Habitat et Développement portant création de SOLIHA Antilles Agence Immobilière Sociale.

Après en avoir délibéré,

IL EST EXPOSE CE QUI SUIT :

La mise en place d'une Agence Immobilière Sociale est une des actions du Plan Départemental d'Action pour le Logement des Personnes défavorisées de la Martinique en réponse à la demande dans le secteur du logement social (environ 14 000 logements).

En effet, la lente progression du développement du secteur du logement locatif social public, complexifiée par la pénurie du foncier, la prégnance de l'indivision et des dents creuses ne favorisent pas la construction de logements neufs. L'accroissement de la construction de logements sociaux reste difficile à la Martinique.

Pour ces raisons, le partenariat avec une Agence Immobilière Sociale (AIS) constitue une des solutions pour mettre sur le marché de la location sociale des logements du parc privé afin de relayer la politique sociale du logement en Martinique.

Cette mise à disposition s'accorde avec les exigences de la loi du 5 mars 2007 instituant un « droit au logement opposable » et qui garantit à toute personne qui en est privée un logement décent.

Cette mission a été confiée au SIRES Martinique par l'État, le Conseil général et la Caisse d'Allocations Familiales de la Martinique.

La mission d'Agence Immobilière Sociale (AIS) à destination des personnes défavorisées consiste en la prospection, la mobilisation de logements sociaux dans le parc privé et public, et en l'intermédiation locative.

Courant 2016 le SIRES a changé certaines composantes de son statut et de dénomination du fait de la fusion de la fédération des PACT et de la fédération Habitat et Développement, donnant lieu à la création de SOLIHA Antilles Agence Immobilière Sociale.

Désormais la mission d'AIS sera exercée par SOLIHA Antilles Agence Immobilière Sociale en lieu et place de l'ex-SIRES.

IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIV :

Article 1 : Objet de la Convention

La présente convention a pour objet de définir les modalités de versement de la subvention de fonctionnement accordée à SOLIHA Antilles Agence Immobilière Sociale pour son fonctionnement et pour l'exercice de la mission d'AIS, au titre de l'année 2016.

Article 2 : Durée de la convention

La présente convention est consentie et acceptée pour une durée de un (1) an à compter de sa signature.

Article 3 : Financement et règlement

La Collectivité Territoriale de Martinique verse à SOLIHA Antilles Agence Immobilière Sociale, une subvention de fonctionnement d'un montant de **SOIXANTE DIX MILLE EUROS (70 000 €)** pour l'exercice 2016 afin de lui permettre de remplir les missions qui lui sont reconnues dans le cadre de l'AIS et d'assurer son fonctionnement en tant que structure associative.

Le versement s'effectuera en deux fois selon les modalités suivantes :

- 50 % après signature et notification de la présente convention financière et sur présentation des comptes de résultat certifiés 2015,
- Le solde sur présentation du compte rendu synthétique quantifié des actions réalisées, et du bilan chiffré et commenté de la mission AIS pour les exercices 2015 et 2016.

La subvention pourra faire l'objet d'un seul versement si tous les documents précités sont fournis dans un même appel de fonds.

La somme sera virée sur le compte de SOLIHA Antilles Agence Immobilière Sociale au vu d'un relevé d'identité bancaire.

Article 4 : Obligations de l'Agence

SOLIHA Antilles Agence Immobilière Sociale déclare avoir recherché et obtenu les dons, prêts et autres financements nécessaires pour équilibrer son budget 2016.

En contrepartie du versement de sa subvention, SOLIHA Antilles Agence Immobilière Sociale s'engage à :

- ❖ Respecter l'ensemble des clauses de la présente convention et à participer activement, dans la limite de l'exercice de son activité, à la mise en œuvre de la politique d'action sociale de la Collectivité Territoriale de Martinique.
- ❖ Ne pas utiliser les fonds à d'autres fins que celles pour lesquelles ils ont été consentis.
- ❖ Transmettre à la Collectivité Territoriale de Martinique les comptes approuvés et le rapport d'activités liés à la mission d'AIS de l'année 2015.
- ❖ Transmettre le bilan des actions menées au titre de la mission d'AIS de l'exercice 2015 et de l'exercice 2016.
- ❖ Faire référence au soutien financier de la Collectivité Territoriale de Martinique, notamment auprès des usagers (en faisant apparaître, le cas échéant, sur ses principaux documents informatifs ou promotionnels, la participation financière de la Collectivité Territoriale de Martinique.
- ❖ Informer les services de la Collectivité Territoriale de Martinique de tout projet important de communication afin de préserver la cohérence de l'action de la Collectivité Territoriale de Martinique.
- ❖ Fournir régulièrement les procès verbaux des assemblées générales et informer la Collectivité Territoriale de Martinique de toutes les modifications intervenues dans les statuts, la composition du Conseil d'Administration, du Bureau et des délégations de fonctions.
- ❖ Souscrire toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile. SOLIHA Antilles Agence Immobilière Sociale paiera les primes et les cotisations de ces assurances sans que la responsabilité de la Collectivité Territoriale de Martinique puisse être mise en cause.

Article 5 : Modification de la convention

Toute modification du contenu de la présente convention fera l'objet d'un avenant à celle-ci pris par l'instance délibérante de la Collectivité Territoriale de Martinique.

Article 6 : Résiliation

En cas de non respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements inscrits dans la présente, le droit de résiliation sera ouvert à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception, valant mise en demeure.

Durant ce délai, l'organe délibérant de la Collectivité Territoriale de Martinique devra se prononcer sur la suite à donner, après avoir entendu le Président du Conseil d'Administration de SOLIHA Antilles Agence Immobilière Sociale.

En outre, si l'activité réelle de l'association était significativement inférieure aux prévisions présentées dans le cadre de la demande de subvention déposée auprès de ses services, la Collectivité Territoriale de Martinique se réserve le droit de réclamer le remboursement de tout ou partie de la somme versée.

Toute somme non utilisée conformément à son affectation sera restituée à la Collectivité Territoriale de Martinique.

Article 7 : Litiges

Les contestations qui s'élèveraient entre les parties au sujet de l'exécution ou l'interprétation de la présente convention seront soumises au Tribunal compétent.

Fait en trois (3) exemplaires originaux

A Fort-de-France, le

La Collectivité Territoriale de Martinique

**SOLIHA Antilles Agence
Immobilière Sociale**

**Le Président du Conseil Exécutif
Monsieur Alfred MARIE-JEANNE**

**Le Président
Monsieur**



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171219-17-479-1-DE
Date de télétransmission : 18/01/2018
Date de réception préfecture : 18/01/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-479-1

PORTANT PROGRAMME COORDONNE DE FINANCEMENT DE LA CONFERENCE DES FINANCEURS DE LA PREVENTION DE LA PERTE D'AUTONOMIE DES PERSONNES AGEES

L'An deux mille dix-sept, le dix-neuf décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs Joachim BOUQUETY (procuration à Eugène LARCHER), Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Fred LORDINOT (procuration à Michelle MONROSE), Josiane PINVILLE (procuration à Lucien ADENET), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Jenny DULYS-PETIT).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu le décret n°2016-209 du 26 février 2016 relatif à la Conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie des personnes âgées ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-369-1 du 24 novembre 2016 portant mise en place de la Conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie ;

Vu la délibération n° 17-296-1 du 28 juillet 2017 portant création du dispositif-cadre de la Conférence des Financeurs de la Prévention de la Perte d'Autonomie ;

Vu le vote de la Conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie réunie le 07 novembre 2017 adoptant à l'unanimité le programme coordonné ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Francis CAROLE, Conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;

Vu l'avis émis par la commission action sociale, gérontologie, personnes en situation de handicap le 7 décembre 2017 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est adopté le programme coordonné de financement de la Conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie des personnes âgées en Martinique au titre des exercices 2017 à 2021.

ARTICLE 2 : Ce programme coordonné de financement pourra être modifié par voie d'avenant.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre, par voie d'arrêté délibéré au sein du Conseil Exécutif toute mesure d'application de la présente délibération.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE


ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION N°17-479-1

**PROGRAMME COORDONNE DE FINANCEMENT
DE LA PREVENTION DE LA PERTE D'AUTONOMIE
DES PERSONNES AGEES**

**Conférence des financeurs de la prévention de la perte
d'autonomie des personnes âgées de Martinique**

INTRODUCTION

Visas

- Vu la loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015, relative à l'Adaptation de la Société au Vieillissement ;
- Vu le décret n° 2016-209 du 26 février 2016, relatif à la Conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie des personnes âgées de 60 ans et plus,
- Vu le décret n° 2016-212 du 26 février 2016 relatif aux concours versés aux Départements par la CNSA ;
- Vu le diagnostic territorial approuvé en séance de la Conférence des financeurs du 01 juin 2017,
- Vu le recensement des actions de prévention menées à l'échelle départementale et présenté en séance de la Conférence des financeurs du 01 juin 2017,

Préambule

La loi d'adaptation de la Société au Vieillissement (dite Loi ASV) du 28 décembre 2015 prévoit la mise en place, dans chaque département, d'une « Conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie des personnes âgées ». Cette conférence rassemble, au niveau local, les financeurs de la prévention de la perte d'autonomie pour :

- établir sur le territoire départemental un diagnostic des besoins des personnes âgées de soixante ans et plus,
- recenser les initiatives locales,
- définir un programme coordonné de financement des actions individuelles et collectives de prévention.

Les étapes de diagnostic des besoins et de recensement des initiatives locales ont été effectuées et leurs résultats ont été présentés en séance de travail de la Conférence des financeurs, le 01 juin 2017.

En s'appuyant sur les problématiques mises en avant par l'état des lieux, les axes prévus par la loi ont été retenus pour constituer la structure du Programme coordonné de prévention de la perte d'autonomie :

- Accès aux équipements et aides techniques individuelles,
- Prévention par les SAAD (Service d'aide à domicile) et les SPASAD (Service polyvalent d'aide et de soins à domicile),
- Soutien aux proches aidants,
- Actions collectives de prévention.

Le périmètre de la Conférence exclut le forfait autonomie dans les départements et territoires d'Outre-Mer compte tenu de l'absence de résidence autonomie au sens du code de l'action sociale et des familles et du code de la construction et de l'habitat.

Les axes proposés s'articulent autour du parcours de la personne âgée et visent à couvrir la diversité des besoins rencontrés.

Ce Programme constitue un cadre stratégique permettant aux membres de la Conférence des financeurs de coordonner leurs financements dédiés à la prévention de la perte d'autonomie.

Il constitue également un cadre pour le financement de nouvelles actions de prévention.

Composition, pilotage et animation de la Conférence des financeurs de Martinique

La Conférence des financeurs, conformément au règlement intérieur approuvé en séance du 01 juin 2017 est présidée par le Président du Conseil Exécutif de la Collectivité Territoriale de Martinique.

Elle assure la maîtrise d'ouvrage collective du Programme coordonné de la Conférence des financeurs dont les orientations d'actions relèvent de sa compétence et suit le déroulement des actions qu'elle aura préalablement approuvées.

Les services de la Collectivité Territoriale de Martinique assurent le suivi technique du Programme coordonné de la Conférence des financeurs. Ils préparent notamment le rapport d'activités à présenter à la CNSA ainsi que la présentation de la programmation annuelle des actions.

Les différents porteurs d'actions sont responsables de la mise en œuvre concrète de la déclinaison opérationnelle des actions qu'ils mettent au service du présent programme et déclinées en annexe du présent document. Ils s'engagent à avertir la Conférence des financeurs, en charge du recensement à l'échelle départementale des actions de prévention.

La Conférence des financeurs est invitée aux réunions de suivi et de bilan de l'action et est destinataire des comptes rendus relatifs à l'action pour lui permettre l'élaboration du rapport d'activité annuel.

L'évaluation annuelle devra permettre de souligner les difficultés qui ont été rencontrées ou les évolutions à envisager dans la mise en œuvre des grandes orientations du Programme coordonné de la Conférence des financeurs.

Durée du Programme

Le présent Programme a été approuvé en séance de la Conférence des financeurs le 07 novembre 2017, au titre des exercices 2017-2021.

La Conférence des financeurs pourra le modifier par voie d'avenant.

Mesure de publicité

Conformément aux dispositions en vigueur, le présent Programme sera publié au recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

Financement des actions de prévention

- Mobilisation du concours financier attribué annuellement par la CNSA
- Mobilisation des crédits et budgets de chacun des partenaires pour leurs actions

Il est précisé que le concours financier attribué par la CNSA ne peut se substituer à des crédits déjà engagés par les partenaires.

Mode d'emploi du Programme coordonné

- Chaque axe stratégique est étayé et contient les objectifs de prévention partagés et validés par l'ensemble des membres de la Conférence,
- Le programme d'actions par thématique présente les actions financées par le concours CNSA pour la Conférence des financeurs.

ORIENTATIONS DU PROGRAMME COORDONNE DE LA CONFERENCE DES FINANCEURS DE MARTINIQUE
--

En s'appuyant sur les problématiques et dispositifs (PAERPA, MAIA, plateforme territoriale d'appui...) du territoire, identifiés par le diagnostic territorial présenté et approuvé en séance de la Conférence des financeurs du 01 juin 2017, les partenaires s'engagent, dans le cadre de leurs compétences respectives, à participer aux orientations suivantes au profit des personnes âgées de plus de 60 ans ressortissantes du territoire et à accompagner les actions qui seront mises en œuvre et financées à ce titre.

AXE 1 : ACCES AUX EQUIPEMENTS ET AIDES TECHNIQUES INDIVIDUELLES

Thème 1 : Promouvoir l'accès aux aides techniques individuelles et l'adaptation de l'habitat :

- Proposer un dispositif intégré en matière d'octroi des aides techniques,
- Fluidifier et coordonner les procédures en matière de diagnostic de l'habitat et d'adaptation du logement,
- Anticiper les besoins des personnes âgées en matière d'adaptation de l'habitat notamment lors des sorties d'hôpital en partenariat avec les acteurs de terrain (SSIAD, SAAD, SPASAD, etc...),
- Améliorer la lisibilité des aides à l'adaptation du logement par la réalisation d'un guide mentionnant la liste des adaptations disponibles, les partenaires concernés ainsi que les aides possibles (plafonds, critères, etc...),
- Encourager la prise en compte de la prévention de la perte d'autonomie dès la conception des projets immobiliers,

Thème 2 : Accompagner le développement de l'offre de services liés à la « Silver Economie » :

- Encourager le développement des technologies vouées à une prise en charge coordonnée des personnes âgées : cahier de liaison numérique, etc...
- Promouvoir les technologies visant à favoriser le maintien à domicile de qualité pour les seniors : domotique, téléassistance, capteurs de chute, tablettes connectées, etc...
- Développer les réponses innovantes en matière d'habitat : maison de la domotique, appartements-témoins,

AXE 2 : PREVENTION PAR LES SAAD ET LES SPASAD

Thème 1 : Former ces professionnels à la prévention et au repérage de la perte d'autonomie :

- Améliorer et renforcer les compétences de l'ensemble des professionnels intervenant à domicile pour prendre en compte l'approche préventive dans le maintien, la réhabilitation ou la préservation de l'autonomie des personnes âgées : prévention de la dénutrition, repérage des personnes âgées fragiles, bienfaits de l'activité physique adaptée sur la santé et la prévention des chutes,
- Renouveler les pratiques professionnelles et intégrer les enjeux nouveaux de la prévention de la perte d'autonomie dans leur culture professionnelle,

Thème 2 : Mise à disposition d'outils de prévention à destination de ces professionnels :

- Mise à disposition de guides nutrition des seniors, référentiel de bonnes pratiques en prévention des chutes chez les personnes âgées à domicile, etc... permettant un échange avec la personne âgée.

AXE 3 : SOUTIEN AUX PROCHES AIDANTS

Thème 1 : Repérer les aidants et leurs problématiques :

- Réaliser un diagnostic territorial permettant d'identifier les aidants : âge, sexe, signes de fragilité, localisation géographique, etc...
- Sur la base du diagnostic, élaborer un plan d'action territorial coordonné en direction des aidants,
- Améliorer le repérage des situations à risques : formation des professionnels au repérage des situations de détresse ou d'épuisement des proches aidants ainsi qu'à l'évaluation des besoins,

Thème 2 : Favoriser l'accès au répit :

- Encourager le recours à des dispositifs de suppléance (accueil de jour, accueil familial...) afin de permettre aux aidants d'avoir des temps de répit tout en travaillant sur les freins psychologiques du recours à l'aide par le biais de groupes de soutien et de parole, etc ...
- Mettre en place des actions en faveur de la santé des aidants : sessions d'échanges, de rencontres face au risque d'épuisement, prévention de l'isolement, ateliers, etc...
- Permettre une meilleure visibilité des structures de répit,

- Expérimenter et développer des solutions innovantes : accueil de nuit, accueil itinérant, plateforme de mise en relation des aidants,

Thème 3 : Conforter et élargir les dispositifs d'information et de formation des aidants :

- Partager, centraliser et structurer l'information à destination des aidants sur les aides et dispositifs de répit existants : site internet, plateforme téléphonique...
- Développer les actions collectives d'information et d'échange vers et entre les aidants dans une logique de couverture territoriale,
- Développer la formation des aidants sur les pratiques adaptées spécifiques aux divers états de la dépendance,
- Donner toute leur place aux aidants dans l'accompagnement du projet de vie de la personne en valorisant leur action par la reconnaissance et l'expression de leur expérience,

AXE 4 : ACTIONS COLLECTIVES DE PREVENTION

Thème 1 : Préparer le passage à la retraite :

- Augmenter le nombre de sessions et de stages de préparation au passage à la retraite,
- Promouvoir l'information et la sensibilisation aux droits des futurs et jeunes seniors : retraite, couverture santé, évaluation des ressources futures, etc...
- Accompagner les futurs et jeunes retraités dans la définition de leur nouveau projet de vie et les informer sur les diverses structures ou associations proposant des activités près de leur domicile,
- Encourager l'offre de loisirs et d'activités accessibles aux jeunes seniors en insistant sur l'implication des seniors dans ces actions : animation d'ateliers, partage d'un savoir-faire, etc...
- Promouvoir au sein des entreprises les bonnes pratiques en matière de santé et de bien-être au travail,

Thème 2 : Garantir la santé des seniors :

- Promouvoir une alimentation favorable à la santé : actions collectives (forums, conférences, ateliers) de prévention en faveur d'une alimentation équilibrée favorable à la santé et de la prévention de la dénutrition,
- Développer la pratique d'activités physiques et sportives en communiquant sur les bienfaits de l'activité physique sur la santé et en favorisant l'accès et l'offre d'activités physiques afin

de proposer aux seniors une pratique adaptée, régulière, encadrée et dans un environnement de proximité,

- Prévenir les chutes : encourager les actions visant le maintien de la mobilité, de l'équilibre, des bons gestes en cas de chute,
- Lutter contre la perte des facultés cognitives en encourageant les actions innovantes pour l'entretien et la stimulation de la mémoire,

Thème 3 : Lutter contre l'isolement, favoriser le lien social et l'intergénération :

- Améliorer le repérage des personnes âgées confrontées à une situation d'isolement (social, géographique, familial) par la mise en place d'une veille des acteurs de proximité (facteurs, concierges, CCAS, associations de proximité...) et par la réalisation d'une cartographie des personnes isolées,
- Assurer aux personnes âgées une information, une orientation, un accès aux droits et un accompagnement rapide et pertinent vers les aides, les professionnels, les services et dispositifs adaptés à leur situation,
- Soutenir le développement d'actions de solidarité auprès des seniors,
- Développer des actions intergénérationnelles favorisant les rencontres et la mixité des générations dans un souci de partage d'expérience et de connaissance,
- Faciliter la mobilité des seniors : transport à la demande, prévention routière, etc...
- Réduire la fracture numérique chez les seniors en les formant à l'utilisation de l'informatique et internet,
- Valoriser l'image des personnes âgées en favorisant les actions qui modifient le regard de la société sur le vieillissement.



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171219-17-480-1-DE
Date de télétransmission : 28/12/2017
Date de réception préfecture : 28/12/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-480-1

PORTANT MISE EN PLACE DU GIP MARTINIQUE TITREMENT

L'An deux mille dix-sept, le dix-neuf décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Joachim BOUQUETY (procuration à Eugène LARCHER), Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Fred LORDINOT (procuration à Michelle MONROSE), Josiane PINVILLE (procuration à Lucien ADENET), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Jenny DULYS-PETIT).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu le décret n° 2012-91 du 26 janvier 2012 relatif aux GIP ;
Vu le décret n° 2012-1247 du 7 novembre 2012 portant adaptation des divers textes aux nouvelles règles de la gestion budgétaire et comptable publique ;
Vu le décret n° 2013-292 du 5 Avril 2013 relatif au régime de droit public applicable aux personnels des Groupements d'Intérêt Public (GIP) ;
Vu l'article 35 de la loi n°2009-594 du 27 mai 2009 pour le développement économique des outre-mer (LODEOM), modifiée par l'article 3 de la loi n°2013-922 du 17 octobre 2013 et par l'article 116 de la loi 2017-256 du 28 février 2017 de programmation relative à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu le rapport du président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Francis CAROLE, Conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;
Vu l'avis émis par les commissions action sociale, gérontologie, personnes en situation de handicap et logement et habitat le 7 décembre 2017 ;

Vu l'avis émis par la commission finances programmation budgétaire et fiscalité le 12 décembre 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission affaires juridiques et textes le 15 décembre 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est approuvée la mise en place d'un Groupements d'Intérêt Public (GIP) Martinique Titrement au titre de l'article 35 de la loi n°2009-594 du 27 mai 2009 pour le développement des outre-mer (LODEOM).

ARTICLE 2 : Le Président du Conseil Exécutif de la Martinique est autorisé à :

- signer la convention constitutive du GIP Martinique Titrement,
- élaborer un budget de fonctionnement pour la phase de préfiguration,
- nommer un préfigurateur,
- faire appel à un consultant ou un cabinet-conseil.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



PROJET DE CONVENTION CONSTITUTIVE GIP MARTINIQUE TITREMENT

Le peuple Martiniquais est, comme tous les peuples, intrinsèquement attaché à la terre, d'où le renvoi à la question du foncier. Cependant, la Martinique subit le poids de l'absence massive de titres de propriété.

En effet, les biens non titrés ne peuvent être ni cédés, ni loués, ni échangés, ni donnés, ni nantis ou hypothéqués ce qui limite la mise en valeur économique et patrimoniale ainsi que l'entretien des biens concernés.

Cette situation a pour origine :

1°/ l'existence de biens occupés de fait par des personnes tierces au propriétaire en titre de ces biens se substituant à lui dans ses obligations relevant de son droit de propriété en se comportant comme il aurait dû le faire s'il n'avait pas été défaillant ;

2°/ l'existence massive de successions non réglées depuis plusieurs générations, celles pour lesquelles la propriété des biens du défunt n'a pas été transférée à la suite du décès, au nom de ses héritiers.

En conséquence, ces biens sont placés en indivision de fait depuis plusieurs années successives et ne peuvent être gérés comme le seraient les indivisions de droit.

Les deux causes précitées de l'absence de titres de propriété sont susceptibles de se conjuguer et conduisent gangréner le tissu économique de l'île et à empêcher à la Martinique de se développer à cause de l'absence de mise en œuvre d'une indispensable politique foncière.

Pour y répondre, l'objectif est de parvenir au titrement juridique de ces biens, seule option possible pour mettre un terme à ce désordre juridique.

Aussi, il est constitué entre les personnes désignées à l'article 5 un groupement d'intérêt public (GIP) régi par le chapitre II de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit, par ses décrets d'application et par la présente convention.

Titre premier - Constitution

Article premier - Dénomination

La dénomination du groupement est :

**GROUPEMENT D'INTERET PUBLIC MARTINIQUE TITREMENT
(GIP Martinique Titrement)**

Article 2 - Objet et champ territorial

En vertu de l'article 35 de la loi n° 2009-594 du 27 mai 2009 pour le développement économique des outre-mer (LODEOM), modifié par l'article 3 de la loi n° 2013-922 du 17 octobre 2013 et par l'article 116 de la loi n° 2017-256, la **Collectivité Territoriale de Martinique** et les partenaires publics ou privés intéressés créent un groupement d'intérêt public pour mettre en œuvre une procédure, dite procédure de « Titrement » facilitant la constitution ou la reconstitution des titres de propriété.

Son ambition est de permettre le Titrement des martiniquais.

2.1. Projet d'intérêt commun

Les membres conviennent de lui confier :

- l'instauration d'une structure en charge de la maîtrise de la procédure de titrement,
- la mise en place d'un fichier numérisé,
- l'information des publics concernés.

2.2. Projets d'intérêt particulier

A la demande de tout ou partie de ses membres, et dans la limite des attributions qui lui ont été conférées dans le cadre d'une convention de projet passée entre les membres volontaires, le Groupement peut effectuer les opérations de déploiement nécessaires à la titrisation.

Dans le cas où le tiers est un établissement soumis au Code des marchés publics, il ne pourra le faire que dans le cadre des procédures de mises en concurrence prévue par le Code.

2.3 Intervention pour tiers

Le Groupement peut intervenir, après accord de son Conseil d'Administration, comme prestataire de services pour des tiers. Le champ d'intervention du GIP est principalement territorial.

Article 3 : Siège

Le siège du Groupement est situé
.....

Il peut être transféré en tout autre lieu par décision du Conseil d'Administration statuant à la majorité des 2/3 des membres présents ou représentés ou par décision de l'assemblée générale.

Article 4 - Durée

Le groupement est constitué pour une durée de 20 ans. Il jouit de la personnalité morale à compter de la publication de la décision d'approbation.

Article 5 : Capital

Le Groupement est constitué sans capital.

TITRE II FONCTIONNEMENT

Article 5 : Membres, adhésion, démission, exclusion

5.1. Membres

Le groupement comporte :

- les membres adhérents contribuant à ses dépenses ;
- les membres associés non contributeurs à ses dépenses.

Il est constitué entre membres de droit suivants :

- La Collectivité Territoriale de la Martinique sise à Hôtel de la Collectivité Territoriale, 97233 SCHOELCHER,

- L'association des Maires de Martinique sise à Etang Z Abricot,
97200 FORT DE FRANCE
- La chambre des notaires Antilles Guyane sise au Patio de Cluny
97233 SCHOELCHER
- La Direction Finances Publique sise à Petit Paradis
97233 SCHOELCHER
- Le préfet de la Martinique sis à Hôtel de Préfecture
97200 FORT DE FRANCE

5.2 Adhésion

Au cours de son existence, le Groupement peut accepter de nouveaux membres, par décision de l'Assemblée Générale, sur proposition du Conseil d'Administration.

5.3. Retrait

En cours d'exécution de la présente convention, tout membre peut se retirer du Groupement, à l'expiration d'un exercice social, sous réserve qu'il ait notifié son intention par lettre recommandée avec accusé de réception au Président du Groupement deux mois avant la fin de l'exercice social en cours, et qu'il se soit acquitté de ses obligations financières vis-à-vis du Groupement tant au titre de l'exercice en cours que des précédents exercices.

Il devra en outre verser au Groupement, à titre de dédommagement, une somme équivalant au montant, pour l'année en cours, de sa contribution.

La décision de retrait est alors opposable à tous les membres du Groupement, l'Assemblée générale se bornant à définir les modalités pratiques de ce retrait et à modifier, si nécessaire, la présente convention.

5.4. Exclusion

Un membre peut être exclu du Groupement par décision de l'Assemblée générale sur proposition du Conseil d'Administration en cas d'inexécution de ses obligations ou pour faute grave. Le membre concerné est entendu préalablement par l'Assemblée Générale.

Le membre dont l'exclusion est sollicitée ne participe pas au vote de l'Assemblée Générale et ses voix ne sont pas prises en compte dans le calcul de

la majorité requise.

Les modalités, notamment financières, de cette exclusion doivent avoir reçu l'accord de l'assemblée générale.

Article 6 - Droits statutaires & Obligations des membres

6 .1 Droits statutaires

Les droits statutaires des membres du groupement sont les suivants :

- C.T.M %
- Chambre des Notaires %
- DRFIP %

6.2 Obligations des membres

Les membres ne sont pas tenus envers les tiers des engagements du groupement. Ils ne sont pas solidaires à l'égard des tiers.

La contribution des membres aux dettes du groupement est déterminée à raison de leurs contributions statutaires aux charges du groupement. Le nouveau membre n'est tenu que des dettes échues à compter de son admission, au prorata de sa contribution aux charges du groupement.

En cas de retrait ou d'exclusion, et sauf décision contraire de l'assemblée générale prise à la majorité qualifiée moins le membre concerné, un membre est responsable des dettes du groupement, échues à la date du retrait ou de l'exclusion, à raison de ses contributions statutaires aux charges.

Dans leur rapport entre eux, les membres sont tenus des obligations du groupement à proportion de leurs droits statutaires.

Article 7 : Personnels du Groupement

Pour couvrir ses besoins en personnel par des profils de compétence adaptés à ses missions, le Groupement peut procéder à des recrutements. Les personnels ainsi recrutés relèvent du code du travail.

Ils n'acquièrent aucun droit à occuper ultérieurement des emplois dans la fonction publique ou dans les organismes participant au Groupement.

En outre, des personnels peuvent être mis à la disposition du Groupement par ses membres.

Des agents de l'État, ou de toute autre collectivité publique peuvent être mis à disposition ou détachés, conformément à leurs statuts et aux règles de la Fonction Publique.

Article 8 - Régime applicable aux personnels du GIP et son directeur

Les personnels du groupement et son directeur sont soumis aux dispositions du code du travail. Les modalités de rémunération des personnels sont fixées par le conseil d'administration sur proposition du directeur.

Article 9 - Propriété des équipements, des logiciels et des locaux

Les biens acquis ou développés en commun par les membres dans le cadre des activités du GIP appartiennent au groupement. Les biens mis à disposition du GIP par les membres ou par d'autres personnes demeurent leur propriété. En cas de dissolution du GIP, ils sont remis à leur disposition.

TITRE III : MOYENS DU GROUPEMENT

Article 10 : Différentes contributions des membres du groupement

Les contributions statutaires du groupement comprennent :

- les contributions financières des membres au budget annuel ;
- la mise à disposition sans contrepartie financière de personnels, de locaux, d'équipements ;
- les subventions ;
- les produits des biens propres ou mis à leur disposition, la rémunération des prestations et les produits de la propriété intellectuelle ;
- les emprunts et autres ressources d'origine contractuelle ;
- les dons et legs.
- toutes autres de contribution au fonctionnement au groupement, sa valeur étant appréciée d'un commun accord.

La mise à disposition de personnels, de locaux, d'équipements donne lieu à des conventions entre le GIP et les personnes mettant à disposition.

Le nombre d'emplois, en équivalent temps plein travaillé, au titre de la participation financière de chaque membre, figure en annexe de la présente convention.

Les subventions de fonctionnement ou d'investissement qu'un membre peut verser, le cas échéant, au groupement ne sont pas regardées comme des contributions statutaires.

Article 11 : Mise en commun de moyens par les membres du groupement

Les membres du groupement mettent en commun, pour l'exercice des missions qui leurs sont confiées, les moyens de contrôle d'analyse et d'étude ainsi que les outils statistiques et informatiques dont ils disposent.

Les modalités de ces mises en commun de moyens par les membres du groupement sont fixées chaque année dans le cadre de la préparation du budget.

Article 12 : Participation financière des membres du groupement

Le montant de la contribution statutaire annuelle de chaque membre est arrêté par le conseil d'administration.

La participation financière de l'Etat est assurée au travers du financement du Ministère de l'Outre-Mer.

La collectivité Territoriale apportera une participation financière dans la limite de 40% des dépenses du groupement.

N'est pas exclue une participation financière ponctuelle ou renouvelable pouvant aboutir à un financement annuel des autres membres du groupement.

TITRE IV : DISPOSITIONS FINANCIERES ET BUDGETAIRES

Article 13 : Gestion & Tenue des comptes

13.1 Gestion

La comptabilité du groupement est tenue et sa gestion assurée selon les règles du droit public en vertu du décret n° 2012-91 du 26 janvier 2012 relatif aux groupements d'intérêt public pour les GIP locaux pour les dispositions du code général des collectivités territoriales.

Un règlement financier, adopté par le conseil d'administration, précise les autres règles relatives à la gestion du groupement.

13.2 Comptabilité

La tenue des comptes est contrôlée par un commissaire au compte nommé par le conseil d'administration.

La comptabilité du groupement est tenue et sa gestion comme le permet le décret n° 2012-91 du 26 janvier 2012 relatif aux groupements d'intérêt public pour les GIP locaux, pour les dispositions du code général des collectivités territoriales.

Un règlement financier, adopté par le conseil d'administration, précise les autres règles relatives à la gestion du groupement.

Le groupement ne donnant lieu ni à la réalisation, ni au partage de bénéfices, l'excédent éventuel des recettes d'un exercice sur les charges correspondantes est reporté sur l'exercice suivant.

Lorsque les charges dépassent les recettes de l'exercice, le déficit est reporté sur l'exercice suivant.

Article 14 : Budget

Le budget, présenté par le directeur du groupement, est approuvé chaque année, par le conseil d'administration.

L'état prévisionnel des recettes et des dépenses, approuvé chaque année par l'assemblée, inclut l'ensemble des opérations de recettes et de dépenses prévues pour l'exercice.

Des décisions modificatives du budget, présentées par le directeur, peuvent être adoptées en cours d'exercice par le conseil d'administration.

L'exercice budgétaire commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre de l'année civile.

Le budget inclut l'ensemble des opérations de recettes et de dépenses prévues pour l'exercice. En dépense, il fixe le montant des crédits destinés à la réalisation des objectifs du groupement en distinguant les dépenses de fonctionnement des dépenses d'investissement.

Un règlement financier, adopté par le conseil, précise, dans le respect de la réglementation budgétaire applicable, les autres règles relatives à la préparation, à l'adoption et à la présentation du budget initial et des budgets rectificatifs.

Il fixe le montant des crédits destinés à la réalisation des objectifs spécifiques du groupement en distinguant :

A. Les dépenses de fonctionnement :

- Les dépenses de personnels
- Les frais de fonctionnement divers

B. Le cas échéant, les dépenses d'investissement

Le Groupement met en place une comptabilité de droit privé.

L'exercice social commence le 1er janvier et est clôturé le 31 décembre de chaque année.

Article 15 : Contrôle de l'État

Le Groupement est soumis au contrôle de la Chambre régionale dans les conditions prévues par le Code des Juridictions Financières conformément à la loi n°2011-525 du 17 mai 2011.

Les dispositions du titre II du décret n° 55-733 du 26 mai 1955 relatif au contrôle économique et financier de l'État et, le cas échéant, du décret n° 53-707 du 9 août 1953 relatif au contrôle de l'État sur les entreprises publiques nationales et certains organismes ayant un objet d'ordre économique ou social lui sont aussi applicables.

Le Groupement entre dans le champ de compétence de l'Inspection Générale des Affaires Sociales, tel que défini par l'article 43 de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996.

Article 16 : Commissaire du gouvernement

Un Commissaire du gouvernement est nommé auprès du Groupement par le Ministre autorisé. Il exerce ses fonctions conformément à l'article 5 du décret du 2012-91 du 26 janvier 2012 relatif aux groupements d'intérêt public. Il participe de droit avec voix consultative au Conseil d'Administration et à l'Assemblée Générale du Groupement.

Titre V – Organisation, administration et représentation du GIP

Article 17 - Assemblée générale

17.1 L'assemblée générale est composée de l'ensemble des membres du groupement.

Les représentants de membres du groupement à l'assemblée générale et leurs suppléants sont désignés par les autorités compétentes ou par les assemblées délibérantes de ces membres.

L'assemblée générale élit en son sein un président et un vice-président assurant sa suppléance.

Le nombre de voix de chaque membre est proportionnel à ses droits statutaires.

L'assemblée générale est réunie au moins une fois par an sur convocation de son président.

La réunion de l'assemblée générale est de droit si elle est demandée par au moins [préciser le nombre qui ne peut être supérieur au quart des membres] membres ou par un ou plusieurs membres détenant conjointement au moins des droits statutaires.

L'assemblée générale est convoquée vingt jours au moins à l'avance. Ce délai est réduit à cinq jours en cas d'urgence.

La convocation indique l'ordre du jour et le lieu de réunion.

Le vote par procuration est autorisé, dans la limite de (préciser nombre) pouvoirs par personne.

L'assemblée générale délibère valablement si les membres présents ou représentés détiennent au moins conjointement deux tiers des droits statutaires tels que définis dans la présente convention.

Si la réunion ne peut se tenir valablement, les membres sont convoqués pour une nouvelle réunion dans un délai qui ne peut être supérieur à un mois. Les délibérations sont alors valables quels que soient les droits détenus par les membres présents ou représentés.

Les décisions de l'assemblée générale sont adoptées à la majorité simple, sauf stipulations contraires de la présente convention. La majorité qualifiée exige deux tiers des voix au moins.

Les délibérations de l'assemblée générale font l'objet de procès-verbaux signés par son président ou, le cas échéant, son vice-président.

Le président du conseil d'administration, le directeur du groupement, son adjoint et le comptable assistant, avec voix consultative, aux séances de l'assemblée générale.

17.2. Sont de la compétence de l'assemblée générale :

- 1° toute modification de la convention constitutive ;
- 2° [le renouvellement de la convention et] la dissolution anticipée du groupement ;
- 3° les mesures nécessaires à sa liquidation ;
- 4° la transformation du groupement en une autre structure ;
- 5° l'admission de nouveaux membres ;
- 6° l'exclusion d'un membre et ses modalités financières ;
- 7° la fixation des modalités, notamment financières, du retrait d'un membre du groupement ;
- 8° la désignation, le renouvellement du mandat et la révocation des administrateurs ;
- 9° l'affectation des éventuels excédents.

Dans les matières énumérées aux 1°, 2°, 4°, 5°, 6° et 7° du présent article, les décisions de l'AG ne peuvent être prises qu'à la majorité qualifiée.

La consultation préalable de certaines autorités administratives peut être prévu, le cas échéant,.

Article 18 - Conseil d'administration

La création d'un conseil d'administration n'est pas une obligation législative. Elle peut être recommandée dans le cas d'un GIP regroupant un nombre important de membres. Elle peut perdre de son intérêt dans le cas inverse, l'assemblée générale exerçant, dans ce cas, toutes les compétences.

18.1 Le groupement est administré par un conseil d'administration.

Le conseil d'administration comporte DIX membres :

- représentants des membres du groupement désigné par l'assemblée générale pour une durée de trois ans renouvelables ;
- personnalités qualifiées désignées par la Collectivité Territoriale de Martinique;
- représentants du personnel.

Les administrateurs sont désignés pour un mandat de trois ans renouvelable.

En cas d'empêchement prolongé d'un administrateur ou de la perte de la qualité, en raison de laquelle la personne a été désignée administrateur, il est procédé à son remplacement pour la durée du mandat restant à courir.

Les fonctions d'administrateur du groupement sont exercées gratuitement.

Les représentants des membres du groupement disposent de (...) % des voix au conseil d'administration, réparties à égalité entre eux.

Les autres membres du conseil d'administration disposent de (...) % des voix réparties à égalité entre eux.

Le président du conseil d'administration peut inviter des personnes à assister aux séances du conseil d'administration, avec voix consultative.

Le directeur du groupement, son adjoint et le comptable assistant, avec voix consultative, aux séances du conseil d'administration.

Le président du conseil d'administration et son vice-président sont élus parmi les administrateurs par le conseil d'administration pour une durée de trois ans renouvelable.

Le conseil d'administration est convoqué par son président quinze jours au moins à l'avance. La convocation indique l'ordre du jour et le lieu de réunion. Le conseil d'administration se réunit aussi souvent que l'intérêt du groupement l'exige et au moins deux fois par an.

Le vote par procuration est autorisé dans la limite de deux pouvoirs par personne.

Les membres du conseil d'administration peuvent y participer à distance selon des modalités précisées par le règlement intérieur de cette instance.

Le conseil d'administration délibère valablement si les membres présents détiennent au moins conjointement deux tiers des voix à cette instance.

Si la réunion ne peut se tenir valablement, les membres sont convoqués pour une nouvelle réunion dans un délai qui ne peut être supérieur à un mois.

Les délibérations sont alors valables quels que soient les droits détenus par les membres présents ou représentés.

Les décisions du conseil d'administration sont adoptées à la majorité simple, sauf stipulations contraires de la présente convention.

La majorité qualifiée exige deux tiers des voix au moins.

En cas de partage des voix, le président du conseil d'administration dispose d'une voix prépondérante.

Tout administrateur doit s'abstenir de participer aux délibérations du conseil d'administration pour les affaires qui le concernent personnellement.

18.2

Le conseil d'administration règle, par ses délibérations, les affaires du groupement. Il détermine les orientations de ce dernier et adopte des décisions en vue de leur réalisation. Il délibère (notamment) sur les objets suivants :

- 1° la convocation de l'assemblée générale, fixation de son ordre du jour et des projets de résolutions ;
- 2° le fonctionnement du groupement ;
- 3° l'adoption du programme annuel prévisionnel d'activités et du budget correspondant, y compris, le cas échéant, les prévisions d'engagement de personnel ;
- 4° l'approbation des comptes de chaque exercice ;
- 5° le règlement financier du groupement.
- 6° la nomination du directeur du groupement et de son adjoint ;
- 7° les modalités de rémunérations du directeur, ainsi que les modalités, proposées par le directeur, de rémunération des autres personnels du groupement ;
- 8° l'autorisation des prises de participation ;
- 9° l'association du GIP à d'autres structures ;
- 10° l'autorisation des transactions.

Dans les matières énumérées aux 3°, 4°, 7°, et 8° et 9° du présent article, les décisions du conseil d'administration ne peuvent être prises qu'à la majorité qualifiée.

Article 19 - Directeur du groupement

Le directeur du GIP est nommé par le conseil d'administration pour une durée indéterminée.

Ses modalités de rémunération sont arrêtées par le conseil d'administration sur proposition de son président.

Le directeur assure le fonctionnement du groupement sous l'autorité du conseil d'administration et dans les conditions fixées par celui-ci.

À cet effet,

- il structure l'activité et le fonctionnement du GIP et a autorité sur les personnels du groupement ;
- il est ordonnateur des recettes et des dépenses du groupement ;
- il veille aux équilibres budgétaires et financiers du groupement ;
- il propose au conseil d'administration les modalités de rémunération des personnels ;
- il signe tous les contrats de travail et toutes les conventions ;
- il signe les transactions après autorisation du conseil d'administration ;
- il représente le GIP en justice et dans les actes de la vie civile ;
- une fois par an, il soumet au conseil d'administration un rapport d'activité du groupement.

En fonction des choix stratégiques,

- il met en œuvre les décisions du conseil d'administration et de l'assemblée générale en sa qualité de responsable exécutif du GIP ;
- il élabore le projet de budget nécessaire à leur mise en œuvre ;
- il rend compte au président du CA et aux organes délibérants de l'activité du GIP, notamment à partir d'indicateurs prédéterminés.

Dans les rapports avec les tiers, le directeur du groupement engage le groupement par tout acte entrant dans son objet. Il peut déléguer sa signature aux agents placés sous son autorité en fonction des nécessités afférentes à la mission.

En l'absence de conseil d'administration, la nomination du directeur du GIP peut être confiée à l'assemblée générale.

Titre VI – LIQUIDATION DU GIP

Article 20 - Dissolution

Le groupement est dissous par :

- 1° décision de l'assemblée générale ;
- 2° décision de l'autorité administrative qui a approuvé la convention constitutive, notamment en cas d'extinction de l'objet ;
- 3° par l'arrivée du terme de la convention constitutive dans le cas où la convention a été conclue pour une durée déterminée et où elle n'est pas renouvelée.

La dissolution du groupement entraîne sa liquidation, mais la personnalité morale du groupement subsiste pour les besoins de celle-ci.

Article 21 - Liquidation

Le conseil d'administration ou, à défaut, l'assemblée générale, nomme un ou plusieurs liquidateurs et détermine les règles relatives à leur rémunération. Les attributions et l'étendue des pouvoirs du liquidateur sont fixées par l'assemblée générale.

Article 22 - Dévolution des actifs

Après paiement des dettes et, le cas échéant, remboursement du capital ou reprise des apports, l'excédent d'actifs est attribué à un ou plusieurs bénéficiaires conformément aux décisions prises par l'assemblée générale du groupement suivant la règle d'affectation proportionnelle aux apports respectifs.

Article 23 - Condition suspensive

La présente convention est conclue sous réserve de son approbation et de sa publication par les autorités compétentes.

Fait à, le

En exemplaires



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171219-17-481-1-DE
Date de télétransmission : 22/12/2017
Date de réception préfecture : 26/12/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-481-1

DÉCISION MODIFICATIVE N°4

DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE POUR L'EXERCICE 2017

L'An deux mille dix-sept, le dix neuf décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Lucien RANGON, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Joachim BOUQUETY (procuration à Eugène LARCHER), Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Catherine CONCONNE (procuration à Claude BELLUNE), Jean-Claude DUVERGER (procuration à Kora BERNABE), Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Fred LORDINOT (procuration à Michelle MONROSE), Charles-André MENCE (procuration à Félix CATHERINE), Justin PAMPHILE (procuration à Patricia TELLE), Josiane PINVILLE (procuration à Lucien ADENET), Maryse PLANTIN (procuration à Nadia LIMIER), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME (procuration à Jean-Philippe NILOR), Marie-Frantz TINOT (pouvoir à Jenny-DULYS-PETIT),

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu l'ordonnance n°2012-1397 du 13 décembre 2012 déterminant les règles budgétaires financières et comptables applicables aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 4 ;
Vu le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
Vu le décret n°2014-17 b du 8 janvier 2014 fixant les règles budgétaires, financières et comptables applicables aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-418-1 du 15 décembre 2016 portant vote du budget primitif de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2017 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°17-261-1 du 27 juillet 2017 portant budget supplémentaire de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2017 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°17-379-1 du 13 octobre 2017 portant décision modificative n° 2 de l'exercice 2017 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°17-442-1 du 14 novembre 2017 portant décision modificative n° 3 de l'exercice 2017 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, Conseiller exécutif en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;
Vu l'avis émis par le Conseil de la Culture, de l'Education et de l'Environnement de la Martinique (CCEE) le 14 décembre 2017 ;
Vu l'avis émis par le Conseil Économique Social Environnemental Régional de la Martinique (CESER) le 18 décembre 2017 ;
Vu les avis formulés par les commissions sectorielles consultées ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : La décision modificative n°4 de l'exercice 2017 de la Collectivité Territoriale de Martinique est adoptée comme indiquée dans les documents annexés à la présente délibération, avec les éléments suivants :

- en mouvements budgétaires : - 32 057 710,52€
- en mouvements réels : - 32 257 710,52€
- en mouvements d'ordre : 200 000,00€.

ARTICLE 2 : Les inscriptions en dépenses et en recettes sont votées et réparties comme suit :

D.M.4 2017	MOUVEMENTS REELS		MOUVEMENTS D'ORDRE		MOUVEMENTS REELS & D'ORDRE	
	DEPENSES	RECETTES	DEPENSES	RECETTES	DEPENSES	RECETTES
Budget Principal						
Investissement	-60 000 000,00	-60 000 000,00	200 000,00	200 000,00	-59 800 000,00	-59 800 000,00
Fonctionnement	27 742 289,48	27 742 289,48			27 742 289,48	27 742 289,48
	-32 257 710,52	-32 257 710,52	200 000,00	200 000,00	-32 057 710,52	-32 057 710,52
Budget L.T.A.						
Investissement						
Fonctionnement						
	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Budget B.G.P.I.S.E.						
Investissement						
Fonctionnement						
	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Budget Général						
Investissement	-60 000 000,00	-60 000 000,00	200 000,00	200 000,00	-59 800 000,00	-59 800 000,00
Fonctionnement	27 742 289,48	27 742 289,48	0,00	0,00	27 742 289,48	27 742 289,48
	-32 257 710,52	-32 257 710,52	200 000,00	200 000,00	-32 057 710,52	-32 057 710,52

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à la majorité des suffrages exprimés avec 33 voix pour et 16 voix contre, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171219-17-482-1-DE
Date de télétransmission : 04/01/2018
Date de réception préfecture : 04/01/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-482-1

PORTANT MISE EN PLACE DU NOUVEAU DISPOSITIF CADRE "RÉCOMPENSES DES CLUBS CHAMPIONS DE MARTINIQUE DE FOOTBALL SENIOR"

L'An deux mille dix-sept, le dix neuf décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Joachim BOUQUETY (procuration à Eugène LARCHER), Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Fred LORDINOT (procuration à Michelle MONROSE), Josiane PINVILLE (procuration à Lucien ADENET), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Jenny DULYS-PETIT).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et énergie, de l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture...), des transports et des sports ;

Vu l'avis émis par la commission politique des sports le 12 décembre 2017 ;

Vu l'avis émis par la commission finances programmation budgétaire et fiscalité le 12 décembre 2017 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : La Collectivité Territoriale de Martinique décide de mettre en place un nouveau dispositif « Récompenses des clubs champions des championnats de Martinique de football seniors ».

ARTICLE 2 : Ce dispositif est applicable à compter de la saison sportive 2016-2017, dans les conditions définies dans le document annexé à la présente délibération.

ARTICLE 3 : Cette dotation d'un montant global de trente-huit mille euros (38 000 €) est imputée au chapitre 933 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : Cette somme est versée selon les modalités définies par convention.

ARTICLE 5 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer les conventions y afférentes ainsi que tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.


ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION N°17-482-1

Annexe à la délibération n° 17-

ANNEXE 1

DISPOSITIF CADRE « RECOMPENSE DES CLUBS CHAMPIONS » DES CHAMPIONNATS DE MARTINIQUE DE FOOTBALL SENIOR

La Collectivité Territoriale de Martinique met en place un nouveau dispositif d'aide aux clubs champions. Intitulé « Récompenses des clubs champions » des championnats de Martinique de football senior.

Ce dispositif a pour objectif d'encourager et de valoriser la performance sportive pour les disciplines collectives.

En effet, parallèlement aux sportifs individuels qui bénéficient de dispositifs d'accompagnement, notamment pour les sportifs de haut niveau et l'élite régionale, les sports collectifs méritent d'être valorisés.

Dans cette optique, il s'agit d'attribuer une subvention aux clubs vainqueurs des championnats de Martinique seniors masculins et féminin. Cette subvention d'un montant total de trente huit mille euros (38 000 €) est à répartir entre les divisions concernées comme suit :

DIVISIONS	MONTANT
CHAMPIONNAT MASCULIN	
- Champion de Régionale 1 -	11 000 €
- Champion de Régionale 2 -	8 000 €
- Champion de Régionale 3 -	5 000 €
- Champion des Equipes Réserves -	3 000 €
CHAMPIONNAT FEMININ	
- Pool unique	11 000 €
TOTAL	38 000 €

Cette aide financière sera versée aux clubs concernés.

La somme destinée aux joueurs doit être utilisée pour des activités personnelles ou en groupe se déroulant en Martinique ou dans la Caraïbe.

Le montant affecté au club doit être utilisé aux fins suivantes :

- 50%, pour l'engagement du club pour la saison N+1 ;
- 50%, pour l'acquisition d'équipement.

La somme allouée sera versée en une seule fois aux clubs concernés. Son utilisation devra être justifiée par le club pendant la saison N+1. En cas de non justification de la subvention, toute autre demande du club ne pourra pas être prise en compte par la Collectivité Territoriale de Martinique.

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



CONVENTION CADRE

« DISPOSITIF RECOMPENSES DES CLUBS DES CHAMPIONNATS DE MARTINIQUE DE FOOTBALL SENIOR »

ENTRE

LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE, représentée par M. Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif, dûment habilité par délibération n°15-0003 du 18 décembre 2015, dont le siège est sis à :

Hôtel de la Collectivité Territoriale de Martinique
Rue Gaston Defferre – Cluny -CS 30137
97201 FORT DE FRANCE CEDEX

d'une part,

ET

LA LIGUE DE FOOTBALL DE MARTINIQUE, représentée par son Président M. , dont le siège est sis à :

2, rue Saint John Perse
Morne-Tartenson – BP 307
97200 FORT DE FRANCE

désignée dans tout ce qui suit par le mot « co-contractant »

d'autre part,

ci-après désignées les parties,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions de la participation de la Collectivité Territoriale de Martinique au dispositif intitulé « **RECOMPENSE DES CLUBS CHAMPIONS DES CHAMPIONNATS DE MARTINIQUE DE FOOTBALL SENIORS** » à compter de la saison sportive 2016-2017.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DE LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE

La Collectivité Territoriale de Martinique s'engage à :

Mandater, chaque année, aux clubs champions de Martinique de football seniors masculin et féminin, conformément à la délibération cadre n°17-.....-de l'Assemblée, la dotation de trente-huit mille euros (38 000 €). Cette somme est à répartir entre les différents clubs comme suit :

DIVISIONS	MONTANT
CHAMPIONNAT MASCULIN	
- Champion de Régionale 1 –	11 000 €
- Champion de Régionale 2 –	8 000 €
- Champion de Régionale 3 –	5 000 €
- Champion des Equipes Réserves –	3 000 €
CHAMPIONNAT FEMININ	
- Pool unique	11 000 €
TOTAL	38 000 €

Cette aide financière sera mandatée chaque année, aux bénéficiaires en une seule fois sur présentation par la Ligue de Football de Martinique de la liste des clubs vainqueurs.

Les paiements seront effectués par virement bancaire sur les comptes des équipes concernées.

ARTICLE 3 : OBLIGATIONS DU CO-CONTRACTANT

Le co-contractant s'engage à :

- 1) mettre en œuvre les moyens nécessaires à la réalisation de cette action,
- 2) faire figurer le logo de la Collectivité Territoriale de Martinique sur tous les types de supports de communication relatifs à l'action.

↳ Si le degré de participation financière et d'implication de la collectivité est plus important, ce logo devra être mis en valeur par rapport aux autres partenaires.

↳ Il ne peut être mis directement ou en vis-à-vis de logos publicitaires, d'annonceurs classiques, car il s'agit d'un logo institutionnel.

3) Faire parvenir à la Collectivité Territoriale de Martinique, huit jours avant la manifestation, les invitations, réparties de la manière suivante :

- Tribune d'honneur : 100
- Autres tribunes : 50

4) Transmettre à la Collectivité Territoriale de Martinique, dès l'annonce des résultats, les relevés d'identité bancaire, Code APE et numéro Siret des équipes concernées.

ARTICLE 4 : ANNULATION - REVERSEMENT

En cas de non-exécution des prestations afférentes à la présente convention, ou d'utilisation des crédits alloués par la Collectivité Territoriale de Martinique à des fins autres que concourant à la réalisation de l'objet de la présente convention, ou de non-respect des dispositions de la présente convention, la Collectivité Territoriale de Martinique serait fondée à demander le reversement de tout ou partie des sommes perçues par le co-contractant.

Dans le cas où la présente convention n'aurait pas connu un début d'exécution dans un délai de six mois, à compter de la notification de la décision, la subvention sera annulée de plein droit.

ARTICLE 5 : LITIGES

Les parties essaieront de résoudre à l'amiable les différends qui pourraient surgir entre elles à propos de l'interprétation ou l'exécution des termes de la présente convention.

Si elles n'y parviennent pas, les litiges seront portés devant la juridiction compétente.

Le Cocontractant

**Le Président du Conseil Exécutif
de la Collectivité Territoriale de Martinique**



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171219-17-483-2-DE
Date de télétransmission : 18/01/2018
Date de réception préfecture : 18/01/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-483-2

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À MONSIEUR ÉMERICK BUNOD POUR LA RÉALISATION DE SA SAISON SPORTIVE 2017

L'An deux mille dix-sept, le dix neuf décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Joachim BOUQUETY (procuration à Eugène LARCHER), Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Fred LORDINOT (procuration à Michelle MONROSE), Josiane PINVILLE (procuration à Lucien ADENET), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Jenny DULYS-PETIT).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et énergie, de l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture...), des transports et des sports ;

Vu l'avis émis par la commission politique des sports le 12 décembre 2017 ;

Vu l'avis émis par la commission finances programmation budgétaire et fiscalité le 12 décembre 2017 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une subvention d'un montant de quinze mille euros (15 000 €) est allouée à Monsieur Emerick BUNOD pour la réalisation de sa saison sportive 2017.

ARTICLE 2 : La somme mentionnée à l'article 1 est imputée au chapitre 933 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et est versée à l'attributaire, selon les modalités suivantes :

- 70% dès que la délibération est exécutoire,
- Le solde, sur présentation du bilan financier, daté et signé, et des justificatifs de dépenses.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération, et modifier, le cas échéant, les modalités de versement.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique du 19 et 20 décembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ



Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171219-17-483-3-DE
Date de télétransmission : 18/01/2018
Date de réception préfecture : 18/01/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-483-3

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION A L'ASSOCIATION TEAM MADININA POUR LA RÉALISATION DE LA SAISON SPORTIVE 2017 DE AXEL MARIE-LUCE

L'An deux mille dix-sept, le dix neuf décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Joachim BOUQUETY (procuration à Eugène LARCHER), Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Fred LORDINOT (procuration à Michelle MONROSE), Josiane PINVILLE (procuration à Lucien ADENET), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Jenny DULYS-PETIT).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et énergie, de l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture...), des transports et des sports ;

Vu l'avis émis par la commission politique des sports le 12 décembre 2017 ;

Vu l'avis émis par la commission finances programmation budgétaire et fiscalité le 12 décembre 2017 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une subvention d'un montant de quinze mille euros (15 000 €) est allouée à Team Madinina pour la réalisation de la saison sportive 2017 de Axel MARIE-LUCE.

ARTICLE 2 : La somme mentionnée à l'article 1 est imputée au chapitre 933 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et est versée à l'attributaire, selon les modalités suivantes :

- 70% dès que la délibération est exécutoire,
- Le solde, sur présentation du bilan financier, daté et signé, et des justificatifs de dépenses.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération, et modifier, le cas échéant, les modalités de versement.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique du 19 et 20 décembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171219-17-483-4-DE
Date de télétransmission : 18/01/2018
Date de réception préfecture : 18/01/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-483-4

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION A MONSIEUR THIERRY LUCHEL POUR LA RÉALISATION DE LA SAISON SPORTIVE 2017 DE SON FILS LYVANN LUCHEL

L'An deux mille dix-sept, le dix neuf décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs Joachim BOUQUETY (procuration à Eugène LARCHER), Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Fred LORDINOT (procuration à Michelle MONROSE), Josiane PINVILLE (procuration à Lucien ADENET), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Jenny DULYS-PETIT).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et énergie, de l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture...), des transports et des sports ;

Vu l'avis émis par la commission politique des sports le 12 décembre 2017 ;

Vu l'avis émis par la commission finances programmation budgétaire et fiscalité le 12 décembre 2017 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une subvention d'un montant de dix mille euros (10 000 €) est allouée à Monsieur Thierry LUCHEL pour la réalisation de la saison sportive 2017 de son fils Lyvann LUCHEL.

ARTICLE 2 : La somme mentionnée à l'article 1 est imputée au chapitre 933 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et est versée à l'attributaire, selon les modalités suivantes :

- 70% dès que la délibération est exécutoire,
- Le solde, sur présentation du bilan financier, daté et signé, et des justificatifs de dépenses.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération, et modifier, le cas échéant, les modalités de versement.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique du 19 et 20 décembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171219-17-484-1-DE
Date de télétransmission : 18/01/2018
Date de réception préfecture : 18/01/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-484-1

PORTANT OCTROI D'UNE SUBVENTION À MONSIEUR CÉDRIC EUSTACHE POUR LA RÉALISATION DE SA SAISON SPORTIVE 2017

L'An deux mille dix-sept, le dix neuf décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MÔUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Joachim BOUQUETY (procuration à Eugène LARCHER), Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Fred LORDINOT (procuration à Michelle MONROSE), Josiane PINVILLE (procuration à Lucien ADENET), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Jenny DULYS-PETIT).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et énergie, de l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture...), des transports et des sports ;

Vu l'avis émis par la commission politique des sports le 12 décembre 2017 ;

Vu l'avis émis par la commission finances programmation budgétaire et fiscalité le 12 décembre 2017 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une subvention d'un montant de huit mille euros (8 000 €) est allouée à Monsieur Cédric EUSTACHE à titre de contribution à la réalisation de sa saison sportive 2017.

ARTICLE 2 : La somme mentionnée à l'article 1 est imputée au chapitre 933 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et est versée à l'attributaire, selon les modalités suivantes :

- 70% dès que la délibération est exécutoire,
- Le solde, sur présentation du bilan financier, daté et signé, et des justificatifs de dépenses.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération, et modifier, le cas échéant, les modalités de versement.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique du 19 et 20 décembre 2017.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique du 19 décembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE




RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171219-17-484-2-DE
Date de télétransmission : 18/01/2018
Date de réception préfecture : 18/01/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-484-2

PORTANT OCTROI D'UNE SUBVENTION À MONSIEUR AXEL CARNIER POUR LA RÉALISATION DE SA SAISON SPORTIVE 2017

L'An deux mille dix-sept, le dix neuf décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs Joachim BOUQUETY (procuration à Eugène LARCHER), Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Fred LORDINOT (procuration à Michelle MONROSE), Josiane PINVILLE (procuration à Lucien ADENET), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Jenny DULYS-PETIT).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et énergie, de l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture...), des transports et des sports ;

Vu l'avis émis par la commission politique des sports le 12 décembre 2017 ;

Vu l'avis émis par la commission finances programmation budgétaire et fiscalité le 12 décembre 2017 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une subvention d'un montant de huit mille euros (8 000 €) est allouée à Monsieur Axel CARNIER à titre de contribution à la réalisation de sa saison sportive 2017.

ARTICLE 2 : La somme mentionnée à l'article 1 est imputée au chapitre 933 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et est versée à l'attributaire, selon les modalités suivantes :

- 70% dès que la délibération est exécutoire,
- Le solde, sur présentation du bilan financier, daté et signé, et des justificatifs de dépenses.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération, et modifier, le cas échéant, les modalités de versement.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique du 19 et 20 décembre 2017.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique du 19 décembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique



Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171219-17-484-3-DE
Date de télétransmission : 18/01/2018
Date de réception préfecture : 18/01/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-484-3

PORTANT OCTROI D'UNE SUBVENTION À MONSIEUR EDWIN NUBUL POUR LA RÉALISATION DE SA SAISON SPORTIVE 2016-2017

L'An deux mille dix-sept, le dix neuf décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Joachim BOUQUETY (procuration à Eugène LARCHER), Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Fred LORDINOT (procuration à Michelle MONROSE), Josiane PINVILLE (procuration à Lucien ADENET), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Jenny DULYS-PETIT).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et énergie, de l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture...), des transports et des sports ;

Vu l'avis émis par la commission politique des sports le 12 décembre 2017 ;

Vu l'avis émis par la commission finances programmation budgétaire et fiscalité le 12 décembre 2017 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une subvention d'un montant de deux mille euros (2 000 €) est allouée à Monsieur Edwin NUBUL à titre de contribution à la réalisation de sa saison sportive 2016-2017.

ARTICLE 2 : La somme mentionnée à l'article 1 est imputée au chapitre 933 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et est versée à l'attributaire, selon les modalités suivantes :

- 70% dès que la délibération est exécutoire,
- Le solde, sur présentation du bilan financier, daté et signé, et des justificatifs de dépenses.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération, et modifier, le cas échéant, les modalités de versement.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique du 19 et 20 décembre 2017.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique du 19 décembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171219-17-485-1-DE
Date de télétransmission : 04/01/2018
Date de réception préfecture : 04/01/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-485-1

PORTANT RÉAFFECTATION DE LA SUBVENTION ALLOUÉE PAR DÉLIBÉRATION DU CONSEIL RÉGIONAL N° 15-573-6 ET ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION COMPLÉMENTAIRE POUR L'OPÉRATION "TOUS TWIRLING : TOUS SPORT", ÉDITION 2016

L'An deux mille dix-sept, le dix neuf décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Joachim BOUQUETY (procuration à Eugène LARCHER), Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Fred LORDINOT (procuration à Michelle MONROSE), Josiane PINVILLE (procuration à Lucien ADENET), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Jenny DULYS-PETIT).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n°15-573-6 portant octroi d'une subvention exceptionnelle à la ligue de twirling bâton de Martinique pour l'organisation d'un stage technique et show athlètes élités et internationaux ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et énergie, de l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture...), des transports et des sports ;

Vu l'avis émis par la commission politique des sports le 12 décembre 2017 ;

Vu l'avis émis par la commission finances programmation budgétaire et fiscalité le 12 décembre 2017 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : La subvention de six mille euros (6 000,00 €) allouée à la Ligue de Twirling Bâton de Martinique par la délibération n° 15-573-6 susvisée est réaffectée à l'opération « Tous Twirling : tous sport », édition 2016.

L'article 1 de ladite délibération est donc modifié comme suit :

« Une subvention exceptionnelle d'un montant de six mille euros (6 000 €) est accordée à la Ligue de Twirling Bâton de Martinique à titre de contribution à l'organisation de l'opération « Tous Twirling : tous sport », édition 2016 ».

ARTICLE 2 : Les autres dispositions de la délibération n°15-573-6 demeurent inchangées.

ARTICLE 3 : Une subvention complémentaire de cinq mille euros (5 000 €) est allouée à la Ligue de Twirling Bâton de Martinique pour l'opération « Tous Twirling : tous sport », édition 2016.

ARTICLE 4 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 933 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La subvention complémentaire est versée selon les modalités suivantes :

- 70 % dès que la délibération est exécutoire,
- Le solde, sur présentation du bilan financier certifié par le président et le trésorier de l'association justifiant de la réalisation de l'action.

ARTICLE 6 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 7 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 8 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 9 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171219-17-486-1-DE
Date de télétransmission : 29/01/2018
Date de réception préfecture : 30/01/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-486-1

PORTANT AIDE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE AUX COMMUNES (ACTC) 2016 À LA VILLE D'AJOUA-BOUILLON

L'An deux mille dix-sept, le dix-neuf décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Joachim BOUQUETY (procuration à Eugène LARCHER), Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Fred LORDINOT (procuration à Michelle MONROSE), Josiane PINVILLE (procuration à Lucien ADENET), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Jenny DULYS-PETIT).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n° 15-130-1 du 3 février 2015 portant reconduction du dispositif d'Aide du Conseil Régional aux Communes pour les années 2014-2015-2016 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-418-1 du 15 décembre 2016 portant adoption du budget primitif de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2017 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, Conseiller exécutif en charge du développement durable et énergie, de l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture...), des transports et des sports ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité, le 12 décembre 2017 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une subvention d'un montant de deux cent soixante dix-huit mille deux cent cinquante-sept euros (278 257,00 €), répartie comme suit, est accordée à la commune d'Ajoupa-Bouillon au titre du programme d'Aide de la Collectivité Territoriale aux Communes (A.C.T.C) pour :

- Travaux de reconstruction d'une salle de classe à l'école maternelle : 30 431,00 €,
- Travaux de mise en sécurité des voies communales Ravine des Saints et Route du stade : 206 370,00 €,
- Travaux de rénovation des gîtes communaux : 41 456,00 €.

ARTICLE 2 : Le montant de la subvention est imputé au chapitre 905-53 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique au titre du programme d'Aide de la Collectivité Territoriale aux Communes (A.C.T.C).

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer la convention ainsi que tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171219-17-486-2-DE
Date de télétransmission : 29/01/2018
Date de réception préfecture : 29/01/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-486-2

PORTANT AIDE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE AUX COMMUNES (ACTC) 2016 À LA VILLE DES ANSES-D'ARLET

L'An deux mille dix-sept, le dix-neuf décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Joachim BOUQUETY (procuration à Eugène LARCHER), Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Fred LORDINOT (procuration à Michelle MONROSE), Josiane PINVILLE (procuration à Lucien ADENET), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Jenny DULYS-PETIT).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n° 15-130-1 du 3 février 2015 portant reconduction du dispositif d'Aide du Conseil Régional aux Communes pour les années 2014-2015-2016 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-418-1 du 15 décembre 2016 portant adoption du budget primitif de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2017 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, Conseiller exécutif en charge du développement durable et énergie, de l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture...), des transports et des sports ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité, le 12 décembre 2017;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une subvention d'un montant de trois cents quatre-vingt neuf mille cent quatre-vingt un euros et quarante deux centimes (389 181,42 €), répartie comme suit, est accordée à la commune des Anses- d'Arlet au titre du programme d'Aide de la Collectivité Territoriale aux Communes (A.C.T.C) pour les opérations suivantes :

- Travaux de réhabilitation des structures sportives : 104 320,40 €,
- Travaux d'installation de rayonnages métalliques pour les archives municipales (aide complémentaire) : 9 620,25 €,
- Acquisition parcelle I 447 de 104 m² (Immeuble consorts TELUOB) : 32 929,44 €,
- Travaux de réhabilitation du patrimoine bâti communal – aide complémentaire : 157 888,71 €,
- Travaux du plan de balisage du bourg et de Grande-Anse : 24 709,39 €,
- Etude pour l'aménagement du jardin Bonne-Brise : 4 800,00 €,
- Travaux de réfection du chemin communal de Fonds Fleury (suite dommages) : 54 913,23 €.

ARTICLE 2 : Le montant de la subvention est imputé au chapitre 905-53 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique au titre du programme d'Aide de la Collectivité Territoriale aux Communes (A.C.T.C).

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer la convention ainsi que tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171219-17-486-3-DE
Date de télétransmission : 29/01/2018
Date de réception préfecture : 29/01/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-486-3

PORTANT AIDE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE AUX COMMUNES (ACTC) 2016 À LA VILLE DE BASSE-POINTE

L'An deux mille dix-sept, le dix-neuf décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Joachim BOUQUETY (procuration à Eugène LARCHER), Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Fred LORDINOT (procuration à Michelle MONROSE), Josiane PINVILLE (procuration à Lucien ADENET), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Jenny DULYS-PETIT).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n° 15-130-1 du 3 février 2015 portant reconduction du dispositif d'Aide du Conseil Régional aux Communes pour les années 2014-2015-2016 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-418-1 du 15 décembre 2016 portant adoption du budget primitif de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2017 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, Conseiller exécutif en charge du développement durable et énergie, de l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture...), des transports et des sports ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité, le 12 décembre 2017 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une subvention d'un montant de quatre cent cinquante et un mille vingt euros et cinquante-deux centimes (451 020,52 €), est accordée à la commune de Basse-Pointe au titre du programme d'Aide de la Collectivité Territoriale aux Communes (A.C.T.C) pour les travaux de réhabilitation de l'église (aide complémentaire).

ARTICLE 2 : Le montant de la subvention est imputé au chapitre 905-53 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique au titre du programme d'Aide de la Collectivité Territoriale aux Communes (A.C.T.C).

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer la convention ainsi que tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171219-17-486-4-DE
Date de télétransmission : 29/01/2018
Date de réception préfecture : 29/01/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-486-4

PORTANT AIDE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE AUX COMMUNES (ACTC) 2016 À LA VILLE DU CARBET

L'An deux mille dix-sept, le dix-neuf décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Joachim BOUQUETY (procuration à Eugène LARCHER), Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Fred LORDINOT (procuration à Michelle MONROSE), Josiane PINVILLE (procuration à Lucien ADENET), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Jenny DULYS-PETIT).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n° 15-130-1 du 3 février 2015 portant reconduction du dispositif d'Aide du Conseil Régional aux Communes pour les années 2014-2015-2016 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-418-1 du 15 décembre 2016 portant adoption du budget primitif de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2017 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, Conseiller exécutif en charge du développement durable et énergie, de l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture...), des transports et des sports ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité, le 12 décembre 2017 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une subvention d'un montant de trois cent trente six mille neuf cent six euros et soixante sept centimes (336 906,67 €), est accordée à la commune du Carbet au titre du programme d'Aide de la Collectivité Territoriale aux Communes (A.C.T.C) pour les opérations suivantes :

- Travaux de reconstruction d'une nouvelle école maternelle communale : 284 628,27 €,
- Travaux de réhabilitation du réseau d'eaux pluviales – quartier Fromagers : 14 050,00 €,
- Travaux de réhabilitation du réseau d'eaux pluviales – quartier Cocoteraie : 13 096,00 €,
- Travaux de réfection chaussée rue des avirons quartier Coin contre les aléas naturels : 25 132,40 €.

ARTICLE 2 : Le montant de la subvention est imputé au chapitre 905-53 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique au titre du programme d'Aide de la Collectivité Territoriale aux Communes (A.C.T.C).

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer la convention ainsi que tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171219-17-486-6-DE
Date de télétransmission : 29/01/2018
Date de réception préfecture : 29/01/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-486-6

PORTANT AIDE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE AUX COMMUNES (ACTC) 2016 À LA VILLE DU DIAMANT

L'An deux mille dix-sept, le dix-neuf décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Joachim BOUQUETY (procuration à Eugène LARCHER), Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Fred LORDINOT (procuration à Michelle MONROSE), Josiane PINVILLE (procuration à Lucien ADENET), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Jenny DULYS-PETIT).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération du Conseil Régional n° 15-130-1 du 3 février 2015 portant reconduction du dispositif d'Aide du Conseil Régional aux Communes pour les années 2014-2015-2016 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadre pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-418-1 du 15 décembre 2016 portant adoption du budget primitif de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2017 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, Conseiller exécutif en charge du développement durable et énergie, de l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture...), des transports et des sports ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité, le 12 décembre 2017;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Une subvention d'un montant de trois cent quatre-vingt-dix-neuf mille quatre cent cinquante six euros et vingt sept centimes (399 456,27 €), répartie comme suit, est accordée à la commune du Diamant au titre du programme d'Aide de la Collectivité Territoriale aux Communes (A.C.T.C) pour :

- Réalisation d'un plateau sportif de l'école de Carrière : 45 000,00 €,
- Travaux de réfection de voirie et réalisation d'accotements au quartier Jacqua : 136 000,00 €,
- Travaux d'extension de la mairie : 168 956,27 €,
- Travaux d'aménagement de la trace Edouard GLISSANT : 49 500,00 €.

ARTICLE 2 : Le montant de la subvention est imputé au chapitre 905-53 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique au titre du programme d'Aide de la Collectivité Territoriale aux Communes (A.C.T.C).

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer la convention ainsi que tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171219-17-486-7-DE
Date de télétransmission : 29/01/2018
Date de réception préfecture : 29/01/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-486-7

PORTANT AIDE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE AUX COMMUNES (ACTC) 2016 À LA VILLE DE DUCOS

L'An deux mille dix-sept, le dix-neuf décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Joachim BOUQUETY (procuration à Eugène LARCHER), Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Fred LORDINOT (procuration à Michelle MONROSE), Josiane PINVILLE (procuration à Lucien ADENET), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Jenny DULYS-PETIT).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération du Conseil Régional n° 15-130-1 du 3 février 2015 portant reconduction du dispositif d'Aide du Conseil Régional aux Communes pour les années 2014-2015-2016 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-418-1 du 15 décembre 2016 portant adoption du budget primitif de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2017 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, Conseiller exécutif en charge du développement durable et énergie, de l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture...), des transports et des sports ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité, le 12 décembre 2017;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une subvention d'un montant de quatre cent soixante cinq mille deux cent trente et un euros (465 231,00 €), répartie comme suit, est accordée à la commune de Ducos au titre du programme d'Aide de la Collectivité Territoriale aux Communes (A.C.T.C) pour les opérations suivantes :

- Travaux de réhabilitation du hall des sports – (demande complémentaire) : 300 000,00 €,
- Travaux de mise aux normes de l'éclairage du terrain de football du stade Max SORON : 65 231,00 €
- Travaux de construction d'un mur de soutènement du Stade Max SORON : 100 000,00 €.

ARTICLE 2 : Le montant de la subvention est imputé au chapitre 905-53 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique au titre du programme d'Aide de la Collectivité Territoriale aux Communes (A.C.T.C).

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer la convention ainsi que tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171219-17-486-8-DE
Date de télétransmission : 29/01/2018
Date de réception préfecture : 29/01/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-486-8

PORTANT AIDE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE AUX COMMUNES (ACTC) 2016 À LA VILLE DE FORT-DE-FRANCE

L'An deux mille dix-sept, le dix-neuf décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Joachim BOUQUETY (procuration à Eugène LARCHER), Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Fred LORDINOT (procuration à Michelle MONROSE), Josiane PINVILLE (procuration à Lucien ADENET), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Jenny DULYS-PETIT).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n° 15-130-1 du 3 février 2015 portant reconduction du dispositif d'Aide du Conseil Régional aux Communes pour les années 2014-2015-2016 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-418-1 du 15 décembre 2016 portant adoption du budget primitif de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2017 ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, Conseiller exécutif en charge du développement durable et énergie, de l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture...), des transports et des sports ;

Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité, le 12 décembre 2017 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une subvention d'un montant de neuf cent vingt huit mille vingt-six euros soixante-huit centimes (928 026,68 €), répartie comme suit, est accordée à la ville de Fort-de-France au titre du programme d'Aide de la Collectivité Territoriale aux Communes (A.C.T.C) pour :

- Travaux de démolition et de reconstruction de la passerelle Viard, Canal Levassor : 165 221,16 €,
- Travaux de réhabilitation du grand marché de Fort-de-France : 72 800,00 €,
- Travaux de réhabilitation du marché Lafcadio Hearn : 105 000,00 €,
- Travaux de rénovation des équipements sportifs : aires de jeux pour enfants : 210 000,00 €,
- Travaux de rénovation de l'éclairage public de Fort-de-France : 54 390,35 €,
- Travaux de valorisation du parcours de marche de Dillon : 50 000,00 €,
- Travaux de réfection des voiries dans les quartiers – Programme 2017 : 180 615,17 €,
- Travaux dans les écoles – Programme 2017 : 90 000,00 €.

ARTICLE 2 : Le montant de la subvention est imputé au chapitre 905-53 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique au titre du programme d'Aide de la Collectivité Territoriale aux Communes (A.C.T.C).

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer la convention ainsi que tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171219-17-486-9-DE
Date de télétransmission : 29/01/2018
Date de réception préfecture : 29/01/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-486-9

PORTANT AIDE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE AUX COMMUNES (ACTC) 2016 À LA VILLE DU FRANÇOIS

L'An deux mille dix-sept, le dix-neuf décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Joachim BOUQUETY (procuration à Eugène LARCHER), Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Fred LORDINOT (procuration à Michelle MONROSE), Josiane PINVILLE (procuration à Lucien ADENET), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Jenny DULYS-PETIT).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n° 15-130-1 du 3 février 2015 portant reconduction du dispositif d'Aide du Conseil Régional aux Communes pour les années 2014-2015-2016 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-418-1 du 15 décembre 2016 portant adoption du budget primitif de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2017 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, Conseiller exécutif en charge du développement durable et énergie, de l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture...), des transports et des sports ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité, le 12 décembre 2017 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une subvention d'un montant de quatre cent quatre-vingt-cinq mille trois cent un euros et vingt six centimes (485 301,26 €), répartie comme suit, est accordée à la commune du François au titre du programme d'Aide de la Collectivité Territoriale aux Communes (A.C.T.C) pour les opérations suivantes :

- Travaux de remise en état des réseaux VRD suite aux intempéries : 203 001,44 €,
- Travaux de rénovation de l'abri de pêche situé au quartier la Jetée : 42 044,82 €,
- Travaux de rénovation de la piste d'athlétisme du complexe sportif de la ville : 240 255,00 €.

ARTICLE 2 : Le montant de la subvention est imputé au chapitre 905-53 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique au titre du programme d'Aide de la Collectivité Territoriale aux Communes (A.C.T.C).

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer la convention ainsi que tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171219-17-486-10-DE
Date de télétransmission : 29/01/2018
Date de réception préfecture : 29/01/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17- 486-10

PORTANT AIDE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE AUX COMMUNES (ACTC) 2016 À LA VILLE DE GRAND-RIVIÈRE

L'An deux mille dix-sept, le dix-neuf décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Joachim BOUQUETY (procuration à Eugène LARCHER), Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Fred LORDINOT (procuration à Michelle MONROSE), Josiane PINVILLE (procuration à Lucien ADENET), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Jenny DULYS-PETIT).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n° 15-130-1 du 3 février 2015 portant reconduction du dispositif d'Aide du Conseil Régional aux Communes pour les années 2014-2015-2016 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-418-1 du 15 décembre 2016 portant adoption du budget primitif de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2017 ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, Conseiller exécutif en charge du développement durable et énergie, de l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture...), des transports et des sports ;

Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité, le 12 décembre 2017;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une subvention d'un montant de cent quarante-trois mille quatre cent dix-neuf euros et trente-cinq centimes (143 419,35 €), est accordée à la commune de Grand-Rivière au titre du programme d'Aide de la Collectivité Territoriale aux Communes (A.C.T.C) pour les travaux de construction de l'hôtel de Ville et de réhabilitation du bâtiment annexe (aide complémentaire).

ARTICLE 2 : Le montant de la subvention est imputé au chapitre 905-53 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique au titre du programme d'Aide de la Collectivité Territoriale aux Communes (A.C.T.C).

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer la convention ainsi que tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171219-17-486-11-DE
Date de télétransmission : 29/01/2018
Date de réception préfecture : 29/01/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-486-11

PORTANT AIDE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE AUX COMMUNES (ACTC) 2016 À LA VILLE DU VAUCLIN

L'An deux mille dix-sept, le dix-neuf décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Joachim BOUQUETY (procuration à Eugène LARCHER), Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Fred LORDINOT (procuration à Michelle MONROSE), Josiane PINVILLE (procuration à Lucien ADENET), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Jenny DULYS-PETIT).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n° 15-130-1 du 3 février 2015 portant reconduction du dispositif d'Aide du Conseil Régional aux Communes pour les années 2014-2015-2016 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-418-1 du 15 décembre 2016 portant adoption du budget primitif de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2017 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, Conseiller exécutif en charge du développement durable et énergie, de l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture...), des transports et des sports ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité, le 12 décembre 2017;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une subvention d'un montant de quatre cent dix-neuf mille neuf cent vingt-neuf euros et treize centimes (419 929,13 €), répartie comme suit, est accordée à la commune du Vauclin au titre du programme d'Aide de la Collectivité Territoriale aux Communes (A.C.T.C) pour les opérations suivantes :

- Travaux de réalisation d'un parcours santé : 82 918,00 €,
- Étude : Mission de maîtrise d'oeuvre relative aux travaux de rénovation de l'éclairage sportif du terrain de football municipal : 5 720,00 €,
- Travaux de réalisation d'un ouvrage de franchissement de la rivière du Vauclin au quartier La Broue (Aide complémentaire) : 331 291,13 €.

ARTICLE 2 : Le montant de la subvention est imputé au chapitre 905-53 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique au titre du programme d'Aide de la Collectivité Territoriale aux Communes (A.C.T.C).

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer la convention ainsi que tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171219-17-486-12-DE
Date de télétransmission : 29/01/2018
Date de réception préfecture : 29/01/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-486-12

PORTANT AIDE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE AUX COMMUNES (ACTC) 2016 À LA VILLE DU LAMENTIN

L'An deux mille dix-sept, le dix-neuf décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Joachim BOUQUETY (procuration à Eugène LARCHER), Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Fred LORDINOT (procuration à Michelle MONROSE), Josiane PINVILLE (procuration à Lucien ADENET), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Jenny DULYS-PETIT).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n° 15-130-1 du 3 février 2015 portant reconduction du dispositif d'Aide du Conseil Régional aux Communes pour les années 2014-2015-2016 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-418-1 du 15 décembre 2016 portant adoption du budget primitif de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2017 ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, Conseiller exécutif en charge du développement durable et énergie, de l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture...), des transports et des sports ;

Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité, le 12 décembre 2017 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une subvention d'un montant de six cent treize mille sept cent trente et un euros quarante trois centimes (613 731,43 €), répartie comme suit, est accordée à la Commune du Lamentin au titre du programme d'Aide de la Collectivité Territoriale aux Communes (A.C.T.C) pour :

- Acquisition d'une parcelle cadastrée au lotissement "Le Haut de Durocher" : 100 500,00 €,
- Travaux de rénovation de l'ex Hôtel de ville : 165 362,53 €,
- Travaux de réparations à l'hôtel de ville : 126 000,00 €,
- Travaux d'homologation du palais des sports du Lamentin : 221 868,90 €.

ARTICLE 2 : Le montant de la subvention s'est imputé au chapitre 905-53 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique au titre du programme d'Aide de la Collectivité Territoriale aux Communes (A.C.T.C).

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer la convention ainsi que tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171219-17-486-13-DE
Date de télétransmission : 29/01/2018
Date de réception préfecture : 29/01/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-486-13

PORTANT AIDE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE AUX COMMUNES (ACTC) 2016 À LA VILLE DU LORRAIN

L'An deux mille dix-sept, le dix-neuf décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Joachim BOUQUETY (procuration à Eugène LARCHER), Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Fred LORDINOT (procuration à Michelle MONROSE), Josiane PINVILLE (procuration à Lucien ADENET), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Jenny DULYS-PETIT).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n° 15-130-1 du 3 février 2015 portant reconduction du dispositif d'Aide du Conseil Régional aux Communes pour les années 2014-2015-2016 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-418-1 du 15 décembre 2016 portant adoption du budget primitif de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2017 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, Conseiller exécutif en charge du développement durable et énergie, de l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture...), des transports et des sports ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité, le 12 décembre 2017 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une subvention d'un montant de quatre cent soixante quatorze mille six cent quatre vingt dix-neuf euros dix-huit centimes (474 699,18 €), répartie comme suit, est accordée à la commune du Lorrain au titre du programme d'Aide de la Collectivité Territoriale aux Communes (A.C.T.C) pour :

- Aménagement de locaux commerciaux et administratifs à l'ex Ecole Gilbert TARQUIN : 90 000,00 €
- Aménagement du cimetière - demande complémentaire : 138 000,00 €,
- Clôture du stade sécurisation : 66 000,00 €,
- Aménagement pour le transfert de l'école Gilbert TARQUIN vers Isidore PIERRE-LOUIS 2ème phase : 130 699,18 €,
- Couverture du plateau sportif de Carabin : 50 000,00 €.

ARTICLE 2 : Le montant de la subvention sera imputé au chapitre 905-53 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique au titre du programme d'Aide de la Collectivité Territoriale aux Communes (A.C.T.C).

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer la convention ainsi que tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171219-17-486-15-DE
Date de télétransmission : 29/01/2018
Date de réception préfecture : 29/01/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-486-15

PORTANT AIDE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE AUX COMMUNES (ACTC) 2016 À LA VILLE DU MARIN

L'An deux mille dix-sept, le dix-neuf décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Joachim BOUQUETY (procuration à Eugène LARCHER), Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Fred LORDINOT (procuration à Michelle MONROSE), Josiane PINVILLE (procuration à Lucien ADENET), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Jenny DULYS-PETIT).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n° 15-130-1 du 3 février 2015 portant reconduction du dispositif d'Aide du Conseil Régional aux Communes pour les années 2014-2015-2016 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-418-1 du 15 décembre 2016 portant adoption du budget primitif de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2017 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, Conseiller exécutif en charge du développement durable et énergie, de l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture...), des transports et des sports ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité, le 12 décembre 2017;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une subvention d'un montant de quatre cent trente mille neuf cents euros (430 900,00 €), répartie comme suit, est accordée à la commune du Marin au titre du programme d'Aide de la Collectivité Territoriale aux Communes (A.C.T.C) pour les opérations suivantes :

- Travaux de rénovation du bâtiment archives-documentation : 15 000,00 €,
- Travaux de rénovation du bâtiment Police Municipale : 37 250,00 €,
- Travaux d'aménagement de l'esplanade du marché : 300 000,00 €,
- Travaux de mise en conformité du complexe sportif Jojo au quartier Morne Gommier : 78 650,00 €.

ARTICLE 2 : Le montant de la subvention est imputé au chapitre 905-53 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique au titre du programme d'Aide de la Collectivité Territoriale aux Communes (A.C.T.C).

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer la convention ainsi que tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171219-17-486-16-DE
Date de télétransmission : 29/01/2018
Date de réception préfecture : 29/01/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-486-16

PORTANT AIDE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE AUX COMMUNES (ACTC) 2016 À LA VILLE DE MORNE-ROUGE

L'An deux mille dix-sept, le dix-neuf décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Joachim BOUQUETY (procuration à Eugène LARCHER), Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Fred LORDINOT (procuration à Michelle MONROSE), Josiane PINVILLE (procuration à Lucien ADENET), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Jenny DULYS-PETIT).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n° 15-130-1 du 3 février 2015 portant reconduction du dispositif d'Aide du Conseil Régional aux Communes pour les années 2014-2015-2016 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-418-1 du 15 décembre 2016 portant adoption du budget primitif de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2017 ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, Conseiller exécutif en charge du développement durable et énergie, de l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture...), des transports et des sports ;

Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité, le 12 décembre 2017;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Une subvention d'un montant de trois cent quatre-vingt-dix-neuf mille deux cent soixante-quinze euros et vingt-trois centimes (399 275,23 €), répartie comme suit, est accordée à la commune du Morne-Rouge au titre du programme d'Aide de la Collectivité Territoriale aux Communes (A.C.T.C) pour les opérations suivantes :

- Travaux de réhabilitation de l'aire de jeux du stadium : 164 493,10 €,
- Travaux de protection des lieux habités contre les risques d'inondation au quartier Fond Marie Reine – Piori et SICA Champflore – Lot n°2 : SICA Champflore : 234 782,13 €.

ARTICLE 2 : Le montant de la subvention est imputé au chapitre 905-53 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique au titre du programme d'Aide de la Collectivité Territoriale aux Communes (A.C.T.C).

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer la convention ainsi que tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique



Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171219-17-486-17-DE
Date de télétransmission : 29/01/2018
Date de réception préfecture : 29/01/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-486-17

PORTANT AIDE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE AUX COMMUNES (ACTC) 2016 À LA VILLE DE MORNE-VERT

L'An deux mille dix-sept, le dix-neuf décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Joachim BOUQUETY (procuration à Eugène LARCHER), Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Fred LORDINOT (procuration à Michelle MONROSE), Josiane PINVILLE (procuration à Lucien ADENET), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Jenny DULYS-PETIT).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n° 15-130-1 du 3 février 2015 portant reconduction du dispositif d'Aide du Conseil Régional aux Communes pour les années 2014-2015-2016 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-418-1 du 15 décembre 2016 portant adoption du budget primitif de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2017 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, Conseiller exécutif en charge du développement durable et énergie, de l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture...), des transports et des sports ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité, le 12 décembre 2017;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une subvention d'un montant de cent vingt-trois mille cent euros soixante dix-huit centimes (123 100,78 €), répartie comme suit, est accordée à la commune du Morne-Vert au titre du programme d'Aide de la Collectivité Territoriale aux Communes (A.C.T.C) pour :

- Travaux de réalisation d'un parcours santé au stade communal : 38 575,10 €,
- Travaux de grosses réparations du chemin Jolimont Nord : 63 530,88 €,
- Travaux de Grosses réparations du réseau communal de distribution d'eau agricole : 20 994,80 €.

ARTICLE 2 : Le montant de la subvention est imputé au chapitre 905-53 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique au titre du programme d'Aide de la Collectivité Territoriale aux Communes (A.C.T.C).

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer la convention ainsi que tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171219-17-486-18-DE
Date de télétransmission : 29/01/2018
Date de réception préfecture : 29/01/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-486-18

PORTANT AIDE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE AUX COMMUNES (ACTC) 2016 À LA VILLE DU PRÊCHEUR

L'An deux mille dix-sept, le dix-neuf décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Joachim BOUQUETY (procuration à Eugène LARCHER), Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Fred LORDINOT (procuration à Michelle MONROSE), Josiane PINVILLE (procuration à Lucien ADENET), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Jenny DULYS-PETIT).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n° 15-130-1 du 3 février 2015 portant reconduction du dispositif d'Aide du Conseil Régional aux Communes pour les années 2014-2015-2016 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-418-1 du 15 décembre 2016 portant adoption du budget primitif de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2017 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et énergie, de l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture...), des transports et des sports ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité, le 12 décembre 2017 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Une subvention d'un montant de cent neuf mille deux cent soixante et un euros soixante quatre centimes (109 261,64 €), répartie comme suit, est accordée à la commune du Prêcheur au titre du programme d'Aide de la Collectivité Territoriale aux Communes (A.C.T.C) pour :

- Travaux de réfection de l'ouvrage hydraulique - Route communale de Morne Folie : 8 629,60 €,
- Travaux de réfection de l'ouvrage hydraulique - Route communale de Grande Savane : 23 604,04 €,
- Travaux de confortement du talus de la cité coquette : 15 740,00 €,
- Travaux de confortement de talus de Morne Gibouin : 37 288,00 €,
- Travaux de réparation de la plate-forme de chargement des marins-pêcheurs au quartier "Abymes" : 18 000,0 €,
- Travaux de construction du centre technique municipal – (études) : 6 000,00 €.

ARTICLE 2 : Le montant de la subvention est imputé au chapitre 905-53 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique au titre du programme d'Aide de la Collectivité Territoriale aux Communes (A.C.T.C).

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer la convention ainsi que tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171219-17-486-19-DE
Date de télétransmission : 29/01/2018
Date de réception préfecture : 29/01/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-486-19

PORTANT AIDE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE AUX COMMUNES (ACTC) 2016 À LA VILLE DE RIVIÈRE-PILOTE

L'An deux mille dix-sept, le dix-neuf décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Joachim BOUQUETY (procuration à Eugène LARCHER), Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Fred LORDINOT (procuration à Michelle MONROSE), Josiane PINVILLE (procuration à Lucien ADENET), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Jenny DULYS-PETIT).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n° 15-130-1 du 3 février 2015 portant reconduction du dispositif d'Aide du Conseil Régional aux Communes pour les années 2014-2015-2016 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-418-1 du 15 décembre 2016 portant adoption du budget primitif de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2017 ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, Conseiller exécutif en charge du développement durable et énergie, de l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture...), des transports et des sports ;

Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité, le 12 décembre 2017;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Une subvention d'un montant de cinquante huit mille trois cent quatre-vingt-dix-huit euros (58 398,00 €), répartie comme suit, est accordée à la commune de Rivière-Pilote au titre du programme d'Aide de la Collectivité Territoriale aux Communes (A.C.T.C) pour les opérations suivantes :

- Travaux d'aménagement des locaux de la Mairie : 20 704,00 €,
- Travaux de remplacement de la toiture du bâtiment 1 des services techniques de la ville : 37 694,00 €.

ARTICLE 2 : Le montant de la subvention est imputé au chapitre 905-53 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique au titre du programme d'Aide de la Collectivité Territoriale aux Communes (A.C.T.C).

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer la convention ainsi que tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171219-17-486-20-DE
Date de télétransmission : 29/01/2018
Date de réception préfecture : 29/01/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-486-20

PORTANT AIDE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE AUX COMMUNES (ACTC) 2016 À LA VILLE DE RIVIÈRE-SALÉE

L'An deux mille dix-sept, le dix-neuf décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Joachim BOUQUETY (procuration à Eugène LARCHER), Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Fred LORDINOT (procuration à Michelle MONROSE), Josiane PINVILLE (procuration à Lucien ADENET), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Jenny DULYS-PETIT).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n° 15-130-1 du 3 février 2015 portant reconduction du dispositif d'Aide du Conseil Régional aux Communes pour les années 2014-2015-2016 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-418-1 du 15 décembre 2016 portant adoption du budget primitif de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2017 ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, Conseiller exécutif en charge du développement durable et énergie, de l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture...), des transports et des sports ;

Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité, le 12 décembre 2017 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une subvention d'un montant de quatre cent quarante-sept mille six cent quatre-vingt-neuf euros (447 689,00 €), est accordée à la commune de Rivière-Salée au titre du programme d'Aide de la Collectivité Territoriale aux Communes (A.C.T.C) pour les travaux de rénovation et mise aux normes parasismiques de l'église et du presbytère de Petit Bourg.

ARTICLE 2 : Le montant de la subvention est imputé au chapitre 905-53 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique au titre du programme d'Aide de la Collectivité Territoriale aux Communes (A.C.T.C).

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer la convention ainsi que tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171219-17-486-21-DE
Date de télétransmission : 29/01/2018
Date de réception préfecture : 29/01/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-486-21

PORTANT AIDE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE AUX COMMUNES (ACTC) 2016 À LA VILLE DU ROBERT

L'An deux mille dix-sept, le dix-neuf décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Joachim BOUQUETY (procuration à Eugène LARCHER), Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Fred LORDINOT (procuration à Michelle MONROSE), Josiane PINVILLE (procuration à Lucien ADENET), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Jenny DULYS-PETIT).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n° 15-130-1 du 3 février 2015 portant reconduction du dispositif d'Aide du Conseil Régional aux Communes pour les années 2014-2015-2016 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-418-1 du 15 décembre 2016 portant adoption du budget primitif de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2017 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, Conseiller exécutif en charge du développement durable et énergie, de l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture...), des transports et des sports ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité, le 12 décembre 2017;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Une subvention d'un montant de deux cent soixante douze mille deux cents euros (272 200,00 €), répartie comme suit, est accordée à la commune du Robert au titre du programme d'Aide de la Collectivité Territoriale aux Communes (A.C.T.C) pour les opérations suivantes :

- Travaux d'éclairage du stade Georges SPITZ : 204 000,00 €,
- Travaux de grosses réparations de l'église SAINTE-ROSE-DE-LIMA : 68 200,00 €.

ARTICLE 2 : Le montant de la subvention est imputé au chapitre 905-53 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique au titre du programme d'Aide de la Collectivité Territoriale aux Communes (A.C.T.C).

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer la convention ainsi que tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171219-17-486-22-DE
Date de télétransmission : 29/01/2018
Date de réception préfecture : 29/01/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-486-22

PORTANT AIDE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE AUX COMMUNES (ACTC) 2016 À LA VILLE DE SAINTE-ANNE

L'An deux mille dix-sept, le dix-neuf décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Joachim BOUQUETY (procuration à Eugène LARCHER), Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Fred LORDINOT (procuration à Michelle MONROSE), Josiane PINVILLE (procuration à Lucien ADENET), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Jenny DULYS-PETIT).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n° 15-130-1 du 3 février 2015 portant reconduction du dispositif d'Aide du Conseil Régional aux Communes pour les années 2014-2015-2016 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-418-1 du 15 décembre 2016 portant adoption du budget primitif de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2017 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, Conseiller exécutif en charge du développement durable et énergie, de l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture...), des transports et des sports ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité, le 12 décembre 2017;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une subvention d'un montant de trois cents quatre-vingt-dix-neuf mille sept cent trente-cinq euros et quatre-vingt-quatorze centimes (399 735,94 €), répartie comme suit, est accordée à la commune de Sainte-Anne au titre du programme d'Aide de la Collectivité Territoriale aux Communes (A.C.T.C) pour les opérations suivantes :

- Travaux d'éclairage solaire du camping, du front de mer de la Pointe Marin et de l'installation de chauffe eau solaire : 65 140,80 €,
- Travaux de restauration de la couverture de la tribune du stade de Sainte-Anne : 123 748,00 €,
- Travaux de réfection en béton de la Route les Anglais : 65 916,96 €,
- Travaux de réfection en béton de la route de Caritan/anse Tonnoir : 49 698,48 €,
- Travaux de rénovation de la Mairie : 32 376,00 €,
- Travaux de réfection de la route de la Pointe Marin : 41 738,48 €,
- Travaux de réfection de la route de Barrière La Croix : 21 117,22 €.

ARTICLE 2 : Le montant de la subvention est imputé au chapitre 905-53 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique au titre du programme d'Aide de la Collectivité Territoriale aux Communes (A.C.T.C).

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer la convention ainsi que tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171219-17-486-23-DE
Date de télétransmission : 29/01/2018
Date de réception préfecture : 29/01/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-486-23

PORTANT AIDE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE AUX COMMUNES (ACTC) 2016 À LA VILLE DE SAINT-ESPRIT

L'An deux mille dix-sept, le dix-neuf décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Joachim BOUQUETY (procuration à Eugène LARCHER), Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Fred LORDINOT (procuration à Michelle MONROSE), Josiane PINVILLE (procuration à Lucien ADENET), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Jenny DULYS-PETIT).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n° 15-130-1 du 3 février 2015 portant reconduction du dispositif d'Aide du Conseil Régional aux Communes pour les années 2014-2015-2016 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-418-1 du 15 décembre 2016 portant adoption du budget primitif de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2017 ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, Conseiller exécutif en charge du développement durable et énergie, de l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture...), des transports et des sports ;

Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité, le 12 décembre 2017 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Une subvention d'un montant de deux cent quatre vingt mille deux cent quatre vingt quinze euros et vingt-trois centimes (280 295,23 €), répartie comme suit, est accordée à la commune du Saint-Esprit au titre du programme d'Aide de la Collectivité Territoriale aux Communes (A.C.T.C) pour les opérations suivantes :

- Travaux d'installation et de mise en place d'un sanitaire public sur la place des fêtes : 69 960,00 €,
- Travaux d'amélioration du parcours santé (piste et éclairage) : 90 449,85 €,
- Travaux de mise en oeuvre d'un dispositif anti volatiles sur le stade Pavilla : 34 280,00 €,
- Travaux de rénovation des clôtures intérieures du stade d'honneur : 66 825,00 €,
- Travaux d'aménagement urbain création de ralentisseurs de type plateau piétonnier : 18 780,38 €.

ARTICLE 2 : Le montant de la subvention est imputé au chapitre 905-53 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique au titre du programme d'Aide de la Collectivité Territoriale aux Communes (A.C.T.C).

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer la convention ainsi que tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171219-17-486-24-DE
Date de télétransmission : 29/01/2018
Date de réception préfecture : 29/01/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-486-24

PORTANT AIDE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE AUX COMMUNES (ACTC) 2016 À LA VILLE DE SAINT-JOSEPH

L'An deux mille dix-sept, le dix-neuf décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Joachim BOUQUETY (procuration à Eugène LARCHER), Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Fred LORDINOT (procuration à Michelle MONROSE), Josiane PINVILLE (procuration à Lucien ADENET), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Jenny DULYS-PETIT).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n° 15-130-1 du 3 février 2015 portant reconduction du dispositif d'Aide du Conseil Régional aux Communes pour les années 2014-2015-2016 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-418-1 du 15 décembre 2016 portant adoption du budget primitif de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2017 ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, Conseiller exécutif en charge du développement durable et énergie, de l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture...), des transports et des sports ;

Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité, le 12 décembre 2017 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une subvention d'un montant de quatre cent onze mille euros (411 000,00 €) est accordée à la commune de Saint-Joseph au titre du programme d'Aide de la Collectivité Territoriale aux Communes (A.C.T.C) pour les travaux de transformation du terrain annexe de Belle Etoile en un terrain synthétique.

ARTICLE 2 : Le montant de la subvention est imputé au chapitre 905-53 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique au titre du programme d'Aide de la Collectivité Territoriale aux Communes (A.C.T.C).

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer la convention ainsi que tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171219-17-486-25-DE
Date de télétransmission : 29/01/2018
Date de réception préfecture : 29/01/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-486-25

PORTANT AIDE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE AUX COMMUNES (ACTC) 2016 À LA VILLE DE SAINTE-LUCE

L'An deux mille dix-sept, le dix-neuf décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Joachim BOUQUETY (procuration à Eugène LARCHER), Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Fred LORDINOT (procuration à Michelle MONROSE), Josiane PINVILLE (procuration à Lucien ADENET), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Jenny DULYS-PETIT).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n° 15-130-1 du 3 février 2015 portant reconduction du dispositif d'Aide du Conseil Régional aux Communes pour les années 2014-2015-2016 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-418-1 du 15 décembre 2016 portant adoption du budget primitif de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2017 ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, Conseiller exécutif en charge du développement durable et énergie, de l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture...), des transports et des sports ;

Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité, le 12 décembre 2017;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Une subvention d'un montant de quatre cent dix-neuf mille trois cent treize euros (419 313,00 €), est accordée à la commune de Sainte-Luce au titre du programme d'Aide de la Collectivité Territoriale aux Communes (A.C.T.C) pour les travaux de réhabilitation du stade municipal.

ARTICLE 2 : Le montant de la subvention est imputé au chapitre 905-53 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique au titre du programme d'Aide de la Collectivité Territoriale aux Communes (A.C.T.C).

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer la convention ainsi que tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171219-17-486-26-DE
Date de télétransmission : 29/01/2018
Date de réception préfecture : 29/01/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-486-26

PORTANT AIDE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE AUX COMMUNES (ACTC) 2016 À LA VILLE DE SAINTE-MARIE

L'An deux mille dix-sept, le dix-neuf décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Joachim BOUQUETY (procuration à Eugène LARCHER), Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Fred LORDINOT (procuration à Michelle MONROSE), Josiane PINVILLE (procuration à Lucien ADENET), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Jenny DULYS-PETIT).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n° 15-130-1 du 3 février 2015 portant reconduction du dispositif d'Aide du Conseil Régional aux Communes pour les années 2014-2015-2016 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-418-1 du 15 décembre 2016 portant adoption du budget primitif de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2017 ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, Conseiller exécutif en charge du développement durable et énergie, de l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture...), des transports et des sports ;

Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité, le 12 décembre 2017;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Une subvention d'un montant de cinq cent quarante-huit mille trois cent quarante-huit euros et quatre-vingt-trois centimes (548 348,83 €), répartie comme suit, est accordée à la commune de Sainte-Marie au titre du programme d'Aide de la Collectivité Territoriale aux Communes (A.C.T.C) pour les opérations suivantes :

- Travaux d'aménagement zone arrière des étals de vente des produits de la mer : 60 000,00 €,
- Travaux d'aménagement du sous-sol de la vannerie : 105 000,00 €,
- Travaux d'extension et de réfection des installations d'éclairage public : 70 000,00 €,
- Travaux de réfection du palladium de l'Etoile : 22 685,25 €,
- Travaux de réfection de la voirie communale – quartier Cité Etoile – 1^{ère} tranche : 65 000,00 €,
- Travaux de réfection de la voirie communale – quartier Cité Etoile - 2^{ème} tranche : 47 740,00 €,
- Travaux d'aménagement de la rue des étages : 63 335,00 €,
- Travaux de réhabilitation du terrain de football Cité Union : 35 628,82 €,
- Travaux d'extension du préau et d'aménagement du parking du salon de recueillement : 78 959,76 €.

ARTICLE 2 : Le montant de la subvention est imputé au chapitre 905-53 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique au titre du programme d'Aide de la Collectivité Territoriale aux Communes (A.C.T.C).

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer la convention ainsi que tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171219-17-486-27-DE
Date de télétransmission : 29/01/2018
Date de réception préfecture : 29/01/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-486-27

PORTANT AIDE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE AUX COMMUNES (ACTC) 2016 À LA VILLE DE SAINT-PIERRE

L'An deux mille dix-sept, le dix-neuf décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Joachim BOUQUETY (procuration à Eugène LARCHER), Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Fred LORDINOT (procuration à Michelle MONROSE), Josiane PINVILLE (procuration à Lucien ADENET), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Jenny DULYS-PETIT).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n° 15-130-1 du 3 février 2015 portant reconduction du dispositif d'Aide du Conseil Régional aux Communes pour les années 2014-2015-2016 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-418-1 du 15 décembre 2016 portant adoption du budget primitif de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2017 ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, Conseiller exécutif en charge du développement durable et énergie, de l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture...), des transports et des sports ;

Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité, le 12 décembre 2017;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une subvention d'un montant de trois cent quatre-vingt six mille sept cent vingt-deux euros et quarante-six centimes (386 722,46 €), répartie comme suit, est accordée à la commune de Saint-Pierre au titre du programme d'Aide de la Collectivité Territoriale aux Communes (A.C.T.C) pour les opérations suivantes :

- Travaux de réalisation d'un parcours santé : 69 000,00 €,
- Travaux de rénovation de la cathédrale du mouillage Phase 1 (Aide complémentaire) : 317 722,46 €.

ARTICLE 2 : Le montant de la subvention est imputé au chapitre 905-53 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique au titre du programme d'Aide de la Collectivité Territoriale aux Communes (A.C.T.C).

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer la convention ainsi que tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171219-17-486-30-DE
Date de télétransmission : 29/01/2018
Date de réception préfecture : 29/01/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-486-30

PORTANT AIDE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE AUX COMMUNES (ACTC) 2016 À LA VILLE DES TROIS-ILETS

L'An deux mille dix-sept, le dix-neuf décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Joachim BOUQUETY (procuration à Eugène LARCHER), Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Fred LORDINOT (procuration à Michelle MONROSE), Josiane PINVILLE (procuration à Lucien ADENET), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Jenny DULYS-PETIT).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n° 15-130-1 du 3 février 2015 portant reconduction du dispositif d'Aide du Conseil Régional aux Communes pour les années 2014-2015-2016 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-418-1 du 15 décembre 2016 portant adoption du budget primitif de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2017 ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, Conseiller exécutif en charge du développement durable et énergie, de l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture...), des transports et des sports ;

Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité, le 12 décembre 2017 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une subvention d'un montant de quatre cent huit mille quatre cent cinquante et un euros et vingt-huit centimes (408 451,28 €), répartie comme suit, est accordée à la commune des Trois-Ilets au titre du programme d'Aide de la Collectivité Territoriale aux Communes (A.C.T.C) pour les opérations suivantes :

- Travaux de construction des ateliers des services techniques (aide complémentaire) : 385 465,22 €,
- Travaux d'aménagement du carrefour situé au croisement de l'Anse-Mitan et de l'Anse à l'Ane : 22 986,06 €.

ARTICLE 2 : Le montant de la subvention est imputé au chapitre 905-53 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique au titre du programme d'Aide de la Collectivité Territoriale aux Communes (A.C.T.C).

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer la convention ainsi que tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171219-17-487-1-DE
Date de télétransmission : 23/01/2018
Date de réception préfecture : 23/01/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-487-1

PORTANT OCTROI D'UNE SUBVENTION A LA VILLE DE SAINT-PIERRE POUR L'OPERATION DE REFECTION DE LA CHAUSSEE DE LA RUE DE LA VIEILLE HALLE

L'An deux mille dix-sept, le dix neuf décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs Joachim BOUQUETY (procuration à Eugène LARCHER), Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Fred LORDINOT (procuration à Michelle MONROSE), Josiane PINVILLE (procuration à Lucien ADENET), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Jenny DULYS-PETIT).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et énergie, de l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture...), des transports et des sports ;

Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 12 décembre 2017 ;

Vu l'avis émis par la commission BTP, équipement, réseaux numériques le 15 décembre 2017 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une subvention exceptionnelle d'un montant de quarante neuf mille six cent trente-trois euros soixante cinq centimes (49 633,65 €) est allouée à la Ville de Saint-Pierre pour l'opération de réfection de la chaussée de la rue de la Vieille Halle.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 905-53 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée à la Ville de Saint-Pierre selon les modalités précisées par convention.

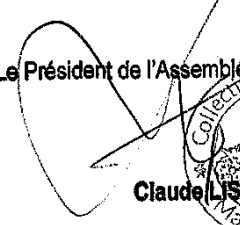
ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer la convention ainsi que tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique


Claude Lise





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171219-17-489-1-DE
Date de télétransmission : 29/01/2018
Date de réception préfecture : 29/01/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-489-1

PORTANT DEMANDE DE RÉVISION DU PLU À LA VILLE DE FORT-DE-FRANCE EN VUE DU DÉCLASSEMENT DU STATUT D'ESPACE BOISÉ CLASSÉ (EBC) DE DEUX EMPRISES À DÉTACHER DES PARCELLES CADASTRÉES A N°27 ET A N°79 TOTALISANT UNE SUPERFICIE DE 4 500 M²

L'An deux mille dix-sept, le dix-neuf décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Joachim BOUQUETY (procuration à Eugène LARCHER), Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Fred LORDINOT (procuration à Michelle MONROSE), Josiane PINVILLE (procuration à Lucien ADENET), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Jenny DULYS-PETIT).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code forestier ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu l'arrêté interministériel du 30 juin 1948 relatif à la répartition des biens de l'ancien domaine colonial dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane française, de la Martinique et de la Réunion ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le plan local d'urbanisme (PLU) de la ville de Fort-de-France ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, Conseiller exécutif en charge du développement durable et énergie, de l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture...), des transports et des sports ;

Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 12 décembre 2017 ;

Vu l'avis émis par la commission BTP, équipement, réseaux numériques le 15 décembre 2017 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX

Téléphone : 0596.59.63.00 - Télécopie : 0596.72.68.10/0596.59.64.84

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Dans le cadre de la mise en sécurité de la route nationale n°3 (RN3) au lieudit Arboretum, sur la route de Balata, la Collectivité Territoriale de Martinique sollicite de la ville de Fort-de-France une révision de son Plan Local d'Urbanisme (PLU), en vue du déclassement du statut d'Espace Boisé Classé de deux emprises foncières, d'une surface totale de 4500m², situées en forêt départementalo-domaniale des Pitons du Carbet, à extraire des parcelles cadastrées Section A N°27 et A N°79.

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toute mesure utiles à la mise en œuvre de la présente décision et signer tout acte y afférent.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171219-17-489-2-DE
Date de télétransmission : 29/01/2018
Date de réception préfecture : 29/01/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-489-2

PORTANT DISTRACTION DU RÉGIME FORESTIER DE L'OPÉRATION DE SÉCURISATION AU LIEUDIT «ARBORÉTUM» TOTALISANT UNE SUPERFICIE DE 4 500 M²

L'An deux mille dix-sept, le dix-neuf décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Joachim BOUQUETY (procuration à Eugène LARCHER), Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Fred LORDINOT (procuration à Michelle MONROSE), Josiane PINVILLE (procuration à Lucien ADENET), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Jenny DULYS-PETIT).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code forestier ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu l'arrêté interministériel du 30 juin 1948 relatif à la répartition des biens de l'ancien domaine colonial dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane française, de la Martinique et de la Réunion ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le plan local d'urbanisme (PLU) de la ville de Fort-de-France ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et énergie, de l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture...), des transports et des sports ;

Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 12 décembre 2017 ;

Vu l'avis émis par la commission BTP, équipement, réseaux numériques le 15 décembre 2017 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX

Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Dans le cadre des travaux de mise en sécurité de la route nationale n°3 (RN3) au lieudit Arboretum sur la route de Balata, un avis favorable est donné à la distraction du régime forestier de l'assiette foncière de l'opération de sécurisation au lieudit « Arboretum » totalisant une superficie de 4 500 m² située en forêt départementalo-domaniale des Pitons du Carbet.

ARTICLE 2 : Un avis favorable est donné pour procéder au défrichement d'une surface boisée de 1 786 m² à extraire des parcelles cadastrées Section A N°27 et A N°79.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toute mesure et signer tout acte relatif aux demandes de défrichement et de distraction du régime forestier des emprises détachées des parcelles sus-mentionnées.

ARTICLE 4 : Est approuvé le principe de mise en œuvre de mesures compensatoires environnementales sous la forme de travaux de boisement pour une surface correspondante à la surface défrichée.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171219-17-491-1-DE
Date de télétransmission : 05/01/2018
Date de réception préfecture : 05/01/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-491-1

PORTANT RENOUVELLEMENT DE L'HABILITATION À LA SOCIÉTÉ LCC QUALIXPERT, DANS LE CADRE DU DIAGNOSTIC DE PERFORMANCE ÉNERGÉTIQUE DE MARTINIQUE ET DE LA RÉGLEMENTATION THERMIQUE DE MARTINIQUE

L'An deux mille dix-sept, le dix neuf décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Joachim BOUQUETY (procuration à Eugène LARCHER), Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Fred LORDINOT (procuration à Michelle MONROSE), Josiane PINVILLE (procuration à Lucien ADENET), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Jenny DULYS-PETIT).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration, notamment son article L 242-4 ;

Vu la loi 2015-992 du 17 août 2015, relative à la transition énergétique pour la croissance verte, notamment l'article 203 ;

Vu l'arrêté ministériel du 16 octobre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant le diagnostic de performance énergétique ou l'attestation de prise en compte de la réglementation thermique, et les critères d'accréditation des organismes de certification ;

Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n°13-1219-1 du 28 juin 2013, relevant du domaine du règlement relative au Diagnostic de Performance Énergétique de Martinique (DPE-M) ;

Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n°14-744-1 du 20 mai 2014, portant avis favorable sur le dispositif de certification des diagnostiqueurs pour le Diagnostic de Performance Énergétique de Martinique (DPE-M) ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-16-1 du 16 février 2016, portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil général et le Conseil régional et définition de mesures d'application ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-324-1 du 23 novembre 2016, portant renouvellement de l'habilitation à la société LCC QUALIXPERT dans le cadre du diagnostic de performance énergétique de Martinique et la réglementation thermique de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et énergie, de l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture...), des transports et des sports ;

Vu l'avis émis par la commission développement durable, environnement, énergie, risques naturels et technologiques le 11 décembre 2017 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : La société LCC QUALIXPERT, organisme de certification, accrédité par le Comité Français d'Accréditation (COFRAC) enregistré sous le n°4-0094 rev 8, est agréée à certifier et recertifier en Martinique les personnes physiques établissant des diagnostics de performance énergétique et l'attestation de conformité de la réglementation thermique de Martinique, dans les conditions fixées par le cahier des charges approuvé par la délibération n°14-744-1 du 20 mai 2014 susvisée.

ARTICLE 2 : La présente délibération porte abrogation de la délibération n°16-324-1 susvisée.

ARTICLE 3 : La durée de validité de l'agrément mentionné à l'article 1 est de cinq ans, à compter de sa notification.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171219-17-492-1-DE
Date de télétransmission : 23/01/2018
Date de réception préfecture : 23/01/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 23 JAN. 2018

DÉLIBÉRATION N°17-492-1

PORTANT MODIFICATION DE L'ANNEXE N°1 DE LA DÉLIBÉRATION N° CP / 683-15 DU 10 SEPTEMBRE 2015 APPROUVANT LE NOUVEAU DISPOSITIF DE L'AIDE À LA CESSATION D'ACTIVITÉ DES TRANSPORTEURS INTERURBAINS DE PERSONNES PAR TAXI COLLECTIF ET CAR GRANDE LIGNE

L'An deux mille dix-sept, le dix-neuf décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Joachim BOUQUETY (procuration à Eugène LARCHER), Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Fred LORDINOT (procuration à Michelle MONROSE), Josiane PINVILLE (procuration à Lucien ADENET), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Jenny DULYS-PETIT).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la loi n°82-1153 du 30 décembre 1982 d'orientation des transports intérieurs ;
Vu la loi 2001-43 du 16 janvier 2001 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine des transports ;
Vu la délibération du Conseil général de la Martinique n° CG/34-00 du 4 mai 2000 portant adoption du projet de modernisation des transports interurbains de personnes du Département de la Martinique ;
Vu la délibération du Conseil général de la Martinique n° CP/215-01 du 6 mars 2001 portant prorogation des autorisations relatives aux services réguliers de transport public routier de personnes ;
Vu la délibération du Conseil général de la Martinique n° CP/332-01 du 10 mai 2001 portant adoption du dispositif provisoire d'aide à la cessation d'activité des exploitants de taxi collectif et car grande ligne ;
Vu la délibération du Conseil général de la Martinique n° CP/578-01 du 26 juillet 2001 portant adoption du dispositif provisoire d'aide à la cessation d'activité des exploitants de taxi collectif et car grande ligne ;
Vu la délibération du Conseil général de la Martinique n° CP/268-05 du 17 mars 2005, notamment l'article 2 appliquant le dispositif aux candidats âgés d'au moins 60 ans ;

Vu la délibération du Conseil général de la Martinique n° CP/677-09 du 7 décembre 2009 actualisant l'aide à la cessation d'activité ;
Vu la délibération du Conseil général de la Martinique n° CP/22-15 du 15 janvier 2015 de reconduction du dispositif de l'aide à la cessation d'activité de transporteurs interurbains de personnes par taxi collectif et car grande ligne ;
Vu la délibération du Conseil général de la Martinique n° CP/683-15 du 10 septembre 2015 approuvant le nouveau dispositif de l'aide à la cessation d'activité des transporteurs interurbains de personnes par taxi collectif et car grande ligne ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et énergie, de l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture...), des transports et des sports ;
Vu l'avis émis par la commission transports le 15 décembre 2017;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est autorisée la modification de l'annexe n°1 de la délibération de la Commission permanente du Département de la Martinique n° CP /683-15 du 10 septembre 2015 approuvant le nouveau dispositif de l'aide à la cessation d'activité des transporteurs interurbains de personnes par taxi collectif et car grande ligne .

Pour les cinq bénéficiaires suivants, il convient de lire :

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 3 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique du 19 et 20 décembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171219-17-493-1-DE
Date de télétransmission : 27/12/2017
Date de réception préfecture : 27/12/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-493-1

PORTANT APPROBATION DES STATUTS MODIFIÉS DE MARTINIQUE TRANSPORT

L'An deux mille dix-sept, le dix-neuf décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Joachim BOUQUETY (procuration à Eugène LARCHER), Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Fred LORDINOT (procuration à Michelle MONROSE), Josiane PINVILLE (procuration à Lucien ADENET), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Jenny DULYS-PETIT).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-418-1 du 15 décembre 2016 portant adoption du budget primitif de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2017 ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et énergie, de l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture...), des transports et des sports ;

Vu les statuts constitutifs de Martinique Transport approuvés le 12 décembre 2016 ;

Vu les propositions de modifications faites par le conseil d'administration de Martinique Transport les 7 mars 2017, 6 avril 2017 et 23 octobre 2017 ;

Vu l'avis émis par la commission transport le 15 décembre 2017;

Considérant que les conseillers à l'Assemblée de Martinique administrateurs à MARTINIQUE TRANSPORT n'ont pas pris part au vote ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Sont approuvés les modifications apportées aux statuts de l'établissement MARTINIQUE TRANSPORT, par différentes décisions du Conseil d'administration au cours de l'exercice 2017.

ARTICLE 2 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à prendre toute mesure nécessaire pour la mise en œuvre de la présente décision.

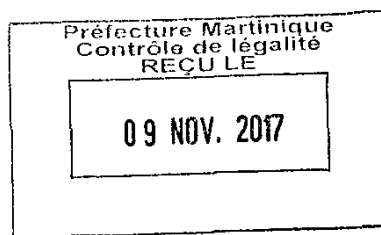
ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés avec 11 abstentions, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique





MARTINIQUE TRANSPORT

**Autorité Organisatrice Unique des
Transports et de la mobilité**

STATUTS

Modification adoptée par le

CA du 23 octobre 2017

Vu l'article 73 de la Constitution ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des transports ;

Vu le code de l'éducation ;

Vu la loi n°82-1153 du 30 décembre 1982 d'orientation des transports intérieurs ;

Vu la loi n° 2013-1029 du 15 novembre 2013 portant diverses dispositions relatives aux outre-mer et particulièrement son article 37 ;

Vu la loi n° 2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des Outre-Mer et notamment son article 45 ;

Vu la délibération n° 14-2161-2 du Conseil Régional de la Martinique en date du 18 décembre 2014, portant instauration d'une autorité organisatrice de transports unique et d'un périmètre unique des transports, publiée au Journal Officiel de la République française le 21 janvier 2015 sous la référence NOR CTRR 1521616X ;

Vu la délibération n°16-36-1 du 29 mars 2016 portant demande de prorogation de droit de l'habilitation législative en matière de transports intérieurs de passagers et de marchandises, terrestres et maritimes publiée au Journal Officiel le 13 mai 2016 sous le numéro NOR : CTRR1611758X;

Considérant les délibérations des autorités organisatrices acceptant la substitution de plein droit de leur compétence à MARTINIQUE TRANSPORT

- Délibération de la Communauté d'agglomération du Centre de la Martinique (CACEM) n° 07.00096 :2015 en date du 07 octobre 2015.
- Délibération de la Communauté d'agglomération de l'Espace Sud Martinique (CAESM) n° 52/2016 en date du 22 juillet.
- Délibération de la Communauté d'agglomération du Pays Nord Martinique (CAP NORD) n° CC-22-072016/114 en date du 22 juillet 2016.
- Délibération du Conseil Général de Martinique n°CG/9494-15 en date du 29 octobre 2015.

Vu la délibération n°16-228-1 de l'Assemblée de Martinique en date du 4 octobre 2016 sous le NOR : CTRX 1632510X.

Vu la délibération n°16-229-1 de l'Assemblée de Martinique en date du 13 octobre 2016 sous le NOR : CTRX 1632505X.

Vu la délibération n°16-230-1 de l'Assemblée de Martinique en date du 13 octobre 2016 sous le NOR : CTRX 1632506X.

Vu la délibération n°16-231-1 de l'Assemblée de Martinique en date du 13 octobre 2016.

Les collectivités et établissements désignés à l'article 3 ci-après décident, sur le fondement et dans le cadre de l'Habilitation accordée à la Région Martinique par l'article 37 de la loi précitée du 15 novembre 2013 de créer une Autorité Organisatrice Unique des Transports dénommée MARTINIQUE TRANSPORT.

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171219-17-493-1-DE
Date de télétransmission : 27/12/2017
Date de réception préfecture : 27/12/2017

Les statuts de MARTINIQUE TRANSPORT sont les suivants :

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171219-17-493-1-DE
Date de télétransmission : 27/12/2017
Date de réception préfecture : 27/12/2017

Article 1^{er} - Objet

L'établissement public, sui generis, dénommé « MARTINIQUE TRANSPORT » a été créé par délibérations du Conseil Régional de Martinique n° 14-2161-2 en date du 18 décembre 2014 et de l'Assemblée de Martinique n°16-228-1 du 4 octobre 2016 publiée au JO sous le NOR : CTRX 1632510X.

Il a qualité d'autorité organisatrice unique des transports et de la mobilité et est compétent sur le périmètre des transports qui couvre l'ensemble du territoire de la Martinique.

En conséquence, il définit les orientations générales en matière de transports publics, leur financement, le contrôle de l'exécution des services de transport ainsi que les actions d'accompagnement propres à assurer un développement de l'usage des transports en commun, conformément au code des transports.

L'organisation du réseau sur le périmètre, la définition et la conduite des investissements, la politique tarifaire constituent des attributions spécifiques de MARTINIQUE TRANSPORT.

Article 2- Missions

En tant qu'autorité organisatrice unique des services de transports publics réguliers de personnes, MARTINIQUE TRANSPORT a notamment pour mission de :

- 1°) fixer les relations à desservir ;
- 2°) fixer la consistance générale des services ;
- 3°) organiser les services réguliers de transport ;
- 4°) favoriser le transport des personnes à mobilité réduite et des personnes âgées ;
- 5°) définir les modalités techniques d'exécution ainsi que les conditions générales d'exploitation et de financement des services ;
- 6°) désigner les exploitants ;
- 7°) veiller à la cohérence des programmes d'investissement ;
- 8°) arrêter la politique tarifaire de manière à obtenir l'utilisation la meilleure, sur le plan économique, social du système de transport correspondant ;
- 9°) concourir aux actions de prévention de la délinquance et de sécurisation des personnels et des usagers ;
- 10°) promouvoir le transport public et développer l'information aux usagers ;
- 11°) MARTINIQUE TRANSPORT est responsable de l'organisation et du fonctionnement des transports scolaires et consulte à leur sujet, au moins une fois par an, le Conseil départemental de l'Education Nationale.

En matière de transport maritime, MARTINIQUE TRANSPORT est l'autorité organisatrice pour l'application des dispositions des articles L.57144, L.5431-2, L.5431-3 du Code des Transports.

Si un intérêt local particulier et une logique de proximité le justifient, MARTINIQUE TRANSPORT peut déléguer à des collectivités territoriales, à leurs groupements, ou à des

associations de collectivités territoriales, sur des périmètres ou pour des services définis d'un commun accord certaines missions mentionnées aux 1°, 2° et 3° du présent article. En tout état de cause, la politique tarifaire reste de la compétence de MARTINIQUE TRANSPORT.

Une convention prévoit les conditions de participation des parties au financement de ces services et les aménagements tarifaires applicables.

Article 3 - Composition

MARTINIQUE TRANSPORT est un établissement public auquel participent les collectivités et établissements publics de coopération intercommunale suivants :

- La Collectivité Territoriale de Martinique (CTM) ;
- La Communauté d'Agglomération du Centre de la Martinique (CACEM) ;
- La Communauté d'Agglomération de l'Espace Sud Martinique (CAESM) ;
- La Communauté d'Agglomération du Pays Nord Martinique (CAP NORD).

Article 4- Siège

Le siège de MARTINIQUE TRANSPORT est situé Rue Gaston Defferre - Plateau Roy – Cluny - 97201 Fort-de-France Martinique.

MARTINIQUE TRANSPORT peut transférer son siège en tout autre lieu par décision du Conseil d'Administration.

Article 5- Durée

MARTINIQUE TRANSPORT est institué pour une durée illimitée.

Article 6 - Administration

MARTINIQUE TRANSPORT est administré par :

- un Conseil d'Administration ;
- un Bureau exécutif.

6.1- Le Conseil d'Administration

6.1.1- Missions

Le Conseil d'Administration règle par ses délibérations les affaires de MARTINIQUE TRANSPORT.

Il délibère notamment sur :

- les mesures générales relatives à l'organisation et au fonctionnement de l'établissement ainsi qu'à la politique transport et le projet d'établissement ;
- le règlement intérieur de l'établissement ;

- l'étendue des pouvoirs délégués au Directeur ainsi que les modalités de compte-rendu de ces délégations ;
- la politique de financement et de réalisation des emprunts ;
- la composition de la Commission d'appel d'offres et toutes les questions pour lesquelles la réglementation des marchés publics lui donne compétence ;
- la composition de la Commission de Délégation de Services Publics et toutes les questions pour lesquelles la réglementation en vigueur lui donne compétence ;
- le rapport annuel d'activité, notamment l'exécution du budget et les conditions d'exécution du service public au cours de l'année écoulée ;
- le budget et les décisions modificatives ;
- les comptes de l'établissement et l'affectation des résultats de l'exercice ;
- les contrats, conventions et marchés ;
- les conditions générales de passation des conventions ;
- les conditions générales d'attributions des subventions et concours financiers ainsi que les décisions d'attribution de ces aides ;
- les baux, acquisitions ou aliénations d'immeubles ;
- les autorisations d'occupation du domaine ;
- l'acceptation ou le refus des dons et legs ;
- les actions en justice et les transactions.

6.1.2- Composition

Le Conseil d'Administration est composé des représentants des collectivités et établissements visés à l'article 3, désignés par les assemblées délibérantes de chacun des participants selon des modalités qui leur sont propres.

Le conseil de 14 membres, comprend, à la date de création de MARTINIQUE TRANSPORT:

- 1°) Huit (8) représentants élus parmi ses membres par la CTM ;
- 2°) Deux (2) représentants élus parmi ses membres par la CACEM ;
- 3°) Deux (2) représentants élus parmi ses membres par Espace Sud ;
- 4°) Deux (2) représentants élus parmi ses membres par CAP NORD.

Chaque représentant est remplacé par son suppléant en cas d'absence ou d'empêchement.

Le représentant de l'Etat en Martinique est entendu à sa demande par le Conseil d'Administration.

6.1.3- Présidence

Le Conseil d'administration est présidé par le Président du Conseil Exécutif de Martinique ou son remplaçant en cas d'absence.

Les Vice-Présidents sont au nombre de 4. Chaque collectivité membre de MARTINIQUE TRANSPORT dispose d'une vice-présidence au Conseil d'Administration et désigne son représentant pour y siéger.

Le Président et les Vice-Présidents forment le Bureau exécutif, détaillé à l'article 6.2.

Les Vice-Présidents remplacent le Président par ordre de désignation.

6.1.4- Commissions

Le Conseil d'Administration procède à l'élection des membres de la Commission d'appel d'offres et de la Commission de Délégation de Services Publics choisis parmi les représentants issus du Conseil d'Administration, conformément aux dispositions du Code général des collectivités territoriales (articles L1414-1, L1414-2 et L1411-5 notamment).

6.1.5- Directeur Général

Le Président du Conseil d'Administration procède à la nomination du Directeur Général par arrêté après avis du Conseil d'Administration.

Le Directeur Général assiste, sauf lorsqu'il est personnellement concerné par l'affaire en discussion, aux séances du Conseil d'Administration avec voix consultative.

Il peut, avec l'accord du Président, se faire accompagner du (ou des) collaborateur (s) concerné (s) par le (ou les) sujet (s) inscrit (s) à l'ordre du jour.

6.1.6- L'Agent comptable

L'Agent comptable assiste aux séances.

L'Agent comptable peut, avec l'accord du Président, se faire accompagner du (ou des) collaborateur (s) concerné (s) par le (ou les) sujet (s) inscrit (s) à l'ordre du jour.

6.1.7- Modalités de réunion

Le Conseil d'Administration se réunit, sur convocation du Président, aussi souvent que la bonne marche de l'établissement l'exige et au minimum en session ordinaire une fois par trimestre. La convocation est adressée à chacun de ses membres avec un délai minimal de 8 jours francs. La convocation doit préciser l'ordre du jour arrêté par le Président et doit être accompagnée des exposés afférents.

En cas d'urgence, le Conseil d'Administration peut se réunir, sur demande du Président, sur convocation extraordinaire adressée à chacun des membres du Conseil d'Administration avec un délai minimal de 3 jours francs. Le Président rend compte dès l'ouverture de la séance au Conseil d'Administration qui se prononce sur l'urgence.

Le quorum est fixé à la moitié au moins des membres du Conseil d'Administration soit 4 pour la CTM, 1 pour chacun des EPCI. Si le quorum n'est pas atteint, une nouvelle réunion est convoquée par le Président avec un préavis de 3 jours. Aucun quorum n'est alors exigé. Les délibérations sont alors valables quel que soit le nombre d'administrateurs présents ou représentés.

Le Conseil d'Administration se réunit en session extraordinaire à la demande du Président ou des deux tiers au moins de ses membres, sur convocation du Président.

Les séances du Conseil d'Administration ne sont pas publiques.

Le Conseil d'Administration peut s'adjoindre, en tant que de besoin, toute personne compétente pour participer à ses travaux avec voix consultative.

6.1.8- Modalités de délibération

Le Conseil d'Administration délibère à la majorité simple des voix exprimées.

En cas d'égalité, la voix du Président est prépondérante.

Le vote se fait à main levée, sauf si un vote à bulletin secret est demandé par plus de la moitié des membres présents.

Le suppléant est appelé à siéger au Conseil d'Administration avec voix délibérative en cas d'empêchement du représentant titulaire.

Tout représentant titulaire, en cas d'absence de son suppléant, peut donner à un autre représentant titulaire de son choix un pouvoir écrit pour voter en son nom. Un même représentant ne peut être porteur de plus de trois pouvoirs.

Il est établi un procès-verbal de chaque séance du Conseil d'Administration. Les procès-verbaux sont signés par le Président. Le Directeur Général est responsable de la conservation de ces procès-verbaux et de leur transmission au Contrôle de la Légimité.

6.2- Le Bureau exécutif

Le Bureau exécutif est composé du Président, des 4 Vice-Présidents ou de leurs représentants dûment habilités.

Le Président convoque le bureau et dirige les débats.

Le Bureau est chargé de l'administration quotidienne de MARTINIQUE TRANSPORT et prépare et exécute les délibérations du Conseil d'Administration.

Le Bureau exerce les attributions que pourra lui déléguer le Conseil d'Administration à l'exception des attributions en matière budgétaire, financière et tarifaire qui relèvent des décisions du seul Conseil d'Administration.

Chaque réunion fait l'objet d'un compte-rendu arrêté par le Président.

Le Bureau rend compte de ses décisions à chaque séance du Conseil d'Administration.

6.3- Le Président du Conseil d'administration

Par délégation du Conseil d'Administration, le Président du Conseil d'Administration ordonne les dépenses, prescrit l'exécution des recettes, signe les marchés et contrats, assure l'administration générale, nomme le personnel et représente MARTINIQUE TRANSPORT en justice.

Article 7 - Régime juridique des actes et régimes budgétaire et comptable

Les délibérations du Conseil d'Administration ainsi que les actes à caractère réglementaire de l'établissement public font l'objet d'une publicité par voie d'affichage au siège de l'établissement et par publication au Recueil des actes administratifs des Collectivités qui participent à MARTINIQUE TRANSPORT.

Le contrôle de légalité et le contrôle budgétaire des actes de MARTINIQUE TRANSPORT sont exercés par le représentant de l'Etat en Martinique.

MARTINIQUE TRANSPORT est soumis à la première partie du livre II du code des juridictions financières.

Le comptable de MARTINIQUE TRANSPORT est un comptable public nommé par l'autorité administrative compétente de l'Etat.

Article 8 - Règlement intérieur

Dans les trois mois suivant sa première installation, le Conseil d'Administration adopte un règlement intérieur précisant les modalités de son fonctionnement.

Article 9 - Financement

9.1 - Etat prévisionnel des recettes et des dépenses

L'état prévisionnel des recettes et des dépenses est adopté par le Conseil d'Administration au 30 Avril pour l'année qui suit l'adoption des présents statuts puis, chaque année, avant le 15 avril de l'exercice auquel il se rapporte.

L'établissement est soumis au contrôle de l'Etat.

MARTINIQUE TRANSPORT peut bénéficier de la création de régies de recettes et de régies d'avances conformément à la réglementation.

9.2- Recettes de MARTINIQUE TRANSPORT

Les ressources de MARTINIQUE TRANSPORT comprennent, sans nécessairement s'y limiter :

1° Les contributions des collectivités et EPCI participants ;

2° Le produit du versement destiné au transport perçu à l'intérieur du périmètre unique des transports ;

3° Le produit issu de la vente des titres de transport ;

4° Tous autres concours, subventions ou avances qui lui sont apportés par l'Europe, l'Etat, par les collectivités publiques ou par tout organisme public ou privé, notamment pour la mise en œuvre de politiques d'aide à l'usage des transports collectifs au bénéfice de catégories particulières d'usagers ;

5° Les produits de son domaine ;

6° Les redevances pour services rendus et produits divers ;

7° Le produit des emprunts ;

8° Les produits de toutes autres redevances ou taxes éventuellement créées ou affectées au profit de MARTINIQUE TRANSPORT.

9° Le produit des dons et legs.

9.3 - Charges de MARTINIQUE TRANSPORT

Les charges de MARTINIQUE TRANSPORT comprennent notamment :

1° Les frais de fonctionnement de MARTINIQUE TRANSPORT ;

2° Les frais de personnel ;

3° Les subventions et les charges liées aux projets d'investissement ;

4° Les dépenses correspondant aux politiques d'aide à l'usage des transports collectifs au bénéfice de certaines catégories d'usagers ;

5° Les concours publics et règlements versés aux opérateurs de transport dans le cadre des contrats d'exploitation des services publics de transport de voyageurs

6° L'annuité de la dette en capital et intérêts ;

7° Les dotations aux amortissements et aux provisions.

9.4 Contributions des participants

Les statuts feront l'objet d'une modification selon la procédure fixée à l'article 10 pour déterminer les contributions des participants à compter du 1^{er} juillet 2017.

9.4.1 Dotation d'amorçage

Une dotation d'amorçage est répartie entre chaque participant à l'établissement public et fixée statutairement comme suit :

Collectivité Territoriale de Martinique	580 000 €
CACEM	135 000 €
Espace Sud	135 000 €
Cap Nord	100 000 €
Total	950 000 €

Le versement de cette dotation sera effectif au plus tard au 31 janvier 2017.

9.4.2- Contributions annuelles

Les critères de calcul et le montant de la contribution annuelle de chaque membre (collectivité ou établissements publics de coopération intercommunale) font l'objet d'une délibération du Conseil d'Administration.

Article 10 – Modification des Statuts

La procédure de révision des statuts peut être lancée à l'initiative du Président ou de trois quarts des membres du Conseil d'Administration.

Toute décision de modification des statuts doit être prise à la majorité simple des membres du Conseil d'Administration.

Les modifications des statuts portant sur l'objet social, la composition du capital ou les structures des organes dirigeants de Martinique Transport seront obligatoirement approuvées au préalable par l'assemblée délibérante de chacune des collectivités et EPCI participant à Martinique Transport.

Les modifications statutaires intervenant en dehors de ce périmètre seront approuvées par les seuls membres du Conseil d'administration.

Article 11- Dissolution de l'établissement

La dissolution de l'établissement public doit être opérée par un acte de la même nature que celui de sa création.

Le Président du Conseil d'Administration

Alfred MARIE-JEANNE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171219-17-494-1-DE
Date de télétransmission : 23/01/2018
Date de réception préfecture : 23/01/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

Collectivité Territoriale de Martinique

RECHIFFAGE LE : 23 JAN. 2018

DÉLIBÉRATION N°17-494-1

PORTANT EXTENSION DU PÉRIMÈTRE D'INTERVENTION DU GROUPEMENT DE COMMANDES ENTRE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE (CTM) ET MARTINIQUE TRANSPORT POUR LA PASSATION DE MARCHÉS D'ÉTUDES ET D'ASSISTANCE CONCERNANT L'EXÉCUTION DE LIGNE MARITIME PAR MODIFICATION DE LA DÉLIBÉRATION N°17-289-1

L'An deux mille dix-sept, le dix neuf décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Joachim BOUQUETY (procuration à Eugène LARCHER), Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Fred LORDINOT (procuration à Michelle MONROSE), Josiane PINVILLE (procuration à Lucien ADENET), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Jenny DULYS-PETIT).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu la constitution ;
Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des Transports ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu l'ordonnance n°2016-899 du 23 juillet 2016 relative aux marchés publics ;
Vu la délibération du Conseil régional de Martinique n°14-2161-2 en date du 18 décembre 2014 portant instauration d'une autorité organisatrice de transports unique et d'un périmètre unique des transports public publiée au Journal Officiel de la République Française le 21 janvier 2015 sous le numéro NOR : CTRR1501616X ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-36-1 du 29 mars 2016 portant demande de prorogation de droit de l'habilitation législative en matière de transports intérieurs de passagers et de marchandises, terrestres et maritimes publiée au Journal Officiel le 13 mai 2016 sous le numéro NOR : CTRR1611758X ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-228-1 du 4 octobre 2016 portant règles constitutives, compétences et régime financier de Martinique Transport publiée au Journal Officiel le 20 novembre 2016 sous le numéro NOR : CTRR1632510X du 20 novembre 2016 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-229-1 du 4 octobre 2016 portant transfert de charges à MARTINIQUE TRANSPORT publiée au Journal Officiel le 20 novembre 2016 sous le numéro NOR : CTRR1632505X ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°17-289-1 du 28 juillet 2017 portant autorisation de création d'un groupement de commandes entre la Collectivité Territoriale de Martinique et MARTINIQUE TRANSPORT relatif à la passation de marchés d'études et d'assistance concernant l'exécution du projet de ligne maritime entre Saint Pierre et Fort-de-France ;

Vu la délibération du Conseil d'Administration de MARTINIQUE TRANSPORT du 23 octobre 2017 portant passation d'une convention de groupement de commandes entre MARTINIQUE TRANSPORT et la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM) pour la passation des marchés d'études et d'assistance concernant le projet de ligne maritime entre Saint-Pierre et Fort-de-France ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et énergie, de l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture...), des transports et des sports ;

Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité conjointement avec la commission développement économique et tourisme le 19 juillet 2017 ;

Vu l'avis émis par la commission politique de la mer (pêche, aquaculture, nautisme et ressources maritimes dans la ZEE) le 24 juillet 2017 ;

Vu l'avis émis par la commission transport le 24 juillet 2017 et le 15 décembre 2017 ;

Considérant que la Collectivité Territoriale de Martinique entend résorber la fracture territoriale notamment dans le Nord-Caraïbe, conformément à ses orientations stratégiques ;

Considérant que le développement du transport maritime s'inscrit dans les orientations stratégiques des principaux documents et programmes de la Collectivité en matière d'aménagement et de développement de son territoire, d'environnement et d'énergie ;

Considérant que la Collectivité Territoriale souhaite qu'un transport maritime régulier de voyageurs puisse être déployé à partir de ses appontements, là où ce mode de transport constitue une alternative fiable et efficiente ;

Considérant que MARTINIQUE TRANSPORT se substitue à la Collectivité Territoriale de Martinique dans l'exercice de ses compétences d'organisation de transport, notamment maritime ;

Considérant la montée en charge progressive de MARTINIQUE TRANSPORT et la nécessité d'aménager transitoirement les conditions permettant de poursuivre les projets ;

Considérant que la constitution d'un groupement de commandes entre la Collectivité Territoriale de Martinique et MARTINIQUE TRANSPORT peut permettre la coordination et la continuité de la mise en oeuvre des projets ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : L'article 1 de la délibération de l'Assemblée de Martinique n°17-289-1 susvisée est modifié comme suit :

« Est autorisée la création d'un groupement de commandes entre MARTINIQUE TRANSPORT, autorité organisatrice unique de transport et la Collectivité Territoriale de Martinique, pour la passation de marchés d'études et d'assistance concernant :

- Le projet de ligne maritime régulière de voyageurs entre Saint-Pierre et Fort-de-France l'extension de ligne maritime entre Fort-de-France et Saint-Pierre vers le nord jusqu'à Grand-Rivière,
- l'extension de la desserte maritime vers le sud entre Fort-de-France et les Anses d'Arlet.»

ARTICLE 2 : Les autres dispositions de la délibération n°17-289-1 demeurent inchangées.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique



ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION N° 17-494-1



**CONVENTION CONSTITUTIVE DE GROUPEMENT DE COMMANDES
ENTRE MARTINIQUE TRANSPORT ET LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE
MARTINIQUE POUR LA PASSATION DES MARCHES D'ETUDES ET
D'ASSISTANCE CONCERNANT LES PROJETS DE LIGNES MARITIMES**

Entre les soussignées :

L'Autorité Organisatrice de Transport Unique de Martinique dénommée « MARTINIQUE TRANSPORT » représentée par son Président, Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil d'Administration,

Dûment habilité par délibération du Conseil d'administration de MARTINIQUE TRANSPORT en date du 23 octobre 2017 ;

D'une part,

Et

La COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE, dénommée « CTM » Représentée par son Président, **Monsieur Alfred MARIE-JEANNE**, Président du Conseil Exécutif,

Dûment habilité par délibération n° 17-494-1 l'Assemblée de Martinique en date du 19 décembre 2017.

D'autre part,

Ci-après dénommées individuellement une « Partie » ou conjointement les « Parties ».

EN PREAMBULE, IL EST RAPPELE QUE

La résorption de la fracture territoriale qui touche le Nord-Caraïbe constitue un objectif stratégique prioritaire pour la Collectivité Territoriale de Martinique. Pour cette partie du territoire, la mise en place d'un transport multimodal durable efficace se pose donc avec d'autant plus d'acuité qu'il s'agit d'un indispensable levier d'attractivité, de compétitivité et d'épanouissement social.

A cet égard, le projet de création d'une ligne maritime rapide entre Saint Pierre et Fort-de-France mérite un approfondissement pour sa mise en œuvre.

Ce projet, s'inscrit pleinement en compatibilité avec les objectifs des principaux schémas, plans et programmes, notamment en matière d'aménagement et d'environnement et peut émerger au Programme Opérationnel 2014-2020.

Dès 1998, le Schéma d'Aménagement Régional (SAR) a arrêté la mise en place d'une stratégie différenciée mais solidaire de mise en valeur du territoire selon les zones, notamment en faveur de la zone Nord Caraïbe. Cette stratégie propose de mettre en œuvre et d'impulser un mouvement de centralité autour de Saint-Pierre à partir d'activités structurantes. Le développement du transport maritime de voyageurs et de marchandises a été identifié comme levier de cette politique. De même, le Schéma de Mise en Valeur de la Mer (SMVM) a affirmé la volonté de développement des transports maritimes.

Ces orientations restent d'actualité puisqu'elles ont été récemment réaffirmées dans les orientations stratégiques du Schéma Territorial de développement économique, d'innovation et d'Internationalisation (STDEII), arrêtées par l'Assemblée de Martinique en mai 2017.

C'est pourquoi la Collectivité Territoriale de Martinique entend s'appuyer sur ses appontements existants pour promouvoir le développement du transport maritime, là où il constitue une alternative fiable et efficiente.

Ceci nécessite une étroite coordination avec la nouvelle autorité organisatrice unique de transport, dénommée MARTINIQUE TRANSPORT.

Créé par délibération n° 14-2161-2 du 18 décembre 2014 du Conseil Régional de Martinique dans le cadre de son habilitation législative en matière de transport, MARTINIQUE TRANSPORT est un établissement public sui generis constitué entre :

- la Collectivité Territoriale de MARTINIQUE (CTM),
- la Communauté d'Agglomération du Centre de la Martinique (CACEM),
- la Communauté d'Agglomération de l'Espace Sud Martinique (CAESM)
- la Communauté d'Agglomération du Pays Nord Martinique (CAP NORD Martinique).

Cette autorité organisatrice unique est compétente sur un périmètre unique des transports couvrant l'ensemble du territoire de la Martinique.

En matière d'organisation du transport maritime, MARTINIQUE TRANSPORT succède à la Collectivité Territoriale de Martinique. Le transfert effectif s'opèrera après établissement de procès-verbaux contradictoires. La montée en charge de MARTINIQUE TRANSPORT va s'opérer d'ici fin 2017.

Dans le même temps, il convient d'aménager transitoirement les conditions permettant la poursuite des projets.

Compte tenu de cette situation, il apparaît nécessaire de faciliter la continuité de la mise en œuvre du projet de ligne maritime Saint Pierre/Fort-de-France en déléguant autant que de besoin des prestations diverses à la Collectivité Territoriale de Martinique au nom et pour le compte de MARTINIQUE TRANSPORT dans le cadre d'une procédure de groupement de commandes

Le Conseil d'administration de MARTINIQUE TRANSPORT a approuvé la création du groupement de commandes entre MARTINIQUE TRANSPORT et la CTM et a demandé que la CTM prenne en compte dans le cadre du groupement de commandes créé la passation de marchés d'études et d'assistance concernant l'extension du projet de ligne maritime entre Saint-Pierre et Fort-de-France vers le Nord jusqu'à Grand Rivière d'une part, et d'autre part de l'extension de la desserte maritime vers le sud entre Fort-de-France et les Anses d'Arlet.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

MARTINIQUE TRANSPORT et la Collectivité Territoriale de Martinique conviennent, par la présente convention de se grouper, conformément aux dispositions de l'article **28** de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics pour la passation des marchés d'études et de services ainsi que toute autre convention concourant à la création de la ligne maritime régulière de voyageurs Saint-Pierre/Fort-de-France et de l'extension du projet de ligne entre Saint Pierre et Fort-de-France vers le Nord jusqu'à Grand Rivière d'une part et d'autre part de l'extension de la desserte maritime vers le sud entre Fort-de-France et les Anses d'Arlet.

A la date de formalisation de cette volonté, les marchés concernés sont ceux relatifs à l'étude de définition du projet intégrant les scénarios tarifaires et l'évaluation socio-économique d'une part, et d'autre part, l'assistance générale à caractère administratif, juridique, financier et technique qui accompagnera l'autorité concédante dans le lancement de la délégation de service public.

ARTICLE 2 – LE COORDONNATEUR

2.1 Désignation du coordonnateur du groupement

Le coordonnateur du Groupement de commandes désigné par les parties à la convention est la CTM.

La Collectivité Territoriale de Martinique est chargée des missions prévues à l'article 2.2 de la présente convention.

2.2 Missions du coordonnateur du groupement

Dans le respect du droit de la commande publique, les missions du coordonnateur sont les suivantes :

- **S'agissant des procédures formalisées**
 - Définir et recenser les besoins avec le concours de MARTINIQUE TRANSPORT et préparer les dossiers de consultation des entreprises.
 - Choix de la procédure
 - Proposer et faire valider par les membres du groupement, les exigences attendues des candidats en lien avec les besoins exprimés, ainsi que les critères de sélection des candidatures et de jugement des offres.
 - Assurer l'envoi à la publication des avis d'appel public à la concurrence dans le respect des dispositions relatives aux marchés publics.
 - Définir l'organisation technique et administrative de la procédure de consultation (reproduction des documents, modalités pratiques de délai et délivrance du récépissé aux candidats, garde matérielle des offres...).
 - Convoquer et conduire les réunions de la commission d'appel d'offres du coordonnateur pour sélectionner les candidats et pour le choix de l'offre économiquement la plus avantageuse.

- Informer les candidats du résultat de la mise en concurrence (candidature et offre).
- Rédiger le rapport de présentation (en cas de procédure formalisée), signé par le Président du Conseil Exécutif qui assume la fonction de coordonnateur.
- Signer, notifier après accomplissement des formalités de transmission au contrôle de légalité s'il y a lieu.
- Procéder à la publication des avis d'attribution.
- Assurer le respect des obligations de transmission au contrôle de légalité du ou des marchés conclus dès lors qu'ils (s) excèdent le seuil réglementaire.
- Exécuter le ou les marchés à passer au nom des membres du groupement et en assurer le paiement
- Tous les actes liés à l'exécution du ou des marchés,
- Assistance en cas de litige avec le titulaire
- **S'agissant des procédures non formalisées**
 - Le Représentant de l'Acheteur Public (RAP) de la CTM est compétent en matière de procédure non formalisée.

ARTICLE 3 : MEMBRES DU GROUPEMENT

Le groupement de commandes est constitué par MARTINIQUE TRANSPORT, autorité organisatrice unique des transports et la Collectivité Territoriale de Martinique, dénommés « les membres » du groupement de commandes,

3.1 Obligations des membres du groupement

Chaque membre du groupement s'engage à :

- communiquer au coordonnateur une évaluation de leurs besoins préalablement au lancement de la procédure de consultation,
- assurer le paiement des prestations correspondantes selon les dispositions prévues par l'article 6.
- respecter le choix du (des) titulaires(s) du (des) marché(s) retenu(s) à l'issue de la procédure de mise en concurrence.

- Collaborer avec le titulaire pour la bonne exécution du marché dont la charge revient au coordonnateur en vertu de l'article 2 ci-avant.

Le coordonnateur assure la bonne exécution du marché portant sur l'intégralité de leurs besoins dans le domaine.

ARTICLE 4 – PROCEDURE DE DEVOLUTION DES PRESTATIONS

Le coordonnateur réalisera les procédures, conformément aux dispositions du droit de la commande publique.

ARTICLE 5 – PROCEDURES DE PASSATION DES MARCHES

- **5.1- Pour les procédures formalisées :** *Commission d'Appel d'Offre (CAO)*

La commission d'Appel d'offres du coordonnateur est désignée comme commission d'appel d'offres du groupement de commandes.

La présidence de la CAO est assurée par le représentant du coordonnateur.

- **5.2 - Pour les procédures non formalisées :**

L'Exécutif du coordonnateur (ou son représentant) est compétent en matière de procédure non formalisée.

ARTICLE 6 – DISPOSITIONS FINANCIERES

Les frais liés à la procédure de désignation du cocontractant, les frais éventuels résultant du fonctionnement du groupement, les frais liés aux obligations de publicité (avis de publicité liés à la passation des marchés et avis d'attribution) ainsi que les paiements effectués par la Collectivité Territoriale de Martinique pour le compte de MARTINIQUE TRANSPORT sont assumés par la Collectivité Territoriale de Martinique.

La CTM pourra à ce titre, obtenir tout financement auquel les projets concernés sont éligibles.

Après service fait et paiement du titulaire du marché, les prestations réalisées suivant les conditions fixées au marché, la CTM pourra solliciter le remboursement de la part de MARTINIQUE TRANSPORT

ARTICLE 7 – RESPONSABILITÉ DU COORDONNATEUR

Le coordonnateur est responsable des missions qui lui sont confiées par la présente convention.

Il fera son affaire personnelle de tous les risques pouvant provenir de son activité.

Il est seul responsable, vis-à-vis des tiers, de tous dommages de quelque nature que ce soit découlant de ses missions.

ARTICLE 8 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention entre en vigueur dès sa signature par les parties et vaut jusqu'à la clôture des marchés conclus par le coordonnateur qui défendra dans tout contentieux éventuel pour l'exécution desdits marchés, avec le cas échéant, l'assistance de Martinique Transport.

ARTICLE 9 – MODIFICATION DE LA CONVENTION

La présente convention constitutive ne pourra pas être modifiée sans l'accord exprès des parties.

Toute modification ainsi convenue sera formalisée par un avenant rédigé par le coordonnateur et préalablement approuvé par l'ensemble des membres du groupement selon les règles qui leur sont propres.

ARTICLE 10 – RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas d'inexécution des obligations mises à la charge des parties par les présentes, la partie la plus diligente pourra après mise en demeure restée sans réponse, pendant un délai de deux (2) mois, résilier la présente convention.

Les dommages et intérêts qui en découleront seront fixés dans la mise en demeure.

ARTICLE 11 – ADHESION AU GROUPEMENT DE COMMANDES

Toute nouvelle adhésion au groupement de commande devra faire l'objet d'un avenant à la présente convention, suite aux délibérations ou décisions concordantes des instances délibérantes ou décisionnelles des membres.

Toutefois, elle ne devra pas avoir pour conséquence de remettre en cause le schéma juridique initialement retenu.

Cet avenant réalisera les ajustements rédactionnels nécessaires pour mettre en conformité la présente convention, avec les statuts du nouvel adhérent.

Toute nouvelle adhésion ne pourra impacter que les consultations postérieures à cette adhésion.

ARTICLE 12 – RETRAIT DU GROUPEMENT DE COMMANDES ET RESILIATION DE LA CONVENTION

Chaque membre conserve la faculté de se retirer du groupement de commandes, par décision écrite notifiée au coordonnateur. Ce retrait ne saurait concerner des consultations lancées ou des marchés et accords-cadres conclus. Il n'aura d'effet que pour les consultations futures lancées au nom du groupement.

Le retrait du groupement sera effectué par voie d'avenant.

En cas de retrait d'un membre du groupement, le coordonnateur effectue le solde comptable et financier de la situation du membre sortant. Si cette sortie entraîne des modifications sur le fonctionnement du groupement, elles sont prises en compte dans une convention modificative.

Le présent groupement pourra être résilié par délibérations ou décisions concordantes des instances délibérantes ou (le cas échéant) décisionnelles de l'ensemble de ses membres. Cette résiliation sera sans effet sur les marchés notifiés au nom du groupement, dont l'exécution perdurera conformément à leurs dispositions particulières.

ARTICLE 13 – SUBSTITUTION AU COORDONNATEUR

En cas de sortie du coordonnateur du groupement ou dans toute autre hypothèse où le coordonnateur ne serait plus en mesure d'assurer son rôle, une convention modificative interviendra pour désigner un nouveau coordonnateur.

Cette convention sera approuvée par délibération ou décisions concordantes des instances délibérantes ou, le cas échéant décisionnelles de l'ensemble des membres restant du groupement.

ARTICLE 14 – CAPACITE A AGIR

Le représentant du coordonnateur peut agir en justice au nom et pour le compte des membres du groupement pour les procédures dont il a la charge. Il informe et consulte sur sa démarche et son évolution.

En cas de condamnation du coordonnateur au versement de dommages et intérêts par une décision devenue définitive, le coordonnateur se réserve la possibilité de diviser la charge financière par le nombre de membres concernés par la consultation ou le marché litigieux. Pour ce faire, un titre de recettes sera émis par le coordonnateur.

ARTICLE 15 – CONTENTIEUX

Les parties s'engagent à privilégier le règlement amiable des différends susceptibles de les opposer.

En cas de litige persistant, toute contestation relative à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention ressort du Tribunal administratif de Fort-de-France.

Fait en trois exemplaires

A Fort-de-France, le ...

Martinique Transport

Le Président du Conseil
d'Administration

**La Collectivité Territoriale de
Martinique**

Le Président du Conseil Exécutif



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171219-17-495-1-DE
Date de télétransmission : 21/12/2017
Date de réception préfecture : 21/12/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-495-1

PORTANT OCTROI D'UNE DOTATION À L'AGENCE POUR LA MOBILITÉ EN OUTRE-MER (LADOM) AU TITRE DE LA PRISE EN CHARGE DE LA FORMATION EN MOBILITÉ POUR L'EXERCICE 2018

L'An deux mille dix-sept, le dix-neuf décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Joachim BOUQUETY (procuration à Eugène LARCHER), Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Fred LORDINOT (procuration à Michelle MONROSE), Josiane PINVILLE (procuration à Lucien ADENET), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Jenny DULYS-PETIT).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTÉ, conseiller exécutif en charge des infrastructures et réseaux numériques et de la formation professionnelle ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer la convention de partenariat avec L'Agence De l'Outre-mer pour la Mobilité (LADOM), pour la prise en charge de la formation en mobilité des demandeurs d'emploi pour l'exercice 2018.

ARTICLE 2 : Une dotation d'un montant de deux millions quatre cent mille euros (2 400 000,00 €) est attribuée en autorisation d'engagement à L'Agence De l'Outre-mer pour la Mobilité (LADOM) pour la formation professionnelle en mobilité des demandeurs d'emploi sur la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2018.

ARTICLE 3 : La subvention sera imputée au chapitre 932 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et inscrite en crédits de paiement (CP) selon l'échéancier prévisionnel suivant :

Autorisation d'engagement	Crédit de paiement	Année
2 400 000,00 €	1 680 000, 00 €	2018
	720 000,00 €	2019

ARTICLE 4 : Cette somme sera versée à l'attributaire selon les modalités prévues par convention.

ARTICLE 5 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération et pour modifier, le cas échéant, les modalités de versement.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ



CONVENTION CADRE N°
ENTRE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE ET LADOM
RELATIVE A LA FORMATION PROFESSIONNELLE EN MOBILITE DES
DEMANDEURS D'EMPLOI

Vu le Code général des Collectivités territoriales et notamment ses articles L. 4111-1 à L. 4341-1 et L. 4431-1 à L. 4435-1 ;

Vu le Code du travail et notamment sa 6^e partie «La formation professionnelle tout au long de la vie » en ses articles L. 6353-1 et L. 6353-2 ;

Vu le Code de l'Éducation, notamment son article L. 214-12 ;

Vu le Code des transports en ses articles L. 1803-2 et L. 1803-6 ;

Vu les lois de décentralisation de 1982 et 1983 qui confèrent une compétence de droit commun aux Régions en matière de formation professionnelle continue ;

Vu la loi du 13 août 2004 n°2004-809 relative aux libertés et aux responsabilités locales ;

Vu la loi n°2009-1437 du 24 novembre 2009 relative à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie ;

Vu la loi n°2014-288 du 05 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu le décret n°2015-1925 du 30 décembre 2015 portant statut de l'établissement public administratif dénommé l'Agence de l'outre-mer pour la mobilité (LADOM) ;

Vu le décret n°2002-1551 du 23 décembre 2002 modifiant le décret n°88-368 du 15 avril 1988 fixant les taux et les montants de rémunérations versées aux stagiaires de la formation professionnelle ;

Vu le décret n° 83.804 du 14 avril 1983 relatif au transfert aux régions de compétences en matière de formation professionnelle ;

Vu la délibération n°12-2023-1 du 18 décembre 2012 portant validation du rapport final du CPRDFP de la Région Martinique et de ses schémas ;

Vu le Contrat de plan régional de développement de la formation professionnelle (CPRDFP) adopté par le conseil régional le 15 Avril 2013 ;

Vu la délibération..... portant adoption du budget de la Collectivité Territoriale de la Martinique pour l'année 2018 ;

Vu la délibération n°..... autorisant la signature de la convention entre LADOM et la Collectivité Territoriale de Martinique concernant la prise en charge de la formation en mobilité des demandeurs d'emploi ;

ENTRE LES SOUSSIGNES

La Collectivité Territoriale de Martinique, sise à l'hôtel de la Collectivité Territoriale de Martinique, Rue Gaston DEFFERRE, CS 50601, 97261 FORT-DE-FRANCE Cedex

Représentée par Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif, et ci-après dénommée « la Collectivité »

Et

L'Agence De l'Outre-mer pour la Mobilité, sise 3 rue Victor Hugo - 97202 FORT DE FRANCE MARTINIQUE

Représenté par **Monsieur** , Directeur général, et ci-après dénommé «LADOM».

A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUI

PREAMBULE

Considérant le projet initié et conçu par LADOM conforme à son objet statutaire ;
Considérant les orientations stratégiques et les priorités issues du Contrat de Plan régional de Développement des Formations Professionnelles (CPRDFP);
Considérant que le projet ci-après présenté par LADOM participe de cette politique.

ARTICLE I : OBJET

La présente convention qui régit les rapports entre les parties a pour objet de développer les possibilités de qualification et d'insertion en mobilité offertes aux demandeurs d'emploi Martiniquais (inscrits depuis au moins 6 mois au Pôle emploi) par l'intermédiaire de L'Agence De L'Outre-mer pour la Mobilité (LADOM).

Les parcours sont éligibles à la mobilité lorsque la formation envisagée n'existe pas en Martinique. Elle peut être de niveau V à III dans tous les domaines professionnels, et du niveau V à II pour les formations du secteur sanitaire et social.

Les actions de formation professionnelle prises en charge peuvent se dérouler uniquement en France hexagonale.

La présente convention vise à couvrir la période allant du 1^{er} janvier 2018 au 31 décembre 2018.

ARTICLE II : MISSIONS DE LADOM

Les actions mises en œuvre par LADOM permettent aux Martiniquais, demandeurs d'emploi, inscrits au Pôle emploi depuis plus de 6 mois :

- de se qualifier dans des actions de formation professionnelle qui n'existent pas en Martinique ;
- de bénéficier de formations d'une durée minimale de 150 heures.

LADOM assure la mise en œuvre de dispositifs conventionnés :

- sélection des candidats ;
- instruction des demandes individuelles ;
- recherche des formations ;
- exécution et contrôle des formations
- accueil physique et suivi permanent des stagiaires ;
- organisation de leur retour en Martinique.

- 1- Dans le cadre des conventions de formation qu'elle contracte avec les organismes de formation, LADOM est chargée par la Collectivité Territoriale de Martinique :

- du paiement des frais pédagogiques
 - de la mise en rémunération relative au statut de stagiaire de la formation professionnelle, auprès de l'Agence de Services et de Paiement (ASP)
 - du versement aux stagiaires des Allocations Complémentaires de Ressources, conformément au règlement d'attribution des aides régionales à la mobilité.
- 2- Le statut de stagiaire de la formation professionnelle (livre III du Code du Travail) est systématiquement recherché et privilégié. Conformément à la convention LADOM/ASP, LADOM demande à l'ASP de gérer la couverture sociale et la rémunération des stagiaires.
- 3- Dans tous les cas, LADOM organise le transport aérien des stagiaires en mobilité. Lorsqu'ils sont éligibles au Passeport Mobilité, LADOM prend en charge intégralement le coût du voyage (attribution du titre de transport).
- 4- Concernant l'accueil physique, lorsque le candidat part dans un délai de 48 heures précédant la notification de sa décision hors week-end, il bénéficiera d'un accueil physique de collaborateur de LADOM ainsi qu'une mise en route jusqu'au lieu de la formation ou de son hébergement.

Le détail des prestations réalisées par LADOM pour l'ensemble des filières est décrit en Annexe II.

ARTICLE III : PUBLICS CONCERNES
--

Sont concernés par les dispositions de la présente convention les publics suivants :

1 - les demandeurs d'emplois de plus de 6 mois pour lesquels l'offre de formation n'est pas disponible en Martinique et dont le projet répond au besoin du tissu économique de la Martinique, ainsi que les candidats inscrits sur le module préparatoire à la mobilité.

2 - les candidats relevant du secteur sanitaire et social pour lesquels une demande de personnels formés est avérée en Martinique à savoir les Aides-Soignants, Assistants de Service Social et les Infirmiers qui ont passé le concours d'entrée à l'IFSI Martinique, et qui sont sur liste d'attente et retenus sur le territoire hexagonal.

Ces candidats peuvent être dispensés d'ancienneté en qualité de demandeur d'emploi uniquement après une analyse précise de leur situation avant décision.

3 - les suites de parcours : candidats ayant bénéficié d'une prise en charge en 2016 et 2017 ;

4- les apprentis ayant trouvé une entreprise d'accueil sur le territoire hexagonal ; notamment ceux qui ont quitté le territoire martiniquais, moins de 6 mois après avoir

effectué une demande d'aide à la collectivité, peuvent bénéficier d'une aide rétroactive à la continuité territoriale.

5- les candidats bénéficiant d'une action de formation en mobilité dans le cadre d'initiatives martiniquaises.

Exemple : sportifs de «haut» niveau reconnus ou encadrants sportifs non-salariés en formation qualifiante, suite de parcours apprentissage, etc. ;

➤ **Cas particuliers**

Eu égard au manque de personnes formées dans le secteur sanitaire et social, les personnes intégrant les cycles de formation d'aide-soignant(e) et d'assistant(e) de service social homologué(e)s, pourront prétendre à l'aide aux stagiaires de la formation professionnelle sur critères de ressources dès lors qu'elles justifient du statut de demandeur d'emploi à l'entrée en formation.

ARTICLE IV : PROCESSUS DE VALIDATION DES FORMATIONS
--

Les candidats sont reçus aux heures et jours de réception du service formation professionnelle de LADOM qui est chargée de la sélection et de l'instruction des dossiers. Ces candidatures doivent impérativement être adressées **au moins deux mois avant la date de début de la formation.**

Une convocation individuelle sera adressée à chaque candidat par LADOM, pour évaluation et validation des critères d'éligibilité. Passé un délai d'un mois, la demande sera classée sans suite et la Collectivité Territoriale de Martinique informée mensuellement par bordereau d'envoi.

La Collectivité Territoriale de Martinique décide de la prise en charge au vu du dossier complet. Il convient de préciser qu'aucune demande ne sera traitée par LADOM postérieurement au déroulement de la formation et que tout départ d'un candidat sans l'accord exprès de LADOM et de la Collectivité territoriale de Martinique ne sera pas pris en charge par LADOM ou la Collectivité territoriale de Martinique.

La présentation des dossiers se fera par une concertation préalable entre les deux partenaires ou sur demande de l'exécutif de la Collectivité.

LADOM réceptionne les demandes constituées auprès de la Collectivité Territoriale de Martinique ou de tout autre organisme tiers ayant repéré un intérêt à présenter la demande du bénéficiaire potentiel, selon les modalités de prise en charge prévues par la présente convention.

Chaque demande devra être transmise avec une fiche de liaison qui sera réceptionnée par LADOM.

Les dossiers pré-instruits conformément aux termes arrêtés par la présente convention (énoncés ci-dessous) sont transmis par voie numérique à la Collectivité Territoriale de Martinique pour décision.

Tout défaut de pièces ne permettant pas l'instruction définitive du dossier entraînera le retour systématique du dossier à LADOM pour complément d'information.

La notification de la décision devra intervenir dans des délais permettant aux demandeurs d'effectuer toutes les démarches préalables à son installation en cas de prise en charge ou de réorienter son projet en cas contraire.

L'échéancier pour l'instruction des dossiers est de **huit (8) semaines** et s'établit comme suit après le dépôt du dossier complet à LADOM :

- trois (3) semaines maximum de pré-instruction sur les aspects pédagogiques et deux (2) semaines maximum pour finaliser l'instruction de la demande notamment sur le volet rémunération ;
- trois (3) semaines pour la prise de décision de la Collectivité Territoriale de Martinique qui interviendra à l'issue d'une analyse présentée aux instances décisionnelles.

La décision de la Collectivité Territoriale de Martinique interviendra (hors procédure diligente exceptionnelle sollicitée et notifiée par l'une des deux parties), par tranches régulières afin de permettre le traitement efficient de ces dossiers, dans des délais correspondants au temps d'instruction final et de prise de décision requis avant le départ du candidat en formation.

Dérogations exceptionnelles

Par dérogation, la Collectivité Territoriale de Martinique se réserve le droit de valider - sous réserve de production de justificatifs - des demandes qui ne relèvent pas du cadre de la présente convention ; notamment celles relatives aux demandeurs d'emploi inscrits depuis moins de 6 mois au Pôle Emploi.

ARTICLE V : DISPOSITIONS FINANCIERES

Le montant de la dotation allouée à LADOM en 2018 pour le financement de la formation en mobilité des demandeurs d'emplois est fixé à **Deux millions quatre cent mille euros (2 400 000 €)**, pour la prise en charge des dépenses réalisées entre le 1^{er}/01/2018 et le 31/12/2018 au prorata des sommes justifiées dont 10% de frais de gestion.

Toutes indemnités cumulées, la dotation de la Collectivité Territoriale de Martinique accordée par stagiaire est plafonnée à **10 000€ par bénéficiaire et par an.**

L'ensemble des demandes de prises en charge et celles présentées à la Collectivité Territoriale de Martinique (à partir de la présente convention) sont soumises à conditions de ressources. Sont éligibles à cette aide les personnes rattachées à un foyer fiscal dont le niveau de ressources, défini comme étant le rapport entre le revenu annuel et le nombre de parts, ne dépasse pas le montant supérieur de la deuxième tranche d'imposition (26 818€ en 2017 sur le revenu 2016).

Le dispositif de mobilité qui donne lieu à des aides financières de la Collectivité Territoriale de Martinique porte sur :

- le financement des suites de parcours initiés avant le 1^{er} janvier 2018 ;
- le financement de nouveaux entrants à compter du 1^{er} janvier 2018 ;
- les frais de gestion concernant la mise en œuvre de ces prestations à hauteur de 10%.

Les Frais Pédagogiques de Formation (FPF) seront versés en fonction de la durée de la formation suivie, pour une durée maximale de 12 mois renouvelable deux fois.

Les montages financiers sont recherchés avec des partenaires locaux ou avec les collectivités des lieux de déroulement de la formation.

La rémunération directement versée aux stagiaires figure en Annexe II de la présente convention.

Le montant maximal de la subvention est non révisable en cas de réévaluation du coût des actions subventionnées et ce, même si la dépense réalisée dépasse le coût prévisionnel, soit le montant de la subvention diminuée de 10% de frais de gestion (2 160 000 €).

ARTICLE VI : EXECUTION FINANCIERE
--

La subvention de **Deux millions quatre cent mille euros (2 400 000 €)** sera versée à LADOM au titre de l'exercice **2018** selon les modalités suivantes :

- 70%, soit la somme de **Un million six cent quatre-vingt mille euros (1 680 000€)**, intervenant dès que la convention sera rendue exécutoire;
- Le solde, sur présentation :
 - d'un rapport d'activités détaillé précisant les allocations versées dans le cadre de la formation du stagiaire, le descriptif du suivi du stagiaire et les résultats en termes de qualification et d'insertion professionnelle ;
 - d'un bilan comptable clos au 31 décembre 2018 validé par le conseil d'administration et certifié conforme par l'agent comptable.

LADOM devra produire, sur simple demande, tout document justificatif des coûts réels encourus et effectivement payés ainsi que tout document nécessaire au suivi et à l'évaluation de l'action.

La dépense correspondante sera imputée au chapitre 932 du budget de la Collectivité.

Les paiements dus par la Collectivité sont effectués sur le compte bancaire de LADOM par le Trésor Public selon les procédures comptables en vigueur:

- **IBAN** : FR76 1007 1750 0000 0010 0094 267
- **Code Banque** : 10071
- **Code Guichet** : 75000
- **Numéro de compte** : 00001000942
- **Clé** : 67

L'ordonnateur de la dépense est Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif.

Le comptable assignataire est le Trésorier Payeur.

ARTICLE VII : REVERSEMENT

La Collectivité ne financera que les actions effectivement réalisées. Elle pourra demander à LADOM le reversement des sommes au cas où il y aurait un trop perçu.

La Collectivité peut exiger le reversement de tout ou partie de la subvention allouée s'il apparaît au terme des opérations de contrôle que :

- celle-ci a été utilisée à des fins non conformes à l'objet des présentes ;
- les obligations prévues dans la présente convention et auxquelles doit s'astreindre LADOM n'ont pas été respectées.

Le reversement est demandé par simple émission d'un titre de recette dont le recouvrement est à la charge du comptable du Trésor.

Préalablement à l'émission du titre cité, la Collectivité notifiera par lettre recommandée avec accusé de réception, les conclusions du contrôle de l'utilisation de la subvention allouée avec mention des considérations de fait et de droit qui justifient l'ordre de reversement.

La lettre de notification visée au paragraphe précédent, indique le délai dont dispose LADOM pour présenter des observations écrites. Ce délai ne peut être inférieur à 15 jours à compter de la date de notification.

La décision de reversement est prise par la Collectivité si aucun document n'est présenté par LADOM à l'expiration du délai mentionné ou si les documents transmis, dans le délai imparti, ne sont pas de nature à permettre le maintien du financement alloué à LADOM.

**ARTICLE VIII : DUREE, DELAIS D'EXECUTION ET CONDITIONS DE
RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION**

La présente convention prend effet à compter de sa signature par les deux parties. Sa durée d'exécution arrivera à terme à l'extinction de l'ensemble des obligations qu'elle prévoit.

LADOM s'engage, aux fins de contrôle, à conserver les pièces justificatives des actions effectuées dans le cadre de l'exécution de la présente convention pendant une durée de 10 ans.

ARTICLE IX: COMMUNICATION

LADOM s'engage à effectuer toutes les formalités de publicité relatives à la participation de la Collectivité Territoriale de Martinique, notamment vis-à-vis des stagiaires et des organismes de formation. L'organisme s'engage à indiquer à tous les bénéficiaires et au public le cofinancement de l'action.

LADOM s'engage à faire connaître l'appui dont il bénéficie de la part de la Collectivité, lors de ses entretiens ou contacts avec la presse et les médias.

LADOM doit mentionner le concours de la Collectivité pour toute action de promotion ou d'information, proportionnellement au concours d'autres partenaires publics et privés éventuels dans le cadre de cette opération.

Toute publication ou communication relative au projet cofinancé dans le cadre d'un programme Européen devra faire mention de l'Union Européenne.

Le logo de la Collectivité doit être obligatoirement apposé sur tous les supports de communication.

Sans préjudice des dispositions de l'article 10 de la loi du 12 avril 2000 et du décret du 6 juin 2001 pris pour son application, la Collectivité et LADOM s'engagent à préserver la confidentialité de tout document, information ou autre matériel communiqués à titre confidentiel et dont la divulgation pourrait causer préjudice à l'une ou l'autre partie.

ARTICLE X : OBLIGATIONS

LADOM s'engage à utiliser la subvention octroyée en compensation de ses charges de service public exclusivement à la réalisation de l'objet qui l'a motivée.

LADOM s'engage à produire un bilan financier annuel attestant de la conformité des dépenses affectées à l'objet de la subvention.

LADOM s'engage en outre à produire des tableaux de suivi permettant des analyses sur :

- Les bilans d'insertion réalisés 6 mois après le terme de la formation ;
- L'analyse statistique des parcours (âge/sexe) selon les critères joints en annexe.

LADOM s'oblige en outre à accepter le contrôle technique et financier portant sur l'utilisation de la subvention de fonctionnement allouée.

Ce contrôle, sur pièces ou sur place, pourra être exercé, à tout moment, par toute personne dûment mandatée par la Collectivité.

A ce titre, LADOM s'engage, d'une part à remettre sur simple demande de la Collectivité tout document comptable et administratif nécessaire à la réalisation du contrôle financier, d'autre part à laisser un accès à ses locaux pour les besoins de celui-ci.

Tout manquement aux obligations définies au présent article pourra entraîner la résiliation de la présente convention, en application de l'article XIII.

ARTICLE XI : SANCTIONS

En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard [significatif] des conditions d'exécution de la convention par LADOM sans l'accord écrit de la Collectivité, celle-ci peut respectivement ordonner :

- Soit le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996,
- Soit la suspension de la subvention ou la diminution de son montant, après examen des justificatifs présentés par LADOM et avoir entendu ses représentants.

Tout refus de communication ou toute communication tardive du compte rendu financier mentionné à l'article IV entraîne la suppression de la subvention en application de l'article 112 de la loi n°45-0195 du 31 décembre 1945.

Tout refus de communication des comptes entraîne également la suppression de la subvention conformément à l'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938.

La Collectivité informe LADOM de ces décisions par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE XII : CONTROLE DE L'ADMINISTRATION

Pendant et au terme de la présente convention, un contrôle sur place peut être réalisé par la Collectivité. LADOM s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle conformément au *décret-loi du 25 juin 1934* relatif aux subventions aux sociétés privées.

La Collectivité contrôle annuellement et à l'issue de la convention que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet.

ARTICLE XIII : AVENANT

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par la Collectivité et LADOM.

La demande de modification de la présente convention est réalisée sous la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et de toutes les conséquences qu'elle emporte.

L'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE XIV : RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de désaccord survenant à propos de l'exécution de la présente convention entre les parties, celle-ci pourra être résiliée par l'une ou l'autre des parties, avec un préavis d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception valant mise en demeure.

La Collectivité pourra toutefois résilier par lettre recommandée avec avis de réception la convention, sans préavis ni indemnités, s'il apparaît que LADOM ne respecte pas les obligations qu'il lui appartient d'honorer dans le cadre de l'exécution de la présente.

LADOM pourra également à son tour résilier la convention sans préavis, pour cas de force majeure dûment constaté et signifié à la collectivité par lettre recommandée avec avis de réception.

ARTICLE XV : DISPOSITIONS FINALES

Si une ou plusieurs stipulations de la présente convention, à l'exception de l'objet, sont tenues pour non valides ou déclarées nulles en application d'une loi, d'un règlement ou à la suite d'une décision définitive d'une juridiction compétente, les autres stipulations garderont toute leur validité.

En cas de difficulté d'interprétation entre l'un quelconque des titres figurant en tête des clauses et l'une quelconque des clauses, les titres seront déclarés inexistants.

Sous réserve d'une éventuelle modification par voie d'avenant dans les conditions posées à l'article XIV, la présente convention exprime les obligations des parties. Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés ou remis par les parties ne pourra s'intégrer au présent contrat.

Le fait pour l'une des parties de ne pas se prévaloir d'un manquement de l'autre partie à l'une quelconque des obligations visées dans la présente convention, ne saurait être interprété pour l'avenir comme une renonciation à l'obligation en cause.

ARTICLE XVI : LITIGES

Tout désaccord relatif à l'exécution des termes de la présente convention devra faire l'objet d'un règlement amiable entre les parties.

A défaut, le Tribunal Administratif de Fort-de-France sera seul compétent pour en connaître.

Fait à Fort de France, le

Le Président du Conseil Exécutif

Le Directeur général de LADOM

ANNEXE I - LES PRESTATIONS DE LADOM

En vue de la réalisation des objectifs et missions spécifiques prévus par la présente convention, LADOM s'engage à mobiliser au bénéfice des candidats à la mobilité pour les actions financées par la Collectivité Territoriale de Martinique, ses moyens propres, humains et matériels, sur les champs d'intervention suivants :

➤ Unité territoriale de Martinique

- Accueil / information du public intéressé à un projet de mobilité au sein de l'unité territoriale et dans le cadre de son partenariat avec les missions locales ainsi que les ALE ;
- Montage du projet de formation : construction du parcours de formation, recherche de l'organisme prestataire de formation en lien avec les services de France (siège et délégations régionales) ;
- Organisation du voyage par avion, réservation et billetterie ;
- Suivi du devenir du stagiaire quant à son insertion dans l'emploi à son retour à la Martinique, en lien avec les services de Pôle Emploi.

➤ Unités territoriales de la France hexagonale

- Acheminement des bénéficiaires jusqu'au lieu de formation, dès leur arrivée sur le territoire de la formation ;
- Accueil du stagiaire à l'aéroport par les services du siège,
- Signature de la convention de formation avec le prestataire retenu (LADOM siège)
- Accueil dans la région de destination, par les agents de l'Unité territoriale compétente de LADOM
- Identification des actions auprès des collectivités territoriales hexagonales pour répondre à des besoins spécifiques du territoire.

➤ Durant le parcours de formation :

- Suivi et accompagnement du stagiaire sous forme de rendez-vous périodiques permettant de mesurer sa situation au regard des acquis pédagogiques, de l'expérience en entreprise, des conditions de vie (début de formation à mi-parcours et avant sortie de formation) ;

- En dehors de ces rendez-vous formalisés, les conseillers en insertion professionnelle des Unités Territoriales de France hexagonale sont à la disposition des stagiaires pour répondre à toute demande de leur part.

➤ A l'issue de la formation

Préparation du retour à la Martinique et délivrance du billet retour, pour celles et ceux qui le souhaitent, cette possibilité leur étant ouverte jusqu'à 24 mois après la fin de formation.

ANNEXE II- REMUNERATION DIRECTEMENT VERSEE AUX STAGIAIRES

Il est conforme au décret n°2002-1551 du 23 décembre 2002 modifiant le décret n°88-368 du 15 avril 1988 fixant les taux et les montants de rémunérations versées aux stagiaires de la formation professionnelle. Sa mise en œuvre s'effectue en fonction des niveaux d'intervention de la Collectivité Territoriale de Martinique.

Dans l'hypothèse de cumul des FPF et de la rémunération versée par la Collectivité Territoriale de Martinique sur une session complète de formation excéderait le plafond pour 12 mois maximum, la prise en charge des FPF serait privilégiée.

Toutefois, cette prise en charge peut être cumulée au cas par cas avec le versement d'une rémunération ne pouvant excéder l'équivalent de 3 mois dans la tranche de rémunération dont relève le demandeur. Le plafond mentionné en Article V reste la règle.

Cette disposition vise à permettre à une catégorie de demandeur de formations onéreuses de disposer de ressources leur permettant de faire face aux premiers mois de leur installation.

➤ Justificatifs

Eu égard à ces principes, la présentation de la demande de rémunération sera suffisamment détaillée, afin que la Collectivité Territoriale de Martinique puisse apprécier (compte tenu des états de présence du stagiaire) le montant précis sur lequel il s'engage.

Les éléments relatifs aux rémunérations versées aux stagiaires non payées par les services de l'ASP devront être communiqués à la Collectivité Territoriale de Martinique accompagnés des états de présence des stagiaires.

➤ Suivi des Conventions LADOM/Organismes de formation & LADOM/Agence de Services et de Paiements

Dans un délai n'excédant pas deux mois, après l'entrée du stagiaire en formation, les services de LADOM veilleront à faire tenir à la Collectivité Territoriale de Martinique les éléments suivants pour chaque candidat :

- une copie de la convention LADOM/Organisme de formation, qui précisera la participation de cette action à un sous-programme financé par la Collectivité Territoriale de Martinique et LADOM ;
- le montant des sommes inscrites devra être affiché au titre de chaque financeur, si l'action est effectivement retenue au titre de ce cofinancement ;

- une copie des états de présence du candidat à la formation ainsi qu'un relevé des états de l'ASP relatif aux stagiaires concernés par la présente convention seront régulièrement transmis à la Collectivité Territoriale de Martinique ;
- un état récapitulatif des sommes versées par candidat et par sessions sera élaboré et adressé la Collectivité Territoriale de Martinique, une fois la formation achevée ;
- le montant de l'Allocation Complémentaire de ressources (ACR) est calculé par différence entre la rémunération de base et le revenu mensuel maximal fixé par l'annexe II. Cette aide est incompatible avec toute subvention. LADOM exigera de la part de chaque bénéficiaire, une attestation sur l'honneur.

S'agissant des bénéficiaires des allocations de quelque nature que ce soit (ARE, RSA, AAH, ACM), le montant de l'Allocation Complémentaire de Ressources (ACR) est calculé par différence des allocations perçues pour leur permettre d'avoir un revenu mensuel maximal de 700 €.

Cette aide peut être attribuée aux stagiaires des filières suivantes :

- PRFP DOM
- PRFP France
- Sanitaire et social (3 années de formation au diplôme d'Etat d'infirmier et au diplôme d'Etat d'assistant social) et aides-soignantes.

ANNEXE III- MODALITÉS DE L'ÉVALUATION ET INDICATEURS

Conditions de l'évaluation

Afin de garantir la mise en œuvre de cette convention, LADOM définit l'organisation du pilotage relatif à la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation de l'ensemble des formations dispensées.

Indicateurs :

1. Suivi des réalisations

- Suivi des entrées en effectifs
- Suivi des sorties en effectifs
- Suivi des prestations réalisées en volume

2. Parcours de formation

Volumes

- en nombre d'heures
- en nombre de stagiaires
- en rémunération

3. Caractéristiques des publics accueillis

- Données sexuées
- Age avec distinction < 26 ans et > 50 ans
- Allocataire RSA
- Rémunération ou AREF

4. Enquête sur l'insertion professionnelle pour les formations qualifiantes, à 6 mois après la sortie de formation

Pour les formations qualifiantes, situation au regard de l'emploi : nature du contrat, durée, localisation, en lien ou non avec la formation suivie.

5. Suivi des résultats de la validation / certification

Résultats en termes de :

- Validation partielle ;
- Validation totale ;
- Certification avec pourcentage des validations par rapport à l'effectif total et effectif présenté à l'examen.

ANNEXE IV : RELEVÉ D'IDENTITÉ BANCAIRE

TRESOR PUBLIC	RELEVÉ D'IDENTITÉ BANCAIRE PARTIE RÉSERVÉE AU DESTINATAIRE DU RELEVÉ
<p>Le relevé ci-contre est destiné à être remis à vos créanciers ou débiteurs, français ou étrangers, appelés à faire inscrire des opérations à votre compte (virements, paiements des quittances, etc...)</p>	
<p>Identifiant national de compte bancaire - RIB</p>	
<div style="border: 1px solid black; height: 100px; width: 100%;"></div>	<div style="border: 1px solid black; padding: 2px;">Domiciliation</div>
	<div style="border: 1px solid black; padding: 2px;">TPPARIS</div>
	<div style="border: 1px solid black; padding: 2px;">BIC (Bank Identifier Code)</div>
	<div style="border: 1px solid black; padding: 2px;">TRPUFRP1</div>
<p>75358 PARIS 07 SP</p>	



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171219-17-496-1-DE
Date de télétransmission : 21/12/2017
Date de réception préfecture : 21/12/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-496-1

PORTANT PASSATION D'UNE CONVENTION ENTRE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE ET L'INSTITUT MARTINICAIS DE FORMATION PROFESSIONNELLE POUR ADULTES (IMFPA) PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION D'INVESTISSEMENT

L'An deux mille dix-sept, le dix-neuf décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Joachim BOUQUETY (procuration à Eugène LARCHER), Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Fred LORDINOT (procuration à Michelle MONROSE), Josiane PINVILLE (procuration à Lucien ADENET), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Jenny DULYS-PETIT).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la loi du 13 août 2004 relative à la compétence accrue des régions sur l'apprentissage et la formation ;

Vu la loi du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale ;

Vu le décret du 15 juin 2004 relatif au nouveau régime de l'indemnité versée aux employeurs d'apprentis ;

Vu la délibération du Conseil régional de Martinique n°13-1789-1 portant modification de la délibération n°13-238-1 relative à l'incitation au recrutement d'apprenti dans le secteur public ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-16-1 du 16 Février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application et faire référence à la délibération antérieure ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-418-1 portant vote du budget primitif de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2017 ;

Considérant que les conseillers à l'Assemblée de Martinique administrateurs à l'IMFPA n'ont pas pris part au vote ;

Vu l'arrêté-délibéré du Conseil Exécutif de Martinique n° 17-92-9 du 2 février 2017 portant attribution à l'Institut Martiniquais de Formation Professionnelle pour Adultes, une subvention de fonctionnement de 8,5 M€ pour la mise en œuvre de son programme de formations pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2017 ;

Vu l'arrêté-délibéré du Conseil Exécutif de Martinique n° 17-606-1 du 22 juin 2017 portant modification de l'arrêté n° 17-92-9 du 2 février 2017 ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par M. Daniel MARIE-SAINTÉ, conseiller exécutif en charge de la formation professionnelle et apprentissage ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : La subvention de fonctionnement de 8 500 000 € (huit millions cinq cent mille euros) allouée à l'IMFPA par l'arrêté n° 17-92-9 du 2 février 2017 modifié par l'arrêté délibéré n° 17-606-1 du 22 juin 2017 est ramenée à un montant de 7 000 000 € (sept millions d'euros).

ARTICLE 2 : Une subvention d'investissement d'un montant de un million cinq cent mille euros (1 500 000€) est accordée à l'IMFPA afin d'assurer le renouvellement et l'achat de matériels pédagogiques, mobiliers et équipements divers des différents centres de formation conformément à la liste figurant en annexe.

ARTICLE 3 : La somme correspondante sera imputée au chapitre 902 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée selon les modalités fixées par convention.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par voie d'arrêté délibéré au sein du Conseil Exécutif toute mesure d'application et d'ajustement relative à la présente décision.

ARTICLE 5 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique


Claude LISE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – EGALITÉ – FRATERNITÉ



**CONVENTION N° PORTANT VERSEMENT D'UNE SUBVENTION
D'INVESTISSEMENT A L'IMFPA AU TITRE DE L'ANNEE 2017**

Vu le Code général des Collectivités territoriales et notamment ses articles L 4111-1 à L 4341-1 et L 4431-1 à L 4435-1 ;

Vu le Code du travail et notamment sa 6e partie «La formation professionnelle tout au long de la vie » en ses articles L 6353-1 et L 6353-2 ;

Vu le Code de l'Education, notamment son article L. 214-12 ;

Vu la Loi du 1er juillet 1901 et la liberté d'association relative au contrat d'association ;

Vu les Lois de décentralisation de 1982 et 1983 qui confèrent une compétence de droit commun aux Régions en matière de formation professionnelle continue ;

Vu la Loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et aux responsabilités locales ;

Vu la Loi n°2009-1437 du 24 novembre 2009 relative à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie ;

Vu la Loi n°2014-288 du 05 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale ;

Vu le Décret n° 83-304 du 14 avril 1983 relatif au transfert aux régions de compétences en matière de formation professionnelle ;

Vu la Délibération n°12-2023-1 du 18 décembre 2012 portant validation du rapport final du CPRDFP de la région Martinique et de ses schémas ;

Vu le Contrat de plan régional de développement de la formation professionnelle (CPRDFP) adopté par le conseil régional le 15 Avril 2013 ;

Vu la Délibération n°16-236-1 des 04 et 05 octobre 2016 en son article 2 portant sur le projet de Contrat de service public entre la Collectivité Territoriale de Martinique et l'Institut Martiniquais de Formation Professionnelle pour Adultes (IMFPA) ;

Vu la Délibération n°16-418-1 des 15 et 16 décembre 2016 portant adoption du budget primitif de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2017 ;

Vu l'Arrêté délibéré n° 17-92-9 du 02 février 2017 portant octroi d'une subvention à l'IMFPA pour la mise en œuvre de son programme d'activités au titre de l'exercice 2017 et l'Arrêté délibéré n° 17-606-1 du 22 juin 2017 portant modification de l'Arrêté délibéré n° 17-92-9 ;

ENTRE LES SOUSSIGNES

La COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE, sise à l'hôtel de la Collectivité Territoriale de Martinique, Rue Gaston DEFFERRE, CS 30137, 97201 FORT-DE-FRANCE Cedex

Représentée par Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif et ci-après dénommée « la Collectivité »

Et

L'Institut Martiniquais de la Formation Professionnelle pour Adulte, sis 6 AVENUE DES ARAWAKS - Quartier Chateauboeuf - 97201 FORT DE France CEDEX

Représenté par Madame et ci-après dénommé «IMFPA»

A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIV

PREAMBULE

Considérant la volonté affirmée de la Collectivité Territoriale de Martinique de confier à l'EPIC la mise en œuvre d'une partie de son programme de formation professionnelle ;

Considérant les orientations stratégiques et les priorités issues du Contrat de Plan Régional de Développement des Formations Professionnelles (CPRDFP);

Considérant le contrat de service public signé entre la Collectivité Territoriale de Martinique et l'EPIC IMFPA;

Considérant que le projet ci-après présenté par l'IMFPA participe à cette politique ;

ARTICLE I : OBJET

La présente convention, qui régit les rapports entre les parties, a pour objet de fixer les conditions de mise en œuvre et de prise en charge du programme annuel d'investissement de l'IMFPA.

ARTICLE II : DISPOSITIONS GENERALES

Cette convention est conclue afin de répondre aux besoins exprimés par l'IMFPA au titre de l'investissement sur le fondement de la liste figurant en annexe et se déclinant comme suit :

- 1) Equipement du plateau technique cuisine
- 2) Informatique
- 3) Mobilier
- 4) Plateaux techniques formation
- 5) Agencement

ARTICLE III : DISPOSITIONS FINANCIERES

Au titre des actions figurant à l'article II et conformément à la liste détaillée des besoins chiffrés figurant en annexe, la Collectivité Territoriale de Martinique attribue à l'IMFPA une subvention d'investissement d'un montant de **un million cinq cent mille euros (1.500.000 €)** pour la mise en œuvre de son programme d'équipement.

La subvention sera versée comme suit :

- 80%, soit la somme de **1.200.000 €**, intervenant dès que la convention sera rendue exécutoire ;
- 20%, soit la somme de **300.000 €** sur présentation des factures acquittées.

La subvention sera imputée au budget de la Collectivité Territoriale de Martinique au chapitre 902.

L'ensemble des montants adressé par la Collectivité est **non révisable** en cas de réévaluation du coût des achats et agencement et ce, même si la dépense réalisée dépasse le coût prévisionnel.

La présente subvention est incessible. A ce titre, l'IMFPA ne peut, pour quelque raison que ce soit, reverser cette somme.

ARTICLE IV : REVERSEMENT

La Collectivité ne financera que les dépenses effectivement réalisées. Elle pourra demander à l'IMFPA le reversement des sommes dans le cas où il y aurait un trop perçu.

La Collectivité peut exiger le reversement de tout ou partie des subventions allouées s'il apparaît au terme des opérations de contrôle que :

- celles-ci ont été utilisées à des fins non conformes à l'objet des présentes ;
- les obligations prévues dans la présente convention et auxquelles doit s'astreindre l'IMFPA n'ont pas été respectées.

Le reversement est demandé par simple émission d'un titre de recette dont le recouvrement est à la charge du Payeur Territorial.

Préalablement à l'émission du titre cité, la Collectivité notifiera par lettre recommandée avec accusé de réception, les conclusions du contrôle de l'utilisation des subventions allouées avec mention des considérations de fait et de droit qui justifient l'ordre de reversement.

La lettre de notification visée au paragraphe précédent, indique le délai dont dispose l'IMFPA pour présenter des observations écrites. Ce délai ne peut être inférieur à 15 jours à compter de la date de notification.

La décision de reversement est prise par la Collectivité Territoriale si aucun document n'est présenté par l'IMFPA à l'expiration du délai mentionné ou si les documents transmis, dans le délai imparti, ne sont pas de nature à permettre le maintien du financement alloué à l'IMFPA.

ARTICLE V : DUREE ET DELAIS D'EXECUTION

La présente convention prend effet à compter de sa signature par les deux parties jusqu'au 31 décembre 2018. Sa durée d'exécution arrivera à terme à l'extinction de l'ensemble des obligations qu'elle prévoit.

L'IMFPA s'engage, aux fins de contrôle, à conserver les pièces justificatives des actions effectuées dans le cadre de l'exécution de la présente convention pendant une durée de 10 ans.

Si l'IMFPA établit, avant l'expiration du délai de un an, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables, ce délai peut être exceptionnellement prolongé par décision de la Collectivité Territoriale.

Passé ce délai, l'autorisation d'engagement rendu disponible est désengagée et désaffectée par la Collectivité Territoriale.

A l'échéance de la convention, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 mois pour présenter le solde de l'opération.

ARTICLE VI : COMMUNICATION

L'IMFPA s'engage à faire connaître l'appui dont il bénéficie de la part de la Collectivité, lors de ses entretiens ou contacts avec la presse et les médias.

L'IMFPA doit mentionner le concours de la Collectivité pour toute action de promotion ou d'information, proportionnellement au concours d'autres partenaires publics et privés éventuels dans le cadre de cette opération.

Le logo de la Collectivité doit être obligatoirement apposé sur tous les supports de communication tout en respectant la charte graphique de la Collectivité Territoriale de Martinique.

Sans préjudice des dispositions de l'article 10 de la loi du 12 avril 2000 et du décret du 6 juin 2001 pris pour son application, la Collectivité et l'IMFPA s'engagent à préserver la confidentialité de tout document, information ou autre matériel communiqués à titre confidentiel et dont la divulgation pourrait causer préjudice à l'une ou l'autre partie.

ARTICLE VII : OBLIGATIONS

L'IMFPA s'engage à utiliser la subvention octroyée exclusivement à la réalisation de l'objet qui l'a motivée.

L'IMFPA s'oblige en outre à accepter le contrôle technique et financier portant sur l'utilisation des subventions allouées.

Ce contrôle, sur pièces ou sur place, pourra être exercé, à tout moment, par toute personne dûment mandatée par la Collectivité.

A ce titre, l'IMFPA s'engage, d'une part à remettre sur simple demande de la Collectivité tout document comptable et administratif nécessaire à la réalisation du contrôle financier, d'autre part à laisser un accès à ses locaux pour les besoins de celui-ci.

L'IMFPA s'engage conformément à la loi n°2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation citoyenne des personnes handicapées à favoriser l'accès des personnes en situation de handicap au sens de la loi du 11 Février 2005.

Tout manquement aux obligations définies au présent article pourra entraîner la résiliation de la présente convention, en application de l'article XIII.

ARTICLE VIII : SANCTIONS

En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard significatif des conditions d'exécution de la convention par l'IMFPA sans l'accord écrit de la Collectivité, celle-ci peut respectivement ordonner :

- Soit le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention,
- Soit la suspension des subventions ou la diminution de leur montant, après examen des justificatifs présentés par l'IMFPA et avoir entendu ses représentants.

Tout refus de communication ou toute communication tardive du compte rendu financier mentionné à l'article IV entraîne la suppression des subventions.

Tout refus de communication des comptes entraîne également la suppression des subventions.

La Collectivité informe l'IMFPA de ces décisions par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE IX : EVALUATION

L'évaluation contradictoire porte notamment sur la réalisation du projet d'intérêt économique général et, le cas échéant, sur son impact au regard de l'intérêt général.

L'IMFPA s'engage à fournir, au moins 3 mois après le terme de la convention, un bilan d'ensemble, qualitatif et quantitatif, de la mise en œuvre du projet.

La Collectivité procède à la réalisation d'une évaluation contradictoire avec l'IMFPA, de la réalisation du projet auquel elle a apporté son concours, sur un plan quantitatif comme qualitatif.

ARTICLE X : AVENANT

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par la Collectivité et l'IMFPA.

La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et de toutes les conséquences qu'elle emporte.

ARTICLE XI : ANNEXES

L'annexe I fait partie intégrante de la présente convention.

ARTICLE XII : RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de désaccord survenant à propos de l'exécution de la présente convention entre les parties, celle-ci pourra être résiliée par l'une ou l'autre, avec un préavis d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception valant mise en demeure.

La Collectivité pourra toutefois résilier par lettre recommandée avec avis de réception la convention, sans préavis ni indemnités, s'il apparaît que l'IMFPA ne respecte pas les obligations qu'il lui appartient d'honorer dans le cadre de l'exécution de la présente convention.

L'IMFPA pourra également à son tour résilier la convention sans préavis, pour cas de force majeure dûment constaté et signifié à la collectivité par lettre recommandée avec avis de réception.

ARTICLE XIII : DISPOSITIONS FINALES

Si une ou plusieurs stipulations de la présente convention, à l'exception de l'objet, sont tenues pour non valides ou déclarées nulles en application d'une loi, d'un règlement ou à la suite d'une décision définitive d'une juridiction compétente, les autres stipulations garderont toute leur validité.

En cas de difficulté d'interprétation entre un quelconque titre figurant en tête des clauses et une quelconque clause, les titres seront déclarés inexistantes.

Sous réserve d'une éventuelle modification par voie d'avenant dans les conditions posées à l'article X, la présente convention et son annexe expriment les obligations des parties. Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés ou remis par les parties ne pourra s'intégrer à la présente convention.

Le fait pour l'une des parties de ne pas se prévaloir d'un manquement de l'autre partie à une quelconque obligation visée dans la présente convention, ne saurait être interprété pour l'avenir comme une renonciation à l'obligation en cause.

ARTICLE XV : LITIGES

Tout désaccord relatif à l'exécution des termes de la présente convention devra faire l'objet d'un règlement amiable entre les parties.

A défaut, le Tribunal Administratif de Fort-de-France sera seul compétent pour en connaître.

Fait à Fort de France, le

**La présidente de
L'IMFPA**

Le Président du Conseil Exécutif

ANNEXE I

ESTIMATIF DES INVESTISSEMENTS A REALISER



ESTIMATIF DES INVESTISSEMENTS À RÉALISER À L'IMFPA

CATEGORIE DE BESOIN	TYPE DE BESOIN	LIBELLE BESOIN	MONTANT BUDGETE
PLATEAUX TECHNIQUES CUISINES	Rénovation restaurant application HE	TABLES	50 000 €
		Chaises	
		Décoration	
		Matériel de Cuisine	
		Chambre froides	
		Matériel de salle	
	Module PT initiation cuisine	Matériel de Cuisine	50 000 €
	Réhabilitation PT Trinité	Matériel de Cuisine	100 000 €
INFORMATIQUE	Remise à niveau équipement	Matériels & équipements	450 000 €
MOBILIER	Siège Social	Salles de réunion	35 000 €
	Equipement bureaux		15 000 €
	Salles de cours	Tables - chaises - Armoire	67 000 €
PLATEAUX TECHNIQUES FORMATION	Centres de langues	Equipement	25 000 €
	Réhabilitation Chambres HE	Equipement	35 000 €
	Formation ADVF	Equipement	15 000 €
	Formation réglementaire Amiante	Equipement	30 000 €
	Formation échafaudage travail en hauteur	Equipement	24 000 €
	Formation soudage	Equipement	150 000 €
	Formation Nautisme marine de plaisance	Equipement	30 000 €
	Formation Nautisme moteurs bateaux	Equipement	15 000 €
	Formation-- MEA	Equipement	25 000 €
	Formation-- MEA - véhicules	Equipement	35 000 €
	Formation -- CTA	Equipement	60 000 €



	Formation IRCC / TRCC - Fibre optique	Equipement	150 000 €
	Réhabilitation bois	Equipement	15 000 €
	Electroportatif	Equipement	15 000 €
	Electroportatif bois	Equipement	35 000 €
	Module initiation couture	Equipement	6 000 €
AGENCEMENTS	MODULAIRES		30 000 €
Total			1 462 000 €



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171219-17-497-1-DE
Date de télétransmission : 21/12/2017
Date de réception préfecture : 21/12/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-497-1

PORTANT AVENANT N° 1 À LA CONVENTION N° 17-116-1 ENTRE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE ET PÔLE EMPLOI MARTINIQUE

L'An deux mille dix-sept, le dix-neuf décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Joachim BOUQUETY (procuration à Eugène LARCHER), Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Fred LORDINOT (procuration à Michelle MONROSE), Josiane PINVILLE (procuration à Lucien ADENET), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Jenny DULYS-PETIT).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTÉ, conseiller exécutif en charge des infrastructures et réseaux numériques et de la formation professionnelle ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : L'article III de la convention n°17-116-1 du 6 juillet 2017 « Dispositions Financières » est modifié comme suit :

« Par délibération n°17-116-1, l'Assemblée de Martinique a attribué une prestation d'un montant de six millions cinq cent mille euros (6 500 000 €) contribuant à la formation des demandeurs d'emploi au titre du PASS FORMATION destinée aux frais pédagogiques d'une part et à la rémunération et aux charges sociales d'autre part. »

ARTICLE 2 : Toutes références aux sous chapitre 25 et articles 6568, 65121 et 65122 sont supprimées. Les dépenses correspondantes sont imputées au chapitre 932 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Les autres dispositions de la convention demeurent inchangées.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente décision.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique


Claude LISE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – EGALITÉ – FRATERNITÉ



Fort-de-France, le ... / ... / 2017

**AVENANT N° 1
A LA CONVENTION N° 17-116-1
COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE
POLE EMPLOI MARTINIQUE**

Vu le Code général des Collectivités territoriales et notamment ses articles L. 4111-1 à L. 4341-1 et L. 4431-1 à L. 4435-1 ;

Vu le Code du travail et notamment sa 6e partie «La formation professionnelle tout au long de la vie » en ses articles L. 6353-1 et L. 6353-2 ;

Vu le Code du travail et notamment sa 5e partie « L'emploi » en ses articles L. 5312-1 à L. 5312-14 ;

Vu le Code de l'Education, notamment son article L. 214-12 ;

Vu les lois de décentralisation de 1982 et 1983 qui confèrent une compétence de droit commun aux Régions en matière de formation professionnelle continue ;

Vu la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et aux responsabilités locales ;

Vu la loi n°2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ;

Vu La loi n°2008-126 du 13 février 2008 relative à la réforme de l'organisation du service public de l'emploi ;

Vu la loi n°2009-1437 du 24 novembre 2009 relative à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie ;

Vu la loi n°2014-288 du 05 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale ;

Vu la délibération n°12-2023-1 du 18 décembre 2012 portant validation du rapport final du CPRDFP de la région Martinique et de ses schémas ;

Vu la délibération n°14-1625-1 de la séance plénière du Conseil régional du 14/10/2014, ayant pour objet la convention cadre de partenariat pour le développement partagé et renforcé de la formation des demandeurs d'emploi ;

Vu la délibération n°16-418-1 des 15 et 16 décembre 2016 portant adoption du budget primitif de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2017 ;

Vu la délibération n°17-116-1 du 6 avril 2017 portant octroi d'une dotation à Pôle emploi pour le développement partagé et renforcé de la formation des demandeurs d'emploi au titre de l'exercice 2017

Vu les délibérations du Conseil d'Administration de Pôle emploi du 19 décembre 2008, relatives à la création de Pôle emploi ;

Vu le Contrat de plan régional de développement de la formation professionnelle (CPRDFP) adopté par le conseil régional le 15 Avril 2013 ;

Vu la convention n°17-116-1 du 6 juillet 2017;

ENTRE LES SOUSSIGNES

La COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE, sise à l'hôtel de la Collectivité Territoriale de Martinique, Rue Gaston DEFFERRE, CS 50601, 97261 FORT-DE-FRANCE Cedex

Représentée par Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif et ci-après dénommée « la Collectivité » d'une part,

Et

Pôle Emploi Martinique, sis les Villages de Rivière-Roche - 97200 FORT DE FRANCE - MARTINIQUE

Représenté par Monsieur _____, Directeur Régional de Pôle emploi Martinique, d'autre part,

IL EST CONVENU CE QUI SUIIT :

ARTICLE I : L'article III de la convention n°17-116-1 du 6 juillet 2017 « Dispositions Financières » est modifié comme suit :

Par délibération n°17-116-1, l'Assemblée de Martinique a attribué une prestation d'un montant de **six millions cinq cent mille euros (6 500 000 €)** contribuant à la formation des demandeurs d'emploi au titre du PASS FORMATION destinée aux frais pédagogiques d'une part et à la rémunération et aux charges sociales d'autre part.

Conformément aux modalités de versement de la convention, un montant global de **Deux millions six cent mille euros (2 600 000 €)** a déjà été versé à Pôle Emploi.

Les versements suivants seront attribués sur présentation d'états mensuels détaillés justifiant les dépenses engagées par Pôle Emploi au titre des frais pédagogiques, de la rémunération des stagiaires et des charges sociales.

A la fin de chaque trimestre, les services de Pôle emploi Martinique fournissent les données justificatives (listes et caractéristiques des demandeurs d'emploi bénéficiaires, nom, prénom, n° de convention, nom de l'organisme de formation, date de début et date de fin de formation, montant engagé) qui permettent un ajustement selon la consommation réelle.

En fin d'exercice, Pôle Emploi devra présenter à la Collectivité Territoriale de Martinique un descriptif des résultats en termes de qualification et d'insertion professionnelle ainsi qu'un rapport financier.

Les dépenses correspondantes seront imputées au budget de la Collectivité au chapitre 932 pour les frais pédagogiques, la rémunération et pour les cotisations sociales des stagiaires.

La présente prestation est incessible. A ce titre, Pôle emploi Martinique, ne peut, pour quelque raison que ce soit, reverser, tout ou partie de la présente prestation à un tiers.

Les paiements dus par la Collectivité sont effectués sur le compte bancaire de Pôle emploi à la Banque Populaire BRED selon les procédures comptable en vigueur :

- IBAN :
- Code Banque :
- Code Guichet :
- Numéro de compte :
- Clé : 32

L'ordonnateur de la dépense est Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif.

Le comptable assignataire est le Trésorier Payeur.

ARTICLE II :

Les autres articles de la convention initiale demeurent inchangés. Le présent avenant prend effet dès qu'il est rendu exécutoire.

Le Président du Conseil Exécutif

Pôle Emploi



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171219-17-498-1-DE
Date de télétransmission : 21/12/2017
Date de réception préfecture : 21/12/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-498-1

PORTANT AVENANT N° 2 A LA CONVENTION 17-116-1 ENTRE LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE ET LE POLE EMPLOI

L'An deux mille dix-sept, le dix-neuf décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs Joachim BOUQUETY (procuration à Eugène LARCHER), Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Fred LORDINOT (procuration à Michelle MONROSE), Josiane PINVILLE (procuration à Lucien ADENET), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Jenny DULYS-PETIT).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la loi du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale ;

Vu le décret du 15 juin 2004 relatif au nouveau régime de l'indemnité versée aux employeurs d'apprentis ;

Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n°13-1789-1 portant modification de la délibération n°13-238-1 relative à l'incitation au recrutement d'apprenti dans le secteur public ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération n°16-16-1 du 16 Février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application et faire référence à la délibération antérieure ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est autorisée la rémunération des bénéficiaires du dispositif ATOUT INCLUSION en leur qualité de stagiaires de la formation professionnelle.

Le versement de la rémunération sera assuré par Pôle Emploi.

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer l'avenant n°2 à la convention n°17-116-1 entre la Collectivité Territoriale et le Pôle Emploi.

ARTICLE 3 : Une dotation de 240 000 € est affectée à l'exécution de cet avenant au titre de l'année 2017 pour la rémunération durant deux mois de quatre cents (400) jeunes NEETS au titre du dispositif ATOUT INCLUSION.

ARTICLE 4 : La somme correspondante sera imputée au chapitre 932 du budget de la Collectivité de Martinique et inscrite en crédit de paiement (CP) selon l'échéancier prévisionnel suivant :

Autorisation d'engagement	Crédit de paiement	ANNEE
240 000 €	240 000 €	2017

ARTICLE 5 : La somme sera versée à l'attributaire selon les modalités prévues à l'article 1 de l'avenant.

ARTICLE 6 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par voie d'arrêté délibéré au sein du Conseil Exécutif toute mesure d'application et d'ajustement relative à la présente décision.

ARTICLE 7 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 8 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 9 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





AVENANT N°2

A LA CONVENTION POLE EMPLOI

PORTANT EXTENSION DES DISPOSITIONS RELATIVES A LA REMUNERATION DES STAGIAIRES DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE AUX BENEFICIAIRES DU DISPOSITIF ATOUT INCLUSION.

Vu le Code général des Collectivités territoriales et notamment ses articles L 4111-1 à L 4341-1 et L 4431-1 à L 4435-1 ;

Vu le Code du travail et notamment sa 6e partie «La formation professionnelle tout au long de la vie » en ses articles L 6353-1 et L 6353-2 ;

Vu le Code de l'Education, notamment son article L. 214-12

Vu le Code de l'action sociale et des familles : articles L. 311-1, L. 312-1, L. 313-11, L. 313-12, L. 313-12-2, L. 314-7, R. 314-39 à R. 314-43-1, D. 312-203, D. 312-205.

Vu la Loi du 1er juillet 1901 et la liberté d'association relative au contrat d'association

Vu les Lois de décentralisation de 1982 et 1983 qui confèrent une compétence de droit commun aux Régions en matière de formation professionnelle continue ;

Vu la Loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et aux responsabilités locales

Vu la Loi n°2009-1437 du 24 novembre 2009 relative à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie ;

Vu la Loi n°2014-288 du 05 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale ;

Vu le Décret n° 83-304 du 14 avril 1983 relatif au transfert aux régions de compétences en matière de formation professionnelle ;

Vu la Délibération n°12-2023-1 du 18 décembre 2012 portant validation du rapport final du CPRDFP de la région Martinique et de ses schémas

Vu la Délibération n°16-418-1 des 15 et 16 décembre 2016 portant adoption du budget primitif de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2017 ;

Vu la délibération n° 17-244-1 du 26 juin 2017 portant modification du dispositif Action Pluriactivités, Poly-compétences Immersion (APPI) en projet Atout Inclusion ;

Vu la délibération 17-116-1 du 6 avril 2017 portant octroi d'une dotation au Pôle emploi pour le développement renforcé et partagé de la formation des demandeurs d'emploi au titre de l'exercice 2017 ;

Vu la convention de partenariat n° 17-116-1 du 6 juillet 2017 et notamment ses article 2 et annexe 2;

ENTRE LES SOUSSIGNES

La COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE, sise à l'hôtel de la Collectivité Territoriale de Martinique, Rue Gaston DEFFERRE, CS 30137, 97201 FORT-DE-FRANCE Cedex

Représentée par Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif et ci-après dénommée « la Collectivité »

Et

POLE EMPLOI Martinique sis KERLYS 97200 Fort de France – Martinique

Représenté par Monsieur _____ Directeur Régional de Pôle Emploi d'autre part,

Est convenu et arrêté ce qui suit

PREAMBULE

Dans un contexte de forte précarisation des publics vulnérables en Martinique, et face à la dégradation des indicateurs sociaux concernant les jeunes qui cumulent les handicaps :

- 50,6 % de chômage chez les jeunes de 15 à 24 ans en 2015,
- 11 % de sortie du système scolaire sans diplômes,
- 25,6% des jeunes au chômage sont sans diplômes

La collectivité territoriale de Martinique a décidé de mettre en place un dispositif d'accompagnement intégré pour les jeunes NEETS¹ dénommé **ATOUT INCLUSION**.

L'objectif étant de leur permettre sur une durée de onze mois d'explorer le monde du travail par des mises en situation dans les entreprises, mais aussi d'être remobilisés socialement y compris par des activités sportives.

ARTICLE 1 :

L'article II 4 de la convention n°17-116-1 est complété comme suit :

¹ Not in Education, Employment or Training (ni étudiant, ni employé, ni stagiaire)

4.2 RÉMUNERATION ET SOUTIEN A LA MOBILITE DES BENEFICIAIRES DU DISPOSITIF ATOUT INCLUSION

Les personnes bénéficiaires du dispositif **ATOUT INCLUSION** en leur qualité de stagiaire de la formation professionnelle bénéficient d'une indemnisation telle que prévue par les dispositions du décret n° 88-368 du 15 avril 1988 modifié par le décret n° 2002-1551 du 23 décembre 2002.

Cette indemnisation est versée par le Pôle Emploi à chaque bénéficiaire identifié et signalé par le prestataire au moyen d'une fiche de liaison précisant :

- L'identité du bénéficiaire (nom, prénom, date de naissance adresse,...)
- La date d'entrée dans le dispositif
- Durée de la prise en charge.

Le prestataire dispose **d'un délai de 8 jours** pour transmettre la fiche de liaison à Pôle Emploi.

Les modalités de règlement de l'indemnisation font l'objet d'une note technique communiquée au prestataire retenu par la collectivité territoriale de Martinique pour animer le **dispositif ATOUT INCLUSION**.

4.3 DISPOSITIONS FINANCIERES

Pour la rémunération des bénéficiaires du **dispositif ATOUT INCLUSION**, stagiaires de la formation professionnelle, dont l'effectif est fixé à quatre cents (400), la Collectivité Territoriale de Martinique attribue au Pôle Emploi une allocation d'un montant de deux cent quarante mille euros **(240 000€)** représentant la dépense de rémunération pour les mois de novembre et décembre 2017.

L'allocation sera versée de la manière suivante :

- **100%**, soit la somme de **deux cent quarante-quatre mille euros (240 000 €)** intervenant dès que l'avenant sera rendu exécutoire.

Pôle emploi s'engage à transmettre le 30 janvier 2018 au plus tard les pièces justificatives suivantes :

- les états de présence mensuels signés des stagiaires ;
- l'état détaillé et cumulatif des versements effectués ;
- un bilan financier des sommes engagées, certifié exact et conforme par le directeur territorial de pôle emploi.
- d'un bilan financier final des sommes engagées, certifié exact et conforme par l'agent comptable de l'organisme.

La dépense correspondante sera imputée au chapitre 932, sous-chapitre 25, article 65121 du budget de la Collectivité.

Les paiements dus par la Collectivité sont effectués sur le compte bancaire de Pôle Emploi à la Banque Populaire BRED selon les procédures comptables en vigueur:

- **IBAN :**
- **Code Banque : 10107**

L'ordonnateur de la dépense est Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif.

Le comptable assignataire est le Trésorier Payeur. »

ARTICLE 2

Les autres articles de la convention n°17-116-1 restent inchangés.

Fait à Fort-de-France le

En 4 exemplaires originaux

Alfred MARIE-JEANNE

**Président du Conseil Exécutif
Collectivité Territoriale de Martinique**

Directeur régional de Pôle Emploi



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171219-17-499-1-DE
Date de télétransmission : 21/12/2017
Date de réception préfecture : 21/12/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-499-1

PORTANT PARTICIPATION FINANCIÈRE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE AU TÉLÉTHON AU TITRE DE L'ANNÉE 2017

L'An deux mille dix-sept, le dix-neuf décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Joachim BOUQUETY (procuration à Eugène LARCHER), Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Fred LORDINOT (procuration à Michelle MONROSE), Josiane PINVILLE (procuration à Lucien ADENET), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Jenny DULYS-PETIT).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Francis CAROLE, Conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribué un don d'un montant de vingt mille euros (20 000,00 €) à l'Association Française contre les Myopathies (AFM), au titre du Téléthon de l'année 2017.

ARTICLE 2 : La somme correspondante est imputée sur la section de fonctionnement au chapitre fonctionnel 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Le Président du Conseil Exécutif est chargé de prendre, par arrêté délibéré au sein du Conseil Exécutif, toute mesure tendant à préciser les modalités d'application de la présente délibération.

ARTICLE 4 : Délégation est donnée au Président du Conseil Exécutif pour prendre tous les actes et signer tous les documents nécessaires à la mise en oeuvre de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





REPUBLIQUE FRANCAISE
LIBERTE – EGALITE – FRATERNITE

Fort-de-France, le

CONVENTION

Entre

LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE
Représentée par le Président du Conseil Exécutif

Et

L'ASSOCIATION FRANCAISE CONTRE LES MYOPATHIES
AFM TELETHON MARTINIQUE

- ✓ **Vu** le règlement n°1407-2013 de la Commission Européenne en date du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ;
- ✓ **Vu** le code général des collectivités territoriales, ses articles L 7211-1 à L 7331-3 et en particulier son article L 7224-14 ;
- ✓ **Vu** le décret n° 2001-495 du 06 juin 2001 pris pour de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financières des aides octroyées par les personnes publiques,
- ✓ **Vu** la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;
- ✓ **Vu** l'ordonnance n°2012-1397 du 13 décembre 2012 déterminant les règles budgétaires, financières et comptables applicables aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique et ses décrets d'application ;
- ✓ **Vu** la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 15-001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude Lise en qualité de Président de l'Assemblée de Martinique ;
- ✓ **Vu** la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 15-003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE en qualité Président du Conseil exécutif de Martinique ;
- ✓ **Vu** la demande de subvention en date du 28 juillet 2016 présentée par à l'Association Française contre les Myopathies (AFM);
- ✓ **Vu** la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 2017 portant attribution d'une subvention d'un montant de **vingt mille euros (20.000,00 €)** à l'Association Française contre les Myopathies (AFM), au Téléthon de l'année 2017.

Conformément à la délibération de l'Assemblée de Martinique susvisée, il est passé une convention

ENTRE

LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE,

Représentée par le Président du Conseil Exécutif de la Collectivité de Martinique en exercice, Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération de l'assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015,

Domiciliée à l'Hôtel de la Collectivité Territoriale, Rue Gaston Defferre – 97201 FORT DE FRANCE

Dénommé ci-après la « Collectivité Territoriale de Martinique »

ET

L'ASSOCIATION FRANCAISE CONTRE LES MYOPATHIES (AFM).

Domiciliée BP 50281 – 97203 FORT DE FRANCE

Représentée par Madame Coordinatrice Départementale de L'AFM – Téléthon Martinique, dûment habilité (e) par le conseil d'administration de l'association,

Dénommée ci-après le « partenaire ».

Il a été convenu et décidé ce qui suit :

PREAMBULE :

Créée en 1958 par des malades et parents de malades, reconnue d'utilité publique en 1976, l'AFM s'est fixée deux missions :

- Guérir les maladies neuromusculaires qui attaquent le corps, muscle après muscle, et réduire le handicap qu'elles provoquent ;
- Développer des thérapeutiques et des actions envers les familles.

Le TELETHON :

Pour remplir ces deux missions, l'AFM organise depuis 1987, chaque premier week-end de décembre, le TELETHON, opération de collecte de fonds et de sensibilisation du grand public combinant une émission télévisée et de nombreuses manifestations dans tous les départements.

Article 1^{er} : Objet de la convention

La présente convention qui régit les rapports entre les parties a pour objet de fixer les conditions d'attribution et d'utilisation de la subvention de fonctionnement allouée à l'Association Française contre les Myopathies (AFM) dans le cadre du Téléthon de l'année 2017.

Article 2 : Obligations des parties

1/ Obligations de la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM) :

La Collectivité Territoriale de la Martinique a décidé d'allouer à l'Association Française contre les Myopathies (AFM) dans le cadre du Téléthon, une subvention d'un montant de **vingt mille euros (20.000,00 €)**, au titre de l'année 2017.

La Collectivité Territoriale de Martinique s'oblige à attribuer la subvention, dans les conditions prévues par la présente convention.

L'aide de la Collectivité Territoriale de Martinique, imputée au chapitre fonctionnel 934, du budget de la Collectivité, sera versée à la notification de la convention et créditée au compte du partenaire selon les procédures comptables en vigueur.

2/ Obligations du partenaire :

En contrepartie du versement de la subvention, le partenaire s'engage à :

- Se conformer au formalisme et au processus de demande d'aides de la Collectivité Territoriale de Martinique;
- Être à jour de ses cotisations sociales et fiscales pour l'année n-1 ;
- Utiliser la contribution uniquement pour la réalisation des opérations visées et ne pas reverser tout ou partie de la subvention à d'autres associations, sociétés, ou œuvres, sans autorisation formelle de la Collectivité Territoriale de Martinique;
- Communiquer à la Collectivité Territoriale de Martinique au cours des 6 premiers mois de l'année n+1, le compte-rendu financier de l'opération attestant de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention, ainsi que tout document budgétaire et comptable nécessaire à l'analyse de la situation financière du partenaire, pour l'exercice écoulé ;
- Informer les services de la Collectivité Territoriale de Martinique de tout projet important de communication, en relation avec l'objet de l'aide, afin de préserver la cohérence de l'action de la Collectivité Territoriale de Martinique ;
- Faire apparaître sur ses principaux documents informatifs ou promotionnels, après validation, la participation financière de la Collectivité Territoriale de Martinique;
- Fournir les procès-verbaux des assemblées générales de l'année n-1, ainsi que les modifications institutionnelles internes intervenues au cours de l'année n ;
- Faciliter le contrôle et l'évaluation, par la Collectivité Territoriale de Martinique et sous toute forme qu'elle jugera opportune, de l'utilisation des aides versées ;
- Souscrire toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile, la Collectivité Territoriale de Martinique ne pouvant être mise en cause en cas de défaut ;
- Accepter les conditions de versement fixées par la Collectivité Territoriale de Martinique.

Article 3 : Modification de la convention :

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux du préambule.

Article 4 : Durée de la convention - Résiliation :

La présente convention est consentie et acceptée pour une durée d'un an. Cette durée sera prolongée d'une période de 6 mois pour la seule remise des documents nécessaires au contrôle par la Collectivité Territoriale de Martinique (décret 2001-495 du 6 juin 2001 en application de l'article 10 de la loi 2000-321 du 12 avril 2000 relative à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques).

En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, à l'expiration d'un délai d'un (1) mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception, valant mise en demeure.

En outre, si l'activité réelle du partenaire s'avère significativement inférieure aux prévisions présentées dans le cadre de la demande de subvention déposée auprès de ses services, la Collectivité Territoriale de Martinique se réserve le droit de réclamer le remboursement de tout ou partie de la somme versée.

Toute somme non utilisée conformément à son affectation sera restituée à la Collectivité Territoriale de Martinique qui émettra un titre de recettes à l'encontre du partenaire.

Article 5 - MONTANT ET VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Afin de soutenir le partenaire, et à la condition qu'il respecte toutes les clauses de la présente convention, la Collectivité Territoriale de Martinique s'engage à verser au partenaire une subvention d'un montant total de **vingt mille euros (20.000,00 €)**.

En cas de manquement du partenaire à ses obligations contractuelles, ou en cas de faute grave de sa part, la Collectivité Territoriale de Martinique pourra exiger le reversement en totalité ou en partie des montants alloués.

Le versement de la subvention s'effectuera selon les modalités suivantes :

- la Collectivité Territoriale de Martinique versera la subvention d'un montant de **vingt mille euros (20.000,00 €)** en une seule fois.

Article 6 - REDDITION DES COMPTES, CONTRÔLES FINANCIERS :

En contrepartie du versement de la subvention, le partenaire devra communiquer à la Collectivité Territoriale de Martinique, au plus tard 6 mois après la date de clôture de leur exercice comptable :

- son bilan, son compte de résultat ainsi que ses annexes certifiées par le Président du partenaire ou le commissaire aux comptes,
- le rapport du commissaire aux comptes (si le partenaire a cette obligation ou si elle a fait volontairement appel à un contrôle exercé par un commissaire aux comptes),
- le rapport d'activité définitif de l'année écoulée.

D'une manière générale, le partenaire s'engage à justifier à tout moment, sur la demande de la Collectivité Territoriale de Martinique, de l'utilisation des subventions reçues. Elle tiendra sa comptabilité à sa disposition pour répondre de ses obligations.

Le partenaire s'engage à tenir sa comptabilité par référence aux principes du Nouveau Plan Comptable général et aux avis du Centre National de la Comptabilité relatifs au secteur qui lui incombe.

Le partenaire devra prévenir sans délai la Collectivité territoriale de Martinique de toute difficulté économique rencontrée au cours de la gestion. Les deux parties conviendront ensemble, dans la mesure des capacités de chacun, des dispositions à prendre en préservant la responsabilité de la Collectivité Territoriale de Martinique, qui ne saurait, dans le cadre de l'exécution de la présente, la voir recherchée par le partenaire en qualité d'organisme public financeur.

Toute somme qui n'aura pas été utilisée conformément à son objet sera reversée de plein droit à la Collectivité Territoriale de Martinique, sans que celle-ci n'ait à en faire la demande.

Article 7 – CONTRÔLE DE L'UTILISATION DES DENIERS PUBLICS

a) Prescriptions légales

L'article 612-1 du code de commerce prescrit que toute personne morale de droit privé non commerçante ayant une activité économique doit faire certifier ses documents comptables par un commissaire aux comptes si deux des trois conditions suivantes sont réunies :

- le total du bilan est supérieur à 1 550 000 €,
- le chiffre d'affaires ou le montant des ressources excède 3 100 000 €,
- la personne morale emploie plus de 50 salariés.

L'article 612-4 du code de commerce dispose qu'un commissaire aux comptes ainsi qu'un suppléant devront être nommés par les associations recevant par an plus de 153 000 € d'aides directes et/ou indirectes de personnes publiques, et qu'un bilan, un compte de résultat et une annexe devront être établies.

Sur demande de la Collectivité Territoriale de Martinique, tous les renseignements complémentaires demandés lui seront délivrés sous quinzaine.

Le partenaire s'engage à s'acquitter des obligations légales à sa charge.

B. Stipulations particulières

Le partenaire gestionnaire et utilisateur de deniers publics, s'engage à mettre la Collectivité Territoriale de Martinique en mesure de procéder à tout moment, éventuellement sur pièces et sur place, pour toute opération, à tous les contrôles qu'il jugera nécessaire quant à l'utilisation de la subvention attribuée.

Article 8 - RESPECT DU CARACTÈRE D'INTÉRÊT GÉNÉRAL DES DÉPENSES DU PARTENAIRE

Le partenaire prend acte de ce que l'utilisation de la subvention allouée ne peut avoir d'autre objectif que celui de servir l'intérêt général de la Collectivité Territoriale de Martinique au travers de son action. À cet effet, la Collectivité Territoriale de Martinique définit des critères afin d'évaluer le respect de cette clause.

En cas de violation par le partenaire de l'une des clauses de la présente convention, la Collectivité Territoriale de Martinique pourra procéder à une mise en demeure par le biais d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Au terme du délai fixé par la Collectivité Territoriale de Martinique, celle-ci pourra mettre en œuvre le reversement de tout ou partie de la subvention.

Le non-respect des dispositions légales ci-dessus rappelées ainsi que de toutes celles ayant trait, d'une manière générale, à la transparence financière implique de plein droit le reversement intégral de la subvention.

Un courrier de relance pourra être adressé au partenaire par lettre recommandée avec accusé de réception avant que le reversement fasse l'objet de l'émission d'un titre exécutoire de recettes, transmis au comptable chargé de recouvrer par tous moyens.

Article 9 – LES ACTIONS DE COMMUNICATION

Le bénéficiaire d'une subvention est tenu de mentionner la participation financière de la Collectivité Territoriale de Martinique. Il fait figurer le logo-type sur tous les documents d'information relatifs à l'objet de la subvention de la Collectivité Territoriale de Martinique précédé de la mention « avec le concours financier de ».

Les mentions relatives au soutien financier de la Collectivité Territoriale de Martinique doivent être confirmées par l'envoi de documents ou de photographies. Des contrôles sur place par des agents de la Collectivité Territoriale de Martinique peuvent être effectués.

Si l'obligation d'apposer le logo n'est manifestement pas adaptée, le bénéficiaire doit s'engager à fournir une autre justification pour assurer la visibilité du financement de la Collectivité Territoriale de Martinique qui devra être préalablement acceptée par les services de la Collectivité.

Article 10 – ASSURANCES

Le partenaire souscrira toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile.

Il paiera les primes et cotisations de ces assurances sans que la responsabilité de la Collectivité Territoriale de Martinique puisse être mise en cause. Il devra justifier à chaque demande de l'existence des polices d'assurance nécessaires et du système de primes correspondantes.

Article 11 – LITIGES

En cas de divergence résultant de l'application de la présente convention, une tentative de conciliation devra être recherchée par les parties, avec application du principe du droit, pour chacune d'elles, à faire valoir ses observations.

Si cette conciliation échoue, le différend pourra être porté devant les juridictions. Le tribunal administratif de la Martinique, en ce cas, sera le tribunal compétent.

Les annexes jointes font partie intégrante de la présente convention et constituent donc au même titre, des documents contractuels.

Fait à Fort-de-France, en 4 exemplaires, le

Le Partenaire

**Le Président du Conseil exécutif
de la Collectivité
Territoriale de Martinique**



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171219-17-500-1-DE
Date de télétransmission : 21/12/2017
Date de réception préfecture : 21/12/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 17-500-1

PORTANT PASSATION D'UNE CONVENTION D'ADHÉSION ENTRE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE (CTM) ET LE CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE

L'An deux mille dix-sept, le dix-neuf décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Joachim BOUQUETY (procuration à Eugène LARCHER), Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Fred LORDINOT (procuration à Michelle MONROSE), Josiane PINVILLE (procuration à Lucien ADENET), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Jenny DULYS-PETIT).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;

Considérant que les conseillers à l'Assemblée de Martinique administrateurs au Centre de Gestion n'ont pas pris part au vote ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est autorisée la passation, entre la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM) et le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale, d'une convention d'adhésion aux secrétariats de la commission départementale de réforme et du comité médical départemental du centre de gestion de la fonction publique territoriale de Martinique.

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout document nécessaire à l'application de la présente décision, notamment la convention mentionnée à l'article 1.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



PREVENTION SANTE
SECURITE AU TRAVAIL

CONCOURS ET EXAMENS

RESSOURCES
ET ORGANISATION

STATUT EMPLOI
COMPETENCES



CENTRE DE GESTION
DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE
DE MARTINIQUE

**CONVENTION D'ADHESION AUX SECRETARIATS
DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE DE REFORME
ET DU COMITE MEDICAL DEPARTEMENTAL
DU CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE
TERRITORIALE DE MARTINIQUE**

Entre Le Centre de GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DE MARTINIQUE représenté par son Président, M. Justin PAMPHILE

D'une part,

Et la COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE, représentée par son Président, Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, agissant en vertu de la délibération du conseil en date du ,

D'autre part,

Il est préalablement exposé :

Conformément à l'article 23 IV de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, une collectivité ou un établissement public non affilié au Centre de gestion de Martinique peut, par délibération de son organe délibérant, demander à bénéficier des compétences suivantes, énumérées au II dudit article :

- Le Secrétariat du Comité Médical
- Le secrétariat de la Commission de Réforme
- Une assistance juridique statutaire

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droit et obligations des fonctionnaires,

Vu le décret n° 85-1054 du 30 septembre 1985 modifié relatif au reclassement des fonctionnaires territoriaux reconnus inaptes à l'exercice de leurs fonctions,

Vu le décret n° 86-442 du 14 mars 1986 relatif à la désignation des médecins agréés, à l'organisation des Comités Médicaux et des Commissions de Réforme, aux conditions d'aptitude physique pour l'admission aux emplois publics et au régime de congés de maladie des fonctionnaires,

Vu le décret n°87-602 du 30 juillet 1987 pris pour l'application de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif à l'organisation des Comités Médicaux, aux conditions d'aptitude physique et au régime des congés de maladie des fonctionnaires territoriaux,

Vu le décret n°88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents non titulaires de la fonction publique territoriale,

Vu le décret n° 92-1194 du 4 novembre 1992 modifié fixant les dispositions communes applicables aux fonctionnaires stagiaires de la fonction publique territoriale,

Vu le décret n° 2003-1306 du 26 décembre 2003 modifié relatif au régime de retraite des fonctionnaires affiliés à la Caisse Nationale de Retraite des Agents des Collectivités Locales,

Vu l'arrêté interministériel du 04 Août 2004 relatif aux Commissions de Réforme des agents de la fonction publique territoriale et de la fonction publique hospitalière,

Vu le décret n° 2005-442 du 02 mai 2005 modifié relatif à l'attribution de l'allocation temporaire d'invalidité aux fonctionnaires relevant de la fonction publique territoriale et hospitalière,

Vu la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012 modifiant le fonctionnement des secrétariats des Comités Médicaux et Commissions de Réforme,

Vu la circulaire n° 015021 du 17 Mars 2012 relative à la mise en œuvre de l'article 113 de la loi n° 2012-347 du 12 Mars 2012,

Vu la délibération du Conseil d'Administration du Centre de Gestion en date du 7 Avril 2016, fixant les modalités financières du fonctionnement des instances médicales pour les Collectivités Territoriales et les Etablissements Publics non affiliés,

Il est en conséquence convenu ce qui suit :

Le Centre de Gestion de Martinique, au regard de ses missions obligatoires et optionnelles, est l'établissement de référence dans la gestion des ressources humaines et le partenaire des Collectivités Territoriales de la Martinique.

Développant en permanence son expertise et son offre de service, le Centre de Gestion de Martinique accompagne au quotidien les Collectivités et les Etablissements adhérents afin de leur apporter un appui technique et juridique dans le cadre de la gestion de leurs personnels et leur proposer des intervenants spécialisés dans de multiples domaines.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Une Collectivité ou un Etablissement Public non affilié au Centre de Gestion peut, par délibération de son organe délibérant, lui confier le secrétariat de son Comité Médical et de sa Commission de Réforme.

La présente convention a pour objet de régler les modalités de fonctionnement de ces instances placées auprès du Centre de Gestion, à l'égard de la Collectivité et de ses agents concernés. Elle fixe le cadre des relations juridiques et financières entre les deux parties.

ARTICLE 2 : COMPETENCES ET OBLIGATIONS DES PARTIES

Le Centre de Gestion de Martinique sera amené à assurer les missions suivantes telles que ci-dessous définies :

Le Centre de Gestion de Martinique assure la présidence et le secrétariat de la Commission de Réforme et du Comité Médical pour les agents des catégories A, B et C de la Collectivité, dans les conditions prévues par l'arrêté interministériel du 4 Août 2004 et le décret du 30 juillet 1987 susvisés.

Ces secrétariats sont assurés par le Service Protection Sociale du Centre de Gestion de Martinique.

Le Comité Médical

➤ Les Compétences

Le Comité Médical Départemental est chargé de donner à l'Autorité Territoriale compétente, dans les conditions fixées par le décret n°87-602 du 30 juillet 1987 pris pour l'application de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif à l'organisation des Comités Médicaux, aux conditions d'aptitude physique et au régime des congés de maladie des fonctionnaires territoriaux, un avis sur les questions médicales soulevées par l'admission des candidats aux emplois publics, l'octroi et le renouvellement des congés de maladie et la réintégration à l'issue de ces congés, lorsqu'il y a contestation.

Le Comité Médical est consulté obligatoirement pour :

- La prolongation des congés de maladie au-delà de six mois consécutifs.
- L'octroi et le renouvellement des congés de longue maladie ou de longue durée.

- La réintégration à l'issue d'un congé de longue maladie ou de longue durée.
- La réintégration après douze mois consécutifs de congé de maladie,
- L'aménagement des conditions de travail du fonctionnaire après congé de maladie ou disponibilité d'office.
- La mise en disponibilité d'office pour raison de santé et son renouvellement.
- Le reclassement dans un autre emploi à la suite d'une modification de l'état physique du fonctionnaire.
- Ainsi que dans tous les autres cas prévus par des textes réglementaires.

➤ **le Centre de Gestion :**

- Elabore le calendrier annuel des réunions.
- Met à disposition de la Collectivité, un formulaire de saisine du Comité à télécharger sur le site du Centre de Gestion.
- Réceptionne le dossier de saisine, vérifie les pièces reçues et demande des éléments complémentaires le cas échéant.
- Enregistre la demande complète adressée par la Collectivité.
- Prend rendez-vous avec l'expert compétent.
- Convoque l'agent à l'expertise.
- Assure le suivi de l'expertise (relance, demande d'éléments complémentaires, réception du rapport...).
- Instruit le dossier.
- Inscrit le dossier à l'ordre du jour de la réunion du Comité Médical dans le mois qui suit la constitution du dossier complet.
- Transmet aux membres médecins généralistes :
 - la convocation à la séance,
 - l'ordre du jour,
 - les dossiers
- Transmet aux membres médecins spécialistes :
 - la convocation à la séance,
 - l'ordre du jour,
 - le ou les dossiers des agents atteints d'affections relevant de leur compétence
- Informe le médecin du service de médecine préventive de la Collectivité.
- Informe le fonctionnaire de :

- la date à laquelle le comité médical examinera son dossier,
 - ses droits concernant la communication de son dossier et la possibilité de faire entendre le médecin de son choix,
 - des voies de recours possibles devant le comité médical supérieur.
- Reçoit les agents concernés et toutes personnes intéressées et répond aux sollicitations téléphoniques.
 - Assiste aux réunions et établit le procès-verbal de la réunion.
 - Transmet l'avis du Comité Médical à la Collectivité dans les 8 jours suivant la tenue de la réunion et sur sa demande communique l'avis à l'agent dans les conditions fixées par la loi n°78- 753 du 17 juillet 1978.

➤ La Collectivité :

- La Collectivité saisit le Comité Médical en complétant dûment la demande de saisine mise à sa disposition sur le site du Centre de Gestion.
- Transmet au secrétariat tous les documents nécessaires à l'accomplissement de sa mission (certificats médicaux, arrêts de travail, déclarations, témoignages etc) et se porte garante du strict respect du secret médical.
- Informe le secrétariat du Comité Médical des décisions de l'Autorité qui ne sont pas conformes à son avis.
- Procède au règlement des titres émis pour les frais de fonctionnement du secrétariat au vu de l'état établi et transmis par le Centre de Gestion.

La Commission de Réforme

➤ Les Compétences :

La Commission de Réforme prévue par l'article 31 du décret n° 2003-1306 du 26 décembre 2003 relatif au régime de retraite des fonctionnaires affiliés à la caisse nationale de retraites des agents des Collectivités locales :

- Donne son avis, dans les conditions fixées par le titre II de l'arrêté ministériel du 4 août 2004, sur la mise à la retraite pour invalidité des agents affiliés à la Caisse Nationale de Retraites des Agents des Collectivités Locales, la majoration spéciale pour assistance d'une tierce personne, la pension d'orphelin handicapé, la pension de veuf invalide.
- Exerce, à l'égard des agents des Collectivités locales relevant de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, les attributions prévues respectivement à l'article 57 (imputabilité des accidents ou maladies non reconnus par la Collectivité, demande de reprise à temps partiel thérapeutique après accident ou maladie imputable au service, de cure thermale, d'aménagement de poste de travail, de mise en disponibilité d'office sous certaines conditions, etc.)

- Intervient dans l'attribution de l'Allocation Temporaire d'Invalidité prévue à l'article L.417-8 du Code des communes et au III de l'article 119 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée.
- Est consultée chaque fois que des dispositions législatives et réglementaires le prévoient expressément (avis sur les soins et arrêts, sur prise en charge des frais de prothèses optiques, dentaires et autres, des frais de transport, certaines prescriptions médicales, etc.).

➤ Le Centre de Gestion :

Elabore le calendrier annuel des réunions,

- Met à disposition de la Collectivité, un formulaire de saisine de la Commission de Réforme à télécharger sur le site internet du Centre de Gestion.
- Réceptionne le dossier de saisine, vérifie les pièces reçues et demande des éléments complémentaires le cas échéant.
- Enregistre la demande complète adressée par la Collectivité, l'informe au fur et à mesure de l'état d'avancement de la procédure.
- Instruit le dossier.
- Inscrit le dossier à l'ordre du jour de la réunion de la Commission de Réforme dans le mois qui suit la constitution du dossier complet.
- Transmet aux membres Médecins Généralistes et Président ou Vice-Président à moins quinze jours avant la date de la réunion :-
 - la convocation à la séance,
 - l'ordre du jour
 - la liste des agents et le motif de la saisine
- Transmet aux membres représentants de la collectivité au moins quinze jours avant la date de la réunion :
 - la convocation à la séance,
 - l'ordre du jour,
 - la liste des agents de leur collectivité et le motif de la saisine
- Transmet aux membres représentants du personnel au moins quinze jour avant la date de la réunion :
 - la convocation à la séance,
 - l'ordre du jour,
 - la liste des agents de la collectivité dans leur catégorie
- Informe le médecin du service de médecine préventive de la collectivité.
- Informe le fonctionnaire 10 jours au moins avant la commission, sous couvert de sa Collectivité, de :
 - la date à laquelle la commission examinera son dossier,
 - la possibilité de prendre connaissance personnellement de son dossier ou par l'intermédiaire de son représentant,

- la possibilité de présenter des observations écrites et fournir des certificats médicaux
- Reçoit les agents et toutes personnes intéressées et répond aux sollicitations téléphoniques.
- Assiste aux réunions et établit le procès-verbal de la réunion (les avis sont émis à la majorité des membres présents et motivés dans le respect du secret médical).
- Transmet l'avis de la Commission de Réforme à la Collectivité dans les 8 jours, suivant la tenue de la réunion et sur sa demande, communique l'avis à l'agent concerné dans les conditions fixées par la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978.

➤ **La Collectivité :**

- La Collectivité saisit la Commission de Réforme en complétant dûment la demande de saisine mise à sa disposition sur le site du Centre de Gestion.
- Transmet au secrétariat tous les documents nécessaires à l'accomplissement de sa mission (certificats médicaux, arrêts de travail, déclarations, témoignages etc...) et se porte garante du strict respect du secret médical.
- Informe le secrétariat de la Commission de Réforme des décisions de l'Autorité qui ne sont pas conformes à son avis.
- Procède au règlement des titres émis pour les frais de fonctionnement du secrétariat au vu de l'état établi et transmis par le Centre de Gestion.

Assistance Juridique Statutaire

L'assistance proposée par le Centre de Gestion de Martinique concerne le statut des agents de la fonction publique territoriale (fonctionnaires et non titulaires de droit public) et le fonctionnement des instances médicales.

Le Centre de Gestion de Martinique assure la veille réglementaire, le suivi de la jurisprudence concernant les domaines d'attribution du Comité Médical et de la Commission de Réforme.

Le Centre de Gestion de Martinique assure un accompagnement à la gestion des ressources humaines par la mise à disposition de son fonds documentaire et d'une assistance juridique sur toute question relative à la protection sociale des agents.

Le Centre de Gestion de Martinique met à disposition de la Collectivité des informations sur son site internet.

Les services de la COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE sont invités aux réunions organisées par le Service Protection Sociale, le Réseau des Directeurs Généraux et Directeurs Adjointes ainsi que le Réseau des Responsables des Ressources Humaines des Collectivités.

Article 3 : Désignation des Interlocuteurs des Parties

Le Centre de Gestion de Martinique communiquera à la COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE, les noms et fonctions de ses différents interlocuteurs, ainsi que leurs coordonnées, pour la mission, objet de la présente convention.

Les agents du Centre de Gestion de Martinique demeurent, pendant l'accomplissement de leurs missions, sous la responsabilité pleine et entière de leur employeur qui est seul compétent pour l'organisation de leur travail.

La COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE, communiquera au Centre de Gestion de Martinique les noms et fonctions des personnes habilitées à solliciter ses services pour l'accomplissement de la mission objet de la présente convention.

Article 4 : Modalités d'Accomplissement des Missions

Le Centre de Gestion de Martinique assume les dépenses liées au secrétariat et au fonctionnement de la Commission de Réforme et du Comité Médical relatives à :

- L'instruction et à la gestion des dossiers des deux instances médicales
- Aux convocations des membres
- Aux vacations et frais de déplacement des médecins membres des instances.

Le Centre de Gestion de Martinique réunit la Commission de Réforme et le Comité Médical selon un calendrier prévisionnel annuel et à une fréquence mensuelle (à l'exception du mois d'août).

Le Centre de Gestion de Martinique rédige un procès-verbal, pour chaque dossier soumis aux deux instances, qui est transmis à la Collectivité dans les 8 jours suivant la date de la séance, excepté dans les cas de force majeure.

Article 5 : Contribution Financière

La COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE contribue au financement des missions objets de la présente convention dont il a demandé à bénéficier, à hauteur de 0,012% de la masse des rémunérations qu'il verse aux agents qui en relèvent, telles qu'elles apparaissent aux états liquidatifs mensuels ou trimestriels dressés pour le règlement des charges sociales dues aux organismes de sécurité sociale, au titre de l'assurance maladie.

La COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE s'engage à fournir au Centre de Gestion de Martinique le montant de sa masse salariale de l'année précédente, au plus tard le 31 janvier de l'année en cours.

Le montant de cette rémunération pourra être réactualisé chaque année à l'initiative du Conseil d'Administration du Centre de Gestion de Martinique avant le 31 décembre pour l'année suivante.

Le relèvement sera alors immédiatement notifié à la Collectivité et formalisé par un avenant à la présente convention.

Le recouvrement de la contribution des Collectivités est assuré annuellement par le Centre de Gestion de Martinique.

Article 6 : Décisions Prises par la Collectivité

La présente convention constitue le cadre juridique dans lequel s'inscrit toute Collectivité non affiliée au Centre de Gestion de Martinique, saisissant la Commission de Réforme ou le Comité Médical.

La responsabilité des décisions prises par la Collectivité, consécutivement aux avis rendus par la Commission de Réforme et le Comité Médical, incombe à cette seule Collectivité.

Article 7: Durée de la Convention - Modalités de Résiliation

La présente convention de la COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE prend effet le 1^{er} Janvier 2016 et est établie pour une durée de 3 ans par reconduction expresse renouvelable deux fois.

La présente Convention pourra être dénoncée par l'une ou l'autre des parties dans un délai de trois mois, sur intervention de son organe délibérant sous réserve que la décision soit notifiée à l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception avant le 31 octobre de l'année de reconduction.

La Collectivité sera informée des modalités pratiques de fonctionnement desdits secrétariats par les services du Centre de Gestion de Martinique.

Un bilan sera effectué chaque année, à l'occasion d'une rencontre avec les services concernés.

Fort de France, le

Fort de France, le

Le Président du Centre de Gestion
De la Fonction Publique Territoriale
de MARTINIQUE

Le Président de la
Collectivité Territoriale
de MARTINIQUE

Justin PAMPHILE

Alfred MARIE-JEANNE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171220-17-501-1-DE
Date de télétransmission : 29/01/2018
Date de réception préfecture : 29/01/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-501-1

**PORTANT GARANTIE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE
À LA SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DE LA MARTINIQUE À HAUTEUR DE 40 % D'UN
EMPRUNT D'UN MONTANT TOTAL DE 7 711 667,00 € POUR L'ACQUISITION
EN VEFA DE 84 LOGEMENTS (36 LLS ET 48 PLS) « LATANIA »,
AU N°138 ROUTE DE REDOUTE À FORT-DE-FRANCE**

L'An deux mille dix-sept, le vingt décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Christiane BAURAS, Joachim BOUQUETY (procuration à Eugène LARCHER), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Fred LORDINOT (procuration à Kora BERNABE), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Lucien RANGON), Charles-André MENCE (procuration à Félix CATHERINE), Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE (procuration à Lucien ADENET), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Sandra VALENTIN), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Jean-Philippe NILOR), Louise TELLE (procuration à Georges CLEON).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu l'article 2298 du code civil ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la demande formulée par la Société Immobilière de la Martinique et tendant à solliciter la garantie partielle d'un emprunt d'un montant total de 7 711 667,00 €, pour l'acquisition en VEFA de 84 logements sociaux (36 LLS et 48 PLS) « LATANIA » au n°138 route de Redoute, ville de Fort de France ;

Vu le contrat de prêt N°67906 en annexe signé entre la Société Immobilière de la Martinique et la Caisse des Dépôts et Consignations ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, Conseiller exécutif en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;

Vu l'avis émis par la commission logement et habitat le 7 décembre 2017;

Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité, le 12 décembre 2017;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : La Collectivité Territoriale de Martinique accorde sa garantie pour le remboursement de la somme de trois millions quatre-vingt-quatre mille six cent soixante six euros quatre-vingt centimes (3 084 666,80 €) représentant 40% d'un emprunt d'un montant de 7 711 667,00 € souscrit par la Société Immobilière de la Martinique auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n° 67906, destiné à la construction de 84 logements sociaux (36 LLS et 48 PLS) « LATANIA », au 138 route de Redoute, sur le territoire de la ville de Fort-de-France.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

ARTICLE 2 : La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de la Collectivité Territoriale de Martinique est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

ARTICLE 3 : La Collectivité Territoriale de Martinique s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



ANNEXE 1 À LA DÉLIBÉRATION N°17-501-1

GROUPE



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

CONTRAT DE PRÊT

N° 67906

Entre

SOCIETE IMMOBILIERE DE LA MARTINIQUE - n° 000230474

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

PR0090-PR0090 V2.2.2, page 1/25
Contrat de prêt n° 67906 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

1/25

GROUPE



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

CONTRAT DE PRÊT

Entre

SOCIETE IMMOBILIERE DE LA MARTINIQUE, SIREN n°: 303188528, sis(e) PETIT PARADIS
BP 7214 97274 SCHOELCHER CEDEX,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « **SOCIETE IMMOBILIERE DE LA MARTINIQUE** » ou
« **l'Emprunteur** »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28
avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue
de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « **la Caisse des Dépôts** », « **la CDC** » ou « **le Prêteur** »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « **les Parties** » ou « **la Partie** »

PR0090-PR0068 V2.2.2 page 2/25
Contrat de prêt n° 67506 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

2/25

GROUPE



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.4
ARTICLE 2	PRÊT	P.4
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.4
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.4
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.5
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.8
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.8
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.9
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.11
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.13
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.15
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.16
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.16
ARTICLE 14	COMMISSIONS	P.16
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.17
ARTICLE 16	GARANTIES	P.20
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.20
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.23
ARTICLE 19	NON RENONCIATION	P.24
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.24
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS	P.24
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.24

ANNEXE 1	ÉCHÉANCIER DE VERSEMENTS
ANNEXE 2	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE

LES ANNEXES SONT UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT

PR039C-PR0388 V2.2.2 page 325
Contrat de prêt n° 67506 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

3/25



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération LATANIA, Parc social public, Acquisition en VEFA de 84 logements situés 138 route de Redoute 97200 FORT-DE-FRANCE.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de sept millions sept-cent-onze mille six-cent-soixante-sept euros (7 711 667,00 euros) constitué de 5 Lignes du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article « **Objet du Prêt** » et selon l'affectation suivante :

- CPLS Complémentaire au PLS 2016, d'un montant d'un million quarante-cinq mille quatre-cent-quatre-vingt-dix-neuf euros (1 045 499,00 euros) ;
- PLS PLSDD 2016, d'un montant de deux millions cent-quarante-six mille sept-cent-sept euros (2 146 707,00 euros) ;
- PLS foncier PLSDD 2016, d'un montant d'un million cinq-cent-neuf mille quatre-vingt-treize euros (1 509 093,00 euros) ;
- PLUS, d'un montant de deux millions quarante-quatre mille cinquante-cinq euros (2 044 055,00 euros) ;
- PLUS foncier, d'un montant de neuf-cent-soixante-six mille trois-cent-treize euros (966 313,00 euros) ;

Le montant de chaque Ligne du Prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra pas y avoir de fongibilité entre chaque Ligne du Prêt.

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.

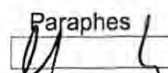
ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG), figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », est donné en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature nécessaires à l'octroi du Prêt.

PRO09D-PR0068 V2.2.2, page 4/25
Contrat de prêt n° 67606 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

4/25

G R O U P E



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

La « **Consolidation de la Ligne du Prêt** » désigne l'opération visant à additionner, au terme de la Phase de Mobilisation, l'ensemble des Versements effectués et le cas échéant, les intérêts capitalisés liés aux Versements. Elle intervient à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le « **Contrat** » désigne le présent Contrat de Prêt avec ses annexes et ses éventuels avenants.

La « **Courbe de Taux de Swap Euribor** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap Euribor. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask »), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Courbe de Taux de Swap Inflation** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap inflation. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask ») à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Date de Début de la Phase d'Amortissement** » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « **Dates d'Echéances** » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La « **Date d'Effet** » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » a (ont) été remplie(s).

La « **Date Limite de Mobilisation** » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

La « **Durée de la Ligne du Prêt** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr 5/25

GROUPE



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

La « **Durée de la Phase de Préfinancement** » est la durée comprise entre le premier jour du mois suivant la prise d'effet du Contrat et la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt.

La « **Durée totale du Prêt** » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt** » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Garantie** » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « **Garantie publique** » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« **Index** » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« **Index Livret A** » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas de disparition ou de non-publication de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « **Jour ouvré** » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La « **Ligne du Prêt** » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des versements effectués pendant la Phase de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le « **Livret A** » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

La « **Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant à l'issue de la Phase de Mobilisation, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « **Règlement des Echéances** », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr 6/25

G R O U P E



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

La « **Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement** » désigne la période débutant 10 jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant à la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

La « **Phase de Préfinancement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la période comprise entre le premier jour du mois suivant la Date d'Effet et sa Date Limite de Mobilisation.

Le « **Prêt** » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « **Prêt** ».

Le « **Prêt Locatif à Usage Social** » (**PLUS**) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, à la construction et à l'amélioration de logements locatifs à usage social.

Le « **Prêt Locatif Social** » (**PLS**) est destiné, selon les conditions prévues à l'article R. 331-17 du Code de la construction et de l'habitation, à l'acquisition, à la construction et à l'amélioration de logements locatifs sociaux.

Le « **Complémentaire au Prêt Locatif Social** » (**CPLS**) est un Prêt permettant de compléter le financement d'un Prêt Locatif Social (PLS) pour finaliser une opération, dans la limite de 49 % du coût total (minoré des fonds propres, subventions et Prêts divers).

La « **Révision** » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « **Double Révisibilité** » (**DR**) signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel ainsi que le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index.

Le « **Taux de Swap EURIBOR** » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index EURIBOR constaté. Les Taux de Swap EURIBOR sont publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux swap « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le « **Taux de Swap Inflation** » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un Contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap (l'indice d'inflation est identique à celui servant de référence aux OATi, tel que publié sur les pages de l'Agence France Trésor). Les Taux de Swaps Inflation sont publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap zéro coupon « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas) à l'aide des codes <FRSW1 Index> à <FRSW150 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

PR0090-PR0068 V2.2.2, page 7/25
Contrat de prêt n° 61506 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

7/25

GROUPE



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

La « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :

- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index l'Inflation ;
- sur une combinaison de la Courbe de Taux de Swap Euribor et de la Courbe de Taux de Swap Inflation, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le « **Versement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et ses annexes devront être retournés dûment complétés, paraphés et signés au Prêteur.

Le contrat prendra effet à la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du **24/11/2017** le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est donc subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** » ;
- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** », ne soit survenu ou susceptible de survenir ;
- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;
- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article « **Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt** » ;

PRO50-PRO68 V2.2.2, page 8/25
Contrat de prêt n° 67506 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

8/25

G R O U P E



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :

- Garantie(s) conforme(s)

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur ne sera pas tenu de verser les fonds de chaque Ligne du Prêt et pourra considérer le Contrat comme nul et non avenu.

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article « **Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt** », à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent, l'échéancier de Versements est négocié entre l'Emprunteur et le Prêteur. Il correspond au rythme prévisionnel des paiements à effectuer par l'Emprunteur pour la réalisation de ou des opérations financées par le Prêt.

Pour chaque Ligne du Prêt, si le total des Versements portés sur l'échéancier est inférieur au montant maximum des Lignes du Prêts indiqué à l'Article « **Caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt** », ce montant sera réduit d'office à hauteur des sommes effectivement versées à la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt.

Les échéanciers de Versements sont établis par l'Emprunteur sachant que, d'une part, le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet, et, d'autre part, le dernier Versement doit impérativement intervenir deux mois avant la première Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

En cas de retard dans le déroulement du chantier, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être adressée par l'Emprunteur au Prêteur, par lettre ou via le site internet de ce dernier, au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur chaque échéancier de Versements.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

G R O U P E



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréeer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

PRO000-PRO068 V2.2.2 - page 10/25
Contrat de prêt n° 67306 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations

PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

10/25

G R O U P E



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

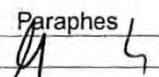
Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	CPLS	PLS	PLS foncier	PLUS
Enveloppe	Complémentaire au PLS 2016	PLSDD 2016	PLSDD 2016	-
Identifiant de la Ligne du Prêt	5200080	5200081	5200082	5200083
Montant de la Ligne du Prêt	1 045 499 €	2 146 707 €	1 509 093 €	2 044 055 €
Commission d'instruction	620 €	1 280 €	900 €	0 €
Durée de la période	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Taux de période	1,86 %	1,86 %	1,86 %	1,35 %
TEG de la Ligne du Prêt	1,86 %	1,86 %	1,86 %	1,35 %
Phase de préfinancement				
Durée du préfinancement	24 mois	24 mois	24 mois	24 mois
Taux d'intérêt du préfinancement	1,86 %	1,86 %	1,86 %	1,35 %
Règlement des intérêts de préfinancement	Capitalisation	Capitalisation	Capitalisation	Capitalisation
Phase d'amortissement				
Durée	40 ans	40 ans	50 ans	40 ans
Index	Livret A	Livret A	Livret A	Livret A
Marge fixe sur index	1,11 %	1,11 %	1,11 %	0,6 %
Taux d'intérêt ¹	1,86 %	1,86 %	1,86 %	1,35 %
Périodicité	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Profil d'amortissement	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle
Modalité de révision	DR	DR	DR	DR
Taux de progressivité des échéances	0 %	0 %	0 %	0 %
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent	Equivalent	Equivalent
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360	30 / 360	30 / 360

¹ Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'Index de la Ligne du Prêt.

PR0090-PR0068 V2.2.2 page 11/25
Contrat de prêt n° 67506 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

11/25



www.groupecalssedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PLUS foncier			
Enveloppe	-			
Identifiant de la Ligne du Prêt	5200084			
Montant de la Ligne du Prêt	966 313 €			
Commission d'instruction	0 €			
Durée de la période	Annuelle			
Taux de période	1,35 %			
TEG de la Ligne du Prêt	1,35 %			
Phase de préfinancement				
Durée du préfinancement	24 mois			
Taux d'intérêt du préfinancement	1,35 %			
Règlement des intérêts de préfinancement	Capitalisation			
Phase d'amortissement				
Durée	50 ans			
Index	Livret A			
Marge fixe sur index	0,6 %			
Taux d'intérêt ¹	1,35 %			
Périodicité	Annuelle			
Profil d'amortissement	Amortissement déduit (intérêts différés)			
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle			
Modalité de révision	DR			
Taux de progressivité des échéances	0 %			
Mode de calcul des intérêts	Equivalent			
Base de calcul des intérêts	30 / 360			

¹ Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'index de la Ligne du Prêt.

PRO09D-PRO068 V2.2.2 page 12/25
Contrat de prêt n° 67906 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

12/25

GROUPE



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

L'Emprunteur a la faculté, pendant la Phase de Préfinancement et au plus tard deux mois avant la plus proche des deux dates entre la nouvelle date de fin de Phase de Préfinancement et la date initiale, de solliciter l'accord du Prêteur pour l'allongement ou la réduction de la Durée de la Phase de Préfinancement mentionnée ci-dessus.

Si cette nouvelle Durée de la Phase de Préfinancement s'inscrit dans la période de 3 à 24 mois indiquée dans l'acte de garantie, alors cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant.

Par ailleurs, la modification de la Durée de la Phase de Préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article « **Commissions** ».

L'Emprunteur reconnaît que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt, que :

- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;
- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.

Et, l'Emprunteur reconnaît avoir procédé personnellement à toutes les estimations qu'il jugeait nécessaires à l'appréciation du coût total de chaque Ligne du Prêt.

Les frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « **Garantie** ».

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

PRO090-PR0068 V2.2.2, page 13/25
Contrat de prêt n° 67006 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

13/25

G R O U P E



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC

DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

PHASE DE PRÉFINANCEMENT

Le montant des intérêts de la Phase de Préfinancement, est calculé en fonction, d'une part, du montant et des dates de Versements et, d'autre part, des taux d'intérêt successivement en vigueur pendant cette période.

Le taux d'intérêt de la Phase de Préfinancement (IP) indiqué à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et actualisé comme indiqué ci-dessus, est révisé à chaque variation de l'Index dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (IP') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : $IP' = IP + DT$

où DT désigne la différence positive ou négative constatée entre la dernière valeur actualisée de l'Index et celui en vigueur à la Date d'Effet du Contrat.

PHASE D'AMORTISSEMENT

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisibilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, en fonction d'un coefficient (R) dans les conditions ci-après définies :

- Le coefficient de Révision (R) est déterminé par la formule : $R = 1 + DT/(1+I)$

où DT désigne la différence positive ou négative constatée entre le taux de l'Index en vigueur à la date de la Révision et celui en vigueur à la Date d'Effet du Contrat.

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : $I' = R(1+I) - 1$

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : $P' = R(1+P) - 1$
Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif, le cas échéant il sera ramené à 0 %.

PR0090-PR0088 V2.2 Page 14/25
Contrat de prêt n° 0306 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations

PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086

Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20

antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

JARRY CEDEX -
14/25



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t) \text{ "base de calcul" } - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Si la Durée de la Phase de Préfinancement est inférieure à 12 mois, l'Emprunteur paie, dans les conditions définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et à la date d'exigibilité indiquée dans la mise en recouvrement adressée par le Prêteur, le montant des intérêts courus sur les Versements effectués pendant cette phase, arrêtés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le capital de la Ligne du Prêt, dont les caractéristiques financières sont précisées à l'Article précité, est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur pendant la Phase de Préfinancement.

En outre, si la Durée de la Phase de Préfinancement est supérieure ou égale à 12 mois, l'Emprunteur a également la faculté d'opter pour le paiement des intérêts courus sur les Versements effectués pendant la Phase de Préfinancement et ce dans les conditions mentionnées ci-dessus. Cependant, il peut choisir la capitalisation desdits intérêts et ainsi consolider la Ligne du Prêt selon les caractéristiques financières précisées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ». Dans ce cas le capital de la Ligne du Prêt est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur et des intérêts courus sur ces Versements durant cette phase.

Si le choix de l'Emprunteur s'est porté sur la capitalisation des intérêts, ce dernier a la possibilité de solliciter du Prêteur la modification de cette modalité de règlement des intérêts de préfinancement afin de les payer en fin de Phase de Préfinancement.

Aussi, l'Emprunteur devra faire part au Prêteur de sa volonté de modifier ladite modalité de paiement, au plus tard deux mois avant la fin de la Date de Début de la Phase d'Amortissement. Dès lors que la nouvelle modalité de paiement de ces intérêts est prévue dans l'acte de garantie, cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant. Par ailleurs, la modification de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article « **Commissions** ».

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de chaque échéance seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

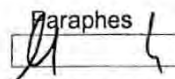
PR0050-PR0068 V2.2.2, page 15/25
Contrat de prêt n° 61506 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations

PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495

Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20

antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

JARRY CEDEX -
15/25



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « amortissement déduit (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et « **Détermination des Taux** ».

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation signée par l'Emprunteur à cet effet.

Les sommes dues par les Emprunteurs ayant l'obligation d'utiliser le réseau des comptes publics font l'objet d'un prélèvement selon la procédure du débit d'office. Elles sont acquittées auprès du Caissier Général de la Caisse des Dépôts à Paris.

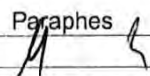
Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement au Caissier Général au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS

L'Emprunteur sera redevable, pour une ou plusieurs Lignes du Prêt, d'une commission d'instruction de 0,06% (6 points de base) du montant de la Ligne du Prêt. Cette commission ne pourra excéder vingt mille euros (20 000 euros) et correspond au montant perçu par le Prêteur au titre des frais de dossier.

Elle vient minorer le premier Versement fait par le Prêteur à l'Emprunteur et restera définitivement acquise au Prêteur, même si la Ligne du Prêt n'est que partiellement mobilisée. Son montant est prévu à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Ladite commission d'instruction sera également due par l'Emprunteur si à l'issue de la Phase de Mobilisation aucun Versement n'a été effectué.

Paraphes


Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

G R O U P E



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

L'Emprunteur sera redevable pour chaque Ligne du Prêt, en cas de modification de la Durée de la Phase de Préfinancement définie à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et/ou de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement définie à l'Article « **Calcul et Paiement des intérêts** », d'une commission de réaménagement de cent euros (100 €) par Ligne du Prêt réaménagée.

Ladite commission sera prélevée par le Prêteur après réception de la lettre valant avenant formalisant la ou les modifications et après prise en compte de la ou des nouvelles caractéristiques financières.

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

DÉCLARATIONS DE L'EMPRUNTEUR :



L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;
- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;
- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;
- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;
- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;
- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;
- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;
- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;
- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;
- qu'il a été informé que le Prêteur pourra céder et/ou transférer tout ou partie de ses droits et obligations sans que son accord ne soit préalablement requis.

PR0090-PR0098 V2.2.2 page 17/25
Contrat de prêt n° 67506 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

17/25

G R O U P E



www.groupecalssedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;
- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;
- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;
- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de Garantie sur le foncier et les immeubles financés, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception de celles qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « **Garanties** » du Contrat ;
- justifier du titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis ;
- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;
- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;
- informer préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :
 - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
 - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
 - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;
- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;
- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;
- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « **Objet du Prêt** », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;
- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr 18/25

G R O U P E



www.groupecaissedepots.fr

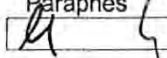
ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déférer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;
- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;
- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout événement visé à l'article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** » ;
- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout événement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;
- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;
- à ne pas céder ou transférer tout ou partie de ses droits ou obligations au titre du présent Contrat sans l'autorisation expresse du Prêteur.
- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;
- rembourser la Ligne du Prêt CPLS octroyée par le Prêteur, en complément du financement de l'opération objet du présent Prêt, dans le cas où la Ligne du Prêt PLS ferait l'objet d'un remboursement anticipé, total ou partiel, volontaire ou obligatoire.
- transmettre au Prêteur le formulaire CERFA justifiant de la demande de perception du Crédit d'Impôt d'Outre-Mer (CIDOM) déposée auprès de la Direction Générale des Finances Publiques. Ainsi qu'à rembourser par anticipation les montants au prorata de chaque Ligne du Prêt et au fur et à mesure des perceptions dudit crédit d'impôt. Ces remboursements anticipés obligatoires ne donneront lieu à la facturation d'aucune indemnité ou pénalité conformément et dans la limite des dispositions prévues à l'Article « **Remboursements Anticipés et leurs Conditions Financières** ».

PS0009-PS0068V2.2.2, page 19/25
Contrat de prêt n° 67506 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes



19/25

G R O U P E



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE	40,00
Collectivités locales	COMMUNE DE FORT-DE-FRANCE	60,00

Les Garants du Prêt s'engagent, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à effectuer le paiement en son lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

Les engagements de ces derniers sont réputés conjoints, de telle sorte que la Garantie de chaque Garant est due pour la totalité du Prêt à hauteur de sa quote-part expressément fixée aux termes de l'acte portant Garantie au Prêt.

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.

Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.

Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « Calcul et Paiement des Intérêts ».

Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.

L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son remplacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

En Phase de Préfinancement l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, pour chaque Ligne du Prêt, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels dès le premier Versement et pendant toute la Durée de la Phase de Préfinancement. Ces derniers sont pris en compte dès la Date de Début de la Phase d'Amortissement si le Versement effectif des fonds est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette date.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr 20/25

G R O U P E



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC

DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette échéance.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « **Notifications** », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Les remboursements anticipés volontaires effectués en cours de Phase de Préfinancement donnent lieu à perception d'une indemnité égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires en cours de Phase d'Amortissement.

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

PRO050-PRO068 V2.2.2, page 21/25
Contrat de prêt n° 67506 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

21/25

G R O U P E



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraîneront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;
- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;
- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;
- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;
- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat ;
- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** », ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :
 - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
 - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

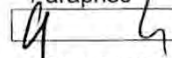
Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur, dans toute la mesure permise par la loi, d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

17.2.2 Deuxième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;
- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;
- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;
- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;

Paraphes



Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr 22/25

G R O U P E



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur, dans toute la mesure permise par la loi, d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;
- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;
- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1154 du Code civil.

PROCSO-PR0088 V2.2 Page 23/25
Contrat de Prêt n° 67506 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr 23/25

Paraphes

GROUPE



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 19 NON RENONCIATION

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et, le cas échéant, à l'Article « **Commissions** ».

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Ligne du Prêt) peuvent être effectuées soit par courriel soit par télécopie signée par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou télécopie l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera porté devant les juridictions civiles parisiennes.

PR0090-PR0098V2.2.2 page 24/25
Contrat de prêt n° 67506 Emprunteur n° 000230474



Caisse des dépôts et consignations

PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086

Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20

antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

JARRY CEDEX -
24/25

GROUPE



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Fait en autant d'originaux que de signataires,

Le,

Pour l'Emprunteur,

Civilité : M.

Nom / Prénom :

Qualité : Directeur Général

Dûment habilité(e) aux présentes

Cachet et Signature :



Le, 28 Août 2017

Pour la Caisse des Dépôts,

Civilité : M.

Nom / Prénom :

Qualité : Directeur Territorial

Dûment habilité(e) aux présentes

Cachet et Signature :

Directeur territorial

ANNEXE 2 À LA DÉLIBÉRATION N°17-501-1

REPUBLIQUE FRANCAISE
LIBERTE – EGALITE – FRATERNITE



CONVENTION DE GARANTIE D'EMPRUNT

ENTRE

La Collectivité Territoriale de Martinique, représentée par M. Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de la Collectivité Territoriale de Martinique, dûment habilité à cet effet par délibération de la Collectivité Territoriale de Martinique n° 15-0003 du 18 décembre 2015,

ci-après dénommé « La CTM »

ET

La Société Immobilière de la Martinique représentée par M..... dûment habilité à cet effet par délibération du conseil d'administration de la SIMAR en date du

ci-après dénommée « l'emprunteur », bénéficiaire de la garantie d'emprunt,

Vu la délibération n° 17- du 2017 , par laquelle la CTM a décidé de garantir vis-à-vis du prêteur, Caisse des Dépôts et Consignations, 40 % d'un emprunt d'un montant total en capital de 7 711 667 € plus les intérêts, constitué de cinq lignes de prêts remboursable en 40 années pour trois d'entre eux et 50 années pour les deux autres, que l'emprunteur envisage de contracter, au taux qui sera en vigueur au jour de la signature du contrat, pour financer la construction de 84 logements sociaux (36 LLS et 48 PLS) « LATANIA », au n° 138 route de Redoute sur le territoire de la ville de Fort de France.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT

ARTICLE 1 - OBJET

La CTM accorde sa garantie à l'emprunteur à hauteur de 40 %, pour le remboursement d'un emprunt qu'il doit souscrire auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour un montant total de SEPT MILLIONS SEPT ONZE MILLE SIX CENT SOIXANTE SEPT EUROS (7 711 667,00 €) destiné à la construction de 84 logements sociaux (36 LLS et 48 PLS), au 138 route de Redoute sur le territoire de la ville de Fort de France.

Les conditions de taux et de durée de remboursement sont celles qui figurent dans le contrat de prêt et qui sont conformes à la délibération de la CTM n° 17- du 2017 :

Ligne du prêt	CPLS (COMPLEMENTAIRE AU PRÊT LOCATIF SOCIAL)	PLS (PRÊT LOCATIF SOCIAL)	PLS Foncier (PRÊT LOCATIF SOCIAL)	PLUS (PRÊT LOCATIF A USAGE SOCIAL)	PLUS Foncier (PRÊT LOCATIF A USAGE SOCIAL)
Montant	1 045 499,00 €	2 146 707,00 €	1 509 093,00 €	2 044 055,00 €	966 313,00 €
Durée de la phase de préfinancement	24 mois	24 mois	24 mois	24 mois	24 mois
Durée de la phase d'amortissement	40 ans	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans
Périodicité des échéances	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Index	Livret A	Livret A	Livret A	Livret A	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux du Livret A +1,11%	Taux du Livret A +1,11%	Taux du Livret A +1,11%	Taux du Livret A + 0,6%	Taux du Livret A + 0,6%
Profil d'amortissement	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)
Modalité de révision	Double Révisabilité (DR)	Double Révisabilité (DR)	Double Révisabilité (DR)	Double Révisabilité (DR)	Double Révisabilité (DR)
Taux de progressivité des échéances	0%	0%	0%	0%	0%

ARTICLE 2 - MISE EN JEU DE LA GARANTIE

Au cas où l'emprunteur se trouverait dans l'impossibilité de s'acquitter de tout ou partie des sommes dues aux échéances convenues, il s'engage à prévenir la CTM au moins deux mois à l'avance et à lui demander de les rembourser en son lieu et place. Cette mesure d'information doit permettre à la CTM de se substituer immédiatement à l'emprunteur défaillant et d'éviter ainsi l'application d'intérêts moratoires.

L'emprunteur devra fournir à l'appui de cette information, toutes justifications nécessaires.

La CTM règlera le montant des annuités impayées à leur échéance en son lieu et place, dans la limite de la garantie ci-dessus définie.

ARTICLE 3 - MODIFICATION DES CARACTERISTIQUES DE L'EMPRUNT

La CTM devra être informée par l'emprunteur de tout changement dans les caractéristiques et les modalités de remboursement du prêt (remboursement anticipé total ou partiel, modification de taux ou de durée). La modification des conditions de prêt fera l'objet d'un avenant au contrat de prêt comportant en annexe le nouveau tableau d'amortissement et devra être soumise à l'autorisation expresse de la CTM par voie de délibération de l'Assemblée de Martinique.

ARTICLE 4 - REMBOURSEMENT DES AVANCES

Les paiements qui auront été effectués par la CTM en lieu et place de l'emprunteur, auront le caractère d'avances remboursables.

Les avances remboursables ne produiront pas d'intérêts, en vue de maintenir l'équilibre financier initial de l'opération, de même que le niveau des loyers afférents.

ARTICLE 5 – CONTROLES ET SUIVI

5.1. L'emprunteur devra fournir chaque année à la CTM au plus tard le 15 juillet, les pièces suivantes (cf. articles L.3313-1 et L.2313-1 du CGCT) :

- * les comptes annuels certifiés: les comptes de résultat, les bilans, les annexes de l'exercice écoulé de la société,
- * Le rapport d'activités de la société.

5.2. L'emprunteur devra par ailleurs communiquer à la CTM un état d'avancement semestriel des travaux relatifs aux opérations de construction bénéficiant de la garantie de la CTM, mentionnant la date estimative, actualisée, d'achèvement des travaux.

La livraison définitive des opérations bénéficiant de la garantie de la CTM devra être systématiquement notifiée à la collectivité territoriale.

ARTICLE 6 - TRANSFERT DE PROPRIETE

En cas de changement de statut ou de tout autre événement ayant entraîné un transfert de gestion de l'emprunteur vers un autre organisme, celui-ci s'engage à fournir à la CTM les éléments mentionnés à l'article 5 de la présente convention, ainsi qu'à honorer tout autre engagement pris par l'emprunteur et relatif aux garanties d'emprunt accordées par la CTM.

ARTICLE 7 - DUREE

La présente convention entrera en vigueur dès la signature du contrat de prêt qui devra comporter, en annexe, le tableau d'amortissement.

La signature du contrat de prêt, interviendra dans un délai maximum de 24 mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la délibération de la CTM accordant sa garantie. Faute de respecter ce délai, l'emprunteur devra saisir la CTM d'une nouvelle demande de garantie.

La présente convention s'appliquera jusqu'à apurement complet des sommes dues tant au prêteur qu'à la CTM.

ARTICLE 8 - REGLEMENT DES LITIGES

En cas de difficultés liées à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de régler leur différend à l'amiable. A défaut, le litige sera soumis au tribunal administratif de Fort de France.

La signature de la présente convention précèdera la participation de la CTM aux contrats de prêt en qualité de garant.

Fait en trois exemplaires, à _____, le _____

Pour l'emprunteur,

Pour la CTM,



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171220-17-502-1-DE
Date de télétransmission : 29/01/2018
Date de réception préfecture : 29/01/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-502-1

PORTANT GARANTIE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE À LA SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DE LA MARTINIQUE À HAUTEUR DE 40 % D'UN EMPRUNT D'UN MONTANT TOTAL DE 3 546 000,00 €, DESTINÉ À LA CONSTRUCTION DE 54 LOGEMENTS SOCIAUX (28 LLS ET 26 LLTS) AU QUARTIER GODISSARD À FORT-DE-FRANCE

L'An deux mille dix-sept, le vingt décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Christiane BAURAS, Joachim BOUQUETY (procuration à Eugène LARCHER), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Fred LORDINOT (procuration à Kora BERNABE), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Lucien RANGON), Charles-André MENCE (procuration à Félix CATHERINE), Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE (procuration à Lucien ADENET), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Sandra VALENTIN), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Jean-Philippe NILOR), Louise TELLE (procuration à Georges CLEON).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu l'article 2298 du code civil ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la demande formulée par la Société Immobilière de la Martinique et tendant à solliciter la garantie partielle d'un emprunt d'un montant total de 3 546 000,00 €, pour la construction de 54 Logements Sociaux (28 LLS et 26 LLTS) au quartier Godissard, ville de Fort-de-France ;

Vu le contrat de prêt N°68365 en annexe signé entre la Société Immobilière de la Martinique et la Caisse des Dépôts et Consignations ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission logement et habitat le 7 décembre 2017;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité, le 12 décembre 2017;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : La Collectivité Territoriale de Martinique accorde sa garantie pour le remboursement de la somme de un million quatre cent dix-huit mille quatre cents euros (1 418 400,00 €) représentant 40% d'un emprunt d'un montant total de 3 546 000,00 € souscrit par la Société Immobilière de la Martinique auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n° 68365, destiné à la construction de 54 logements sociaux (28 LLS et 26 LLTS), au quartier Godissard, sur le territoire de la ville de Fort-de-France.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

ARTICLE 2 : La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de la Collectivité Territoriale de Martinique est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

ARTICLE 3 : La Collectivité Territoriale de Martinique s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



ANNEXE 1 À LA DÉLIBÉRATION N°17-502-1



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

CONTRAT DE PRÊT

N° 68365

Entre

SOCIETE IMMOBILIERE DE LA MARTINIQUE - n° 000230474

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

PR0050-PR0068 V2.2.2 page 1/23
Contrat de prêt n° 68365 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

1/23



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

CONTRAT DE PRÊT

Entre

SOCIETE IMMOBILIERE DE LA MARTINIQUE, SIREN n°: 303188528, sis(e) PETIT PARADIS
BP 7214 97274 SCHOELCHER CEDEX,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « **SOCIETE IMMOBILIERE DE LA MARTINIQUE** » ou
« **l'Emprunteur** »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28
avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue
de Lille, 75007 PARIS,

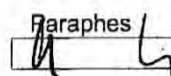
Ci-après indifféremment dénommée « **la Caisse des Dépôts** », « **la CDC** » ou « **le Prêteur** »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « **les Parties** » ou « **la Partie** »

REC099-PR0081 V2.2.2 page 2/23
Contrat de prêt n° 63355 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

2/23

GRUPE



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.4
ARTICLE 2	PRÊT	P.4
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.4
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.4
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.5
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.8
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.8
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.9
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.11
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.13
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.14
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.14
ARTICLE 14	COMMISSIONS	P.14
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.15
ARTICLE 16	GARANTIES	P.17
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.18
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.21
ARTICLE 19	NON RENONCIATION	P.21
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.21
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS	P.21
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.22

ANNEXE 1	ÉCHÉANCIER DE VERSEMENTS
ANNEXE 2	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE

LES ANNEXES SONT UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT

PRO130-PROD88 V2.2.2 page 3/23
Contrat de prêt n° 68365 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes/

3/23



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération GODISSARD N 731, Parc social public, Construction de 54 logements situés GODISSARD 97200 FORT-DE-FRANCE.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de trois millions cinq-cent-quarante-six mille euros (3 546 000,00 euros) constitué de 4 Lignes du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article « **Objet du Prêt** » et selon l'affectation suivante :

- PLAI, d'un montant d'un million quatre-vingt-deux mille huit-cent-cinquante-trois euros (1 082 853,00 euros) ;
- PLAI foncier, d'un montant de trois-cent-soixante-quinze mille deux-cent-quatre-vingt-dix euros (375 290,00 euros) ;
- PLUS, d'un montant d'un million cinq-cent-trente-six mille quatre-vingt-un euros (1 536 081,00 euros) ;
- PLUS foncier, d'un montant de cinq-cent-cinquante-et-un mille sept-cent-soixante-seize euros (551 776,00 euros) ;

Le montant de chaque Ligne du Prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra pas y avoir de fongibilité entre chaque Ligne du Prêt.

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.

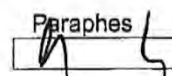
ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG), figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », est donné en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature nécessaires à l'octroi du Prêt.

PR039-PR038 V2.2.2 Page 4/23
Contrat de prêt n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

4/23

G R O U P E



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

La « **Consolidation de la Ligne du Prêt** » désigne l'opération visant à additionner, au terme de la Phase de Mobilisation, l'ensemble des Versements effectués et le cas échéant, les intérêts capitalisés liés aux Versements. Elle intervient à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le « **Contrat** » désigne le présent Contrat de Prêt avec ses annexes et ses éventuels avenants.

La « **Courbe de Taux de Swap Euribor** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap Euribor. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask »), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Courbe de Taux de Swap Inflation** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap inflation. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask ») à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] ; qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Date de Début de la Phase d'Amortissement** » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

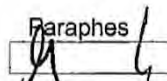
Les « **Dates d'Echéances** » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La « **Date d'Effet** » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » a (ont) été remplie(s).

La « **Date Limite de Mobilisation** » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

La « **Durée de la Ligne du Prêt** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

Paraphes


Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr 5/23

G R O U P E



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

La « **Durée de la Phase de Préfinancement** » est la durée comprise entre le premier jour du mois suivant la prise d'effet du Contrat et la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt.

La « **Durée totale du Prêt** » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt** » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Garantie** » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « **Garantie publique** » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« **Index** » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« **Index Livret A** » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas de disparition ou de non-publication de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « **Jour ouvré** » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La « **Ligne du Prêt** » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des versements effectués pendant la Phase de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le « **Livret A** » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

La « **Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant à l'issue de la Phase de Mobilisation, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « **Règlement des Echéances** », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

La « **Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement** » désigne la période débutant 10 jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant à la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

La « **Phase de Préfinancement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la période comprise entre le premier jour du mois suivant la Date d'Effet et sa Date Limite de Mobilisation.

Le « **Prêt** » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « **Prêt** ».

Le « **Prêt Locatif à Usage Social** » (**PLUS**) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, à la construction et à l'amélioration de logements locatifs à usage social.

Le « **Prêt Locatif Aidé d'Intégration** » (**PLAI**) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, la construction et l'aménagement de logements locatifs très sociaux.

La « **Révision** » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « **Double Révisibilité** » (**DR**) signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel ainsi que le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index.

Le « **Taux de Swap EURIBOR** » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index EURIBOR constaté. Les Taux de Swap EURIBOR sont publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux swap « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le « **Taux de Swap Inflation** » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un Contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap (l'indice d'inflation est identique à celui servant de référence aux OATI, tel que publié sur les pages de l'Agence France Trésor). Les Taux de Swaps Inflation sont publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap zéro coupon « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas) à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :

- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index l'Inflation ;
- sur une combinaison de la Courbe de Taux de Swap Euribor et de la Courbe de Taux de Swap Inflation, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr 7/23

GROUPE



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le « **Versement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et ses annexes devront être retournés dûment complétés, paraphés et signés au Prêteur.

Le contrat prendra effet à la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du **05/12/2017** le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est donc subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** » ;
- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** », ne soit survenu ou susceptible de survenir ;
- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;
- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article « **Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt** » ;
- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :
 - Garantie(s) conforme(s)

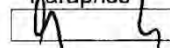
A défaut de réalisation des conditions précitées au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur ne sera pas tenu de verser les fonds de chaque Ligne du Prêt et pourra considérer le Contrat comme nul et non avenu.

PR0090-PR0090-V2.2 page 8/23
Contrat de prêt n° 63555 Emprunteur n° 000230174

Caisse des dépôts et consignations

PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes



JARRY CEDEX -
8/23



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article « **Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt** », à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent, l'échéancier de Versements est négocié entre l'Emprunteur et le Prêteur. Il correspond au rythme prévisionnel des paiements à effectuer par l'Emprunteur pour la réalisation de ou des opérations financées par le Prêt.

Pour chaque Ligne du Prêt, si le total des Versements portés sur l'échéancier est inférieur au montant maximum des Lignes du Prêts indiqué à l'Article « **Caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt** », ce montant sera réduit d'office à hauteur des sommes effectivement versées à la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt.

Les échéanciers de Versements sont établis par l'Emprunteur sachant que, d'une part, le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet, et, d'autre part, le dernier Versement doit impérativement intervenir deux mois avant la première Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

En cas de retard dans le déroulement du chantier, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être adressée par l'Emprunteur au Prêteur, par lettre ou via le site internet de ce dernier, au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur chaque échéancier de Versements.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr 9/23

G R O U P E



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PLAI	PLAI foncier	PLUS	PLUS foncier
Enveloppe	-	-	-	-
Identifiant de la Ligne du Prêt	5196222	5196223	5196224	5196225
Montant de la Ligne du Prêt	1 082 853 €	375 290 €	1 536 081 €	551 776 €
Commission d'instruction	0 €	0 €	0 €	0 €
Durée de la période	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Taux de période	0,55 %	0,55 %	1,35 %	1,35 %
TEG de la Ligne du Prêt	0,55 %	0,55 %	1,35 %	1,35 %
Phase de préfinancement				
Durée du préfinancement	24 mois	24 mois	24 mois	24 mois
Taux d'intérêt du préfinancement	0,55 %	0,55 %	1,35 %	1,35 %
Règlement des intérêts de préfinancement	Capitalisation	Capitalisation	Capitalisation	Capitalisation
Phase d'amortissement				
Durée	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans
Index	Livret A	Livret A	Livret A	Livret A
Marge fixe sur index	- 0,2 %	- 0,2 %	0,6 %	0,6 %
Taux d'intérêt	0,55 %	0,55 %	1,35 %	1,35 %
Périodicité	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Profil d'amortissement	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle
Modalité de capitalisation	DR	DR	DR	DR
Taux de progressivité des échéances	0 %	0 %	0 %	0 %
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent	Equivalent	Equivalent
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360	30 / 360	30 / 360

* Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'index de la Ligne du Prêt.

PR0050-PR0068 V2.2.2, page 10/23
Contrat de prêt n° 65655 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX - 10/23
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

G R O U P E



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

L'Emprunteur a la faculté, pendant la Phase de Préfinancement et au plus tard deux mois avant la plus proche des deux dates entre la nouvelle date de fin de Phase de Préfinancement et la date initiale, de solliciter l'accord du Prêteur pour l'allongement ou la réduction de la Durée de la Phase de Préfinancement mentionnée ci-dessus.

Si cette nouvelle Durée de la Phase de Préfinancement s'inscrit dans la période de 3 à 24 mois indiquée dans l'acte de garantie, alors cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant.

Par ailleurs, la modification de la Durée de la Phase de Préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article « **Commissions** ».

L'Emprunteur reconnaît que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt, que :

- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;
- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.

Et, l'Emprunteur reconnaît avoir procédé personnellement à toutes les estimations qu'il jugeait nécessaires à l'appréciation du coût total de chaque Ligne du Prêt.


Les frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « **Garantie** ».

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Paraphes



Caisse des dépôts et consignations

PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE - BP 2495

Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20

antilles-guyane@caissedesdepots.fr

- BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086

JARRY CEDEX -

11/23

GROUPE



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

PHASE DE PRÉFINANCEMENT

Le montant des intérêts de la Phase de Préfinancement, est calculé en fonction, d'une part, du montant et des dates de Versements et, d'autre part, des taux d'intérêt successivement en vigueur pendant cette période.

Le taux d'intérêt de la Phase de Préfinancement (IP) indiqué à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et actualisé comme indiqué ci-dessus, est révisé à chaque variation de l'Index dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (IP') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : $IP' = IP + DT$

où DT désigne la différence positive ou négative constatée entre la dernière valeur actualisée de l'Index et celui en vigueur à la Date d'Effet du Contrat.

PHASE D'AMORTISSEMENT

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisibilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, en fonction d'un coefficient (R) dans les conditions ci-après définies :

- Le coefficient de Révision (R) est déterminé par la formule : $R = 1 + DT/(1+I)$

où DT désigne la différence positive ou négative constatée entre le taux de l'Index en vigueur à la date de la Révision et celui en vigueur à la Date d'Effet du Contrat.

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : $I' = R(1+I) - 1$

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : $P' = R(1+P) - 1$
Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif, le cas échéant il sera ramené à 0 %.

PR0090-PR0098 V2.2.2 page 12/23
Contrat de prêt n° 66365 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

12/23

G R O U P E



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t) \text{ "base de calcul" } - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Si la Durée de la Phase de Préfinancement est inférieure à 12 mois, l'Emprunteur paie, dans les conditions définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et à la date d'exigibilité indiquée dans la mise en recouvrement adressée par le Prêteur, le montant des intérêts courus sur les Versements effectués pendant cette phase, arrêtés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le capital de la Ligne du Prêt, dont les caractéristiques financières sont précisées à l'Article précité, est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur pendant la Phase de Préfinancement.

En outre, si la Durée de la Phase de Préfinancement est supérieure ou égale à 12 mois, l'Emprunteur a également la faculté d'opter pour le paiement des intérêts courus sur les Versements effectués pendant la Phase de Préfinancement et ce dans les conditions mentionnées ci-dessus. Cependant, il peut choisir la capitalisation desdits intérêts et ainsi consolider la Ligne du Prêt selon les caractéristiques financières précisées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ». Dans ce cas le capital de la Ligne du Prêt est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur et des intérêts courus sur ces Versements durant cette phase.

Si le choix de l'Emprunteur s'est porté sur la capitalisation des intérêts, ce dernier a la possibilité de solliciter du Prêteur la modification de cette modalité de règlement des intérêts de préfinancement afin de les payer en fin de Phase de Préfinancement.

Aussi, l'Emprunteur devra faire part au Prêteur de sa volonté de modifier ladite modalité de paiement, au plus tard deux mois avant la fin de la Date de Début de la Phase d'Amortissement. Dès lors que la nouvelle modalité de paiement de ces intérêts est prévue dans l'acte de garantie, cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant. Par ailleurs, la modification de la modalité de règlement des Intérêts de préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article « **Commissions** ».

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de chaque échéance seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

PR0090-PR0068 V2.2.2 page 13/23
Contrat de prêt n° 65365 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

13/23

G R O U P E



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « amortissement déduit (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et « **Détermination des Taux** ».

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation signée par l'Emprunteur à cet effet.

Les sommes dues par les Emprunteurs ayant l'obligation d'utiliser le réseau des comptes publics font l'objet d'un prélèvement selon la procédure du débit d'office. Elles sont acquittées auprès du Caissier Général de la Caisse des Dépôts à Paris.

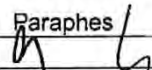
Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement au Caissier Général au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS

Le présent Prêt n'est soumis à la perception d'aucune commission d'instruction.

L'Emprunteur sera redevable pour chaque Ligne du Prêt, en cas de modification de la Durée de la Phase de Préfinancement définie à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et/ou de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement définie à l'Article « **Calcul et Paiement des Intérêts** », d'une commission de réaménagement de cent euros (100 €) par Ligne du Prêt réaménagée.

Ladite commission sera prélevée par le Prêteur après réception de la lettre valant avenant formalisant la ou les modifications et après prise en compte de la ou des nouvelles caractéristiques financières.

Paraphes


Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr 14/23



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

DÉCLARATIONS DE L'EMPRUNTEUR :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;
- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;
- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;
- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;
- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;
- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;
- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;
- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;
- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;
- qu'il a été informé que le Prêteur pourra céder et/ou transférer tout ou partie de ses droits et obligations sans que son accord ne soit préalablement requis.

ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;
- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;
- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;
- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de Garantie sur le foncier et les immeubles financés, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception de celles qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « **Garanties** » du Contrat ;
- justifier du titre définitif conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis ;

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations

PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086

Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20

antilles-guyane@caissedesdepots.fr

JARRY CEDEX -
15/23

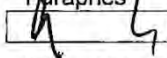


www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;
- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;
- informer préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :
 - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
 - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
 - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;
- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;
- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;
- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « **Objet du Prêt** », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;
- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;
- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déferer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;
- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;
- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** » ;

Paraphes



Caisse des dépôts et consignations

PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

16/23

GROUPE



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC

DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

- Informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout événement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;
- Informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;
- à ne pas céder ou transférer tout ou partie de ses droits ou obligations au titre du présent Contrat sans l'autorisation expresse du Prêteur.
- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;
- transmettre au Prêteur le formulaire CERFA justifiant de la demande de perception du Crédit d'Impôt d'Outre-Mer (CIDOM) déposée auprès de la Direction Générale des Finances Publiques. Ainsi qu'à rembourser par anticipation les montants au prorata de chaque Ligne du Prêt et au fur et à mesure des perceptions dudit crédit d'impôt. Ces remboursements anticipés obligatoires ne donneront lieu à la facturation d'aucune indemnité ou pénalité conformément et dans la limite des dispositions prévues à l'Article « Remboursements Anticipés et leurs Conditions Financières ».

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE	40,00
Collectivités locales	COMMUNE DE FORT-DE-FRANCE	60,00

Les Garants du Prêt s'engagent, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en son lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

Les engagements de ces derniers sont réputés conjoints, de telle sorte que la Garantie de chaque Garant est due pour la totalité du Prêt à hauteur de sa quote-part expressément fixée aux termes de l'acte portant Garantie au Prêt.

GROUPE



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.

Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.

Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « **Calcul et Paiement des Intérêts** ».

Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.

L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son remplacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

En Phase de Préfinancement l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, pour chaque Ligne du Prêt, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels dès le premier Versement et pendant toute la Durée de la Phase de Préfinancement. Ces derniers sont pris en compte dès la Date de Début de la Phase d'Amortissement si le Versement effectif des fonds est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette date.

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette échéance.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « **Notifications** », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr 18/23

G R O U P E



www.groupecalssedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursement anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Les remboursements anticipés volontaires effectués en cours de Phase de Préfinancement donnent lieu à perception d'une indemnité égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires en cours de Phase d'Amortissement.

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraîneront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;
- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;
- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;
- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;
- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat ;

PRO030-PR0063 V2.2.2, page 19/23
Contrat de prêt n° 68365 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Baraphes

19/23

GROUPE



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** », ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :

- dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
- la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur, dans toute la mesure permise par la loi, d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

17.2.2 Deuxième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;
- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;
- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;
- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;
- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur, dans toute la mesure permise par la loi, d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire



L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;
- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

PROJ00-PR0068 V2.2.2, page 20/23
Contrat de prêt n° 58365 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes
 
20/23

G R O U P E



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;
- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1154 du Code civil.

ARTICLE 19 NON RENONCIATION

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

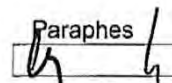
L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et, le cas échéant, à l'Article « **Commissions** ».

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Ligne du Prêt) peuvent être effectuées soit par courriel soit par télécopie signée par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou télécopie l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

PR0090-PR0088 V2.2.2 page 21/23
Contrat de prêt n° 98585 Emprunteur n° 000230174

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

21/23

GROUPE



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera porté devant les juridictions civiles parisiennes.

GROUPE



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Fait en autant d'originaux que de signataires,

Le, 08 Dec. 2017

Pour l'Emprunteur,

Civilité : M

Nom / Prénom : I

Qualité : Directeur Général

Dûment habilité(e) aux présentes

Cachet et Signature :



Le, 6 Septembre 2017

Pour la Caisse des Dépôts,

Civilité : N.

Nom / Prénom : I

Qualité : Directeur Territorial

Dûment habilité(e) aux présentes

Cachet et Signature :

Directeur territorial



www.groupecaissedepots.fr

Tableau d'Amortissement En Euros

Edité le : 05/09/2017

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

DIRECTION REGIONALE ANTILLES-GUYANE



Emprunteur : 0230474 - S.I.M.A.R
N° du Contrat de Prêt : 68365 / N° de la Ligne du Prêt : 5196222
Opération : Construction
Produit : PLAI

Capital prêté : 1 082 853 €
Taux actuariel théorique : 0,55 %
Taux effectif global : 0,55 %
Intérêts de Préfinancement : 11 944,14 €
Taux de Préfinancement : 0,55 %

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	05/09/2020	0,55	30 565,82	24 544,44	6 021,38	0,00	1 070 252,70	0,00
2	05/09/2021	0,55	30 565,82	24 679,43	5 886,39	0,00	1 045 573,27	0,00
3	05/09/2022	0,55	30 565,82	24 815,17	5 750,65	0,00	1 020 758,10	0,00
4	05/09/2023	0,55	30 565,82	24 951,65	5 614,17	0,00	995 806,45	0,00
5	05/09/2024	0,55	30 565,82	25 088,88	5 476,94	0,00	970 717,57	0,00
6	05/09/2025	0,55	30 565,82	25 226,87	5 338,95	0,00	945 490,70	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif. Le tableau d'amortissement mentionnant les dates d'échéances définitives sera adressé à l'Emprunteur après réception de l'échéancier de versements.

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX - Tél : 05 90 21 18 88 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr



www.groupecaisdesdepots.fr

Tableau d'Amortissement En Euros

Edité le : 05/09/2017

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE
DIRECTION REGIONALE ANTILLES-GUYANE

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
7	05/09/2026	0,55	30 565,82	25 365,62	5 200,20	0,00	920 125,08	0,00
8	05/09/2027	0,55	30 565,82	25 505,13	5 060,69	0,00	894 619,95	0,00
9	05/09/2028	0,55	30 565,82	25 645,41	4 920,41	0,00	868 974,54	0,00
10	05/09/2029	0,55	30 565,82	25 786,46	4 779,36	0,00	843 188,08	0,00
11	05/09/2030	0,55	30 565,82	25 928,29	4 637,53	0,00	817 259,79	0,00
12	05/09/2031	0,55	30 565,82	26 070,89	4 494,93	0,00	791 188,90	0,00
13	05/09/2032	0,55	30 565,82	26 214,28	4 351,54	0,00	764 974,62	0,00
14	05/09/2033	0,55	30 565,82	26 358,46	4 207,36	0,00	738 616,16	0,00
15	05/09/2034	0,55	30 565,82	26 503,43	4 062,39	0,00	712 112,73	0,00
16	05/09/2035	0,55	30 565,82	26 649,20	3 916,62	0,00	685 463,53	0,00
17	05/09/2036	0,55	30 565,82	26 795,77	3 770,05	0,00	658 667,76	0,00
18	05/09/2037	0,55	30 565,82	26 943,15	3 622,67	0,00	631 724,61	0,00
19	05/09/2038	0,55	30 565,82	27 091,33	3 474,49	0,00	604 633,28	0,00
20	05/09/2039	0,55	30 565,82	27 240,34	3 325,48	0,00	577 392,94	0,00
21	05/09/2040	0,55	30 565,82	27 390,16	3 175,66	0,00	550 002,78	0,00
22	05/09/2041	0,55	30 565,82	27 540,80	3 025,02	0,00	522 461,98	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif. Le tableau d'amortissement mentionnant les dates d'échéances définitives sera adressé à l'Emprunteur après réception de l'échéancier de versements.

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX - Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

GRUPE



www.groupecaisdesdepots.fr

Tableau d'Amortissement En Euros

Edité le : 05/09/2017

ÉTABLISSEMENT PUBLIC

DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

DIRECTION REGIONALE ANTILLES-GUYANE

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
23	05/09/2042	0,55	30 565,82	27 692,28	2 873,54	0,00	494 769,70	0,00
24	05/09/2043	0,55	30 565,82	27 844,59	2 721,23	0,00	466 925,11	0,00
25	05/09/2044	0,55	30 565,82	27 997,73	2 568,09	0,00	438 927,38	0,00
26	05/09/2045	0,55	30 565,82	28 151,72	2 414,10	0,00	410 775,66	0,00
27	05/09/2046	0,55	30 565,82	28 306,55	2 259,27	0,00	382 469,11	0,00
28	05/09/2047	0,55	30 565,82	28 462,24	2 103,58	0,00	354 006,87	0,00
29	05/09/2048	0,55	30 565,82	28 618,78	1 947,04	0,00	325 388,09	0,00
30	05/09/2049	0,55	30 565,82	28 776,19	1 789,63	0,00	296 611,90	0,00
31	05/09/2050	0,55	30 565,82	28 934,45	1 631,37	0,00	267 677,45	0,00
32	05/09/2051	0,55	30 565,82	29 093,59	1 472,23	0,00	238 583,86	0,00
33	05/09/2052	0,55	30 565,82	29 253,61	1 312,21	0,00	209 330,25	0,00
34	05/09/2053	0,55	30 565,82	29 414,50	1 151,32	0,00	179 915,75	0,00
35	05/09/2054	0,55	30 565,82	29 576,28	989,54	0,00	150 339,47	0,00
36	05/09/2055	0,55	30 565,82	29 738,95	826,87	0,00	120 600,52	0,00
37	05/09/2056	0,55	30 565,82	29 902,52	663,30	0,00	90 698,00	0,00
38	05/09/2057	0,55	30 565,82	30 066,98	498,84	0,00	60 631,02	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif. Le tableau d'amortissement mentionnant les dates d'échéances définitives sera adressé à l'Emprunteur après réception de l'échéancier de versements.

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX - Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

PR033-PR032 V2.0.0
Chiffre Contractuel n° 06365 Emprunteur n° 00030474



www.groupecaissedepots.fr

Tableau d'Amortissement En Euros

Edité le : 05/09/2017

ÉTABLISSEMENT PUBLIC

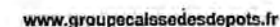
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

DIRECTION REGIONALE ANTILLES-GUYANE

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
39	05/09/2058	0,55	30 565,82	30 232,35	333,47	0,00	30 398,67	0,00
40	05/09/2059	0,55	30 565,86	30 398,67	167,19	0,00	0,00	0,00
Total			1 222 632,84	1 094 797,14	127 835,70	0,00		

A titre indicatif, la valeur de l'index en vigueur lors de l'émission du présent TA est de 0,75 % (Livret A)

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif. Le tableau d'amortissement mentionnant les dates d'échéances définitives sera adressé à l'Emprunteur après réception de l'échéancier de versements.



Edité le : 05/09/2017

Capital prêté : 375 290 €
Taux actuariel théorique : 0,55 %
Taux effectif global : 0,55 %
Intérêts de Préfinancement : 4 139,54 €
Taux de Préfinancement : 0,55 %

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	05/09/2020	0,55	8 700,50	6 613,64	2 086,86	0,00	372 815,90	0,00
2	05/09/2021	0,55	8 700,50	6 650,01	2 050,49	0,00	366 165,89	0,00
3	05/09/2022	0,55	8 700,50	6 686,59	2 013,91	0,00	359 479,30	0,00
4	05/09/2023	0,55	8 700,50	6 723,36	1 977,14	0,00	352 755,94	0,00
5	05/09/2024	0,55	8 700,50	6 760,34	1 940,16	0,00	345 995,60	0,00
6	05/09/2025	0,55	8 700,50	6 797,52	1 902,98	0,00	339 198,08	0,00
7	05/09/2026	0,55	8 700,50	6 834,91	1 865,59	0,00	332 363,17	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif. Le tableau d'amortissement mentionnant les dates d'échéances définitives sera adressé à l'Emprunteur après réception de l'échéancier de versements.

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX - Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

GRUPE



www.groupecaissedepots.fr

Tableau d'Amortissement En Euros

Edité le : 05/09/2017

ÉTABLISSEMENT PUBLIC

DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

DIRECTION REGIONALE ANTILLES-GUYANE

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital du après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
8	05/09/2027	0,55	8 700,50	6 872,50	1 828,00	0,00	325 490,67	0,00
9	05/09/2028	0,55	8 700,50	6 910,30	1 790,20	0,00	318 580,37	0,00
10	05/09/2029	0,55	8 700,50	6 948,31	1 752,19	0,00	311 632,06	0,00
11	05/09/2030	0,55	8 700,50	6 986,52	1 713,98	0,00	304 645,54	0,00
12	05/09/2031	0,55	8 700,50	7 024,95	1 675,55	0,00	297 620,59	0,00
13	05/09/2032	0,55	8 700,50	7 063,59	1 636,91	0,00	290 557,00	0,00
14	05/09/2033	0,55	8 700,50	7 102,44	1 598,06	0,00	283 454,56	0,00
15	05/09/2034	0,55	8 700,50	7 141,50	1 559,00	0,00	276 313,06	0,00
16	05/09/2035	0,55	8 700,50	7 180,78	1 519,72	0,00	269 132,28	0,00
17	05/09/2036	0,55	8 700,50	7 220,27	1 480,23	0,00	261 912,01	0,00
18	05/09/2037	0,55	8 700,50	7 259,98	1 440,52	0,00	254 652,03	0,00
19	05/09/2038	0,55	8 700,50	7 299,91	1 400,59	0,00	247 352,12	0,00
20	05/09/2039	0,55	8 700,50	7 340,06	1 360,44	0,00	240 012,06	0,00
21	05/09/2040	0,55	8 700,50	7 380,43	1 320,07	0,00	232 631,63	0,00
22	05/09/2041	0,55	8 700,50	7 421,03	1 279,47	0,00	225 210,60	0,00
23	05/09/2042	0,55	8 700,50	7 461,84	1 238,66	0,00	217 748,76	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif. Le tableau d'amortissement mentionnant les dates d'échéances définitives sera adressé à l'Emprunteur après réception de l'échéancier de versements.

PR0030-FR0002 V2.00
Offre Contractuelle n° 83085 Emprunteur n° 002030474

Caisse des dépôts et consignations

PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX - Tél : 05 90 21 18 88 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr



www.groupecaissedepots.fr

Tableau d'Amortissement En Euros

Edité le : 05/09/2017

ÉTABLISSEMENT PUBLIC

DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

DIRECTION REGIONALE ANTILLES-GUYANE

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
24	05/09/2043	0,55	8 700,50	7 502,88	1 197,62	0,00	210 245,88	0,00
25	05/09/2044	0,55	8 700,50	7 544,15	1 156,35	0,00	202 701,73	0,00
26	05/09/2045	0,55	8 700,50	7 585,64	1 114,86	0,00	195 116,09	0,00
27	05/09/2046	0,55	8 700,50	7 627,36	1 073,14	0,00	187 488,73	0,00
28	05/09/2047	0,55	8 700,50	7 669,31	1 031,19	0,00	179 819,42	0,00
29	05/09/2048	0,55	8 700,50	7 711,49	989,01	0,00	172 107,93	0,00
30	05/09/2049	0,55	8 700,50	7 753,91	946,59	0,00	164 354,02	0,00
31	05/09/2050	0,55	8 700,50	7 796,55	903,95	0,00	156 557,47	0,00
32	05/09/2051	0,55	8 700,50	7 839,43	861,07	0,00	148 718,04	0,00
33	05/09/2052	0,55	8 700,50	7 882,55	817,95	0,00	140 835,49	0,00
34	05/09/2053	0,55	8 700,50	7 925,90	774,60	0,00	132 909,59	0,00
35	05/09/2054	0,55	8 700,50	7 969,50	731,00	0,00	124 940,09	0,00
36	05/09/2055	0,55	8 700,50	8 013,33	687,17	0,00	116 926,76	0,00
37	05/09/2056	0,55	8 700,50	8 057,40	643,10	0,00	108 869,36	0,00
38	05/09/2057	0,55	8 700,50	8 101,72	598,78	0,00	100 767,64	0,00
39	05/09/2058	0,55	8 700,50	8 146,28	554,22	0,00	92 621,36	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif. Le tableau d'amortissement mentionnant les dates d'échéances définitives sera adressé à l'Emprunteur après réception de l'échéancier de versements.

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX - Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

PR0630-FR0002 V2.00
Offre Contractuelle n° 60368 Emprunteur n° 000230474



www.groupecaisdesdepots.fr

Tableau d'Amortissement En Euros

Edité le : 05/09/2017

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

DIRECTION REGIONALE ANTILLES-GUYANE

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
40	05/09/2059	0,55	8 700,50	8 191,08	509,42	0,00	84 430,28	0,00
41	05/09/2060	0,55	8 700,50	8 236,13	464,37	0,00	76 194,15	0,00
42	05/09/2061	0,55	8 700,50	8 281,43	419,07	0,00	67 912,72	0,00
43	05/09/2062	0,55	8 700,50	8 326,98	373,52	0,00	59 585,74	0,00
44	05/09/2063	0,55	8 700,50	8 372,78	327,72	0,00	51 212,96	0,00
45	05/09/2064	0,55	8 700,50	8 418,83	281,67	0,00	42 794,13	0,00
46	05/09/2065	0,55	8 700,50	8 465,13	235,37	0,00	34 329,00	0,00
47	05/09/2066	0,55	8 700,50	8 511,69	188,81	0,00	25 817,31	0,00
48	05/09/2067	0,55	8 700,50	8 558,50	142,00	0,00	17 258,81	0,00
49	05/09/2068	0,55	8 700,50	8 605,58	94,92	0,00	8 653,23	0,00
50	05/09/2069	0,55	8 700,82	8 653,23	47,59	0,00	0,00	0,00
Total			435 025,32	379 429,54	55 595,78	0,00		

A titre indicatif, la valeur de l'index en vigueur lors de l'émission du présent TA est de 0,75 % (Livret A)

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif. Le tableau d'amortissement mentionnant les dates d'échéances définitives sera adressé à l'Emprunteur après réception de l'échéancier de versements.

FR0259-PR0082 V2.0.0
Cf. Contrat n° 63065 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX - Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

GROUPE



www.groupecaissedepots.fr

Tableau d'Amortissement En Euros

Edité le : 05/09/2017

ÉTABLISSEMENT PUBLIC

DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

DIRECTION REGIONALE ANTILLES-GUYANE

Emprunteur : 0230474 - S.I.M.A.R
N° du Contrat de Prêt : 68365 / N° de la Ligne du Prêt : 5196224
Opération : Construction
Produit : PLUS

Capital prêté : 1 536 081 €
Taux actuariel théorique : 1,35 %
Taux effectif global : 1,35 %
Intérêts de Préfinancement : 41 754,14 €
Taux de Préfinancement : 1,35 %

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	05/09/2020	1,35	51 309,52	30 008,75	21 300,77	0,00	1 547 826,39	0,00
2	05/09/2021	1,35	51 309,52	30 413,86	20 895,66	0,00	1 517 412,53	0,00
3	05/09/2022	1,35	51 309,52	30 824,45	20 485,07	0,00	1 486 588,08	0,00
4	05/09/2023	1,35	51 309,52	31 240,58	20 068,94	0,00	1 455 347,50	0,00
5	05/09/2024	1,35	51 309,52	31 662,33	19 647,19	0,00	1 423 685,17	0,00
6	05/09/2025	1,35	51 309,52	32 089,77	19 219,75	0,00	1 391 595,40	0,00
7	05/09/2026	1,35	51 309,52	32 522,98	18 786,54	0,00	1 359 072,42	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif. Le tableau d'amortissement mentionnant les dates d'échéances définitives sera adressé à l'Emprunteur après réception de l'échéancier de versements.

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX - Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr



www.groupecaissedepots.fr

Tableau d'Amortissement En Euros

Edité le : 05/09/2017

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

DIRECTION REGIONALE ANTILLES-GUYANE

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
8	05/09/2027	1,35	51 309,52	32 962,04	18 347,48	0,00	1 326 110,38	0,00
9	05/09/2028	1,35	51 309,52	33 407,03	17 902,49	0,00	1 292 703,35	0,00
10	05/09/2029	1,35	51 309,52	33 858,02	17 451,50	0,00	1 258 845,33	0,00
11	05/09/2030	1,35	51 309,52	34 315,11	16 994,41	0,00	1 224 530,22	0,00
12	05/09/2031	1,35	51 309,52	34 778,36	16 531,16	0,00	1 189 751,86	0,00
13	05/09/2032	1,35	51 309,52	35 247,87	16 061,65	0,00	1 154 503,99	0,00
14	05/09/2033	1,35	51 309,52	35 723,72	15 585,80	0,00	1 118 780,27	0,00
15	05/09/2034	1,35	51 309,52	36 205,99	15 103,53	0,00	1 082 574,28	0,00
16	05/09/2035	1,35	51 309,52	36 694,77	14 614,75	0,00	1 045 879,51	0,00
17	05/09/2036	1,35	51 309,52	37 190,15	14 119,37	0,00	1 008 689,36	0,00
18	05/09/2037	1,35	51 309,52	37 692,21	13 617,31	0,00	970 997,15	0,00
19	05/09/2038	1,35	51 309,52	38 201,06	13 108,46	0,00	932 796,09	0,00
20	05/09/2039	1,35	51 309,52	38 716,77	12 592,75	0,00	894 079,32	0,00
21	05/09/2040	1,35	51 309,52	39 239,45	12 070,07	0,00	854 839,87	0,00
22	05/09/2041	1,35	51 309,52	39 769,18	11 540,34	0,00	815 070,69	0,00
23	05/09/2042	1,35	51 309,52	40 306,07	11 003,45	0,00	774 764,62	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif. Le tableau d'amortissement mentionnant les dates d'échéances définitives sera adressé à l'Emprunteur après réception de l'échéancier de versements.

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX - Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

GROUPE



www.groupecaisdesdepots.fr

Tableau d'Amortissement En Euros

Edité le : 05/09/2017

ÉTABLISSEMENT PUBLIC

DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

DIRECTION REGIONALE ANTILLES-GUYANE

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
24	05/09/2043	1,35	51 309,52	40 850,20	10 459,32	0,00	733 914,42	0,00
25	05/09/2044	1,35	51 309,52	41 401,68	9 907,84	0,00	692 512,74	0,00
26	05/09/2045	1,35	51 309,52	41 960,60	9 348,92	0,00	650 552,14	0,00
27	05/09/2046	1,35	51 309,52	42 527,07	8 782,45	0,00	608 025,07	0,00
28	05/09/2047	1,35	51 309,52	43 101,18	8 208,34	0,00	564 923,89	0,00
29	05/09/2048	1,35	51 309,52	43 683,05	7 626,47	0,00	521 240,84	0,00
30	05/09/2049	1,35	51 309,52	44 272,77	7 036,75	0,00	476 968,07	0,00
31	05/09/2050	1,35	51 309,52	44 870,45	6 439,07	0,00	432 097,62	0,00
32	05/09/2051	1,35	51 309,52	45 476,20	5 833,32	0,00	386 621,42	0,00
33	05/09/2052	1,35	51 309,52	46 090,13	5 219,39	0,00	340 531,29	0,00
34	05/09/2053	1,35	51 309,52	46 712,35	4 597,17	0,00	293 818,94	0,00
35	05/09/2054	1,35	51 309,52	47 342,96	3 966,56	0,00	246 475,98	0,00
36	05/09/2055	1,35	51 309,52	47 982,09	3 327,43	0,00	198 493,89	0,00
37	05/09/2056	1,35	51 309,52	48 629,85	2 679,67	0,00	149 864,04	0,00
38	05/09/2057	1,35	51 309,52	49 286,36	2 023,16	0,00	100 577,68	0,00
39	05/09/2058	1,35	51 309,52	49 951,72	1 357,80	0,00	50 625,96	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif. Le tableau d'amortissement mentionnant les dates d'échéances définitives sera adressé à l'Emprunteur après réception de l'échéancier de versements.

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX - Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

FR00034PR0032 V2.00
Offre Contradictoire n° 8898 Emprunteur n° 000230474



www.groupecaisdesdepots.fr

Tableau d'Amortissement En Euros

Edité le : 05/09/2017

ÉTABLISSEMENT PUBLIC

DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

DIRECTION REGIONALE ANTILLES-GUYANE

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
40	05/09/2059	1,35	51 309,41	50 625,96	683,45	0,00	0,00	0,00
Total			2 052 380,69	1 577 835,14	474 545,55	0,00		

A titre indicatif, la valeur de l'index en vigueur lors de l'émission du présent TA est de 0,75 % (Livret A)

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif. Le tableau d'amortissement mentionnant les dates d'échéances définitives sera adressé à l'Emprunteur après réception de l'échéancier de versements.

GROUPE



ÉTABLISSEMENT PUBLIC

DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

DIRECTION REGIONALE ANTILLES-GUYANE

www.groupecaissedesdepots.fr

Tableau d'Amortissement En Euros

Edité le : 05/09/2017

Emprunteur : 0230474 - S.I.M.A.R
N° du Contrat de Prêt : 68365 / N° de la Ligne du Prêt : 5196225
Opération : Construction
Produit : PLUS foncier

Capital prêté : 551 776 €
Taux actuariel théorique : 1,35 %
Taux effectif global : 1,35 %
Intérêts de Préfinancement : 14 998,51 €
Taux de Préfinancement : 1,35 %

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	05/09/2020	1,35	15 661,91	8 010,45	7 651,46	0,00	558 764,06	0,00
2	05/09/2021	1,35	15 661,91	8 118,60	7 543,31	0,00	550 645,46	0,00
3	05/09/2022	1,35	15 661,91	8 228,20	7 433,71	0,00	542 417,26	0,00
4	05/09/2023	1,35	15 661,91	8 339,28	7 322,63	0,00	534 077,98	0,00
5	05/09/2024	1,35	15 661,91	8 451,86	7 210,05	0,00	525 626,12	0,00
6	05/09/2025	1,35	15 661,91	8 565,96	7 095,95	0,00	517 060,16	0,00
7	05/09/2026	1,35	15 661,91	8 681,60	6 980,31	0,00	508 378,56	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif. Le tableau d'amortissement mentionnant les dates d'échéances définitives sera adressé à l'Emprunteur après réception de l'échéancier de versements.

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX - Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

PROLOG-PROLOG V2.0.0
Cf. Contrat n° 68365 Emprunteur n° 0230474



www.groupecaissedesdepots.fr

Tableau d'Amortissement En Euros

Edité le : 05/09/2017

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

DIRECTION RÉGIONALE ANTILLES-GUYANE

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
8	05/09/2027	1,35	15 661,91	8 798,80	6 863,11	0,00	499 579,76	0,00
9	05/09/2028	1,35	15 661,91	8 917,58	6 744,33	0,00	490 662,18	0,00
10	05/09/2029	1,35	15 661,91	9 037,97	6 623,94	0,00	481 624,21	0,00
11	05/09/2030	1,35	15 661,91	9 159,98	6 501,93	0,00	472 464,23	0,00
12	05/09/2031	1,35	15 661,91	9 283,64	6 378,27	0,00	463 180,59	0,00
13	05/09/2032	1,35	15 661,91	9 408,97	6 252,94	0,00	453 771,62	0,00
14	05/09/2033	1,35	15 661,91	9 535,99	6 126,92	0,00	444 235,63	0,00
15	05/09/2034	1,35	15 661,91	9 664,73	5 997,18	0,00	434 570,90	0,00
16	05/09/2035	1,35	15 661,91	9 795,20	5 866,71	0,00	424 775,70	0,00
17	05/09/2036	1,35	15 661,91	9 927,44	5 734,47	0,00	414 848,26	0,00
18	05/09/2037	1,35	15 661,91	10 061,46	5 600,45	0,00	404 786,80	0,00
19	05/09/2038	1,35	15 661,91	10 197,29	5 464,62	0,00	394 589,51	0,00
20	05/09/2039	1,35	15 661,91	10 334,95	5 326,96	0,00	384 254,56	0,00
21	05/09/2040	1,35	15 661,91	10 474,47	5 187,44	0,00	373 780,09	0,00
22	05/09/2041	1,35	15 661,91	10 615,88	5 046,03	0,00	363 164,21	0,00
23	05/09/2042	1,35	15 661,91	10 759,19	4 902,72	0,00	352 405,02	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif. Le tableau d'amortissement mentionnant les dates d'échéances définitives sera adressé à l'Emprunteur après réception de l'échéancier de versements.

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX - Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

GRUPE



www.groupecaissedepots.fr

Tableau d'Amortissement En Euros

Edité le : 05/09/2017

ÉTABLISSEMENT PUBLIC

DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

DIRECTION REGIONALE ANTILLES-GUYANE

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
24	05/09/2043	1,35	15 661,91	10 904,44	4 757,47	0,00	341 500,58	0,00
25	05/09/2044	1,35	15 661,91	11 051,85	4 610,26	0,00	330 448,93	0,00
26	05/09/2045	1,35	15 661,91	11 200,85	4 461,06	0,00	319 248,08	0,00
27	05/09/2046	1,35	15 661,91	11 352,06	4 309,85	0,00	307 896,02	0,00
28	05/09/2047	1,35	15 661,91	11 505,31	4 156,60	0,00	296 390,71	0,00
29	05/09/2048	1,35	15 661,91	11 660,64	4 001,27	0,00	284 730,07	0,00
30	05/09/2049	1,35	15 661,91	11 818,05	3 843,86	0,00	272 912,02	0,00
31	05/09/2050	1,35	15 661,91	11 977,60	3 684,31	0,00	260 934,42	0,00
32	05/09/2051	1,35	15 661,91	12 139,30	3 522,61	0,00	248 795,12	0,00
33	05/09/2052	1,35	15 661,91	12 303,18	3 358,73	0,00	236 491,94	0,00
34	05/09/2053	1,35	15 661,91	12 469,27	3 192,64	0,00	224 022,67	0,00
35	05/09/2054	1,35	15 661,91	12 637,60	3 024,31	0,00	211 385,07	0,00
36	05/09/2055	1,35	15 661,91	12 808,21	2 853,70	0,00	198 576,86	0,00
37	05/09/2056	1,35	15 661,91	12 981,12	2 680,79	0,00	185 595,74	0,00
38	05/09/2057	1,35	15 661,91	13 156,37	2 505,54	0,00	172 439,37	0,00
39	05/09/2058	1,35	15 661,91	13 333,98	2 327,93	0,00	159 105,39	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif. Le tableau d'amortissement mentionnant les dates d'échéances définitives sera adressé à l'Emprunteur après réception de l'échéancier de versements.

Caisse des dépôts et consignations

PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX - Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

PR0105-PR0082 V2.0.0
Date Contractuelle n° 05365 Emprunteur n° 000230473

GROUPE



www.groupecalssedesdepots.fr

Tableau d'Amortissement En Euros

Edité le : 05/09/2017

ÉTABLISSEMENT PUBLIC

DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

DIRECTION REGIONALE ANTILLES-GUYANE

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
40	05/09/2059	1,35	15 661,91	13 513,99	2 147,92	0,00	145 591,40	0,00
41	05/09/2060	1,35	15 661,91	13 696,43	1 965,48	0,00	131 894,97	0,00
42	05/09/2061	1,35	15 661,91	13 881,33	1 780,58	0,00	118 013,64	0,00
43	05/09/2062	1,35	15 661,91	14 068,73	1 593,18	0,00	103 944,91	0,00
44	05/09/2063	1,35	15 661,91	14 258,65	1 403,26	0,00	89 686,26	0,00
45	05/09/2064	1,35	15 661,91	14 451,15	1 210,76	0,00	75 235,11	0,00
46	05/09/2065	1,35	15 661,91	14 646,24	1 015,67	0,00	60 588,87	0,00
47	05/09/2066	1,35	15 661,91	14 843,96	817,95	0,00	45 744,91	0,00
48	05/09/2067	1,35	15 661,91	15 044,35	617,56	0,00	30 700,56	0,00
49	05/09/2068	1,35	15 661,91	15 247,45	414,46	0,00	15 453,11	0,00
50	05/09/2069	1,35	15 661,73	15 453,11	208,62	0,00	0,00	0,00
Total			783 095,32	566 774,51	216 320,81	0,00		

A titre indicatif, la valeur de l'index en vigueur lors de l'émission du présent TA est de 0,75 % (Livret A)

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif. Le tableau d'amortissement mentionnant les dates d'échéances définitives sera adressé à l'Emprunteur après réception de l'échéancier de versements.

PR0393-PR0092 V2.0.0
Offre Contractuelle n° 03008 Emprunteur n° 00232474

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX - Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

ANNEXE 2 À LA DÉLIBÉRATION N°17-502-1

REPUBLIQUE FRANCAISE
LIBERTE – EGALITE – FRATERNITE



CONVENTION DE GARANTIE D'EMPRUNT

ENTRE

La Collectivité Territoriale de Martinique, représentée par M. Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de la Collectivité Territoriale de Martinique, dûment habilité à cet effet par délibération de la Collectivité Territoriale de Martinique n° 15-0003 du 18 décembre 2015,

ci-après dénommé « La CTM »

ET

La Société Immobilière de la Martinique représentée par M..... dûment habilité à cet effet par délibération du conseil d'administration de la SIMAR en date du

ci-après dénommée « l'emprunteur », bénéficiaire de la garantie d'emprunt,

Vu la délibération n° 17- du 2017 , par laquelle la CTM a décidé de garantir vis-à-vis du prêteur, Caisse des Dépôts et Consignations, 40 % d'un emprunt d'un montant total en capital de 3 546 000,00 € plus les intérêts, constitué de 4 lignes de prêt, remboursable en 40 années pour deux d'entre eux et 50 années pour les deux autres, que l'emprunteur envisage de contracter, au taux qui sera en vigueur au jour de la signature du contrat, pour financer la construction de 54 logements sociaux (28 LLS et 26 LLTS) au quartier Godissard sur le territoire de la ville de Fort de France.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT

ARTICLE 1 - OBJET

La CTM accorde sa garantie à l'emprunteur à hauteur de 40 %, pour le remboursement d'un emprunt qu'il doit souscrire auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour un montant total de TROIS MILLIONS CINQ CENT QUARANTE SIX MILLE EUROS (3 546 000 €) destiné à la construction de 54 logements sociaux, au quartier Godissard, sur le territoire de la ville de Fort de France.

Les conditions de taux et de durée de remboursement sont celles qui figurent dans le contrat de prêt et qui sont conformes à la délibération de la CTM n° 17- du 2017 :

Ligne du prêt	PLAI (PRÊT LOCATIF AIDE D'INTEGRATION)	PLAI Foncier (PRÊT LOCATIF AIDE D'INTEGRATION)	PLUS (PRÊT LOCATIF A USAGE SOCIAL)	PLUS Foncier (PRÊT LOCATIF A USAGE SOCIAL)
Montant	1 082 853,00 €	375 290,00 €	1 536 081,00 €	551 776,00 €
Durée de la phase de préfinancement	24 mois	24 mois	24 mois	24 mois
Durée de la phase d'amortissement	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans
Périodicité des échéances	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Index	Livret A	Livret A	Livret A	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux du Livret A -0,2%	Taux du Livret A -0,2%	Taux du Livret A + 0,6%	Taux du Livret A + 0,6%
Profil d'amortissement	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)
Modalité de révision	Double Révisabilité (DR)	Double Révisabilité (DR)	Double Révisabilité (DR)	Double Révisabilité (DR)
Taux de progressivité des échéances	0%	0%	0%	0%

ARTICLE 2 - MISE EN JEU DE LA GARANTIE

Au cas où l'emprunteur se trouverait dans l'impossibilité de s'acquitter de tout ou partie des sommes dues aux échéances convenues, il s'engage à prévenir la CTM au moins deux mois à l'avance et à lui demander de les rembourser en son lieu et place. Cette mesure d'information doit permettre à la CTM de se substituer immédiatement à l'emprunteur défaillant et d'éviter ainsi l'application d'intérêts moratoires.

L'emprunteur devra fournir à l'appui de cette information, toutes justifications nécessaires.

La CTM règlera le montant des annuités impayées à leur échéance en son lieu et place, dans la limite de la garantie ci-dessus définie.

ARTICLE 3 - MODIFICATION DES CARACTERISTIQUES DE L'EMPRUNT

La CTM devra être informée par l'emprunteur de tout changement dans les caractéristiques et les modalités de remboursement du prêt (remboursement anticipé total ou partiel, modification de taux ou de durée). La modification des conditions de prêt fera l'objet d'un avenant au contrat de prêt comportant en annexe le nouveau tableau d'amortissement et devra être soumise à l'autorisation expresse de la CTM par voie de délibération de l'Assemblée de Martinique.

ARTICLE 4 - REMBOURSEMENT DES AVANCES

Les paiements qui auront été effectués par la CTM en lieu et place de l'emprunteur, auront le caractère d'avances remboursables.

Les avances remboursables ne produiront pas d'intérêts, en vue de maintenir l'équilibre financier initial de l'opération, de même que le niveau des loyers afférents.

ARTICLE 5 – CONTROLES ET SUIVI

5.1. L'emprunteur devra fournir chaque année à la CTM au plus tard le 15 juillet, les pièces suivantes (cf. articles L.3313-1 et L.2313-1 du CGCT) :

- * les comptes annuels certifiés: les comptes de résultat, les bilans, les annexes de l'exercice écoulé de la société,
- * Le rapport d'activités de la société.

5.2. L'emprunteur devra par ailleurs communiquer à la CTM un état d'avancement semestriel des travaux relatifs aux opérations de construction bénéficiant de la garantie de la CTM, mentionnant la date estimative, actualisée, d'achèvement des travaux.

La livraison définitive des opérations bénéficiant de la garantie de la CTM devra être systématiquement notifiée à la collectivité territoriale.

ARTICLE 6 - TRANSFERT DE PROPRIETE

En cas de changement de statut ou de tout autre événement ayant entraîné un transfert de gestion de l'emprunteur vers un autre organisme, celui-ci s'engage à fournir à la CTM les éléments mentionnés à l'article 5 de la présente convention, ainsi qu'à honorer tout autre engagement pris par l'emprunteur et relatif aux garanties d'emprunt accordées par la CTM.

ARTICLE 7 - DUREE

La présente convention entrera en vigueur dès la signature du contrat de prêt qui devra comporter, en annexe, le tableau d'amortissement.

La signature du contrat de prêt, interviendra dans un délai maximum de 24 mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la délibération de la CTM accordant sa garantie. Faute de respecter ce délai, l'emprunteur devra saisir la CTM d'une nouvelle demande de garantie.

La présente convention s'appliquera jusqu'à apurement complet des sommes dues tant au prêteur qu'à la CTM.

ARTICLE 8 - REGLEMENT DES LITIGES

En cas de difficultés liées à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de régler leur différend à l'amiable. A défaut, le litige sera soumis au tribunal administratif de Fort de France.

La signature de la présente convention précèdera la participation de la CTM aux contrats de prêt en qualité de garant.

Fait en trois exemplaires, à _____, le _____

Pour l'emprunteur,

Pour la CTM,



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171220-17-503-1-DE
Date de télétransmission : 29/01/2018
Date de réception préfecture : 29/01/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-503-1

PORTANT GARANTIE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE À LA SOCIÉTÉ D'HLM OZANAM À HAUTEUR DE 50 % D'UN EMPRUNT D'UN MONTANT TOTAL DE 167 054 €, DESTINÉ À LA CONSTRUCTION DE 2 LOGEMENTS SOCIAUX (LLTS) RUES LUBIN ET COUTURIER AU FRANCOIS

L'An deux mille dix-sept, le vingt décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Christiane BAURAS, Joachim BOUQUETY (procuration à Eugène LARCHER), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Fred LORDINOT (procuration à Kora BERNABE), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Lucien RANGON), Charles-André MENCE (procuration à Félix CATHERINE), Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE (procuration à Lucien ADENET), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Sandra VALENTIN), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Jean-Philippe NILOR), Louise TELLE (procuration à Georges CLEON).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu l'article 2298 du code civil ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la demande formulée par la Société d'HLM OZANAM et tendant à solliciter la garantie partielle d'un emprunt d'un montant de 167 054 €, pour la construction de 2 logements locatifs très sociaux (LLTS) rues Lubin et Couturier sur le territoire de la ville du François ;

Vu le contrat de prêt N°68519 en annexe signé entre la Société d'HLM OZANAM et la Caisse des Dépôts et Consignations ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par M. Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;

Vu l'avis émis par la commission logement et habitat le 7 décembre 2017;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité, le 12 décembre 2017;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : La Collectivité Territoriale de Martinique accorde sa garantie pour le remboursement de la somme de quatre vingt trois mille cinq cent vingt sept euros (83 527,00 €) représentant 50% d'un emprunt d'un montant total de 167 054 €, souscrit par la Société d'HLM OZANAM auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n° 68519 destiné à la construction de 2 logements locatifs très sociaux (LLTS) rues Lubin et Couturier sur le territoire de la ville du François.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

ARTICLE 2 : La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de la Collectivité Territoriale de Martinique est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

ARTICLE 3 : La Collectivité Territoriale de Martinique s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE

Annexe 1 à la délibération N°17-503-1

GROUPE



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

CONTRAT DE PRÊT

N° 68519

Entre

SOCIETE ANONYME D'HABITATION A LOYER MODERE OZANAM - n° 000205749

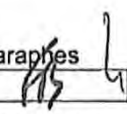
Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

PR0069-PR0069 V2.2.2 page 1/23
Contrat de prêt n° 68519 Emprunteur n° 000205749

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes



1/23

G R O U P E



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

CONTRAT DE PRÊT

Entre

SOCIÉTÉ ANONYME D'HABITATION A LOYER MODÈRE OZANAM, SIREN n°: 303149983,
sis(e) ROUTE DE LA POINTE DE JAHAM BP 7220 97274 SCHOELCHER CEDEX,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « **SOCIÉTÉ ANONYME D'HABITATION A LOYER MODÈRE OZANAM** » ou « **l'Emprunteur** »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « **la Caisse des Dépôts** », « **la CDC** » ou « **le Prêteur** »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « **les Parties** » ou « **la Partie** »

Paraphes

GROUPE



www.groupecaisseadesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.4
ARTICLE 2	PRÊT	P.4
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.4
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.4
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.4
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.7
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.8
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.8
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.11
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.13
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.14
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.14
ARTICLE 14	COMMISSIONS	P.14
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.15
ARTICLE 16	GARANTIES	P.17
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.18
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.21
ARTICLE 19	NON RENONCIATION	P.21
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.21
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS	P.21
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.22

ANNEXE 1	ÉCHÉANCIER DE VERSEMENTS
ANNEXE 2	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE

LES ANNEXES SONT UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT

PR0090-PROCES V2.2.2 page 3/23
Contrat de prêt n° 66619 Emprunteur n° 000205749

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

3/23

G R O U P E



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération Rue Couturier, Parc social public, Construction de 2 logements situés Angle des rues Lubin et Couturier 97240 FRANCOIS.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de cent-soixante-sept mille cinquante-quatre euros (167 054,00 euros) constitué de 1 Ligne du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article « **Objet du Prêt** » et selon l'affectation suivante :

- PLAI, d'un montant de cent-soixante-sept mille cinquante-quatre euros (167 054,00 euros) ;

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG), figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », est donné en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature nécessaires à l'octroi du Prêt.

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

La « **Consolidation de la Ligne du Prêt** » désigne l'opération visant à additionner, au terme de la Phase de Mobilisation, l'ensemble des Versements effectués et le cas échéant, les intérêts capitalisés liés aux Versements. Elle intervient à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le « **Contrat** » désigne le présent Contrat de Prêt avec ses annexes et ses éventuels avenants.

PR0090-PR0068 V2.2.2, page 4/23
Contrat de prêt n° 68519 Emprunteur n° 000205749

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphés

4/23

GROUPE



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

La « **Courbe de Taux de Swap Euribor** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap Euribor. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask »), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Courbe de Taux de Swap Inflation** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap inflation. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask ») à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Date de Début de la Phase d'Amortissement** » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « **Dates d'Echéances** » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La « **Date d'Effet** » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » a (ont) été remplie(s).

La « **Date Limite de Mobilisation** » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

La « **Durée de la Ligne du Prêt** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée de la Phase de Préfinancement** » est la durée comprise entre le premier jour du mois suivant la prise d'effet du Contrat et la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt.

La « **Durée totale du Prêt** » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt** » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Garantie** » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

G R O U P E



www.groupecalssedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

La « **Garantie publique** » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L' « **Index** » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L' « **Index Livret A** » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas de disparition ou de non-publication de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « **Jour ouvré** » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La « **Ligne du Prêt** » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des versements effectués pendant la Phase de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le « **Livret A** » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

La « **Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant à l'issue de la Phase de Mobilisation, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « **Règlement des Echéances** », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La « **Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement** » désigne la période débutant 10 jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant à la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

La « **Phase de Préfinancement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la période comprise entre le premier jour du mois suivant la Date d'Effet et sa Date Limite de Mobilisation.

Le « **Prêt** » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « **Prêt** ».

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations

PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20

antilles-guyane@caissedesdepots.fr

G R O U P E



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Le « **Prêt Locatif Aidé d'Intégration** » (**PLAI**) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, la construction et l'aménagement de logements locatifs très sociaux.

La « **Révision** » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « **Double Révisibilité** » (**DR**) signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel ainsi que le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index.

Le « **Taux de Swap EURIBOR** » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe In fine qui sera échangé contre l'Index EURIBOR constaté. Les Taux de Swap EURIBOR sont publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux swap « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le « **Taux de Swap Inflation** » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un Contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap (l'indice d'inflation est identique à celui servant de référence aux OATI, tel que publié sur les pages de l'Agence France Trésor). Les Taux de Swaps Inflation sont publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap zéro coupon « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas) à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :

- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index l'Inflation ;
- sur une combinaison de la Courbe de Taux de Swap Euribor et de la Courbe de Taux de Swap Inflation, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le « **Versement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et ses annexes devront être retournés dûment complétés, paraphés et signés au Prêteur.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations

PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

7/23

G R O U P E



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Le contrat prendra effet à la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du 08/12/2017 le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est donc subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article « Déclarations et Engagements de l'Emprunteur » ;
- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article « Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières », ne soit survenu ou susceptible de survenir ;
- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'Impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;
- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article « Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt » ;
- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :
 - Garantie(s) conforme(s)

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur ne sera pas tenu de verser les fonds de chaque Ligne du Prêt et pourra considérer le Contrat comme nul et non avenu.

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article « Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt », à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent, l'échéancier de Versements est négocié entre l'Emprunteur et le Prêteur. Il correspond au rythme prévisionnel des paiements à effectuer par l'Emprunteur pour la réalisation de ou des opérations financées par le Prêt.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr 8/23

G R O U P E



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Pour chaque Ligne du Prêt, si le total des Versements portés sur l'échéancier est inférieur au montant maximum des Lignes du Prêts indiqué à l'Article « **Caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt** », ce montant sera réduit d'office à hauteur des sommes effectivement versées à la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt.

Les échéanciers de Versements sont établis par l'Emprunteur sachant que, d'une part, le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet, et, d'autre part, le dernier Versement doit impérativement intervenir deux mois avant la première Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

En cas de retard dans le déroulement du chantier, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être adressée par l'Emprunteur au Prêteur, par lettre ou via le site internet de ce dernier, au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur chaque échéancier de Versements.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

PR0390-PR0398 V2.2.2 Page 9/23
Contrat de prêt n° 68519 Emprunteur n° 000205749

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr 9/23

Paraphes

GROUPE



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PLAI			
Enveloppe	-			
Identifiant de la Ligne du Prêt	5190351			
Montant de la Ligne du Prêt	167 054 €			
Commission d'instruction	0 €			
Durée de la période	Annuelle			
Taux de période	0,55 %			
TEG de la Ligne du Prêt	0,55 %			
Phase de préfinancement				
Durée du préfinancement	24 mois			
Taux d'intérêt du préfinancement	0,55 %			
Règlement des intérêts de préfinancement	Capitalisation			
Phase d'amortissement				
Durée	40 ans			
Index	Livret A			
Marge fixe sur Index	- 0,2 %			
Taux d'intérêt ¹	0,55 %			
Périodicité	Annuelle			
Profil d'amortissement	Amortissement déduit (intérêts différés)			
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle			
Modalité de révision	DR			
Taux de progressivité des échéances	0 %			
Mode de calcul des intérêts	Equivalent			
Base de calcul des intérêts	30 / 360			

¹ Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'Index de la Ligne du Prêt.

PRO090-PRO068 V2.2.2 page 10/23
Contrat de prêt n° 68519 Emprunteur n° 000205749

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

10/23



ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr 11/23

Paraphes

G R O U P E



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

PHASE DE PRÉFINANCEMENT

Le montant des intérêts de la Phase de Préfinancement, est calculé en fonction, d'une part, du montant et des dates de Versements et, d'autre part, des taux d'intérêt successivement en vigueur pendant cette période.

Le taux d'intérêt de la Phase de Préfinancement (IP) indiqué à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et actualisé comme indiqué ci-dessus, est révisé à chaque variation de l'Index dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (IP') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : $IP' = IP + DT$

où DT désigne la différence positive ou négative constatée entre la dernière valeur actualisée de l'Index et celui en vigueur à la Date d'Effet du Contrat.

PHASE D'AMORTISSEMENT

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisibilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, en fonction d'un coefficient (R) dans les conditions ci-après définies :

- Le coefficient de Révision (R) est déterminé par la formule : $R = 1 + DT/(1+I)$

où DT désigne la différence positive ou négative constatée entre le taux de l'Index en vigueur à la date de la Révision et celui en vigueur à la Date d'Effet du Contrat.

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : $I' = R(1+I) - 1$

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : $P' = R(1+P) - 1$

Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif, le cas échéant il sera ramené à 0 %.

PRO090-PR0068 V2.2.2 page 12/23
Contrat de prêt n° 68519 Emprunteur n° 000205749

Caisse des dépôts et consignations

PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE - BP 2495

Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20

antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

JARRY CEDEX -
12/23

G R O U P E



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

■ Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t) \text{ "base de calcul" } - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Si la Durée de la Phase de Préfinancement est inférieure à 12 mois, l'Emprunteur paie, dans les conditions définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et à la date d'exigibilité indiquée dans la mise en recouvrement adressée par le Prêteur, le montant des intérêts courus sur les Versements effectués pendant cette phase, arrêtés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le capital de la Ligne du Prêt, dont les caractéristiques financières sont précisées à l'Article précité, est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur pendant la Phase de Préfinancement.

En outre, si la Durée de la Phase de Préfinancement est supérieure ou égale à 12 mois, l'Emprunteur a également la faculté d'opter pour le paiement des intérêts courus sur les Versements effectués pendant la Phase de Préfinancement et ce dans les conditions mentionnées ci-dessus. Cependant, il peut choisir la capitalisation desdits intérêts et ainsi consolider la Ligne du Prêt selon les caractéristiques financières précisées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ». Dans ce cas le capital de la Ligne du Prêt est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur et des intérêts courus sur ces Versements durant cette phase.

Si le choix de l'Emprunteur s'est porté sur la capitalisation des intérêts, ce dernier a la possibilité de solliciter du Prêteur la modification de cette modalité de règlement des intérêts de préfinancement afin de les payer en fin de Phase de Préfinancement.

Aussi, l'Emprunteur devra faire part au Prêteur de sa volonté de modifier ladite modalité de paiement, au plus tard deux mois avant la fin de la Date de Début de la Phase d'Amortissement. Dès lors que la nouvelle modalité de paiement de ces intérêts est prévue dans l'acte de garantie, cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant. Par ailleurs, la modification de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article « **Commissions** ».

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de chaque échéance seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

PS0000-PS0068 V2.2, page 13/23
Contrat de prêt n° 68519 Emprunteur n° 000205749

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

JARRY CEDEX -
13/23

G R O U P E



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « amortissement déduit (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et « **Détermination des Taux** ».

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation signée par l'Emprunteur à cet effet.

Les sommes dues par les Emprunteurs ayant l'obligation d'utiliser le réseau des comptables publics font l'objet d'un prélèvement selon la procédure du débit d'office. Elles sont acquittées auprès du Caissier Général de la Caisse des Dépôts à Paris.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement au Caissier Général au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS

Le présent Prêt n'est soumis à la perception d'aucune commission d'instruction.

L'Emprunteur sera redevable pour chaque Ligne du Prêt, en cas de modification de la Durée de la Phase de Préfinancement définie à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et/ou de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement définie à l'Article « **Calcul et Paiement des intérêts** », d'une commission de réaménagement de cent euros (100 €) par Ligne du Prêt réaménagée.

Ladite commission sera prélevée par le Prêteur après réception de la lettre valant avenant formalisant la ou les modifications et après prise en compte de la ou des nouvelles caractéristiques financières.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

JARRY CEDEX -
14/23

G R O U P E



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

DÉCLARATIONS DE L'EMPRUNTEUR :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;
- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;
- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;
- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;
- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;
- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;
- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;
- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;
- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;
- qu'il a été informé que le Prêteur pourra céder et/ou transférer tout ou partie de ses droits et obligations sans que son accord ne soit préalablement requis.

ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;
- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;
- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;
- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de Garantie sur le foncier et les immeubles financés, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception de celles qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « **Garanties** » du Contrat ;
- justifier du titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis ;

Paraphes

PR039-PR038 V2.2.2 page 15/23
Contrat de prêt n° 000205749

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr 15/23

G R O U P E



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;
- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;
- Informer préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :
 - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
 - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
 - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;
- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;
- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;
- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « **Objet du Prêt** », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;
- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;
- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;
- Informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déferer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;
- Informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;
- Informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;
- Informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** » ;

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations

PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

G R O U P E



www.groupacaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout évènement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;
- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;
- à ne pas céder ou transférer tout ou partie de ses droits ou obligations au titre du présent Contrat sans l'autorisation expresse du Prêteur.
- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;
- transmettre au Prêteur le formulaire CERFA justifiant de la demande de perception du Crédit d'Impôt d'Outre-Mer (CIDOM) déposée auprès de la Direction Générale des Finances Publiques. Ainsi qu'à rembourser par anticipation les montants au prorata de chaque Ligne du Prêt et au fur et à mesure des perceptions dudit crédit d'impôt. Ces remboursements anticipés obligatoires ne donneront lieu à la facturation d'aucune indemnité ou pénalité conformément et dans la limite des dispositions prévues à l'Article « Remboursements Anticipés et leurs Conditions Financières ».

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE	50,00
Collectivités locales	COMMUNE DU FRANCOIS	50,00

Les Garants du Prêt s'engagent, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en son lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

Les engagements de ces derniers sont réputés conjoints, de telle sorte que la Garantie de chaque Garant est due pour la totalité du Prêt à hauteur de sa quote-part expressément fixée aux termes de l'acte portant Garantie au Prêt.

PR0090-PR0068 V2.2.2 page 17/23
Contrat de prêt n° 68519 Emprunteur n° 000205749

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

17/23

GROUPE



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.

Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.

Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « Calcul et Paiement des Intérêts ».

Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.

L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son remplacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

En Phase de Préfinancement l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, pour chaque Ligne du Prêt, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels dès le premier Versement et pendant toute la Durée de la Phase de Préfinancement. Ces derniers sont pris en compte dès la Date de Début de la Phase d'Amortissement si le Versement effectif des fonds est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette date.

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette échéance.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « **Notifications** », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations

PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

18/23

G R O U P E



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursement anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Les remboursements anticipés volontaires effectués en cours de Phase de Préfinancement donnent lieu à perception d'une indemnité égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires en cours de Phase d'Amortissement.

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraîneront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;
- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;
- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;
- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;
- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat ;

PS0090-PR0088 V2.2.2, page 19/23
Contrat de prêt n° 68519 Emprunteur n° 000205749

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

19/23

G R O U P E



www.groupecalssedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** », ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :

- dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
- la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur, dans toute la mesure permise par la loi, d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

17.2.2 Deuxième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;
- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;
- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;
- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;
- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur, dans toute la mesure permise par la loi, d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;
- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

PRO090-PRO068 V2.2.2 page 20/23
Contrat de prêt n° 66519 Emprunteur n° 00005749

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

20/23

G R O U P E



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;
- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1154 du Code civil.

ARTICLE 19 NON RENONCIATION

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et, le cas échéant, à l'Article « **Commissions** ».

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Ligne du Prêt) peuvent être effectuées soit par courriel soit par télécopie signée par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou télécopie l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

PR0050-PR0068 V2.2.2, page 21/23
Contrat de prêt n° 68519 Emprunteur n° 00005749

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

21/23

GROUPE



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera porté devant les juridictions civiles parisiennes.

Paraphes

GROUPE



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Fait en autant d'originaux que de signataires,

Le, 21 SEP. 2017

Pour l'Emprunteur,

Civilité : Monsieur

Nom / Prénom :

Qualité : Directeur Général

Dûment habilité(e) aux présentes

Le, 8 septembre 2017

Pour la Caisse des Dépôts,

Civilité : M.

Nom / Prénom :

Qualité : Directeur Territorial

Dûment habilité(e) aux présentes

Cachet et Signature :

OZANAM
Groupe Action Logement
BP 7220 - 97274 SCHÉLCHER CEDEX
Pointe de l'Anam - 97233 SCHÉLCHER
Tél : 0596 61 42 12 - Fax : 0596 61 50 37
Directeur Général

Cachet et Signature :

Directeur territorial

Paraphes

23/23

Annexe 2 à la délibération N°17-503-1

REPUBLIQUE FRANCAISE
LIBERTE – EGALITE – FRATERNITE



CONVENTION DE GARANTIE D'EMPRUNT

ENTRE

La Collectivité Territoriale de Martinique, représentée par M. Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de la Collectivité Territoriale de Martinique, dûment habilité à cet effet par délibération de la Collectivité Territoriale de Martinique n° 15-0003 du 18 décembre 2015,

ci-après dénommé « La CTM »

ET

La Société d'HLM OZANAM représentée par M..... dûment habilité à cet effet par délibération du conseil d'administration de la Société d'HLM OZANAM en date du

ci-après dénommée « l'emprunteur », bénéficiaire de la garantie d'emprunt,

Vu la délibération n° du 2017 , par laquelle la CTM a décidé de garantir vis-à-vis du prêteur, Caisse des Dépôts et Consignations, 50 % d'un emprunt d'un montant total en capital de 167 054,00 € plus les intérêts, remboursable en 40 années que l'emprunteur envisage de contracter, au taux qui sera en vigueur au jour de la signature du contrat, pour financer les travaux de construction de 2 LLTS rues Lubin et Couturier sur le territoire de la ville du François.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIV

ARTICLE 1 - OBJET

La CTM accorde sa garantie à l'emprunteur à hauteur de 50 %, pour le remboursement d'un emprunt qu'il doit souscrire auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour un montant total de CENT SOIXANTE SEPT MILLE CINQUANTE QUATRE EUROS (167 054,00 €) destiné aux travaux de construction de 2 LLTS rues Lubin et Couturier, sur le territoire de la ville du François.

Les conditions de taux et de durée de remboursement sont celles qui figurent dans le contrat de prêt et qui sont conformes à la délibération de la CTM n° :

Ligne du prêt :	PLAI (PRET LOCATIF AIDE INTEGRATION)
Montant :	167 054 €
- Durée de la phase de préfinancement :	24 mois
- Durée de la phase d'amortissement :	40 ans
Périodicité des échéances :	Annuelle
Index :	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel :	Taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 0,20%.
Profil d'amortissement :	Amortissement déduit avec intérêts différés
Modalité de révision :	« Double révisabilité » (DR)
Taux de progressivité des échéances :	0 %

ARTICLE 2 - MISE EN JEU DE LA GARANTIE

Au cas où l'emprunteur se trouverait dans l'impossibilité de s'acquitter de tout ou partie des sommes dues aux échéances convenues, il s'engage à prévenir la CTM au moins deux mois à l'avance et à lui demander de les rembourser en son lieu et place. Cette mesure d'information doit permettre à la CTM de se substituer immédiatement à l'emprunteur défaillant et d'éviter ainsi l'application d'intérêts moratoires.

L'emprunteur devra fournir à l'appui de cette information, toutes justifications nécessaires.
La CTM règlera le montant des annuités impayées à leur échéance en son lieu et place, dans la limite de la garantie ci-dessus définie.

ARTICLE 3 - MODIFICATION DES CARACTERISTIQUES DE L'EMPRUNT

La CTM devra être informée par l'emprunteur de tout changement dans les caractéristiques et les modalités de remboursement du prêt (remboursement anticipé total ou partiel, modification de taux ou de durée). La modification des conditions de prêt fera l'objet d'un avenant au contrat de prêt comportant en annexe le nouveau tableau d'amortissement et devra être soumise à l'autorisation expresse de la CTM par voie de délibération de l'Assemblée de Martinique.

ARTICLE 4 - REMBOURSEMENT DES AVANCES

Les paiements qui auront été effectués par la CTM en lieu et place de l'emprunteur, auront le caractère d'avances remboursables.

Les avances remboursables ne produiront pas d'intérêts, en vue de maintenir l'équilibre financier initial de l'opération, de même que le niveau des loyers afférents.

ARTICLE 5 – CONTROLES ET SUIVI

5.1. L'emprunteur devra fournir chaque année à la CTM au plus tard le 15 juillet, les pièces suivantes (cf. articles L.3313-1 et L.2313-1 du CGCT) :

- * les comptes annuels certifiés: les comptes de résultat, les bilans, les annexes de l'exercice écoulé de la société,
- * Le rapport d'activités de la société.

5.2. L'emprunteur devra par ailleurs communiquer à la CTM un état d'avancement semestriel des travaux relatifs aux opérations de construction bénéficiant de la garantie de la CTM, mentionnant la date estimative, actualisée, d'achèvement des travaux.

La livraison définitive des opérations bénéficiant de la garantie de la CTM devra être systématiquement notifiée à la collectivité territoriale.

ARTICLE 6 - TRANSFERT DE PROPRIETE

En cas de changement de statut ou de tout autre événement ayant entraîné un transfert de gestion de l'emprunteur vers un autre organisme, celui-ci s'engage à fournir à la CTM les éléments mentionnés à l'article 5 de la présente convention, ainsi qu'à honorer tout autre engagement pris par l'emprunteur et relatif aux garanties d'emprunt accordées par la CTM.

ARTICLE 7 - DUREE

La présente convention entrera en vigueur dès la signature du contrat de prêt qui devra comporter, en annexe, le tableau d'amortissement.

La signature du contrat de prêt, interviendra dans un délai maximum de 24 mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la délibération de la CTM accordant sa garantie. Faute de respecter ce délai, l'emprunteur devra saisir la CTM d'une nouvelle demande de garantie.

La présente convention s'appliquera jusqu'à apurement complet des sommes dues tant au prêteur qu'à la CTM.

ARTICLE 8 - REGLEMENT DES LITIGES

En cas de difficultés liées à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de régler leur différend à l'amiable. A défaut, le litige sera soumis au tribunal administratif de Fort de France.

La signature de la présente convention précèdera la participation de la CTM aux contrats de prêt en qualité de garant.

Fait en trois exemplaires, à , le

Pour l'emprunteur,

Pour la CTM,



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171220-17-504-1-DE
Date de télétransmission : 29/01/2018
Date de réception préfecture : 29/01/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-504-1

PORTANT GARANTIE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE À LA SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DE LA MARTINIQUE À HAUTEUR DE 50 % D'UN EMPRUNT D'UN MONTANT TOTAL DE 5 020 450 € POUR L'ACQUISITION EN VEFA DE 63 LOGEMENTS (36 LLS ET 27 LLTS) SITUÉS AU LIEUDIT CANARIS QUARTIER MORNE DES ESSES À SAINTE-MARIE

L'An deux mille dix-sept, le vingt décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Christiane BAURAS, Joachim BOUQUETY (procuration à Eugène LARCHER), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Fred LORDINOT (procuration à Kora BERNABE), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Lucien RANGON), Charles-André MENCE (procuration à Félix CATHERINE), Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE (procuration à Lucien ADENET), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Sandra VALENTIN), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Jean-Philippe NILOR), Louise TELLE (procuration à Georges CLEON).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration, notamment ses articles L2001 et suivants ;

Vu l'article 2298 du code civil ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la demande formulée par la Société Immobilière de la Martinique et tendant à solliciter la garantie partielle d'un emprunt d'un montant total de 5 020 450,00 €, pour l'acquisition en VEFA de 63 logements sociaux (36 LLS et 27 LLTS) au lieu dit Canaris, quartier Morne des Esses, ville de Sainte-Marie ;

Vu le contrat de prêt N°65577 en annexe signé entre la Société Immobilière de la Martinique et la Caisse des Dépôts et Consignations ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par M. Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX

Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84

Vu l'avis émis par la commission logement et habitat le 7 décembre 2017;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité, le 12 décembre 2017;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : La Collectivité Territoriale de Martinique accorde sa garantie pour le remboursement de la somme de deux millions cinq cent dix mille deux cent vingt cinq euros (2 510 225,00 €) représentant 50% d'un emprunt d'un montant de 5 020 450,00 € souscrit par la Société Immobilière de la Martinique auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n° 65577, destiné à l'acquisition en VEFA de 63 logements sociaux (36 LLS et 27 LLTS), au lieu dit Canaris, quartier Morne des Esses, sur le territoire de la ville de Sainte-Marie.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

ARTICLE 2 : La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de la Collectivité Territoriale de Martinique est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

ARTICLE 3 : La Collectivité Territoriale de Martinique s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique



Annexe 1 à la délibération N°17-504-1



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

CONTRAT DE PRET

N° 65577

Entre

SOCIETE IMMOBILIERE DE LA MARTINIQUE - n° 000230474

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

PR000-PR008 V2 1.2 page 1/23
Contrat de prêt n° 65577 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

JARRY CEDEX -
1/23



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

CONTRAT DE PRÊT

Entre

SOCIETE IMMOBILIERE DE LA MARTINIQUE, SIREN n°: 303188528, sis(e) PETIT PARADIS
BP 7214 97274 SCHOELCHER CEDEX,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « **SOCIETE IMMOBILIERE DE LA MARTINIQUE** » ou
« **l'Emprunteur** »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28
avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue
de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « **la Caisse des Dépôts** », « **la CDC** » ou « **le Prêteur** »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « **les Parties** » ou « **la Partie** »



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.4
ARTICLE 2	PRÊT	P.4
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.4
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.4
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.5
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.8
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.8
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.9
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.11
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.13
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.14
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.14
ARTICLE 14	COMMISSIONS	P.14
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.15
ARTICLE 16	GARANTIES	P.17
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.18
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.21
ARTICLE 19	NON RENONCIATION	P.21
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.21
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS	P.21
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.22
ANNEXE 1	ÉCHÉANCIER DE VERSEMENTS	
ANNEXE 2	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	

LES ANNEXES SONT UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

JARRY CEDEX
3/23



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération CANARIS, Parc social public, Acquisition en VEFA de 63 logements situés Morne des Esses 97230 SAINTE-MARIE.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de cinq millions vingt mille quatre-cent-cinquante euros (5 020 450,00 euros) constitué de 4 Lignes du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article « **Objet du Prêt** » et selon l'affectation suivante :

- PLAI, d'un montant d'un million deux-cent-quatre-vingt-six mille huit-cent-quatre-vingt-quatre euros (1 286 884,00 euros) ;
- PLAI foncier, d'un montant de cinq-cent-trente-quatre mille huit-cent-douze euros (534 812,00 euros) ;
- PLUS, d'un montant de deux millions deux-cent-cinquante-neuf mille six-cent-soixante-sept euros (2 259 667,00 euros) ;
- PLUS foncier, d'un montant de neuf-cent-trente-neuf mille quatre-vingt-sept euros (939 087,00 euros) ;

Le montant de chaque Ligne du Prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra pas y avoir de fongibilité entre chaque Ligne du Prêt.

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL


Le Taux Effectif Global (TEG), figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », est donné en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature nécessaires à l'octroi du Prêt.

PROJETS-PROJETS V2 1.2, page 4/23
Contrat de prêt n° 65577 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes


4/23



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

La « **Consolidation de la Ligne du Prêt** » désigne l'opération visant à additionner, au terme de la Phase de Mobilisation, l'ensemble des Versements effectués et le cas échéant, les intérêts capitalisés liés aux Versements. Elle intervient à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le « **Contrat** » désigne le présent Contrat de Prêt avec ses annexes et ses éventuels avenants.

La « **Courbe de Taux de Swap Euribor** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap Euribor. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask »), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Courbe de Taux de Swap Inflation** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap inflation. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask ») à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Date de Début de la Phase d'Amortissement** » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « **Dates d'Echéances** » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La « **Date d'Effet** » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » a (ont) été remplie(s).

La « **Date Limite de Mobilisation** » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

La « **Durée de la Ligne du Prêt** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

JARRY CEDEX -
5/23



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

La « **Durée de la Phase de Préfinancement** » est la durée comprise entre le premier jour du mois suivant la prise d'effet du Contrat et la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt.

La « **Durée totale du Prêt** » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt** » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Garantie** » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « **Garantie publique** » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« **Index** » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« **Index Livret A** » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas de disparition ou de non-publication de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « **Jour ouvré** » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La « **Ligne du Prêt** » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des versements effectués pendant la Phase de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le « **Livret A** » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

La « **Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant à l'issue de la Phase de Mobilisation, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « **Règlement des Echéances** », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations

PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -

Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20

dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

6/23



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

La « **Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement** » désigne la période débutant 10 jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant à la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

La « **Phase de Préfinancement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la période comprise entre le premier jour du mois suivant la Date d'Effet et sa Date Limite de Mobilisation.

Le « **Prêt** » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « **Prêt** ».

Le « **Prêt Locatif à Usage Social** » (**PLUS**) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, à la construction et à l'amélioration de logements locatifs à usage social.

Le « **Prêt Locatif Aidé d'Intégration** » (**PLAI**) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, la construction et l'aménagement de logements locatifs très sociaux.

La « **Révision** » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « **Double Révisibilité** » (**DR**) signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel ainsi que le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index.

Le « **Taux de Swap EURIBOR** » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index EURIBOR constaté. Les Taux de Swap EURIBOR sont publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux swap « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le « **Taux de Swap Inflation** » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un Contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap (l'indice d'inflation est identique à celui servant de référence aux OATi, tel que publié sur les pages de l'Agence France Trésor). Les Taux de Swaps Inflation sont publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap zéro coupon « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas) à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :

- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index l'Inflation ;
- sur une combinaison de la Courbe de Taux de Swap Euribor et de la Courbe de Taux de Swap Inflation, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations

PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

7/23



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le « **Versement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et ses annexes devront être retournés dûment complétés, paraphés et signés au Prêteur.

Le contrat prendra effet à la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du **14/09/2017** le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est donc subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** » ;
- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** », ne soit survenu ou susceptible de survenir ;
- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;
- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article « **Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt** » ;
- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :
 - Garantie(s) conforme(s)

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur ne sera pas tenu de verser les fonds de chaque Ligne du Prêt et pourra considérer le Contrat comme nul et non avenu.

Paraphes/

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article « **Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt** », à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent, l'échéancier de Versements est négocié entre l'Emprunteur et le Prêteur. Il correspond au rythme prévisionnel des paiements à effectuer par l'Emprunteur pour la réalisation de ou des opérations financées par le Prêt.

Pour chaque Ligne du Prêt, si le total des Versements portés sur l'échéancier est inférieur au montant maximum des Lignes du Prêts indiqué à l'Article « **Caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt** », ce montant sera réduit d'office à hauteur des sommes effectivement versées à la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt.

Les échéanciers de Versements sont établis par l'Emprunteur sachant que, d'une part, le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet, et, d'autre part, le dernier Versement doit impérativement intervenir deux mois avant la première Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

En cas de retard dans le déroulement du chantier, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être adressée par l'Emprunteur au Prêteur, par lettre ou via le site internet de ce dernier, au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur chaque échéancier de Versements.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

JARRY CEDEX -
9/23



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PLAI	PLAI foncier	PLUS	PLUS foncier
Enveloppe	-	-	-	-
Identifiant de la Ligne du Prêt	5161765	5161766	5161763	5161764
Montant de la Ligne du Prêt	1 286 884 €	534 812 €	2 259 667 €	939 087 €
Commission d'instruction	0 €	0 €	0 €	0 €
Durée de la période	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Taux de période	0,55 %	0,55 %	1,35 %	1,35 %
TEG de la Ligne du Prêt	0,55 %	0,55 %	1,35 %	1,35 %
Phase de préfinancement				
Durée du préfinancement	24 mois	24 mois	24 mois	24 mois
Taux d'intérêt du préfinancement	0,55 %	0,55 %	1,35 %	1,35 %
Règlement des intérêts de préfinancement	Capitalisation	Capitalisation	Capitalisation	Capitalisation
Phase d'amortissement				
Durée	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans
Index	Livret A	Livret A	Livret A	Livret A
Marge fixe sur index	- 0,2 %	- 0,2 %	0,6 %	0,6 %
Taux d'intérêt ¹	0,55 %	0,55 %	1,35 %	1,35 %
Périodicité	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Profil d'amortissement	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle
Modalité de révision	DR	DR	DR	DR
Taux de progressivité des échéances	0 %	0 %	0 %	0 %
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent	Equivalent	Equivalent
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360	30 / 360	30 / 360

¹ Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'index de la Ligne du Prêt

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

L'Emprunteur a la faculté, pendant la Phase de Préfinancement et au plus tard deux mois avant la plus proche des deux dates entre la nouvelle date de fin de Phase de Préfinancement et la date initiale, de solliciter l'accord du Prêteur pour l'allongement ou la réduction de la Durée de la Phase de Préfinancement mentionnée ci-dessus.

Si cette nouvelle Durée de la Phase de Préfinancement s'inscrit dans la période de 3 à 24 mois indiquée dans l'acte de garantie, alors cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant.

Par ailleurs, la modification de la Durée de la Phase de Préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article « **Commissions** ».

L'Emprunteur reconnaît que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt, que :

- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;
- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.

Et, l'Emprunteur reconnaît avoir procédé personnellement à toutes les estimations qu'il jugeait nécessaires à l'appréciation du coût total de chaque Ligne du Prêt.

Les frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « **Garantie** ».

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

PHASE DE PRÉFINANCEMENT

Le montant des intérêts de la Phase de Préfinancement, est calculé en fonction, d'une part, du montant et des dates de Versements et, d'autre part, des taux d'intérêt successivement en vigueur pendant cette période.

Le taux d'intérêt de la Phase de Préfinancement (IP) indiqué à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et actualisé comme indiqué ci-dessus, est révisé à chaque variation de l'Index dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (IP') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : $IP' = IP + DT$

où DT désigne la différence positive ou négative constatée entre la dernière valeur actualisée de l'Index et celui en vigueur à la Date d'Effet du Contrat.

PHASE D'AMORTISSEMENT

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisibilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, en fonction d'un coefficient (R) dans les conditions ci-après définies :

- Le coefficient de Révision (R) est déterminé par la formule : $R = 1 + DT/(1+I)$

où DT désigne la différence positive ou négative constatée entre le taux de l'Index en vigueur à la date de la Révision et celui en vigueur à la Date d'Effet du Contrat.

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : $I' = R(1+I) - 1$

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : $P' = R(1+P) - 1$
Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif, le cas échéant il sera ramené à 0 %.

PROCES-VERBAUX V2.1.2 page 12/23
Contrat de prêt n° 65577 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

12/23



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t) \text{ "base de calcul" } - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Si la Durée de la Phase de Préfinancement est inférieure à 12 mois, l'Emprunteur paie, dans les conditions définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et à la date d'exigibilité indiquée dans la mise en recouvrement adressée par le Prêteur, le montant des intérêts courus sur les Versements effectués pendant cette phase, arrêtés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.


Le capital de la Ligne du Prêt, dont les caractéristiques financières sont précisées à l'Article précité, est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur pendant la Phase de Préfinancement.

En outre, si la Durée de la Phase de Préfinancement est supérieure ou égale à 12 mois, l'Emprunteur a également la faculté d'opter pour le paiement des intérêts courus sur les Versements effectués pendant la Phase de Préfinancement et ce dans les conditions mentionnées ci-dessus. Cependant, il peut choisir la capitalisation desdits intérêts et ainsi consolider la Ligne du Prêt selon les caractéristiques financières précisées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ». Dans ce cas le capital de la Ligne du Prêt est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur et des intérêts courus sur ces Versements durant cette phase.

Si le choix de l'Emprunteur s'est porté sur la capitalisation des intérêts, ce dernier a la possibilité de solliciter du Prêteur la modification de cette modalité de règlement des intérêts de préfinancement afin de les payer en fin de Phase de Préfinancement.

Aussi, l'Emprunteur devra faire part au Prêteur de sa volonté de modifier ladite modalité de paiement, au plus tard deux mois avant la fin de la Date de Début de la Phase d'Amortissement. Dès lors que la nouvelle modalité de paiement de ces intérêts est prévue dans l'acte de garantie, cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant. Par ailleurs, la modification de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article « **Commissions** ».

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de chaque échéance seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Paraphes 

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr
13/23



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « amortissement déduit (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et « **Détermination des Taux** ».

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation signée par l'Emprunteur à cet effet.

Les sommes dues par les Emprunteurs ayant l'obligation d'utiliser le réseau des comptables publics font l'objet d'un prélèvement selon la procédure du débit d'office. Elles sont acquittées auprès du Caissier Général de la Caisse des Dépôts à Paris.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement au Caissier Général au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS

Le présent Prêt n'est soumis à la perception d'aucune commission d'instruction.

L'Emprunteur sera redevable pour chaque Ligne du Prêt, en cas de modification de la Durée de la Phase de Préfinancement définie à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et/ou de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement définie à l'Article « **Calcul et Paiement des intérêts** », d'une commission de réaménagement de cent euros (100 €) par Ligne du Prêt réaménagée.

Ladite commission sera prélevée par le Prêteur après réception de la lettre valant avenant formalisant la ou les modifications et après prise en compte de la ou des nouvelles caractéristiques financières.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

DÉCLARATIONS DE L'EMPRUNTEUR :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;
- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;
- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;
- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;
- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;
- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;
- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;
- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;
- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;
- qu'il a été informé que le Prêteur pourra céder et/ou transférer tout ou partie de ses droits et obligations sans que son accord ne soit préalablement requis.

ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;
- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;
- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;
- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de Garantie sur le foncier et les immeubles financés, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception de celles qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « **Garanties** » du Contrat ;
- justifier du titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis ;

Paraphes/

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

15/23



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;
- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;
- transmettre chaque année au Prêteur le document de référence relatif au ratio annuel de couverture de la dette (Annual Debt Service Cover Ratio ou ADSCR) ;
- informer préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur :
 - de toute transformation de son statut, ou de toute opération envisagée de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
 - de toute signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, ou de toute modification à intervenir relative à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;
- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ;
- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « **Objet du Prêt** », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;
- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;
- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déferer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;
- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;
- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** » ;

Paraphes

JARRY CEDEX -
16/23

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

GROUPE



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout événement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;
- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;
- à ne pas céder ou transférer tout ou partie de ses droits ou obligations au titre du présent Contrat sans l'autorisation expresse du Prêteur.
- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;
- transmettre au Prêteur le formulaire CERFA justifiant de la demande de perception du Crédit d'Impôt d'Outre-Mer (CIDOM) déposée auprès de la Direction Générale des Finances Publiques. Ainsi qu'à rembourser par anticipation les montants au prorata de chaque Ligne du Prêt et au fur et à mesure des perceptions dudit crédit d'impôt. Ces remboursements anticipés obligatoires ne donneront lieu à la facturation d'aucune indemnité ou pénalité conformément et dans la limite des dispositions prévues à l'Article « Remboursements Anticipés et leurs Conditions Financières ».

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE	50,00
Collectivités locales	COMMUNE DE SAINTE-MARIE	50,00

Les Garants du Prêt s'engagent, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

Les engagements de ces derniers sont réputés conjoints, de telle sorte que la Garantie de chaque Garant est due pour la totalité du Prêt à hauteur de sa quote-part expressément fixée aux termes de l'acte portant Garantie au Prêt.

Paraphes

[Signature]

Caisse des dépôts et consignations

PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086

Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20

dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

JARRY CEDEX -

17/23

GROUPE



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.

Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.

Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « **Calcul et Paiement des Intérêts** ».

Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.

L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son remplacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

En Phase de Préfinancement l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, pour chaque Ligne du Prêt, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels dès le premier Versement et pendant toute la Durée de la Phase de Préfinancement. Ces derniers sont pris en compte dès la Date de Début de la Phase d'Amortissement si le Versement effectif des fonds est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette date.

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette échéance.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « **Notifications** », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

18/23



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursement anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Les remboursements anticipés volontaires effectués en cours de Phase de Préfinancement donnent lieu à perception d'une indemnité égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires en cours de Phase d'Amortissement.

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraîneront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;
- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;
- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;
- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;
- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat ;

Paraphes

48
19/23

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

JARRY CEDEX



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** », ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :

- dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
- la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur, dans toute la mesure permise par la loi, d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

17.2.2 Deuxième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;
- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;
- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;
- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition) ou de la gouvernance de l'Emprunteur, qui affecterait sa situation financière (notamment dans l'éventualité d'un ADSCR inférieur à 1), et qui aurait des conséquences sur sa capacité de remboursement ;
- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur, dans toute la mesure permise par la loi, d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;
- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;
- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1154 du Code civil.

ARTICLE 19 NON RENONCIATION

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et, le cas échéant, à l'Article « **Commissions** ».

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Ligne du Prêt) peuvent être effectuées soit par courriel soit par télécopie signée par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou télécopie l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

21/23



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera porté devant les juridictions civiles parisiennes.



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Fait en autant d'originaux que de signataires,

Le, 26 JUL, 2017

Pour l'Emprunteur,

Civilité : M

Nom / Prénom :

Qualité : Secrétaire Général

Dûment habilité(e) aux présentes

Le, 16 Juin 2017

Pour la Caisse des Dépôts,

Civilité : M.

Nom / Prénom :

Qualité : Directeur Territorial

Dûment habilité(e) aux présentes

Cachet et Signature :



Cachet et Signature :

Directeur territorial

Paraphes

23/23

Annexe 2 à la délibération N°17-504-1

REPUBLIQUE FRANCAISE
LIBERTE – EGALITE – FRATERNITE



CONVENTION DE GARANTIE D'EMPRUNT

ENTRE

La Collectivité Territoriale de Martinique, représentée par M. Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de la Collectivité Territoriale de Martinique, dûment habilité à cet effet par délibération de la Collectivité Territoriale de Martinique n° 15-0003 du 18 décembre 2015,

ci-après dénommé « La CTM »

ET

La Société Immobilière de la Martinique représentée par M..... dûment habilité à cet effet par délibération du conseil d'administration de la SIMAR en date du

ci-après dénommée « l'emprunteur », bénéficiaire de la garantie d'emprunt,

Vu la délibération n° 17- du 2017 , par laquelle la CTM a décidé de garantir vis-à-vis du prêteur, Caisse des Dépôts et Consignations, 50 % d'un emprunt d'un montant total en capital de 5 020 450,00 € plus les intérêts, constitué de quatre lignes de prêts remboursable en 40 années pour deux d'entre eux et 50 années pour les deux autres, que l'emprunteur envisage de contracter, au taux qui sera en vigueur au jour de la signature du contrat, pour financer l'acquisition en VEFA de 63 logements sociaux (36 LLS et 27 LLTS), au lieu-dit Canaris Morne des Esses sur le territoire de la ville de Sainte Marie.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIV

ARTICLE 1 - OBJET

La CTM accorde sa garantie à l'emprunteur à hauteur de 50 %, pour le remboursement d'un emprunt qu'il doit souscrire auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour un montant total de CINQ MILLIONS VINGT MILLE QUATRE CENT CINQUANTE EUROS (5 020 450,00 €) destiné à l'acquisition en VEFA de 63 logements sociaux (36 LLS et 27 LLTS), au lieu-dit Canaris Morne des Esses, sur le territoire de la ville de Sainte Marie.

Les conditions de taux et de durée de remboursement sont celles qui figurent dans le contrat de prêt et qui sont conformes à la délibération de la CTM n° 17- du 2017 :

Ligne du prêt	PLAI (PRÊT LOCATIF AIDE D'INTEGRATION)	PLAI Foncier (PRÊT LOCATIF AIDE D'INTEGRATION)	PLUS (PRÊT LOCATIF A USAGE SOCIAL)	PLUS Foncier (PRÊT LOCATIF A USAGE SOCIAL)
Montant	1 286 884,00 €	534 812,00 €	2 259 667,00 €	939 087,00 €
Durée de la phase de préfinancement	24 mois	24 mois	24 mois	24 mois
Durée de la phase d'amortissement	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans
Périodicité des échéances	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Index	Livret A	Livret A	Livret A	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux du Livret A -0,2%	Taux du Livret A -0,2%	Taux du Livret A + 0,6%	Taux du Livret A + 0,6%
Profil d'amortissement	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)
Modalité de révision	Double Révisabilité (DR)	Double Révisabilité (DR)	Double Révisabilité (DR)	Double Révisabilité (DR)
Taux de progressivité des échéances	0%	0%	0%	0%

ARTICLE 2 - MISE EN JEU DE LA GARANTIE

Au cas où l'emprunteur se trouverait dans l'impossibilité de s'acquitter de tout ou partie des sommes dues aux échéances convenues, il s'engage à prévenir la CTM au moins deux mois à l'avance et à lui demander de les rembourser en ses lieu et place. Cette mesure d'information doit permettre à la CTM de se substituer immédiatement à l'emprunteur défaillant et d'éviter ainsi l'application d'intérêts moratoires.

L'emprunteur devra fournir à l'appui de cette information, toutes justifications nécessaires.

La CTM règlera le montant des annuités impayées à leur échéance en ses lieu et place, dans la limite de la garantie ci-dessus définie.

ARTICLE 3 - MODIFICATION DES CARACTERISTIQUES DE L'EMPRUNT

La CTM devra être informée par l'emprunteur de tout changement dans les caractéristiques et les modalités de remboursement du prêt (remboursement anticipé total ou partiel, modification de taux ou de durée). La modification des conditions de prêt fera l'objet d'un avenant au contrat de prêt comportant en annexe le nouveau tableau d'amortissement et devra être soumise à l'autorisation expresse de la CTM par voie de délibération de l'Assemblée de Martinique.

ARTICLE 4 - REMBOURSEMENT DES AVANCES

Les paiements qui auront été effectués par la CTM en lieu et place de l'emprunteur, auront le caractère d'avances remboursables.

Les avances remboursables ne produiront pas d'intérêts, en vue de maintenir l'équilibre financier initial de l'opération, de même que le niveau des loyers afférents.

ARTICLE 5 – CONTROLES ET SUIVI

5.1. L'emprunteur devra fournir chaque année à la CTM au plus tard le 15 juillet, les pièces suivantes (cf. articles L.3313-1 et L.2313-1 du CGCT) :

- * les comptes annuels certifiés: les comptes de résultat, les bilans, les annexes de l'exercice écoulé de la société,
- * Le rapport d'activités de la société.

5.2. L'emprunteur devra par ailleurs communiquer à la CTM un état d'avancement semestriel des travaux relatifs aux opérations de construction bénéficiant de la garantie de la CTM, mentionnant la date estimative, actualisée, d'achèvement des travaux.

La livraison définitive des opérations bénéficiant de la garantie de la CTM devra être systématiquement notifiée à la collectivité territoriale.

ARTICLE 6 - TRANSFERT DE PROPRIETE

En cas de changement de statut ou de tout autre évènement ayant entraîné un transfert de gestion de l'emprunteur vers un autre organisme, celui-ci s'engage à fournir à la CTM les éléments mentionnés à l'article 5 de la présente convention, ainsi qu'à honorer tout autre engagement pris par l'emprunteur et relatif aux garanties d'emprunt accordées par la CTM.

ARTICLE 7 - DUREE

La présente convention entrera en vigueur dès la signature du contrat de prêt qui devra comporter, en annexe, le tableau d'amortissement.

La signature du contrat de prêt, interviendra dans un délai maximum de 24 mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la délibération de la CTM accordant sa garantie. Faute de respecter ce délai, l'emprunteur devra saisir la CTM d'une nouvelle demande de garantie.

La présente convention s'appliquera jusqu'à apurement complet des sommes dues tant au prêteur qu'à la CTM.

ARTICLE 8 - REGLEMENT DES LITIGES

En cas de difficultés liées à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de régler leur différend à l'amiable. A défaut, le litige sera soumis au tribunal administratif de Fort de France.

La signature de la présente convention précèdera la participation de la CTM aux contrats de prêt en qualité de garant.

Fait en trois exemplaires, à _____, le _____

Pour l'emprunteur,

Pour la CTM,



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171220-17-505-1-DE
Date de télétransmission : 29/01/2018
Date de réception préfecture : 29/01/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-505-1

PORTANT GARANTIE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE À LA SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DE LA MARTINIQUE À HAUTEUR DE 50 % D'UN EMPRUNT D'UN MONTANT TOTAL DE 256 639,00 €, DESTINÉ À LA CONSTRUCTION DE 6 LOGEMENTS SOCIAUX (4 LLS ET 2 LLTS) AU LIEU DIT EUDORCAIT À SAINTE-MARIE

L'An deux mille dix-sept, le vingt décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Christiane BAURAS, Joachim BOUQUETY (procuration à Eugène LARCHER), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Fred LORDINOT (procuration à Kora BERNABE), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Lucien RANGON), Charles-André MENCE (procuration à Félix CATHERINE), Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE (procuration à Lucien ADENET), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Sandra VALENTIN), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Jean-Philippe NILOR), Louise TELLE (procuration à Georges CLEON).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration, notamment ses articles L2001 et suivants ;

Vu l'article 2298 du code civil ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la demande formulée par la Société Immobilière de la Martinique et tendant à solliciter la garantie partielle d'un emprunt d'un montant total de 256 639,00 €, pour la construction de 6 logements sociaux (4 LLS et 2 LLTS) au lieu-dit Eudorcait, ville de Sainte-Marie ;

Vu le contrat de prêt N°68497 en annexe signé entre la Société Immobilière de la Martinique et la Caisse des Dépôts et Consignations ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par M. Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission logement et habitat le 7 décembre 2017;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité, le 12 décembre 2017;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : La Collectivité Territoriale de Martinique accorde sa garantie pour le remboursement de la somme de cent vingt huit mille trois cent dix neuf euros cinquante centimes (128 319,50 €) représentant 50% d'un emprunt d'un montant total de 256 639,00 € souscrit par la Société Immobilière de la Martinique auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n° 68497, destiné à la construction de 6 logements sociaux (4 LLS et 2 LLTS), au lieu-dit Eudorcait, sur le territoire de la ville de Sainte-Marie.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

ARTICLE 2 : La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de la Collectivité Territoriale de Martinique est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

ARTICLE 3 : La Collectivité Territoriale de Martinique s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE

Annexe 1 à la délibération N°17-505-1

G R O U P E



**ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE**

www.groupecaisseledesdepots.fr

CONTRAT DE PRÊT

N° 68497

Entre

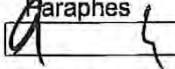
SOCIETE IMMOBILIERE DE LA MARTINIQUE - n° 000230474

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

PR0090-PR0088 V2.2.2 page 1/23
Contrat de prêt n° 68497 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

1/23

GROUPE



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

CONTRAT DE PRÊT

Entre

SOCIETE IMMOBILIERE DE LA MARTINIQUE, SIREN n°: 303188528, sis(e) PETIT PARADIS
BP 7214 97274 SCHOELCHER CEDEX,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « **SOCIETE IMMOBILIERE DE LA MARTINIQUE** » ou
« l'Emprunteur »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28
avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue
de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « **la Caisse des Dépôts** », « **la CDC** » ou « **le Prêteur** »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « **les Parties** » ou « **la Partie** »

GROUPE



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.4
ARTICLE 2	PRÊT	P.4
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.4
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.4
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.5
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.8
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.8
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.9
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.11
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.13
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.14
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.14
ARTICLE 14	COMMISSIONS	P.14
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.15
ARTICLE 16	GARANTIES	P.17
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.18
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.21
ARTICLE 19	NON RENONCIATION	P.21
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.21
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS	P.21
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.22

ANNEXE 1	ÉCHÉANCIER DE VERSEMENTS
ANNEXE 2	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE

LES ANNEXES SONT UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20 3/23
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

GROUPE



www.groupecalssedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération EUDORCAIT, Parc social public, Construction de 6 logements situés Quartier Eudorcait 97230 SAINTE-MARIE.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de deux-cent-cinquante-six mille six-cent-trente-neuf euros (256 639,00 euros) constitué de 4 Lignes du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article « **Objet du Prêt** » et selon l'affectation suivante :

- PLAI, d'un montant de vingt-trois mille cinq-cent-soixante-cinq euros (23 565,00 euros) ;
- PLAI foncier, d'un montant de trente-cinq mille cinq-cent-trente-sept euros (35 537,00 euros) ;
- PLUS, d'un montant de cent-cinq mille dix-neuf euros (105 019,00 euros) ;
- PLUS foncier, d'un montant de quatre-vingt-douze mille cinq-cent-dix-huit euros (92 518,00 euros) ;

Le montant de chaque Ligne du Prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra pas y avoir de fongibilité entre chaque Ligne du Prêt.

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG), figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », est donné en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature nécessaires à l'octroi du Prêt.

Paraphes



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

La « **Consolidation de la Ligne du Prêt** » désigne l'opération visant à additionner, au terme de la Phase de Mobilisation, l'ensemble des Versements effectués et le cas échéant, les intérêts capitalisés liés aux Versements. Elle intervient à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le « **Contrat** » désigne le présent Contrat de Prêt avec ses annexes et ses éventuels avenants.

La « **Courbe de Taux de Swap Euribor** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap Euribor. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask »), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Courbe de Taux de Swap Inflation** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap inflation. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask ») à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] ; qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Date de Début de la Phase d'Amortissement** » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « **Dates d'Echéances** » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La « **Date d'Effet** » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » a (ont) été remplie(s).

La « **Date Limite de Mobilisation** » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

La « **Durée de la Ligne du Prêt** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

GROUPE



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

La « **Durée de la Phase de Préfinancement** » est la durée comprise entre le premier jour du mois suivant la prise d'effet du Contrat et la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt.

La « **Durée totale du Prêt** » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt** » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Garantie** » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « **Garantie publique** » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« **Index** » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« **Index Livret A** » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas de disparition ou de non-publication de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « **Jour ouvré** » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La « **Ligne du Prêt** » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des versements effectués pendant la Phase de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le « **Livret A** » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

La « **Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant à l'issue de la Phase de Mobilisation, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « **Règlement des Echéances** », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

Paraphes

9 4

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

GROUPE



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

La « **Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement** » désigne la période débutant 10 jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant à la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

La « **Phase de Préfinancement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la période comprise entre le premier jour du mois suivant la Date d'Effet et sa Date Limite de Mobilisation.

Le « **Prêt** » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « **Prêt** ».

Le « **Prêt Locatif à Usage Social (PLUS)** » est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, à la construction et à l'amélioration de logements locatifs à usage social.

Le « **Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI)** » est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, la construction et l'aménagement de logements locatifs très sociaux.

La « **Révision** » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « **Double Révisibilité (DR)** » signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel ainsi que le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index.

Le « **Taux de Swap EURIBOR** » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index EURIBOR constaté. Les Taux de Swap EURIBOR sont publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <RSB 19> (taux swap « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur.

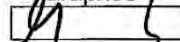
Le « **Taux de Swap Inflation** » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un Contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap (l'indice d'inflation est identique à celui servant de référence aux OATi, tel que publié sur les pages de l'Agence France Trésor). Les Taux de Swaps Inflation sont publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap zéro coupon « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas) à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :

- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index l'Inflation ;
- sur une combinaison de la Courbe de Taux de Swap Euribor et de la Courbe de Taux de Swap Inflation, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Paraphes



Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

GROUPE



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le « **Versement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et ses annexes devront être retournés dûment complétés, paraphés et signés au Prêteur.

Le contrat prendra effet à la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du **07/12/2017** le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est donc subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** » ;
- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** », ne soit survenu ou susceptible de survenir ;
- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;
- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article « **Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt** » ;
- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :
 - Garantie(s) conforme(s)

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur ne sera pas tenu de verser les fonds de chaque Ligne du Prêt et pourra considérer le Contrat comme nul et non avenu.

PRO090-PR0069 V2.2.2 page 8/23
Contrat de prêt n° 66487 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes 1

8/23

GROUPE



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article « **Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt** », à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent, l'échéancier de Versements est négocié entre l'Emprunteur et le Prêteur. Il correspond au rythme prévisionnel des paiements à effectuer par l'Emprunteur pour la réalisation de ou des opérations financées par le Prêt.

Pour chaque Ligne du Prêt, si le total des Versements portés sur l'échéancier est inférieur au montant maximum des Lignes du Prêts indiqué à l'Article « **Caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt** », ce montant sera réduit d'office à hauteur des sommes effectivement versées à la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt.

Les échéanciers de Versements sont établis par l'Emprunteur sachant que, d'une part, le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet, et, d'autre part, le dernier Versement doit impérativement intervenir deux mois avant la première Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

En cas de retard dans le déroulement du chantier, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être adressée par l'Emprunteur au Prêteur, par lettre ou via le site internet de ce dernier, au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur chaque échéancier de Versements.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr 9/23

GROUPE



www.groupecalssedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PLAI	PLAI foncier	PLUS	PLUS foncier
Enveloppe	-	-	-	-
Identifiant de la Ligne du Prêt	5196219	5196218	5196220	5196221
Montant de la Ligne du Prêt	23 565 €	35 537 €	105 019 €	92 518 €
Commission d'instruction	0 €	0 €	0 €	0 €
Durée de la période	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Taux de période	0,55 %	0,55 %	1,35 %	1,35 %
TEG de la Ligne du Prêt	0,55 %	0,55 %	1,35 %	1,35 %
Phase de préfinancement				
Durée du préfinancement	24 mois	24 mois	24 mois	24 mois
Taux d'intérêt du préfinancement	0,55 %	0,55 %	1,35 %	1,35 %
Règlement des intérêts du préfinancement	Capitalisation	Capitalisation	Capitalisation	Capitalisation
Phase d'amortissement				
Durée	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans
Index	Livret A	Livret A	Livret A	Livret A
Marge de réajustement	- 0,2 %	- 0,2 %	0,6 %	0,6 %
Taux d'intérêt	0,55 %	0,55 %	1,35 %	1,35 %
Périodicité	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Profil d'amortissement	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)
Contribution de remboursement anticipée volontaire	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle
Modalité de révision	DR	DR	DR	DR
Marge de programmation des remboursements	0 %	0 %	0 %	0 %
Modalité calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent	Equivalent	Equivalent
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360	30 / 360	30 / 360

1 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'index de la Ligne du Prêt.

Paraphes

9

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr



www.groupecaisseledesdepots.fr

**ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE**

L'Emprunteur a la faculté, pendant la Phase de Préfinancement et au plus tard deux mois avant la plus proche des deux dates entre la nouvelle date de fin de Phase de Préfinancement et la date initiale, de solliciter l'accord du Prêteur pour l'allongement ou la réduction de la Durée de la Phase de Préfinancement mentionnée ci-dessus.

Si cette nouvelle Durée de la Phase de Préfinancement s'inscrit dans la période de 3 à 24 mois indiquée dans l'acte de garantie, alors cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant.

Par ailleurs, la modification de la Durée de la Phase de Préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article « **Commissions** ».

L'Emprunteur reconnaît que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt, que :

- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;
- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.

Et, l'Emprunteur reconnaît avoir procédé personnellement à toutes les estimations qu'il jugeait nécessaires à l'appréciation du coût total de chaque Ligne du Prêt.

Les frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « **Garantie** ».

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

GROUPE



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

PHASE DE PRÉFINANCEMENT

Le montant des intérêts de la Phase de Préfinancement, est calculé en fonction, d'une part, du montant et des dates de Versements et, d'autre part, des taux d'intérêt successivement en vigueur pendant cette période.

Le taux d'intérêt de la Phase de Préfinancement (IP) indiqué à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et actualisé comme indiqué ci-dessus, est révisé à chaque variation de l'Index dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (IP') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : $IP' = IP + DT$

où DT désigne la différence positive ou négative constatée entre la dernière valeur actualisée de l'Index et celui en vigueur à la Date d'Effet du Contrat.

PHASE D'AMORTISSEMENT

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisibilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, en fonction d'un coefficient (R) dans les conditions ci-après définies :

- Le coefficient de Révision (R) est déterminé par la formule : $R = 1 + DT/(1+I)$

où DT désigne la différence positive ou négative constatée entre le taux de l'Index en vigueur à la date de la Révision et celui en vigueur à la Date d'Effet du Contrat.

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : $I' = R(1+I) - 1$

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : $P' = R(1+P) - 1$

Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif, le cas échéant il sera ramené à 0 %.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

12/23

GROUPE



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t) \text{ "base de calcul" } - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Si la Durée de la Phase de Préfinancement est inférieure à 12 mois, l'Emprunteur paie, dans les conditions définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et à la date d'exigibilité indiquée dans la mise en recouvrement adressée par le Prêteur, le montant des intérêts courus sur les Versements effectués pendant cette phase, arrêtés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le capital de la Ligne du Prêt, dont les caractéristiques financières sont précisées à l'Article précité, est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur pendant la Phase de Préfinancement.

En outre, si la Durée de la Phase de Préfinancement est supérieure ou égale à 12 mois, l'Emprunteur a également la faculté d'opter pour le paiement des intérêts courus sur les Versements effectués pendant la Phase de Préfinancement et ce dans les conditions mentionnées ci-dessus. Cependant, il peut choisir la capitalisation desdits intérêts et ainsi consolider la Ligne du Prêt selon les caractéristiques financières précisées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ». Dans ce cas le capital de la Ligne du Prêt est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur et des intérêts courus sur ces Versements durant cette phase.

Si le choix de l'Emprunteur s'est porté sur la capitalisation des intérêts, ce dernier a la possibilité de solliciter du Prêteur la modification de cette modalité de règlement des intérêts de préfinancement afin de les payer en fin de Phase de Préfinancement.

Aussi, l'Emprunteur devra faire part au Prêteur de sa volonté de modifier ladite modalité de paiement, au plus tard deux mois avant la fin de la Date de Début de la Phase d'Amortissement. Dès lors que la nouvelle modalité de paiement de ces intérêts est prévue dans l'acte de garantie, cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant. Par ailleurs, la modification de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article « **Commissions** ».

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de chaque échéance seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr 13/23

GROUPE



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « amortissement déduit (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et « **Détermination des Taux** ».

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation signée par l'Emprunteur à cet effet.

Les sommes dues par les Emprunteurs ayant l'obligation d'utiliser le réseau des comptables publics font l'objet d'un prélèvement selon la procédure du débit d'office. Elles sont acquittées auprès du Caissier Général de la Caisse des Dépôts à Paris.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement au Caissier Général au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS

Le présent Prêt n'est soumis à la perception d'aucune commission d'instruction.

L'Emprunteur sera redevable pour chaque Ligne du Prêt, en cas de modification de la Durée de la Phase de Préfinancement définie à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et/ou de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement définie à l'Article « **Calcul et Paiement des intérêts** », d'une commission de réaménagement de cent euros (100 €) par Ligne du Prêt réaménagée.

Ladite commission sera prélevée par le Prêteur après réception de la lettre valant avenant formalisant la ou les modifications et après prise en compte de la ou des nouvelles caractéristiques financières.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

G R O U P E



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

DÉCLARATIONS DE L'EMPRUNTEUR :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

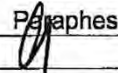
- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;
- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;
- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;
- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;
- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;
- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;
- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;
- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;
- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;
- qu'il a été informé que le Prêteur pourra céder et/ou transférer tout ou partie de ses droits et obligations sans que son accord ne soit préalablement requis.

ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;
- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;
- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;
- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de Garantie sur le foncier et les immeubles financés, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception de celles qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « **Garanties** » du Contrat ;
- justifier du titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis ;

Paraphes

 4

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr 15/23

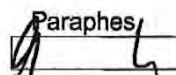
GROUPE



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;
- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;
- Informer préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :
 - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
 - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
 - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;
- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;
- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;
- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « **Objet du Prêt** », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;
- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;
- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déferer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;
- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;
- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** » ;

Paraphes


Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

GROUPE



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout évènement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;
- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;
- à ne pas céder ou transférer tout ou partie de ses droits ou obligations au titre du présent Contrat sans l'autorisation expresse du Prêteur.
- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;
- transmettre au Prêteur le formulaire CERFA justifiant de la demande de perception du Crédit d'Impôt d'Outre-Mer (CIDOM) déposée auprès de la Direction Générale des Finances Publiques. Ainsi qu'à rembourser par anticipation les montants au prorata de chaque Ligne du Prêt et au fur et à mesure des perceptions dudit crédit d'impôt. Ces remboursements anticipés obligatoires ne donneront lieu à la facturation d'aucune indemnité ou pénalité conformément et dans la limite des dispositions prévues à l'Article « Remboursements Anticipés et leurs Conditions Financières ».

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE	50,00
Collectivités locales	COMMUNE DE SAINTE-MARIE	50,00

Les Garants du Prêt s'engagent, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

Les engagements de ces derniers sont réputés conjoints, de telle sorte que la Garantie de chaque Garant est due pour la totalité du Prêt à hauteur de sa quote-part expressément fixée aux termes de l'acte portant Garantie au Prêt.

Paraphes

17/23

GROUPE



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.

Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.

Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « **Calcul et Paiement des Intérêts** ».

Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.

L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son remplacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

En Phase de Préfinancement l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, pour chaque Ligne du Prêt, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels dès le premier Versement et pendant toute la Durée de la Phase de Préfinancement. Ces derniers sont pris en compte dès la Date de Début de la Phase d'Amortissement si le Versement effectif des fonds est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette date.

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Échéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette échéance.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « **Notifications** », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr
18/23

GROUPE



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursement anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Les remboursements anticipés volontaires effectués en cours de Phase de Préfinancement donnent lieu à perception d'une indemnité égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires en cours de Phase d'Amortissement.

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

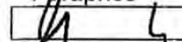
Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraîneront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;
- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;
- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;
- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;
- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat ;

PR0090-PR0068 V2.2.2 page 19/23
Contrat de prêt n° 86457 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes



19/23

GROUPE



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** », ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :

- dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
- la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur, dans toute la mesure permise par la loi, d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

17.2.2 Deuxième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;
- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;
- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;
- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;
- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur, dans toute la mesure permise par la loi, d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;
- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

GROUPE



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;
- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1154 du Code civil.

ARTICLE 19 NON RENONCIATION

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et, le cas échéant, à l'Article « **Commissions** ».

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Ligne du Prêt) peuvent être effectuées soit par courriel soit par télécopie signée par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou télécopie l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

GROUPE



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera porté devant les juridictions civiles parisiennes.

GRUPE



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Fait en autant d'originaux que de signataires,

Le, 12 SEP. 2017

Pour l'Emprunteur,

Civilité : M

Nom / Prénom :

Qualité : Directeur Général

Dûment habilité(e) aux présentes

Le, 8 Septembre 2017

Pour la Caisse des Dépôts,

Civilité : M.

Nom / Prénom :

Qualité : Directeur Territorial

Dûment habilité(e) aux présentes

Cachet et Signature :



Cachet et Signature :

Directeur Territorial



www.groupecaisdesdepots.fr

Tableau d'Amortissement En Euros

Edité le : 07/09/2017

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

DIRECTION REGIONALE ANTILLES-GUYANE



Emprunteur : 0230474 - S.I.M.A.R
N° du Contrat de Prêt : 68497 / N° de la Ligne du Prêt : 5196219
Opération : Construction
Produit : PLAI

Capital prêté : 23 565 €
Taux actuariel théorique : 0,55 %
Taux effectif global : 0,55 %
Intérêts de Préfinancement : 259,93 €
Taux de Préfinancement : 0,55 %

N° d'échéance	Date d'échéance (P)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêt (en €)	Intérêt d'effort (en €)	Capital d'après remboursement (en €)	Stock d'intérêt d'effort (en €)
1	07/09/2020	0,55	665,17	534,13	131,04	0,00	23 290,80	0,00
2	07/09/2021	0,55	665,17	537,07	128,10	0,00	22 753,73	0,00
3	07/09/2022	0,55	665,17	540,02	125,15	0,00	22 213,71	0,00
4	07/09/2023	0,55	665,17	542,99	122,18	0,00	21 670,72	0,00
5	07/09/2024	0,55	665,17	545,98	119,19	0,00	21 124,74	0,00
6	07/09/2025	0,55	665,17	548,98	116,19	0,00	20 575,76	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif. Le tableau d'amortissement mentionnant les dates d'échéances définitives sera adressé à l'Emprunteur après réception de l'échéancier de versements.

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX - Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

GROUPE



www.groupecaisdesdepots.fr

Tableau d'Amortissement En Euros

Edité le : 07/09/2017

ÉTABLISSEMENT PUBLIC

DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

DIRECTION REGIONALE ANTILLES-GUYANE

N° d'échéance	Date d'échéance (1)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à déduire (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
7	07/09/2026	0,55	665,17	552,00	113,17	0,00	20 023,76	0,00
8	07/09/2027	0,55	665,17	555,04	110,13	0,00	19 468,72	0,00
9	07/09/2028	0,55	665,17	558,09	107,08	0,00	18 910,63	0,00
10	07/09/2029	0,55	665,17	561,16	104,01	0,00	18 349,47	0,00
11	07/09/2030	0,55	665,17	564,25	100,92	0,00	17 785,22	0,00
12	07/09/2031	0,55	665,17	567,35	97,82	0,00	17 217,87	0,00
13	07/09/2032	0,55	665,17	570,47	94,70	0,00	16 647,40	0,00
14	07/09/2033	0,55	665,17	573,61	91,56	0,00	16 073,79	0,00
15	07/09/2034	0,55	665,17	576,76	88,41	0,00	15 497,03	0,00
16	07/09/2035	0,55	665,17	579,94	85,23	0,00	14 917,09	0,00
17	07/09/2036	0,55	665,17	583,13	82,04	0,00	14 333,96	0,00
18	07/09/2037	0,55	665,17	586,33	78,84	0,00	13 747,63	0,00
19	07/09/2038	0,55	665,17	589,56	75,61	0,00	13 158,07	0,00
20	07/09/2039	0,55	665,17	592,80	72,37	0,00	12 565,27	0,00
21	07/09/2040	0,55	665,17	596,06	69,11	0,00	11 969,21	0,00
22	07/09/2041	0,55	665,17	599,34	65,83	0,00	11 369,87	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif. Le tableau d'amortissement mentionnant les dates d'échéances définitives sera adressé à l'Emprunteur après réception de l'échéancier de versements.

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX - Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

GR O U P E



www.groupecaissedesdepots.fr

Tableau d'Amortissement En Euros

Edité le : 07/09/2017

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE
DIRECTION REGIONALE ANTILLES-GUYANE

N° d'échéance	Date d'échéance (S)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts différés (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
23	07/09/2042	0,55	665,17	602,64	62,53	0,00	10 767,23	0,00
24	07/09/2043	0,55	665,17	605,95	59,22	0,00	10 161,28	0,00
25	07/09/2044	0,55	665,17	609,28	55,89	0,00	9 552,00	0,00
26	07/09/2045	0,55	665,17	612,63	52,54	0,00	8 939,37	0,00
27	07/09/2046	0,55	665,17	616,00	49,17	0,00	8 323,37	0,00
28	07/09/2047	0,55	665,17	619,39	45,78	0,00	7 703,98	0,00
29	07/09/2048	0,55	665,17	622,80	42,37	0,00	7 081,18	0,00
30	07/09/2049	0,55	665,17	626,22	38,95	0,00	6 454,96	0,00
31	07/09/2050	0,55	665,17	629,67	35,50	0,00	5 825,29	0,00
32	07/09/2051	0,55	665,17	633,13	32,04	0,00	5 192,16	0,00
33	07/09/2052	0,55	665,17	636,61	28,56	0,00	4 555,55	0,00
34	07/09/2053	0,55	665,17	640,11	25,06	0,00	3 915,44	0,00
35	07/09/2054	0,55	665,17	643,64	21,53	0,00	3 271,80	0,00
36	07/09/2055	0,55	665,17	647,18	17,99	0,00	2 624,62	0,00
37	07/09/2056	0,55	665,17	650,73	14,44	0,00	1 973,89	0,00
38	07/09/2057	0,55	665,17	654,31	10,86	0,00	1 319,58	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif. Le tableau d'amortissement mentionnant les dates d'échéances définitives sera adressé à l'Emprunteur après réception de l'échéancier de versements.

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX - Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

GROUPE



www.groupecaisdesdepots.fr

Tableau d'Amortissement En Euros

Edité le : 07/09/2017

ÉTABLISSEMENT PUBLIC

DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

DIRECTION REGIONALE ANTILLES-GUYANE

N° d'échéance	Date d'échéance (A)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
39	07/09/2058	0,55	685,17	657,91	7,26	0,00	661,67	0,00
40	07/09/2059	0,55	685,31	661,67	3,64	0,00	0,00	0,00
Total			26.606,94	23.824,93	27.82,01	0,00		

A titre indicatif, la valeur de l'index en vigueur lors de l'émission du présent TA est de 0,75 % (Livret A)

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif. Le tableau d'amortissement mentionnant les dates d'échéances définitives sera adressé à l'Emprunteur après réception de l'échéancier de versements.

GRUPE



www.groupecaisdesdepots.fr

Tableau d'Amortissement En Euros

Edité le : 07/09/2017

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE
DIRECTION REGIONALE ANTILLES-GUYANE

Emprunteur : 0230474 - S.I.M.A.R
N° du Contrat de Prêt : 68497 / N° de la Ligne du Prêt : 5196218
Opération : Construction
Produit : PLAI foncier

Capital prêté : 35 537 €
Taux actuariel théorique : 0,55 %
Taux effectif global : 0,55 %
Intérêts de Préfinancement : 391,98 €
Taux de Préfinancement : 0,55 %

N° d'échéance	Date d'échéance (j)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital au après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	07/09/2020	0,55	823,87	626,26	197,61	0,00	35 302,72	0,00
2	07/09/2021	0,55	823,87	629,71	194,16	0,00	34 673,01	0,00
3	07/09/2022	0,55	823,87	633,17	190,70	0,00	34 039,84	0,00
4	07/09/2023	0,55	823,87	636,65	187,22	0,00	33 403,19	0,00
5	07/09/2024	0,55	823,87	640,15	183,72	0,00	32 763,04	0,00
6	07/09/2025	0,55	823,87	643,67	180,20	0,00	32 119,37	0,00
7	07/09/2026	0,55	823,87	647,21	176,66	0,00	31 472,16	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif. Le tableau d'amortissement mentionnant les dates d'échéances définitives sera adressé à l'Emprunteur après réception de l'échéancier de versements.

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX - Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

GROUPE



www.groupecaissedepots.fr

Tableau d'Amortissement En Euros

Edité le : 07/09/2017

ÉTABLISSEMENT PUBLIC

DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

DIRECTION REGIONALE ANTILLES-GUYANE

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital (ou après remboursement) (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
8	07/09/2027	0,55	823,87	650,77	173,10	0,00	30 821,39	0,00
9	07/09/2028	0,55	823,87	654,35	169,52	0,00	30 167,04	0,00
10	07/09/2029	0,55	823,87	657,95	165,92	0,00	29 509,09	0,00
11	07/09/2030	0,55	823,87	661,57	162,30	0,00	28 847,52	0,00
12	07/09/2031	0,55	823,87	665,21	158,66	0,00	28 182,31	0,00
13	07/09/2032	0,55	823,87	668,87	155,00	0,00	27 513,44	0,00
14	07/09/2033	0,55	823,87	672,55	151,32	0,00	26 840,89	0,00
15	07/09/2034	0,55	823,87	676,25	147,62	0,00	26 164,64	0,00
16	07/09/2035	0,55	823,87	679,96	143,91	0,00	25 484,68	0,00
17	07/09/2036	0,55	823,87	683,70	140,17	0,00	24 800,98	0,00
18	07/09/2037	0,55	823,87	687,46	136,41	0,00	24 113,52	0,00
19	07/09/2038	0,55	823,87	691,25	132,62	0,00	23 422,27	0,00
20	07/09/2039	0,55	823,87	695,05	128,82	0,00	22 727,22	0,00
21	07/09/2040	0,55	823,87	698,87	125,00	0,00	22 028,35	0,00
22	07/09/2041	0,55	823,87	702,71	121,16	0,00	21 325,64	0,00
23	07/09/2042	0,55	823,87	706,58	117,29	0,00	20 619,06	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif. Le tableau d'amortissement mentionnant les dates d'échéances définitives sera adressé à l'Emprunteur après réception de l'échéancier de versements.

PR0000-FRC002 V2.0.0
Cf. Contrat n° 88497 Emprunteur n° 000250474

Caisse des dépôts et consignations

PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX - Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20

antilles-guyane@caissedesdepots.fr

GROUPE



www.groupecaissedepots.fr

Tableau d'Amortissement En Euros

Edité le : 07/09/2017

ÉTABLISSEMENT PUBLIC

DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

DIRECTION REGIONALE ANTILLES-GUYANE

N° d'échéance	Date d'échéance (t)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à déduire (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
24	07/09/2043	0,55	823,87	710,47	113,40	0,00	19 908,59	0,00
25	07/09/2044	0,55	823,87	714,37	109,50	0,00	19 194,22	0,00
26	07/09/2045	0,55	823,87	718,30	105,57	0,00	18 475,92	0,00
27	07/09/2046	0,55	823,87	722,25	101,62	0,00	17 753,67	0,00
28	07/09/2047	0,55	823,87	726,22	97,65	0,00	17 027,45	0,00
29	07/09/2048	0,55	823,87	730,22	93,65	0,00	16 297,23	0,00
30	07/09/2049	0,55	823,87	734,24	89,63	0,00	15 562,99	0,00
31	07/09/2050	0,55	823,87	738,27	85,60	0,00	14 824,72	0,00
32	07/09/2051	0,55	823,87	742,33	81,54	0,00	14 082,39	0,00
33	07/09/2052	0,55	823,87	746,42	77,45	0,00	13 335,97	0,00
34	07/09/2053	0,55	823,87	750,52	73,35	0,00	12 585,45	0,00
35	07/09/2054	0,55	823,87	754,65	69,22	0,00	11 830,80	0,00
36	07/09/2055	0,55	823,87	758,80	65,07	0,00	11 072,00	0,00
37	07/09/2056	0,55	823,87	762,97	60,90	0,00	10 309,03	0,00
38	07/09/2057	0,55	823,87	767,17	56,70	0,00	9 541,86	0,00
39	07/09/2058	0,55	823,87	771,39	52,48	0,00	8 770,47	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif. Le tableau d'amortissement mentionnant les dates d'échéances définitives sera adressé à l'Emprunteur après réception de l'échéancier de versements.

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX - Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr



www.groupecaisdesdepots.fr

Tableau d'Amortissement En Euros

Edité le : 07/09/2017

ÉTABLISSEMENT PUBLIC

DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

DIRECTION REGIONALE ANTILLES-GUYANE

N° d'échéance	Date d'échéance (A)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à déduire (en €)	Capital du prochain remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
40	07/09/2059	0,55	823,87	775,63	48,24	0,00	7 994,84	0,00
41	07/09/2060	0,55	823,87	779,90	43,97	0,00	7 214,94	0,00
42	07/09/2061	0,55	823,87	784,19	39,68	0,00	6 430,75	0,00
43	07/09/2062	0,55	823,87	788,50	35,37	0,00	5 642,25	0,00
44	07/09/2063	0,55	823,87	792,84	31,03	0,00	4 849,41	0,00
45	07/09/2064	0,55	823,87	797,20	26,67	0,00	4 052,21	0,00
46	07/09/2065	0,55	823,87	801,58	22,29	0,00	3 250,63	0,00
47	07/09/2066	0,55	823,87	805,99	17,88	0,00	2 444,64	0,00
48	07/09/2067	0,55	823,87	810,42	13,45	0,00	1 634,22	0,00
49	07/09/2068	0,55	823,87	814,88	8,99	0,00	819,34	0,00
50	07/09/2069	0,55	823,85	819,34	4,51	0,00	0,00	0,00
Total:			41 193,48	35 928,98	5 264,50	0,00		

A titre indicatif, la valeur de l'index en vigueur lors de l'émission du présent TA est de 0,75 % (Livret A)

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif. Le tableau d'amortissement mentionnant les dates d'échéances définitives sera adressé à l'Emprunteur après réception de l'échéancier de versements.

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX - Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

PR0069-953029 V2 0.0
Circ. Conf. Sec. n° 59487 Emprunteur n° 00033474

GROUPE



www.groupecaissedepots.fr

Tableau d'Amortissement En Euros

Edité le : 07/09/2017

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE
DIRECTION REGIONALE ANTILLES-GUYANE

Emprunteur : 0230474 - S.I.M.A.R.
N° du Contrat de Prêt : 68497 / N° de la Ligne du Prêt : 5196220
Opération : Construction
Produit : PLUS

Capital prêté : 105 019 €
Taux actuariel théorique : 1,35 %
Taux effectif global : 1,35 %
Intérêts de Préfinancement : 2 854,65 €
Taux de Préfinancement : 1,35 %

N° d'échéance	Date d'échéance (j)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts différés (en €)	Capital d'après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	07/09/2020	1,35	3 507,94	2 051,65	1 456,29	0,00	105 822,00	0,00
2	07/09/2021	1,35	3 507,94	2 079,34	1 428,60	0,00	103 742,66	0,00
3	07/09/2022	1,35	3 507,94	2 107,41	1 400,53	0,00	101 635,25	0,00
4	07/09/2023	1,35	3 507,94	2 135,86	1 372,08	0,00	99 499,39	0,00
5	07/09/2024	1,35	3 507,94	2 164,70	1 343,24	0,00	97 334,69	0,00
6	07/09/2025	1,35	3 507,94	2 193,92	1 314,02	0,00	95 140,77	0,00
7	07/09/2026	1,35	3 507,94	2 223,54	1 284,40	0,00	92 917,23	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif. Le tableau d'amortissement mentionnant les dates d'échéances définitives sera adressé à l'Emprunteur après réception de l'échéancier de versements.

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX - Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

GROUPE



www.groupecaisdesdepots.fr

Tableau d'Amortissement En Euros

Edité le : 07/09/2017

ÉTABLISSEMENT PUBLIC

DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

DIRECTION REGIONALE ANTILLES-GUYANE

N° d'échéance	Date d'échéance (j)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
8	07/09/2027	1,35	3 507,94	2 253,56	1 254,38	0,00	90 663,67	0,00
9	07/09/2028	1,35	3 507,94	2 283,98	1 223,96	0,00	88 379,69	0,00
10	07/09/2029	1,35	3 507,94	2 314,81	1 193,13	0,00	86 064,88	0,00
11	07/09/2030	1,35	3 507,94	2 346,06	1 161,88	0,00	83 718,82	0,00
12	07/09/2031	1,35	3 507,94	2 377,74	1 130,20	0,00	81 341,08	0,00
13	07/09/2032	1,35	3 507,94	2 409,84	1 098,10	0,00	78 931,24	0,00
14	07/09/2033	1,35	3 507,94	2 442,37	1 065,57	0,00	76 488,87	0,00
15	07/09/2034	1,35	3 507,94	2 475,34	1 032,60	0,00	74 013,53	0,00
16	07/09/2035	1,35	3 507,94	2 508,76	999,18	0,00	71 504,77	0,00
17	07/09/2036	1,35	3 507,94	2 542,63	965,31	0,00	68 962,14	0,00
18	07/09/2037	1,35	3 507,94	2 576,95	930,99	0,00	66 385,19	0,00
19	07/09/2038	1,35	3 507,94	2 611,74	896,20	0,00	63 773,45	0,00
20	07/09/2039	1,35	3 507,94	2 647,00	860,94	0,00	61 126,45	0,00
21	07/09/2040	1,35	3 507,94	2 682,73	825,21	0,00	58 443,72	0,00
22	07/09/2041	1,35	3 507,94	2 718,95	788,99	0,00	55 724,77	0,00
23	07/09/2042	1,35	3 507,94	2 755,66	752,28	0,00	52 969,11	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif. Le tableau d'amortissement mentionnant les dates d'échéances définitives sera adressé à l'Emprunteur après réception de l'échéancier de versements.

Caisse des dépôts et consignations

PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX - Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

FR0903-PR0032 V2.0.0
Cf. Circulaire n° 69487 Emprunteur n° 000230474

GROUPE



www.groupecaisdesdepots.fr

Tableau d'Amortissement En Euros

Edité le : 07/09/2017

ÉTABLISSEMENT PUBLIC

DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

DIRECTION REGIONALE ANTILLES-GUYANE

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts différés (en €)	Capital à après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
24	07/09/2043	1,35	3 507,94	2 792,86	715,08	0,00	50 176,25	0,00
25	07/09/2044	1,35	3 507,94	2 830,56	677,38	0,00	47 345,69	0,00
26	07/09/2045	1,35	3 507,94	2 868,77	639,17	0,00	44 476,92	0,00
27	07/09/2046	1,35	3 507,94	2 907,50	600,44	0,00	41 569,42	0,00
28	07/09/2047	1,35	3 507,94	2 946,75	561,19	0,00	38 622,67	0,00
29	07/09/2048	1,35	3 507,94	2 986,53	521,41	0,00	35 636,14	0,00
30	07/09/2049	1,35	3 507,94	3 026,85	481,09	0,00	32 609,29	0,00
31	07/09/2050	1,35	3 507,94	3 067,71	440,23	0,00	29 541,58	0,00
32	07/09/2051	1,35	3 507,94	3 109,13	398,81	0,00	26 432,45	0,00
33	07/09/2052	1,35	3 507,94	3 151,10	356,84	0,00	23 281,35	0,00
34	07/09/2053	1,35	3 507,94	3 193,64	314,30	0,00	20 087,71	0,00
35	07/09/2054	1,35	3 507,94	3 236,76	271,18	0,00	16 850,95	0,00
36	07/09/2055	1,35	3 507,94	3 280,45	227,49	0,00	13 570,50	0,00
37	07/09/2056	1,35	3 507,94	3 324,74	183,20	0,00	10 245,76	0,00
38	07/09/2057	1,35	3 507,94	3 369,62	138,32	0,00	6 876,14	0,00
39	07/09/2058	1,35	3 507,94	3 415,11	92,83	0,00	3 461,03	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif. Le tableau d'amortissement mentionnant les dates d'échéances définitives sera adressé à l'Emprunteur après réception de l'échéancier de versements.

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX - Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

GROUPE



www.groupecalssedesdepots.fr

Tableau d'Amortissement En Euros

Edité le : 07/09/2017

ÉTABLISSEMENT PUBLIC

DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

DIRECTION REGIONALE ANTILLES-GUYANE

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à déduire (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
40	07/09/2059	1,35	3 507,75	3 461,03	46,72	0,00	0,00	0,00
Total			140 319,44	107 873,65	32 445,79	0,00		

A titre indicatif, la valeur de l'index en vigueur lors de l'émission du présent TA est de 0,75 % (Livret A)

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif. Le tableau d'amortissement mentionnant les dates d'échéances définitives sera adressé à l'Emprunteur après réception de l'échéancier de versements.

GROUPE



www.groupecaissedepots.fr

Tableau d'Amortissement En Euros

Edité le : 07/09/2017

ÉTABLISSEMENT PUBLIC

DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

DIRECTION REGIONALE ANTILLES-GUYANE

Emprunteur : 0230474 - S.I.M.A.R
N° du Contrat de Prêt : 68497 / N° de la Ligne du Prêt : 5196221
Opération : Construction
Produit : PLUS foncier

Capital prêté : 92 518 €
Taux actuariel théorique : 1,35 %
Taux effectif global : 1,35 %
Intérêts de Préfinancement : 2 514,85 €
Taux de Préfinancement : 1,35 %

N° d'échéance	Date d'échéance (z)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêt (en €)	Intérêt à payer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	07/09/2020	1,35	2 626,08	1 343,14	1 282,94	0,00	93 689,71	0,00
2	07/09/2021	1,35	2 626,08	1 361,27	1 264,81	0,00	92 328,44	0,00
3	07/09/2022	1,35	2 626,08	1 379,65	1 246,43	0,00	90 948,79	0,00
4	07/09/2023	1,35	2 626,08	1 398,27	1 227,81	0,00	89 550,52	0,00
5	07/09/2024	1,35	2 626,08	1 417,15	1 208,93	0,00	88 133,37	0,00
6	07/09/2025	1,35	2 626,08	1 436,28	1 189,80	0,00	86 697,09	0,00
7	07/09/2026	1,35	2 626,08	1 455,67	1 170,41	0,00	85 241,42	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif. Le tableau d'amortissement mentionnant les dates d'échéances définitives sera adressé à l'Emprunteur après réception de l'échéancier de versements.

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX - Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

GROUPE



www.groupecaisseledesdepots.fr

Tableau d'Amortissement En Euros

Edité le : 07/09/2017

ÉTABLISSEMENT PUBLIC

DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

DIRECTION REGIONALE ANTILLES-GUYANE

N° d'échéance	Date d'échéance (S)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts Additionnés (en €)	Capital à éteindre (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
8	07/09/2027	1,35	2 626,08	1 475,32	1 150,76	0,00	83 766,10	0,00
9	07/09/2028	1,35	2 626,08	1 495,24	1 130,84	0,00	82 270,86	0,00
10	07/09/2029	1,35	2 626,08	1 515,42	1 110,66	0,00	80 755,44	0,00
11	07/09/2030	1,35	2 626,08	1 535,88	1 090,20	0,00	79 219,56	0,00
12	07/09/2031	1,35	2 626,08	1 556,62	1 069,46	0,00	77 662,94	0,00
13	07/09/2032	1,35	2 626,08	1 577,83	1 048,45	0,00	76 085,31	0,00
14	07/09/2033	1,35	2 626,08	1 598,93	1 027,15	0,00	74 486,38	0,00
15	07/09/2034	1,35	2 626,08	1 620,51	1 005,57	0,00	72 865,87	0,00
16	07/09/2035	1,35	2 626,08	1 642,39	983,69	0,00	71 223,48	0,00
17	07/09/2036	1,35	2 626,08	1 664,56	961,52	0,00	69 558,92	0,00
18	07/09/2037	1,35	2 626,08	1 687,03	939,05	0,00	67 871,89	0,00
19	07/09/2038	1,35	2 626,08	1 709,81	916,27	0,00	66 162,08	0,00
20	07/09/2039	1,35	2 626,08	1 732,89	893,19	0,00	64 429,19	0,00
21	07/09/2040	1,35	2 626,08	1 756,29	869,79	0,00	62 672,90	0,00
22	07/09/2041	1,35	2 626,08	1 780,00	846,08	0,00	60 892,90	0,00
23	07/09/2042	1,35	2 626,08	1 804,03	822,05	0,00	59 088,87	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif. Le tableau d'amortissement mentionnant les dates d'échéances définitives sera adressé à l'Emprunteur après réception de l'échéancier de versements.

Caisse des dépôts et consignations

PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX - Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

PRC2017-09/09/2017 V2.0.0
Cf. Contrat de n° 68497 Emprunteur n° C00230474

GRUPE



www.groupecaisseledesdepots.fr

Tableau d'Amortissement En Euros

Edité le : 07/09/2017

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDs D'ÉPARGNE

DIRECTION REGIONALE ANTILLES-GUYANE

N° d'échéance	Date d'échéance (J)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à déduire (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
24	07/09/2043	1,35	2 626,08	1 828,38	797,70	0,00	57 260,49	0,00
25	07/09/2044	1,35	2 626,08	1 853,06	773,02	0,00	55 407,43	0,00
26	07/09/2045	1,35	2 626,08	1 878,08	748,00	0,00	53 529,35	0,00
27	07/09/2046	1,35	2 626,08	1 903,43	722,65	0,00	51 625,92	0,00
28	07/09/2047	1,35	2 626,08	1 929,13	696,95	0,00	49 696,79	0,00
29	07/09/2048	1,35	2 626,08	1 955,17	670,91	0,00	47 741,62	0,00
30	07/09/2049	1,35	2 626,08	1 981,57	644,51	0,00	45 760,05	0,00
31	07/09/2050	1,35	2 626,08	2 008,32	617,76	0,00	43 751,73	0,00
32	07/09/2051	1,35	2 626,08	2 035,43	590,65	0,00	41 716,30	0,00
33	07/09/2052	1,35	2 626,08	2 062,91	563,17	0,00	39 653,39	0,00
34	07/09/2053	1,35	2 626,08	2 090,76	535,32	0,00	37 562,63	0,00
35	07/09/2054	1,35	2 626,08	2 118,98	507,10	0,00	35 443,65	0,00
36	07/09/2055	1,35	2 626,08	2 147,59	478,49	0,00	33 296,06	0,00
37	07/09/2056	1,35	2 626,08	2 176,58	449,50	0,00	31 119,48	0,00
38	07/09/2057	1,35	2 626,08	2 205,97	420,11	0,00	28 913,51	0,00
39	07/09/2058	1,35	2 626,08	2 235,75	390,33	0,00	26 677,76	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif. Le tableau d'amortissement mentionnant les dates d'échéances définitives sera adressé à l'Emprunteur après réception de l'échéancier de versements.

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX - Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

GROUPE



www.groupecaisdesdepots.fr

Tableau d'Amortissement En Euros

Edité le : 07/09/2017

ÉTABLISSEMENT PUBLIC

DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

DIRECTION REGIONALE ANTILLES-GUYANE

N° d'échéance	Date d'échéance (dd/mm/aa)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à déduire (en €)	Capital à débourser (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
40	07/09/2059	1,35	2 626,08	2 265,93	360,15	0,00	24 411,83	0,00
41	07/09/2060	1,35	2 626,08	2 296,52	329,56	0,00	22 115,31	0,00
42	07/09/2061	1,35	2 626,08	2 327,52	298,56	0,00	19 787,79	0,00
43	07/09/2062	1,35	2 626,08	2 358,94	267,14	0,00	17 428,85	0,00
44	07/09/2063	1,35	2 626,08	2 390,79	235,29	0,00	15 038,06	0,00
45	07/09/2064	1,35	2 626,08	2 423,07	203,01	0,00	12 614,99	0,00
46	07/09/2065	1,35	2 626,08	2 455,78	170,30	0,00	10 159,21	0,00
47	07/09/2066	1,35	2 626,08	2 488,93	137,15	0,00	7 670,28	0,00
48	07/09/2067	1,35	2 626,08	2 522,53	103,55	0,00	5 147,75	0,00
49	07/09/2068	1,35	2 626,08	2 556,59	69,49	0,00	2 591,16	0,00
50	07/09/2069	1,35	2 626,14	2 591,16	34,98	0,00	0,00	0,00
Total			131 504,06	95 032,95	36 271,21	0,00		

A titre indicatif, la valeur de l'index en vigueur lors de l'émission du présent TA est de 0,75 % (Livret A)

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif. Le tableau d'amortissement mentionnant les dates d'échéances définitives sera adressé à l'Emprunteur après réception de l'échéancier de versements.

FR0003-FR0062 V2.0.0
Cote Contractuelle n° 60467 Emprunteur n° 00025074

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX - Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Annexe 2 à la délibération N°17-505-1

REPUBLIQUE FRANCAISE
LIBERTE – EGALITE – FRATERNITE



CONVENTION DE GARANTIE D'EMPRUNT

ENTRE

La Collectivité Territoriale de Martinique, représentée par M. Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de la Collectivité Territoriale de Martinique, dûment habilité à cet effet par délibération de la Collectivité Territoriale de Martinique n° 15-0003 du 18 décembre 2015,

ci-après, dénommé « La CTM »

ET

La Société Immobilière de la Martinique représentée par M..... dûment habilité à cet effet par délibération du conseil d'administration de la SIMAR en date du

ci-après dénommée « l'emprunteur », bénéficiaire de la garantie d'emprunt,

Vu la délibération n° 17- du 2017 , par laquelle la CTM a décidé de garantir vis-à-vis du prêteur, Caisse des Dépôts et Consignations, 50 % d'un emprunt d'un montant total en capital de 256 639,00 € plus les intérêts, constitué de 4 lignes de prêt, remboursable en 40 années pour deux d'entre eux et 50 années pour les deux autres, que l'emprunteur envisage de contracter, au taux qui sera en vigueur au jour de la signature du contrat, pour financer la construction de 6 logements sociaux (4 LLS et 2 LLTS) au lieu-dit Eudorcait sur le territoire de la ville de Sainte Marie.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT

ARTICLE 1 - OBJET

La CTM accorde sa garantie à l'emprunteur à hauteur de 50 %, pour le remboursement d'un emprunt qu'il doit souscrire auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour un montant total de DEUX CENT CINQUANTE SIX MILLE SIX CENT TRENTE NEUF EUROS (256 639,00 €) destiné à la construction de 6 logements sociaux, au lieu-dit Eudorcait, sur le territoire de la ville de Sainte Marie.

Les conditions de taux et de durée de remboursement sont celles qui figurent dans le contrat de prêt et qui sont conformes à la délibération de la CTM n° 17- du 2017 :

Ligne du prêt	PLAI (PRÊT LOCATIF AIDE D'INTEGRATION)	PLAI Foncier (PRÊT LOCATIF AIDE D'INTEGRATION)	PLUS (PRÊT LOCATIF A USAGE SOCIAL)	PLUS Foncier (PRÊT LOCATIF A USAGE SOCIAL)
Montant	23 565,00 €	35 537,00 €	105 019,00 €	92 518,00 €
Durée de la phase de préfinancement	24 mois	24 mois	24 mois	24 mois
Durée de la phase d'amortissement	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans
Périodicité des échéances	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Index	Livret A	Livret A	Livret A	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux du Livret A -0,2%	Taux du Livret A -0,2%	Taux du Livret A + 0,6%	Taux du Livret A + 0,6%
Profil d'amortissement	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)
Modalité de révision	Double Révisabilité (DR)	Double Révisabilité (DR)	Double Révisabilité (DR)	Double Révisabilité (DR)
Taux de progressivité des échéances	0%	0%	0%	0%

ARTICLE 2 - MISE EN JEU DE LA GARANTIE

Au cas où l'emprunteur se trouverait dans l'impossibilité de s'acquitter de tout ou partie des sommes dues aux échéances convenues, il s'engage à prévenir la CTM au moins deux mois à l'avance et à lui demander de les rembourser en ses lieu et place. Cette mesure d'information doit permettre à la CTM de se substituer immédiatement à l'emprunteur défaillant et d'éviter ainsi l'application d'intérêts moratoires.

L'emprunteur devra fournir à l'appui de cette information, toutes justifications nécessaires.

La CTM règlera le montant des annuités impayées à leur échéance en ses lieu et place, dans la limite de la garantie ci-dessus définie.

ARTICLE 3 - MODIFICATION DES CARACTERISTIQUES DE L'EMPRUNT

La CTM devra être informée par l'emprunteur de tout changement dans les caractéristiques et les modalités de remboursement du prêt (remboursement anticipé total ou partiel, modification de taux ou de durée). La modification des conditions de prêt fera l'objet d'un avenant au contrat de prêt comportant en annexe le nouveau tableau d'amortissement et devra être soumise à l'autorisation expresse de la CTM par voie de délibération de l'Assemblée de Martinique.

ARTICLE 4 - REMBOURSEMENT DES AVANCES

Les paiements qui auront été effectués par la CTM en lieu et place de l'emprunteur, auront le caractère d'avances remboursables.

Les avances remboursables ne produiront pas d'intérêts, en vue de maintenir l'équilibre financier initial de l'opération, de même que le niveau des loyers afférents.

ARTICLE 5 – CONTROLES ET SUIVI

5.1. L'emprunteur devra fournir chaque année à la CTM au plus tard le 15 juillet, les pièces suivantes (cf. articles L.3313-1 et L.2313-1 du CGCT) :

- * les comptes annuels certifiés: les comptes de résultat, les bilans, les annexes de l'exercice écoulé de la société,
- * Le rapport d'activités de la société.

5.2. L'emprunteur devra par ailleurs communiquer à la CTM un état d'avancement semestriel des travaux relatifs aux opérations de construction bénéficiant de la garantie de la CTM, mentionnant la date estimative, actualisée, d'achèvement des travaux.

La livraison définitive des opérations bénéficiant de la garantie de la CTM devra être systématiquement notifiée à la collectivité territoriale.

ARTICLE 6 - TRANSFERT DE PROPRIETE

En cas de changement de statut ou de tout autre évènement ayant entraîné un transfert de gestion de l'emprunteur vers un autre organisme, celui-ci s'engage à fournir à la CTM les éléments mentionnés à l'article 5 de la présente convention, ainsi qu'à honorer tout autre engagement pris par l'emprunteur et relatif aux garanties d'emprunt accordées par la CTM.

ARTICLE 7 - DUREE

La présente convention entrera en vigueur dès la signature du contrat de prêt qui devra comporter, en annexe, le tableau d'amortissement.

La signature du contrat de prêt, interviendra dans un délai maximum de 24 mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la délibération de la CTM accordant sa garantie. Faute de respecter ce délai, l'emprunteur devra saisir la CTM d'une nouvelle demande de garantie.

La présente convention s'appliquera jusqu'à apurement complet des sommes dues tant au prêteur qu'à la CTM.

ARTICLE 8 - REGLEMENT DES LITIGES

En cas de difficultés liées à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de régler leur différend à l'amiable. A défaut, le litige sera soumis au tribunal administratif de Fort de France.

La signature de la présente convention précèdera la participation de la CTM aux contrats de prêt en qualité de garant.

Fait en trois exemplaires, à , le

Pour l'emprunteur,

Pour la CTM,



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171220-17-506-1-DE
Date de télétransmission : 29/01/2018
Date de réception préfecture : 29/01/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-506-1

GARANTIE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE À LA SOCIÉTÉ D'HLM OZANAM À HAUTEUR DE 50 % D'UN EMPRUNT D'UN MONTANT TOTAL DE 1 110 351,00 €, DESTINÉ À LA CONSTRUCTION DE 12 LOGEMENTS SOCIAUX (9 LLS ET 3 LLTS) RUE DESPROGES, ILOT 8 À SAINTE-MARIE

L'An deux mille dix-sept, le vingt décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Christiane BAURAS, Joachim BOUQUETY (procuration à Eugène LARCHER), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Fred LORDINOT (procuration à Kora BERNABE), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Lucien RANGON), Charles-André MENCE (procuration à Félix CATHERINE), Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE (procuration à Lucien ADENET), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Sandra VALENTIN), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Jean-Philippe NILOR), Louise TELLE (procuration à Georges CLEON).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration, notamment ses articles L2001 et suivants ;

Vu l'article 2298 du code civil ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la demande formulée par la Société d'HLM OZANAM et tendant à solliciter la garantie partielle d'un emprunt d'un montant de 1 110 351,00 €, pour la construction de 12 logements sociaux (9 LLS et 3 LLTS), rue Desproges, Ilot 8 sur le territoire de la ville de Sainte-Marie ;

Vu le contrat de prêt N°66015 en annexe signé entre la Société d'HLM OZANAM et la Caisse des Dépôts et Consignations ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par M. Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;

Vu l'avis émis par la commission logement et habitat le 7 décembre 2017;

Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité, le 12 décembre 2017;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : La Collectivité Territoriale de Martinique accorde sa garantie pour le remboursement de la somme de cinq cent cinquante cinq mille cent soixante quinze euros cinquante centimes (555 175,50 €) représentant 50% d'un emprunt d'un montant total de 1 110 351,00 €, souscrit par la Société d'HLM OZANAM auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n°66015 destiné à la construction de 12 logements sociaux (9 logements locatifs sociaux (LLS) et 3 logements locatifs très sociaux (LLTS)) rue Desproges, Ilot 8 sur le territoire de la ville de Sainte-Marie.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

ARTICLE 2 : La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de la Collectivité Territoriale de Martinique est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

ARTICLE 3 : La Collectivité Territoriale de Martinique s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique


Claude LISE

Annexe 1 à la délibération N°17-506-1

GROUPE



ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

www.groupecaisseledesdepots.fr

CONTRAT DE PRÊT

N° 66015

Entre

SOCIETE ANONYME D'HABITATION A LOYER MODERE OZANAM - n° 000205749

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Paraphes



Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

1/23

GROUPE



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

CONTRAT DE PRÊT

Entre

SOCIETE ANONYME D'HABITATION A LOYER MODERE OZANAM, SIREN n°: 303149983,
sis(e) ROUTE DE LA POINTE DE JAHAM BP 7220 97274 SCHOELCHER CEDEX,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « **SOCIETE ANONYME D'HABITATION A LOYER MODERE OZANAM** » ou « **l'Emprunteur** »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « **la Caisse des Dépôts** », « **la CDC** » ou « **le Prêteur** »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « **les Parties** » ou « **la Partie** »

Paraphes

2/23

GROUPE



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.4
ARTICLE 2	PRÊT	P.4
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.4
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.4
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.5
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.8
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.8
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.9
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.11
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.13
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.14
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.14
ARTICLE 14	COMMISSIONS	P.14
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.15
ARTICLE 16	GARANTIES	P.17
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.18
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.21
ARTICLE 19	NON RENONCIATION	P.21
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.21
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS	P.21
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.22

ANNEXE 1	ÉCHÉANCIER DE VERSEMENTS
ANNEXE 2	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE

LES ANNEXES SONT UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr 3/23

GROUPE



www.groupecalssedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération Desproges ILOT 8, Parc social public, Construction de 12 logements situés RUE DESPROGES - ILOT 8 97230 SAINTE-MARIE.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum d'un million cent-dix mille trois-cent-cinquante-et-un euros (1 110 351,00 euros) constitué de 2 Lignes du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article « **Objet du Prêt** » et selon l'affectation suivante :

- PLA1, d'un montant de deux-cent-cinquante-quatre mille neuf-cent-soixante-quatorze euros (254 974,00 euros) ;
- PLUS, d'un montant de huit-cent-cinquante-cinq mille trois-cent-soixante-dix-sept euros (855 377,00 euros) ;

Le montant de chaque Ligne du Prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra pas y avoir de fongibilité entre chaque Ligne du Prêt.

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG), figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », est donné en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature nécessaires à l'octroi du Prêt.

GROUPE



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

La « **Consolidation de la Ligne du Prêt** » désigne l'opération visant à additionner, au terme de la Phase de Mobilisation, l'ensemble des Versements effectués et le cas échéant, les intérêts capitalisés liés aux Versements. Elle intervient à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le « **Contrat** » désigne le présent Contrat de Prêt avec ses annexes et ses éventuels avenants.

La « **Courbe de Taux de Swap Euribor** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap Euribor. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask »), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Courbe de Taux de Swap Inflation** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap inflation. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask ») à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] ; qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Date de Début de la Phase d'Amortissement** » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « **Dates d'Echéances** » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La « **Date d'Effet** » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » a (ont) été remplie(s).

La « **Date Limite de Mobilisation** » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

La « **Durée de la Ligne du Prêt** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20 5/23
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

G R O U P E



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

La « **Durée de la Phase de Préfinancement** » est la durée comprise entre le premier jour du mois suivant la prise d'effet du Contrat et la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt.

La « **Durée totale du Prêt** » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt** » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Garantie** » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « **Garantie publique** » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« **Index** » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« **Index Livret A** » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas de disparition ou de non-publication de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « **Jour ouvré** » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La « **Ligne du Prêt** » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des versements effectués pendant la Phase de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le « **Livret A** » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

La « **Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant à l'issue de la Phase de Mobilisation, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « **Règlement des Echéances** », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

6/23

GROUPE



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

La « Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement » désigne la période débutant 10 jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant à la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

La « Phase de Préfinancement » désigne, pour une Ligne du Prêt, la période comprise entre le premier jour du mois suivant la Date d'Effet et sa Date Limite de Mobilisation.

Le « Prêt » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « Prêt ».

Le « Prêt Locatif à Usage Social » (PLUS) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, à la construction et à l'amélioration de logements locatifs à usage social.

Le « Prêt Locatif Aidé d'Intégration » (PLAI) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, la construction et l'aménagement de logements locatifs très sociaux.

La « Révision » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « Double Révisibilité » (DR) signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel ainsi que le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index.

Le « Taux de Swap EURIBOR » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index EURIBOR constaté. Les Taux de Swap EURIBOR sont publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux swap « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le « Taux de Swap Inflation » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un Contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap (l'indice d'inflation est identique à celui servant de référence aux OATi, tel que publié sur les pages de l'Agence France Trésor). Les Taux de Swaps Inflation sont publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap zéro coupon « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas) à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La « Valeur de Marché de la Ligne du Prêt » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :

- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index l'Inflation ;
- sur une combinaison de la Courbe de Taux de Swap Euribor et de la Courbe de Taux de Swap Inflation, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20 7/23
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

G R O U P E



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le « **Versement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et ses annexes devront être retournés dûment complétés, paraphés et signés au Prêteur.

Le contrat prendra effet à la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du **26/09/2017** le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est donc subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** » ;
- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** », ne soit survenu ou susceptible de survenir ;
- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;
- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article « **Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt** » ;
- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :
 - Garantie(s) conforme(s)

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur ne sera pas tenu de verser les fonds de chaque Ligne du Prêt et pourra considérer le Contrat comme nul et non avenu.

PROCO-PR0068 V2.1.2 - page 8/23
Contrat de prêt n° 66015 Emprunteur n° 000205749

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

8/23

G R O U P E



www.groupecalssedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article « **Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt** », à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent, l'échéancier de Versements est négocié entre l'Emprunteur et le Prêteur. Il correspond au rythme prévisionnel des paiements à effectuer par l'Emprunteur pour la réalisation de ou des opérations financées par le Prêt.

Pour chaque Ligne du Prêt, si le total des Versements portés sur l'échéancier est inférieur au montant maximum des Lignes du Prêts indiqué à l'Article « **Caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt** », ce montant sera réduit d'office à hauteur des sommes effectivement versées à la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt.

Les échéanciers de Versements sont établis par l'Emprunteur sachant que, d'une part, le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet, et, d'autre part, le dernier Versement doit impérativement intervenir deux mois avant la première Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

En cas de retard dans le déroulement du chantier, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être adressée par l'Emprunteur au Prêteur, par lettre ou via le site internet de ce dernier, au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur chaque échéancier de Versements.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

9/23

GR O U P E



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

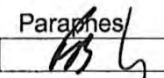
Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PLAI	PLUS		
Enveloppe	-	-		
Identifiant de la Ligne du Prêt	5190772	5190771		
Montant de la Ligne du Prêt	254 974 €	855 377 €		
Commission d'instruction	0 €	0 €		
Durée de la période	Annuelle	Annuelle		
Taux de période	0,55 %	1,35 %		
TEG de la Ligne du Prêt	0,55 %	1,35 %		
Phase de préfinancement				
Durée du préfinancement	24 mois	24 mois		
Taux d'intérêt du préfinancement	0,55 %	1,35 %		
Règlement des intérêts de préfinancement	Capitalisation	Capitalisation		
Phase d'amortissement				
Durée	40 ans	40 ans		
Index	Livret A	Livret A		
Marge fixe sur index	- 0,2 %	0,6 %		
Taux d'intérêt ¹	0,55 %	1,35 %		
Périodicité	Annuelle	Annuelle		
Profil d'amortissement	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)		
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle		
Modalité de révision	DR	DR		
Taux de progressivité des échéances	0 %	0 %		
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent		
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360		

¹ Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'index de la Ligne du Prêt.

PR0090-PR0068 V2.1.2 Page 10/23
Contrat de prêt n° 68015 Emprunteur n° 000205749

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

10/23

G R O U P E



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

L'Emprunteur a la faculté, pendant la Phase de Préfinancement et au plus tard deux mois avant la plus proche des deux dates entre la nouvelle date de fin de Phase de Préfinancement et la date initiale, de solliciter l'accord du Prêteur pour l'allongement ou la réduction de la Durée de la Phase de Préfinancement mentionnée ci-dessus.

Si cette nouvelle Durée de la Phase de Préfinancement s'inscrit dans la période de 3 à 24 mois indiquée dans l'acte de garantie, alors cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant.

Par ailleurs, la modification de la Durée de la Phase de Préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article « **Commissions** ».

L'Emprunteur reconnaît que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt, que :

- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;
- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.

Et, l'Emprunteur reconnaît avoir procédé personnellement à toutes les estimations qu'il jugeait nécessaires à l'appréciation du coût total de chaque Ligne du Prêt.

Les frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « **Garantie** ».

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr 11/23

G R O U P E



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

PHASE DE PRÉFINANCEMENT

Le montant des intérêts de la Phase de Préfinancement, est calculé en fonction, d'une part, du montant et des dates de Versements et, d'autre part, des taux d'intérêt successivement en vigueur pendant cette période.

Le taux d'Intérêt de la Phase de Préfinancement (IP) indiqué à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et actualisé comme indiqué ci-dessus, est révisé à chaque variation de l'Index dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (IP') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : $IP' = IP + DT$

où DT désigne la différence positive ou négative constatée entre la dernière valeur actualisée de l'Index et celui en vigueur à la Date d'Effet du Contrat.

PHASE D'AMORTISSEMENT

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisibilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, en fonction d'un coefficient (R) dans les conditions ci-après définies :

- Le coefficient de Révision (R) est déterminé par la formule : $R = 1 + DT/(1+I)$

où DT désigne la différence positive ou négative constatée entre le taux de l'Index en vigueur à la date de la Révision et celui en vigueur à la Date d'Effet du Contrat.

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : $I' = R (1+I) - 1$

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

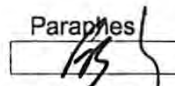
- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : $P' = R (1+P) - 1$

Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif, le cas échéant il sera ramené à 0 %.

PRO090-PRO068 V2.1.2 Page 12/23
Contrat de prêt n° 68015 Emprunteur n° 000205749

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

12/23

GROUPE



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

■ Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t) \text{ "base de calcul" } - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Si la Durée de la Phase de Préfinancement est inférieure à 12 mois, l'Emprunteur paie, dans les conditions définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et à la date d'exigibilité indiquée dans la mise en recouvrement adressée par le Prêteur, le montant des intérêts courus sur les Versements effectués pendant cette phase, arrêtés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le capital de la Ligne du Prêt, dont les caractéristiques financières sont précisées à l'Article précité, est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur pendant la Phase de Préfinancement.

En outre, si la Durée de la Phase de Préfinancement est supérieure ou égale à 12 mois, l'Emprunteur a également la faculté d'opter pour le paiement des intérêts courus sur les Versements effectués pendant la Phase de Préfinancement et ce dans les conditions mentionnées ci-dessus. Cependant, il peut choisir la capitalisation desdits intérêts et ainsi consolider la Ligne du Prêt selon les caractéristiques financières précisées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ». Dans ce cas le capital de la Ligne du Prêt est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur et des intérêts courus sur ces Versements durant cette phase.

Si le choix de l'Emprunteur s'est porté sur la capitalisation des intérêts, ce dernier a la possibilité de solliciter du Prêteur la modification de cette modalité de règlement des intérêts de préfinancement afin de les payer en fin de Phase de Préfinancement.

Aussi, l'Emprunteur devra faire part au Prêteur de sa volonté de modifier ladite modalité de paiement, au plus tard deux mois avant la fin de la Date de Début de la Phase d'Amortissement. Dès lors que la nouvelle modalité de paiement de ces intérêts est prévue dans l'acte de garantie, cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant. Par ailleurs, la modification de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article « **Commissions** ».

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de chaque échéance seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

13/23

G R O U P E



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « amortissement déduit (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et « **Détermination des Taux** ».

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation signée par l'Emprunteur à cet effet.

Les sommes dues par les Emprunteurs ayant l'obligation d'utiliser le réseau des comptables publics font l'objet d'un prélèvement selon la procédure du débit d'office. Elles sont acquittées auprès du Caissier Général de la Caisse des Dépôts à Paris.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement au Caissier Général au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS

Le présent Prêt n'est soumis à la perception d'aucune commission d'instruction.

L'Emprunteur sera redevable pour chaque Ligne du Prêt, en cas de modification de la Durée de la Phase de Préfinancement définie à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et/ou de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement définie à l'Article « **Calcul et Paiement des Intérêts** », d'une commission de réaménagement de cent euros (100 €) par Ligne du Prêt réaménagée.

Ladite commission sera prélevée par le Prêteur après réception de la lettre valant avenant formalisant la ou les modifications et après prise en compte de la ou des nouvelles caractéristiques financières.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

14/23

GROUPE



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

DÉCLARATIONS DE L'EMPRUNTEUR :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;
- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;
- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;
- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;
- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;
- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;
- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;
- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;
- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;
- qu'il a été informé que le Prêteur pourra céder et/ou transférer tout ou partie de ses droits et obligations sans que son accord ne soit préalablement requis.

ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;
- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;
- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;
- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de Garantie sur le foncier et les immeubles financés, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception de celles qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « **Garanties** » du Contrat ;
- justifier du titre définitif conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis ;

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations

PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

15/23

GROUPE



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC

DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;
- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;
- transmettre chaque année au Prêteur le document de référence relatif au ratio annuel de couverture de la dette (Annual Debt Service Cover Ratio ou ADSCR) ;
- informer préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur :
 - de toute transformation de son statut, ou de toute opération envisagée de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
 - de toute signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, ou de toute modification à intervenir relative à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;
- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ;
- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « **Objet du Prêt** », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;
- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;
- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déférer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;
- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;
- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** » ;

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations

PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

GROUPE



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout événement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;
- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;
- à ne pas céder ou transférer tout ou partie de ses droits ou obligations au titre du présent Contrat sans l'autorisation expresse du Prêteur.
- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;
- transmettre au Prêteur le formulaire CERFA justifiant de la demande de perception du Crédit d'Impôt d'Outre-Mer (CIDOM) déposée auprès de la Direction Générale des Finances Publiques. Ainsi qu'à rembourser par anticipation les montants au prorata de chaque Ligne du Prêt et au fur et à mesure des perceptions dudit crédit d'impôt. Ces remboursements anticipés obligatoires ne donneront lieu à la facturation d'aucune indemnité ou pénalité conformément et dans la limite des dispositions prévues à l'Article « Remboursements Anticipés et leurs Conditions Financières ».

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE	50,00
Collectivités locales	COMMUNE DE SAINTE-MARIE	50,00

Les Garants du Prêt s'engagent, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en son lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

Les engagements de ces derniers sont réputés conjoints, de telle sorte que la Garantie de chaque Garant est due pour la totalité du Prêt à hauteur de sa quote-part expressément fixée aux termes de l'acte portant Garantie au Prêt.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20 17/23
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

G R O U P E



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.

Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.

Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « **Calcul et Paiement des Intérêts** ».

Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.

L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son remplacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

En Phase de Préfinancement l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, pour chaque Ligne du Prêt, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels dès le premier Versement et pendant toute la Durée de la Phase de Préfinancement. Ces derniers sont pris en compte dès la Date de Début de la Phase d'Amortissement si le Versement effectif des fonds est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette date.

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette échéance.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « **Notifications** », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

GROUPE



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursement anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Les remboursements anticipés volontaires effectués en cours de Phase de Préfinancement donnent lieu à perception d'une indemnité égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires en cours de Phase d'Amortissement.

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraineront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;
- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;
- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;
- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;
- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat ;

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations

PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -

Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20

antilles-guyane@caissedesdepots.fr

19/23

G R O U P E



www.groupecalssedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** », ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :

- dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
- la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur, dans toute la mesure permise par la loi, d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

17.2.2 Deuxième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;
- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;
- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;
- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition) ou de la gouvernance de l'Emprunteur, qui affecterait sa situation financière (notamment dans l'éventualité d'un ADSCR inférieur à 1), et qui aurait des conséquences sur sa capacité de remboursement ;
- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur, dans toute la mesure permise par la loi, d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;
- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

- BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
20/23

GROUPE



www.groupecalssedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;
- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1154 du Code civil.

ARTICLE 19 NON RENONCIATION

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et, le cas échéant, à l'Article « **Commissions** ».

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Ligne du Prêt) peuvent être effectuées soit par courriel soit par télécopie signée par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou télécopie l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

21/23

GROUPE



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera porté devant les juridictions civiles parisiennes.

Paraphes

22/23

GROUPE



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Fait en autant d'originaux que de signataires,

Le, 12 JUL. 2017

Pour l'Emprunteur,

Civilité : M.

Nom / Prénom :

Qualité : Directeur Général

Dûment habilité(e) aux présentes

Le, 5 juillet 2017

Pour la Caisse des Dépôts,

Civilité : M.

Nom / Prénom :

Qualité : Directeur Territorial

Dûment habilité(e) aux présentes

Cachet et Signature :

OZANAM
Groupe Action Logement
BP 7220 - 97274 SCHÉLCHER CEDEX
Pointe de l'aham - 97233 SCHÉLCHER
Tél : 0596 61 42 12 - Fax : 0596 61 50 37
Directeur Général

Cachet et Signature :

Directeur Territorial

Annexe 2 à la délibération N°17-506-1

REPUBLIQUE FRANCAISE
LIBERTE – EGALITE – FRATERNITE



CONVENTION DE GARANTIE D'EMPRUNT

ENTRE

La Collectivité Territoriale de Martinique, représentée par M. Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de la Collectivité Territoriale de Martinique, dûment habilité à cet effet par délibération de la Collectivité Territoriale de Martinique n° 15-0003 du 18 décembre 2015,

ci-après dénommé « La CTM »

ET

La Société d'HLM OZANAM représentée par M..... dûment habilité à cet effet par délibération du conseil d'administration de la Société d'HLM OZANAM en date du

ci-après dénommée « l'emprunteur », bénéficiaire de la garantie d'emprunt,

Vu la délibération n° 17, par laquelle la CTM a décidé de garantir vis-à-vis du prêteur, Caisse des Dépôts et Consignations, 50 % d'un emprunt constitué de 2 lignes de prêt, d'un montant total en capital de 1 110 351,00 € plus les intérêts, remboursable en 40 années que l'emprunteur envisage de contracter, au taux qui sera en vigueur au jour de la signature du contrat, pour financer les travaux de construction de 9 LLS et 3 LLTS rue Desproges, Ilot 8 sur le territoire de la ville de Sainte Marie.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUI

ARTICLE 1 - OBJET

La CTM accorde sa garantie à l'emprunteur à hauteur de 50 %, pour le remboursement d'un emprunt qu'il doit souscrire auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour un montant total de UN MILLION CENT DIX MILLE TROIS CENT CINQUANTE ET UN EUROS (1 110 351,00 €) destiné aux travaux de construction de 9 LLS et 3 LLTS rue Desproges, Ilot 8 sur le territoire de la ville de Sainte Marie.

Les conditions de taux et de durée de remboursement sont celles qui figurent dans le contrat de prêt et qui sont conformes à la délibération de la CTM n° 17-:

Ligne du prêt :	PLAI (PRET LOCATIF AIDE D'INTEGRATION)	PLUS (PRET LOCATIF A USAGE SOCIAL)
Montant :	254 974 €	855 377 €
- Durée de la phase de préfinancement :	24 mois	24 mois
- Durée de la phase d'amortissement :	40 ans	40 ans
Périodicité des échéances :	Annuelle	Annuelle
Index :	Livret A	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel :	Taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 0,20%.	Taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0,60%.
Profil d'amortissement :	Amortissement déduit avec intérêts différés	Amortissement déduit avec intérêts différés
Modalité de révision :	« Double révisabilité » (DR)	« Double révisabilité » (DR)
Taux de progressivité des échéances :	0 %	0 %

ARTICLE 2 - MISE EN JEU DE LA GARANTIE

Au cas où l'emprunteur se trouverait dans l'impossibilité de s'acquitter de tout ou partie des sommes dues aux échéances convenues, il s'engage à prévenir la CTM au moins deux mois à l'avance et à lui demander de les rembourser en ses lieu et place. Cette mesure d'information doit permettre à la CTM de se substituer immédiatement à l'emprunteur défaillant et d'éviter ainsi l'application d'intérêts moratoires.

L'emprunteur devra fournir à l'appui de cette information, toutes justifications nécessaires.
La CTM règlera le montant des annuités impayées à leur échéance en ses lieu et place, dans la limite de la garantie ci-dessus définie.

ARTICLE 3 - MODIFICATION DES CARACTERISTIQUES DE L'EMPRUNT

La CTM devra être informée par l'emprunteur de tout changement dans les caractéristiques et les modalités de remboursement du prêt (remboursement anticipé total ou partiel, modification de taux ou de durée). La modification des conditions de prêt fera l'objet d'un avenant au contrat de prêt comportant en annexe le nouveau tableau d'amortissement et devra être soumise à l'autorisation expresse de la CTM par voie de délibération de l'Assemblée de Martinique.

ARTICLE 4 - REMBOURSEMENT DES AVANCES

Les paiements qui auront été effectués par la CTM en lieu et place de l'emprunteur, auront le caractère d'avances remboursables.

Les avances remboursables ne produiront pas d'intérêts, en vue de maintenir l'équilibre financier initial de l'opération, de même que le niveau des loyers afférents.

ARTICLE 5 – CONTROLES ET SUIVI

5.1. L'emprunteur devra fournir chaque année à la CTM au plus tard le 15 juillet, les pièces suivantes (cf. articles L.3313-1 et L.2313-1 du CGCT) :

- * les comptes annuels certifiés: les comptes de résultat, les bilans, les annexes de l'exercice écoulé de la société,
- * Le rapport d'activités de la société.

5.2. L'emprunteur devra par ailleurs communiquer à la CTM un état d'avancement semestriel des travaux relatifs aux opérations de construction bénéficiant de la garantie de la CTM, mentionnant la date estimative, actualisée, d'achèvement des travaux.

La livraison définitive des opérations bénéficiant de la garantie de la CTM devra être systématiquement notifiée à la collectivité territoriale.

ARTICLE 6 - TRANSFERT DE PROPRIETE

En cas de changement de statut ou de tout autre événement ayant entraîné un transfert de gestion de l'emprunteur vers un autre organisme, celui-ci s'engage à fournir à la CTM les éléments mentionnés à l'article 5 de la présente convention, ainsi qu'à honorer tout autre engagement pris par l'emprunteur et relatif aux garanties d'emprunt accordées par la CTM.

ARTICLE 7 - DUREE

La présente convention entrera en vigueur dès la signature du contrat de prêt qui devra comporter, en annexe, le tableau d'amortissement.

La signature du contrat de prêt, interviendra dans un délai maximum de 24 mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la délibération de la CTM accordant sa garantie. Faute de respecter ce délai, l'emprunteur devra saisir la CTM d'une nouvelle demande de garantie.

La présente convention s'appliquera jusqu'à apurement complet des sommes dues tant au prêteur qu'à la CTM.

ARTICLE 8 - REGLEMENT DES LITIGES

En cas de difficultés liées à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de régler leur différend à l'amiable. A défaut, le litige sera soumis au tribunal administratif de Fort de France.

La signature de la présente convention précèdera la participation de la CTM aux contrats de prêt en qualité de garant.

Fait en trois exemplaires, à _____, le _____

Pour l'emprunteur,

Pour la CTM,



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171220-17-507-1-DE
Date de télétransmission : 29/01/2018
Date de réception préfecture : 29/01/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-507-1

PORTANT GARANTIE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE À LA SOCIÉTÉ D'HLM OZANAM À HAUTEUR DE 50 % D'UN EMPRUNT D'UN MONTANT TOTAL DE 1 500 429,00 €, DESTINÉ À LA CONSTRUCTION DE 17 LOGEMENTS SOCIAUX (15 LLS ET 2 LLTS) RUE DESPROGES, ILOT 1 À SAINTE-MARIE

L'An deux mille dix-sept, le vingt décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Christiane BAURAS, Joachim BOUQUETY (procuration à Eugène LARCHER), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Fred LORDINOT (procuration à Kora BERNABE), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Lucien RANGON), Charles-André MENCE (procuration à Félix CATHERINE), Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE (procuration à Lucien ADENET), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Sandra VALENTIN), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Jean-Philippe NILOR), Louise TELLE (procuration à Georges CLEON).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration, notamment ses articles L2001 et suivants ;

Vu l'article 2298 du code civil ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la demande formulée par la Société d'HLM OZANAM et tendant à solliciter la garantie partielle d'un emprunt d'un montant de 1 500 429,00 €, pour la construction de 17 logements sociaux dont 15 logements locatifs sociaux (LLS) et 2 logements locatifs très sociaux (LLTS), rue Desproges, Ilot 1 sur le territoire de la ville de Sainte-Marie ;

Vu le contrat de prêt N°66014 en annexe signé entre la Société d'HLM OZANAM et la Caisse des Dépôts et Consignations ;

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX

Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par M. Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;

Vu l'avis émis par la commission logement et habitat le 7 décembre 2017;

Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité, le 12 décembre 2017;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : La Collectivité Territoriale de Martinique accorde sa garantie pour le remboursement de la somme de sept cent cinquante mille deux cent quatorze euros cinquante centimes (750 214,50 €) représentant 50% d'un emprunt d'un montant total de 1 500 429,00 €, souscrit par la Société d'HLM OZANAM auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n° 66014 destiné à la construction de 15 logements locatifs sociaux (LLS) et 2 logements locatifs très sociaux (LLTS) rue Desproges, llot 1 sur le territoire de la ville de Sainte- Marie.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération

ARTICLE 2 : La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de la Collectivité Territoriale de Martinique est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

ARTICLE 3 : La Collectivité Territoriale de Martinique s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE

Annexe 1 à la délibération N°17-507-1

GROUPE



ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

www.groupecaisseledesdepots.fr

CONTRAT DE PRÊT

N° 66014

Entre

SOCIETE ANONYME D'HABITATION A LOYER MODERE OZANAM - n° 000205749

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

1/23

G R O U P E



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

CONTRAT DE PRÊT

Entre

SOCIETE ANONYME D'HABITATION A LOYER MODERE OZANAM, SIREN n°: 303149983,
sis(e) ROUTE DE LA POINTE DE JAHAM BP 7220 97274 SCHOELCHER CEDEX,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « **SOCIETE ANONYME D'HABITATION A LOYER MODERE OZANAM** » ou « **l'Emprunteur** »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « **la Caisse des Dépôts** », « **la CDC** » ou « **le Prêteur** »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « **les Parties** » ou « **la Partie** »

Paraphes

GROUPE



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.4
ARTICLE 2	PRÊT	P.4
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.4
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.4
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.5
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.8
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.8
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.9
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.11
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.13
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.14
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.14
ARTICLE 14	COMMISSIONS	P.14
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.15
ARTICLE 16	GARANTIES	P.17
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.18
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.21
ARTICLE 19	NON RENONCIATION	P.21
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.21
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS	P.21
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.22

ANNEXE 1	ÉCHÉANCIER DE VERSEMENTS
ANNEXE 2	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE

LES ANNEXES SONT UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

3/23

G R O U P E



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération DESPROGES ILOT 1, Parc social public, Construction de 17 logements situés RUE DESPROGES 97230 SAINTE-MARIE.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum d'un million cinq-cent mille quatre-cent-vingt-neuf euros (1 500 429,00 euros) constitué de 2 Lignes du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article « **Objet du Prêt** » et selon l'affectation suivante :

- PLAI, d'un montant de cent-soixante-dix-sept mille quatre-cent-cinquante-quatre euros (177 454,00 euros) ;
- PLUS, d'un montant d'un million trois-cent-vingt-deux mille neuf-cent-soixante-quinze euros (1 322 975,00 euros) ;

Le montant de chaque Ligne du Prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra pas y avoir de fongibilité entre chaque Ligne du Prêt.

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG), figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », est donné en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature nécessaires à l'octroi du Prêt.

Paraphes

4/23

G R O U P E



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

La « **Consolidation de la Ligne du Prêt** » désigne l'opération visant à additionner, au terme de la Phase de Mobilisation, l'ensemble des Versements effectués et le cas échéant, les intérêts capitalisés liés aux Versements. Elle intervient à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le « **Contrat** » désigne le présent Contrat de Prêt avec ses annexes et ses éventuels avenants.

La « **Courbe de Taux de Swap Euribor** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap Euribor. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask »), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Courbe de Taux de Swap Inflation** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap inflation. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask ») à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] ; qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Date de Début de la Phase d'Amortissement** » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « **Dates d'Echéances** » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La « **Date d'Effet** » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » a (ont) été remplie(s).

La « **Date Limite de Mobilisation** » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

La « **Durée de la Ligne du Prêt** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

5/23

G R O U P E



www.groupecalssedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

La « **Durée de la Phase de Préfinancement** » est la durée comprise entre le premier jour du mois suivant la prise d'effet du Contrat et la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt.

La « **Durée totale du Prêt** » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt** » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Garantie** » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « **Garantie publique** » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« **Index** » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« **Index Livret A** » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas de disparition ou de non-publication de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « **Jour ouvré** » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La « **Ligne du Prêt** » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des versements effectués pendant la Phase de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le « **Livret A** » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

La « **Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant à l'issue de la Phase de Mobilisation, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « **Règlement des Echéances** », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

Paraphe

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr 6/23

G R O U P E



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

La « **Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement** » désigne la période débutant 10 jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant à la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

La « **Phase de Préfinancement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la période comprise entre le premier jour du mois suivant la Date d'Effet et sa Date Limite de Mobilisation.

Le « **Prêt** » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « **Prêt** ».

Le « **Prêt Locatif à Usage Social** » (**PLUS**) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, à la construction et à l'amélioration de logements locatifs à usage social.

Le « **Prêt Locatif Aidé d'Intégration** » (**PLAI**) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, la construction et l'aménagement de logements locatifs très sociaux.

La « **Révision** » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « **Double Révisibilité** » (**DR**) signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel ainsi que le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index.

Le « **Taux de Swap EURIBOR** » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index EURIBOR constaté. Les Taux de Swap EURIBOR sont publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux swap « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le « **Taux de Swap Inflation** » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un Contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap (l'indice d'inflation est identique à celui servant de référence aux OATi, tel que publié sur les pages de l'Agence France Trésor). Les Taux de Swaps Inflation sont publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap zéro coupon « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas) à l'aide des codes <FRSW1 Index> à <FRSW50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :

- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index l'Inflation ;
- sur une combinaison de la Courbe de Taux de Swap Euribor et de la Courbe de Taux de Swap Inflation, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Paraphes



Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

7/23

G R O U P E



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le « **Versement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et ses annexes devront être retournés dûment complétés, paraphés et signés au Prêteur.

Le contrat prendra effet à la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du **26/09/2017** le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est donc subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** » ;
- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** », ne soit survenu ou susceptible de survenir ;
- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;
- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article « **Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt** » ;
- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :
 - Garantie(s) conforme(s)

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur ne sera pas tenu de verser les fonds de chaque Ligne du Prêt et pourra considérer le Contrat comme nul et non avenu.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

8/23

G R O U P E



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article « **Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt** », à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent, l'échéancier de Versements est négocié entre l'Emprunteur et le Prêteur. Il correspond au rythme prévisionnel des paiements à effectuer par l'Emprunteur pour la réalisation de ou des opérations financées par le Prêt.

Pour chaque Ligne du Prêt, si le total des Versements portés sur l'échéancier est inférieur au montant maximum des Lignes du Prêts indiqué à l'Article « **Caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt** », ce montant sera réduit d'office à hauteur des sommes effectivement versées à la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt.

Les échéanciers de Versements sont établis par l'Emprunteur sachant que, d'une part, le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet, et, d'autre part, le dernier Versement doit impérativement intervenir deux mois avant la première Date d'Échéance de chaque Ligne du Prêt.

En cas de retard dans le déroulement du chantier, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être adressée par l'Emprunteur au Prêteur, par lettre ou via le site internet de ce dernier, au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur chaque échéancier de Versements.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

9/23

GROUPE



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PLAI	PLUS		
Enveloppe	-	-		
Identifiant de la Ligne du Prêt	5190776	5190777		
Montant de la Ligne du Prêt	177 454 €	1 322 975 €		
Commission d'instruction	0 €	0 €		
Durée de la période	Annuelle	Annuelle		
Taux de période	0,55 %	1,35 %		
TEG de la Ligne du Prêt	0,55 %	1,35 %		
Phase de préfinancement				
Durée du préfinancement	24 mois	24 mois		
Taux d'intérêt du préfinancement	0,55 %	1,35 %		
Règlement des intérêts de préfinancement	Capitalisation	Capitalisation		
Phase d'amortissement				
Durée	40 ans	40 ans		
Index	Livret A	Livret A		
Marge fixe sur index	- 0,2 %	0,6 %		
Taux d'intérêt ¹	0,55 %	1,35 %		
Périodicité	Annuelle	Annuelle		
Profil d'amortissement	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)		
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle		
Modalité de révision	DR	DR		
Taux de progressivité des échéances	0 %	0 %		
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent		
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360		

¹ Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'index de la Ligne du Prêt.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

10/23

G R O U P E



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC

DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

L'Emprunteur a la faculté, pendant la Phase de Préfinancement et au plus tard deux mois avant la plus proche des deux dates entre la nouvelle date de fin de Phase de Préfinancement et la date initiale, de solliciter l'accord du Prêteur pour l'allongement ou la réduction de la Durée de la Phase de Préfinancement mentionnée ci-dessus.

Si cette nouvelle Durée de la Phase de Préfinancement s'inscrit dans la période de 3 à 24 mois indiquée dans l'acte de garantie, alors cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant.

Par ailleurs, la modification de la Durée de la Phase de Préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article « **Commissions** ».

L'Emprunteur reconnaît que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt, que :

- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;
- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.

Et, l'Emprunteur reconnaît avoir procédé personnellement à toutes les estimations qu'il jugeait nécessaires à l'appréciation du coût total de chaque Ligne du Prêt.

Les frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « **Garantie** ».

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations

PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

11/23

GROUPE



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

PHASE DE PRÉFINANCEMENT

Le montant des intérêts de la Phase de Préfinancement, est calculé en fonction, d'une part, du montant et des dates de Versements et, d'autre part, des taux d'intérêt successivement en vigueur pendant cette période.

Le taux d'intérêt de la Phase de Préfinancement (IP) indiqué à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et actualisé comme indiqué ci-dessus, est révisé à chaque variation de l'Index dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (IP') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : $IP' = IP + DT$

où DT désigne la différence positive ou négative constatée entre la dernière valeur actualisée de l'Index et celui en vigueur à la Date d'Effet du Contrat.

PHASE D'AMORTISSEMENT

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisibilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, en fonction d'un coefficient (R) dans les conditions ci-après définies :

- Le coefficient de Révision (R) est déterminé par la formule : $R = 1 + DT/(1+I)$

où DT désigne la différence positive ou négative constatée entre le taux de l'Index en vigueur à la date de la Révision et celui en vigueur à la Date d'Effet du Contrat.

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : $I' = R (1+I) - 1$

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : $P' = R (1+P) - 1$

Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif, le cas échéant il sera ramené à 0 %.

PR0090-PR0068 V2.1.2 page 12/23
Contrat de prêt n° 65014 Emprunteur n° 000205749

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

12/23

G R O U P E



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t) \text{ "base de calcul" } - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Si la Durée de la Phase de Préfinancement est inférieure à 12 mois, l'Emprunteur paie, dans les conditions définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et à la date d'exigibilité indiquée dans la mise en recouvrement adressée par le Prêteur, le montant des intérêts courus sur les Versements effectués pendant cette phase, arrêtés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le capital de la Ligne du Prêt, dont les caractéristiques financières sont précisées à l'Article précité, est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur pendant la Phase de Préfinancement.

En outre, si la Durée de la Phase de Préfinancement est supérieure ou égale à 12 mois, l'Emprunteur a également la faculté d'opter pour le paiement des intérêts courus sur les Versements effectués pendant la Phase de Préfinancement et ce dans les conditions mentionnées ci-dessus. Cependant, il peut choisir la capitalisation desdits intérêts et ainsi consolider la Ligne du Prêt selon les caractéristiques financières précisées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ». Dans ce cas le capital de la Ligne du Prêt est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur et des intérêts courus sur ces Versements durant cette phase.

Si le choix de l'Emprunteur s'est porté sur la capitalisation des intérêts, ce dernier a la possibilité de solliciter du Prêteur la modification de cette modalité de règlement des intérêts de préfinancement afin de les payer en fin de Phase de Préfinancement.

Aussi, l'Emprunteur devra faire part au Prêteur de sa volonté de modifier ladite modalité de paiement, au plus tard deux mois avant la fin de la Date de Début de la Phase d'Amortissement. Dès lors que la nouvelle modalité de paiement de ces intérêts est prévue dans l'acte de garantie, cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant. Par ailleurs, la modification de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article « **Commissions** ».

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de chaque échéance seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Paraphes 1

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr 13/23

G R O U P E



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « amortissement déduit (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et « **Détermination des Taux** ».

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation signée par l'Emprunteur à cet effet.

Les sommes dues par les Emprunteurs ayant l'obligation d'utiliser le réseau des comptables publics font l'objet d'un prélèvement selon la procédure du débit d'office. Elles sont acquittées auprès du Caissier Général de la Caisse des Dépôts à Paris.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement au Caissier Général au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS

Le présent Prêt n'est soumis à la perception d'aucune commission d'instruction.

L'Emprunteur sera redevable pour chaque Ligne du Prêt, en cas de modification de la Durée de la Phase de Préfinancement définie à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et/ou de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement définie à l'Article « **Calcul et Paiement des intérêts** », d'une commission de réaménagement de cent euros (100 €) par Ligne du Prêt réaménagée.

Ladite commission sera prélevée par le Prêteur après réception de la lettre valant avenant formalisant la ou les modifications et après prise en compte de la ou des nouvelles caractéristiques financières.

Paraphe

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

DÉCLARATIONS DE L'EMPRUNTEUR :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;
- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;
- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;
- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;
- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;
- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;
- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;
- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;
- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;
- qu'il a été informé que le Prêteur pourra céder et/ou transférer tout ou partie de ses droits et obligations sans que son accord ne soit préalablement requis.

ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;
- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;
- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;
- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de Garantie sur le foncier et les immeubles financés, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception de celles qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « **Garanties** » du Contrat ;
- justifier du titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis ;

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

15/23

GROUPE



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;
- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;
- transmettre chaque année au Prêteur le document de référence relatif au ratio annuel de couverture de la dette (Annual Debt Service Cover Ratio ou ADSCR) ;
- informer préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur :
 - de toute transformation de son statut, ou de toute opération envisagée de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
 - de toute signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, ou de toute modification à intervenir relative à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;
- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ;
- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « **Objet du Prêt** », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;
- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;
- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déferer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;
- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;
- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** » ;

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

G R O U P E



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC

DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout événement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;
- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;
- à ne pas céder ou transférer tout ou partie de ses droits ou obligations au titre du présent Contrat sans l'autorisation expresse du Prêteur.
- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;
- transmettre au Prêteur le formulaire CERFA justifiant de la demande de perception du Crédit d'Impôt d'Outre-Mer (CIDOM) déposée auprès de la Direction Générale des Finances Publiques. Ainsi qu'à rembourser par anticipation les montants au prorata de chaque Ligne du Prêt et au fur et à mesure des perceptions dudit crédit d'impôt. Ces remboursements anticipés obligatoires ne donneront lieu à la facturation d'aucune indemnité ou pénalité conformément et dans la limite des dispositions prévues à l'Article « Remboursements Anticipés et leurs Conditions Financières ».

ARTICLE 16 GARANTIES

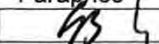
Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE	50,00
Collectivités locales	COMMUNE DE SAINTE-MARIE	50,00

Les Garants du Prêt s'engagent, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en son lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

Les engagements de ces derniers sont réputés conjoints, de telle sorte que la Garantie de chaque Garant est due pour la totalité du Prêt à hauteur de sa quote-part expressément fixée aux termes de l'acte portant Garantie au Prêt.

Paraphes



Caisse des dépôts et consignations

PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

17/23

GROUPE



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.

Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.

Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « **Calcul et Paiement des Intérêts** ».

Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.

L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son remplacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

En Phase de Préfinancement l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, pour chaque Ligne du Prêt, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels dès le premier Versement et pendant toute la Durée de la Phase de Préfinancement. Ces derniers sont pris en compte dès la Date de Début de la Phase d'Amortissement si le Versement effectif des fonds est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette date.

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette échéance.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « **Notifications** », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr 18/23

G R O U P E



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursement anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Les remboursements anticipés volontaires effectués en cours de Phase de Préfinancement donnent lieu à perception d'une indemnité égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires en cours de Phase d'Amortissement.

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

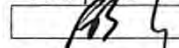
17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraîneront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;
- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;
- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;
- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;
- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat ;

Paraphes



Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

G R O U P E



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** », ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :

- dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
- la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur, dans toute la mesure permise par la loi, d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

17.2.2 Deuxième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;
- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;
- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;
- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition) ou de la gouvernance de l'Emprunteur, qui affecterait sa situation financière (notamment dans l'éventualité d'un ADSCR inférieur à 1), et qui aurait des conséquences sur sa capacité de remboursement ;
- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur, dans toute la mesure permise par la loi, d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;
- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr



www.groupecaisseledesdepots.fr

**ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE**

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;
- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1154 du Code civil.

ARTICLE 19 NON RENONCIATION

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et, le cas échéant, à l'Article « **Commissions** ».

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Ligne du Prêt) peuvent être effectuées soit par courriel soit par télécopie signée par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou télécopie l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX - 21/23
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

GROUPE



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera porté devant les juridictions civiles parisiennes.

Paraphe

22/23

GROUPE



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Fait en autant d'originaux que de signataires,

Le, 12 JUL. 2017

Pour l'Emprunteur,

Civilité : M.

Nom / Prénom :

Qualité : Directeur Général

Dûment habilité(e) aux présentes

Le, 6 juillet 2017

Pour la Caisse des Dépôts,

Civilité : M.

Nom / Prénom :

Qualité : Directeur Territorial

Dûment habilité(e) aux présentes

Cachet et Signature :

OZANAM
Groupe ActionLogement
BP 7220 - 97274 SCHICHELHER CEDEX
Pointe de Jarry - 97238 SCHICHELHER
Tél : 0596 61 42 12 - Fax : 0596 61 50 37
Directeur Général

Cachet et Signature :

Signature
Directeur territorial

Annexe 2 à la délibération N°17-507-1

REPUBLIQUE FRANCAISE
LIBERTE – EGALITE – FRATERNITE



CONVENTION DE GARANTIE D'EMPRUNT

ENTRE

La Collectivité Territoriale de Martinique, représentée par M. Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de la Collectivité Territoriale de Martinique, dûment habilité à cet effet par délibération de la Collectivité Territoriale de Martinique n° 15-0003 du 18 décembre 2015,

ci-après dénommé « La CTM »

ET

La Société d'HLM OZANAM représentée par M..... dûment habilité à cet effet par délibération du conseil d'administration de la Société d'HLM OZANAM en date du

ci-après dénommée « l'emprunteur », bénéficiaire de la garantie d'emprunt,

Vu la délibération n° 17, par laquelle la CTM a décidé de garantir vis-à-vis du prêteur, Caisse des Dépôts et Consignations, 50 % d'un emprunt constitué de 2 lignes de prêt, d'un montant total en capital de 1 500 429,00 € plus les intérêts, remboursable en 40 années que l'emprunteur envisage de contracter, au taux qui sera en vigueur au jour de la signature du contrat, pour financer les travaux de construction de 15 LLS et 2 LLTS rue Desproges, Ilot 1 sur le territoire de la ville de Sainte Marie.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIV

ARTICLE 1 - OBJET

La CTM accorde sa garantie à l'emprunteur à hauteur de 50 %, pour le remboursement d'un emprunt qu'il doit souscrire auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour un montant total de UN MILLION CINQ CENT MILLE QUATRE CENT VINGT NEUF EUROS (1 500 429,00 €) destiné aux travaux de construction de 15 LLS et 2 LLTS rue Desproges, Ilot 1 sur le territoire de la ville de Sainte Marie.

Les conditions de taux et de durée de remboursement sont celles qui figurent dans le contrat de prêt et qui sont conformes à la délibération de la CTM n° 17-:

Ligne du prêt :	PLAI (PRET LOCATIF AIDE D'INTEGRATION)	PLUS (PRET LOCATIF A USAGE SOCIAL)
Montant :	177 454 €	1 322 975 €
- Durée de la phase de préfinancement :	24 mois	24 mois
- Durée de la phase d'amortissement :	40 ans	40 ans
Périodicité des échéances :	Annuelle	Annuelle
Index :	Livret A	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel :	Taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 0,20%.	Taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0,60%.
Profil d'amortissement :	Amortissement déduit avec intérêts différés	Amortissement déduit avec intérêts différés
Modalité de révision :	« Double révisabilité » (DR)	« Double révisabilité » (DR)
Taux de progressivité des échéances :	0 %	0 %

ARTICLE 2 - MISE EN JEU DE LA GARANTIE

Au cas où l'emprunteur se trouverait dans l'impossibilité de s'acquitter de tout ou partie des sommes dues aux échéances convenues, il s'engage à prévenir la CTM au moins deux mois à l'avance et à lui demander de les rembourser en ses lieu et place. Cette mesure d'information doit permettre à la CTM de se substituer immédiatement à l'emprunteur défaillant et d'éviter ainsi l'application d'intérêts moratoires.

L'emprunteur devra fournir à l'appui de cette information, toutes justifications nécessaires.
La CTM règlera le montant des annuités impayées à leur échéance en ses lieu et place, dans la limite de la garantie ci-dessus définie.

ARTICLE 3 - MODIFICATION DES CARACTERISTIQUES DE L'EMPRUNT

La CTM devra être informée par l'emprunteur de tout changement dans les caractéristiques et les modalités de remboursement du prêt (remboursement anticipé total ou partiel, modification de taux ou de durée). La modification des conditions de prêt fera l'objet d'un avenant au contrat de prêt comportant en annexe le nouveau tableau d'amortissement et devra être soumise à l'autorisation expresse de la CTM par voie de délibération de l'Assemblée de Martinique.

ARTICLE 4 - REMBOURSEMENT DES AVANCES

Les paiements qui auront été effectués par la CTM en lieu et place de l'emprunteur, auront le caractère d'avances remboursables.

Les avances remboursables ne produiront pas d'intérêts, en vue de maintenir l'équilibre financier initial de l'opération, de même que le niveau des loyers afférents.

ARTICLE 5 – CONTROLES ET SUIVI

5.1. L'emprunteur devra fournir chaque année à la CTM au plus tard le 15 juillet, les pièces suivantes (cf. articles L.3313-1 et L.2313-1 du CGCT) :

- * les comptes annuels certifiés: les comptes de résultat, les bilans, les annexes de l'exercice écoulé de la société,
- * Le rapport d'activités de la société.

5.2. L'emprunteur devra par ailleurs communiquer à la CTM un état d'avancement semestriel des travaux relatifs aux opérations de construction bénéficiant de la garantie de la CTM, mentionnant la date estimative, actualisée, d'achèvement des travaux.

La livraison définitive des opérations bénéficiant de la garantie de la CTM devra être systématiquement notifiée à la collectivité territoriale.

ARTICLE 6 - TRANSFERT DE PROPRIETE

En cas de changement de statut ou de tout autre évènement ayant entraîné un transfert de gestion de l'emprunteur vers un autre organisme, celui-ci s'engage à fournir à la CTM les éléments mentionnés à l'article 5 de la présente convention, ainsi qu'à honorer tout autre engagement pris par l'emprunteur et relatif aux garanties d'emprunt accordées par la CTM.

ARTICLE 7 - DUREE

La présente convention entrera en vigueur dès la signature du contrat de prêt qui devra comporter, en annexe, le tableau d'amortissement.

La signature du contrat de prêt, interviendra dans un délai maximum de 24 mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la délibération de la CTM accordant sa garantie. Faute de respecter ce délai, l'emprunteur devra saisir la CTM d'une nouvelle demande de garantie.

La présente convention s'appliquera jusqu'à apurement complet des sommes dues tant au prêteur qu'à la CTM.

ARTICLE 8 - REGLEMENT DES LITIGES

En cas de difficultés liées à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de régler leur différend à l'amiable. A défaut, le litige sera soumis au tribunal administratif de Fort de France.

La signature de la présente convention précèdera la participation de la CTM aux contrats de prêt en qualité de garant.

Fait en trois exemplaires, à _____, le _____

Pour l'emprunteur,

Pour la CTM,



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171220-17-508-1-DE
Date de télétransmission : 29/01/2018
Date de réception préfecture : 29/01/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-508-1

PORTANT GARANTIE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE À LA SOCIÉTÉ D'HLM OZANAM À HAUTEUR DE 50 % D'UN EMPRUNT D'UN MONTANT TOTAL DE 1 812 844,00 €, DESTINÉ À LA CONSTRUCTION DE 26 LOGEMENTS SOCIAUX (22 LLS ET 4 LLTS) RUE DESPROGES, ILOT 3 À SAINTE-MARIE

L'An deux mille dix-sept, le vingt décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Christiane BAURAS, Joachim BOUQUETY (procuration à Eugène LARCHER), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Fred LORDINOT (procuration à Kora BERNABE), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Lucien RANGON), Charles-André MENCE (procuration à Félix CATHERINE), Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE (procuration à Lucien ADENET), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Sandra VALENTIN), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Jean-Philippe NILOR), Louise TELLE (procuration à Georges CLEON).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu l'article 2298 du code civil ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la demande formulée par la Société d'HLM OZANAM et tendant à solliciter la garantie partielle d'un emprunt d'un montant de 1 812 844,00 €, pour la construction de 22 logements locatifs sociaux (LLS) et 4 logements locatifs très sociaux (LLTS), rue Desproges, Ilot 3 sur le territoire de la ville de Sainte-Marie ;

Vu le contrat de prêt N°66013 en annexe signé entre la Société d'HLM OZANAM et la Caisse des Dépôts et Consignations ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;

Vu l'avis émis par la commission logement et habitat le 7 décembre 2017;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité, le 12 décembre 2017;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : La Collectivité Territoriale de Martinique accorde sa garantie pour le remboursement de la somme de neuf cent six mille quatre cent vingt deux euros (906 422,00 €) représentant 50% d'un emprunt d'un montant total de 1 812 844,00 €, souscrit par la Société d'HLM OZANAM auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n° 66013 destiné à la construction de 22 logements locatifs sociaux (LLS) et 4 logements locatifs très sociaux (LLTS) rue Desproges, Ilot 3 sur le territoire de la ville de Sainte-Marie.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

ARTICLE 2 : la garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de la Collectivité Territoriale de Martinique est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

ARTICLE 3 : La Collectivité Territoriale de Martinique s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaires à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



Annexe 1 à la délibération N°17-508-1



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

CONTRAT DE PRÊT

N° 66013

Entre

SOCIETE ANONYME D'HABITATION A LOYER MODERE OZANAM - n° 000205749

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

PRO090-PR0068 V2.1.2 page 1/23
Contrat de prêt n° 66013 Emprunteur n° 000205749

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes



1/23

GROUPE



www.groupecalssedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

CONTRAT DE PRÊT

Entre

SOCIETE ANONYME D'HABITATION A LOYER MODERE OZANAM, SIREN n°: 303149983,
sis(e) ROUTE DE LA POINTE DE JAHAM BP 7220 97274 SCHOELCHER CEDEX,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « **SOCIETE ANONYME D'HABITATION A LOYER MODERE OZANAM** » ou « **l'Emprunteur** »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « **la Caisse des Dépôts** », « **la CDC** » ou « **le Prêteur** »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « **les Parties** » ou « **la Partie** »



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.4
ARTICLE 2	PRÊT	P.4
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.4
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.4
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.5
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.8
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.8
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.9
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.11
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.13
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.14
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.14
ARTICLE 14	COMMISSIONS	P.14
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.15
ARTICLE 16	GARANTIES	P.17
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.18
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.21
ARTICLE 19	NON RENONCIATION	P.21
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.21
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS	P.21
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.22

ANNEXE 1	ÉCHÉANCIER DE VERSEMENTS
ANNEXE 2	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE

LES ANNEXES SONT UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT

PRO090-PR0068 V2.1.2 page 3/23
Contrat de prêt n° 66013 Emprunteur n° 000205749

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

3/23

GROUPE



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération DESPROGES ILOT 3, Parc social public, Construction de 26 logements situés RUE DESPROGES 97230 SAINTE-MARIE.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum d'un million huit-cent-douze mille huit-cent-quarante-quatre euros (1 812 844,00 euros) constitué de 2 Lignes du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article « **Objet du Prêt** » et selon l'affectation suivante :

- PLAI, d'un montant de trois-cent-vingt-et-un mille huit-cent-quatre-vingt-dix-huit euros (321 898,00 euros) ;
- PLUS, d'un montant d'un million quatre-cent-quatre-vingt-dix mille neuf-cent-quarante-six euros (1 490 946,00 euros) ;

Le montant de chaque Ligne du Prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra pas y avoir de fongibilité entre chaque Ligne du Prêt.

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG), figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », est donné en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature nécessaires à l'octroi du Prêt.

PR0030-PR0068 V2.1.2 page 4/23
Contrat de prêt n° 68013 Emprunteur n° 000205749

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

4/23

GROUPE



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

La « **Consolidation de la Ligne du Prêt** » désigne l'opération visant à additionner, au terme de la Phase de Mobilisation, l'ensemble des Versements effectués et le cas échéant, les intérêts capitalisés liés aux Versements. Elle intervient à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le « **Contrat** » désigne le présent Contrat de Prêt avec ses annexes et ses éventuels avenants.

La « **Courbe de Taux de Swap Euribor** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap Euribor. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask »), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Courbe de Taux de Swap Inflation** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap inflation. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask ») à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] ; qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Date de Début de la Phase d'Amortissement** » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « **Dates d'Echéances** » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La « **Date d'Effet** » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » a (ont) été remplie(s).

La « **Date Limite de Mobilisation** » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

La « **Durée de la Ligne du Prêt** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

5/23

G R O U P E



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

La « **Durée de la Phase de Préfinancement** » est la durée comprise entre le premier jour du mois suivant la prise d'effet du Contrat et la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt.

La « **Durée totale du Prêt** » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt** » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Garantie** » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « **Garantie publique** » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« **Index** » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« **Index Livret A** » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas de disparition ou de non-publication de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « **Jour ouvré** » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La « **Ligne du Prêt** » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des versements effectués pendant la Phase de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le « **Livret A** » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

La « **Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant à l'issue de la Phase de Mobilisation, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « **Règlement des Echéances** », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

6/23

GROUPE



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

La « **Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement** » désigne la période débutant 10 jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant à la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

La « **Phase de Préfinancement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la période comprise entre le premier jour du mois suivant la Date d'Effet et sa Date Limite de Mobilisation.

Le « **Prêt** » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « **Prêt** ».

Le « **Prêt Locatif à Usage Social** » (**PLUS**) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, à la construction et à l'amélioration de logements locatifs à usage social.

Le « **Prêt Locatif Aidé d'Intégration** » (**PLAI**) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, la construction et l'aménagement de logements locatifs très sociaux.

La « **Révision** » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « **Double Révisibilité** » (**DR**) signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel ainsi que le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index.

Le « **Taux de Swap EURIBOR** » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index EURIBOR constaté. Les Taux de Swap EURIBOR sont publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux swap « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le « **Taux de Swap Inflation** » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un Contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap (l'indice d'inflation est identique à celui servant de référence aux OATi, tel que publié sur les pages de l'Agence France Trésor). Les Taux de Swaps Inflation sont publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap zéro coupon « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas) à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :

- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index l'Inflation ;
- sur une combinaison de la Courbe de Taux de Swap Euribor et de la Courbe de Taux de Swap Inflation, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

7/23

G R O U P E



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le « **Versement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et ses annexes devront être retournés dûment complétés, paraphés et signés au Prêteur.

Le contrat prendra effet à la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du **26/09/2017** le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est donc subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** » ;
- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** », ne soit survenu ou susceptible de survenir ;
- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;
- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article « **Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt** » ;
- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :
 - Garantie(s) conforme(s)

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur ne sera pas tenu de verser les fonds de chaque Ligne du Prêt et pourra considérer le Contrat comme nul et non avenu.

PR0090-PR0069 V2.1.2 page 8/23
Contrat de prêt n° 66013 Emprunteur n° 00205749

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

8/23

GROUPE



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article « **Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt** », à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent, l'échéancier de Versements est négocié entre l'Emprunteur et le Prêteur. Il correspond au rythme prévisionnel des paiements à effectuer par l'Emprunteur pour la réalisation de ou des opérations financées par le Prêt.

Pour chaque Ligne du Prêt, si le total des Versements portés sur l'échéancier est inférieur au montant maximum des Lignes du Prêts indiqué à l'Article « **Caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt** », ce montant sera réduit d'office à hauteur des sommes effectivement versées à la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt.

Les échéanciers de Versements sont établis par l'Emprunteur sachant que, d'une part, le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet, et, d'autre part, le dernier Versement doit impérativement intervenir deux mois avant la première Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

En cas de retard dans le déroulement du chantier, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être adressée par l'Emprunteur au Prêteur, par lettre ou via le site internet de ce dernier, au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur chaque échéancier de Versements.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr 9/23

GROUPE



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PLAI	PLUS		
Enveloppe	-	-		
Identifiant de la Ligne du Prêt	5190774	5190775		
Montant de la Ligne du Prêt	321 898 €	1 490 946 €		
Commission d'instruction	0 €	0 €		
Durée de la période	Annuelle	Annuelle		
Taux de période	0,55 %	1,35 %		
TEG de la Ligne du Prêt	0,55 %	1,35 %		
Phase de préfinancement				
Durée du préfinancement	24 mois	24 mois		
Taux d'intérêt du préfinancement	0,55 %	1,35 %		
Règlement des intérêts de préfinancement	Capitalisation	Capitalisation		
Phase d'amortissement				
Durée	40 ans	40 ans		
Index	Livret A	Livret A		
Marge fixe sur Index	- 0,2 %	0,6 %		
Taux d'intérêt ¹	0,55 %	1,35 %		
Périodicité	Annuelle	Annuelle		
Profil d'amortissement	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)		
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle		
Modalité de révision	DR	DR		
Taux de progressivité des échéances	0 %	0 %		
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent		
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360		

¹ Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'index de la Ligne du Prêt.

PR090-PR0968 V2.1.2 page 10/23
Contrat de prêt n° 66013 Emprunteur n° 000205749

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

10/23

GROUPE



www.groupecaisseledesdepots.fr

**ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDs D'ÉPARGNE**

L'Emprunteur a la faculté, pendant la Phase de Préfinancement et au plus tard deux mois avant la plus proche des deux dates entre la nouvelle date de fin de Phase de Préfinancement et la date initiale, de solliciter l'accord du Prêteur pour l'allongement ou la réduction de la Durée de la Phase de Préfinancement mentionnée ci-dessus.

Si cette nouvelle Durée de la Phase de Préfinancement s'inscrit dans la période de 3 à 24 mois indiquée dans l'acte de garantie, alors cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant.

Par ailleurs, la modification de la Durée de la Phase de Préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article « **Commissions** ».

L'Emprunteur reconnaît que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt, que :

- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;
- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.

Et, l'Emprunteur reconnaît avoir procédé personnellement à toutes les estimations qu'il jugeait nécessaires à l'appréciation du coût total de chaque Ligne du Prêt.

Les frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « **Garantie** ».

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr
11/23



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

PHASE DE PRÉFINANCEMENT

Le montant des intérêts de la Phase de Préfinancement, est calculé en fonction, d'une part, du montant et des dates de Versements et, d'autre part, des taux d'intérêt successivement en vigueur pendant cette période.

Le taux d'intérêt de la Phase de Préfinancement (IP) indiqué à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et actualisé comme indiqué ci-dessus, est révisé à chaque variation de l'Index dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (IP') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : $IP' = IP + DT$

où DT désigne la différence positive ou négative constatée entre la dernière valeur actualisée de l'Index et celui en vigueur à la Date d'Effet du Contrat.

PHASE D'AMORTISSEMENT

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisibilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, en fonction d'un coefficient (R) dans les conditions ci-après définies :

- Le coefficient de Révision (R) est déterminé par la formule : $R = 1 + DT/(1+I)$

où DT désigne la différence positive ou négative constatée entre le taux de l'Index en vigueur à la date de la Révision et celui en vigueur à la Date d'Effet du Contrat.

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : $I' = R (1+I) - 1$

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : $P' = R (1+P) - 1$

Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif, le cas échéant il sera ramené à 0 %.

Paraphes



Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

GROUPE



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t) \text{ "base de calcul" } - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Si la Durée de la Phase de Préfinancement est inférieure à 12 mois, l'Emprunteur paie, dans les conditions définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et à la date d'exigibilité indiquée dans la mise en recouvrement adressée par le Prêteur, le montant des intérêts courus sur les Versements effectués pendant cette phase, arrêtés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le capital de la Ligne du Prêt, dont les caractéristiques financières sont précisées à l'Article précité, est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur pendant la Phase de Préfinancement.

En outre, si la Durée de la Phase de Préfinancement est supérieure ou égale à 12 mois, l'Emprunteur a également la faculté d'opter pour le paiement des intérêts courus sur les Versements effectués pendant la Phase de Préfinancement et ce dans les conditions mentionnées ci-dessus. Cependant, il peut choisir la capitalisation desdits intérêts et ainsi consolider la Ligne du Prêt selon les caractéristiques financières précisées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ». Dans ce cas le capital de la Ligne du Prêt est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur et des intérêts courus sur ces Versements durant cette phase.

Si le choix de l'Emprunteur s'est porté sur la capitalisation des intérêts, ce dernier a la possibilité de solliciter du Prêteur la modification de cette modalité de règlement des intérêts de préfinancement afin de les payer en fin de Phase de Préfinancement.

Aussi, l'Emprunteur devra faire part au Prêteur de sa volonté de modifier ladite modalité de paiement, au plus tard deux mois avant la fin de la Date de Début de la Phase d'Amortissement. Dès lors que la nouvelle modalité de paiement de ces intérêts est prévue dans l'acte de garantie, cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant. Par ailleurs, la modification de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article « **Commissions** ».

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de chaque échéance seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

13/23

GROUPE



www.groupecalssedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « amortissement déduit (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et « **Détermination des Taux** ».

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation signée par l'Emprunteur à cet effet.

Les sommes dues par les Emprunteurs ayant l'obligation d'utiliser le réseau des comptables publics font l'objet d'un prélèvement selon la procédure du débit d'office. Elles sont acquittées auprès du Caissier Général de la Caisse des Dépôts à Paris.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement au Caissier Général au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS

Le présent Prêt n'est soumis à la perception d'aucune commission d'instruction.

L'Emprunteur sera redevable pour chaque Ligne du Prêt, en cas de modification de la Durée de la Phase de Préfinancement définie à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et/ou de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement définie à l'Article « **Calcul et Paiement des intérêts** », d'une commission de réaménagement de cent euros (100 €) par Ligne du Prêt réaménagée.

Ladite commission sera prélevée par le Prêteur après réception de la lettre valant avenant formalisant la ou les modifications et après prise en compte de la ou des nouvelles caractéristiques financières.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr 14/23

GROUPE



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

DÉCLARATIONS DE L'EMPRUNTEUR :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;
- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;
- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;
- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;
- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;
- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;
- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;
- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;
- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;
- qu'il a été informé que le Prêteur pourra céder et/ou transférer tout ou partie de ses droits et obligations sans que son accord ne soit préalablement requis.

ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;
- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;
- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;
- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de Garantie sur le foncier et les immeubles financés, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception de celles qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « **Garanties** » du Contrat ;
- justifier du titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis ;

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

15/23

G R O U P E



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;
- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;
- transmettre chaque année au Prêteur le document de référence relatif au ratio annuel de couverture de la dette (Annual Debt Service Cover Ratio ou ADSCR) ;
- informer préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur :
 - de toute transformation de son statut, ou de toute opération envisagée de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
 - de toute signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, ou de toute modification à intervenir relative à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;
- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ;
- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « **Objet du Prêt** », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;
- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;
- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déferer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;
- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;
- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** » ;

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

G R O U P E



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout événement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;
- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;
- à ne pas céder ou transférer tout ou partie de ses droits ou obligations au titre du présent Contrat sans l'autorisation expresse du Prêteur.
- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;
- transmettre au Prêteur le formulaire CERFA justifiant de la demande de perception du Crédit d'Impôt d'Outre-Mer (CIDOM) déposée auprès de la Direction Générale des Finances Publiques. Ainsi qu'à rembourser par anticipation les montants au prorata de chaque Ligne du Prêt et au fur et à mesure des perceptions dudit crédit d'impôt. Ces remboursements anticipés obligatoires ne donneront lieu à la facturation d'aucune indemnité ou pénalité conformément et dans la limite des dispositions prévues à l'Article « Remboursements Anticipés et leurs Conditions Financières ».

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	COMMUNE DE SAINTE-MARIE	50,00
Collectivités locales	COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE	50,00

Les Garants du Prêt s'engagent, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en son lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

Les engagements de ces derniers sont réputés conjoints, de telle sorte que la Garantie de chaque Garant est due pour la totalité du Prêt à hauteur de sa quote-part expressément fixée aux termes de l'acte portant Garantie au Prêt.

Paraphes



17/23



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.

Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.

Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « **Calcul et Paiement des Intérêts** ».

Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.

L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son remplacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

En Phase de Préfinancement l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, pour chaque Ligne du Prêt, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels dès le premier Versement et pendant toute la Durée de la Phase de Préfinancement. Ces derniers sont pris en compte dès la Date de Début de la Phase d'Amortissement si le Versement effectif des fonds est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette date.

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette échéance.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « **Notifications** », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

18/23

G R O U P E



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursement anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Les remboursements anticipés volontaires effectués en cours de Phase de Préfinancement donnent lieu à perception d'une indemnité égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires en cours de Phase d'Amortissement.

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.


17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraîneront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;
- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;
- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;
- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;
- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat ;

Paraphes



Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

19/23

GROUPE



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** », ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :

- dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
- la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur, dans toute la mesure permise par la loi, d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

17.2.2 Deuxième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;
- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;
- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;
- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition) ou de la gouvernance de l'Emprunteur, qui affecterait sa situation financière (notamment dans l'éventualité d'un ADSCR inférieur à 1), et qui aurait des conséquences sur sa capacité de remboursement ;
- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur, dans toute la mesure permise par la loi, d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;
- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

GROUPE



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;
- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1154 du Code civil.

ARTICLE 19 NON RENONCIATION

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et, le cas échéant, à l'Article « **Commissions** ».

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Ligne du Prêt) peuvent être effectuées soit par courriel soit par télécopie signée par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou télécopie l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr 21/23

GROUPE



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera porté devant les juridictions civiles parisiennes.

Paraphes

22/23

GROUPE



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Fait en autant d'originaux que de signataires,

Le, 12 JUL. 2017

Pour l'Emprunteur,

Civilité : M.

Nom / Prénom :

Qualité : Directeur Général

Dûment habilité(e) aux présentes

Cachet et Signature :

OZANAM
Groupe Action Logement
BP 7220 - 97274 SCHÖELCHER CEDEX
Pointe de Jahan - 97233 SCHÖELCHER
Tél : 0596 61 42 12 - Fax : 0596 61 50 37
Directeur Général

Le, 4 juillet 2017

Pour la Caisse des Dépôts,

Civilité : M.

Nom / Prénom :

Qualité : Directeur territorial

Dûment habilité(e) aux présentes

Cachet et Signature :

Directeur territorial

Paraphes

AS 4

23/23

Annexe 2 à la délibération N°17-508-1

REPUBLIQUE FRANCAISE
LIBERTE – EGALITE – FRATERNITE



CONVENTION DE GARANTIE D'EMPRUNT

ENTRE

La Collectivité Territoriale de Martinique, représentée par M. Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de la Collectivité Territoriale de Martinique, dûment habilité à cet effet par délibération de la Collectivité Territoriale de Martinique n° 15-0003 du 18 décembre 2015,

ci-après dénommé « La CTM »

ET

La Société d'HLM OZANAM représentée par M..... dûment habilité à cet effet par délibération du conseil d'administration de la Société d'HLM OZANAM en date du

ci-après dénommée « l'emprunteur », bénéficiaire de la garantie d'emprunt,

Vu la délibération n° 17, par laquelle la CTM a décidé de garantir vis-à-vis du prêteur, Caisse des Dépôts et Consignations, 50 % d'un emprunt constitué de 2 lignes de prêt, d'un montant total en capital de 1 812 844,00 € plus les intérêts, remboursable en 40 années que l'emprunteur envisage de contracter, au taux qui sera en vigueur au jour de la signature du contrat, pour financer les travaux de construction de 22 LLS et 4 LLTS rue Desproges, Ilot 3 sur le territoire de la ville de Sainte Marie.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIV

ARTICLE 1 - OBJET

La CTM accorde sa garantie à l'emprunteur à hauteur de 50 %, pour le remboursement d'un emprunt qu'il doit souscrire auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour un montant total de UN MILLION HUIT CENT DOUZE MILLE HUIT CENT QUARANTE QUATRE EUROS (1 812 844,00 €) destiné aux travaux de construction de 22 LLS et 4 LLTS rue Desproges, Ilot 3 sur le territoire de la ville de Sainte Marie.

Les conditions de taux et de durée de remboursement sont celles qui figurent dans le contrat de prêt et qui sont conformes à la délibération de la CTM n° 17-:

Ligne du prêt :	PLAI (PRET LOCATIF AIDE D'INTEGRATION)	PLUS (PRET LOCATIF A USAGE SOCIAL)
Montant :	321 898 €	1 490 946 €
- Durée de la phase de préfinancement :	24 mois	24 mois
- Durée de la phase d'amortissement :	40 ans	40 ans
Périodicité des échéances :	Annuelle	Annuelle
Index :	Livret A	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel :	Taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 0,20%.	Taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0,60%.
Profil d'amortissement :	Amortissement déduit avec intérêts différés	Amortissement déduit avec intérêts différés
Modalité de révision :	« Double révisabilité » (DR)	« Double révisabilité » (DR)
Taux de progressivité des échéances :	0 %	0 %

ARTICLE 2 - MISE EN JEU DE LA GARANTIE

Au cas où l'emprunteur se trouverait dans l'impossibilité de s'acquitter de tout ou partie des sommes dues aux échéances convenues, il s'engage à prévenir la CTM au moins deux mois à l'avance et à lui demander de les rembourser en ses lieu et place. Cette mesure d'information doit permettre à la CTM de se substituer immédiatement à l'emprunteur défaillant et d'éviter ainsi l'application d'intérêts moratoires.

L'emprunteur devra fournir à l'appui de cette information, toutes justifications nécessaires.

La CTM règlera le montant des annuités impayées à leur échéance en ses lieu et place, dans la limite de la garantie ci-dessus définie.

ARTICLE 3 - MODIFICATION DES CARACTERISTIQUES DE L'EMPRUNT

La CTM devra être informée par l'emprunteur de tout changement dans les caractéristiques et les modalités de remboursement du prêt (remboursement anticipé total ou partiel, modification de taux ou de durée). La modification des conditions de prêt fera l'objet d'un avenant au contrat de prêt comportant en annexe le nouveau tableau d'amortissement et devra être soumise à l'autorisation expresse de la CTM par voie de délibération de l'Assemblée de Martinique.

ARTICLE 4 - REMBOURSEMENT DES AVANCES

Les paiements qui auront été effectués par la CTM en lieu et place de l'emprunteur, auront le caractère d'avances remboursables.

Les avances remboursables ne produiront pas d'intérêts, en vue de maintenir l'équilibre financier initial de l'opération, de même que le niveau des loyers afférents.

ARTICLE 5 – CONTROLES ET SUIVI

5.1. L'emprunteur devra fournir chaque année à la CTM au plus tard le 15 juillet, les pièces suivantes (cf. articles L.3313-1 et L.2313-1 du CGCT) :

- * les comptes annuels certifiés: les comptes de résultat, les bilans, les annexes de l'exercice écoulé de la société,
- * Le rapport d'activités de la société.

5.2. L'emprunteur devra par ailleurs communiquer à la CTM un état d'avancement semestriel des travaux relatifs aux opérations de construction bénéficiant de la garantie de la CTM, mentionnant la date estimative, actualisée, d'achèvement des travaux.

La livraison définitive des opérations bénéficiant de la garantie de la CTM devra être systématiquement notifiée à la collectivité territoriale.

ARTICLE 6 - TRANSFERT DE PROPRIETE

En cas de changement de statut ou de tout autre évènement ayant entraîné un transfert de gestion de l'emprunteur vers un autre organisme, celui-ci s'engage à fournir à la CTM les éléments mentionnés à l'article 5 de la présente convention, ainsi qu'à honorer tout autre engagement pris par l'emprunteur et relatif aux garanties d'emprunt accordées par la CTM.

ARTICLE 7 - DUREE

La présente convention entrera en vigueur dès la signature du contrat de prêt qui devra comporter, en annexe, le tableau d'amortissement.

La signature du contrat de prêt, interviendra dans un délai maximum de 24 mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la délibération de la CTM accordant sa garantie. Faute de respecter ce délai, l'emprunteur devra saisir la CTM d'une nouvelle demande de garantie.

La présente convention s'appliquera jusqu'à apurement complet des sommes dues tant au prêteur qu'à la CTM.

ARTICLE 8 - REGLEMENT DES LITIGES

En cas de difficultés liées à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de régler leur différend à l'amiable. A défaut, le litige sera soumis au tribunal administratif de Fort de France.

La signature de la présente convention précèdera la participation de la CTM aux contrats de prêt en qualité de garant.

Fait en trois exemplaires, à _____, le _____

Pour l'emprunteur,

Pour la CTM,



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171220-17-509-1-DE
Date de télétransmission : 29/01/2018
Date de réception préfecture : 29/01/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-509-1

PORTANT GARANTIE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE À LA SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DE LA MARTINIQUE À HAUTEUR DE 50 % D'UN EMPRUNT D'UN MONTANT TOTAL DE 1 186 426,00 € POUR LA CONSTRUCTION DE 16 LOGEMENTS SOCIAUX (LLS) RUE DE LA LIBÉRATION À SAINTE-MARIE

L'An deux mille dix-sept, le vingt décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Christiane BAURAS, Joachim BOUQUETY (procuration à Eugène LARCHER), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Fred LORDINOT (procuration à Kora BERNABE), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Lucien RANGON), Charles-André MENCE (procuration à Félix CATHERINE), Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE (procuration à Lucien ADENET), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Sandra VALENTIN), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Jean-Philippe NILOR), Louise TELLE (procuration à Georges CLEON).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu l'article 2298 du code civil ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la demande formulée par la Société Immobilière de la Martinique et tendant à solliciter la garantie partielle d'un emprunt d'un montant total de 1 186 426,00 €, pour la construction de 16 logements sociaux (LLS) rue de la Libération, ville de Sainte-Marie ;

Vu le contrat de prêt N°67917 en annexe signé entre la Société Immobilière de la Martinique et la Caisse des Dépôts et Consignations ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;

Vu l'avis émis par la commission logement et habitat le 7 décembre 2017;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité, le 12 décembre 2017;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : La Collectivité Territoriale de Martinique accorde sa garantie pour le remboursement de la somme de cinq cent quatre vingt treize mille deux cent treize euros (593 213,00 €) représentant 50% d'un emprunt d'un montant de 1 186 426,00 € souscrit par la Société Immobilière de la Martinique auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n° 67917, destiné à la construction de 16 logements sociaux (LLS), rue de la Libération, sur le territoire de la ville de Sainte-Marie.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

ARTICLE 2 : La garantie est apportée aux conditions suivantes

La garantie de la Collectivité Territoriale de Martinique est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

ARTICLE 3 : La Collectivité Territoriale de Martinique s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et documents nécessaires à la mise en oeuvre de la présente délibération

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique



Annexe 1 à la délibération N°17-509-1



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

CONTRAT DE PRÊT

N° 67917

Entre

SOCIETE IMMOBILIERE DE LA MARTINIQUE - n° 000230474

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

PR0090-PR0068 V2.2.2, page 1/23
Contrat de prêt n° 67917 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

1/23

GROUPE



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

CONTRAT DE PRÊT

Entre

SOCIETE IMMOBILIERE DE LA MARTINIQUE, SIREN n°: 303188528, sis(e) PETIT PARADIS
BP 7214 97274 SCHOELCHER CEDEX,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « **SOCIETE IMMOBILIERE DE LA MARTINIQUE** » ou
« **l'Emprunteur** »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28
avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue
de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « **la Caisse des Dépôts** », « **la CDC** » ou « **le Prêteur** »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « **les Parties** » ou « **la Partie** »

GROUPE



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.4
ARTICLE 2	PRÊT	P.4
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.4
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.4
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.5
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.8
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.8
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.9
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.11
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.13
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.14
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.14
ARTICLE 14	COMMISSIONS	P.14
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.15
ARTICLE 16	GARANTIES	P.17
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.18
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.21
ARTICLE 19	NON RENONCIATION	P.21
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.21
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS	P.21
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.22

ANNEXE 1	ÉCHÉANCIER DE VERSEMENTS
ANNEXE 2	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE

LES ANNEXES SONT UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT

PR0090-PR0068 V2.2.2 page 3/23
Contrat de prêt n° 67917 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

3/23

GROUPE



www.groupecalssedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération LIBERATION , Parc social public, Construction de 16 logements situés Rue de la Libération 97230 SAINTE-MARIE.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum d'un million cent-quatre-vingt-six mille quatre-cent-vingt-six euros (1 186 426,00 euros) constitué de 2 Lignes du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article « **Objet du Prêt** » et selon l'affectation suivante :

- PLUS, d'un montant d'un million mille sept-cent-trois euros (1 001 703,00 euros) ;
- PLUS foncier, d'un montant de cent-quatre-vingt-quatre mille sept-cent-vingt-trois euros (184 723,00 euros) ;

Le montant de chaque Ligne du Prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra pas y avoir de fongibilité entre chaque Ligne du Prêt.

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG), figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », est donné en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature nécessaires à l'octroi du Prêt.

G R O U P E



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

La « **Consolidation de la Ligne du Prêt** » désigne l'opération visant à additionner, au terme de la Phase de Mobilisation, l'ensemble des Versements effectués et le cas échéant, les intérêts capitalisés liés aux Versements. Elle intervient à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le « **Contrat** » désigne le présent Contrat de Prêt avec ses annexes et ses éventuels avenants.

La « **Courbe de Taux de Swap Euribor** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap Euribor. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask »), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Courbe de Taux de Swap Inflation** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap inflation. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask ») à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] ; qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Date de Début de la Phase d'Amortissement** » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

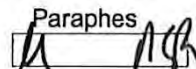
Les « **Dates d'Echéances** » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La « **Date d'Effet** » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » a (ont) été remplie(s).

La « **Date Limite de Mobilisation** » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

La « **Durée de la Ligne du Prêt** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

Paraphes


Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

G R O U P E



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

La « **Durée de la Phase de Préfinancement** » est la durée comprise entre le premier jour du mois suivant la prise d'effet du Contrat et la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt.

La « **Durée totale du Prêt** » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt** » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Garantie** » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « **Garantie publique** » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« **Index** » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« **Index Livret A** » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas de disparition ou de non-publication de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

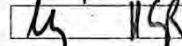
Le « **Jour ouvré** » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La « **Ligne du Prêt** » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des versements effectués pendant la Phase de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le « **Livret A** » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

La « **Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant à l'issue de la Phase de Mobilisation, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « **Règlement des Echéances** », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

Paraphes



Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

GROUPE



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

La « **Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement** » désigne la période débutant 10 jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant à la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

La « **Phase de Préfinancement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la période comprise entre le premier jour du mois suivant la Date d'Effet et sa Date Limite de Mobilisation.

Le « **Prêt** » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « **Prêt** ».

Le « **Prêt Locatif à Usage Social** » (**PLUS**) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, à la construction et à l'amélioration de logements locatifs à usage social.

La « **Révision** » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « **Double Révisibilité** » (**DR**) signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel ainsi que le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index.

Le « **Taux de Swap EURIBOR** » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index EURIBOR constaté. Les Taux de Swap EURIBOR sont publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux swap « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le « **Taux de Swap Inflation** » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un Contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap (l'indice d'inflation est identique à celui servant de référence aux OATi, tel que publié sur les pages de l'Agence France Trésor). Les Taux de Swaps Inflation sont publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap zéro coupon « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas) à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :

- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index l'Inflation ;
- sur une combinaison de la Courbe de Taux de Swap Euribor et de la Courbe de Taux de Swap Inflation, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

JARRY CEDEX -
7/23

GROUPE



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le « **Versement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et ses annexes devront être retournés dûment complétés, paraphés et signés au Prêteur.

Le contrat prendra effet à la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du **21/11/2017** le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est donc subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

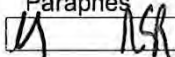
- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** » ;
- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** », ne soit survenu ou susceptible de survenir ;
- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;
- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article « **Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt** » ;
- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :
 - Garantie(s) conforme(s)

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur ne sera pas tenu de verser les fonds de chaque Ligne du Prêt et pourra considérer le Contrat comme nul et non avenu.

Paraphes


Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

GROUPE



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article « **Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt** », à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent, l'échéancier de Versements est négocié entre l'Emprunteur et le Prêteur. Il correspond au rythme prévisionnel des paiements à effectuer par l'Emprunteur pour la réalisation de ou des opérations financées par le Prêt.

Pour chaque Ligne du Prêt, si le total des Versements portés sur l'échéancier est inférieur au montant maximum des Lignes du Prêts indiqué à l'Article « **Caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt** », ce montant sera réduit d'office à hauteur des sommes effectivement versées à la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt.

Les échéanciers de Versements sont établis par l'Emprunteur sachant que, d'une part, le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet, et, d'autre part, le dernier Versement doit impérativement intervenir deux mois avant la première Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

En cas de retard dans le déroulement du chantier, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être adressée par l'Emprunteur au Prêteur, par lettre ou via le site internet de ce dernier, au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur chaque échéancier de Versements.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

PR0030-PR0036 V2 2.2 page 9/23
Contrat de prêt n° 67571 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

9/23

G R O U P E



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PLUS	PLUS foncier		
Enveloppe	-	-		
Identifiant de la Ligne du Prêt	5196228	5196229		
Montant de la Ligne du Prêt	1 001 703 €	184 723 €		
Commission d'instruction	0 €	0 €		
Durée de la période	Annuelle	Annuelle		
Taux de période	1,35 %	1,35 %		
TEG de la Ligne du Prêt	1,35 %	1,35 %		
Phase de préfinancement				
Durée du préfinancement	24 mois	24 mois		
Taux d'intérêt du préfinancement	1,35 %	1,35 %		
Règlement des intérêts de préfinancement	Capitalisation	Capitalisation		
Phase d'amortissement				
Durée	40 ans	50 ans		
Index	Livret A	Livret A		
Marge fixe sur index	0,6 %	0,6 %		
Taux d'intérêt ¹	1,35 %	1,35 %		
Périodicité	Annuelle	Annuelle		
Profil d'amortissement	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)		
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle		
Modalité de révision	DR	DR		
Taux de progressivité des échéances	0 %	0 %		
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent		
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360		

¹ Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'index de la Ligne du Prêt.

PR0090-PR0068 V2.2.2 page 10/23
Contrat de prêt n° 67517 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

4 145

10/23

GROUPE



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

L'Emprunteur a la faculté, pendant la Phase de Préfinancement et au plus tard deux mois avant la plus proche des deux dates entre la nouvelle date de fin de Phase de Préfinancement et la date initiale, de solliciter l'accord du Prêteur pour l'allongement ou la réduction de la Durée de la Phase de Préfinancement mentionnée ci-dessus.

Si cette nouvelle Durée de la Phase de Préfinancement s'inscrit dans la période de 3 à 24 mois indiquée dans l'acte de garantie, alors cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant.

Par ailleurs, la modification de la Durée de la Phase de Préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article « **Commissions** ».

L'Emprunteur reconnaît que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt, que :

- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;
- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.

Et, l'Emprunteur reconnaît avoir procédé personnellement à toutes les estimations qu'il jugeait nécessaires à l'appréciation du coût total de chaque Ligne du Prêt.

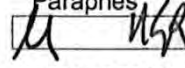
Les frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « **Garantie** ».

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

11/23

G R O U P E



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

PHASE DE PRÉFINANCEMENT

Le montant des intérêts de la Phase de Préfinancement, est calculé en fonction, d'une part, du montant et des dates de Versements et, d'autre part, des taux d'intérêt successivement en vigueur pendant cette période.

Le taux d'Intérêt de la Phase de Préfinancement (IP) indiqué à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et actualisé comme indiqué ci-dessus, est révisé à chaque variation de l'Index dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (IP') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : $IP' = IP + DT$

où DT désigne la différence positive ou négative constatée entre la dernière valeur actualisée de l'Index et celui en vigueur à la Date d'Effet du Contrat.

PHASE D'AMORTISSEMENT

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisibilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, en fonction d'un coefficient (R) dans les conditions ci-après définies :

- Le coefficient de Révision (R) est déterminé par la formule : $R = 1 + DT/(1+I)$

où DT désigne la différence positive ou négative constatée entre le taux de l'Index en vigueur à la date de la Révision et celui en vigueur à la Date d'Effet du Contrat.

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : $I' = R (1+I) - 1$

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : $P' = R (1+P) - 1$

Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif, le cas échéant il sera ramené à 0 %.

PR039-PRO068 V2.2.2 page 12/23
Contrat de prêt n° 67917 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

12/23

G R O U P E



www.groupecalssedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t) \text{ "base de calcul" } - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Si la Durée de la Phase de Préfinancement est inférieure à 12 mois, l'Emprunteur paie, dans les conditions définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et à la date d'exigibilité indiquée dans la mise en recouvrement adressée par le Prêteur, le montant des intérêts courus sur les Versements effectués pendant cette phase, arrêtés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le capital de la Ligne du Prêt, dont les caractéristiques financières sont précisées à l'Article précité, est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur pendant la Phase de Préfinancement.

En outre, si la Durée de la Phase de Préfinancement est supérieure ou égale à 12 mois, l'Emprunteur a également la faculté d'opter pour le paiement des intérêts courus sur les Versements effectués pendant la Phase de Préfinancement et ce dans les conditions mentionnées ci-dessus. Cependant, il peut choisir la capitalisation desdits intérêts et ainsi consolider la Ligne du Prêt selon les caractéristiques financières précisées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ». Dans ce cas le capital de la Ligne du Prêt est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur et des intérêts courus sur ces Versements durant cette phase.

Si le choix de l'Emprunteur s'est porté sur la capitalisation des intérêts, ce dernier a la possibilité de solliciter du Prêteur la modification de cette modalité de règlement des intérêts de préfinancement afin de les payer en fin de Phase de Préfinancement.

Aussi, l'Emprunteur devra faire part au Prêteur de sa volonté de modifier ladite modalité de paiement, au plus tard deux mois avant la fin de la Date de Début de la Phase d'Amortissement. Dès lors que la nouvelle modalité de paiement de ces intérêts est prévue dans l'acte de garantie, cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant. Par ailleurs, la modification de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article « **Commissions** ».

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de chaque échéance seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « amortissement déduit (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et « **Détermination des Taux** ».

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation signée par l'Emprunteur à cet effet.

Les sommes dues par les Emprunteurs ayant l'obligation d'utiliser le réseau des comptables publics font l'objet d'un prélèvement selon la procédure du débit d'office. Elles sont acquittées auprès du Caissier Général de la Caisse des Dépôts à Paris.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement au Caissier Général au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS

Le présent Prêt n'est soumis à la perception d'aucune commission d'instruction.

L'Emprunteur sera redevable pour chaque Ligne du Prêt, en cas de modification de la Durée de la Phase de Préfinancement définie à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et/ou de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement définie à l'Article « **Calcul et Paiement des intérêts** », d'une commission de réaménagement de cent euros (100 €) par Ligne du Prêt réaménagée.

Ladite commission sera prélevée par le Prêteur après réception de la lettre valant avenant formalisant la ou les modifications et après prise en compte de la ou des nouvelles caractéristiques financières.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr 14/23

GROUPE



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

DÉCLARATIONS DE L'EMPRUNTEUR :

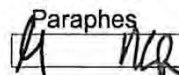
L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;
- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;
- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;
- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;
- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;
- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;
- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;
- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;
- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;
- qu'il a été informé que le Prêteur pourra céder et/ou transférer tout ou partie de ses droits et obligations sans que son accord ne soit préalablement requis.

ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;
- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;
- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;
- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de Garantie sur le foncier et les immeubles financés, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception de celles qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « **Garanties** » du Contrat ;
- justifier du titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis ;

Paraphes


Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr 15/23

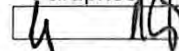


www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;
- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;
- informer préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :
 - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
 - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
 - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;
- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;
- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;
- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « **Objet du Prêt** », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;
- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;
- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déferer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;
- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;
- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** » ;

Paraphes



Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr 16/23

G R O U P E



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout événement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;
- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;
- à ne pas céder ou transférer tout ou partie de ses droits ou obligations au titre du présent Contrat sans l'autorisation expresse du Prêteur.
- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;
- transmettre au Prêteur le formulaire CERFA justifiant de la demande de perception du Crédit d'Impôt d'Outre-Mer (CIDOM) déposée auprès de la Direction Générale des Finances Publiques. Ainsi qu'à rembourser par anticipation les montants au prorata de chaque Ligne du Prêt et au fur et à mesure des perceptions dudit crédit d'impôt. Ces remboursements anticipés obligatoires ne donneront lieu à la facturation d'aucune indemnité ou pénalité conformément et dans la limite des dispositions prévues à l'Article « Remboursements Anticipés et leurs Conditions Financières ».

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE	50,00
Collectivités locales	COMMUNE DE SAINTE-MARIE	50,00


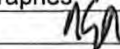
Les Garants du Prêt s'engagent, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en son lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

Les engagements de ces derniers sont réputés conjoints, de telle sorte que la Garantie de chaque Garant est due pour la totalité du Prêt à hauteur de sa quote-part expressément fixée aux termes de l'acte portant Garantie au Prêt.

PR0030-PR0038 V2.2.2, page 17/23
Contrat de prêt n° 67917 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

17/23

GROUPE



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.

Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.

Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « **Calcul et Paiement des Intérêts** ».

Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.

L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son remplacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

En Phase de Préfinancement l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, pour chaque Ligne du Prêt, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels dès le premier Versement et pendant toute la Durée de la Phase de Préfinancement. Ces derniers sont pris en compte dès la Date de Début de la Phase d'Amortissement si le Versement effectif des fonds est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette date.

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette échéance.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « **Notifications** », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations

PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

18/23

G R O U P E



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursement anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Les remboursements anticipés volontaires effectués en cours de Phase de Préfinancement donnent lieu à perception d'une indemnité égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires en cours de Phase d'Amortissement.

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraîneront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;
- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;
- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;
- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;
- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat ;

PR0090-PR0068 V22.2 page 19/23
Contrat de prêt n° 67517 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr 19/23

Paraphes

GROUPE



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** », ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :

- dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
- la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur, dans toute la mesure permise par la loi, d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

17.2.2 Deuxième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;
- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;
- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;
- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;
- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur, dans toute la mesure permise par la loi, d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;
- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

PR0090-PR0068 V2.2.2, page 20/23
Contrat de prêt n° 67517 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations

PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086

Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20

antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

JARRY CEDEX -
20/23

G R O U P E



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;
- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1154 du Code civil.

ARTICLE 19 NON RENONCIATION

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et, le cas échéant, à l'Article « **Commissions** ».

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Ligne du Prêt) peuvent être effectuées soit par courriel soit par télécopie signée par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou télécopie l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

PR0390-PR0068 V2.2.2 page 21/23
Contrat de prêt n° 67917 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

G R O U P E



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE



Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera porté devant les juridictions civiles parisiennes.

Paraphes

22/23

GROUPE



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Fait en autant d'originaux que de signataires,

Le, 25 AOÛT 2017

Pour l'Emprunteur,

Civilité : M.

Nom / Prénom :

Qualité : Directeur Général

Dûment habilité(e) aux présentes

Le, 22 Août 2017

Pour la Caisse des Dépôts,

Civilité : Mlle

Qualité : Adjointe au Directeur Régional

Dûment habilité(e) aux présentes

Cachet et Signature :



Cachet et Signature :

Adjointe au Directeur Régional

Annexe 2 à la délibération N°17-509-1

REPUBLIQUE FRANCAISE
LIBERTE – EGALITE – FRATERNITE



CONVENTION DE GARANTIE D'EMPRUNT

ENTRE

La Collectivité Territoriale de Martinique, représentée par M. Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de la Collectivité Territoriale de Martinique, dûment habilité à cet effet par délibération de la Collectivité Territoriale de Martinique n° 15-0003 du 18 décembre 2015,

ci-après dénommé « La CTM »

ET

La Société Immobilière de la Martinique représentée par M..... dûment habilité à cet effet par délibération du conseil d'administration de la SIMAR en date du

ci-après dénommée « l'emprunteur », bénéficiaire de la garantie d'emprunt,

Vu la délibération n° 17- du 2017 , par laquelle la CTM a décidé de garantir vis-à-vis du prêteur, Caisse des Dépôts et Consignations, 50 % d'un emprunt d'un montant total en capital de 1 186 426,00 € plus les intérêts, constitué de deux lignes de prêts l'un remboursable en 40 années et l'autre en 50 années, que l'emprunteur envisage de contracter, au taux qui sera en vigueur au jour de la signature du contrat, pour financer la construction de 16 logements sociaux (LLS), rue de la Libération sur le territoire de la ville de Sainte Marie.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUI

ARTICLE 1 - OBJET

La CTM accorde sa garantie à l'emprunteur à hauteur de 50 %, pour le remboursement d'un emprunt qu'il doit souscrire auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour un montant total de UN MILLION CENT QUATRE VINGT SIX MILLE QUATRE CENT VINGT SIX EUROS (1 186 426,00 €) destiné à construction de 16 logements sociaux (16 LLS), rue de la Libération, sur le territoire de la ville de Sainte Marie.

Les conditions de taux et de durée de remboursement sont celles qui figurent dans le contrat de prêt et qui sont conformes à la délibération de la CTM n° 17- du 2017 :

Ligne du prêt	PLUS (PRÊT LOCATIF A USAGE SOCIAL)	PLUS Foncier (PRÊT LOCATIF A USAGE SOCIAL)
Montant	1 001 703,00 €	184 723,00 €
Durée de la phase de préfinancement	24 mois	24 mois
Durée de la phase d'amortissement	40 ans	50 ans
Périodicité des échéances	Annuelle	Annuelle
Index	Livret A	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux du Livret A + 0,6%	Taux du Livret A + 0,6%
Profil d'amortissement	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)
Modalité de révision	Double Révisabilité (DR)	Double Révisabilité (DR)
Taux de progressivité des échéances	0%	0%

ARTICLE 2 - MISE EN JEU DE LA GARANTIE

Au cas où l'emprunteur se trouverait dans l'impossibilité de s'acquitter de tout ou partie des sommes dues aux échéances convenues, il s'engage à prévenir la CTM au moins deux mois à l'avance et à lui demander de les rembourser en son lieu et place. Cette mesure d'information doit permettre à la CTM de se substituer immédiatement à l'emprunteur défaillant et d'éviter ainsi l'application d'intérêts moratoires.

L'emprunteur devra fournir à l'appui de cette information, toutes justifications nécessaires.

La CTM règlera le montant des annuités impayées à leur échéance en son lieu et place, dans la limite de la garantie ci-dessus définie.

ARTICLE 3 - MODIFICATION DES CARACTERISTIQUES DE L'EMPRUNT

La CTM devra être informée par l'emprunteur de tout changement dans les caractéristiques et les modalités de remboursement du prêt (remboursement anticipé total ou partiel, modification de taux ou de durée). La modification des conditions de prêt fera l'objet d'un avenant au contrat de prêt comportant en annexe le nouveau tableau d'amortissement et devra être soumise à l'autorisation expresse de la CTM par voie de délibération de l'Assemblée de Martinique.

ARTICLE 4 - REMBOURSEMENT DES AVANCES

Les paiements qui auront été effectués par la CTM en lieu et place de l'emprunteur, auront le caractère d'avances remboursables.

Les avances remboursables ne produiront pas d'intérêts, en vue de maintenir l'équilibre financier initial de l'opération, de même que le niveau des loyers afférents.

ARTICLE 5 – CONTROLES ET SUIVI

5.1. L'emprunteur devra fournir chaque année à la CTM au plus tard le 15 juillet, les pièces suivantes (cf. articles L.3313-1 et L.2313-1 du CGCT) :

- * les comptes annuels certifiés: les comptes de résultat, les bilans, les annexes de l'exercice écoulé de la société,
- * Le rapport d'activités de la société.

5.2. L'emprunteur devra par ailleurs communiquer à la CTM un état d'avancement semestriel des travaux relatifs aux opérations de construction bénéficiant de la garantie de la CTM, mentionnant la date estimative, actualisée, d'achèvement des travaux.

La livraison définitive des opérations bénéficiant de la garantie de la CTM devra être systématiquement notifiée à la collectivité territoriale.

ARTICLE 6 - TRANSFERT DE PROPRIETE

En cas de changement de statut ou de tout autre événement ayant entraîné un transfert de gestion de l'emprunteur vers un autre organisme, celui-ci s'engage à fournir à la CTM les éléments mentionnés à l'article 5 de la présente convention, ainsi qu'à honorer tout autre engagement pris par l'emprunteur et relatif aux garanties d'emprunt accordées par la CTM.

ARTICLE 7 - DUREE

La présente convention entrera en vigueur dès la signature du contrat de prêt qui devra comporter, en annexe, le tableau d'amortissement.

La signature du contrat de prêt, interviendra dans un délai maximum de 24 mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la délibération de la CTM accordant sa garantie. Faute de respecter ce délai, l'emprunteur devra saisir la CTM d'une nouvelle demande de garantie.

La présente convention s'appliquera jusqu'à apurement complet des sommes dues tant au prêteur qu'à la CTM.

ARTICLE 8 - REGLEMENT DES LITIGES

En cas de difficultés liées à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de régler leur différend à l'amiable. A défaut, le litige sera soumis au tribunal administratif de Fort de France.

La signature de la présente convention précèdera la participation de la CTM aux contrats de prêt en qualité de garant.

Fait en trois exemplaires, à _____, le _____

Pour l'emprunteur,

Pour la CTM,



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171220-17-510-1-DE
Date de télétransmission : 29/01/2018
Date de réception préfecture : 29/01/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-510-1

PORTANT GARANTIE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE À LA SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DE LA MARTINIQUE À HAUTEUR DE 50 % D'UN EMPRUNT D'UN MONTANT TOTAL DE 2 707 546,00 € POUR LA CONSTRUCTION DE 41 LOGEMENTS (29 LLS ET 12 LLTS) QUARTIER CHAPELLE À SAINT-JOSEPH

L'An deux mille dix-sept, le vingt décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Christiane BAURAS, Joachim BOUQUETY (procuration à Eugène LARCHER), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Fred LORDINOT (procuration à Kora BERNABE), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Lucien RANGON), Charles-André MENCE (procuration à Félix CATHERINE), Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE (procuration à Lucien ADENET), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Sandra VALENTIN), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Jean-Philippe NILOR), Louise TELLE (procuration à Georges CLEON).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu l'article 2298 du code civil ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la demande formulée par la Société Immobilière de la Martinique et tendant à solliciter la garantie partielle d'un emprunt d'un montant total de 2 707 546,00 €, pour la construction de 41 logements sociaux (29 LLS et 12 LLTS) quartier Chapelle, ville de Saint-Joseph ;

Vu le contrat de prêt N°66748 en annexe signé entre la Société Immobilière de la Martinique et la Caisse des Dépôts et Consignations ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;

Vu l'avis émis par la commission logement et habitat le 7 décembre 2017;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité, le 12 décembre 2017;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : La Collectivité Territoriale de Martinique accorde sa garantie pour le remboursement de la somme de un million trois cent cinquante trois mille sept cent soixante treize euros (1 353 773,00 €) représentant 50% d'un emprunt d'un montant de 2 707 546,00 € souscrit par la Société Immobilière de la Martinique auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n° 66748, destiné à la construction de 41 logements sociaux (29 LLS et 12 LLTS), quartier Chapelle, sur le territoire de la Ville de Saint-Joseph.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération

ARTICLE 2 : La garantie est apportée aux conditions suivantes

La garantie de la Collectivité Territoriale de Martinique est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

ARTICLE 3 : La Collectivité Territoriale de Martinique s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et documents nécessaires à la mise en oeuvre de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique



Annexe 1 à la délibération N°17-510-1

GROUPE



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

CONTRAT DE PRÊT

N° 66748

Entre

SOCIETE IMMOBILIERE DE LA MARTINIQUE - n° 000230474

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

1/23

GROUPE



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

CONTRAT DE PRÊT

Entre

SOCIETE IMMOBILIERE DE LA MARTINIQUE, SIREN n°: 303188528, sis(e) PETIT PARADIS
BP 7214 97274 SCHOELCHER CEDEX,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « **SOCIETE IMMOBILIERE DE LA MARTINIQUE** » ou
« **l'Emprunteur** »,

DE PREMIÈRE PART,

et :


LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28
avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue
de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « **la Caisse des Dépôts** », « **la CDC** » ou « **le Prêteur** »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « **les Parties** » ou « **la Partie** »

Paraphes


2/23

GROUPE



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE


SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.4
ARTICLE 2	PRÊT	P.4
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.4
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.4
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.5
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.8
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.8
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.9
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.11
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.13
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.14
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.14
ARTICLE 14	COMMISSIONS	P.14
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.15
ARTICLE 16	GARANTIES	P.17
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.18
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.21
ARTICLE 19	NON RENONCIATION	P.21
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.21
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS	P.21
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.22

ANNEXE 1 ÉCHÉANCIER DE VERSEMENTS
ANNEXE 2 CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE

LES ANNEXES SONT UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT

Paraphes



Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

3/23

GROUPE



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération La Chapelle 2, Parc social public, Construction de 41 logements situés Quartier la Chapelle 97212 SAINT-JOSEPH.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de deux millions sept-cent-sept mille cinq-cent-quarante-six euros (2 707 546,00 euros) constitué de 4 Lignes du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article « **Objet du Prêt** » et selon l'affectation suivante :

- PLAI, d'un montant de quatre-cent-quarante-et-un mille quatre-cent-soixante-trois euros (441 463,00 euros) ;
- PLAI foncier, d'un montant de cent-quatre-vingt-dix-neuf mille quatre-cent-soixante-quatre euros (199 464,00 euros) ;
- PLUS, d'un montant d'un million quatre-cent-quinze mille quatre-cent-soixante-et-onze euros (1 415 471,00 euros) ;
- PLUS foncier, d'un montant de six-cent-cinquante-et-un mille cent-quarante-huit euros (651 148,00 euros) ;

Le montant de chaque Ligne du Prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra pas y avoir de fongibilité entre chaque Ligne du Prêt.

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL


Le Taux Effectif Global (TEG), figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », est donné en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature nécessaires à l'octroi du Prêt.

PR0090-PR0068 V2.1.2, page 4/23
Contrat de prêt n° 66748 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes


4/23

G R O U P E



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

La « **Consolidation de la Ligne du Prêt** » désigne l'opération visant à additionner, au terme de la Phase de Mobilisation, l'ensemble des Versements effectués et le cas échéant, les intérêts capitalisés liés aux Versements. Elle intervient à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le « **Contrat** » désigne le présent Contrat de Prêt avec ses annexes et ses éventuels avenants.

La « **Courbe de Taux de Swap Euribor** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap Euribor. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask »), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Courbe de Taux de Swap Inflation** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap inflation. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask ») à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Date de Début de la Phase d'Amortissement** » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « **Dates d'Echéances** » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.


Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La « **Date d'Effet** » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » a (ont) été remplie(s).

La « **Date Limite de Mobilisation** » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

La « **Durée de la Ligne du Prêt** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

Paraphes



Caisse des dépôts et consignations

PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

La « **Durée de la Phase de Préfinancement** » est la durée comprise entre le premier jour du mois suivant la prise d'effet du Contrat et la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt.

La « **Durée totale du Prêt** » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt** » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Garantie** » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « **Garantie publique** » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« **Index** » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« **Index Livret A** » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas de disparition ou de non-publication de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « **Jour ouvré** » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La « **Ligne du Prêt** » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des versements effectués pendant la Phase de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le « **Livret A** » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

La « **Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant à l'issue de la Phase de Mobilisation, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « **Règlement des Echéances** », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

6/23

G R O U P E



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

La « **Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement** » désigne la période débutant 10 jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant à la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

La « **Phase de Préfinancement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la période comprise entre le premier jour du mois suivant la Date d'Effet et sa Date Limite de Mobilisation.

Le « **Prêt** » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « **Prêt** ».

Le « **Prêt Locatif à Usage Social** » (**PLUS**) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, à la construction et à l'amélioration de logements locatifs à usage social.

Le « **Prêt Locatif Aidé d'Intégration** » (**PLAI**) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, la construction et l'aménagement de logements locatifs très sociaux.

La « **Révision** » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « **Double Révisibilité** » (**DR**) signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel ainsi que le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index.

Le « **Taux de Swap EURIBOR** » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index EURIBOR constaté. Les Taux de Swap EURIBOR sont publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux swap « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le « **Taux de Swap Inflation** » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un Contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap (l'indice d'inflation est identique à celui servant de référence aux OATi, tel que publié sur les pages de l'Agence France Trésor). Les Taux de Swaps Inflation sont publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap zéro coupon « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas) à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :

- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index l'Inflation ;
- sur une combinaison de la Courbe de Taux de Swap Euribor et de la Courbe de Taux de Swap Inflation, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

G R O U P E



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le « **Versement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et ses annexes devront être retournés dûment complétés, paraphés et signés au Prêteur.

Le contrat prendra effet à la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du **13/10/2017** le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est donc subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** » ;
- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** », ne soit survenu ou susceptible de survenir ;
- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;
- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article « **Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt** » ;
- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :
 - Garantie(s) conforme(s)

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur ne sera pas tenu de verser les fonds de chaque Ligne du Prêt et pourra considérer le Contrat comme nul et non avenu.

PR0050-PR0068 V2.1.2 page 8/23
Contrat de prêt n° 68748 Emprunteur n° 00020474

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE - BP 2495
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

- BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086

Paraphes
JARRY CEDEX -
8/23

G R O U P E



www.groupecalssedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article « **Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt** », à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent, l'échéancier de Versements est négocié entre l'Emprunteur et le Prêteur. Il correspond au rythme prévisionnel des paiements à effectuer par l'Emprunteur pour la réalisation de ou des opérations financées par le Prêt.

Pour chaque Ligne du Prêt, si le total des Versements portés sur l'échéancier est inférieur au montant maximum des Lignes du Prêts indiqué à l'Article « **Caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt** », ce montant sera réduit d'office à hauteur des sommes effectivement versées à la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt.

Les échéanciers de Versements sont établis par l'Emprunteur sachant que, d'une part, le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet, et, d'autre part, le dernier Versement doit impérativement intervenir deux mois avant la première Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

En cas de retard dans le déroulement du chantier, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être adressée par l'Emprunteur au Prêteur, par lettre ou via le site internet de ce dernier, au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement.


Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur chaque échéancier de Versements.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

Paraphes


JARRY CEDEX -
9/23

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

GROUPE



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :


Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PLAI	PLAI foncier	PLUS	PLUS foncier
Enveloppe	-	-	-	-
Identifiant de la Ligne du Prêt	5197520	5197519	5197521	5197522
Montant de la Ligne du Prêt	441 463 €	199 464 €	1 415 471 €	651 148 €
Commission d'instruction	0 €	0 €	0 €	0 €
Durée de la période	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Taux de période	0,55 %	0,55 %	1,35 %	1,35 %
TEG de la Ligne du Prêt	0,55 %	0,55 %	1,35 %	1,35 %
Phase de préfinancement				
Durée du préfinancement	24 mois	24 mois	24 mois	24 mois
Taux d'intérêt du préfinancement	0,55 %	0,55 %	1,35 %	1,35 %
Règlement des intérêts de préfinancement	Capitalisation	Capitalisation	Capitalisation	Capitalisation
Phase d'amortissement				
Durée	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans
Index	Livret A	Livret A	Livret A	Livret A
Marge fixe sur index	- 0,2 %	- 0,2 %	0,6 %	0,6 %
Taux d'intérêt ¹	0,55 %	0,55 %	1,35 %	1,35 %
Périodicité	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Profil d'amortissement	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle
Modalité de révision	DR	DR	DR	DR
Taux de progressivité des échéances	0 %	0 %	0 %	0 %
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent	Equivalent	Equivalent
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360	30 / 360	30 / 360

¹ Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'index de la Ligne du Prêt.

PR0030-PR0068 V2.1.2, page 10/23
Contrat de prêt n° 86748 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes


10/23

G R O U P E



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

L'Emprunteur a la faculté, pendant la Phase de Préfinancement et au plus tard deux mois avant la plus proche des deux dates entre la nouvelle date de fin de Phase de Préfinancement et la date initiale, de solliciter l'accord du Prêteur pour l'allongement ou la réduction de la Durée de la Phase de Préfinancement mentionnée ci-dessus.

Si cette nouvelle Durée de la Phase de Préfinancement s'inscrit dans la période de 3 à 24 mois indiquée dans l'acte de garantie, alors cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant.

Par ailleurs, la modification de la Durée de la Phase de Préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article « **Commissions** ».

L'Emprunteur reconnaît que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt, que :

- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;
- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.

Et, l'Emprunteur reconnaît avoir procédé personnellement à toutes les estimations qu'il jugeait nécessaires à l'appréciation du coût total de chaque Ligne du Prêt.


Les frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « **Garantie** ».

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Paraphes


JARRY CEDEX -
11/23

G R O U P E



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

PHASE DE PRÉFINANCEMENT

Le montant des intérêts de la Phase de Préfinancement, est calculé en fonction, d'une part, du montant et des dates de Versements et, d'autre part, des taux d'intérêt successivement en vigueur pendant cette période.

Le taux d'Intérêt de la Phase de Préfinancement (IP) indiqué à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et actualisé comme indiqué ci-dessus, est révisé à chaque variation de l'Index dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (IP') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : $IP' = IP + DT$

où DT désigne la différence positive ou négative constatée entre la dernière valeur actualisée de l'Index et celui en vigueur à la Date d'Effet du Contrat.

PHASE D'AMORTISSEMENT

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisibilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, en fonction d'un coefficient (R) dans les conditions ci-après définies :

- Le coefficient de Révision (R) est déterminé par la formule : $R = 1 + DT/(1+I)$

où DT désigne la différence positive ou négative constatée entre le taux de l'Index en vigueur à la date de la Révision et celui en vigueur à la Date d'Effet du Contrat.

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : $I' = R (1+I) - 1$

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : $P' = R (1+P) - 1$


Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif, le cas échéant il sera ramené à 0 %.

PR0090-PR0088 V2.1.2, page 12/23
Contrat de prêt n° 66748 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes


12/23

GROUPE



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t) \text{ "base de calcul" } - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Si la Durée de la Phase de Préfinancement est inférieure à 12 mois, l'Emprunteur paie, dans les conditions définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et à la date d'exigibilité indiquée dans la mise en recouvrement adressée par le Prêteur, le montant des intérêts courus sur les Versements effectués pendant cette phase, arrêtés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le capital de la Ligne du Prêt, dont les caractéristiques financières sont précisées à l'Article précité, est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur pendant la Phase de Préfinancement.

En outre, si la Durée de la Phase de Préfinancement est supérieure ou égale à 12 mois, l'Emprunteur a également la faculté d'opter pour le paiement des intérêts courus sur les Versements effectués pendant la Phase de Préfinancement et ce dans les conditions mentionnées ci-dessus. Cependant, il peut choisir la capitalisation desdits intérêts et ainsi consolider la Ligne du Prêt selon les caractéristiques financières précisées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ». Dans ce cas le capital de la Ligne du Prêt est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur et des intérêts courus sur ces Versements durant cette phase.

Si le choix de l'Emprunteur s'est porté sur la capitalisation des intérêts, ce dernier a la possibilité de solliciter du Prêteur la modification de cette modalité de règlement des intérêts de préfinancement afin de les payer en fin de Phase de Préfinancement.

Aussi, l'Emprunteur devra faire part au Prêteur de sa volonté de modifier ladite modalité de paiement, au plus tard deux mois avant la fin de la Date de Début de la Phase d'Amortissement. Dès lors que la nouvelle modalité de paiement de ces intérêts est prévue dans l'acte de garantie, cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant. Par ailleurs, la modification de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article « **Commissions** ».

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de chaque échéance seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

PR0090-PR0068 V2.1.2, page 13/23
Contrat de prêt n° 66748 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

JARRY CEDEX -
13/23

G R O U P E



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « amortissement déduit (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et « **Détermination des Taux** ».

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation signée par l'Emprunteur à cet effet.

Les sommes dues par les Emprunteurs ayant l'obligation d'utiliser le réseau des comptables publics font l'objet d'un prélèvement selon la procédure du débit d'office. Elles sont acquittées auprès du Caissier Général de la Caisse des Dépôts à Paris.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement au Caissier Général au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS

Le présent Prêt n'est soumis à la perception d'aucune commission d'instruction.

L'Emprunteur sera redevable pour chaque Ligne du Prêt, en cas de modification de la Durée de la Phase de Préfinancement définie à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et/ou de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement définie à l'Article « **Calcul et Paiement des intérêts** », d'une commission de réaménagement de cent euros (100 €) par Ligne du Prêt réaménagée.

Ladite commission sera prélevée par le Prêteur après réception de la lettre valant avenant formalisant la ou les modifications et après prise en compte de la ou des nouvelles caractéristiques financières.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

14/23



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

DÉCLARATIONS DE L'EMPRUNTEUR :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

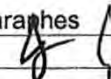
- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;
- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;
- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;
- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;
- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;
- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;
- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;
- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;
- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;
- qu'il a été informé que le Prêteur pourra céder et/ou transférer tout ou partie de ses droits et obligations sans que son accord ne soit préalablement requis.

ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;
- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;
- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;
- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de Garantie sur le foncier et les immeubles financés, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception de celles qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « **Garanties** » du Contrat ;
- justifier du titre définitif conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis ;

Paraphes



Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr 15/23

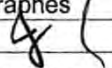


www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;
- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;
- transmettre chaque année au Prêteur le document de référence relatif au ratio annuel de couverture de la dette (Annual Debt Service Cover Ratio ou ADSCR) ;
- informer préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur :
 - de toute transformation de son statut, ou de toute opération envisagée de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
 - de toute signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, ou de toute modification à intervenir relative à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;
- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ;
- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « **Objet du Prêt** », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;
- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;
- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déférer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;
- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;
- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** » ;

Paraphes



Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr 16/23



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout événement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;
- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;
- à ne pas céder ou transférer tout ou partie de ses droits ou obligations au titre du présent Contrat sans l'autorisation expresse du Prêteur.
- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;
- transmettre au Prêteur le formulaire CERFA justifiant de la demande de perception du Crédit d'Impôt d'Outre-Mer (CIDOM) déposée auprès de la Direction Générale des Finances Publiques. Ainsi qu'à rembourser par anticipation les montants au prorata de chaque Ligne du Prêt et au fur et à mesure des perceptions dudit crédit d'impôt. Ces remboursements anticipés obligatoires ne donneront lieu à la facturation d'aucune indemnité ou pénalité conformément et dans la limite des dispositions prévues à l'Article « Remboursements Anticipés et leurs Conditions Financières ».

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE	50,00
Collectivités locales	COMMUNE DE SAINT-JOSEPH	50,00

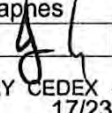
Les Garants du Prêt s'engagent, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

Les engagements de ces derniers sont réputés conjoints, de telle sorte que la Garantie de chaque Garant est due pour la totalité du Prêt à hauteur de sa quote-part expressément fixée aux termes de l'acte portant Garantie au Prêt.

PR0090-PR0068 V2.1.2 page 17/23
Contrat de prêt n° 66746 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes



17/23

GROUPE



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.

Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.

Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « **Calcul et Paiement des Intérêts** ».

Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.

L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son remplacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

En Phase de Préfinancement l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, pour chaque Ligne du Prêt, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels dès le premier Versement et pendant toute la Durée de la Phase de Préfinancement. Ces derniers sont pris en compte dès la Date de Début de la Phase d'Amortissement si le Versement effectif des fonds est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette date.

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Échéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette échéance.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « **Notifications** », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr 18/23

G R O U P E



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursement anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Les remboursements anticipés volontaires effectués en cours de Phase de Préfinancement donnent lieu à perception d'une indemnité égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires en cours de Phase d'Amortissement.

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraîneront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;
- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;
- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;
- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;
- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat ;

Paraphes



Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

G R O U P E



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** », ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :

- dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
- la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur, dans toute la mesure permise par la loi, d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

17.2.2 Deuxième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;
- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;
- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;
- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition) ou de la gouvernance de l'Emprunteur, qui affecterait sa situation financière (notamment dans l'éventualité d'un ADSCR inférieur à 1), et qui aurait des conséquences sur sa capacité de remboursement ;
- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur, dans toute la mesure permise par la loi, d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;
- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

PR0390-PR0368 V2.1.2, page 20/23
Contrat de prêt n° 66746 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

JARRY CEDEX -
20/23

G R O U P E



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;
- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1154 du Code civil.

ARTICLE 19 NON RENONCIATION

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et, le cas échéant, à l'Article « **Commissions** ».

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Ligne du Prêt) peuvent être effectuées soit par courriel soit par télécopie signée par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou télécopie l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

JARRY CEDEX -
21/23

GROUPE



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE


Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera porté devant les juridictions civiles parisiennes.

Paraphes


22/23

GROUPE



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Fait en autant d'originaux que de signataires,

Le, 25 JUL. 2017

Pour l'Emprunteur,

Civilité : M.

Nom / Prénom

Qualité :

Dûment habilité(e) aux présentes

Le Secrétaire Général,

Cachet et Signature :



Le, 13 juillet 2017

Pour la Caisse des Dépôts,

Civilité : M.

Nom / Prénom :

Qualité : Directeur Territorial

Dûment habilité(e) aux présentes

Cachet et Signature :

Directeur territorial

Annexe 2 à la délibération N°17-510-1

REPUBLIQUE FRANCAISE
LIBERTE – EGALITE – FRATERNITE



CONVENTION DE GARANTIE D'EMPRUNT

ENTRE

La Collectivité Territoriale de Martinique, représentée par M. Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de la Collectivité Territoriale de Martinique, dûment habilité à cet effet par délibération de la Collectivité Territoriale de Martinique n° 15-0003 du 18 décembre 2015,

ci-après dénommé « La CTM »

ET

La Société Immobilière de la Martinique représentée par M..... dûment habilité à cet effet par délibération du conseil d'administration de la SIMAR en date du

ci-après dénommée « l'emprunteur », bénéficiaire de la garantie d'emprunt,

Vu la délibération n° 17- du 2017 , par laquelle la CTM a décidé de garantir vis-à-vis du prêteur, Caisse des Dépôts et Consignations, 50 % d'un emprunt d'un montant total en capital de 2 707 546,00 € plus les intérêts, constitué de quatre lignes de prêts remboursable en 40 années pour deux d'entre eux et 50 années pour les deux autres, que l'emprunteur envisage de contracter, au taux qui sera en vigueur au jour de la signature du contrat, pour financer la construction de 41 logements sociaux (29 LLS et 12 LLTS), quartier Chapelle sur le territoire de la ville de Saint Joseph.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIV

ARTICLE 1 - OBJET

La CTM accorde sa garantie à l'emprunteur à hauteur de 50 %, pour le remboursement d'un emprunt qu'il doit souscrire auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour un montant total de DEUX MILLIONS SEPT CENT SEPT MILLE CINQ CENT QUARANTE SIX EUROS (2 707 546,00 €) destiné à la construction de 41 logements sociaux (29 LLS et 12 LLTS), quartier Chapelle, sur le territoire de la ville de Saint Joseph.

Les conditions de taux et de durée de remboursement sont celles qui figurent dans le contrat de prêt et qui sont conformes à la délibération de la CTM n° 17- du 2017 :

Ligne du prêt	PLAI (PRÊT LOCATIF AIDE D'INTEGRATION)	PLAI Foncier (PRÊT LOCATIF AIDE D'INTEGRATION)	PLUS (PRÊT LOCATIF A USAGE SOCIAL)	PLUS Foncier (PRÊT LOCATIF A USAGE SOCIAL)
Montant	441 463,00 €	199 464,00 €	1 415 471,00 €	651 148,00 €
Durée de la phase de préfinancement	24 mois	24 mois	24 mois	24 mois
Durée de la phase d'amortissement	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans
Périodicité des échéances	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Index	Livret A	Livret A	Livret A	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux du Livret A -0,2%	Taux du Livret A -0,2%	Taux du Livret A + 0,6%	Taux du Livret A + 0,6%
Profil d'amortissement	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)
Modalité de révision	Double Révisabilité (DR)	Double Révisabilité (DR)	Double Révisabilité (DR)	Double Révisabilité (DR)
Taux de progressivité des échéances	0%	0%	0%	0%

ARTICLE 2 - MISE EN JEU DE LA GARANTIE

Au cas où l'emprunteur se trouverait dans l'impossibilité de s'acquitter de tout ou partie des sommes dues aux échéances convenues, il s'engage à prévenir la CTM au moins deux mois à l'avance et à lui demander de les rembourser en ses lieu et place. Cette mesure d'information doit permettre à la CTM de se substituer immédiatement à l'emprunteur défaillant et d'éviter ainsi l'application d'intérêts moratoires.

L'emprunteur devra fournir à l'appui de cette information, toutes justifications nécessaires.

La CTM règlera le montant des annuités impayées à leur échéance en ses lieu et place, dans la limite de la garantie ci-dessus définie.

ARTICLE 3 - MODIFICATION DES CARACTERISTIQUES DE L'EMPRUNT

La CTM devra être informée par l'emprunteur de tout changement dans les caractéristiques et les modalités de remboursement du prêt (remboursement anticipé total ou partiel, modification de taux ou de durée). La modification des conditions de prêt fera l'objet d'un avenant au contrat de prêt comportant en annexe le nouveau tableau d'amortissement et devra être soumise à l'autorisation expresse de la CTM par voie de délibération de l'Assemblée de Martinique.

ARTICLE 4 - REMBOURSEMENT DES AVANCES

Les paiements qui auront été effectués par la CTM en lieu et place de l'emprunteur, auront le caractère d'avances remboursables.

Les avances remboursables ne produiront pas d'intérêts, en vue de maintenir l'équilibre financier initial de l'opération, de même que le niveau des loyers afférents.

ARTICLE 5 – CONTROLES ET SUIVI

5.1. L'emprunteur devra fournir chaque année à la CTM au plus tard le 15 juillet, les pièces suivantes (cf. articles L.3313-1 et L.2313-1 du CGCT) :

- * les comptes annuels certifiés: les comptes de résultat, les bilans, les annexes de l'exercice écoulé de la société,
- * Le rapport d'activités de la société.

5.2. L'emprunteur devra par ailleurs communiquer à la CTM un état d'avancement semestriel des travaux relatifs aux opérations de construction bénéficiant de la garantie de la CTM, mentionnant la date estimative, actualisée, d'achèvement des travaux.

La livraison définitive des opérations bénéficiant de la garantie de la CTM devra être systématiquement notifiée à la collectivité territoriale.

ARTICLE 6 - TRANSFERT DE PROPRIETE

En cas de changement de statut ou de tout autre événement ayant entraîné un transfert de gestion de l'emprunteur vers un autre organisme, celui-ci s'engage à fournir à la CTM les éléments mentionnés à l'article 5 de la présente convention, ainsi qu'à honorer tout autre engagement pris par l'emprunteur et relatif aux garanties d'emprunt accordées par la CTM.

ARTICLE 7 - DUREE

La présente convention entrera en vigueur dès la signature du contrat de prêt qui devra comporter, en annexe, le tableau d'amortissement.

La signature du contrat de prêt, interviendra dans un délai maximum de 24 mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la délibération de la CTM accordant sa garantie. Faute de respecter ce délai, l'emprunteur devra saisir la CTM d'une nouvelle demande de garantie.

La présente convention s'appliquera jusqu'à apurement complet des sommes dues tant au prêteur qu'à la CTM.

ARTICLE 8 - REGLEMENT DES LITIGES

En cas de difficultés liées à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de régler leur différend à l'amiable. A défaut, le litige sera soumis au tribunal administratif de Fort de France.

La signature de la présente convention précèdera la participation de la CTM aux contrats de prêt en qualité de garant.

Fait en trois exemplaires, à _____, le _____

Pour l'emprunteur,

Pour la CTM,



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171220-17-511-1-DE
Date de télétransmission : 29/01/2018
Date de réception préfecture : 29/01/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-511-1

PORTANT GARANTIE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE À LA SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DE LA MARTINIQUE À HAUTEUR DE 50 % D'UN EMPRUNT D'UN MONTANT TOTAL DE 1 933 009,00 € POUR L'ACQUISITION EN VEFA DE 30 LOGEMENTS SOCIAUX (20 LLS ET 10 LLTS) À AIPHANES, RUE BRISEFER GEORGES À SAINT-JOSEPH

L'An deux mille dix-sept, le vingt décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Christiane BAURAS, Joachim BOUQUETY (procuration à Eugène LARCHER), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Fred LORDINOT (procuration à Kora BERNABE), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Lucien RANGON), Charles-André MENCE (procuration à Félix CATHERINE), Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE (procuration à Lucien ADENET), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Sandra VALENTIN), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Jean-Philippe NILOR), Louise TELLE (procuration à Georges CLEON).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu l'article 2298 du code civil ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la demande formulée par la Société Immobilière de la Martinique et tendant à solliciter la garantie partielle d'un emprunt d'un montant total de 1 933 009,00 €, pour l'acquisition en VEFA de 30 logements sociaux (20 LLS et 10 LLTS) à Aiphanes, rue Brisefer Georges, ville de Saint-Joseph ;

Vu le contrat de prêt N°67916 en annexe signé entre la Société Immobilière de la Martinique et la Caisse des Dépôts et Consignations ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;

Vu l'avis émis par la commission logement et habitat le 7 décembre 2017;

Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité, le 12 décembre 2017;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : La Collectivité Territoriale de Martinique accorde sa garantie pour le remboursement de la somme de neuf cent soixante six mille cinq cent quatre euros cinquante centimes (966 504,50 €) représentant 50% d'un emprunt d'un montant de 1 933 009,00 € souscrit par la Société Immobilière de la Martinique auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n° 67916, destiné à l'acquisition en VEFA de 30 logements sociaux (20 LLS et 10 LLTS) à Aiphanes, rue Brisefer Georges, sur le territoire de la ville de Saint-Joseph.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

ARTICLE 2 : La garantie est apportée aux conditions suivantes

La garantie de la Collectivité Territoriale de Martinique est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

ARTICLE 3 : La Collectivité Territoriale de Martinique s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et documents nécessaires à la mise en oeuvre de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique



Annexe 1 à la délibération N°17-511-1

GROUPE



ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

www.groupecaissedepots.fr

CONTRAT DE PRÊT

N° 67916

Entre

SOCIETE IMMOBILIERE DE LA MARTINIQUE - n° 000230474



Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

PR0090-PR0068 V2.2.2 page 1/23
Contrat de prêt n° 67916 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

JARRY CEDEX -
1/23

GROUPE



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

CONTRAT DE PRÊT

Entre

SOCIETE IMMOBILIERE DE LA MARTINIQUE, SIREN n°: 303188528, sis(e) PETIT PARADIS
BP 7214 97274 SCHOELCHER CEDEX,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « **SOCIETE IMMOBILIERE DE LA MARTINIQUE** » ou
« **l'Emprunteur** »,

DE PREMIÈRE PART,

et :


LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28
avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue
de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « **la Caisse des Dépôts** », « **la CDC** » ou « **le Prêteur** »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « **les Parties** » ou « **la Partie** »

Paraphes

4 

2/23



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.4
ARTICLE 2	PRÊT	P.4
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.4
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.4
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.5
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.8
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.8
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.9
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.11
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.13
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.14
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.14
ARTICLE 14	COMMISSIONS	P.14
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.15
ARTICLE 16	GARANTIES	P.17
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.18
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.21
ARTICLE 19	NON RENONCIATION	P.21
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.21
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS	P.21
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.22

ANNEXE 1	ÉCHÉANCIER DE VERSEMENTS
ANNEXE 2	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE

LES ANNEXES SONT UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT

PR0050-PR0068 V2.2.2 page 3/23
Contrat de prêt n° 675916 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

3/23

GROUPE



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération ALPHANES, Parc social public, Acquisition en VEFA de 30 logements situés Rue Brisefer Georges 97212 SAINT-JOSEPH.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum d'un million neuf-cent-trente-trois mille neuf euros (1 933 009,00 euros) constitué de 4 Lignes du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article « **Objet du Prêt** » et selon l'affectation suivante :

- PLAI, d'un montant de trois-cent-quarante-et-un mille six-cent-quatre-vingt-un euros (341 681,00 euros) ;
- PLAI foncier, d'un montant de cent-quarante-sept mille cent-quatre-vingt-quatorze euros (147 194,00 euros) ;
- PLUS, d'un montant de neuf-cent-quatre-vingt-quatorze mille neuf-cent-quatre-vingt-seize euros (994 996,00 euros) ;
- PLUS foncier, d'un montant de quatre-cent-quarante-neuf mille cent-trente-huit euros (449 138,00 euros) ;

Le montant de chaque Ligne du Prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra pas y avoir de fongibilité entre chaque Ligne du Prêt.

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE


Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG), figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », est donné en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature nécessaires à l'octroi du Prêt.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

G R O U P E



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

La « **Consolidation de la Ligne du Prêt** » désigne l'opération visant à additionner, au terme de la Phase de Mobilisation, l'ensemble des Versements effectués et le cas échéant, les intérêts capitalisés liés aux Versements. Elle intervient à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le « **Contrat** » désigne le présent Contrat de Prêt avec ses annexes et ses éventuels avenants.

La « **Courbe de Taux de Swap Euribor** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap Euribor. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask »), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Courbe de Taux de Swap Inflation** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap inflation. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask ») à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Date de Début de la Phase d'Amortissement** » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « **Dates d'Echéances** » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La « **Date d'Effet** » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » a (ont) été remplie(s).

La « **Date Limite de Mobilisation** » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

La « **Durée de la Ligne du Prêt** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

5/23



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

La « **Durée de la Phase de Préfinancement** » est la durée comprise entre le premier jour du mois suivant la prise d'effet du Contrat et la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt.

La « **Durée totale du Prêt** » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt** » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Garantie** » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « **Garantie publique** » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« **Index** » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« **Index Livret A** » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas de disparition ou de non-publication de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

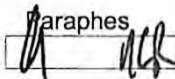
Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « **Jour ouvré** » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La « **Ligne du Prêt** » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des versements effectués pendant la Phase de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le « **Livret A** » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

La « **Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant à l'issue de la Phase de Mobilisation, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « **Règlement des Echéances** », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

Paraphes


Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr 6/23

G R O U P E



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

La « **Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement** » désigne la période débutant 10 jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant à la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

La « **Phase de Préfinancement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la période comprise entre le premier jour du mois suivant la Date d'Effet et sa Date Limite de Mobilisation.

Le « **Prêt** » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « **Prêt** ».

Le « **Prêt Locatif à Usage Social** » (**PLUS**) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, à la construction et à l'amélioration de logements locatifs à usage social.

Le « **Prêt Locatif Aidé d'Intégration** » (**PLAI**) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, la construction et l'aménagement de logements locatifs très sociaux.

La « **Révision** » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « **Double Révisibilité** » (**DR**) signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel ainsi que le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index.

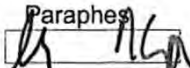
Le « **Taux de Swap EURIBOR** » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index EURIBOR constaté. Les Taux de Swap EURIBOR sont publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux swap « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le « **Taux de Swap Inflation** » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un Contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap (l'indice d'inflation est identique à celui servant de référence aux OATi, tel que publié sur les pages de l'Agence France Trésor). Les Taux de Swaps Inflation sont publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap zéro coupon « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas) à l'aide des codes <FRSW11 Index> à <FRSW150 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :

- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index l'Inflation ;
- sur une combinaison de la Courbe de Taux de Swap Euribor et de la Courbe de Taux de Swap Inflation, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Paraphes

JARRY CEDEX -
7/23

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le « **Versement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et ses annexes devront être retournés dûment complétés, paraphés et signés au Prêteur.

Le contrat prendra effet à la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du **21/11/2017** le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est donc subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

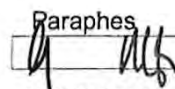
- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** » ;
- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** », ne soit survenu ou susceptible de survenir ;
- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;
- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article « **Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt** » ;
- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :
 - Garantie(s) conforme(s)

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur ne sera pas tenu de verser les fonds de chaque Ligne du Prêt et pourra considérer le Contrat comme nul et non avenu.

Paraphes

JARRY CEDEX -
8/23

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

G R O U P E



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article « **Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt** », à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent, l'échéancier de Versements est négocié entre l'Emprunteur et le Prêteur. Il correspond au rythme prévisionnel des paiements à effectuer par l'Emprunteur pour la réalisation de ou des opérations financées par le Prêt.

Pour chaque Ligne du Prêt, si le total des Versements portés sur l'échéancier est inférieur au montant maximum des Lignes du Prêts indiqué à l'Article « **Caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt** », ce montant sera réduit d'office à hauteur des sommes effectivement versées à la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt.

Les échéanciers de Versements sont établis par l'Emprunteur sachant que, d'une part, le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet, et, d'autre part, le dernier Versement doit impérativement intervenir deux mois avant la première Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

En cas de retard dans le déroulement du chantier, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

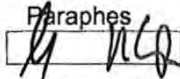
Toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être adressée par l'Emprunteur au Prêteur, par lettre ou via le site internet de ce dernier, au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur chaque échéancier de Versements.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

Paraphes

JARRY CEDEX -
9/23

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

GROUPE



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PLAI	PLAI foncier	PLUS	PLUS foncier
Enveloppe	-	-	-	-
Identifiant de la Ligne du Prêt	5199320	5199321	5199322	5199323
Montant de la Ligne du Prêt	341 681 €	147 194 €	994 996 €	449 138 €
Commission d'instruction	0 €	0 €	0 €	0 €
Durée de la période	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Taux de période	0,55 %	0,55 %	1,35 %	1,35 %
TEG de la Ligne du Prêt	0,55 %	0,55 %	1,35 %	1,35 %
Phase de préfinancement				
Durée du préfinancement	24 mois	24 mois	24 mois	24 mois
Taux d'intérêt du préfinancement	0,55 %	0,55 %	1,35 %	1,35 %
Règlement des intérêts de préfinancement	Capitalisation	Capitalisation	Capitalisation	Capitalisation
Phase d'amortissement				
Durée	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans
Index	Livret A	Livret A	Livret A	Livret A
Marge fixe sur index	- 0,2 %	- 0,2 %	0,6 %	0,6 %
Taux d'intérêt ¹	0,55 %	0,55 %	1,35 %	1,35 %
Périodicité	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Profil d'amortissement	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle
Modalité de révision	DR	DR	DR	DR
Taux de progressivité des échéances	0 %	0 %	0 %	0 %
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent	Equivalent	Equivalent
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360	30 / 360	30 / 360

¹ Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'index de la Ligne du Prêt

PR039-PR038 V2.2.3 page 10/23
Contrat de prêt n° 67516 Emprunteur n° 00230474

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

10/23

G R O U P E



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

L'Emprunteur a la faculté, pendant la Phase de Préfinancement et au plus tard deux mois avant la plus proche des deux dates entre la nouvelle date de fin de Phase de Préfinancement et la date initiale, de solliciter l'accord du Prêteur pour l'allongement ou la réduction de la Durée de la Phase de Préfinancement mentionnée ci-dessus.

Si cette nouvelle Durée de la Phase de Préfinancement s'inscrit dans la période de 3 à 24 mois indiquée dans l'acte de garantie, alors cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant.

Par ailleurs, la modification de la Durée de la Phase de Préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article « **Commissions** ».

L'Emprunteur reconnaît que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt, que :

- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;
- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.

Et, l'Emprunteur reconnaît avoir procédé personnellement à toutes les estimations qu'il jugeait nécessaires à l'appréciation du coût total de chaque Ligne du Prêt.

Les frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « **Garantie** ».

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

G R O U P E



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

PHASE DE PRÉFINANCEMENT

Le montant des intérêts de la Phase de Préfinancement, est calculé en fonction, d'une part, du montant et des dates de Versements et, d'autre part, des taux d'intérêt successivement en vigueur pendant cette période.

Le taux d'Intérêt de la Phase de Préfinancement (IP) indiqué à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et actualisé comme indiqué ci-dessus, est révisé à chaque variation de l'Index dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (IP') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : $IP' = IP + DT$

où DT désigne la différence positive ou négative constatée entre la dernière valeur actualisée de l'Index et celui en vigueur à la Date d'Effet du Contrat.

PHASE D'AMORTISSEMENT

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisibilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, en fonction d'un coefficient (R) dans les conditions ci-après définies :

- Le coefficient de Révision (R) est déterminé par la formule : $R = 1 + DT/(1+I)$

où DT désigne la différence positive ou négative constatée entre le taux de l'Index en vigueur à la date de la Révision et celui en vigueur à la Date d'Effet du Contrat.

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : $I' = R (1+I) - 1$

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : $P' = R (1+P) - 1$
Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif, le cas échéant il sera ramené à 0 %.

PR0390-PR0393 V2.2.2 Page 12/23
Contrat de prêt n° 57516 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

12/23

G R O U P E



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t) \text{ "base de calcul" } - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Si la Durée de la Phase de Préfinancement est inférieure à 12 mois, l'Emprunteur paie, dans les conditions définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et à la date d'exigibilité indiquée dans la mise en recouvrement adressée par le Prêteur, le montant des intérêts courus sur les Versements effectués pendant cette phase, arrêtés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le capital de la Ligne du Prêt, dont les caractéristiques financières sont précisées à l'Article précité, est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur pendant la Phase de Préfinancement.

En outre, si la Durée de la Phase de Préfinancement est supérieure ou égale à 12 mois, l'Emprunteur a également la faculté d'opter pour le paiement des intérêts courus sur les Versements effectués pendant la Phase de Préfinancement et ce dans les conditions mentionnées ci-dessus. Cependant, il peut choisir la capitalisation desdits intérêts et ainsi consolider la Ligne du Prêt selon les caractéristiques financières précisées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ». Dans ce cas le capital de la Ligne du Prêt est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur et des intérêts courus sur ces Versements durant cette phase.

Si le choix de l'Emprunteur s'est porté sur la capitalisation des intérêts, ce dernier a la possibilité de solliciter du Prêteur la modification de cette modalité de règlement des intérêts de préfinancement afin de les payer en fin de Phase de Préfinancement.

Aussi, l'Emprunteur devra faire part au Prêteur de sa volonté de modifier ladite modalité de paiement, au plus tard deux mois avant la fin de la Date de Début de la Phase d'Amortissement. Dès lors que la nouvelle modalité de paiement de ces intérêts est prévue dans l'acte de garantie, cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant. Par ailleurs, la modification de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article « **Commissions** ».

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de chaque échéance seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr 13/23

G R O U P E



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « amortissement déduit (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et « **Détermination des Taux** ».

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation signée par l'Emprunteur à cet effet.

Les sommes dues par les Emprunteurs ayant l'obligation d'utiliser le réseau des comptables publics font l'objet d'un prélèvement selon la procédure du débit d'office. Elles sont acquittées auprès du Caissier Général de la Caisse des Dépôts à Paris.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement au Caissier Général au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS

Le présent Prêt n'est soumis à la perception d'aucune commission d'instruction.

L'Emprunteur sera redevable pour chaque Ligne du Prêt, en cas de modification de la Durée de la Phase de Préfinancement définie à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et/ou de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement définie à l'Article « **Calcul et Paiement des intérêts** », d'une commission de réaménagement de cent euros (100 €) par Ligne du Prêt réaménagée.

Ladite commission sera prélevée par le Prêteur après réception de la lettre valant avenant formalisant la ou les modifications et après prise en compte de la ou des nouvelles caractéristiques financières.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations

PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

DÉCLARATIONS DE L'EMPRUNTEUR :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

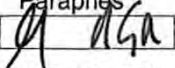
- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;
- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;
- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;
- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;
- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;
- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;
- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;
- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;
- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;
- qu'il a été informé que le Prêteur pourra céder et/ou transférer tout ou partie de ses droits et obligations sans que son accord ne soit préalablement requis.

ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;
- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;
- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;
- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de Garantie sur le foncier et les immeubles financés, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception de celles qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « **Garanties** » du Contrat ;
- justifier du titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis ;

Paraphes



Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr 15/23

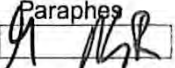
G R O U P E



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;
- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;
- informer préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :
 - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
 - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
 - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;
- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;
- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;
- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « **Objet du Prêt** », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;
- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;
- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déférer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;
- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;
- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** » ;

Paraphes


Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

GROUPE



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout évènement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;
- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;
- à ne pas céder ou transférer tout ou partie de ses droits ou obligations au titre du présent Contrat sans l'autorisation expresse du Prêteur.
- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;
- transmettre au Prêteur le formulaire CERFA justifiant de la demande de perception du Crédit d'Impôt d'Outre-Mer (CIDOM) déposée auprès de la Direction Générale des Finances Publiques. Ainsi qu'à rembourser par anticipation les montants au prorata de chaque Ligne du Prêt et au fur et à mesure des perceptions dudit crédit d'impôt. Ces remboursements anticipés obligatoires ne donneront lieu à la facturation d'aucune indemnité ou pénalité conformément et dans la limite des dispositions prévues à l'Article « Remboursements Anticipés et leurs Conditions Financières ».

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	COMMUNE DE SAINT-JOSEPH	50,00
Collectivités locales	COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE	50,00

Les Garants du Prêt s'engagent, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en son lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

Les engagements de ces derniers sont réputés conjoints, de telle sorte que la Garantie de chaque Garant est due pour la totalité du Prêt à hauteur de sa quote-part expressément fixée aux termes de l'acte portant Garantie au Prêt.



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.

Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.

Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « **Calcul et Paiement des Intérêts** ».

Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.

L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son remplacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

En Phase de Préfinancement l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, pour chaque Ligne du Prêt, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels dès le premier Versement et pendant toute la Durée de la Phase de Préfinancement. Ces derniers sont pris en compte dès la Date de Début de la Phase d'Amortissement si le Versement effectif des fonds est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette date.

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette échéance.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « **Notifications** », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

G R O U P E



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursement anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Les remboursements anticipés volontaires effectués en cours de Phase de Préfinancement donnent lieu à perception d'une indemnité égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires en cours de Phase d'Amortissement.

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.



17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraîneront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;
- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;
- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;
- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;
- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat ;

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

GROUPE



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** », ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :

- dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
- la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur, dans toute la mesure permise par la loi, d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

17.2.2 Deuxième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;
- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;
- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;
- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;
- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur, dans toute la mesure permise par la loi, d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

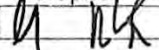
17.2.3 Troisième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;
- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Paraphes



Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

G R O U P E



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;
- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1154 du Code civil.

ARTICLE 19 NON RENONCIATION

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et, le cas échéant, à l'Article « **Commissions** ».

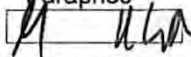
ARTICLE 21 NOTIFICATIONS

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Ligne du Prêt) peuvent être effectuées soit par courriel soit par télécopie signée par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou télécopie l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

PR0090-PR0068 V2.2.2 page 21/23
Contrat de prêt n° 67916 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes



JARRY CEDEX -
21/23

GROUPE



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera porté devant les juridictions civiles parisiennes.

Paraphes

22/23

GROUPE



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Fait en autant d'originaux que de signataires,

Le, **25 AOUT 2017**

Pour l'Emprunteur,

Civilité : **M.**

Nom / Prénom :

Qualité : **Directeur Général**

Dûment habilité(e) aux présentes

Cachet et Signature :



Le, **22 Août 2017**

Pour la Caisse des Dépôts,


Civilité :

Nom / Prénom :

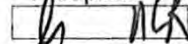
Qualité : **Adjoint au Directeur de l'ou**

Dûment habilité(e) aux présentes

Cachet et Signature :


Adjoint au Directeur régional

Paraphes



23/23

Annexe 2 à la délibération N°17-511-1

REPUBLIQUE FRANCAISE
LIBERTE – EGALITE – FRATERNITE



CONVENTION DE GARANTIE D'EMPRUNT

ENTRE

La Collectivité Territoriale de Martinique, représentée par M. Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de la Collectivité Territoriale de Martinique, dûment habilité à cet effet par délibération de la Collectivité Territoriale de Martinique n° 15-0003 du 18 décembre 2015,

ci-après dénommé « La CTM »

ET

La Société Immobilière de la Martinique représentée par M..... dûment habilité à cet effet par délibération du conseil d'administration de la SIMAR en date du

ci-après dénommée « l'emprunteur », bénéficiaire de la garantie d'emprunt,

Vu la délibération n° 17- du 2017 , par laquelle la CTM a décidé de garantir vis-à-vis du prêteur, Caisse des Dépôts et Consignations, 50 % d'un emprunt d'un montant total en capital de 1 933 009,00 € plus les intérêts, constitué de quatre lignes de prêts remboursable en 40 années pour deux d'entre eux et 50 années pour les deux autres, que l'emprunteur envisage de contracter, au taux qui sera en vigueur au jour de la signature du contrat, pour financer l'acquisition en VEFA de 30 logements sociaux (20 LLS et 10 LLTS) à Aïphanes, rue Brisefer Georges sur le territoire de la ville de Saint Joseph.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT

ARTICLE 1 - OBJET

La CTM accorde sa garantie à l'emprunteur à hauteur de 50 %, pour le remboursement d'un emprunt qu'il doit souscrire auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour un montant total de UN MILLION NEUF CENT TRENTE TROIS MILLE ET NEUF EUROS (1 933 009,00 €) destiné à l'acquisition en VEFA de 30 logements sociaux (20 LLS et 10 LLTS) à Aiphanes, rue Brisefer Georges, sur le territoire de la ville de Saint Joseph.

Les conditions de taux et de durée de remboursement sont celles qui figurent dans le contrat de prêt et qui sont conformes à la délibération de la CTM n° 17- du 2017 :

Ligne du prêt	PLAI (PRÊT LOCATIF AIDE D'INTEGRATION)	PLAI Foncier (PRÊT LOCATIF AIDE D'INTEGRATION)	PLUS (PRÊT LOCATIF A USAGE SOCIAL)	PLUS Foncier (PRÊT LOCATIF A USAGE SOCIAL)
Montant	341 681,00 €	147 194,00 €	994 996,00 €	449 138,00 €
Durée de la phase de préfinancement	24 mois	24 mois	24 mois	24 mois
Durée de la phase d'amortissement	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans
Périodicité des échéances	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Index	Livret A	Livret A	Livret A	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux du Livret A -0,2%	Taux du Livret A -0,2%	Taux du Livret A + 0,6%	Taux du Livret A + 0,6%
Profil d'amortissement	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)
Modalité de révision	Double Révisabilité (DR)	Double Révisabilité (DR)	Double Révisabilité (DR)	Double Révisabilité (DR)
Taux de progressivité des échéances	0%	0%	0%	0%

ARTICLE 2 - MISE EN JEU DE LA GARANTIE

Au cas où l'emprunteur se trouverait dans l'impossibilité de s'acquitter de tout ou partie des sommes dues aux échéances convenues, il s'engage à prévenir la CTM au moins deux mois à l'avance et à lui demander de les rembourser en son lieu et place. Cette mesure d'information doit permettre à la CTM de se substituer immédiatement à l'emprunteur défaillant et d'éviter ainsi l'application d'intérêts moratoires.

L'emprunteur devra fournir à l'appui de cette information, toutes justifications nécessaires.

La CTM règlera le montant des annuités impayées à leur échéance en son lieu et place, dans la limite de la garantie ci-dessus définie.

ARTICLE 3 - MODIFICATION DES CARACTERISTIQUES DE L'EMPRUNT

La CTM devra être informée par l'emprunteur de tout changement dans les caractéristiques et les modalités de remboursement du prêt (remboursement anticipé total ou partiel, modification de taux ou de durée). La modification des conditions de prêt fera l'objet d'un avenant au contrat de prêt comportant en annexe le nouveau tableau d'amortissement et devra être soumise à l'autorisation expresse de la CTM par voie de délibération de l'Assemblée de Martinique.

ARTICLE 4 - REMBOURSEMENT DES AVANCES

Les paiements qui auront été effectués par la CTM en lieu et place de l'emprunteur, auront le caractère d'avances remboursables.

Les avances remboursables ne produiront pas d'intérêts, en vue de maintenir l'équilibre financier initial de l'opération, de même que le niveau des loyers afférents.

ARTICLE 5 – CONTROLES ET SUIVI

5.1. L'emprunteur devra fournir chaque année à la CTM au plus tard le 15 juillet, les pièces suivantes (cf. articles L.3313-1 et L.2313-1 du CGCT) :

- * les comptes annuels certifiés: les comptes de résultat, les bilans, les annexes de l'exercice écoulé de la société,
- * Le rapport d'activités de la société.

5.2. L'emprunteur devra par ailleurs communiquer à la CTM un état d'avancement semestriel des travaux relatifs aux opérations de construction bénéficiant de la garantie de la CTM, mentionnant la date estimative, actualisée, d'achèvement des travaux.

La livraison définitive des opérations bénéficiant de la garantie de la CTM devra être systématiquement notifiée à la collectivité territoriale.

ARTICLE 6 - TRANSFERT DE PROPRIETE

En cas de changement de statut ou de tout autre événement ayant entraîné un transfert de gestion de l'emprunteur vers un autre organisme, celui-ci s'engage à fournir à la CTM les éléments mentionnés à l'article 5 de la présente convention, ainsi qu'à honorer tout autre engagement pris par l'emprunteur et relatif aux garanties d'emprunt accordées par la CTM.

ARTICLE 7 - DUREE

La présente convention entrera en vigueur dès la signature du contrat de prêt qui devra comporter, en annexe, le tableau d'amortissement.

La signature du contrat de prêt, interviendra dans un délai maximum de 24 mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la délibération de la CTM accordant sa garantie. Faute de respecter ce délai, l'emprunteur devra saisir la CTM d'une nouvelle demande de garantie.

La présente convention s'appliquera jusqu'à apurement complet des sommes dues tant au prêteur qu'à la CTM.

ARTICLE 8 - REGLEMENT DES LITIGES

En cas de difficultés liées à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de régler leur différend à l'amiable. A défaut, le litige sera soumis au tribunal administratif de Fort de France.

La signature de la présente convention précèdera la participation de la CTM aux contrats de prêt en qualité de garant.

Fait en trois exemplaires, à _____, le _____

Pour l'emprunteur,

Pour la CTM,



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171220-17-512-1-DE
Date de télétransmission : 22/12/2017
Date de réception préfecture : 22/12/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-512-1

PORTANT MISE A JOUR DES TARIFS D'OCTROI DE MER DE MARTINIQUE

L'An deux mille dix-sept, le vingt décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Christiane BAURAS, Joachim BOUQUETY (procuration à Eugène LARCHER), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Fred LORDINOT (procuration à Kora BERNABE), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Lucien RANGON), Charles-André MENCE (procuration à Félix CATHERINE), Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE (procuration à Lucien ADENET), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Sandra VALENTIN), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Jean-Philippe NILOR), Louise TELLE (procuration à Georges CLEON).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (CEE) n° 2658/87 du Conseil, du 23 juillet 1987, relatif à la nomenclature tarifaire et statistique et au tarif douanier commun, modifié, tel qu'applicable au jour de l'adoption de la présente délibération ;

Vu la décision n°940/2014/UE du Conseil de l'Union Européenne en date du 17 décembre 2014 relative au régime de l'octroi de mer dans les régions ultrapériphériques françaises ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n°2015-762 du 29 juin 2015 modifiant la loi n°2004-639 du 2 juillet 2004 relative à l'octroi de mer ;

Vu le décret n°2015-1077 du 26 août 2015 pris pour l'application de la loi n°2004-639 du 2 juillet 2004, telle que modifiée par la loi n°2015-762 du 29 juin 2015 ;

Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n°15-1473-1 du 1 octobre 2015, portant mise à jour des tarifs d'octroi de mer,

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE Conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission développement économique et tourisme le 9 décembre 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 12 décembre 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : La Collectivité Territoriale de Martinique valide le tarif général d'octroi de mer sur les importations et les livraisons réalisées en Martinique ainsi que le tarif dérogatoire fixant les différents codes additionnels applicables (CANA).

ARTICLE 2 : Ces tarifs comprennent les évolutions issues de l'actualisation de nouvelles positions douanières, les différentiels autorisés par le Conseil des Communautés Européennes, ainsi qu'une mise à jour des codes additionnels nationaux (CANA).

ARTICLE 3 : Le Directeur général des services de la Collectivité Territoriale de Martinique et le Directeur interrégional des douanes sont chargés chacun en ce qui le concerne de la mise en oeuvre de cette présente délibération.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

En cas de modification des positions tarifaires par l'Union Européenne, le présent tarif est valable *mutatis mutandis* jusqu'à l'adoption d'une nouvelle décision.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Glaude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171220-17-513-1_subst-
DE
Date de télétransmission : 29/01/2018
Date de réception préfecture : 29/01/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-513-1

PORTANT ACTUALISATION DE LA DÉLIBÉRATION N°16-491-1 DU 16 DÉCEMBRE 2016 PORTANT EXONÉRATION DES DROITS D'OCTROI DE MER ET D'OCTROI DE MER RÉGIONAL POUR LES IMPORTATIONS DE MATIÈRES PREMIÈRES ET DE BIENS D'ÉQUIPEMENT POUR LES OPÉRATEURS DU SECTEUR DE LA DIALYSE

L'An deux mille dix-sept, le vingt décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Christiane BAURAS, Joachim BOUQUETY (procuration à Eugène LARCHER), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Fred LORDINOT (procuration à Kora BERNABE), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Lucien RANGON), Charles-André MENCE (procuration à Félix CATHERINE), Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE (procuration à Lucien ADENET), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Sandra VALENTIN), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Jean-Philippe NILOR), Louise TELLE (procuration à Georges CLEON).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (CEE) n° 2658/87 du Conseil, du 23 juillet 1987, relatif à la nomenclature tarifaire et statistique et au tarif douanier commun, modifié, tel qu'applicable au jour de l'adoption de la présente délibération ;

Vu la décision n° 940/2014/UE du Conseil de l'Union Européenne en date du 17 décembre 2014 relative au régime de l'octroi de mer dans les régions ultrapériphériques françaises ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la loi n° 2015-762 du 29 juin 2015 modifiant la loi n°2004-639 du 2 juillet 2004 relative à l'octroi de mer,

Vu le décret n° 2015-1077 du 26 août 2015 pris pour l'application de la loi n° 2004-639 du 2 juillet 2004 relative à l'octroi de mer, telle que modifiée par la loi n° 2015-762 du 29 juin 2015 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-491-1 du 16 décembre 2016 de la Collectivité Territoriale de Martinique portant exonération des droits d'octroi de mer pour les importations de matières premières et de biens d'équipement pour les opérateurs du secteur de la dialyse ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°17-512-1 du 20 décembre 2017 de la Collectivité Territoriale de Martinique portant mise à jour des tarifs d'octroi de mer en Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE Conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission développement économique et tourisme le 11 décembre 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 12 décembre 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : La Collectivité Territoriale de Martinique approuve l'actualisation de la délibération n°16-491-1 du 16 décembre 2016 susvisée portant exonération des droits d'octroi de mer pour les importations de matières premières et de biens d'équipement pour les opérateurs du secteur de la dialyse.

ARTICLE 2 : L'exonération des droits d'octroi de mer (OM) sur les importations de biens d'équipement et de matières premières est totale sauf mention ou précision particulière.

ARTICLE 3 : Les importations de biens d'équipement et de matières premières bénéficient d'une réduction de 1% des droits d'octroi de mer régional (OMR).

En tout état de cause, les opérateurs sont redevables de 1,5% d'octroi de mer régional (OMR), sauf décision expresse de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : La présente délibération s'applique à tous les établissements publics ou privés exerçant des activités de dialyse, conformément à l'article 6.4° de la loi n° 2004-639 du 2 juillet 2004.

S'agissant des opérateurs publics, les exonérations sont strictement limitées aux activités de la dialyse.

ARTICLE 5 : Les biens figurant en annexe de la présente délibération constituent l'ensemble des biens pour lesquels la Collectivité Territoriale de Martinique consent à l'exonération des droits d'octroi de mer et à la réduction de l'octroi de mer régional.

En cas de modifications ou d'évolutions réglementaires des positions tarifaires, la présente annexe est valable *mutatis mutandis* jusqu'à l'adoption d'une nouvelle délibération.

ARTICLE 6 : La délibération n°16-491-1 du 16 décembre 2016 est abrogée.

ARTICLE 7 : Le Directeur général des services de la Collectivité Territoriale de Martinique et le Directeur interrégional des douanes sont chargés chacun en ce qui le concerne de la mise en œuvre de cette présente délibération.

ARTICLE 8 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 9 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 10 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



ANNEXE DELIBERATION N° 17 - 513-1 SECTEUR DIALYSE

Code NC8	DESIGNATION	OBSERVATIONS
25010099	Sel et chlorure de sodium pur, même en solution aqueuse ou additionnés d'agents antiagglomérants ou d'agents assurant une bonne fluidité (à l'excl. du sel dénaturé, du sel préparé pour la table ainsi que des sels destinés à la transformation chimique [séparation Na de Cl] ou à d'autres usages industriels)	
28363000	Hydrogénocarbonate [bicarbonate] de sodium	
30049000	Médicaments constitués par des produits mélangés ou non, préparés à des fins thérapeutiques ou prophylactiques, présentés sous forme de doses [y.c. ceux destinés à être administrés par voie percutanée] ou conditionnés pour la vente au détail (à l'excl. des médicaments contenant des antibiotiques, des médicaments contenant des hormones ou des stéroïdes utilisés comme hormones [sans antibiotiques], des médicaments contenant des alcaloïdes ou leurs dérivés [sans hormones ni antibiotiques] et des médicaments contenant des provitamines, des vitamines ou dérivés utilisés comme tel)	
30051000	Pansements adhésifs et autres articles ayant une couche adhésive, imprégnés ou recouverts de substances pharmaceutiques ou conditionnés pour la vente au détail à des fins médicales, chirurgicales, dentaires ou vétérinaires	
30059031	Gazes et articles en gaze, imprégnés ou recouverts de substances pharmaceutiques ou conditionnés pour la vente au détail à des fins médicales, chirurgicales, dentaires ou vétérinaires	
30059099	Bandes et autres pansements, imprégnés ou recouverts de substances pharmaceutiques ou conditionnés pour la vente au détail à des fins médicales, chirurgicales, dentaires ou vétérinaires (à l'excl. des produits en matières textiles ainsi que des pansements adhésifs et autres articles ayant une couche adhésive)	
30065000	Trousses et boîtes de pharmacie garnies, pour soins de première urgence	
38089490	Désinfectants et produits simil., présentés dans des formes ou emballages de vente au détail ou à l'état de préparations ou sous forme d'articles (à l'excl. des produits à base de sels d'ammonium quaternaire ou de composés halogénés ainsi que des marchandises du n° 380850)	
38220000	Réactifs de diagnostic ou de laboratoire sur tout support et réactifs de diagnostic ou de laboratoire préparés, même présentés sur un support ainsi que des matériaux de référence certifiés (à l'excl. des réactifs composés de diagnostic conçus pour être employés sur le patient, des réactifs destinés à la détermination des groupes ou des facteurs sanguins, du sang animal préparé à des fins de diagnostic ainsi que des vaccins, toxines, cultures de micro-organismes et produits simil.)	
39269097	Ouvrages en matières plastiques et ouvrages en autres matières des n° 3901 à 3914, n.d.a.	
56031390	Nontissés, même imprégnés ou stratifiés, n.d.a., de filaments synthétiques ou artificiels, d'un poids > 70 g/m² mais ≤ 150 g/m² (sauf enduits ou recouverts)	
62101092	Blouses à usage unique, en nontissés, du type utilisé par les patients ou les chirurgiens au cours d'interventions chirurgicales	
63023210	Linge de lit de fibres synthétiques ou artificielles, en nontissés (autre qu'imprimé)	

ANNEXE DELIBERATION N° 17 - 513-1 SECTEUR DIALYSE

Code NC8	DESIGNATION	OBSERVATIONS
84198998	Appareils et dispositifs, même chauffés électriquement, pour le traitement de matières par des opérations impliquant un changement de température, n.d.a.	
84212100	Appareils pour la filtration ou l'épuration des eaux	
84212980	Appareils pour la filtration ou l'épuration des liquides (à l'exclusion des eaux ou des boissons, des huiles minérales et carburants pour les moteurs à allumage par étincelles ou par compression et les composés de fluoropolymères dont l'épaisseur du filtre ou de la membrane purificatrice n'excède pas 140microns)	
90183110	Seringues, avec ou sans aiguilles, en matières plastiques, pour la médecine	
90183210	Aiguilles tubulaires en métal, pour la médecine	
90183900	Aiguilles, cathéters, canules et simil. pour la médecine (sauf seringues, aiguilles tubulaires en métal et aiguilles à sutures)	
90189030	Reins artificiels	
90189084	Instruments et appareils pour la médecine, la chirurgie ou l'art vétérinaire, n.d.a.	



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171220-17-514-1-DE
Date de télétransmission : 24/01/2018
Date de réception préfecture : 24/01/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-514-1

PORTANT EXONÉRATION DES DROITS D'OCTROI DE MER ET D'OCTROI DE MER RÉGIONAL POUR LES IMPORTATIONS DE MATIÈRES PREMIÈRES ET DE BIENS D'ÉQUIPEMENT AUX OPÉRATEURS RELEVANT DES ACTIVITÉS D'ANATOMO-CYTO-PATHOLOGIE

L'An deux mille dix-sept, le vingt décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Christiane BAURAS, Joachim BOUQUETY (procuration à Eugène LARCHER), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Fred LORDINOT (procuration à Kora BERNABE), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Lucien RANGON), Charles-André MENCE (procuration à Félix CATHERINE), Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE (procuration à Lucien ADENET), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Sandra VALENTIN), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Jean-Philippe NILOR), Louise TELLE (procuration à Georges CLEON).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (CEE) n° 2658/87 du Conseil, du 23 juillet 1987, relatif à la nomenclature tarifaire et statistique et au tarif douanier commun, modifié, tel qu'applicable au jour de l'adoption de la présente délibération ;

Vu la décision n° 940/2014/UE du Conseil de l'Union Européenne en date du 17 décembre 2014 relative au régime de l'octroi de mer dans les régions ultrapériphériques françaises ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la loi n° 2015-762 du 29 juin 2015 modifiant la loi n°2004-639 du 2 juillet 2004 relative à l'octroi de mer ;

Vu le décret n° 2015-1077 du 26 août 2015 pris pour l'application de la loi n° 2004-639 du 2 juillet 2004 relative à l'octroi de mer, telle que modifiée par la loi n° 2015-762 du 29 juin 2015 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°17-512-1 du 20 décembre 2017 de la Collectivité Territoriale de Martinique portant mise à jour des tarifs d'octroi de mer en Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE Conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission développement économique et tourisme le 11 décembre 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 12 décembre 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : La Collectivité Territoriale de Martinique consent à l'exonération des droits d'octroi de mer et d'octroi de mer régional pour l'importation des produits figurant en annexe et destinés exclusivement aux opérateurs relevant des activités d'anatomo-cyto-pathologie.

ARTICLE 2 : Les produits concernés par l'exonération prévue à l'article 1 bénéficient d'une franchise totale de l'octroi de mer (OM) et d'une réduction de 1% de l'octroi de mer régional (OMR).

En tout état de cause, l'entreprise est redevable de 1,5% d'octroi de mer régional, sauf décision expresse de la Collectivité Territoriale de Martinique.

En cas de modifications ou d'évolutions réglementaires des positions tarifaires, la présente annexe est valable *mutatis mutandis* jusqu'à l'adoption d'une nouvelle délibération.

ARTICLE 3 : Le service des douanes est autorisé à rembourser les droits d'octroi de mer qui auront été acquittés entre le 1^{er} janvier 2017 et la date de prise d'effet de la présente décision.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toute mesure utile et signer tout acte nécessaire à l'application de la présente délibération.

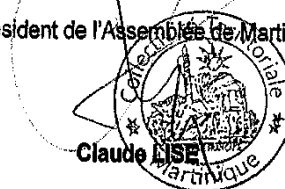
ARTICLE 5 : Le Directeur général des services de la Collectivité Territoriale de Martinique et le Directeur interrégional des douanes sont chargés chacun en ce qui le concerne de la mise en oeuvre de cette présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique



Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171220-17-514-1-DE
Date de télétransmission : 24/01/2018
Date de réception en préfecture : 24/01/2018

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171220-17-514-1-DE
Date de télétransmission : 24/01/2018
Date de réception préfecture : 24/01/2018

ANNEXE – DÉLIBÉRATION N° 17-514-1
PORTANT EXONERATION DE LA TAXE D'OCTROI DE MER ET D'OCTROI DE MER
REGIONAL AUX OPERATEURS RELEVANT DES ACTIVITES D'ANATOMO-CYTO-
PATHOLOGIE

Code NC8	DESIGNATION DES MARCHANDISES
22071000	Alcool éthylique non dénaturé d'un titre alcoométrique volumique $\geq 80\%$ vol
27122010	Paraffine synthétique contenant en poids $< 0,75\%$ d'huile et d'un poids moléculaire ≥ 460 mais ≤ 1560
28111980	Acides inorganiques (à l'excl. de l'oléum, du chlorure d'hydrogène [acide chlorhydrique], du fluorure d'hydrogène [acide fluorhydrique], du bromure d'hydrogène [acide bromhydrique], du cyanure d'hydrogène [acide cyanhydrique] ainsi que des acides sulfurique, chlorosulfurique, nitrique, sulfonitriques, phosphorique, polyphosphoriques ou boriques)
29023000	Toluène
29121100	Méthanal [formaldéhyde]
29152100	Acide formique
29309098	Thiocomposés organiques [à l'exclusion des thiocarbamates, des dithio carbamates, des mono-, di- ou tétrasulfures de thiourame, de la méthionine, de l'aldicarbe (ISO), du captafol (ISO), du méthamidophos (ISO), de la cystéine ou de la cystine et de leurs dérivés, du thiodiglycol (DCI) «sulfure de bis(2-hydroxyéthyle)», de l'acide DL-2-hydroxy-4-«méthylthio»butyrique, du bis(3-«3,5-di-tert-butyl-4-hydroxyphényl»propionate) de 2,2'-thiodiéthyle, d'un mélange d'isomères constitué de 4-méthyl-2,6-bis«méthylthio»-m-phénylènediamine et de 2-méthyl-4,6-bis«méthylthio»-m-phénylène-diamine ainsi que du 2-(N,N-diéthylamine) éthanethiol]
32030010	Matières colorantes d'origine végétale, y.c. les extraits tinctoriaux, même de constitution chimique définie; préparations à base de matières colorantes d'origine végétale, des types utilisés pour colorer toute matière ou bien destinées à entrer comme ingrédients dans la fabrication de préparations colorantes (à l'excl. des préparations des n° 3207, 3208, 3209, 3210, 3212, 3213 et 3215)
32041200	Colorants organiques synthétiques acides, même métallisés, et colorants organiques synthétiques à mordants; préparations à base de colorants organiques synthétiques acides ou à mordants, des types utilisés pour colorer toute matière ou bien destinées à entrer comme ingrédients dans la fabrication de préparations colorantes (à l'excl. des préparations des n° 3207, 3208, 3209, 3210, 3212, 3213 et 3215)
32082090	Peintures et vernis à base de polymères acryliques ou vinyliques, dispersés ou dissous dans un milieu non aqueux
38220000	Réactifs de diagnostic ou de laboratoire sur tout support et réactifs de diagnostic ou de laboratoire préparés, même présentés sur un support ainsi que des matériaux de référence certifiés (à l'excl. des réactifs composés de diagnostic conçus pour être employés sur le patient, des réactifs destinés à la détermination des groupes ou des facteurs sanguins, du sang animal préparé à des fins de diagnostic ainsi que des vaccins, toxines, cultures de micro-organismes et produits simil.)
39211310	Plaques, feuilles, pellicules, bandes et lames, en polyuréthannes alvéolaires flexibles, non travaillées ou simpl. ouvrées en surface ou simpl. découpées de forme carrée ou rectangulaire (à l'excl. des produits auto-adhésifs et des revêtements de sols, de murs ou de plafonds du n° 3918 et des barrières anti-adhérence stériles pour la chirurgie ou l'art dentaire de la sous-position 30061030)
39233010	Bonbonnes, bouteilles, flacons et articles simil. pour le transport ou l'emballage, en matières plastiques, d'une contenance ≤ 2 l
39233090	Bonbonnes, bouteilles, flacons et articles simil. pour le transport ou l'emballage, en matières plastiques, d'une contenance > 2 l
39269092	Ouvrages fabriqués à partir de feuilles en matières plastiques, n.d.a.
39269097	Ouvrages en matières plastiques et ouvrages en autres matières des n° 3901 à 3914, n.d.a.
48192000	Boîtes et cartonnages, pliants, en papier ou en carton non ondulé

Code NC8	DESIGNATION DES MARCHANDISES
48211010	Étiquettes de tous genres, en papier ou en carton, imprimées, auto-adhésives
70172000	Verrerie de laboratoire, d'hygiène ou de pharmacie, même graduée ou jaugée, en verre d'un coefficient de dilatation linéaire $\leq 5 \times 10^{-6}$ par kelvin entre 0°C et 300°C (sauf en quartz ou en autre silice fondus, sauf récipients de transport ou d'emballage et sauf instruments, appareils et matériel de mesure ou de contrôle, et instruments, appareils et matériel médicaux du chapitre 90)
70179000	Verrerie de laboratoire, d'hygiène ou de pharmacie, même graduée ou jaugée (sauf en verre à coefficient de dilatation linéaire $\leq 5 \times 10^{-6}$ par kelvin entre 0°C et 300°C, ou en quartz ou autres silices fondus, sauf récipients de transport ou d'emballage et sauf instruments, appareils et matériel de mesure ou de contrôle, et instruments, appareils et matériel médicaux du chapitre 90)
82055980	Outils à main (y.c. les diamants de vitriers) en métaux communs, n.d.a.
82119400	Lames tranchantes ou dentelées, en métaux communs pour couteaux de table, couteaux de poche (canifs), et autres couteaux du n° 8211
84799080	Parties de machines et appareils, y.c. les appareils mécaniques, ayant une fonction propre, n.d.a. (autres que coulées ou moulées en fonte, fer ou acier)
90118000	Microscopes optiques (à l'excl. de ceux destinés à la photomicrographie, la cinéphotomicrographie ou la microprojection, des microscopes stéréoscopiques, des microscopes binoculaires pour l'ophtalmologie ainsi que des instruments, appareils et machines du n° 9031)
90119090	Parties et accessoires des microscopes optiques, n.d.a. (à l'excl. des microscopes optiques stéréoscopiques et des microscopes optiques pour la photomicrographie, munis d'équipements spécifiquement conçus pour la manipulation et le transport de disques [wafers] à semi-conducteur ou de réticules)
90184100	Tours dentaires, même combinés sur une base commune avec d'autres équipements dentaires
90184910	Meulettes, disques, fraises et brosses, pour tours dentaires
90189084	Instruments et appareils pour la médecine, la chirurgie ou l'art vétérinaire, n.d.a.
90279010	Microtomes
90279080	Parties et accessoires des microtomes ou d'analyseurs de gaz ou de fumées, n.d.a.
90330000	Parties et accessoires pour machines, appareils, instruments ou articles du chapitre 90, n.d.a. dans le présent chapitre

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171220-17-514-1-DE
Date de télétransmission : 24/01/2018
Date de réception préfecture : 24/01/2018



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171220-17-515-1-DE
Date de télétransmission : 24/01/2018
Date de réception préfecture : 24/01/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-515-1

PORTANT ACTUALISATION DE LA DÉLIBÉRATION N°17-109-1 PORTANT EXONÉRATION DE LA TAXE D'OCTROI DE MER ET D'OCTROI DE MER RÉGIONAL POUR LES IMPORTATIONS DE MATIÈRES PREMIÈRES ET DE BIENS D'ÉQUIPEMENT DESTINÉS AUX ACTIVITÉS DE COLLECTE, DE TRAITEMENT ET DE DISTRIBUTION DE PRODUITS SANGUINS

L'An deux mille dix-sept, le vingt décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Christiane BAURAS, Joachim BOUQUETY (procuration à Eugène LARCHER), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Fred LORDINOT (procuration à Kora BERNABE), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Lucien RANGON), Charles-André MENCE (procuration à Félix CATHERINE), Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE (procuration à Lucien ADENET), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Sandra VALENTIN), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Jean-Philippe NILOR), Louise TELLE (procuration à Georges CLEON).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (CEE) n° 2658/87 du Conseil, du 23 juillet 1987, relatif à la nomenclature tarifaire et statistique et au tarif douanier commun, modifié, tel qu'applicable au jour de l'adoption de la présente délibération ;

Vu la décision n° 940/2014/UE du Conseil de l'Union Européenne en date du 17 décembre 2014 relative au régime de l'octroi de mer dans les régions ultrapériphériques françaises ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la loi n° 2015-762 du 29 juin 2015 modifiant la loi n°2004-639 du 2 juillet 2004 relative à l'octroi de mer,

Vu le décret n° 2015-1077 du 26 août 2015 pris pour l'application de la loi n° 2004-639 du 2 juillet 2004 relative à l'octroi de mer, telle que modifiée par la loi n° 2015-762 du 29 juin 2015 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°17-109-1 du 6 avril 2017 portant exonération des droits d'octroi de mer et d'octroi de mer régional pour l'importation de produits destinés exclusivement aux opérateurs relevant des activités de collecte, de traitement et de distribution de produits sanguins ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°17-512-1 du 20 décembre 2017 de la Collectivité Territoriale de Martinique portant mise à jour des tarifs d'octroi de mer en Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE Conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission développement économique et tourisme le 11 décembre 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 12 décembre 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : La Collectivité Territoriale de Martinique approuve l'actualisation de la délibération n°17-109-1 du 6 avril 2017 susvisée portant exonération des droits d'octroi de mer et d'octroi de mer régional pour l'importation de produits destinés exclusivement aux opérateurs relevant des activités de collecte, de traitement et de distribution de produits sanguins.

ARTICLE 2 : Les produits concernés sont repris en annexe de la présente délibération.

ARTICLE 3 : Ces produits bénéficient d'une franchise totale de l'octroi de mer (OM) et d'une réduction de 1% de l'octroi de mer régional (OMR).

En tout état de cause, l'entreprise sera redevable de 1,5% d'octroi de mer régional (OMR), sauf décision expresse de la Collectivité Territoriale de Martinique.

En cas de modifications ou d'évolutions réglementaires des positions tarifaires, la présente annexe est valable *mutatis mutandis* jusqu'à l'adoption d'une nouvelle délibération.

ARTICLE 4 : La délibération n°17-109-1 du 6 avril 2017 est abrogée.

ARTICLE 5 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toute mesure utile et signer tout acte nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 6 : Le Directeur général des services de la Collectivité Territoriale de Martinique et le Directeur interrégional des douanes sont chargés chacun en ce qui le concerne de la mise en oeuvre de cette présente délibération.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 8 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

ANNEXE DELIBERATION N°17 - 515-1 SECTEUR COLLECTE, TRAITEMENT DISTRIBUTION PRODUITS SANGUINS

CODE NC8	DESIGNATIONS	OBSERVATIONS
28151200	Hydroxyde de sodium en solution aqueuse [lessive de soude caustique]	
30021200	Antisérums et autres fractions du sang	
30029090	Toxines et produits simil. [p.ex. le parasite de la malaria] (à l'excl. des vaccins et des cultures de micro-organismes)	
38220000	Réactifs de diagnostic ou de laboratoire sur tout support et réactifs de diagnostic ou de laboratoire préparés, même présentés sur un support ainsi que des matériaux de référence certifiés (à l'excl. des réactifs composés de diagnostic conçus pour être employés sur le patient, des réactifs destinés à la détermination des groupes ou des facteurs sanguins, du sang animal préparé à des fins de diagnostic ainsi que des vaccins, toxines, cultures de micro-organismes et produits simil.)	
38249964	Produits et préparations utilisés à des fins pharmaceutiques ou chirurgicales (à l'exclusion des produits intermédiaires obtenus au cours de la fabrication d'antibiotiques, provenant de la fermentation de Streptomyces tenebrarius, même séchés, destinés à la fabrication de médicaments du n°3004 pour la médecine humaine et des produits intermédiaires de la fabrication des sels de monensin)	
39233010	Bonbonnes, bouteilles, flacons et articles simil. pour le transport ou l'emballage, en matières plastiques, d'une contenance <= 2 l	
39239000	Articles de transport ou d'emballage, en matières plastiques (à l'excl. des boîtes, caisses, casiers et articles simil., des sacs, sachets, pochettes et cornets, des bonbonnes, bouteilles, flacons et articles simil., des bobines, fusettes, canettes et supports simil. ainsi que des bouchons, couvercles, capsules et autres dispositifs de fermeture)	
39269097	Ouvrages en matières plastiques et ouvrages en autres matières des n° 3901 à 3914, n.d.a.	
48219090	Étiquettes de tous genres, en papier ou en carton, non imprimées (à l'excl. des étiquettes auto-adhésives)	
49119900	Imprimés, n.d.a.	

ANNEXE DELIBERATION N°17 - 515-1 SECTEUR COLLECTE, TRAITEMENT DISTRIBUTION PRODUITS SANGUINS

CODE NC8	DESIGNATIONS	OBSERVATIONS
84186900	Matériel, machines et appareils pour la production du froid (autres que réfrigérateurs et meubles congélateursconservateurs)	
84192000	Stérilisateurs médico-chirurgicaux ou de laboratoire	
84196000	Appareils et dispositifs pour la liquéfaction de l'air ou d'autres gaz	
84198998	Appareils et dispositifs, même chauffés électriquement, pour le traitement de matières par des opérations impliquant un changement de température, n.d.a.	
84211920	Centrifugeuses des types employés dans les laboratoires	
84433210	Imprimantes aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information ou à un réseau	
84796000	Appareils mécaniques à évaporation pour le rafraîchissement de l'air, n.d.a.	
85151990	Machines et appareils pour le brasage fort ou tendre (sauf fers et pistolets à braser et machines de soudage à la vague des types utilisés exclusivement ou principalement pour la fabrication d'assemblages de circuits imprimés)	
85158090	Machines et appareils électriques pour le soudage des matières thermoplastiques (sauf microsoudouses de fils du type utilisé dans la fabrication de dispositifs à semi-conducteur)	
85234990	Supports optiques, enregistrés, pour l'enregistrement du son ou pour enregistrements analogues (à l'excl. des disques pour systèmes de lecture par faisceau laser)	
90160010	Instruments et appareils pour analyses physiques ou chimiques, pour essais de tension superficielle ou simil. ou pour mesures calorimétriques ou acoustiques, non électroniques, n.d.a.	
90160090	Parties et accessoires de balances sensibles à un poids de 5 cg ou moins, n.d.a.	
90183900	Aiguilles, cathéters, canules et simil. pour la médecine (sauf seringues, aiguilles tubulaires en métal et aiguilles à sutures)	
90189050	Appareils de transfusion, pour la médecine	
90189084	Instruments et appareils pour la médecine, la chirurgie ou l'art vétérinaire, n.d.a.	
90272000	Chromatographes et appareils d'électrophorèse	

ANNEXE DELIBERATION N°17 - 515-1 SECTEUR COLLECTE, TRAITEMENT DISTRIBUTION PRODUITS SANGUINS

CODE NC8	DESIGNATIONS	OBSERVATIONS
90278011	pH mètres, rH mètres et autres appareils pour mesurer la conductivité, électroniques	
90278017	Instruments et appareils électroniques pour analyses physiques ou chimiques, pour essais de viscosité, de porosité, de dilatation, de tension superficielle ou simil. ou pour mesures calorimétriques, acoustiques ou photométriques, n.d.a.	
90278099	Instruments et appareils pour analyses physiques ou chimiques, pour essais de tension superficielle ou simil. ou pour mesures calorimétriques ou acoustiques, non électroniques, n.d.a.	
90279050	Parties et accessoires des instruments et appareils pour analyses physiques ou chimiques, p.ex. polarimètres, réfractomètres, spectromètres, des instruments et appareils pour essais de viscosité, de porosité, de dilatation, de tension superficielle ou simil. ou pour mesures calorimétriques, acoustiques ou photométriques, y.c. des indicateurs de temps de pose, n.d.a. (à l'excl. des analyseurs de gaz ou de fumées)	
94029000	Tables d'opération, tables d'examen et autre mobilier pour la médecine, la chirurgie, l'art dentaire ou vétérinaire (sauf fauteuils de dentistes et autres sièges, tables d'examen radiographique, civières et brancards, y.c. chariots-brancards)	



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171220-17-516-1-DE
Date de télétransmission : 24/01/2018
Date de réception préfecture : 24/01/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-516-1

PORTANT ACTUALISATION DES EXONÉRATIONS DE LA TAXE D'OCTROI DE MER ET D'OCTROI DE MER RÉGIONAL POUR LES IMPORTATIONS DE MATIÈRES PREMIÈRES ET DE BIENS D'ÉQUIPEMENT DESTINÉS AUX HOPITAUX

L'An deux mille dix-sept, le vingt décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Christiane BAURAS, Joachim BOUQUETY (procuration à Eugène LARCHER), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Fred LORDINOT (procuration à Kora BERNABE), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Lucien RANGON), Charles-André MENCE (procuration à Félix CATHERINE), Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE (procuration à Lucien ADENET), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Sandra VALENTIN), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Jean-Philippe NILOR), Louise TELLE (procuration à Georges CLEON).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (CEE) n° 2658/87 du Conseil, du 23 juillet 1987, relatif à la nomenclature tarifaire et statistique et au tarif douanier commun, modifié, tel qu'applicable au jour de l'adoption de la présente délibération ;

Vu la décision n° 940/2014/UE du Conseil de l'Union Européenne en date du 17 décembre 2014 relative au régime de l'octroi de mer dans les régions ultrapériphériques françaises ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la loi n° 2015-762 du 29 juin 2015 modifiant la loi n° 2004-639 du 2 juillet 2004 relative à l'octroi de mer,

Vu le décret n° 2015-1077 du 26 août 2015 pris pour l'application de la loi n° 2004-639 du 2 juillet 2004 relative à l'octroi de mer, telle que modifiée par la loi n° 2015-762 du 29 juin 2015 ;

Vu la délibération du Conseil régional de Martinique n°15-2466-5 du 19 novembre 2015 portant exonération des droits d'octroi de mer pour les importations de biens pour les hôpitaux à l'exclusion des cliniques vétérinaires ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°17-512-1 du 20 décembre 2017 de la Collectivité Territoriale de Martinique portant mise à jour des tarifs d'octroi de mer en Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE Conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission développement économique et tourisme le 11 décembre 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 12 décembre 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : La Collectivité Territoriale de Martinique approuve l'actualisation de la délibération n°15-2466-5 du 19 novembre 2015 susvisée portant exonération des droits d'octroi de mer pour les importations de biens pour les hôpitaux à l'exclusion des cliniques vétérinaires.

ARTICLE 2 : L'exonération des droits d'octroi de mer (OM) sur les importations de biens d'équipement et de matières premières est totale sauf mention ou précision particulière.

ARTICLE 3 : Les importations de biens d'équipement et de matières premières bénéficient d'une réduction de 1% des droits d'octroi de mer régional (OMR).

En tout état de cause, les bénéficiaires sont redevables de 1,5% d'octroi de mer régional (OMR), sauf décision expresse de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : Les biens figurant en annexe de la présente délibération constituent l'ensemble des biens pour lesquels la Collectivité Territoriale de Martinique consent à l'exonération des droits d'octroi de mer et à la réduction de l'octroi de mer régional.

En cas de modifications ou d'évolutions réglementaires des positions tarifaires, la présente annexe est valable *mutatis mutandis* jusqu'à l'adoption d'une nouvelle délibération.

ARTICLE 5 : La délibération n°15-466-5 du 19 novembre 2015 est abrogée.

ARTICLE 6 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toute mesure et signer tout acte nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 7 : Le Directeur général des services de la Collectivité Territoriale de Martinique et le Directeur interrégional des douanes sont chargés chacun en ce qui le concerne de la mise en oeuvre de cette présente délibération.

ARTICLE 8 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 9 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique



Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171220-17-516-1-DE
Date de télétransmission : 24/01/2018
Date de réception en préfecture : 24/01/2018

ANNEXE DELIBERATION N° 17-516- SECTEUR DES HOPITAUX

CODE NC8	DESIGNATION	OBSERVATION
87032110	Voitures de tourisme et autres véhicules principalement conçus pour le transport de personnes, y.c. les voitures du type break et les voitures de course, à moteur à piston alternatif à allumage par étincelles (moteur à explosion), d'une cylindrée $\leq 1000 \text{ cm}^3$, neufs (sauf véhicules pour se déplacer sur la neige et autres véhicules spéciaux du n° 870310)	
87032190	Voitures de tourisme et autres véhicules principalement conçus pour le transport de personnes, y.c. les voitures du type break et les voitures de course, à moteur à piston alternatif à allumage par étincelles (moteur à explosion), d'une cylindrée $\leq 1000 \text{ cm}^3$, usagés (sauf véhicules pour se déplacer sur la neige et autres véhicules spéciaux du n° 870310)	
87032210	Voitures de tourisme et autres véhicules principalement conçus pour le transport de personnes, y.c. les voitures du type break et les voitures de course, à moteur à piston alternatif à allumage par étincelles (moteur à explosion), d'une cylindrée $> 1000 \text{ cm}^3$ mais $\leq 1500 \text{ cm}^3$, neufs (sauf véhicules pour se déplacer sur la neige et autres véhicules spéciaux du n° 870310)	
87032290	Voitures de tourisme et autres véhicules principalement conçus pour le transport de personnes, y.c. les voitures du type break et les voitures de course, à moteur à piston alternatif à allumage par étincelles (moteur à explosion), d'une cylindrée $> 1000 \text{ cm}^3$ mais $\leq 1500 \text{ cm}^3$, usagés (sauf véhicules pour se déplacer sur la neige et autres véhicules spéciaux du n° 870310)	
87032319	Voitures de tourisme et autres véhicules principalement conçus pour le transport de personnes, y.c. les voitures du type break et les voitures de course, à moteur à piston alternatif à allumage par étincelles (moteur à explosion), d'une cylindrée $> 1500 \text{ cm}^3$ mais $\leq 3000 \text{ cm}^3$, neufs (sauf caravane automotrice et véhicules pour se déplacer sur la neige et autres véhicules spéciaux du n° 870310)	
87032390	Voitures de tourisme et autres véhicules principalement conçus pour le transport de personnes, y.c. les voitures du type break et les voitures de course, à moteur à piston alternatif à allumage par étincelles (moteur à explosion), d'une cylindrée $> 1500 \text{ cm}^3$ mais $\leq 3000 \text{ cm}^3$, usagés (sauf véhicules pour se déplacer sur la neige et autres véhicules spéciaux du n° 870310)	
87032410	Voitures de tourisme et autres véhicules principalement conçus pour le transport de personnes, y.c. les voitures du type break et les voitures de course, à moteur à piston alternatif à allumage par étincelles (moteur à explosion), d'une cylindrée $> 3000 \text{ cm}^3$, neufs (sauf véhicules pour se déplacer sur la neige et autres véhicules spéciaux du n° 870310)	
87032490	Voitures de tourisme et autres véhicules principalement conçus pour le transport de personnes, y.c. les voitures du type break et les voitures de course, à moteur à piston alternatif à allumage par étincelles (moteur à explosion), d'une cylindrée $> 3000 \text{ cm}^3$, usagés (sauf véhicules pour se déplacer sur la neige et autres véhicules spéciaux du n° 870310)	

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171220-17-516-1-DE
Date de télétransmission : 24/01/2018
Date de réception préfecture : 24/01/2018
1

ANNEXE DELIBERATION N° 17-516- SECTEUR DES HOPITAUX

CODE NC8	DESIGNATION	OBSERVATION
87033110	Voitures de tourisme et autres véhicules à moteur à piston à allumage par compression (moteur diesel ou semi-diesel), principalement conçus pour le transport de personnes, y.c. les voitures du type break, d'une cylindrée $\leq 1500 \text{ cm}^3$, neufs (sauf véhicules pour se déplacer sur la neige et autres véhicules spéciaux du n° 870310)	
87033190	Voitures de tourisme et autres véhicules à moteur à piston à allumage par compression (moteur diesel ou semi-diesel), principalement conçus pour le transport de personnes, y.c. les voitures du type break, d'une cylindrée $\leq 1500 \text{ cm}^3$, usagés (sauf véhicules pour se déplacer sur la neige et autres véhicules spéciaux du n° 870310)	
87033211	Caravanes automotrices à moteur à piston à allumage par compression (moteur diesel ou semi-diesel), d'une cylindrée $> 1500 \text{ cm}^3$ mais $\leq 2500 \text{ cm}^3$, neuves (sauf véhicules pour se déplacer sur la neige et autres véhicules spéciaux du n° 870310)	
87033219	Voitures de tourisme et autres véhicules à moteur à piston à allumage par compression (moteur diesel ou semi-diesel), principalement conçus pour le transport de personnes, y.c. les voitures du type break, d'une cylindrée $> 1500 \text{ cm}^3$ mais $\leq 2500 \text{ cm}^3$, neufs (sauf caravanes automotrices, véhicules pour se déplacer sur la neige et autres véhicules spéciaux du n° 870310)	
87033290	Voitures de tourisme et autres véhicules à moteur à piston à allumage par compression (moteur diesel ou semi-diesel), principalement conçus pour le transport de personnes, y.c. les voitures du type break, d'une cylindrée $> 1500 \text{ cm}^3$ mais $\leq 2500 \text{ cm}^3$, usagés (sauf véhicules pour se déplacer sur la neige et autres véhicules spéciaux du n° 870310)	
87033319	Voitures de tourisme et autres véhicules à moteur à piston à allumage par compression (moteur diesel ou semi-diesel), principalement conçus pour le transport de personnes, y.c. les voitures du type break, d'une cylindrée $> 2500 \text{ cm}^3$, neufs (sauf caravanes automotrices, véhicules pour se déplacer sur la neige et autres véhicules spéciaux du n° 870310)	
87033390	Voitures de tourisme et autres véhicules à moteur à piston à allumage par compression (moteur diesel ou semi-diesel), principalement conçus pour le transport de personnes, y.c. les voitures du type break, d'une cylindrée $> 2500 \text{ cm}^3$, usagés (sauf véhicules pour se déplacer sur la neige et autres véhicules spéciaux du n° 870310)	
87038010	Voitures de tourisme et autres véhicules automobiles principalement conçus pour le transport de personnes (autres que ceux du n°8702), y compris les voitures du type "break" et les voitures de course, équipés uniquement d'un moteur électrique pour la propulsion, neufs	

ANNEXE DELIBERATION N° 17-516- SECTEUR DES HOPITAUX

CODE NC8	DESIGNATION	OBSERVATION
87039000	Voitures de tourisme et autres véhicules automobiles principalement conçus pour le transport de personnes (autres que ceux du n°8702), à l'exclusion de ceux spécialement conçus pour se déplacer sur la neige; véhicules spéciaux pour le transport de personnes sur les terrains de golf et véhicules similaires, autres véhicules, à moteur à piston alternatif à allumage par étincelles, à moteur à piston à allumage par compression (diesel ou semi-diesel, et ceux équipés uniquement d'un moteur électrique pour la propulsion)	
90181100	Électrocardiographes	
90181200	Appareils de diagnostic par balayage ultrasonique [scanners]	
90181300	Appareils de diagnostic par visualisation à résonance magnétique	
90181400	Appareils de scintigraphie	
90181910	Appareils d'électrodiagnostic de surveillance simultanée de deux ou plusieurs paramètres physiologiques	
90181990	Appareils d'électrodiagnostic, y.c. les appareils d'exploration fonctionnelle ou de surveillance de paramètres physiologiques (sauf électrocardiographes, appareils de diagnostic par balayage ultrasonique [scanners], appareils de diagnostic par visualisation à résonance magnétique, appareils de scintigraphie et appareils de surveillance simultanée de deux ou plusieurs paramètres physiologiques)	
90182000	Appareils à rayons ultraviolets ou infrarouges, pour la médecine	
90183110	Seringues, avec ou sans aiguilles, en matières plastiques, pour la médecine	
90183190	Seringues, avec ou sans aiguilles, autres qu'en matières plastiques, pour la médecine	
90183210	Aiguilles tubulaires en métal, pour la médecine	
90183290	Aiguilles à sutures, pour la médecine	
90183900	Aiguilles, cathéters, canules et simil. pour la médecine (sauf seringues, aiguilles tubulaires en métal et aiguilles à sutures)	
90184100	Tours dentaires, même combinés sur une base commune avec d'autres équipements dentaires	
90184910	Meulettes, disques, fraises et brosses, pour tours dentaires	
90184990	Instruments et appareils pour l'art dentaire, n.d.a.	
90185010	Instruments et appareils d'ophtalmologie, non optiques, n.d.a.	
90185090	Instruments et appareils d'ophtalmologie, optiques, n.d.a.	
90189010	Instruments et appareils pour la mesure de la pression artérielle	
90189020	Endoscopes pour la médecine	
90189030	Reins artificiels	

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171220-17-516-1-DE
Date de télétransmission : 24/01/2018
Date de réception préfecture : 24/01/2018

ANNEXE DELIBERATION N° 17-516- SECTEUR DES HOPITAUX

CODE NC8	DESIGNATION	OBSERVATION
90189040	Appareils de diathermie (autres que les appareils à rayons ultraviolets ou infrarouges)	
90189050	Appareils de transfusion, pour la médecine	
90189060	Instruments et appareils d'anesthésie	
90189075	Appareils pour la stimulation nerveuse	
90189084	Instruments et appareils pour la médecine, la chirurgie ou l'art vétérinaire, n.d.a.	
90191010	Vibromasseurs électriques	
90191090	Appareils de mécanothérapie, appareils de massage et appareils de psychotechnie (sauf vibromasseurs électriques)	
90192000	Appareils d'ozonothérapie, d'oxygénothérapie, d'aérosolthérapie; appareils respiratoires de réanimation et autres appareils de thérapie respiratoire	
90200000	Appareils respiratoires et masques à gaz (à l'excl. des masques de protection dépourvus de mécanisme et d'élément filtrant amovible ainsi que des appareils respiratoires de réanimation et autres appareils de thérapie respiratoire)	
90221200	Appareils de tomographie pilotés par une machine automatique de traitement de l'information	
90221300	Appareils à rayons X pour l'art dentaire	
90221400	Appareils à rayons X pour usages médicaux, chirurgicaux ou vétérinaires (à l'excl. des appareils pour l'art dentaire et des appareils de tomographie pilotés par une machine automatique de traitement de l'information)	
90221900	Appareils à rayons X (à usage autre que médical, chirurgical, dentaire ou vétérinaire)	
90222100	Appareils utilisant les radiations alpha, bêta ou gamma, à usage médical, chirurgical, dentaire ou vétérinaire	
90222900	Appareils utilisant les radiations alpha, bêta ou gamma (à usage autre que médical, chirurgical, dentaire ou vétérinaire)	
90223000	Tubes à rayons X	
90229000	Dispositifs générateurs de rayons X, autres que tubes à rayons X, générateurs de tension, pupitres de commande, écrans, tables, fauteuils et supports simil. d'examen ou de traitement, ainsi que les parties et accessoires des appareils du n° 9022, n.d.a.	



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171220-17-517-1-DE
Date de télétransmission : 24/01/2018
Date de réception préfecture : 24/01/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-517-1

PORTANT ACTUALISATION DE LA DÉLIBÉRATION N°17-108-1 PORTANT EXONÉRATION DE LA TAXE D'OCTROI DE MER ET D'OCTROI DE MER RÉGIONAL POUR LES IMPORTATIONS DE MATIÈRES PREMIÈRES ET DE BIENS D'ÉQUIPEMENT DESTINÉS AUX ACTIVITÉS DE SECOURS, D'INCENDIE ET DE SAUVETAGE EN MER

L'An deux mille dix-sept, le vingt décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Christiane BAURAS, Joachim BOUQUETY (procuration à Eugène LARCHER), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Fred LORDINOT (procuration à Kora BERNABE), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Lucien RANGON), Charles-André MENCE (procuration à Félix CATHERINE), Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE (procuration à Lucien ADENET), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Sandra VALENTIN), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Jean-Philippe NILOR), Louise TELLE (procuration à Georges CLEON).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (CEE) n° 2658/87 du Conseil, du 23 juillet 1987, relatif à la nomenclature tarifaire et statistique et au tarif douanier commun, modifié, tel qu'applicable au jour de l'adoption de la présente délibération ;

Vu la décision n° 940/2014/UE du Conseil de l'Union Européenne en date du 17 décembre 2014 relative au régime de l'octroi de mer dans les régions ultrapériphériques françaises ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la loi n°2015-762 du 29 juin 2015 modifiant la loi n°2004-639 du 2 juillet 2004 relative à l'octroi de mer,

Vu le décret n° 2015-1077 du 26 août 2015 pris pour l'application de la loi n° 2004-639 du 2 juillet 2004 relative à l'octroi de mer, telle que modifiée par la loi n° 2015-762 du 29 juin 2015 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°17-108-1 du 6 avril 2017 de la Collectivité Territoriale de Martinique portant exonération des droits d'octroi de mer et d'octroi de mer régional pour l'importation de produits destinés exclusivement aux opérateurs relevant des activités de secours, d'incendie et de sauvetage en mer ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°17-512-1 du 20 décembre 2017 de la Collectivité Territoriale de Martinique portant mise à jour des tarifs d'octroi de mer en Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE Conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission développement économique et tourisme le 11 décembre 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 12 décembre 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : La Collectivité Territoriale de Martinique approuve l'actualisation de la délibération n°17-108-1 du 6 avril 2017 susvisée portant exonération des droits d'octroi de mer et d'octroi de mer régional pour l'importation de produits destinés exclusivement aux opérateurs relevant des activités de secours, d'incendie et de sauvetage en mer.

ARTICLE 2 : Les produits concernés sont précisés en annexe.

ARTICLE 3 : Ces produits bénéficient d'une franchise totale de l'octroi de mer (OM) et d'une réduction de 1% de l'octroi de mer régional (OMR).

En tout état de cause, le bénéficiaire est redevable de 1,5% d'octroi de mer régional, sauf décision expresse de la Collectivité Territoriale de Martinique.

En cas de modifications ou d'évolutions réglementaires des positions tarifaires, la présente annexe est valable *mutatis mutandis* jusqu'à l'adoption d'une nouvelle délibération.

ARTICLE 4 : La délibération n°17-108-1 du 6 avril 2017 est abrogée.

ARTICLE 5 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toute mesure utile et signer tout acte nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 6 : Le Directeur général des services de la Collectivité Territoriale de Martinique et le Directeur interrégional des douanes sont chargés chacun en ce qui le concerne de la mise en oeuvre de cette présente délibération.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 8 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique,

Accusé de réception en préfecture
972-200056307-20171220-17-517-1-DE
Date de télétransmission : 24/01/2018
Date de réception en préfecture : 24/01/2018

ANNEXE DELIBERATION N°17 -517-1 SECTEUR SECOURS/INCENDIE ET SAUVETAGE EN MER

CODE NC8	DESIGNATION	OBSERVATIONS
38089490	Désinfectants et produits simil., présentés dans des formes ou emballages de vente au détail ou à l'état de préparations ou sous forme d'articles (à l'excl. des produits à base de sels d'ammonium quaternaire ou de composés halogénés ainsi que des marchandises du n° 380850)	
39173900	Tubes et tuyaux souples, en matières plastiques, renforcés d'autres matières ou associés à d'autres matières (à l'excl. Des produits pouvant supporter une pression \geq 27,6 MPa)	
39262000	Vêtements et accessoires du vêtement, y.c. les gants, mitaines et moufles, obtenus par piqûre ou collage de feuilles de matières plastiques (à l'excl. des marchandises du n° 9619)	
40149000	Articles d'hygiène ou de pharmacie, y.c. les tétines, en caoutchouc vulcanisé non durci, même avec parties en caoutchouc durci, n.d.a. (à l'excl. des préservatifs ainsi que des vêtements et accessoires du vêtement, y.c. les gants, pour tous usages)	
42029900	Sacs de voyage, trousse de toilette, sacs à dos, sacs à provisions, porte-cartes, trousse à outils, sacs pour articles de sport, boîtes pour bijoux, écrins pour orfèvrerie et étuis pour jumelles, appareils photographiques, caméras, instruments de musique ou armes et contenants simil., à surface extérieure en matières autres que cuir, feuilles de matières plastiques ou matières textiles (sauf malles, valises, malles, serviettes, cartables et articles simil.; sacs à main; articles de poche ou de sac à main)	
56090000	Articles en fils, lames ou formes simil. des n° 5404 et 5405, ficelles, cordes ou cordages du n° 5607, n.d.a.	
62113210	Vêtements de travail, de coton, pour hommes ou garçonnets (autres qu'en bonneterie)	
68129100	Vêtements, accessoires du vêtement, chaussures et coiffures, en amiante ou en mélanges à base d'amiante ou à base d'amiante et de carbonate de magnésium (sauf en amiante crocidolite)	
84138100	Pompes pour liquides à moteur (sauf pompes à dispositif mesureur ou conçues pour en comporter des n° 841311 ou 841319, pompes à carburant, à huile ou à liquide de refroidissement pour moteurs à allumage par étincelles ou par compression, pompes à béton, pompes pour liquides volumétriques alternatives ou rotatives et pompes centrifuges de tous genres)	
84715000	Unités de traitement pour machines automatiques de traitement de l'information, pouvant comporter, sous une même enveloppe, un ou deux des types d'unités suivants: unité de mémoire, unité d'entrée et unité de sortie (autres que celles des n° 847141 ou 847149 et à l'excl. des unités périphériques)	
84798997	Machines et appareils, y.c. mécaniques, n.d.a.	
85131000	Lampes électriques portatives, destinées à fonctionner au moyen de leur propre source d'énergie	

ANNEXE DELIBERATION N°17 -517-1 SECTEUR SECOURS/INCENDIE ET SAUVETAGE EN MER

CODE NC8	DESIGNATION	OBSERVATIONS
85176930	Appareils récepteurs pour la radiotéléphonie ou la radiotélégraphie	
85183095	Casques d'écoute et écouteurs électro-acoustiques, même combinés avec un microphone, et ensembles ou assortiments constitués par un microphone et un ou plusieurs haut-parleurs (autres que combinés de postes téléphoniques d'utilisateurs par fil et autres qu'appareils téléphoniques, prothèses auditives et casques avec écouteurs incorporés, même avec microphone)	
85261000	Appareils de radiodétection et de radiosondage [radar]	
85437090	Machines et appareils électriques ayant une fonction propre, n.d.a. dans le chapitre 85	
87053000	Voitures de lutte contre l'incendie (sauf véhicules affectés principalement au transport des sapeurs-pompiers)	
87059080	Véhicules automobiles à usages spéciaux (à l'excl. de ceux principalement conçus pour le transport de personnes ou de marchandises, des camions-bétonnières, voitures de lutte contre l'incendie, derricks automobiles pour le sondage ou le forage, camions-grues, voitures-pompes à béton)	
87089997	Parties et accessoires pour tracteurs, véhicules pour le transport de >= 10 personnes, chauffeur inclus, voitures de tourisme, véhicules pour le transport de marchandises et véhicules à usages spéciaux, n.d.a. (sauf en aciers estampés)	
89069099	Bateaux, y.c. les bateaux de sauvetage (autres qu'à rames, autres que pour la navigation maritime, autres que navires de guerre et non cités aux positions des n° 8901 à 8905, et autres que bateaux à dépecer), d'un poids unitaire > 100 kg	
90183900	Aiguilles, cathéters, canules et simil. pour la médecine (sauf seringues, aiguilles tubulaires en métal et aiguilles à sutures)	
90192000	Appareils d'ozonothérapie, d'oxygénothérapie, d'aérosolthérapie; appareils respiratoires de réanimation et autres appareils de thérapie respiratoire	
90211010	Articles et appareils d'orthopédie	
90211090	Attelles, gouttières et autres articles et appareils pour fractures	
90278099	Instruments et appareils pour analyses physiques ou chimiques, pour essais de tension superficielle ou simil. ou pour mesures calorimétriques ou acoustiques, non électroniques, n.d.a.	
90308990	Instruments et appareils pour la mesure ou le contrôle de grandeurs électriques, non électroniques, sans dispositif enregistreur, n.d.a.	

ANNEXE DELIBERATION N°17 -517-1 SECTEUR SECOURS/INCENDIE ET SAUVETAGE EN MER

CODE NC8	DESIGNATION	OBSERVATIONS
94032080	Meubles en métal (à l'excl. des meubles de bureau, des meubles pour la médecine, l'art dentaire et vétérinaire et la chirurgie, des lits et des sièges)	
94054010	Projecteurs électriques (autres que pour véhicules aériens, véhicules automobiles ou cycles et autres que lampes de projecteur)	
89069010	Bateaux, y.c. les bateaux de sauvetage, pour la navigation maritime (autres que navires de guerre, bateaux à rames, et autres bateaux des n° 8901 à 8905 et autres que bateaux à dépecer)	



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171220-17-518-1-DE
Date de télétransmission : 24/01/2018
Date de réception préfecture : 24/01/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-518-1

PORTANT EXONÉRATION DE LA TAXE D'OCTROI DE MER ET D'OCTROI DE MER RÉGIONAL POUR LES IMPORTATIONS DE MATIÈRES PREMIÈRES ET DE BIENS D'ÉQUIPEMENT DESTINÉS AUX OPÉRATEURS DE LA SECTION A DE LA NAF (AGRICULTURE, SYLVICULTURE ET PÊCHE)

L'An deux mille dix-sept, le vingt décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DÜLYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Christiane BAURAS, Joachim BOUQUETY (procuration à Eugène LARCHER), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Fred LORDINOT (procuration à Kora BERNABE), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Lucien RANGON), Charles-André MENCE (procuration à Félix CATHERINE), Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE (procuration à Lucien ADENET), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Sandra VALENTIN), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Jean-Philippe NILOR), Louise TELLE (procuration à Georges CLEON).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (CEE) n° 2658/87 du Conseil, du 23 juillet 1987, relatif à la nomenclature tarifaire et statistique et au tarif douanier commun, modifié, tel qu'applicable au jour de l'adoption de la présente délibération ;

Vu la décision n° 940/2014/UE du Conseil de l'Union Européenne en date du 17 décembre 2014 relative au régime de l'octroi de mer dans les régions ultrapériphériques françaises ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la loi n° 2015-762 du 29 juin 2015 modifiant la loi n° 2004-693 du 2 juillet 2004 relative à l'octroi de mer ;

Vu le décret n° 2015-1077 du 26 août 2015 pris pour l'application de la loi n° 2004-639 du 2 juillet 2004 relative à l'octroi de mer, telle que modifiée par la loi n° 2015-762 du 29 juin 2015 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°17-512-1 du 20 décembre 2017 de la Collectivité Territoriale de Martinique portant mise à jour des tarifs d'octroi de mer en Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE Conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission développement économique et tourisme le 11 décembre 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 12 décembre 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : La Collectivité Territoriale de Martinique consent à l'exonération des droits d'octroi de mer et d'octroi de mer régional pour l'importation des produits figurant en annexe et destinés exclusivement aux entreprises relevant de la section A (agriculture, sylviculture et pêche) de la NAF.

ARTICLE 2 : Ces produits bénéficient d'une franchise totale de l'octroi de mer (OM) et d'une réduction de 1% de l'octroi de mer régional (OMR).

En tout état de cause, l'entreprise sera redevable de 1,5% d'octroi de mer régional (OMR), sauf décision expresse de la Collectivité Territoriale de Martinique.

En cas de modifications ou d'évolutions réglementaires des positions tarifaires, la présente annexe est valable *mutatis mutandis* jusqu'à l'adoption d'une nouvelle délibération.

ARTICLE 3 : La délibération du Conseil Régional n°15-2466-1 du 19 novembre 2015 est abrogée.

ARTICLE 4 : L'arrêté délibéré du Conseil Exécutif de Martinique n°16-846-1 du 21 février 2017 est abrogé.

ARTICLE 5 : Dans le cas d'une entreprise ayant plusieurs activités, il lui appartient d'apporter toutes preuves utiles pour déterminer que l'activité pour laquelle elle sollicite une exonération relève bien de la section nommément identifiée dans la présente délibération.

ARTICLE 6 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toute mesure utile et signer tout acte nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 7 : Le Directeur général des services de la Collectivité Territoriale de Martinique et le Directeur interrégional des douanes sont chargés chacun en ce qui le concerne de la mise en oeuvre de cette présente délibération.

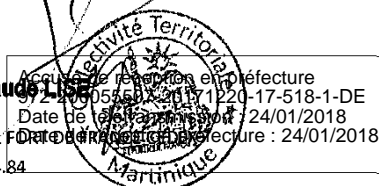
ARTICLE 8 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 9 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude L. L.



Annexe délibération n° 17- 518-1 Secteur A

CODE NC8	DESIGNATIONS	OBSERVATIONS
01012100	Chevaux reproducteurs de race pure	
01022110	Génisses [bovins femelles qui n'ont jamais vêlé] reproductrices, de race pure	
01022130	Vaches reproductrices, de race pure (à l'excl. des génisses)	
01022190	Bovins domestiques reproducteurs, de race pure (à l'excl. des vaches et des génisses)	
01031000	Porcins reproducteurs de race pure	
01039110	Porcins [des espèces domestiques], vivants, d'un poids < 50 kg (à l'excl. des animaux reproducteurs de race pure)	
01039219	Porcins [des espèces domestiques], vivants, d'un poids >= 50 kg (à l'excl. des animaux reproducteurs de race pure et des truies d'un poids >= 160 kg ayant mis bas au moins une fois)	
01041010	Ovins reproducteurs de race pure	
01051111	Poussins femelles de sélection et de multiplication, de race de ponte [des espèces domestiques], d'un poids <= 185 g	
01061490	Lapins et lièvres, vivants (à l'excl. des lapins domestiques)	
03019985	Poissons de mer, vivants (à l'excl. des poissons d'ornement, des truites [Salmo trutta, Oncorhynchus mykiss, Oncorhynchus clarki, Oncorhynchus aguabonita, Oncorhynchus gilae, Oncorhynchus apache et Oncorhynchus chrysogaster], des anguilles [Anguilla spp.], des thons rouges de l'Atlantique et du Pacifique [Thunnus thynnus, Thunnus orientalis] et des thons rouges du Sud [Thunnus maccoyii])	
03029100	Foies, oeufs et laitances de poissons, frais ou réfrigérés	
05111000	Sperme de taureaux	
05119190	Produits de poissons ou de crustacés, mollusques ou autres invertébrés aquatiques (à l'excl. des déchets de poissons); poissons, crustacés, mollusques ou autres invertébrés aquatiques, morts, impropres à l'alimentation humaine	
05119985	Produits d'origine animale n.d.a.; animaux morts, impropres à l'alimentation humaine (à l'excl. des poissons, des crustacés, des mollusques ou autres invertébrés aquatiques)	
06011010	Bulbes de jacinthes, en repos végétatif	
06011020	Bulbes de narcisses, en repos végétatif	
06011030	Bulbes de tulipes, en repos végétatif	
06011040	Bulbes de glaïeuls, en repos végétatif	
06011090	Bulbes, oignons, tubercules, racines tubéreuses, griffes et rhizomes, en repos végétatif (à l'excl. des produits servant à l'alimentation humaine, des bulbes de jacinthes, de narcisses, de tulipes et de glaïeuls ainsi que des plants, plantes et racines de chicorée)	
06012090	Bulbes, oignons, tubercules, racines tubéreuses, griffes et rhizomes, en végétation ou en fleur (à l'excl. des produits servant à l'alimentation humaine, des orchidées, des jacinthes, des narcisses, des tulipes ainsi que des plants, plantes et racines de chicorée)	
06024000	Rosiers, greffés ou non	
06029020	Plants d'ananas	

Annexe délibération n° 17- 518-1 Secteur A

CODE NC8	DESIGNATIONS	OBSERVATIONS
06029045	Boutures racinées et jeunes plants, d'arbres, arbustes et arbrisseaux de plein air (à l'excl. des arbres, arbustes et arbrisseaux fruitiers et forestiers)	
06029050	Plantes de plein air, vivantes, y.c. leurs racines (sauf les bulbes, oignons, tubercules, racines tubéreuses, griffes et rhizomes, y.c. les plants, plantes et racines de chicorée, les boutures non racinées et greffons, les rhododendrons, azalées, les rosiers, le blanc de champignon, les plants d'ananas, les plants de légumes et de fraisiers, les arbres, arbustes et arbrisseaux et les plantes vivaces)	
06029070	Boutures racinées et jeunes plants de plantes d'intérieur (à l'excl. des cactées)	
07011000	Pommes de terre de semence	
07031011	Oignons de semence, à l'état frais ou réfrigéré	
07032000	Aulx, à l'état frais ou réfrigéré	
12077000	Graines de melon	
12079920	Graines et fruits oléagineux, destinés à l'ensemencement (à l'excl. des fruits à coques comestibles, des olives, des fèves de soja, des arachides, du coprah et des graines de lin, de navette, de colza, de tournesol, de coton, de ricin, de sésame, de moutarde, d'oeillette, de melon ou de pavot, ainsi que des noix et amandes de palmiste)	
12092980	Graines fourragères, à ensemercer (à l'excl. des graines de céréales, de betteraves fourragères [Beta vulgaris var. alba], de betteraves à sucre, de luzerne, de trèfle [Trifolium spp.], de féтуque, de pâturin des prés du Kentucky [Poa pratensis L.], de ray-grass [Lolium multiflorum Lam., Lolium perenne L.], de fléole des prés, de vesces, de dactyle [Dactylis glomerata L.], d'agrostide [Agrostides] ou de lupin)	
12099999	Graines, fruits et spores à ensemercer (à l'excl. des légumes à cosse, du maïs doux, café, thé, maté, des épices, céréales, graines et fruits oléagineux, betteraves, plantes fourragères, graines de légumes, graines forestières ainsi que des graines de plantes herbacées utilisées surtout pour leurs fleurs ou des espèces utilisées surtout en parfumerie, en médecine ou à usages insecticides, parasitocides ou simil.)	
12122900	Algues, fraîches, réfrigérées, congelées ou séchées, même pulvérisées, non destinées à l'alimentation humaine	
12130000	Pailles et balles de céréales brutes, même hachées, moulues, pressées ou agglomérées sous forme de pellets	
14049000	Produits végétaux, n.d.a.	
17024090	Glucose, à l'état solide, et sirop de glucose, sans addition d'aromatisants ou de colorants, contenant en poids à l'état sec >= 20% mais < 50% de fructose (à l'excl. de l'isoglucose et du sucre inverti [ou interverti])	Limitée aux code NAF 0149Z et 0150Z
23012000	Farines, poudres et agglomérés sous forme de pellets, de poissons ou de crustacés, de mollusques ou d'autres invertébrés aquatiques, impropres à l'alimentation humaine	
23065000	Tourteaux et autres résidus solides, même broyés ou agglomérés sous forme de pellets, de l'extraction des graisses ou huiles de noix de coco ou de coprah	

Annexe délibération n° 17- 518-1 Secteur A

CODE NC8	DESIGNATIONS	OBSERVATIONS
23099010	Produits dits 'solubles' de poissons ou de mammifères marins, destinés à compléter les aliments produits à la ferme	LIMITÉE AU CODE NAF 0321Z/ AQUACULTURE EN MER ET 1091Z/ FABRICATION D'ALIMENTS POUR ANIMAUX DE FERME
23099031	Préparations, y.c. les prémélanges, des types utilisés pour l'alimentation des animaux, contenant du glucose ou du sirop de glucose, de la maltodextrine ou du sirop de malt dextrine, mais ne contenant ni amidon ni fécule ni produits laitiers ou contenant en poids <= 10% d'amidon ou de fécule et < 10% de produits laitiers (à l'excl. des aliments pour chiens ou chats conditionnés pour la vente au détail)	Limitée aux codes NAF 0322Z et 0321Z
23099041	Préparations, y.c. les prémélanges, des types utilisés pour l'alimentation des animaux, contenant du glucose ou du sirop de glucose, de la maltodextrine ou du sirop de maltodextrine, d'une teneur en poids d'amidon ou de fécule > 10%, mais <=30%, ne contenant pas de produits laitiers ou en contenant < 10% en poids (à l'excl. des aliments pour chiens ou chats conditionnés pour la vente au détail)	Limitée aux codes NAF 0322Z et 0321Z
25301000	Vermiculite, perlite et chlorites, non expansées	
25309000	Sulfures d'arsenic, alunite, terre de pouzzolane, terres colorantes et autres matières minérales, n.d.a.	
27030000	Tourbe, y.c. la tourbe pour litière, même agglomérée	
28045010	Bore	
28281000	Hypochlorites de calcium, y.c. l'hypochlorite de calcium du commerce	
28342100	Nitrate de potassium	
28342980	Nitrates (autres que de potassium, de baryum, de béryllium, de cadmium, de cobalt, de nickel, de cuivre, de plomb et de mercure)	
28417000	Molybdates	
29362900	Vitamines et leurs dérivés utilisés principalement en tant que vitamines, non mélangés (à l'excl. des vitamines A, B1, B2, B3, B5, B6, B12, C et E ainsi que des dérivés de ces vitamines)	
30023000	Vaccins pour la médecine vétérinaire	
30049000	Médicaments constitués par des produits mélangés ou non, préparés à des fins thérapeutiques ou prophylactiques, présentés sous forme de doses [y.c. ceux destinés à être administrés par voie percutanée] ou conditionnés pour la vente au détail (à l'excl. des médicaments contenant des antibiotiques, des médicaments contenant des hormones ou des stéroïdes utilisés comme hormones [sans antibiotiques], des médicaments contenant des alcaloïdes ou leurs dérivés [sans hormones ni antibiotiques], des médicaments contenant des provitamines, des vitamines ou dérivés utilisés comme tel et des médicaments contenant des principes actifs contre le paludisme)	

Annexe délibération n° 17- 518-1 Secteur A

CODE NC8	DESIGNATIONS	OBSERVATIONS
34039900	Préparations lubrifiantes, y.c. les huiles de coupe, les préparations pour le dégrillage des écrous, les préparations antirouille ou anticorrosion et les préparations pour le démoulage, à base de lubrifiants, ne contenant pas d'huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux (à l'excl. des préparations pour le traitement des matières textiles, du cuir, des pelleteries ou d'autres matières)	
35069190	Adhésifs à base de polymères des n° 3901 à 3913 ou de caoutchouc (à l'exclusion des pellicules transparentes adhésives et adhésifs liquides transparents durcissables utilisés exclusivement ou principalement pour la fabrication d'écrans plats ou d'écrans tactiles)	
35069900	Colles et autres adhésifs préparés, n.d.a.	
36049000	Fusées de signalisation ou paragrêles et simil., pétards et autres articles de pyrotechnie (à l'excl. des articles pour feux d'artifice et des cartouches à blanc)	
38089110	Insecticides à base de pyréthrinoides, présentés dans des formes ou emballages de vente au détail ou à l'état de préparations ou sous forme d'articles (à l'exclusion des marchandises des n°380852 à 380869)	
38089490	Désinfectants et produits simil., présentés dans des formes ou emballages de vente au détail ou à l'état de préparations ou sous forme d'articles (à l'excl. des produits à base de sels d'ammonium quaternaire ou de composés halogénés ainsi que des marchandises des n°380852 à 380869))	
38089990	Produits phytosanitaires, présentés dans des formes ou emballages de vente au détail ou à l'état de préparations ou sous forme d'articles (à l'excl. des insecticides, des fongicides, des herbicides, des désinfectants, des rodenticides ainsi que des marchandises des n°380852 à 380869))	
38159090	Initiateurs de réaction, accélérateurs de réaction et préparations catalytiques, n.d.a. (à l'excl. des accélérateurs de vulcanisation, des catalyseurs supportés et des catalyseurs constitués d'acétate d'éthyltriphenyl phosphonium sous forme de solution dans du méthanol)	
39079980	Polyesters, saturés, sous formes primaires (à l'exclusion des polycarbonates, des résines alkydes, du poly«éthylène téréphtalate», du poly«acide lactique», du poly«éthylène naphthalène-2,6-dicarboxylate» et des copolymères thermoplastiques à base de polyester aromatique à cristaux liquides)	
39169010	Monofilaments dont la plus grande dimension de la coupe transversale > 1 mm [monofils], joncs, bâtons et profilés, en produits de polymérisation de réorganisation ou de condensation, même ouvrés en surface mais non autrement travaillés, même modifiés chimiquement	
39172190	Tubes et tuyaux rigides, en polymères de l'éthylène (à l'excl. des produits obtenus sans soudure ni collage et d'une longueur excédant la plus grande dimension de la coupe transversale)	
39172290	Tubes et tuyaux rigides, en polymères du propylène (à l'excl. des produits obtenus sans soudure ni collage et d'une longueur excédant la plus grande dimension de la coupe transversale)	
39173900	Tubes et tuyaux souples, en matières plastiques, renforcés d'autres matières ou associés à d'autres matières (à l'excl. des produits pouvant supporter une pression >= 27,6 MPa)	
39201024	Feuilles étirables en polyéthylène non alvéolaire, non imprimées, d'une épaisseur <= 0,125 mm et d'une densité < 0,94	

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171220-17-518-1-DE
Date de télétransmission : 24/01/2018
Date de réception préfecture : 24/01/2018

Annexe délibération n° 17- 518-1 Secteur A

CODE NC8	DESIGNATIONS	OBSERVATIONS
39203000	Plaques, feuilles, pellicules, bandes et lames, en polymères du styrène non alvéolaires, non renforcées ni stratifiées, ni munies d'un support, ni pareillement associées à d'autres matières, non travaillées ou simpl. ouvrées en surface ou simpl. découpées de forme carrée ou rectangulaire (à l'excl. des produits auto-adhésifs et des revêtements de sols, de murs ou de plafonds du n° 3918)	
39211390	Plaques, feuilles, pellicules, bandes et lames, en polyuréthanes alvéolaires rigides, non travaillées ou simpl. ouvrées en surface ou simpl. découpées de forme carrée ou rectangulaire (à l'excl. des produits auto-adhésifs et des revêtements de sols, de murs ou de plafonds du n° 3918 et des barrières anti-adhérence stériles pour la chirurgie ou l'art dentaire de la sous-position 3006 10 30)	
39231090	Boîtes, caisses, casiers et articles simil. (autres que ceux spécialement conçus pour le transport ou l'emballage de disques (wafers) à semi-conducteur, de masques ou de réticules)	
39232100	Sacs, sachets, pochettes et cornets, en polymères de l'éthylène	
39239000	Articles de transport ou d'emballage, en matières plastiques (à l'excl. des boîtes, caisses, casiers et articles simil., des sacs, sachets, pochettes et cornets, des bonbonnes, bouteilles, flacons et articles simil., des bobines, fusettes, canettes et supports simil. ainsi que des bouchons, couvercles, capsules et autres dispositifs de fermeture)	
39262000	Vêtements et accessoires du vêtement, y.c. les gants, mitaines et moufles, obtenus par piqûre ou collage de feuilles de matières plastiques (à l'excl. des marchandises du n° 9619)	
39269050	Paniers et articles simil. pour filtrer l'eau à l'entrée des égouts, en matières plastiques	
39269097	Ouvrages en matières plastiques et ouvrages en autres matières des n° 3901 à 3914, n.d.a.	
40091100	Tubes et tuyaux en caoutchouc vulcanisé non durci, non renforcés à l'aide d'autres matières ni autrement associés à d'autres matières, sans accessoires	
40101900	Courroies transporteuses, en caoutchouc vulcanisé (à l'excl. des produits renforcés seulement de métal ou de matières textiles)	
40151900	Gants, mitaines et moufles, en caoutchouc vulcanisé non durci (à l'excl. des gants pour la chirurgie)	
40169400	Pare-chocs, même gonflables, pour l'accostage des bateaux, en caoutchouc vulcanisé non durci (à l'excl. des produits en caoutchouc alvéolaire)	
44034995	Bois de Abura, afrormosia, ako, alan, andiroba, aningré, avodiré, azobé, balau, balsa, bossé clair, bossé foncé, cativo, cedro, dabema, dibétou, doussié, framiré, freijo, fromager, fuma, geronggang, ilomba, imbuia, ipé, jaboty, jelutong, jequitiba, jongkong, kapur, kempas, keruing, kosipo, kotibé, koto, limba, louro, maçaranduba, mahogany, makoré, mandioqueira, mansonie, mengkulang, merawan, merbau, merpauh, mersawa, moabi, niangon, nyatoh, obeche, onzabili, ore, ovengkol, ozigo, padauk, paldao, palissandre de Guatemala, palissandre de Rio, palissandre de Para, palissandre de Rose, pau amarelo, pau marfim, pulai, punah, quaruba, ramin, saqui-saqui, sepetir, sucupira, suren, tauari, teak, tiama, tola, virola, white lauan, white meranti, white seraya et yellow meranti, bruts, même écorcés, désaubiérés ou équarris (à l'excl. des bois simpl. dégrossis ou arrondis pour cannes, parapluies, manches d'outils ou simil., des bois sciés en planches, poutres, madriers, chevrons, etc., ainsi que des bois traités avec une peinture, de la créosote ou d'autres agents de conservation)	

Annexe délibération n° 17- 518-1 Secteur A

CODE NC8	DESIGNATIONS	OBSERVATIONS
44042000	Bois feuillards; échelas fendus; pieux et piquets en bois, appointés, non sciés longitudinalement; bois dégrossis ou arrondis, non tournés ni courbés ni autrement travaillés, pour cannes, manches d'outils ou simil.; bois en lames, rubans et simil. (sauf articles en bois de conifères, bois feuillards coupés en longueur et munis d'encoches aux extrémités, bois pour montures de brosses et ébauches de formes de chaussures)	
44071910	Bois de conifères collés par assemblage en bout, même rabotés ou poncés d'une épaisseur excédant 6 mm, d'une épaisseur excédant 6 mm à l'exclusion des bois de pin, de sapin et d'épicéa	
44152090	Palettes-caisses et autres plateaux de chargement, en bois (à l'excl. des cadres et conteneurs spécialement conçus et équipés pour un ou plusieurs modes de transport ainsi que des palettes simples et rehausses de palettes)	
44219999	Ouvrages, en bois, n.d.a. [Cadres pour ruches]	Limitée aux code NAF 0149Z et 0150Z
45039000	Ouvrages en liège naturel (à l'excl. des cubes, plaques, feuilles ou bandes de forme carrée ou rectangulaire, des bouchons et leurs ébauches, des chaussures et leurs parties, notamment les semelles intérieures amovibles, des coiffures et leurs parties, des bourres et séparateurs pour cartouches de chasse ainsi que des jeux, jouets et engins sportifs et leurs parties)	
45049080	Liège aggloméré, avec ou sans liant, et ouvrages en liège aggloméré (sauf chaussures et leurs parties, notamment les semelles intérieures amovibles; coiffures et leurs parties; bourres et séparateurs pour cartouches de chasse; jeux, jouets et engins sportifs et leurs parties; cubes, briques, plaques, feuilles et bandes; carreaux de toute forme; cylindres pleins, y.c. les disques)	
46021100	Ouvrages de vannerie obtenus directement en forme à partir de matières à tresser en bambou ou confectionnés à l'aide des matières à tresser en bambou du n° 4601; ouvrages en luffa (à l'excl. des revêtements muraux du n° 4814, des ficelles, cordes et cordages, des chaussures, des coiffures et leurs parties, des véhicules et corps de caisses pour véhicules ainsi que des articles du chapitre 94 [p.ex. meubles, appareils d'éclairage])	
48191000	Boîtes et caisses en papier ou en carton ondulé	
48237010	Emballages alvéolaires pour oeufs, en pâte à papier moulée	
54024600	Fils simples, de filaments de polyesters, partiellement orientés, sans torsion ou d'une torsion <= 50 tours/m, non conditionnés pour la vente au détail, y.c. les monofilaments de moins de 67 décitex (à l'excl. des fils d'élastomères, des fils à coudre et des fils texturés)	
54026100	Fils retors ou câblés, de filaments de nylon ou d'autres polyamides, non conditionnés pour la vente au détail, y.c. les monofilaments de moins de 67 décitex (à l'excl. des fils à coudre, des fils à haute ténacité ou des fils texturés)	
54041900	Monofilaments synthétiques de >= 67 décitex et dont la plus grande dimension de la coupe transversale <= 1 mm (à l'excl. des monofilaments d'élastomères et de polypropylène) monofilaments d'élastomères et de polypropylène	
54060000	Fils de filaments synthétiques ou artificiels (autres que les fils à coudre), conditionnés pour la vente au détail	
54072011	Tissus obtenus à partir de lames ou formes simil. en polyéthylène ou en polypropylène, y.c. celles du n° 5404, d'une largeur < 3 m	
56029000	Feutres, imprégnés, enduits, recouverts ou stratifiés (à l'excl. des feutres aiguilletés et des produits cousus-tricotés)	

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171220-17-518-1-DE
Date de télétransmission : 24/01/2018
Date de réception préfecture : 24/01/2018

Annexe délibération n° 17- 518-1 Secteur A

CODE NC8	DESIGNATIONS	OBSERVATIONS
56041000	Fils et cordes de caoutchouc, recouverts de textiles	
56072100	Ficelles lieuses ou botteleuses, de sisal ou d'autres fibres textiles du genre 'Agave'	
56072900	Ficelles, cordes et cordages, de sisal ou d'autres fibres textiles du genre 'Agave', tressés ou non, même imprégnés, enduits, recouverts ou gainés de caoutchouc ou de matière plastique (à l'excl. des ficelles lieuses ou botteleuses)	
56074100	Ficelles lieuses ou botteleuses, de polyéthylène ou de polypropylène	
56074919	Ficelles, cordes et cordages, de polyéthylène ou de polypropylène, titrant > 50 000 décitex [5 g/m], non tressés, même imprégnés, enduits, recouverts ou gainés de caoutchouc ou de matière plastique (à l'excl. des ficelles lieuses ou botteleuses)	
56074990	Ficelles, cordes et cordages, de polyéthylène ou de polypropylène, titrant <= 50 000 décitex [5 g/m], tressés ou non, même imprégnés, enduits, recouverts ou gainés de caoutchouc ou de matière plastique (à l'excl. des ficelles lieuses ou botteleuses)	
56075011	Ficelles, cordes et cordages, de nylon ou d'autres polyamides ou de polyesters, titrant > 50 000 décitex [5 g/m], tressés, même imprégnés, enduits, recouverts ou gainés de caoutchouc ou de matière plastique	
56075019	Ficelles, cordes et cordages, de nylon ou d'autres polyamides ou de polyesters, titrant > 50 000 décitex [5 g/m], non tressés, même imprégnés, enduits, recouverts ou gainés de caoutchouc ou de matière plastique	
56081120	Filets confectionnés pour la pêche, à mailles nouées, obtenus à partir de ficelles, cordes ou cordages en matières textiles synthétiques ou artificielles (à l'excl. des épuisettes)	
56081180	Filets confectionnés pour la pêche, à mailles nouées, en fils de matières textiles synthétiques ou artificielles (à l'excl. des épuisettes ainsi que des filets en ficelles, cordes ou cordages)	
56081911	Filets confectionnés, à mailles nouées, obtenus à partir de ficelles, cordes ou cordages en nylon ou en autres polyamides (à l'excl. des filets de pêche, des résilles et filets à cheveux ainsi que des épuisettes, filets à papillons et articles simil. pour la pratique des sports)	
56081930	Filets confectionnés, à mailles nouées, en matières textiles synthétiques ou artificielles (à l'excl. des filets en nylon ou en autres polyamides, des filets de pêche, des filets ou résilles à cheveux ainsi que des épuisettes, filets à papillons et articles simil. pour la pratique des sports)	
56081990	Filets à mailles nouées, en nappes ou en pièces, obtenus à partir de ficelles, cordes ou cordages, en matières textiles synthétiques ou artificielles (à l'excl. des filets confectionnés)	
56090000	Articles en fils, lames ou formes simil. des n° 5404 et 5405, ficelles, cordes ou cordages du n° 5607, n.d.a.	
58063290	Rubannerie, tissée, de fibres synthétiques ou artificielles, sans lisières réelles, d'une largeur <= 30 cm, n.d.a.	
62011310	Manteaux, imperméables, cabans, capes et articles simil., de fibres synthétiques ou artificielles, poids par unité <= 1 kg, pour hommes ou garçonnets (à l'excl. des articles en bonneterie)	
62104000	Vêtements de tissus, autres qu'en bonneterie, caoutchoutés ou imprégnés, enduits ou recouverts de matière plastique ou d'autres substances, pour hommes ou garçonnets (autres que vêtements des types des n° 620111 à 620119 [manteaux, cabans, capes et articles simil.] et sauf vêtements pour bébés et accessoires du vêtement)	

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171220-17-518-1-DE
Date de télétransmission : 24/01/2018
Date de réception préfecture : 24/01/2018

Annexe délibération n° 17- 518-1 Secteur A

CODE NC8	DESIGNATIONS	OBSERVATIONS
62113310	Vêtements de travail, de fibres synthétiques ou artificielles, pour hommes ou garçonnets (autres qu'en bonneterie)	
62160000	Gants, mitaines et moufles, en tous types de matières textiles (autres qu'en bonneterie et sauf gants pour bébés)	
63061900	Bâches et stores d'extérieur de matières textiles (autres que de fibres synthétiques et sauf auvents plats en tissus légers, confectionnés selon le type de bâche)	
63072000	Ceintures et gilets de sauvetage en tous types de matières textiles	
64029993	Chaussures, à dessus en matière plastique, à semelles extérieures en caoutchouc ou en matière plastique, semelles intérieures de longueur \geq 24 cm, non reconnaissables comme étant pour hommes ou pour femmes (sauf couvrant la cheville; chaussures d'intérieur; chaussures orthopédiques; chaussures comportant à l'avant une coquille de protection en métal; chaussures de sport; chaussures avec dessus en lanières ou brides fixées à la semelle par des tétons; chaussures étanches du n° 6401; chaussures dont la claque est constituée de lanières ou comporte une ou plusieurs découpures)	
68109100	Éléments préfabriqués pour le bâtiment ou le génie civil, en ciment, en béton ou en pierre artificielle, même armés	
69059000	Tuiles, éléments de cheminée, conduits de fumée, ornements architectoniques et autres poteries de bâtiment, en céramique (autres qu'en farines siliceuses fossiles ou en terres siliceuses analogues, sauf pièces céramiques de construction et sauf tuyaux et autres pièces de construction pour canalisation et objectifs simil. et sauf tuiles)	
70109041	Bouteilles et flacons en verre non coloré, pour le transport ou l'emballage commercial de produits alimentaires et de boissons, d'une contenance nominale \geq 1 l mais $<$ 2,5 l	Limitée aux code NAF 0149Z et 0150Z
70109043	Bouteilles et flacons en verre non coloré, pour le transport ou l'emballage commercial de produits alimentaires et de boissons, d'une contenance nominale $>$ 0,33 l mais $<$ 1 l	Limitée aux code NAF 0149Z et 0150Z
70109053	Bouteilles et flacons en verre coloré, pour le transport ou l'emballage commercial de produits alimentaires et de boissons, d'une contenance nominale $>$ 0,33 l mais \leq 1 l	Limitée aux code NAF 0149Z et 0150Z
72172090	Fils en fer ou en aciers non alliés, en couronnes ou en rouleaux, d'une teneur en poids en carbone \geq 0,6%, zingués (sauf fil machine)	
72192400	Produits laminés plats, en aciers inoxydables, d'une largeur \geq 600 mm, simpl. laminés à chaud, non enroulés, d'une épaisseur $<$ 3 mm	
72230019	Fils en aciers inoxydables, enroulés, contenant en poids \geq 2,5% de nickel (à l'excl. du fil machine ainsi que des produits contenant en poids \geq 28% mais \leq 31% de nickel et \geq 20% mais \leq 22% de chrome)	
73041910	Tubes et tuyaux sans soudure, en fer ou en acier, des types utilisés pour oléoducs ou gazoducs, diamètre extérieur \leq 168,3 mm (sauf en aciers inoxydables ou en fonte)	
73043992	Tubes, tuyaux et profilés creux, sans soudure, de section circulaire, en fer (à l'excl. de la fonte) ou en aciers non alliés, non étirés ou laminés à froid, de diamètre extérieur \leq 168,3 mm (sauf tubes des types utilisés pour les oléoducs, les gazoducs ou l'extraction du pétrole ou du gaz; ouvrages des n° 7304 39 10 à 7304 39 58)	

Annexe délibération n° 17- 518-1 Secteur A

CODE NC8	DESIGNATIONS	OBSERVATIONS
73064020	Tubes, tuyaux et profilés creux soudés, de section circulaire, en aciers inoxydables, étirés ou laminés à froid (autres que tubes à sections intérieure et extérieure circulaires et de diamètre extérieur > 406,4 mm et sauf tubes des types utilisés pour les oléoducs et les gazoducs ou pour l'extraction du pétrole ou du gaz)	
73072910	Accessoires de tuyauterie en aciers inoxydables, filetés (non moulés et sauf brides, coudes, courbes et manchons)	
73072980	Accessoires de tuyauterie en aciers inoxydables (sauf accessoires de tuyauterie à souder bout à bout et brides, moulés, filetés)	
73079980	Accessoires de tuyauterie en fonte, fer ou acier (à l'excl. des accessoires de tuyauterie à souder bout à bout et brides, en fonte ou en aciers inoxydables, filetés)	
73082000	Tours et pylônes, en fer ou en acier	taux réduit 15%
73089059	Constructions et parties de constructions en fer ou en acier, uniquement ou principalement en tôle, n.d.a. (à l'excl. des portes, fenêtres et leurs cadres, chambranles et seuils et des panneaux multiplis constitués de deux parements en tôle nervurée et d'une âme isolante)	
73090051	Réservoirs, foudres, cuves et récipients simil. en fonte, fer ou acier, pour matières liquides, contenance > 100 000 l (autres qu'avec revêtement intérieur ou calorifuge, sans dispositifs mécaniques ou thermiques et sauf conteneurs spécialement conçus ou équipés pour un ou plusieurs moyens de transport)	
73090059	Réservoirs, foudres, cuves et récipients simil. en fonte, fer ou acier, pour matières liquides, contenance ≤ 100 000 l mais > 300 l (autres qu'avec revêtement intérieur ou calorifuge, sans dispositifs mécaniques ou thermiques et sauf conteneurs spécialement conçus ou équipés pour un ou plusieurs moyens de transport)	
73090090	Réservoirs, foudres, cuves et récipients simil. en fonte, fer ou acier, pour matières solides, d'une contenance > 300 l (autres qu'avec revêtement intérieur ou calorifuge, sans dispositifs mécaniques ou thermiques et sauf conteneurs spécialement conçus ou équipés aménagés pour un ou plusieurs moyens de transport)	
73121020	Torons et câbles en aciers inoxydables (sauf produits isolés pour l'électricité et sauf fil barbelé pour clôtures et ronces artificielles)	
73121083	Câbles, y.c. les câbles clos, en fer ou en acier, non revêtus ou simpl. zingués, dont la plus grande dimension de la coupe transversale est > 12 mm mais ≤ 24 mm (à l'excl. des produits en aciers inoxydables, des produits isolés pour l'électricité, des torsades pour clôtures et des ronces artificielles)	
73130000	Ronces artificielles en fer ou en acier; torsades, barbelées ou non, en fils ou en feuillard de fer ou d'acier, des types utilisés pour les clôtures	
73143900	Grillages et treillis, en fils de fer ou d'acier, soudés aux points de rencontre (sauf en fils dont la plus grande dimension de la coupe transversale est ≥ 3 mm avec une surface de mailles ≥ 100 cm² et autres que zingués)	Limitée aux code NAF 0149Z et 0150Z
73144100	Grillages et treillis, en fils de fer ou d'acier, non soudés aux points de rencontre, zingués	
73144900	Toiles métalliques non tissées, grillages et treillis, en fils de fer ou d'acier, non soudés aux points de rencontre (sauf zingués ou recouverts de matières plastiques)	
73145000	Tôles et bandes déployées en fer ou en acier	

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171220-17-518-1-DE
Date de télétransmission : 24/01/2018
Date de réception préfecture : 24/01/2018

Annexe délibération n° 17- 518-1 Secteur A

CODE NC8	DESIGNATIONS	OBSERVATIONS
73151190	Chaînes à rouleaux en fonte, fer ou acier (autres que des types utilisés pour cycles et motocycles)	
73151200	Chaînes à maillons articulés en fonte, fer ou acier (autres qu'à rouleaux)	
73170080	Pointes, clous, punaises, crampons appointés, agrafes ondulées ou biseautées et articles simil., en fonte, fer ou acier (sauf de tréfilerie et agrafes présentées en barrettes)	
73269030	Échelles et escabeaux en fer ou en acier	
73269098	Ouvrages en fer ou en acier, n.d.a.	
82019000	Faux et faucilles, couteaux à foin ou à paille et autres outils agricoles, horticoles ou forestiers, à main, avec partie travaillante en métaux communs (à l'excl. des bûches, pelles, pioches, pics, houes, binettes, râtaux, racloirs, haches, serpes et outils simil. à taillants, cisailles à volailles, sécateurs et simil. maniés à deux mains)	
82055100	Outils à main d'économie domestique, non mécaniques, avec partie travaillante en métaux communs, n.d.a.	
82055980	Outils à main (y.c. les diamants de vitriers) en métaux communs, n.d.a.	
82084000	Couteaux et lames tranchantes, en métaux communs, pour machines agricoles, horticoles ou forestières (sauf pour le travail du bois)	
82119200	Couteaux à lame fixe en métaux communs (sauf couteaux à foin et à paille, coutelas et machettes, couteaux et lames tranchantes pour machines ou appareils mécaniques, couteaux à poisson, couteaux à beurre, petites et grandes lames de rasoirs et autres couteaux du n° 8214)	
82119300	Couteaux autres qu'à lame fixe, y.c. les serpettes fermantes, en métaux communs (sauf rasoirs à lame)	
82149000	Tondeuses de coiffeur et autres articles à couper, n.d.a., en métaux communs	
83021000	Charnières de tous genres, y.c. les paumelles et pentures, en métaux communs	
83024900	Garnitures, ferrures et articles simil. en métaux communs (sauf serrures et verrous de sûreté à clef, fermoirs et montures fermoirs à serrure, charnières, roulettes, garnitures, ferrures et simil. pour bâtiments ainsi que garnitures, ferrures et articles simil. pour véhicules automobiles ou meubles)	
83079000	Tuyaux flexibles en métaux communs autres que le fer ou l'acier, même avec accessoires	
83089000	Fermoirs, montures-fermoirs sans serrure, boucles, boucles-fermoirs et articles simil., en métaux communs, pour vêtements, chaussures, maroquinerie, etc., y.c. les parties des articles du n° 8308, en métaux communs (sauf agrafes, crochets, oeillets, rivets tubulaires ou à tige fendue)	
83099010	Capsules de bouchage ou sur bouchage en plomb; capsules de bouchage ou sur bouchage en aluminium, diamètre > 21 mm (à l'excl. des bouchons-couronnes)	Limitée aux code NAF 0149Z et 0150Z
83099090	Bouchons [y.c. les bouchons à pas de vis et les bouchons-verseurs], couvercles, capsules pour bouteilles, bondes filetées, plaques de bondes, scellés et autres accessoires d'emballage, en métaux communs (sauf bouchons-couronnes, capsules de bouchage ou de sur bouchage en plomb, capsules de bouchage ou de sur bouchage en aluminium, d'un diamètre > 21 mm)	Limitée aux code NAF 0149Z et 0150Z
83111000	Électrodes enrobées en métaux communs, pour le soudage à l'arc	

Annexe délibération n° 17- 518-1 Secteur A

CODE NC8	DESIGNATIONS	OBSERVATIONS
84051000	Générateurs de gaz à l'air ou de gaz à l'eau, avec ou sans leurs épurateurs; générateurs d'acétylène et générateurs simil. de gaz, par procédé à l'eau, avec ou sans leurs épurateurs (sauf fours à coke, générateurs de gaz par procédé électrolytique et lampes à acétylène)	
84072110	Moteurs pour la propulsion de bateaux du type hors-bord, à allumage par étincelles (moteurs à explosion), d'une cylindrée <= 325 cm ³	
84072191	Moteurs hors-bord, à allumage par étincelles (moteurs à explosion) pour la propulsion des bateaux, d'une cylindrée > 325 cm ³ et d'une puissance <= 30 kW	
84072199	Moteurs hors-bord, à allumage par étincelles (moteurs à explosion) pour la propulsion des bateaux, d'une cylindrée > 325 cm ³ et d'une puissance > 30 kW	
84072900	Moteurs à piston alternatif ou rotatif, pour bateaux (sauf moteurs hors-bord)	
84073100	Moteurs à piston alternatif à allumage par étincelles (moteurs à explosion), des types utilisés pour la propulsion des véhicules du chapitre 87, d'une cylindrée <= 50 cm ³	
84081051	Moteurs à piston, à allumage par compression (moteurs diesel ou semi-diesel), neufs, destinés aux bateaux pour la navigation maritime des n° 8901 à 8906, aux remorqueurs du n° 8904 00 10 et aux navires de guerre du n° 8906 10 00, d'une puissance > 200 kW mais <= 300 kW	
84081069	Moteurs à piston, à allumage par compression (moteurs diesel ou semi-diesel), neufs, pour la propulsion de bateaux, d'une puissance > 300 kW mais <= 500 kW (à l'excl. des moteurs destinés aux bateaux pour la navigation maritime des n° 8901 à 8906, aux remorqueurs du n° 8904 00 10 et aux navires de guerre du n° 8906 10 00)	
84099900	Parties reconnaissables comme étant exclusivement ou principalement destinées aux moteurs à piston à allumage par compression (moteurs diesel ou semi-diesel), n.d.a.	
84101100	Turbines et roues hydrauliques, d'une puissance <= 1000 kW (à l'excl. des machines ou moteurs hydrauliques du n° 8412)	
84118280	Turbines à gaz, d'une puissance > 50000 kW (autres que turboréacteurs et turbopropulseurs)	
84122989	Moteurs hydrauliques (sauf à mouvement rectiligne [cylindres] et autres que les systèmes hydrauliques, les moteurs oléohydrauliques, les turbines hydrauliques et roues hydrauliques du n° 8410, et les turbines à vapeur)	
84129040	Parties de moteurs hydrauliques, n.d.a.	
84132000	Pompes à bras pour liquides (sauf les pompes avec dispositif mesureur ou conçues pour en comporter des n° 841311 ou 841319)	
84135040	Pompes doseuses pour liquides, volumétriques alternatives, à moteur	
84137089	Pompes pour liquides, centrifuges, multicellulaires, à moteur, avec tubulure de refoulement d'un diamètre nominal > 15 mm (sauf pompes à dispositif mesureur ou conçues pour en comporter des n° 841311 ou 841319; pompes à carburant, à huile ou à liquide de refroidissement pour moteurs à allumage par étincelles ou par compression; pompes à béton, pompes immergées, circulateurs de chauffage central et d'eau chaude, pompes à roue radiale)	

Annexe délibération n° 17- 518-1 Secteur A

CODE NC8	DESIGNATIONS	OBSERVATIONS
84138100	Pompes pour liquides à moteur (sauf pompes à dispositif mesureur ou conçues pour en comporter des n° 841311 ou 841319, pompes à carburant, à huile ou à liquide de refroidissement pour moteurs à allumage par étincelles ou par compression, pompes à béton, pompes pour liquides volumétriques alternatives ou rotatives et pompes centrifuges de tous genres)	
84138200	Élévateurs à liquides (à l'excl. des pompes)	
84144010	Compresseurs d'air montés sur châssis à roues et remorquables, d'un débit par minute $\leq 2 \text{ m}^3$	
84162010	Brûleurs pour l'alimentation des foyers, exclusivement à gaz, monobloc, avec ventilateur incorporé et dispositif de contrôle	
84198930	Appareils et dispositifs de métallisation sous vide	
84212980	Appareils pour la filtration ou l'épuration des liquides (à l'exclusion des eaux ou des boissons, des huiles minérales et carburants pour les moteurs à allumage par étincelles ou par compression et les composés de fluoropolymères dont l'épaisseur du filtre ou de la membrane purificatrice n'excède pas 140microns)	
84219990	Parties des machines et appareils pour la filtration ou l'épuration des liquides ou gaz (à l'exclusion des parties de centrifugeuses, y compris d'essoreuses centrifuges et des parties des machines et appareils relevant des souspositions 84212920 ou 84213915)	
84223000	Machines et appareils à remplir, fermer, boucher ou étiqueter les bouteilles, boîtes, sacs ou autres contenants; machines et appareils à capsuler les bouteilles, pots, tubes et contenants analogues; appareils à gazéifier les boissons	
84224000	Machines et appareils à emballer ou à emballer les marchandises, y.c. les machines et appareils à emballer sous film thermorétractable (à l'excl. des machines et appareils à remplir, fermer, boucher ou étiqueter les bouteilles, boîtes, sacs ou autres contenants et des machines et appareils à capsuler les bouteilles, pots, tubes et contenants analogues)	
84229090	Parties de machines à emballer ou emballer les marchandises et autres machines et appareils du n° 8422, n.d.a. (à l'excl. des parties pour machines à laver la vaisselle)	
84238123	Appareils et instruments pour le pesage et l'étiquetage des produits préemballés, d'une portée $\leq 30 \text{ kg}$	
84238920	Appareils et instruments de pesage d'une portée $> 5000 \text{ kg}$, à pesage électronique	
84238980	Appareils et instruments de pesage d'une portée $> 5000 \text{ kg}$ (à l'exclusion de ceux à pesage électronique)	
84241000	Extincteurs mécaniques, même chargés	
84244910	Pulvérisateurs et poudreuses, pour l'agriculture ou l'horticulture, conçus pour être portés ou tirés par tracteur	
84248210	Appareils d'arrosage pour l'agriculture ou l'horticulture	
84248290	Appareils mécaniques (même à main) à projeter, disperser ou pulvériser des matières liquides ou en poudre, pour l'agriculture ou l'horticulture (sauf extincteurs, pistolets aéroglyphes, machines et appareils à jet de sable, à jet de vapeur ou à jet similaires, pulvérisateurs et appareils d'arrosage)	
84249000	Parties d'extincteurs, de pistolets aéroglyphes et appareils simil., de machines et appareils à jet de sable, à jet de vapeur et appareils à jet simil. ainsi que de machines et appareils mécaniques à projeter, disperser ou pulvériser des matières liquides ou en poudre, n.d.a.	
84251900	Palans autres qu'à moteur électrique	

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171220-17-518-1-DE
Date de télétransmission : 24/01/2018
Date de réception préfecture : 24/01/2018

12/18

Annexe délibération n° 17- 518-1 Secteur A

CODE NC8	DESIGNATIONS	OBSERVATIONS
84263000	Grues sur portiques	
84269900	Bigues; grues à câbles et blondins et autres grues (sauf ponts roulants, grues portiques, grues sur portiques, portiques de déchargement, ponts-grues, chariots-cavaliers, grues à tour, chariot-grues, grues autopropulsées et grues conçues pour être montées sur un véhicule routier)	
84271010	Chariots de manutention autopropulsés à moteur électrique, avec dispositif de levage élevant à une hauteur \geq 1 m	
84271090	Chariots de manutention autopropulsés à moteur électrique, avec dispositif de levage élevant à une hauteur $<$ 1 m	
84272019	Chariots de manutention autopropulsés, avec dispositif de levage élevant à une hauteur \geq 1 m (autres qu'à moteur électrique et sauf chariots-gerbeurs autopropulsés tous terrains)	
84279000	Chariots de manutention munis d'un dispositif de levage mais non autopropulsés	
84281080	Ascenseurs et monte-charge, non électriques	
84282020	Appareils élévateurs ou transporteurs, pneumatiques, pour produits en vrac	
84282080	Appareils élévateurs ou transporteurs, pneumatiques (autres que pour produits en vrac)	
84283100	Appareils élévateurs, transporteurs ou convoyeurs pour marchandises, à action continue, spécialement conçus pour mines au fond ou autres travaux souterrains (à l'excl. des appareils élévateurs ou transporteurs pneumatiques)	
84283300	Appareils élévateurs, transporteurs ou convoyeurs pour marchandises, à action continue, à bande ou à courroie (autres que conçus pour mines au fond et autres travaux souterrains)	
84283920	Transporteurs ou convoyeurs à rouleaux ou à galets, pour marchandises	
84283990	Appareils élévateurs, transporteurs ou convoyeurs, à action continue, pour marchandises (à l'excl. des appareils spécialement conçus pour mines au fond ou pour d'autres travaux souterrains, des appareils à benne, à bande ou à courroie, des appareils à rouleaux ou à galets, des appareils pneumatiques et des passeurs automatiques de circuits pour le transport, la manutention et le stockage de matériels pour dispositifs à semi-conducteur)	
84286000	Téléphériques (y.c. les télésièges et remonte-pentes); mécanismes de traction pour funiculaires	
84289071	Chargeurs conçus pour être portés par tracteurs agricoles	
84289079	Chargeurs spécialement conçus pour l'exploitation agricole (sauf chargeurs conçus pour être portés par tracteurs agricoles et sauf tracteurs agricoles)	
84289090	Machines et appareils de levage, chargement, déchargement ou manutention, n.d.a.	
84295210	Excavateurs à chenilles, autopropulsés, dont la superstructure peut effectuer une rotation de 360°	
84311000	Parties de palans; treuils, cabestans; crics et vérins, n.d.a.	
84312000	Parties de chariots-gerbeurs et autres chariots de manutention munis d'un dispositif de levage, n.d.a.	
84313900	Parties de machines et appareils du n° 8428, n.d.a.	
84313925	Appareils pour la filtration ou l'épuration de l'air	

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171220-17-518-1-DE
Date de télétransmission : 24/01/2018
Date de réception préfecture : 24/01/2018

Annexe délibération n° 17- 518-1 Secteur A

CODE NC8	DESIGNATIONS	OBSERVATIONS
84314100	Godets, bennes, bennes-preneuses, pelles, grappins et pinces pour machines et appareils des n° 8426, 8429 ou 8430	
84314920	Parties de machines et appareils des n° 8426, 8429 ou 8430, coulées ou moulées en fonte, fer ou acier, n.d.a.	
84314980	Parties de machines et appareils des n° 8426, 8429 ou 8430, n.d.a.	
84321000	Charrues pour l'agriculture, la sylviculture ou l'horticulture	
84322100	Herses à disques (pulvérisateurs) pour l'agriculture, la sylviculture ou l'horticulture	
84322930	Herses pour l'agriculture, la sylviculture ou l'horticulture (à l'excl. des herses à disques)	
84322990	Extirpateurs, houes, sarcleuses et bineuses pour l'agriculture, la sylviculture ou l'horticulture (sauf motohoues)	
84323911	Semoirs de précision, à commande centrale pour l'agriculture, la sylviculture ou l'horticulture	
84323919	Semoirs pour l'agriculture, la sylviculture ou l'horticulture (à l'excl. des semoirs de précision à commande centrale)	
84323990	Plantoirs et repiqueurs	
84324100	Epandeurs de fumier pour l'agriculture, la sylviculture ou l'horticulture	
84324200	Distributeurs d'engrais l'agriculture, la sylviculture ou l'horticulture	
84328000	Machines, appareils et engins agricoles, sylvicoles ou horticoles pour la préparation ou le travail du sol ou pour la culture, rouleaux pour pelouses ou terrains de sport (à l'excl. des pulvérisateurs, appareils d'arrosage et poudreuses, charrues, herses, scarificateurs et cultivateurs, extirpateurs, houes, sarcleuses et bineuses, semoirs et plantoirs et à l'excl. des épandeurs de fumier et distributeurs d'engrais)	
84329000	Parties de machines, appareils et engins agricoles, sylvicoles ou horticoles pour la préparation ou le travail du sol ou pour la culture, ainsi que de rouleaux pour pelouses ou terrains de sport, n.d.a.	
84332010	Motofaucheuses (à l'excl. des tondeuses à gazon)	
84332050	Faucheuses sans moteur, y.c. les barres de coupe, conçues pour être tractées ou portées par tracteurs	
84332090	Faucheuses (non conçues pour être tractées ou portées par tracteurs et à l'excl. des tondeuses à gazon, motofaucheuses et moissonneuses-batteuses)	
84334000	Presses à paille ou à fourrage, y.c. les presses ramasseuses	
84335100	Moissonneuses-batteuses	
84335200	Machines et appareils pour le battage des produits agricoles (sauf moissonneuses-batteuses)	
84335390	Machines pour la récolte des racines ou tubercules (sauf pour la récolte des pommes de terre et sauf décolleteuses et autres machines pour la récolte des betteraves)	
84335911	Récolteuses-hacheuses, automotrices	
84335919	Récolteuses-hacheuses, non automotrices	

Annexe délibération n° 17- 518-1 Secteur A

CODE NC8	DESIGNATIONS	OBSERVATIONS
84335985	Machines, appareils et engins pour la récolte des produits agricoles (à l'excl. des faucheuses, des récolteuses-hacheuses, des machines et appareils de fenaison, des machines pour la récolte des racines ou tubercules, des presses à paille ou à fourrage, y.c. les presses ramasseuses, ainsi que des moissonneuses- batteuses et autres machines et appareils pour le battage)	
84336000	Machines pour le nettoyage ou le triage des oeufs, fruits ou autres produits agricoles (autres que pour le nettoyage ou le triage des grains et des légumes secs du n° 8437)	
84339000	Parties des machines, appareils et engins pour la récolte, le battage et le fauchage, et des machines pour le nettoyage ou le triage des produits agricoles, n.d.a.	
84361000	Machines et appareils pour la préparation des aliments ou provendes pour animaux dans les exploitations agricoles ou autres exploitations analogues (à l'excl. de l'industrie des aliments pour animaux, des hache-paille et des étuveurs à fourrage et simil.)	
84368090	Machines et appareils pour l'agriculture, l'horticulture ou l'apiculture, n.d.a.	
84369900	Parties de machines et appareils pour l'agriculture, la sylviculture, l'horticulture ou l'apiculture, n.d.a.	
84393000	Machines et appareils pour le finissage du papier ou du carton (à l'excl. des calandres)	
84401040	Machines à relier par collage	
84401090	Machines et appareils pour le brochage ou la reliure (à l'excl. des machines et appareils pour le travail de la pâte à papier, du papier et du carton, y.c. les coupeuses, des presses polyvalentes, des machines et appareils à imprimer et leurs machines auxiliaires, des plieuses, assembleuses, couseuses ouagrafeuses, y.c. les machines à coudre les feuillets, ainsi que des machines à relier par collage)	
84409000	Parties de machines et appareils pour le brochage ou la reliure, n.d.a.	
84632000	Machines pour le travail des métaux, pour exécuter un filetage extérieur ou intérieur par roulage ou laminage	
84659200	Machines à dégauchir ou à raboter; machines à fraiser ou à moulurer, pour le travail du bois, des matières plastiques dures, etc. (autres que les machines pour emploi à la main et les machines pouvant effectuer différents types d'opérations d'usinage sans changement d'outils entre les opérations du n° 846510)	Limitée aux code NAF 0149Z et 0150Z
84669400	Parties et accessoires pour machines-outils pour le travail du métal avec enlèvement de matière, n.d.a.	
84671900	Outils pneumatiques, pour emploi à la main (à l'excl. des outils rotatifs)	
84672210	Tronçonneuses, à moteur électrique incorporé, pour emploi à la main	
84679900	Parties d'outils pour emploi à la main, hydrauliques ou à moteur électrique ou non électrique incorporé, n.d.a.	
84795000	Robots industriels, n.d.a.	
84798200	Machines et appareils à mélanger, malaxer, concasser, broyer, cribler, tamiser, homogénéiser, émulsionner ou brasser, n.d.a. (à l'excl. des robots industriels)	
84798997	Machines et appareils, y.c. mécaniques, n.d.a.	
84801000	Châssis de fonderie	
84813091	Clapets et soupapes de retenue, pour tuyauteries, chaudières, réservoirs, cuves ou contenants simil., en fonte ou acier	

Annexe délibération n° 17- 518-1 Secteur A

CODE NC8	DESIGNATIONS	OBSERVATIONS
84818059	Vannes de régulation (autres que vannes de régulation de température, détendeurs, vannes pour transmission oléohydrauliques ou pneumatiques, soupapes et clapets de retenue, soupapes de trop-plein ou de sûreté et sauf robinetterie sanitaire et vannes de radiateurs de chauffage central)	
84818099	Articles de robinetterie et organes simil. pour tuyauteries, chaudières, réservoirs, cuves ou contenants simil. (à l'excl. des détendeurs, valves pour transmissions oléohydrauliques ou pneumatiques, clapets et soupapes de retenue, soupapes de trop-plein ou de sûreté, robinetterie sanitaire et pour radiateurs de chauffage central, valves pour pneumatiques et chambres à air, vannes de régulation, vannes robinets et vannes à passage direct, robinets, robinets à papillon et robinets à membrane)	
84828000	Roulements à galets et autres roulements, y.c. les roulements combinés (à l'excl. des roulements à billes, roulements à rouleaux coniques, y.c. les assemblages de cônes et rouleaux coniques, roulements à rouleaux en forme de tonneau, roulements à aiguilles et roulements à rouleaux cylindriques)	
84839089	Roues dentées et autres organes élémentaires de transmission présentés séparément ainsi que parties d'arbres de transmission et manivelles; paliers et coussinets; engrenages et roues de friction; broches filetées à billes ou à rouleaux; réducteurs, multiplicateurs et autres variateurs de vitesse; volants et poulies; embrayages et organes d'accouplement, n.d.a. (autres que coulés ou moulés en fonte, fer ou acier)	
84849000	Jeux ou assortiments de joints de composition différente présentés en pochettes, enveloppes ou emballages analogues	
85122000	Appareils électriques d'éclairage ou de signalisation visuelle, pour automobiles (à l'excl. des lampes du n° 8539)	
85131000	Lampes électriques portatives, destinées à fonctionner au moyen de leur propre source d'énergie	
85166010	Cuisinières électriques, pour usages domestiques	
85235210	Cartes incorporant au moins deux circuits intégrés électroniques [cartes intelligentes]	
85269120	Appareils récepteurs de radionavigation (à l'excl. des appareils de radiodétection et de radiosondage [radar])	
85269180	Appareils de radionavigation (à l'excl. des récepteurs de radionavigation et des appareils de radiodétection et de radiosondage [radar]))	
85291069	Antennes (à l'excl. des antennes d'intérieur et d'extérieur pour récepteurs de radiodiffusion et de télévision, des antennes télescopiques et antennes fouets pour appareils portatifs et appareils à installer dans les véhicules automobiles)	
85334090	Résistances électriques variables (y.c. les rhéostats et les potentiomètres), pour une puissance > 20 W (autres que résistances variables bobinées et résistances chauffantes)	
85353010	Sectionneurs et interrupteurs, pour une tension < 72,5 kV mais > 1000 V	
85394900	Lampes et tubes à rayons ultraviolets ou infrarouges	
85437060	Électrificateurs de clôtures	
85444995	Conducteurs électriques isolés, pour une tension > 80 V mais < 1000 V, non munis de pièces de connexion, n.d.a. (à l'excl. des fils pour bobinages, des conducteurs coaxiaux, des jeux de fils pour bougies d'allumage et autres jeux de fils pour moyens de transport ainsi que des fils et câbles diamètre individuel de brin > 0,51 mm)	

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171220-17-518-1-DE
Date de télétransmission : 24/01/2018
Date de réception préfecture : 24/01/2018

16/18

Annexe délibération n° 17- 518-1 Secteur A

CODE NC8	DESIGNATIONS	OBSERVATIONS
85469010	Isolateurs en matières plastiques, pour usages électriques (sauf pièces isolantes)	
87013000	Tracteurs à chenilles (sauf motoculteurs à chenille)	
87019110	Tracteurs agricoles et forestiers, à roues, d'une puissance motrice <= 18 kW (à l'exclusion des motoculteurs)	
87019210	Tracteurs agricoles et tracteurs forestiers, à roues, d'une puissance moteur > 18 kW mais < 37 kW	
87019310	Tracteurs agricoles et tracteurs forestiers, à roues, d'une puissance de moteur > 37 kW mais < 75 kW	
87019410	Tracteurs agricoles et tracteurs forestiers, à roues, d'une puissance de moteur > 75 kW mais < 130 kW	
87089235	Silencieux et tuyaux d'échappement, pour tracteurs, véhicules pour le transport de >= 10 personnes, chauffeur inclus, voitures de tourisme, véhicules pour le transport de marchandises et véhicules à usages spéciaux (non destinés au montage de certains véhicules, cités à la position 8708 92 20)	
87089910	Parties et accessoires destinés au montage, pour motoculteurs du n° 870110, voitures de tourisme, véhicules pour le transport de marchandises à moteur à piston à allumage par compression (moteur diesel ou semi-diesel) d'une cylindrée <= 2500 cm ³ ou à moteur à piston à allumage par étincelles (moteur à explosion) d'une cylindrée <= 2800 cm ³ , véhicules à usages spéciaux du n° 8705, n.d.a.	
87089993	Parties et accessoires en aciers estampés, pour tracteurs, véhicules pour le transport de >= 10 personnes, chauffeur inclus, voitures de tourisme, véhicules pour le transport de marchandises et véhicules à usages spéciaux, n.d.a.	
87089997	Parties et accessoires pour tracteurs, véhicules pour le transport de >= 10 personnes, chauffeur inclus, voitures de tourisme, véhicules pour le transport de marchandises et véhicules à usages spéciaux, n.d.a. (sauf en aciers estampés)	
87099000	Parties de chariots automobiles non munis d'un dispositif de levage, des types utilisés pour le transport des marchandises sur de courtes distances, y.c. les chariots-tracteurs des types utilisés dans les gares, n.d.a.	
87162000	Remorques et semi-remorques autochargeuses ou autodéchargeuses, pour usages agricoles	
87163100	Remorques-citernes ne circulant pas sur rails	
87163950	Remorques pour le transport des marchandises, neuves (à l'excl. des remorques destinées à des usages agricoles, remorques autochargeuses ou autodéchargeuses, remorques pour le transport de produits à forte radioactivité)	
87164000	Remorques ne circulant pas sur rails (à l'excl. des remorques pour le transport de marchandises et remorques pour l'habitation ou le camping, du type caravane)	
87169010	Châssis de remorques, semi-remorques et autres véhicules non automobiles, n.d.a.	
87169030	Carrosseries de remorques, semi-remorques et autres véhicules non automobiles, n.d.a.	
87169050	Essieux de remorques, semi-remorques et autres véhicules non automobiles, n.d.a.	
87169090	Parties de remorques, semi-remorques et autres véhicules non automobiles, n.d.a.	

Annexe délibération n° 17- 518-1 Secteur A

CODE NC8	DESIGNATIONS	OBSERVATIONS
89020090	Bateaux de pêche; navires-usines et autres bateaux pour le traitement et la mise en conserve des produits de la pêche (autres que pour la navigation maritime et la pêche sportive)	
89039299	Bateaux, de plaisance ou de sport, à moteur (autres qu'à moteur hors-bord) (autres que pour la navigation maritime), d'une longueur > 7,5 m	
89071000	Radeaux gonflables	
89079000	Engins flottants, p.ex. réservoirs, caissons, coffres d'amarrage, bouées et balises (sauf radeaux gonflables, bateaux des n° 8901 à 8906 et engins flottants à dépecer)	
90118000	Microscopes optiques (à l'excl. de ceux destinés à la photomicrographie, la cinéphotomicrographie ou la microprojection, des microscopes stéréoscopiques, des microscopes binoculaires pour l'ophtalmologie ainsi que des instruments, appareils et machines du n° 9031)	
90121090	Microscopes électroniques, microscopes protoniques et diffractographes (à l'excl. des microscopes électroniques munis d'équipements spécifiquement conçus pour la manipulation et le transport de disques [wafers] à semi-conducteur ou de réticules)	
90149000	Parties et accessoires de boussoles et d'autres instruments et appareils de navigation, n.d.a.	
90159000	Parties et accessoires des instruments et appareils de géodésie, de topographie, d'arpentage, de nivellement, de photogrammétrie, d'hydrographie, d'océanographie, d'hydrologie, de météorologie ou de géophysique ainsi que des télémètres, n.d.a.	
90183110	Seringues, avec ou sans aiguilles, en matières plastiques, pour la médecine	
90271090	Analyseurs de gaz ou de fumées, non électroniques	
90289090	Parties et accessoires de compteurs de gaz ou de liquides, n.d.a.	
90291000	Compteurs de tours, compteurs de production, taximètres, totalisateurs de chemin parcouru, podomètres et compteurs simil. (à l'excl. des compteurs de gaz, de liquides et d'électricité)	
94054039	Appareils d'éclairage électrique en matières plastiques, n.d.a.	
94069031	Serres préfabriquées, même incomplètes ou non assemblées, réalisées exclusivement ou principalement en fer ou en acier	
95069990	Articles et matériel pour le sport et les jeux de plein air, n.d.a.; piscines et pataugeoires	
95072010	Hameçons avec empile ou non (non montés)	
95079000	Articles pour la pêche à la ligne n.d.a.; épuisettes de pêche, filets à papillons, et autres filets simil.; leurres et articles de chasse simil. (sauf appeaux de toutes sortes et oiseaux empaillés du n° 9705)	
96020000	Matières végétales ou minérales à tailler, travaillées, et ouvrages en ces matières, n.d.a.; ouvrages moulés ou taillés en cire, en paraffine, en stéarine, en gommes ou résines naturelles, en pâtes à modeler, et autres ouvrages moulés ou taillés, n.d.a.; gélatine non durcie, travaillée et ouvrages en cette matière (Cire de gaufrage pour les ruche)	Limitée aux code NAF 0149Z et 0150Z
96110000	Dateurs, cachets, numéroteurs, timbres et articles simil., y.c. les appareils pour l'impression d'étiquettes, à main; composteurs et imprimeries comportant des composteurs, à main	



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171220-17-519-1-DE
Date de télétransmission : 24/01/2018
Date de réception préfecture : 24/01/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-519-1

PORTANT EXONÉRATION DE LA TAXE D'OCTROI DE MER ET D'OCTROI DE MER RÉGIONAL POUR LES IMPORTATIONS DE MATIÈRES PREMIÈRES ET DE BIENS D'ÉQUIPEMENT DESTINÉS AUX OPÉRATEURS DE LA SECTION B DE LA NAF

L'An deux mille dix-sept, le vingt décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Christiane BAURAS, Joachim BOUQUETY (procuration à Eugène LARCHER), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Fred LORDINOT (procuration à Kora BERNABE), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Lucien RANGON), Charles-André MENCE (procuration à Félix CATHERINE), Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE (procuration à Lucien ADENET), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Sandra VALENTIN), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Jean-Philippe NILOR), Louise TELLE (procuration à Georges CLEON).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (CEE) n° 2658/87 du Conseil, du 23 juillet 1987, relatif à la nomenclature tarifaire et statistique et au tarif douanier commun, modifié, tel qu'applicable au jour de l'adoption de la présente délibération ;

Vu la décision n° 940/2014/UE du Conseil de l'Union Européenne en date du 17 décembre 2014 relative au régime de l'octroi de mer dans les régions ultrapériphériques françaises ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la loi n° 2015-762 du 29 juin 2015 modifiant la loi n° 2004-639 du 2 juillet 2004 relative à l'octroi de mer ;

Vu le décret n° 2015-1077 du 26 août 2015 pris pour l'application de la loi n° 2004-639 du 2 juillet 2004 relative à l'octroi de mer, telle que modifiée par la loi n° 2015-762 du 29 juin 2015 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°17-512-1 du 20 décembre 2017 de la Collectivité Territoriale de Martinique portant mise à jour des tarifs d'octroi de mer en Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE Conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission développement économique et tourisme le 11 décembre 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 12 décembre 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : La Collectivité Territoriale de Martinique consent à l'exonération des droits d'octroi de mer et d'octroi de mer régional pour l'importation des produits figurant en annexe et destinés exclusivement aux entreprises relevant de la section B (industries extractives) de la NAF.

ARTICLE 2 : Ces produits bénéficient d'une franchise totale de l'octroi de mer (OM) et d'une réduction de 1% de l'octroi de mer régional (OMR).

En tout état de cause, l'entreprise sera redevable de 1,5% d'octroi de mer régional (OMR), sauf décision expresse de la Collectivité Territoriale de Martinique.

En cas de modifications ou d'évolutions réglementaires des positions tarifaires, la présente annexe est valable *mutatis mutandis* jusqu'à l'adoption d'une nouvelle délibération.

ARTICLE 3 : Dans le cas d'une entreprise ayant plusieurs activités, il lui appartient d'apporter toutes preuves utiles pour déterminer que l'activité pour laquelle elle sollicite une exonération relève bien de section de la NAF nommément identifiée dans la présente délibération.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toute mesure utile et signer tout acte nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : Le Directeur général des services de la Collectivité Territoriale de Martinique et le Directeur interrégional des douanes sont chargés chacun en ce qui le concerne de la mise en oeuvre de cette présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique



CODE NC8	DESIGNATIONS	OBSERVATIONS
31022900	Sels doubles et mélanges de sulfate d'ammonium et de nitrate d'ammonium (à l'excl. des produits présentés soit en tablettes ou formes simil., soit en emballages d'un poids brut <= 10 kg)	
31021010	Urée, même en solution aqueuse, d'une teneur en azote > 45% en poids du produit anhydre à l'état sec (à l'excl. des produits présentés soit en tablettes ou formes simil., soit en emballages d'un poids brut <= 10 kg)	
31021090	Urée, même en solution aqueuse, d'une teneur en azote <= 45% en poids du produit anhydre à l'état sec (à l'excl. des produits présentés soit en tablettes ou formes simil., soit en emballages d'un poids brut <= 10 kg)	
31025000	Nitrate de sodium (à l'excl. des produits présentés soit en tablettes ou formes simil., soit en emballages d'un poids brut <= 10 kg)	
31023090	Nitrate d'ammonium (à l'excl. des produits en solution aqueuse et des produits présentés soit en tablettes ou formes simil., soit en emballages d'un poids brut <= 10 kg)	
31039000	Engrais minéraux ou chimiques phosphatés (à l'excl. des superphosphates et des produits présentés soit en tablettes ou formes simil., soit en emballages d'un poids brut <= 10 kg)	
31024090	Mélanges de nitrate d'ammonium et de carbonate de calcium ou d'autres matières inorganiques dépourvues de pouvoir fertilisant, destinés à être utilisés comme engrais, d'une teneur en azote > 28% en poids (à l'excl. des produits présentés soit en tablettes ou formes simil., soit en emballages d'un poids brut <= 10 kg)	
31042010	Chlorure de potassium, d'une teneur en potassium évalué en monoxyde de potassium <= 40% en poids du produit anhydre à l'état sec (à l'excl. des produits présentés soit en tablettes ou formes simil., soit en emballages d'un poids brut <= 10 kg)	
31042050	Chlorure de potassium, d'une teneur en potassium évalué en monoxyde de potassium > 40% mais <= 62% en poids du produit anhydre à l'état sec (à l'excl. des produits présentés soit en tablettes ou formes simil., soit en emballages d'un poids brut <= 10 kg)	
31042090	Chlorure de potassium, destiné à être utilisé comme engrais, d'une teneur en potassium évalué en monoxyde de potassium > 62% en poids du produit anhydre à l'état sec (à l'excl. des produits présentés soit en tablettes ou formes simil., soit en emballages d'un poids brut <= 10 kg)	
31043000	Sulfate de potassium (à l'excl. des produits présentés soit en tablettes ou formes simil., soit en emballages d'un poids brut <= 10 kg)	

ANNEXE DELIBERATION N° 17 - 519-1 SECTEUR B

CODE NC8	DESIGNATIONS	OBSERVATIONS
31049000	Carnallite, sylvinite et autres sels de potassium naturels bruts, sulfate de potassium et de magnésium et mélanges d'engrais potassiques [p.ex. mélanges de chlorure de potassium et de sulfate de potassium] (à l'excl. des produits présentés soit en tablettes ou formes simil., soit en emballages d'un poids brut <= 10 kg)	
31052010	Engrais minéraux ou chimiques contenant du phosphore et du potassium, d'une teneur en azote > 10 % en poids du produit anhydre à l'état sec (à l'excl. des produits présentés soit en tablettes ou formes simil., soit en emballages d'un poids brut <= 10 kg)	
31056000	Engrais minéraux ou chimiques contenant les deux éléments fertilisants : phosphore et potassium (à l'excl. des produits présentés soit en tablettes ou formes simil., soit en emballages d'un poids brut <= 10 kg)	
39173200	Tubes et tuyaux souples, en matières plastiques, non renforcés d'autres matières ni autrement associés à d'autres matières, sans accessoires	
39173300	Tubes et tuyaux souples, en matières plastiques, non renforcés d'autres matières ni autrement associés à d'autres matières, munis d'accessoires	
39201025	Plaques, feuilles, pellicules, bandes et lames, en polyéthylène non alvéolaire, imprimées, non renforcées, ni stratifiées, ni munies d'un support, ni pareillement associées à d'autres matières, imprimées, non renforcées ni stratifiées, ni munies d'un support, ni pareillement associées à d'autres matières, non travaillées ou simpl. ouvrées en surface ou simpl. découpées de forme carrée ou rectangulaire, d'une épaisseur <= 0,125 mm et d'une densité < 0,94, (à l'excl. des feuilles étirables non imprimées, et des feuilles en polyéthylène d'une épaisseur >= 20 mais <= 40 micromètres destinées à la fabrication de film photorésistant pour les semi-conducteurs ou des circuits imprimés)	Limité au code NAF 0891Z
39239000	Articles de transport ou d'emballage, en matières plastiques (à l'excl. des boîtes, caisses, casiers et articles simil., des sacs, sachets, pochettes et cornets, des bonbonnes, bouteilles, flacons et articles simil., des bobines, fusettes, canettes et supports simil. ainsi que des bouchons, couvercles, capsules et autres dispositifs de fermeture)	
40081100	Plaques, feuilles et bandes, en caoutchouc alvéolaire non durci	
40103900	Courroies de transmission, en caoutchouc vulcanisé (à l'excl. des courroies de transmission sans fin, de section trapézoïdale, striées, d'une circonférence extérieure > 60 cm mais <= 240 cm et des courroies de transmission sans fin, crantées [synchrone], d'une circonférence extérieure > 60 cm mais <= 198 cm)	
44050000	Laine [paille] de bois; farine de bois, c'est-à-dire la poudre de bois passant, avec au maximum 8% en poids de déchets, au tamis ayant une ouverture de mailles de 0,63 mm	

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS
- Décembre 2017 -
ANNEXE DELIBERATION N° 17 - 519-1 SECTEUR B

837

CODE NC8	DESIGNATIONS	OBSERVATIONS
70072900	Verre formé de feuilles contrecollées, de sécurité (autres que des dimensions et formes permettant son emploi dans les véhicules automobiles, véhicules aériens, bateaux ou autres véhicules et sauf vitrages isolants à parois multiples)	
72121090	Produits laminés plats en fer ou en aciers non alliés, d'une largeur < 600 mm, laminés à chaud ou à froid, étamés (sauf fer-blanc, simpl. traité en surface)	
73143900	Grillages et treillis, en fils de fer ou d'acier, soudés aux points de rencontre (sauf en fils dont la plus grande dimension de la coupe transversale est ≥ 3 mm avec une surface de mailles ≥ 100 cm ² et autres que zingués)	
73144900	Toiles métalliques non tissées, grillages et treillis, en fils de fer ou d'acier, non soudés aux points de rencontre (sauf zingués ou recouverts de matières plastiques)	
73269060	Volets d'aération non mécaniques, gouttières, crochets et autres ouvrages pour l'industrie du bâtiment, n.d.a., en fer ou en acier	
73269060	Volets d'aération non mécaniques, gouttières, crochets et autres ouvrages pour l'industrie du bâtiment, n.d.a., en fer ou en acier	
74122000	Accessoires de tuyauterie (raccords, coudes, manchons, p.ex.), en alliages de cuivre	
83014019	Serrures des types utilisés pour portes de bâtiments, en métaux communs (autres qu'à cylindres et autres que cadenas)	
84134000	Pompes à béton	
84135069	Pompes à piston, pour liquides, à moteur (sauf pompes avec dispositif mesureur ou conçues pour en comporter des n° 841311 ou 841319, pompes à carburant, à huile ou à liquide de refroidissement pour moteurs à allumage par étincelles ou par compression, pompes à béton, pompes hydrauliques, y.c. les agrégats hydrauliques, ainsi que les pompes doseuses)	
84136039	Pompes pour liquides, à engrenages, à moteur (sauf pompes à dispositif mesureur ou conçues pour en comporter des n° 841311 ou 841319, pompes à carburant, à huile ou à liquide de refroidissement pour moteurs à allumage par étincelles ou par compression, et sauf pompes oléohydrauliques, y.c. les agrégats hydrauliques)	
84137045	Pompes pour liquides, à roues à canaux et pompes pour liquides à canal latéral	
84137051	Pompes pour liquides, centrifuges, à roue radiale, avec tubulure de refoulement d'un diamètre nominal > 15 mm, monocellulaires, à simple flux, monobloc (sauf pompes à carburant, à huile ou à liquide de refroidissement pour moteurs à allumage par étincelles ou par compression, pompes à béton, pompes immergées et circulateurs de chauffage central et d'eau chaude)	
84137059	Pompes pour liquides, centrifuges, à roue radiale, avec tubulure de refoulement d'un diamètre nominal > 15 mm, monocellulaires, à simple flux, non monobloc (sauf pompes à dispositif mesureur ou conçues pour en comporter des n° 841311 ou 841319)	

ANNEXE DELIBERATION N° 17 - 519-1 SECTEUR B

CODE NC8	DESIGNATIONS	OBSERVATIONS
84137065	Pompes pour liquides, centrifuges, à roue radiale, avec tubulure de refoulement d'un diamètre nominal > 15 mm, monocellulaires, à plusieurs flux (sauf pompes à dispositif mesureur ou conçues pour en comporter des n° 841311 ou 841319 et sauf pompes immergées)	
84137081	Pompes pour liquides, centrifuges, monocellulaires, à moteur, avec tubulure de refoulement d'un diamètre nominal > 15 mm (sauf pompes à dispositif mesureur ou conçues pour en comporter des n° 841311 ou 841319; pompes à carburant, à huile ou à liquide de refroidissement pour moteurs à allumage par étincelles ou par compression; pompes à béton; pompes immergées, circulateurs de chauffage central et d'eau chaude, pompes à roue radiale)	
84137089	Pompes pour liquides, centrifuges, multicellulaires, à moteur, avec tubulure de refoulement d'un diamètre nominal > 15 mm (sauf pompes à dispositif mesureur ou conçues pour en comporter des n° 841311 ou 841319; pompes à carburant, à huile ou à liquide de refroidissement pour moteurs à allumage par étincelles ou par compression; pompes à béton, pompes immergées, circulateurs de chauffage central et d'eau chaude, pompes à roue radiale)	
84144090	Compresseurs d'air montés sur châssis à roues et remorquables, d'un débit par minute > 2 m ³	
84148051	Compresseurs volumétriques alternatifs, pouvant fournir une surpression > 15 bar, d'un débit/h <= 120 m ³ (sauf compresseurs des types utilisés pour équipements frigorifiques et sauf compresseurs d'air montés sur châssis à roues et remorquables)	
84151090	Machines et appareils pour le conditionnement de l'air du type 'split-system' [systèmes à éléments séparés], du type mural ou pour fenêtres	
84195000	Échangeurs de chaleur (à l'excl. des chauffe-eau à chauffage instantané ou à accumulation, des chaudières de chauffage central et des appareils dans lesquels l'échange thermique ne s'effectue pas à travers une paroi)	
84212980	Appareils pour la filtration ou l'épuration des liquides (à l'exclusion des eaux ou des boissons, des huiles minérales et carburants pour les moteurs à allumage par étincelles ou par compression et les composés de fluoropolymères dont l'épaisseur du filtre ou de la membrane purificatrice n'excède pas 140microns)	
84213920	Appareils pour la filtration ou l'épuration de l'air (autres que pour la séparation isotopique et sauf les filtres d'entrée d'air pour moteurs à allumage par étincelles ou par compression)	
84224000	Machines et appareils à emballer ou à emballer les marchandises, y.c. les machines et appareils à emballer sous film thermorétractable (à l'excl. des machines et appareils à remplir, fermer, boucher ou étiqueter les bouteilles, boîtes, sacs ou autres contenants et des machines et appareils à capsuler les bouteilles, pots, tubes et contenants analogues)	
84238900	Appareils et instruments de pesage, d'une portée > 5000 kg	

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS
- Décembre 2017 -
ANNEXE DELIBERATION N° 17 - 519-1 SECTEUR B

839

CODE NC8	DESIGNATIONS	OBSERVATIONS
84272019	Chariots de manutention autopropulsés, avec dispositif de levage élevant à une hauteur >= 1 m (autres qu'à moteur électrique et sauf chariots-gerbeurs autopropulsés tous terrains)	
84295290	Excavateurs, autopropulsés, dont la superstructure peut effectuer une rotation de 360° (à l'excl. des engins à chenilles)	
84304900	Machines de sondage ou de forage de la terre, des minéraux ou des minerais non autopropulsées et non hydrauliques (à l'excl. des machines à creuser les tunnels et autres machines à creuser les galeries, et sauf outillage pour emploi à la main)	
84314300	Parties de machines de sondage ou de forage des n° 843041 ou 843049, n.d.a.	
84314920	Parties de machines et appareils des n° 8426, 8429 ou 8430, coulées ou moulées en fonte, fer ou acier, n.d.a.	
84672199	Outils électromécaniques à moteur électrique incorporé, pour emploi à la main, fonctionnant avec source d'énergie extérieure (à l'excl. des scies et tronçonneuses, perceuses, meuleuses et ponceuses, rabots, cisailles à tailler les haies, ciseaux à pelouse et désherbeuses)	
84672951	Meuleuses d'angle, à moteur électrique incorporé, pour emploi à la main, fonctionnant avec source d'énergie extérieure	
84672985	Outils électromécaniques à moteur électrique incorporé, pour emploi à la main, fonctionnant avec source d'énergie extérieure (à l'excl. des scies et tronçonneuses, perceuses, meuleuses et ponceuses, rabots, cisailles à tailler les haies, ciseaux à pelouse et désherbeuses)	
84714900	Machines automatiques de traitement de l'information se présentant sous forme de systèmes [comportant au moins une unité centrale de traitement, une unité d'entrée et une unité de sortie] (sauf portatives d'un poids <= 10 kg et à l'excl. des unités périphériques)	
84741000	Machines et appareils à trier, cribler, séparer ou laver	
84742000	Parties et accessoires pour autres machines et appareils de bureau du n° 8472, n.d.a. (sauf assemblages électroniques)	
84743100	Assemblages électroniques qui peuvent être utilisés indifféremment avec deux ou plusieurs machines à écrire, appareils de traitement de textes, machines à calculer ou autres machines, appareils ou dispositifs électroniques des n° 8469 à 8472, n.d.a.	
84749010	Machines à mélanger les matières minérales au bitume	
84749090	Machines et appareils à mélanger ou à malaxer les matières minérales solides (y.c. les poudres et les pâtes) (sauf bétonnières et appareils à gâcher le ciment, machines à mélanger les matières minérales au bitume et sauf calandres)	
84792000	Machines et appareils pour l'extraction ou la préparation des huiles ou graisses végétales fixes ou animales (à l'excl. des centrifugeuses, des appareils pour la filtration et des appareils de chauffage)	

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171220-17-519-1-DE
Date de télétransmission : 24/01/2018
Date de réception préfecture : 24/01/2018

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS
- Décembre 2017 -
ANNEXE DELIBERATION N° 17 - 519-1 SECTEUR B

840

CODE NC8	DESIGNATIONS	OBSERVATIONS
84798200	Machines et appareils à mélanger, malaxer, concasser, broyer, cribler, tamiser, homogénéiser, émulsionner ou brasser, n.d.a. (à l'excl. des robots industriels)	
84799020	Parties de machines et appareils, y.c. les appareils mécaniques, coulées ou moulées en fonte, fer ou acier, n.d.a. (sauf parties de machines relevant de la sous-position 84798970)	
84831029	Manivelles et vilebrequins (autres qu'en acier forgé ou coulés ou moulés en fonte, fer ou acier)	
84831050	Arbres articulés	
84834029	Engrenages pour machines (autres qu'à roues cylindriques, à roues coniques ou cylindroconiques, à vis sans fin, réducteurs, multiplicateurs et variateurs de vitesse)	
84849000	Jeux ou assortiments de joints de composition différente présentés en pochettes, enveloppes ou emballages analogues	
85011099	Moteurs à courant continu, d'une puissance <= 37,5 W	
85013200	Moteurs et génératrices à courant continu, d'une puissance > 750 W mais <= 75 kW	
85143080	Fours électriques industriels ou de laboratoires, (autres que les fours à résistance, les fours fonctionnant par induction ou par pertes diélectriques et les fours des types utilisés exclusivement ou principalement pour la fabrication de circuits imprimés ou d'assemblages de circuits imprimés)	
85153990	Machines et appareils pour le soudage des métaux à l'arc ou au jet de plasma, non automatiques (autres que pour le soudage manuel à électrodes enrobées)	
85232990	Supports magnétiques pour l'enregistrement du son ou pour enregistrements analogues (à l'exclusion des cartes munies d'une piste magnétique ainsi que des bandes, des disques et des articles du chapitre 37)	
86090090	Cadres et conteneurs spécialement conçus et équipés pour un ou plusieurs modes de transport (à l'excl. des conteneurs avec blindage en plomb, pour le transport des matières radioactives [Euratom])	
87054000	Camions-bétonnières	
87059030	Voitures-pompes à béton	
90249000	Parties et accessoires des machines et appareils d'essais des propriétés mécaniques des matériaux, n.d.a.	
82059090	Assortiments d'articles d'au moins deux des sous-positions du n° 8205	



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171220-17-520-1-DE
Date de télétransmission : 24/01/2018
Date de réception préfecture : 24/01/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-520-1

PORTANT EXONÉRATION DE LA TAXE D'OCTROI DE MER ET D'OCTROI DE MER RÉGIONAL POUR LES IMPORTATIONS DE MATIÈRES PREMIÈRES ET DE BIENS D'ÉQUIPEMENT DESTINÉS AUX OPÉRATEURS DE LA SECTION C DE LA NAF (INDUSTRIES MANUFACTURIÈRES)

L'An deux mille dix-sept, le vingt décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Christiane BAURAS, Joachim BOUQUETY (procuration à Eugène LARCHER), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Fred LORDINOT (procuration à Kora BERNABE), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Lucien RANGON), Charles-André MENCE (procuration à Félix CATHERINE), Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE (procuration à Lucien ADENET), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Sandra VALENTIN), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Jean-Philippe NILOR), Louise TELLE (procuration à Georges CLEON).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (CEE) n° 2658/87 du Conseil, du 23 juillet 1987, relatif à la nomenclature tarifaire et statistique et au tarif douanier commun, modifié, tel qu'applicable au jour de l'adoption de la présente délibération ;

Vu la décision n° 940/2014/UE du Conseil de l'Union Européenne en date du 17 décembre 2014 relative au régime de l'octroi de mer dans les régions ultrapériphériques françaises ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la loi n°2015-762 du 29 juin 2015 modifiant la loi n°2004-639 du 2 juillet 2004 relative à l'octroi de mer ;

Vu le décret n° 2015-1077 du 26 août 2015 pris pour l'application de la loi n° 2004-639 du 2 juillet 2004 relative à l'octroi de mer, telle que modifiée par la loi n° 2015-762 du 29 juin 2015 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°17-512-1 du 20 décembre 2017 de la Collectivité Territoriale de Martinique portant mise à jour des tarifs d'octroi de mer en Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE Conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission développement économique et tourisme le 11 décembre 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 12 décembre 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : La Collectivité Territoriale de Martinique consent à l'exonération des droits d'octroi de mer et d'octroi de mer régional pour l'importation des produits figurant en annexe et destinés exclusivement aux entreprises relevant de la section C (industries manufacturières) de la NAF.

ARTICLE 2 : Ces produits bénéficient d'une franchise totale de l'octroi de mer (OM) et d'une réduction de 1% de l'octroi de mer régional (OMR).

En tout état de cause, l'entreprise sera redevable de 1,5% d'octroi de mer régional (OMR), sauf décision expresse de la Collectivité Territoriale de Martinique.

En cas de modifications ou d'évolutions réglementaires des positions tarifaires, la présente annexe est valable *mutatis mutandis* jusqu'à l'adoption d'une nouvelle délibération.

ARTICLE 3 : Dans le cas d'une entreprise ayant plusieurs activités, il lui appartient d'apporter toutes preuves utiles pour déterminer que l'activité pour laquelle elle sollicite une exonération relève bien de la section nommément identifiée dans la présente délibération.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toute mesure utile et signer tout acte nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : Le Directeur général des services de la Collectivité Territoriale de Martinique et le Directeur interrégional des douanes sont chargés chacun en ce qui le concerne de la mise en oeuvre de cette présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171220-17-520-1-DE
Date de télétransmission : 24/01/2018
Date de réception en préfecture : 24/01/2018

DELIBERATION N°17 -520-1 EXONERATION SECTEUR C

CODE NC8	DESIGNATIONS	OBSERVATIONS
02032090	Viandes désossées de bovins, congelées (à l'excl. des quartiers avant entiers ou découpés en cinq morceaux au maximum, chaque quartier avant étant présenté en un seul bloc de congélation, ou quartiers compensés présentés en deux blocs de congélation contenant, l'un, le quartier avant entier ou découpé en cinq morceaux au maximum et, l'autre, le quartier arrière [sauf filet, en un seul morceau] ainsi que les découpes de quartiers avant et de poitrines australiennes)	
02031959	Viandes non désossées, de porcins domestiques, fraîches ou réfrigérées (à l'excl. des carcasses ou demi-carcasses, des jambons, épaules et leurs morceaux ainsi que des parties avant, longues, poitrines et leurs morceaux)	
02032219	Épaules et morceaux d'épaules, non désossés, de porcins domestiques, congelés	
02032915	Poitrines [entrelardés] et morceaux de poitrines, de porcins domestiques, congelés	
02032955	Viandes désossées de porcins domestiques, congelées (à l'excl. des poitrines [entrelardés] et des morceaux de poitrines)	
02032959	Viandes non désossées, de porcins domestiques, congelées (à l'excl. des carcasses et demi-carcasses, des jambons, épaules et leurs morceaux ainsi que des parties avant, longues, poitrines [entrelardés] et leurs morceaux)	
02062999	Abats comestibles de bovins, congelés (à l'excl. de ceux destinés à la fabrication de produits pharmaceutiques ainsi que des langues, foies, onglets et hampes)	
02064900	Abats comestibles de porcins, congelés (à l'excl. des foies)	
02071491	Foies de coqs ou de poules [des espèces domestiques], comestibles, congelés	
02072710	Morceaux désossés de dindons ou de dindes [des espèces domestiques], congelés	
03021300	Saumons du Pacifique [Oncorhynchus nerka, Oncorhynchus gorbuscha, Oncorhynchus keta, Oncorhynchus tshawytscha, Oncorhynchus kisutch, Oncorhynchus masou et Oncorhynchus rhodurus], frais ou réfrigérés	
03048990	Filets de poissons, n.d.a., congelés	
03049521	Chair, même hachée, de morues [Gadus macrocephalus], congelée (à l'excl. des filets et du surimi)	
03049910	Surimi de poissons, n.d.a., congelé	
03053990	Filets de poissons, séchés, salés ou en saumure, mais non fumés (à l'excl. des tilapias, siluridés, carpes, anguilles, perches du Nil, poissons tête de serpent, poissons des familles Bregmacerotidae, Euclichthyidae, Gadidae, Macrouridae, Melanonidae, Merlucciidae, Moridae et Muraenolepididae et filets, salés ou en saumure, de saumons du Pacifique, de saumons de l'Atlantique, de saumons du Danube et de flétans noirs)	
03054200	Harengs [Clupea harengus, Clupea pallasii], fumés, y.c. les filets (à l'excl. des abats)	
03055110	Morues [Gadus morhua, Gadus ogac, Gadus macrocephalus], séchées, non salées ni fumées (à l'excl. des filets et abats)	
03055190	Morues [Gadus morhua, Gadus ogac, Gadus macrocephalus], séchées et salées, mais non fumées (à l'excl. des filets et abats)	
03056100	Harengs [Clupea harengus, Clupea pallasii], uniquement salés ou en saumure (à l'excl. des filets et abats)	
03056200	Morues [Gadus morhua, Gadus ogac, Gadus macrocephalus], uniquement salées ou en saumure (à l'excl. des filets et abats)	
03061490	Crabes, même fumés, même décortiqués, congelés, y compris les crabes non décortiqués, cuits à l'eau ou à la vapeur (à l'exclusion des crabes «Paralithodes camchaticus», «Chionoecetes spp.», «Callinectes sapidus» et «Cancer pagurus»)	
03072210	Coquilles Saint-Jacques [Pecten maximus], même non séparées de leur coquille, congelées (sauf fumées)	
03075100	Poulpes ou pieuvres [Octopus spp.], vivants, frais ou réfrigérés	

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171220-17-520-1-DE
Date de télétransmission : 24/01/2018
Date de réception préfecture : 24/01/2018

DELIBERATION N°17 -520-1 EXONERATION SECTEUR C

CODE NC8	DESIGNATIONS	OBSERVATIONS
03079200	Mollusques, propres à l'alimentation humaine, même non séparés de leur coquille, congelés (à l'excl. des huîtres, coquilles Saint-Jacques ou peignes, pétoncles ou vanneaux et autres coquillages des genres [Pecten], [Chlamys] ou [Placopecten], moules [Mytilus spp., Perna spp.], seiches [Sepia officinalis, Rossia macrosoma], sépioles [Sepioida spp.], calmars et encornets [Ommastrephes spp., Loligo spp., Nototodarus spp., Sepioteuthis spp., Todarodes sagittatus], poulpes ou pieuvres [Octopus spp.], escargots autres que les escargots de mer, clams, coques, arches, ormeaux, mollusques du genre [Illex spp.] et autres espèces de la famille [Veneridae]); farines, poudres et agglomérés sous forme de pellets de mollusques, propres à l'alimentation humaine, congelés	
04011090	Lait et crème de lait, non concentrés ni additionnés de sucre ou d'autres édulcorants, d'une teneur en poids de matières grasses <= 1% (à l'excl. en emballages immédiats d'un contenu net <= 2 l)	
04012011	Lait et crème de lait, non concentrés ni additionnés de sucre ou d'autres édulcorants, d'une teneur en poids de matières grasses > 1% mais <= 3%, en emballages immédiats d'un contenu net <= 2 l	
04013039	Lait et crème de lait, non-concentrés ni additionnés de sucre ou d'autres édulcorants, d'une teneur en poids de matières grasses > 21% mais <= 45% (à l'excl. en emballages immédiats d'un contenu net <= 2 l)	
04014090	Lait et crème de lait, non concentrés ni additionnés de sucre ou d'autres édulcorants, d'une teneur en poids de matières grasses > 6 % mais <= 10 % (sauf en emballages immédiats d'un contenu net <= 2 l)	
04015039	Lait et crème de lait, non concentrés ni additionnés de sucre ou d'autres édulcorants, d'une teneur en poids de matières grasses > 21 % mais <= 45 % (sauf en emballages immédiats d'un contenu net <= 2 l)	
04015099	Lait et crème de lait, non concentrés ni additionnés de sucre ou d'autres édulcorants, d'une teneur en poids de matières grasses > 45 % (sauf en emballages immédiats d'un contenu net <= 2 l)	
04021011	Lait et crème de lait, en poudre, en granulés ou sous d'autres formes solides, d'une teneur en poids de matières grasses <= 1,5%, sans addition de sucre ou d'autres édulcorants, en emballages immédiats d'un contenu net <= 2,5 kg	
04021019	Lait et crème de lait, en poudre, en granulés ou sous d'autres formes solides, d'une teneur en poids de matières grasses <= 1,5%, sans addition de sucre ou d'autres édulcorants, en emballages immédiats d'un contenu net > 2,5 kg	
04021099	Lait et crème de lait, en poudre, en granulés ou sous d'autres formes solides, d'une teneur en poids de matières grasses <= 1,5%, avec addition de sucre ou d'autres édulcorants, en emballages immédiats d'un contenu net > 2,5 kg	
04022919	Lait et crème de lait, en poudre, en granulés ou sous d'autres formes solides, d'une teneur en poids de matières grasses > 1,5% mais <= 27%, avec addition de sucre ou d'autres édulcorants, en emballages immédiats d'un contenu net > 2,5 kg	
04029110	Lait et crème de lait, concentrés, sans addition de sucre ou d'autres édulcorants, d'une teneur en poids de matières grasses <= 8% (à l'excl. des laits et crèmes de lait en poudre, en granulés ou sous d'autres formes solides)	
04049021	Produits consistant en composants naturels du lait, sans addition de sucre ou d'autres édulcorants, d'une teneur en poids de matières grasses <= 1,5%, n.d.a.	
04051011	Beurre naturel, d'une teneur en poids de matières grasses >= 80% mais <= 85%, en emballages immédiats d'un contenu net <= 1 kg (sauf beurre déshydraté et ghee)	
04051019	Beurre naturel, d'une teneur en poids de matières grasses >= 80% mais <= 85% (à l'excl. des produits en emballages immédiats d'un contenu net <= 1 kg ainsi que du beurre déshydraté et du ghee)	
04051090	Beurre d'une teneur en poids de matières grasses > 85% mais <= 95% (sauf beurre déshydraté et ghee)	
04059010	Matières grasses provenant du lait, d'une teneur en poids de matières grasses >= 99,3% et d'une teneur en poids d'eau <= 0,5%	
04062000	Fromages râpés ou en poudre, de tous types	

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171220-17-520-1-DE
Date de télétransmission : 24/01/2018
Date de réception préfecture : 24/01/2018

DELIBERATION N°17 -520-1 EXONERATION SECTEUR C

CODE NC8	DESIGNATIONS	OBSERVATIONS
04069013	Emmental (sauf râpé ou en poudre et celui destiné à la transformation)	
04081180	Jaunes d'oeufs, séchés, même additionnés de sucre ou d'autres édulcorants, propres à des usages alimentaires	
04081989	Jaunes d'oeufs (autres que liquides), congelés ou autrement conservés, même additionnés de sucre ou d'autres édulcorants, propres à des usages alimentaires (excl. séchés)	
04089180	Oeufs d'oiseaux, dépourvus de leurs coquilles, séchés, même additionnés de sucre ou d'autres édulcorants, propres à des usages alimentaires (à l'excl. des jaunes d'oeufs)	
04090000	Miel naturel	
04100000	Oeufs de tortues, nids de salanganes et autres produits comestibles d'origine animale, n.d.a.	
05040000	Boyaux, vessies et estomacs d'animaux (autres que ceux de poissons), entiers ou en morceaux, à l'état frais, réfrigéré, congelé, salé ou en saumure, séché ou fumé	
05080000	Corail et matières simil., bruts ou simpl. préparés, mais non autrement travaillés; coquilles et carapaces de mollusques, de crustacés ou d'échinodermes et os de seiches, bruts ou simpl. préparés, mais non découpés en forme, leurs poudres et leurs déchets	
07019090	Pommes de terre, à l'état frais ou réfrigéré (à l'excl. des pommes de terre de primeurs du 1er janvier au 30 juin, des pommes de terre de semence et des pommes de terre destinées à la fabrication de la féculé)	
07031019	Oignons, à l'état frais ou réfrigéré (à l'excl. des oignons de semence)	
07031090	Échalotes, à l'état frais ou réfrigéré	
07039000	Poireaux et autres légumes alliés, à l'état frais ou réfrigéré (à l'excl. des oignons, des échalotes et des aux)	
07041000	Choux-fleurs et choux-fleurs brocolis, à l'état frais ou réfrigéré	
07049010	Choux blancs et choux rouges, à l'état frais ou réfrigéré	destinée au 1039A
07051100	Laitues pommées, à l'état frais ou réfrigéré	destinée au 1039A
07052100	Witloofs 'Cichorium intybus var. foliosum', à l'état frais ou réfrigéré	
07052900	Chicorées 'Cichorium spp.', à l'état frais ou réfrigéré (à l'excl. des witloofs 'Cichorium intybus var. foliosum')	
07061000	Carottes et navets, à l'état frais ou réfrigéré	
07094000	Céleris, à l'état frais ou réfrigéré (à l'excl. des céleris-raves)	
07097000	Épinards, tétragones [épinards de Nouvelle-Zélande] et arroches [épinards géants], à l'état frais ou réfrigéré	
07099960	Maïs doux, à l'état frais ou réfrigéré	
07108051	Piments doux ou poivrons, non cuits ou cuits à l'eau ou à la vapeur, congelés	
07109000	Mélanges de légumes, non cuits ou cuits à l'eau ou à la vapeur, congelés	
07122000	Oignons, séchés, même coupés en morceaux ou en tranches ou bien broyés ou pulvérisés, mais non autrement préparés	
07129090	Légumes et mélanges de légumes, séchés, même coupés en morceaux ou en tranches ou bien broyés ou pulvérisés, mais non autrement préparés (à l'excl. des pommes de terre, des oignons, des champignons, des truffes, du maïs doux, des tomates et des carottes)	
08011100	Noix de coco, desséchées	
08011200	Noix de coco fraîches en coques internes [endocarpe]	
08011900	Noix de coco fraîches même sans leur coque ou décortiquées (à l'excl. des coques internes [endocarpe])	

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171220-17-520-1-DE
Date de télétransmission : 24/01/2018
Date de réception préfecture : 24/01/2018

DELIBERATION N°17 -520-1 EXONERATION SECTEUR C

CODE NC8	DESIGNATIONS	OBSERVATIONS
08013200	Noix de Cajou, fraîches ou sèches, même sans leurs coques ou décortiquées	
08021110	Amandes amères, fraîches ou sèches, en coques	
08021190	Amandes douces, fraîches ou sèches, en coques	
08021290	Amandes douces, fraîches ou sèches, sans coques	
08022200	Noisettes [Corylus spp.], fraîches ou sèches, sans coques	
08025200	Pistaches, fraîches ou sèches, sans coques	
08028000	Noix d'arec fraîches ou sèches, même sans leurs coques ou décortiquées	
08029010	Noix de Pécan, fraîches ou sèches, même sans leurs coques ou décortiquées	
08029085	Fruits à coques, frais ou secs, même sans leurs coques ou décortiqués (à l'excl. des noix de coco, du Brésil, de cajou, de Pécan, d'arec [bétel] ou de kola ainsi que des amandes, des noisettes, des noix communes, des châtaignes, des marrons, des pistaches, des graines de pignons doux et des noix macadamia)	
08031010	Plantains, frais	
08043000	Ananas, frais ou secs	
08045000	Goyaves, mangues et mangoustans, frais ou secs	
08059000	Agrumes, frais ou secs (à l'excl. des oranges, des citrons 'Citrus limon, Citrus limonum', des limes 'Citrus aurantifolia, Citrus latifolia', des pamplemousses, des pomelos, des mandarines - y.c. les tangerines et les satsumas -, des clémentines, des wilkings et des hybrides simil. d'agrumes)	
08061010	Raisins de table, frais	
08062010	Raisins de Corinthe	
08062030	Sultanines	
08062090	Raisins, secs (à l'excl. des raisins de Corinthe et des sultanines)	
08081080	Pommes, fraîches (à l'excl. des pommes à cidre, présentées en vrac, du 16 septembre au 15 décembre)	
08093010	Brugnons et nectarines, frais	
08093090	Pêches, fraîches (à l'excl. des brugnons et des nectarines)	
08103030	Groseilles rouges fraîches	
08103090	Groseilles à grappes blanches et groseilles à maquereau, fraîches	
08111011	Fraises, non cuites ou cuites à l'eau ou à la vapeur, congelées, additionnées de sucre ou d'autres édulcorants, d'une teneur en sucres > 13% en poids	
08111019	Fraises, non cuites ou cuites à l'eau ou à la vapeur, congelées, additionnées de sucre ou d'autres édulcorants, d'une teneur en sucres <= 13% en poids	
08111090	Fraises, non cuites ou cuites à l'eau ou à la vapeur, congelées, sans addition de sucre ou d'autres édulcorants	
08112031	Framboises, non cuites ou cuites à l'eau ou à la vapeur, congelées, sans addition de sucre ou d'autres édulcorants	
08112039	Groseilles à grappes noires [cassis], non cuites ou cuites à l'eau ou à la vapeur, congelées, sans addition de sucre ou d'autres édulcorants	

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171220-17-520-1-DE
Date de télétransmission : 24/01/2018
Date de réception préfecture : 24/01/2018

DELIBERATION N°17 -520-1 EXONERATION SECTEUR C

CODE NC8	DESIGNATIONS	OBSERVATIONS
08112051	Groseilles à grappes rouges, non cuites ou cuites à l'eau ou à la vapeur, congelées, sans addition de sucre ou d'autres édulcorants	
08112059	Mûres de ronce ou de mûrier et mûres-framboises, non cuites ou cuites à l'eau ou à la vapeur, congelées, sans addition de sucre ou d'autres édulcorants	
08112090	Groseilles à grappes (autres que noires ou rouges) et groseilles à maquereau, non cuites ou cuites à l'eau ou à la vapeur, congelées, sans addition de sucre ou d'autres édulcorants	
08119011	Goyaves, mangues, mangoustans, papayes, tamarins, pommes de cajou, fruits du jaquier [pain des singes], litchis, sapotilles, fruits de la passion, caramboles, pitahayas, noix de coco, de cajou, du Brésil, d'arec ou de bétel, de kola et noix macadamia, non cuits ou cuits à l'eau ou à la vapeur, congelés, additionnés de sucre ou d'autres édulcorants, d'une teneur en sucres > 13% en poids	hors goyave
08119075	Cerises acides 'Prunus cerasus', non cuites ou cuites à l'eau ou à la vapeur, congelées, sans addition de sucre ou d'autres édulcorants	
08119080	Cerises, non cuites ou cuites à l'eau ou à la vapeur, congelées, sans addition de sucre ou d'autres édulcorants (à l'excl. des cerises acides 'Prunus cerasus')	
08119095	Fruits, comestibles, non cuits ou cuits à l'eau ou à la vapeur, congelés, sans addition de sucre ou d'autres édulcorants (à l'excl. des fraises, des cerises, des framboises, des mûres de ronce ou de mûrier, des mûres-framboises, des groseilles à grappes ou à maquereau, des myrtilles des espèces 'Vaccinium myrtillus', 'Vaccinium myrtilloides' et 'Vaccinium angustifolium', des goyaves, des mangues, des mangoustans, des papayes, des tamarins, des pommes de cajou, des litchis, des fruits du jaquier [pain des singes], des sapotilles, des fruits de la passion, des caramboles, des pitahayas, des noix de coco, des noix de cajou, des noix du Brésil, des noix d'arec [ou de bétel], des noix de kola et des noix macadamia)	
08129030	Papayes, conservées provisoirement [p.ex. au moyen de gaz sulfureux ou dans l'eau salée, soufrée ou additionnée d'autres substances servant à assurer provisoirement leur conservation], mais impropres à l'alimentation en l'état	
08129070	Goyaves, mangues, mangoustans, tamarins, pommes de cajou, fruits du jaquier [pain des singes], litchis, sapotilles, fruits de la passion, caramboles, pitahayas, noix de coco, de cajou, du Brésil, d'arec ou de bétel, de kola et noix macadamia, conservés provisoirement [p.ex. au moyen de gaz sulfureux ou dans l'eau salée, soufrée ou additionnée d'autres substances servant à assurer provisoirement leur conservation], mais impropres à l'alimentation en l'état	
08129098	Fruits conservés provisoirement [p.ex. au moyen de gaz sulfureux ou dans l'eau salée, soufrée ou additionnée d'autres substances servant à assurer provisoirement leur conservation], mais impropres à l'alimentation en l'état (à l'excl. des cerises, des abricots, des oranges, des papayes, des myrtilles de l'espèce 'Vaccinium myrtillus', des goyaves, des mangues, des mangoustans, des tamarins, des pommes de cajou, des litchis, des fruits du jaquier [pain des singes], des sapotilles, des fruits de la passion, des caramboles, des pitahayas, des noix de coco, des noix de cajou, des noix du Brésil, des noix d'arec [ou de bétel], des noix de kola et des noix macadamia)	
08132000	Pruneaux, séchés	
08134095	Fruits, comestibles, séchés (sauf fruits à coque, bananes, dattes, figues, ananas, avocats, goyaves, mangues, mangoustans, papayes, tamarins, pommes de cajou, litchis, fruits du jaquier [pain des singes], sapotilles, fruits de la passion, caramboles, pitahayas, agrumes, raisins, abricots, prunes, pommes, poires et pêches, non mélangés)	
08140000	Écorces d'agrumes ou de melons (y.c. de pastèques), fraîches, congelées, présentées dans l'eau salée, soufrée ou additionnée d'autres substances servant à assurer provisoirement leur conservation ou bien séchées	
09011100	Café, non torréfié, non décaféiné	
09011200	Café, non torréfié, décaféiné	
09019010	Coques et pellicules de café	
09021000	Thé vert [thé non fermenté], présenté en emballages immédiats d'un contenu ≤ 3 kg	

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171220-17-520-1-DE
Date de télétransmission : 24/01/2018
Date de réception préfecture : 24/01/2018

DELIBERATION N°17 -520-1 EXONERATION SECTEUR C

CODE NC8	DESIGNATIONS	OBSERVATIONS
09022000	Thé vert [thé non fermenté], présenté en emballages immédiats d'un contenu > 3 kg	
09030000	Maté	
09041100	Poivre du genre 'Piper', non broyé ni pulvérisé	
09041200	Poivre du genre 'Piper', broyé ou pulvérisé	
09042190	Piments du genre [Capsicum] ou du genre [Pimenta], séchés, mais non broyés ni pulvérisés (à l'excl. des piments doux ou poivrons)	
09042200	Piments du genre Capsicum ou du genre Pimenta, broyés ou pulvérisés	
09051000	Vanille, non broyée ni pulvérisée	
09052000	Vanille, broyée ou pulvérisée	
09061100	Cannelle 'Cinnamomum zeylanicum Blume', non broyées ni pulvérisées	
09061900	Cannelle, non broyées ni pulvérisées (à l'excl. de la cannelle 'Cinnamomum zeylanicum Blume')	
09062000	Cannelle et fleurs de cannellier, broyées ou pulvérisées	
09071000	Girofles, antofles, clous et griffes, non broyés ni pulvérisés	
09072000	Girofles, antofles, clous et griffes, broyés ou pulvérisés	
09081100	Noix muscades, non broyées ni pulvérisées	
09081200	Noix muscades, broyées ou pulvérisées	
09082100	Macis, non broyés ni pulvérisés	
09083100	Amomes et cardamomes, non broyés ni pulvérisés	
09083200	Amomes et cardamomes, broyés ou pulvérisés	
09092100	Graines de coriandre, non broyées ni pulvérisées	
09092200	Graines de coriandre, broyées ou pulvérisées	
09093100	Graines de cumin, non broyées ni pulvérisées	
09093200	Graines de cumin, broyées ou pulvérisées	
09096100	Baies de genièvre et graines d'anis, de badiane, de carvi, de fenouil, non broyées ni pulvérisées	
09096200	Graines d'anis, de badiane, de carvi, de fenouil et baies de genièvre, broyées et pulvérisées	
09101100	Gingembre, non broyé ni pulvérisé	
09101200	Gingembre, broyé ou pulvérisé	
09102010	Safran, non broyé ni pulvérisé	
09102090	Safran, broyé ou pulvérisé	
09103000	Curcuma	
09109105	Curry	
09109190	Mélanges d'épices broyées ou pulvérisées	
09109910	Graines de fenugrec	

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171220-17-520-1-DE
Date de télétransmission : 24/01/2018
Date de réception préfecture : 24/01/2018

DELIBERATION N°17 -520-1 EXONERATION SECTEUR C

CODE NC8	DESIGNATIONS	OBSERVATIONS
09109933	Thym, non broyé ni pulvérisé (à l'excl. du serpolet)	
09109991	Épices, non broyées ni pulvérisées (sauf poivre [du genre Piper], piments du genre Capsicum ou du genre Pimenta, vanille, cannelle et fleurs de cannellier, girofles [antofles, clous et griffes], noix de muscade, macis, amomes et cardamomes, graines d'anis, de badiane, de fenouil, de coriandre, de cumin et de carvi, baies de genièvre, gingembre, safran, curcuma, thym, feuilles de laurier, curry, graines de fenugrec et épices en mélanges)	
09109999	Épices, broyées ou pulvérisées (sauf poivre [du genre Piper], piments du genre Capsicum ou du genre Pimenta, vanille, cannelle et fleurs de cannellier, girofles [antofles, clous et griffes], noix de muscade, macis, amomes et cardamomes, graines d'anis, de badiane, de fenouil, de coriandre, de cumin et de carvi, baies de genièvre, gingembre, safran, curcuma, thym, feuilles de laurier, curry, graines de fenugrec et épices en mélanges)	
10061030	Riz en paille [riz paddy], à grains ronds	
10062098	Riz décortiqué [riz cargo ou riz brun], à grains longs, présentant un rapport longueur/largeur ≥ 3 (à l'excl. du riz étuvé)	
10063067	Riz blanchi, étuvé, à grains longs, présentant un rapport longueur/largeur ≥ 3	
10063098	Riz blanchi, à grains longs, présentant un rapport longueur/largeur ≥ 3 (à l'excl. du riz étuvé)	
10064000	RIZ EN BRISURES	
11029090	Farines de céréales (à l'excl. des farines de froment [blé], de méteil, de seigle, de maïs, de riz, d'orge et d'avoine)	
11031310	Gruaux et semoules de maïs, d'une teneur en matières grasses $\leq 1,5\%$ en poids	
11031390	Gruaux et semoules de maïs, d'une teneur en matières grasses $> 1,5\%$ en poids	
11032030	Agglomérés sous forme de pellets, d'avoine	
11032040	Agglomérés sous forme de pellets, de maïs	
11032050	Agglomérés sous forme de pellets, de riz	
11032090	Agglomérés sous forme de pellets, de céréales (à l'excl. des pellets de seigle, d'orge, d'avoine, de maïs, de riz et de froment [blé])	
11041290	Flocons d'avoine	
11052000	Flocons, granulés et agglomérés sous forme de pellets, de pommes de terre	
11062090	Farines, semoules et poudres de sagou et de racines de manioc, d'arrow-root et de salep, de topinambours, de patates douces et de racines et tubercules simil. à haute teneur en fécule ou en inuline du n° 0714 (à l'excl. des produits rendus impropres à l'alimentation humaine)	
11063090	Farines, semoules et poudres des produits du chapitre 8 'fruits comestibles, écorces d'agrumes ou de melons' (sauf bananes)	
11071011	Malt de froment [blé], non torréfié, présenté sous forme de farine	
11071019	Malt de froment [blé], non torréfié (à l'excl. du malt présenté sous forme de farine)	
11071091	Malt, non torréfié, présenté sous forme de farine (à l'excl. du malt de froment [blé])	
11071099	Malt, non torréfié (à l'excl. du malt de froment [blé] et du malt présenté sous forme de farine)	
11081200	Amidon de maïs	
11081910	Amidon de riz	
11090000	Gluten de froment [blé], même à l'état sec	

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171220-17-520-1-DE
Date de télétransmission : 24/01/2018
Date de réception préfecture : 24/01/2018

DELIBERATION N°17 -520-1 EXONERATION SECTEUR C

CODE NC8	DESIGNATIONS	OBSERVATIONS
12024200	Arachides, décortiquées, même concassées (à l'excl. des arachides destinées à l'ensemencement, grillées ou autrement cuites)	
12040090	Graines de lin, même concassées (à l'excl. des graines destinées à l'ensemencement)	
12060099	Graines de tournesol, même concassées (à l'excl. des graines destinées à l'ensemencement, des graines décortiquées et des graines en coques striées gris et blanc)	
12074090	Graines de sésame, même concassées (à l'excl. des graines destinées à l'ensemencement)	
12075010	Graines de moutarde, destinées à l'ensemencement	
12075090	Graines de moutarde, même concassées (à l'excl. des graines destinées à l'ensemencement)	
12079190	Graines d'oeillette ou de pavot, même concassées (à l'excl. des graines destinées à l'ensemencement)	
12099180	Graines de légumes, à semer (à l'excl. des graines de betteraves à salade ou [betteraves rouges] [Beta vulgaris var. conditiva])	
12119030	Fèves de tonka, fraîches, réfrigérées, congelées ou séchées, même coupées, concassées ou pulvérisées	
12119086	Plantes, parties de plantes, graines et fruits des espèces utilisées principalement en parfumerie, en médecine ou à usages insecticides, parasitiques ou simil., frais ou secs, mêmes coupés, concassés ou pulvérisés (à l'excl. des racines de ginseng, des feuilles de coca, de la paille de pavot, des espèces du genre Ephedra ainsi que des fèves de tonka)	
12122900	Algues, fraîches, réfrigérées, congelées ou séchées, même pulvérisées, non destinées à l'alimentation humaine	
12141000	Farine et agglomérés sous forme de pellets, de luzerne	
13019000	Gomme laque; gommes, résines, gommes-résines, baumes et autres oléorésines, naturelles (à l'excl. de la gomme arabique)	
13021300	Extraits de houblon	
13021970	Sucs et extraits végétaux (à l'excl. de l'opium, des sucres et extraits de réglisse et de houblon, de l'oléorésine de vanille et des sucres et extraits de plantes du genre Ephedra)	
13022010	Matières pectiques, pectinates et pectates, à l'état sec	
13022090	Matières pectiques, pectinates et pectates, à l'état liquide	
13023210	Mucilages et épaississants de caroubes ou de graines de caroubes, même modifiés	
13023290	Mucilages et épaississants de graines de guarée, même modifiés	
13023900	Mucilages et épaississants dérivés des végétaux, même modifiés (à l'excl. de l'agar-agar et des mucilages et épaississants de caroubes, de graines de caroubes ou de graines de guarée)	
15011090	Saindoux fondu ou autrement extrait (autre que destiné à des usages industriels/techniques et à l'excl. de la stéarine solaire et de l'huile de saindoux)	
15071010	Huile de soja, brute, même dégommée, destinée à des usages techniques ou industriels (autres que la fabrication de produits pour l'alimentation humaine)	
15091010	Huile d'olive vierge lampante	
15091020	Huile d'olive vierge extra	
15091080	Huile d'olive et ses fractions, même raffinées, mais non chimiquement modifiées (à l'exclusion des huiles d'olive vierge lampante et vierge extra)	
15121110	Huiles de tournesol ou de carthame, brutes, destinées à des usages techniques ou industriels (autres que la fabrication de produits pour l'alimentation humaine)	

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171220-17-520-1-DE
Date de télétransmission : 24/01/2018
Date de réception préfecture : 24/01/2018

DELIBERATION N°17 -520-1 EXONERATION SECTEUR C

CODE NC8	DESIGNATIONS	OBSERVATIONS
15121990	Huiles de tournesol ou de carthame et leurs fractions, même raffinées, mais non chimiquement modifiées (à l'excl. des huiles brutes et des huiles destinées à des usages techniques ou industriels)	
15131999	Huile de coco [coprah] et ses fractions fluides, même raffinées, mais non chimiquement modifiées, présentées en emballages immédiats d'un contenu net > 1 kg (à l'excl. de l'huile de coco brute et de l'huile destinée à des usages techniques ou industriels)	
15141990	Huiles de navette ou de colza à faible teneur en acide érucique 'huiles fixes dont la teneur en acide érucique est < 2%' et leurs fractions, même raffinées, mais non chimiquement modifiées (à l'excl. des huiles brutes et des huiles destinées à des usages techniques ou industriels)	
15151100	Huile de lin, brute	
15151910	Huile de lin et ses fractions, même raffinées, mais non chimiquement modifiées, destinées à des usages techniques ou industriels (à l'excl. de l'huile brute et de l'huile destinée à la fabrication de produits pour l'alimentation humaine)	
15153090	Huile de ricin et ses fractions, même raffinées, mais non chimiquement modifiées (à l'excl. de l'huile destinée à la production de l'acide amino-undécanoïque pour la fabrication soit de fibres synthétiques, soit de matières plastiques)	
15159011	Huiles de tung [abrasin], de jojoba et d'oïtica et cires de myrica et du Japon et leurs fractions, même raffinées, mais non chimiquement modifiées	
15159099	Graisses et huiles végétales fixes et leurs fractions, même raffinées, mais non chimiquement modifiées, concrètes, présentées en emballages immédiats d'un contenu net > 1 kg, ou fluides, n.d.a. (à l'excl. des graisses et huiles brutes ainsi que des graisses et huiles destinées à des usages techniques ou industriels)	
15162091	Graisses et huiles végétales et leurs fractions, partiellement ou totalement hydrogénées, interestérifiées, réestérifiées ou élaïdinisées, même raffinées, mais non autrement préparées, présentées en emballages immédiats d'un contenu net <= 1 kg (à l'excl. des huiles de ricin hydrogénées)	
15162095	Huiles de navette, de colza, de lin, de tournesol, d'illipé, de karité, de makoré, de touloucouna ou de babassu ainsi que leurs fractions, partiellement ou totalement hydrogénées, interestérifiées, réestérifiées ou élaïdinisées, même raffinées, destinées à des usages techniques ou industriels, présentées en emballages immédiats d'un contenu net > 1 kg ou autrement présentées (à l'excl. des huiles destinées à la fabrication de produits pour l'alimentation humaine)	
15162096	Huiles d'arachide, de coton, de soja ou de tournesol ainsi que leurs fractions (à l'excl. des produits du n° 1516 20 95); autres huiles ainsi que leurs fractions d'une teneur en acides gras libres < 50% en poids, en emballages immédiats d'un contenu net > 1 kg ou autrement présentées (à l'excl. des huiles de palmiste, d'illipé, de coco, de navette, de colza ou de copaiba ainsi que des huiles du n° 1516 20 95)	
15162098	Graisses et huiles végétales et leurs fractions, partiellement ou totalement hydrogénées, interestérifiées, réestérifiées ou élaïdinisées, même raffinées, présentées en emballages immédiats d'un contenu net > 1 kg ou autrement présentées (à l'excl. des graisses, huiles et leurs fractions autrement préparées, des huiles de ricin hydrogénées et des huiles du n° 1516.20.95 et 1516.20.96)	
15171010	Margarine d'une teneur en poids de matières grasses provenant du lait > 10% mais <= 15% (à l'excl. de la margarine liquide)	
15171090	Margarine d'une teneur en poids de matières grasses provenant du lait <= 10% (à l'excl. de la margarine liquide)	
15179093	Mélanges ou préparations culinaires utilisés pour le démoulage, d'une teneur en poids de matières grasses provenant du lait <= 10%	
15179099	Mélanges ou préparations alimentaires de graisses ou d'huiles animales ou végétales ou de fractions comestibles de différentes graisses ou huiles, d'une teneur en poids de matières grasses provenant du lait <= 10% (à l'excl. des mélanges d'huiles végétales fixes, fluides, des mélanges ou préparations utilisés pour le démoulage ainsi que de la margarine à l'état solide)	
15211000	Cires végétales, même raffinées ou colorées (à l'excl. des triglycérides)	
15219099	Cires d'abeilles et d'autres insectes, même raffinées ou colorées (à l'excl. des cires brutes)	

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171220-17-520-1-DE
Date de télétransmission : 24/01/2018
Date de réception préfecture : 24/01/2018

DELIBERATION N°17 -520-1 EXONERATION SECTEUR C

CODE NC8	DESIGNATIONS	OBSERVATIONS
16030010	Extraits et jus de viande, de poissons ou de crustacés, de mollusques ou d'autres invertébrés aquatiques, en emballages immédiats d'un contenu net <= 1 kg	
16041994	Préparations et conserves de merlus 'Merluccius spp.', Urophycis spp.', entiers ou en morceaux (à l'excl. des préparations et conserves de merlu haché ainsi que des filets de merlu, crus, simpl. enrobés de pâte ou de chapelure [panés], même précuits dans l'huile, congelés)	
16051000	Crabes, préparés ou conservés (non fumés)	
16052900	Crevettes, préparées ou conservées, en récipients hermétiquement fermés (non fumées)	
17011490	Sucre de canne brut, sans addition d'aromatisants ou de colorants, à l'état solide (à l'excl. du sucre de canne destiné à être raffiné du n° 1701 13)	
17019100	Sucres de canne ou de betterave, à l'état solide, additionnés d'aromatisants ou de colorants	
17019910	Sucres blancs, sans addition d'aromatisants ou de colorants, contenant, à l'état sec, en poids déterminé selon la méthode polarimétrique, 99,5% ou plus de saccharose	
17019990	Sucres de canne ou de betterave et saccharose chimiquement pur, à l'état solide (à l'excl. des sucres bruts, des sucres de canne ou de betterave additionnés d'aromatisants ou de colorants ainsi que des sucres blancs)	
17023090	Glucose, à l'état solide, et sirop de glucose, sans addition d'aromatisants ou de colorants, ne contenant pas de fructose ou contenant en poids à l'état sec < 20% de fructose (à l'excl. de l'isoglucose et du glucose en poudre cristalline blanche, même agglomérée)	
17024010	Isoglucose, à l'état solide, contenant en poids à l'état sec >= 20% mais < 50% de fructose (à l'excl. du sucre inverti [ou interverti])	
17024090	Glucose, à l'état solide, et sirop de glucose, sans addition d'aromatisants ou de colorants, contenant en poids à l'état sec >= 20% mais < 50% de fructose (à l'excl. de l'isoglucose et du sucre inverti [ou interverti])	
17029071	Sucres et mélasses, caramélisés, contenant en poids à l'état sec >= 50% de saccharose	
17029079	Sucres et mélasses, caramélisés, contenant en poids à l'état sec < 50% de saccharose (à l'excl. des sucres et mélasses en poudre, même agglomérée)	
17029095	Sucres, y.c. le sucre inverti [ou interverti], à l'état solide, et sucres et sirops de sucres contenant en poids à l'état sec 50% de fructose, sans addition d'aromatisants ou de colorants (à l'excl. des sucres de canne ou de betterave, du saccharose et du maltose chimiquement purs, du lactose, du sucre d'érable, du glucose, du fructose, de la maltodextrine et de leurs sirops, ainsi que de l'isoglucose, du sirop d'inuline et des sucres et mélasses caramélisés)	
17039000	Mélasses de betterave, résultant de l'extraction ou du raffinage du sucre de betterave	
17049030	Préparation dite 'chocolat blanc'	
17049051	Pâtes et masses, y.c. le massepain, en emballages immédiats d'un contenu net >= 1 kg	
17049061	Dragées, amandes dragéifiées et sucreries simil. dragéifiées, sans cacao	
17049075	Caramels	
17049099	Fondants, massepain, nougat et autres sucreries préparées, sans cacao (à l'excl. des gommes à mâcher [chewing-gum], du chocolat blanc, des pastilles pour la gorge, des bonbons contre la toux, des gommes et autres confiseries à base de gélifiants, y.c. les pâtes de fruits sous forme de sucreries, des bonbons de sucre cuit, même fourrés, des caramels et des sucreries obtenues par compression et le massepain en emballages immédiats d'un contenu net >= 1 kg)	
18010000	Cacao en fèves et brisures de fèves, bruts ou torréfiés	
18020000	Coques, pellicules [pelures] et autres déchets de cacao	

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171220-17-520-1-DE
Date de télétransmission : 24/01/2018
Date de réception préfecture : 24/01/2018

DELIBERATION N°17 -520-1 EXONERATION SECTEUR C

CODE NC8	DESIGNATIONS	OBSERVATIONS
18031000	Pâte de cacao, non dégraissée	
18032000	Pâte de cacao, complètement ou partiellement dégraissée	
18040000	Beurre, graisse et huile de cacao	
18050000	Poudre de cacao, sans addition de sucre ou d'autres édulcorants	
18062010	Chocolat et autres préparations alimentaires contenant du cacao, présentés soit en blocs ou en barres d'un poids > 2 kg, à l'état liquide, pâteux ou en poudres, granulés ou simil., en récipients ou en emballages immédiats, d'un contenu > 2 kg, d'une teneur en poids de beurre de cacao >= 31% ou d'une teneur totale en poids de beurre de cacao et de matières grasses provenant du lait >= 31% (sauf poudre de cacao)	
18062030	Chocolat et autres préparations alimentaires contenant du cacao, présentés soit en blocs ou en barres d'un poids > 2 kg, soit à l'état liquide ou pâteux ou en poudres, granulés ou formes simil., en récipients ou en emballages immédiats, d'un contenu > 2 kg, d'une teneur totale en poids de beurre de cacao et de matières grasses provenant du lait >= 25% mais < 31% (à l'excl. de la poudre de cacao)	
18062050	Chocolat et autres préparations alimentaires contenant du cacao, présentés soit en blocs ou en barres d'un poids > 2 kg, soit à l'état liquide ou pâteux ou en poudres, granulés ou formes simil., en récipients ou en emballages immédiats, d'un contenu > 2 kg, d'une teneur en poids de beurre de cacao >= 18% mais < 31% (à l'excl. de la poudre de cacao)	
18062080	Glaçage au cacao, en récipients ou en emballages immédiats, d'un contenu > 2 kg	
18069031	Chocolat et articles en chocolat, fourrés (à l'excl. des produits présentés en tablettes, barres ou bâtons ainsi que des bonbons au chocolat [pralines] se présentant sous forme d'une bouchée)	
18069039	Chocolat et articles en chocolat, non fourrés (à l'excl. des produits présentés en tablettes, barres ou bâtons ainsi que des bonbons au chocolat [pralines] se présentant sous forme d'une bouchée)	
18069090	Préparations alimentaires contenant du cacao, en récipients ou en emballages immédiats, d'un contenu <= 2 kg (à l'excl. de la poudre de cacao, du chocolat, des bonbons au chocolat [pralines] se présentant sous forme d'une bouchée et autres articles en chocolat, des sucreries contenant du cacao, des pâtes à tartiner contenant du cacao ainsi que des préparations pour boissons contenant du cacao)	
19019099	Préparations alimentaires de farines, semoules, amidons, féculés ou extraits de malt, ne contenant pas de cacao ou en contenant < 40% en poids, calculés sur une base entièrement dégraissée; préparations alimentaires à base de lait, de crème de lait, de babeurre, de lait caillé, de crème caillée, de lactosérum, de yoghourt, de képhir et autres produits similaires des n° 0401 à 0404, ne contenant pas de cacao ou en contenant < 5% en poids, calculés sur une base entièrement dégraissée, n.d.a. (à l'excl. des extraits de malt, des préparations pour l'alimentation des enfants conditionnées pour la vente au détail, des mélanges et pâtes pour la préparation des produits de la boulangerie, de la pâtisserie ou de la biscuiterie ainsi que des produits du n° 1901 90 91)	
19023010	Pâtes alimentaires, séchées (à l'excl. des pâtes alimentaires farcies)	
19024010	Couscous, non préparé	
19053119	Biscuits additionnés d'édulcorants, même additionnés de cacao, entièrement ou partiellement enrobés ou recouverts de chocolat ou d'autres préparations contenant du cacao, en emballages immédiats d'un contenu net > 85 g	
19053291	Gaufres et gaufrettes, salées, fourrées ou non (sauf d'une teneur en poids d'eau > 10%)	
19053299	Gaufres et gaufrettes, même contenant du cacao, fourrées ou non (à l'excl. des produits entièrement ou partiellement enrobés ou recouverts de chocolat ou d'autres préparations contenant du cacao, des produits salés ainsi celles d'une teneur en poids d'eau > 10%)	
19059045	Biscuits, non additionnés d'édulcorants	
20021010	Tomates pelées, entières ou en morceaux, préparées ou conservées autrement qu'au vinaigre ou à l'acide acétique	

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171220-17-520-1-DE
Date de télétransmission : 24/01/2018
Date de réception préfecture : 24/01/2018

DELIBERATION N°17 -520-1 EXONERATION SECTEUR C

CODE NC8	DESIGNATIONS	OBSERVATIONS
20057000	Olives, préparées ou conservées autrement qu'au vinaigre ou à l'acide acétique, non congelées	
20060038	Légumes, fruits, noix, écorces de fruits et autres parties de plantes comestibles, confits au sucre [égouttés, glacés ou cristallisés], d'une teneur en sucre > 13% en poids (à l'excl. des cerises, du gingembre, des goyaves, des mangues, des mangoustans, des papayes, des tamarins, des pommes de cajou, des litchis, des fruits du jaquier [pain des singes], des sapotilles, des fruits de la passion, des caramboles, des pitahayas, des noix de coco, des noix de cajou, des noix du Brésil, des noix d'arec [ou de bétel], des noix de kola et des noix macadamia)	
20071099	Confitures, gelées, marmelades, purées et pâtes de fruits, obtenues par cuisson, avec ou sans addition de sucre ou d'autres édulcorants, présentées sous la forme de préparations finement homogénéisées, conditionnées pour la vente au détail comme aliments pour enfants ou pour usages diététiques, en récipients d'un contenu <= 250 g (à l'excl. des produits d'une teneur en sucre > 13% en poids et des produits à base de goyaves, de mangues, de mangoustans, de papayes, de tamarins, de pommes de cajou, de litchis, de fruits du jaquier [pain des singes], de sapotilles, de fruits de la passion, de caramboles et de pitahayas)	
20079920	Purées et pâtes de marrons, obtenues par cuisson, d'une teneur en sucres > 30% en poids (à l'excl. des préparations homogénéisées du n° 200710)	
20079933	Confitures, gelées, marmelades, purées et pâtes de fraises, obtenues par cuisson, d'une teneur en sucres > 30% en poids (à l'excl. des préparations homogénéisées du n° 200710)	
20079939	Confitures, gelées, marmelades, purées et pâtes de fruits, obtenues par cuisson, d'une teneur en sucres > 30% en poids (sauf confitures, gelées, marmelades, purées et pâtes de framboises, de fraises, de cerises ou d'agrumes, purées et pâtes de marrons, préparations homogénéisées du n° 200710 ainsi que purées et pâtes de prunes en emballages immédiats d'un contenu net > 100 kg destinées à la transformation industrielle)	
20079997	Confitures, gelées, marmelades, purées et pâtes de fruits, obtenues par cuisson, avec ou sans addition de sucre ou d'autres édulcorants (à l'excl. des produits ayant une teneur en sucre > 13% en poids, des préparations homogénéisées du n° 200710 ainsi que des produits à base de goyaves, de mangues, de mangoustans, de papayes, de tamarins, de pommes de cajou, de litchis, de fruits du jaquier [pain des singes], de sapotilles, de fruits de la passion, de caramboles, de pitahayas, de noix de coco, de noix de cajou, de noix du Brésil, de noix d'arec [ou de bétel], de noix de kola, de noix macadamia et d'agrumes)	
20081110	Beurre d'arachide	
20081191	Arachides, préparées ou conservées, en emballages immédiats d'un contenu net > 1 kg (à l'excl. des arachides grillées, confites au sucre ainsi que du beurre d'arachide)	
20081196	Arachides, grillées, en emballages immédiats d'un contenu net <= 1 kg	
20081912	Noix de coco, de cajou, du Brésil, d'arec [ou de bétel], de kola et noix macadamia, y.c. les mélanges contenant en poids >= 50% de ces noix, préparées ou conservées, en emballages immédiats d'un contenu net > 1 kg (sauf confites au sucre)	
20081919	Fruits à coque et autres graines, y.c. les mélanges, préparés ou conservés, en emballages immédiats d'un contenu net > 1 kg (sauf préparés ou conservés au vinaigre ou à l'acide acétique, confits au sucre mais non conservés dans du sirop et à l'excl. des confitures, gelées de fruits, marmelades, purées et pâtes de fruits obtenues par cuisson, ainsi que des arachides, amandes et pistaches grillées, des noix de coco, des noix de cajou, des noix du Brésil, des noix d'arec [ou de bétel], des noix de kola et des noix macadamia et leurs mélanges d'un contenu en poids en fruits à coques tropicaux > 50%)	
20082051	Ananas, préparés ou conservés, sans addition d'alcool, mais avec addition de sucre, d'une teneur en sucres > 17% en poids, en emballages immédiats d'un contenu net > 1 kg	
20082059	Ananas, préparés ou conservés, sans addition d'alcool, mais avec addition de sucre, d'une teneur en sucre >13% et <= 17% en poids, en emballages immédiats d'un contenu net > 1 kg	

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171220-17-520-1-DE
Date de télétransmission : 24/01/2018
Date de réception préfecture : 24/01/2018

DELIBERATION N°17 -520-1 EXONERATION SECTEUR C

CODE NC8	DESIGNATIONS	OBSERVATIONS
20082071	Ananas, préparés ou conservés, sans addition d'alcool, mais avec addition de sucre, d'une teneur en sucres > 19% en poids, en emballages immédiats d'un contenu net <= 1 kg	
20082079	Ananas, préparés ou conservés, sans addition d'alcool, mais avec addition de sucre, d'une teneur en sucre > 13% et <= 19% en poids, en emballages immédiats d'un contenu net <= 1 kg	
20082090	Ananas, préparés ou conservés, sans addition d'alcool ou de sucre	
20083055	Mandarines (y.c. les tangerines et les satsumas), clémentines, wilkings et autres hybrides simil. d'agrumes, préparés ou conservés, sans addition d'alcool, mais avec addition de sucre, en emballages immédiats d'un contenu net > 1 kg	
20083059	Agrumes, préparés ou conservés, sans addition d'alcool, mais avec addition de sucre, en emballages immédiats d'un contenu net > 1 kg (à l'excl. des segments de pamplemousses et de pomelos ainsi que des mandarines (y.c. les tangerines et les satsumas), des clémentines, des wilkings et autres hybrides simil. d'agrumes)	
20084059	Poires, préparées ou conservées, sans addition d'alcool, mais avec addition de sucre, d'une teneur en sucres <= 13% en poids, en emballages immédiats d'un contenu net > 1 kg	
20085069	Abricots, préparés ou conservés, sans addition d'alcool, mais avec addition de sucre, d'une teneur en sucre > 9% et <= 13% en poids, en emballages immédiats d'un contenu net > 1 kg	
20086011	Cerises, préparées ou conservées, avec addition d'alcool, d'une teneur en sucres > 9% en poids et d'un titre alcoométrique massique acquis <= 11,85% mas	
20086050	Cerises, préparées ou conservées, sans addition d'alcool, mais avec addition de sucre, en emballages immédiats d'un contenu net > 1 kg	
20087061	Pêches, y.c. les brugnon et nectarines, préparées ou conservées, sans addition d'alcool, mais avec addition de sucre, d'une teneur en sucres > 13% en poids, en emballages immédiats d'un contenu net > 1 kg	
20087069	Pêches, y.c. les brugnon et nectarines, préparées ou conservées, sans addition d'alcool, mais avec addition de sucre, d'une teneur en sucre > 9% et <= 13% en poids, en emballages immédiats d'un contenu net > 1 kg	
20087092	Pêches, y.c. les brugnon et nectarines, préparées ou conservées, sans addition d'alcool ou de sucre, en emballages immédiats d'un contenu net >= 5 kg	
20088050	Fraises, préparées ou conservées, sans addition d'alcool, mais avec addition de sucre, en emballages immédiats d'un contenu net > 1 kg	
20088070	Fraises, préparées ou conservées, sans addition d'alcool, mais avec addition de sucre, en emballages immédiats d'un contenu net <= 1 kg	
20088090	Fraises, préparées ou conservées, sans addition d'alcool ou de sucre	
20089759	Mélanges de fruits ou d'autres parties de plantes comestibles, préparés ou conservés, sans addition d'alcool, mais avec addition de sucre, en emballages immédiats d'un contenu net > 1 kg (à l'excl. des mélanges de fruits à coques, des mélanges contenant en poids 50 % de fruits tropicaux et de fruits à coques tropicaux tels que définis dans les notes complémentaires 7 et 8 du chapitre 20, d'arachides et d'autres graines, ainsi que des préparations du type Muesli à base de flocons de céréales non grillés visées au n° 1904 20 10)	
20089923	Raisins, préparés ou conservés, avec addition d'alcool (à l'excl. des raisins ayant une teneur en sucres > 13% en poids)	
20089948	Goyaves, mangues, mangoustans, papayes, tamarins, pommes de cajou, litchis, fruits du jacquier [pain des singes], sapotilles, fruits de la passion, caramboles et pitahayas, préparés ou conservés, sans addition d'alcool, mais avec addition de sucre, en emballages immédiats d'un contenu net > 1 kg	hors goyave

DELIBERATION N°17 -520-1 EXONERATION SECTEUR C

CODE NC8	DESIGNATIONS	OBSERVATIONS
20089949	Fruits et autres parties comestibles de plantes, préparés ou conservés, sans addition d'alcool, mais avec addition de sucre, en emballages immédiats d'un contenu net > 1 kg (sauf confits au sucre mais non conservés dans du sirop et à l'excl. des confitures, gelées de fruits, marmelades, purées et pâtes de fruits obtenues par cuisson, des fruits à coques, des arachides et autres graines, des ananas, des agrumes, des poires, des abricots, des cerises, des pêches, des fraises, des airelles, du gingembre, des raisins, des prunes, des fruits de la passion, des goyaves, des mangues, des mangoustans, des papayes, des tamarins, des pommes de cajou, des litchis, des fruits du jacquier [pain des singes], des sapotilles, des caramboles et des pitahayas)	
20089963	Goyaves, mangues, mangoustans, papayes, tamarins, pommes de cajou, litchis, fruits du jacquier [pain des singes], sapotilles, fruits de la passion, caramboles et pitahayas, préparés ou conservés, sans addition d'alcool, mais avec addition de sucre, en emballages immédiats d'un contenu net <= 1 kg (à l'excl. des mélanges)	Taux réduit à 15% (hors goyave)
20089972	Prunes, préparées ou conservées, sans addition d'alcool ou de sucre, en emballages immédiats d'un contenu net >= 5 kg	
20091111	Jus d'orange, non fermentés, sans addition d'alcool, avec ou sans addition de sucre ou d'autres édulcorants, congelés, d'une valeur Brix > 67 à 20°C et d'une valeur <= 30 € par 100 kg poids net	
20091199	Jus d'orange, non fermentés, sans addition d'alcool, avec ou sans addition de sucre ou d'autres édulcorants, congelés, d'une valeur Brix <= 67 à 20°C (à l'excl. des produits d'une valeur <= 30 € par 100 kg poids net et d'une teneur en sucres d'addition > 30% en poids)	
20091998	Jus d'orange, non fermentés, sans addition d'alcool, avec ou sans addition de sucre ou d'autres édulcorants, d'une valeur Brix > 20 mais <= 67 à 20°C (à l'excl. des jus congelés ainsi que des produits d'une valeur <= 30 € par 100 kg poids net et d'une teneur en sucres d'addition > 30% en poids)	
20092999	Jus de pamplemousse ou de pomelo, non fermentés, sans addition d'alcool, avec ou sans addition de sucre ou d'autres édulcorants, d'une valeur Brix > 20 mais <= 67 à 20°C (à l'excl. des produits d'une valeur <= 30 € par 100 kg poids net et d'une teneur en sucres d'addition > 30% en poids)	
20093151	Jus de citron, non fermentés, sans addition d'alcool, d'une valeur Brix <= 20 à 20°C, d'une valeur <= 30€ par 100 kg poids net, contenant des sucres d'addition	
20093159	Jus de citron, non fermentés, sans addition d'alcool, d'une valeur Brix <= 20 à 20°C et d'une valeur <= 30€ par 100 kg poids net (à l'excl. des jus contenant des sucres d'addition)	
20093199	Jus d'agrumes, non fermentés, sans addition d'alcool, d'une valeur Brix <= 20 à 20°C et d'une valeur <= 30 € par 100 kg poids net (à l'excl. des produits contenant des sucres d'addition, des mélanges ainsi que des jus de citron, d'orange, de pamplemousse ou de pomelo)	
20093931	Jus d'agrumes, non fermentés, sans addition d'alcool, d'une valeur Brix > 20 mais <= 67 à 20°C et d'une valeur > 30€ par 100 kg poids net, contenant des sucres d'addition (à l'excl. des mélanges ainsi que des jus d'orange, de pamplemousse ou de pomelo)	
20093991	Jus d'agrumes, non fermentés, sans addition d'alcool, d'une valeur Brix > 20 mais <= 67 à 20°C, d'une valeur <= 30 € par 100 kg poids net et d'une teneur en sucres d'addition > 30% en poids (à l'excl. des mélanges ainsi que des jus de citron, d'orange, de pamplemousse ou de pomelo)	
20093999	Jus d'agrumes, non fermentés, sans addition d'alcool, d'une valeur Brix > 20 mais <= 67 à 20°C et d'une valeur <= 30 € par 100 kg poids net (à l'excl. des produits contenant des sucres d'addition, des mélanges ainsi que des jus de citron, d'orange, de pamplemousse ou de pomelo)	
20094911	Jus d'ananas, non fermentés, sans addition d'alcool, avec ou sans addition de sucre ou d'autres édulcorants, d'une valeur Brix > 67 à 20°C et d'une valeur <= 30 € par 100 kg poids net	
20094919	Jus d'ananas, non fermentés, sans addition d'alcool, avec ou sans addition de sucre ou d'autres édulcorants, d'une valeur Brix > 67 à 20°C et d'une valeur > 30 € par 100 kg poids net	
20094930	Jus d'ananas, non fermentés, sans addition d'alcool, d'une valeur Brix > 20 mais <= 67 à 20°C et d'une valeur > 30€ par 100 kg poids net, contenant des sucres d'addition	
20094991	Jus d'ananas, non fermentés, sans addition d'alcool, d'une valeur Brix > 20 mais <= 67 à 20°C, d'une valeur <= 30€ par 100 kg poids net et d'une teneur en sucres d'addition > 30% en poids	

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171220-17-520-1-DE
Date de télétransmission : 24/01/2018
Date de réception préfecture : 24/01/2018

DELIBERATION N°17 -520-1 EXONERATION SECTEUR C

CODE NC8	DESIGNATIONS	OBSERVATIONS
20094993	Jus d'ananas, non fermentés, sans addition d'alcool, d'une valeur Brix > 20 mais <= 67 à 20°C, d'une valeur <= 30€ par 100 kg poids net et d'une teneur en sucres d'addition <= 30% en poids	
20094999	Jus d'ananas, non fermentés, sans addition d'alcool, d'une valeur Brix > 20 mais <= 67 à 20°C (à l'excl. des jus contenant des sucres d'addition)	
20096951	Jus de raisin (y.c. les moûts de raisin), non fermentés, sans addition d'alcool, avec ou sans addition de sucre ou d'autres édulcorants, d'une valeur Brix > 30 mais <= 67 à 20°C et d'une valeur > 18€ par 100 kg poids net, concentrés	
20096959	Jus de raisin (y.c. les moûts de raisin), non fermentés, sans addition d'alcool, avec ou sans addition de sucre ou d'autres édulcorants, d'une valeur Brix > 30 mais <= 67 à 20°C et d'une valeur > 18 € par 100 kg poids net (à l'excl. des jus concentrés)	
20097911	Jus de pomme, non fermentés, sans addition d'alcool, avec ou sans addition de sucre ou d'autres édulcorants, d'une valeur Brix > 67 à 20°C et d'une valeur <= 22 € par 100 kg poids net	
20097919	Jus de pomme, non fermentés, sans addition d'alcool, avec ou sans addition de sucre ou d'autres édulcorants, d'une valeur Brix > 67 à 20°C et d'une valeur > 22 € par 100 kg poids net	
20097930	Jus de pomme, non fermentés, sans addition d'alcool, d'une valeur Brix > 20 mais <= 67 à 20°C et d'une valeur > 18 € par 100 kg poids net, contenant des sucres d'addition	
20098111	Jus d'airelle rouge (Vaccinium macrocarpon, Vaccinium oxycoccos, Vaccinium vitis-idaea), non fermentés, sans addition d'alcool, avec ou sans addition de sucre ou d'autres édulcorants, d'une valeur Brix > 67 à 20 °C et d'une valeur <= 30 € par 100 kg poids net	
20098131	Jus d'airelle rouge (Vaccinium macrocarpon, Vaccinium oxycoccos, Vaccinium vitis-idaea), non fermentés, sans addition d'alcool, d'une valeur Brix <= 67 à 20 °C et d'une valeur > 30 π par 100 kg poids net avec addition de sucre	
20098195	Jus de fruit de l'espèce Vaccinium macrocarpon, non fermentés, d'une valeur Brix <= 67 à 20 °C (à l'excl. des jus contenant des sucres d'addition ou de l'alcool)	
20098199	Jus d'airelle rouge (Vaccinium macrocarpon, Vaccinium oxycoccos, Vaccinium vitis-idaea), non fermentés, d'une valeur Brix <= 67 à 20 °C (à l'excl. des jus contenant des sucres d'addition ou de l'alcool)	
20098934	Jus de fruits tropicaux [goyaves, mangues, mangoustans, papayes, tamarins, pommes de cajou, litchis, fruits du jaquier [pain des singes], sapotilles, fruits de la passion, caramboles et pitahayas], non fermentés, sans addition d'alcool, avec ou sans addition de sucre ou d'autres édulcorants, d'une valeur Brix > 67 à 20 °C et d'une valeur <= 30 π par 100 kg poids net (à l'excl. des mélanges)	hors goyave
20098935	Jus de fruits ou de légumes, non fermentés, sans addition d'alcool, avec ou sans addition de sucre ou d'autres édulcorants, d'une valeur Brix > 67 à 20 °C et d'une valeur <= 30 € par 100 kg poids net (à l'excl. des mélanges ainsi que des jus d'agrumes, de fruits de la passion, de mangues, de mangoustans, de papayes, de fruits du jaquier [pain des singes], de goyaves, de tamarins, de pommes de cajou, de litchis, de sapotilles, de caramboles, de pitahayas, d'ananas, de tomates, de raisins, de pommes, d'aireselles et de poires)	
20098936	Jus de fruits tropicaux [goyaves, mangues, mangoustans, papayes, tamarins, pommes de cajou, litchis, fruits du jaquier [pain des singes], sapotilles, fruits de la passion, caramboles et pitahayas], non fermentés, sans addition d'alcool, avec ou sans addition de sucre ou d'autres édulcorants, d'une valeur Brix > 67 à 20 °C et d'une valeur > 30 € par 100 kg poids net (à l'excl. des mélanges)	hors Goyave et prune de cythere
20098973	Jus de fruits tropicaux [goyaves, mangues, mangoustans, papayes, tamarins, pommes de cajou, litchis, fruits du jaquier [pain des singes], sapotilles, fruits de la passion, caramboles et pitahayas], non fermentés, sans addition d'alcool, d'une valeur Brix <= 67 à 20 °C et d'une valeur > 30 € par 100 kg poids net, contenant des sucres d'addition (à l'excl. des mélanges)	hors Goyave et prune de cythere
20098979	Jus de fruits ou de légumes, non fermentés, sans addition d'alcool, d'une valeur Brix <= 67 à 20 °C, d'une valeur > 30 π par 100 kg poids net, contenant des sucres d'addition (à l'excl. des mélanges, ainsi que des jus d'agrumes, de goyaves, de mangues, de mangoustans, de papayes, de tamarins, de pommes de cajou, de litchis, de fruits du jaquier [pain des singes], de sapotilles, de fruits de la passion, de caramboles, de pitahayas, d'ananas, de tomates, de raisins, y.c. les moûts, de pommes, d'aireselles, de poires et de cerises)	hors goyave

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171220-17-520-1-DE
Date de télétransmission : 24/01/2018
Date de réception préfecture : 24/01/2018

DELIBERATION N°17 -520-1 EXONERATION SECTEUR C

CODE NC8	DESIGNATIONS	OBSERVATIONS
20098985	Jus de fruits tropicaux [goyaves, mangues, mangoustans, papayes, tamarins, pommes de cajou, litchis, fruits du jaquier [pain des singes], sapotilles, fruits de la passion, caramboles et pitahayas], non fermentés, sans addition d'alcool, d'une valeur Brix <= 67 à 20 °C, d'une valeur 30 ¢ par 100 kg poids net et d'une teneur en sucres d'addition > 30 % en poids (à l'excl. des mélanges)	hors goyave
20098988	Jus de fruits tropicaux [goyaves, mangues, mangoustans, papayes, tamarins, pommes de cajou, litchis, fruits du jaquier [pain des singes], sapotilles, fruits de la passion, caramboles et pitahayas], non fermentés, sans addition d'alcool, d'une valeur Brix <= 67 à 20 °C, d'une valeur <= 30 ¢ par 100 kg poids net et d'une teneur en sucres d'addition <= 30 % en poids (à l'excl. des mélanges)	hors goyave
20098996	Jus de cerises, non fermentés, sans addition d'alcool, d'une valeur Brix <= 67 à 20 °C (à l'excl. des jus contenant des sucres d'addition)	
20098997	Jus de fruits tropicaux [goyaves, mangues, mangoustans, papayes, tamarins, pommes de cajou, litchis, fruits du jaquier [pain des singes], sapotilles, fruits de la passion, caramboles ou pitahayas], non fermentés, sans addition d'alcool, d'une valeur Brix <= 67 à 20 °C (à l'excl. des mélanges, des jus contenant des sucres d'addition)	hors Goyave et prune de cythere
20098999	Jus de fruits ou de légumes, non fermentés, sans addition d'alcool, d'une valeur Brix <= 67 à 20 °C (à l'excl. des mélanges, des jus contenant des sucres d'addition ainsi que des jus d'agrumes, de goyaves, de mangues, de mangoustans, de papayes, de tamarins, de pommes de cajou, de litchis, de fruits du jaquier [pain des singes], de sapotilles, de fruits de la passion, de caramboles, de pitahayas, d'ananas, de tomates, de raisins, y.c. les moûts, de pommes, de poires, de cerises et d'airelles)	
20099051	Mélanges de jus de fruits (y.c. les moûts de raisin) et de jus de légumes, non fermentés, sans addition d'alcool, d'une valeur Brix <= 67 à 20°C et d'une valeur > 30 ¢ par 100 kg poids net, contenant des sucres d'addition (à l'excl. des mélanges de jus de pomme et de jus de poire ainsi que des mélanges de jus d'agrumes et de jus d'ananas)	
20099059	Mélanges de jus de fruits (y.c. les moûts de raisin) et de jus de légumes, non fermentés, sans addition d'alcool, d'une valeur Brix <= 67 à 20°C et d'une valeur > 30 ¢ par 100 kg poids net (à l'excl. des produits contenant des sucres d'addition, des mélanges de jus de pomme et de jus de poire ainsi que des mélanges de jus d'agrumes et de jus d'ananas)	
20099079	Mélanges de jus d'agrumes et de jus d'ananas, non fermentés, sans addition d'alcool, d'une valeur Brix <= 67 à 20°C et d'une valeur <= 30 ¢ par 100 kg poids net (à l'excl. des mélanges contenant des sucres d'addition)	
20099092	Mélanges de jus de fruits tropicaux [goyaves, mangues, mangoustans, papayes, tamarins, pommes de cajou, litchis, fruits du jaquier [pain des singes], sapotilles, fruits de la passion, caramboles et pitahayas], non fermentés, sans addition d'alcool, d'une valeur Brix <= 67 à 20°C, d'une valeur <= 30 ¢ par 100 kg poids net et d'une teneur en sucres d'addition > 30% en poids	
20099096	Mélanges de jus de fruits, y.c. les moûts de raisins, et de jus de légumes, non fermentés, sans addition d'alcool, d'une valeur Brix <= 67 à 20°C, d'une valeur <= 30 ¢ par 100 kg poids net et d'une teneur en sucre d'addition <= 30% en poids (à l'excl. des mélanges de jus de pommes et de poires, des mélanges de jus d'agrumes et d'ananas ainsi que des mélanges de jus de goyaves, de mangues, de mangoustans, de papayes, de tamarins, de pommes de cajou, de litchis, de fruits du jaquier [pain des singes], de sapotilles, de fruits de la passion, de caramboles et de pitahayas)	
20099097	Mélanges de jus de fruits tropicaux [goyaves, mangues, mangoustans, papayes, tamarins, pommes de cajou, litchis, fruits du jaquier [pain des singes], sapotilles, fruits de la passion, caramboles et pitahayas], non fermentés, sans addition d'alcool, d'une valeur Brix <= 67 à 20°C et d'une valeur <= 30 ¢ par 100 kg poids net (à l'excl. des mélanges contenant des sucres d'addition)	
20099098	Mélanges de jus de fruits (y.c. les moûts de raisins) et de jus de légumes, non fermentés, sans addition d'alcool, d'une valeur Brix <= 67 à 20°C et d'une valeur <= 30 ¢ par 100 kg poids net (à l'excl. des mélanges contenant des sucres d'addition, des mélanges de jus de pommes et de poires, des mélanges de jus d'agrumes et d'ananas ainsi que des mélanges de jus de goyaves, de mangues, de mangoustans, de papayes, de tamarins, de pommes de cajou, de litchis, de fruits du jaquier [pain des singes], de sapotilles, de fruits de la passion, de caramboles et de pitahayas)	
21021010	Levures mères sélectionnées [levures de culture]	

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171220-17-520-1-DE
Date de télétransmission : 24/01/2018
Date de réception préfecture : 24/01/2018

DELIBERATION N°17 -520-1 EXONERATION SECTEUR C

CODE NC8	DESIGNATIONS	OBSERVATIONS
21021031	Levures de panification, séchées	
21021039	Levures de panification (autres que séchées)	
21021090	Levures vivantes (à l'excl. des levures mères sélectionnées et des levures de panification)	
21022019	Levures mortes (à l'excl. des levures en tablettes, cubes ou présentations simil., ou bien en emballages immédiats d'un contenu net <= 1 kg)	
21022090	Micro-organismes monocellulaires morts (à l'excl. des micro-organismes monocellulaires conditionnés comme médicaments)	
21023000	Poudres à lever préparées	
21031000	Sauce de soja	
21032000	Tomato ketchup et autres sauces tomates	
21033090	Moutarde préparée	
21039090	Préparations pour sauces et sauces préparées; condiments et assaisonnements, composés (à l'excl. de la sauce de soja, du tomato ketchup et autres sauces tomates, du chutney de mangue liquide ainsi que des amers aromatiques du n° 2103 90 30)	
21042000	Préparations alimentaires composites homogénéisées consistant en un mélange finement homogénéisé de plusieurs substances de base, telles que viande, poisson, légumes, fruits, conditionnées pour la vente au détail comme aliments pour enfants ou pour usages diététiques, en récipients d'un contenu <= 250 g	
21069020	Préparations alcooliques composées, des types utilisés pour la fabrication de boissons, ayant un titre alcoométrique acquis > 0,5% vol (à l'excl. de celles à base de substances odoriférantes)	
21069092	Préparations alimentaires, n.d.a., ne contenant pas de matières grasses provenant du lait, de saccharose, d'isoglucose, de glucose, d'amidon ou de fécule ou contenant en poids < 1,5% de matières grasses provenant du lait, < 5% de saccharose ou d'isoglucose, < 5% de glucose, d'amidon ou de fécule	
21069098	Préparations alimentaires, n.d.a., contenant en poids 1,5% de matières grasses provenant du lait, 5% de saccharose ou d'isoglucose, 5% de glucose ou d'amidon ou de fécule	
21011298	Préparations à base de café	
22042984	Vins produits dans l'UE, en récipients d'une contenance > 10 l, ayant un titre alcoométrique acquis <= 15 % vol (à l'exclusion des vins mousseux, des vins pétillants, des vins blancs et des vins de cépages)	
22042994	Vins non produits dans l'UE, en récipients d'une contenance > 10 l, avec AOP ou IGP (à l'exclusion des vins mousseux, des vins pétillants et des vins blancs)	
22059010	Vermouths et autres vins de raisins frais préparés à l'aide de plantes ou de substances aromatiques, en récipients d'une contenance > 2 l, ayant un titre alcoométrique acquis <= 18% vol	
22071000	Alcool éthylique non dénaturé d'un titre alcoométrique volumique >= 80% vol	
22072000	Alcool éthylique et eaux-de-vie dénaturés de tous titres	

DELIBERATION N°17 -520-1 EXONERATION SECTEUR C

CODE NC8	DESIGNATIONS	OBSERVATIONS
22084051	Rhum d'une teneur en substances volatiles (autres que l'alcool éthylique et méthylique) >= 225 g/hl d'alcool pur "avec une tolérance de 10%", présenté en récipients d'une contenance > 2 l	Limitée au code NAF 1101Z exerçant une activité de transformation pour une volume annuel minimum de 250 HAP et un maximum de 700 HAP
22089099	Alcool éthylique non dénaturé, d'un titre alcoométrique volumique < 80% vol, présenté en récipients d'une contenance > 2 l	
22090011	Vinaigres de vin, comestibles, présentés en récipients d'une contenance <= 2 l	
22090019	Vinaigres de vin, comestibles, présentés en récipients d'une contenance > 2 l	
22090099	Vinaigres comestibles et succédanés de vinaigre comestibles obtenus à partir d'acide acétique, présentés en récipients d'une contenance > 2 l (à l'excl. des vinaigres de vin)	
23032010	Pulpes de betteraves	
23040000	Tourteaux et autres résidus solides, même broyés ou agglomérés sous forme de pellets, de l'extraction de l'huile de soja	
23062000	Tourteaux et autres résidus solides, même broyés ou agglomérés sous forme de pellets, de l'extraction des graisses ou huiles de lin	
23063000	Tourteaux et autres résidus solides, même broyés ou agglomérés sous forme de pellets, de l'extraction des graisses ou huiles de tournesol	
23080040	Glands de chêne et marrons d'Inde ainsi que marcs de fruits, même agglomérés sous forme de pellets, des types utilisés pour l'alimentation des animaux (à l'excl. des marcs de raisins)	
23080090	Tiges de maïs, feuilles de maïs, pelures de fruits et autres matières, déchets, résidus et sous-produits végétaux, même agglomérés sous forme de pellets, des types utilisés pour l'alimentation des animaux, n.d.a. (à l'excl. des glands de chêne, des marrons d'Inde et des marcs de fruits)	
23099010	Produits dits 'solubles' de poissons ou de mammifères marins, destinés à compléter les aliments produits à la ferme	LIMITE AU CODE NAF 0321Z/ AQUACULTURE EN MER ET 1091Z/ FABRICATION D'ALIMENTS POUR ANIMAUX DE FERME
25010031	Sel, y.c. le sel préparé pour la table et le sel dénaturé, et chlorure de sodium pur, même en solution aqueuse, destinés à la transformation chimique [séparation Na de Cl] pour la fabrication d'autres produits	
25010051	Sels dénaturés ou destinés à d'autres usages industriels, y.c. le raffinage (à l'excl. des sels destinés soit à la transformation chimique soit à la conservation ou à la préparation de produits destinés à l'alimentation humaine ou animale)	
25010091	Sel propre à l'alimentation humaine	
25010099	Sel et chlorure de sodium pur, même en solution aqueuse ou additionnés d'agents antiagglomérants ou d'agents assurant une bonne fluidité (à l'excl. du sel dénaturé, du sel préparé pour la table ainsi que des sels destinés à la transformation chimique [séparation Na de Cl] ou à d'autres usages industriels)	
25030010	Soufres bruts et soufres non raffinés (à l'excl. du soufre sublimé, du soufre précipité et du soufre colloïdal)	
25051000	Sables siliceux et sables quartzeux, même colorés	

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171220-17-520-1-DE
Date de télétransmission : 24/01/2018
Date de réception préfecture : 24/01/2018

DELIBERATION N°17 -520-1 EXONERATION SECTEUR C

CODE NC8	DESIGNATIONS	OBSERVATIONS
25070020	Kaolin	
25070080	Argiles kaoliniques (à l'excl. du kaolin)	
25081000	Bentonite	
25084000	Argiles (à l'excl. des argiles réfractaires ou expansées ainsi que du bentonite, du kaolin et des autres argiles kaoliniques)	
25090000	Craie	
25101000	Phosphates de calcium et phosphates aluminocalciques, naturels et craies phosphatées, non moulus	
25111000	Sulfate de baryum naturel [barytine]	
25120000	Farines siliceuses fossiles [kieselguhr, tripolite, diatomite, p.ex.] et autres terres siliceuses analogues, d'une densité apparente <= 1, même calcinées	
25131000	Pierre ponce	
25132000	Émeri, corindon naturel, grenat naturel et autres abrasifs naturels, même traités thermiquement	
25174100	Granulés, éclats et poudres de marbre, même traités thermiquement	
25171010	Cailloux et graviers, des types généralement utilisés pour le bétonnage ou pour l'empierrement des routes, des voies ferrées ou autres ballasts, galets et silex, même traités thermiquement	Limitée au code NAF 2399Z
25181000	Dolomie, non calcinée ni frittée, dite 'crue [à l'état brut]', y.c. la dolomie dégrossie ou simpl. débitée, par sciage ou autrement, en blocs ou en plaques de forme carrée ou rectangulaire (à l'excl. de la dolomie concassée des types généralement utilisés pour le bétonnage ou pour l'empierrement des routes, des voies ferrées ou autres ballasts)	
25199010	Oxyde de magnésium, même pur (à l'excl. du carbonate de magnésium [magnésite] calciné)	
25201000	Gypse; anhydrite	
25210000	Castines; pierres à chaux ou à ciment	
25222000	Chaux éteinte	
25231000	Ciments non pulvérisés dits 'clinkers'	
25252000	Mica en poudre	
25262000	Stéatite naturelle, broyée ou pulvérisée	
27073000	Xylol (xylènes) contenant > 50% de xylènes (à l'excl. des produits de constitution chimique définie)	
27075000	Mélanges d'hydrocarbures aromatiques distillant >= 65% de leur volume (y.c. les pertes) à 250°C d'après la méthode ASTM D 86 (à l'excl. des produits de constitution chimique définie)	
27101221	White spirit	
27101929	Huiles moyennes et préparations de pétrole ou de minéraux bitumineux, n.d.a. (à l'excl. du pétrole lampant et des huiles destinées à subir une transformation chimique)	
27101981	Huiles pour moteurs, compresseurs et turbines, contenant en poids >= 70 % d'huiles de pétrole ou de minéraux bitumeux et dont ces huiles constituent l'élément de base (sauf celles destinées à subir une transformation chimique)	
27101985	Huiles blanches et paraffine liquide, contenant en poids >= 70 % d'huiles de pétrole ou de minéraux bitumeux, et dont ces huiles constituent l'élément de base (sauf celles destinées à subir une transformation chimique)	

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171220-17-520-1-DE
Date de télétransmission : 24/01/2018
Date de réception préfecture : 24/01/2018

DELIBERATION N°17 -520-1 EXONERATION SECTEUR C

CODE NC8	DESIGNATIONS	OBSERVATIONS
27111397	Butanes, liquéfiés, d'une pureté <= 90 % (sauf destinés à subir une transformation chimique)	
27121090	Vaseline purifiée	
27122090	Paraffine contenant en poids < 0,75% d'huile (à l'excl. de la paraffine synthétique d'un poids moléculaire >= 460 mais <= 1560)	
27129039	Paraffine, cire de pétrole microcristalline, [slack wax], autres cires minérales et produits simil. obtenus par synthèse ou par d'autres procédés, bruts (sauf ceux destinés à subir une transformation chimique et à l'excl. de la vaseline, de la paraffine contenant en poids < 0,75 % d'huile, de l'ozokérite et de la cire de lignite ou de tourbe)	
27129099	Paraffine cire de pétrole microcristalline, 'slack wax', ozokérite, cire de lignite, cire de tourbe, autres cires minérales et produits simil. obtenus par synthèse ou par d'autres procédés, même colorés (à l'excl. de la vaseline, de la paraffine contenant en poids < 0,75% d'huile et du mélange de l-alcènes contenant en poids >= 80% de l-alcènes d'une longueur de chaîne de >= 24 mais <= 28 atomes de carbone)	
28011000	Chlore	
28042100	Argon	
28042910	Hélium	
28070000	Acide sulfurique; oléum	
28080000	Acide nitrique; acides sulfonitriques	
28092000	Acide phosphorique; acides polyphosphoriques, de constitution chimique définie ou non	
28100090	Oxydes de bore et acides boriques (à l'excl. du trioxyde de dibore)	
28112100	Dioxyde de carbone	
28112200	Dioxyde de silicium	
28112905	Dioxyde de soufre	
28141000	Ammoniac anhydre	
28142000	Ammoniac en solution aqueuse [ammoniaque]	taux réduit à 5%
28151100	Hydroxyde de sodium [soude caustique], solide	
28151200	Hydroxyde de sodium en solution aqueuse [lessive de soude caustique]	
28152000	Hydroxyde de potassium [potasse caustique]	
28153000	Peroxydes de sodium ou de potassium	
28170000	Oxyde de zinc; peroxyde de zinc	
28211000	Oxydes et hydroxydes de fer	
28230000	Oxydes de titane	
28252000	Oxyde et hydroxyde de lithium	
28259011	Hydroxyde de calcium d'une pureté en poids >= 98% sur produit sec sous forme de particules dont pas plus de 1% en poids sont de dimension > 75 micromètres et pas plus de 4% en poids sont de dimension < 1,3 micromètre	
28261910	Fluorures d'ammonium ou de sodium	

DELIBERATION N°17 -520-1 EXONERATION SECTEUR C

CODE NC8	DESIGNATIONS	OBSERVATIONS
28269080	Fluorosilicates, fluoroaluminates et autres sels complexes de fluor (à l'excl. de l'hexafluoroaluminate de sodium [cryolithe synthétique], de l'hexafluorozirconate de dipotassium ainsi que des composés inorganiques ou organiques du mercure)	
28272000	Chlorure de calcium	
28273100	Chlorure de magnésium	
28273910	Chlorures d'étain	
28275100	Bromures de sodium ou de potassium	
28311000	Dithionites et sulfoxyates de sodium	
28332100	Sulfate de magnésium	
28332200	Sulfate d'aluminium	
28332500	Sulfate de cuivre	
28332700	Sulfate de baryum	
28332920	Sulfates de cadmium, de chrome et de zinc	
28332980	Sulfates (autres que de sodium, de magnésium, d'aluminium, de nickel, de cuivre, de baryum, de cadmium, de chrome, de zinc, de cobalt, de titane, de plomb et de mercure)	
28333000	Aluns	
28342100	Nitrate de potassium	
28342980	Nitrates (autres que de potassium, de baryum, de béryllium, de cadmium, de cobalt, de nickel, de cuivre, de plomb et de mercure)	
28352200	Phosphates de mono- ou de disodium	
28352500	Hydrogénoorthophosphate de calcium [phosphate dicalcique]	
28352990	Phosphates (à l'excl. des phosphates de triammonium, de monosodium, de disodium, de trisodium, de potassium, de calcium et de mercure)	
28353100	Triphosphate de sodium [tripolyphosphate de sodium], de constitution chimique définie ou non	
28353900	Polyphosphates, de constitution chimique définie ou non (à l'excl. du triphosphate de sodium [tripolyphosphate de sodium], et des composés inorganiques ou organiques du mercure, de constitution chimique définie ou non)	
28362000	Carbonate de disodium	
28363000	Hydrogénocarbonate [bicarbonate] de sodium	
28364000	Carbonates de potassium	

DELIBERATION N°17 -520-1 EXONERATION SECTEUR C

CODE NC8	DESIGNATIONS	OBSERVATIONS
28365000	Carbonate de calcium	Limité aux codes NAF 2030Z (Fabrication de peintures, vernis, encres et mastics), 2015Z (Fabrication de produits azotés et d'engrais) et 1091Z (Fabrication d'aliments pour animaux de ferme)
28371900	Cyanures et oxycyanures (autres que de sodium et de mercure)	
28391100	Métasilicates de sodium	
28402090	Borates (à l'excl. des borates de sodium anhydres et du tétraborate de disodium [borax raffiné])	
28416100	Permanganate de potassium	
28431010	Argent, à l'état colloïdal	
28433000	Composés d'or, inorganiques ou organiques, de constitution chimique définie ou non	
28439090	Composés inorganiques ou organiques de métaux précieux, de constitution chimique définie ou non (à l'excl. des composés d'argent ou d'or)	
28470000	Peroxyde d'hydrogène [eau oxygénée], même solidifié avec de l'urée	
29023000	Toluène	
29024400	Isomères du xylène en mélange	
29031200	Dichlorométhane [chlorure de méthylène]	
29037100	Chlorodifluorométhane	
29041000	Dérivés, seulement sulfonés, des hydrocarbures, leurs sels et leurs esters éthyliques	
29051200	Propane-1-ol [alcool propylique] et propane-2-ol [alcool isopropylique]	
29051300	Butane-1-ol [alcool n-butylique]	
29051490	Butanols (à l'excl. du butane-1-ol [alcool n-butylique] et du 2-méthylpropane-2-ol [alcool ter-butylique])	
29051700	Dodécane-1-ol [alcool laurique], hexadécane-1-ol [alcool cétylique] et octadécane-1-ol [alcool stéarique]	
29053100	Éthylène glycol [éthanediol]	
29053200	Propylène glycol [propane-1,2-diol]	
29053995	Diols acycliques (à l'excl. de l'éthylène glycol [éthanediol], du propylène glycol [propane-1,2-diol], du butane-1,3-diol, du butane-1,4-diol et du 2,4,7,9-tétraméthyldec-5-yne-4,7-diol)	
29054499	D-Glucitol [sorbitol] (à l'excl. du D-glucitol en solution aqueuse ainsi que du D-glucitol contenant du D-mannitol dans une proportion <= 2% en poids, calculée sur sa teneur en D-glucitol)	
29054500	Glycérol	

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171220-17-520-1-DE
Date de télétransmission : 24/01/2018
Date de réception préfecture : 24/01/2018

DELIBERATION N°17 -520-1 EXONERATION SECTEUR C

CODE NC8	DESIGNATIONS	OBSERVATIONS
29054900	Triols, tétrols et autres polyalcools acycliques (à l'excl. des diols, du 2-éthyl-2-(hydroxyméthyl)propane-1,3-diol [triméthylolpropane], du pentaérythritol, du mannitol, du D-glucitol [sorbitol] et du glycérol)	
29071200	Crésols et leurs sels	
29072100	Résorcinol et ses sels	
29094300	Éthers monobutyliques de l'éthylène-glycol ou du diéthylène-glycol	
29094980	Éthers-alcools cycliques et leurs dérivés halogénés, sulfonés, nitrés ou nitrosés (à l'excl. du 2-(2-Chloroéthoxy)éthanol)	
29095000	Éthers-phénols, éthers-alcools-phénols et leurs dérivés halogénés, sulfonés, nitrés ou nitrosés	
29096000	Peroxydes d'alcools, peroxydes d'éthers, peroxydes de cétones et leurs dérivés halogénés, sulfonés, nitrés ou nitrosés	
29103000	1-Chloro-2,3-époxypropane [épichlorhydrine]	
29121100	Méthanal [formaldéhyde]	
29141100	Acétone	
29141200	Butanone [méthyléthylcétone]	
29141300	4-Méthylpentane-2-one [méthylisobutylcétone]	
29152900	Sels de l'acide acétique (à l'excl. des composés inorganiques ou organiques du mercure)	
29153100	Acétate d'éthyle	
29155000	Acide propionique, ses sels et ses esters	
29156019	Acides butanoïques, leurs sels et leurs esters (à l'excl. du diisobutyrate de 1-isopropyl-2,2-diméthyltriméthylène)	
29157050	Acide stéarique, ses sels et ses esters	
29159070	Acides monocarboxyliques acycliques saturés, leurs anhydrides, halogénures, peroxydes et peroxyacides; leurs dérivés halogénés, sulfonés, nitrés ou nitrosés (à l'excl. des acides formique, acétique, mono-, di- ou trichloroacétiques, propionique, butanoïques, pentanoïques, palmitique, stéarique et laurique et de leurs sels et esters et de l'anhydride acétique)	
29161995	Acides monocarboxyliques acycliques non saturés, leurs anhydrides, halogénures, peroxydes, peroxyacides et leurs dérivés halogénés, sulfonés, nitrés ou nitrosés (à l'excl. des acides acrylique, méthacrylique, oléique, linoléique, linolénique ou undécénoïques et des sels et esters de ces produits ainsi qu'à l'excl. de l'acide crotonique et du binapacryl [ISO])	
29163100	Acide benzoïque, ses sels et ses esters (à l'excl. des composés inorganiques ou organiques du mercure)	
29181400	Acide citrique	
29181500	Sels et esters de l'acide citrique (à l'excl. des composés inorganiques ou organiques du mercure)	
29181600	Acide gluconique, ses sels et ses esters	
29181800	Chlorobenzilate [ISO]	
29182100	Acide salicylique et ses sels (à l'excl. des composés inorganiques ou organiques du mercure)	
29189990	Acides carboxyliques contenant des fonctions oxygénées supplémentaires, leurs anhydrides, halogénures, peroxydes, peroxyacides et leurs dérivés halogénés, sulfonés, nitrés ou nitrosés (à l'excl. des acides contenant uniquement la fonction alcool, phénol, aldéhyde ou cétone ainsi que de l'acide 2,6-diméthoxybenzoïque, du Dicamba [ISO], du phénoxyacétate de sodium et du 2,4,5-T [ISO] [acide 2,4,5-trichlorophénoxyacétique] et ses sels et esters)	

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171220-17-520-1-DE
Date de télétransmission : 24/01/2018
Date de réception préfecture : 24/01/2018

DELIBERATION N°17 -520-1 EXONERATION SECTEUR C

CODE NC8	DESIGNATIONS	OBSERVATIONS
29209010	Esters sulfuriques et esters carboniques; leurs sels et leurs dérivés halogénés, sulfonés, nitrés ou nitrosés (à l'excl. des composés inorganiques ou organiques du mercure)	
29214200	Dérivés de l'aniline et leurs sels	
29221100	Monoéthanolamine et ses sels	
29224100	Lysine et ses esters; sels de ces produits	
29221500	Triéthanolamine	
29224985	Amino-acides et leurs esters; sels de ces produits (autres que ceux à fonctions oxygénées différentes et à l'excl. de la lysine et ses esters et des sels de ces produits, de l'acide glutamique et de ses sels, du tilidin [DCI] et ses sels, de l'acide anthranilique et ses sels et beta-alanine)	
29225000	Amino-alcools-phénols, amino-acides-phénols et autres composés aminés à fonctions oxygénées (à l'excl. des amino-alcools, des amino-naphtols et autres amino-phénols et leurs éthers et esters, des amino-acides et leurs esters, des amino-aldéhydes, des amino-cétones, des amino-quinones et des sels de tous ces produits)	
29232000	Lécithines et autres phosphoaminolipides, de constitution chimique définie ou non	
29242970	Amides, y.c. les carbamates, cycliques et leurs dérivés; sels de ces produits (à l'excl. des uréines et de leurs dérivés, des sels de ces produits, de l'acide 2-acétamidobenzoïque [acide N-acétylanthranilique] et ses sels ainsi que de l'éthinamate [DCI], de l'alachlor, et de la lidocaïne [DCI])	
29251100	Saccharine et ses sels	
29291000	Isocyanates	
29299000	Composés à fonctions azotées (sauf isocyanates, composés aminés à fonctions oxygénées, sels et hydroxydes organiques d'ammonium quaternaires, lécithines et autres phosphoaminolipides, composés à fonction amide de l'acide carbonique, composés à fonction amine, carboxyamide, carboxyimide, imine ou nitrile, composés diazoïques, azoïques ou azoxyques ainsi que les dérivés organiques de l'hydrazine ou de l'hydroxylamine)	
29302000	Thiocarbamates et dithiocarbamates (à l'excl. des composés inorganiques ou organiques du mercure)	
29304090	Méthionine (à l'excl. du méthionine [DCI])	
29309098	Thiocomposés organiques (à l'excl. des thiocarbamates, des dithiocarbamates, des mono-, di- ou tétrasulfures de thiourame, de la méthionine, du 2(N,N-diéthylamino)éthanethiol, du sulfure de bis(2hydroxyéthyle) (thiodiglycol [DCI]), de l'aldicarbe [ISO], du captafol [ISO], du méthamidophos [ISO], de l'acide DL-2-hydroxy-4-(méthylthio)butyrique, de la cystéine, de la cystine, des dérivés de la cystéine ou de la cystine, du bis[3-'3,5-di-tert-butyl-4-hydroxyphényl]propionate] de 2,2'-thiodiéthyle et d'un mélange d'isomères constitué de 4-méthyl-2,6-bis[méthylthio]-m-phénylènediamine et 2-méthyl-4,6-bis[méthylthio]-m-phénylène-diamine))	

DELIBERATION N°17 -520-1 EXONERATION SECTEUR C

CODE NC8	DESIGNATIONS	OBSERVATIONS
29319000	Composés organo-inorganiques (à l'exclusion du plomb tétraméthyle et plomb tétraéthyle, des composés du tributylétain, du méthylphosphonate de diméthyle, du propylphosphonate de diméthyle, de l'éthylphosphonate de diéthyle, du méthylphosphonate de sodium 3(trihydroxysilyl)propyle, du 2,4,6Trioxide de 2,4,6tripropyl1,3,5,2,4,6trioxatriphosphinane, du méthylphosphonate de (5éthyl2méthyl2oxido1,3,2dioxaphosphinan5yl)méthyle et de méthyle, du méthylphosphonate de is(5éthyl2méthyl2oxido1,3,2dioxaphosphinan5yl)méthyle, du Sel d'acide méthylphosphonique et d'(aminoiminométhyl)urée(1 : 1), du difluorure de méthylphosphonoyle (difluorure méthylphosphonique), du dichlorure de méthylphosphonoyle (dichlorure méthylphosphonique), de l'acide étidronique (DCI) (acide 1hydroxyéthane1,1diphosphonique) et ses sels et de l'acide (nitrilotriméthanediy)trisphosphonique, acide {[éthane1,2diylbis[nitrilobis (méthylène)]}tétrakisphosphonique, acide [(bis[2[bis(phosphonométhyl) amino]éthyl]amino)méthyl]phosphonique, acide {[hexane1,6diylbis[nitrilobis(méthylène)]}tétrakisphosphonique, acide {[[(2hydroxyéthyl)imino]bis(méthylène)}bisphosphonique, et acide [(bis[6[bis(phosphonométhyl)amino]hexyl]amino)méthyl]phosphonique)	
29329900	Composés hétérocycliques à hétéroatome[s] d'oxygène exclusivement (à l'excl. des lactones, de l'isosafrôle, du 1-[1,3-benzodioxole-5-yl]propane-2-one, du pipéronal, du safrôle, du tétrahydrocannabinol [tous les isomères], des composés dont la structure comporte un cycle furanne, hydrogéné ou non, non condensé ainsi que des composés inorganiques ou organiques du mercure)	
29332100	Hydantoïne et ses dérivés	
29336980	Composés hétérocycliques à hétéroatome[s] d'azote exclusivement, dont la structure comporte un cycle triazine, hydrogéné ou non, non condensé (à l'excl. de la mélamine, de l'atrazine [ISO], de la propazine [ISO], de la simazine [ISO], de l'hexahydro-1,3,5-trinitro-1,3,5-triazine [hexogène, triméthylènetrinitramine], de la méthénamine [DCI] [hexaméthylènetétramine] et du 2,6-di-tert-butyl-4-[4,6-bis'octylthio'-1,3,5-triazine-2-ylamino]phénol)	
29349990	Acides nucléiques et leurs sels, de constitution chimique définie ou non; composés hétérocycliques (à l'excl. des composés à hétéroatome[s] d'oxygène exclusivement ou des composés à hétéroatome[s] d'azote exclusivement, des composés dont la structure comporte des cycles thiazole, benzothiazole ou phénothiazine sans autres condensations, de l'aminorex [DCI], du brotizolam [DCI], du clotiazépam [DCI], du cloxazolam [DCI], du dextromoramide [DCI], de l'haloxazolam [DCI], du kétazolam [DCI], du mésocarb [DCI], de l'oxazolam [DCI], du pémoline [DCI], du phendimétrazine [DCI], du phenmétrazine [DCI], du sufentanil [DCI], de leurs sels, du chlorprothixène [DCI], du thénalidine [DCI] et ses tartrates et maléates, du furazolidone [DCI], de l'acide 7-aminocéphalosporanique, des sels et esters d'acide '6R, 7R'-3-acétoxyméthyl-7-['R'-2-formyloxy-2-phénylacétamido]-8-oxo-5-thia-1-azabicyclo[4.2.0]oct-2-ène-2-carboxylique et du bromure de 1-[2-'1,3-dioxan-2-yl'éthyl]-2-méthylpyridinium ainsi que des composés inorganiques ou organiques du mercure)	
29362100	Vitamines A et leurs dérivés utilisés principalement en tant que vitamines	
29362400	Acide D- ou DL-pantothénique [vitamine B3 ou vitamine B5] et ses dérivés utilisés principalement en tant que vitamines	
29362700	Vitamine C et ses dérivés utilisés principalement en tant que vitamines	
29362800	Vitamine E et ses dérivés utilisés principalement en tant que vitamines	
29362900	Vitamines et leurs dérivés utilisés principalement en tant que vitamines, non mélangés (à l'excl. des vitamines A, B1, B2, B3, B5, B6, B12, C et E ainsi que des dérivés de ces vitamines)	
29369000	Provitamines et mélanges de vitamines, de provitamines ou de concentrats, même en solutions quelconques ainsi que des concentrats naturels	
29420000	Composés organiques de constitution chimique définie présentés isolément, n.d.a.	
30023000	Vaccins pour la médecine vétérinaire	
30029050	Cultures de micro-organismes (à l'excl. des levures)	

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171220-17-520-1-DE
Date de télétransmission : 24/01/2018
Date de réception préfecture : 24/01/2018

DELIBERATION N°17 -520-1 EXONERATION SECTEUR C

CODE NC8	DESIGNATIONS	OBSERVATIONS
30039000	Médicaments constitués par des produits mélangés entre eux, préparés à des fins thérapeutiques ou prophylactiques, mais ni présentés sous forme de doses, ni conditionnés pour la vente au détail (sauf antibiotiques contenant des hormones ou des stéroïdes utilisés comme hormones, mais sans antibiotiques, alcaloïdes ou leurs dérivés, hormones, antibiotiques, principes actifs contre le paludisme ou produits des positions 3002, 3005 ou 3006)	
30042000	Médicaments contenant des antibiotiques, présentés sous forme de doses [y.c. ceux destinés à être administrés par voie percutanée] ou conditionnés pour la vente au détail (à l'excl. des produits contenant des pénicillines ou des dérivés de ces produits, à structure d'acide pénicillanique, ou des streptomycines ou des dérivés de ces produits)	
30045000	Médicaments contenant des provitamines, des vitamines, y.c. les concentrats naturels, ou des dérivés de ces produits utilisés principalement en tant que vitamines, présentés sous forme de doses [y.c. ceux destinés à être administrés par voie percutanée] ou conditionnés pour la vente au détail	
30049000	Médicaments constitués par des produits mélangés ou non, préparés à des fins thérapeutiques ou prophylactiques, et présentés sous forme de doses (y compris ceux destinés à être administrés par voie percutanée) ou conditionnés pour la vente au détail (à l'exclusion des médicaments contenant des antibiotiques, des hormones, des stéroïdes utilisés comme hormones, des alcaloïdes, des provitamines, des vitamines, leurs dérivés ou des principes actifs contre le paludisme)	
31010000	Engrais d'origine animale ou végétale, même mélangés entre eux ou traités chimiquement; engrais résultant du mélange ou du traitement chimique de produits d'origine animale ou végétale (à l'excl. des produits présentés soit en tablettes ou formes simil., soit en emballages d'un poids brut <= 10 kg)	
31021010	Urée, même en solution aqueuse, d'une teneur en azote > 45% en poids du produit anhydre à l'état sec (à l'excl. des produits présentés soit en tablettes ou formes simil., soit en emballages d'un poids brut <= 10 kg)	
31022100	Sulfate d'ammonium (à l'excl. des produits présentés soit en tablettes ou formes simil., soit en emballages d'un poids brut <= 10 kg)	
31022900	Sels doubles et mélanges de sulfate d'ammonium et de nitrate d'ammonium (à l'excl. des produits présentés soit en tablettes ou formes simil., soit en emballages d'un poids brut <= 10 kg)	
31024010	Mélanges de nitrate d'ammonium et de carbonate de calcium ou d'autres matières inorganiques dépourvues de pouvoir fertilisant, destinés à être utilisés comme engrais, d'une teneur en azote <= 28% en poids (à l'excl. des produits présentés soit en tablettes ou formes simil., soit en emballages d'un poids brut <= 10 kg)	
31028000	Mélanges d'urée et de nitrate d'ammonium en solutions aqueuses ou ammoniacales (à l'excl. des produits présentés en emballages d'un poids brut <= 10 kg)	
31029000	Engrais minéraux ou chimiques azotés (sauf urée; sulfate d'ammonium; nitrates d'ammonium ou de sodium; sels doubles et mélanges nitrates ammonium/calcium, urée/nitrate d'ammonium en solutions aqueuses ou ammoniacales, nitrate d'ammonium/carbonate de calcium ou autres matières inorganiques dépourvues de pouvoir fertilisant; produits présentés en tablettes ou en emballages d'un poids brut <= 10 kg)	
31039000	Engrais minéraux ou chimiques phosphatés (à l'excl. des superphosphates et des produits présentés soit en tablettes ou formes simil., soit en emballages d'un poids brut <= 10 kg)	
31042050	Chlorure de potassium, d'une teneur en potassium évalué en monoxyde de potassium > 40% mais <= 62% en poids du produit anhydre à l'état sec (à l'excl. des produits présentés soit en tablettes ou formes simil., soit en emballages d'un poids brut <= 10 kg)	
31042090	Chlorure de potassium, destiné à être utilisé comme engrais, d'une teneur en potassium évalué en monoxyde de potassium > 62% en poids du produit anhydre à l'état sec (à l'excl. des produits présentés soit en tablettes ou formes simil., soit en emballages d'un poids brut <= 10 kg)	
31043000	Sulfate de potassium (à l'excl. des produits présentés soit en tablettes ou formes simil., soit en emballages d'un poids brut <= 10 kg)	

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171220-17-520-1-DE
Date de télétransmission : 24/01/2018
Date de réception préfecture : 24/01/2018

DELIBERATION N°17 -520-1 EXONERATION SECTEUR C

CODE NC8	DESIGNATIONS	OBSERVATIONS
31049000	Carnallite, sylvinite et autres sels de potassium naturels bruts, sulfate de potassium et de magnésium et mélanges d'engrais potassiques [p.ex. mélanges de chlorure de potassium et de sulfate de potassium] (à l'excl. des produits présentés soit en tablettes ou formes simil., soit en emballages d'un poids brut <= 10 kg)	
31052010	Engrais minéraux ou chimiques contenant du phosphore et du potassium, d'une teneur en azote > 10 % en poids du produit anhydre à l'état sec (à l'excl. des produits présentés soit en tablettes ou formes simil., soit en emballages d'un poids brut <= 10 kg)	
31053000	Hydrogénoorthophosphate de diammonium [phosphate diammonique] (à l'excl. des produits présentés soit en tablettes ou formes simil., soit en emballages d'un poids brut <= 10 kg)	
31054000	Dihydrogénoorthophosphate d'ammonium [phosphate monoammonique], même en mélange avec l'hydrogénoorthophosphate de diammonium [phosphate diammonique] (à l'excl. des produits présentés soit en tablettes ou formes simil., soit en emballages d'un poids brut <= 10 kg)	
31055100	Engrais minéraux ou chimiques contenant des nitrates et des phosphates (à l'excl. du dihydrogénoorthophosphate d'ammonium [phosphate monoammonique], de l'hydrogénoorthophosphate de diammonium [phosphate diammonique] ainsi que des produits présentés soit en tablettes ou formes simil., soit en emballages d'un poids brut <= 10 kg)	
31056000	Engrais minéraux ou chimiques contenant les deux éléments fertilisants : phosphore et potassium (à l'excl. des produits présentés soit en tablettes ou formes simil., soit en emballages d'un poids brut <= 10 kg)	
32019090	Extraits tannants d'origine végétale (à l'excl. des extraits de quebracho, de mimosa, de chêne, de châtaignier, de sumac et de vallonées); tanins et leurs sels, éthers, esters et autres dérivés	
32021000	Produits tannants organiques synthétiques	
32029000	Produits tannants inorganiques; préparations tannantes, même contenant des produits tannants naturels; préparations enzymatiques pour le prêtannage	
32030010	Matières colorantes d'origine végétale, y.c. les extraits tinctoriaux, même de constitution chimique définie; préparations à base de matières colorantes d'origine végétale, des types utilisés pour colorer toute matière ou bien destinées à entrer comme ingrédients dans la fabrication de préparations colorantes (à l'excl. des préparations des n° 3207, 3208, 3209, 3210, 3212, 3213 et 3215)	
32030090	Matières colorantes d'origine animale, y.c. les extraits tinctoriaux (sauf les noirs d'origine animale), même de constitution chimique définie; préparations à base de matières colorantes d'origine animale ou bien destinées à entrer comme ingrédients dans la fabrication de préparations colorantes (à l'excl. des préparations des n° 3207, 3208, 3209, 3210, 3212, 3213 et 3215)	
32041200	Colorants organiques synthétiques acides, même métallisés, et colorants organiques synthétiques à mordants; préparations à base de colorants organiques synthétiques acides ou à mordants, des types utilisés pour colorer toute matière ou bien destinées à entrer comme ingrédients dans la fabrication de préparations colorantes (à l'excl. des préparations des n° 3207, 3208, 3209, 3210, 3212, 3213 et 3215)	
32041700	Colorants organiques synthétiques pigmentaires; préparations à base de colorants organiques synthétiques pigmentaires, des types utilisés pour colorer toute matière ou bien destinées à entrer comme ingrédients dans la fabrication de préparations colorantes (à l'excl. des préparations des n° 3207, 3208, 3209, 3210, 3212, 3213 et 3215)	
32041900	Matières colorantes organiques synthétiques (sauf colorants dispersés, acides, à mordants, basiques, directs, de cuve, réactifs et pigmentaires); préparations à base de matières colorantes organiques synthétiques ou bien destinées à entrer comme ingrédients dans la fabrication de préparations colorantes (à l'excl. des préparations des n° 3207, 3208, 3209, 3210, 3212, 3213 et 3215); mélanges de matières colorantes d'au moins deux des n° 320411 à 320419	
32049000	Produits organiques synthétiques des types utilisés comme luminophores, même de constitution chimique définie	

DELIBERATION N°17 -520-1 EXONERATION SECTEUR C

CODE NC8	DESIGNATIONS	OBSERVATIONS
32061100	Pigments et préparations à base de dioxyde de titane, contenant en poids $\geq 80\%$ de dioxyde de titane calculé sur matière sèche, des types utilisés pour colorer toute matière ou bien destinés à entrer comme ingrédients dans la fabrication de préparations colorantes (à l'excl. des préparations des n° 3207, 3208, 3209, 3210, 3212, 3213 et 3215)	
32064200	Lithopone, autres pigments et préparations à base de sulfure de zinc, des types utilisés pour colorer toute matière ou bien destinés à entrer comme ingrédients dans la fabrication de préparations colorantes (à l'excl. des préparations des n° 3207, 3208, 3209, 3210, 3212, 3213 et 3215)	
32064970	Matières colorantes inorganiques ou minérales, n.d.a.; préparations à base de matières colorantes inorganiques ou minérales, des types utilisés pour colorer toute matière ou bien destinées à entrer comme ingrédients dans la fabrication de préparations colorantes, n.d.a. (sauf préparations visées aux n° 3207, 3208, 3209, 3210, 3213 et 3215); produits inorganiques des types utilisés comme luminophores et magnétite)	
32065000	Produits inorganiques des types utilisés comme luminophores, même de constitution chimique définie	
32071000	Pigments, opacifiants et couleurs préparés et préparations simil., des types utilisés pour la céramique, l'émaillerie ou la verrerie	
32074085	Frittes et autres verres sous forme de poudre, de grenailles ou de flocons (à l'excl. du verre dit 'émail', du verre sous forme de flocons d'une longueur $\geq 0,1$ mm mais $\leq 3,5$ mm et d'une épaisseur ≥ 2 mais ≤ 5 micromètres et du verre sous forme de poudre ou de grenailles contenant en poids $\geq 99\%$ de dioxyde de silicium)	
32082010	Produits à base de polymères acryliques ou vinyliques en solution dans des solvants organiques volatils, pour autant que la proportion du solvant $> 50\%$ du poids de la solution	
32082090	Peintures et vernis à base de polymères acryliques ou vinyliques, dispersés ou dissous dans un milieu non aqueux	
32089011	Polyuréthane obtenu à partir de 2,2'-[tert-butylimino]diéthanol et de 4,4'-méthylènedicyclohexyldiisocyanate, sous forme de solution dans du N,N-diméthylacétamide, contenant en poids $\geq 48\%$ mais $< 50\%$ de polymère	
32089013	Copolymère de p-crésol et divinylbenzène, sous forme de solution dans du N,N-diméthylacétamide, contenant en poids $\geq 48\%$ mais $< 50\%$ de polymère	
32089019	Produits visés dans le libellé des n° 3901 à 3913 en solution dans des solvants organiques volatils, pour autant que la proportion du solvant $> 50\%$ du poids de la solution (à l'excl. des collodions et des solutions à base de polyesters ou de polymères acryliques ou vinyliques ainsi que du polyuréthane obtenu à partir de 2,2'-[tert-butylimino]diéthanol et de 4,4'-méthylènedicyclohexyldiisocyanate et d'un copolymère de p-crésol et divinylbenzène, les deux sous forme de solution dans du N,N-diméthylacétamide, contenant en poids $\geq 48\%$ de polymère)	
32089091	Peintures et vernis à base de polymères synthétiques, dispersés ou dissous dans un milieu non aqueux (à l'excl. des produits à base de polyesters ou de polymères acryliques ou vinyliques)	
32110000	Siccatis préparés	
32121000	Feuilles pour le marquage au fer, des types utilisés pour le marquage des reliures, des cuirs ou coiffes de chapeaux	
32129000	Pigments, y.c. les poudres et flocons métalliques, dispersés dans des milieux non aqueux, sous forme de liquide ou de pâte, des types utilisés pour la fabrication de peintures; teintures et autres matières colorantes, n.d.a., présentées dans des formes ou emballages pour la vente au détail	
32131000	Couleurs en assortiments pour la peinture artistique, l'enseignement, la peinture des enseignes, la modification des nuances, l'amusement et couleurs simil., en pastilles, tubes, pots, flacons, godets ou conditionnements simil.	
32139000	Couleurs pour la peinture artistique, l'enseignement, la peinture des enseignes, la modification des nuances, l'amusement et couleurs simil., en pastilles, tubes, pots, flacons, godets ou conditionnements simil. (à l'excl. des couleurs en assortiments)	
32141090	Enduits utilisés en peinture	
32151910	Cartouches d'encre (sans tête d'impression intégrée) destinées à être insérées dans les appareils relevant des souspositions 844331, 844332 ou 844339, et incluant des composants mécaniques ou électriques (à l'exclusion des encres noires)	

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171220-17-520-1-DE
Date de télétransmission : 24/01/2018
Date de réception préfecture : 24/01/2018

DELIBERATION N°17 -520-1 EXONERATION SECTEUR C

CODE NC8	DESIGNATIONS	OBSERVATIONS
32151990	Encres d'imprimeries, même concentrées ou sous formes solides (à l'exclusion des cartouches d'encre (sans tête d'impression intégrée) destinées à être insérées dans les appareils relevant des souspositions 844331, 844332 ou 844339, et incluant des composants mécaniques ou électriques et des encres noires)	
32159020	Cartouches d'encre (sans tête d'impression intégrée) destinées à être insérées dans les appareils relevant des souspositions 844331, 844332 ou 844339, et incluant des composants mécaniques ou électriques	
32159070	Encres, même concentrées ou sous formes solides (à l'excl. des encres d'imprimerie et des cartouches d'encre (sans tête d'impression intégrée) destinées à être insérées dans les appareils relevant des souspositions 844331, 844332 ou 844339, et incluant des composants mécaniques ou électriques)	
33011210	Huiles essentielles d'orange, non déterpénées, y.c. celles dites 'concrètes' ou 'absolues' (à l'excl. des essences de fleurs d'oranger)	
33011290	Huiles essentielles d'orange, déterpénées, y.c. celles dites 'concrètes' ou 'absolues' (à l'excl. des essences de fleurs d'oranger)	
33011310	Huiles essentielles de citron, non déterpénées, y.c. celles dites 'concrètes' ou 'absolues'	
33011390	Huiles essentielles de citron, déterpénées, y.c. celles dites 'concrètes' ou 'absolues'	
33011920	Huiles essentielles d'agrumes, non déterpénées, y.c. celles dites 'concrètes' ou 'absolues' (à l'excl. des huiles essentielles d'orange, de citron ou de lime)	
33011980	Huiles essentielles d'agrumes, déterpénées, y.c. celles dites 'concrètes' ou 'absolues' (à l'excl. des huiles essentielles d'orange, de citron ou de lime)	
33012410	Huiles essentielles de menthe poivrée 'Mentha piperita', non déterpénées, y.c. celles dites 'concrètes' ou 'absolues'	
33012490	Huiles essentielles de menthe poivrée 'Mentha piperita', déterpénées, y.c. celles dites 'concrètes' ou 'absolues'	
33012510	Huiles essentielles de menthes, non déterpénées, y.c. celles dites 'concrètes' ou 'absolues' (à l'excl. des huiles de menthe poivrée 'Mentha piperita')	
33012590	Huiles essentielles de menthes, déterpénées, y.c. celles dites 'concrètes' ou 'absolues' (à l'excl. des huiles de menthe poivrée 'Mentha piperita')	
33012911	Huiles essentielles de girofle, de niaouli ou d'ylang-ylang, non déterpénées, y.c. celles dites 'concrètes' ou 'absolues'	
33012931	Huiles essentielles de girofle, de niaouli ou d'ylang-ylang, déterpénées, y.c. celles dites 'concrètes' ou 'absolues'	
33012941	Huiles essentielles, non déterpénées, y.c. celles dites 'concrètes' ou 'absolues' (à l'excl. des huiles essentielles d'agrumes, de menthes, de girofle, de niaouli ou d'ylang-ylang)	
33012971	Huiles essentielles de géranium, de jasmin ou de vétiver, déterpénées, y.c. celles dites 'concrètes' ou 'absolues'	
33012979	Huiles essentielles de lavande ou de lavandin, déterpénées, y.c. celles dites 'concrètes' ou 'absolues'	
33012991	Huiles essentielles, déterpénées, y.c. celles dites 'concrètes' ou 'absolues' (à l'excl. des huiles essentielles d'agrumes, de géranium, de jasmin, de lavande, de lavandin, de menthes, de vétiver, de girofle, de niaouli ou d'ylang-ylang)	
33013000	Résinoïdes	
33019010	Sous-produits terpéniques résiduels de la déterpénation des huiles essentielles	
33019021	Oléorésines d'extraction, de réglisse et de houblon	
33019030	Oléorésines d'extraction, de Quassia amara, d'aloès, de manne et d'autres végétaux (à l'excl. de celles extraites de la vanille, de la réglisse et du houblon)	

DELIBERATION N°17 -520-1 EXONERATION SECTEUR C

CODE NC8	DESIGNATIONS	OBSERVATIONS
33019090	Solutions concentrées d'huiles essentielles dans les graisses, les huiles fixes, les cires ou matières analogues, obtenues par enfleurage ou macération; eaux distillées aromatiques et solutions aqueuses d'huiles essentielles	
33021010	Préparations à base de substances odoriférantes contenant tous les agents aromatisants qui caractérisent une boisson, ayant un titre alcoométrique acquis > 0,5% vol, des types utilisés pour les industries des boissons	
33021029	Préparations à base de substances odoriférantes contenant tous les agents aromatisants qui caractérisent une boisson, contenant en poids >= 1,5% de matières grasses provenant du lait, >= 5% de saccharose ou d'isoglucose, >= 5% de glucose ou d'amidon ou de fécule, des types utilisés pour les industries des boissons (à l'excl. de celles ayant un titre alcoométrique acquis > 0,5% vol)	
33021040	Mélanges de substances odoriférantes et mélanges, y.c. les solutions alcooliques, à base d'une ou de plusieurs de ces substances, des types utilisés comme matières de base pour les industries alimentaires ou des boissons ainsi que préparations à base de substances odoriférantes des types utilisés pour les industries des boissons (à l'excl. des préparations contenant tous les agents aromatisants qui caractérisent une boisson)	
33021090	Mélanges de substances odoriférantes et mélanges, y.c. les solutions alcooliques, à base d'une ou de plusieurs de ces substances, des types utilisés comme matières de base pour les industries alimentaires	
33029010	Mélanges de substances odoriférantes et mélanges à base d'une ou de plusieurs de ces substances, des types utilisés comme matières de base pour l'industrie, en solutions alcooliques (à l'excl. des mélanges des types utilisés pour les industries alimentaires ou des boissons)	
33029090	Mélanges de substances odoriférantes et mélanges à base d'une ou de plusieurs de ces substances, des types utilisés comme matières de base pour l'industrie (à l'excl. des solutions alcooliques et des mélanges des types utilisés pour les industries alimentaires ou des boissons)	
33030090	Eaux de toilette (à l'excl. des préparations pour l'après-rasage [lotions after-shave] et des désodorisants corporels)	
34012090	Savons liquides ou pâteux	
34013000	Produits et préparations organiques tensio-actifs destinés au lavage de la peau, sous forme de liquide ou de crème, conditionnés pour la vente au détail, même contenant du savon	
34021200	Agents de surface organiques, cationiques, même conditionnés pour la vente au détail (à l'excl. des savons)	
34021300	Agents de surface organiques, non ioniques, même conditionnés pour la vente au détail (à l'excl. des savons)	
34022090	Préparations pour lessives, y.c. les préparations auxiliaires de lavage, et préparations de nettoyage, conditionnées pour la vente au détail (à l'excl. des agents de surface organiques, des savons et des préparations tensio-actives ainsi que des produits et préparations destinés au lavage de la peau sous forme de liquide ou de crème)	
34029010	Préparations tensio-actives (à l'excl. des préparations conditionnées pour la vente au détail, des préparations organiques tensio-actives en barres, en pains, en morceaux ou en sujets frappés ainsi que des produits et préparations destinés au lavage de la peau sous forme de liquide ou de crème)	
34029090	Préparations pour lessives, y.c. les préparations auxiliaires de lavage, et préparations de nettoyage (à l'excl. des préparations conditionnées pour la vente au détail, des savons, des préparations tensio-actives, des agents de surface organiques ainsi que des produits et préparations destinés au lavage de la peau sous forme de liquide ou de crème)	
34031990	Préparations lubrifiantes, y.c. les huiles de coupe, les préparations pour le dégrillage des écrous, les préparations antirouille ou anticorrosion et les préparations pour le démoulage, à base de lubrifiants, contenant en poids < 70% d'huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux (sauf préparations pour le traitement des matières textiles, du cuir, des pelleteries ou d'autres matières)	
34039900	Préparations lubrifiantes, y.c. les huiles de coupe, les préparations pour le dégrillage des écrous, les préparations antirouille ou anticorrosion et les préparations pour le démoulage, à base de lubrifiants, ne contenant pas d'huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux (à l'excl. des préparations pour le traitement des matières textiles, du cuir, des pelleteries ou d'autres matières)	

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171220-17-520-1-DE
Date de télétransmission : 24/01/2018
Date de réception préfecture : 24/01/2018

DELIBERATION N°17 -520-1 EXONERATION SECTEUR C

CODE NC8	DESIGNATIONS	OBSERVATIONS
34049000	Cires artificielles et cires préparées (à l'excl. des cires de poly'oxyéthylène' [polyéthylèneglycols])	
34052000	Encaustiques et préparations simil. pour l'entretien des meubles en bois, des parquets ou d'autres boiseries, même sous forme de papier, ouates, feutres, nontissés, matière plastique ou caoutchouc alvéolaires, imprégnés, enduits ou recouverts de ces préparations (à l'excl. des cires artificielles et préparées du n° 3404)	
35019010	Colles de caséine (à l'excl. des produits conditionnés pour la vente au détail comme colles et d'un poids net <= 1 kg)	
35019090	Caséinates et autres dérivés des caséines	
35021190	Ovalbumine, propre à l'alimentation humaine, séchée [en feuilles, écailles, cristaux, poudres, etc.]	
35030010	Gélatines, y.c. celles présentées en feuilles de forme carrée ou rectangulaire, même ouvrées en surface ou colorées, et leurs dérivés (à l'excl. des gélatines impures)	
35040010	Concentrés de protéines du lait contenant, en poids calculé sur matière sèche, > 85 % de protéines	
35052010	Colles d'une teneur en poids d'amidons ou de féculés, de dextrine ou d'autres amidons ou féculés modifiés, < 25% (à l'excl. des produits conditionnés pour la vente au détail comme colles et d'un poids net <= 1 kg)	
35052030	Colles d'une teneur en poids d'amidons ou de féculés, de dextrine ou d'autres amidons ou féculés modifiés, >= 25% mais < 55% (à l'excl. des produits conditionnés pour la vente au détail comme colles et d'un poids net <= 1 kg)	
35052090	Colles d'une teneur en poids d'amidons ou de féculés, de dextrine ou d'autres amidons ou féculés modifiés, >= 80% (à l'excl. des produits conditionnés pour la vente au détail comme colles et d'un poids net <= 1 kg)	
35061000	Produits de toute espèce à usage de colles ou d'adhésifs, conditionnés pour la vente au détail comme colles ou adhésifs, d'un poids net <= 1 kg	
35069190	Adhésifs à base de polymères des n° 3901 à 3913 ou de caoutchouc (à l'exclusion des pellicules transparentes adhésives et adhésifs liquides transparents durcissables utilisés exclusivement ou principalement pour la fabrication d'écrans plats ou d'écrans tactiles)	
35069900	Colles et autres adhésifs préparés, n.d.a.	
35079090	Enzymes et enzymes préparées, n.d.a. (à l'excl. de la présure et de ses concentrats, de la lipoprotéine lipase et de l'Aspergillus alkaline protéase)	
36020000	Explosifs préparés (à l'excl. des poudres propulsives)	
36030090	Amorces et capsules fulminantes; allumeurs; détonateurs électriques (à l'excl. des fusées d'obus et des douilles, munies ou non de leurs amorces)	
36069090	Métaldéhyde, hexaméthylènetétramine et produits simil., présentés en tablettes, bâtonnets ou sous des formes simil. impliquant leur utilisation comme combustibles; combustibles à base d'alcool et combustibles préparés simil., présentés à l'état solide ou pâteux; torches et flambeaux de résine, allume-feu et articles simil.	
37012000	Films photographiques plans à développement et tirage instantanés, sensibilisés, non impressionnés, même en chargeurs	
37013000	Plaques et films plans, photographiques, sensibilisés, non impressionnés, dont la dimension d'au moins un côté > 255 mm	
37019900	Plaques et films plans, photographiques, sensibilisés, non impressionnés, pour la photographie en monochrome, en autres matières que le papier, le carton ou les textiles (à l'excl. des plaques et films pour rayons X, des films à développement et tirage instantanés ainsi que des plaques et films dont la dimension d'au moins un côté > 255 mm)	
37023210	Microfilms et films (y.c. à développement et tirage instantanés), pour les arts graphiques, sensibilisés, non impressionnés, non perforés, en rouleaux, d'une largeur <= 35 mm, comportant une émulsion aux halogénures d'argent, pour la photographie en monochrome (à l'excl. des produits en papier, en carton ou en matières textiles)	
37029800	Pellicules photographiques sensibilisées, non impressionnées, perforées, en rouleaux, d'une largeur > 35 mm, pour la photographie en monochrome (à l'excl. des produits en papier, en carton et en matières textiles et des pellicules pour rayons X)	

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171220-17-520-1-DE
Date de télétransmission : 24/01/2018
Date de réception préfecture : 24/01/2018

DELIBERATION N°17 -520-1 EXONERATION SECTEUR C

CODE NC8	DESIGNATIONS	OBSERVATIONS
37031000	Papiers, cartons et textiles, photographiques, sensibilisés, non impressionnés, en rouleaux, d'une largeur > 610 mm	
37032000	Papiers, cartons et textiles, photographiques, sensibilisés, non impressionnés, pour la photographie en couleurs [polychrome] (à l'excl. des produits en rouleaux d'une largeur > 610 mm)	
37039000	Papiers, cartons et textiles, photographiques, sensibilisés, non impressionnés, pour la photographie en monochrome (à l'excl. des produits en rouleaux d'une largeur > 610 mm)	
37050010	Plaques et pellicules, photographiques, impressionnées et développées, autres que les films cinématographiques, pour la reproduction offset	
37050090	Plaques et pellicules, photographiques, impressionnées et développées, autres que pour la reproduction offset	
37071000	Emulsions pour la sensibilisation des surfaces, pour usages photographiques	
37079029	Révéléateurs et fixateurs, consistant en des préparations chimiques ou en des produits non mélangés, soit dosés en vue d'usages photographiques, soit conditionnés pour la vente au détail pour ces mêmes usages et prêts à l'emploi (à l'exclusion des cartouches de toner composé de particules thermoplastiques ou électrostatiques (sans parties mobiles) destinées à être insérées dans les appareils relevant des souspositions 844331, 844332 ou 844339)	
37079090	Préparations chimiques pour usages photographiques, y.c. les produits non mélangés, soit dosés en vue d'usages photographiques, soit conditionnés pour la vente au détail pour ces mêmes usages et prêts à l'emploi (sauf vernis, colles, adhésifs et préparations simil., révélateurs, fixateurs, sels et composés de métaux précieux, etc., des n° 2843 à 2846 et émulsions pour la sensibilisation des surfaces)	
38021000	Charbons activés (à l'excl. des produits ayant le caractère de médicaments ou conditionnés pour la vente au détail en tant que désodorisants pour réfrigérateurs, automobiles, etc.)	
38029000	Kieselguhr activé, autres matières minérales naturelles activées et noirs d'origine animale, y.c. le noir animal épuisé (à l'excl. des charbons activés, des produits chimiques activés ainsi que de la diatomite calcinée sans agents frittants)	
38059010	Huile de pin contenant l'alpha-terpinéol comme constituant principal	
38062000	Sels de colophanes, d'acides résiniques ou de dérivés de colophanes ou d'acides résiniques (autres que les sels des adduits de colophanes)	
38089190	Insecticides, présentés dans des formes ou emballages de vente au détail ou à l'état de préparations ou sous forme d'articles (à l'excl. des produits à base de pyréthrinoides, d'hydrocarbures chlorés, de carbamates ou d'organo-phosphorés ainsi que des marchandises du n° 380850)	
38089210	Fongicides inorganiques présentés à l'état de préparations cupriques (à l'excl. des marchandises du n° 380850)	
38089490	Désinfectants et produits simil., présentés dans des formes ou emballages de vente au détail ou à l'état de préparations ou sous forme d'articles (à l'excl. des produits à base de sels d'ammonium quaternaire ou de composés halogénés ainsi que des marchandises du n° 380850)	
38089990	Produits phytosanitaires, présentés dans des formes ou emballages de vente au détail ou à l'état de préparations ou sous forme d'articles (à l'excl. des insecticides, des fongicides, des herbicides, des désinfectants, des rodenticides ainsi que des marchandises du n° 380850)	
38101000	Préparations pour le décapage des métaux; pâtes et poudres à souder ou à braser composées de métal et d'autres produits	
38119000	Inhibiteurs d'oxydation, additifs peptisants, améliorants de viscosité, additifs anticorrosifs et autres additifs préparés, pour huiles minérales (y.c. l'essence) ou pour autres liquides utilisés aux mêmes fins que les huiles minérales (à l'excl. des préparations antidétonantes et des additifs pour huiles lubrifiantes)	
38140010	Solvants et diluants organiques composites et préparations conçues pour enlever les peintures ou les vernis, à base d'acétate de butyle (à l'excl. des dissolvants pour vernis à ongles)	
38140090	Solvants et diluants organiques composites et préparations conçues pour enlever les peintures ou les vernis (à l'excl. des dissolvants pour vernis à ongles et des produits à base d'acétate de butyle)	

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171220-17-520-1-DE
Date de télétransmission : 24/01/2018
Date de réception préfecture : 24/01/2018

DELIBERATION N°17 -520-1 EXONERATION SECTEUR C

CODE NC8	DESIGNATIONS	OBSERVATIONS
38159090	Initiateurs de réaction, accélérateurs de réaction et préparations catalytiques, n.d.a. (à l'excl. des accélérateurs de vulcanisation, des catalyseurs supportés et des catalyseurs constitués d'acétate d'éthyltriphenylphosphonium sous forme de solution dans du méthanol)	
38160000	Ciments, mortiers, bétons et compositions simil. réfractaires (à l'excl. des préparations à base de graphite ou d'autre carbone)	
38180090	Éléments chimiques et composés chimiques dopés en vue de leur utilisation en électronique, présentés sous forme de disques ou formes analogues ou encore en cylindres, barres, etc., ou découpés en plaques ou formes analogues, polis ou non et recouverts ou non d'une couche épitaxiale uniforme (sauf silicium dopé et produits ayant reçu des ouvraisons plus poussées, notamment ceux ayant fait l'objet d'une diffusion sélective)	
38190000	Liquides pour freins hydrauliques et autres liquides préparés pour transmissions hydrauliques, ne contenant ni huiles de pétrole ni huiles de minéraux bitumineux ou en contenant < 70% en poids	
38200000	Préparations antigel et liquides préparés pour dégivrage (à l'excl. des additifs préparés pour huiles minérales ou pour autres liquides utilisés aux mêmes fins que les huiles minérales)	
38210000	Milieux de culture préparés pour le développement et l'entretien des micro-organismes (y.c. les virus et les organismes similaires) ou des cellules végétales, humaines ou animales	
38220000	Réactifs de diagnostic ou de laboratoire sur tout support et réactifs de diagnostic ou de laboratoire préparés, même présentés sur un support ainsi que des matériaux de référence certifiés (à l'excl. des réactifs composés de diagnostic conçus pour être employés sur le patient, des réactifs destinés à la détermination des groupes ou des facteurs sanguins, du sang animal préparé à des fins de diagnostic ainsi que des vaccins, toxines, cultures de micro-organismes et produits simil.)	
38231100	Acide stéarique industriel	
38231990	Acides gras monocarboxyliques industriels; huiles acides de raffinage (à l'excl. de l'acide stéarique, de l'acide oléique, des tall acides gras, des acides gras distillés ainsi que du distillat d'acide gras)	
38237000	Alcools gras industriels	
38243000	Carbures métalliques non agglomérés mélangés entre eux ou avec des liants métalliques	
38244000	Additifs préparés pour ciments, mortiers ou bétons	
38246011	Sorbitol, en solution aqueuse, contenant du D-mannitol dans une proportion <= 2% en poids calculée sur sa teneur en D-glucitol (à l'excl. du D-Glucitol [sorbitol])	
38247400	Mélanges contenant des hydrochlorofluorocarbures [HCFC], même contenant des perfluorocarbures [PFC] ou des hydrofluorocarbures [HFC], mais ne contenant pas de chlorofluorocarbures [CFC]	
38247800	Mélanges contenant des perfluorocarbures [PFC] ou des hydrofluorocarbures [HFC], mais ne contenant pas de chlorofluorocarbures [CFC] ou d'hydrochlorofluorocarbures [HCFC]	
38249915	Échangeurs d'ions	
38249930	Acides naphténiques, leurs sels insolubles dans l'eau et leurs esters	
38249945	Préparations désincrustantes et similaires	
38249950	Préparations pour la galvanoplastie	
38249955	Mélanges de mono, di et tri, esters d'acides gras du glycérol (émulsifiants de corps gras)	
38249970	Préparations ignifuges, hydrofuges et autres, utilisées pour la protection des constructions	
38249986	Mélanges constitués essentiellement de méthylphosphonate de diméthyle, d'oxiranne et de pentaoxyde de diphosphore	

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171220-17-520-1-DE
Date de télétransmission : 24/01/2018
Date de réception préfecture : 24/01/2018

DELIBERATION N°17 -520-1 EXONERATION SECTEUR C

CODE NC8	DESIGNATIONS	OBSERVATIONS
38249992	Produits ou préparations chimiques composés principalement de constituants organiques, non dénommés ni compris ailleurs sous forme liquide à 20 °C	
38249996	Produits chimiques et préparations des industries chimiques ou des industries connexes, y.c. les mélanges de produits naturels, non composés principalement de constituants organiques, n.d.a.	
38255000	Déchets de solutions [liqueurs] décapantes pour métaux, de liquides hydrauliques, de liquides pour freins et de liquides antigel	
39011010	Polyéthylène linéaire, d'une densité < 0,94, sous formes primaires	
39011090	Polyéthylène d'une densité < 0,94 (à l'excl. du polyéthylène linéaire)	
39012090	Polyéthylène d'une densité >= 0,94, sous formes primaires (à l'excl. du polyéthylène en blocs irréguliers, morceaux, grumeaux, poudres, granulés, flocons et masses non cohérentes simil., d'une densité >= 0,958 à 23°C, contenant <= 50 mg/kg d'aluminium, <= 2 mg/kg de calcium, de chrome, de fer, de nickel, de titane de chacune de ces matières et <= 8 mg/kg de vanadium, destiné à la fabrication de polyéthylène chlorosulfoné)	
39013000	Copolymères d'éthylène et d'acétate de vinyle, sous formes primaires	
39019080	Polymères de l'éthylène, sous formes primaires (à l'excl. du polyéthylène d'une densité inférieure, égale ou supérieure à 0,94; des copolymères d'éthylène et d'acétate de vinyle, des copolymères d'éthylène et d'alpha-oléfine d'une densité inférieure à 0,94)	
39023000	Copolymères de propylène, sous formes primaires	
39031900	Polystyrène sous formes primaires (à l'excl. du polystyrène expansible)	
39033000	Copolymères d'acrylonitrile-butadiène-styrène [ABS], sous formes primaires	
39039010	Copolymère uniquement de styrène et d'alcool allylique, ayant un indice d'acétyle >= à 175, sous forme primaire	
39039090	Polymères du styrène, sous formes primaires (à l'excl. du polystyrène, des copolymères de styrène-acrylonitrile [SAN], d'acrylonitrile-butadiène-styrène [ABS], d'un copolymère uniquement de styrène et d'alcool allylique, ayant un indice d'acétyle >= 175 et du polystyrène bromé, contenant en poids >= 58% mais <= 71% de brome, en blocs irréguliers, morceaux, grumeaux, poudres, granulés, flocons et masses non cohérentes simil.)	
39041000	Poly[chlorure de vinyle], sous formes primaires, non mélangé à d'autres substances	
39042100	Poly[chlorure de vinyle] sous formes primaires, non plastifié, mélangé à d'autres substances	
39042200	Poly[chlorure de vinyle] sous formes primaires, plastifié, mélangé à d'autres substances	
39043000	Copolymères du chlorure de vinyle et d'acétate de vinyle, sous formes primaires	
39044000	Copolymères du chlorure de vinyle, sous formes primaires (à l'excl. des copolymères du chlorure de vinyle et d'acétate de vinyle)	
39045010	Copolymère de chlorure de vinylidène et d'acrylonitrile, sous forme de billes expansibles d'un diamètre >= 4 micromètres mais <= 20 micromètres	
39051200	Poly[acétate de vinyle], en dispersion aqueuse	
39052100	Copolymères d'acétate de vinyle, en dispersion aqueuse	
39059100	Copolymères de vinyle, sous formes primaires (à l'excl. des copolymères du chlorure de vinyle et d'acétate de vinyle et autres copolymères du chlorure de vinyle, et copolymères d'acétate de vinyle)	
39059990	Polymères des esters de vinyle et autres polymères de vinyle, sous formes primaires (à l'excl. des polymères du chlorure de vinyle ou d'autres oléfines halogénées, du poly[acétate de vinyle], des copolymères, du poly[alcool vinylique], même contenant des groupes acétate non hydrolysés ainsi que du poly[formal de vinyle], en blocs irréguliers, morceaux, grumeaux, poudres, granulés, flocons et masses non cohérentes simil., d'un poids moléculaire >= 10.000 mais <= 40.000 et contenant en poids >= 9,5% mais <= 13% de groupes acétyle, évalués en acétate de vinyle, et >= 5% mais <= 6,5% de groupes hydroxy, évalués en alcool vinylique)	

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171220-17-520-1-DE
Date de télétransmission : 24/01/2018
Date de réception préfecture : 24/01/2018

DELIBERATION N°17 -520-1 EXONERATION SECTEUR C

CODE NC8	DESIGNATIONS	OBSERVATIONS
39061000	Poly[méthacrylate de méthyle], sous formes primaires	
39069050	Produits de polymérisation d'acide acrylique, méthacrylate d'alkyle et de petites quantités d'autres monomères, destinés à être utilisés comme épaississants dans la production des pâtes pour l'impression des textiles	
39069090	Polymères acryliques sous formes primaires (à l'excl. du poly[méthacrylate de méthyle], du poly[N-'3-hydroxyimino-1,1-diméthylbutyl]acrylamide], d'un copolymère de 2-diisopropylaminoéthylméthacrylate et de décylméthacrylate sous forme de solution dans du N,N-diméthylacétamide, contenant en poids >= 55% de copolymère, d'un copolymère d'acide acrylique et d'acrylate de 2-éthylhexyle contenant en poids >= 10% mais <= 11% d'acrylate de 2-éthylhexyle, d'un copolymère d'acrylonitrile et d'acrylate de méthyle modifié au moyen de polybutadiène-acrylonitrile [NBR], des produits de polymérisation d'acide acrylique, méthacrylate d'alkyle et de petites quantités d'autres monomères destinés à être utilisés comme épaississants dans la production des pâtes pour l'impression des textiles et d'un copolymère d'acrylate de méthyle, d'éthylène et d'un monomère contenant un groupe carboxyle non terminal présent en tant que substituant, contenant en poids >= 50% d'acrylate de méthyle, même mélangé avec de la silice)	
39072011	Polyéthylèneglycols sous formes primaires	
39072020	Polyéther-alcools, sous formes primaires (à l'excl. des polyéthylèneglycols)	
39072099	Polyéthers sous formes primaires (à l'excl. des polyacétals, des polyéther-alcools et du copolymère de 1-chloro-2,3-époxypropane et d'oxyde d'éthylène)	
39073000	Résines époxydes, sous formes primaires	
39075000	Résines alkydes, sous formes primaires	
39076100	Poly(éthylène téréphtalate) d'un indice de viscosité de 78ml/g ou plus	
39079110	Polyesters allyliques et autres polyesters, non saturés, liquides, sous formes primaires (à l'excl. des polycarbonates, des résines alkydes, du poly[éthylène téréphtalate] et du poly[acide lactique])	
39079190	Polyesters allyliques et autres polyesters, non saturés, sous formes primaires (à l'excl. des produits liquides et des polycarbonates, des résines alkydes, du poly[éthylène téréphtalate] et du poly[acide lactique])	
39089000	Polyamides, sous formes primaires (à l'excl. du polyamide-6, -11, -12, -6,6, -6,9, -6,10 ou -6,12)	
39094000	Résines phénoliques, sous formes primaires	
39095090	Polyuréthanes sous formes primaires (à l'excl. du polyuréthane obtenu à partir de 2,2'-[tert-butylimino]diéthanol et de 4,4'-méthylènedicylohexyldiisocyanate, sous forme de solution dans du N,N-diméthylacétamide)	
39100000	Silicones sous formes primaires	
39111000	Résines de pétrole, résines de coumarone, résines d'indène, résines de coumarone-indène et polyterpènes, sous formes primaires	
39119019	Produits de polymérisation de réorganisation ou de condensation, même modifiés chimiquement, n.d.a., sous formes primaires (à l'excl. du poly[oxy-1,4-phénylènesulfonyl-1,4-phénylèneoxy-1,4-phénylèneisopropylidène-1,4-phénylène], en blocs irréguliers, morceaux, grumeaux, poudres, granulés, flocons et masses non cohérentes simil. et du poly[thio-1,4-phénylène])	
39119099	Polymères et prépolymères obtenus par voie de synthèse chimique [voir note 3 du présent chapitre], n.d.a., sous formes primaires (à l'excl. du copolymère de p-crésol et divinylbenzène sous forme de solution dans du N,N-diméthylacétamide et des copolymères de vinyltoluène et d'alfa-méthylstyrène hydrogénés)	
39123100	Carboxyméthylcellulose et ses sels, sous formes primaires	
39123985	Éthers de cellulose sous formes primaires (à l'excl. de la carboxyméthylcellulose et de ses sels et de l'hydroxypropylcellulose)	

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171220-17-520-1-DE
Date de télétransmission : 24/01/2018
Date de réception préfecture : 24/01/2018

DELIBERATION N°17 -520-1 EXONERATION SECTEUR C

CODE NC8	DESIGNATIONS	OBSERVATIONS
39129090	Cellulose et ses dérivés chimiques, n.d.a., sous formes primaires (à l'excl. des acétates, nitrates, éthers et esters de cellulose)	
39139000	Polymères naturels et polymères naturels modifiés [protéines durcies, dérivés chimiques du caoutchouc naturel, p.ex.], n.d.a., sous formes primaires (à l'excl. de l'acide alginique et de ses sels et esters)	
39140000	Échangeurs d'ions à base de polymères des n° 3901 à 3913, sous formes primaires	
39151000	Déchets, rognures et débris de polymères de l'éthylène	
39162000	Monofilaments dont la plus grande dimension de la coupe transversale > 1 mm [monofils], joncs, bâtons et profilés, même ouvrés en surface mais non autrement travaillés, en polymères du chlorure de vinyle	
39169010	Monofilaments dont la plus grande dimension de la coupe transversale > 1 mm [monofils], joncs, bâtons et profilés, en produits de polymérisation de réorganisation ou de condensation, même ouvrés en surface mais non autrement travaillés, même modifiés chimiquement	
39169090	Monofilaments dont la plus grande dimension de la coupe transversale > 1 mm [monofils], joncs, bâtons et profilés, même ouvrés en surface mais non autrement travaillés, en matières plastiques (à l'excl. des monofilaments en produits de polymérisation d'addition ou en produits de polymérisation de réorganisation ou de condensation, même modifiés chimiquement)	
39171010	Boyaux artificiels en protéines durcies	
39171090	Boyaux artificiels en matières plastiques cellulosiques	
39172190	Tubes et tuyaux rigides, en polymères de l'éthylène (à l'excl. des produits obtenus sans soudure ni collage et d'une longueur excédant la plus grande dimension de la coupe transversale)	
39172210	Tubes et tuyaux rigides, en polymères du propylène, obtenus sans soudure ni collage et d'une longueur excédant la plus grande dimension de la coupe transversale, même ouvrés en surface mais non autrement travaillés	
39172390	Tubes et tuyaux rigides, en polymères du chlorure de vinyle (à l'excl. des produits obtenus sans soudure ni collage et d'une longueur excédant la plus grande dimension de la coupe transversale)	
39172900	Tubes et tuyaux rigides, en matières plastiques (à l'excl. des tubes et tuyaux en polymères de l'éthylène, du propylène ou du chlorure de vinyle)	
39173100	Tubes et tuyaux souples, en matières plastiques, pouvant supporter une pression >= 27,6 MPa	
39173900	Tubes et tuyaux souples, en matières plastiques, renforcés d'autres matières ou associés à d'autres matières (à l'excl. des produits pouvant supporter une pression >= 27,6 MPa)	
39174000	Accessoires pour tubes ou tuyaux [joints, coudes, raccords, p.ex.], en matières plastiques	
39181090	Revêtements de sols, même auto-adhésifs, en rouleaux ou sous formes de carreaux ou de dalles, en polymères du chlorure de vinyle (à l'excl. des revêtements consistant en un support imprégné, enduit ou recouvert de poly[chlorure de vinyle])	
39191012	Bandes en poly[chlorure de vinyle] ou en polyéthylène, dont l'enduit consiste en caoutchouc, naturel ou synthétique, non vulcanisé, auto-adhésives, en rouleaux d'une largeur <= 20 cm	
39191015	Bandes en polypropylène, dont l'enduit consiste en caoutchouc, naturel ou synthétique, non vulcanisé, auto-adhésives, en rouleaux d'une largeur <= 20 cm	
39191019	Bandes, en matières plastiques, dont l'enduit consiste en caoutchouc, naturel ou synthétique, non vulcanisé, auto-adhésives en rouleaux d'une largeur <= 20 cm (à l'excl. des produits en poly[chlorure de vinyle], en polyéthylène ou en polypropylène)	
39191080	Feuilles, bandes, rubans, pellicules et autres formes plates, auto-adhésifs, en matières plastiques, en rouleaux d'une largeur <= 20 cm (à l'excl. des bandes dont l'enduit consiste en caoutchouc, naturel ou synthétique, non vulcanisé)	

DELIBERATION N°17 -520-1 EXONERATION SECTEUR C

CODE NC8	DESIGNATIONS	OBSERVATIONS
39199080	Plaques, feuilles, bandes, rubans, pellicules et autres formes plates, auto-adhésifs, en matières plastiques, même en rouleaux d'une largeur supérieure à 20 cm (à l'exclusion des tampons circulaires à polir autoadhésifs du type utilisé pour la fabrication de disques (wafers) à semiconducteur)	
39201023	Feuilles en polyéthylène non alvéolaire, d'une épaisseur >= 20 micromètres mais <= 40 micromètres, destinées à la fabrication de film photorésistant pour les semi-conducteurs ou des circuits imprimés	
39201024	Feuilles étirables en polyéthylène non alvéolaire, non imprimées, d'une épaisseur <= 0,125 mm et d'une densité < 0,94	
39201025	Plaques, feuilles, pellicules, bandes et lames, en polyéthylène non alvéolaire, imprimées, non renforcées, ni stratifiées, ni munies d'un support, ni pareillement associées à d'autres matières, imprimées, non renforcées ni stratifiées, ni munies d'un support, ni pareillement associées à d'autres matières, non travaillées ou simpl. ouvrées en surface ou simpl. découpées de forme carrée ou rectangulaire, d'une épaisseur <= 0,125 mm et d'une densité < 0,94, (à l'excl. des feuilles étirables non imprimées, et des feuilles en polyéthylène d'une épaisseur >= 20 mais <= 40 micromètres destinées à la fabrication de film photorésistant pour les semi-conducteurs ou des circuits imprimés)	
39201028	Plaques, feuilles, pellicules, bandes et lames, en polyéthylène non alvéolaire, d'une épaisseur <= 0,125 mm et d'une densité >= 0,94, non renforcées ni stratifiées, ni munies d'un support, ni pareillement associées à d'autres matières, non travaillées ou simpl. ouvrées en surface ou simpl. découpées de forme carrée ou rectangulaire, n.d.a.	
39201040	Plaques, feuilles, pellicules, bandes et lames, en polymères de l'éthylène non alvéolaires, d'une épaisseur <= 0,125 mm, non renforcées ni stratifiées, ni munies d'un support, ni pareillement associées à d'autres matières, non travaillées ou simpl. ouvrées en surface ou simpl. découpées de forme carrée ou rectangulaire (à l'excl. des produits auto-adhésifs ainsi que des revêtements de murs ou de plafonds du n° 3918)	
39201089	Plaques, feuilles, pellicules, bandes et lames, en polymères de l'éthylène non alvéolaires, d'une épaisseur > 0,125 mm, non renforcées ni stratifiées, ni munies d'un support, ni pareillement associées à d'autres matières, non travaillées ou simpl. ouvrées en surface ou simpl. découpées de forme carrée ou rectangulaire (à l'excl. des produits auto-adhésifs, des revêtements de sols, de murs ou de plafonds n° 3918 ainsi que d'une pâte à papier synthétique sous forme de feuilles humides, composée de fibrilles non cohérentes en polyéthylène, mélangées ou non à des fibres de cellulose dans une proportion <= 15%, contenant, comme agent humidifiant, du poly[alcool vinylique] dissous dans l'eau)	
39202021	Plaques, feuilles, pellicules, bandes et lames, en polymères du propylène non alvéolaires, biaxialement orientés, d'une épaisseur <= 0,1 mm, non renforcées ni stratifiées, ni munies d'un support, ni pareillement associées à d'autres matières, non travaillées ou simpl. ouvrées en surface ou simpl. découpées de forme carrée ou rectangulaire (à l'excl. des produits auto-adhésifs et des revêtements de murs ou de plafonds du n° 3918)	
39202029	Plaques, feuilles, pellicules, bandes et lames, en polymères du propylène non alvéolaires, d'une épaisseur <= 0,1 mm, non renforcées ni stratifiées, ni munies d'un support, ni pareillement associées à d'autres matières, non travaillées ou simpl. ouvrées en surface ou simpl. découpées de forme carrée ou rectangulaire, n.d.a. (à l'excl. des produits en polymères biaxialement orientés)	
39202080	Plaques, feuilles, pellicules, bandes et lames, en polymères du propylène non alvéolaires, non renforcées ni stratifiées, ni munies d'un support, ni pareillement associées à d'autres matières, non travaillées ou simpl. ouvrées en surface ou simpl. découpées de forme carrée d'une épaisseur > 0,10 mm, n.d.a.	
39204310	Plaques, feuilles, pellicules, bandes et lames, en polymères du chlorure de vinyle non alvéolaires, contenant en poids >= 6% de plastifiants, d'une épaisseur <= 1 mm, non renforcées ni stratifiées, ni munies d'un support, ni pareillement associées à d'autres matières, non travaillées ou simpl. ouvrées en surface ou simpl. découpées de forme carrée ou rectangulaire (sauf produits auto-adhésifs et revêtements de sols, murs ou plafonds du n° 3918)	

DELIBERATION N°17 -520-1 EXONERATION SECTEUR C

CODE NC8	DESIGNATIONS	OBSERVATIONS
39204390	Plaques, feuilles, pellicules, bandes et lames, en polymères du chlorure de vinyle non alvéolaires, contenant en poids \geq 6% de plastifiants, d'une épaisseur > 1 mm, non renforcées ni stratifiées, ni munies d'un support, ni pareillement associées à d'autres matières, non travaillées ou simpl. ouvrées en surface ou simpl. découpées de forme carrée ou rectangulaire (sauf produits auto-adhésifs et revêtements de sols, de murs ou plafonds du n° 3918)	
39204910	Plaques, feuilles, pellicules, bandes et lames, en polymères du chlorure de vinyle non alvéolaires, contenant en poids $< 6\%$ de plastifiants, d'une épaisseur ≤ 1 mm, non renforcées ni stratifiées, ni munies d'un support, ni pareillement associées à d'autres matières, non travaillées ou simpl. ouvrées en surface ou simpl. découpées de forme carrée ou rectangulaire (sauf produits auto-adhésifs et revêtements de de sols, murs ou plafonds du n° 3918)	
39204990	Plaques, feuilles, pellicules, bandes et lames, en polymères du chlorure de vinyle non alvéolaires, contenant en poids $< 6\%$ de plastifiants, d'une épaisseur > 1 mm, non renforcées ni stratifiées, ni munies d'un support, ni pareillement associées à d'autres matières, non travaillées ou simpl. ouvrées en surface ou simpl. découpées de forme carrée ou rectangulaire (sauf produits auto-adhésifs et revêtements de sols, murs ou plafonds du n° 3918)	
39205100	Plaques, feuilles, pellicules, bandes et lames, en poly[méthacrylate de méthyle] non alvéolaire, non renforcées ni stratifiées, ni munies d'un support, ni pareillement associées à d'autres matières, non travaillées ou simpl. ouvrées en surface ou simpl. découpées de forme carrée ou rectangulaire (à l'excl. des produits auto-adhésifs et des revêtements de sols, de murs ou de plafonds du n° 3918)	
39205990	Plaques, feuilles, pellicules, bandes et lames, en polymères acryliques non alvéolaires, non renforcées ni stratifiées, ni munies d'un support, ni pareillement associées à d'autres matières, non travaillées ou simpl. ouvrées en surface ou simpl. découpées de forme carrée ou rectangulaire (sauf produits auto-adhésifs, produits en poly[méthacrylate de méthyle], revêtements de sols, de murs ou de plafonds et d'un copolymère d'esters acryliques et méthacryliques sous forme de film de pellicule d'une épaisseur ≤ 150 micromètres)	
39206212	Pellicule en poly(éthylène téréphtalate), d'une épaisseur de 72 micromètres ou plus mais n'excédant pas 79 micromètres, destinée à la fabrication de disques magnétiques souples, et feuilles en poly[éthylène téréphtalate] non alvéolaire d'une épaisseur ≥ 100 micromètres mais ≤ 150 micromètres, destinées à la fabrication de plaques d'impression photopolymères	
39206219	Plaques, feuilles, pellicules, bandes et lames, en poly[éthylène téréphtalate] non alvéolaire, non renforcées ni stratifiées, ni munies d'un support, ni pareillement associées à d'autres matières, non travaillées ou simpl. ouvrées en surface ou simpl. découpées de forme carrée ou rectangulaire, d'une épaisseur $\leq 0,35$ mm (à l'excl. des produits auto-adhésifs, des revêtements de sols, de murs ou de plafonds du n° 3918, des pellicules en poly[éthylène téréphtalate] d'une épaisseur ≥ 72 mais ≤ 79 micromètres destinées à la fabrication de disques magnétiques souples et des feuilles en poly[éthylène téréphtalate] d'une épaisseur ≥ 100 mais ≤ 150 micromètres destinées à la fabrication de plaques d'impression photopolymères)	
39206290	Plaques, feuilles, pellicules, bandes et lames, en poly[éthylène téréphtalate] non alvéolaire, non renforcées ni stratifiées, ni munies d'un support, ni pareillement associées à d'autres matières, non travaillées ou simpl. ouvrées en surface ou simpl. découpées de forme carrée ou rectangulaire, d'une épaisseur $> 0,35$ mm (à l'excl. des produits auto-adhésifs et des revêtements de sols, de murs ou de plafonds du n° 3918)	
39209928	Plaques, feuilles, pellicules, bandes et lames, en produits de polymérisation de réorganisation ou de condensation non alvéolaires, n.d.a., non renforcées ni stratifiées, ni munies d'un support, ni pareillement associées à d'autres matières, non travaillées ou simpl. ouvrées en surface ou simpl. découpées de forme carrée ou rectangulaire (à l'excl. des produits auto-adhésifs, des revêtements de sols, de murs ou de plafonds du n° 3918 et des feuilles et lames en polyimide, non enduites, ou seulement enduites ou recouvertes de matières plastiques)	

DELIBERATION N°17 -520-1 EXONERATION SECTEUR C

CODE NC8	DESIGNATIONS	OBSERVATIONS
39209959	Plaques, feuilles, pellicules, bandes et lames, en produits de polymérisation d'addition non alvéolaires, n.d.a., non renforcées ni stratifiées, ni munies d'un support, ni pareillement associées à d'autres matières, non travaillées ou simpl. ouvrées en surface ou simpl. découpées de forme carrée ou rectangulaire (à l'excl. des produits auto-adhésifs, des revêtements de sols, de murs ou de plafonds du n° 3918, des feuilles en poly[fluorure de vinyle], des membranes échangeuses d'ions en matière plastique fluorée destinées à être utilisées dans des cellules d'électrolyse chlore-soude et des feuilles en poly[alcool vinylique], biaxialement orientées, non enduites, d'une épaisseur >= 1 mm et contenant en poids >= 97% de poly[alcool vinylique])	
39209990	Plaques, feuilles, pellicules, bandes et lames, en matières plastiques non alvéolaires, n.d.a., non renforcées ni stratifiées, ni munies d'un support, ni pareillement associées à d'autres matières, non travaillées ou simpl. ouvrées en surface ou simpl. découpées de forme carrée ou rectangulaire (à l'excl. des produits auto-adhésifs, des articles en produits de polymérisation d'addition, de polymérisation de réorganisation ou de condensation, des revêtements de sols, de murs ou de plafonds du n° 3918 et des barrières anti-adhérence stériles pour la chirurgie ou l'art dentaire de la sous-position 3006 10 30)	
39211100	Plaques, feuilles, pellicules, bandes et lames, en polymères alvéolaires du styrène, non travaillées ou simpl. ouvrées en surface ou simpl. découpées de forme carrée ou rectangulaire (à l'excl. des produits auto-adhésifs et des revêtements de sols, de murs ou de plafonds du n° 3918 et des barrières anti-adhérence stériles pour la chirurgie ou l'art dentaire de la sous-position 3006 10 30)	
39211200	Plaques, feuilles, pellicules, bandes et lames, en polymères alvéolaires du chlorure de vinyle, non travaillées ou simpl. ouvrées en surface ou simpl. découpées de forme carrée ou rectangulaire (à l'excl. des produits auto-adhésifs et des revêtements de sols, de murs ou de plafonds du n° 3918 et des barrières anti-adhérence stériles pour la chirurgie ou l'art dentaire de la sous-position 3006 10 30)	
39211310	Plaques, feuilles, pellicules, bandes et lames, en polyuréthannes alvéolaires flexibles, non travaillées ou simpl. ouvrées en surface ou simpl. découpées de forme carrée ou rectangulaire (à l'excl. des produits auto-adhésifs et des revêtements de sols, de murs ou de plafonds du n° 3918 et des barrières anti-adhérence stériles pour la chirurgie ou l'art dentaire de la sous-position 3006 10 30)	
39211390	Plaques, feuilles, pellicules, bandes et lames, en polyuréthannes alvéolaires rigides, non travaillées ou simpl. ouvrées en surface ou simpl. découpées de forme carrée ou rectangulaire (à l'excl. des produits auto-adhésifs et des revêtements de sols, de murs ou de plafonds du n° 3918 et des barrières anti-adhérence stériles pour la chirurgie ou l'art dentaire de la sous-position 3006 10 30)	
39211900	Plaques, feuilles, pellicules, bandes et lames, en produits alvéolaires, non travaillées ou simpl. ouvrées en surface ou simpl. découpées de forme carrée ou rectangulaire (à l'excl. des produits en polymères du styrène ou du chlorure de vinyle, en polyuréthannes ou en cellulose régénérée ainsi que des produits auto-adhésifs et des revêtements de sols, de murs ou de plafonds du n° 3918 et des barrières anti-adhérence stériles pour la chirurgie ou l'art dentaire de la sous-position 3006 10 30)	
39219010	Plaques, feuilles, pellicules, bandes et lames, en polyesters, renforcées, stratifiées, munies d'un support ou pareillement associées à d'autres matières, non travaillées ou simpl. ouvrées en surface ou simpl. découpées de forme carrée ou rectangulaire (à l'excl. des produits alvéolaires auto-adhésifs et des revêtements de sols, de murs ou de plafonds du n° 3918)	
39219041	Plaques, feuilles, pellicules, bandes et lames, en résines aminiques stratifiées sous haute pression, avec couche décorative sur une ou sur les deux faces, mais non autrement travaillées ou alors simpl. découpées de forme carrée ou rectangulaire	
39219043	Plaques, feuilles, pellicules, bandes et lames, en résines aminiques, stratifiées, renforcées, munies d'un support ou pareillement associées à d'autres matières, non travaillées ou simpl. ouvrées en surface ou simpl. découpées de forme carrée ou rectangulaire (sauf produits auto-adhésifs, revêtements de sols et produits stratifiés sous haute pression avec couche décorative sur une ou sur les deux faces)	
39219049	Plaques, feuilles, pellicules, bandes et lames, en résines aminiques non stratifiées, renforcées, stratifiées, munies d'un support ou pareillement associées à d'autres matières, non travaillées ou simpl. ouvrées en surface ou simpl. découpées de forme carrée ou rectangulaire (à l'excl. des produits auto-adhésifs et des revêtements de sols, de murs ou de plafonds du n° 3918)	

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171220-17-520-1-DE
Date de télétransmission : 24/01/2018
Date de réception préfecture : 24/01/2018

DELIBERATION N°17 -520-1 EXONERATION SECTEUR C

CODE NC8	DESIGNATIONS	OBSERVATIONS
39219060	Plaques, feuilles, pellicules, bandes et lames, en produits de polymérisation d'addition, renforcées, stratifiées, munies d'un support ou pareillement associées à d'autres matières, non travaillées ou simpl. ouvrées en surface ou simpl. découpées de forme carrée ou rectangulaire (à l'excl. des produits auto-adhésifs et des revêtements de sols, de murs ou de plafonds du n° 3918)	
39219090	Plaques, feuilles, pellicules, bandes et lames, en matières plastiques, renforcées, stratifiées, munies d'un support ou pareillement associées à d'autres matières, non travaillées ou simpl. ouvrées en surface ou simpl. découpées de forme carrée ou rectangulaire (à l'excl. des produits alvéolaires, des produits de polymérisation d'addition, de condensation et ou de réorganisation, des produits auto-adhésifs, des revêtements de sols, de murs ou de plafonds du n° 3918)	
39221000	Baignoires, douches, éviers et lavabos, en matières plastiques	
39231090	Boîtes, caisses, casiers et articles simil. (autres que ceux spécialement conçus pour le transport ou l'emballage de disques (wafers) à semi-conducteur, de masques ou de réticules)	
39233090	Bonbonnes, bouteilles, flacons et articles simil. pour le transport ou l'emballage, en matières plastiques, d'une contenance > 2 l	
39235010	Capsules de bouchage ou de surbouchage, en matières plastiques	
39235090	Bouchons, couvercles, capsules et autres dispositifs de fermeture, en matières plastiques (à l'excl. des capsules de bouchage ou de surbouchage)	
39239000	Articles de transport ou d'emballage, en matières plastiques (à l'excl. des boîtes, caisses, casiers et articles simil., des sacs, sachets, pochettes et cornets, des bonbonnes, bouteilles, flacons et articles simil., des bobines, fusettes, canettes et supports simil. ainsi que des bouchons, couvercles, capsules et autres dispositifs de fermeture)	
39241000	Vaisselle et autres articles pour le service de la table ou de la cuisine, en matières plastiques	
39249000	Articles de ménage ou d'économie domestique et articles d'hygiène ou de toilette, en matières plastiques (à l'excl. de la vaisselle et des articles pour usages sanitaires ou hygiéniques tels que baignoires, douches, lavabos, bidets, réservoirs de chasse, cuvettes d'aisance, leurs sièges et couvercles, etc.)	
39252000	Portes, fenêtres et leurs cadres, chambranles et seuils, en matières plastiques	
39253000	Volets, stores, y.c. les stores vénitiens, et articles simil., et leurs parties, en matières plastiques (à l'excl. des accessoires et garnitures)	
39259010	Accessoires et garnitures destinés à être fixés à demeure aux portes, fenêtres, escaliers, murs ou autres parties de bâtiment, en matières plastiques	
39259020	Profilés et chemins de câbles pour canalisations électriques, en matières plastiques	Taux réduit 7%
39261000	Articles de bureau et articles scolaires, en matières plastiques, n.d.a.	taux réduit à 5%
39262000	Vêtements et accessoires du vêtement, y.c. les gants, mitaines et moufles, obtenus par piqûre ou collage de feuilles de matières plastiques (à l'excl. des marchandises du n° 9619)	
39269097	Ouvrages en matières plastiques et ouvrages en autres matières des n° 3901 à 3914, n.d.a.	
40012900	Caoutchouc naturel, sous formes primaires ou en plaques, feuilles ou bandes (à l'excl. du latex de caoutchouc naturel, même prévulcanisé, des produits sous forme de feuilles fumées ainsi que des caoutchoucs techniquement spécifiés [TSNR])	
40052000	Caoutchouc mélangé, non vulcanisé, en solutions ou en dispersions (à l'excl. du caoutchouc additionné de noir de carbone ou de silice ainsi que des mélanges de caoutchouc naturel, de balata, de gutta-percha, de guayule, de chicle ou de gommes naturelles analogues avec du caoutchouc synthétique ou du factice pour caoutchouc dérivé des huiles)	

DELIBERATION N°17 -520-1 EXONERATION SECTEUR C

CODE NC8	DESIGNATIONS	OBSERVATIONS
40059100	Caoutchouc mélangé, non vulcanisé, en plaques, feuilles ou bandes (à l'excl. du caoutchouc additionné de noir de carbone ou de silice ainsi que des mélanges de caoutchouc naturel, de balata, de gutta-percha, de guayule, de chicle ou de gommes naturelles analogues avec du caoutchouc synthétique ou du factice pour caoutchouc dérivé des huiles)	
40059900	Caoutchouc mélangé, non vulcanisé, sous formes primaires (à l'excl. des solutions, des dispersions, des produits en plaques, feuilles ou bandes, du caoutchouc additionné de noir de carbone ou de silice ainsi que des mélanges de caoutchouc naturel, de balata, de gutta-percha, de guayule, de chicle ou de gommes naturelles analogues avec du caoutchouc synthétique ou du factice pour caoutchouc dérivé des huiles)	
40061000	Profilés pour le rechapage des pneumatiques, en caoutchouc non vulcanisé	
40081100	Plaques, feuilles et bandes, en caoutchouc alvéolaire non durci	
40082190	Plaques, feuilles et bandes, en caoutchouc non alvéolaire non durci (à l'excl. des revêtements de sol et des tapis de pied)	
40082900	Baguettes et profilés, en caoutchouc non alvéolaire non durci	
40091100	Tubes et tuyaux en caoutchouc vulcanisé non durci, non renforcés à l'aide d'autres matières ni autrement associés à d'autres matières, sans accessoires	
40092100	Tubes et tuyaux en caoutchouc vulcanisé non durci, renforcés seulement à l'aide de métal ou autrement associés seulement à du métal, sans accessoires	
40092200	Tubes et tuyaux en caoutchouc vulcanisé non durci, renforcés seulement à l'aide de métal ou autrement associés seulement à du métal, avec accessoires [joints, coudes, raccords, p.ex.]	
40093100	Tubes et tuyaux en caoutchouc vulcanisé non durci, renforcés seulement à l'aide de matières textiles ou autrement associés seulement à des matières textiles, sans accessoires	
40093200	Tubes et tuyaux en caoutchouc vulcanisé non durci, renforcés seulement à l'aide de matières textiles ou autrement associés seulement à des matières textiles, avec accessoires [joints, coudes, raccords, p.ex.]	
40094200	Tubes et tuyaux en caoutchouc vulcanisé non durci, renforcés à l'aide d'autres matières que le métal ou les matières textiles ou autrement associés à d'autres matières que le métal ou les matières textiles, avec accessoires [joints, coudes, raccords, p.ex.]	
40101200	Courroies transporteuses, en caoutchouc vulcanisé, renforcées seulement de matières textiles	
40101900	Courroies transporteuses, en caoutchouc vulcanisé (à l'excl. des produits renforcés seulement de métal ou de matières textiles)	
40103900	Courroies de transmission, en caoutchouc vulcanisé (à l'excl. des courroies de transmission sans fin, de section trapézoïdale, striées, d'une circonférence extérieure > 60 cm mais <= 240 cm et des courroies de transmission sans fin, crantées [synchrone], d'une circonférence extérieure > 60 cm mais <= 198 cm)	
40113000	Pneumatiques neufs, en caoutchouc, des types utilisés pour véhicules aériens	
40122000	Pneumatiques usagés, en caoutchouc	
40129020	Bandages pleins ou creux [mi-pleins], en caoutchouc	
40129030	Bandes de roulement pour pneumatiques, en caoutchouc	
40161000	Ouvrages en caoutchouc alvéolaire non durci, n.d.a.	
40169300	Joints en caoutchouc vulcanisé non durci (à l'excl. des articles en caoutchouc alvéolaire)	
40169500	Matelas pneumatiques, oreillers gonflables, coussins gonflables et autres articles gonflables, en caoutchouc vulcanisé non durci (à l'excl. des canots, radeaux et autres engins flottants, des pare-chocs pour l'accostage des bateaux ainsi que des articles d'hygiène ou de pharmacie)	

DELIBERATION N°17 -520-1 EXONERATION SECTEUR C

CODE NC8	DESIGNATIONS	OBSERVATIONS
40169997	Ouvrages en caoutchouc vulcanisé non durci, n.d.a. (à l'excl. des ouvrages en caoutchouc alvéolaire)	
41071291	Cuirs et peaux entiers côtés fleur [y.c. cuirs et peaux parcheminés], de bovins [y. c. les buffles], préparés après tannage ou après dessèchement, épilés (à l'excl. des cuirs et peaux de bovins [y. c. les buffles] d'une surface unitaire <= 2,6 m² [28 pieds carrés], des cuirs et peaux chamoisés, vernis, plaqués ou métallisés)	
42021110	Mallettes porte-documents, serviettes, cartables et contenants simil., à surface extérieure en cuir naturel, en cuir reconstitué ou en cuir verni	Taux réduit à 7%
42021190	Malles, valises, malles, y.c. les malles de toilette, et contenants simil., à surface extérieure en cuir naturel, en cuir reconstitué ou en cuir verni (à l'excl. des malles porte-documents)	Taux réduit à 7%
42021219	Malles, valises, malles, y.c. les malles de toilette, et contenants simil., à surface extérieure en feuilles de matières plastiques (à l'excl. des malles porte-documents)	Taux réduit à 7%
42029900	Sacs de voyage, trousse de toilette, sacs à dos, sacs à provisions, porte-cartes, trousse à outils, sacs pour articles de sport, boîtes pour bijoux, écrins pour orfèvrerie et étuis pour jumelles, appareils photographiques, caméras, instruments de musique ou armes et contenants simil., à surface extérieure en matières autres que cuir, feuilles de matières plastiques ou matières textiles (sauf malles, valises, malles, serviettes, cartables et articles simil.; sacs à main; articles de poche ou de sac à main)	Taux réduit à 7%
42050019	Articles en cuir naturel ou reconstitué, à usages techniques (à l'excl. des courroies de transmission ou de transport)	
42050090	Ouvrages en cuir naturel ou reconstitué (sauf meubles; appareils d'éclairage; articles de bijouterie fantaisie; boutons et leurs parties; boutons de manchette; jouets, jeux et engins sportifs; fouets, cravaches et articles simil.; articles de sellerie ou de bourrellerie; sacs, malles, écrins et contenants simil.; vêtements et accessoires du vêtement; articles à usages techniques; articles en matières à tresser; filets confectionnés)	
44012200	Bois en plaquettes ou en particules (à l'excl. des bois de conifères et des bois des espèces utilisées principalement pour la teinture ou le tannage)	
44041000	Bois feuillards; échelas fendus; pieux et piquets en bois, appointés, non sciés longitudinalement; bois simpl. dégrossis ou arrondis, non tournés ni courbés ni autrement travaillés, pour cannes, parapluies, manches d'outils ou simil.; bois en lames, rubans et simil., de conifères (sauf bois feuillards coupés en longueur et munis d'encoches aux extrémités, bois pour montures de brosses et ébauches de formes de chaussure)	
44071190	Bois de pin sciés ou dédossés longitudinalement, tranchés ou déroulés, même rabotés, poncés ou collés par assemblage en bout, d'une épaisseur excédant 6 mm (à l'exclusion des bois de pin collés par assemblage en bout et des bois de pin rabotés)	
44071290	Bois de sapin (Abies spp.) et d'épicéa (Picea spp.) sciés ou dédossés longitudinalement, tranchés ou déroulés, même rabotés, poncés ou collés par assemblage en bout, d'une épaisseur excédant 6 mm (à l'exclusion des bois de sapin collés par assemblage en bout et des bois de sapin rabotés)	
44071920	Bois de conifères rabotés d'une épaisseur excédant 6 mm à l'exclusion des bois de pin, de sapin et d'épicéa	limité au code sous-classe NAF 1610A (Sciage et rabotage du bois, hors imprégnation)
44071990	Bois de conifères sciés ou dédossés longitudinalement, tranchés ou déroulés, autre que rabotés, poncés ou collés par assemblage en bout, d'une épaisseur excédant 6 mm (à l'exclusion des bois de conifères autres que des bois de pin, sapin et d'épicéa collés par assemblage en bout ou rabotés)	
44091011	Baguettes et moulures en bois de conifères, pour cadres pour tableaux, photographies, miroirs ou objets simil.	
44091018	Bois de conifères (y.c. les lames et frises pour parquets, non assemblées), profilés (languetés, rainés, bouvetés, feuillurés, chanfreinés, joints en V, moulurés, arrondis ou simil.) tout au long d'une ou de plusieurs rives, faces ou bouts, même rabotés, poncés ou collés par assemblage en bout (à l'excl. des baguettes et moulures pour cadres pour tableaux, photographies, miroirs ou objets simil.)	

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171220-17-520-1-DE
Date de télétransmission : 24/01/2018
Date de réception préfecture : 24/01/2018

DELIBERATION N°17 -520-1 EXONERATION SECTEUR C

CODE NC8	DESIGNATIONS	OBSERVATIONS
44092991	Lames et frises pour parquets, non assemblées, profilées (languetées, rainées, bouvetées, feuillurées, chanfreinées, jointes en V, moulurées, arrondies ou simil.) tout au long d'une ou de plusieurs rives, faces ou bouts, même rabotées, poncées ou collées par assemblage en bout (à l'excl. des lames et frises en bois de conifères, en bambou et en bois tropicaux)	
44101110	Panneaux de particules, en bois, même agglomérés avec des résines ou d'autres liants organiques, bruts ou simpl. poncés (à l'excl. des panneaux dits 'oriented strand board' et 'waferboard', des panneaux de fibres et des panneaux cellulaires)	
44101130	Panneaux de particules, en bois, même agglomérés avec des résines ou d'autres liants organiques, recouverts en surface de papier imprégné de mélamine (à l'excl. des panneaux dits 'oriented strand board' et 'waferboard', des panneaux de fibres et des panneaux cellulaires)	
44101150	Panneaux de particules, en bois, même agglomérés avec des résines ou d'autres liants organiques, recouverts en surface de plaques ou de feuilles décoratives stratifiées en matières plastiques (à l'excl. des panneaux dits 'oriented strand board' et 'waferboard', des panneaux de fibres et des panneaux cellulaires)	
44101190	Panneaux de particules, en bois, même agglomérés avec des résines ou d'autres liants organiques (sauf bruts ou simpl. poncés, recouverts en surface de papier imprégné de mélamine ou de plaques ou de feuilles décoratives stratifiées en matières plastiques et à l'excl. des panneaux dits 'oriented strand board' et 'waferboard', des panneaux de fibres et des panneaux cellulaires)	
44101210	Panneaux dits 'oriented strand board' [OSB], en bois, bruts ou simpl. poncés	
44101900	Panneaux dits 'waferboard' et panneaux simil., en bois, même agglomérés avec des résines ou d'autres liants organiques (à l'excl. des panneaux de particules, des panneaux dits 'oriented strand board', des panneaux de fibres et des panneaux cellulaires)	
44109000	Panneaux en fragments provenant de la bagasse, bambou ou paille de céréales ou en autres matières ligneuses, même agglomérés avec des résines ou d'autres liants organiques (sauf en bois ainsi que des panneaux de fibres, des panneaux cellulaires, des panneaux de particules plaqués et des panneaux constitués par des matières ligneuses agglomérées avec du ciment, du plâtre ou d'autres liants minéraux)	
44111210	Panneaux de fibres de bois à densité moyenne 'MDF', d'une épaisseur ≤ 5 mm, non ouvrés mécaniquement ni recouverts en surface	
44111290	Panneaux de fibres de bois à densité moyenne 'MDF', d'une épaisseur ≤ 5 mm, ouvrés mécaniquement ou recouverts en surface	
44111310	Panneaux de fibres de bois à densité moyenne 'MDF', d'une épaisseur > 5 mm mais ≤ 9 mm, non ouvrés mécaniquement ni recouverts en surface	
44111410	Panneaux de fibres de bois à densité moyenne 'MDF', d'une épaisseur > 9 mm, non ouvrés mécaniquement ni recouverts en surface	
44111490	Panneaux de fibres de bois à densité moyenne 'MDF', d'une épaisseur > 9 mm, ouvrés mécaniquement ou recouverts en surface	
44119210	Panneaux de fibres de bois ou autres matières ligneuses, même agglomérées avec des liants organiques, d'une masse volumique $> 0,8 \text{ g/cm}^3$, non ouvrés mécaniquement ni recouverts en surface (sauf panneaux de fibres à densité moyenne 'MDF', carton, panneaux de particules, même stratifiés, bois stratifiés à âme en panneaux de fibres, panneaux cellulaires en bois dont les faces sont des panneaux de fibres et panneaux reconnaissables comme étant des parties de meubles)	
44119290	Panneaux de fibres de bois ou autres matières ligneuses, même agglomérées avec des liants organiques, d'une masse volumique $> 0,8 \text{ g/cm}^3$, ouvrés mécaniquement ou recouverts en surface (sauf panneaux de fibres à densité moyenne 'MDF', carton, panneaux de particules, même stratifiés, bois stratifiés à âme en panneaux de fibres, panneaux cellulaires en bois avec faces en panneaux de fibres et panneaux reconnaissables comme étant des parties de meubles)	
44119310	Panneaux de fibres de bois ou autres matières ligneuses, même agglomérées avec des liants organiques, d'une masse volumique $> 0,5 \text{ g/cm}^3$ et $\leq 0,8 \text{ g/cm}^3$, non ouvrés mécaniquement ni recouverts en surface (sauf panneaux de fibres à densité moyenne 'MDF', carton, panneaux de particules, même stratifiés, bois stratifiés à âme en panneaux de fibres, panneaux cellulaires en bois avec faces en panneau de fibres et panneaux reconnaissables comme parties de meubles)	

DELIBERATION N°17 -520-1 EXONERATION SECTEUR C

CODE NC8	DESIGNATIONS	OBSERVATIONS
44119390	Panneaux de fibres de bois ou autres matières ligneuses, même agglomérées avec des liants organiques, d'une masse volumique > 0,5 g/cm³ mais ≤ 0,8 g/cm³, ouvrés mécaniquement ou recouverts en surface (sauf panneaux de fibres à densité moyenne 'MDF', carton, panneaux de particules, même stratifiés, bois stratifiés à âme en panneaux de fibres, panneaux cellulaires en bois avec faces en panneaux de fibres et panneaux reconnaissables comme parties de meubles)	
44119410	Panneaux de fibres de bois ou autres matières ligneuses, même agglomérées avec des liants organiques, d'une masse volumique ≤ 0,5 g/cm³, non ouvrés mécaniquement ni recouverts en surface (sauf panneaux de fibres à densité moyenne 'MDF', carton, panneaux de particules, même stratifiés, bois stratifiés à âme en panneaux de fibres, panneaux cellulaires en bois avec faces en panneaux de fibres et panneaux reconnaissables comme parties de meubles)	
44123110	Bois contre-plaqués constitués exclusivement de feuilles de bois d'une épaisseur ≤ 6 mm, ayant au moins un pli extérieur en dark red meranti, light red meranti, white lauan, sipo, limba, obeche, okoumé, acajou d'Afrique, sapelli, virola, mahogany 'Swietenia spp.', palissandre de Rio, palissandre de Para ou palissandre de Rose (à l'excl. des panneaux en bois dits 'densifiés', des panneaux cellulaires, des bois marquetés ou incrustés ainsi que des panneaux reconnaissables comme étant des parties de meubles)	
44123190	Bois contreplaqués, constitués exclusivement de feuilles de bois dont chacune a une épaisseur ≤ 6 mm, ayant au moins un pli extérieur en bois tropicaux (à l'exclusion de celles ayant un pli extérieur en bois d'okoumé, de dark red meranti, de light red meranti, de white lauan, de sipo, de limba, d'obéché, d'acajou d'Afrique, de sapelli, de virola, de mahogany «Swietenia spp.», de palissandre de Rio, de palissandre de Para ou de palissandre de Rose, des panneaux en bois dits «densifiés», des panneaux cellulaires en bois, des bois marquetés ou incrustés ainsi que des panneaux reconnaissables comme étant des parties de meubles)	
44123300	Bois contre-plaqués, ayant au moins un pli extérieur en bois autre que de conifères, des espèces aulne (Alnus spp.), frêne (Fraxinus spp.), hêtre (Fagus spp.), bouleau (Betula spp.), cerisier (Prunus spp.), châtaignier (Castanea spp.), orme (Ulmus spp.), eucalyptus (Eucalyptus spp.), caryer (Carya spp.), marronnier (Aesculus spp.), tilleul (Tilia spp.), érable (Acer spp.), chêne (Quercus spp.), platane (Platanus spp.), peuplier (Populus spp.), robinier (Robinia spp.), tulipier (Liriodendron spp.) ou noyer (Juglans spp.)	
44123400	Bois contreplaqués, ayant au moins un pli extérieur en bois autre que de conifères non dénommés dans le n° 4412 33	
44123900	Bois contre-plaqués constitués exclusivement de feuilles de bois dont chacune a une épaisseur ≤ 6 mm (à l'excl. de bambou, des bois contre-plaqués des sous-positions 441231 et 441232, des panneaux en bois dits 'densifiés', des panneaux cellulaires en bois, des bois marquetés ou incrustés ainsi que des panneaux reconnaissables comme étant des parties de meubles)	
44129985	Panneaux en bois, contreplaques, plaqués, stratifiés ou similaires ne contenant pas de panneaux de particules et sans aménagement, lattée ou lamellée.	
44140090	Cadres pour tableaux, photographies, miroirs ou objets simil. en bois (sauf en bois tropicaux [okoumé, obeche, sapelli, sipo, acajou d'Afrique, makoré, iroko, tiama, mansonie, ilomba, dibétou, limba, azobé, dark red meranti, light red meranti, meranti bakau, white lauan, white meranti, white seraya, yellow meranti, alan, keruing, ramin, kapur, teak, jongkong, merbau, jelutong, kempas, virola, mahogany 'swietenia spp.', imbuia, balsa, palissandre])	
44151010	Caisses, caissettes, cageots, cylindres et emballages simil., en bois	
44160000	Futaies, cuves, baquets et autres ouvrages de tonnellerie et leurs parties reconnaissables, en bois, y.c. les merrains	
44182080	Portes et leurs cadres, chambranles et seuils, en bois (à l'excl. des bois d'okoumé, obeche, sapelli, sipo, acajou d'Afrique, makoré, iroko, tiama, mansonie, ilomba, dibétou, limba, azobé, dark red meranti, light red meranti, meranti bakau, white lauan, white meranti, white seraya, yellow meranti, alan, keruing, ramin, kapur, teak, jongkong, merbau, jelutong, kempas, virola, mahogany 'Swietenia spp.', imbuia, balsa, palissandre de Rio, palissandre de Para et palissandre de Rose ainsi que des bois de conifères)	

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171220-17-520-1-DE
Date de télétransmission : 24/01/2018
Date de réception préfecture : 24/01/2018

DELIBERATION N°17 -520-1 EXONERATION SECTEUR C

CODE NC8	DESIGNATIONS	OBSERVATIONS
44184000	Coffrages pour le bétonnage, en bois (à l'excl. des panneaux en bois contre-plaqués)	
44185000	Bardeaux ['shingles' et 'shakes'], en bois	
44189910	Ouvrages de menuiserie et pièces de charpente pour construction, y.c. les panneaux cellulaires, en bois lamellés (à l'excl. des fenêtres, portes-fenêtres et leurs cadres et chambranles, des portes et leurs cadres, chambranles et seuils, des poteaux et poutres, des panneaux assemblés pour revêtement de sol, des coffrages pour le bétonnage et des bardeaux ['shingles' et 'shakes'])	
44189990	Ouvrages de menuiserie et pièces de charpente pour construction, y.c. les panneaux cellulaires, en bois autre que bambou (à l'excl. de bois lamellés, ainsi que des fenêtres, portes-fenêtres et leurs cadres et chambranles, des portes et leurs cadres, chambranles et seuils, des poteaux et poutres, des panneaux assemblés pour revêtement de sol, des coffrages pour le bétonnage et des bardeaux ['shingles' et 'shakes'])	
44201019	Statuettes et autres objets d'ornement, réalisés en bois (sauf en okoumé, obeche, sapelli, sipo, acajou d'Afrique, makoré, iroko, tiama, mansonie, ilomba, dibétou, limba, azobé, dark red meranti, light red meranti, meranti bakau, white lauan, white meranti, white seraya, yellow meranti, alan, keruing, ramin, kapur, teak, jongkong, merbau, jelutong, kempas, virola, mahogany 'swietenia spp.', imbuia, balsa, palissandre)	
44209099	Coffrets, écrins et étuis pour bijouterie ou orfèvrerie et ouvrages simil., et articles d'ameublement, en bois (à l'excl. des objets réalisés en okoumé, obeche, sapelli, sipo, acajou d'Afrique, makoré, iroko, tiama, mansonie, ilomba, dibétou, limba, azobé, dark red meranti, light red meranti, meranti bakau, white lauan, white meranti, white seraya, yellow meranti, alan, keruing, ramin, kapur, teak, jongkong, merbau, jelutong, kempas, virola, mahogany 'swietenia spp.', imbuia, balsa, palissandre)	
44219999	Ouvrages en bois (à l'exclusion des cintres pour vêtements, des ouvrages en panneaux de fibres et des cercueils)	
45031010	Bouchons cylindriques, en liège naturel	
45031090	Bouchons de tous types, en liège naturel, y.c. leurs ébauches à arêtes arrondies (à l'excl. des bouchons cylindriques)	
45041019	Bouchons cylindriques, en liège aggloméré (à l'excl. des articles pour vins mousseux)	
46019990	Matières à tresser, tresses et articles simil., en matières à tresser non végétales, tissés ou parallélisés, à plat (à l'excl. des articles confectionnés à partir des tresses et articles simil. en matières à tresser, des revêtements muraux du n° 4814 ainsi que des parties de chaussures ou de coiffures)	
46021910	Paillons pour bouteilles servant d'emballage ou de protection, tressés directement à partir de pailles végétales ou confectionnés à l'aide de tresses en pailles végétales du n° 4601 (sauf en bambou et en rotin)	
46029000	Ouvrages de vannerie obtenus directement en forme à partir de matières à tresser non végétales ou confectionnés à l'aide de matières à tresser non végétales du n° 4601 (à l'excl. des revêtements muraux du n° 4814, des ficelles, cordes et cordages, des chaussures, coiffures et leurs parties, des véhicules et corps de caisses pour véhicules ainsi que des articles du chapitre 94 [p.ex. meubles, appareils d'éclairage])	
47042900	Pâtes chimiques de bois, au bisulfite, mi-blanchies ou blanchies (à l'excl. des pâtes à dissoudre et des pâtes de bois de conifères)	
48010000	Papier journal tel que visé à la note 4 du chapitre 48, en rouleaux d'une largeur > 28 cm ou en feuilles de forme carrée ou rectangulaire dont au moins un côté > 28 cm et l'autre > 15 cm à l'état non plié	
48021000	Papiers et cartons formés feuille à feuille [papiers à la main], de tout format et de toute forme	
48022000	Papiers et cartons supports pour papiers ou cartons photosensibles, sensibles à la chaleur ou électrosensibles, non couchés ni enduits, en rouleaux ou en feuilles de forme carrée ou rectangulaire, de tout format	
48025400	Papiers et cartons, non couchés ni enduits, utilisés pour l'écriture, l'impression ou d'autres fins graphiques, et papiers et cartons pour cartes ou bandes à perforer, non perforés, en rouleaux ou en feuilles de forme carrée ou rectangulaire, de tout format, sans fibres obtenues par un procédé mécanique ou chimico-mécanique ou dont <= 10% en poids de la composition fibreuse totale sont constitués par de telles fibres, d'un poids < 40 g/m², n.d.a.	

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171220-17-520-1-DE
Date de télétransmission : 24/01/2018
Date de réception préfecture : 24/01/2018

DELIBERATION N°17 -520-1 EXONERATION SECTEUR C

CODE NC8	DESIGNATIONS	OBSERVATIONS
48025515	Papiers et cartons, non couchés ni enduits, utilisés pour l'écriture, l'impression ou d'autres fins graphiques, et papiers et cartons pour cartes ou bandes à perforer, non perforés, en rouleaux de tout format, sans fibres obtenues par un procédé mécanique ou chimico-mécanique ou dont $\leq 10\%$ en poids de la composition fibreuse totale sont constitués par de telles fibres, d'un poids au $m^2 \geq 40$ g mais < 60 g, n.d.a.	
48025525	Papiers et cartons, non couchés ni enduits, utilisés pour l'écriture, l'impression ou d'autres fins graphiques, et papiers et cartons pour cartes ou bandes à perforer, non perforés, en rouleaux de tout format, sans fibres obtenues par un procédé mécanique ou chimico-mécanique ou dont $\leq 10\%$ en poids de la composition fibreuse totale sont constitués par de telles fibres, d'un poids au $m^2 \geq 60$ g mais < 75 g, n.d.a.	
48025530	Papiers et cartons, non couchés ni enduits, utilisés pour l'écriture, l'impression ou d'autres fins graphiques, et papiers et cartons pour cartes ou bandes à perforer, non perforés, en rouleaux de tout format, sans fibres obtenues par un procédé mécanique ou chimico-mécanique ou dont $\leq 10\%$ en poids de la composition fibreuse totale sont constitués par de telles fibres, d'un poids au $m^2 \geq 75$ g mais < 80 g, n.d.a.	
48025590	Papiers et cartons, non couchés ni enduits, utilisés pour l'écriture, l'impression ou d'autres fins graphiques, et papiers et cartons pour cartes ou bandes à perforer, non perforés, en rouleaux de tout format, sans fibres obtenues par un procédé mécanique ou chimico-mécanique ou dont $\leq 10\%$ en poids de la composition fibreuse totale sont constitués par de telles fibres, d'un poids au $m^2 \geq 80$ g mais ≤ 150 g, n.d.a.	
48025680	Papiers et cartons, non couchés ni enduits, utilisés pour l'écriture, l'impression ou d'autres fins graphiques, et papiers et cartons pour cartes ou bandes à perforer, non perforés, en feuilles de forme carrée ou rectangulaire dont un côté ≤ 435 mm et l'autre ≤ 297 mm à l'état non plié, sans fibres obtenues par un procédé mécanique ou chimico-mécanique ou dont $\leq 10\%$ en poids de la composition fibreuse totale sont constitués par de telles fibres, d'un poids au $m^2 \geq 40$ g mais ≤ 150 g, n.d.a. (sauf dont un côté mesure 297 mm et l'autre 210 mm [format A4])	
48025700	Papiers et cartons, non couchés ni enduits, utilisés pour l'écriture, l'impression ou d'autres fins graphiques, et papiers et cartons pour cartes ou bandes à perforer, non perforés, en feuilles de forme carrée ou rectangulaire dont un côté > 435 mm ou dont un côté ≤ 435 mm et l'autre > 297 mm à l'état non plié, sans fibres obtenues par un procédé mécanique ou chimico-mécanique ou dont $\leq 10\%$ en poids de la composition fibreuse totale sont constitués par de telles fibres, d'un poids au $m^2 \geq 40$ g mais ≤ 150 g, n.d.a.	
48025810	Papiers et cartons, non couchés ni enduits, utilisés pour l'écriture, l'impression ou d'autres fins graphiques, et papiers et cartons pour cartes ou bandes à perforer, non perforés, en rouleaux de tout format, sans fibres obtenues par un procédé mécanique ou chimico-mécanique ou dont $\leq 10\%$ en poids de la composition fibreuse totale sont constitués par de telles fibres, d'un poids > 150 g/ m^2 , n.d.a.	
48026180	Papiers et cartons, non couchés ni enduits, utilisés pour l'écriture, l'impression ou d'autres fins graphiques, et papiers et cartons pour cartes ou bandes à perforer, non perforés, en rouleaux de tout format, dont $> 10\%$ en poids de la composition fibreuse totale sont constitués par des fibres obtenues par un procédé mécanique ou chimico-mécanique, n.d.a. (à l'excl. des produits d'un poids < 72 g/ m^2 et dont $> 50\%$ en poids de la composition fibreuse totale sont constituées par des fibres obtenues par un procédé mécanique)	
48026900	Papiers et cartons, non couchés ni enduits, utilisés pour l'écriture, l'impression ou d'autres fins graphiques, et papiers et cartons pour cartes ou bandes à perforer, non perforés, en feuilles de forme carrée ou rectangulaire dont un côté > 435 mm ou dont un côté ≤ 435 mm et l'autre > 297 mm à l'état non plié, dont $> 10\%$ en poids de la composition fibreuse totale sont constitués par des fibres obtenues par un procédé mécanique ou chimico-mécanique, n.d.a.	
48030010	Ouate de cellulose, en rouleaux d'une largeur > 36 cm ou en feuilles de forme carrée ou rectangulaire dont un côté au moins > 36 cm et l'autre > 15 cm à l'état non plié	
48043180	Papiers et cartons kraft, écrus, non couchés ni enduits, en rouleaux d'une largeur > 36 cm ou en feuilles de forme carrée ou rectangulaire dont au moins un côté > 36 cm et l'autre > 15 cm à l'état non plié, d'un poids < 150 g/ m^2 (sauf papiers et cartons pour couverture [kraftliner], papiers kraft pour grands sacs, articles des n° 4802, 4803 et 4808 et produits dont $\geq 80\%$ en poids de la composition fibreuse totale est constituée par des fibres de conifères obtenues par le procédé chimique au sulfate ou à la soude)	

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171220-17-520-1-DE
Date de télétransmission : 24/01/2018
Date de réception préfecture : 24/01/2018

DELIBERATION N°17 -520-1 EXONERATION SECTEUR C

CODE NC8	DESIGNATIONS	OBSERVATIONS
48043951	Papiers et cartons kraft, non couchés ni enduits, en rouleaux d'une largeur > 36 cm ou en feuilles de forme carrée ou rectangulaire dont au moins un côté > 36 cm et l'autre > 15 cm à l'état non plié, d'un poids <= 150 g/m ² , blanchis uniformément dans la masse et dont >= 80% en poids de la composition fibreuse totale sont constitués par des fibres de conifères obtenues par le procédé chimique au sulfate ou à la soude (sauf produits destinés à la fabrication des fils de papier des n° 5308 et 5607, papiers et cartons utilisés comme isolant en électrotechnique, papiers kraft pour sacs de grande contenance et articles des n° 4802, 4803 et 4808)	
48043958	Papiers et cartons kraft, non couchés ni enduits, en rouleaux d'une largeur > 36 cm ou en feuilles de forme carrée ou rectangulaire dont au moins un côté > 36 cm et l'autre > 15 cm à l'état non plié, d'un poids <= 150 g/m ² et dont >= 80% en poids de la composition fibreuse totale sont constitués par des fibres de conifères obtenues par le procédé chimique au sulfate ou à la soude (sauf produits écrus ou blanchis uniformément dans la masse, produits blanchis dans la masse, papiers et cartons pour couverture [kraftliner], papiers kraft pour sacs de grande contenance et articles des n° 4802, 4803 et 4808)	
48059380	Papiers et cartons, non couchés ni enduits, en rouleaux d'une largeur > 36 cm ou en feuilles de forme carrée ou rectangulaire dont au moins un côté > 36 cm et l'autre > 15 cm à l'état non plié, d'un poids >= 225 g/m ² , n.d.a.	
48061000	Papiers et cartons sulfurisés [parchemin végétal], en rouleaux d'une largeur > 36 cm ou en feuilles de forme carrée ou rectangulaire dont au moins un côté > 36 cm et l'autre > 15 cm à l'état non plié	
48062000	Papiers ingraissables [greaseproof], en rouleaux d'une largeur > 36 cm ou en feuilles de forme carrée ou rectangulaire dont au moins un côté > 36 cm et l'autre > 15 cm à l'état non plié	
48070080	Papiers et cartons assemblés à plat par collage, non couchés ni enduits à la surface ni imprégnés, même renforcés intérieurement, en rouleaux d'une largeur > 36 cm ou en feuilles de forme carrée ou rectangulaire dont au moins un côté > 36 cm et l'autre > 15 cm à l'état non plié (sauf papiers et cartons 'entre-deux' assemblés avec bitume, goudron ou asphalte, papiers et cartons paille, même recouverts de papier autre que papier paille et papiers et cartons à base de papiers recyclés, même recouverts de papier)	
48081000	Papiers et cartons ondulés, même avec recouvrement par collage, même perforés, en rouleaux d'une largeur > 36 cm ou en feuilles de forme carrée ou rectangulaire dont au moins un côté > 36 cm et l'autre > 15 cm à l'état non plié	
48089000	Papiers et cartons crêpés, plissés, gaufrés, estampés ou perforés, en rouleaux d'une largeur > 36 cm ou en feuilles de forme carrée ou rectangulaire dont au moins un côté > 36 cm et l'autre > 15 cm à l'état non plié (à l'excl. des articles du n° 4803 ainsi que des papiers kraft pour sacs de grande contenance ou des autres papiers kraft)	
48092000	Papiers dits 'autocopiants', même imprimés, en rouleaux d'une largeur > 36 cm ou en feuilles de forme carrée ou rectangulaire dont un côté au moins > 36 cm à l'état non plié (à l'excl. des papiers carbone et des papiers simil.)	
48101300	Papiers et cartons, des types utilisés pour écriture, impression ou autres fins graphiques, sans fibres obtenues par un procédé mécanique ou chimico-mécanique ou dont <= 10% en poids de la composition fibreuse totale sont constitués par de telles fibres, couchés au kaolin ou à d'autres substances inorganiques sur une ou sur les deux faces, en rouleaux de tout format	
48101900	Papiers et cartons, des types utilisés pour écriture, impression ou autres fins graphiques, sans fibres obtenues par un procédé mécanique ou chimico-mécanique ou dont <= 10% en poids de la composition fibreuse totale sont constitués par de telles fibres, couchés au kaolin ou à d'autres substances inorganiques sur une ou sur les deux faces, en feuilles de forme carrée ou rectangulaire dont un côté > 435 mm ou dont un côté <= 435 mm et l'autre > 297 mm à l'état non plié	
48102200	Papier couché léger, dit 'LWC', du type utilisé pour écriture, impression ou autres fins graphiques, poids total <= 72 g/m ² , poids de couche <= 15 g/m ² par face, sur un support dont >= 50% en poids de la composition fibreuse sont constitués par des fibres de bois obtenues par un procédé mécanique, couché au kaolin ou à d'autres substances inorganiques sur les deux faces, en rouleaux ou en feuilles de forme carrée ou rectangulaire, de tout format	

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171220-17-520-1-DE
Date de télétransmission : 24/01/2018
Date de réception préfecture : 24/01/2018

DELIBERATION N°17 -520-1 EXONERATION SECTEUR C

CODE NC8	DESIGNATIONS	OBSERVATIONS
48102930	Papiers et cartons, des types utilisés pour écriture, impression ou autres fins graphiques, dont > 10% en poids de la composition fibreuse totale sont constitués par des fibres obtenues par un procédé mécanique ou chimico-mécanique, couché au kaolin ou à d'autres substances inorganiques sur une ou sur les deux faces, en rouleaux de tout format (sauf papier couché léger [LWC] et papiers et cartons pour machines de bureau et simil.)	
48102980	Papiers et cartons, des types utilisés pour écriture, impression ou autres fins graphiques, dont > 10% en poids de la composition fibreuse totale sont constitués par des fibres obtenues par un procédé mécanique ou chimico-mécanique, couché au kaolin ou à d'autres substances inorganiques sur une ou sur les deux faces, en feuilles de forme carrée ou rectangulaire de tout format (sauf papier couché léger [LWC] et papiers et cartons pour machines de bureau et simil.)	
48103900	Papiers et cartons kraft, couchés au kaolin ou à d'autres substances inorganiques sur une ou sur les deux faces, en rouleaux ou en feuilles de forme carrée ou rectangulaire, de tout format (sauf produits utilisés à des fins graphiques et les papiers et cartons blanchis uniformément dans la masse et dont > 95% en poids de la composition fibreuse totale sont constitués de fibres de bois obtenues par un procédé chimique)	
48109210	Papiers et cartons multicouches dont chaque couche est blanchie, couchés au kaolin ou à d'autres substances inorganiques sur une ou sur les deux faces, en rouleaux ou en feuilles de forme carrée ou rectangulaire, de tout format (à l'excl. des papiers et cartons kraft ainsi que des produits des types utilisés pour l'écriture, l'impression ou d'autres fins graphiques)	
48109910	Papiers et cartons de pâte blanchie, couchés ou enduits de kaolin sur une ou sur les deux faces, en rouleaux ou en feuilles de forme carrée ou rectangulaire, de tout format (à l'excl. des papiers et cartons kraft ou multicouches ainsi que des produits des types utilisés pour l'écriture, l'impression ou d'autres fins graphiques et de tout autre couchage ou enduction)	
48109980	Papiers et cartons, couchés à des substances inorganiques sur une ou sur les deux faces, en rouleaux ou en feuilles de forme carrée ou rectangulaire, de tout format (à l'excl. des papiers et cartons de pâte blanchie couchés ou enduits de kaolin, des papiers et cartons des types utilisés pour l'écriture, l'impression ou d'autres fins graphiques, des papiers et cartons kraft ou multicouches et de tout autre couchage ou enduction)	
48114190	Papiers et cartons, auto-adhésifs, coloriés en surface, décorés en surface ou imprimés, en rouleaux ou en feuilles de forme carrée ou rectangulaire, de tout format (à l'excl. des papiers et cartons d'une largeur ≤ 10 cm dont l'enduit consiste en caoutchouc, naturel ou synthétique, non vulcanisé et des produits du n° 4810)	
48114900	Papiers et cartons gommés ou adhésifs, coloriés en surface, décorés en surface ou imprimés, en rouleaux ou en feuilles de forme carrée ou rectangulaire, de tout format (à l'excl. des papiers et cartons auto-adhésifs ainsi que des produits du n° 4810)	
48115900	Papiers et cartons, coloriés en surface, décorés en surface ou imprimés, enduits, imprégnés ou recouverts de matière plastique, en rouleaux ou en feuilles de forme carrée ou rectangulaire, de tout format (à l'excl. des adhésifs ainsi que des papiers et cartons blanchis d'un poids > 150 g/m²)	
48116000	Papiers et cartons enduits, imprégnés ou recouverts de cire, de paraffine, de stéarine, d'huile ou de glycérol, en rouleaux ou en feuilles de forme carrée ou rectangulaire, de tout format (à l'excl. des produits des n° 4803, 4809 et 4818)	
48119000	Papiers, cartons, ouate de cellulose et nappes de fibres de cellulose, couchés, enduits, imprégnés, recouverts, coloriés en surface, décorés en surface ou imprimés, en rouleaux ou en feuilles de forme carrée ou rectangulaire, de tout format (à l'excl. des produits des n° 4803, 4809, 4810, 481110 à 481160 et 4818)	
48120000	Blocs filtrants et plaques filtrantes, en pâte à papier	
48171000	Enveloppes, en papier ou en carton	
48173000	Boîtes, pochettes et présentations simil., en papier ou en carton, renfermant un assortiment d'articles de correspondance	
48191000	Boîtes et caisses en papier ou en carton ondulé	

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171220-17-520-1-DE
Date de télétransmission : 24/01/2018
Date de réception préfecture : 24/01/2018

DELIBERATION N°17 -520-1 EXONERATION SECTEUR C

CODE NC8	DESIGNATIONS	OBSERVATIONS
48192000	Boîtes et cartonnages, pliants, en papier ou en carton non ondulé	
48193000	Sacs, en papier, carton, ouate de cellulose ou nappes de fibres de cellulose, d'une largeur à la base >= 40 cm	
48195000	Emballages, y.c. les pochettes pour disques, en papier, carton, ouate de cellulose ou nappes de fibres de cellulose (à l'excl. des boîtes et caisses en papier ou en carton ondulé, des boîtes et cartonnages, pliants, en papier ou en carton non ondulé ainsi que des sacs, sachets, pochettes et cornets)	
48196000	Cartonnages de bureau, de magasin ou simil., rigides (à l'excl. des emballages)	
48201050	Agendas en papier ou carton	taux réduit à 5%
48219090	Étiquettes de tous genres, en papier ou en carton, non imprimées (à l'excl. des étiquettes auto-adhésives)	
48229000	Tambours, bobines, fusettes, canettes et supports simil., en pâte à papier, papier ou carton, même perforés ou durcis (à l'excl. des articles des types utilisés pour l'enroulement des fils textiles)	
48232000	Papier et carton-filtre, en bandes ou en rouleaux d'une largeur <= 36 cm ou en feuilles de forme carrée ou rectangulaire dont aucun côté > 36 cm à l'état non plié, ou découpés de forme autre que carrée ou rectangulaire	EXONERATION LIMITEE AU CODE NAF 1101Z / Production de boissons alcooliques distillées
48234000	Papiers à diagrammes pour appareils enregistreurs, en bobines d'une largeur <= 36 cm ou en feuilles de forme carrée ou rectangulaire dont aucun côté > 36 cm à l'état non plié, ou découpés en disques	
48236910	Plateaux, plats et assiettes, en papier ou en carton (à l'excl. du papier bambou ou du carton bambou)	
48236990	Tasses, gobelets et articles simil., en papier ou en carton (sauf du papier bambou ou du carton bambou et à l'excl. des plateaux, des plats et des assiettes)	
48237090	Articles moulés ou pressés en pâte à papier, n.d.a.	
48239040	Papiers et cartons, des types utilisés pour écriture, impression ou autres fins graphiques, n.d.a.	
48239085	Papiers, cartons, ouate de cellulose ou nappes de fibres de cellulose, en bandes ou en rouleaux d'une largeur <= 36 cm ou en feuilles de forme carrée ou rectangulaire dont aucun côté > 36 cm à l'état non plié, ou découpés de forme autre que carrée ou rectangulaire, n.d.a.; ouvrages en pâte à papier, papier, carton, ouate de cellulose ou nappes de fibres de cellulose, n.d.a.	
49089000	Décalcomanies de tous genres (à l'excl. des articles vitrifiables)	
49119900	Imprimés, n.d.a.	
50072071	Tissus serrés, contenant >= 85% de soie ou de déchets de soie autres que la bourrette, imprimés (à l'excl. des crêpes ainsi que des pongés, habutai, honan, shantoung, corah et tissus simil. d'Extrême-Orient, de soie pure)	
51122000	Tissus de laine peignée ou de poils fins peignés, contenant en prédominance, mais < 85% en poids de laine ou de poils fins, mélangés principalement ou uniquement avec des filaments synthétiques ou artificiels	
52041900	Fils à coudre de coton, contenant en prédominance, mais < 85% en poids de coton, non conditionnés pour la vente au détail	
52042000	Fils à coudre de coton, conditionnés pour la vente au détail	
52081900	Tissus de coton, écrus, contenant >= 85% en poids de coton, d'un poids <= 200 g/m ² (à l'excl. des tissus à armure toile ou à armure sergé, y.c. le croisé, d'un rapport d'armure <= 4)	
52084200	Tissus de coton, en fils de diverses couleurs, à armure toile, contenant >= 85% en poids de coton, d'un poids > 100 g/m ² mais <= 200 g/m ²	

DELIBERATION N°17 -520-1 EXONERATION SECTEUR C

CODE NC8	DESIGNATIONS	OBSERVATIONS
52084900	Tissus de coton, en fils de diverses couleurs, contenant \geq 85% en poids de coton, d'un poids \leq 200 g/m ² (à l'excl. des tissus à armure toile ou à armure sergé, y.c. le croisé, d'un rapport d'armure \leq 4)	
52094100	Tissus de coton, en fils de diverses couleurs, à armure toile, contenant \geq 85% en poids de coton, d'un poids $>$ 200 g/m ²	
52094900	Tissus de coton, en fils de diverses couleurs, contenant \geq 85% en poids de coton, d'un poids $>$ 200 g/m ² (à l'excl. des tissus dits 'denim' ainsi que des tissus à armure toile ou à armure sergé, y.c. le croisé, d'un rapport d'armure \leq 4)	
52101100	Tissus de coton, écrus, à armure toile, contenant en prédominance, mais $<$ 85% en poids de coton, mélangés principalement ou uniquement avec des fibres synthétiques ou artificielles, d'un poids \leq 200 g/m ²	
52101900	Tissus de coton, écrus, contenant en prédominance, mais $<$ 85% en poids de coton, mélangés principalement ou uniquement avec des fibres synthétiques ou artificielles, d'un poids \leq 200 g/m ² (à l'excl. des tissus à armure toile)	
52102100	Tissus de coton, blanchis, à armure toile, contenant en prédominance, mais $<$ 85% en poids de coton, mélangés principalement ou uniquement avec des fibres synthétiques ou artificielles, d'un poids \leq 200 g/m ²	
52104900	Tissus de coton, en fils de diverses couleurs, contenant en prédominance, mais $<$ 85% en poids de coton, mélangés principalement ou uniquement avec des fibres synthétiques ou artificielles, d'un poids \leq 200 g/m ² (à l'excl. des tissus à armure toile)	
52114910	Tissus Jacquard de coton, en fils de diverses couleurs, contenant en prédominance, mais $<$ 85% en poids de coton, mélangés principalement ou uniquement avec des fibres synthétiques ou artificielles, d'un poids $>$ 200 g/m ²	
52121190	Tissus de coton, écrus, contenant en prédominance, mais $<$ 85% en poids de coton, autres que mélangés principalement ou uniquement avec du lin ou des fibres synthétiques ou artificielles, d'un poids \leq 200 g/m ²	
52121490	Tissus de coton, en fils de diverses couleurs, contenant en prédominance, mais $<$ 85% en poids de coton, autres que mélangés principalement ou uniquement avec du lin ou des fibres synthétiques ou artificielles, d'un poids \leq 200 g/m ²	
52122590	Tissus de coton, imprimés, contenant en prédominance, mais $<$ 85% en poids de coton, autres que mélangés principalement ou uniquement avec du lin ou des fibres synthétiques ou artificielles, d'un poids $>$ 200 g/m ²	
53039000	Jute et autres fibres textiles libériennes, travaillés mais non filés (à l'excl. des produits rouis ainsi que du lin, du chanvre et de la ramie); étoupes et déchets de ces fibres, y.c. les déchets de fils et les effilochés	
54011016	Fils texturés, à coudre, de filaments synthétiques, non conditionnés pour la vente au détail (à l'excl. des fils à âme dits core yarn)	
54012010	Fils à coudre de filaments artificiels, non conditionnés pour la vente au détail	
54022000	Fils à haute ténacité de filaments de polyesters, non conditionnés pour la vente au détail (à l'excl. des fils à coudre)	
54033900	Fils simples, de filaments artificiels, y.c. les monofilaments artificiels de moins de 67 décitex (à l'excl. des fils à coudre, des fils de filaments de rayonne viscose ou d'acétate de cellulose ainsi que des fils conditionnés pour la vente au détail)	
54049090	Lames et formes simil. [paille artificielle, p.ex.], en matières textiles synthétiques, d'une largeur apparente \leq 5 mm (à l'excl. des articles en polypropylène)	
54071000	Tissus obtenus à partir de fils à haute ténacité de nylon ou d'autres polyamides ou de polyesters, y.c. les tissus obtenus à partir des monofilaments du n° 5404	
54077300	Tissus obtenus à partir de fils de diverses couleurs contenant \geq 85% en poids de filaments synthétiques, y.c. les tissus obtenus à partir des monofilaments du n° 5404 (à l'excl. des tissus obtenus à partir de filaments ou de monofilaments de polyester, de nylon ou d'autres polyamides ainsi que des mélanges de filaments de polyester texturés et non texturés)	
54078300	Tissus obtenus à partir de fils de filaments synthétiques de diverses couleurs contenant en prédominance, mais $<$ 85% en poids de ces filaments et mélangés principalement ou uniquement avec du coton, y.c. les tissus obtenus à partir des monofilaments du n° 5404	

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171220-17-520-1-DE
Date de télétransmission : 24/01/2018
Date de réception préfecture : 24/01/2018

DELIBERATION N°17 -520-1 EXONERATION SECTEUR C

CODE NC8	DESIGNATIONS	OBSERVATIONS
54079300	Tissus obtenus à partir de fils de filaments synthétiques de diverses couleurs contenant en prédominance, mais < 85% en poids de ces filaments, y.c. les tissus obtenus à partir des monofilaments du n° 5404 (à l'excl. des tissus mélangés principalement ou uniquement avec du coton)	
55019000	Câbles de filaments synthétiques, tels que définis dans la note 1 du présent chapitre (à l'excl. des câbles de filaments acryliques ou modacryliques ou de filaments de polyesters, de polypropylène, de nylon ou d'autres polyamides)	
55033000	Fibres discontinues acryliques ou modacryliques, non cardées ni peignées ni autrement transformées pour la filature	
55081010	Fils à coudre de fibres synthétiques discontinues, non conditionnés pour la vente au détail	
55122990	Tissus, teints ou en fils de diverses couleurs, de fibres discontinues acryliques ou modacryliques, contenant >= 85% en poids de ces fibres	
55129990	Tissus, teints ou en fils de diverses couleurs, de fibres synthétiques discontinues, contenant >= 85% en poids de ces fibres (à l'excl. des tissus de fibres discontinues acryliques ou modacryliques ou de fibres discontinues de polyester)	
55131300	Tissus, écrus ou blanchis, de fibres discontinues de polyester, contenant en prédominance, mais < 85% en poids de ces fibres, mélangés principalement ou uniquement avec du coton, d'un poids <= 170 g/m² (à l'excl. des tissus à armure toile ou à armure sergé, y.c. le croisé, d'un rapport d'armure <= 4)	
55142900	Tissus, teints, de fibres synthétiques discontinues, contenant en prédominance, mais < 85% en poids de ces fibres, mélangés principalement ou uniquement avec du coton, d'un poids > 170 g/m² (à l'excl. des tissus de fibres discontinues de polyester)	
55151230	Tissus, imprimés, de fibres discontinues de polyester, contenant < 85% en poids de ces fibres, mélangés principalement ou uniquement avec des filaments synthétiques ou artificiels	
55151290	Tissus, teints ou en fils de diverses couleurs, de fibres discontinues de polyester, contenant en prédominance, mais < 85% en poids de ces fibres, mélangés principalement ou uniquement avec des filaments synthétiques ou artificiels	
55151930	Tissus, imprimés, de fibres discontinues de polyester, contenant en prédominance, mais < 85% en poids de ces fibres (à l'excl. des tissus mélangés principalement ou uniquement avec de la laine ou des poils fins, des filaments synthétiques ou artificiels, des fibres discontinues de viscose ou du coton)	
55152900	Tissus de fibres discontinues acryliques ou modacryliques, contenant en prédominance, mais < 85% en poids de ces fibres (à l'excl. des tissus mélangés principalement ou uniquement avec de la laine ou des poils fins, des filaments synthétiques ou artificiels ou du coton)	
55159190	Tissus, teints ou en fils de diverses couleurs, de fibres synthétiques discontinues, contenant en prédominance, mais < 85% en poids de ces fibres, mélangés principalement ou uniquement avec des filaments synthétiques ou artificiels (à l'excl. des tissus de fibres discontinues acryliques ou modacryliques ou de fibres discontinues de polyester)	
55159980	Tissus, teints ou en fils de diverses couleurs, de fibres synthétiques discontinues, contenant en prédominance, mais < 85% en poids de ces fibres (à l'excl. des tissus de fibres discontinues acryliques ou modacryliques ou de fibres discontinues de polyester ainsi que des tissus mélangés principalement ou uniquement avec des filaments synthétiques ou artificiels ou du coton)	
55161300	Tissus, en fils de diverses couleurs, de fibres artificielles discontinues, contenant >= 85% en poids de ces fibres	
55162310	Tissus Jacquard, en fils de diverses couleurs, de fibres artificielles discontinues, contenant en prédominance, mais < 85% en poids de ces fibres, mélangés principalement ou uniquement avec des filaments synthétiques ou artificiels, d'une largeur >= 140 cm [coutils à matelas]	
55164300	Tissus, en fils de diverses couleurs, de fibres artificielles discontinues, contenant en prédominance, mais < 85% en poids de ces fibres, mélangés principalement ou uniquement avec du coton	
55169200	Tissus, teints, de fibres artificielles discontinues, contenant en prédominance, mais < 85% en poids de ces fibres (à l'excl. des tissus mélangés principalement ou uniquement avec de la laine ou des poils fins, des filaments synthétiques ou artificiels ou du coton)	

DELIBERATION N°17 -520-1 EXONERATION SECTEUR C

CODE NC8	DESIGNATIONS	OBSERVATIONS
56012900	Ouates de matières textiles et artificielles en ces ouates (sauf produits en coton ou fibres synthétiques ou artificielles; serviettes et tampons hygiéniques; couches pour bébés et articles hygiéniques simil.; produits imprégnés ou recouverts de substances pharmaceutiques; produits conditionnés pour vente au détail à des fins médicales, chirurgicales, dentaires ou vétérinaires; produits imprégnés, enduits ou recouverts de parfum, de détergents, etc.)	
56021090	Feutres aiguilletés et produits cousus-tricotés, imprégnés, enduits, recouverts ou stratifiés, n.d.a.	
56031110	Nontissés, enduits ou recouverts, n.d.a., de filaments synthétiques ou artificiels, d'un poids $\leq 25 \text{ g/m}^2$	
56031190	Nontissés, même imprégnés ou stratifiés, n.d.a., de filaments synthétiques ou artificiels, d'un poids $\leq 25 \text{ g/m}^2$ (sauf enduits ou recouverts)	
56031210	Nontissés, enduits ou recouverts, n.d.a., de filaments synthétiques ou artificiels, d'un poids $> 25 \text{ g/m}^2$ mais $\leq 70 \text{ g/m}^2$	
56031390	Nontissés, même imprégnés ou stratifiés, n.d.a., de filaments synthétiques ou artificiels, d'un poids $> 70 \text{ g/m}^2$ mais $\leq 150 \text{ g/m}^2$ (sauf enduits ou recouverts)	
56039190	Nontissés, même imprégnés ou stratifiés, n.d.a., d'un poids $\leq 25 \text{ g/m}^2$ (sauf enduits ou recouverts et à l'excl. des nontissés de filaments synthétiques ou artificiels)	
56039390	Nontissés, même imprégnés ou stratifiés, n.d.a., d'un poids $> 70 \text{ g/m}^2$ mais $\leq 150 \text{ g/m}^2$ (sauf enduits ou recouverts et à l'excl. des nontissés de filaments synthétiques ou artificiels)	
56039490	Nontissés, même imprégnés ou stratifiés, n.d.a., d'un poids $> 150 \text{ g/m}^2$ (sauf enduits ou recouverts et à l'excl. des nontissés de filaments synthétiques ou artificiels)	
56041000	Fils et cordes de caoutchouc, recouverts de textiles	
56049010	Fils à haute ténacité de polyesters, de nylon ou d'autres polyamides ou de rayonne viscose, imprégnés ou enduits de caoutchouc ou de matière plastique	
56079090	Ficelles, cordes et cordages, tressés ou non, même imprégnés, enduits, recouverts ou gainés de caoutchouc ou de matière plastique (à l'excl. des produits de fibres synthétiques, de jute ou d'autres fibres textiles libériennes du n° 5303, de sisal ou d'autres fibres textiles du genre 'Agave', d'abaca [chanvre de Manille ou 'Musa textilis Nee'] ou d'autres fibres [de feuilles] dures)	
56081911	Filets confectionnés, à mailles nouées, obtenus à partir de ficelles, cordes ou cordages en nylon ou en autres polyamides (à l'excl. des filets de pêche, des résilles et filets à cheveux ainsi que des épuisettes, filets à papillons et articles simil. pour la pratique des sports)	
56089000	Filets à mailles nouées, en nappes ou en pièces, obtenus à partir de ficelles, cordes ou cordages; filets confectionnés pour la pêche et autres filets confectionnés, en matières textiles végétales (à l'excl. des filets et résilles à cheveux ainsi que des épuisettes, filets à papillons et articles simil. pour la pratique des sports)	
56090000	Articles en fils, lames ou formes simil. des n° 5404 et 5405, ficelles, cordes ou cordages du n° 5607, n.d.a.	
57025090	Tapis et autres revêtements de sol, de matières textiles végétales ou de poils grossiers, tissés, non touffetés ni floqués, sans velours, non confectionnés (à l'excl. des tapis dits 'kelim', 'kilim', 'schumacks', 'soumak' ou 'karamanie' et des tapis simil. tissés à la main)	
57049000	Tapis et autres revêtements de sol, en feutre, non touffetés ni floqués, même confectionnés (à l'exclusion des carreaux d'une superficie $\leq 1 \text{ m}^2$)	
58019090	Velours et peluches tissés et tissus de chenille (à l'excl. des tissus bouclés du genre éponge, des surfaces textiles touffetées, des articles de rubanerie du n° 5806 et des articles de lin, de laine, de poils fins ou de fibres synthétiques et artificielles)	
58021900	Tissus bouclés du genre éponge, en coton (à l'excl. des tissus écrus, des articles de rubanerie du n° 5806 ainsi que des tapis et autres revêtements de sol du n° 5703)	
58041090	Tulles, tulles-bobinots et tissus à mailles nouées (à l'excl. des articles unis)	

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171220-17-520-1-DE
Date de télétransmission : 24/01/2018
Date de réception préfecture : 24/01/2018

DELIBERATION N°17 -520-1 EXONERATION SECTEUR C

CODE NC8	DESIGNATIONS	OBSERVATIONS
58061000	Rubannerie de velours, de peluches, de tissus de chenille ou de tissus bouclés du genre éponge, d'une largeur <= 30 cm (autre que les étiquettes, écussons et articles simil.)	
58063210	Rubannerie, tissée, de fibres synthétiques ou artificielles, à lisières réelles, d'une largeur <= 30 cm, n.d.a.	
58064000	Rubans sans trame, en fils ou fibres parallélisés et encollés [bolducs], d'une largeur <= 30 cm	
58071090	Étiquettes, écussons et articles simil. en matières textiles, en pièces, en rubans ou découpés, tissés, non brodés (à l'excl. des articles avec inscriptions ou motifs obtenus par tissage)	
58081000	Tresses en matières textiles, en pièces	
58089000	Articles de passementerie et articles ornementaux analogues en matières textiles, en pièces, sans broderie, et glands, floches, olives, noix, pompons et articles simil. en matières textiles (à l'excl. des tresses en pièces ainsi que des articles de passementerie et articles ornementaux analogues en bonneterie)	
58109110	Broderies de coton, sur support de matières textiles, en pièces, en bandes ou en motifs, d'une valeur > 17,50 ₣ par kg poids net (à l'excl. des broderies chimiques ou aériennes ainsi que des broderies à fond découpé)	
59019000	Toiles à calquer ou transparentes pour le dessin; toiles préparées pour la peinture; bougran et tissus simil. raidis des types utilisés pour la chapellerie (à l'excl. des tissus enduits de matière plastique)	
59031090	Tissus enduits ou recouverts de poly[chlorure de vinyle] ou stratifiés avec du poly[chlorure de vinyle] (à l'excl. des tissus enduits de poly[chlorure de vinyle] ayant le caractère de revêtements muraux ainsi que des tissus enduits ou recouverts de poly[chlorure de vinyle] conçus pour être utilisés comme revêtements de sol)	
59032090	Tissus enduits ou recouverts de polyuréthane ou stratifiés avec du polyuréthane (à l'excl. des tissus imprégnés ou enduits de polyuréthane ayant le caractère de revêtements muraux ainsi que des tissus enduits ou recouverts de polyuréthane conçus pour être utilisés comme revêtements de sol)	
59039099	Tissus enduits, recouverts ou stratifiés avec des matières plastiques autres que le poly[chlorure de vinyle] ou le polyuréthane (sauf tissus dont la matière textile constitue l'endroit, nappes tramées pour pneumatiques obtenues à partir de fils à haute ténacité de polyamides, polyesters ou rayonne viscose et tissus imprégnés ou enduits ayant le caractère de revêtements muraux ou bien enduits ou recouverts de matières plastiques et utilisés comme revêtements de sol)	
59041000	Linoléums, même découpés	
59050090	Revêtements muraux en matières textiles (à l'excl. des revêtements de lin, de jute ou de fibres synthétiques ou artificielles ainsi que des revêtements consistant en fils disposés parallèlement sur un support)	
59080000	Mèches tissées, tressées ou tricotées, en matières textiles, pour lampes, réchauds, briquets, bougies ou simil.; manchons à incandescence et étoffes tubulaires tricotées servant à leur fabrication, même imprégnés (à l'excl. des mèches recouvertes de cires [du genre des rats de caves du n° 3406], des mèches et des cordeaux détonants ainsi que des mèches consistant en fils textiles ou en fibres de verre)	
59090010	Tuyaux pour pompes et tuyaux simil., de fibres synthétiques, même imprégnés ou enduits, même avec armatures ou accessoires en autres matières	
59090090	Tuyaux pour pompes et tuyaux simil., en matières textiles, même imprégnés ou enduits, même avec armatures ou accessoires en autres matières (à l'excl. des tuyaux de fibres synthétiques)	

DELIBERATION N°17 -520-1 EXONERATION SECTEUR C

CODE NC8	DESIGNATIONS	OBSERVATIONS
59100000	Courroies transporteuses ou de transmission en matières textiles, même imprégnées, enduites, recouvertes de matière plastique ou stratifiées avec de la matière plastique ou renforcées de métal ou d'autres matières (sauf produits d'une épaisseur < 3 mm, présentés en longueur indéterminée ou découpés en longueur, courroies consistant en tissus imprégnés, enduits, recouverts ou stratifiés avec du caoutchouc ou bien fabriquées au moyen de fils ou ficelles préalablement imprégnés, enduits, recouverts ou gainés de caoutchouc)	
59113190	Tissus et feutres sans fin ou munis de moyens de jonction, des types utilisés sur les machines à papier ou sur des machines simil. [à pâte, à amiante-ciment, p.ex.], d'un poids < 650 g/m² (à l'excl. des tissus et feutres de soie ou de fibres synthétiques ou artificielles)	
59119010	Produits et articles textiles pour usages techniques, visés à la note 7 du présent chapitre, en feutre, n.d.a.	
60069000	Étoffes de bonneterie, d'une largeur > 30 cm (sauf de fibres synthétiques ou artificielles, coton, laine ou poils fins, étoffes de bonneterie-chaîne, y.c. celles fabriquées sur métiers à galonner, et à l'excl. de celles contenant en poids >= 5% de fils d'élastomères ou de fils de caoutchouc ainsi que des velours, peluches, y.c. les étoffes dites 'à longs poils', étoffes à boucles en bonneterie, étiquettes, écussons et articles simil., ainsi que des étoffes de bonneterie imprégnées, enduites, recouvertes ou stratifiées)	
61033200	Vestons en bonneterie, de coton, pour hommes ou garçonnets (sauf anoraks et articles simil.)	taux réduit à 2%
61051000	Chemises et chemisettes, en bonneterie, de coton, pour hommes ou garçonnets (sauf chemises de nuit, T-shirts et maillots de corps)	taux réduit à 2%
61059090	Chemises et chemisettes, en bonneterie, de matières textiles, pour hommes ou garçonnets (sauf de laine, poils fins, coton, fibres synthétiques ou artificielles et sauf chemises de nuit, T-shirts et maillots de corps)	taux réduit 2%
61061000	Chemisiers, blouses, blouses-chemisiers et chemisettes, en bonneterie, de coton, pour femmes ou fillettes (sauf T-shirts et gilets de corps)	taux réduit à 2%
61069090	Chemisiers, blouses, blouses-chemisiers et chemisettes, en bonneterie, de matières textiles, pour femmes ou fillettes (sauf de coton, fibres synthétiques ou artificielles, laine ou poils fins, soie ou déchets de soie, lin ou ramie et sauf T-shirts et gilets de corps)	taux réduit 2%
61091000	T-shirts et maillots de corps, en bonneterie, de coton,	taux réduit 2%
61099090	T-shirts et maillots de corps, en bonneterie, de matières textiles (sauf de coton, fibres synthétiques ou artificielles, laine ou poils fins)	taux réduit 2%
61101990	Chandails, pull-overs, cardigans, gilets et articles simil., y.c. les sous-pulls, en bonneterie, de poils fins, pour femmes ou fillettes (sauf de poils de chèvre du Cachemire et à l'excl. des gilets ouatinés)	taux réduit à 2%
61112090	Vêtements et accessoires du vêtement, en bonneterie, de coton, pour bébés (sauf gants et bonnets)	taux réduit à 2%
61121100	Survêtements de sport [trainings], en bonneterie, de coton	taux réduit à 2%
62052000	Chemises et chemisettes, de coton, pour hommes ou garçonnets (autres qu'en bonneterie et sauf chemises de nuit et gilets de corps)	taux réduit à 2%
62053000	Chemises et chemisettes, de fibres synthétiques ou artificielles, pour hommes ou garçonnets (autres qu'en bonneterie et sauf chemises de nuit et gilets de corps)	taux réduit à 2%
63029310	Linge de toilette ou de cuisine, de fibres synthétiques ou artificielles, en nontissés (sauf serpillières, chiffons à parquet, lavettes et chamoisettes)	
63039990	Vitrages, rideaux et stores d'intérieur ainsi que cantonnières et tours de lit, de matières textiles (autres que de coton et fibres synthétiques, autres qu'en nontissés, autres qu'en bonneterie et autres que stores d'extérieur)	
63053219	Contenants souples d'emballage pour matières en vrac, obtenus à partir de lames ou formes simil., de polyéthylène ou de polypropylène (autres qu'en bonneterie)	
63053290	Contenants souples d'emballage pour matières en vrac, de matières textiles synthétiques ou artificielles (sauf obtenus à partir de lames ou de formes simil., de polyéthylène ou de polypropylène)	
63053390	Sacs et sachets d'emballage obtenus à partir de lames ou de formes simil., de polyéthylène ou de polypropylène (autres qu'en bonneterie et à l'excl. des contenants souples pour matières en vrac)	

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171220-17-520-1-DE
Date de télétransmission : 24/01/2018
Date de réception préfecture : 24/01/2018

DELIBERATION N°17 -520-1 EXONERATION SECTEUR C

CODE NC8	DESIGNATIONS	OBSERVATIONS
63061900	Bâches et stores d'extérieur de matières textiles (autres que de fibres synthétiques et sauf auvents plats en tissus légers, confectionnés selon le type de bâche)	
63062900	Tentes de matières textiles (sauf de fibres synthétiques et à l'excl. des parasols-tentes et tentes-jouets)	
63063000	Voiles pour bateaux, planches à voiles et chars à voiles, de matières textiles	
63079098	Articles de matières textiles, confectionnés, y.c. les patrons de vêtements, n.d.a. (à l'excl. de ceux en feutre, en bonneterie et les draps à usage unique, en nontissés, utilisés au cours des procédures chirurgicales)	
63109000	Chiffons en tous types de matières textiles ainsi que ficelles, cordes et cordages et articles composés de ceux-ci, de matières textiles, sous forme de déchets ou d'articles hors d'usage, non triés	
65040000	Chapeaux et autres coiffures, tressés ou fabriqués par l'assemblage de bandes en toutes matières, même garnis (sauf coiffures pour animaux ou ayant le caractère de jouets ou d'articles de carnaval)	taux réduit à 2%
65050030	Casquettes, képis et coiffures simil. comportant une visière, en bonneterie ou confectionnés à l'aide de dentelles, feutre ou autres produits textiles, en pièces (mais non en bandes), même garnis (sauf ceux ayant le caractère de jouets ou d'articles de carnaval)	taux réduit 2%
66032000	Montures assemblées, même avec mâts ou manches, reconnaissables comme étant destinées aux parapluies, ombrelles ou parasols du n° 6601	
66039010	Poignées et pommeaux reconnaissables comme étant destinés aux parapluies, ombrelles ou parasols du n° 6601 ou aux cannes, cannes-sièges, fouets, cravaches et articles simil. du n° 6602	
68021000	Carreaux, cubes, dés et autres pierres naturelles travaillées, y.c. l'ardoise, pour mosaïques et ouvrages analogues, même de forme autre que carrée ou rectangulaire, dont la plus grande surface peut être inscrite dans un carré de côté < 7 cm; granulés, éclats et poudres de pierres naturelles, y.c. l'ardoise, colorés artificiellement	
68022100	Marbre, travertin et albâtre, ouvrages en ces pierres, simpl. taillés ou sciés et à surface plane ou unie (sauf à surface entièrement ou partiellement rabotée, poncée au papier sablé, grossièrement ou finement meulée ou polie des n° 6801 00 00 et 6802 10 00)	
68022900	Pierres de taille ou de construction, naturelles et ouvrages en ces pierres, simpl. taillées ou sciées et à surface plane ou unie (sauf le marbre, le travertin, l'albâtre, le granit et l'ardoise, celles à surface entièrement ou partiellement rabotée, poncée au papier sablé, grossièrement ou finement meulée ou polie et à l'excl. des carreaux, cubes, dés et autres pierres naturelles du n° 680210 et des pavés, bordures de trottoirs et dalles de pavage)	
68029310	Granit de n'importe quelle forme, poli, décoré ou autrement travaillé, mais non sculpté, d'un poids net >= 10 kg (sauf pendules et articles d'horlogerie, appareils d'éclairage et leurs parties; pavés, bordures de trottoirs et dalles de pavage)	
68029990	Pierres de taille ou de construction (sauf pierres calcaires, granit et ardoise), de toutes formes, polies, décorées ou autrement travaillées, d'un poids net < 10 kg; sculptures réalisées à partir de ces pierres (sauf ouvrages du n° 680210; articles en basalte fondu ou en stéatite céramique; boutons; bijouterie de fantaisie; appareils d'horlogerie ou d'éclairage et leurs parties; objets d'art originaux sculptés)	
68042100	Meules et articles simil., sans bâtis, à aiguiser, polir, rectifier, trancher ou tronçonner en diamants naturels ou synthétiques agglomérés (sauf pierres à aiguiser ou à polir à la main et sauf meules, etc. spécialement travaillées pour fraises de dentiste)	
68042218	Meules et articles simil., sans bâtis, à broyer, aiguiser, polir, rectifier, trancher ou tronçonner, en abrasifs artificiels agglomérés, avec agglomérant, en résines synthétiques, renforcés (sauf en diamants synthétiques agglomérés et sauf pierres à aiguiser ou à polir à la main, et meules, etc. spécialement travaillées pour fraises de dentiste)	
68042290	Meules et articles simil., sans bâtis, à broyer, aiguiser, polir, rectifier, trancher ou tronçonner, en abrasifs naturels agglomérés ou en céramique (sauf en diamants synthétiques agglomérés et sauf pierres à aiguiser ou à polir à la main, la pierre ponce parfumée, et les meules, etc. spécialement travaillées pour fraises de dentistes)	

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171220-17-520-1-DE
Date de télétransmission : 24/01/2018
Date de réception préfecture : 24/01/2018

DELIBERATION N°17 -520-1 EXONERATION SECTEUR C

CODE NC8	DESIGNATIONS	OBSERVATIONS
68052000	Abrasifs naturels ou artificiels en poudre ou en grains, appliqués sur papier ou carton seulement, même découpés, cousus ou autrement assemblés	
68053000	Abrasifs naturels ou artificiels en poudre ou en grains, appliqués sur un autre fond que des matières textiles seulement ou que du papier ou du carton seulement, même découpés, cousus ou autrement assemblés	
68061000	Laines de laitier, de scories, de roche et laines minérales simil., même mélangées entre elles, en masses, feuilles ou rouleaux	
68062010	Argiles expansées	
68069000	Mélanges et ouvrages en matières minérales à usage d'isolants thermiques ou sonores ou pour l'absorption du son (sauf laines de laitier, de scories, de roche et laines minérales simil.; vermiculite expansée, argile expansée, mousse de scories et produits minéraux simil. expansés; produits en béton léger, amiante ou base d'amiante, amiante-ciment, cellulose-ciment ou simil.; articles en céramique)	
68071000	Ouvrages en asphalte ou en produits simil., p.ex. poix de pétrole, brais, en rouleaux	
68080000	Panneaux, planches, carreaux, blocs et articles simil., en fibres végétales, en paille ou en copeaux, plaquettes, particules, sciures ou autres déchets de bois, agglomérés avec du ciment, du plâtre ou d'autres liants minéraux (sauf articles en amiante-ciment, cellulose-ciment et produits simil.)	
68091900	Planches, plaques, panneaux, carreaux et articles simil., en plâtre ou en compositions à base de plâtre, non ornementés (sauf revêtus ou renforcés de papier ou de carton uniquement et sauf ouvrages à liaison en plâtre à usage d'isolants thermiques ou sonores ou pour l'absorption du son)	
68099000	Ouvrages en plâtre ou en compositions à base de plâtre (sauf plâtre en bandes et attelles en plâtre pour le traitement de fractures des os; cloisons légères ou ouvrages à usage d'isolants thermiques ou sonores ou pour l'absorption du son, à liaison en plâtre; modèles anatomiques et autres à des fins de démonstration; planches, plaques, panneaux, carreaux et articles simil., non ornementés)	
68101110	Blocs et briques pour la construction, en béton léger à base de pierre ponce (bimskies), de scories granulées, etc.	
68101900	Tuiles, carreaux, dalles et articles simil., en ciment, en béton ou en pierre artificielle (autres que blocs et briques pour la construction)	Limité aux codes NAF 2370Z, 2361Z et 3109B
68109900	Ouvrages en ciment, en béton ou en pierres artificielles, même armés (sauf éléments préfabriqués pour le bâtiment ou le génie civil; tuiles, carreaux, dalles, briques et articles simil.)	Limité au code NAF 2361Z Fabrication d'éléments en béton pour la construction
68118200	Plaques, panneaux, carreaux, tuiles et articles simil., en cellulose-ciment ou simil., ne contenant pas d'amiante (sauf plaques ondulées)	taux réduit 10%
68159900	Ouvrages en pierres ou en autres matières minérales n.d.a. (sauf contenant de la magnésite, de la dolomie ou de la chromite et ouvrages en graphite ou en autre carbone)	
69031000	Cornues, creusets, moufles, busettes, tampons, supports, coupelles, tubes, tuyaux, gaines et autres articles céramiques réfractaires à teneur en poids en graphite ou en autre carbone, même mélangés > 50% (sauf briques, dalles, carreaux et pièces céramiques de construction analogues, réfractaires)	
69149000	Ouvrages en céramique autres que la porcelaine n.d.a.	
70031299	Plaques et feuilles en verre coulé, colorées dans la masse, opacifiées, plaquées (doublées) ou à couche absorbante ou réfléchissante, mais non autrement travaillées (autres qu'en verre d'optique ou qu'en verre armé)	
70031910	Plaques ou feuilles en verre d'optique, dit 'coulé' mais non autrement travaillé (autres que colorées dans la masse, opacifiées, plaquées [doublées], ou à couche absorbante, réfléchissante ou non réfléchissante et autres qu'armées)	

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171220-17-520-1-DE
Date de télétransmission : 24/01/2018
Date de réception préfecture : 24/01/2018

DELIBERATION N°17 -520-1 EXONERATION SECTEUR C

CODE NC8	DESIGNATIONS	OBSERVATIONS
70031990	Plaques ou feuilles en verre, dit 'coulé', mais non autrement travaillé (autres qu'en verre d'optique ou qu'en verre coloré dans la masse, opacifié, plaqué [doublé], ou à couche absorbante, réfléchissante ou non réfléchissante et sauf en verre armé)	
70032000	Plaques et feuilles en verre dit 'coulé', armées, même à couche absorbante, réfléchissante ou non réfléchissante, mais non autrement travaillées	
70033000	Profilés en verre, même à couche absorbante, réfléchissante ou non réfléchissante, mais non autrement travaillés	
70042091	Feuilles en verre étiré ou soufflé, à couche non réfléchissante, mais non autrement travaillé (à l'excl. des articles en verre d'optique)	
70042099	Feuilles en verre étiré ou soufflé, coloré dans la masse, opacifié, plaqué [doublé] ou à couche absorbante ou réfléchissante, mais non autrement travaillé (à l'excl. des articles en verre d'optique)	
70049080	Feuilles en verre étiré ou soufflé, mais non autrement travaillé (à l'excl. des articles en verre coloré dans la masse, opacifié, plaqué [doublé] ou à couche absorbante, réfléchissante ou non réfléchissante ainsi que des articles en verre d'optique)	
70051005	Plaques ou feuilles en glace [verre flotté et verre douci ou poli sur une ou deux faces], à couche non réfléchissante, mais non autrement travaillée (sauf armée)	
70051025	Plaques ou feuilles en glace [verre flotté et verre douci ou poli sur une ou deux faces], à couche absorbante ou réfléchissante, mais non autrement travaillée, d'une épaisseur <= 3,5 mm (sauf armée)	
70051030	Plaques ou feuilles en glace [verre flotté et verre douci ou poli sur une ou deux faces], à couche absorbante ou réfléchissante, mais non autrement travaillée, d'une épaisseur > 3,5 mm mais <= 4,5 mm (sauf armée)	
70051080	Plaques ou feuilles en glace [verre flotté et verre douci ou poli sur une ou deux faces], à couche absorbante ou réfléchissante, mais non autrement travaillée, d'une épaisseur > 4,5 mm (sauf armée)	
70052125	Plaques ou feuilles en glace [verre flotté et verre douci sur une ou deux faces], colorée dans la masse, opacifiée, plaquée [doublée] ou simpl. doucie, mais non autrement travaillée, d'une épaisseur <= 3,5 mm (autre qu'armée et autre qu'à couche absorbante, réfléchissante ou non réfléchissante)	
70052130	Plaques ou feuilles en glace [verre flotté et verre douci sur une ou deux faces], colorée dans la masse, opacifiée, plaquée [doublée] ou simpl. doucie, mais non autrement travaillée, épaisseur > 3,5 mm mais <= 4,5 mm (autre qu'armée et autre qu'à couche absorbante, réfléchissante ou non réfléchissante)	
70052180	Plaques ou feuilles en glace [verre flotté et verre douci sur une ou deux faces], colorée dans la masse, opacifiée, plaquée [doublée] ou simpl. doucie, mais non autrement travaillée, d'une épaisseur > 4,5 mm (autre qu'armée et autre qu'à couche absorbante, réfléchissante ou non réfléchissante)	
70052925	Plaques ou feuilles en glace [verre flotté et verre douci et poli sur une ou deux faces], non autrement travaillée, d'une épaisseur <= 3,5 mm (autre qu'armée, colorée dans la masse, opacifiée, plaquée [doublée] ou simpl. doucie ou à couche absorbante, réfléchissante ou non réfléchissante)	
70052935	Plaques ou feuilles en glace [verre flotté et verre douci et poli sur une ou deux faces], non autrement travaillée, d'une épaisseur > 3,5 mm mais <= 4,5 mm (autre qu'armée, colorée dans la masse, opacifiée, plaquée [doublée] ou simpl. doucie ou à couche absorbante, réfléchissante ou non réfléchissante)	
70052980	Plaques ou feuilles en glace [verre flotté et verre douci et poli sur une ou deux faces], autrement travaillée, d'une épaisseur > 4,5 mm (autre qu'armée, colorée dans la masse, opacifiée, plaquée [doublée] ou simpl. doucie ou à couche absorbante, réfléchissante ou non réfléchissante)	
70053000	Plaques ou feuilles en glace [verre flotté et verre douci ou poli sur une ou deux faces], même à couche absorbante, réfléchissante ou non réfléchissante, armée, mais non autrement travaillée	

DELIBERATION N°17 -520-1 EXONERATION SECTEUR C

CODE NC8	DESIGNATIONS	OBSERVATIONS
70060090	Plaques, feuilles ou profilés en verre, même à couche absorbante, réfléchissante ou non réfléchissante, courbé, biseauté, gravé, percé, émaillé ou autrement travaillé, mais non encadré ni associé à d'autres matières (sauf verre d'optique, verre de sécurité, vitrage isolant à parois multiples et verre sous la forme de miroirs)	
70071190	Verre trempé de sécurité, de dimensions et formes permettant son emploi dans les véhicules aériens, bateaux et autres véhicules (à l'excl. des véhicules automobiles et tracteurs)	
70071910	Verre trempé de sécurité, émaillé	
70071920	Verre trempé de sécurité, coloré dans la masse, opacifié, plaqué (doublé) ou à couche absorbante ou réfléchissante (sauf de dimensions et formes permettant son emploi dans les véhicules automobiles et tracteurs, les véhicules aériens, bateaux et autres véhicules, et sauf le verre de lunetterie et le verre d'horlogerie)	
70071980	Verre trempé de sécurité (autre que coloré dans la masse, opacifié, plaqué (doublé) ou à couche absorbante ou réfléchissante et sauf dimensions et formes permettant son emploi dans les véhicules automobiles et tracteurs, les véhicules aériens, bateaux et autres véhicules, et sauf le verre de lunetterie et le verre d'horlogerie)	
70072180	Verre formé de feuilles contrecollées, de sécurité, de dimensions et formes permettant son emploi dans les véhicules aériens, bateaux et autres véhicules (sauf pour les véhicules automobiles et tracteurs ainsi que les vitrages isolants à parois multiples)	
70072900	Verre formé de feuilles contrecollées, de sécurité (autres que des dimensions et formes permettant son emploi dans les véhicules automobiles, véhicules aériens, bateaux ou autres véhicules et sauf vitrages isolants à parois multiples)	
70080081	Vitrages isolants formés de deux plaques de verre scellées hermétiquement sur leur pourtour par un joint et séparées par une couche d'air, d'autre gaz ou de vide (autres que colorés dans la masse, opacifiés, plaqués [doublés] ou à couche absorbante ou réfléchissante)	
70080089	Vitrages isolants à deux parois séparées par des fibres de verre, ou à trois couches ou plus (autres que colorés dans la masse, opacifiés, plaqués [doublés] ou à couche absorbante ou réfléchissante)	
70099100	Miroirs en verre non encadrés (sauf miroirs retroviseurs pour véhicules, miroirs optiques)	
70101000	Ampoules en verre	
70102000	Bouchons, couvercles et autres dispositifs de fermeture en verre	
70109010	Bocaux à stériliser en verre	
70109031	Bonbonnes, bouteilles, flacons, bocaux, pots, emballages tubulaires et autres récipients en verre pour le transport ou l'emballage commercial, d'une contenance nominale $\geq 2,5$ l	
70109041	Bouteilles et flacons en verre non coloré, pour le transport ou l'emballage commercial de produits alimentaires et de boissons, d'une contenance nominale ≥ 1 l mais $< 2,5$ l	
70109043	Bouteilles et flacons en verre non coloré, pour le transport ou l'emballage commercial de produits alimentaires et de boissons, d'une contenance nominale $> 0,33$ l mais < 1 l	
70109045	Bouteilles et flacons, en verre non coloré, pour le transport ou l'emballage commercial de produits alimentaires et de boissons, d'une contenance nominale $\geq 0,15$ l mais $\leq 0,33$ l	
70109047	Bouteilles et flacons, en verre non coloré, pour le transport ou l'emballage commercial de produits alimentaires et de boissons, d'une contenance nominale $< 0,15$ l	
70109051	Bouteilles et flacons en verre coloré, pour le transport ou l'emballage commercial de produits alimentaires et de boissons, d'une contenance nominale ≥ 1 l mais $< 2,5$ l	

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171220-17-520-1-DE
Date de télétransmission : 24/01/2018
Date de réception préfecture : 24/01/2018

DELIBERATION N°17 -520-1 EXONERATION SECTEUR C

CODE NC8	DESIGNATIONS	OBSERVATIONS
70109053	Bouteilles et flacons en verre coloré, pour le transport ou l'emballage commercial de produits alimentaires et de boissons, d'une contenance nominale > 0,33 l mais <= 1 l	
70109055	Bouteilles et flacons, en verre coloré, pour le transport ou l'emballage commercial de produits alimentaires et de boissons, d'une contenance nominale >= 0,15 l mais <= 0,33 l	
70109057	Bouteilles et flacons, en verre coloré, pour le transport ou l'emballage commercial de produits alimentaires et de boissons, d'une contenance nominale < 0,15 l	
70109061	Bonbonnes, bocaux, pots, emballages tubulaires et autres récipients en verre pour le transport ou l'emballage commercial de produits alimentaires et boissons, d'une contenance nominale >= 0,25 l mais < 2,5 l (à l'excl. des bouteilles et flacons)	
70109067	Bonbonnes, bocaux, pots, emballages tubulaires et autres récipients en verre pour le transport ou l'emballage commercial de produits alimentaires et boissons, d'une contenance nominale < 0,25 l (à l'excl. des bouteilles et flacons)	
70109071	Bouteilles, flacons, emballages tubulaires et autres récipients en verre pour le transport ou l'emballage commercial de produits pharmaceutiques, d'une contenance nominale > 0,055 l mais < 2,5 l (à l'excl. des ampoules, des récipients obtenus à partir d'un tube de verre ainsi que des bouteilles isolantes et récipients dont l'isolation est assurée par le vide)	
70109079	Bouteilles, flacons, emballages tubulaires et autres récipients en verre pour le transport ou l'emballage commercial de produits pharmaceutiques, d'une contenance nominale <= 0,055 l (à l'excl. des ampoules, des récipients obtenus à partir d'un tube de verre ainsi que des bouteilles isolantes et récipients dont l'isolation est assurée par le vide)	
70109091	Bonbonnes, bouteilles, flacons, bocaux, pots, emballages tubulaires et autres récipients en verre non coloré, pour le transport ou l'emballage commercial, d'une contenance nominale < 2,5 l (sauf pour produits alimentaires, boissons ou produits pharmaceutiques et à l'excl. des ampoules, des récipients obtenus à partir d'un tube de verre ainsi que des bouteilles isolantes et récipients dont l'isolation est assurée par le vide, des vaporisateurs de parfum et des bouteilles, flacons, etc. pour pulvérisateurs)	
70109099	Bonbonnes, bouteilles, flacons, bocaux, pots, emballages tubulaires et autres récipients en verre coloré, pour le transport ou l'emballage commercial, d'une contenance nominale < 2,5 l (sauf pour produits alimentaires, boissons ou produits pharmaceutiques et à l'excl. des ampoules, des récipients obtenus à partir d'un tube de verre ainsi que des bouteilles isolantes et récipients dont l'isolation est assurée par le vide, des vaporisateurs de parfum et des bouteilles, flacons, etc. pour pulvérisateurs)	
70132810	Verres à boire à pied, en verre cueilli à la main (à l'excl. des verres en vitrocéramique et en cristal au plomb)	
70132890	Verres à boire à pied, en verre cueilli mécaniquement (à l'excl. des verres en vitrocéramique et en cristal au plomb)	
70139900	Objets en verre pour la toilette, le bureau, la décoration intérieure et usages simil. (autres qu'en cristal au plomb et autres que pour le service de la table ou pour la cuisine, autres que les perles en verre et articles simil. de verroterie du n° 7018 et sauf miroirs, verres assemblés en vitraux, appareils d'éclairage et leurs parties, vaporisateurs de parfum et pulvérisateurs analogues)	taux réduit à 5%
70172000	Verrerie de laboratoire, d'hygiène ou de pharmacie, même graduée ou jaugée, en verre d'un coefficient de dilatation linéaire <= 5 x 10 ⁻⁶ par kelvin entre 0°C et 300°C (sauf en quartz ou en autre silice fondus, sauf récipients de transport ou d'emballage et sauf instruments, appareils et matériel de mesure ou de contrôle, et instruments, appareils et matériel médicaux du chapitre 90)	
70179000	Verrerie de laboratoire, d'hygiène ou de pharmacie, même graduée ou jaugée (sauf en verre à coefficient de dilatation linéaire <= 5 x 10 ⁻⁶ par kelvin entre 0°C et 300°C, ou en quartz ou autres silices fondus, sauf récipients de transport ou d'emballage et sauf instruments, appareils et matériel de mesure ou de contrôle, et instruments, appareils et matériel médicaux du chapitre 90)	
70181019	Perles de verre (sauf taillées et polies mécaniquement et autres que les ouvrages obtenus avec ces perles)	
70191200	Stratifiés [rovings] de fibres de verre	

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171220-17-520-1-DE
Date de télétransmission : 24/01/2018
Date de réception préfecture : 24/01/2018

DELIBERATION N°17 -520-1 EXONERATION SECTEUR C

CODE NC8	DESIGNATIONS	OBSERVATIONS
70193100	Mats de fibres de verre en couches irrégulières	
70193200	Voiles de fibres de verre en couches irrégulières	
70193900	Nappes, matelas, panneaux et produits simil., non tissés, de fibres de verre (à l'excl. des mats et des voiles)	
70194000	Tissus de fibres de verre de stratifils [rovings]	
70199000	Fibres de verre, y.c. la laine de verre, et ouvrages en ces matières (sauf fibres discontinues; stratifils [rovings], mèches et fils; laine de verre coupée; tissus, y.c. les rubans; voiles, mats, nappes, panneaux et produits simil. non tissés; laines minérales et ouvrages en ces laines; pièces isolantes électriques; fibres optiques, faisceaux ou câbles de fibres; brosses et pinceaux en fibres de verre; perruques pour poupées)	
71039900	Pierres gemmes précieuses ou fines, travaillées, même assorties, mais non enfilées, ni montées, ni serties, et pierres gemmes, précieuses ou fines, travaillées, non assorties, enfilées temporairement pour la facilité du transport (autres que simpl. sciées ou dégrossies, et sauf diamants, rubis, saphirs, émeraudes et imitations de pierres gemmes, précieuses ou fines)	
71069100	Argent, y.c. l'argent doré ou vermeil et l'argent platiné sous formes brutes (à l'excl. de la poudre)	
71069200	Argent, y.c. l'argent doré ou vermeil et l'argent platiné, sous formes mi-ouvrées	
71081200	Or, y.c. l'or platiné, sous formes brutes, à usages non monétaires (à l'excl. des poudres)	
71081380	Or, y.c. l'or platiné, sous formes mi-ouvrées (à l'excl. des feuilles et bandes, dont l'épaisseur, support non compris, > 0,15 mm, ainsi que des planches, barres de section pleine, fils et profilés)	
71104900	Iridium, osmium et ruthénium, sous formes mi-ouvrées	
71131100	Articles de bijouterie ou de joaillerie et leurs parties, en argent, même revêtu, plaqué ou doublé d'autres métaux précieux (sauf > 100 ans)	
71131900	Articles de bijouterie ou de joaillerie et leurs parties, en métaux précieux autres que l'argent, même revêtus, plaqués ou doublés de métaux précieux (sauf > 100 ans)	
71171900	Bijouterie de fantaisie en métaux communs, même argentés, dorés ou platinés (à l'excl. des boutons de manchettes et des boutons simil.)	
72039000	Produits ferreux spongieux obtenus par atomisation de produits ferreux bruts fondus et fer, d'une pureté >= 99,94%, en morceaux, boulettes ou formes simil.	
72044990	Déchets ou débris de fer ou d'acier [ferrailles], non déchiquetés, ni présentés en paquets (sauf scories, laitiers et autres déchets de la fabrication du fer ou de l'acier; déchets et débris radioactifs; morceaux provenant du bris de formes primaires de fontes brutes ou de fonte spiegel; déchets et débris de fonte, d'aciers alliés ou de fer ou d'acier étamés; tournures, frisons, copeaux, meulures, sciures, limailles et chutes d'estampage ou de découpage; déchets et débris de piles, de batteries et d'accumulateurs électriques)	
72051000	Grenailles de fonte brute, de fonte spiegel, de fer ou d'acier (autres que grenailles en ferro-alliages, tournures et limailles de fer ou d'acier, ainsi que les billes défectueuses de petit calibre pour roulement à billes)	
72052100	Poudres d'aciers alliés (autres que les poudres des ferro-alliages et les isotopes radioactifs de poudre de fer)	
72061000	Fer et aciers non alliés en lingots bruts (sauf déchets lingotés, produits de coulée continue et produits ferreux obtenus par réduction directe des minerais de fer)	
72082700	Produits laminés plats, en fer ou en aciers non alliés, d'une largeur >= 600 mm, enroulés, simpl. laminés à chaud, non plaqués ni revêtus, épaisseur < 3 mm, décapés (sans motifs en relief)	
72083600	Produits laminés plats, en fer ou en aciers non alliés, d'une largeur >= 600 mm, enroulés, simpl. laminés à chaud, non plaqués ni revêtus, épaisseur > 10 mm (sans motifs en relief, et autres que décapés)	

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171220-17-520-1-DE
Date de télétransmission : 24/01/2018
Date de réception préfecture : 24/01/2018

DELIBERATION N°17 -520-1 EXONERATION SECTEUR C

CODE NC8	DESIGNATIONS	OBSERVATIONS
72084000	Produits laminés plats, en fer ou en aciers non alliés, d'une largeur >= 600 mm, non enroulés, simpl. laminés à chaud, non plaqués ni revêtus, présentant des motifs en relief obtenus directement lors du laminage	
72085120	Produits laminés plats, en fer ou en aciers non alliés, d'une largeur >= 600 mm, non enroulés, simpl. laminés à chaud, non plaqués ni revêtus, d'une épaisseur > 15 mm, sans motifs en relief	
72085191	Produits laminés plats, en fer ou en aciers non alliés, d'une largeur >= 2050 mm, non enroulés, simpl. laminés à chaud, non plaqués ni revêtus, d'une épaisseur > 10 mm mais <= 15 mm, sans motifs en relief	
72089020	Produits laminés plats, en fer ou en aciers non alliés, d'une largeur >= 600 mm, laminés à chaud et ayant subi certaines ouvraisons plus poussées, mais non plaqués ni revêtus, perforés	
72092500	Produits laminés plats, en fer ou en aciers non alliés, d'une largeur >= 600 mm, non enroulés, simpl. laminés à froid, non plaqués ni revêtus, épaisseur >= 3 mm	
72099080	Produits laminés plats, en fer ou en aciers non alliés, d'une largeur >= 600 mm, laminés à froid et ayant subi certaines ouvraisons plus poussées, mais non plaqués ni revêtus, non perforés	
72101100	Produits laminés plats, en fer ou en aciers non alliés, d'une largeur >= 600 mm, laminés à chaud ou à froid, étamés, d'une épaisseur >= 0,5 mm	
72101280	Produits laminés plats en fer ou en aciers non alliés, d'une largeur >= 600 mm, laminés à chaud ou à froid, étamés, d'une épaisseur < 0,5 mm (sauf fer-blanc)	
72103000	Produits laminés plats, en fer ou en aciers non alliés, d'une largeur >= 600 mm, laminés à chaud ou à froid, zingués électrolytiquement	
72104900	Produits laminés plats, en fer ou en aciers non alliés, d'une largeur >= 600 mm, laminés à chaud ou à froid, zingués, non ondulés (à l'excl. des produits zingués électrolytiquement)	
72107080	Produits laminés plats en fer ou en aciers non alliés, d'une largeur >= 600 mm, laminés à chaud ou à froid, peints, vernis ou revêtus de matières plastiques (autres que le fer-blanc simpl. verni, et autres que revêtus d'oxydes de chrome ou de chrome et d'oxydes de chrome, vernis)	
72109080	Produits laminés plats, en fer ou en aciers non alliés, d'une largeur >= 600 mm, laminés à chaud ou à froid, revêtus (sauf produits étamés, plombés, zingués, peints, vernis, plaqués, étamés et imprimés, revêtus d'aluminium et de zinc, de matières plastiques, d'oxydes de chrome ou de chrome et oxydes de chrome)	
72111300	Produits laminés plats, en fer ou en aciers non alliés, simpl. laminés à chaud sur les quatre faces ou en cannelures fermées, d'une largeur > 150 mm mais < 600 mm, d'une épaisseur >= 4 mm, non enroulés, sans motifs en relief, en acier dit 'large plat' ou 'acier universel'	
72112380	Produits laminés plats, en fer ou en aciers non alliés, d'une largeur < 600 mm et d'une épaisseur < 0,35 mm, simpl. laminés à froid, non plaqués ni revêtus, contenant en poids < 0,25% de carbone (à l'excl. des produits laminés plats dits 'magnétiques')	
72112900	Produits laminés plats, en fer ou en aciers non alliés, d'une largeur < 600 mm, simpl. laminés à froid, contenant en poids >= 0,25% de carbone	
72126000	Produits laminés plats, en fer ou en aciers non alliés, d'une largeur < 600 mm, laminés à chaud ou à froid, plaqués	
72139141	Fil machine en fer ou en aciers non alliés, enroulé en couronnes irrégulières, contenant en poids <= 0,06% de carbone, de section circulaire d'un diamètre < 14 mm (à l'excl. des produits en acier de décolletage, du fil machine pour armature du béton ou le renforcement des pneumatiques et du fil machine comportant des indentations, bourrelets, creux ou reliefs obtenus au cours du laminage)	
72139149	Fil machine en fer ou en aciers non alliés, enroulé en couronnes irrégulières, contenant en poids > 0,06% mais < 0,25% de carbone, de section circulaire d'un diamètre < 14 mm (à l'excl. des produits en acier de décolletage, du fil machine pour armature du béton et le renforcement des pneumatiques et du fil machine comportant des indentations, bourrelets, creux ou reliefs obtenus au cours du laminage)	

DELIBERATION N°17 -520-1 EXONERATION SECTEUR C

CODE NC8	DESIGNATIONS	OBSERVATIONS
72139170	Fil machine en fer ou en aciers non alliés, enroulé en couronnes irrégulières, à teneur en poids en carbone $\geq 0,25\%$ mais $< 0,75\%$, de section circulaire de diamètre < 14 mm (à l'excl. des produits en acier de décolletage, du fil machine pour armature du béton et le renforcement des pneumatiques et du fil machine comportant des indentations, bourrelets, creux ou reliefs obtenus au cours du laminage)	
72139190	Fil machine en fer ou en aciers non alliés, enroulé en couronnes irrégulières, contenant en poids $> 0,75\%$ de carbone, de section circulaire de diamètre < 14 mm (à l'excl. des produits en acier de décolletage, du fil machine lisse pour le renforcement des pneumatiques et armature du béton et du fil machine comportant des indentations, bourrelets, creux ou reliefs obtenus au cours du laminage)	
72139910	Fil machine en fer ou en aciers non alliés, enroulé en couronnes irrégulières, contenant en poids $< 0,25\%$ de carbone (à l'excl. des produits de section circulaire d'un diamètre < 14 mm, du fil machine en acier de décolletage ainsi que du fil machine comportant des indentations, bourrelets, creux ou reliefs obtenus au cours du laminage)	
72149910	Barres en fer ou en aciers non alliés, du type utilisé pour armature du béton, lisses, simpl. laminées ou filées à chaud ou extrudées à chaud, contenant en poids $< 0,25\%$ de carbone, de section carrée ou de section autre que rectangulaire	
72149939	Barres, en fer ou en aciers non alliés, simpl. laminées ou filées à chaud, contenant en poids $< 0,25\%$ de carbone, de section circulaire d'un diamètre < 80 mm (à l'excl. des produits en aciers de décolletage, des barres lisses pour armature pour béton, des produits ayant subi une torsion après laminage ainsi que des produits comportant des indentations, bourrelets, creux ou reliefs obtenus au cours du laminage)	
72149950	Barres, en fer ou en aciers non alliés, simpl. laminées ou filées à chaud, contenant en poids $< 0,25\%$ de carbone (à l'excl. des produits de section circulaire et rectangulaire, des produits en aciers de décolletage, des barres lisses pour armature pour béton, des produits ayant subi une torsion après laminage ainsi que des produits comportant des indentations, bourrelets, creux ou reliefs obtenus au cours du laminage)	
72149971	Barres, en fer ou en aciers non alliés, simpl. laminées à chaud ou filées à chaud ou extrudées à chaud, contenant en poids $\geq 0,25\%$ de carbone, de section circulaire d'un diamètre ≥ 80 mm (à l'excl. des produits comportant des indentations, bourrelets, creux ou reliefs obtenus au cours du laminage, des produits ayant subi une torsion après laminage ainsi que des produits en acier de décolletage)	
72149979	Barres en fer ou en aciers non alliés, simpl. laminées à chaud ou filées à chaud ou extrudées à chaud, contenant en poids $\geq 0,25\%$ de carbone, de section circulaire d'un diamètre < 80 mm (à l'excl. des produits comportant des indentations, bourrelets, creux ou reliefs obtenus au cours du laminage, des produits ayant subi une torsion après laminage ainsi que des produits en acier de décolletage)	
72149995	Barres en fer ou en aciers non alliés, simpl. laminées à chaud ou filées à chaud ou extrudées à chaud, contenant en poids $\geq 0,25\%$ de carbone, de section carrée ou de section autre que rectangulaire ou circulaire (à l'excl. des produits comportant des indentations, bourrelets, creux ou reliefs obtenus au cours du laminage, des produits ayant subi une torsion après laminage ainsi que des produits en acier de décolletage)	
72155019	Barres, en fer ou en aciers non alliés, simpl. obtenues ou parachevées à froid, contenant en poids $< 0,25\%$ de carbone, de section carrée ou autre (à l'excl. des barres de section rectangulaire ainsi que des barres en aciers de décolletage)	
72159000	Barres en fer ou en aciers non alliés, obtenues ou parachevées à froid et ayant subi certaines ouvraisons plus poussées ou obtenues à chaud et ayant subi certaines ouvraisons plus poussées, n.d.a.	
72161000	Profilés en U, en I ou en H, en fer ou en aciers non alliés, simpl. laminés ou filés à chaud, d'une hauteur < 80 mm	
72162100	Profilés en L, en fer ou en aciers non alliés, simpl. laminés ou filés à chaud, d'une hauteur < 80 mm	
72162200	Profilés en T, en fer ou en aciers non alliés, simpl. laminés ou filés à chaud, d'une hauteur < 80 mm	
72163110	Profilés en U, en fer ou en aciers non alliés, simpl. laminés ou filés à chaud, d'une hauteur de 80 mm à 220 mm	
72163190	Profilés en U, en fer ou en aciers non alliés, simpl. laminés ou filés à chaud, d'une hauteur ≥ 220 mm	
72163211	Profilés en I, en fer ou en aciers non alliés, à ailes à faces parallèles, simpl. laminés ou filés à chaud, d'une hauteur de 80 mm à 220 mm	
72163219	Profilés en I, en fer ou en aciers non alliés, simpl. laminés ou filés à chaud, d'une hauteur de 80 mm à 220 mm (autres qu'à ailes à faces parallèles)	

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171220-17-520-1-DE
Date de télétransmission : 24/01/2018
Date de réception préfecture : 24/01/2018

DELIBERATION N°17 -520-1 EXONERATION SECTEUR C

CODE NC8	DESIGNATIONS	OBSERVATIONS
72163291	Profilés en I, en fer ou en aciers non alliés, à ailes à faces parallèles, simpl. laminés ou filés à chaud, d'une hauteur \geq 220 mm	
72163310	Profilés en H, en fer ou en aciers non alliés, simplement laminés ou filés à chaud, d'une hauteur \geq 80 mm mais \leq 180 mm	
72163390	Profilés en H, en fer ou en aciers non alliés, simplement laminés ou filés à chaud, d'une hauteur $>$ 180 mm	
72164010	Profilés en L, en fer ou en aciers non alliés, simpl. laminés ou filés à chaud, d'une hauteur \geq 80 mm	
72165010	Profilés en fer ou en aciers non alliés, simpl. laminés ou filés à chaud, d'une section transversale pouvant être inscrite dans un carré dont le côté \leq 80 mm (à l'excl. des profilés en U, en I, en H, en L ou en T)	
72166110	Profilés en C, en L, en U, en Z, en oméga ou en tube ouvert, en fer ou en aciers non alliés, simpl. obtenus à froid à partir de produits laminés plats	
72166190	Profilés en fer ou en aciers non alliés, simpl. obtenus à froid à partir de produits laminés plats (autres qu'en C, L, U, Z, qu'en oméga ou en tube ouvert et sauf en tôle nervurée)	
72166900	Profilés en fer ou en aciers non alliés, simpl. obtenus ou parachevés à froid (à l'excl. des profilés obtenus à partir de produits laminés plats et des tôles nervurées)	
72169180	Profilés en fer ou en aciers non alliés, obtenus ou parachevés à froid à partir de produits laminés plats et ayant subi certaines ouvraisons plus poussées (à l'excl. des profilés en tôles nervurées)	
72169900	Profilés en fer ou en aciers non alliés, obtenus ou parachevés à froid et ayant subi certaines ouvraisons plus poussées ou simpl. forgés ou forgés ou autrement obtenus à chaud et ayant subi certaines ouvraisons plus poussées, n.d.a. (autres que ceux obtenus à partir de produits laminés plats)	
72171039	Fils en fer ou en aciers non alliés, en couronnes ou en rouleaux, d'une teneur en poids en carbone $<$ 0,25%, non revêtus, dont la plus grande dimension de la coupe transversale \geq 0,8 mm (ne comportant pas des indentations, bourrelets, creux ou reliefs obtenus au cours du laminage)	
72171090	Fils en fer ou en aciers non alliés, en couronnes ou en rouleaux, d'une teneur en poids en carbone \geq 0,6%, non revêtus, même polis (sauf fil machine)	
72172030	Fils en fer ou en aciers non alliés, en couronnes ou en rouleaux, d'une teneur en poids en carbone $<$ 0,25%, zingués, dont la plus grande dimension de la coupe transversale \geq 0,8 mm (à l'excl. du fil machine)	
72173049	Fils en fer ou en aciers non alliés, en couronnes ou en rouleaux, d'une teneur en poids en carbone $<$ 0,25%, revêtus de métaux communs (sauf zingués ou cuivrés et sauf fil machine)	
72191100	Produits laminés plats, en aciers inoxydables, d'une largeur \geq 600 mm, simpl. laminés à chaud, enroulés, d'une épaisseur $>$ 10 mm	
72191410	Produits laminés plats en aciers inoxydables, d'une largeur \geq 600 mm, simpl. laminés à chaud, enroulés, épaisseur $<$ 3 mm, teneur en poids en nickel \geq 2,5%	
72191490	Produits laminés plats en aciers inoxydables, d'une largeur \geq 600 mm, simpl. laminés à chaud, enroulés, épaisseur $<$ 3 mm, teneur en poids en nickel $<$ 2,5%	
72192210	Produits laminés plats en aciers inoxydables, d'une largeur \geq 600 mm, simpl. laminés à chaud, non enroulés, épaisseur \geq 4,75 mm mais \leq 10 mm, teneur en poids en nickel \geq 2,5%	
72192290	Produits laminés plats en aciers inoxydables, d'une largeur \geq 600 mm, simpl. laminés à chaud, non enroulés, épaisseur \geq 4,75 mm mais \leq 10 mm, teneur en poids en nickel $<$ 2,5%	
72192300	Produits laminés plats, en aciers inoxydables, d'une largeur \geq 600 mm, simpl. laminés à chaud, non enroulés, d'une épaisseur \geq 3 mm mais $<$ 4,75 mm	
72192400	Produits laminés plats, en aciers inoxydables, d'une largeur \geq 600 mm, simpl. laminés à chaud, non enroulés, d'une épaisseur $<$ 3 mm	
72193100	Produits laminés plats, en aciers inoxydables, d'une largeur \geq 600 mm, simpl. laminés à froid, d'une épaisseur \geq 4,75 mm	

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171220-17-520-1-DE
Date de télétransmission : 24/01/2018
Date de réception préfecture : 24/01/2018

DELIBERATION N°17 -520-1 EXONERATION SECTEUR C

CODE NC8	DESIGNATIONS	OBSERVATIONS
72193210	Produits laminés plats en aciers inoxydables, d'une largeur >= 600 mm, simpl. laminés à froid, épaisseur >= 3 mm mais < 4,75 mm, teneur en poids en nickel >= 2,5%	
72193410	Produits laminés plats en aciers inoxydables, d'une largeur >= 600 mm, simpl. laminés à froid, épaisseur >= 0,5 mm mais <= 1 mm, teneur en poids en nickel >= 2,5%	
72199020	Produits laminés plats, en aciers inoxydables, d'une largeur >= 600 mm, laminés à chaud ou à froid et ayant subi certaines ouvraisons plus poussées, perforés	
72199080	Produits laminés plats, en aciers inoxydables, d'une largeur >= 600 mm, laminés à chaud ou à froid et ayant subi certaines ouvraisons plus poussées, non perforés	
72201100	Produits laminés plats en aciers inoxydables, d'une largeur < 600 mm, simpl. laminés à chaud, épaisseur >= 4,75 mm	
72201200	Produits laminés plats en aciers inoxydables, d'une largeur < 600 mm, simpl. laminés à chaud, épaisseur < 4,75 mm	
72202021	Produits laminés plats en aciers inoxydables, d'une largeur < 600 mm, simpl. laminés à froid, épaisseur >= 3 mm, teneur en poids en nickel >= 2,5%	
72202041	Produits laminés plats en aciers inoxydables, d'une largeur < 600 mm, simpl. laminés à froid, épaisseur > 0,35 mm mais < 3 mm, teneur en poids en nickel >= 2,5%	
72209020	Produits laminés plats, en aciers inoxydables, d'une largeur < 600 mm, laminés à chaud ou à froid et ayant subi certaines ouvraisons plus poussées, perforés	
72209080	Produits laminés plats, en aciers inoxydables, d'une largeur < 600 mm, laminés à chaud ou à froid et ayant subi certaines ouvraisons plus poussées, non perforés	
72221111	Barres en aciers inoxydables, simpl. laminées ou filées à chaud, de section circulaire, diamètre >= 80 mm, teneur en poids en nickel >= 2,5%	
72221181	Barres en aciers inoxydables, simpl. laminées ou filées à chaud, de section circulaire d'un diamètre < 80 mm, contenant en poids >= 2,5% de nickel	
72221189	Barres en aciers inoxydables, simpl. laminées ou filées à chaud, de section circulaire d'un diamètre < 80 mm, contenant en poids < 2,5% de nickel	
72222011	Barres en aciers inoxydables, simpl. obtenues ou parachevées à froid, de section circulaire d'un diamètre >= 80 mm, teneur en poids en nickel >= 2,5%	
72222021	Barres en aciers inoxydables, simpl. obtenues ou parachevées à froid, de section circulaire d'un diamètre >= 25 mm mais < 80 mm, contenant en poids >= 2,5% de nickel	
72222031	Barres en aciers inoxydables, simpl. obtenues ou parachevées à froid, de section circulaire d'un diamètre < 25 mm, contenant en poids >= 2,5% de nickel	
72224010	Profilés en aciers inoxydables, simpl. laminés ou filés ou extrudés à chaud	
72224050	Profilés en aciers inoxydables, simpl. obtenus ou parachevés à froid	
72224090	Profilés en aciers inoxydables, obtenus ou parachevés à froid et ayant subi certaines ouvraisons plus poussées ou simpl. forgés ou forgés ou autrement obtenus à chaud et ayant subi certaines ouvraisons plus poussées, n.d.a.	
72230099	Fils en aciers inoxydables, enroulés, contenant en poids < 2,5% de nickel (à l'excl. du fil machine ainsi que des produits contenant en poids >= 13% mais <= 25% de chrome et >= 3,5% mais <= 6% d'aluminium)	
72254012	Produits laminés plats en aciers pour outillage, d'une largeur >= 600 mm, simpl. laminés à chaud, non enroulés	
72254040	Produits laminés plats en aciers alliés autres qu'aciers inoxydables, d'une largeur >= 600 mm, simpl. laminés à chaud, non enroulés, épaisseur > 10 mm (sauf aciers pour outillage, aciers à coupe rapide ou aciers au silicium dits 'magnétiques')	
72269120	Produits laminés plats en aciers pour outillage, largeur < 600 mm, simpl. laminés à chaud	

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171220-17-520-1-DE
Date de télétransmission : 24/01/2018
Date de réception préfecture : 24/01/2018

DELIBERATION N°17 -520-1 EXONERATION SECTEUR C

CODE NC8	DESIGNATIONS	OBSERVATIONS
72269910	Produits laminés plats en aciers alliés autres qu'aciers inoxydables, largeur < 600 mm, laminés à chaud ou à froid et zingués électrolytiquement (sauf en aciers à coupe rapide ou aciers au silicium dits 'magnétiques')	
72283041	Barres en aciers, contenant en poids >= 0,9% mais <= 1,15% de carbone et >= 0,5% mais <= 2% de chrome et, éventuellement, <= 0,5% de molybdène, simpl. laminées ou filées à chaud, de section circulaire, d'un diamètre >= 80 mm	
72283089	Barres en aciers alliés, simpl. laminées ou filées à chaud, de section autre que rectangulaire [laminées sur les quatre faces] ou circulaire (à l'excl. des produits en aciers inoxydables, en aciers à coupe rapide, en aciers silicomanganeux et en aciers pour outillage ainsi que des produits du n° 7228 30 49)	
72287090	Profilés en aciers alliés autres qu'aciers inoxydables, n.d.a. (sauf simpl. laminées ou filées à chaud)	
73012000	Profilés en fer ou en acier, obtenus par soudage	
73021050	Rails neufs en fonte, fer ou acier, pour voies ferrées (à l'excl. des rails Vignole, des rails à orniers ainsi que des rails conducteurs de courant avec partie en métal non ferreux)	
73030090	Tubes, tuyaux et profilés creux, en fonte (autres que pour canalisations sous pression)	
73041100	Tubes et tuyaux sans soudure, en aciers inoxydables, des types utilisés pour oléoducs ou gazoducs	
73041910	Tubes et tuyaux sans soudure, en fer ou en acier, des types utilisés pour oléoducs ou gazoducs, diamètre extérieur <= 168,3 mm (sauf en aciers inoxydables ou en fonte)	
73043180	Tubes, tuyaux et profilés creux, sans soudure, de section circulaire, en fer (à l'excl. de la fonte) ou en aciers non alliés, étirés ou laminés à froid (à l'excl. des tubes des types utilisés pour les oléoducs ou gazoducs ou pour l'extraction du pétrole ou du gaz ainsi que des tubes de précision)	
73043910	Tubes, tuyaux et profilés creux, sans soudure, de section circulaire, en fer (à l'excl. de la fonte) ou en acier non allié, non étirés ou laminés à froid, bruts, droits et à paroi d'épaisseur uniforme, destinés exclusivement à la fabrication de tubes, tuyaux et profilés creux de sections différentes et d'épaisseurs de parois différentes	
73044100	Tubes, tuyaux et profilés creux, sans soudure, de section circulaire, en aciers inoxydables, étirés ou laminés à froid (sauf tubes des types utilisés pour les oléoducs ou les gazoducs ou pour l'extraction du pétrole ou du gaz)	
73044993	Tubes, tuyaux et profilés creux, sans soudure, de section circulaire, en aciers inoxydables, non étirés ou laminés à froid, diamètre extérieur <= 168,3 mm (sauf tubes des types utilisés pour les oléoducs, les gazoducs ou l'extraction du pétrole ou du gaz; ouvrages du n° 7304 49 10)	
73044999	Tubes, tuyaux et profilés creux, sans soudure, de section circulaire, en aciers inoxydables, non étirés ou laminés à froid, diamètre extérieur > 406,4 mm (sauf tubes des types utilisés pour les oléoducs, les gazoducs ou l'extraction du pétrole ou du gaz; ouvrages du n° 7304 49 10)	
73049000	Tubes, tuyaux et profilés creux, sans soudure, de section autre que circulaire, en fer (à l'excl. de la fonte) ou en acier	
73051100	Tubes et tuyaux des types utilisés pour oléoducs ou gazoducs, de section circulaire, d'un diamètre extérieur > 406,4 mm, en fer ou en acier, soudés longitudinalement à l'arc immergé	
73051900	Tubes et tuyaux des types utilisés pour oléoducs ou gazoducs, de section circulaire, d'un diamètre extérieur > 406,4 mm, en produits laminés plats en fer ou en acier (sauf soudés longitudinalement)	
73053900	Tubes et tuyaux, de section circulaire, d'un diamètre extérieur > 406,4 mm, en fer ou en acier, soudés (sauf soudés longitudinalement et sauf tubes des types utilisés pour les oléoducs et gazoducs ou pour l'extraction du pétrole ou du gaz)	
73059000	Tubes et tuyaux de section circulaire, d'un diamètre extérieur > 406,4 mm, en produits laminés plats en fer ou en acier (sauf soudés et sauf tubes des types utilisés pour les oléoducs et gazoducs ou pour l'extraction du pétrole ou du gaz)	
73063049	Tubes filetés ou filetables dits 'tubes gaz', soudés, de section circulaire, en fer ou en aciers non alliés (sauf zingués)	

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171220-17-520-1-DE
Date de télétransmission : 24/01/2018
Date de réception préfecture : 24/01/2018

DELIBERATION N°17 -520-1 EXONERATION SECTEUR C

CODE NC8	DESIGNATIONS	OBSERVATIONS
73064080	Tubes, tuyaux et profilés creux soudés, de section circulaire, en aciers inoxydables (autres qu'étirés ou laminés à froid, sauf tubes à sections intérieure et extérieure circulaires et de diamètre extérieur > 406,4 mm et sauf tubes des types utilisés pour les oléoducs et les gazoducs ou pour l'extraction du pétrole ou du gaz)	
73066110	Tubes, tuyaux et profilés creux soudés, de section carrée ou rectangulaire, en aciers inoxydables	
73066199	Tubes, tuyaux et profilés creux soudés, de section carrée ou rectangulaire, épaisseur de paroi > 2 mm, en fer ou en acier autres qu'inoxidables	
73066910	Tubes, tuyaux et profilés creux soudés, de section autre que circulaire, en aciers inoxydables (autres que tubes à sections intérieure ou extérieure circulaires et de diamètre extérieur > 406,4 mm, sauf tubes des types utilisés pour les oléoducs ou les gazoducs ou pour l'extraction du pétrole ou du gaz et sauf tuyaux et profilés creux de section carrée ou rectangulaire)	
73066990	Tubes, tuyaux et profilés creux soudés, de section autre que circulaire, en fer ou en acier autres qu'inoxidables (autres que tubes à sections intérieure ou extérieure circulaires et de diamètre extérieur > 406,4 mm, sauf tubes des types utilisés pour les oléoducs ou les gazoducs ou pour l'extraction du pétrole ou du gaz et sauf tuyaux et profilés creux de section carrée ou rectangulaire)	
73069000	Tubes, tuyaux et profilés creux [p.ex. rivés, agrafés ou à bords simpl. rapprochés], en fer ou en acier (sauf tubes sans soudure ou soudés et tubes de sections intérieure et extérieure circulaires et d'un diamètre extérieur > 406,4 mm)	
73071110	Accessoires de tuyauterie moulés en fonte non malléable, pour tubes et tuyaux des types utilisés pour canalisations sous pression	
73071990	Accessoires de tuyauterie moulés en fer ou acier (sauf fonte)	
73072100	Brides en aciers inoxydables (non moulés)	
73072210	Manchons en aciers inoxydables, filetés (à l'excl. des produits moulés)	
73072290	Coudes et courbes en aciers inoxydables, filetés (à l'excl. des produits moulés)	
73072310	Coudes et courbes en aciers inoxydables, à souder bout à bout (non moulés)	
73072390	Accessoires de tuyauterie en aciers inoxydables à souder bout à bout (non moulés et autres que coudes et courbes)	
73079980	Accessoires de tuyauterie en fonte, fer ou acier (à l'excl. des accessoires de tuyauterie à souder bout à bout et brides, en fonte ou en aciers inoxydables, filetés)	
73082000	Tours et pylônes, en fer ou en acier	
73083000	Portes, fenêtres et leurs cadres et chambranles ainsi que leurs seuils, en fer ou en acier	taux réduit à 15%
73084000	Matériel d'échafaudage, de coffrage ou d'étayage, en fer ou en acier (autre que palplanches assemblées et coffrages pour béton, qui présentent les caractéristiques de moules)	taux réduit à 15%
73089098	Constructions et parties de constructions, en fonte, fer ou acier, n.d.a. (à l'excl. des ponts et éléments de ponts; tours; pylônes; portes, fenêtres et leurs cadres et chambranles et seuils; matériel d'échafaudage, de coffrage, d'étalement ou d'étayage, et les produits principalement en tôle)	taux réduit à 15%
73090010	Réservoirs, foudres, cuves et récipients simil. en fonte, fer ou acier, pour matières gazeuses non comprimées ou liquéfiées, d'une contenance > 300 l (sans dispositifs mécaniques ou thermiques et sauf conteneurs spécialement conçus ou équipés pour un ou plusieurs moyens de transport)	
73090030	Réservoirs, foudres, cuves et récipients simil. en fonte, fer ou acier, pour matières liquides, avec revêtement intérieur ou calorifuge, d'une contenance > 300 l (sans dispositifs mécaniques ou thermiques et sauf conteneurs spécialement conçus ou équipés pour un ou plusieurs moyens de transport)	

DELIBERATION N°17 -520-1 EXONERATION SECTEUR C

CODE NC8	DESIGNATIONS	OBSERVATIONS
73090051	Réservoirs, foudres, cuves et récipients simil. en fonte, fer ou acier, pour matières liquides, contenance > 100 000 l (autres qu'avec revêtement intérieur ou calorifuge, sans dispositifs mécaniques ou thermiques et sauf conteneurs spécialement conçus ou équipés pour un ou plusieurs moyens de transport)	
73090059	Réservoirs, foudres, cuves et récipients simil. en fonte, fer ou acier, pour matières liquides, contenance <= 100 000 l mais > 300 l (autres qu'avec revêtement intérieur ou calorifuge, sans dispositifs mécaniques ou thermiques et sauf conteneurs spécialement conçus ou équipés pour un ou plusieurs moyens de transport)	
73101000	Réservoirs, fûts, tambours, bidons, boîtes et récipients simil. en fonte, fer ou acier, pour toutes matières, contenance >= 50 l mais <= 300 l, n.d.a. (à l'excl. des gaz comprimés ou liquéfiés et sauf avec dispositifs mécaniques ou thermiques)	
73102111	Boîtes à conserves en fer ou en acier, contenance < 50 l, à fermer par soudage ou sertissage, des types utilisés pour les denrées alimentaires	
73102119	Boîtes à conserves en fer ou en acier, contenance < 50 l, à fermer par soudage ou sertissage, des types utilisés pour les boissons	
73102191	Boîtes en fer ou en acier, contenance < 50 l, à fermer par soudage ou sertissage, épaisseur de paroi < 0,5 mm (sauf pour gaz comprimés ou liquéfiés et à l'excl. des boîtes des types utilisés pour les denrées alimentaires et les boissons)	
73102199	Boîtes en fer ou en acier, contenance < 50 l, à fermer par soudage ou sertissage, épaisseur de paroi >= 0,5 mm (sauf pour gaz comprimés ou liquéfiés et à l'excl. des boîtes des types utilisés pour les denrées alimentaires et les boissons)	
73102910	Réservoirs, fûts, tambours, bidons et récipients simil., en fer ou en acier, pour toutes matières, contenance < 50 l et épaisseur de paroi < 0,5 mm, n.d.a. (sauf pour gaz comprimés ou liquéfiés et à l'excl. des boîtes)	
73102990	Réservoirs, fûts, tambours, bidons et récipients simil., en fer ou en acier, pour toutes matières, contenance < 50 l et épaisseur de paroi >= 0,5 mm, n.d.a. (sauf pour gaz comprimés ou liquéfiés ou à dispositifs mécaniques ou thermiques et à l'excl. des boîtes)	
73121020	Torons et câbles en aciers inoxydables (sauf produits isolés pour l'électricité et sauf fil barbelé pour clôtures et ronces artificielles)	
73121049	Torons et câbles, en fer ou en acier, dont la plus grande dimension de la coupe transversale est <= 3 mm (à l'excl. des produits en aciers inoxydables, des produits isolés pour l'électricité, des torsades pour clôtures, des ronces artificielles et des produits revêtus d'alliages à base de cuivre-zinc [laiton])	
73121061	Torons en fer ou aciers autres qu'inoxidables, plus grande dimension de la coupe transversale > 3 mm, non revêtus (sauf produits isolés pour l'électricité et sauf fil barbelé pour clôtures et ronces artificielles)	
73121081	Câbles, y.c. les câbles clos, en fer ou en acier, non revêtus ou simpl. zingués, dont la plus grande dimension de la coupe transversale est > 3 mm mais <= 12 mm (à l'excl. des produits en aciers inoxydables, des produits isolés pour l'électricité, des torsades pour clôtures et des ronces artificielles)	
73121098	Câbles, y.c. câbles clos, en fer ou aciers autres qu'inoxidables, plus grande dimension de la coupe transversale > 3 mm (sauf non revêtus ou simpl. zingués, produits isolés pour l'électricité, sauf fil barbelé pour clôtures et ronces artificielles et sauf câbles et câbles clos zingués)	
73129000	Tresses, élingues et simil., en fer ou en acier (sauf produits isolés pour l'électricité)	
73143900	Grillages et treillis, en fils de fer ou d'acier, soudés aux points de rencontre (sauf en fils dont la plus grande dimension de la coupe transversale est >= 3 mm avec une surface de mailles >= 100 cm² et autres que zingués)	
73145000	Tôles et bandes déployées en fer ou en acier	
73151190	Chaînes à rouleaux en fonte, fer ou acier (autres que des types utilisés pour cycles et motocycles)	
73158900	Chaînes et chaînettes en fonte, fer ou acier (sauf chaînes à maillons articulés, antidérapantes, à maillons à étais, à maillons soudés, et leurs parties; chaînes et chaînettes de montres, d'horloges ou de bijouterie; chaînes dentées et à scie; chenilles, chaînes à entraînement pour transporteurs; chaînes à pinces pour matériel de l'industrie textile; dispositifs de sécurité à chaînes pour verrouiller les portes; chaînes d'arpenteur)	

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171220-17-520-1-DE
Date de télétransmission : 24/01/2018
Date de réception préfecture : 24/01/2018

DELIBERATION N°17 -520-1 EXONERATION SECTEUR C

CODE NC8	DESIGNATIONS	OBSERVATIONS
73160000	Ancre, grappins et leurs parties, en fonte, fer ou acier	
73170060	Pointes, clous, crampons, agrafes ondulées ou biseautées et articles simil., en fils de fer d'acier (à l'excl. des pointes encollées, en bandes ou en rouleaux et des agrafes présentées en barrettes)	
73181290	Vis à bois en fonte, fer ou aciers autres qu'inoxidables (autres que tire-fond)	
73181900	Articles de boulonnerie et de visserie, filetés, en fonte, fer ou acier, n.d.a.	
73182200	Rondelles en fonte, fer ou acier (sauf rondelles destinées à faire ressort et autres rondelles de blocage)	
73201019	Ressorts et leurs lames, en fer ou en acier, formés à chaud (sauf ressorts paraboliques et leurs lames, ressorts de montres et ressorts à barre de torsion de la Section 17)	
73201090	Ressorts à lames et leurs lames, en fer ou en acier (sauf formés à chaud, ressorts de montres et ressorts à barre de torsion de la Section 17)	
73209030	Ressorts ayant la forme de disques, en fer ou en acier	
73211190	Appareils de cuisson tels que foyers de cuisson, barbecues, grilloirs, réchauds et cuisinières ainsi que chauffe-plats, à usage domestique, en fonte, fer ou acier, à combustibles gazeux ou à gaz et autres combustibles (à l'excl. des cuisinières à four, des fours encastrés et des appareils destinés à la cuisine à grande échelle)	
73219000	Parties des appareils ménagers chauffants non électriques du n° 7321, n.d.a.	
73241000	Éviers et lavabos en aciers inoxydables	
73249000	Articles d'hygiène ou de toilette et leurs parties, en fonte, fer ou acier (à l'excl. des bidons, boîtes et récipients simil. du n° 7310, des petites armoires suspendues à pharmacie ou de toilette et autres meubles du chapitre 94, des éviers et lavabos complets, en aciers inoxydables, des baignoires complètes et des accessoires de tuyauterie)	
73261100	Boulets et articles simil. pour broyeurs, en fer ou en acier, forgés ou estampés mais non autrement travaillés	
73262000	Ouvrages en fil de fer ou d'acier, n.d.a.	
73269040	Palettes et plateaux analogues pour la manipulation des marchandises, en fer ou en acier (à l'excl. des conteneurs spécialement conçus pour un ou plusieurs moyens de transport)	
73269094	Ouvrages en fer ou en acier, estampés, n.d.a.	
73269098	Ouvrages en fer ou en acier, n.d.a.	
74020000	Cuivre non affiné; anodes en cuivre pour affinage électrolytique	
74032200	Alliage à base de cuivre-étain (bronze) sous forme brute	
74050000	Alliages mères de cuivre (sauf les combinaisons cuivre-phosphore (phosphore de cuivre) à teneur en poids en phosphore > 15%)	
74071000	Barres et profilés en cuivre affiné, n.d.a.	
74072190	Profilés en alliages à base de cuivre-zinc [laiton], n.d.a.	
74072900	Barres et profilés en alliages de cuivre, n.d.a. (sauf en alliages à base de cuivre-zinc [laiton])	
74081910	Fils de cuivre affiné, plus grande dimension de la section transversale > 0,5 mm mais <= 6 mm	
74081990	Fils de cuivre affiné, plus grande dimension de la section transversale <= 0,5 mm	
74082100	Fils en alliages à base de cuivre-zinc [laiton]	
74091100	Tôles et bandes en cuivre affiné, épaisseur > 0,15 mm, enroulées (sauf tôles et bandes déployées ainsi que bandes isolées pour l'électricité)	

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171220-17-520-1-DE
Date de télétransmission : 24/01/2018
Date de réception préfecture : 24/01/2018

DELIBERATION N°17 -520-1 EXONERATION SECTEUR C

CODE NC8	DESIGNATIONS	OBSERVATIONS
74092100	Tôles et bandes en alliages à base de cuivre-zinc [laiton], épaisseur > 0,15 mm, enroulées (sauf tôles et bandes déployées ainsi que bandes isolées pour l'électricité)	
74092900	Tôles et bandes en alliages à base de cuivre-zinc [laiton], épaisseur > 0,15 mm (non enroulées et sauf tôles et bandes déployées ainsi que bandes isolées pour l'électricité)	
74093900	Tôles et bandes en alliages à base de cuivre-étain [bronze], épaisseur > 0,15 mm (non enroulées et sauf tôles et bandes déployées ainsi que bandes isolées pour l'électricité)	
74101100	Feuilles et bandes minces en cuivre affiné, sans support, épaisseur <= 0,15 mm (sauf feuilles pour le marquage au fer du n° 3212, fils guipés de métal et fils métallisés et sauf feuilles traitées comme décorations pour sapins de Noël)	
74101200	Feuilles et bandes minces en alliages de cuivre, sans support, épaisseur <= 0,15 mm (sauf feuilles pour le marquage au fer du n° 3212, fils guipés de métal et fils métallisés et sauf feuilles traitées comme décorations pour sapins de Noël)	
74102100	Feuilles et bandes minces en cuivre affiné, sur support, épaisseur, support non compris, <= 0,15 mm (sauf feuilles pour le marquage au fer du n° 3212, fils guipés de métal et fils métallisés et sauf feuilles traitées comme décorations pour sapins de Noël)	
74111010	Tubes et tuyaux en cuivre affiné, droits	
74111090	Tubes et tuyaux en cuivre affiné, enroulés ou autrement recourbés	
74112190	Tubes et tuyaux en alliages à base de cuivre-zinc (laiton), enroulés ou autrement recourbés	
74112900	Tubes et tuyaux en alliages de cuivre (sauf en alliages à base de cuivre-zinc [laiton], de cuivre-nickel [cupronickel], ou de cuivre-nickel-zinc [maillechort])	
74122000	Accessoires de tuyauterie (raccords, coudes, manchons, p.ex.), en alliages de cuivre	
74153900	Crochets à pas de vis, vis à oeillet, tampons et articles simil., filetés, en cuivre (sauf vis ordinaires et sauf boulons et écrous)	
74191000	Chaînes, chaînettes et leurs parties, en cuivre (sauf chaînes et chaînettes de montre, de bijouterie, etc.)	
74199100	Ouvrages en cuivre, coulés, moulés, estampés ou forgés, mais non autrement travaillés, n.d.a.	
74199990	Ouvrages en cuivre, n.d.a.	
76011000	Aluminium non allié, sous forme brute	
76012080	Alliages d'aluminium sous forme brute (sauf en plaques et billettes)	
76041010	Barres en aluminium non allié	
76041090	Profilés en aluminium non allié, n.d.a.	
76042100	Profilés creux en alliages d'aluminium, n.d.a.	
76042910	Barres en alliages d'aluminium	
76042990	Profilés pleins en alliages d'aluminium, n.d.a.	
76061110	Tôles et bandes en aluminium non allié, épaisseur > 0,2 mm, de forme carrée ou rectangulaire, peint, verni ou revêtu de matière plastique	
76061191	Tôles et bandes en aluminium non allié, d'une épaisseur > 0,2 mm mais < 3 mm, de forme carrée ou rectangulaire (sauf peint, verni ou revêtu de matière plastique et sauf tôles et bandes déployées)	
76061193	Tôles et bandes en aluminium non allié, d'une épaisseur >= 3 mm mais < 6 mm, de forme carrée ou rectangulaire (sauf peint, verni ou revêtu de matière plastique)	

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171220-17-520-1-DE
Date de télétransmission : 24/01/2018
Date de réception préfecture : 24/01/2018

DELIBERATION N°17 -520-1 EXONERATION SECTEUR C

CODE NC8	DESIGNATIONS	OBSERVATIONS
76061199	Tôles et bandes en aluminium non allié, d'une épaisseur \geq 6 mm, de forme carrée ou rectangulaire (sauf peint, verni ou revêtu de matière plastique)	
76061292	Tôles et bandes en alliages d'aluminium, d'une épaisseur $> 0,2$ mm mais < 3 mm, de forme carrée ou rectangulaire (sauf peints, vernis ou revêtus de matière plastique, sauf tôles et bandes déployées)	
76061293	Tôles et bandes en alliages d'aluminium, d'une épaisseur ≥ 3 mm mais < 6 mm, de forme carrée ou rectangulaire (sauf peints, vernis ou revêtus de matière plastique)	
76061299	Tôles et bandes en alliages d'aluminium, d'une épaisseur ≥ 6 mm, de forme carrée ou rectangulaire (sauf peints, vernis ou revêtus de matière plastique)	
76069200	Tôles et bandes en alliages d'aluminium, d'une épaisseur $> 0,2$ mm, de forme autre que carrée ou rectangulaire	
76071119	Feuilles et bandes minces d'aluminium sans support, simpl. laminées, d'une épaisseur $< 0,021$ mm (sauf feuilles pour le marquage au fer du n° 3212 et sauf feuilles travaillées pour la décoration des sapins de Noël et en rouleaux d'un poids ≤ 10 kg)	
76071910	Feuilles et bandes minces d'aluminium sans support, laminées et autrement traitées, épaisseur $< 0,021$ mm (sauf feuilles pour le marquage au fer du n° 3212 et sauf feuilles travaillées pour la décoration des sapins de Noël)	
76071990	Feuilles et bandes minces, en aluminium, sans support, laminées et ayant subi des ouvraisons plus poussées, d'une épaisseur $\geq 0,021$ mm mais $\leq 0,2$ mm (à l'excl. des feuilles pour le marquage au fer du n° 3212 ainsi que des articles constituant des accessoires pour arbres de Noël)	
76072010	Feuilles et bandes minces d'aluminium, sur support, épaisseur, support non compris, $< 0,021$ mm (sauf feuilles pour le marquage au fer du n° 3212 et sauf feuilles travaillées pour la décoration des sapins de Noël)	
76072090	Feuilles et bandes minces, en aluminium, sans support, d'une épaisseur, support non compris, $\geq 0,021$ mm mais $\leq 0,2$ mm (à l'excl. des feuilles pour le marquage au fer du n° 3212 ainsi que des articles constituant des accessoires pour arbres de Noël)	
76081000	Tubes et tuyaux en aluminium non allié (sauf profilés creux)	
76082081	Tubes et tuyaux en alliages d'aluminium, simpl. filés à chaud (sauf profilés creux)	
76082089	Tubes et tuyaux en alliages d'aluminium (autres que soudés ou simpl. filés à chaud et sauf profilés creux)	
76090000	Accessoires de tuyauterie (raccords, coudes, manchons, p. ex), en aluminium	
76110000	Réservoirs, foudres, cuves et récipients simil. en aluminium, pour toutes matières, à l'excl. des gaz comprimés ou liquéfiés, d'une contenance > 300 l (sans dispositifs mécaniques ou thermiques et à l'excl. des conteneurs spécialement conçus et équipés pour un ou plusieurs moyens de transport)	
76129030	Réservoirs, fûts, tambours, bidons, boîtes et récipients simil., en aluminium, fabriqués à partir de feuilles et bandes minces d'une épaisseur $\leq 0,2$ mm	
76129080	Réservoirs, fûts, tambours, bidons, boîtes et récipients simil., en aluminium, pour toutes matières (à l'excl. des gaz comprimés ou liquéfiés), n.d.a. (à l'excl. des étuis tubulaires souples, des récipients pour aérosols et des récipients fabriqués à partir de feuilles et bandes minces d'une épaisseur $\leq 0,2$ mm)	
76130000	Récipients en aluminium pour gaz comprimés ou liquéfiés	
76151030	Articles de ménage ou d'économie domestique et leurs parties, en aluminium, fabriqués à partir de feuilles et bandes minces d'une épaisseur $\leq 0,2$ mm (à l'excl. des bidons, boîtes et récipients simil. du n° 7612)	

DELIBERATION N°17 -520-1 EXONERATION SECTEUR C

CODE NC8	DESIGNATIONS	OBSERVATIONS
76151080	Articles de ménage ou d'économie domestique et leurs parties, éponges, torchons, gants et articles similaires pour le récurage, le polissage ou usages analogues, en aluminium, non coulés ni moulés, (à l'excl. des bidons, boîtes et récipients simil. du n° 7612, des articles fabriqués à partir de feuilles et bandes minces d'une épaisseur <= 0,2 mm, des articles à caractère d'outils, de la coutellerie, des cuillers, louches, fourchettes et articles analogues du n° 8211 au n° 8215, objets décoratifs, accessoires de tuyauterie, articles d'hygiène ou de toilette)	
76161000	Pointes, clous, crampons appointés, vis, boulons, écrous, crochets à pas de vis, rivets, goupilles, chevilles, clavettes, rondelles et simil., en aluminium (sauf agrafes présentées en barrettes et sauf chevilles vissées, tampons et articles simil., filetés)	taux réduit à 2%
76169100	Toiles métalliques, grillages et treillis, en fils d'aluminium (sauf toiles en fils métalliques pour revêtements, aménagements intérieurs et usages simil., toiles, grillages et treillis transformés en cribles ou tamis à main ou en pièces de machines)	
76169910	Ouvrages coulés ou moulés en aluminium, n.d.a.	
76169990	Ouvrages en aluminium, non coulés ou non moulés, n.d.a.	
79031000	Poussières de zinc	
79040000	Barres, profilés et fils en zinc, n.d.a.	
79050000	Tôles, feuilles et bandes, en zinc	
79070000	Ouvrages en zinc, n.d.a.	
80070080	Ouvrages en étain, n.d.a.	
82029100	Lames de scies droites, en métaux communs, pour le travail des métaux	
82032000	Pincers (même coupantes), tenailles, brucelles à usage non médical et outils simil. à main, en métaux communs	
82041200	Clés de serrage à main (y.c. les clés dynamométriques), en métaux communs, à ouverture variable	
82051000	Outils de perçage, de filetage ou de taraudage, maniés à la main	
82055910	Outils à main pour maçons, mouleurs, cimentiers, plâtriers et peintres, en métaux communs, n.d.a.	
82055980	Outils à main (y.c. les diamants de vitriers) en métaux communs, n.d.a.	
82056000	Lampes à souder et simil. (sauf appareils à souder fonctionnant au gaz)	
82057000	Étaux, serre-joints et simil. (autres que ceux constituant des accessoires ou des parties de machines-outils)	
82072090	Filières interchangeable pour l'étrépage ou le filage (extrusion) des métaux, avec partie travaillante en matières autres que le diamant ou les agglomérés de diamant	
82073010	Outils interchangeables à emboutir, à estamper ou à poinçonner, pour l'usinage des métaux	
82074010	Outils à tarauder, interchangeables, pour l'usinage des métaux	
82074030	Outils à fileter, interchangeables, pour l'usinage des métaux	
82076030	Outils à aléser, interchangeables, pour l'usinage des métaux	
82077010	Outils à fraiser, interchangeables, pour l'usinage des métaux, avec partie travaillante en carbures métalliques frittés ou en cermets	
82077090	Outils interchangeables à fraiser des matières autres que le métal	
82078011	Outils à tourner, interchangeables, pour l'usinage des métaux, avec partie travaillante en carbures métalliques frittés ou en cermets	
82081000	Couteaux et lames tranchantes, en métaux communs, pour machines ou pour appareils mécaniques, pour le travail des métaux	

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171220-17-520-1-DE
Date de télétransmission : 24/01/2018
Date de réception préfecture : 24/01/2018

DELIBERATION N°17 -520-1 EXONERATION SECTEUR C

CODE NC8	DESIGNATIONS	OBSERVATIONS
82082000	Couteaux et lames tranchantes, en métaux communs, pour machines ou pour appareils mécaniques, pour le travail du bois	
82089000	Couteaux et lames tranchantes, en métaux communs, pour machines ou appareils mécaniques (sauf pour le travail du métal ou du bois, sauf pour appareils de cuisine ou pour machines de l'industrie alimentaire, et sauf pour machines agricoles, horticoles ou forestières)	
82090080	Plaquettes, baguettes, pointes et objets simil. pour outils, non montés, constitués par des carbures métalliques frittés ou des cermets (à l'excl. des plaquettes amovibles)	
82100000	Appareils mécaniques actionnés à la main, en métaux communs, d'un poids <= 10 kg, utilisés pour préparer, conditionner ou servir les aliments ou les boissons	
82159910	Cuillers, fourchettes, louches, écumoirs, pelles à tartes, couteaux spéciaux à poisson ou à beurre, pinces à sucre et articles simil., en aciers inoxydables, ni argentés, ni dorés, ni platinés (sauf en assortiments et sauf cisailles à volaille et à homards)	
83012000	Serrures des types utilisés pour véhicules automobiles, en métaux communs	
83014011	Serrures à cylindres des types utilisés pour portes de bâtiments, en métaux communs	taux réduit à 2%
83014090	Serrures et verrous, en métaux communs (autres que cadenas et autres que pour véhicules automobiles, meubles ou portes de bâtiments)	taux réduit à 2%
83016000	Parties des cadenas, serrures et verrous, ainsi que des fermoirs et montures-fermoirs, avec serrure, en métaux communs, n.d.a.	taux réduit à 2%
83021000	Charnières de tous genres, y.c. les paumelles et pentures, en métaux communs	taux réduit à 2%
83022000	Roulettes avec monture en métaux communs	
83024110	Garnitures, ferrures et simil., pour portes, en métaux communs (sauf serrures et verrous de sûreté à clef et sauf charnières)	taux réduit 2%
83024150	Garnitures, ferrures et simil., pour fenêtres et portes-fenêtres, en métaux communs (sauf serrures et verrous de sûreté à clef et sauf charnières)	
83024190	Garnitures, ferrures et simil., pour bâtiments, en métaux communs (sauf pour portes, fenêtres et portes-fenêtres, serrures et verrous de sûreté à clef et sauf charnières)	taux réduit à 2%
83024900	Garnitures, ferrures et articles simil. en métaux communs (sauf serrures et verrous de sûreté à clef, fermoirs et montures-fermoirs à serrure, charnières, roulettes, garnitures, ferrures et simil. pour bâtiments ainsi que garnitures, ferrures et articles simil. pour véhicules automobiles ou meubles)	
83025000	Patères, porte-chapeaux, supports et articles simil. en métaux communs	
83026000	Ferme-portes automatiques en métaux communs	taux réduit à 2%
83051000	Mécanismes pour reliure de feuillets mobiles ou pour classeurs, en métaux communs (sauf fermoirs pour livres et registres)	
83052000	Agrafes présentées en barrettes, en métaux communs	
83071000	Tuyaux flexibles en fer ou en acier, même avec accessoires	
83081000	Agrafes, crochets et oeillets, en métaux communs, pour vêtements, chaussures, bâches, maroquinerie, ou pour toutes confections ou équipements	
83089000	Fermoirs, montures-fermoirs sans serrure, boucles, boucles-fermoirs et articles simil., en métaux communs, pour vêtements, chaussures, maroquinerie, etc., y.c. les parties des articles du n° 8308, en métaux communs (sauf agrafes, crochets, oeillets, rivets tubulaires ou à tige fendue)	
83091000	Bouchons-couronnes en métaux communs	
83099010	Capsules de bouchage ou surbouchage en plomb; capsules de bouchage ou surbouchage en aluminium, diamètre > 21 mm (à l'excl. des bouchons-couronnes)	

DELIBERATION N°17 -520-1 EXONERATION SECTEUR C

CODE NC8	DESIGNATIONS	OBSERVATIONS
83099090	Bouchons [y.c. les bouchons à pas de vis et les bouchons-verseurs], couvercles, capsules pour bouteilles, bondes filetées, plaques de bondes, scellés et autres accessoires d'emballage, en métaux communs (sauf bouchons-couronnes, capsules de bouchage ou de surbouchage en plomb, capsules de bouchage ou de surbouchage en aluminium, d'un diamètre > 21 mm)	
83100000	Plaques indicatrices, plaques-enseignes, plaques-adresses et plaques simil., chiffres, lettres et enseignes diverses, en métaux communs, y.c. les panneaux de signalisation routière (sauf les enseignes et plaques indicatrices lumineuses du n° 9405, les caractères d'imprimerie et articles simil. et sauf panneaux, disques et croix de signalisation pour voies de circulation du n° 8608)	
83112000	Fils fourrés en métaux communs, pour le soudage à l'arc	
83113000	Baguettes enrobées et fils fourrés en métaux communs, pour brasage ou soudage à la flamme (à l'excl. des fils et baguettes à âme décapante chez lesquels le métal de brasage, décapants et fondants non compris, contient >= 2% en poids d'un métal précieux)	
83119000	Fils, baguettes, tubes, plaques, électrodes et articles simil. en métaux communs ou en carbures métalliques, enrobés ou fourrés de décapants ou de fondants, pour brasage, soudage ou dépôt de métal ou de carbures métalliques, n.d.a., ainsi que fils et baguettes en poudres de métaux communs agglomérés, pour métallisation par projection, n.d.a.	
84021910	Chaudières à tubes de fumée (autres que les chaudières pour le chauffage central conçues pour produire à la fois de l'eau chaude et de la vapeur à basse pression)	
84021990	Chaudières à vapeur, y.c. les chaudières mixtes (autres que les chaudières aquatubulaires et les chaudières pour le chauffage central conçues pour produire à la fois de l'eau chaude et de la vapeur à basse pression)	
84022000	Chaudières dites 'à eau surchauffée'	
84029000	Parties de chaudières à vapeur et de chaudières dites 'à eau surchauffée', n.d.a.	limité aux codes sous classe NAF 1101Z (Distillerie) ET 1105Z (Fabrication de bière)
84031090	Chaudières pour le chauffage central, non électriques (autres qu'en fonte et sauf chaudières à vapeur et chaudières dites 'à eau surchauffée' du n° 8402)	
84039010	Parties de chaudières pour le chauffage central, en fonte, n.d.a.	
84039090	Parties de chaudières pour le chauffage central, n.d.a.	
84041000	Appareils auxiliaires pour chaudières des n° 8402 ou 8403 (économiseurs, surchauffeurs, appareils de ramonage ou de récupération des gaz, p.ex.)	
84042000	Condenseurs pour machines à vapeur	
84049000	Parties des appareils auxiliaires des n° 8402 ou 8403 et des condenseurs pour machines à vapeur, n.d.a.	
84051000	Générateurs de gaz à l'air ou de gaz à l'eau, avec ou sans leurs épurateurs; générateurs d'acétylène et générateurs simil. de gaz, par procédé à l'eau, avec ou sans leurs épurateurs (sauf fours à coke, générateurs de gaz par procédé électrolytique et lampes à acétylène)	
84059000	Parties des générateurs de gaz à l'air ou de gaz à l'eau et des générateurs d'acétylène ou des générateurs simil. de gaz par procédé à l'eau, n.d.a.	
84068100	Turbines à vapeur d'une puissance > 40 MW (autres que pour la propulsion de bateaux)	
84069010	Ailettes, aubages et rotors, pour turbines à vapeur	
84069090	Parties de turbines à vapeur, n.d.a. (à l'excl. des ailettes, des aubages et des rotors)	
84072110	Moteurs pour la propulsion de bateaux du type hors-bord, à allumage par étincelles (moteurs à explosion), d'une cylindrée <= 325 cm³	

DELIBERATION N°17 -520-1 EXONERATION SECTEUR C

CODE NC8	DESIGNATIONS	OBSERVATIONS
84089061	Moteurs à piston, à allumage par compression (moteurs diesel ou semi-diesel), neufs, d'une puissance > 100 kW mais <= 200 kW (sauf moteurs de propulsion pour véhicules ferroviaires ou pour bateaux et sauf moteurs des types utilisés pour la propulsion des véhicules du chapitre 87)	
84091000	Parties reconnaissables comme étant exclusivement ou principalement destinées aux moteurs à piston pour l'aviation, n.d.a.	
84099900	Parties reconnaissables comme étant exclusivement ou principalement destinées aux moteurs à piston à allumage par compression (moteurs diesel ou semi-diesel), n.d.a.	
84111210	Turboréacteurs, d'une poussée > 25 kN mais <= 44 kN	
84111230	Turboréacteurs, d'une poussée > 44 kN mais <= 132 kN	
84112100	Turbopropulseurs, d'une puissance <= 1100 kW	
84112220	Turbopropulseurs, d'une puissance > 1100 kW mais <= 3730 kW	
84118280	Turbines à gaz, d'une puissance > 50000 kW (autres que turboréacteurs et turbopropulseurs)	
84119100	Parties de turboréacteurs ou de turbopropulseurs, n.d.a.	
84119900	Parties de turbines à gaz, n.d.a.	
84121000	Propulseurs à réaction autres que les turboréacteurs	
84122120	Systèmes hydrauliques à mouvement rectiligne, avec cylindres hydrauliques comme partie travaillante	
84122180	Moteurs hydrauliques à mouvement rectiligne (cylindres) (autres que les systèmes hydrauliques)	
84122920	Systèmes hydrauliques à moteurs hydrauliques comme partie travaillante (sauf moteurs hydrauliques à mouvement rectiligne [cylindres])	
84122981	Moteurs oléohydrauliques (sauf à mouvement rectiligne [cylindres] et systèmes hydrauliques)	
84128010	Machines à vapeur d'eau ou autres vapeurs (sauf chaudières à vapeur, générateurs de vapeur et turbines à vapeur)	
84129040	Parties de moteurs hydrauliques, n.d.a.	
84129080	Parties de moteurs et machines motrices non électriques, n.d.a.	
84131900	Pompes pour liquides, avec dispositif mesureur ou conçues pour en comporter (sauf pompes pour la distribution de carburants ou lubrifiants, des types utilisés dans les stations-service ou les garages)	
84133020	Pompes d'injection pour moteurs à allumage par étincelles ou par compression	
84133080	Pompes à carburant, à huile ou à liquide de refroidissement pour moteurs à allumage par étincelles ou par compression (à l'excl. des pompes d'injection)	
84135020	Agrégats hydrauliques avec pompe volumétrique alternative comme organe principal	
84135040	Pompes doseuses pour liquides, volumétriques alternatives, à moteur	
84135061	Pompes pour liquides, à piston, oléohydrauliques (sauf agrégats hydrauliques)	
84136080	Pompes pour liquides volumétriques rotatives, à moteur (sauf pompes à béton, pompes à engrenages, pompes à palettes entraînées, pompes à vis hélicoïdales et agrégats hydrauliques)	
84137021	Pompes immergées monocellulaires	
84137029	Pompes immergées multicellulaires	
84137075	Pompes pour liquides, centrifuges, à roue radiale, avec tubulure de refoulement d'un diamètre nominal > 15 mm, multicellulaires (sauf pompes à dispositif mesureur ou conçues pour en comporter des n° 841311 ou 841319 et sauf pompes immergées)	

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171220-17-520-1-DE
Date de télétransmission : 24/01/2018
Date de réception préfecture : 24/01/2018

DELIBERATION N°17 -520-1 EXONERATION SECTEUR C

CODE NC8	DESIGNATIONS	OBSERVATIONS
84137089	Pompes pour liquides, centrifuges, multicellulaires, à moteur, avec tubulure de refoulement d'un diamètre nominal > 15 mm (sauf pompes à dispositif mesureur ou conçues pour en comporter des n° 841311 ou 841319; pompes à carburant, à huile ou à liquide de refroidissement pour moteurs à allumage par étincelles ou par compression; pompes à béton, pompes immergées, circulateurs de chauffage central et d'eau chaude, pompes à roue radiale)	
84138100	Pompes pour liquides à moteur (sauf pompes à dispositif mesureur ou conçues pour en comporter des n° 841311 ou 841319, pompes à carburant, à huile ou à liquide de refroidissement pour moteurs à allumage par étincelles ou par compression, pompes à béton, pompes pour liquides volumétriques alternatives ou rotatives et pompes centrifuges de tous genres)	
84138200	Élévateurs à liquides (à l'excl. des pompes)	
84139100	Parties de pompes pour liquides, n.d.a.	
84139200	Parties d'élévateurs à liquides, n.d.a.	
84141020	Pompes à vide destinées à être utilisées dans la fabrication des semi-conducteurs, des types utilisés à titre secondaire uniquement	
84141025	Pompes à vide à piston tournant, pompes à palettes, pompes moléculaires et pompes Roots	
84141089	Pompes à vide (autres que pompes à vide destinées à être utilisées dans la fabrication des semi-conducteurs, pompes à piston tournant, pompes à palettes, pompes moléculaires, pompes Roots, pompes à diffusion, pompes cryostatiques et pompes à adsorption)	
84143020	Compresseurs des types utilisés pour équipements frigorifiques, d'une puissance <= 0,4 kW	
84143081	Compresseurs des types utilisés pour équipements frigorifiques, d'une puissance > 0,4 kW, hermétiques ou semi-hermétiques	
84143089	Compresseurs des types utilisés pour équipements frigorifiques, d'une puissance > 0,4 kW (sauf compresseurs hermétiques ou semi-hermétiques)	
84144010	Compresseurs d'air montés sur châssis à roues et remorquables, d'un débit par minute <= 2 m³	
84144090	Compresseurs d'air montés sur châssis à roues et remorquables, d'un débit par minute > 2 m³	
84146000	Hottes aspirantes à extraction ou à recyclage par filtre, à ventilateur incorporé, dont le plus grand côté horizontal <= 120 cm	
84148019	Turbocompresseurs multicellulaires (sauf compresseurs des types utilisés pour les équipements frigorifiques et sauf compresseurs d'air montés sur châssis à roues et remorquables)	
84148022	Compresseurs volumétriques alternatifs, pouvant fournir une surpression <= 15 bar, d'un débit/h <= 60 m³ (sauf compresseurs des types utilisés pour équipements frigorifiques et sauf compresseurs d'air montés sur châssis à roues et remorquables)	
84148059	Compresseurs volumétriques alternatifs, pouvant fournir une surpression > 15 bar, d'un débit/h > 120 m³ (sauf compresseurs des types utilisés pour équipements frigorifiques et sauf compresseurs d'air montés sur châssis à roues et remorquables)	
84148075	Compresseurs volumétriques rotatifs à plusieurs arbres- à vis -autres.	
84148078	Compresseurs volumétriques rotatifs à plusieurs arbres, autres qu'à vis (sauf compresseurs des types utilisés pour équipements frigorifiques et sauf compresseurs d'air montés sur châssis à roues et remorquables et sauf compresseurs volumétriques rotatifs à vis)	
84148080	Pompes à air et hottes aspirantes à extraction ou à recyclage avec ventilateur incorporé, également avec filtre, plus grand côté horizontal > 120 cm (sauf pompes à vide, pompes à air à main ou à pied et sauf compresseurs)	
84149000	Parties de pompes à air ou à vide, de compresseurs d'air ou d'autres gaz et de ventilateurs, de hottes aspirantes à extraction ou à recyclage, à ventilateur incorporé, n.d.a.	
84151010	Machines et appareils pour le conditionnement de l'air, formant un seul corps, du type mural ou pour fenêtres	
84151090	Machines et appareils pour le conditionnement de l'air du type 'split-system' [systèmes à éléments séparés], du type mural ou pour fenêtres	

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171220-17-520-1-DE
Date de télétransmission : 24/01/2018
Date de réception préfecture : 24/01/2018

DELIBERATION N°17 -520-1 EXONERATION SECTEUR C

CODE NC8	DESIGNATIONS	OBSERVATIONS
84158100	Machines et appareils pour le conditionnement de l'air, avec dispositif de réfrigération et soupape d'inversion du cycle thermique [pompes à chaleur réversibles] (autres que machines et appareils du type de ceux utilisés pour le confort des personnes dans les véhicules automobiles et ceux formant un seul corps ou du type 'split-system' [systèmes à éléments séparés] du type mural ou pour fenêtres)	
84158200	Machines et appareils pour le conditionnement de l'air, avec dispositif de réfrigération mais sans soupape d'inversion du cycle thermique (autres que machines et appareils du type de ceux utilisés pour le confort des personnes dans les véhicules automobiles et ceux formant un seul corps ou du type 'split-system' [systèmes à éléments séparés] du type mural ou pour fenêtres)	
84158300	Machines et appareils pour le conditionnement de l'air comprenant un ventilateur à moteur, sans dispositif de réfrigération mais bien des dispositifs propres à modifier la température et l'humidité de l'air (sauf machines et appareils du type de ceux utilisés pour le confort des personnes dans les véhicules automobiles et ceux formant un seul corps ou du type 'split-system' [systèmes à éléments séparés] du type mural ou pour fenêtres)	
84159000	Parties de machines et appareils pour le conditionnement de l'air comprenant un ventilateur à moteur et des dispositifs propres à modifier la température et l'humidité de l'air, n.d.a.	
84172010	Fours non électriques à tunnel, de boulangerie, de pâtisserie ou de biscuiterie	
84172090	Fours non électriques, de boulangerie, de pâtisserie ou de biscuiterie (sauf fours à tunnel)	
84178030	Fours pour la cuisson des produits céramiques	
84179000	Parties de fours industriels ou de laboratoires non électriques, y.c. d'incinérateurs, n.d.a.	
84183020	Meubles congélateurs-conservateurs du type coffre, d'une capacité <= 400 l	
84183080	Meubles congélateurs-conservateurs du type coffre, d'une capacité > 400 l mais <= 800 l	
84184020	Meubles congélateurs-conservateurs du type armoire, d'une capacité <= 250 l	
84184080	Meubles congélateurs-conservateurs du type armoire, d'une capacité > 250 l mais <= 900 l	
84185011	Meubles-vitrines et meubles-comptoirs frigorifiques (avec groupe frigorifique ou évaporateur incorporé), pour produits congelés	
84185019	Meubles-vitrines et meubles-comptoirs frigorifiques (avec groupe frigorifique ou évaporateur incorporé), pour produits autres que congelés	
84185090	Meubles frigorifiques à groupe frigorifique ou évaporateur incorporé (sauf réfrigérateurs et congélateurs-conservateurs combinés à portes extérieures séparées, réfrigérateurs ménagers, meubles vitrines et meubles-comptoirs frigorifiques)	
84186100	Pompes à chaleur (à l'excl. des machines et appareils pour le conditionnement de l'air du n° 8415)	
84186900	Matériel, machines et appareils pour la production du froid (autres que réfrigérateurs et meubles congélateurs-conservateurs)	
84189100	Meubles conçus pour recevoir un équipement pour la production du froid	
84189910	Évaporateurs et condenseurs pour machines de production du froid (autres que pour appareils ménagers)	
84189990	Parties de réfrigérateurs et de congélateurs-conservateurs du type armoire et du type coffre et d'autres matériel, machines et appareils pour la production du froid, parties de pompes à chaleur, n.d.a.	
84191900	Chauffe-eau non électriques, à chauffage instantané ou à accumulation (à l'excl. des chauffe-eau instantanés à gaz et des chaudières ou générateurs mixtes pour chauffage central)	
84192000	Stérilisateurs médico-chirurgicaux ou de laboratoire	
84193100	Séchoirs pour produits agricoles	
84193200	Séchoirs pour le bois, les pâtes à papier, papiers ou cartons	

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171220-17-520-1-DE
Date de télétransmission : 24/01/2018
Date de réception préfecture : 24/01/2018

DELIBERATION N°17 -520-1 EXONERATION SECTEUR C

CODE NC8	DESIGNATIONS	OBSERVATIONS
84193900	Séchoirs (sauf pour produits agricoles, bois, pâtes à papier, papier ou carton, pour fils, tissus ou autres matières textiles, pour bouteilles ou autres récipients, sèche-cheveux, sèche-mains et sauf appareils ménagers)	
84194000	Appareils de distillation ou de rectification	
84195020	Échangeurs de chaleur fabriqués à partir de fluoropolymères dont le diamètre interne des tubes d'entrée et de sortie n'excède pas 3cm	
84195080	Echangeurs de chaleur (à l'exclusion de ceux fabriqués à partir de fluoropolymères dont le diamètre interne des tubes d'entrée et de sortie n'excède pas 3cm)	
84198120	Percolateurs et autres appareils pour la préparation du café et autres boissons chaudes (sauf appareils domestiques)	
84198180	Appareils et dispositifs pour la cuisson ou le chauffage des aliments (sauf percolateurs et autres appareils pour la préparation de boissons chaudes et appareils domestiques)	
84198910	Appareils et dispositifs de refroidissement par retour d'eau, dans lesquels l'échange thermique ne s'effectue pas à travers une paroi	
84198998	Appareils et dispositifs, même chauffés électriquement, pour le traitement de matières par des opérations impliquant un changement de température, n.d.a.	
84199015	Parties des stérilisateur médico-chirurgicaux ou de laboratoire, n.d.a.	
84199085	Parties des appareils et dispositifs, même chauffés électriquement, pour le traitement de matières par des opérations impliquant un changement de température, ainsi que de chauffe-eau non électriques à chauffage instantané ou à accumulation, n.d.a. (à l'excl. des stérilisateur médico-chirurgicaux ou de laboratoire, ceux pour la fabrication des lingots, des plaquettes ou des dispositifs à semi-conducteur, des circuits intégrés électroniques ou des dispositifs d'affichage à écran plat ainsi que des fours et autres appareils du n° 8514)	
84201030	Calandres et laminoirs des types utilisés dans l'industrie du papier	
84209110	Cylindres de calandres et laminoirs en fonte (autres que pour les métaux ou le verre)	
84209900	Parties de calandres et laminoirs (autres que pour les métaux ou le verre et autres que les cylindres), n.d.a.	
84211920	Centrifugeuses des types employés dans les laboratoires	
84211970	Centrifugeuses, y.c. lesessoreuses centrifuges (à l'excl. des appareils pour la séparation isotopique, des écrémeuses, desessoreuses à linge ainsi que des centrifugeuses des types utilisés dans les laboratoires et dans la fabrication des disques [wafers] à semi-conducteur)	
84212200	Appareils pour la filtration ou l'épuration des boissons (autres que l'eau)	
84212300	Appareils pour la filtration des huiles minérales et carburants pour les moteurs à allumage par étincelles ou par compression	
84212980	Appareils pour la filtration ou l'épuration des liquides (à l'exclusion des eaux ou des boissons, des huiles minérales et carburants pour les moteurs à allumage par étincelles ou par compression et les composés de fluoropolymères dont l'épaisseur du filtre ou de la membrane purificatrice n'excède pas 140microns)	
84313925	Appareils pour la filtration ou l'épuration de l'air	
84219100	Parties de centrifugeuses, y.c. d'essoreuses centrifuges, n.d.a.	
84219990	Parties des machines et appareils pour la filtration ou l'épuration des liquides ou gaz (à l'exclusion des parties de centrifugeuses, y compris d'essoreuses centrifuges et des parties des machines et appareils relevant des souspositions 84212920 ou 84213915)	
84221900	Machines à laver la vaisselle (autres que de type ménager)	
84222000	Machines et appareils à nettoyer ou à sécher les bouteilles ou autres récipients (à l'excl. des machines à laver la vaisselle)	

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171220-17-520-1-DE
Date de télétransmission : 24/01/2018
Date de réception préfecture : 24/01/2018

DELIBERATION N°17 -520-1 EXONERATION SECTEUR C

CODE NC8	DESIGNATIONS	OBSERVATIONS
84223000	Machines et appareils à remplir, fermer, boucher ou étiqueter les bouteilles, boîtes, sacs ou autres contenants; machines et appareils à capsuler les bouteilles, pots, tubes et contenants analogues; appareils à gazéifier les boissons	
84224000	Machines et appareils à emballer ou à emballer les marchandises, y.c. les machines et appareils à emballer sous film thermorétractable (à l'excl. des machines et appareils à remplir, fermer, boucher ou étiqueter les bouteilles, boîtes, sacs ou autres contenants et des machines et appareils à capsuler les bouteilles, pots, tubes et contenants analogues)	
84229010	Parties de machines à laver la vaisselle, n.d.a.	
84229090	Parties de machines à emballer ou emballer les marchandises et autres machines et appareils du n° 8422, n.d.a. (à l'excl. des parties pour machines à laver la vaisselle)	
84232010	Basculs à pesage continu sur transporteurs à pesage électronique	
84232090	Basculs à pesage continu sur transporteurs (à l'exclusion de celles à pesage électronique)	
84233010	Basculs à pesées constantes et balances et basculs ensacheuses ou doseuses à pesage électronique	
84233090	Basculs à pesées constantes et balances et basculs ensacheuses ou doseuses (à l'exclusion de celles à pesage électronique)	
84238121	Instruments de contrôle par référence à un poids prédéterminé, à fonctionnement automatique, y compris les trieuses pondérales, d'une portée <= 30 kg	
84238123	Appareils et instruments pour le pesage et l'étiquetage des produits préemballés, d'une portée <= 30 kg	
84238125	Balances de magasin	
84238180	Appareils et instruments de pesage d'une portée <= 30 kg autres qu'à pesage électronique (sauf pèse-personnes; balances de ménage ou de magasin; balances sensibles à un poids <= 50 mg; basculs à pesage continu sur transporteurs; basculs à pesée constante; balances et basculs ensacheuses ou doseuses)	
84238281	Instruments de contrôle par référence à un poids prédéterminé, à fonctionnement automatique, y compris les trieuses pondérales, d'une portée > 30 kg mais < 5000 kg	
84238289	Appareils et instruments de pesage d'une portée > 30 kg mais < 5000 kg autres qu'à pesage électronique (à l'excl. des pèse-personnes, des basculs à pesage continu sur transporteurs, des basculs à pesées constantes, des balances et basculs ensacheuses ou doseuses et des instruments de contrôle par référence à un poids prédéterminé, à fonctionnement automatique, y.c. les trieuses pondérales)	
84239090	Poids pour balances de tous genres; parties d'appareils et instruments de pesage, n.d.a. (à l'exclusion des parties d'appareils et d'instruments de pesage relevant des sous-positions 84232010, 84233010, 84238121, 84238123, 84238125, 84238129, 84238220 ou 84238920)	
84241000	Extincteurs mécaniques, même chargés	
84242000	Pistolets aéroglyphes et appareils simil. (à l'excl. des machines et appareils électriques pour la projection à chaud de métaux ou de carbures métalliques frittés [n° 8515] ainsi que des machines et appareils à jet de sable, vapeur, etc.)	
84243001	Appareils de nettoyage à eau, à moteur incorporé (appareils de nettoyage à haute pression), équipés d'un dispositif de chauffage	
84243008	Appareils de nettoyage à eau, à moteur incorporé (appareils de nettoyage à haute pression), sans dispositif de chauffage	
84243010	Machines et appareils à jet de sable et appareils à jet simil., à air comprimé	
84243090	Machines et appareils à jet de sable, à jet de vapeur et appareils à jet simil. (à l'excl. des appareils à air comprimé et des appareils de nettoyage à eau à moteur incorporé [appareils de nettoyage à haute pression], ainsi que des machines et appareils pour le nettoyage de contenants spéciaux)	

DELIBERATION N°17 -520-1 EXONERATION SECTEUR C

CODE NC8	DESIGNATIONS	OBSERVATIONS
84248290	Appareils mécaniques (même à main) à projeter, disperser ou pulvériser des matières liquides ou en poudre, pour l'agriculture ou l'horticulture (sauf extincteurs, pistolets aéroglyphes, machines et appareils à jet de sable, à jet de vapeur ou à jet similaires, pulvérisateurs et appareils d'arrosage)	
84248970	Appareils mécaniques, même à main, à projeter, disperser ou pulvériser des matières liquides ou en poudre, n.d.a.	
84249000	Parties d'extincteurs, de pistolets aéroglyphes et appareils simil., de machines et appareils à jet de sable, à jet de vapeur et appareils à jet simil. ainsi que de machines et appareils mécaniques à projeter, disperser ou pulvériser des matières liquides ou en poudre, n.d.a.	
84250000	Palans; treuils et cabestans; crics et vérins	
84251100	Palans à moteur électrique	
84251900	Palans autres qu'à moteur électrique	
84253100	Treuils et cabestans, à moteur électrique	
84253900	Treuils et cabestans, autres qu'à moteur électrique	
84254200	Crics et vérins, hydrauliques (sauf élévateurs fixes des types utilisés dans les garages pour voitures)	
84254900	Crics et vérins, non hydrauliques	
84261100	Ponts roulants et poutres roulantes sur supports fixes	
84261200	Portiques mobiles sur pneumatiques et chariots-cavaliers	
84261900	Ponts roulants, grues portiques, portiques de déchargement et ponts-grues (à l'excl. des ponts roulants et poutres roulantes sur supports fixes, portiques mobiles sur pneumatiques, chariots-cavaliers et grues sur portiques)	
84263000	Grues sur portiques	
84271010	Chariots de manutention autopropulsés à moteur électrique, avec dispositif de levage élevant à une hauteur \geq 1 m	
84271090	Chariots de manutention autopropulsés à moteur électrique, avec dispositif de levage élevant à une hauteur $<$ 1 m	
84272011	Chariots-gerbeurs tous terrains, autopropulsés, élevant à une hauteur \geq 1 m	
84272019	Chariots de manutention autopropulsés, avec dispositif de levage élevant à une hauteur \geq 1 m (autres qu'à moteur électrique et sauf chariots-gerbeurs autopropulsés tous terrains)	
84272090	Chariots de manutention autopropulsés, avec dispositif de levage élevant à une hauteur $<$ 1 m (autres qu'à moteur électrique)	
84279000	Chariots de manutention munis d'un dispositif de levage mais non autopropulsés	
84282080	Appareils élévateurs ou transporteurs, pneumatiques (autres que pour produits en vrac)	
84283200	Appareils élévateurs, transporteurs ou convoyeurs pour marchandises, à action continue, à benne (autres que conçus pour mines au fond ou autres travaux souterrains)	
84283300	Appareils élévateurs, transporteurs ou convoyeurs pour marchandises, à action continue, à bande ou à courroie (autres que conçus pour mines au fond et autres travaux souterrains)	
84283920	Transporteurs ou convoyeurs à rouleaux ou à galets, pour marchandises	

DELIBERATION N°17 -520-1 EXONERATION SECTEUR C

CODE NC8	DESIGNATIONS	OBSERVATIONS
84283990	Appareils élévateurs, transporteurs ou convoyeurs, à action continue, pour marchandises (à l'excl. des appareils spécialement conçus pour mines au fond ou pour d'autres travaux souterrains, des appareils à benne, à bande ou à courroie, des appareils à rouleaux ou à galets, des appareils pneumatiques et des passeurs automatiques de circuits pour le transport, la manutention et le stockage de matériels pour dispositifs à semi-conducteur)	
84289090	Machines et appareils de levage, chargement, déchargement ou manutention, n.d.a.	
84294010	Rouleaux compresseurs à vibrations	
84294090	Compacteuses autopropulsées (sauf rouleaux compresseurs)	
84295191	Chargeuses et chargeuses-pelleteuses à chargement frontal, à chenilles, autopropulsées (à l'excl. des engins spécialement conçus pour mines au fond ou pour d'autres travaux souterrains)	
84295199	Chargeuses et chargeuses-pelleteuses à chargement frontal, autopropulsées (à l'excl. des engins à chenilles et des engins spécialement conçus pour mines au fond ou pour d'autres travaux souterrains)	
84295210	Excavateurs à chenilles, autopropulsés, dont la superstructure peut effectuer une rotation de 360°	
84304100	Machines de sondage ou de forage de la terre, des minéraux ou des minerais, autopropulsées (à l'excl. des machines montées sur wagons pour réseaux ferroviaires ou sur châssis d'automobiles ou sur camions, et sauf machines à creuser les tunnels et autres machines à creuser les galeries)	
84306100	Machines et appareils à tasser ou à compacter, non autopropulsés (sauf outillage pour emploi à la main)	
84311000	Parties de palans; treuils, cabestans; crics et vérins, n.d.a.	
84312000	Parties de chariots-gerbeurs et autres chariots de manutention munis d'un dispositif de levage, n.d.a.	
84313100	Parties d'ascenseurs, monte-charge ou escaliers mécaniques, n.d.a.	
84313900	Parties de machines et appareils du n° 8428, n.d.a.	
84314100	Godets, bennes, bennes-preneuses, pelles, grappins et pinces pour machines et appareils des n° 8426, 8429 ou 8430	
84314980	Parties de machines et appareils des n° 8426, 8429 ou 8430, n.d.a.	
84322100	Herses à disques (pulvérisateurs) pour l'agriculture, la sylviculture ou l'horticulture	
84322910	Scarificateurs et cultivateurs pour l'agriculture, la sylviculture ou l'horticulture (à l'excl. des herses à disques)	
84324100	Epandeurs de fumier pour l'agriculture, la sylviculture ou l'horticulture	
84324200	Distributeurs d'engrais l'agriculture, la sylviculture ou l'horticulture	
84328000	Machines, appareils et engins agricoles, sylvicoles ou horticoles pour la préparation ou le travail du sol ou pour la culture, rouleaux pour pelouses ou terrains de sport (à l'excl. des pulvérisateurs, appareils d'arrosage et poudreuses, charrues, herses, scarificateurs et cultivateurs, extirpateurs, houes, sarcleuses et bineuses, semoirs et plantoirs et à l'excl. des épandeurs de fumier et distributeurs d'engrais)	
84329000	Parties de machines, appareils et engins agricoles, sylvicoles ou horticoles pour la préparation ou le travail du sol ou pour la culture, ainsi que de rouleaux pour pelouses ou terrains de sport, n.d.a.	
84332050	Faucheuses sans moteur, y.c. les barres de coupe, conçues pour être tractées ou portées par tracteurs	
84332090	Faucheuses (non conçues pour être tractées ou portées par tracteurs et à l'excl. des tondeuses à gazon, motofaucheuses et moissonneuses-batteuses)	
84333000	Machines et appareils de fenaison (à l'excl. des faucheuses)	

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171220-17-520-1-DE
Date de télétransmission : 24/01/2018
Date de réception préfecture : 24/01/2018

DELIBERATION N°17 -520-1 EXONERATION SECTEUR C

CODE NC8	DESIGNATIONS	OBSERVATIONS
84334000	Presses à paille ou à fourrage, y.c. les presses ramasseuses	
84335919	Récolteuses-hacheuses, non automotrices	
84335985	Machines, appareils et engins pour la récolte des produits agricoles (à l'excl. des faucheuses, des récolteuses-hacheuses, des machines et appareils de fénaison, des machines pour la récolte des racines ou tubercules, des presses à paille ou à fourrage, y.c. les presses ramasseuses, ainsi que des moissonneuses- batteuses et autres machines et appareils pour le battage)	
84339000	Parties des machines, appareils et engins pour la récolte, le battage et le fauchage, et des machines pour le nettoyage ou le triage des produits agricoles, n.d.a.	
84342000	Machines et appareils de laiterie pour la transformation du lait en produits laitiers (à l'excl. des appareils réfrigérants ou des installations pour traitement thermique, écrémeuses, centrifugeuses de clairçage, filtres-presses et autres appareils de filtrage)	
84351000	Presses et pressoirs, fouloirs et machines et appareils simil., pour la fabrication du vin, du cidre, des jus de fruits ou de boissons simil. (à l'excl. des machines, appareils et dispositifs pour le traitement de ces boissons, y.c. les centrifugeuses, les filtres-presses et autres appareils de filtrage et sauf les appareils électroménagers)	
84359000	Parties de presses et fouloirs et de machines et appareils simil. pour la fabrication du vin, du cidre, des jus de fruits et boissons simil., n.d.a.	
84362900	Machines et appareils pour l'aviculture (sauf machines à trier les oeufs, machines à plumer du n° 8438 et sauf couveuses et éleveuses)	
84368090	Machines et appareils pour l'agriculture, l'horticulture ou l'apiculture, n.d.a.	
84369100	Parties de machines et appareils pour l'aviculture, n.d.a.	
84379000	Parties de machines et appareils de minoterie ou pour le traitement des céréales ou légumes secs ou pour le nettoyage, le triage ou le criblage des grains ou des légumes secs, n.d.a.	
84381010	Machines et appareils pour la fabrication industrielle des produits de boulangerie, pâtisserie ou biscuiterie (sauf fours et machines à rouler la pâte)	
84382000	Machines et appareils pour la fabrication industrielle des produits de confiserie ou pour la fabrication industrielle du cacao ou du chocolat (sauf centrifugeuses et sauf appareils de filtrage, appareils thermiques et appareils de refroidissement)	
84383000	Machines et appareils pour la fabrication industrielle de sucre (sauf centrifugeuses et sauf appareils de filtrage, appareils thermiques et appareils de refroidissement)	
84384000	Machines et appareils pour la brasserie (sauf centrifugeuses et sauf appareils de filtrage, appareils thermiques et appareils de refroidissement)	
84385000	Machines et appareils pour le traitement industriel des viandes (sauf appareils de cuisson et autres appareils thermiques ainsi que les installations de refroidissement et de congélation)	
84386000	Machines et appareils pour la préparation ou le traitement industriels des fruits ou des légumes (sauf appareils de cuisson et autres appareils thermiques ainsi que les installations de refroidissement et de congélation, et sauf les machines à trier les fruits et légumes)	
84388091	Machines et appareils pour la préparation ou la fabrication industrielles des boissons (sauf centrifugeuses, appareils de filtrage, appareils thermiques ou appareils de refroidissement)	
84388099	Machines et appareils pour la préparation ou la fabrication industrielles d'aliments ou de boissons, n.d.a.	
84389000	Parties des machines et appareils pour le traitement, la préparation ou la fabrication industriels d'aliments ou de boissons, n.d.a.	
84392000	Machines et appareils pour la fabrication du papier ou du carton (autres que les installations de séchage et autres appareils thermiques, calandres et machines et appareils pour la fabrication de la pâte à papier)	
84393000	Machines et appareils pour le finissage du papier ou du carton (à l'excl. des calandres)	

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171220-17-520-1-DE
Date de télétransmission : 24/01/2018
Date de réception préfecture : 24/01/2018

DELIBERATION N°17 -520-1 EXONERATION SECTEUR C

CODE NC8	DESIGNATIONS	OBSERVATIONS
84401010	Plieuses pour reliures	
84401020	Assembleuses pour reliures	
84401030	Couseuses ouagrafeuses, y.c. les machines à coudre les feuillets	
84401040	Machines à relier par collage	
84401090	Machines et appareils pour le brochage ou la reliure (à l'excl. des machines et appareils pour le travail de la pâte à papier, du papier et du carton, y.c. les coupeuses, des presses polyvalentes, des machines et appareils à imprimer et leurs machines auxiliaires, des plieuses, assembleuses, couseuses ouagrafeuses, y.c. les machines à coudre les feuillets, ainsi que des machines à relier par collage)	
84409000	Parties de machines et appareils pour le brochage ou la reliure, n.d.a.	
84411010	Coupeuses-bobineuses pour le travail de la pâte à papier, du papier ou du carton	
84411020	Coupeuses en long ou en travers pour le travail de la pâte à papier, du papier ou du carton	
84411030	Massicots pour papier ou carton	
84411070	Coupeuses pour le travail du papier ou du carton (à l'excl. des machines et appareils pour le brochage ou la reliure du n° 8440, des coupeuses-bobineuses, des coupeuses en long ou en travers et des massicots droits)	
84412000	Machines pour la fabrication de sacs, sachets ou enveloppes en pâte à papier, papier ou carton (sauf machines à coudre et machines à placer les oeilletons)	
84413000	Machines pour la fabrication de boîtes, caisses, tubes, tambours ou contenants simil. (autrement que par moulage) en pâte à papier, papier ou carton (sauf installations de séchage et machines à coudre)	
84414000	Machines à mouler les articles en pâte à papier, papier ou carton (sauf installations de séchage)	
84418000	Machines et appareils pour le travail de la pâte à papier, du papier ou du carton, n.d.a.	
84419010	Parties de coupeuses pour le travail de la pâte à papier, du papier ou du carton, n.d.a.	
84419090	Parties de machines et appareils pour le travail de la pâte à papier, du papier ou du carton, n.d.a.	
84423000	Machines, appareils et matériels (autres que les machines outils des n° 8456 à 8465) pour la préparation ou la fabrication des planches, cylindres ou autres organes imprimants	
84424000	Parties de machines, appareils ou matériel à fondre ou à composer les caractères ou pour la préparation ou la fabrication de clichés, planches, cylindres ou autres organes imprimants, n.d.a.	
84425000	Clichés, planches, cylindres et autres organes imprimants; pierres lithographiques, planches, plaques et cylindres préparés pour l'impression (planés, grenés, polis, par exemple)	
84431100	Machines et appareils à imprimer offset, alimentés en bobines	
84431200	Machines et appareils à imprimer offset de bureau, alimentés en feuilles, pour feuilles d'un format <= (22 x 36 cm) à l'état non plié	
84431310	Machines et appareils à imprimer offset, alimentés en feuilles, usagés, pour feuilles d'un format > (22 x 36 cm)	
84431331	Machines et appareils à imprimer offset, alimentés en feuilles, neufs, pour feuilles d'un format <= (52 x 74 cm) mais > (22 x 36 cm)	
84431335	Machines et appareils à imprimer offset, alimentés en feuilles, neufs, pour feuilles d'un format > (52 x 74 cm) mais <= (74 x 107 cm)	
84431339	Machines et appareils à imprimer offset, alimentés en feuilles, neufs, pour feuilles d'un format > (74 x 107 cm)	

DELIBERATION N°17 -520-1 EXONERATION SECTEUR C

CODE NC8	DESIGNATIONS	OBSERVATIONS
84431390	Machines et appareils à imprimer offset (sauf alimentés en feuilles ou en bobines)	
84431400	Machines et appareils à imprimer, typographiques, alimentés en bobines (sauf machines et appareils flexographiques)	
84431500	Machines et appareils à imprimer, typographiques (sauf machines et appareils flexographiques ainsi que machines et appareils à imprimer typographiques alimentés en bobines)	
84431600	Machines et appareils à imprimer, flexographiques	
84431700	Machines et appareils à imprimer, héliographiques	
84431920	Machines et appareils à imprimer les matières textiles (à l'excl. des machines et appareils offset, flexographiques, typographiques et héliographiques)	
84431970	Machines et appareils servant à l'impression au moyen de planches, cylindres et autres organes imprimants du n° 8442 (à l'excl. des machines à imprimer les matières textiles, de ceux utilisés pour la fabrication des semi-conducteurs, des imprimantes à jet d'encre, des duplicateurs hectographiques ou à stencils, des machines à imprimer les adresses et des autres machines de bureau à imprimer des n° 8469 à 8472, des machines offset, flexographiques, typographiques et héliographiques)	
84433100	Machines qui assurent au moins deux des fonctions suivantes: impression, copie ou transmission de télécopie, aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information ou à un réseau	
84433210	Imprimantes aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information ou à un réseau	
84433280	Machines aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information ou à un réseau (sauf imprimantes)	
84433900	Imprimantes, machines à copier et machines à télécopier, même combinées entre elles (à l'excl. de celles aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information ou à un réseau)	
84439110	Parties et accessoires de machines et appareils à imprimer utilisés pour la production des semi-conducteurs, n.d.a.	
84439191	Parties et accessoires de machines et d'appareils servant à l'impression au moyen de planches, cylindres et autres organes imprimants du n° 8442, coulés ou moulés en fonte, fer ou acier, n.d.a. (à l'excl. de machines et appareils à imprimer utilisés pour la production des semi-conducteurs)	
84439199	Parties et accessoires de machines et d'appareils servant à l'impression au moyen de planches, cylindres et autres organes imprimants du n° 8442, n.d.a. (à l'excl. des machines et appareils à imprimer utilisés pour la production des semi-conducteurs et autres que coulés ou moulés en fonte, fer ou acier)	
84439910	Assemblages électroniques pour imprimantes, machines à copier et machines à télécopier (sauf pour machines et appareils servant à l'impression au moyen de planches, cylindres et autres organes imprimants du n° 8442)	
84439990	Parties et accessoires d'imprimantes, de machines à copier et de machines à télécopier, n.d.a. (à l'excl. des assemblages électroniques ainsi que de machines et d'appareils servant à l'impression au moyen de planches, cylindres et autres organes imprimants du n° 8442)	
84440090	Machines pour l'étirage, la texturation ou le tranchage des matières textiles synthétiques ou artificielles	
84479000	Machines et métiers à guipure, à tulle, à dentelle, à broderie, à passementerie, à tresses, à filet ou à touffeter (sauf couso-brodeurs)	
84512900	Machines et appareils à sécher les fils, les tissus ou autres ouvrages en matières textiles (à l'excl. des machines à sécher d'une capacité unitaire en poids de linge sec <= 10 kg et saufessoreuses centrifuges)	
84513000	Machines et presses à repasser, y.c. les presses à fixer (à l'excl. des calandres à catir ou à repasser)	

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171220-17-520-1-DE
Date de télétransmission : 24/01/2018
Date de réception préfecture : 24/01/2018

DELIBERATION N°17 -520-1 EXONERATION SECTEUR C

CODE NC8	DESIGNATIONS	OBSERVATIONS
84515000	Machines et appareils à enrouler, dérouler, plier, couper ou denteler les tissus	
84518030	Machines pour l'apprêt ou le finissage des fils et des tissus (à l'excl. des calandres, des presses d'emploi général ainsi que des machines pour l'apprêt et le finissage du feutre)	
84519000	Parties de machines et appareils pour le lavage, nettoyage, essorage, séchage, repassage, pressage, blanchiment, teinture, apprêt, finissage, enduction ou imprégnation de fils, tissus ou autres ouvrages en matières textiles, ou pour le revêtement des tissus ou autres supports utilisés pour la fabrication de couvre-parquets, ou pour enrouler, dérouler, plier, couper ou denteler les tissus, n.d.a.	
84521019	Machines à coudre de type ménager, piquant uniquement le point de navette, tête d'un poids <= 16 kg sans moteur ou <= 17 kg avec moteur, d'une valeur unitaire (bâtis, tables ou meubles non compris) <= 65 ₣ ; têtes de ces machines pesant <= 16 kg sans moteur ou <= 17 kg avec moteur	
84522100	Unités automatiques de machines à coudre, de type industriel	
84522900	Machines à coudre de type industriel (sauf unités automatiques)	
84529000	Meubles, embases et couvercles pour machines à coudre et leurs parties; autres parties de machines à coudre	
84532000	Machines et appareils pour la fabrication ou la réparation des chaussures en cuir ou en peau (autres que les machines à coudre)	
84539000	Parties de machines et appareils pour la préparation, le tannage ou le travail des cuirs ou peaux ou pour la fabrication ou la réparation de chaussures ou d'autres ouvrages en cuir ou en peau, n.d.a.	
84552100	Laminoirs à métaux à chaud et laminoirs à métaux combinés à chaud et à froid (autres qu'à tubes)	
84552200	Laminoirs à métaux à froid (autres qu'à tubes)	
84553090	Cylindres de laminoirs à métaux, en acier coulé ou moulé	
84561110	Machines-outils opérant par laser, utilisées exclusivement ou principalement pour la fabrication de circuits imprimés, d'assemblages de circuits imprimés, de parties d'appareils du n°8517 ou de parties de machines automatiques de traitement de l'information	
84561190	Machines-outils opérant par laser (à l'exclusion de celles utilisées exclusivement ou principalement pour la fabrication de circuits imprimés, d'assemblages de circuits imprimés, de parties d'appareils du n°8517 ou de parties de machines automatiques de traitement de l'information)	
84561210	Machines-outils opérant par autre faisceau de lumière ou de photons, utilisées exclusivement ou principalement pour la fabrication de circuits imprimés, d'assemblages de circuits imprimés, de parties d'appareils du n°8517 ou de parties de machines automatiques de traitement de l'information	
84561290	Machines-outils opérant par autre faisceau de lumière ou de photons, (à l'exclusion de celles utilisées exclusivement ou principalement pour la fabrication de circuits imprimés, d'assemblages de circuits imprimés, de parties d'appareils du n°8517 ou de parties de machines automatiques de traitement de l'information)	
84562000	Machines-outils opérant par ultrasons (sauf machines de nettoyage à ultrasons et sauf appareils pour essais de matières)	
84563011	Machines-outils opérant par électro-érosion par fil, à commande numérique	
84564000	Machines-outils opérant par jet de plasma	
84571090	Centres d'usinage pour le travail des métaux (à l'excl. des centres d'usinage horizontaux)	
84591000	Unités d'usinage à glissières, à percer, aléser, fraiser, fileter ou tarauder les métaux par enlèvement de matière	
84592900	Machines à percer, pour le travail des métaux (à l'excl. des machines à commande numérique, des unités d'usinage à glissières et des machines mues à la main)	

DELIBERATION N°17 -520-1 EXONERATION SECTEUR C

CODE NC8	DESIGNATIONS	OBSERVATIONS
84593900	Aléseuses-fraiseuses combinées pour métaux, opérant par enlèvement de matières (autres qu'à commande numérique et sauf unités d'usinage à glissières)	
84595100	Machines à fraiser les métaux par enlèvement de matières, à console, à commande numérique	
84596110	Machines à fraiser les outils en métal, par enlèvement de matières, à commande numérique	
84596190	Machines à fraiser les métaux par enlèvement de matières, à commande numérique (à l'excl. des unités d'usinage à glissières, des aléseuses-fraiseuses combinées, des machines à fraiser à console, des machines à fraiser les outils en métal et des machines à tailler les engrenages)	
84601900	Machines à rectifier les surfaces planes, autres qu'à commande numérique, pour le finissage des métaux	
84602400	Machines à rectifier à commande numérique (à l'exclusion des machines à rectifier les surfaces planes ou cylindriques et sauf les machines sans centre)	
84603900	Machines à affûter, pour le travail des métaux (autres qu'à commande numérique)	
84615011	Machines à scie circulaire, pour le travail des métaux (autres que l'outillage à main)	
84615019	Machines à scier pour le travail des métaux (autres que l'outillage à main et autres que les machines à scie circulaire)	
84615090	Machines à tronçonner, pour le travail des métaux (autres que l'outillage à main et autres que les machines à scier)	
84619000	Machines à raboter et autres machines-outils travaillant par enlèvement de métal, n.d.a.	
84621010	Machines (y.c. les presses), à forger ou à estamper, moutons, marteaux-pilons et martinets, pour le travail des métaux, à commande numérique	
84621090	Machines (y.c. les presses), à forger ou à estamper, moutons, marteaux-pilons et martinets, pour le travail des métaux (autres qu'à commande numérique)	
84622110	Machines (y.c. les presses), à rouler, cintrer, plier, dresser ou planer, à commande numérique, pour le travail des produits plats en métal	
84622180	Machines (y.c. les presses), à rouler, cintrer, plier, dresser ou planer, à commande numérique, pour le travail des métaux (à l'excl. des machines pour la fabrication de dispositifs à semi-conducteur ou des circuits intégrés électroniques)	
84622910	Machines (y.c. les presses), à rouler, cintrer, plier, dresser ou planer, pour le travail des produits plats en métal (autres qu'à commande numérique)	
84622998	Machines (y.c. les presses), à rouler, cintrer, plier, dresser ou planer, pour le travail des métaux (sauf hydrauliques ou à commande numérique et à l'excl. des machines pour la fabrication de dispositifs à semi-conducteur ou des circuits intégrés électroniques)	
84623100	Machines (y.c. les presses), à cisailier, pour le travail des métaux, à commande numérique (à l'excl. des machines combinées à poinçonner et à cisailier)	
84623991	Machines (y.c. les presses), à cisailier, pour le travail des métaux, hydrauliques (autres que pour le travail des produits plats, autres qu'à commande numérique et autres que les machines combinées à poinçonner et à cisailier)	
84623999	Machines (y.c. les presses), à cisailier, pour le travail des métaux (autres que les machines combinées à poinçonner et à cisailier, autres qu'hydrauliques, autres que pour le travail des produits plats et autres qu'à commande numérique)	
84624110	Machines (y.c. les presses), à poinçonner ou à gruger, y.c. les machines combinées à poinçonner et à cisailier, à commande numérique, pour le travail des produits plats en métal	
84624190	Machines (y.c. les presses), à poinçonner ou à gruger, y.c. les machines combinées à poinçonner et à cisailier, à commande numérique, pour le travail des métaux (autres que pour le travail des produits plats)	
84624990	Machines (y.c. les presses), à poinçonner ou à gruger, y.c. les machines combinées à poinçonner et à cisailier, pour le travail des métaux (autres que pour le travail des produits plats et autres qu'à commande numérique)	

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171220-17-520-1-DE
Date de télétransmission : 24/01/2018
Date de réception préfecture : 24/01/2018

DELIBERATION N°17 -520-1 EXONERATION SECTEUR C

CODE NC8	DESIGNATIONS	OBSERVATIONS
84629180	Presses hydrauliques pour le travail des métaux (sauf à commande numérique et autres que presses à forger, à rouler, à cintrer, dresser ou planer)	
84629980	Presses autres qu'hydrauliques, pour le travail des métaux (sauf à commande numérique et autres que presses à forger, à rouler, à cintrer, dresser ou planer)	
84631010	Bancs à étirer les fils métalliques	
84631090	Bancs à étirer les barres, tubes, profilés ou simil. en métal (sauf fils)	
84633000	Machines-outils pour le travail des métaux sous forme de fil sans enlèvement de matière (à l'excl. des machines à rouler les fils du n° 8461 et des machines pour emploi à la main)	
84639000	Machines-outils pour le travail des métaux, des carbures métalliques frittés ou des cermets, sans enlèvement de matière (sauf machines à forger, à rouler, à cintrer, dresser ou planer; machines à cisailier, à poinçonner ou à gruger; presses; bancs à étirer; machines à exécuter un filetage extérieur ou intérieur par roulage ou laminage; machines à travailler le fil métallique; outillage à main)	
84641000	Machines à scier pour le travail de la pierre, des produits céramiques, du béton, de l'amiante-ciment ou de matières minérales simil., ou pour le travail à froid du verre (à l'excl. des machines pour emploi à la main)	
84642011	Machines à meuler ou à polir pour le travail des verres d'optique	
84642019	Machines à meuler ou à polir pour le travail du verre (sauf verres d'optique)	
84642080	Machines à meuler et à polir pour le travail de la pierre, du béton, de l'amiante-ciment ou de matières minérales simil. (à l'excl. des machines pour emploi à la main, pour le travail à froid du verre et les machines pour le travail des disques [wafers] à semi-conducteur)	
84659110	Machines à scier pour le travail du bois, des matières plastiques dures, etc., à ruban (à l'excl. des outils pour emploi à la main)	
84659120	Scies circulaires pour le travail du bois, des matières plastiques dures, etc. (à l'excl. des outils pour emploi à la main)	
84659190	Machines à scier pour le travail du bois, des matières plastiques dures, etc. (à l'excl. des centres d'usinage, des outils pour emploi à la main, des machines à ruban et des scies circulaires)	
84659200	Machines à dégauchir ou à raboter, machines à fraiser ou à moulurer, pour le travail du bois, du liège, de l'os, du caoutchouc durci, des matières plastiques dures ou matières dures similaires (à l'exclusion des machines pour emploi à la main et des machines des sous-positions 8465.10 et 8465.20)	
84659300	Machines à meuler, à poncer ou à polir, pour le travail du bois, du liège, de l'os, du caoutchouc durci, des matières plastiques dures ou matières dures similaires (à l'exclusion des machines pour emploi à la main et des centres d'usinage)	
84659400	Machines à cintrer ou à assembler, pour le travail du bois, du liège, de l'os, du caoutchouc durci, des matières plastiques dures ou matières dures similaires (à l'exclusion des machines pour emploi à la main et des centres d'usinage)	
84659500	Machines à percer ou à mortaiser, pour le travail du bois, du liège, de l'os, du caoutchouc durci, des matières plastiques dures ou matières dures similaires (à l'exclusion des machines pour emploi à la main et des machines des sous-positions 8465.10 et 8465.20)	
84659600	Machines à fendre, à trancher ou à dérouler, pour le travail du bois	
84659900	Machines-outils pour le travail du bois, du liège, de l'os, du caoutchouc durci, des matières plastiques dures ou matières dures similaires (à l'exclusion des machines pour emploi à la main, des machines des sous-positions 8465.10 et 8465.20, des machines à scier, à dégauchir ou à raboter, à fraiser ou à moulurer, à meuler, à poncer ou à polir, à cintrer ou à assembler, à percer ou à mortaiser, à fendre, à trancher ou à dérouler)	
84661020	Mandrins, pinces et douilles servant de porte-outils, pour machines-outils, y.c. pour l'outillage à main de tous types	
84662020	Porte-pièces pour machines outils sous forme de montages d'usinage et leurs ensembles de composants standard	
84662091	Porte-pièces pour tours (sauf montages d'usinage et leurs ensembles de composants standard)	

DELIBERATION N°17 -520-1 EXONERATION SECTEUR C

CODE NC8	DESIGNATIONS	OBSERVATIONS
84663000	Dispositifs diviseurs et autres dispositifs spéciaux se montant sur machines-outils, n.d.a.	
84669195	Parties et accessoires pour machines-outils pour le travail de la pierre, des produits céramiques, du béton, etc., y.c. le travail à froid du verre, n.d.a. (autres que coulés ou moulés en fonte, fer ou acier)	
84669220	Parties et accessoires pour machines-outils pour le travail du bois, des matières plastiques dures, etc., coulés ou moulés en fonte, fer ou acier, n.d.a.	
84669280	Parties et accessoires pour machines-outils pour le travail du bois, des matières plastiques dures, etc., n.d.a. (autres que coulés ou moulés en fonte, fer ou acier)	
84669350	Parties et accessoires pour machines à découper par jet d'eau	
84669360	Parties et accessoires pour machines des n°8456 à 8461 (à l'exclusion des machines des sous positions 84561110, 84561210, 845620, 845630, 84565000 845710, 845891, 84592100, 845961 ou 846150)	
84669400	Parties et accessoires pour machines-outils pour le travail du métal avec enlèvement de matière, n.d.a.	
84671110	Outils pneumatiques pour emploi à la main, rotatifs, pour le travail des métaux	
84671190	Outils pneumatiques pour emploi à la main, rotatifs (autres que pour le travail des métaux)	
84671900	Outils pneumatiques, pour emploi à la main (à l'excl. des outils rotatifs)	
84672110	Perceuses à moteur électrique incorporé, pour emploi à la main, y.c. les perforatrices rotatives, fonctionnant sans source d'énergie extérieure	
84672191	Perceuses électropneumatiques à moteur électrique incorporé, pour emploi à la main, y.c. les perforatrices rotatives	
84672199	Perceuses à moteur électrique incorporé, pour emploi à la main, y.c. les perforatrices rotatives, fonctionnant avec source d'énergie extérieure (autres que machines électropneumatiques)	
84672230	Scies circulaires à moteur électrique incorporé, pour emploi à la main	
84672920	Outils électromécaniques à moteur électrique incorporé, pour emploi à la main, fonctionnant sans source d'énergie extérieure (à l'excl. des scies et perceuses)	
84672953	Ponceuses à bandes, à moteur électrique incorporé, pour emploi à la main, fonctionnant avec source d'énergie extérieure	
84672959	Meuleuses et ponceuses (autres que d'angle et qu'à bandes), à moteur électrique incorporé, pour emploi à la main, fonctionnant avec source d'énergie extérieure	
84672985	Outils électromécaniques à moteur électrique incorporé, pour emploi à la main, fonctionnant avec source d'énergie extérieure (à l'excl. des scies et tronçonneuses, perceuses, meuleuses et ponceuses, rabots, cisailles à tailler les haies, ciseaux à pelouse et désherbeuses)	
84678900	Outils pour emploi à la main, hydrauliques ou à moteur non électrique incorporé (sauf tronçonneuses à chaîne et outils pneumatiques)	
84679200	Parties d'outils pneumatiques pour emploi à la main, n.d.a.	
84679900	Parties d'outils pour emploi à la main, hydrauliques ou à moteur électrique ou non électrique incorporé, n.d.a.	
84681000	Chalumeaux guidés à la main pour le brasage ou le soudage aux gaz	
84688000	Machines et appareils pour le brasage ou le soudage (autres qu'aux gaz et à l'excl. des machines ou appareils pour le brasage ou le soudage électriques du n° 8515)	
84689000	Parties de machines et appareils pour le brasage, le soudage, la trempe artificielle non électriques, n.d.a.	
84713000	Machines automatiques de traitement de l'information, portatives, d'un poids <= 10 kg, comportant au moins une unité centrale de traitement, un clavier et un écran (à l'excl. des unités périphériques)	

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171220-17-520-1-DE
Date de télétransmission : 24/01/2018
Date de réception préfecture : 24/01/2018

DELIBERATION N°17 -520-1 EXONERATION SECTEUR C

CODE NC8	DESIGNATIONS	OBSERVATIONS
84714100	Machines automatiques de traitement de l'information, comportant, sous une même enveloppe, au moins une unité centrale de traitement et, qu'elles soient ou non combinées, une unité d'entrée et une unité de sortie (sauf portatives d'un poids <= 10 kg et celles se présentant sous systèmes et à l'excl. des unités périphériques)	
84714900	Machines automatiques de traitement de l'information se présentant sous forme de systèmes [comportant au moins une unité centrale de traitement, une unité d'entrée et une unité de sortie] (sauf portatives d'un poids <= 10 kg et à l'excl. des unités périphériques)	
84715000	Unités de traitement pour machines automatiques de traitement de l'information, pouvant comporter, sous une même enveloppe, un ou deux des types d'unités suivants: unité de mémoire, unité d'entrée et unité de sortie (autres que celles des n° 847141 ou 847149 et à l'excl. des unités périphériques)	
84716060	Claviers pour machines automatiques de traitement de l'information, pouvant comporter des unités de mémoire sous la même enveloppe	
84717020	Unités de mémoire centrales pour machines automatiques de traitement de l'information	
84717030	Unités de mémoire à disques pour machines automatiques de traitement de l'information, optiques, y.c. magnéto-optiques (lecteurs de CD-ROM p.ex.) (sauf unités de mémoire centrales)	
84717050	Unités de mémoire à disques durs pour machines automatiques de traitement de l'information, ni optiques ni magnéto-optiques (sauf unités de mémoire centrales)	
84717070	Unités de mémoire à disques pour machines automatiques de traitement de l'information, ni optiques ni magnéto-optiques (sauf unités de mémoire centrales)	
84717080	Unités de mémoire à bandes pour machines automatiques de traitement de l'information (sauf unités de mémoire centrales)	
84717098	Unités de mémoire pour machines automatiques de traitement de l'information (sauf les unités de mémoire à disques ou à bandes et les unités de mémoire centrales)	
84718000	Unités de machines automatiques de traitement de l'information (à l'excl. des unités de traitement, unités d'entrée ou de sortie et unités de mémoire)	
84719000	Lecteurs magnétiques ou optiques, machines de mise d'informations sur support sous forme codée et machines de traitement de ces informations, n.d.a.	
84721000	Duplicateurs hectographiques ou à stencils (sauf imprimantes, photocopieuses et appareils à procédé thermique de reproduction)	
84733020	Assemblages électroniques pour machines automatiques de traitement de l'information ou pour autres machines du n° 8471, n.d.a.	
84733080	Parties et accessoires pour machines automatiques de traitement de l'information ou pour autres machines du n° 8471, n.d.a. (sauf assemblages électroniques)	
84741000	Machines et appareils à trier, cribler, séparer ou laver les matières minérales solides (y.c. les poudres et les pâtes) (à l'excl. des centrifugeuses et des filtres-presses)	
84742000	Machines et appareils à concasser, broyer ou pulvériser les matières minérales solides	
84743100	Bétonnières et appareils à gâcher le ciment (sauf montés sur wagons de chemins de fer ou sur châssis de véhicules automobiles)	
84743900	Machines et appareils à mélanger ou à malaxer les matières minérales solides (y.c. les poudres et les pâtes) (sauf bétonnières et appareils à gâcher le ciment, machines à mélanger les matières minérales au bitume et sauf calandres)	
84748010	Machines à agglomérer, former ou mouler les pâtes céramiques	
84748090	Machines à agglomérer, former ou mouler les combustibles minéraux solides, le ciment, le plâtre ou autres matières minérales en poudre ou pâte et machines à former les moules de fonderie en sable (sauf pour les pâtes céramiques et pour mouler ou couler le verre)	

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171220-17-520-1-DE
Date de télétransmission : 24/01/2018
Date de réception préfecture : 24/01/2018

DELIBERATION N°17 -520-1 EXONERATION SECTEUR C

CODE NC8	DESIGNATIONS	OBSERVATIONS
84749090	Parties des machines et appareils visés au n° 8474, n.d.a. (autres que coulées ou moulées en fonte, fer ou acier)	
84769090	Parties des machines automatiques de vente de produits (sauf machines automatiques pour changer la monnaie)	
84771000	Machines à mouler par injection pour le travail du caoutchouc ou des matières plastiques ou pour la fabrication de produits en ces matières	
84772000	Extrudeuses pour le travail du caoutchouc ou des matières plastiques ou pour la fabrication de produits en ces matières	
84773000	Machines à mouler par soufflage pour le travail du caoutchouc ou des matières plastiques ou pour la fabrication de produits en ces matières	
84774000	Machines à mouler sous vide et autres machines à thermoformer pour le travail du caoutchouc ou des matières plastiques ou pour la fabrication de produits en ces matières	
84775100	Machines et appareils à mouler ou à rechapier les pneumatiques ou à mouler ou à former les chambres à air en caoutchouc ou en matières plastiques	
84775910	Presses pour le travail du caoutchouc ou des matières plastiques ou pour la fabrication de produits en ces matières (sauf machines à mouler par injection, extrudeuses, machines à thermoformer et machines et appareils pour rechapier les pneumatiques)	
84775980	Machines et appareils à mouler ou à former, pour le travail du caoutchouc ou des matières plastiques ou pour la fabrication de produits en ces matières (sauf machines à mouler par injection; extrudeuses; machines à mouler par soufflage; machines à mouler sous vide et autres machines à thermoformer; machines et appareils à mouler ou à rechapier les pneumatiques ou à mouler ou à former les chambres à air; presses diverses; machines pour la fabrication de dispositifs à semi-conducteur ou des circuits intégrés électroniques)	
84778093	Mélangeurs, malaxeurs et agitateurs pour la préparation du caoutchouc ou des matières plastiques	
84778095	Machines de découpage et machines à refendre pour le travail du caoutchouc ou des matières plastiques ou pour la fabrication de produits en ces matières	
84778099	Machines et appareils pour le travail du caoutchouc ou des matières plastiques ou pour la fabrication de produits en ces matières, n.d.a. dans le chapitre 84	
84779010	Parties des machines et appareils pour le travail du caoutchouc ou des matières plastiques ou pour la fabrication de produits en ces matières des n° 8477 10 00 à 8477 80 99, n.d.a., coulées ou moulées en fonte, fer ou acier (à l'excl. des parties de machines pour la fabrication de dispositifs à semi-conducteur ou des circuits intégrés électroniques)	
84779080	Parties des machines et appareils pour le travail du caoutchouc ou des matières plastiques ou pour la fabrication de produits en ces matières des n° 8477 10 00 à 8477 80 99, n.d.a. (à l'excl. des parties de machines pour la fabrication de dispositifs à semi-conducteur ou des circuits intégrés électroniques et autres que coulées ou moulées en fonte, fer ou acier)	
84791000	Machines et appareils pour les travaux publics, le bâtiment ou les travaux analogues, n.d.a.	
84793090	Machines et appareils pour le traitement du bois ou du liège (autres que les appareils de séchage, pistolets aéroglyphes et appareils simil., et sauf machines-outils et presses pour la fabrication de panneaux de particules ou de fibres)	
84795000	Robots industriels, n.d.a.	
84796000	Appareils mécaniques à évaporation pour le rafraîchissement de l'air, n.d.a.	
84798100	Machines et appareils pour le traitement des métaux, y.c. les bobineuses pour enroulements électriques, n.d.a. (à l'excl. des robots industriels, des fours, appareils de séchage, pistolets aéroglyphes et appareils simil., appareils de nettoyage à haute pression et autres machines de nettoyage opérant par pulvérisation, laminoirs, machines-outils et machines de corderie et de câblerie)	
84798200	Machines et appareils à mélanger, malaxer, concasser, broyer, cribler, tamiser, homogénéiser, émulsionner ou brasser, n.d.a. (à l'excl. des robots industriels)	

DELIBERATION N°17 -520-1 EXONERATION SECTEUR C

CODE NC8	DESIGNATIONS	OBSERVATIONS
84798997	Machines et appareils, y.c. mécaniques, n.d.a.	
84799070	Parties de machines et appareils, y.c. les appareils mécaniques, n.d.a. (sauf parties de machines coulées ou moulées en fonte, fer ou acier, parties de machines relevant de la sous-position 84798970)	
84804100	Moules pour les métaux ou les carbures métalliques, pour le moulage par injection ou par compression (autres qu'en graphite ou autres formes de carbone, autres qu'en produits céramiques ou en verre)	
84804900	Moules pour les métaux ou les carbures métalliques (autres qu'en graphite ou autres formes de carbone, qu'en produits céramiques ou en verre, sauf flans, matrices et moules à fondre pour machines à fondre en ligne du n° 8442, moules pour le moulage par injection ou par compression et autres que les lingotières)	
84806000	Moules pour les matières minérales (autres qu'en graphite ou autres formes de carbone, autres qu'en produits céramiques ou en verre)	
84807100	Moules pour le caoutchouc ou les matières plastiques, pour le moulage par injection ou par compression	
84807900	Moules pour le caoutchouc ou les matières plastiques (à l'excl. des articles pour le moulage par injection ou par compression)	
84811005	Détendeurs combinés avec filtres ou lubrificateurs	
84811019	Détendeurs en fonte ou en acier (non combinés avec des filtres ou lubrificateurs)	
84811099	Détendeurs en métaux non-ferreux (non combinés avec des filtres ou lubrificateurs)	
84812010	Valves pour transmissions oléohydrauliques	
84812090	Valves pour transmissions pneumatiques	
84813099	Clapets et soupapes de retenue, pour tuyauteries, chaudières, réservoirs, cuves ou contenants simil. (autres qu'en fonte ou acier)	
84818011	Mélangeurs et mitigeurs sanitaires	
84818039	Robinetterie pour radiateurs de chauffage central (sauf robinets [vannes] thermostatiques)	
84818040	Valves pour pneumatiques et chambres à air	
84818059	Vannes de régulation (autres que vannes de régulation de température, détendeurs, vannes pour transmission oléohydrauliques ou pneumatiques, soupapes et clapets de retenue, soupapes de trop-plein ou de sûreté et sauf robinetterie sanitaire et vannes de radiateurs de chauffage central)	
84818061	Robinets et vannes à passage direct, pour tuyauterie, etc., en fonte (sauf robinetterie sanitaire et vannes pour radiateurs de chauffage central)	
84818063	Robinets et vannes à passage direct, pour tuyauterie, etc., en acier (sauf robinetterie sanitaire et vannes pour radiateurs de chauffage central)	
84818069	Robinets et vannes à passage direct, pour tuyauterie, etc. (autres qu'en fonte ou acier et sauf robinetterie sanitaire et vannes pour radiateurs de chauffage central)	
84818073	Robinets à soupapes, en acier (à l'excl. des vannes de régulation de température, détendeurs, vannes pour transmissions oléohydrauliques ou pneumatiques, soupapes et clapets de retenue, soupapes de trop-plein ou de sûreté, vannes de régulation et sauf robinetterie sanitaire et vannes de radiateurs de chauffage central)	
84818079	Robinets à soupapes (autres qu'en fonte ou acier et à l'excl. des vannes de régulation de température, détendeurs, vannes de transmissions oléohydrauliques ou pneumatiques soupapes et clapets de retenue, soupapes de trop-plein ou de sûreté, vannes de régulation et sauf robinetterie sanitaire et vannes pour radiateurs de chauffage central)	
84818081	Robinets à tournant sphérique, conique ou cylindrique (à l'excl. de la robinetterie sanitaire et des vannes pour radiateurs de chauffage central)	

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171220-17-520-1-DE
Date de télétransmission : 24/01/2018
Date de réception préfecture : 24/01/2018

DELIBERATION N°17 -520-1 EXONERATION SECTEUR C

CODE NC8	DESIGNATIONS	OBSERVATIONS
84818099	Articles de robinetterie et organes simil. pour tuyauteries, chaudières, réservoirs, cuves ou contenants simil. (à l'excl. des détendeurs, valves pour transmissions oléohydrauliques ou pneumatiques, clapets et soupapes de retenue, soupapes de trop-plein ou de sûreté, robinetterie sanitaire et pour radiateurs de chauffage central, valves pour pneumatiques et chambres à air, vannes de régulation, vannes robinets et vannes à passage direct, robinets, robinets à papillon et robinets à membrane)	
84819000	Parties d'articles de robinetterie et organes simil. pour tuyauterie, etc., n.d.a.	
84821010	Roulements à billes, plus grand diamètre extérieur <= 30 mm	
84821090	Roulements à billes, plus grand diamètre extérieur > 30 mm	
84822000	Roulements à rouleaux coniques, y.c. les assemblages de cônes et rouleaux coniques	
84823000	Roulements à rouleaux en forme de tonneau	
84824000	Roulements à aiguilles	
84825000	Roulements à rouleaux cylindriques	
84828000	Roulements à galets et autres roulements, y.c. les roulements combinés (à l'excl. des roulements à billes, roulements à rouleaux coniques, y.c. les assemblages de cônes et rouleaux coniques, roulements à rouleaux en forme de tonneau, roulements à aiguilles et roulements à rouleaux cylindriques)	
84829190	Billes, galets, rouleaux, aiguilles pour roulements (autres que rouleaux coniques et billes en acier du n° 7326)	
84831021	Manivelles et vilebrequins, coulés ou moulés en fonte, fer ou acier	
84833032	Paliers pour machines, pour tous types de roulements	
84833038	Paliers sans roulements incorporés, pour machines et coussinets (sauf pour tous types de roulements)	
84833080	Coussinets et coquilles de coussinets, pour machines	
84834021	Engrenages à roues cylindriques pour machines (sauf réducteurs, multiplicateurs et variateurs de vitesse)	
84834025	Engrenages à vis sans fin pour machines (sauf réducteurs, multiplicateurs et variateurs de vitesse)	
84834051	Réducteurs, multiplicateurs et boîtes de vitesses, pour machines	
84834059	Variateurs de vitesse pour machines (autres que réducteurs, multiplicateurs et boîtes de vitesses)	
84834090	Engrenages et roues de friction pour machines (autres que des simples roues et autres organes élémentaires de transmission présentés séparément et autres qu'embrayages, broches filetées à billes ou à rouleaux et engrenages en général ainsi que des roues dentées et autres organes élémentaires de transmission présentés séparément)	
84835020	Volants et poulies, y.c. les poulies à moulins, coulés ou moulés en fonte, fer ou acier	
84835080	Volants et poulies, y.c. les poulies à moulins (autres que coulés ou moulés en fonte, fer ou acier)	
84836020	Embrayages et organes d'accouplement, y.c. les joints d'articulation, pour machines, coulés ou moulés en fonte, fer ou acier	
84841000	Joints métalloplastiques	
84842000	Joints d'étanchéité mécaniques	
84849000	Jeux ou assortiments de joints de composition différente présentés en pochettes, enveloppes ou emballages analogues	
84879090	Parties de machines ou d'appareils du chapitre 84, sans caractéristiques spéciales d'utilisation, n.d.a.	

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171220-17-520-1-DE
Date de télétransmission : 24/01/2018
Date de réception préfecture : 24/01/2018

DELIBERATION N°17 -520-1 EXONERATION SECTEUR C

CODE NC8	DESIGNATIONS	OBSERVATIONS
85011093	Moteurs à courant alternatif, d'une puissance <= 37,5 W (à l'excl. des moteurs synchrones <= 18 W)	
85011099	Moteurs à courant continu, d'une puissance <= 37,5 W	
85012000	Moteurs universels, d'une puissance > 37,5 W	
85013100	Moteurs à courant continu, d'une puissance <= 750 W mais > 37,5 W, et génératrices à courant continu, puissance <= 750 W	
85014020	Moteurs à courant alternatif, monophasés, d'une puissance > 37,5 W mais <= 750 W	
85014080	Moteurs à courant alternatif, monophasés, d'une puissance > 750 W	
85015100	Moteurs à courant alternatif, polyphasés, d'une puissance > 37,5 W mais <= 750 W	
85015220	Moteurs à courant alternatif, polyphasés, d'une puissance > 750 W mais <= 7,5 kW	
85015230	Moteurs à courant alternatif, polyphasés, d'une puissance > 7,5 kW mais <= 37 kW	
85015290	Moteurs à courant alternatif, polyphasés, d'une puissance > 37 kW mais <= 75 kW	
85015381	Moteurs à courant alternatif, polyphasés, d'une puissance > 75 kW mais <= 375 kW (à l'excl. des moteurs de traction)	
85015394	Moteurs à courant alternatif, polyphasés, d'une puissance > 375 kW mais <= 750 kW (sauf moteurs de traction)	
85016200	Alternateurs, d'une puissance > 75 kVA mais <= 375 kVA	
85016400	Alternateurs, d'une puissance > 750 kVA	
85021120	Groupes électrogènes à moteur à piston à allumage par compression (moteur diesel ou semi-diesel), d'une puissance <= 7,5 kVA	
85021180	Groupes électrogènes à moteur à piston à allumage par compression (moteur diesel ou semi-diesel), d'une puissance > 7,5 kVA mais <= 75 kVA	
85021200	Groupes électrogènes à moteur à piston à allumage par compression (moteur diesel ou semi-diesel), d'une puissance > 75 kVA mais <= 375 kVA	
85021320	Groupes électrogènes à moteur à piston à allumage par compression (moteur diesel ou semi-diesel), d'une puissance > 375 kVA mais <= 750 kVA	
85021340	Groupes électrogènes à moteur à piston à allumage par compression (moteur diesel ou semi-diesel), d'une puissance > 750 kVA mais <= 2000 kVA	
85021380	Groupes électrogènes à moteur à piston à allumage par compression (moteur diesel ou semi-diesel), d'une puissance > 2000 kVA	
85022020	Groupes électrogènes à moteur à piston à allumage par étincelles (moteur à explosion), d'une puissance <= 7,5 kVA	
85022040	Groupes électrogènes à moteur à piston à allumage par étincelles (moteur à explosion), d'une puissance > 7,5 kVA mais <= 375 kVA	
85022060	Groupes électrogènes à moteur à piston à allumage par étincelles (moteur à explosion), d'une puissance > 375 kVA mais <= 750 kVA	
85022080	Groupes électrogènes à moteur à piston à allumage par étincelles (moteur à explosion), d'une puissance > 750 kVA	
85030091	Parties reconnaissables comme étant exclusivement ou principalement destinées aux moteurs et machines génératrices électriques, groupes électrogènes ou convertisseurs rotatifs électriques n.d.a., coulées ou moulées en fonte, fer ou acier	
85030099	Parties reconnaissables comme étant exclusivement ou principalement destinées aux moteurs et machines génératrices électriques ainsi qu'aux groupes électrogènes et convertisseurs rotatifs électriques, n.d.a. (sauf frettes amagnétiques et autres que coulées ou moulées en fonte, fer ou acier)	
85041080	Ballast pour lampes ou tubes à décharge (autres que bobines de réactance y.c. celles avec condensateur accouplé)	
85042100	Transformateurs à diélectrique liquide, d'une puissance <= 650 kVA	
85042210	Transformateurs à diélectrique liquide, d'une puissance > 650 kVA mais <= 1600 kVA	

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171220-17-520-1-DE
Date de télétransmission : 24/01/2018
Date de réception préfecture : 24/01/2018

DELIBERATION N°17 -520-1 EXONERATION SECTEUR C

CODE NC8	DESIGNATIONS	OBSERVATIONS
85042290	Transformateurs à diélectrique liquide, d'une puissance > 1600 kVA mais <= 10000 kVA	
85043129	Transformateurs de mesure, d'une puissance <= 1 kVA (autres que pour la mesure des tensions)	
85043200	Transformateurs à sec, d'une puissance > 1 kVA mais <= 16 kVA	
85043300	Transformateurs à sec, d'une puissance > 16 kVA mais <= 500 kVA	
85043400	Transformateurs à sec, d'une puissance > 500 kVA	
85044084	Onduleurs statiques, d'une puissance <= 7,5 kVA (autres que ceux du type utilisé avec les appareils de télécommunication, les machines automatiques de traitement de l'information et leurs unités)	
85044090	Convertisseurs statiques (autres que ceux du type utilisé avec les appareils de télécommunication, les machines automatiques de traitement de l'information et leurs unités ainsi que chargeurs d'accumulateurs, redresseurs à semi-conducteur polycristallin et autres redresseurs et onduleurs)	
85051910	Aimants permanents en ferrite agglomérée	
85051990	Aimants permanents et articles destinés à devenir des aimants permanents après aimantation, autres qu'en métal ou ferrite agglomérée	
85052000	Accouplements, embrayages, variateurs de vitesse et freins électromagnétiques	
85059090	Parties des aimants permanents, électro-aimants, accouplements, embrayages, variateurs de vitesse et freins électromagnétiques ou des têtes de levage ou des dispositifs de fixation magnétiques ou électromagnétiques n.d.a.	
85071020	Accumulateurs au plomb, pour le démarrage des moteurs à piston, fonctionnant avec électrolyte liquide (sauf hors d'usage)	
85071080	Accumulateurs au plomb, pour le démarrage des moteurs à piston, fonctionnant avec électrolyte non liquide (sauf hors d'usage)	
85072020	Accumulateurs au plomb, fonctionnant avec électrolyte liquide (sauf hors d'usage et ceux pour le démarrage des moteurs à piston)	
85072080	Accumulateurs au plomb, fonctionnant avec électrolyte non liquide (sauf hors d'usage et ceux pour le démarrage des moteurs à piston)	
85076000	Accumulateurs au lithium-ion (sauf hors d'usage)	
85078000	Accumulateurs électriques (sauf hors d'usage et autres que les accumulateurs au plomb, au nickel-cadmium, au nickel-fer, au nickel-hydrure métallique et au lithium-ion)	
85086000	Aspirateurs, y.c. les aspirateurs de matières sèches et de matières liquides (à l'excl. des aspirateurs à moteur électrique incorporé)	
85094000	Broyeurs et mélangeurs pour aliments; presse-fruits et presse-légumes à moteur électrique incorporé, à usage domestique	
85098000	Appareils électromécaniques à moteur électrique incorporé, à usage domestique (à l'exclusion des aspirateurs de poussières, des aspirateurs de matières sèches et de matières liquides, broyeurs et mélangeurs pour aliments, presse-fruits et presse-légumes, appareils à épiler)	
85099000	Parties d'appareils électromécaniques à moteur électrique incorporé, à usage domestique, n.d.a. (à l'excl. des aspirateurs de poussières, des aspirateurs de matières sèches et de matières liquides)	
85111000	Bougies d'allumage pour moteurs à allumage par étincelles ou par compression	
85113000	Distributeurs et bobines d'allumage, pour moteurs à allumage par étincelles ou par compression	
85114000	Démarrateurs, même fonctionnant comme génératrices, pour moteurs à allumage par étincelles ou par compression	
85118000	Appareils et dispositifs électriques d'allumage pour moteurs à allumage par étincelles ou par compression, y.c. conjoncteurs-disjoncteurs (autres que génératrices, démarrateurs, distributeurs, bobines d'allumage, magnétos, volants magnétiques et bougies d'allumage)	
85131000	Lampes électriques portatives, destinées à fonctionner au moyen de leur propre source d'énergie	

DELIBERATION N°17 -520-1 EXONERATION SECTEUR C

CODE NC8	DESIGNATIONS	OBSERVATIONS
85141080	Fours industriels ou de laboratoires, à résistance [à chauffage indirect] (autres que pour la fabrication de dispositifs à semi-conducteur sur disques [wafers] à semi-conducteur)	
85143080	Fours électriques industriels ou de laboratoires (à l'exclusion des fours à résistance, à chauffage indirect, des fours fonctionnant par induction ou par pertes diélectriques et des étuves, ainsi que des fours utilisés pour la fabrication de circuits imprimés)	
85149070	Parties des fours électriques industriels et de laboratoires, y.c. de ceux fonctionnant par induction ou par pertes diélectriques ainsi que des appareils industriels ou de laboratoires pour le traitement thermique des matières par induction ou par pertes diélectriques, n.d.a. (autres que ceux de la sous position 85143020)	
85152100	Machines et appareils pour le soudage des métaux par résistance, entièrement ou partiellement automatiques	
85152900	Machines et appareils pour le soudage des métaux par résistance, non automatiques	
85153100	Machines et appareils pour le soudage des métaux à l'arc ou au jet de plasma, entièrement ou partiellement automatiques	
85153990	Machines et appareils pour le soudage des métaux à l'arc ou au jet de plasma, non automatiques (autres que pour le soudage manuel à électrodes enrobées)	
85158090	Machines et appareils électriques pour le soudage des matières thermoplastiques (sauf microsoudouses de fils du type utilisé dans la fabrication de dispositifs à semi-conducteur)	
85159080	Parties des machines et appareils pour le soudage des métaux à l'arc ou au jet de plasma (à l'exclusion des machines de soudage à la vague de la sousposition 85151910)	
85161011	Chauffe-eau électriques instantanés	
85165000	Fours à micro-ondes	
85166070	Grils et rôtissoires électriques, pour usages domestiques	
85168080	Résistances électriques chauffantes (à l'excl. des résistances montées sur un support en matière isolante ainsi que des résistances en charbon aggloméré ou en graphite)	
85169000	Parties des chauffe-eau, appareils de chauffage des locaux, appareils électriques pour la coiffure ou pour sécher les mains, appareils électrothermiques pour usages domestiques et résistances chauffantes, n.d.a.	
85176200	Appareils pour la réception, la conversion et la transmission ou la régénération de la voix, d'images ou d'autres données, y.c. les appareils de commutation et de routage (à l'excl. des postes téléphoniques d'usagers, des téléphones pour réseaux cellulaires et pour autres réseaux sans fil)	
85234190	Supports optiques, non enregistrés, pour l'enregistrement du son ou pour enregistrements analogues [p.ex. CD-RWs, DVD-/RWs, DVD-RAMs, MiniDiscs] (à l'excl. des disques non effaçables pour systèmes de lecture par faisceau laser d'une capacité d'enregistrement <= 18 giga octets [CD-Rs, DVD-/Rs] et produits du chapitre 37)	
85235110	Dispositifs de stockage rémanent des données, à base de semi-conducteurs, pour l'enregistrement des données provenant d'une source externe [cartes mémoires ou cartes à mémoire électronique flash], non enregistrés	taux réduit à 5%
85258030	Appareils photographiques numériques	
85261000	Appareils de radiodétection et de radiosondage [radar]	
85269120	Appareils récepteurs de radionavigation (à l'excl. des appareils de radiodétection et de radiosondage [radar])	
85271900	Récepteurs de radiodiffusion pouvant fonctionner sans source d'énergie extérieure, non combinés à un appareil d'enregistrement et de reproduction du son	taux réduit à 5%
85281000	Moniteurs à tube cathodique (sauf ceux aptes à être connectés directement à une machine automatique de traitement de l'information du n° 8471 et conçus pour être	

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171220-17-520-1-DE
Date de télétransmission : 24/01/2018
Date de réception préfecture : 24/01/2018

DELIBERATION N°17 -520-1 EXONERATION SECTEUR C

CODE NC8	DESIGNATIONS	OBSERVATIONS
85204500	utilisés avec celle-ci)	
85291065	Antennes d'intérieur pour récepteurs de radiodiffusion et de radiotélévision, y.c. celles à incorporer (autres qu'antennes télescopiques et antennes fouets pour appareils portatifs et appareils à installer dans les véhicules automobiles)	
85291069	Antennes (à l'excl. des antennes d'intérieur et d'extérieur pour récepteurs de radiodiffusion et de télévision, des antennes télescopiques et antennes fouets pour appareils portatifs et appareils à installer dans les véhicules automobiles)	
85299020	Parties reconnaissables comme étant exclusivement ou principalement destinées aux appareils d'émission incorporant un appareil de réception pour la radiodiffusion ou la télévision, aux appareils photographiques numériques, aux moniteurs et projecteurs des types exclusivement ou principalement destinés à une machine automatique de traitement de l'information, n.d.a. (à l'excl. des antennes et réflecteurs d'antennes et assemblages électroniques)	
85311030	Avertisseurs électriques pour la protection contre le vol ou l'incendie et appareils simil., des types utilisés pour bâtiments	
85319000	Parties des appareils électriques de signalisation acoustique ou visuelle (sonneries, sirènes, tableaux annonciateurs, appareils avertisseurs pour la protection contre le vol ou l'incendie, par exemple), autres que ceux des numéros 8512 ou 8530	
85339000	Parties de résistances électriques, y.c. de rhéostats et de potentiomètres, n.d.a.	
85351000	Fusibles et coupe-circuit à fusibles, pour une tension > 1000 V	
85352100	Disjoncteurs, pour une tension < 72,5 kV mais > 1000 V	
85352900	Disjoncteurs, pour une tension >= 72,5 kV	
85353090	Sectionneurs et interrupteurs, pour une tension >= 72,5 kV	
85354000	Parafoudres, limiteurs de tension et étaleurs d'ondes, pour une tension > 1000 V	
85359000	Appareils électriques pour la coupure, le sectionnement, la protection, le branchement, le raccordement ou la connexion des circuits électriques, pour une tension > 1000 V (autres que fusibles et coupe-circuit, disjoncteurs, sectionneurs, interrupteurs, parafoudres, limiteurs de tension et étaleurs d'ondes ainsi qu'armoires, pupitres, commandes etc. du n° 8537)	
85361010	Fusibles et coupe-circuit à fusibles, pour une tension <= 1000 V, pour une intensité <= 10 A	
85361090	Fusibles et coupe-circuit à fusibles, pour une tension <= 1000 V, pour une intensité > 63 A	
85362010	Disjoncteurs, pour une tension <= 1000 V, pour une intensité <= 63 A	
85362090	Disjoncteurs, pour une tension <= 1000 V, pour une intensité > 63 A	
85363010	Appareils pour la protection des circuits électriques (sauf fusibles, coupe-circuit à fusibles et disjoncteurs), pour une intensité <= 16 A, pour une tension <= 1000 V	
85363030	Appareils pour la protection des circuits électriques (sauf fusibles, coupe-circuit à fusibles et disjoncteurs), pour une intensité > 16 A mais <= 125 A, pour une tension <= 1000 V	
85364190	Relais, pour une tension <= 60 V, pour une intensité > 2 A	
85365007	Interrupteurs électromécaniques à action brusque pour un courant <= 11 A (autres que relais et disjoncteurs)	
85365011	Interrupteurs et commutateurs à touche ou à bouton, pour une tension <= 60 V	

DELIBERATION N°17 -520-1 EXONERATION SECTEUR C

CODE NC8	DESIGNATIONS	OBSERVATIONS
85365080	Commutateurs, pour une tension > 60 V mais <= 1000 V (autres que relais, disjoncteurs, interrupteurs électroniques à courant alternatif consistant en circuits d'entrée et de sortie à couplage optique [interrupteurs CA à thyristor isolé], interrupteurs électroniques, y.c. les interrupteurs électroniques à protection thermique, composés d'un transistor et d'une puce logique [technologie chip-on-chip], et interrupteurs électromécaniques à action brusque pour un courant <= 11 A)	
85366110	Douilles Edison, pour une tension <= 1000 V	
85366190	Douilles pour lampes (sauf douilles Edison), pour une tension <= 1000 V	
85366990	Fiches et prises de courant, pour une tension <= 1000 V (autres que pour câbles coaxiaux et circuits imprimés)	
85367000	Connecteurs pour fibres optiques, faisceaux ou câbles de fibres optiques	
85369010	Connexions et éléments de contact pour une tension <= 1000 V, pour canalisations électriques (sauf fiches et prises de courant et éléments préfabriqués)	
85369095	Appareillage pour la coupure, le sectionnement, la protection, le branchement, le raccordement ou la connexion des circuits électriques (interrupteurs, commutateurs, parasurtenseurs, fiches et prises de courant, boîtes de jonction, par exemple), pour une tension n'excédant pas 1000V; (à l'exclusion des fusibles et coupe-circuit à fusibles ; disjoncteurs ; appareils pour la protection des circuits électriques ; relais ; interrupteurs, sectionneurs et commutateurs ; douilles pour lampes, fiches et prises de courant ; connecteurs pour fibres optiques, faisceaux ou câbles de fibres optiques ; éléments préfabriqués pour canalisations électriques ; connexions et éléments de contact pour fils et câbles ; testeurs de disques (wafers) à semi-conducteur et brides de batteries des types utilisés pour véhicules automobiles des numéros 8702, 8703, 8704 ou 8711)	
85371010	Commandes numériques incorporant une machine automatique de traitement de l'information	
85371091	Appareils de commande à mémoire programmable (autres que les commandes numériques incorporant une machine automatique de traitement de l'information)	
85372091	Tableaux, armoires et combinaisons d'appareils simil., pour la commande ou la distribution électrique, pour une tension > 1000 V mais <= 72,5 KV	
85371098	Tableaux, panneaux, consoles, pupitres, armoires et autres supports comportant plusieurs appareils des numéros 8535 ou 8536, pour la commande ou la distribution électrique, y compris ceux incorporant des instruments ou appareils du chapitre 90 ainsi que les appareils de commande numérique, autres que les appareils de commutation du numéro 8517 pour une tension n'excédant pas 1000V (à l'exclusion des armoires de commande numérique incorporant une machine automatique de traitement de l'information, appareils de commande à mémoire programmable et dispositifs de commande tactile (dénommés écrans tactiles) sans capacité d'affichage, destinés à être incorporés dans des appareils d'affichage et fonctionnant en détectant et en localisant la pression appliquée sur la surface d'affichage)	
85372099	Tableaux, armoires et combinaisons d'appareils simil., pour la commande ou la distribution électrique, pour une tension > 72,5 KV	
85381000	Tableaux, panneaux, consoles, pupitres, armoires et autres supports pour articles du n° 8537, dépourvus de leurs appareils	
85391000	Phares et projecteurs scellés	
85392198	Lampes et tubes halogènes, au tungstène, d'une tension <= 100 V (à l'excl. des types utilisés pour motocycles ou autres véhicules automobiles)	
85393110	Lampes et tubes à décharge, fluorescents, à cathode chaude, à deux culots	
85393190	Lampes et tubes à décharge, fluorescents, à cathode chaude, à un ou plus de deux culots	
85412100	Transistors à pouvoir de dissipation < 1 W (autres que phototransistors)	
85414010	Diodes émettrices de lumière, y.c. diodes laser	
85414090	Dispositifs photosensibles à semi-conducteur, y.c. les cellules photovoltaïques	

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171220-17-520-1-DE
Date de télétransmission : 24/01/2018
Date de réception préfecture : 24/01/2018

DELIBERATION N°17 -520-1 EXONERATION SECTEUR C

CODE NC8	DESIGNATIONS	OBSERVATIONS
85419000	Parties des diodes, transistors et dispositifs simil. à semi-conducteur, dispositifs photosensibles à semi-conducteur, diodes émettrices de lumière et cristaux piézo-électriques montés, n.d.a.	
85423119	Circuits intégrés électroniques, utilisés comme processeurs et contrôleurs, même combinés avec des mémoires, des convertisseurs, des circuits logiques, des amplificateurs, des horloges, des circuits de synchronisation ou d'autres circuits mentionnés dans la note 9b)3) et 4) du présent chapitre (à l'exclusion de ceux à composants multiples)	
85423290	Mémoires sous formes multicombinatoires, telles que les piles [stack] D-RAM et modules (sauf sous forme de circuits intégrés à puces multiples ainsi que des D-RAMs, S-Rams, cache-RAMs, EPROMs et flash E ² PROMs)	
85423911	Circuits intégrés électroniques, mentionnées dans la note 9) b)3) et 4) du présent chapitre (à l'exclusion de ceux utilisés comme processeurs, contrôleurs, mémoires et amplificateurs), à composants multiples	
85433040	Machines de galvanoplastie et d'électrolyse des types utilisés exclusivement ou principalement pour la fabrication de circuits imprimés	
85433070	Machines de galvanoplastie et d'électrolyse (à l'exclusion de celles des types utilisés exclusivement ou principalement pour la fabrication de circuits imprimés)	
85437090	Machines et appareils électriques ayant une fonction propre, n.d.a. dans le chapitre 85	
85439000	Parties de machines et appareils électriques ayant une fonction propre, n.d.a. dans le chapitre 85	
85441190	Fils pour bobinages pour l'électricité, en cuivre, isolés (autres qu'émaillés ou laqués)	
85441900	Fils pour bobinages pour l'électricité, autres qu'en cuivre, isolés	
85442000	Câbles coaxiaux et autres conducteurs électriques coaxiaux, isolés	
85444210	Conducteurs électriques des types utilisés pour les télécommunications, pour une tension <= 1000 V, avec pièces de connexion, n.d.a.	
85444993	Conducteurs électriques isolés, pour une tension <= 80 V, non munis de pièces de connexion, n.d.a. (à l'excl. des fils pour bobinages, des conducteurs coaxiaux, des jeux de fils pour bougies d'allumage et autres jeux de fils pour moyens de transport ainsi que des fils et câbles diamètre individuel de brin > 0,51 mm)	
85444995	Conducteurs électriques isolés, pour une tension > 80 V mais < 1000 V, non munis de pièces de connexion, n.d.a. (à l'excl. des fils pour bobinages, des conducteurs coaxiaux, des jeux de fils pour bougies d'allumage et autres jeux de fils pour moyens de transport ainsi que des fils et câbles diamètre individuel de brin > 0,51 mm)	
85444999	Conducteurs électriques isolés, pour une tension de 1000 V, non munis de pièces de connexion, n.d.a. (à l'excl. des fils pour bobinages, des conducteurs coaxiaux, des jeux de fils pour bougies d'allumage et autres jeux de fils pour moyens de transport ainsi que des fils et câbles diamètre individuel de brin > 0,51 mm)	
85446010	Conducteurs électriques isolés, pour une tension > 1000 V, avec conducteur en cuivre, n.d.a.	
85446090	Conducteurs électriques isolés, pour une tension > 1000 V, avec conducteur autre qu'en cuivre, n.d.a.	
85447000	Câbles de fibres optiques constitués de fibres optiques gainées individuellement, comportant également des conducteurs électriques ou munis de pièces de connexion	
85452000	Balais en charbon, pour usages électriques	
85459010	Résistances chauffantes en graphite ou autre carbone	
85461000	Isolateurs en verre, pour l'électricité (sauf pièces isolantes)	
85462000	Isolateurs en céramique, pour l'électricité (sauf pièces isolantes)	

DELIBERATION N°17 -520-1 EXONERATION SECTEUR C

CODE NC8	DESIGNATIONS	OBSERVATIONS
85469090	Isolateurs pour usages électriques (sauf en verre, en céramique et en matières plastiques et sauf pièces isolantes)	
86079980	Parties de véhicules pour voies ferrées ou simil., des n° 8603, 8604, 8605 ou 8606, n.d.a.	
86090090	Cadres et conteneurs spécialement conçus et équipés pour un ou plusieurs modes de transport (à l'excl. des conteneurs avec blindage en plomb, pour le transport des matières radioactives [Euratom])	
87012010	Tracteurs routiers pour semi-remorques, neufs	
87012090	Tracteurs routiers pour semi-remorques, usagés	
87013000	Tracteurs à chenilles (sauf motoculteurs à chenille)	
87041010	Tombereaux automoteurs utilisés en dehors du réseau routier, à moteur à piston à allumage par compression (moteur diesel ou semi-diesel) ou à moteur à piston à allumage par étincelles (moteur à explosion)	
87042291	Véhicules pour le transport de marchandises, à moteur à piston à allumage par compression (moteur diesel ou semi-diesel), d'un poids en charge maximal > 5 t mais <= 20 t, neufs (sauf tombereaux automoteurs du n° 870410, véhicules automobiles à usages spéciaux du n° 8705 et véhicules pour le transport de produits à forte radioactivité [Euratom])	
87049000	Véhicules automobiles pour le transport de marchandises à moteur autre qu'à piston à allumage par étincelles (moteur à explosion) ou moteur diesel ou semi-diesel (sauf tombereaux automoteurs du n° 870410, véhicules automobiles à usages spéciaux du n° 8705)	
87059080	Véhicules automobiles à usages spéciaux (à l'excl. de ceux principalement conçus pour le transport de personnes ou de marchandises, des camions-bétonnières, voitures de lutte contre l'incendie, derricks automobiles pour le sondage ou le forage, camions-grues, voitures-pompes à béton)	
87082990	Parties et accessoires de carrosserie de tracteurs, véhicules pour le transport de >= 10 personnes, chauffeur inclus, voitures de tourisme, véhicules pour le transport de marchandises et véhicules à usages spéciaux (sauf pare-chocs et leurs parties, ceintures de sécurité et accessoires pour le montage de certains véhicules, cités à la position 8708 29 10)	
87083099	Freins et servo-freins et leurs parties, pour tracteurs, véhicules pour le transport de >= 10 personnes, chauffeur inclus, voitures de tourisme, véhicules pour le transport de marchandises et véhicules à usages spéciaux n.d.a. (non destinés au montage de certains véhicules, cités à la position 8708 30 10 ainsi que pour freins à disques)	
87085035	Essieux porteurs et leurs parties, pour tracteurs, véhicules pour le transport de >= 10 personnes, chauffeur inclus, voitures de tourisme, véhicules pour le transport de marchandises et véhicules à usages spéciaux, n.d.a. (non destinés au montage de certains véhicules, cités à la sous-position 8708 50 20)	
87088099	Systèmes de suspension et leurs parties, pour tracteurs, véhicules pour le transport de >= 10 personnes, chauffeur inclus, voitures de tourisme, véhicules pour le transport de marchandises et véhicules à usages spéciaux, n.d.a. (non destinés au montage de certains véhicules de la sous-position 8708 80 20, autres que les amortisseurs de suspension, les barres stabilisatrices et les barres de torsion et autres qu'en aciers estampés)	
87089997	Parties et accessoires pour tracteurs, véhicules pour le transport de >= 10 personnes, chauffeur inclus, voitures de tourisme, véhicules pour le transport de marchandises et véhicules à usages spéciaux, n.d.a. (sauf en aciers estampés)	
87091190	Chariots électriques (non munis d'un dispositif de levage), des types utilisés pour le transport des marchandises sur de courtes distances, y.c. les chariots-tracteurs des types utilisés dans les gares (à l'excl. des chariots utilisés pour le transport de produits à forte radioactivité)	
87162000	Remorques et semi-remorques autochargeuses ou autodéchargeuses, pour usages agricoles	
87163100	Remorques-citernes ne circulant pas sur rails	
87163930	Semi-remorques pour le transport des marchandises, neuves, ne circulant pas sur rails (sauf remorques destinées à des usages agricoles, remorques autochargeuses ou autodéchargeuses, remorques pour le transport de produits à forte radioactivité [Euratom] et remorques citernes)	

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171220-17-520-1-DE
Date de télétransmission : 24/01/2018
Date de réception préfecture : 24/01/2018

DELIBERATION N°17 -520-1 EXONERATION SECTEUR C

CODE NC8	DESIGNATIONS	OBSERVATIONS
87163950	Remorques pour le transport des marchandises, neuves (à l'excl. des remorques destinées à des usages agricoles, remorques autochargeuses ou autodéchargeuses, remorques pour le transport de produits à forte radioactivité)	
87164000	Remorques ne circulant pas sur rails (à l'excl. des remorques pour le transport de marchandises et remorques pour l'habitation ou le camping, du type caravane)	
87168000	Véhicules dirigés à la main et autres véhicules non automobiles, autres que remorques et semi-remorques	
87169010	Châssis de remorques, semi-remorques et autres véhicules non automobiles, n.d.a.	
87169090	Parties de remorques, semi-remorques et autres véhicules non automobiles, n.d.a.	
88031000	Hélices et rotors, leurs parties, pour aéronefs, n.d.a.	
88032000	Trains d'atterrissage, leurs parties, pour aéronefs, n.d.a.	
88033000	Parties d'avions ou d'hélicoptères, n.d.a. (sauf planeurs)	
90013000	Verres de contact	
90014041	Verres de lunetterie en verre, complètement ouverts sur les deux faces, correcteurs, unifocaux	
90015041	Verres de lunetterie en matières autres que le verre, complètement ouverts sur les deux faces, correcteurs, unifocaux	
90015049	Verres de lunetterie en matières autres que le verre, complètement ouverts sur les deux faces, correcteurs, à double foyer ou à foyer multiple	
90019000	Lentilles, prismes, miroirs et autres éléments d'optique, en toutes matières, non montés (autres que ceux en verre non travaillé optiquement ainsi que les verres de contact et les verres de lunetterie)	
90031100	Montures de lunettes ou d'articles simil., en matières plastiques	
90031900	Montures de lunettes ou d'articles simil. (autres qu'en matières plastiques)	
90039000	Parties de montures de lunettes ou d'articles simil., n.d.a.	
90041091	Lunettes solaires avec verres en matières plastiques non travaillés optiquement	
90049010	Lunettes, correctrices, protectrices ou autres, et articles simil., avec verres en matières plastiques (à l'excl. des lunettes pour tests visuels, des lunettes solaires, des verres de contact, des verres de lunetterie et des montures de lunettes)	
90049090	Lunettes, correctrices, protectrices ou autres, et articles simil. (à l'excl. des lunettes avec verres en matières plastiques, des lunettes pour tests visuels, des lunettes solaires, des verres de contact, des verres de lunetterie et des montures de lunettes)	
90065900	Appareils photographiques, pour pellicules en rouleaux d'une largeur > 35 mm ou pour films plans (autres que les appareils photographiques à développement et tirage instantanés et les appareils photographiques pour usages spéciaux du n° 9006 30)	
90066100	Appareils à tube à décharge pour la production de la lumière-éclair (dits flashes électroniques)	
90066900	Appareils et dispositifs pour la production de lumière-éclair en photographie (à l'excl. des appareils à tube à décharge [dits flashes électroniques])	
90121090	Microscopes électroniques, microscopes protoniques et diffractographes (à l'excl. des microscopes électroniques munis d'équipements spécifiquement conçus pour la manipulation et le transport de disques [wafers] à semi-conducteur ou de réticules)	
90142080	Instruments et appareils pour la navigation aérienne ou spatiale (à l'excl. des centrales inertielles, des boussoles et des appareils de radionavigation)	
90148000	Instruments et appareils de navigation (à l'excl. de ceux destinés à la navigation aérienne et spatiale, des boussoles et des appareils de radionavigation)	

DELIBERATION N°17 -520-1 EXONERATION SECTEUR C

CODE NC8	DESIGNATIONS	OBSERVATIONS
90159000	Parties et accessoires des instruments et appareils de géodésie, de topographie, d'arpentage, de nivellement, de photogrammétrie, d'hydrographie, d'océanographie, d'hydrologie, de météorologie ou de géophysique ainsi que des télémètres, n.d.a.	
90160010	Balances sensibles à un poids de 5 cg ou moins, avec ou sans poids	
90172005	Traceurs [plotters] utilisés comme instruments de dessin et de traçage	
90178090	Instruments de mesure de longueurs, pour emploi à la main, n.d.a.	
90248019	Machines et appareils d'essais des propriétés mécaniques des matériaux, électroniques (autres que les métaux, textiles, papiers et cartons)	
90248090	Machines et appareils d'essais des propriétés mécaniques des matériaux, non électroniques (autres que métaux)	
90251180	Thermomètres à liquide, à lecture directe, non combinés à d'autres instruments (à l'excl. des thermomètres médicaux ou vétérinaires)	
90251920	Thermomètres et pyromètres, non combinés à d'autres instruments, électroniques	
90251980	Thermomètres et pyromètres, non combinés à d'autres instruments, non électroniques (à l'excl. des thermomètres à liquide, à lecture directe)	
90258040	Densimètres, aréomètres, pèse-liquides et instruments flottants simil., hygromètres et psychromètres, même combinés entre eux ou à des thermomètres ou baromètres, électroniques	
90258080	Densimètres, aréomètres, pèse-liquides et instruments flottants simil., hygromètres et psychromètres, même combinés entre eux ou à des thermomètres ou baromètres, non électroniques	
90259000	Parties et accessoires des densimètres, aréomètres, pèse-liquides et instruments flottants simil., des thermomètres, pyromètres, baromètres, hygromètres et psychromètres, n.d.a.	
90261021	Débitmètres pour liquides, électroniques (à l'excl. des compteurs et des instruments et appareils pour la régulation ou le contrôle automatiques)	
90261029	Instruments et appareils pour la mesure ou le contrôle du débit ou du niveau des liquides, électroniques (à l'excl. des débitmètres ainsi que des compteurs et des instruments et appareils pour la régulation ou le contrôle automatiques)	
90261081	Débitmètres pour les liquides, non électroniques (à l'excl. des compteurs et des instruments et appareils pour la régulation ou le contrôle automatiques)	
90261089	Instruments et appareils pour la mesure ou le contrôle du débit ou du niveau des liquides, non électroniques (à l'excl. des débitmètres ainsi que des compteurs et des instruments et appareils pour la régulation ou le contrôle automatiques)	
90262020	Instruments et appareils pour la mesure ou le contrôle de la pression des liquides ou des gaz, électroniques (à l'excl. des instruments et appareils pour la régulation ou le contrôle automatiques)	
90262040	Manomètres à spire ou à membrane manométrique métallique	
90262080	Instruments et appareils pour la mesure ou le contrôle de la pression des liquides ou des gaz, non électroniques (à l'excl. des manomètres à spire ou à membrane manométrique métallique et des instruments et appareils pour la régulation pour le contrôle automatiques)	
90268020	Instruments et appareils pour la mesure et le contrôle des caractéristiques variables des liquides ou des gaz, électroniques, n.d.a.	
90268080	Instruments et appareils pour la mesure et le contrôle des caractéristiques variables des liquides ou des gaz, non électroniques, n.d.a.	
90269000	Parties et accessoires des instruments et appareils pour la mesure ou le contrôle du débit, du niveau, de la pression ou d'autres caractéristiques variables des liquides ou des gaz, n.d.a.	
90271010	Analyseurs de gaz ou de fumées, électroniques	
90271090	Analyseurs de gaz ou de fumées, non électroniques	
90272000	Chromatographes et appareils d'électrophorèse	

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171220-17-520-1-DE
Date de télétransmission : 24/01/2018
Date de réception préfecture : 24/01/2018

DELIBERATION N°17 -520-1 EXONERATION SECTEUR C

CODE NC8	DESIGNATIONS	OBSERVATIONS
90273000	Spectromètres, spectrophotomètres et spectrographes utilisant les rayonnements optiques: UV, visibles, IR	
90275000	Instruments et appareils utilisant les rayonnements optiques: UV, visibles, IR (à l'excl. des spectromètres, spectrophotomètres et spectrographes ainsi que des analyseurs de gaz ou de fumées)	
90278005	Posemètres	
90278011	pH mètres, rH mètres et autres appareils pour mesurer la conductivité, électroniques	
90278017	Instruments et appareils électroniques pour analyses physiques ou chimiques, pour essais de viscosité, de porosité, de dilatation, de tension superficielle ou simil. ou pour mesures calorimétriques, acoustiques ou photométriques, n.d.a.	
90278091	Viscosimètres, porosimètres et dilatomètres, non électroniques	
90278099	Instruments et appareils pour analyses physiques ou chimiques, pour essais de tension superficielle ou simil. ou pour mesures calorimétriques ou acoustiques, non électroniques, n.d.a.	
90282000	Compteurs de liquides, y.c. les compteurs pour leur étalonnage	
90283090	Compteurs d'électricité pour courant continu, y.c. les compteurs pour leur étalonnage	
90292038	Indicateurs de vitesse et tachymètres (à l'excl. des indicateurs de vitesse pour véhicules terrestres)	
90302000	Oscilloscopes et oscillographes	
90303320	Instruments pour la mesure de la résistance, sans dispositif enregistreur (à l'excl. des multimètres ainsi que des oscilloscopes et oscillographes)	
90303330	Instruments et appareils pour la mesure ou le contrôle de la tension, de l'intensité ou de la puissance, électroniques, sans dispositif enregistreur (à l'excl. des multimètres ainsi que des oscilloscopes et oscillographes)	
90303900	Instruments et appareils pour la mesure ou le contrôle de la tension, de l'intensité, de la résistance ou de la puissance, avec dispositif enregistreur (à l'excl. des multimètres ainsi que des oscilloscopes et oscillographes)	
90308990	Instruments et appareils pour la mesure ou le contrôle de grandeurs électriques, non électroniques, sans dispositif enregistreur, n.d.a.	
90311000	Machines à équilibrer les pièces mécaniques	
90318080	Instruments, appareils et machines de mesure ou de contrôle, non dénommés ni compris ailleurs dans le présent chapitre (à l'exclusion des machines à équilibrer les pièces mécaniques, les bancs d'essai, instruments et appareils optiques pour le contrôle des disques ou des dispositifs à semi-conducteur ou pour le contrôle des masques ou des réticules utilisés dans la fabrication des dispositifs à semi-conducteur et projecteurs de profils)	
90319000	Parties et accessoires des instruments, appareils et machines de mesure ou de contrôle, non dénommés ni compris ailleurs dans le présent chapitre; projecteurs de profils	
90328100	Instruments et appareils, hydrauliques et pneumatiques, pour la régulation ou le contrôle automatiques (à l'excl. des manostats [pressostats] et des articles de robinetterie du n° 8481)	
90328900	Instruments et appareils pour la régulation ou le contrôle automatiques (à l'excl. des instruments et appareils, hydrauliques ou pneumatiques, pour la régulation ou le contrôle automatiques, des manostats [pressostats], des thermostats et des articles de robinetterie du n° 8481)	
90329000	Parties et accessoires des instruments et appareils pour la régulation ou le contrôle automatiques, n.d.a.	
91040000	Montres de tableaux de bord et montres simil., pour automobiles, véhicules aériens, bateaux ou autres véhicules	

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171220-17-520-1-DE
Date de télétransmission : 24/01/2018
Date de réception préfecture : 24/01/2018

DELIBERATION N°17 -520-1 EXONERATION SECTEUR C

CODE NC8	DESIGNATIONS	OBSERVATIONS
91052900	Pendules et horloges murales ne fonctionnant pas électriquement	taux réduit à 5%
91070000	Interrupteurs horaires et autres appareils permettant de déclencher un mécanisme à temps donné, munis d'un mouvement d'horlogerie ou d'un moteur synchrone	
94016100	Sièges, avec bâti en bois, rembourrés (non transformables en lits)	
94017100	Sièges, avec bâti en métal, rembourrés (autres que pour véhicules aériens ou automobiles, autres que fauteuils pivotants ajustables en hauteur et autres que pour la médecine, l'art dentaire ou la chirurgie)	
94018000	Sièges, n.d.a.	
94019080	Parties de sièges, n.d.a. (à l'excl. des articles en bois)	
94032080	Meubles en métal (à l'excl. des meubles de bureau, des meubles pour la médecine, l'art dentaire et vétérinaire et la chirurgie, des lits et des sièges)	
94036030	Meubles de magasins, en bois (sauf sièges)	
94039010	Parties de meubles en métal, autres que sièges, n.d.a.	
94039030	Parties de meubles en bois, autres que sièges, n.d.a.	
94039090	Parties de meubles, n.d.a. (sauf en métal ou en bois et autres que de sièges et mobilier pour la médecine, l'art dentaire et vétérinaire ou la chirurgie)	
94051021	Lustres et autres appareils d'éclairage électrique des types utilisés pour lampes et tubes à incandescence à suspendre ou à fixer au plafond ou au mur, en matières plastiques, pour lampes et tubes à incandescence	
94054010	Projecteurs électriques (autres que pour véhicules aériens, véhicules automobiles ou cycles et autres que lampes de projecteur)	
94056020	Lampes-réclames, enseignes lumineuses, plaques indicatrices lumineuses et articles simil. possédant une source d'éclairage fixée à demeure, en matières plastiques	
94056080	Lampes-réclames, enseignes lumineuses, plaques indicatrices lumineuses et articles simil. possédant une source d'éclairage fixée à demeure, en autres matières que plastiques	
94059900	Parties d'appareils d'éclairage, de lampes-réclames, d'enseignes lumineuses, de plaques indicatrices lumineuses, et simil., n.d.a.	
96020000	Matières végétales ou minérales à tailler, travaillées, et ouvrages en ces matières, n.d.a.; ouvrages moulés ou taillés en cire, en paraffine, en stéarine, en gommes ou résines naturelles, en pâtes à modeler, et autres ouvrages moulés ou taillés, n.d.a.; gélatine non durcie, travaillée et ouvrages en cette matière	
96034010	Brosses et pinceaux à peindre, à badigeonner, à vernir ou simil. (sauf pinceaux pour artistes et pinceaux simil. du n° 960330)	
96034090	Tampons et rouleaux à peindre	
96035000	Brosses constituant des parties de machines, d'appareils ou de véhicules	
96040000	Tamis et cribles, à main (sauf simples égouttoirs et passoires)	
96071900	Fermetures à glissière sans agrafes et autres qu'en métaux communs	
96081010	Stylos et crayons à bille, à encre liquide	Taux réduit à 7%
96091090	Crayons à gaine (autres qu'avec mine de graphite)	Taux réduit à 7%
96110000	Dateurs, cachets, numéroteurs, timbres et articles simil., y.c. les appareils pour l'impression d'étiquettes, à main; composteurs et imprimeries comportant des composteurs, à main	

DELIBERATION N°17 -520-1 EXONERATION SECTEUR C

CODE NC8	DESIGNATIONS	OBSERVATIONS
96121010	Rubans encreurs en matières plastiques pour machines à écrire et rubans encreurs simil., encrés ou autrement préparés en vue de laisser des empreintes, même montés sur bobines ou en cartouches, en matières plastiques (autres qu'en matières textiles)	
96121080	Rubans encreurs pour machines à écrire et rubans encreurs simil., encrés ou autrement préparés en vue de laisser des empreintes, même montés sur bobines ou en cartouches, en papier ou tissés en matières textiles (à l'excl. des rubans encreurs en fibres synthétiques ou artificielles du n° 9612 10 20)	
96151900	Peignes à coiffer, peignes de coiffure, barrettes et articles simil., en autres matières qu'en caoutchouc ou en matières plastiques	Taux réduit à 7%
96161010	Vaporisateurs de toilette	
96161090	Montures et têtes de montures de vaporisateurs de toilette	



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171220-17-521-1-DE
Date de télétransmission : 24/01/2018
Date de réception préfecture : 24/01/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-521-1

PORTANT ACTUALISATION DES EXONÉRATIONS DE LA TAXE D'OCTROI DE MER ET D'OCTROI DE MER RÉGIONAL POUR LES IMPORTATIONS DE MATIÈRES PREMIÈRES ET DE BIENS D'ÉQUIPEMENT DESTINÉS AUX OPÉRATEURS DE LA SECTION D DE LA NAF (PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ, DE GAZ, DE VAPEUR ET D'AIR CONDITIONNÉ)

L'An deux mille dix-sept, le vingt décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Christiane BAURAS, Joachim BOUQUETY (procuration à Eugène LARCHER), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Fred LORDINOT (procuration à Kora BERNABE), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Lucien RANGON), Charles-André MENCE (procuration à Félix CATHERINE), Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE (procuration à Lucien ADENET), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Sandra VALENTIN), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Jean-Philippe NILOR), Louise TELLE (procuration à Georges CLEON).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (CEE) n° 2658/87 du Conseil, du 23 juillet 1987, relatif à la nomenclature tarifaire et statistique et au tarif douanier commun, modifié, tel qu'applicable au jour de l'adoption de la présente délibération ;

Vu la décision n° 940/2014/UE du Conseil de l'Union Européenne en date du 17 décembre 2014 relative au régime de l'octroi de mer dans les régions ultrapériphériques françaises ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la loi n°2015-762 du 29 juin 2015 modifiant la loi n°2004-639 du 2 juillet 2004 relative à l'octroi de mer ;

Vu le décret n° 2015-1077 du 26 août 2015 pris pour l'application de la loi n° 2004-639 du 2 juillet 2004 relative à l'octroi de mer, telle que modifiée par la loi n° 2015-762 du 29 juin 2015 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°17-107-1 du 6 avril 2017 de la Collectivité Territoriale de Martinique portant exonération des droits d'octroi de mer et d'octroi de mer régional dans les limites précisées aux opérateurs relevant de la sous classe 3511Z (production électrique) et 3530Z (production et distribution de gaz et de vapeur), pour leur activité de production ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°17-512-1 du 20 décembre 2017 de la Collectivité Territoriale de Martinique portant mise à jour des tarifs d'octroi de mer en Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE Conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission développement économique et tourisme le 11 décembre 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 12 décembre 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : La Collectivité Territoriale de Martinique approuve l'actualisation de la délibération n°17-107-1 du 6 avril 2017 susvisée portant exonération des droits d'octroi de mer et d'octroi de mer régional dans les limites précisées aux opérateurs relevant de la sous classe 3511Z (production électrique) et 3530Z (production et distribution de gaz et de vapeur), pour leur activité de production.

ARTICLE 2 : L'exonération des droits d'octroi de mer (OM) sur les importations de biens d'équipement et de matières premières est totale sauf mention ou précision particulière.

ARTICLE 3 : Les importations de biens d'équipement et de matières premières bénéficient d'une réduction de 1% des droits d'octroi de mer régional (OMR).

En tout état de cause, les opérateurs sont redevables de 1,5% d'octroi de mer régional (OMR), sauf décision expresse de la Collectivité Territoriale de Martinique.

En cas de modifications ou d'évolutions réglementaires des positions tarifaires, la présente annexe est valable *mutatis mutandis* jusqu'à l'adoption d'une nouvelle délibération.

ARTICLE 4 : Dans le cas d'une entreprise ayant plusieurs activités, il lui appartient d'apporter toutes preuves utiles pour déterminer que l'activité pour laquelle elle sollicite une exonération relève bien de la section nommément identifiée dans la présente délibération.

ARTICLE 5 : Les biens figurant en annexe de la présente délibération constituent l'ensemble des biens pour lesquels la Collectivité Territoriale de Martinique consent à l'exonération des droits d'octroi de mer et à la réduction de l'octroi de mer régional pour les entreprises relevant des sections de la NAF nommément désignées.

ARTICLE 6 : La délibération n° 17-107-1 du 6 avril 2017 est abrogée.

ARTICLE 7 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toute mesure utile et signer tout acte nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 8 : Le Directeur général des services de la Collectivité Territoriale de Martinique et le Directeur interrégional des douanes sont chargés chacun en ce qui le concerne de la mise en oeuvre de cette présente délibération.

ARTICLE 9 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 10 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique



ANNEXE DELIB N° 17-521 -1 EXONERATION SECTEUR D

CODE NC8	DESIGNATIONS	OBSERVATIONS
25010099	Sel et chlorure de sodium pur, même en solution aqueuse ou additionnés d'agents antiagglomérants ou d'agents assurant une bonne fluidité (à l'excl. du sel dénaturé, du sel préparé pour la table ainsi que des sels destinés à la transformation chimique [séparation Na de Cl] ou à d'autres usages industriels)	
39211310	Plaques, feuilles, pellicules, bandes et lames, en polyuréthanes alvéolaires flexibles, non travaillées ou simpl. ouvrées en surface ou simpl. découpées de forme carrée ou rectangulaire (à l'excl. des produits auto-adhésifs et des revêtements de sols, de murs ou de plafonds du n° 3918 et des barrières anti-adhérence stériles pour la chirurgie ou l'art dentaire de la sous-position 3006 10 30)	
39219090	Plaques, feuilles, pellicules, bandes et lames, en matières plastiques, renforcées, stratifiées, munies d'un support ou pareillement associées à d'autres matières, non travaillées ou simpl. ouvrées en surface ou simpl. découpées de forme carrée ou rectangulaire (à l'excl. des produits alvéolaires, des produits de polymérisation d'addition, de condensation et ou de réorganisation, des produits auto-adhésifs, des revêtements de sols, de murs ou de plafonds du n° 3918)	
39235090	Bouchons, couvercles, capsules et autres dispositifs de fermeture, en matières plastiques (à l'excl. des capsules de bouchage ou de surbouchage)	
40103100	Courroies de transmission sans fin, de section trapézoïdale, en caoutchouc vulcanisé, striées, d'une circonférence extérieure > 60 cm mais ≤ 180 cm	
56031410	Non-tissés, enduits ou recouverts, n.d.a., de filaments synthétiques ou artificiels, d'un poids > 150 g/m²	
68069000	Mélanges et ouvrages en matières minérales à usage d'isolants thermiques ou sonores ou pour l'absorption du son (sauf laines de laitier, de scories, de roche et laines minérales simil.; vermiculite expansée, argile expansée, mousse de scories et produits minéraux simil. expansés; produits en béton léger, amiante ou base d'amiante, amiante-ciment, cellulose-ciment ou simil.; articles en céramique)	
68109900	Ouvrages en ciment, en béton ou en pierres artificielles, même armés (sauf éléments préfabriqués pour le bâtiment ou le génie civil; tuiles, carreaux, dalles, briques et articles simil.)	
73082000	Tours et pylônes, en fer ou en acier	
74111090	Tubes et tuyaux en cuivre affiné, enroulés ou autrement recourbés	
74112190	Tubes et tuyaux en alliages à base de cuivre-zinc (laiton), enroulés ou autrement recourbés	
76042990	Profilés pleins en alliages d'aluminium, n.d.a.	

ANNEXE DELIB N° 17-521 -1 EXONERATION SECTEUR D

CODE NC8	DESIGNATIONS	OBSERVATIONS
76081000	Tubes et tuyaux en aluminium non allié (sauf profilés creux)	
76082020	Tubes et tuyaux en alliages d'aluminium, soudés (sauf profilés creux)	
84021200	Chaudières aquatubulaires à production horaire de vapeur <= 45 t (autres que les chaudières pour le chauffage central conçues pour produire à la fois de l'eau chaude et de la vapeur à basse pression)	
84021910	Chaudières à tubes de fumée (autres que les chaudières pour le chauffage central conçues pour produire à la fois de l'eau chaude et de la vapeur à basse pression)	
84041000	Appareils auxiliaires pour chaudières des n° 8402 ou 8403 (économiseurs, surchauffeurs, appareils de ramonage ou de récupération des gaz, p.ex.)	
84128080	Moteurs et machines motrices, non électriques (sauf turbines à vapeur, moteurs à piston, turbines hydrauliques, roues hydrauliques, turbines à gaz, moteurs à réaction, moteurs hydrauliques et oléo hydrauliques, moteurs pneumatiques, machines à vapeur d'eau ou autres vapeurs ainsi que moteurs électriques)	
84131900	Pompes pour liquides, avec dispositif mesureur ou conçues pour en comporter (sauf pompes pour la distribution de carburants ou lubrifiants, des types utilisés dans les stations-service ou les garages)	
84136080	Pompes pour liquides volumétriques rotatives, à moteur (sauf pompes à béton, pompes à engrenages, pompes à palettes entraînées, pompes à vis hélicoïdales et agrégats hydrauliques)	
84138100	Pompes pour liquides à moteur (sauf pompes à dispositif mesureur ou conçues pour en comporter des n° 841311 ou 841319, pompes à carburant, à huile ou à liquide de refroidissement pour moteurs à allumage par étincelles ou par compression, pompes à béton, pompes pour liquides volumétriques alternatives ou rotatives et pompes centrifuges de tous genres)	
84139100	Parties de pompes pour liquides, n.d.a.	
84143081	Compresseurs des types utilisés pour équipements frigorifiques, d'une puissance > 0,4 kW, hermétiques ou semi-hermétiques	
84149000	Parties de pompes à air ou à vide, de compresseurs d'air ou d'autres gaz et de ventilateurs, de hottes aspirantes à extraction ou à recyclage, à ventilateur incorporé, n.d.a.	
84163000	Foyers automatiques, y.c. leurs avant-foyers, grilles mécaniques, dispositifs mécaniques pour l'évacuation des cendres et dispositifs simil. (sauf brûleurs)	
84169000	Parties de brûleurs pour l'alimentation des foyers et des foyers automatiques, de leurs avant-foyers, grilles mécaniques, dispositifs mécaniques pour l'évacuation des cendres et dispositifs simil., n.d.a.	
84183080	Meubles congélateurs-conservateurs du type coffre, d'une capacité > 400 l mais <= 800 l	
84185019	Meubles-vitrines et meubles-comptoirs frigorifiques (avec groupe frigorifique ou évaporateur incorporé), pour produits autres que congelés	

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171220-17-521-1-DE
Date de télétransmission : 24/01/2018
Date de réception préfecture : 24/01/2018

ANNEXE DELIB N° 17-521 -1 EXONERATION SECTEUR D

CODE NC8	DESIGNATIONS	OBSERVATIONS
84185090	Meubles frigorifiques à groupe frigorifique ou évaporateur incorporé (sauf réfrigérateurs et congélateurs-conservateurs combinés à portes extérieures séparées, réfrigérateurs ménagers, meubles vitrines et meubles-comptoirs frigorifiques)	
84186900	Matériel, machines et appareils pour la production du froid (autres que réfrigérateurs et meubles congélateurs conservateurs)	
84189910	Évaporateurs et condenseurs pour machines de production du froid (autres que pour appareils ménagers)	
84189990	Parties de réfrigérateurs et de congélateurs-conservateurs du type armoire et du type coffre et d'autres matériel, machines et appareils pour la production du froid, parties de pompes à chaleur, n.d.a.	
84191900	Ch chauffe-eau non électriques, à chauffage instantané ou à accumulation (à l'excl. des chauffe-eau instantanés à gaz et des chaudières ou générateurs mixtes pour chauffage central)	
84213925	Appareils pour la filtration ou l'épuration de l'air (à l'exclusion des filtres d'entrée d'air pour moteurs à allumage par étincelles ou par compression et des appareils à enveloppe en acier inoxydable, dont le diamètre interne des tubes d'entrée et de sortie est <= 1,3 cm)	
84219990	Parties des appareils pour la filtration ou l'épuration des liquides ou des gaz, n.d.a.	
84224000	Machines et appareils à emballer ou à emballer les marchandises, y.c. les machines et appareils à emballer sous film thermo rétractable (à l'excl. des machines et appareils à remplir, fermer, boucher ou étiqueter les bouteilles, boîtes, sacs ou autres contenants et des machines et appareils à capsuler les bouteilles, pots, tubes et contenants analogues)	
84229090	Parties de machines à emballer ou emballer les marchandises et autres machines et appareils du n° 8422, n.d.a. (à l'excl. des parties pour machines à laver la vaisselle)	
84254200	Crics et vérins, hydrauliques (sauf élévateurs fixes des types utilisés dans les garages pour voitures)	
84282020	Appareils élévateurs ou transporteurs, pneumatiques, pour produits en vrac	
84283300	Appareils élévateurs, transporteurs ou convoyeurs pour marchandises, à action continue, à bande ou à courroie (autres que conçus pour mines au fond et autres travaux souterrains)	
84283990	Appareils élévateurs, transporteurs ou convoyeurs, à action continue, pour marchandises (à l'excl. des appareils spécialement conçus pour mines au fond ou pour d'autres travaux souterrains, des appareils à benne, à bande ou à courroie, des appareils à rouleaux ou à galets, des appareils pneumatiques et des passeurs automatiques de circuits pour le transport, la manutention et le stockage de matériels pour dispositifs à semi-conducteur)	
84313900	Parties de machines et appareils du n° 8428, n.d.a.	
84798200	Machines et appareils à mélanger, malaxer, concasser, broyer, cribler, tamiser, homogénéiser, émulsionner ou brasser, n.d.a. (à l'excl. des robots industriels)	
84799070	Parties des machines et appareils, y compris les appareils mécaniques, ayant une fonction propre, n.d.a. (autres que coulées ou moulées en fonte, fer ou acier)	
84813091	Clapets et soupapes de retenue, pour tuyauteries, chaudières, réservoirs, cuves ou contenants simil., en fonte ou acier	

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171220-17-521-1-DE
Date de télétransmission : 24/01/2018
Date de réception préfecture : 24/01/2018

ANNEXE DELIB N° 17-521 -1 EXONERATION SECTEUR D

CODE NC8	DESIGNATIONS	OBSERVATIONS
84814010	Soupapes de trop-plein ou de sûreté en fonte ou en acier	
84818011	Mélangeurs et mitigeurs sanitaires	
84818051	Vannes de régulation de température (à l'excl. des robinets [vannes] thermostatiques pour radiateurs de chauffage central)	
84818059	Vannes de régulation (autres que vannes de régulation de température, détendeurs, vannes pour transmission oléo hydrauliques ou pneumatiques, soupapes et clapets de retenue, soupapes de trop-plein ou de sûreté et sauf robinetterie sanitaire et vannes de radiateurs de chauffage central)	
84818069	Robinets et vannes à passage direct, pour tuyauterie, etc. (autres qu'en fonte ou acier et sauf robinetterie sanitaire et vannes pour radiateurs de chauffage central)	
84818099	Articles de robinetterie et organes simil. pour tuyauteries, chaudières, réservoirs, cuves ou contenants simil. (à l'excl. des détendeurs, valves pour transmissions oléo hydrauliques ou pneumatiques, clapets et soupapes de retenue, soupapes de trop-plein ou de sûreté, robinetterie sanitaire et pour radiateurs de chauffage central, valves pour pneumatiques et chambres à air, vannes de régulation, vannes robinets et vannes à passage direct, robinets, robinets à papillon et robinets à membrane)	
85011093	Moteurs à courant alternatif, d'une puissance <= 37,5 W (à l'excl. des moteurs synchrones <= 18 W)	
85011093	Moteurs à courant alternatif, d'une puissance <= 37,5 W (à l'excl. des moteurs synchrones <= 18 W)	
85011099	Moteurs à courant continu, d'une puissance <= 37,5 W	
85012000	Moteurs universels, d'une puissance > 37,5 W	
85012000	Moteurs universels, d'une puissance > 37,5 W	
85023100	Groupes électrogènes à énergie éolienne	
85030099	Parties reconnaissables comme étant exclusivement ou principalement destinées aux moteurs et machines génératrices électriques ainsi qu'aux groupes électrogènes et convertisseurs rotatifs électriques, n.d.a. (sauf frettes amagnétiques et autres que coulées ou moulées en fonte, fer ou acier)	
85030099	Parties reconnaissables comme étant exclusivement ou principalement destinées aux moteurs et machines génératrices électriques ainsi qu'aux groupes électrogènes et convertisseurs rotatifs électriques, n.d.a. (sauf frettes amagnétiques et autres que coulées ou moulées en fonte, fer ou acier)	
85042210	Transformateurs à diélectrique liquide, d'une puissance > 650 kVA mais <= 1600 kVA	
85043400	Transformateurs à sec, d'une puissance > 500 Kva	
85044055	Chargeurs d'accumulateurs (autres que ceux du type utilisé avec les appareils de télécommunication, les machines automatiques de traitement de l'information et leurs unités et redresseurs à semi-conducteur poly cristallin)	
85044084	Onduleurs statiques, d'une puissance <= 7,5 kVA (autres que ceux du type utilisé avec les appareils de télécommunication, les machines automatiques de traitement de l'information et leurs unités)	

ANNEXE DELIB N° 17-521 -1 EXONERATION SECTEUR D

CODE NC8	DESIGNATIONS	OBSERVATIONS
85044084	Onduleurs statiques, d'une puissance <= 7,5 kVA (autres que ceux du type utilisé avec les appareils de télécommunication, les machines automatiques de traitement de l'information et leurs unités)	
85044088	Onduleurs statiques, d'une puissance > 7,5 kVA (autres que ceux du type utilisé avec les appareils de télécommunication, les machines automatiques de traitement de l'information et leurs unités)	
85044088	Onduleurs statiques, d'une puissance > 7,5 kVA (autres que ceux du type utilisé avec les appareils de télécommunication, les machines automatiques de traitement de l'information et leurs unités)	
85065090	Piles et batteries de piles électriques, au lithium (sauf hors d'usage et sauf piles cylindriques et piles bouton)	
85072020	Accumulateurs au plomb, fonctionnant avec électrolyte liquide (sauf hors d'usage et ceux pour le démarrage des moteurs à piston)	
85076000	Accumulateurs au lithium-ion (sauf hors d'usage)	
85351000	Fusibles et coupe-circuit à fusibles, pour une tension > 1000 V	
85352900	Disjoncteurs, pour une tension >= 72,5 kV	
85353010	Sectionneurs et interrupteurs, pour une tension < 72,5 kV mais > 1000 V	
85354000	Parafoudres, limiteurs de tension et étaleurs d'ondes, pour une tension > 1000 V	
85369010	Connexions et éléments de contact pour une tension <= 1000 V, pour canalisations électriques (sauf fiches et prises de courant et éléments préfabriqués)	
85371091	Appareils de commande à mémoire programmable (autres que les commandes numériques incorporant une machine automatique de traitement de l'information)	
85371098	Tableaux, armoires et combinaisons d'appareils similaires pour la commande ou la distribution électrique, pour une tension <= 1 000 V (à l'exclusion des appareils de commutation pour la téléphonie ou la télégraphie par fil, des armoires de commande numérique incorporant une machine automatique de traitement de l'information, des appareils de commande à mémoire programmable et des écrans tactiles)	
85381000	Tableaux, panneaux, consoles, pupitres, armoires et autres supports pour articles du n° 8537, dépourvus de leurs appareils	
85389099	Parties reconnaissables comme étant exclusivement ou principalement destinées aux appareils des n° 8535, 8536 ou 8537, n.d.a. (à l'excl. des assemblages électroniques et des tableaux, panneaux, consoles, pupitres, armoires et autres supports pour articles du n° 8537, dépourvus de leurs appareils, ainsi que pour testeurs de disques [wafers] à semi-conducteur du n° 8536 90 20)	
85414010	Diodes émettrices de lumière, y.c. diodes laser	
85414090	Dispositifs photosensibles à semi-conducteur, y.c. les cellules photovoltaïques	

ANNEXE DELIB N° 17-521 -1 EXONERATION SECTEUR D

CODE NC8	DESIGNATIONS	OBSERVATIONS
85423190	Circuits intégrés électroniques utilisés comme processeurs et contrôleurs, même combinés avec des mémoires, des convertisseurs, des circuits logiques, des amplificateurs, des horloges, des circuits de synchronisation ou d'autres circuits (sauf sous forme de circuits intégrés à puces multiples)	
85432000	Générateurs de signaux électriques	
85444290	Conducteurs électriques, pour une tension <= 1000 V, avec pièces de connexion, n.d.a. (sauf des types utilisés pour les télécommunications)	
85444991	Fils et câbles électriques, pour une tension <= 1000 V, diamètre de brin > 0,51 mm, sans pièces de connexion, n.d.a.	
90328900	Instruments et appareils pour la régulation ou le contrôle automatiques (à l'excl. des instruments et appareils, hydrauliques ou pneumatiques, pour la régulation ou le contrôle automatiques, des manostats [pressostats], des thermostats et des articles de robinetterie du n° 8481)	



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171220-17-522-1-DE
Date de télétransmission : 24/01/2018
Date de réception préfecture : 24/01/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-522-1

**PORTANT ACTUALISATION DE LA DÉLIBÉRATION N 17-106-1
PORTANT EXONÉRATION DE LA TAXE D'OCTROI DE MER ET D'OCTROI DE MER RÉGIONAL
POUR LES IMPORTATIONS DE MATIÈRES PREMIÈRES ET DE BIENS D'ÉQUIPEMENT DESTINÉS
AUX OPÉRATEURS DE LA SECTION E (PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU
ASSAINISSEMENT, GESTION DES DÉCHETS ET DÉPOLLUTION) DE LA NAF**

L'An deux mille dix-sept, le vingt décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Christiane BAURAS, Joachim BOUQUETY (procuration à Eugène LARCHER), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Fred LORDINOT (procuration à Kora BERNABE), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Lucien RANGON), Charles-André MENCE (procuration à Félix CATHERINE), Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE (procuration à Lucien ADENET), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Sandra VALENTIN), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Jean-Philippe NILOR), Louise TELLE (procuration à Georges CLEON).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (CEE) n° 2658/87 du Conseil, du 23 juillet 1987, relatif à la nomenclature tarifaire et statistique et au tarif douanier commun, modifié, tel qu'applicable au jour de l'adoption de la présente délibération ;

Vu la décision n° 940/2014/UE du Conseil de l'Union Européenne en date du 17 décembre 2014 relative au régime de l'octroi de mer dans les régions ultrapériphériques françaises ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la loi n°2015-762 du 29 juin 2015 modifiant la loi n°2004-639 du 2 juillet 2004 relative à l'octroi de mer,

Vu le décret n° 2015-1077 du 26 août 2015 pris pour l'application de la loi n° 2004-639 du 2 juillet 2004 relative à l'octroi de mer, telle que modifiée par la loi n° 2015-762 du 29 juin 2015 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°17-106-1 du 6 avril 2017 de la Collectivité Territoriale de Martinique portant exonération des droits d'octroi de mer et d'octroi de mer régional dans les limites précisées aux opérateurs relevant du secteur E (production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution) pour leur activité de production ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°17-512-1 du 20 décembre 2017 de la Collectivité Territoriale de Martinique portant mise à jour des tarifs d'octroi de mer en Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE Conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission développement économique et tourisme le 11 décembre 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 12 décembre 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : La Collectivité Territoriale de Martinique approuve l'actualisation de la délibération n°17-106-1 du 6 avril 2017 susvisée portant exonération des droits d'octroi de mer et d'octroi de mer régional dans les limites précisées aux opérateurs relevant du secteur E (production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution) pour leur activité de production.

Sont exclus du champ de cette décision les entreprises relevant des sous classes 3811Z (collecte des déchets non dangereux) et 3821Z (traitement et élimination des déchets non dangereux), 3832Z (récupération de déchets triés).

ARTICLE 2 : L'exonération des droits d'octroi de mer (OM) sur les importations de biens d'équipement et de matières premières est totale sauf mention ou précision particulière.

ARTICLE 3 : Les importations de biens d'équipement et de matières premières bénéficient d'une réduction de 1% des droits d'octroi de mer régional (OMR).

En tout état de cause, les opérateurs sont redevables de 1,5% d'octroi de mer régional (OMR), sauf décision expresse de la Collectivité Territoriale de Martinique.

En cas de modifications ou d'évolutions réglementaires des positions tarifaires, la présente annexe est valable *mutatis mutandis* jusqu'à l'adoption d'une nouvelle délibération.

ARTICLE 4 : Dans le cas d'une entreprise ayant plusieurs activités, il lui appartient d'apporter toutes preuves utiles pour déterminer que l'activité pour laquelle elle sollicite une exonération relève bien de la section nommément identifiée dans la présente délibération.

ARTICLE 5 : Les biens figurant en annexe de la présente délibération constituent l'ensemble des biens pour lesquels la Collectivité Territoriale de Martinique consent à l'exonération des droits d'octroi de mer et à la réduction de l'octroi de mer régional pour les entreprises relevant des sections de la NAF nommément désignées.

ARTICLE 6 : La délibération n° 17-106-1 du 6 avril 2017 est abrogée.

ARTICLE 7 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toute mesure utile et signer tout acte nécessaire à l'application de la présente délibération.

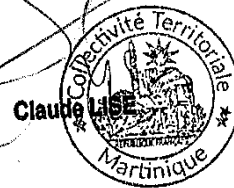
ARTICLE 8 : Le Directeur général des services de la Collectivité Territoriale de Martinique et le Directeur interrégional des douanes sont chargés chacun en ce qui le concerne de la mise en oeuvre de cette présente délibération.

ARTICLE 9 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 10 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2017 //

Le Président de l'Assemblée de Martinique



ANNEXE DELIBERATION N°17- 522-1 SECTEUR E

CODE NC8	DESIGNATION	OBSERVATIONS
25222000	Chaux éteinte	
27040030	Cokes et semi-cokes de lignite, même agglomérés	
28151100	Hydroxyde de sodium [soude caustique], solide	
28332200	Sulfate d'aluminium	
29239000	Sels et hydroxydes d'ammonium quaternaires (à l'excl. de la choline et de ses sels)	
38160000	Ciments, mortiers, bétons et compositions simil. réfractaires (à l'excl. des préparations à base de graphite ou d'autre carbone)	
38220000	Réactifs de diagnostic ou de laboratoire sur tout support et réactifs de diagnostic ou de laboratoire préparés, même présentés sur un support ainsi que des matériaux de référence certifiés (à l'excl. des réactifs composés de diagnostic conçus pour être employés sur le patient, des réactifs destinés à la détermination des groupes ou des facteurs sanguins, du sang animal préparé à des fins de diagnostic ainsi que des vaccins, toxines, cultures de micro-organismes et produits simil.)	
38249996	Produits chimiques et préparations des industries chimiques ou des industries connexes, y.c. les mélanges de produits	
39069090	Polymères acryliques sous formes primaires (à l'excl. du poly[méthacrylate de méthyle], du poly[N-'3-hydroxyimino-1,1-diméthylbutyl]acrylamide], d'un copolymère de 2- diisopropylaminoéthylméthacrylate et de décylméthacrylate sous forme de solution dans du N,N-diméthylacétamide, contenant en poids >= 55% de copolymère, d'un copolymère d'acide acrylique et d'acrylate de 2-éthylhexyle contenant en poids >= 10% mais <= 11% d'acrylate de 2-éthylhexyle, d'un copolymère d'acrylonitrile et d'acrylate de méthyle modifié au moyen de polybutadiène-acrylonitrile [NBR], des produits de polymérisation d'acide acrylique, méthacrylate d'alkyle et de petites quantités d'autres monomères destinés à être utilisés comme épaississants dans la production des pâtes pour l'impression des textiles et d'un copolymère d'acrylate de méthyle, d'éthylène et d'un monomère contenant un groupe carboxyle non terminal présent en tant que substituant, contenant en poids >= 50% d'acrylate de méthyle, même mélangé avec de la silice)	
39119099	Polymères et prépolymères obtenus par voie de synthèse chimique [voir note 3 du présent chapitre], n.d.a., sous formes primaires (à l'excl. du copolymère de p-crésol et divinylbenzène sous forme de solution dans du N,N-diméthylacétamide et des copolymères de vinyltoluène et d'alfa-méthylstyrène hydrogénés)	
39140000	Échangeurs d'ions à base de polymères des n° 3901 à 3913, sous formes primaires	
39269097	Ouvrages en matières plastiques et ouvrages en autres matières des n° 3901 à 3914, n.d.a.	
40091100	Tubes et tuyaux en caoutchouc vulcanisé non durci, non renforcés à l'aide d'autres matières ni autrement associés à d'autres matières, sans accessoires	
40118000	Pneumatiques neufs, en caoutchouc, des types utilisés pour les véhicules et engins de génie civil, de travaux miniers et de manutention industrielle	

ANNEXE DELIBERATION N°17- 522-1 SECTEUR E

CODE NC8	DESIGNATION	OBSERVATIONS
40159000	Vêtements et accessoires du vêtement en caoutchouc vulcanisé non durci, pour tous usages (à l'excl. des gants, mitaines et moufles, des chaussures ou des coiffures ainsi que des parties de chaussures ou de coiffures)	
40169991	Pièces en caoutchouc-métal en caoutchouc vulcanisé non durci (à l'excl. des ouvrages en caoutchouc alvéolaire et de celles qui, en raison de leur nature, sont destinées exclusivement ou principalement aux véhicules automobiles des n° 8701 à 8705)	
40169997	Ouvrages en caoutchouc vulcanisé non durci, n.d.a. (à l'excl. des ouvrages en caoutchouc alvéolaire)	
44129985	Bois plaqués et bois stratifiés simil., ne contenant pas de panneaux de particules et sans âme panneautée, lattée ou lamellée (à l'excl. du bois ayant au moins un pli extérieur en bois autres que de conifères, de bambou, des bois contreplaqués constitués exclusivement de feuilles de bois dont chacune a une épaisseur ≤ 6 mm, des panneaux en bois dits 'densifiés', des panneaux cellulaires en bois, des bois marquetés ou incrustés ainsi que des panneaux reconnaissables comme étant des parties de meubles)	
63053219	Contenants souples d'emballage pour matières en vrac, obtenus à partir de lames ou formes simil., de polyéthylène ou de polypropylène (autres qu'en bonneterie)	
68061000	Laines de laitier, de scories, de roche et laines minérales simil., même mélangées entre elles, en masses, feuilles ou rouleaux	
72269970	Produits laminés plats en aciers alliés autres qu'aciers inoxydables, largeur < 600 mm, laminés à chaud ou à froid et autrement traités (sauf zingués et produits en aciers à coupe rapide ou aciers au silicium dits 'magnétiques')	
73069000	Tubes, tuyaux et profilés creux [p.ex. rivés, agrafés ou à bords simpl. rapprochés], en fer ou en acier (sauf tubes sans soudure ou soudés et tubes de sections intérieure et extérieure circulaires et d'un diamètre extérieur > 406,4 mm)	
73071110	Accessoires de tuyauterie moulés en fonte non malléable, pour tubes et tuyaux des types utilisés pour canalisations sous pression	
73072100	Brides en aciers inoxydables (non moulés)	
73072210	Manchons en aciers inoxydables, filetés (à l'excl. des produits moulés)	
73072290	Coudes et courbes en aciers inoxydables, filetés (à l'excl. des produits moulés)	
73079100	Brides en fer ou aciers (autres que moulés ou en acier inoxydable)	
73181595	Vis et boulons filetés, en fonte, fer ou en acier même avec leurs écrous ou rondelles, avec tête (sauf avec tête fendue ou à empreinte cruciforme, à six pans creux ou hexagonale; sauf vis à bois, vis autotaraudeuses, vis et boulons filetés pour la fixation des éléments des voies ferrées)	
73181900	Articles de boulonnerie et de visserie, filetés, en fonte, fer ou acier, n.d.a.	
73209090	Ressorts et lames de ressorts en fer ou en acier (sauf ressorts spiraux plats, ressorts ayant la forme de disques, ressorts en hélice, ressorts à lames et leurs lames, ressorts de montres, rondelles-ressorts, rondelles élastiques et sauf ressorts amortisseurs et ressorts à barre à torsion de la Section 17)	

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171220-17-522-1-DE
Date de télétransmission : 24/01/2018
Date de réception préfecture : 24/01/2018

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS
- Décembre 2017 -
ANNEXE DELIBERATION N°17- 522-1 SECTEUR E

960

CODE NC8	DESIGNATION	OBSERVATIONS
73269098	Ouvrages en fer ou en acier, n.d.a.	
74199990	Ouvrages en cuivre, n.d.a.	
82032000	Pinces (même coupantes), tenailles, brucelles à usage non médical et outils simil. à main, en métaux communs	
82041100	Clés de serrage à main (y.c. les clés dynamométriques), en métaux communs, à ouverture fixe	
82059090	Assortiments d'articles d'au moins deux des sous-positions du n° 8205	
82060000	Outils d'au moins deux des n° 8202 à 8205, conditionnés en assortiments pour la vente au détail	
83111000	Électrodes enrobées en métaux communs, pour le soudage à l'arc	
83113000	Baguettes enrobées et fils fourrés en métaux communs, pour brasage ou soudage à la flamme (à l'excl. des fils et baguettes à âme décapante chez lesquels le métal de brasage, décapants et fondants non compris, contient >= 2% en poids d'un métal précieux).	
84137081	Pompes pour liquides, centrifuges, monocellulaires, à moteur, avec tubulure de refoulement d'un diamètre nominal > 15 mm (sauf pompes à dispositif mesureur ou conçues pour en comporter des n° 841311 ou 841319; pompes à carburant, à huile ou à liquide de refroidissement pour moteurs à allumage par étincelles ou par compression; pompes à béton; pompes immergées, circulateurs de chauffage central et d'eau chaude, pompes à roue radiale).	
84138100	Pompes pour liquides à moteur (sauf pompes à dispositif mesureur ou conçues pour en comporter des n° 841311 ou 841319, pompes à carburant, à huile ou à liquide de refroidissement pour moteurs à allumage par étincelles ou par compression, pompes à béton, pompes pour liquides volumétriques alternatives ou rotatives et pompes centrifuges de tous genres).	
84141089	Pompes à vide (autres que pompes à vide destinées à être utilisées dans la fabrication des semi-conducteurs, pompes à piston tournant, pompes à palettes, pompes moléculaires, pompes Roots, pompes à diffusion, pompes cryostatiques et pompes à adsorption).	
84145995	Ventilateurs (sauf ventilateurs de table, de sol, muraux, plafonniers, de toitures ou de fenêtres, à moteur électrique incorporé, d'une puissance <= 125 W, et sauf ventilateurs axiaux ou centrifuges)	
84148080	Pompes à air et hottes aspirantes à extraction ou à recyclage avec ventilateur incorporé, également avec filtre, plus grand côté horizontal > 120 cm (sauf pompes à vide, pompes à air à main ou à pied et sauf compresseurs)	
84149000	Parties de pompes à air ou à vide, de compresseurs d'air ou d'autres gaz et de ventilateurs, de hottes aspirantes à extraction ou à recyclage, à ventilateur incorporé, n.d.a.	
84179000	Parties de fours industriels ou de laboratoires non électriques, y.c. d'incinérateurs, n.d.a.	
84212980	Appareils pour la filtration ou l'épuration des liquides (à l'exclusion des eaux ou des boissons, des huiles minérales et carburants pour les moteurs à allumage par étincelles ou par compression et les composés de fluoropolymères dont l'épaisseur du filtre ou de la membrane purificatrice n'excède pas 140microns)	

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS
- Décembre 2017 -
ANNEXE DELIBERATION N°17- 522-1 SECTEUR E

961

CODE NC8	DESIGNATION	OBSERVATIONS
84213925	Appareils pour la filtration ou l'épuration de l'air	
84219910	Parties des appareils relevant des sous-positions 84212920 ou 84213915, n.d.a.	
84219990	Parties d'appareils pour la filtration ou l'épuration des liquides ou des gaz, n.d.a.	
84295199	Chargeuses et chargeuses-pelleteuses à chargement frontal, autopropulsées (à l'excl. des engins à chenilles et des engins spécialement conçus pour mines au fond ou pour d'autres travaux souterrains).	
84313900	Parties de machines et appareils du n° 8428, n.d.a.	
84314100	Godets, bennes, bennes-preneuses, pelles, grappins et pinces pour machines et appareils des n° 8426, 8429 ou 8430	
84314980	Parties de machines et appareils des n° 8426, 8429 ou 8430, n.d.a.	
84622991	Machines (y.c. les presses), à rouler, cintrer, plier, dresser, ou planer, pour le travail des métaux, hydrauliques (autres que pour le travail des produits plats, autres qu'à commande numérique).	
84678900	Outils pour emploi à la main, hydrauliques ou à moteur non électrique incorporé (sauf tronçonneuses à chaîne et outils pneumatiques)	
84741000	Machines et appareils à trier, cribler, séparer ou laver les matières minérales solides (y.c. les poudres et les pâtes) (à l'excl. des centrifugeuses et des filtres-presses)	
84768100	Machines automatiques de vente de produits, comportant un dispositif de chauffage ou de réfrigération (sauf machines automatiques de vente de boissons)	
84778093	Mélangeurs, malaxeurs et agitateurs pour la préparation du caoutchouc ou des matières plastiques	
84798200	Machines et appareils à mélanger, malaxer, concasser, broyer, cribler, tamiser, homogénéiser, émulsionner ou brasser, n.d.a. (à l'excl. des robots industriels)	
84798997	Machines et appareils, y.c. mécaniques, n.d.a.	
84799070	Parties de machines et appareils, y.c. les appareils mécaniques, n.d.a. (sauf parties de machines coulées ou moulées en fonte, fer ou acier, parties de machines relevant de la sous-position 84798970)	
84813099	Clapets et soupapes de retenue, pour tuyauteries, chaudières, réservoirs, cuves ou contenants simil. (autres qu'en fonte ou acier)	
84814010	Soupapes de trop-plein ou de sûreté en fonte ou en acier	
84818059	Vannes de régulation (autres que vannes de régulation de température, détendeurs, vannes pour transmission oléohydrauliques ou pneumatiques, soupapes et clapets de retenue, soupapes de trop-plein ou de sûreté et sauf robinetterie sanitaire et vannes de radiateurs de chauffage central)	
84818063	Robinets et vannes à passage direct, pour tuyauterie, etc., en acier (sauf robinetterie sanitaire et vannes pour radiateurs de chauffage central)	

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS
- Décembre 2017 -
ANNEXE DELIBERATION N°17- 522-1 SECTEUR E

962

CODE NC8	DESIGNATION	OBSERVATIONS
84818069	Robinets et vannes à passage direct, pour tuyauterie, etc. (autres qu'en fonte ou acier et sauf robinetterie sanitaire et vannes pour radiateurs de chauffage central)	
84818099	Articles de robinetterie et organes simil. pour tuyauteries, chaudières, réservoirs, cuves ou contenants simil. (à l'excl. des détendeurs, valves pour transmissions oléohydrauliques ou pneumatiques, clapets et soupapes de retenue, soupapes de trop-plein ou de sûreté, robinetterie sanitaire et pour radiateurs de chauffage central, valves pour pneumatiques et chambres à air, vannes de régulation, vannes robinets et vannes à passage direct, robinets, robinets à papillon et robinets à membrane)	
84829900	Parties de roulements à billes, à galets, à rouleaux ou à aiguilles (à l'excl. de leur organe de roulement), n.d.a.	
84832000	Paliers à roulements incorporés, pour machines	
84842000	Joints d'étanchéité mécaniques	
85011093	Moteurs à courant alternatif, d'une puissance <= 37,5 W (à l'excl. des moteurs synchrones <= 18 W)	
85013200	Moteurs et génératrices à courant continu, d'une puissance > 750 W mais <= 75 kW	
85014020	Moteurs à courant alternatif, monophasés, d'une puissance > 37,5 W mais <= 750 W	
85014080	Moteurs à courant alternatif, monophasés, d'une puissance > 750 W	
85015220	Moteurs à courant alternatif, polyphasés, d'une puissance > 750 W mais <= 7,5 kW	
85023980	Groupe électrogènes (autres qu'à énergie éolienne et à moteurs à piston et à l'excl. des turbogénératrices)	
85030099	Parties reconnaissables comme étant exclusivement ou principalement destinées aux moteurs et machines génératrices électriques ainsi qu'aux groupes électrogènes et convertisseurs rotatifs électriques, n.d.a. (sauf frettes amagnétiques et autres que coulées ou moulées en fonte, fer ou acier)	
85044082	Redresseurs (autres que ceux du type utilisé avec les appareils de télécommunication, les machines automatiques de traitement de l'information et leurs unités)	
85176990	Appareils pour la transmission ou la réception de la voix, d'images ou d'autres données, y.c. les appareils pour la communication dans un réseau filaire ou sans fil [tel qu'un réseau local ou étendu] (à l'excl. des postes téléphoniques d'usagers, des téléphones pour réseaux cellulaires et pour autres réseaux sans fil, des stations de base, des appareils pour la réception, la conversion et la transmission ou la régénération de la voix, d'images ou d'autres données, des visiophones, des parlophones, des récepteurs pour la radiotéléphonie ou la radiotélégraphie ainsi que ceux des n° 8443, 8525, 8527 ou 8528)	
85371091	Appareils de commande à mémoire programmable (autres que les commandes numériques incorporant une machine automatique de traitement de l'information)	

ANNEXE DELIBERATION N°17- 522-1 SECTEUR E

CODE NC8	DESIGNATION	OBSERVATIONS
85371098	Tableaux, panneaux, consoles, pupitres, armoires et autres supports comportant plusieurs appareils des numéros 8535 ou 8536, pour la commande ou la distribution électrique, y compris ceux incorporant des instruments ou appareils du chapitre 90 ainsi que les appareils de commande numérique, autres que les appareils de commutation du numéro 8517 pour une tension n'excédant pas 1000V (à l'exclusion des armoires de commande numérique incorporant une machine automatique de traitement de l'information, appareils de commande à mémoire programmable et dispositifs de commande tactile (dénommés écrans tactiles) sans capacité d'affichage, destinés à être incorporés dans des appareils d'affichage et fonctionnant en détectant et en localisant la pression appliquée sur la surface d'affichage)	
85389099	Parties reconnaissables comme étant exclusivement ou principalement destinées aux appareils des n° 8535, 8536 ou 8537, n.d.a. (à l'excl. des assemblages électroniques et des tableaux, panneaux, consoles, pupitres, armoires et autres supports pour articles du n° 8537, dépourvus de leurs appareils, ainsi que pour testeurs de disques [wafers] à semi-conducteur du n°8536 90 20)	
85414090	Dispositifs photosensibles à semi-conducteur, y.c. les cellules photovoltaïques	
87169090	Parties de remorques, semi-remorques et autres véhicules non automobiles, n.d.a.	
90049010	Lunettes, correctrices, protectrices ou autres, et articles simil., avec verres en matières plastiques (à l'excl. des lunettes pour tests visuels, des lunettes solaires, des verres de contact, des verres de lunetterie et des montures de lunettes)	
90200000	Appareils respiratoires et masques à gaz (à l'excl. des masques de protection dépourvus de mécanisme et d'élément filtrant amovible ainsi que des appareils respiratoires de réanimation et autres appareils de thérapie respiratoire)	
90261021	Débitmètres pour liquides, électroniques (à l'excl. des compteurs et des instruments et appareils pour la régulation ou le contrôle automatiques)	
90262020	Instruments et appareils pour la mesure ou le contrôle de la pression des liquides ou des gaz, électroniques (à l'excl. Des instruments et appareils pour la régulation ou le contrôle automatiques)	
90278017	Instruments et appareils électroniques pour analyses physiques ou chimiques, pour essais de viscosité, de porosité, de dilatation, de tension superficielle ou simil. ou pour mesures calorimétriques, acoustiques ou photométriques, n.d.a.	
90282000	Compteurs de liquides, y.c. les compteurs pour leur étalonnage	
90318080	Instruments, appareils et machines de mesure ou de contrôle, non dénommés ni compris ailleurs dans le présent chapitre (à l'exclusion des machines à équilibrer les pièces mécaniques, les bancs d'essai, instruments et appareils optiques pour le contrôle des disques ou des dispositifs à semi-conducteur ou pour le contrôle des masques ou des réticules utilisés dans la fabrication des dispositifs à semi-conducteur et projecteurs de profils)	
90319000	Parties et accessoires des instruments, appareils et machines de mesure ou de contrôle, non dénommés ni compris ailleurs dans le présent chapitre; projecteurs de profils	

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171220-17-522-1-DE
Date de télétransmission : 24/01/2018
Date de réception préfecture : 24/01/2018

ANNEXE DELIBERATION N°17- 522-1 SECTEUR E

CODE NC8	DESIGNATION	OBSERVATIONS
90328900	Instruments et appareils pour la régulation ou le contrôle automatiques (à l'excl. des instruments et appareils, hydrauliques ou pneumatiques, pour la régulation ou le contrôle automatiques, des manostats [pressostats], des thermostats et des articles de robinetterie du n° 8481)	
94018000	Sièges, n.d.a.	



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171220-17-524-1-DE
Date de télétransmission : 29/01/2018
Date de réception préfecture : 29/01/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-524-1

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE À MONSIEUR ALEX RACINE-ETS RACINE - COMPENSATION DES SURCOUTS POUR LES PRODUITS DE LA PÊCHE ET DE L'AQUACULTURE AU TITRE DE L'ANNÉE 2014 - PFEA700017CT0970046

L'An deux mille dix-sept, le vingt décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Christiane BAURAS, Joachim BOUQUETY (procuration à Eugène LARCHER), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Fred LORDINOT (procuration à Kora BERNABE), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Lucien RANGON), Charles-André MENCE (procuration à Félix CATHERINE), Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE (procuration à Lucien ADENET), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Sandra VALENTIN), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Jean-Philippe NILOR), Louise TELLE (procuration à Georges CLEON).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche ;

Vu le règlement (UE) n°508/2014 du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 relatif au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant les règlements du Conseil (UE) n°2328/2003, (CE) n°861/2006, (CE) n°1198/2006 et (CE) n°791/2007 et le règlement (UE) n°1255/2011 du Parlement européen et du Conseil, et notamment son article 97 ;

Vu le Programme opérationnel Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche en France (CCI 2014FR14MFOP001) approuvée par la décision de la Commission n° C(2015) 8863 du 3 décembre 2015;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le décret n° 2016-126 du 8 février 2016 relatif à la mise en oeuvre des programmes cofinancés par les fonds européens structurels et d'investissement pour la période 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-87-1 du 25 avril 2016 demandant l'exercice des fonctions d'organisme intermédiaire par délégation de gestion des mesures qui relèveront des compétences de la CTM, dans le cadre du programme opérationnel national du FEAMP pour la période 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-128-1 du 19 juillet 2016 portant validation du circuit de programmation des dossiers cofinancés par les fonds européens et modalités de gestion du PO FEDER FSE, FEAMP et FEADER ;
Vu la convention du 19 octobre 2016 entre l'autorité de gestion du programme opérationnel FEAMP pour la période 2014-2020 et la Collectivité Territoriale de Martinique ;
Vu la demande de Monsieur Alex RACINE – ETS RACINE enregistrée le 25 novembre 2016 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE Conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;
Vu l'avis favorable de la Direction des Pêches Maritimes et de l'Aquaculture (DPMA) concernant l'enveloppe attribuée à la Martinique relative à l'année 2014 ;
Vu l'avis de l'Instance Technique Partenariale du 14 novembre 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission affaires européennes et coopération le 11 décembre 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission politique de la mer, métiers de la mer (pêche, aquaculture, nautisme et ressources marine dans la ZEE) le 11 décembre 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 12 décembre 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une aide FEAMP d'un montant de quarante six mille six cent cinquante deux euros soixante deux centimes (46 652,62 €), soit 100% du coût total éligible de l'opération de 46 652,62 €, est attribuée à Monsieur Alex RACINE-ETS RACINE pour la compensation des surcoûts pour la production des produits de la pêche et de l'aquaculture au titre de l'année 2014-PFEA700017CT0970046.

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par voie d'arrêté délibéré au sein du Conseil Exécutif toute mesure d'ajustement relative à la présente délibération.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171220-17-526-1-DE
Date de télétransmission : 29/01/2018
Date de réception préfecture : 29/01/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-526-1

PORTANT AVENANT À LA CONVENTION DE SUBVENTION GLOBALE 2014-2017 AU TITRE DU PROGRAMME OPÉRATIONNEL FSE 2014-2020

L'An deux mille dix-sept, le vingt décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Christiane BAURAS, Joachim BOUQUETY (procuration à Eugène LARCHER), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Fred LORDINOT (procuration à Kora BERNABE), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Lucien RANGON), Charles-André MENCE (procuration à Félix CATHERINE), Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE (procuration à Lucien ADENET), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Sandra VALENTIN), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Jean-Philippe NILOR), Louise TELLE (procuration à Georges CLEON).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche ;

Vu le règlement (UE) n°1304/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au fonds social européen et abrogeant le règlement (CE) n°1081/2006 du Conseil ;

Vu l'approbation du PO FSE par la Commission Européenne du 17 décembre 2014 ;

Vu le régime d'aide SIEG n° 2012/21/UE du 20 décembre 2011 ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président;
Vu la convention de subvention globale signée le 7 mai 2015 et son avenant n°1 signé le 18 décembre 2015
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE Conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission affaires européennes et coopération le 11 décembre 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 12 décembre 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est approuvé la passation d'un avenant à la convention de subvention globale 2014-2017.

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour procéder, par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif :

- aux ajustements financiers de l'enveloppe FSE,
- aux ajustements éventuels et prendre toute mesure d'application relative à la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION N°17-526-1



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



UNION EUROPÉENNE

Convention
subvention globale
2014-2017

Programmation 2014-2020

Programme opérationnel Fonds social européen ETAT Martinique

de subvention globale de la Collectivité Territoriale de Martinique (ex Conseil Général) au titre du programme opérationnel FSE État 2014-2020

N° Ma Démarche FSE 201600007

Années **2014 - 2017**

- Vu le règlement (UE) du Parlement européen et du Conseil n°1303/2013 (ci-après dénommé « le Règlement général ») portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, notamment son article 123,7 ;
- Vu le règlement (UE) du Parlement européen et du Conseil n°1304/2013 du 17 décembre 2013 relatif au Fonds social européen ;
- Vu le règlement (UE) n°966/2012 du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2012 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union général de l'Union
- Vu le règlement délégué (UE) n° 480/2014 de la commission du 3 mars 2014 complétant le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil;
- Vu le Code général des collectivités territoriales;
- Vu le Code des communes;
- Vu la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée par la loi du 6 août 2004 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;
- Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- Vu le décret n°2014-1460 du 8 décembre 2014 modifié par le décret n°2008-548 du 11 juin 2008 relatif à la Commission interministérielle de coordination des contrôles portant sur les opérations cofinancées par les Fonds européens
- Vu le décret modifié n° 2016-279 du 8 Mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes cofinancés par les fonds européens (FEDER, FSE, FEADER, FEAMP) pour la période 2014-2020;

- Vu décret n° 2016-126 du 8 février 2016 relatif à la mise en œuvre des programmes cofinancés par les fonds européens structurels et d'investissement pour la période 2014-2020
- Vu l'arrêté du 29 décembre 2014 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M57 applicables aux collectivités territoriales uniques, aux métropoles et à leurs établissements publics administratifs ;
- Vu la décision de la Commission européenne n° C(2014)10127 du 17 décembre 2014 portant adoption du « programme opérationnel FSE Martinique État 2014-2020 »;
- Vu la délibération de l'organisme intermédiaire ci-après désigné, en date du 18 décembre 2014 approuvant la création d'une autorisation d'engagement relative à la subvention globale FSE;
- Vu la demande de subvention globale de l'organisme intermédiaire ci-après désigné, en date du 12 Mars 2015;
- Vu l'avis du Comité de programmation réuni le 19 Juin 2015;
- Vu la notification de la décision de l'autorité de gestion ci-après désignée, en date du 24 Juillet 2015.

Entre l'État, représenté par le Préfet de la Martinique, Monsieur Franck ROBINE

ci-après dénommé « l'Autorité de gestion » d'une part,

Et La Collectivité Territoriale de Martinique représentée par Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif,

N° SIRET : 229 720 016 00018

Statut : collectivité territoriale

Située à rue Gaston Defferre CS 30137 97200 – Fort-de-France

ci-après dénommé « l'Organisme intermédiaire » d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet

Cette présente convention a pour objet d'annuler et remplacer la convention initiale en date du 7 mai 2015 et l'avenant n°1 en date du 18 décembre 2015. Cette présente convention définit les conditions dans lesquelles l'autorité de gestion confie à l'organisme intermédiaire (OI), la gestion d'une subvention globale telle que définie par les règlements européens visés en référence, de crédits du FSE alloués aux opérations relevant des dispositifs définis à l'article 2, au titre du programme opérationnel susmentionné.

Article 2 : Périmètre de la subvention globale - dispositifs concernés

Les dispositifs mis en œuvre par l'OI et cofinancés dans le cadre de la subvention globale, relèvent des objectifs et conditions d'éligibilité des axes, objectifs thématiques, priorités d'investissement et objectifs spécifiques suivants du programme opérationnel :

Dispositif 3.1.1

Axe

Objectif thématique

Priorité d'investissement

Objectif spécifique

Repérage et intégration dans un parcours d'insertion

3 - promouvoir l'inclusion active et combattre la pauvreté

9 – Promouvoir l'inclusion sociale et lutter contre la pauvreté et toute forme de discrimination

9.1 – L'inclusion active, y compris en vue de promouvoir l'égalité des chances, la participation active et une meilleure aptitude à l'emploi

3.1 – Augmenter le nombre de personnes très éloignées de l'emploi bénéficiant d'un parcours d'insertion.

Dispositif 3.1.2

Axe

Objectif thématique

Priorité d'investissement

Objectif spécifique

Ingénierie de parcours et professionnalisation des acteurs

3 - promouvoir l'inclusion active et combattre la pauvreté

9 – Promouvoir l'inclusion sociale et lutter contre la pauvreté et toute forme de discrimination

9.1 – L'inclusion active, y compris en vue de promouvoir l'égalité des chances, la participation active et une meilleure aptitude à l'emploi

3.1 – Augmenter le nombre de personnes très éloignées de l'emploi bénéficiant d'un parcours d'insertion.

Dispositif 3.1.3

Axe

Objectif thématique

Priorité d'investissement

Actions spécifiques en faveur des femmes chefs de familles monoparentales

3 - promouvoir l'inclusion active et combattre la pauvreté

9 – Promouvoir l'inclusion sociale et lutter contre la pauvreté et toute forme de discrimination

9.1 – L'inclusion active, y compris en vue de promouvoir l'égalité des chances, la participation active et une meilleure aptitude à l'emploi

3.1 – Augmenter le nombre de personnes très éloignées de l'emploi bénéficiant d'un parcours d'insertion

Dispositif 3.2.1

Axe

Objectif thématique

Priorité d'investissement

Objectif spécifique

Animation et coordination des dispositifs d'insertion

3 - promouvoir l'inclusion active et combattre la pauvreté

9 – Promouvoir l'inclusion sociale et lutter contre la pauvreté et toute forme de discrimination

9.1 – L'inclusion active, y compris en vue de promouvoir l'égalité des chances, la participation active et une meilleure aptitude à l'emploi

3.2 – Accroître le nombre de projets d'animation et de coordination de l'offre d'insertion.

Dispositif 3.2.2

Axe

Objectif thématique

Priorité d'investissement

Objectif spécifique

Caractérisation de l'offre d'insertion

3 - promouvoir l'inclusion active et combattre la pauvreté

9 – Promouvoir l'inclusion sociale et lutter contre la pauvreté et toute forme de discrimination

9.1 – L'inclusion active, y compris en vue de promouvoir l'égalité des chances, la participation active et une meilleure aptitude à l'emploi

3.2 – Accroître le nombre de projets d'animation et de coordination de l'offre d'insertion.

Dispositif 3.3.1

Axe

Objectif thématique

Priorité d'investissement

Objectif spécifique

Professionnalisation des acteurs sociaux

3 - promouvoir l'inclusion active et combattre la pauvreté

9 – Promouvoir l'inclusion sociale et lutter contre la pauvreté et toute forme de discrimination

9.4 – L'amélioration de l'accès à des services abordables, durables et de qualité, y compris les soins de santé et les services sociaux d'intérêt général

3.3 – Accroître les compétences et la professionnalisation des métiers des services sociaux, de santé et à la personne afin d'en améliorer l'efficacité.

Dispositif 3.3.2

Axe

Objectif thématique

Priorité d'investissement

Objectif spécifique

Dispositif 3.4.1

Axe

Objectif thématique

Priorité d'investissement

Objectif spécifique

Développement des services à la personne

3 - promouvoir l'inclusion active et combattre la pauvreté

9 – Promouvoir l'inclusion sociale et lutter contre la pauvreté et toute forme de discrimination

9.4 – L'amélioration de l'accès à des services abordables, durables et de qualité, y compris les soins de santé et les services sociaux d'intérêt général

3.3 – Accroître les compétences et la professionnalisation des métiers des services sociaux, de santé et à la personne afin d'en améliorer l'efficacité.

Assistance à l'émergence de stratégies locales

3 - promouvoir l'inclusion active et combattre la pauvreté

9 – Promouvoir l'inclusion sociale et lutter contre la pauvreté et toute forme de discrimination

9.6 – Des stratégies de développement local menées par les acteurs locaux

3.5 – Accroître la capacité d'insertion des populations défavorisées présentes sur les territoires infra-départementaux par la mise en œuvre de stratégies de développement local menées par les acteurs locaux.

Dispositif 3.4.2

Axe

Objectif thématique

Priorité d'investissement

Objectif spécifique

Mise en œuvre des stratégies locales

3 - promouvoir l'inclusion active et combattre la pauvreté

9 – Promouvoir l'inclusion sociale et lutter contre la pauvreté et toute forme de discrimination

9.6 – Des stratégies de développement local menées par les acteurs locaux

3.5 – Accroître la capacité d'insertion des populations défavorisées présentes sur les territoires infra-départementaux par la mise en œuvre de stratégies de développement local menées par les acteurs locaux.

Dispositif 4

Axe

Objectif spécifique

Assistance technique

5 - Assistance technique destinée à soutenir les coûts induits par la gestion et la mise en œuvre des fonds structurels spécifiquement FSE

5.1 – Mettre en place un système efficace de gestion, de suivi, de contrôle, d'évaluation de la communication.

Le descriptif technique de la subvention globale, tel que validé par le Comité de programmation compétent et approuvé par l'autorité de gestion, précisant pour chaque dispositif les objectifs stratégiques, le suivi des indicateurs, les types d'opérations ainsi que les critères de sélection des opérations et des bénéficiaires, ainsi que le plan de financement de la subvention globale, figurent en annexes 1 et 2 de la présente convention

Le périmètre de la subvention globale peut être revu, après avis du Comité de programmation compétent, en cas de modification des orientations stratégiques du programme opérationnel, telles que prévues dans le cadre de l'évaluation des programmes opérationnels, aux articles 30, 55, 56, 57, 96 et 114 du Règlement général visé en référence.

Article 3 : Périodes couvertes

3.1 Période de programmation pour les organismes intermédiaires

La période de programmation par l'OI des opérations relevant de la subvention globale s'étend du 7 mai 2015 au 31 mars 2018, la date de signature du relevé des décisions du comité de programmation de l'OI faisant foi.

Les opérations peuvent être programmées :

- si elles n'étaient pas achevées à la date de dépôt de la demande de subvention globale, à savoir le 12 Mars 2015;

- si elles ne sont pas achevées à la date de dépôt de la demande par le bénéficiaire.

3.2 Période de réalisation des opérations

La période de réalisation des opérations programmées par l'OI au titre de la subvention globale y compris pour les opérations relevant de l'axe 5 (assistance technique) s'étend du 1^{er} janvier 2014 au 31 décembre 2019.

3.3 Date limite de déclaration des dépenses par l'organisme intermédiaire

Au plus tard 12 mois après la fin de la période de réalisation fixée au point 3.2 soit le 31 décembre 2020 pour les opérations de l'axe 3 et pour les dépenses relevant de l'axe 5 (assistance technique), l'OI doit avoir transmis à l'autorité de certification la totalité des dépenses dont il demande le remboursement par le Fonds social européen.¹

3.4 Période de validité et de révision

Le présent avenant prend effet à compter de sa notification à l'OI.

Toute modification du présent avenant ou de ses annexes doit faire l'objet d'un avenant signé par les deux parties. Ces avenants peuvent être conclus jusqu'à 9 mois après la date limite de réalisation fixée à l'article 3.2 de la présente convention

L'OI prend toutes les dispositions nécessaires pour exécuter les obligations liées au présent avenant jusqu'à l'expiration du délai de contrôle réglementaire auquel sont soumises toutes les opérations cofinancées par les Fonds européens structurels et d'investissement prévu par les règlements européens. Cette disposition s'applique sans préjudice de l'obligation pour l'OI de conserver l'ensemble des informations et des pièces relatives à la mise en œuvre de la subvention globale jusqu'à l'issue d'un délai de trois ans suivant la présentation des comptes dans lesquels figurent les dernières dépenses des opérations relevant de la subvention globale, soit au plus tard le 31 décembre 2027.

L'autorité de gestion informe l'OI de la date de ce dernier versement.

Ce délai peut être prolongé en cas de procédure judiciaire ou sur demande dûment motivée de la Commission européenne conformément à l'article 140 du Règlement général visé en référence.

Article 4 : Plan de financement de la subvention globale et modalités de révision

4.1 Plan de financement

La subvention globale porte sur un montant prévisionnel indicatif de **42 673 272,09 euros de dépenses totales éligibles dont un montant prévisionnel maximal de 32 651 484,51 euros de crédits européens du FSE.**

La répartition du montant des dépenses totales éligibles prévisionnelles, détaillé par dispositif et par source de financement (public européen, public national et privé), distinguant les montants apportés par l'OI, et synthétisé par axe, objectif thématique, priorité d'investissement, objectif spécifique et dispositif, figure en annexe 2 de la présente convention et constitue le plan de financement de la subvention globale.

4.2 Conditions de révision du plan de financement

¹ Aucune convention de subvention globale ne peut prévoir une date limite de déclaration de dépenses au-delà du 31 janvier 2024.

Les montants et taux d'intervention infra-axe sont indicatifs et peuvent donc être ajustés par l'OI en cours d'exécution, dans la limite des montants et taux d'intervention du FSE fixés au niveau de chaque axe.

Programmation

Compte tenu du contexte local de mise en œuvre de la subvention globale, l'Autorité de Gestion autorise le report des crédits non programmés d'une année sur l'autre dans la limite du 31/12/2017. Au-delà de cette date, les crédits non programmés seront remis à la disposition de l'Autorité de Gestion qui décidera de leur réaffectation, en lien avec l'OI.

Déclaration de dépenses

A l'issue du dialogue de gestion annuel mené par l'autorité de gestion, celle-ci notifie à l'OI un objectif annuel de déclaration de dépenses. Cet objectif annuel est calculé comme suit :

- A l'issue de l'année n+2, l'OI devra avoir transmis à l'autorité de certification des rapports de contrôle de service fait pour un montant de crédits FSE équivalent au moins à la somme de 65% du montant FSE programmé au titre de l'année n et 25% du montant FSE programmé au titre de l'année n+1 ;

- A l'issue de l'année n+3, l'OI devra avoir transmis à l'autorité de certification des rapports de contrôle de service fait pour un montant de crédits FSE équivalent au moins à la somme de 15% **supplémentaire** du montant FSE programmé au titre de l'année n, 40% **supplémentaire** du montant FSE programmé au titre de l'année n+1 et 25% du montant FSE programmé au titre de l'année n+2;

- A l'issue de l'année n+4, l'OI devra avoir transmis à l'autorité de certification des rapports de contrôle de service fait pour un montant de crédits FSE équivalent au moins à la somme de 15% **supplémentaire** du montant FSE programmé au titre de l'année n+1, et 55% **supplémentaire** du montant FSE programmé au titre de l'année n+2;

Si l'un de ces objectifs n'est pas atteint, l'État peut présenter au comité de programmation compétent un plan de financement modifié diminué des montants FSE non déclaré par année. Ce plan de financement est validé par le comité de programmation de l'État et notifié à l'OI par l'autorité de gestion. Celui-ci annule et remplace le plan de financement figurant en annexe 2 de la convention en vigueur.

L'OI s'engage à assurer les paiements de toute somme due aux bénéficiaires même s'il lui est fait application des règles mentionnées ci-dessus.

Article 5 : Missions confiées et description du système de gestion et de contrôle

5.1. Missions confiées par l'autorité de gestion à l'OI

Ces missions s'exercent pour le compte et sous le contrôle de l'autorité de gestion et dans le cadre général mis en place pour la gestion du programme opérationnel, en particulier pour ce qui concerne la certification par l'autorité de certification des dépenses déclarées à la Commission européenne.

Pour ce faire, l'OI s'appuie sur l'ensemble des procédures arrêtées par l'autorité de gestion et recourt aux documents types mis à disposition par elle pour la mise en œuvre du programme opérationnel. Il doit utiliser le système d'information « Ma-démarche-FSE ».

Les missions déléguées sont les suivantes :

♦ L'OI assure la gestion et le contrôle des dispositifs cofinancés et des opérations qui en relèvent. Pour ce faire, il est tenu de respecter les conditions prescrites par la réglementation européenne et nationale applicable, le programme opérationnel et les recommandations des autorités d'audit et de certification. L'OI applique l'ensemble des procédures et outils définis par l'État pour la mise en œuvre du programme opérationnel. La gestion et le contrôle des opérations cofinancées comprennent :

- l'animation des dispositifs;
- l'information des bénéficiaires potentiels par le biais d'appels à projets permettant d'assurer le respect du principe de transparence dans l'attribution des aides FSE,

- ♦ l'information des participants aux opérations et du public, l'appui au montage et la réception des dossiers;
 - ♦ l'instruction, la sélection, la notification du montant de l'aide au bénéficiaire et l'établissement de l'acte juridique relatif à l'attribution de l'aide européenne;
 - ♦ le suivi de l'exécution de l'opération;
 - ♦ le pilotage et le contrôle du recueil et du renseignement des données liées aux participants et aux entités et la qualité de ces données;
 - ♦ le contrôle du service fait;
 - ♦ et l'archivage.
- ♦ Il assume la responsabilité de la gestion financière des crédits européens qui lui sont confiés. A ce titre, il :
- ♦ met en paiement l'aide européenne;
 - ♦ s'assure de l'engagement et du paiement effectif des autres cofinancements nationaux mobilisés sur les opérations conformément aux dispositions de l'article 132 du règlement général visé en référence ;
 - ♦ met en place un système approprié de suivi des montants versés aux bénéficiaires pour chaque opération ;
- ♦ Il veille au bon avancement des opérations.
- ♦ Il assure le recueil et le renseignement exhaustif et continu dans Ma démarche FSE, outil informatisé de suivi du programme opérationnel, des informations techniques, administratives et financières, nécessaires au pilotage, à l'évaluation, à la gestion et au contrôle des opérations et de la subvention globale.
- ♦ Il organise la sélection des opérations par une instance de décision constituée en son sein et veille à ce que celle-ci respecte l'ensemble des critères de sélection et conditions d'éligibilité applicables.
- L'autorité de gestion est saisie, pour avis, des dossiers présentés en instance technique partenariale de l'OI. A cette fin, la liste des dossiers examinés en cette instance lui est transmise au moins 7 jours avant la date de sa réunion. L'avis émis par l'autorité de gestion est inscrit au procès-verbal de cette instance. Elle participe à sa demande aux séances de cette instance.
- ♦ La liste des dossiers programmés par l'organisme intermédiaire est transmise à l'autorité de gestion pour information du comité de programmation de celle-ci.

Lorsque l'OI est lui-même bénéficiaire d'une opération cofinancée au titre de la subvention globale, une séparation doit être organisée entre le service qui met en œuvre l'opération (bénéficiaire) et le service chargé des tâches de gestion et de contrôle du FSE alloué à cette opération (gestionnaire). Cette séparation fonctionnelle ressort de l'organigramme de l'OI. Les services concernés peuvent appartenir à une même direction. Les dossiers relatifs à ces opérations sont soumis aux mêmes procédures, critères de sélection, conditions d'éligibilité et contrôles que les dossiers relatifs aux opérations de bénéficiaires juridiquement distincts de l'OI.

5.2. Description du système de gestion et de contrôle

L'OI s'engage à mobiliser tous moyens nécessaires pour assurer la bonne gestion des crédits du FSE dans le respect de la réglementation européenne et des dispositions nationales.

L'OI communique à l'autorité de gestion une description précise de l'organisation, des moyens et des procédures mis en œuvre pour assurer les missions prévues à l'article 5.1, selon la forme et les modalités prévues.

L'autorité de gestion vérifie que les procédures, l'organisation et les moyens de l'OI permettent d'assumer les missions confiées. Si nécessaire, l'OI modifie son organisation à la demande de l'autorité de gestion. En cours d'exécution de la présente convention, l'OI communique à l'autorité de gestion, toute modification introduite dans son système de gestion et de contrôle. Si les éléments transmis par l'OI ne répondent pas aux obligations permettant de vérifier la piste d'audit telles que mentionnées à l'article 125 du règlement général et à l'article 25 du règlement délégué (UE) n°480/2014 susvisés, le bénéficiaire doit mettre en œuvre des mesures correctives sans quoi il ne peut être autorisé à participer aux appels de fonds.

La description établie par l'OI figure en annexe 3 à la présente convention. Sa version en vigueur engage celui-ci. En

cas de non-respect des dispositions prévues par le descriptif de système de gestion et de contrôle il peut être fait application des dispositions de l'article 11 de la présente convention.

Article 6 : Dispositions financières

6.1. Mise à disposition des crédits européens

Le versement de la subvention du FSE est effectué à partir du compte de tiers 464.1 de l'État dédié aux Fonds structurels européens hors budget de l'État suivi selon la codification CHORUS :

Axe « Fonds » :	FSE00
Axe « Tranche fonctionnelle »	FE2014-2020
Axe « Domaine fonctionnel » :	FSE00-11 - PO FSE Martinique
- Axe « Compte budgétaire » :	92 – Transfert aux conseils généraux
- Axe « Centre financier »	L103 – DRFIP MARTINIQUE

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances publiques.

Les fonds sont versés par virement au comptable assignataire, le Trésorier Payeur Territorial. Ils sont enregistrés aux comptes budgétaires définis par l'instruction budgétaire et comptable M57 applicables aux collectivités territoriales uniques, aux métropoles et à leurs établissements publics administratifs .

Les crédits européens dus au titre des dispositions de l'article 6.2 infra, sont versés à l'OI dès lors que l'autorité de gestion dispose en trésorerie des crédits du FSE nécessaires suite aux versements de la Commission européenne.

6.2. Modalités de versement à l'organisme intermédiaire

Les versements des crédits du FSE de l'autorité de gestion à l'organisme intermédiaire sont effectués au titre d'avances, d'acomptes ou de solde.

6.2.1 Paiement d' avances

I/ Une avance est versée à l'organisme intermédiaire sur production d'attestations de démarrage des opérations cofinancées. L'avance doit être utilisée pour les paiements effectués au profit des bénéficiaires et mise sans délai à la disposition de ces derniers.

Le montant de l'avance qui sera versé à l'OI sera proportionnel à la part de la dotation qui lui est déléguée (montant prévisionnel FSE / enveloppe globale FSE *100).

Elle se répartit par année de la manière suivante :

Année	Montant avance attribuée à l'AG (a)	Quote-part (FSE SG/enveloppe globale FSE) (b)	Montant (c = a*b)
2014	1 172 180 €	26,18 %	306 923,95 €
2015	1 172 180 €	26,18 %	306 923,95 €
2016	1 172 180 €	26,18 %	306 923,95 €
Total avances 2014 – 2015 – 2016			920 771,85 €

Une première tranche de 500 000,00 € ayant été versée à l'OI en 2015, le solde d'avance dû s'élève à 420 771,85 € et sera versé dès signature de la présente convention.

2/ Une quote-part du préfinancement annuel sera versée dans la mesure où l'OI aura participé aux appels de fonds permettant de préserver le préfinancement annuel, et ceci jusqu'à la date limite des remontées de dépenses. Elle sera fonction de la part des dépenses déclarées par l'OI dans le total des dépenses déclarées concernant la période du 01/07 de l'année N jusqu'au 30/06 de l'année N+1.

Quote part = Montant préfinancement annuel * (dépenses déclarées OI / total dépenses déclarées sur la période)

Une notification de cette quote-part sera adressée à l'OI chaque année

Les modalités de déduction et de reprise de ces avances et des préfinancements annuels seront identiques à celles qui s'imposent à l'Autorité de Gestion, conformément au règlement UE 1303/2013.

6.2.2 Paiement des acomptes et du solde

Le paiement des acomptes et du solde est effectué dans le respect du montant et du taux d'intervention du FSE fixés par axe dans le plan de financement de la subvention globale.

6.2.2.1 Paiement d'acomptes

Des acomptes sont versés à l'OI sous réserve de sa participation aux appels de fonds réalisés auprès de la Commission européenne.

Les dépenses donnant lieu à remboursement de la participation européenne reposent sur des certificats de contrôle de service fait réalisés par l'OI et validés par l'autorité de certification. Le montant FSE dû à l'OI est obtenu après déduction des corrections opérées en application de décisions prises à l'issue des différentes procédures de contrôle ou d'audit nationales ou européennes.

Le remboursement de la participation FSE au titre des dépenses de la subvention globale intégrées à un appel de fonds, repose sur le certificat de dépenses transmis par l'OI à l'autorité de gestion. Ce dernier est établi selon le modèle défini par l'autorité de gestion. Il comprend :

- le montant cumulé des dépenses acquittées par les organismes bénéficiaires et validés par l'autorité de certification et le montant des ressources correspondantes distinguant la participation du FSE et les cofinancements publics et privés mobilisés ;
- un état des ordres de reversement émis et des montants recouvrés. L'OI est tenu de déduire de ses demandes de paiements toutes dépenses irrégulières dès lors que le contrôle est devenu définitif et que le retrait a été intégré dans un appel de fonds.

6.2.2.2 Paiement du solde

Le paiement du solde de l'aide FSE est conditionné à la production d'un certificat final de dépenses comprenant les dépenses totales effectivement réalisées, acquittées et justifiées par les bénéficiaires, retenues après contrôle de service fait, certifiées par l'autorité de certification, dans le respect du montant et du taux d'intervention du FSE fixés dans le plan de financement de la subvention globale, net des versements d'avances et d'acomptes déjà effectués et des corrections opérées suite à tous niveaux de contrôle.

Sans préjudice des procédures de correction ou résiliation fixées aux articles 10.6. et 11, le paiement du solde est subordonné à la production :

- Des éléments permettant d'établir le dernier rapport de mise en œuvre prévu à l'article 7.1 incluant la subvention globale ;

- des éléments permettant d'établir le dernier résumé annuel des contrôles prévu à l'article 10-7 concernant la subvention globale.

Ces documents sont transmis à l'autorité de gestion dans un délai de 12 mois suivant la date limite de réalisation des opérations fixées à l'article 3.2.

Le montant de la participation FSE due au titre de la convention est plafonné au montant du FSE conventionné et au montant des crédits FSE retenus après contrôle de service fait au titre des opérations individuelles relevant de la subvention globale net des montants irréguliers éventuellement constatés après contrôle ou audit.

Les crédits FSE correspondant aux dépenses qui n'auraient pas été déclarées dans le dernier appel de fonds du programme ne font pas l'objet de remboursement à l'organisme intermédiaire.

6.3. Paiement des aides européennes aux bénéficiaires

L'OI s'engage à conclure avec chaque bénéficiaire une convention conforme au modèle de convention établi et diffusé par l'autorité de gestion du programme via Ma démarche FSE.

S'agissant des opérations mises en œuvre par l'OI pour lui-même, un document comportant les mêmes mentions est établi par le service de l'OI chargé d'assurer l'exécution des tâches de gestion (agissant en service gestionnaire en séparation fonctionnelle) et adressé au service chargé de mettre en œuvre l'opération (agissant en service bénéficiaire en séparation fonctionnelle) pour l'informer des obligations européennes auxquelles il doit souscrire.

L'OI verse aux bénéficiaires le montant de la participation FSE due et le cas échéant ses autres cofinancements, dans les meilleurs délais et veille au respect des dispositions de l'article 132 du règlement général.

Les opérations de paiement au bénéficiaire sont exécutées par le comptable assignataire sur la base des ordres de paiement que cet organisme a établis.

6.4. Intérêts et remboursement d'indus relatifs à la gestion financière de la subvention globale

L'autorité de gestion retient l'option de retrait immédiat des dépenses irrégulières des appels de fonds dès que le constat issu du contrôle est devenu définitif. Cette option s'impose à l'OI.

6.5 Apurement des comptes annuels

A chaque période comptable, l'OI s'engage à produire à l'autorité de gestion toutes les données comptables, les recouvrements et autres données nécessaires à l'examen des comptes annuels par l'autorité de certification. Ces données sont saisies par l'OI dans le système d'information.

A la réception du solde annuel après apurement des comptes annuels par la Commission Européenne, l'autorité de Gestion s'engage à verser à l'OI la quote part lui revenant.

Article 7 : Suivi et évaluation

7.1 Modalité de suivi de l'exécution de la subvention globale

L'OI renseigne et transmet à l'autorité de gestion, chaque année, hormis pour la première année de la subvention globale, et selon le calendrier déterminé par elle, le document type support du dialogue de gestion figurant à l'annexe 4 de la présente convention.

Il transmet les éléments nécessaires à l'élaboration du rapport annuel de mise en œuvre du programme établi par l'autorité de gestion et fournit à l'autorité de gestion toute information nécessaire aux travaux du comité de suivi interfonds.

Les documents transmis par l'OI présentent :

- l'état d'avancement cumulé depuis le début de la période de réalisation des opérations fixée à l'article 3.2, ventilé par année;

- la mise en œuvre stratégique, physique et financière des dispositifs de la subvention globale, en apportant notamment des éclairages sur les données réalisées des indicateurs de réalisation et de résultat ;
- précise également, pour l'année écoulée, les faits marquants de la gestion de la subvention globale, les difficultés rencontrées et les mesures prises pour y remédier.

7.2. Système informatisé de suivi de la subvention globale et de la gestion des opérations

L'OI utilise le logiciel Ma démarche FSE, outil informatique de gestion du programme opérationnel, afin de saisir l'ensemble des données physiques et financières concernant la sélection, le suivi et le contrôle des opérations cofinancées.

Il applique l'ensemble des instructions de l'autorité de gestion du programme en vue d'un renseignement fiable et continu des données relatives à l'ensemble des étapes de la piste d'audit.

7.3. Indicateurs de suivi et d'évaluation

7.3.1 Les indicateurs de résultats et de réalisation

L'OI est chargé du pilotage et du contrôle du recueil des données relatives aux indicateurs de réalisation, de résultat et aux indicateurs financiers, fixés dans le programme opérationnel pour les axes concernés par le ou les dispositifs cofinancés au titre de la subvention globale. Ces données sont renseignées en continu dans Ma démarche FSE par les bénéficiaires.

Il veille à la qualité et à l'exhaustivité des données recueillies par les bénéficiaires ainsi qu'au respect par les bénéficiaires de leurs obligations en matière de protection des données personnelles telles que définies dans la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Si la Commission européenne suspend ses versements à l'autorité de gestion en cas d'insuffisance de la qualité et de la fiabilité du système de suivi ou des données relatives aux indicateurs communs et spécifiques, l'autorité de gestion peut suspendre le versement des crédits du FSE à l'OI pour la part de cette insuffisance qui lui est imputable.

7.3.2 Cadre de performance

L'OI doit contribuer à l'atteinte des cibles fixées à l'annexe 5 de la présente convention.

7.4. Évaluation

En application des articles 54, 56 et 57 du règlement général sur l'évaluation des fonds européens, la subvention globale peut donner lieu à une évaluation spécifique menée par l'autorité de gestion ou la Commission européenne.

Les données et informations nécessaires à ces évaluations sont tenues à disposition des évaluateurs par l'OI jusqu'au 31 décembre 2024.

Article 8 : Comptabilité séparée

Afin de permettre l'audit financier de son système de gestion et de contrôle, l'OI s'engage à tenir une comptabilité séparée ou à avoir recours à une codification comptable adéquate afin d'assurer le suivi des financements de la subvention globale.

Article 9 : Autres obligations

9.1. Information et communication

L'OI respecte les obligations de publicité de la participation du FSE fixées par la réglementation européenne et par les dispositions nationales.

En particulier, il appose l'emblème de l'Union européenne et la référence au programme opérationnel sur les supports et documents en lien avec la mise en œuvre de sa subvention globale. Il applique l'obligation d'affichage dans ses locaux. Il informe les bénéficiaires potentiels du cofinancement par le FSE des dispositifs de la subvention globale. Il s'assure que les bénéficiaires en informent les participants aux opérations. Il assure une communication sur le soutien du FSE à la réalisation

des opérations menées dans le cadre de la subvention globale. S'il dispose d'un site internet, il actualise, à ce titre, régulièrement la rubrique ou les pages dédiées à la subvention globale conformément aux dispositions de l'annexe XII du règlement général.

Il remplit ces fonctions dans le respect de la stratégie de communication du programme opérationnel mise en œuvre par l'autorité de gestion et dans lequel il s'inscrit selon les modalités arrêtées.

9.2. Respect des priorités européennes

Pour la réalisation des missions qui lui sont confiées au titre de l'article 5.1 de la présente convention, l'OI s'engage à promouvoir les priorités européennes en matière de développement durable, de promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes et de non-discrimination, ainsi que les autres principes horizontaux mentionnés dans le programme opérationnel.

L'OI en tient notamment compte pour la détermination des critères de sélection de ses appels à projets.

9.3. Mise en place d'un dispositif de contrôle interne

Le système de gestion et de contrôle mentionné à l'article 5.1 de la présente convention doit permettre à l'OI de prévenir, détecter et corriger les irrégularités. A cet effet, il met notamment en place un dispositif de contrôle interne efficace reposant sur une analyse des risques mise à jour régulièrement.

Il informe les bénéficiaires de l'existence d'un dispositif de recueil des plaintes et de suspicion de fraudes mis en place par l'autorité de gestion.

Il respecte les règles éthiques et morales fixées par la charte déontologique de l'autorité de gestion et s'engage également à prévenir et remédier aux conflits d'intérêts pouvant survenir lors de la gestion et du contrôle des crédits qui lui sont alloués par la présente subvention.

L'OI s'engage également à traiter les plaintes émanant de ses bénéficiaires et à rendre compte de ce traitement à l'autorité de gestion. De même il s'engage à répondre à l'autorité de gestion en cas de suspicion de fraude relevant de la présente convention.

9.4. Communication des irrégularités et prévention de la fraude

Dans les conditions prévues par l'article 122 du règlement général, les irrégularités constatées de plus de 10 000€ de FSE et dès le 1^{er} euro pour les entreprises bénéficiaires en faillite et les irrégularités frauduleuses font l'objet, par l'OI, d'une déclaration à la Commission européenne via le système d'information dédié.

9.5. Conservation des pièces justificatives

Sans préjudice des règles régissant les aides d'État, l'OI tient à la disposition des autorités nationales de gestion, de certification et d'audit ainsi que des instances européennes compétentes jusqu'à l'expiration d'un délai de trois ans à compter du 31 décembre suivant la présentation des comptes par l'autorité de gestion en titre à la Commission européenne dans lesquels figurent les dépenses des opérations relatives à la subvention globale:

- toutes les pièces relatives à la gestion et au contrôle des opérations programmées dans le cadre de la subvention globale (notamment les pièces justificatives des dépenses et ressources de chaque opération);
- les informations et documents relatifs au suivi financier de la subvention globale y compris le certificat de dépenses mentionné à l'article 6.2.2;
- les justificatifs du versement effectif des aides du FSE et des cofinanceurs nationaux aux bénéficiaires.

Pour chaque rapport de contrôle de service fait inclus dans un compte annuel transmis à la Commission européenne, l'autorité de gestion informe le bénéficiaire de la date de commencement du délai de conservation des pièces afférentes.

Ce délai peut être prolongé en cas de procédure judiciaire ou administrative ou sur demande dûment motivée de la Commission européenne, conformément à l'article 140 du règlement général.

A l'occasion de ses contrôles, l'OI vérifie le respect des obligations de conservation des pièces justificatives par les bénéficiaires.

Article 10 : Contrôles et audits

10.1. Contrôle réalisé par l'organisme intermédiaire

Dans le cadre des missions qui lui sont confiées à l'article 5.1 du présent avenant et pour se conformer aux exigences

du règlement général, l'OI effectue un contrôle du service fait (y compris les visites sur place en cours d'exécution de l'opération) pour toute dépense présentée par le bénéficiaire et transmise à la Commission européenne. A cette fin, il établit un rapport de contrôle de service fait utilisant les documents types et manuels de procédure mis à disposition par l'autorité de gestion et applique les instructions nationales fixées par elle.

Les rapports de contrôle de service fait sont transmis au fil de l'eau à l'autorité de certification via l'application « Ma-démarche-FSE ».

10.2. Contrôles réalisés dans le cadre de la certification des dépenses

Ces vérifications sont effectuées par l'autorité de certification du programme opérationnel.

Tous les rapports de contrôle de service fait sont directement transmis par l'OI à ce service, conformément aux dispositions de l'article 10.1. L'OI tient à la disposition de l'autorité de certification l'ensemble des pièces nécessaires à la réalisation de ses contrôles.

L'autorité de certification procède à la validation des dépenses retenues par l'OI et s'assure du retrait des dépenses irrégulières constatées à l'issue de toute procédure de contrôle avant transmission d'un appel de fonds à la Commission européenne.

A titre conservatoire, l'autorité de certification peut écarter d'un appel de fonds toute dépense présentée par l'OI pour laquelle elle ne dispose pas des éléments lui permettant de garantir sa régularité au regard de la réglementation applicable.

10.3. Contrôles d'opérations

Les contrôles d'opérations prévus à l'article 127 du règlement général sont effectués par le service désigné à cet effet sous la supervision de l'autorité d'audit.

Pour permettre l'échantillonnage des opérations qui sont soumises à un contrôle d'opération, l'OI fournit à l'autorité d'audit les données complémentaires qui seraient nécessaires.

Les procédures de contrôles d'opération sont définies par l'autorité d'audit responsable de leur réalisation.

10.4. Contrôles et audits par les autorités habilitées

L'OI s'engage, en cas de contrôle opéré soit par l'autorité de gestion ou toute personne physique ou morale qu'elle a mandatée, soit par les autorités de contrôle nationales ou leurs mandataires, soit par les instances européennes compétentes,

- à présenter :
 - o toutes les instructions internes relatives à la gestion de la subvention globale,
 - o toutes les pièces de procédure relatives aux opérations,
 - o toutes les pièces justificatives relatives aux dépenses et aux ressources des opérations (copies lorsque l'organisme intermédiaire est doté d'un comptable public),
 - o et toutes les pièces relatives à l'établissement des certificats de dépenses adressés à l'autorité de gestion ainsi qu'aux versements FSE au titre de la subvention globale, reçus de l'autorité de gestion et effectués auprès des bénéficiaires.
- à permettre tout contrôle des montants correspondant à ces pièces dans sa comptabilité,
- à répondre à toute demande faite par les contrôleurs dans les délais fixés.

L'OI se soumet en particulier aux contrôles de supervision menés par l'autorité de gestion, conformément au cadre de supervision, sur pièces ou sur place, afin de vérifier la régularité du système de gestion et contrôle mis en place par l'OI et joint en annexe 3 ainsi qu'aux audits de système et à tout contrôle diligenté par l'autorité d'audit, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

10.5. Suites des contrôles et audits

Si des dépenses relevant de la présente convention de subvention globale ont été qualifiées d'irrégulières à l'issue d'une procédure de contrôle ou d'audit, l'OI procède au retrait des dépenses irrégulières dans le système d'information dédié.

Si l'organisme n'a pas procédé au retrait des dépenses irrégulières dans les délais indiqués par l'autorité de gestion, cette dernière peut elle-même procéder au retrait de ces dépenses dans le système d'information.

A titre conservatoire, dans l'attente de ces retraits, l'autorité de certification suspend les dépenses irrégulières des demandes de paiement présentées à la Commission européenne.

Si des contrôles ou audits menés par les instances nationales et européennes habilitées mettent en évidence des irrégularités de nature systémique (i-e récurrente et induite par le système de gestion ou de contrôle mis en place par l'OI), l'autorité de gestion met en demeure l'OI de prendre toute mesure nécessaire pour garantir la bonne gestion des crédits relevant de la subvention globale et la régularité des dépenses déclarées à la Commission européenne dans des délais compatibles avec la date limite de déclaration des dépenses fixée à l'article 3.4. supra. L'OI rend compte aux contrôleurs concernés et aux représentants des autorités de gestion et de certification de la mise en œuvre des mesures correctives demandées. A titre conservatoire, et sans préjudice des prérogatives dévolues en propre à l'autorité de certification, l'autorité de gestion peut demander à cette dernière que soit exclus tout ou partie des dispositifs de la subvention globale concernés des appels de fonds présentés à la Commission européenne. L'OI est autorisé de nouveau à participer à un appel de fonds auprès de la Commission européenne dès lors que son système de suivi, de gestion et de contrôle est considéré comme sécurisé au regard des exigences européennes.

A défaut de mesures correctives satisfaisantes, l'autorité de gestion peut appliquer des corrections forfaitaires ou extrapolées sur le total des dépenses susceptibles d'être irrégulières. Pour l'application des corrections forfaitaires, l'autorité de gestion s'appuie sur le barème fixé dans l'annexe 6 à la présente subvention.

Si les constats des contrôles et audits font état de dysfonctionnements auxquels il ne peut être remédié, l'autorité de gestion procède à la résiliation de la convention dans les conditions fixées à l'article 11.

10.6. Résumé annuel des contrôles

Afin de permettre à l'autorité de gestion de remplir son obligation fixée à l'article 59 §5 b) du règlement (UE) n°966/2012, l'OI communique à celle-ci pour le 30 septembre de chaque année² un résumé annuel des rapports finaux d'audit et des contrôles effectués sur leur système de gestion et de contrôle, y compris une analyse de la nature et de l'étendue des erreurs et des faiblesses relevées, ainsi que les mesures correctrices prises ou prévues.

Article 11 : Résiliation

Sans préjudice des dispositions du dernier alinéa de l'article 10.6., en cas d'inexécution d'une ou plusieurs des clauses de la présente convention et des obligations qui en découlent ou de manquements graves, l'autorité de gestion peut résilier la présente convention.

L'autorité de gestion notifie à l'OI, par lettre recommandée avec accusé de réception, sa décision de résiliation.

Sur son initiative, l'OI peut solliciter la résiliation de la présente convention qui sera résiliée de plein droit 15 jours après accusé réception par l'autorité de gestion d'une lettre recommandée.

La résiliation maintient les obligations de l'OI au titre des opérations conventionnées avant le prononcé de celle-ci.

Un état liquidatif de la subvention globale est établi par l'autorité de gestion pour solde de tout compte.

En cas de trop-perçu, l'OI reverse les sommes indûment reçues à réception de l'ordre de recouvrement.

Article 12 : Liquidation de l'organisme intermédiaire

Si l'OI se trouve en état de cessation de paiements et avant prononcé de sa liquidation, ce dernier transmet à l'autorité de gestion l'ensemble des documents relatifs à la gestion administrative et financière de la subvention globale.

Article 13 : Responsabilité financière et indus à recouvrer

² Le premier résumé porte sur la période courant de la date de début de la période de réalisation fixée à l'article 3.2 au 31 décembre 2015. Ensuite il portera sur les audits et contrôles réalisés en n-1 pour le résumé d'une année n.

En cas d'application d'une correction forfaitaire ou extrapolée ou de déprogrammation de dépenses consécutive à un audit ou un contrôle, l'OI s'engage à verser l'intégralité des montants dus aux bénéficiaires si leur responsabilité ne peut être établie pour le motif de la correction.

En cas de retrait total ou partiel de dépenses relatives à une opération mis en œuvre à titre de mesure corrective, l'OI rembourse à l'autorité de gestion toute somme indûment perçue au titre de cette opération

Conformément à l'alinéa 2 de l'article 122 du règlement général, l'OI recouvre les sommes indûment payées. En particulier, il prend à sa charge les corrections financières résultant d'irrégularités constatées à l'occasion des contrôles et audits mentionnés à l'article 10. Pour l'application des dispositions de l'article 143 du même règlement, il lui revient de procéder au recouvrement des sommes indues auprès du bénéficiaire sur la base des dispositions des conventions signées avec ce dernier. En application des dispositions de l'article 122 précité, l'OI a décidé de ne pas recouvrer un montant indûment payé si le montant de la contribution des fonds à récupérer ne dépasse pas la somme de 250 euros.

Lorsque les montants indûment versés à un bénéficiaire ne peuvent être recouvrés, l'OI est responsable du remboursement du préjudice pour le budget général de l'Union européenne sauf si cette dernière prend à sa charge ce non recouvrement, ou lorsqu'il est établi que la perte résulte de sa propre faute ou négligence.

Dans tous les cas, il transmet à la demande de l'autorité de gestion les informations détaillées portant sur les recouvrements.

L'OI prend également à sa charge les corrections, notamment les corrections forfaitaires ou extrapolées, prévues à l'article 10 supra.

Article 14 : Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles sont constituées de la présente convention, et de l'ensemble de ses annexes.

Article 15 : Litiges, contentieux et recours

La subvention est régie par les dispositions de la convention, de la réglementation européenne et par les textes législatifs et réglementaires français applicables aux subventions globales.

Les décisions de l'autorité de gestion prises pour l'application de la présente convention peuvent être contestées par l'OI qui peut présenter :

- un recours administratif dans un délai de deux mois suivant la notification de la décision contestée;
- un recours contentieux auprès du tribunal administratif territorialement compétent, dans un délai de deux mois suivant la notification de la décision contestée. Ce délai est interrompu en cas de recours administratif.

L'OI s'engage à informer les bénéficiaires des voies et délais de recours dans les conventions qui les lient.

L'organisme intermédiaire

L'Autorité de gestion

*(Date, nom et qualité,
signature et cachet)*

*(Date, nom et qualité,
signature et cachet)*

Notifiée et rendue exécutoire le :

Liste des annexes

- Annexe 1. descriptif technique de la subvention globale par dispositif cofinancé : objectifs stratégiques, indicateurs, critères de sélection, taux d'intervention
- Annexe 2. plan de financement de la subvention globale et de chaque dispositif cofinancé,
- Annexe 3. descriptif détaillé du système de gestion et de contrôle mis en place par l'organisme intermédiaire (DSGC)
- Annexe 4. document type support du dialogue de gestion
- Annexe 5. objectifs fixés pour le cadre de performance
- Annexe 6. barème de correction financière



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171220-17-526-2_subst-
DE
Date de télétransmission : 29/01/2018
Date de réception préfecture : 29/01/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-526-2

PORTANT CANDIDATURE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE À LA GESTION D'UNE SUBVENTION GLOBALE 2018-2020 AU TITRE DU PROGRAMME OPÉRATIONNEL FSE 2014-2020

L'An deux mille dix-sept, le vingt décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Christiane BAURAS, Joachim BOUQUETY (procuration à Eugène LARCHER), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Fred LORDINOT (procuration à Kora BERNABE), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Lucien RANGON), Charles-André MENCE (procuration à Félix CATHERINE), Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE (procuration à Lucien ADENET), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Sandra VALENTIN), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Jean-Philippe NILOR), Louise TELLE (procuration à Georges CLEON).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche ;

Vu le règlement (UE) n°1304/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au fonds social européen et abrogeant le règlement (CE) n°1081/2006 du Conseil ;

Vu l'approbation du PO FSE par la Commission Européenne du 17 décembre 2014 ;

Vu le régime d'aide SIEG n° 2012/21/UE du 20 décembre 2011 ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président;
Vu la convention de subvention globale signée le 7 mai 2015 et son avenant n°1 signé le 18 décembre 2015
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE Conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission affaires européennes et coopération le 11 décembre 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 12 décembre 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est approuvée la candidature de la Collectivité Territoriale de Martinique à la gestion d'une subvention globale 2018-2020 relative au PO FSE 2014-2020 pour lequel le Préfet de Région est Autorité de Gestion pour un montant de trente trois millions huit cent quatre-vingt sept mille neuf cent soixante euros dix sept centimes (33 887 960,17 €).

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour engager la Collectivité et signer les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour procéder, par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif :

- aux ajustements financiers de l'enveloppe FSE, notamment suite à l'examen de la réserve de performance en 2019 ;
- aux ajustements éventuels et prendre toute mesure d'application relative à la présente délibération.

ARTICLE 4 : Deux autorisations d'engagement pluriannuelles (2018-2022) sont inscrites au Budget de la collectivité :

- pour la part territoriale, l'autorisation d'engagement s'élève à 4 608 762,58 € et est inscrite au chapitre 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.
- pour la part FSE, l'autorisation d'engagement s'élève à 33 887 960 € et est inscrite au chapitre 930 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique

La liquidation des parts territoriales et FSE est programmée à titre indicatif comme suit :

- 20 % en crédit de paiement 2018
- 20 % en crédit de paiement 2019
- 20 % en crédit de paiement 2020
- 20 % en crédit de paiement 2021
- 20 % en crédit de paiement 2022.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION N°17-526-2



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



UNION EUROPÉENNE

Programmation 2014-2020

Programme opérationnel national Fonds social européen pour
l'emploi et l'inclusion en métropole

Convention de subvention globale au titre du programme opérationnel national pour l'Emploi et l'inclusion en métropole

N° Ma Démarche FSE

Années

[Années de programmation couvertes par la convention]

- Vu le règlement (UE) du Parlement européen et du Conseil n°1303/2013 (ci-après dénommé « le Règlement général ») portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche ;
- Vu le règlement (UE) du Parlement européen et du Conseil n°1304/2013 du 17 décembre 2013 relatif au Fonds social européen ;
- Vu le règlement (UE) n°966/2012 du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2012 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union général de l'Union
- Vu le règlement délégué (UE) n° 480/2014 de la commission du 3 mars 2014 complétant le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil;
- Vu le Code général des collectivités territoriales;
- Vu le Code des communes;
- Vu la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée par la loi du 6 août 2004 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;
- Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- Vu le décret n°2014-1460 du 8 décembre 2014 modifié le décret n°2008-548 du 11 juin 2008 relatif à la Commission interministérielle de coordination des contrôles portant sur les opérations cofinancées par les Fonds européens
- Vu le décret n°XX du XX XX 2015 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes cofinancés par les fonds européens (FEDER, FSE, FEADER, FEAMP) pour la période 2014-2020 ; [EN COURS]
- Vu le décret n°XX du XX XX 2015 relatif à la mise en œuvre des programmes cofinancés par les fonds européens structurels et d'investissement pour la période 2014-2020 ; [EN COURS]
- Vu l'arrêté du 9 décembre 2014 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M52 des départements et de leurs établissements publics administratifs

- Vu l'arrêté du 9 décembre 2014 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M14 applicable aux communes et aux établissements publics communaux et intercommunaux à caractère administratif
- Vu la décision de la Commission européenne n° C(2014)7454 du 10 octobre 2014 portant adoption du « programme opérationnel national FSE pour l'Emploi et l'Inclusion en métropole » ;
- Vu la délibération de l'organisme intermédiaire ci-après désigné, en date du [date de la délibération] ;
- Vu la demande de subvention globale de l'organisme intermédiaire ci-après désigné, en date du [date de la demande] ;
- Vu l'avis du Comité de programmation réuni le [date du Comité] ;
- Vu la notification de la décision de l'autorité de gestion déléguée ci-après désignée, en date du [date de la notification].

Entre l'État, représenté par [le Préfet de région dénomination de la Région], [Prénom et nom du Préfet]

ci-après dénommé « l'Autorité de gestion déléguée » d'une part,

Et [nom de l'organisme intermédiaire] représenté par [prénom, nom et fonction du responsable],

N° SIRET [n° SIRET]

Statut [statut juridique]

Situé[e] [adresse, code postal, ville]

ci-après dénommé « l'Organisme intermédiaire » d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'autorité de gestion déléguée confie à l'organisme intermédiaire, la gestion, d'une subvention globale telle que définie par les règlements européens visés en référence, de crédits du FSE alloués aux opérations relevant des dispositifs définis à l'article 2, au titre du programme opérationnel susmentionné.

Article 2 : Périmètre de la subvention globale - dispositifs concernés

Le [Les] dispositif[s] mis en œuvre par l'organisme intermédiaire et cofinancé[s] dans le cadre de la subvention globale, relève[nt] des objectifs et conditions d'éligibilité des axe[s], objectif[s] thématique[s], priorité[s] d'investissement et objectif[s] spécifique[s] suivants du programme opérationnel :

dispositif ☒

[Intitulé du dispositif]

Axe

[n° et intitulé de l'axe sur lequel est inscrit le dispositif]

objectif thématique

[n° et intitulé de l'objectif thématique sur lequel est inscrit le dispositif]

priorité d'investissement

[n° et intitulé de la priorité d'investissement sur laquelle est inscrit le dispositif]

objectif spécifique

[n° et intitulé de l'objectif spécifique sur lequel est inscrit le dispositif]

dispositif ☐

[Intitulé du dispositif]

Axe

[n° et intitulé de l'axe sur lequel est inscrit le dispositif]

objectif thématique

[n° et intitulé de l'objectif thématique sur lequel est inscrit le dispositif]

priorité d'investissement

[n° et intitulé de la priorité d'investissement sur laquelle est inscrit le dispositif]

objectif spécifique

[n° et intitulé de l'objectif spécifique sur lequel est inscrit le dispositif]

[ajouter autant de tableaux dispositifs que nécessaires en réalisant un copier/coller de celui-ci-dessus]

Le descriptif technique de la subvention globale, tel que validé par le Comité de programmation compétent et approuvé par l'autorité de gestion déléguée, précisant pour chaque dispositif les objectifs stratégiques, le suivi des indicateurs, les types d'opérations ainsi que les critères de sélection des opérations et des bénéficiaires, ainsi que le plan de financement de la subvention globale, figurent en annexes 1 et 2 de la présente convention

Le périmètre de la subvention globale peut être revu, après avis du Comité de programmation compétent, en cas de modification des orientations stratégiques du programme opérationnel, telles que prévues dans le cadre de l'évaluation des programmes opérationnels, aux articles 30, 55, 56, 57, 96 et 114 du Règlement général visé en référence.

Article 3 : Périodes couvertes

La présente convention entre en vigueur à compter de sa notification à l'organisme intermédiaire. Ses dispositions sont applicables à la date de début la plus ancienne, parmi celles prévues par les articles 3.1 et 3.2.

3.1 Période de programmation pour les organismes intermédiaires

La période de programmation par l'organisme intermédiaire des opérations relevant de la subvention globale s'étend du [date de début] à [date de fin], la date de signature du relevé des décisions du comité de programmation faisant foi.

Les opérations peuvent être programmées :

- si elles n'étaient pas achevées à la date de dépôt de la demande de subvention globale, à savoir le XX/XX/XX ;
- si elles ne sont pas achevées à la date de dépôt de la demande par le bénéficiaire.

L'organisme intermédiaire est habilité à signer des conventions avec les porteurs de projets dès notification de la présente convention.

3.2 Période de réalisation des opérations

La période de réalisation des opérations programmées par l'organisme intermédiaire au titre de la subvention globale, s'étend du [date de début] au [date de fin]¹ pour les opérations relevant de l' (des) axe(s) 1, 2 ou 3 et du [date de début] au [date de fin] pour l'axe 4.

La période de réalisation ne peut dépasser de plus de 12 mois la fin de la période de programmation prévue au 3.1 ou de 24 mois si les opérations relèvent de l'axe 4 du programme opérationnel (assistance technique) sans dépasser le 31/12/2023.

3.3 Date limite de déclaration des dépenses par l'organisme intermédiaire

Au plus tard 12 mois après la fin de la période de réalisation fixée au point 3.2 soit le XX/XX/XXXX, l'organisme intermédiaire doit avoir transmis à l'autorité de certification la totalité des dépenses dont il demande le remboursement par le Fonds social européen.²

3.4 Modification de la convention

Toute modification de la présente convention ou de ses annexes doit faire l'objet d'un avenant signé par les deux parties. Ces avenants peuvent être conclus jusqu'à 9 mois après la date limite de réalisation fixée à l'article 3.2 de la présente convention

¹ Aucune convention de subvention globale ne peut prévoir une date limite de réalisation des opérations au-delà du 31 décembre 2022 pour les opérations autres que l'assistance technique et le 31 octobre 2023 pour l'assistance technique.

² Aucune convention de subvention globale ne peut prévoir une date limite de déclaration de dépenses au-delà du 31 janvier 2024.

L'organisme intermédiaire prend toutes les dispositions nécessaires pour exécuter les obligations liées à la présente convention jusqu'à l'expiration du délai de contrôle réglementaire auquel sont soumises toutes les opérations cofinancées par les Fonds européens structurels et d'investissement prévu par les règlements européens. Cette disposition s'applique sans préjudice de l'obligation pour l'organisme intermédiaire de conserver l'ensemble des informations et des pièces relatives à la mise en œuvre de la subvention globale jusqu'à l'issue d'un délai de trois ans suivant la présentation des comptes dans lesquels figurent les dernières dépenses des opérations relevant de la subvention globale, soit au plus tard le 31 décembre 2027.

L'autorité de gestion informe l'organisme intermédiaire de la date de ce dernier versement.

Ce délai peut être prolongé en cas de procédure judiciaire ou sur demande dûment motivée de la Commission européenne conformément à l'article 140 du Règlement général visé en référence.

Article 4 : Plan de financement de la subvention globale et modalités de révision

4.1 Plan de financement

La subvention globale porte sur un montant prévisionnel maximal

- de **[montant]** euros de dépenses totales éligibles,
- dont **[montant]** euros de crédits européens du FSE.

La répartition du montant des dépenses totales éligibles prévisionnelles, détaillé par année de programmation, par dispositif et par source de financement (public européen, public national et privé), distinguant les montants apportés par l'organisme intermédiaire, et synthétisé par axe, objectif thématique, priorité d'investissement, objectif spécifique et dispositif, figure en annexe 2 de la présente convention et constitue le plan de financement de la subvention globale.

Les montants et taux d'intervention infra-axe sont indicatifs dans la limite des montants et taux d'intervention du FSE fixés au niveau de chaque axe.

4.2 Obligations de mise en œuvre et révisions du plan de financement

Rythme de programmation

Au 31 décembre de chaque année, l'ensemble des crédits attribués par la présente convention pour les tranches annuelles en cours et précédentes doivent avoir été programmés par l'organisme intermédiaire.

Les montants non programmés ne sont pas reportables.

Cette disposition s'applique au niveau de chaque axe prioritaire. Les crédits d'assistance technique (axe 4) ne sont pas concernés.

L'autorité de gestion diminue unilatéralement le plan de financement en retirant de celui-ci les crédits non programmés et le notifie à l'organisme intermédiaire après avis du comité de programmation compétent.

Le nouveau plan financier notifié par l'autorité de gestion déléguée annule et remplace l'annexe 2 de la présente convention.

Déclaration de dépenses

L'objectif annuel de déclaration de dépenses de l'organisme est calculé comme suit :

Soit n, l'année correspondant à la date de début de programmation prévue par l'article 3.1

-
- Le 31 décembre n+1, l'organisme intermédiaire doit avoir transmis à l'autorité de certification, des contrôles de service fait (CSF) validant un montant FSE total équivalant, en cumul, à 20% du montant FSE programmé par l'organisme intermédiaire au titre de l'année n, en application de la présente subvention globale ;
- Le 31 décembre n+2, l'organisme intermédiaire doit avoir transmis à l'autorité de certification des contrôles de service fait (CSF) validant un montant FSE total équivalant, en cumul, à 65% du montant FSE programmé par l'organisme intermédiaire au titre de l'année n et 20% du montant FSE programmé au titre de l'année n+1 en application de la présente subvention globale ;
- Le 31 décembre n+3, l'organisme intermédiaire doit avoir transmis à l'autorité de certification des contrôles de service fait (CSF) validant un montant FSE total équivalant, en cumul, à 80% du montant FSE programmé par l'organisme intermédiaire au titre de l'année n, 65% du montant FSE programmé au titre de l'année n+1 et 20% du montant FSE programmé au titre de l'année n+2, en application de la présente subvention globale ;

- Le 31 décembre n+4, l'organisme intermédiaire doit avoir transmis à l'autorité de certification des contrôles de service fait (CSF) validant un montant FSE total équivalant, en cumul, à 80% du montant FSE programmé par l'organisme intermédiaire au titre de l'année n, 80% du montant FSE programmé au titre de l'année n+1, 65% du montant FSE programmé au titre de l'année n+2 et 20% du montant FSE programmé au titre de l'année n+3, en application de la présente subvention globale ;

Si l'un de ces objectifs n'est pas atteint, l'Etat présente au comité de programmation compétent un plan de financement modifié diminué des montants FSE non déclaré par année. Ce plan de financement est validé par le comité de programmation et notifié à l'organisme intermédiaire par l'autorité de gestion déléguée. Celui-ci annule et remplace le plan de financement figurant en annexe 2 de la convention en vigueur.

L'organisme intermédiaire s'engage à assurer les paiements de toute somme due aux bénéficiaires même s'il lui est fait application des règles mentionnées ci-dessus.

Toute autre modification du plan de financement peut être convenue entre l'autorité de gestion déléguée et l'organisme intermédiaire dans le cadre d'un avenant.

Article 5 : Missions confiées et description du système de gestion et de contrôle

5.1. Missions confiées par l'autorité de gestion déléguée à l'organisme intermédiaire

Ces missions s'exercent pour le compte et sous le contrôle de l'autorité de gestion déléguée et dans le cadre général mis en place pour la gestion du programme opérationnel, en particulier pour ce qui concerne la certification par l'autorité de certification des dépenses déclarées à la Commission européenne.

Pour ce faire, l'organisme intermédiaire s'appuie sur l'ensemble des procédures arrêtées par l'autorité de gestion et recourt aux documents types mis à disposition par elle pour la mise en œuvre du programme opérationnel. Il doit utiliser le système d'information « Ma-démarche-FSE ».

Les missions déléguées sont les suivantes :

♦ L'organisme intermédiaire assure la gestion et le contrôle des dispositifs cofinancés et des opérations qui en relèvent. Pour ce faire, il est tenu de respecter les conditions prescrites par la réglementation européenne et nationale applicable, le programme opérationnel et les recommandations des autorités d'audit et de certification. L'organisme intermédiaire applique l'ensemble des procédures et outils définis par l'État pour la mise en œuvre du programme opérationnel. La gestion et le contrôle des opérations cofinancées comprennent :

- l'animation des dispositifs;
- l'information des bénéficiaires potentiels par le biais d'appels à projets permettant d'assurer le respect du principe de transparence dans l'attribution des aides FSE,
- l'information des participants aux opérations et du public, l'appui au montage et la réception des dossiers;
- l'instruction, la sélection, la notification du montant de l'aide au bénéficiaire et l'établissement de l'acte juridique relatif à l'attribution de l'aide européenne;
- le suivi de l'exécution de l'opération;
- le pilotage et le contrôle du recueil et du renseignement des données liées aux participants et aux entités et la qualité de ces données;
- le contrôle du service fait;
- et l'archivage.

♦ Il assume la responsabilité de la gestion financière des crédits européens qui lui sont confiés. A ce titre, il :

- met en paiement l'aide européenne;
- s'assure de l'engagement et veille au paiement effectif des cofinancements nationaux publics mobilisés sur les opérations conformément aux dispositions de l'article 132 du règlement général visé en référence ;
- met en place un système approprié de suivi des montants versés aux bénéficiaires pour chaque opération ;

♦ Il veille au bon avancement des opérations.

♦ Il assure le recueil et le renseignement exhaustif et continu dans Ma démarche FSE, outil informatisé de suivi du programme opérationnel, des informations techniques, administratives et financières, nécessaires au pilotage, à l'évaluation, à la gestion et au contrôle des opérations et de la subvention globale.

♦ ((Pour les organismes support des PLIE) L'organisme intermédiaire est habilité à programmer, au titre de la

subvention globale, des opérations financées exclusivement par des crédits nationaux et à en présenter les dépenses pour déclaration à la Commission européenne dès lors que ces opérations respectent la piste d'audit et l'ensemble des conditions d'attribution d'une aide FSE. Elles doivent être enregistrées dans le système d'information « Ma-démarche-FSE ».]

Il organise la sélection des opérations par une instance de décision constituée en son sein et veille à ce que celle-ci respecte l'ensemble des critères de sélection et conditions d'éligibilité applicables.

L'autorité de gestion déléguée est saisie, pour avis, des dossiers présentés en comité de programmation de l'organisme intermédiaire. A cette fin, la liste des dossiers examinés en comité lui est transmise au moins 7 jours avant la date du comité. Le cas échéant, l'avis émis par l'autorité de gestion déléguée est inscrit au procès verbal du comité de programmation de l'organisme intermédiaire. L'autorité de gestion déléguée participe à sa demande aux séances dudit comité.

Lorsque l'organisme intermédiaire est lui-même bénéficiaire d'une opération cofinancée au titre de la subvention globale, une séparation doit être organisée entre le service qui met en œuvre l'opération (bénéficiaire) et le service chargé des tâches de gestion et de contrôle du FSE alloué à cette opération (gestionnaire). Cette séparation fonctionnelle ressort de l'organigramme de l'organisme intermédiaire. Les services concernés peuvent appartenir à une même direction.

Les dossiers relatifs à ces opérations sont soumis aux mêmes procédures, critères de sélection, conditions d'éligibilité et contrôles que les dossiers relatifs aux opérations de bénéficiaires juridiquement distincts de l'organisme intermédiaire.

5.2. Description du système de gestion et de contrôle

L'organisme intermédiaire s'engage à mobiliser tous moyens nécessaires pour assurer la bonne gestion des crédits du FSE dans le respect de la réglementation européenne et des dispositions nationales.

L'organisme intermédiaire communique à l'autorité de gestion déléguée une description précise de l'organisation, des moyens et des procédures mis en œuvre pour assurer les missions prévues à l'article 5.1, selon la forme et les modalités prévues par l'autorité de gestion en titre.

L'autorité de gestion déléguée vérifie que les procédures, l'organisation et les moyens de l'organisme intermédiaire permettent d'assumer les missions confiées. Si nécessaire, l'organisme intermédiaire modifie son organisation à la demande de l'autorité de gestion. En cours d'exécution de la présente convention, l'organisme intermédiaire communique à l'autorité de gestion déléguée, toute modification introduite dans son système de gestion et de contrôle. Ces modifications sont également examinées par l'autorité de gestion. Si les éléments transmis par l'organisme intermédiaire ne répondent pas aux obligations permettant de vérifier la piste d'audit telles que mentionnées à l'article 125 du règlement général et à l'article 25 du règlement délégué (UE) n°480/2014 susvisés, le bénéficiaire doit mettre en œuvre des mesures correctives sans quoi il ne peut être autorisé à participer aux appels de fonds.

La version validée par l'AGD sera annexée par avenant à la présente convention. Toute modification apportée à cette description en cours d'exécution conduisant à des modifications significatives dans la piste d'audit donnera lieu à une modification par avenant de l'annexe concernée. En cas de non-respect des dispositions prévues par le descriptif de système de gestion et de contrôle il peut être fait application des dispositions de l'article 11 de la présente convention.

Article 6 : Dispositions financières

6.1. Mise à disposition des crédits européens

Le versement de la subvention du FSE est effectué à partir du compte de tiers 464.1 de l'État dédié aux Fonds structurels européens hors budget de l'État suivi selon la codification CHORUS :

Axe « Fonds » :	FSE00
Axe « Tranche fonctionnelle »	FE2014-2020
Axe « Domaine fonctionnel » : [liste déroulante]	FSE00-07 Emploi et inclusion
- Axe « Compte budgétaire » :	[91 à 97] (Interventions)
- Axe « Centre financier »	[L013 à C948] (DRFIP et CBCM)

Le comptable assignataire est le [contrôleur Budgétaire et Comptable Ministériel auprès des ministères sociaux ou Directeur Régional des Finances publiques]

[(Si l'organisme intermédiaire est un conseil départemental, un établissement public intercommunal ou une commune) Les fonds sont versés par virement au comptable assignataire [désignation du comptable assignataire]. Ils sont enregistrés aux comptes budgétaires définis par l'instruction budgétaire et comptable [référence de l'instruction budgétaire et comptable applicable à la collectivité territoriale ou établissement public intéressé].

(Sinon) Les fonds sont versés par virement sur le compte référencé par le Relevé d'identité bancaire annexé à la présente convention (annexe 7)].

Les crédits européens dus au titre des dispositions de l'article 6.2 infra, sont versés à l'organisme intermédiaire dès lors que l'autorité de gestion déléguée dispose en trésorerie des crédits du FSE nécessaires suite aux versements de la Commission européenne.

6.2. Modalités de versement à l'organisme intermédiaire

Les versements des crédits du FSE de l'autorité de gestion déléguée à l'organisme intermédiaire sont effectués au titre d'avances, d'acomptes ou de solde.

6.2.1 Paiement d'une avance

[A la demande de l'organisme intermédiaire, avec l'accord de l'autorité de gestion déléguée]

Une avance est versée à l'organisme intermédiaire, après signature de la présente convention, sur attestation de démarrage des opérations cofinancées. L'avance doit être utilisée pour les paiements effectués au profit des bénéficiaires et mise sans délai à la disposition de ces derniers.

Cette avance s'élève à un montant de [montant] euros, correspondant à [X %] du montant total de FSE fixé à l'article 4.1 [ou correspondant à X % du montant FSE de la première tranche annuelle].

Elle est récupérée par l'AG dès lors que le total cumulé de l'avance et des acomptes atteint 90% du montant FSE conventionné fixé à l'article 4.1.

Le montant de l'avance octroyée peut être modifié en cours d'exécution de la présente convention, par voie d'avenant.

6.2.2 Paiement des acomptes et du solde

Le paiement des acomptes et du solde est effectué dans le respect du montant et du taux d'intervention du FSE fixés par axe dans le plan de financement de la subvention globale.

♦ *Paiement d'acomptes*

Des acomptes sont versés à l'organisme intermédiaire sous réserve de sa participation aux appels de fonds réalisés auprès de la Commission européenne.

Les dépenses donnant lieu à remboursement de la participation européenne reposent sur des certificats de contrôle de service fait réalisés par l'organisme intermédiaire et validés par l'autorité de certification. Le montant FSE dû à l'organisme intermédiaire est obtenu après déduction des corrections opérées en application de décisions prises à l'issue des différentes procédures de contrôle ou d'audit nationales ou européennes.

Le remboursement de la participation FSE au titre des dépenses de la subvention globale intégrées à un appel de fonds, repose sur le certificat de dépenses transmis par l'organisme intermédiaire à l'autorité de gestion. Ce dernier est établi selon le modèle défini par l'autorité de gestion. Il comprend :

- le montant cumulé des dépenses acquittées par les organismes bénéficiaires et validés par l'autorité de certification et le montant des ressources correspondantes distinguant la participation du FSE et les cofinancements publics et privés mobilisés ;
- un état des ordres de reversement émis et des montants recouvrés.

♦ *Paiement du solde*

Le paiement du solde de l'aide FSE est conditionné à la production d'un certificat final de dépenses comprenant les dépenses totales effectivement réalisées, acquittées et justifiées par les bénéficiaires, retenues après contrôle de service fait, certifiées par l'autorité de certification, dans le respect du montant et du taux d'intervention du FSE fixés dans le plan de financement de la subvention globale, net des versements d'avances et d'acomptes déjà effectués et des corrections opérées suite à tous niveaux de contrôle.

Sans préjudice des procédures de correction ou résiliation fixées aux articles 10.6. et 11, le paiement du solde est subordonné à la production :

- Des éléments permettant d'établir le dernier rapport de mise en œuvre prévu à l'article 7.1 incluant la subvention globale ;
- des éléments permettant d'établir le dernier résumé annuel des contrôles prévu à l'article 10-7 concernant la subvention globale.

Ces documents sont transmis à l'autorité de gestion déléguée dans un délai de 12 mois suivant la date limite de réalisation des opérations fixées à l'article 3.2.

Le montant de la participation FSE due au titre de la présente convention est plafonné au montant du FSE conventionné et au montant des crédits FSE retenus après contrôle de service fait au titre des opérations individuelles relevant de la subvention globale net des montants irréguliers éventuellement constatés après contrôle ou audit.

Les crédits FSE correspondant aux dépenses qui n'auraient pas été déclarées dans le dernier appel de fonds du programme ne font pas l'objet de remboursement à l'organisme intermédiaire.

6.3. Paiement des aides européennes aux bénéficiaires

L'organisme intermédiaire s'engage à conclure avec chaque bénéficiaire une convention conforme au modèle de convention établi et diffusé par l'autorité de gestion du programme via Ma démarche FSE.

S'agissant des opérations mises en œuvre par l'organisme intermédiaire pour lui-même, un document comportant les mêmes mentions est établi par le service de l'organisme intermédiaire chargé d'assurer l'exécution des tâches de gestion (agissant en service gestionnaire en séparation fonctionnelle) et adressé au service chargé de mettre en œuvre l'opération (agissant en service bénéficiaire en séparation fonctionnelle) pour l'informer des obligations européennes auxquelles il doit souscrire.

L'organisme intermédiaire verse aux bénéficiaires le montant de la participation FSE due et le cas échéant ses autres cofinancements, dans les meilleurs délais et veille au respect des dispositions de l'article 132 du règlement général.

Lorsque l'organisme intermédiaire est une collectivité territoriale ou un établissement public local, les opérations de paiement au bénéficiaire sont exécutées par le comptable assignataire sur la base des ordres de paiement que cet organisme a établis.

6.4. Intérêts et remboursement d'indus relatifs à la gestion financière de la subvention globale

Pour les organismes intermédiaires autres que les collectivités territoriales et les établissements publics locaux qui sont tenus de déposer leurs fonds libres au Trésor, l'organisme intermédiaire s'engage à affecter le montant des intérêts et remboursements d'indus perçus au titre des fonds européens à l'objet de la subvention globale et à informer précisément l'autorité de gestion déléguée sur ces affectations.

6.5 Établissement des comptes annuels

L'organisme intermédiaire s'engage à saisir dans le système d'information dédié tous les éléments nécessaires à l'établissement des comptes annuels par l'autorité de certification.

Article 7 : Suivi et évaluation

7.1 Modalité de suivi de l'exécution de la subvention globale

L'organisme intermédiaire renseigne et transmet à l'autorité de gestion déléguée chaque année, hormis pour la première année de la subvention globale, et selon le calendrier déterminé par elle, le document type support du dialogue de gestion figurant à l'annexe 4 de la présente convention.

Il transmet les éléments nécessaires à l'élaboration du rapport annuel de mise en œuvre du programme établi par l'autorité de gestion et fournit à l'autorité de gestion déléguée toute information nécessaire aux travaux du comité régional de suivi interfonds.

Les documents transmis par l'organisme intermédiaire présentent :

- l'état d'avancement cumulé depuis le début de la période de réalisation des opérations fixée à l'article 3.2, ventilé par année;
- la mise en œuvre stratégique, physique et financière des dispositifs de la subvention globale, en apportant notamment des éclairages sur les données réalisées des indicateurs de réalisation et de résultat ;
- précise également, pour l'année écoulée, les faits marquants de la gestion de la subvention globale, les difficultés rencontrées et les mesures prises pour y remédier.

7.2. Système informatisé de suivi de la subvention globale et de la gestion des opérations

L'organisme intermédiaire utilise le logiciel Ma démarche FSE, outil informatique de gestion du programme opérationnel, afin de saisir l'ensemble des données physiques et financières concernant la sélection, le suivi et le contrôle des opérations cofinancées.

Il applique l'ensemble des instructions de l'autorité de gestion du programme en vue d'un renseignement fiable et continu des données relatives à l'ensemble des étapes de la piste d'audit.

7.3. Indicateurs de suivi et d'évaluation

7.3.1 Les indicateurs de résultats et de réalisation

L'organisme intermédiaire est chargé du pilotage et du contrôle du recueil des données relatives aux indicateurs de réalisation, de résultat et aux indicateurs financiers, fixés dans le programme opérationnel pour les axes concernés par le ou les dispositifs cofinancés au titre de la subvention globale. Ces données sont renseignées en continu dans Ma démarche FSE par les bénéficiaires.

Il veille à la qualité et à l'exhaustivité des données recueillies par les bénéficiaires ainsi qu'au respect par les bénéficiaires de leurs obligations en matière de protection des données personnelles telles que définies dans la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Si la Commission européenne suspend ses versements à l'autorité de gestion en cas d'insuffisance de la qualité et de la fiabilité du système de suivi ou des données relatives aux indicateurs communs et spécifiques, l'autorité de gestion déléguée peut suspendre le versement des crédits du FSE à l'organisme intermédiaire pour la part de cette insuffisance qui lui est imputable.

7.3.2 Cadre de performance

Au plus tard 6 mois après la date de fin de réalisation des opérations, prévue à l'article 3.2 de la subvention globale, si l'écart entre les valeurs atteintes par l'organisme intermédiaire et les valeurs de chaque cible fixées à l'annexe 5 de la présente convention est supérieur à 35%, l'organisme intermédiaire se verra notifier une correction forfaitaire fixée selon le barème suivant :

- Si l'écart est supérieur à 35% et inférieur ou égal à 40% : 5% du montant total de la contribution FSE de la subvention globale pour l'axe auquel se rapporte la cible non atteinte;
- Si l'écart est supérieur à 40% et inférieur ou égal à 50% : 10% du montant total de la contribution FSE de la subvention globale pour l'axe auquel se rapporte la cible non atteinte;
- Si l'écart est supérieur à 50% : 25% du montant total de la contribution FSE de la subvention globale pour l'axe auquel se rapporte la cible non atteinte;

La correction forfaitaire peut être réduite jusqu'à 50% de son montant si la non-atteinte des cibles est liée à des facteurs extérieurs tels que définis à l'article 22 paragraphe 7 du règlement général. Si des modifications substantielles des conditions de mise en œuvre de la convention de subvention globale sont intervenues en cours d'exécution un avenant doit être établi pour redéfinir les cibles en fonction de l'état d'avancement de la subvention globale.

L'organisme intermédiaire s'engage à assurer les paiements de toute somme due aux bénéficiaires, même s'il lui est fait application des règles mentionnées ci-dessus.

—

7.4. Évaluation

En application des articles 54, 56 et 57 du règlement général sur l'évaluation des fonds européens, la subvention globale peut donner lieu à une évaluation spécifique menée par l'autorité de gestion ou la Commission européenne.

Les données et informations nécessaires à ces évaluations sont tenues à disposition des évaluateurs par l'organisme intermédiaire jusqu'au 31 décembre 2024.

Article 8 : Comptabilité séparée

Afin de permettre l'audit financier de son système de gestion et de contrôle, l'organisme intermédiaire s'engage à tenir une comptabilité séparée ou à avoir recours à une codification comptable adéquate afin d'assurer le suivi des financements de la subvention globale.

Article 9 : Autres obligations

9.1. Information et communication

L'organisme intermédiaire respecte les obligations de publicité de la participation du FSE fixées par la réglementation européenne et par les dispositions nationales.

En particulier, il appose l'emblème de l'Union européenne et la référence au programme opérationnel sur les supports et documents en lien avec la mise en œuvre de sa subvention globale. Il applique l'obligation d'affichage dans ses locaux. Il informe les bénéficiaires potentiels du cofinancement par le FSE des dispositifs de la subvention globale. Il s'assure que les bénéficiaires en informent les participants aux opérations. Il assure une communication sur le soutien du FSE à la réalisation des opérations menées dans le cadre de la subvention globale. S'il dispose d'un site internet, il actualise, à ce titre, régulièrement la rubrique ou les pages dédiées à la subvention globale conformément aux dispositions de l'annexe XII du règlement général.

Il remplit ces fonctions dans le respect de la stratégie de communication du programme opérationnel mise en œuvre par l'autorité de gestion et dans lequel il s'inscrit selon des modalités arrêtées conjointement avec l'autorité de gestion déléguée.

9.2. Respect des priorités européennes

Pour la réalisation des missions qui lui sont confiées au titre de l'article 5.1 de la présente convention, l'organisme intermédiaire s'engage à promouvoir les priorités européennes en matière de développement durable, de promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes et de non-discrimination, ainsi que les autres principes horizontaux mentionnés dans le programme opérationnel.

L'organisme intermédiaire en tient notamment compte pour la détermination des critères de sélection de ses appels à projets.

9.3. Mise en place d'un dispositif de contrôle interne

Le système de gestion et de contrôle mentionné à l'article 5.1 de la présente convention doit permettre à l'organisme intermédiaire de prévenir, détecter et corriger les irrégularités. A cet effet, il met notamment en place un dispositif de contrôle interne efficace reposant sur une analyse des risques mise à jour régulièrement.

Il informe les bénéficiaires de l'existence d'un dispositif de recueil des plaintes mis en place par l'autorité de gestion en titre.

Il respecte les règles éthiques et morales fixées par la charte déontologique de l'autorité de gestion et s'engage également à prévenir et remédier aux conflits d'intérêts pouvant survenir lors de la gestion et du contrôle des crédits qui lui sont alloués par la présente subvention.

L'organisme intermédiaire s'engage également à traiter les plaintes émanant de ses bénéficiaires et à rendre compte de ce traitement à l'autorité de gestion déléguée.

9.4. Communication des irrégularités et prévention de la fraude

Dans les conditions prévues par l'article 122 du règlement général, les irrégularités constatées de plus de 10 000€ de FSE font l'objet, par l'organisme intermédiaire, d'une déclaration à la Commission européenne via le système d'information dédié.

9.5. Conservation des pièces justificatives

Sans préjudice des règles régissant les aides d'Etat, l'organisme intermédiaire tient à la disposition des autorités nationales de gestion, de certification et d'audit ainsi que des instances européennes compétentes jusqu'à l'expiration d'un délai de trois ans à compter du 31 décembre suivant la présentation des comptes par l'autorité de gestion en titre à la Commission européenne dans lesquels figurent les dépenses des opérations relatives à la subvention globale:

- toutes les pièces relatives à la gestion et au contrôle des opérations programmées dans le cadre de la subvention globale (notamment les pièces justificatives des dépenses et ressources de chaque opération);
- les informations et documents relatifs au suivi financier de la subvention globale y compris le certificat de dépenses mentionné à l'article 6.2.2;
- les justificatifs du versement effectif des aides du FSE et des cofinanceurs nationaux aux bénéficiaires.

Pour chaque rapport de contrôle de service fait inclus dans un compte annuel transmis à la Commission européenne, l'autorité de gestion déléguée informe le bénéficiaire de la date de commencement du délai de conservation des pièces

afférentes.

Ce délai peut être prolongé en cas de procédure judiciaire ou administrative ou sur demande dûment motivée de la Commission européenne, conformément à l'article 140 du règlement général.

A l'occasion de ses contrôles, l'organisme intermédiaire vérifie le respect des obligations de conservation des pièces justificatives par les bénéficiaires.

Article 10 : Contrôles et audits

10.1. Contrôle réalisé par l'organisme intermédiaire

Dans le cadre des missions qui lui sont confiées à l'article 5.1. de la présente convention et pour se conformer aux exigences du règlement général, l'organisme intermédiaire effectue un contrôle du service fait (y compris les visites sur place en cours d'exécution de l'opération) pour toute dépense présentée par le bénéficiaire et transmise à la Commission européenne. A cette fin, il établit un rapport de contrôle de service fait utilisant les documents types et manuels de procédure mis à disposition par l'autorité de gestion et applique les instructions nationales fixées par elle.

Les rapports de contrôle de service fait sont transmis au fil de l'eau à l'autorité de certification via l'application « Ma-démarche-FSE ».

10.2. Contrôles réalisés dans le cadre de la certification des dépenses

Ces vérifications sont effectuées par l'autorité de certification du programme opérationnel.

Tous les rapports de contrôle de service fait sont directement transmis par l'organisme intermédiaire à ce service, conformément aux dispositions de l'article 10.1. L'organisme intermédiaire tient à la disposition de l'autorité de certification l'ensemble des pièces nécessaires à la réalisation de ses contrôles.

L'autorité de certification procède à la validation des dépenses retenues par l'organisme intermédiaire et s'assure du retrait des dépenses irrégulières constatées à l'issue de toute procédure de contrôle avant transmission d'un appel de fonds à la Commission européenne.

A titre conservatoire, l'autorité de certification peut écarter d'un appel de fonds toute dépense présentée par l'organisme intermédiaire pour laquelle elle ne dispose pas des éléments lui permettant de garantir sa régularité au regard de la réglementation applicable.

10.3. Audits d'opérations

Les contrôles d'opérations prévus à l'article 127 du règlement général sont effectués par le service désigné à cet effet sous la supervision de l'autorité d'audit.

Les procédures de contrôles d'opération sont définies par l'autorité d'audit responsable de leur réalisation.

10.4. Contrôles et audits par les autorités habilitées

L'organisme intermédiaire s'engage, en cas de contrôle opéré soit par l'autorité de gestion déléguée ou toute personne physique ou morale qu'elle a mandatée, soit par les autorités de contrôle nationales ou leurs mandataires, soit par les instances européennes compétentes,

- à présenter :
 - o toutes les instructions internes relatives à la gestion de la subvention globale,
 - o toutes les pièces de procédure relatives aux opérations,
 - o toutes les pièces justificatives relatives aux dépenses et aux ressources des opérations (copies lorsque l'organisme intermédiaire est doté d'un comptable public),
 - o et toutes les pièces relatives à l'établissement des certificats de dépenses adressés à l'autorité de gestion déléguée ainsi qu'aux versements FSE au titre de la subvention globale, reçus de l'autorité de gestion déléguée et effectués auprès des bénéficiaires.
- à permettre tout contrôle des montants correspondant à ces pièces dans sa comptabilité,
- à répondre à toute demande faite par les contrôleurs dans les délais fixés.

L'organisme intermédiaire se soumet en particulier aux contrôles de supervision menés par l'autorité de gestion, sur pièces ou sur place, afin de vérifier la régularité du système de gestion et contrôle mis en place par l'organisme intermédiaire et joint en annexe 3 ainsi qu'aux audits de système et à tout contrôle diligenté par l'autorité d'audit, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

10.5. Suites des contrôles et audits

Si des dépenses relevant de la présente convention de subvention globale ont été qualifiées d'irrégulières à l'issue d'une procédure de contrôle ou d'audit, l'organisme intermédiaire procède au retrait des dépenses irrégulières dans le système d'information dédié.

Si l'organisme n'a pas procédé au retrait des dépenses irrégulières dans les délais indiqués par l'autorité de gestion déléguée, cette dernière peut elle-même procéder au retrait de ces dépenses dans le système d'information.

A titre conservatoire, dans l'attente de ces retraits, l'autorité de certification suspend les dépenses irrégulières des demandes de paiement présentées à la Commission européenne.

Si des contrôles ou audits menés par les instances nationales et européennes habilitées mettent en évidence des irrégularités de nature systémique (i-e récurrente et induite par le système de gestion ou de contrôle mis en place par l'organisme intermédiaire), l'autorité de gestion déléguée met en demeure l'organisme intermédiaire de prendre toute mesure nécessaire pour garantir la bonne gestion des crédits relevant de la subvention globale et la régularité des dépenses déclarées à la Commission européenne dans des délais compatibles avec la date limite de déclaration des dépenses fixée à l'article 3.4. supra. L'organisme intermédiaire rend compte aux contrôleurs concernés et aux représentants des autorités de gestion et de certification de la mise en œuvre des mesures correctives demandées.

A titre conservatoire, et sans préjudice des prérogatives dévolues en propre à l'autorité de certification, l'autorité de gestion déléguée peut demander à cette dernière que soit exclus tout ou partie des dispositifs de la subvention globale concernés des appels de fonds présentés à la Commission européenne.

L'organisme intermédiaire est autorisé de nouveau à participer à un appel de fonds auprès de la Commission européenne dès lors que son système de suivi, de gestion et de contrôle est considéré comme sécurisé au regard des exigences européennes.

A défaut de mesures correctives satisfaisantes, l'autorité de gestion déléguée peut appliquer des corrections forfaitaires ou extrapolées sur le total des dépenses susceptibles d'être irrégulières. Pour l'application des corrections forfaitaires, l'autorité de gestion s'appuie sur le barème fixé dans l'annexe 6 à la présente subvention.

L'organisme intermédiaire s'engage à assurer les paiements de toute somme due aux bénéficiaires, même s'il lui est fait application des règles mentionnées ci-dessus.

Si les constats des contrôles et audits font état de dysfonctionnements auxquels il ne peut être remédié, l'autorité de gestion déléguée procède à la résiliation de la convention dans les conditions fixées à l'article 11.

Article 11 : Résiliation

Sans préjudice des dispositions du dernier alinéa de l'article 10.6., en cas d'inexécution d'une ou plusieurs des clauses de la présente convention et des obligations qui en découlent ou de manquements graves, l'autorité de gestion déléguée peut résilier la présente convention.

L'autorité de gestion déléguée notifie à l'organisme intermédiaire, par lettre recommandée avec accusé de réception, sa décision de résiliation.

Sur son initiative, l'organisme intermédiaire peut solliciter la résiliation de la présente convention qui sera résiliée de plein droit 15 jours après accusé réception par l'autorité de gestion déléguée d'une lettre recommandée.

La résiliation maintient les obligations de l'organisme intermédiaire au titre des opérations conventionnées avant le prononcé de celle-ci.

Un état liquidatif de la subvention globale est établi par l'autorité de gestion déléguée pour solde de tout compte.

En cas de trop-perçu, l'organisme intermédiaire reverse les sommes indûment reçues à réception de l'ordre de recouvrement.

Article 12 : Liquidation de l'organisme intermédiaire

Si l'organisme intermédiaire se trouve en état de cessation de paiements et avant prononcé de sa liquidation, ce dernier transmet à l'autorité de gestion déléguée l'ensemble des documents relatifs à la gestion administrative et financière de la subvention globale.

Article 13 : Responsabilité financière et indus à recouvrer

En cas d'application d'une correction forfaitaire ou extrapolée ou de déprogrammation de dépenses consécutive à un audit ou un contrôle, il s'engage à verser l'intégralité des montants dus aux bénéficiaires si leur responsabilité ne peut être établie pour le motif de la correction.

En cas de retrait total ou partiel de dépenses relatives à une opération mis en œuvre à titre de mesure corrective, l'organisme intermédiaire rembourse à l'autorité de gestion déléguée toute somme indûment perçue au titre de cette opération.

Conformément à l'alinéa 2 de l'article 122 du règlement général, l'organisme intermédiaire recouvre les sommes indûment payées. En particulier, il prend à sa charge les corrections financières résultant d'irrégularités constatées à l'occasion des contrôles et audits mentionnés à l'article 10. Pour l'application des dispositions de l'article 143 du même règlement, il lui revient de procéder au recouvrement des sommes indues auprès du bénéficiaire sur la base des dispositions des conventions signées avec ce dernier. En application des dispositions de l'article 122 précité, l'organisme intermédiaire peut décider de ne pas recouvrer un montant indûment payé si le montant de la contribution des fonds à récupérer ne dépasse pas la somme de 250 euros.

Lorsque les montants indûment versés à un bénéficiaire ne peuvent être recouvrés, l'organisme intermédiaire est responsable du remboursement du préjudice pour le budget général de l'Union européenne ou lorsqu'il est établi que la perte résulte de sa propre faute ou négligence.

Dans tous les cas, il transmet à la demande de l'autorité de gestion déléguée les informations détaillées portant sur les recouvrements.

L'organisme intermédiaire prend également à sa charge les corrections, notamment les corrections forfaitaires ou extrapolées, prévues à l'article 10 supra.

Article 14 : Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles sont constituées de la présente convention, de ses éventuels avenants et de l'ensemble de ses annexes.

Article 15 : Litiges, contentieux et recours

La subvention est régie par les dispositions de la convention, de la réglementation européenne et par les textes législatifs et réglementaires français applicables aux subventions.

Les décisions de l'autorité de gestion déléguée prises pour l'application de la présente convention peuvent être contestées par l'organisme intermédiaire qui peut présenter :

- un recours administratif dans un délai de deux mois suivant la notification de la décision contestée;
- un recours contentieux auprès du tribunal administratif territorialement compétent, dans un délai de deux mois suivant la notification de la décision contestée. Ce délai est interrompu en cas de recours administratif.

L'organisme intermédiaire s'engage à informer les bénéficiaires des voies et délais de recours dans les conventions qui les lient.

L'organisme intermédiaire

L'Autorité de gestion déléguée

*(Date, nom et qualité,
signature et cachet)*

*(Date, nom et qualité,
signature et cachet)*

Notifiée et rendue exécutoire le :

.

Liste des annexes

- Annexe 1. descriptif technique de la subvention globale par dispositif cofinancé : objectifs stratégiques, indicateurs, critères de sélection, taux d'intervention
- Annexe 2. plan de financement de la subvention globale et de chaque dispositif cofinancé,
- Annexe 3. descriptif détaillé du système de gestion et de contrôle mis en place par l'organisme intermédiaire (DSGC)
- Annexe 4. document type support du dialogue de gestion
- Annexe 5. objectifs fixés pour le cadre de performance
- Annexe 6. barème de correction financière
- Annexe 7. pour les organismes intermédiaires autres que les collectivités territoriales et les établissements publics locaux : relevé d'identité bancaire



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171220-17-527-1-DE
Date de télétransmission : 29/01/2018
Date de réception préfecture : 29/01/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-527-1

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE À LA «DIRECTION DE L'ALIMENTATION, DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORÊT (DAAF) MARTINIQUE – ASSISTANCE TECHNIQUE FEADER 2014-2020 : PRÉPARATION, SÉLECTION, GESTION, SUIVI, CONTRÔLE ET ÉVALUATION DU PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT RURAL MARTINIQUE – N°RMAR200117CT0970010»

L'An deux mille dix-sept, le vingt décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Christiane BAURAS, Joachim BOUQUETY (procuration à Eugène LARCHER), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Fred LORDINOT (procuration à Kora BERNABE), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Lucien RANGON), Charles-André MENCE (procuration à Félix CATHERINE), Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE (procuration à Lucien ADENET), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Sandra VALENTIN), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Jean-Philippe NILOR), Louise TELLE (procuration à Georges CLEON).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européens pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche ;

Vu le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et abrogeant le règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil ;

Vu la décision d'approbation du Programme de développement rural de la Martinique en date du 17 novembre 2015 par la Commission européenne ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;
Vu le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en oeuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;
Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
Vu la délibération du Conseil Régional n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil Régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP programme 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-128-1 du 19 juillet 2016 portant validation du circuit de programmation des dossiers cofinancés par les fonds européens et modalités de gestion du PDRM FEADER ;
Vu la convention du 2 avril 2015 relative à la mise en oeuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Martinique ;
Vu la convention cadre relative à la gestion en paiement associé par l'Agence de Services et de Paiement (ASP) des aides de la Collectivité Territoriale de Martinique et de leur cofinancement par le FEADER hors SIGC pour la programmation 2014-2020 signée le 6 octobre 2016 ;
Vu la demande de la DAAF - MARTINIQUE, enregistrée le 26 septembre 2017 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE Conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;
Vu l'avis de l'Instance Technique Partenariale du 14 novembre 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission affaires européennes et coopération le 11 décembre 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 12 décembre 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission développement agricole , agro-transformation et élevage le 15 décembre 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une aide publique d'un montant de neuf cent treize mille deux cent vingt-huit euros douze centimes (913 228,12 €) soit 85% de l'assiette éligible de 1 146 231,87 € est attribuée à la «DAAF de Martinique – Assistance technique FEADER : Préparation, sélection, gestion, suivi, contrôle et évaluation du Programme de Développement Rural Martinique – n° RMAR200117CT0970010 ».

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour procéder, par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif, aux ajustements éventuels et prendre toute mesure d'application relative à la présente délibération.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171220-17-531-1-DE
Date de télétransmission : 29/01/2018
Date de réception préfecture : 29/01/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-531-1

**PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT
FSE/ COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE (CTM) AU
«SYNDICAT MIXTE PARC NATUREL RÉGIONAL DE MARTINIQUE – ATELIER CHANTIER
D'INSERTION POUR L'ENTRETIEN ET LA RESTAURATION DE LA
CONTINUITÉ HYDRAULIQUE DE ZONES HUMIDES – N°MDFSE : 201603929»**

L'An deux mille dix-sept, le vingt décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Christiane BAURAS, Joachim BOUQUETY (procuration à Eugène LARCHER), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Fred LORDINOT (procuration à Kora BERNABE), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Lucien RANGON), Charles-André MENCE (procuration à Félix CATHERINE), Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE (procuration à Lucien ADENET), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Sandra VALENTIN), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Jean-Philippe NILOR), Louise TELLE (procuration à Georges CLEON).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche ;

Vu le règlement (UE) n°1304/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au fonds social européen et abrogeant le règlement (CE) n°1081/2006 du Conseil ;

Vu l'approbation du PO FEDER/FSE par la Commission Européenne du 18 décembre 2014 ;

Vu le régime d'aide SIEG n° 2012/21/UE du 20 décembre 2011 ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants ;

Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application ;
Vu la convention de subvention globale signée le 7 mai 2015 et son avenant n°1 signé le 18 décembre 2015 ;
Vu la demande du Syndicat Mixte du Parc Naturel Régional de Martinique enregistrée le 01 février 2017 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE Conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;
Vu l'avis de l'Instance Technique Partenariale en date du 14 novembre 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission affaires européennes et coopération le 11 décembre 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission développement durable, environnement, énergie, risques naturels et technologiques le 11 décembre 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 12 décembre 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission insertion, économie sociale et solidaire le 14 décembre 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une aide publique FSE/CTM d'un montant de quatre cent trente et un mille deux cent trois euros vingt-huit centimes (431 203,28 €), soit 51,20 % de l'assiette éligible de 842 140,23 €, est attribuée au « Syndicat Mixte Parc Naturel Régional de Martinique - Atelier Chantier d'Insertion pour l'entretien et la restauration de la continuité hydraulique de zones humides n° MDFSE : 201603929 ».

Cette aide est accordée dans le cadre de la subvention globale FSE Inclusion du Programme PO FSE 2014-2020 de la Martinique.

ARTICLE 2 : L'aide correspondante est organisée et imputée selon les modalités suivantes :

- Pour la part FSE, s'élevant à trois cent quatre vingt dix huit mille deux cent trois euros vingt-huit centimes (398 203, 28 €), soit 47,28 % du coût total prévisionnel éligible, au chapitre 930 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée selon les modalités établies par convention ,
- Pour la part territoriale, s'élevant à trente trois mille euros (33 000 €), soit 3,92 % du coût total prévisionnel éligible, au chapitre 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée selon les modalités établies par convention.

La liquidation est programmée à titre indicatif comme suit :

- 50 % en crédit de paiement 2018,
- 50 % en crédit de paiement 2019.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171220-17-534-1-DE
Date de télétransmission : 22/12/2017
Date de réception préfecture : 22/12/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-534 -1

PORTANT RÉPARTITION DU PRODUIT DE LA TAXE SPÉCIALE DE CONSOMMATION SUR LES CARBURANTS

L'An deux mille dix-sept, le vingt décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Christiane BAURAS, Joachim BOUQUETY (procuration à Eugène LARCHER), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Fred LORDINOT (procuration à Kora BERNABE), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Lucien RANGON), Charles-André MENCE (procuration à Félix CATHERINE), Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE (procuration à Lucien ADENET), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Sandra VALENTIN), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Jean-Philippe NILOR), Louise TELLE (procuration à Georges CLEON).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des douanes ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu l'arrêté du 14 avril 2015 précisant les modalités de remboursement de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques dans le cadre des régimes visés aux articles 265 C, 265 bis et 265 nonies du code des douanes ;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2015 modifiant l'arrêté du 14 avril 2015 précisant les modalités de remboursement d'une fraction de la taxe intérieure de consommation sur le gazole utilisé par certains véhicules routiers ;

Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n°01-1442 du 28 janvier 2001 portant répartition du produit de la taxe spéciale de consommation sur les carburants ;

Vu la délibération n° 97-858 du 18 décembre 1997 relative à la mise en place d'un régime permanent de détaxe au profit des taxis de place ;

Vu la délibération n° 04-1023 du 15 septembre 2004 portant mesure de détaxe sur les carburants en faveur des taxis collectifs ;

Vu la délibération n° 05-67 de mars 2005 portant mesure de détaxe sur les carburant en faveur des transporteurs indépendants par cars grandes lignes ;

Vu la délibération n° 09-431-5 du 14 mai 2009 portant détaxe d'un carburant en faveur des transporteurs routiers de marchandises ;
Vu la délibération n°10-990-1 du 05 août 2010 portant complément à la délibération n° 09-431-5 du 31 mars 2009 portant détaxe d'un carburant en faveur des transporteurs routiers de marchandises ;
Vu la délibération n°15-1953 du 12 novembre 2015 portant modification de la délibération n°09-431-5 du 12 novembre 2015 portant détaxe au profit des transporteurs routiers de marchandises ;
Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n°14-2161-2 du 18 décembre 2014 portant instauration d'une autorité organisatrice de transports unique et d'un périmètre unique des transports, publiée au JORF n°0017 du 21 janvier 2015 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-228-1 du 4 octobre 2016 portant règles constitutives, compétences et régime financier de Martinique transport (habilitation transport), publiée au JORF du 26 novembre 2016 sous le n°CTRX1632510X ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-378-1 du 28 décembre 2016 portant modification des fiscalités applicables à certains produits pétroliers ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 12 décembre 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : La Collectivité Territoriale de Martinique (CTM) consent à la mise en place de régimes des détaxes imputées sur le produit de la Taxe Spéciale sur la Consommation (TSC) collecté pour le service des douanes.

ARTICLE 2 : Le montant affecté à ces détaxes est fixé à 2 848 000 €. La somme correspondante fait l'objet d'une inscription au chapitre 938 du budget de la Collectivité Territoriale et est versée par 12^{ème}.

ARTICLE 3 : Le produit disponible après les imputations citées à l'article 1 fait l'objet :

- d'un prélèvement de 10 % destiné au financement d'opérations d'investissement d'intérêt territorial portés par la CTM ;
- d'un prélèvement de 7% versé mensuellement à Martinique Transport à titre de contribution au financement des missions de l'AOTU (Autorité Organisatrice du Transport Unique).

ARTICLE 4 : Le solde restant est réparti comme suit :

- 17,22% aux communes et destiné :
 - A la voirie dont les communes ont la charge
 - Au développement des transports publics de personnes
 - A des dépenses d'investissement d'intérêt communal autres dans la limite de 10% de la dotation.
- 82,78% à la Collectivité Territoriale de Martinique affecté :
 - A l'aménagement du réseau routier national et des pistes forestières
 - Au développement des transports publics des personnes
 - Aux dépenses concourant au rétablissement de l'équilibre du budget au cas où la Collectivité ferait l'objet de mesure de redressement prévues à l'article L.1612-14 du CGCT.

ARTICLE 5 : Le contenu et les modalités de mise en œuvre des régimes de détaxes mentionnés à l'article 1 sont précisés en annexe de la présente délibération. Ils concernent les professionnels suivants : les transporteurs de marchandises, les artisans taxis (taxis de place et taxis collectifs), les transporteurs indépendants par cars exerçant sur les grandes lignes, les ambulanciers, les infirmiers libéraux et les structures d'enseignement à la conduite automobile.

ARTICLE 6 : La présente délibération modifie et remplace les dispositions des délibérations : n°97-858 du 18 décembre 1997 au profit des taxis de place, n°04-1023 du 15 septembre 2004 au profit des taxis collectifs, n°05-67 de mars 2005 au profit des transporteurs indépendants par cars grandes lignes, ainsi que les délibérations : n°09-431-5 du 14 mai 2009, n°10-990-1 du 5 août 2010 et n°15-1953-1 du 12 novembre 2015 relatives à la taxe sur la consommation.

ARTICLE 7 : Le Directeur général des services de la Collectivité Territoriale de Martinique et le Directeur interrégional des douanes sont chargés chacun en ce qui le concerne de la mise en œuvre de la présente délibération.

ARTICLE 8 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toute mesure nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 9 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 10 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique



Annexe 1 à la délibération n°17-534-1
Transporteurs routiers de marchandises

1 - Produits ouvrant droit à la détaxe :

- ✓ Gazole présentant un point d'éclair inférieur à 120° C

2 - Activités ouvrant droit à la détaxe :

Transporteurs routiers de marchandises

Les bénéficiaires sont des personnes physiques ou morales ayant la qualité de transporteur routier de marchandises et titulaires d'une licence de transport en cours de validité.

Ils sont régulièrement inscrits à la chambre des métiers ou de commerce et à jour de leurs cotisations sociales.

Les entreprises sont inscrites à un registre tenu par le Préfet de région et géré par la DEAL (direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement).

Les entreprises de transport routier de marchandises doivent respecter les directives du «paquet routier».

Le demandeur du remboursement doit être :

- Soit propriétaire du véhicule au dernier jour du semestre, période pour laquelle le remboursement est demandé (son nom ou sa raison sociale doit figurer sur le certificat d'immatriculation du véhicule).
- Soit titulaire d'un contrat de crédit-bail
- Soit titulaire d'un contrat de location de plus de 2 ans

NB : le locataire d'un contrat de crédit bail ou d'un contrat de location est prioritaire sur le propriétaire pour demander le remboursement, à condition de joindre une copie du contrat à la demande de remboursement.

3 - Modalités de mise en œuvre :

a - Les niveaux de remboursement

- 100 % de la TSC sur la base de 0,2809 € le litre ;
- Une consommation réelle plafonnée à 8 000 litres par véhicule agréé. Cette consommation s'apprécie par véhicule agréé affecté à l'exercice de la profession pendant une année entière.

b - Période de prise en charge

- Les demandes annuelles doivent être déposées à posteriori sur la base de la consommation de l'année précédente jusqu'au 30 septembre de la deuxième année consécutive.

c- Eléments relatifs à la demande

- Formulaire⁽¹⁾ à récupérer en ligne sur le site de la collectivité ou à retirer auprès des services
- Déclaration en ligne sur le site de la collectivité
- La carte grise du véhicule ou des véhicules en service
- La capacité à la conduite en cours de validité
- Certificat de visite technique en cours de validité
- Extrait K'Bis pour les sociétés
- Justificatif d'inscription à la chambre des métiers
- RIB

¹ Le document doit être impérativement accompagné des pièces justificatives demandées.

Annexe 2 à la délibération n°17-534-1 Ambulanciers

1 - Produits ouvrant droit à la détaxe :

- ✓ Essences et supercarburants à forte teneur en hydrocarbures aromatiques
- ✓ Essences et supercarburants
- ✓ Gazole présentant un point d'éclair inférieur à 120° C

2 - Activités ouvrant droit à la détaxe :

Ambulancier

Les activités concernant le transport sanitaire de patients ou blessés sur prescription médicale ou en cas d'appel d'urgence.

L'ambulancier doit détenir auprès de l'Agence Régionale de Santé :

- Un agrément au titre de l'aide médicale urgente
- Ou un agrément au titre de l'aide médicale urgente et sur prescription médicale
- Une autorisation de mise en circulation pour chaque véhicule

Les véhicules doivent obligatoirement être pourvus des signes distinctifs suivants :

- Gyrophare et avertisseurs spécifiques
- Affichage d'une croix régulière bleue et à 6 branches
- Affichage du nom de l'entreprise sur le véhicule, ou du nom du titulaire de l'agrément
- Le contrôle technique du véhicule à jour (obligatoire tous les ans)

Sont exclus de cette délibération :

- Les véhicules de Transport des Personnes à mobilité réduite (TPMR),
- Les activités exercées par l'ambulancier avec un véhicule ne répondant pas aux conditions fixées ci-dessus.

3 - Modalités de mise en œuvre :

a. Les niveaux de remboursement

- Une base forfaitaire de la TSC de 0,2809 € le litre ;
- Une consommation réelle plafonnée à 4 500 litres. Cette consommation s'apprécie par véhicule agréé affecté à l'exercice de la profession pendant une année entière.

b. Période de prise en charge

- Les demandes annuelles doivent être déposées à posteriori sur la base de la consommation de l'année précédente jusqu'au 30 septembre de l'année suivante.

c. Eléments relatifs à la demande

- Formulaire⁽²⁾ à récupérer en ligne sur le site de la collectivité ou à retirer auprès des services ;
- Déclaration en ligne sur le site de la collectivité ;
- La carte grise du véhicule ou des véhicules en service ;
- La capacité à la conduite en cours de validité ;
- Certificat de visite technique en cours de validité
- Extrait K'Bis pour les sociétés ;
- Justificatif d'inscription à la chambre des métiers ;
- RIB

² Le document doit être impérativement accompagné des pièces justificatives demandées.

Annexe 3 à la délibération n°17-534-1
Entreprises d'enseignement de la conduite automobile (auto-école)

1 - Produits ouvrant droit à la détaxe :

- ✓ Essences et supercarburants à forte teneur en hydrocarbures aromatiques
- ✓ Essences et supercarburants
- ✓ Gazole présentant un point d'éclair inférieur à 120° C

2 - Activités ouvrant droit à la détaxe :

Les entreprises d'enseignement à la conduite automobile

L'auto-école doit détenir un agrément délivré par les services de la préfecture en cours de validité au moment du dépôt de la demande.

↳ Respecter les règles spécifiques aux véhicules :

- Détenir une autorisation de mise en circulation délivrée sous la forme d'une mention spéciale portée sur le certificat d'immatriculation,
- Avoir un contrôle technique à jour,

↳ Respecter l'obligation d'assurance

Sont exclues de cette délibération :

- Les activités exercées par l'enseignant à la conduite automobile avec un véhicule ne répondant pas aux conditions fixées ci-dessus.

3 - Modalités de mise en œuvre :

a - Les niveaux de remboursement

- Une base forfaitaire de la TSC de 0,2809 € par litre ;
- Une consommation réelle plafonnée à 1 400 litres. Cette consommation s'apprécie par véhicule agréé affecté à l'exercice de la profession pendant une année entière.

b - Période de prise en charge

- Les demandes annuelles doivent être déposées à posteriori sur la base de la consommation de l'année précédente jusqu'au 30 septembre de l'année suivante.

c - Eléments relatifs à la demande

- Formulaire³ à récupérer en ligne sur le site de la collectivité ou à retirer auprès des services
- Déclaration en ligne sur le site de la collectivité
- La carte grise du véhicule en service
- La capacité à la conduite en cours de validité
- Certificat de visite technique en cours de validité
- Extrait K'Bis pour les sociétés
- Justificatif d'inscription à la chambre des métiers
- RIB

³ Le document doit être impérativement accompagné des pièces justificatives demandées.

Annexe 4 à la délibération n° 17-534-1
Infirmiers libéraux

1 - Produits ouvrant droit à la détaxe :

- ✓ Essences et supercarburants à forte teneur en hydrocarbures aromatiques
- ✓ Essences et supercarburants
- ✓ Gazole présentant un point d'éclair inférieur à 120° C

2 - Activité ouvrant droit à la détaxe :

Infirmiers libéraux

L'infirmier libéral travaille à son propre compte ou dans un cabinet. Il se rend au domicile des patients.

Il détient un identifiant unique professionnel délivré par l'Agence Régional de Santé et une carte de professionnel de santé délivrée par la caisse d'assurance maladie.

Le véhicule déclaré auprès des services de l'ARS est celui qui sert au calcul pour le remboursement de la détaxe.

Sont exclus de cette délibération :

- Les infirmiers à temps partiel,
- Les activités exercées par l'infirmier libéral avec un véhicule ne répondant pas aux conditions fixées ci-dessus.

3 - Modalités de mise en œuvre :

a - Les niveaux de remboursement

- Une base forfaitaire de la TSC de 0,2809 € par litre ;
- Une consommation réelle plafonnée à 2 800 litres. Cette consommation s'apprécie par véhicule agréé affecté à l'exercice de la profession pendant une année entière.

b - Période de prise en charge

-Les demandes annuelles doivent être déposées à postériori sur la base de la consommation de l'année précédente jusqu'au 30 septembre de l'année suivante.

c - Eléments relatifs à la demande

- Formulaire⁴ à récupérer en ligne sur le site de la collectivité ou à retirer auprès des services ;
- Déclaration en ligne sur le site de la collectivité.

⁴ Le document doit être impérativement accompagné des pièces justificatives demandées.

Annexe 5 à la délibération n° 17-534-1
Transporteurs de voyageurs

1 - Produits ouvrant droit à la détaxe :

- ✓ Essences et supercarburants à forte teneur en hydrocarbures aromatiques
- ✓ Essences et supercarburants
- ✓ Gazole présentant un point d'éclair inférieur à 120° C

2 - Activités ouvrant droit à la détaxe :

a - Taxis de place

Les activités concernant le transport public de personnes et de leurs bagages à titre onéreux par un taxi titulaire d'une autorisation de stationnement sur la voie publique (licence de taxi).

Le bénéficiaire de ce remboursement est :

- Celui qui assure personnellement l'exploitation effective et continu du taxi
- L'exploitant qui a recours à des salariés
- Celui qui prend un taxi en location auprès d'une personne titulaire d'une autorisation.

Lorsque l'exploitation de la licence de taxi n'a pas engagé lui-même les dépenses d'achat de carburant et perçoit le remboursement pour le compte d'un salarié ou d'un locataire, il doit obtenir un mandat de l'acheteur réel pour percevoir le remboursement.

Les véhicules doivent obligatoirement être pourvus des signes distinctifs suivants :

- Un compteur horokilométrique,
- Un dispositif extérieur lumineux la nuit portant la mention TAXI,
- L'indicateur visible de l'extérieur du nom de la commune ainsi que le numéro d'autorisation de stationnement.

b - Cars de grande ligne

Les exploitants d'entreprises de transport routier public en commun de voyageurs par cars qui sont régulièrement inscrits auprès des services de la préfecture.

c - Taxis collectif

Les exploitants d'entreprises de transports routier public en commun de voyageurs par taxi-collectif « taxico » qui sont régulièrement inscrits auprès des services de la préfecture.

Sont exclus de cette délibération :

- Les véhicules de Transport des Personnes à mobilité réduite (TPMR),
- Les activités exercées par l'artisan taxi avec un véhicule ne répondant pas aux conditions fixées ci-dessus.

3 - Modalités de mise en œuvre :

a - Les niveaux de remboursement

- 100 % de la TSC sur la base de 0,2809 € par litre
- Une consommation réelle plafonnée à 5 000 litres. Cette consommation s'apprécie par véhicule affecté à l'exercice de la profession pendant une année entière.

b - Période de prise en charge

- Les demandes annuelles doivent être déposées à posteriori sur la base de la consommation de l'année précédente jusqu'au 30 septembre de la deuxième année consécutive.

c - Éléments relatifs à la demande

- Formulaire⁵ à récupérer en ligne sur le site de la collectivité ou à retirer auprès des services de la collectivité
- Déclaration en ligne sur le site de la collectivité
- Une copie intégrale de la carte grise du ou des véhicules pour lesquels la détaxe est demandée
- Une photocopie intégrale de la carte de stationnement
- Copie de la licence

⁵ Le document doit être impérativement accompagné des pièces justificatives demandées.



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171220-17-535-1-DE
Date de télétransmission : 03/01/2018
Date de réception préfecture : 03/01/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-535-1

MODIFICATION DE LA FICHE 1 DE LA DELIBERATION DU CONSEIL REGIONAL DE MARTINIQUE N°11-1433-2 DU 27 SEPTEMBRE 2011 PORTANT ADOPTION DU DISPOSITIF D'AIDES AUX ENTREPRISES (AXE 1 ET 2 DE LA REFORME DES AIDES REGIONALES – SOUTIEN ET ACCOMPAGNEMENT AUX ENTREPRISES) : MODULATION DES TAUX D'INTERVENTION ET RÉVISION DU PLAFOND POUR LES AIDES EN FAVEUR DU SECTEUR DU TOURISME

L'An deux mille dix-sept, le vingt décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs Christiane BAURAS, Joachim BOUQUETY (procuration à Eugène LARCHER), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Fred LORDINOT (procuration à Kora BERNABE), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Lucien RANGON), Charles-André MENCE (procuration à Félix CATHERINE), Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE (procuration à Lucien ADENET), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Sandra VALENTIN), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Jean-Philippe NILOR), Louise TELLE (procuration à Georges CLEON).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°651/2014 du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du Traité ;

Vu le régime cadre exempté de notification N° SA 39252 relatif aux aides à finalité régionale (AFR) pour la période 2014-2020 ;

Vu les lignes directrices concernant les aides d'Etat à finalité régionale pour la période 2014-2020 (2013/C 209/1) ;

Vu le code civil ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code général des impôts ;

Vu le décret n°2014-758 du 2 juillet 2014 relatif aux zones à finalité régionale et aux zones d'aide à l'investissement des petites et moyennes entreprises pour la période 2014-2020 ;

Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n° 11-1433-2 du 27 septembre 2011 portant adoption du dispositif d'aides aux entreprises (axe 1 et 2 de la réforme des aides régionales – soutien et accompagnement aux entreprises) ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 15-0003 du 18 décembre 2015 du 18 décembre 2015 portant élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs-cadre pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application (annexe 1) ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif en charge des affaires financières et budgétaires, de l'octroi de mer, de la fiscalité, des Fonds européens et questions européennes et du tourisme ;

Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Les dispositions de la fiche 1 de l'axe 1 du dispositif d'aides aux entreprises, adopté par délibération du Conseil Régional de Martinique n°11-1433-2 du 27 septembre 2011 susvisée, et relatives aux aides en faveur du secteur du tourisme sur le dispositif « Aide régionale à la création et au développement d'activités (ARCDA) » sont modifiées comme suit :

CRITERES DE SELECTION DES OPERATIONS

Le programme d'investissement est porté à un montant inférieur ou égal à deux cent mille euros (200 000 €) coût total HT.

CONTENU OPERATIONNEL

- Taux d'intervention

Le taux d'intervention est modulable jusqu'à 60%.

La modulation s'effectuera sur la base de critères d'appréciation des projets tels que :

- leurs intérêts,
- leurs caractères innovant,
- leurs apports en termes d'aménagement du territoire, en tenant compte en particulier de la contribution des projets à des dynamiques de développement local, certains secteurs étant aujourd'hui déjà bien équipés (littoral sud notamment).

ARTICLE 2 : Les modifications mentionnées à l'article 1 feront l'objet d'une mise en œuvre dès que la présente délibération sera rendue exécutoire.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour procéder en Conseil Exécutif à l'attribution de ces aides et signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 4 : Toutes les autres dispositions de la la délibération du Conseil Régional de Martinique n° 11-1433-2 du 27 septembre 2011 portant adoption du dispositif d'aides aux entreprises (axe 1 et 2 de la réforme des aides régionales – soutien et accompagnement aux entreprises), demeurent applicables.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 19 et 20 décembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

